
UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01068087 4


EX LIBRIS
de SAVITSCH
19
48


VELUT ARBOR ÆVO





LA RUSSIE

ANCIENNE ET MODERNE


PARIS
IMPRIMERIE J. CLAYE
Rue Saint-Benoît, 7.



Ad Yvon del. Ch Colin sc.

SÉBASTOPOL.

Imp. F. Chardon aîné 30 r. Hautefeuille Paris

LA RUSSIE

ANCIENNE ET MODERNE

D'APRÈS LES CHRONIQUES NATIONALES

ET LES MEILLEURS HISTORIENS

PAR MM.

CHARLES ROMEY ET **ALFRED JACOBS**



PARIS

FURNE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

M DCCC LV

PRÉFACE



ORSQU'EN 1648, à la suite de l'une des plus longues guerres qui aient ensanglanté l'Allemagne, les plénipotentiaires réunis à Munster et à Osnabruck en Westphalie, posèrent les bases de l'équilibre européen, dans ce pacte destiné à protéger l'avenir contre les ambitieux, à donner des garanties aux faibles contre les forts, à établir entre les diverses puissances une utile solidarité, tous les États de l'Europe furent représentés, tous moins un seul, la Russie. C'est qu'alors l'Europe, s'arrêtait pour ainsi dire, à la Vistule. Au delà de ce fleuve et de la nation chevaleresque et guerrière qui habitait ses rives, on savait qu'il existait une sauvage contrée appelée Moskovie ; mais personne n'eût pensé qu'un jour du sein de cette région glacée, se lèverait une nation assez puissante pour bouleverser avant un siècle l'œuvre de la diplomatie européenne.

En effet, laissée à elle-même, livrée au développement régulier de sa vie et de ses institutions, la nation moskovite eût encore eu pour de longs siècles d'enfance et d'obscurité. Mais tout à coup un géant s'y leva ; il s'indigna de l'infériorité des hommes auxquels il allait commander, jeta autour de lui ses regards, emprunta aux nations fortes et brillantes qui fai-

saient la loi au monde, leur marine, leur organisation militaire, leurs mœurs et jusqu'à leur costume, imposa ces nouveautés sans transition et sans ménagements à ses sujets demi-européens, demi-asiatiques, les dota malgré eux de gloire militaire, agrandit ses provinces, conquit des mers, prétendit régler l'avenir en traçant pour ses successeurs un programme de leurs conquêtes; et, ayant ainsi charpenté un colosse à grands coups de hache, il s'endormit avec la conviction d'avoir fondé un puissant empire et d'avoir ouvert la Russie à la civilisation.

Il avait fondé un puissant empire, mais il n'avait pas civilisé son peuple. Civilisation n'est pas un vain mot, synonyme de puissance matérielle et de force militaire. Le développement intellectuel, l'amélioration sociale, que ce mot traduit et résume, ne sauraient être l'œuvre d'un homme et le produit d'un jour. Préparée par le travail des siècles, enfantée par le labeur successif des générations, la civilisation ne vivifie et ne récompense que les sociétés qui ont fait pour arriver à elle de longs efforts. On ne l'évoque pas comme une facile apparition, en empruntant aux peuples qu'elle anime, leur costume, leurs mœurs, et même leurs artisans et leurs procédés. La Russie, telle que la laissa Pierre le Grand, n'était donc pas civilisée; elle commençait tout au plus à se revêtir d'un vernis superficiel, grâce au contact des autres nations européennes. Avec ses populations enchaînées à un dur servage, son souverain, placé par sa toute-puissance aussi haut que la divinité, jusqu'au jour où il est jeté à terre et massacré dans son palais, avec ses grands fonctionnaires voués à l'immoralité, ses généraux concussionnaires, sa magistrature vénale, ses prêtres grossièrement fanatiques, elle reproduisait les vices des sociétés corrompues ou barbares, et présentait, sous des couleurs plus sombres encore, le tableau des sociétés du moyen âge livrées à l'arbitraire et déchirées par l'anarchie.

Ainsi, à la mort de Pierre le Grand, se produit un phénomène anormal : c'est une disproportion extrême, un complet désaccord entre les institutions barbares de la Russie et l'influence qu'elle va être en mesure d'exercer.

Dans cette situation, que feront les successeurs de Pierre I[er]? S'efforceront-ils, repliés en quelque sorte sur eux-mêmes, livrés tout entiers à un grand travail de législation et de réformes, de mettre l'état social de leur peuple au niveau de sa force et de sa puissance? Non, ils veulent atteindre les limites du développement extrême que leur a promis le créateur de la Russie: ils s'agrandissent, ils sont pressés de jouir de leur influence, d'étendre leur domination. Quant aux améliorations intérieures, elles restent pour la plupart à l'état d'idées stériles, de tentatives avortées. Une femme qui semblait destinée par toutes les qualités de son esprit à compléter Pierre le Grand, se borna à continuer son œuvre extérieure. Puis, comme ce désaccord plus sensible chaque jour entre la force de la Russie et son état social la choquait elle-même, elle tâcha de faire illusion à l'Europe et de dissimuler les vices de la société russe, en achetant les éloges des hommes influents du XVIII[e] siècle, en se déclarant bien haut la protectrice des sciences et des arts, l'amie des idées libérales et de la philosophie. Elle oubliait que la licence de ses mœurs et les infamies de sa cour suffisaient pour donner un démenti aux principes qu'elle affichait, et montrer l'immense intervalle qui séparait la Russie du reste de l'Europe.

Ces tentatives de réformes, incomplétement développées par la grande Catherine, n'obtinrent de ses successeurs, Alexandre et Nicolas, que d'insuffisants efforts. Le premier, par son caractère et le penchant de son esprit, semblait destiné à devenir l'un de ces souverains législateurs, véritables messies qu'attend la Russie moderne; mais, lancé dans un tourbillon de gloire et de conquêtes, il se laissa séduire par les perspectives que lui ouvrait l'ambition, et accepta le partage du monde. Plus tard, les succès de la dernière coalition contre la France, firent de lui le chef de la Sainte-Alliance, le protecteur des souverains contre les peuples révolutionnaires, l'arbitre des royautés européennes.

La Russie semblait donc prépondérante en Europe, quand Nicolas monta sur le trône. Enivré de l'orgueil de sa toute-puissance, ce sou-

verain se crut destiné à transporter sur le Bosphore le siége de son empire. Il voyait dans l'occupation de Constantinople le couronnement de l'œuvre commencée par Pierre Ier et Catherine II, et il dépensa, pour atteindre ce but, les grandes et fortes qualités de son esprit.

Mais, tandis que la Russie agrandissait son territoire, augmentait sa marine, accumulait ses ressources militaires, l'Europe n'était pas restée inactive; elle avait accompli un autre travail. Les idées libérales s'y étaient précisées, l'industrie et le commerce avaient reçu une impulsion inouïe; on avait vu se multiplier ces grandes inventions, résultats et moyens de la civilisation, qui sont destinées à unir les peuples, à fondre ensemble les nationalités, à propager les lumières. Cet immense et pacifique travail, les crises politiques et le souvenir d'anciennes inimitiés, ne pouvaient faire oublier aux nations européennes les conditions de leur salut commun; le moment où l'ambition russe oserait encore étendre sa sphère, et menacer Constantinople, clef d'un double monde, ce moment devait être le signal d'une lutte implacable entre la Russie et l'Europe, entre la barbarie et la civilisation.

Cette lutte est aujourd'hui commencée; les deux années qui viennent de s'écouler en ont vu se dérouler les premières phases. Quelles seront ses complications et ses résultats dans l'avenir? Nul ne saurait le dire. Toutefois, grâce à des succès laborieux mais décisifs, il est permis de présager le triomphe de l'Occident et d'entrevoir que la Russie, affaiblie, diminuée, contenue dans ses limites, se trouvera replacée dans une voie salutaire et forcée de reprendre pour la compléter l'œuvre informe de législation que ses souverains n'ont fait qu'ébaucher depuis Alexis Romanof jusqu'à Nicolas. C'est par des créations sans nombre, par des efforts longs et douloureux peut-être, mais nécessaires, qu'elle pourra s'élever jusqu'aux autres nations, et qu'alors il lui sera permis de reparaître devant l'Europe non plus avec des baïonnettes, avec des canons traînés par un troupeau d'esclaves, mais en lui présentant un peuple éclairé et prêt à remplir le rôle que Dieu lui a assigné dans les destinées du monde.

Le peuple, voilà ce qui jusqu'à nous a manqué à la Russie; et qu'est-ce qu'une histoire sans peuple? Pour qui, après de longs siècles écoulés, se passionnent encore les générations? ce n'est pas pour les souverains que la légende nous montre le front couronné et la main armée du sceptre; ce n'est pas pour le petit cercle de privilégiés qui s'agite autour d'eux; ce n'est pas même pour ces grands ambitieux qui ont traversé le monde comme des météores, traînant la gloire et les conquêtes. Les souverains sont jugés par le bien qu'ils ont su faire; et aux conquérants, l'histoire demande s'ils portaient une idée civilisatrice comme Alexandre et César, ou s'ils semaient le carnage stérile comme Attila et Timour. Mais ce qui plaît toujours dans le passé, c'est la lutte, le travail, la vie de cet ensemble d'hommes par lesquels et pour lesquels une nation marche et se développe. On aime à les suivre depuis le jour où pour la première fois on sent battre leur cœur, jusqu'à celui où leur esprit s'est pleinement ouvert au sentiment de leurs droits et à la notion de leurs devoirs. Au milieu de leurs souffrances, et même de leurs injustices et de leurs fautes, on les aime, on les excuse, on les plaint. C'est que ces hommes sont nos pères ou nos frères, la nation qui s'est formée hier, celle qui se formera demain.

C'est parce que la Russie n'a pas eu de peuple que son histoire jusqu'à nous présente un si triste assemblage de scandales, tant d'abjection et de misère. Mais si nous laissons l'histoire pour aborder les ouvrages d'observation qui nous livrent la vie intime de la Russie et nous déroulent toutes les conditions de sa vie sociale, quels types pleins de force, de finesse, de bon sens et de poésie, apparaissent dans ces misérables serfs, parmi ces hommes végétant depuis des siècles dans l'esclavage! Il y a en eux tous les éléments d'un peuple qui attend que ses maîtres l'émancipent, le disciplinent, le lancent dans la voie qui le conduira vers ses destinées.

Quelles seront ces destinées? Elles ne consisteront pas à placer les pays de la religion grecque sous un même sceptre, ni à protéger le principe d'ordre et d'autorité, comme on l'a prétendu longtemps, en souvenir de la Sainte-Alliance; elles ne consisteront pas non plus à réunir sous une seule

domination les pays slaves. Dieu nous promet mieux aujourd'hui et de plus vastes alliances que celles que formeraient les nationalités scandinave, slave ou germaine.

Placée entre l'Europe et l'Asie, c'est sur ces deux mondes que la Russie semble appelée à exercer son influence future, non en leur imposant un sceptre de fer, mais en reportant de l'un à l'autre les sentiments, les procédés, les éléments de la civilisation. Comme l'a dit, il y a déjà plusieurs années, l'écrivain qui a étudié avec le plus de profit son histoire : « ... Imbue de toutes nos idées, livrée comme nous à toutes les branches de l'industrie, en possession de tous nos secrets, y ajoutant celui d'une persévérance que les difficultés ne réussissent pas à lasser, elle peut se retourner vers l'Asie, s'efforcer de la rendre tributaire de ses talents acquis, l'attirer dans sa sphère, animer par des intérêts nouveaux tous ces peuples plongés dans une stupeur léthargique ou isolés par le fanatique religieux ; elle peut apprendre à leur école, pour nous le transmettre, tout ce que l'imagination des Orientaux, leur esprit rêveur et mystique enfanteraient encore de conceptions propres à réveiller chez nous l'idéalisme en défaillance, et à combattre par les fraîches impressions de la poésie la sécheresse de la vie matérielle et le positivisme des affaires [1] ».

Quand la Russie aura rempli une telle mission, son histoire sera belle à écrire. Aujourd'hui elle doit l'intérêt qu'elle présente à la lutte sans pareille qu'engagea contre la nature et contre ses sujets le plus opiniâtre des souverains, à l'habileté prodigieuse de Catherine, et aux circonstances de cette ambition traditionnelle qui l'a dressée face à face contre l'Europe. MM. Charles Romey et Alfred Jacobs, le premier pour la partie ancienne depuis Rurik jusqu'aux Romanof, le second pour la partie moderne, de Michel Romanof à Alexandre II, se sont chargés d'écrire cette histoire, et ils se sont efforcés, tout en signalant les fautes de la Russie, en dénonçant son ambition, la persévérance de ses des-

[1] M. Schnitzler, *Introduction à l'Histoire intime de la Russie.*

seins et les funestes conséquences que leur réalisation entraînerait, de faire revivre ses grandes pages et de montrer que, si elle renonce à de vaines entreprises pour s'unir à l'Europe dans un but de conquête morale, elle pourra trouver dans ce nouveau chemin une prospérité et une gloire que ses souverains ont inutilement rêvées dans les murs de Constantinople.



LA RUSSIE

ANCIENNE ET MODERNE

CHAPITRE PREMIER

ORIGINES. — DYNASTIE DE RURIK.

Aperçu géographique et physique. — Population. — Commencement du peuple russe. — Irruption des Varègues russes chez les Slaves de l'Ilmen. — Fondation de Novgorod. — Arrivée des trois frères Rurik, Sineous et Trouvor. — Rurik, premier grand-prince. — Askhold et Dir à Kief — Première expédition des Russes contre la Grèce. — Oleg et Igor, fils de Rurik (Rurikovitch). — Expédition d'Oleg contre Constantinople. — Traité de paix avec les Grecs. — Nouvelle irruption d'Igor en Grèce. — Sa défaite. — Sa mort violente chez les Drevliens. — Sainte Olga. — Sviatoslaf. — Iaropolk et Vladimir le Grand. — Conversion et baptême des Russes. — Partage de la Russie en apanages entre ses descendants.

(DE 862 A 1223)



L'EMPIRE russe est si vaste que les princes qui l'ont gouverné jusqu'à ce moment n'en ont pas plus connu avec précision les limites que les habitants. Huit cents lieues du sud au nord, deux mille lieues de l'est à l'ouest, formant un total de onze cent mille lieues carrées, voilà, par approximation, ce qui compose le domaine d'un seul; mais, à beaucoup près, la population n'en est pas en rapport avec l'étendue. Quarante ou cinquante millions d'hommes de races et de langues diverses vivent épars ou végètent sur cet immense territoire, sans

autre lien entre eux que le lien factice qui les rattache à Pétersbourg. On a tout exagéré de cet empire, hors son étendue territoriale. C'est le comte de Ségur qui a dit, je crois, que, lorsqu'on parle de la Russie, les mots de *distance*, d'*étendue*, de *dispersion*, reviennent toujours et s'appliquent à tout.

Adossé aux limites du monde, un pied en Europe et l'autre en Asie, le colosse russe étend ses vastes bras du nord au midi et du levant au couchant, sur un espace qui représente près du huitième des terres connues du globe. La mer Glaciale, au nord; au midi, la Tartarie indépendante et la Tartarie chinoise; au couchant, la Laponie, le golfe de Finlande, la mer Baltique et la Pologne; au levant, la mer Pacifique, et les mers particulières qui reçoivent leurs noms des côtes qu'elles baignent : tel est le cadre immense qui réunit les diverses régions connues sous le nom de Russie.

Les monts Ourals séparent la Russie européenne de la Russie asiatique. La Russie d'Europe, bien moins étendue que celle d'Asie, est en général un pays plat; seulement, à sa partie méridionale et orientale, s'élèvent de hautes montagnes : celles qui occupent le centre sont peu considérables. Au nord, on voit de grands lacs, et, au midi, de vastes steppes : le terrain s'abaisse, au nord, vers la mer Baltique et l'Océan septentrional; au sud, vers la mer Noire et la mer Caspienne.

La Russie asiatique forme une plaine immense, entrecoupée çà et là par des montagnes; elle s'abaisse insensiblement vers l'Océan septentrional, et s'élève peu à peu, au midi, jusqu'aux hautes montagnes qui séparent la Russie de la Chine.

La population disséminée aujourd'hui sur cette immense surface est évaluée par Stork, à quarante millions d'individus; mais cette estimation, faite d'après des recensements incomplets ou inexacts, a paru trop faible à d'autres savants. « Il est difficile de donner le chiffre approximatif de la population russe, dit M. Chopin; à cet égard presque toutes les sources varient; un grand travail officiel pourrait seul dissiper les incertitudes que soulèvent les données statistiques, même dans les ouvrages qui font autorité. » Par malheur, ce travail officiel manque, et l'on en est réduit à ces sources qui varient si fort. Les estimations les plus favorables portent aujourd'hui le chiffre en question à 60 millions. Hassen le fixe d'une manière vague à «plus de 59 millions» ; mais les variantes qu'il indique ne présentent qu'une moyenne de 43 millions. L'estimation de la population par races, d'après Schnitzler[1], donne un total de cinquante-quatre millions six cent quatre-vingt-six mille sept cents âmes. Mais on ne saurait admettre ce chiffre, selon nous, que sous bénéfice d'inventaire, l'évaluation du savant statisticien ne s'appuyant que sur des données encore incertaines. On voit toutefois, par le tableau des divers éléments réunis de la population de l'empire qui lui fournissent ce chiffre, combien ces éléments diffèrent entre eux, et de quelles masses

[1] J.-H. Schnitzler, *Essai d'une statistique générale de l'empire de Russie.*

hétérogènes se compose la Russie. Encore Schnitzler se borne-t-il à donner la nomenclature des peuples les plus importants; il en énumère près de vingt-cinq; mais il y en a, en tout, plus de quatre-vingt-dix relevant de la monarchie russe, et parlant, sans compter les dialectes, quarante langues différentes. Aucun pays de la terre n'offre dans sa population une si prodigieuse variété [1].

RURIK. — Les historiens de la Russie font commencer leur récit au Scandinave Rurik ou Rourik, à peu près comme les Français prennent l'histoire de France à partir de Clovis, avec cette différence que ce point de départ n'arrive, pour les Russes, qu'au IXe siècle. D'après Koch, c'est en effet dans la Suède qu'il faut chercher la Russie avant Rurik : tout comme l'ancienne France se trouve dans la Westphalie et la Hesse avant Clodion et la fondation de la nouvelle monarchie des Francs dans la Gaule.

Karamsin, dans sa carte de Russie au IXe siècle, c'est-à-dire dans la carte des pays qui ont formé depuis la Russie tels qu'ils étaient au IXe siècle, du Ganvickou ou mer Blanche et de la mer des Varègues (la mer Baltique) à la mer des Khvalisses (la mer Caspienne), place les Slaves proprement dits, d'après Nestor, sur les bords du Volkhof et du lac Ilmen; mais, des autres peuples dont il donne les noms, la plupart, depuis les bouches du Danube et du Dniéper jusqu'aux sources du Volga, étaient aussi des peuples slaves. C'était là incontestablement, alors comme aujourd'hui, la race la plus nombreuse parmi celles qui occupaient ce vaste territoire; mais la diversité même des noms que les Slaves portaient dans leurs nombreuses divisions et subdivisions séparées les unes des autres par de grandes distances, prouve qu'ils devaient être à peu près sans communication entre eux, et très-loin de former un corps de nation, avant que les conquérants de race germanique qui, dans les dernières années du IXe siècle, leur imposèrent le nom de Russes, fussent venus les dominer et réunir leurs tribus éparses sous un seul chef.

Comme les Gaëls, les Pélasges et les Germains, comme les Finnois, les Slaves étaient originaires de l'Asie centrale, cette pépinière d'hommes qui a si longtemps envoyé à l'Europe des flots de barbares errants, pour qu'ils vinssent s'y convertir peu à peu en populations agricoles et en grandes nations civilisées. Pour la première fois leur nom apparaît au Ve siècle de notre ère, lors de la grande invasion d'Attila [2]. On les mentionne entre les peuples répandus des montagnes de l'Illyrie aux rivages de la Baltique, et des bords du Dniéper ou Boristhène au lac Ladoga; on les voit se partageant le sol avec les tribus finnoises qui les y avaient pré-

[1] Schnitzler lui-même, quelque favorable qu'il soit au gouvernement russe, arrive à cette conclusion que « la population de la Russie n'est nullement en proportion avec l'immense étendue de cet empire, » et que, « dans un espace donné, sur lequel, dans les autres pays, on trouverait 450 habitants, la Russie, prise dans son ensemble, n'en offre guère que 30. »

[2] Le mot *slava* signifie *gloire* dans les dialectes slavons encore en usage dans la Russie, la Pologne et la Bohême; mais on a justement remarqué que ce mot lui-même dérive de *slova*, parole. *Slave* ou *Slove* serait donc *celui qui a la parole*, qui parle l'idiome national de la race.

cédés, barbares comme elles, et comme elles à demi nomades. C'est au milieu de ces peuplades slaves et finnoises que Rurik le Normand vint jeter, au IX[e] siècle, les premiers fondements de la monarchie des Russes. Lui et les grands-princes ses successeurs étendirent leurs conquêtes depuis les mers Baltique et Blanche jusqu'au Pont-Euxin, et firent trembler sur leur trône les empereurs d'Orient, pendant le cours du X[e] siècle. En vrais marins normands, ils s'embarquaient sur le Dniéper, infestaient avec leurs flottilles les côtes de la mer Noire, jetaient l'épouvante jusque dans la ville de Constantinople, et forçaient les empereurs grecs de leur payer de fortes sommes pour racheter leur capitale du pillage.

« En 859, les Varègues, qui demeuraient de l'autre côté de la mer, dit Nestor[1], vinrent lever tribut sur les Tchoudes, les Slaves, les Mériens, et sur tous les peuples Krivitches. Dans ce temps-là, les Polaniens, les Sévériens et les Viatitches étaient tributaires des Khozares, qui prélevaient un écureuil par maison. »

Les Scandinaves, d'entre lesquels étaient ces Varègues « qui demeuraient de l'autre côté de la mer[2], » habitaient les trois royaumes de Danemark, de Suède et de Norvége; ils entreprenaient, bien avant l'époque dont parle Nestor, l s traversées et les expéditions les plus difficiles. L'histoire est pleine de leurs exploits: leurs courses et leurs conquêtes lointaines donnent à penser qu'ils purent, longtemps avant Rurik, visiter, les armes à la main, les contrées, si rapprochées d'eux, où l'empire de Russie s'est depuis élevé. Les principaux établissements des Slaves étaient alors Kief et Novgorod; Kief en Ukraine, et Novgorod sur le lac Ilmen, non loin de la province où s'élève actuellement Pétersbourg. C'étaient là leurs villes les plus importantes, ou, comme parlent certains historiens, leurs capitales.

Ce qu'était une ville en ces temps reculés, ce qu'était Novgorod spécialement, on le comprend assez bien par ce qu'en disent Nestor et les historiens postérieurs. Lévesque et Karamsin la nomment une *république*. Mais ce qu'ils rapportent de son importance, de son commerce, de sa liberté, et ce nom de république qu'ils lui donnent, ne doivent pas être pris dans le sens moderne. Une république, en ces temps barbares, était une agrégation d'hommes, d'ordinaire de la même race, qui se gouvernaient eux-mêmes tant bien que mal, divisés en factions souvent ennemies au sein de la patrie commune. Une ville, surtout une ville slave alors, n'était guère qu'une réunion d'habitations, de cabanes en bois, de huttes même, occupant une enceinte plus ou moins étendue. Les historiens nous disent que Rurik, ayant fixé sa résidence à Novgorod, la fortifia : donc, cette ville était auparavant sans mur de clôture. Il la fortifia, c'est-à-dire que,

[1] Le plus ancien annaliste des Russes — Le titre de la chronique de Nestor est : *Récit des ans qui ont passé, par le moine théodosien du monastère des Cavernes; d'où est la terre de Russie, et qui y a commencé la première souveraineté.*

[2] Varègues, du mot gothique *vœringar*, guerriers, gardes, soldats.

suivant l'usage du temps et de la contrée, il entoura cet assemblage de cabanes, Novgorod la Grande (*Véliki Novgorod*), d'un rempart de terre soutenu d'une forte charpente. Les chroniques russes ne disent point bâtir, mais couper une ville (*roubit gorod*) : c'est qu'en effet l'art de bâtir ne consistait alors qu'à couper et à équarrir grossièrement des arbres pour les assembler ensuite et en faire un édifice. Quand on avait bouché les joints avec de la mousse, l'édifice était terminé. C'est, de nos jours encore, l'architecture à l'usage du peuple des campagnes.

On connaît la simplicité des maisons des paysans russes; il est probable que leur ameublement n'a jamais été autre que ce qu'il est encore aujourd'hui : une table, un four et quelques escabeaux. La pièce importante est le four : c'est le meuble nécessaire, dont le tambour sert de lit à tous les habitants de la maison. Pendant huit mois de l'année, le peuple se tient renfermé dans ces *isbaz*, nom qu'il donne à ces étuves peu spacieuses où le père, la mère et les enfants se couchent pêle-mêle sur des tapis de grosse bourre. Les isbaz sont tous construits sur le même modèle : des arbres posés en travers l'un sur l'autre avec de la mousse qui comble les interstices, en forment les parois extérieures, et, dans l'intérieur, les cloisons, quand il y a plus d'une chambre. Ces maisons ne sont pas, comme on voit, d'une construction difficile : d'ailleurs, on en trouve les pièces toutes faites sur le marché, il ne s'agit plus que de les dresser, suivant l'ordre du numérotage. A Moskou, le marché aux maisons se tient dans un vaste emplacement hors de la dernière enceinte; on y trouve des habitations de toutes dimensions et à tout prix : ce sont des arbres équarris, garnis de tenons, de mortaises, et numérotés de manière à pouvoir être rassemblés et montés en un clin d'œil. L'acheteur désigne le nombre et l'étendue des chambres qu'il désire; et, si le marché se conclut, il fait enlever sa maison, la transporte, suivant son goût, à la ville, à la campagne, sur les bords d'une rivière ou au penchant d'une montagne; dans la journée, il bâtit le toit qui doit l'abriter avec sa famille. Par ce qui est, on devine ce qui a été. Les maisons de Novgorod, sans doute nombreuses et dressées sur un terrain d'une vaste étendue, devaient en effet présenter l'aspect d'une grande cité, mais d'une cité composée d'*isbaz*.

Il importait, ce nous semble, de bien préciser ce qu'était Novgorod : c'est là proprement que la Russie a commencé. Novgorod la Grande en fut la première capitale; Kief en fut la seconde; puis, à de longs intervalles, Moskou la troisième, et Pétersbourg la dernière.

L'histoire de Novgorod et celle de Kief, jusqu'au IXe siècle, sont également inconnues. On dit seulement qu'à cette époque, livrée à des dissensions intestines et sans doute menacée par ses voisins, Novgorod demanda des princes aux Varègues russes ou fut forcée d'en recevoir d'eux. Ses ambassadeurs se rendirent chez les Varègues, rapporte Nestor, et ils dirent aux princes de la Varégie : « Notre terre est grande et fertile, mais le conseil y manque. Ainsi, venez; vous

« régnerez sur nous, et nous gouvernerez. » Trois frères varègues réunirent leurs familles, et vinrent, en effet, occuper la Slavonie. Ils abordèrent donc chez les Slaves, dans le pays desquels ils bâtirent la ville de Ladoga. Le plus âgé des trois, *Rurik*, fixa sa résidence le long des rives du fleuve de ce nom ; le second, *Sineous*, s'établit aux environs du lac Blanc ; le troisième, *Trouvor*, à Isborsk [1].

Voilà les hommes que les Novgorodiens appelèrent, dit-on, à les gouverner. De cet appel Karamsin tire une conclusion qui flatte l'orgueil national. « Dans tous les pays, dit-il, la souveraineté s'introduisit par le glaive du plus fort, ou par l'adresse du plus ambitieux..... En Russie, le pouvoir souverain s'est établi du consentement unanime des citoyens. »

« C'est alors, poursuit-il, que cette partie des gouvernements actuels de Saint-Pétersbourg, d'Esthonie, de Novgorod et de Pskof, fut appelée *Russie*, du nom des princes varègues-russes. Deux ans après, Siénous et Trouvor étant morts, Rurik réunit leurs États aux siens et fonda ainsi la monarchie russe. Déjà les limites de cette puissance s'étendaient à l'orient jusqu'au gouvernement d'Iaroslaf et de Nijni-Novgorod, et au midi jusqu'à la Dvina occidentale. Déjà les Mériens, les habitants de Mourom, de Polotsk, étaient sous la dépendance de Rurik ; car ce prince, devenu seul souverain de la Russie, confia le gouvernement de tous ces pays à d'habiles guerriers de sa nation. C'est ainsi qu'avec l'autorité suprême des princes s'établit en Russie le système féodal qui a servi de base à toutes les sociétés civiles. Dans la Scandinavie et dans toute l'Europe, où dominaient les Germains, les monarques récompensaient ordinairement leurs grands et leurs favoris en leur concédant, à titre d'apanages, des provinces entières, où ces seigneurs souverains exerçaient une puissance dépendante de la leur : système conforme aux circonstances et à l'esprit de ces temps où il n'existait encore aucune communication intime entre les diverses provinces d'un même État, pas de règlements généraux et bien établis, aucune gradation bien marquée dans les dignités civiles, et où les hommes, opiniâtrément attachés à leur indépendance, n'obéissaient qu'à celui qui tenait le glaive levé sur leur tête ; système introduit par l'usage où étaient les vainqueurs de partager les pays conquis entre les braves qui les avaient aidés à les soumettre. »

C'est à cette époque que Nestor fait remonter un événement fort important. Deux des compatriotes de Rurik, nommés Askhold et Dir, partirent de Novgorod, avec plusieurs de leurs compagnons, pour aller chercher fortune à Constantinople ; ils aperçurent en chemin une petite ville bâtie sur la rive la plus élevée du Dniéper, et s'informèrent à qui elle appartenait. On leur répondit qu'elle avait été fondée par trois frères, morts depuis longtemps, et qu'elle était habitée par

[1] Letopis Nestorova, dans le chapitre 2, intitulé : Rurik premier grand kniaz (*Pervii veliki Kniaz Riourik.*) — Remarquons en passant que Rurik (Riourik sous la forme et d'après la prononciation slaves), Rorik, Roderik, Rodrigue, sont un même nom, qui appartient à la langue gothique.

un peuple paisible, tributaire des Khozares; cette ville était Kief. Askhold et Dir s'en emparèrent; beaucoup de Varègues de Novgorod vinrent augmenter le nombre de leurs sujets, et ils commencèrent, sous le nom de Russes, à régner en souverains dans Kief, où ils méditèrent bientôt une entreprise beaucoup plus importante et vraiment digne de l'audace des Normands. Ils avaient eu d'abord l'intention d'aller à Constantinople, peut-être pour y entrer au service de l'empereur; mais, encouragés par leurs succès et par la nombreuse armée qu'ils avaient rassemblée, ils eurent l'audace de se déclarer ennemis de la Grèce. Le Dniéper favorisait l'exécution de ce projet. Ayant donc armé deux cents navires, ces héros du Nord, depuis longtemps exercés dans l'art de la navigation, s'ouvrirent une route vers la mer Noire et le Bosphore de Thrace, mirent tout à feu et à sang sur les côtes, et arrivèrent bientôt aux portes de Constantinople, qu'ils assiégèrent par mer.

La capitale de l'empire d'Orient vit pour la première fois ces terribles ennemis; pour la première fois, ses habitants prononcèrent en frémissant le nom des Russes (Ῥῶς), auxquels le peuple donnait encore celui de Scythes. Michel III régnait à Constantinople; mais il était absent et occupé alors à faire la guerre aux Arabes sur les bords du fleuve Noir. Ayant appris, par l'*Éparque*, ou gouverneur de Constantinople, quels étaient ces nouveaux ennemis, il partit à la hâte pour sa capitale, réussit après beaucoup de dangers à se faire jour à travers la flotte des envahisseurs, et n'osant les repousser par la force, il attendit son salut d'un miracle; le miracle s'accomplit, à ce que disent les historiens de Byzance : la sainte Vierge souleva une tempête dans laquelle périrent la plupart des barques ennemies; le reste retourna avec peine à Kief, et le patriarche Photius assure que quelques-uns des barbares, frappés d'une terreur religieuse, embrassèrent dès ce moment le christianisme. Toutefois l'époque de la véritable conversion de la nation russe est de beaucoup postérieure. Un mélange du culte odinique avec les superstitions des Slaves et de tous les peuples qui avaient foulé le sol de la Russie, continua à former la religion de la plupart de ses habitants.

Les Varègues fondèrent donc deux États monarchiques en Russie : Rurik au nord, Askhold et Dir au midi. Nestor ne dit rien des entreprises ultérieures du Rurik à Novgorod, faute de notions contemporaines. Entouré, du côté de l'orient, du nord et de l'occident, par les peuples finnois, Rurik ne dut pas laisser en paix ses voisins les plus proches, tandis que jusqu'aux rives les plus éloignées de l'Oka, tout fut contraint de se soumettre à sa puissance. Il est très-probable que les environs des lacs de Tchoud et de Ladoga furent témoins de ses exploits, dont il ne nous est resté aucune relation. Après la mort de Siénous et de Trouvor, Rurik, maître de la Russie, régna seul pendant quinze ans à Novgorod, et mourut en 879, laissant à Oleg, son parent, la régence du gouvernement et la tutelle de son fils encore en bas âge.

Oleg et Igor. — Pour les premiers règnes de la dynastie de Rurik, il faut tou-

jours en revenir à Nestor, comme à Grégoire de Tours pour les récits mérovingiens. « Rurik en mourant laissa, dit-il, la principauté à Oleg qui était de sa race, et il remit entre ses mains son fils Igor, qui était tout petit. » Oleg était un vrai chef normand, à la fois guerrier et politique, et à qui, pour conquérir, tous les moyens semblaient bons. Mais laissons parler Nestor : « En l'an 880, dit Nestor, Oleg, à la tête d'une nombreuse armée composée de Varègues, de Tchoudes, de Slaves, de Mériens, de Krivitches et d'autres peuples encore, sort avec le jeune Igor de la principauté de Novgorod. Instruit qu'Askhold et Dir ont rangé sous leur domination les peuples polaniens, il s'avance dans l'intention de les combattre, et gagne en peu de temps les rives du Dniéper.

« Arrivée près de Smolensk, l'armée d'Oleg s'arrête au-dessus de cette ville, et dresse des tentes de toutes couleurs. Les Smolenskois, informés de l'approche de ces nouveaux venus, envoient à l'une de ces tentes les plus vieux d'entre eux : « Qui sont, demandent-ils, ces gens qui sont venus ici ? Cette pompe annonce-t-elle l'arrivée d'un tsar ou d'un kniaz ? » Oleg s'avance alors, tenant Igor par la main : — « C'est, leur répond-il, le kniaz russe, le jeune Igor, fils de Rurik... » A ces mots, les Smolenskois le reconnaissent pour maître, et toute la ville se soumet au prince Igor. Oleg y établit ses lieutenants, et s'embarque avec les siens sur le Dniéper.

« Il arrive à Lubetch, s'en empare, et la met également sous l'autorité de ses lieutenants. Puis il s'approche des montagnes de Kief, et, sachant qu'Askhold et Dir y régnaient, il ordonne à quelques-uns de ses soldats de se cacher dans les barques et de le suivre ; il laisse le reste de son armée en arrière, et s'avance seul, faisant porter à ses côtés le jeune Igor. Il gagne les environs de la montagne Ugorienne, puis envoie à Askold et à Dir le message suivant : « Nous sommes des mar- « chands ; nous allons en Grèce, envoyés par Oleg et le jeune kniaz Igor ; venez « vers nous, et ne voyez en nous que des compatriotes. » Askhold et Dir vinrent. Mais alors tous ceux qui étaient en arrière se montrèrent, aussi bien que ceux qui étaient dans les barques, et Oleg dit à Askold et à Dir : « Vous n'êtes ni kniaz ni de race de kniaz. » Et, levant Igor dans ses bras, il ajouta : « Voici votre maître. » A ces mots, les gens d'Oleg frappent Askhold et Dir, et les tuent. On porta leurs corps sur la montagne, et ils furent inhumés dans un endroit encore appelé aujourd'hui *Ougorskoie* ou le *Camp des Ougres*. L'église Saint-Nicolas a été bâtie sur la mogila[1] d'Askold, et celle de Dir est derrière Sainte-Irène. »

« Oleg entra aussitôt dans Kief et y établit sa résidence ; puis il dit : « Cette ville sera désormais la mère de toutes les villes russes. » Or, comme il avait avec lui des Varègues, des Suèves et quelques autres peuples russes, cette contrée prit le nom de *Pays des Russes*. Oleg ne tarda pas à bâtir des villes ; ensuite il soumit les Slaves, les Krivitches et les Mériens à diverses taxes ; et comme il se trouvait

[1] La mogila est un tertre élevé sur une sépulture.

alors en paix avec ses voisins, il permit aux Varègues de lever un tribut annuel de trois cents grivnas sur les Novgorodiens, tribut qu'ils continuèrent à percevoir jusqu'à la mort d'Iaroslaf.

« L'an 6891 (883), Oleg déclara la guerre aux Drevliens, les subjugua, et les soumit à l'impôt d'une martre noire par personne.

« L'année suivante il marcha contre les Sévériens, qu'il vainquit, et auxquels il n'imposa qu'un léger tribut, leur défendant toutefois de rien payer à l'avenir aux Khozares. « Je suis leur persécuteur, dit-il aux Sévériens, mais non le vôtre ; vous n'avez rien à craindre. »

« L'an 6393 (885), Oleg fit dire aux Radimitches : « A qui payez-vous tribut ? » Ces peuples répondirent : « Aux Khozares. — A l'avenir, dit Oleg, vous ne paierez rien aux Khozares, mais à moi seul. » Et chacun d'eux lui paya un schelling, ainsi qu'il le payait précédemment aux Khozares. La domination d'Oleg s'étendit ainsi, dans les six premières années de sa prise de possession du commandement, sur les Polaniens, les Drevliens, les Sévériens et les Radimitches. »

Les Khozares, dont il est parlé dans ce récit, étaient un peuple de race turque ou tatare, dont la domination s'étendait alors sur presque toute la Russie méridionale, et au nord, jusqu'à l'Oka. Oleg l'anéantit dès cette époque dans les gouvernements actuels de Vitebsk et de Tchernigov.

C'est ainsi que Kief, réunie à Novgorod par un enchaînement de conquêtes, devint le siége et la capitale du nouvel empire des Varègues normands, « la mère des villes russes[1]. » Leurs princes tendaient, comme on voit, dès lors, vers le sud, soumettant au tribut les populations slaves, et les arrachant de gré ou de force aux Kkozares, à la domination desquels ils substituaient la leur. Les Russes étaient revenus ainsi presque sur les mêmes terres qu'avaient habitées leurs ancêtres germains les Roxolans (*Rosso-Alani*), avant que, comme les Goths, et avec ceux-ci sans doute, ils fussent allés s'établir dans les provinces baltiques, que les uns et les autres avaient peuplées de leur race.

[1] Madame de Staël, dans un livre trop peu connu (*Dix ans d'exil*), dit en parlant de la contrée dont Kief fut dès ce temps et est restée la capitale : — « L'Ukraine est un pays très-fertile, mais nullement agréable ; vous voyez de grandes plaines de blé qui semblent cultivées par des mains invisibles, tant les habitations et les habitants sont rares. Il ne faut pas s'imaginer qu'en approchant de Kief, ni de la plupart de ce qu'on appelle des villes en Russie, on voie rien qui ressemble aux villes de l'Occident ; les chemins ne sont pas mieux soignés, des maisons de campagne n'annoncent pas une contrée plus peuplée. En arrivant dans Kief, le premier objet que j'aperçus, ce fut un cimetière. J'appris ainsi que j'étais près d'un lieu où des hommes étaient rassemblés. La plupart des maisons de Kief ressemblent à des tentes, et de loin la ville a l'air d'un camp ; on ne peut s'empêcher de croire qu'on a pris modèle sur les demeures ambulantes des Tartares, pour bâtir en bois des maisons qui ne paraissent pas non plus d'une très-grande solidité. Peu de jours suffisent pour les construire ; de fréquents incendies les consument, et l'on envoie à la forêt pour se commander une maison, comme au marché pour faire ses provisions d'hiver. Au milieu de ces cabanes s'élèvent pourtant des palais, et surtout des églises dont les coupoles vertes et dorées frappent singulièrement les regards. Quand, le soir, le soleil darde ses rayons sur ces voûtes brillantes, on croit voir une illumination pour une fête, plutôt qu'un édifice durable. »

Il est resté de la longue domination des Khozares, dans la Russie méridionale, plusieurs usages, et en général les Russes de cette partie de l'empire ont beaucoup plus de rapport avec les peuples du midi ou plutôt de l'orient qu'avec ceux du nord. Dans les cérémonies des mariages, des baptêmes et des enterrements, on retrouve quelques anciennes coutumes d'origine évidemment orientale ; entre autres, l'usage, commun aussi chez les juifs, qu'ont encore les paysans russes de ces contrées, de parler au mort avant de se séparer de ses restes. « D'où vient, « lui dit-on, que tu nous as abandonnés? étais-tu donc malheureux sur cette « terre? Ta femme n'était-elle pas belle et bonne? Pourquoi donc l'as-tu quittée ?» Le mort ne répond rien, mais le prix de la vie est ainsi proclamé devant ceux qui la conservent encore.

Dans les années qui suivirent, le grand-prince de Russie poussa de plus en plus vers le midi ses troupes de Varègues grossies de recrues levées parmi les populations slaves, que Rurik et lui s'étaient successivement soumises par les armes ou par la politique. A la gauche du Dniéper, sur les bords de la Soula, il y avait des Slaves de même origine que les Tchernigoviens, et encore indépendants de la Russie ; Oleg s'empara de leur pays, ainsi que des territoires voisins.

Pendant ces guerres ou ces soumissions de peuples presque sauvages, par d'énergiques et vaillants Barbares, d'autres Barbares se montrent à l'horizon de l'histoire. De sa nouvelle capitale, le second grand-kniaz des Russes conquérants vit, en 886, d'innombrables chariots tatars arriver et camper devant ses murailles de bois : c'étaient les kibiks des Ougres (les Madjares ou Hongrois d'aujourd'hui), qui, naguère habitants des montagnes de l'Oural encore appelées de nos jours montagnes des Ougres, dit Nestor, s'étaient fixés depuis quelques années à l'orient de Kief. Poussée par les Petchénègues, et cherchant un nouveau séjour, une partie de ces peuplades avait passé le Don, et s'était dirigée vers les montagnes de la Perse; l'autre s'était jetée sur l'Occident. Nomades comme les Polovtzi, et venus de l'Orient, ils firent la guerre aux habitants de ces contrées, aux Valaques et aux Slaves, qui, après s'être déchirés entre eux, s'étaient mêlés et avaient fait le partage du territoire. Les Ougres, arrivés plus tard, battirent les uns et les autres, et habitèrent ensuite la même contrée, ce qui fit donner à une partie du pays le nom de *pays des Ougres*. C'est la Hongrie actuelle. Nestor nous les montre commençant à la fin du IXe siècle leurs agressions contre la Grèce : « Ils dévastent, dit-il, la Thrace et la Macédoine, et pénètrent jusqu'en Thessalie. Ils entrent également en guerre avec les Moraves et les Tchèques, peuples d'origine slave. C'est l'époque de l'établissement des Slaves sur les rives du Danube. »

Oleg n'entreprit rien dont on ait gardé la mémoire, jusqu'au commencement du Xe siècle. En 903, il maria son pupille à une jeune femme qui sera sainte Olga, et qui était née à l'autre extrémité du pays des Russes, très-loin de Kief. C'est tout ce que Nestor nous apprend de son origine ; mais d'autres chroniques racontent

qu'elle était d'une famille varègue de basse classe, habitant un village des environs de Pskof, où le jeune Igor allait souvent prendre le plaisir de la chasse et lever les tributs pour son tuteur. Igor, l'ayant vue par hasard, s'en éprit vivement; et Oleg ne s'opposa point à leur mariage. Les mêmes chroniques la nomment *Precrasna*, qui signifie très-belle; elle se montra digne, par l'énergie da son caractère, d'être la femme d'un héros barbare. C'est par elle que la Russie deviendra chrétienne.

Tout fait présumer que la mort d'Askhold et de Dir n'avait point interrompu les relations entre Kief et Constantinople, et que les empereurs et les patriarches grecs firent tous leurs efforts pour augmenter le nombre des chrétiens à Kief, et pour arracher le grand-prince lui-même aux ténèbres de l'idolâtrie; mais, tout en recevant les prêtres du patriarche et les présents de l'empereur, Oleg n'avait de confiance que dans son glaive : il se contentait de tolérer le christianisme et d'entretenir la paix avec les Grecs. Les chroniques de Byzance nous disent que vers ce temps la Russie était le soixantième archevêché dans la liste des éparchies dépendantes du chef du clergé de Constantinople. Ces mêmes chroniques nous apprennent aussi qu'en 902, sept cents Russes ou Varègues Kiéviens servaient dans la flotte grecque; ils recevaient du trésor impérial cent livres d'or. La tranquillité dont la Russie jouit en ce temps paraît avoir causé aux hommes d'armes du grand-prince russe quelque mécontentement : elle leur laissait en même temps le loisir d'aller chercher de l'activité au service des empereurs accoutumés à prodiguer l'or aux Barbares. Mais, soit que cet état de paix pesât à Oleg lui-même, soit qu'il cédât aux sollicitations de ses Varègues, pour qui la guerre était une industrie exclusive, soit que, jaloux des richesses de la ville impériale, il voulût prouver que « *les trésors du lâche,* comme dit l'historien russe Karamsin, *appartiennent de droit à qui a le courage de les saisir,* » véritable morale russe, Oleg résolut tout à coup, en 904, sans motifs connus, de déclarer ou plutôt de faire la guerre à l'empire.

Novgorodiens, Finnois, Mériens, Krivitches, Polanes, Varègues surtout, d'en deçà et d'au delà de la Baltique, furent convoqués à cette grande fête des Barbares : le pillage d'une ville. Le Borysthène fut couvert de deux mille barques légères portant chacune quarante combattants. Les cavaliers côtoyaient le fleuve. Le grand-prince ou le régent, comme Karamsin l'appelle par respect sans doute pour les *droits* d'Igor à la principauté, eut soin de laisser à Kief celui-ci, accoutumé, à ce qu'il semble, dès l'enfance à une entière obéissance (il avait alors vingt-six ans), ne voulant partager avec lui ni les dangers ni la gloire d'une expédition, pendant laquelle il fallut non-seulement vaincre les ennemis, mais triompher de la nature elle-même, par des efforts qui effraieraient de nos jours les plus audacieux courages. Des cataractes embarrassent la navigation du Dniéper. Les Varègues de Kief avaient osé, les premiers, passer avec deux cents barques au milieu de leurs roches aiguës, à travers leurs ondes écumantes. Oleg les fran-

chit avec une flotte dix fois plus considérable. Constantin Porphyrogénète nous a transmis la description de la manière dont les Russes surmontaient les difficultés de ce passage. Ils se jetaient dans l'eau, et conduisaient en nageant les barques à travers les rochers; dans plusieurs endroits ils étaient forcés de les tirer hors du fleuve, de les traîner le long du rivage ou de les transporter sur leurs épaules, se tenant prêts en même temps à repousser l'ennemi. Parvenus à l'embouchure du Dniéper, ils réparaient leurs mâts, leurs voiles et leurs gouvernails endommagés, se mettaient en mer et arrivaient de la sorte dans la Grèce, en longeant les côtes occidentales de la mer Noire.

Voici comment Nestor raconte cette expédition d'Oleg contre la ville des Césars (Tsaragrad) :

« Les Grecs, à l'approche des Russes, s'entourent de palissades et se retranchent dans la ville. Mais Oleg donne l'ordre d'aborder au rivage; il commence les hostilités, massacre les habitants des campagnes, incendie les églises et détruit nombre d'édifices. Les Grecs sont faits prisonniers de guerre ou passés au fil de l'épée. Les uns sont assommés, les autres précipités dans la mer; ceux-ci percés de flèches, ceux-là torturés cruellement, sans parler d'une infinité d'autres supplices. Puis Oleg ordonne à ses gens de construire des roues et de les adapter aux vaisseaux; et, dès que le vent devient favorable, il fait tendre les voiles, et les vaisseaux arrivent à travers champs aux portes de la ville. A la vue des Russes, les Grecs épouvantés se consultent et envoient à Oleg des ambassadeurs qui lui disent : « Consens à ne pas détruire notre ville, et nous te paierons le tribut que tu exigeras. » Oleg suspendit les hostilités. Les Grecs portèrent alors à son armée de la nourriture et du vin, qu'Oleg ne voulut point accepter. En effet, ces mets étaient empoisonnés. Les Grecs, effrayés, dirent : « Ce n'est pas Oleg, mais saint Dimitri que Dieu a suscité contre nous. » Oleg exigea qu'ils payassent douze grivnas à chacun des gens de ses deux mille vaisseaux[1]. Or, il y avait quarante hommes sur chaque vaisseau. Les Grecs y consentirent et lui demandèrent la paix, afin qu'il ne désolât pas davantage le pays. »

« Oleg, continue Nestor, s'éloigna un peu de la ville, et consentit à négocier une paix avec les tsars grecs, Léon et Alexandre. Il leur députa à cet effet cinq de ses capitaines : *Karl*, *Pharloph*, *Veremund*, *Rulav* et *Stemida*, qui dirent aux tsars grecs, au nom de leur chef : « Payez-moi le tribut. » Les Grecs répondirent : « Nous vous donnerons ce que vous voudrez. » Et Oleg leur ordonna d'abord de compter aux hommes des deux mille vaisseaux douze grivnas, puis il les obligea à faire un présent gratuit aux principales villes de la Russie. Il imposa, en outre, les conditions suivantes : « Lorsqu'un Russe viendra dans les environs de la ville, « il lui sera donné pour sa nourriture tout ce qu'il pourra demander. Mais si des « marchands viennent en qualité d'hôtes, ils recevront leurs provisions pour six

[1] La grivna représentait, selon Karamsin, la valeur d'une demi-livre d'argent.

« mois, tant en pain et vin, qu'en viandes, poissons et fruits. Ils seront seulement « tenus de désigner l'espèce et la quantité de vivres qu'ils exigent. Et quand un « Russe retournera chez lui, il recevra du tsar, outre sa provision de vivres, une « ancre, des cordages, une voile, et tout ce qui lui sera nécessaire pour le « retour. »

Les tsars Léon et Alexandre firent donc la paix avec Oleg; puis après être convenus du tribut, ils prêtèrent le serment et baisèrent l'un et l'autre le crucifix. Oleg et ses soldats jurèrent aussi d'observer le traité, mais à la manière des Russes, en élevant leurs armes, et en invoquant leur dieu *Péroune;* puis la paix fut ratifiée.

Oleg revint à Kief, rapportant de grandes richesses, des étoffes d'or, d'argent et de soie, des fruits, des vins et toute espèce d'objets précieux. Et dès ce moment il fut appelé le Magicien, « car ses gens, dit Nestor, étaient des idolâtres et des idiots. »

Cette expédition occupa Oleg et ses quatre-vingt mille compagnons russes et slaves trois ans environ, de 904 à 907. Les quatre années suivantes de son règne, ou, si l'on veut, de sa régence, ne présentent aucun fait de guerre éclatant. Mais, arrivé à l'an 912, le récit de Nestor reprend de l'importance. Laissons encore ici parler le vieux chroniqueur. Mieux que personne, écrivant à deux siècles des événements d'après des traditions contemporaines, il nous fera voir et comme toucher du doigt bien des choses qui s'effacent dans les récits de seconde main. Ce qu'on va lire contient en germe plus d'un fait ultérieur, et on y voit clairement comment s'infiltra l'élément grec chez les Slaves russes, et comment Constantinople ou la ville des tsars par excellence (tsaragorod ou tsaragrad suivant les diverses prononciations), devint dès lors ou fut plus que jamais, et comme toujours, l'objet de leurs préoccupations. Païens encore, le christianisme, entre autres choses, leur viendra de là.

« En l'an du monde 6420 (912) Oleg, dit Nestor, envoya ses gens pour renouveler la paix avec les Grecs, et pour fixer les limites entre la Russie et la Grèce. »

Parmi ces ambassadeurs figurent les cinq qui précédemment avaient, avec les mêmes tsars Léon et Alexandre, conclu le premier traité de paix. Voici le texte de ce second traité d'Oleg avec les Grecs, monument précieux, en ce qu'il est le plus ancien de l'histoire de Russie. Nous en reproduirons les principaux articles d'après Nestor, nous faisant une loi de conserver, autant que possible, la forme antique du style.

TRAITÉ D'OLEG AVEC LES GRECS.

« Nous Russes de nation, Karl, Ingeld, Pharloph, Vermund, Roulaf, Goudi, « Roald, Karn, Phrelaf, Renald, Ahtef, Troaan, Lidulphost et Stemida, députés « par le grand-prince de Russie Oleg, et par les très-illustres princes et grands

« boyards (hommes de guerre) qui sont sous ses ordres, vers vous, Léon, « Alexandre et Constantin (frère et fils du premier) grands autocrates et tsars « de la Grèce, pour renouveler et raffermir l'amitié qui depuis quelques années « subsiste entre les chrétiens et les Russes; suivant la volonté de notre grand-« prince et l'ordre de tous les Russes qui sont sous sa domination, nous trouvons « à propos que ce qui a été convenu verbalement entre nous soit écrit et rendu « plus solide et plus notoire par les articles suivants et par le moyen d'un serment « solennel que nous ferons, vous à votre manière, et nous sur nos armes, suivant « notre religion et nos coutumes.

« Article 1er. — D'abord, soyons unis, ô Grecs! Aimons-nous les uns les autres. « Nous Russes, nous ne permettrons jamais qu'aucun des hommes dépendants de « nos glorieux princes vous cause dommage ou vous donne aucun sujet de plainte; « nous nous appliquerons à rendre notre amitié pour vous, Grecs, solide et « durable, de telle sorte qu'elle se maintienne à jamais; et pour la rendre plus « valable nous en faisons la présente déclaration publique, par écrit, que nous « confirmerons par serment. Mais vous aussi, Grecs, conservez un inviolable « attachement à nos grands princes de Russie, et à tous les sujets du grand Oleg. « En cas d'infraction ou de torts réciproques convenons d'y remédier de la manière « suivante :

Les articles II, III, IV, V, punissent le meurtre et le vol de diverses amendes, comme chez les Francs, les Burgundes ou les Visigoths.

« Art. VII. — S'il arrive qu'un vaisseau grec soit jeté par les vents sur une « côte étrangère, où nous, Russes, serions par hasard, nous le conserverons « avec sa cargaison; nous l'expédierons vers un pays grec, et le conduirons « jusqu'à ce qu'il soit hors de tout danger. Si les tempêtes ou tout autre obstacle « s'opposaient à son retour dans sa patrie, nous Russes nous l'aiderons de nos « rames et l'accompagnerons jusqu'à ce que ses marchandises soient en lieu de « sûreté, s'il n'est pas trop éloigné des rives de la Grèce. Et si un vaisseau russe « vient à éprouver un pareil accident, on l'accompagnera également jusqu'en « Russie : les marchandises du navire seront exposées en vente, et ce qui pourra « être vendu du navire, nous, Russes, nous en prendrons l'argent; et, lorsqu'on « ira en Grèce pour affaires de commerce ou en ambassade vers les tsars, on « rendra compte en conscience de l'argent qu'auront produit les marchandises « du vaisseau. Et s'il pouvait se faire que quelqu'un de l'équipage fût tué par un « de nos gens, ou que quelque chose des marchandises du navire fût dérobé, le « coupable aussitôt sera puni comme il a été dit plus haut.

Les articles VIII et IX statuent de l'échange des prisonniers, de la restitution réciproque des esclaves.

« Art. X. — Si quelque ouvrier russe se trouvant parmi les Grecs auprès des « tsars chrétiens, vient à mourir sans avoir mis ordre à ses affaires ou sans héri-« tiers, ses biens alors devront être renvoyés en Russie à ses alliés les plus

« proches. Mais s'il a fait un testament, celui qui y est désigné et à qui il a des-« tiné sa succession pourra requérir la mise en jouissance, et il devra en toucher « l'importance des Russes chargés en Grèce de ces affaires, et qui en seront « responsables.

« Art. XI. — Si un malfaiteur s'échappe de Russie, les Russes en porteront « plainte auprès du tsar; et, si le coupable est saisi, il sera ramené bon gré mal gré « en Russie.

« Les Russes et les Grecs seront également tenus d'accomplir les présentes, « quelque chose qu'il arrive; et pour signe de l'inviolabilité de l'alliance que nous « voulons voir établie entre nous Russes et chrétiens, nous avons fait ce traité, « qui a été transcrit sur deux feuilles, sur chacune desquelles a été apposée la « signature du tsar, devant la sainte croix et la sainte et indivisible Trinité.

« Fait le deuxième jour du mois de septembre, la quinzième semaine de l'an « du monde 6420. »

Tel fut ce mémorable traité qui jette le plus grand jour à la fois sur les origines russes et sur ces anciens rapports des chefs barbares, tous Normands et païens encore, qui dominaient la Russie et les empereurs chrétiens de Constantinople.

Les noms des plénipotentiaires d'Oleg qui négocièrent les deux traités de 907 et de 912 que nous venons de rapporter, sont à remarquer : aucun n'appartient à la langue slave; la plupart sont évidemment gothiques ou scandinaves. Ainsi les Slaves de Novgorod, comme le remarque Lévesque, n'avaient conservé aucune part à l'administration : les Varègues seuls étaient en possession de tous les emplois, et les anciens maîtres du pays ne pouvaient plus qu'obéir. On voit, par le préambule de ces traités, qu'ils sont conclus de la volonté du prince et du consentement de tous, ce qui pourrait faire présumer qu'Oleg était le chef d'un peuple libre; mais tous ces hommes qui concouraient aux actes de la souveraineté étaient ces mêmes Russes qu'avait amenés Rurik, et qui, conquérants des Slaves, ou appelés par eux, les tenaient sous le joug. C'est ainsi que, dans toutes les anciennes histoires des peuples qui ont succédé à l'empire romain, on aperçoit des traces de liberté; mais cette liberté n'appartenait qu'aux compagnons du conquérant, à ses comtes (*comites*), à ceux qui l'aidaient à tenir dans l'esclavage la nation conquise; ou du moins cette liberté n'était partagée que par un petit nombre d'hommes qui mettaient leur fortune sous la garde des nouveaux dominateurs; et c'est de ceux-ci que, chez toutes les nations modernes, est issu le corps des nobles ou des seigneurs à titre héréditaire.

Oleg ne survécut que de quelques mois à son traité avec les Grecs. Voici comment le naïf Nestor, redevenu ici tout à fait un crédule enfant du moyen âge, nous raconte sa mort : « Cependant l'automne vint (l'automne de 912; le traité est du 2 septembre), et Oleg se souvint d'un cheval dont il avait ordonné qu'on prît soin sans vouloir le monter davantage; cela venait de ce qu'un jour,

voyant un sorcier, le prince lui demanda : « Comment dois-je mourir ? » Et le sorcier lui avait répondu : « Kniaz, ce cheval que tu aimes et sur lequel tu es « monté, sera la cause de ta mort. » Oleg, troublé, se dit en lui-même : « Je ne veux ni le monter ni le voir plus longtemps. » Il donna l'ordre à un valet de le nourrir, mais de ne jamais l'amener devant lui. Quelques années se passèrent sans qu'il le vît, jusqu'à la guerre contre les Grecs. A son retour à Kief, et cinq ans après la prédiction, il se souvint du cheval qui, suivant ce que lui avait dit le devin, devait être la cause de sa mort. Il fit venir son ancien palefrenier, et lui dit : « Qu'est devenu le cheval que je t'avais donné à nourrir et à « soigner ? » Celui-ci répondit : « Il est mort. » Oleg alors se mit à se moquer du devin, lui reprocha son ignorance et dit : « Tout ce que ces sorciers prophé- « tisent est mensonger. Mon cheval est mort, et je suis encore en vie. » Et il fit seller un cheval, le monta, pour aller voir lui-même les os de l'autre ; et, quand il fut arrivé à l'endroit où gisaient les os et la carcasse, il descendit du cheval qu'il montait, et dit : « Voilà donc la bête qui devait me faire mourir ! » Là-dessus il donna un coup de pied sur le crâne. Mais aussitôt il en sortit un serpent, qui le piqua au pied et lui fit une grave blessure dont il mourut[1]. »

Nous avons cru devoir insister sur l'histoire de ce règne, qui marque fortement le point de départ des agrandissements de la Russie, et fait comme pressentir de quels éléments se sont formés, par la suite, la nation russe et son gouvernement byzantino-allemand.

« C'est, à proprement parler, dit Karamsin, Oleg qu'il faut regarder comme le fondateur de la grandeur de notre empire, car c'est à lui que nous devons les plus belles et les plus riches contrées de la Russie actuelle. Rurik dominait depuis l'Esthonie jusqu'à l'embouchure de l'Oka et la ville de Rostof. Oleg subjugua tous les pays, depuis Smolensk jusqu'à la Soula, le Dniester, et vraisemblablement jusqu'aux monts Krapaks. »

Igor, *seul.* — Quand la mort eut désarmé Oleg, Igor, qui était d'un âge mûr (il devait avoir trente-huit ans environ), régna seul, c'est-à-dire fut reconnu seul grand-prince (*veliki kniaz*) des Varègues et dominateur des populations slaves soumises au tribut.

Quelques-uns de ces peuples slaves crurent voir dans son avénement une occasion favorable de s'affranchir du joug, et les Drevliens les premiers lui refusèrent les tributs qu'ils payaient à son tuteur ; d'autres les imitèrent ; mais Igor, à la tête des Varègues, les dompta et les soumit à un tribut plus fort. Cependant de nou-

[1] On reconnaît ici une de ces traditions scandinaves où le merveilleux, après tout, n'a rien d'impossible. Dans une saga islandaise qui nous a été transmise par Torfeus, il est question d'une mort semblable ; c'est celle du chevalier Orvar Odda. Un sorcier lui avait prédit que son cheval favori, nommé Fox, serait cause de sa mort. Le cheval mourut, et le chevalier, pensant que le danger était passé, alla visiter la fosse de l'animal ; mais un lézard sortit du crâne de Fox, et piqua Orvar au talon (Torfeus, *Histoire de Norvége*, t. 1er, livre VI, chap. VI, p. 273).

veaux ennemis, formidables par leur nombre et par leur ardeur de pillage, se montrèrent aux frontières de la Russie (914-915). C'étaient les Petchénègues, si célèbres dans les annales russes, byzantines et hongroises, depuis le xe jusqu'au xiie siècle; il est nécessaire, au moment où ils descendent sur le théâtre de l'histoire, de dire un mot du caractère et de l'ancienne patrie de ce peuple.

Les contrées orientales de la Russie actuelle, où coulent l'Irtisch, le Tobol, l'Oural et le Volga, pendant plusieurs siècles, du sein de leurs vastes déserts, avaient jeté sur l'Europe une foule de hordes, qui, toutes, malgré quelques différences dans leur langage, avaient une analogie frappante dans leur caractère, leur manière de vivre et la férocité de leurs mœurs. Toutes étaient nomades et faisaient leur principale occupation de la chasse et de l'entretien des troupeaux : tels furent les Huns, les Ougres, les Bulgares, les Turcs et les Avars, qui avaient disparu successivement de l'Europe, excepté les Ougres et les Turcs. A ces peuples appartenaient aussi les Ouzes et les Petchénègues, de même origine que les Turcomans. Les Petchénègues, chassés des déserts de Saratof par les Ouzes leurs voisins, qui habitaient entre le Volga et le Don, se jetèrent sur l'Occident, s'emparèrent de la Libédie, et, au bout de quelques années, ils ravagèrent la Bessarabie, la Moldavie et la Valachie, que les Ougres abandonnèrent pour aller s'établir en Pannonie. Après avoir étendu leur domination depuis le Don jusqu'à l'Alouta, ils partagèrent leurs conquêtes en huit provinces différentes, dont quatre à l'orient du Dniéper et quatre à l'occident de ce fleuve, dans le voisinage des peuples slaves dépendant de Kief. Ignorant l'agriculture et n'habitant que sous des tentes ou dans des kibiks (chariots), les Petchénègues ne cherchaient que de gras pâturages pour leurs troupeaux et de riches voisins pour satisfaire leur amour du pillage. Leurs armes consistaient en lances, en arcs et en flèches. Ils étaient surtout renommés pour la vitesse de leurs chevaux et pour l'adresse merveilleuse avec laquelle ils entouraient leurs ennemis, puis disparaissaient soudain. Ils se jetaient à cheval dans les rivières les plus profondes, qu'ils traversaient aussi sur de grandes peaux en guise de barques; ils portaient l'habillement persan, et leur visage hérissé de poils leur donnait un air de férocité.

Les Petchénègues avaient d'abord eu l'intention de piller Kief; mais, ayant rencontré une armée disposée à une vigoureuse défense, ils ne voulurent point exposer leur fortune au sort d'une bataille, et se retirèrent paisiblement dans la Bessarabie ou dans la Moldavie, provinces qui se trouvaient déjà sous la domination de leurs compatriotes. Là, ce peuple devint la terreur et le fléau de ses voisins. Les Grecs lui prodiguaient l'or pour réprimer les Ougres, les Bulgares et surtout les Russes : ces derniers recherchaient aussi son amitié pour pouvoir commercer librement et sans danger avec Constantinople; car les cataractes du Dniéper et l'embouchure du Danube étaient entre les mains des Petchénègues, qui, en cas de rupture, pouvaient ravager la Russie sur les deux rives du Dniéper, incendier les villages, enlever les femmes et les enfants, et, dans le cas contraire, s'ils y trou-

vaient quelque avantage, n'hésitaient pas à venir, avec une armée, au secours des souverains de Kief.

Les Petchénègues, ayant fait alliance avec Igor, furent plusieurs années sans inquiéter la Russie : au moins Nestor ne parle-t-il d'aucune guerre avec eux jusqu'en 920; en général, le règne d'Igor ne fut signalé par aucun événement important jusqu'à l'an 941, époque à laquelle Nestor, d'accord avec les historiens de Byzance, nous décrit la guerre contre les Grecs. Igor, qui jusqu'alors avait vécu en bonne intelligence avec l'empire, au point qu'en 935 il lui avait accordé un corps de troupes auxiliaires, voulut, à l'exemple de son tuteur, illustrer sa vieillesse par ses exploits contre Constantinople. S'il en faut croire les chroniques, Igor entra dans la mer Noire avec dix mille barques. Les Bulgares, alors alliés des Grecs, avertirent l'empereur de cette irruption; mais déjà le prince russe avait eu le temps d'opérer une descente et de ravager les environs du Bosphore (mai 941). Les Russes se conduisirent avec leur cruauté habituelle : « Ils commencent, dit Nestor, par attaquer la Bithynie, puis dévastent le Pont jusqu'à Héraclée et la Paphlagonie; ils ravagent la Nicomédie, et portent partout le fer et le feu. Les prisonniers sont horriblement mutilés, les uns crucifiés, les autres coupés en morceaux... Ils placent ceux-ci comme en faction, et se plaisent à les percer de flèches... A ceux-là ils lient les mains derrière le dos et leur entrent dans la tête de longues broches de fer. Ils pillent et incendient les églises, les monastères, les villes, les villages, et font butin de tout ce qu'ils peuvent emporter... »

Romain Lakapène, guerrier valeureux, mais prince faible, se décida enfin à envoyer contre eux une flotte sous le commandement du patrice Théophane, protovestiaire[1]. Les navires d'Igor couvraient les eaux du phare le 11 juin, tout prêts à combattre. Le grand-prince se croyait si sûr de la victoire, qu'il avait ordonné à ses troupes d'épargner les ennemis et de les prendre vivants, pour en tirer un meilleur parti en les échangeant contre de fortes rançons; mais le succès ne répondit pas à son attente. Le feu grégeois que, du haut des vaisseaux byzantins, de grands tuyaux, pareils aux bouches à feu modernes, vomissaient sur les barques d'Igor, fit sur les Russes l'effet de la foudre. Le « feu ailé, » comme l'appelle Nestor, s'attachant aux voiles et aux mâtures, pénétrant dans les flancs des navires, y développa bientôt un vaste incendie. Les Russes se jetaient dans l'eau pour échapper aux flammes qui les y suivaient, et périssaient tout ensemble noyés et brûlés; très-peu purent regagner leur pays avec leur grand-prince, malade et blessé.

Igor, rentré à Kief, ne songea qu'à tirer une vengeance éclatante des Grecs. Il lève une armée considérable; il appelle les Varègues (943-944), qui accourent d'outre-mer pour prendre part à la guerre contre Constantinople et aux avan-

[1] Ce nom désignait l'officier chargé de la garde des habits du prince.

tages qu'ils s'en promettent ; il soudoie les Petchénègues dont il exige des otages pour garantie de leur fidélité ; et, deux ans après sa défaite, il marche de nouveau contre la Grèce avec une flotte et des troupes plus nombreuses que la première fois. Les habitants de Kherson et les Bulgares avertissent de nouveau l'empereur que la mer est couverte de barques russes. Incertain de la victoire, et jaloux de préserver ses États des maux dont les menaçait un ennemi redoutable, Romain expédie des ambassadeurs à Igor. Ils le rencontrent près de l'embouchure du Danube, et lui proposent de lui payer le même tribut qu'Oleg avait jadis reçu des Grecs, et même un plus considérable encore, si le prince consent à faire la paix avec l'empire et à le servir ; ils tâchent, par de riches présents, de désarmer la cupidité des Petchénègues. Igor s'arrête et communique à ses kniaz et à ses boyards rassemblés en conseil les propositions de l'empereur. « Si telles sont les intentions de César, disent ses compagnons, « que pouvons-nous désirer davantage, puisque, sans tirer le sabre, nous pou- « vons recevoir de l'or et de l'argent, des étoffes précieuses et d'autres objets « semblables ? Qui peut savoir de quel côté se déclarera la victoire, du nôtre ou « du sien ? et peut-on faire des traités avec la mer ? Nous ne marchons pas sur la « terre : nous sommes portés sur l'abîme des eaux où une mort commune nous « menace tous. »

Igor se laissa persuader; il ordonna aux Petchénègues d'aller porter la guerre dans le pays des Bulgares. Puis, ayant reçu des Grecs de l'or et des étoffes précieuses, il revint vers Kief. Il s'agissait surtout pour les Varègues et pour leurs chefs, grands et petits, de faire du butin et de lever des tributs. Le but de la guerre était atteint, sans avoir eu à s'exposer à ses alternatives et à ses chances.

L'année suivante (945), Romain envoya des ambassadeurs à Igor ; celui-ci en députa de son côté à Constantinople, où fut solennellement conclu un nouveau traité de paix, résumé en grande partie des précédents.

Le commencement ressemble à celui du traité d'Oleg : « Nous, Russes, ambas- « sadeurs et négociateurs, députés par le grand Kniaz Igor, » etc. Vient ensuite le traité. Les Russes s'engagent à ne jamais rompre l'alliance avec l'empire *tant que le soleil éclairera le monde.* « Puisse, dit le préambule, tel des Russes qui cher- « cherait à rompre l'alliance ici résolue, s'il est chrétien, encourir la vengeance du « Dieu tout-puissant, et se voir maudit dans cette vie et dans l'autre. Si l'infraction « vient de Russes non baptisés, puissent-ils implorer toujours en vain le nom de « Péroune, n'être plus à l'abri sous leurs boucliers, tomber percés de leur propre « glaive, de leurs propres flèches, ou de toute autre arme, et se voir à jamais « esclaves dans ce monde et dans l'autre. »

Après avoir confirmé cette alliance par serment, l'empereur députa de nouveaux ambassadeurs à Kief pour remettre au prince russe la charte de la paix. Igor se rendit avec eux sur la colline sacrée, où était l'idole de Péroune, et là, en présence de tous, il promit solennellement de vivre ami de l'empereur. A son

exemple, ses guerriers, pour gage de la sincérité de leurs serments, déposèrent aux pieds de l'idole leurs armes, leurs boucliers et de l'or. Cérémonie remarquable : les armes et l'or étaient ce que les Russes idolâtres avaient de plus sacré et de plus précieux. Les Varègues chrétiens prêtèrent le même serment dans la cathédrale de Saint-Élie, sans doute la plus ancienne de Kief. Nestor dit positivement qu'à cette époque il y avait déjà un grand nombre de chrétiens parmi les Varègues.

Igor, déjà vieux, parut dès lors ne désirer que le repos. Mais les guerriers varègues murmurèrent : « Nous sommes nus, disaient-ils, tandis que les compagnons « de Sveneld ont de belles armes et de beaux habits. Viens avec nous lever des « impôts, afin que nous soyons avec toi dans l'abondance. » Ce Sveneld, dont les compagnons étaient si fort enviés par ceux du fils de Rurik, était plus vieux encore que le grand-kniaz de Kief ; il ne se dispensait pourtant pas comme lui, par amour du repos, du soin de bien entretenir ses varègues aux dépens des populations slaves. Venu en Slavonie dans les derniers temps de Rurik, il avait été, à ce qu'il semble, plus qu'aucun autre chef russe, généreux avec les siens sans s'oublier lui-même, et fort habile à lever des impôts à la pointe de l'épée.

Igor céda aux remontrances des siens ; il se rendit chez les Drevliens, et, « oubliant que la modération est la vertu du pouvoir, dit Karamsin, il surchargea ce peuple d'impôts onéreux. » Ses varègues, si longtemps privés du bénéfice de la tournée du prince, s'empressèrent de racheter le temps perdu. Igor pressura les pauvres Drevliens, puis il revint à Kief chargé de butin. « Et comme il s'en revenait, rapporte Nestor, il s'avisa de dire à ses troupes : « Retournez-vous-en au « pays avec ces dépouilles; quant à moi, je vais, avec un petit nombre d'entre « vous, retrouver ces gens et chercher à augmenter nos richesses. »

Dans ces premiers temps de la monarchie russe, les *Grands-Princes* ne pouvaient prétendre qu'à une partie du butin et des impôts; le reste appartenait de droit aux autres princes, aux boyards et aux guerriers ou varègues. C'était pour ne partager avec personne les dépouilles qu'il espérait ravir aux Drevliens, qu'Igor voulut retourner chez eux avec un petit nombre des siens. Mais mal lui en prit. Nous laissons parler Nestor : « Les Drevliens, apprenant qu'Igor revenait vers eux, tiennent aussitôt conseil avec leur prince Mall : « Quand, dirent-ils, on lâche « le loup contre les brebis, il égorge tout le troupeau; il en est de même d'Igor; « si nous ne le tuons pas, il nous dépouillera entièrement. » Ils lui députèrent cependant quelques-uns d'entre eux, qui lui dirent : « Pourquoi reviens-tu parmi « nous? Tu as déjà levé sur nous de lourds impôts. » Mais il ne voulut point les écouter. Les Drevliens, alors pleins de fureur, sortent de leur ville de Korosthène, et tuent Igor et ceux de ses gens qui l'accompagnaient, lesquels, ainsi que nous l'avons dit, étaient en petit nombre. Ils enterrèrent son corps, et son tombeau se voit encore de nos jours sur la montagne voisine de Korosthène, au pays des Drevliens. » Les historiens byzantins rapportent qu'on l'attacha vivant à deux arbres courbés avec force, qui, en se relevant, l'écartelèrent. Dans un discours, adressé

vingt-cinq ans plus tard au fils d'Igor, l'empereur grec Zimiscès rappelle en ces termes les revers de ce prince : « Vous n'avez sûrement pas oublié la défaite de « votre père Igor, qui, étant venu devant la capitale, au mépris des traités et des « serments, avec un grand appareil et dix mille navires, s'estima heureux de se « sauver avec dix bateaux. Je ne dis rien de sa triste fin, lorsque, ayant porté la « guerre chez les Germains, il fut fait prisonnier par ce peuple, attaché à des « branches d'arbre et rompu en deux. » (*Histoire de Léon Diacre*, liv. VI.)

Les Drevliens, qui tirèrent cette éclatante vengeance de leur oppresseur, sont fort maltraités par les historiens russes. Leur nom, dérivé d'un mot qui signifie bois, témoigne assez qu'ils habitaient un pays couvert de forêts. Karamsin en fixe la situation au-dessous des marais de Pinsk, dans la province actuelle de Volhynie ou de Jitomir, à l'occident de Kief. Ils furent longtemps les plus sauvages des peuples réputés d'origine slave, « vivant, dit Nestor, d'une manière bestiale et vraiment comme des animaux féroces; ils s'égorgeaient entre eux, se nourrissaient de choses impures, ne connaissaient point le mariage : ils ravissaient les filles et les enlevaient quand elles venaient aux fontaines. » Tel est le portrait que nous en fait le vieux chroniqueur. Mais étaient-ils bien slaves, comme il le dit? Leur nom est slave, sans doute; toutefois, Léon Diacre, comme on vient de le voir, les appelle Germains, et l'énergie de leur résistance pourrait le faire croire. C'était peut-être un reste des anciens Bastarnes détruits par les Goths. Telle fut la fin d'Igor (945), après un règne de trente-deux ans sur lequel on ne sait rien de plus.

OLGA. — Igor avait épousé Olga, comme on l'a vu plus haut, en 903, neuf ans avant la mort d'Oleg, du consentement de celui-ci ; il paraît qu'elle ne donna que très-tardivement un fils à son mari ; ou du moins, des enfants qu'elle en put avoir et dont l'histoire a négligé de faire mention, un seul, le dernier-né, survécut à son père. Ce fils, qui reçut le nom de Sviatoslaf, était encore très-jeune quand Igor fut tué.

Le droit de succession était encore à naître en Russie : les diverses contrées du nouvel empire, toutes plus ou moins récemment conquises et foulées par les conquérants, ne formaient pas un État, mais un vaste champ exploité par l'épée. Aucun lien administratif, aucun intérêt général, aucune vieille habitude, ne liaient ensemble les parties d'un territoire déjà si vaste et qui pouvait se morceler; aucune subordination militaire ne faisait des Varègues, toujours simples volontaires, un corps ferme et compacte; aucune habitude, aucune idée des devoirs de sujets, n'en faisaient un corps dévoué ; l'unique passion, le seul objet qui attirât de tels hommes, c'était le bien d'autrui; leur unique moyen de se le procurer, la rapine et la guerre. Tantôt ils se dispersaient par bandes et se cantonnaient sous des chefs dans les provinces ; tantôt, suivant leur humeur et leurs habitudes aventureuses, ils pillaient le pays et passaient ailleurs. Le besoin d'un certain ordre cependant leur faisait rechercher un centre commun. Les

chefs varègues, et, à leur tête, Iasmund, gouverneur du jeune Sviatoslaf, et le voïévode Sveneld, sentirent que l'intérêt leur commandait en ce moment de s'accorder avec Olga pour gouverner avec elle comme on gouvernait alors en ces contrées-là, et, comme nous jugeons de tout avec nos idées actuelles, nous disons que le jeune Sviatoslaf fut reconnu Prince, et succéda à son père sous la régence de sa mère.

La veuve d'Igor voulut venger son époux. Nestor, avec sa naïveté habituelle, raconte les stratagèmes que la princesse russe employa dans ce dessein.

« Olga (c'est Nestor qui parle) fit venir les ambassadeurs et leur dit : « Soyez « les bienvenus ». Et les Drevliens dirent : « Nous sommes venus vers la prin- « cesse. » Et Olga leur dit : « Racontez-moi pourquoi vous êtes venus. » Et les « Drévliens répondirent : « Nous avons tué votre époux; il pillait et ravissait « comme un loup; mais nos princes sont bons et fertilisent notre pays. Venez « épouser Mall, notre prince » (car leur prince s'appelait Mall). Et Olga répondit : « Votre proposition me plaît fort; car enfin je ne puis ressusciter mon mari. Je « veux vous traiter demain devant mes gens. Retirez-vous à présent sur vos bar- « ques. Je vous enverrai chercher demain, et vous direz : « Nous ne voulons aller « à cheval ni à pied; vous n'avez qu'à nous porter dans nos barques.» Et mes gens « vous porteront sur leurs épaules. » Et elle les renvoya dans leurs barques.

« Pendant la nuit Olga fit creuser un fossé large et profond devant une maison « hors de la ville, et le lendemain elle vint dans cette maison et envoya chercher « les ambassadeurs, et ils dirent : « Nous n'irons ni à pied ni à cheval; emportez- « nous dans nos barques. » Ceux de Kief répondirent : « Nous sommes vos esclaves; « notre prince a été tué et notre princesse veut épouser le vôtre. » Les Drevliens « restèrent assis avec orgueil dans leurs barques, furent portés devant la maison « où était Olga, et on les jeta dans le fossé avec les barques, et Olga leur cria : Ne « vous trouvez-vous pas bien honorés? » Ils eurent beau dire : « Pardonnez-nous « la mort d'Igor; » elle ordonna de les enterrer tout vifs, et on combla le fossé.

« Puis Olga envoya aux Drevliens et leur fit dire : Si vous me désirez sincère- « ment, envoyez-moi des hommes de la plus haute considération, afin que je « puisse me rendre avec honneur auprès de vous, et que les gens de Kief me « laissent aller. Les Drevliens, entendant cela, choisirent les hommes les plus « considérables de leur pays et les lui envoyèrent A leur arrivée, Olga fit pré- « parer un bain, et leur fit dire : « Prenez le bain, et vous vous présenterez « ensuite devant moi. » On chauffa le bain, et les Drevliens y entrèrent et com- « mencèrent à se baigner; mais on ferma les portes; elle ordonna de mettre le « feu à la maison du bain, et ils furent tous brûlés.

« Elle envoya de nouveau aux Drevliens : Je vais me rendre auprès de vous, « leur fit-elle dire; préparez une grande quantité d'hydromel dans l'endroit où vous « avez tué mon époux, afin que je pleure sur son tombeau et que je célèbre la « trizna en son honneur. (On appelait *trizna* le repas qu'on célébrait en l'honneur

« des morts.) Les Drevliens apportèrent beaucoup de miel et le brassèrent. Olga, « n'ayant pris avec elle qu'un petit nombre d'amis légèrement armés, vint au « tombeau de son époux et y pleura. Elle y fit élever par ses gens une grande « butte de terre, et, quand ils l'eurent élevée, elle ordonna de faire la trizna.

« Alors les Drevliens se mirent à boire, et Olga ordonna à ses gens de les servir; « et les Drevliens dirent à Olga : « Où sont nos amis que nous vous avons en- « voyés? » Et elle répondit : « Ils viennent après moi avec les amis de mon « époux. » Et quand les Drevliens eurent bien bu, elle ordonna à ses amis de les « tailler en pièces, et ils en tuèrent cinq mille. Olga revint à Kief, et fit sortir ses « troupes. »

Elle entra en campagne avec son fils qu'elle voulait former, dès sa première enfance, au métier des armes, ravagea tout le pays des Drevliens, prit et détruisit leurs villes. Enfin elle vint mettre le siége devant Korosthène, leur capitale[1]. Ce nom, suivant son étymologie, signifie *muraille d'écorces*, et témoigne ce qu'était cette ville, au moins dans son origine. Désespérant de forcer la ville à se rendre, Olga employa de nouveau la ruse avec ses crédules ennemis : elle fit dire aux habitants que, maîtresse de tout leur pays, elle croyait avoir assez vengé son époux; que, lasse de répandre le sang et sachant à quelles extrémités les avait réduits le sort des armes, elle ne voulait pas leur imposer un tribut onéreux, qu'elle se contenterait de recevoir seulement comme marque de leur soumission, et qu'elle leur prescrivait de lui apporter un tribut de trois pigeons et de trois moineaux par maison.

Les Drevliens s'empressèrent d'obéir et retournèrent chez eux pleins de joie, célébrant la clémence de la princesse ; mais l'implacable veuve fit attacher des mèches d'amadou allumées aux queues de ces oiseaux : on leur donna la liberté, ils volèrent à leurs nids et mirent à la fois le feu dans toute la ville. Les habitants ne fuyaient les flammes que pour tomber sous le fer des ennemis. On ne fit qu'un petit nombre de prisonniers, et l'on ne permit qu'à la classe la plus pauvre de vivre ou de languir sur les cendres de Korosthène : encore imposa-t-on à ces infortunés un tribut onéreux, dont deux tiers devaient être payés à la ville de Kief, et un tiers à celle de Vouitchgorod, lieu de la naissance d'Olga (946).

Ayant ainsi « pacifié » Korosthène, Olga se mit à visiter les différentes contrées de sa domination (947). Elle régla les impôts, fit construire des bourgs et des villages, et c'est alors, à ce qu'il semble, qu'elle fonda Pleskof[2].

Ces actes de vigueur et ces sages mesures administratives assurèrent plusieurs

[1] Korosthène parait avoir été remplacée par la petite ville d'Iskorost, sur la rivière d'Usha, qui se jette dans la Pripète, un peu avant la jonction de cette rivière et du Dniéper.

[2] Ce fait n'est rapporté que par Tatistchef. Nestor dit seulement qu'elle fonda des bourgs et des villages sur la Msta, la Longha, le Dnieper et la Desna, et qu'on voyait encore, au temps où il écrivait, ses *sani* ou son traineau conservé à Pleskof.

années de paix à la Russie, pendant lesquelles grandissait le jeune kniaz Sviatoslaf, fils unique d'Olga, parmi les Varègues, et se préparait dans l'ombre la révolution morale et religieuse qui fit passer les Russes des ténèbres de leur paganisme slavo-scandinave au christianisme, comme ils y pouvaient passer, c'est-à-dire imparfaitement, à la manière des barbares, qui l'adoptaient sans en être bien profondément modifiés et améliorés. C'était toujours un progrès, un pas en avant, et Olga fut la première qui donna une haute et forte impulsion à l'avénement de la religion chrétienne en Russie. Ce ne fut toutefois que dix ans après les actes de vengeance qu'elle avait exercés contre les malheureux Drevliens qu'Olga céda aux inspirations de sa foi nouvelle ou aux conseils de la politique, et résolut de ne plus cacher sa conversion.

Pour mieux s'instruire des dogmes du christianisme ou pour recevoir le baptême d'une manière plus auguste, elle fit le voyage de Constantinople en 955. Le trône impérial du Bas-Empire était alors occupé par Constantin Porphyrogénète (engendré dans la pourpre). Les chroniques russes disent qu'il devint amoureux d'Olga, et voulut l'épouser, quoiqu'elle ne dût guère avoir moins de soixante-cinq ans; mais ce conte populaire est suffisamment réfuté par les faits : l'impératrice Hélène, femme de Constantin, vivait encore, et ne mourut qu'après lui. Cet empereur si fier de sa pourpre, plus célèbre comme écrivain que comme politique, et qui nous a laissé l'histoire de son temps et un traité des cérémonies impériales de la cour de Byzance, parle d'ailleurs en fort bons termes, dans le dernier de ces ouvrages, de la mère de Sviatoslaf : il y raconte comment lui et l'impératrice, entourés de leurs officiers et des grands de l'empire, reçurent en 955 Olga, princesse de Russie (le texte porte Ἄρχοντισσα), au palais des empereurs. Le premier jour, 9 septembre, elle fut introduite, accompagnée de son cortége de femmes, de ses agnates ou parentes, et de ses principales suivantes, par le préfet du palais et par les ostiaires, dans la grande salle à manger (triclinium), dite de Justinien, où elle fut reçue avec toutes les cérémonies d'usage, que l'empereur historien nous décrit minutieusement.

Après plus d'un mois passé au milieu des pompes royales et des fêtes religieuses, Constantin lui-même tint Olga sur les fonts, et lui donna le nom d'*Hélène*. Cette soumission de la princesse Olga au culte grec commence sur de larges bases l'éducation religieuse de la Russie et complète, pour ainsi dire, l'histoire de ses origines. La Russie est ainsi devenue une reproduction et comme un amalgame de la Scandinavie et du Bas-Empire. Là se retrouvent les types primitifs du caractère et des imitations de son gouvernement. Sans doute d'autres éléments, l'élément tatar ou asiatique en particulier, se sont unis dans la suite à ces deux éléments principaux, mais l'ardeur de se faire par le glaive une place ici-bas, l'esprit de conquête et de domination, lui sont venus des Normands; la religion, le goût des jouissances faciles et du luxe, le tsarisme, lui sont venus des Grecs; la barbarie et la mollesse slaves sont le fonds sur lequel tout cela s'est mêlé. Germanique

d'origine et au sommet, slave dans le corps et la masse du peuple laboureur et ouvrier, du peuple serf, la nation russe a tendu par ses chefs vers Constantinople dès l'origine de son histoire. Son premier cri de guerre fut : *à la ville des Césars!* La ville des Césars fut son premier objet de convoitise ou d'imitation, et elle en tirait par la ruse ou l'hommage ce qu'elle n'en pouvait tirer par la force.

Revenue à Kief, Olga protégea le prosélytisme chrétien, avec réserve pourtant, et sans pouvoir toucher le cœur de son fils, qui demeura fervent adorateur de ses dieux barbares. Il n'empêchait personne de recevoir le baptême, mais il déguisait à peine son mépris pour les chrétiens. Le zèle d'Olga eut de même peu d'influence sur les Kiviens. Quelques-uns seulement embrassèrent le christianisme à son exemple, et devinrent un objet de raillerie. Telles étaient à cette époque les dispositions religieuses des Russes. « Veux-tu, répondait Sviatoslaf aux pieuses exhortations de sa mère, veux-tu que mes compagnons se moquent de moi ? »

Le baptême n'avait pas d'ailleurs réformé dans Olga ce caractère insidieux et rusé que lui prêtent les historiens. Constantin Porphyrogénète lui ayant député, peu après sa conversion, des ambassadeurs, à l'effet de lui rappeler qu'elle avait promis d'envoyer à Byzance des présents et des troupes auxiliaires : « Quand votre tsar, leur répondit Olga, sera resté aussi longtemps sur la Poczaïna, que je suis demeurée à Souda (port de Constantinople), je lui enverrai des troupes et des présents; » sur quoi elle congédia les ambassadeurs. Cette réponse semblerait indiquer que Constantin Porphyrogénète avait hésité quelque temps à recevoir la veuve du grand prince qui avait attaqué l'empire dix ans auparavant. Toutefois, la singulière réponse de la veuve d'Igor n'amena point la rupture de la paix entre les deux peuples, et, pendant tout le règne de Constantin Porphyrogénète, de son fils Romain et de Nicéphore Phocas, les relations amicales continuèrent entre les Russes et les Grecs. Un certain nombre servait même à la cour des empereurs et dans leurs armées de terre et de mer. En 964, l'historien arabe Novaïri nomme les Russes parmi les auxiliaires des Grecs qui combattirent en Sicile contre l'émir Sarrasin Ali Hassan; et nous verrons bientôt Sviatoslaf lui-même entreprendre une guerre considérable en qualité d'allié et pour le compte de Nicéphore Phocas.

SVIATOSLAF. — On ne sait pas précisément en quel temps Sviatoslaf prit les rênes du gouvernement des Russes et des Slaves; mais l'opinion la plus vraisemblable est qu'elles lui furent remises par sa mère lorsque celle-ci partit pour Constantinople. Il devait être encore très-jeune; il avait cependant atteint l'âge viril, et, bien qu'on ne voie pas qu'il ait eu d'abord aucune guerre à soutenir, son premier soin, dès qu'il put gouverner par lui-même, fut, à ce que nous apprend Nestor, de mettre sur pied une armée nombreuse et de l'aguerrir par toutes sortes d'exercices. Lui-même ne se plaisait qu'au mouvement des camps : à conduire ses Varègues russes et slaves à travers champs, au nord, au midi, à l'est et à l'ouest de Kief; à lever avec eux des tributs en nature, à courir et à battre avec

eux le pays à de grandes distances; à descendre le Dnieper, de Kief aux cataractes, à la tête de milliers de bateaux chargés de soldats, et à le remonter, gouvernant lui-même sa barque pour se faire la main. Il y dormait la nuit dans une simple couverture, amarré au rivage, « avec sa couvée d'oiseaux de proie. » Dans ses courses par terre, il ne se faisait dresser ni tentes ni pavillons. Il y avait déjà du Kalmouk dans ce Normand-Slave : la housse de son cheval lui servait de lit, la selle d'oreiller. A ses repas, il dédaignait l'usage des viandes apprêtées; dépeçant lui-même la chair des chevaux, des buffles et d'autres animaux sauvages, il la tranchait en menus morceaux, la mettait un instant sur les charbons, et la mangeait ainsi à peine grillée. Ses compagnons, habitués au même genre de vie, l'imitaient en tout.

Le fils d'Igor ne donna toutefois carrière à son humeur belliqueuse autrement qu'il ne l'avait fait jusque-là par des campements et des promenades militaires sur ses propres domaines ou dans des guerres simulées, que longtemps après la conversion d'Olga, en 964. Laissant sa mère à Kief avec les enfants qu'il avait eus déjà de plusieurs femmes, il commença en cette année ses expéditions sérieuses par une irruption chez les Viatitches, nation moitié slave, moitié finnoise, qui habitait sur les bords de l'Oka et du Don supérieur, et qui payait alors tribut aux Khozares; il tourna bientôt ses armes contre les Khozares eux-mêmes. On sait qu'à l'arrivée de Rurik, la domination de ce peuple s'étendait, de l'embouchure du Volga aux sources du Dniéper et de l'Oka, sur tous les peuples habitant les contrées méridionales et orientales de la Russie; tous, au moins, étaient leurs tributaires. Les princes varègues, depuis leur établissement chez les Slaves, leur avaient successivement enlevé quelques-uns de ces tributaires. Le siége de la domination des Khozares était alors situé sur le Don inférieur, vers son embouchure dans la mer d'Azof. Sviatoslaf les défit en plusieurs campagnes (de 964 à 966); il assiégea et prit leur capitale, qui dans leur langue s'appelait Sarkel, et que Nestor appelle Belovèja. Après cette conquête, le grand-prince soumit les Iasses et les Kasogues. Les premiers, vraisemblablement les Ossètes d'aujourd'hui, étaient de même origine que les Alains, et habitaient au milieu des monts Caucase, dans le Daghestan, près de l'embouchure du Volga; les seconds sont les Tcherkesses, dont le pays s'appelait Kasakhia dans le xe siècle; à présent même, les Ossètes les appellent Kassakhes. Ce sont les vrais aïeux des Cosaques. Les Russes parcoururent ainsi dès cette époque, sans qu'on puisse dire qu'ils les soumirent, les contrées caucasiennes encore aujourd'hui mal assujetties à leur empire, et s'emparèrent, au retour, de la ville de Tamatarkha ou Phanagorie, et de toutes les possessions des Khozares sur les côtes orientales de la mer d'Azof [1]. On ne nous

[1] Au XIIe siècle, la domination des Khozares survivait encore en Asie sur les bords de la mer Caspienne; car en 1140 un rabbin, nommé Jéhudah, adressa un panégyrique au prince des Khozares, qui professait la religion judaïque. Le savant Bouxdorf, dit Karamsin, a donné, en 1660, une traduction latine de ce morceau qu'il caractérise ainsi: *Liber multiplicis doctrinæ ac multæ laudis.*

dit pas par quel chemin le kniaz, vainqueur des Iases et des Kasogues, revint en Russie après s'être ainsi promené au nord du Caucase, de l'embouchure du Don à celle du Kouban; mais il est probable que ce dut être à travers la Crimée qu'il alla retrouver le Dnieper, cette grande route de Kief, et s'y embarquer avec son armée fatiguée et épuisée sans doute d'une si longue et si aventureuse campagne.

Rentré dans Kief victorieux des Khozares, Sviatoslaf y séjourna peu, et fut presque aussitôt appelé sur un nouveau théâtre qui avait de quoi lui plaire. Invité à faire la guerre aux Bulgares de l'ancienne Mœsie, qu'on nomme à présent la Bulgarie, il n'eut garde de refuser cette occasion de mener ses Russes « boire le Danube avec leurs casques. »

Mais, avant de le suivre dans cette expédition, il faut dire un mot ici de l'étrange famille du petit-fils de Rurik, au moment où il se disposait à aller attaquer les Bulgares.

On était en 967. Des épouses et concubines que le fougueux Sviatoslaf dut avoir presque au sortir de l'enfance, la chronique ne mentionne qu'une religieuse grecque qu'il fit prisonnière dans cette expédition même de Bulgarie, époque à laquelle il devait avoir de trente à trente-cinq ans; mais déjà, à cette date, d'une femme ou de deux femmes légitimes, dont le nom est resté inconnu, il avait eu deux fils, Iaropolk et Oleg, et d'une suivante ou femme de charge d'Olga, sa mère, l'esclave Maloutcha, un autre fils, Vladimir, qui jouera un grand rôle dans l'histoire de Russie, et qui en sera le premier prince varégo-slave chrétien. La religieuse grecque qu'il emmena à Kief, à cause, dit naïvement Nestor, de sa beauté, eut une singulière et abominable destinée : il la céda pour femme à Iaropolk son fils aîné; des bras de celui-ci elle passa dans ceux de Vladimir, le dernier de ses fils, et appartint ainsi au père et aux deux frères.

Sviatoslaf avait donc trois fils en 967. Il les laissa avec sa mère à Kief, s'embarqua avec ses troupes sur le Dnieper, suivant l'usage des anciens Varègues, entra dans la mer Noire, et par cette mer se rendit sur les bords du Danube, où, selon Nestor, il eut facilement raison des Bulgares.

Nestor ne dit pas les raisons qui déterminèrent le prince russe à porter la guerre chez les Bulgares; Zonaras, Cédrénus, Scylitzès et Paul Diacre nous l'apprennent. L'empereur Nicéphore Phocas était mécontent de Pierre, roi des Bulgares, qui protégeait les Hongrois dans leurs attaques continuelles contre la Grèce. L'empereur députa à Kief, en qualité d'ambassadeur, Kalokyros, fils du gouverneur de Kherson, promettant de riches présents au prince russe s'il voulait faire la guerre aux Bulgares. Sviatoslaf se prêta d'autant plus volontiers aux vues de l'empereur qu'il reçut pour l'équipement de ses troupes tous les subsides qu'il sembla désirer.

Arrivé aux bords du Danube, le grand prince ne rencontra partout qu'une faible résistance, et prit en peu de mois, aux Bulgares, toutes les villes qu'ils pos-

sédaient sur le fleuve et leur capitale, que la chronique nomme Péréïaslav. Ce fut dans le sac de Péréïaslav, sans doute, qu'il fit prisonnière la religieuse grecque dont nous venons de parler. Trouvant la Bulgarie à leur gré, gorgés de butin, lui et les siens s'oublièrent là dans les jouissances, nouvelles pour eux, d'un pays riche, où ils vivaient à discrétion. Le barbare ne voulait plus retourner en Russie, où cependant sa présence et celle de ses soldats étaient en ce moment des plus nécessaires. Profitant en effet de son absence, les Petchénègues avaient mis le siége devant Kief (968).

C'était la première fois qu'ils faisaient irruption, non plus aux limites, mais au cœur même des principautés russes. Leur armée était nombreuse. Leurs kibiks couvraient au loin les campagnes autour de Kief, sur l'une et l'autre rive du Dnieper. Toutes les avenues de la ville étaient occupées par les Petchénègues, « aux sabres aiguisés, aux carquois remplis de flèches, l'arc ou la lance à la main. » Toute communication avec le dehors était devenue impossible, et les habitants ne tardèrent pas à éprouver une cruelle famine. Olga, restée à Kief, dans le Kreml avec les trois enfants de son fils, encourageait les assiégés à tenir bon, et il ne fallut pas moins que toute sa prudence et tout le courage des habitants pour conjurer cet orage. Le bruit du retour de Sviatoslaf et de son armée, semé adroitement, joint à la bonne contenance des défenseurs de Kief, déterminèrent cependant les Petchénègues à s'éloigner. Olga et les Kiviens, délivrés de leur présence, purent alors envoyer un message à Sviatoslaf pour le presser de revenir, avant que les Petchénègues renouvelassent leurs attaques. Rien jusque-là n'avait pu l'engager à quitter l'heureuse Bulgarie. Mais, quand les députés de Kief lui eurent appris le péril qu'avaient couru sa mère et ses enfants, et qu'ils étaient exposés à courir prochainement s'il ne venait à leur secours, les Petchénègues ne s'étant retirés sans doute que pour revenir plus nombreux, il fallut s'y résoudre : il s'arracha, non sans regret, aux bords du Danube et revint en Russie après deux ans d'absence. Il crut devoir, chemin faisant, diriger un semblant d'expédition contre les Petchénègues, qu'il n'osa toutefois attaquer dans leurs campements au delà des cataractes du Dnieper, puis rentra dans Kief où il vécut un temps en paix, mais dont le séjour n'avait plus de quoi lui plaire. Il avait, ce semble, laissé son cœur en Bulgarie, et, dès l'année suivante (969), il ne cacha plus son projet d'aller y vivre en dépit de tout. Il dit un jour à sa mère, au rapport de Nestor : « Le séjour de Kief m'ennuie; je préfère vivre à Péréïaslav, près du Danube. Cet endroit-là est comme le centre des richesses, et tous les biens y abondent. Les Grecs y apportent de l'or, des étoffes précieuses, du vin et des fruits; les Bohêmes et les Hongrois, de l'argent et des chevaux; les Russes, des fourrures, de la cire, du miel et des esclaves. » — « Assiste du moins à mes funérailles, lui répondit sa mère affligée. Ne vois-tu pas que je suis malade? Voudrais-tu m'abandonner en ce moment? Ensevelis-moi, et va ensuite où tu voudras. »

Olga mourut quelques jours après. Elle défendit expressément de célébrer aucune fête sur sa tombe à la manière des idolâtres, et fut enterrée par un prêtre chrétien à l'endroit même qu'elle avait indiqué. La tradition a donné à Olga le nom d'artificieuse ; l'église russe celui de sainte, et la politique celui de sage ; Nestor l'appelle même *la plus sage des mortels ;* les faits disent mieux ce qu'elle fut : une héroïne barbare à demi chrétienne, à demi civilisée, qui eut la gloire d'ouvrir à la Russie la voie qui la mena à son demi-christianisme et à sa demi-civilisation.

A peine sa mère eut-elle fermé les yeux que Sviatoslaf, ne voyant plus d'obstacles au projet qu'il avait formé de transférer le siége de sa domination sur les bords du Danube, se disposa à le mettre à exécution. La Bulgarie, on l'a vu, lui plaisait à raison de la douceur de son climat, de l'abondance de ses fruits, et des richesses que lui procurait un commerce facile avec Constantinople. Il partagea donc vers ce temps le gouvernement des pays de sa domination en Russie entre ses trois fils, et, ayant établi son fils aîné Iaropolk à Kief, son autre fils Oleg à Derevech (dans le pays des Drevliens), et son autre fils Vladimir à Novgorod, sous la direction et la tutelle de l'oncle de ce dernier, Dobrinia, frère de Maloutcha, dont Sviatoslaf avait eu ce fils, il partit pour la Bulgarie, qu'il regardait déjà comme sa propriété. Mais il y avait laissé, à ce qu'il semble, de fâcheux souvenirs, et il y fut reçu en ennemi par les habitants. Les Péréïaslaviens surtout haïssaient cette domination étrangère et sauvage que Sviatoslaf leur apportait de Kief avec ses Russes; ils prirent les armes, et résolurent de défendre leur ville contre le barbare. Arrêté sous les murailles de Péréïaslav, Sviatoslaf irrité ne savait quel parti prendre, quand les Bulgares en sortirent, et vinrent lui offrir le combat. On en vint aux mains, et la mêlée fut des plus sanglantes ; déjà les Russes fléchissaient de tous côtés, lorsque Sviatoslaf, haranguant ses troupes, les enflamma d'une telle ardeur que la victoire se déclara pour lui, et il fit son entrée le soir même dans Péréïaslav, le glaive à la main. Le reste de la Bulgarie se soumit, et Sviatoslaf résolut d'y fixer définitivement sa demeure. Il fut encouragé dans ce projet par le même noble grec, nommé Kalokyr, que l'empereur Phocas lui avait envoyé deux ans auparavant pour l'engager à tourner ses armes contre les Bulgares. C'était ce même Kalokyr qui, dans un autre intérêt, l'y voulait retenir maintenant. Nicéphore Phocas avait été mis à mort, et remplacé par un usurpateur, Jean Zimiscès (décembre 969). Kalokyr espérait par le secours des Russes détrôner le nouvel empereur, et se faire proclamer à sa place. Les intérêts du patrice grec s'accordaient avec ceux du grand prince russe, et il ne lui en coûta rien de promettre à Sviatoslaf, à ce prix, la cession de la Bulgarie ; mais tout porte à croire que si le grand prince eût pu s'emparer de la Rome orientale, il l'eût gardée pour lui-même. Il en rêva certainement alors la conquête, sans beaucoup s'inquiéter des projets de Kalokyr, qui, empereur ou non, était en son pouvoir, et resterait toujours au moins dans sa dépendance. Toujours est-il que Kalokyr l'appuyait en ce moment

de son influence, de ses intrigues et de ses conseils; et, quand le gouvernement byzantin le fit sommer, aux termes des traités, d'évacuer la Bulgarie où il n'était venu qu'en qualité de stipendié et d'hôte de l'empire, il jeta le masque et déclara qu'il ne quitterait jamais un si beau pays, à moins que l'empereur ne lui payât une forte somme d'argent à cet effet, ajoutant qu'autrement il chasserait lui-même les Grecs de l'Europe, où ils n'avaient aucun droit.

Ainsi, dès lors comme aujourd'hui, les monarques russes convoitaient Constantinople et la Grèce. Rurik avait constitué l'État par une conquête; par d'autres conquêtes Oleg en avait reculé les limites jusqu'aux monts Krapaks au sud-ouest, jusqu'à la Soula au sud-est et au sud; l'épée d'Oleg avait tâté le cœur de l'empire et mis Constantinople à contribution; Igor avait imité son tuteur avec moins de bonheur, il est vrai, dans la même entreprise, mais on pouvait imputer à son grand âge son peu de succès. Sviatoslaf lui-même avait poussé avec ses Varègues jusqu'à la mer Caspienne, à la mer Noire et au delà du Danube; pourquoi se serait-il arrêté, quand il était si jeune encore, à la tête d'une armée affamée comme lui de carnage et de butin, et que devant lui, à la portée de son glaive, se rencontrait un État qui lui promettait toutes les jouissances du luxe et de la richesse, déjà envahi sinon subjugué par ses deux derniers prédécesseurs? Il avait renversé et conquis l'empire florissant des Khozares, pourquoi n'en ferait-il pas autant de la Grèce? Mais, comme ses pères et comme ses descendants, il devait trouver là un obstacle insurmontable. Malheureusement pour lui, le trône de Constantinople se trouvait occupé par un soldat usurpateur, dont le sceptre était une pesante épée. Sans cette circonstance, c'en était fait peut-être dès lors de l'empire romain d'Orient, et les Russes se seraient trouvés quelques siècles plus tôt en rivalité de conquête avec les fils d'Othman.

Léon Diacre dit que Nicéphore lui-même s'était déjà préparé à la guerre contre les Russes, au cas où ils refuseraient d'évacuer la Bulgarie, lorsqu'une révolution l'avait renversé du trône (11 décembre 969). Il était impossible que les Grecs supportassent l'occupation de cette province par Sviatoslaf après sa menaçante réponse. L'empereur lui envoya en conséquence un second message pour l'engager à en sortir, et l'exhorter au respect des traités, lui disant d'ailleurs que les chrétiens aimaient la paix, mais savaient au besoin faire la guerre et employer les armes contre d'injustes prétentions. C'est dans ce message que Jean Zimiscès rappelait à Sviatoslaf la vaine tentative du perfide Igor son père contre l'empire, la triste fin de ce prince, et le menaçait d'un sort pareil s'il s'obstinait à suivre son exemple, et l'obligeait à venir chasser les Russes de la Bulgarie. Sviatoslaf s'enflamma de colère à ces paroles, et s'écria, dit Léon Diacre, dans un accès de fureur et de démence barbares: « L'empereur n'a pas besoin de venir ici; nous lui épargnerons cette peine. Nous irons nous-mêmes devant Constantinople, et lui prouverons que nous sommes des hommes de guerre et de sang, accoutumés à nous mesurer avec les armes contre l'ennemi

qui se trouve sur notre chemin, et non de vils artisans vivant petitement du travail de leurs mains, de faibles femmes ou des enfants, qu'on épouvante avec des menaces. »

Pour répondre à un tel langage, l'épée était la meilleure langue, et Zimiscès la fit parler. L'empire romain d'Orient n'était pas tombé si bas qu'il ne lui restât plus qu'à subir patiemment de tels outrages, et à payer tribut aux Russes, comme les Slaves avilis, « vivant petitement du travail de leurs mains. » A tant d'insolence il résolut d'opposer une armée grecque, et de montrer que l'agression de ces nouveaux Huns n'avait pas de quoi effrayer les descendants de Justinien et de Bélisaire. En conséquence il ordonna à Bardas Sclérus, général de l'empire, et au patrice Pierre, de couvrir les frontières, de discipliner l'armée, et d'envoyer des gens sachant la langue russe pour explorer les mouvements de Sviatoslaf qui, donnant incontinent suite à sa menace, détacha de son armée un corps de Varègues, et l'envoya en avant prendre possession des avenues de la ville impériale. Cette avant-garde franchit l'Hémus et entra dans la Thrace, dont elle ravagea les bourgs et les villages jusqu'à Andrinople. Bardas Sclérus se tint renfermé dans la ville, et laissa d'abord le flot des barbares se répandre et s'affaiblir en se divisant dans ces belles vallées de l'Hémus où la Fable nous dit qu'Orphée opéra les miracles de sa lyre et de sa voix ; puis il prit l'offensive. Bardas Sclérus et son frère le patrice Constantin déployèrent dans cette campagne une grande énergie personnelle, qui rappela la belle défense de Bélisaire et la défaite des Huns, sous Justinien, et contraignirent bientôt les agresseurs à lâcher pied et à regagner en désordre la vallée du Danube.

L'année suivante, les Grecs vinrent attaquer les Russes à Presthlava et les refoulèrent vers Dorostol ou Distra, la moderne Silistrie, où le prince russe avait réuni toutes les forces des nations qui lui étaient soumises. L'empereur en personne vint l'y assiéger à la tête de toutes ses forces de terre. En même temps on vit arriver la flotte des Grecs, avec laquelle il était impossible aux barques russes de se mesurer. Les trirèmes et les brûlots byzantins chargés de machines à lancer le feu grégeois, qui rappelaient aux Russes l'incendie de la flotte d'Igor, dominaient tout le cours du bas Danube, et leur coupaient ainsi toute communication avec la mer Noire, et par conséquent avec Kief, où ils ne pouvaient se rendre que par cette mer et en remontant ensuite le Dnieper. Ainsi pressé, Sviatoslaf fit bonne contenance ; il essaya d'inquiéter le camp ennemi par de fréquentes sorties; mais de jour en jour de nouveaux renforts arrivaient aux Grecs, et les Russes perdaient de leurs forces. Après deux mois d'une résistance opiniâtre, ils furent contraints de céder au nombre : un dernier assaut réduisit la place, et l'empereur y entra victorieux. Il rassura d'abord les Bulgares : il n'en voulait, disait-il, qu'aux Russes, et il n'était venu que pour en délivrer la Bulgarie. Maître de Silistrie, Zimiscès n'avait plus qu'à poursuivre les ennemis qui, affaiblis et affamés, tenaient la campagne en désordre sur les bords du Danube.

Une dernière bataille décida enfin du sort de l'expédition; les Russes y furent entièrement défaits; les Grecs restèrent maîtres du champ de bataille et ramassèrent le long du Danube vingt mille boucliers et une quantité immense d'épées. Sviatoslaf lui-même avait reçu dans le combat un violent coup de masse d'armes sur la tête qui l'avait fait tomber de cheval, et il n'avait dû d'échapper à la mort qu'à son casque de cuir cerclé de fer, et de ne pas être fait prisonnier qu'à quelques braves compagnons qui l'avaient dégagé des mains de l'ennemi et entraîné avec eux dans leur fuite.

A la vue du petit nombre de soldats qui lui restaient, blessés pour la plupart, comme il l'était lui-même, Sviatoslaf se décida enfin à demander la paix. Il envoya des députés au tsar grec à Silistrie, et lui fit dire : « Je voudrais conclure la paix avec toi. » Zimiscès, satisfait de la proposition, envoya de riches présents au camp des Russes. « Acceptons-les, dit le kniaz à ses gardes; quand nous serons mécontents des Grecs, nous rassemblerons une nouvelle armée, et nous saurons bien retrouver le chemin de Constantinople. »

Voilà ce que rapporte Nestor. Les historiens de Byzance disent que Zimiscès, ayant accordé à Sviatoslaf la liberté de sortir de la Bulgarie, et aux marchands russes la faculté d'exercer le commerce à Constantinople, ajouta avec une fierté généreuse : « Nous autres Grecs, nous aimons non-seulement à surpasser nos ennemis en courage, mais à les vaincre par nos bienfaits plus encore que par nos armes. » Théophane, grand de la cour de l'empereur, le même qui avait brûlé la flotte d'Igor devant Constantinople, et le voïévode russe Sveneld, conclurent, au nom de leurs souverains respectifs, un traité, que rapporte Nestor, et qui prouve d'une manière irrécusable, dit Karamsin, que les Grecs eurent tout l'honnenr de cette campagne; car Sviatoslaf y approuve solennellement tout ce qui peut être utile à l'empire, et n'y stipule aucun avantage pour la Russie.

La paix conclue, l'empereur la ratifia, et fit porter des vivres dans le camp des Russes. Sviatoslaf témoigna le désir d'avoir une entrevue avec Zimiscès. Les deux héros, qui ne se connaissaient encore que par leurs exploits, avaient sans doute la même curiosité de se connaître personnellement. L'entrevue eut lieu sur les bords du Danube. L'empereur, entouré de ses écuyers chrysophores, couvert d'une cuirasse éclatante, s'y rendit à cheval; Sviatoslaf, vêtu d'un simple habit blanc, dans une barque, et ramant lui-même. Les Grecs ne purent le voir sans intérêt : il était, disent-ils, d'un taille moyenne, et assez bien fait; sa physionomie était sombre et farouche; il avait la poitrine large, le cou gros, les yeux bleus, les sourcils épais, le nez épaté, de longues moustaches, une barbe légère, et sur la tête une mèche de cheveux, marque de sa noblesse; à une de ses oreilles pendait un anneau d'or orné de deux perles et d'un rubis. L'empereur descendit de cheval; Sviatoslaf resta assis dans sa barque. Les deux monarques s'entretinrent quelque temps, et se séparèrent bons amis.

« La paix conclue, dit Nestor, Sviatoslaf revint en navire vers les cataractes

du Dnieper. Cependant Sveneld, le voïévode d'Igor son père, lui dit : « Kniaz, voici qu'il faut monter à cheval, car les Petchénègues occupent les contrées qui bordent les cataractes. » Sviatoslaf dédaigna cet avis, et continua sa route par eau.

La vérité est, ajoute Nestor, que les Péréïaslaviens, au départ des Russes, avaient envoyé aux Petchénègues l'avis suivant : « Sviatoslaf retourne en Russie chargé d'or et de butin qu'il rapporte de Grèce ; son armée est très-peu nombreuse. » Et sur cet avis les Petchénègues s'étaient établis le long des cataractes.

Arrivé à une certaine hauteur, Sviatoslaf ne put avancer plus loin : contraint de s'arrêter, il résolut d'hiverner à Bielbeveshèje. Mais les vivres ne tardèrent pas à manquer, et bientôt la disette fut si grande que la tête d'un cheval se vendait une grivna. Néanmoins l'armée passa l'hiver en cet endroit.

Au commencement du printemps suivant (972), Sviatoslaf voulut tenter le passage des cataractes. Mais Kour, prince des Petchénègues, tomba sur sa troupe, et en fit un grand carnage ; Sviatoslaf y périt. Ses ennemis lui coupèrent la tête, et de son crâne firent une coupe qui leur servit dans leurs festins. Sveneld, échappé au massacre de ses compagnons, parvint à gagner Kief, où il retrouva Iaropolk. Sviatoslaf avait en tout régné vingt-huit ans.

Iaropolk. — Jusqu'ici la domination russe n'avait eu qu'un seul prince à la fois, parce que nul d'entre les descendants de Rurik n'avait encore laissé plusieurs enfants, que les princes des autres familles varègues ne s'étaient pas sentis assez forts pour se constituer indépendants, ou que, l'étant à peu près de fait, ils n'avaient pas jugé à propos de courir les risques d'une révolte déclarée. Mais Sviatoslaf laisse plusieurs fils, et aussitôt commence le système des apanages, et avec lui la division du territoire et de la domination et la guerre civile ; similitude remarquable avec les premiers temps de la monarchie franke sous les successeurs de Clovis.

« Après la mort de Sviatoslaf, dit Karamsin, Iaropolk *régnait* à Kief, Oleg dans le pays des Drevliens, et Vladimir à Novgorod. Le pouvoir monarchique n'existait plus dans l'État, car Iaropolk n'avait, à ce qu'il semble, aucune autorité sur les apanages de ses frères. »

Nestor nous raconte étrangement l'histoire étrange de Iaropolk :

« L'an 6481 (973), Iaropolk commence à régner ; Bloud, son voïévode, a toute sa confiance. Un jour que Luth, fils de Sveneld, prenait le plaisir de la chasse aux environs de Kief, Oleg, qui chassait aussi, vint à le recontrer, et lui dit : « Qui es-tu ? » — « Luth, fils de Sveneld, » répondit l'autre. A ces mots Oleg fondit sur lui et le tua. »

Pourquoi le prince des Drevliens tua-t-il ainsi le fils du vieux chef varègue, serviteur de son aïeul et de son père ? on ne nous le dit pas ; mais ce meurtre désunit les deux frères. Le vieux Sveneld, ulcéré contre le meurtrier de son fils, ne cessait de dire à Iaropolk : « Que ne marches-tu contre Oleg afin de te rendre

maître de ses domaines? » Cela paraissait tout simple à Sveneld. Il avait, il est vrai, à venger la mort de son fils.

A la fin, Iaropolk se laissa persuader (quatre ans après, en 977); il fit une irruption dans le pays des Drevliens, où régnait Oleg. Celui-ci alla au-devant de son frère, lui livra bataille et fut vaincu. Il s'enfuit avec les siens du côté de Vroutchaï (aujourd'hui Obroutch) : il se trouvait déjà sur le pont des fossés qui entouraient cette ville; mais la masse des fuyards devint bientôt telle en cet endroit que le pont rompit, et qu'ils tombèrent tous les uns sur les autres dans le fossé. Oleg lui-même y fut précipité avec une foule des siens, et il y périt écrasé sous le poids des chevaux et des soldats.

Iaropolk, qui suivait de près l'armée ennemie, entra sans obstacle dans la ville d'Oleg, et s'empara de sa principauté. Maître de la ville, il voulut voir son frère et envoya ses gens à sa recherche. Personne ne le trouvait, lorsqu'un Drevlien lui dit : « Je l'ai vu hier sur le pont quand l'écroulement eut lieu. » Iaropolk donna de nouveau l'ordre de chercher Oleg; on remua les cadavres depuis le matin jusqu'à midi, et l'on finit par trouver celui du prince. On le tira du fossé et il fut mis sur un tapis.

A la vue du corps de son frère, Iaropolk se mit à pleurer, et dit à Sveneld : « Tiens, regarde, voilà ce que tu désirais ! » Oleg fut enterré près de la ville de Vroutchaï dans un endroit où de nos jours se voit encore son tombeau. Et Iaropolk resta maître de sa principauté.

Vladimir ayant appris de son côté, à Novgorod, comment Iaropolk s'était défait d'Oleg, prit l'épouvante et s'enfuit chez les Varègues d'au delà de la Baltique. Iaropolk, alors resté seul maître de toute la Russie, établit sa résidence à Novgorod, et voilà de nouveau, non en conséquence d'un droit, mais par une double usurpation, l'État des Varègues dans une seule main. Le premier acte important d'Iaropolk fut ainsi, comme on voit, un acte d'agression contre son frère Oleg, couronné par un fratricide; le second, une spoliation. Celle-ci, seulement, ne fut ni précédée ni suivie de meurtre.

Cependant Vladimir ne s'était pas réfugié en Scandinavie pour y demeurer oisif. Il prit part à quelques expéditions maritimes des Normands; il envoya des espions en Russie, y noua des intrigues jusques auprès de son frère, se fit des partisans de tous côtés, et, après deux ans d'exil, à la tête d'un corps de Varègues qu'il avait su engager à soutenir sa querelle contre son frère, il repassa la mer (980), débarqua sur les côtes du golfe de Finlande, et, arrivant avec sa troupe à Novgorod, dit aux officiers d'Iaropolk : « Allez trouver mon frère (il était alors à Kief), et dites-lui : Vladimir marche contre toi; prépare ta défense. » On va voir que les premiers actes de ce Vladimir, dont l'église russe célèbre la fête le 15 juillet, ne sont pas d'un saint.

La province de Polotsk, dans le pays des Krivitches, était alors gouvernée par le varègue Rogvolod, qui était venu de par delà la mer pour servir les princes

russes, et en avait obtenu cette ville et la contrée dont elle était le chef-lieu en apanage, c'est-à-dire une principauté à peu près indépendante. Le prince de Polotsk, car c'était le titre que portait Rogvolod, avait une fille d'une rare beauté, nommée Rogniéda, récemment fiancée à Iaropolk. Celui-ci avait déjà, comme on l'a vu, la religieuse grecque que son père lui avait cédée pour épouse. Il n'en avait pas moins recherché et obtenu Rogniéda en mariage; ce qui prouve que la polygamie n'était pas regardée à cette époque comme un crime chez les Russes.

Vladimir, qui se préparait à enlever à Iaropolk sa principauté, voulut également lui enlever sa fiancée, la fille de Rogvolod. Il envoya en conséquence un message à celui-ci, et lui fit dire : « Je veux épouser ta fille. » — « Veux-tu de Vladimir? » demanda Rogvolod à sa fille. — « Non, répondit-elle; je ne veux point déchausser le fils d'une esclave (faisant allusion à la naissance de Vladimir, fils bâtard, comme nous l'avons vu, de Maloutcha, suivante ou esclave d'Olga); je ne veux que Iaropolk. » L'usage obligeait alors les jeunes mariées à déchausser leurs maris le premier jour de leurs noces, pour marquer leur soumission et leur obéissance, usage qui subsiste encore dans quelques provinces de la Russie. Les gens de Vladimir vinrent lui rapporter la fière et dédaigneuse réponse de Rogniéda. Incontinent, à la tête de ses varègues, auxquels il avait déjà réuni de nombreuses troupes de Slaves, de Tchoudes et de Krivitches gagnés à sa cause, il marcha contre Rogvolod. C'était au moment où Rogniéda allait être conduite à Iaropolk. Tout à sa colère, il surprend dans Polotsk, défait et tue Rogvolod et ses deux fils, et s'empare de sa fille dont il fit aussitôt, bon gré, mal gré, son épouse, pour parler comme Nestor (nous verrons qu'il en eut bien d'autres avant de se faire chrétien); puis, sans perdre de temps, il marcha contre son frère.

Iaropolk n'osa tenter le sort d'une bataille, et se renferma dans Kief. Vladimir retrancha son camp, car son intention n'était pas de prendre Kief d'assaut, mais de s'en emparer par la ruse. Il envoya secrètement à Bloud un message : « J'ai besoin de ton secours, lui fit-il dire; ouvre-moi les portes de Kief, et tue mon frère, je t'aimerai comme un père et te traiterai honorablement. Tu sais que ce n'est pas moi qui ai commencé à être fratricide, c'est lui; et si je le poursuis actuellement, c'est parce que je redoute pour moi le sort d'Oleg. » Bloud, qui déjà depuis longtemps était entré en négociations secrètes avec le prince de Novgorod, quand il était en exil, répondit à son envoyé qu'il ferait volontiers selon son désir, car il voulait être son ami.

Ce Bloud, dit Nestor, enfermé avec Iaropolk qu'il trahissait, pressa Vladimir de cerner la ville et de lui faciliter les moyens de le délivrer de son frère. Incertain des dispositions des Kiviens, il excita contre eux les soupçons de leur prince. « Les Kiviens, dit-il un jour à Iaropolk, ont envoyé vers Vladimir pour l'engager à s'approcher de la ville, afin de pouvoir te livrer à lui. Je te conseille de sortir de Kief, et de t'enfuir. »

Iaropolk suivit ce conseil : il prit la fuite et alla s'enfermer à Rodnia, bourg entouré de palissades, situé à l'endroit où la Ross se jette dans le Dniéper. Les Kiviens, abandonnés de leur prince, se rendirent à Vladimir, qui envoya aussitôt un détachement de ses troupes assiéger son frère dans Rodnia, où Iaropolk et ses hommes ne tardèrent pas à éprouver toutes les horreurs d'une famine telle que le souvenir s'en est conservé dans un proverbe; on dit encore en Russie, en parlant d'une disette : « Misère comme à Rodnia. » Bloud dit alors à Iaropolk : « Vois-tu combien de troupes a ton frère? Nous ne pourrons jamais les vaincre; fais plutôt la paix avec lui. Va le trouver, et dis-lui : « Ce que tu me donneras, je le prendrai. »

Iaropolk y consentit. Cependant Varieschko, son serviteur, lui disait : « Kniaz, n'y va pas, tu seras assassiné : fuis plutôt chez les Petchénègues, et conduis-leur tes hommes. » Mais Iaropolk ne l'écouta point. Suivant le conseil du traître Bloud, il entra avec lui dans un bateau, et, remontant le Dniéper, se rendit à Kief, où Vladimir averti l'attendait dans le Kreml, la forteresse de pierre que leur père Sviatoslaf y avait élevée, et qui servait de palais aux grands princes. Bloud l'y introduisit en lui faisant tout espérer de son frère; mais à peine y furent-ils entrés, que Bloud en ferma les portes, et deux varègues apostés percèrent le malheureux Iaropolk de leurs épées.

Telle fut la triste fin du fils aîné de Sviatoslaf, après un règne de sept ans, dont quatre comme prince de Kief, et trois comme grand-prince de toute la Russie.

Vladimir (980-1015). — Vladimir, qui venait d'enlever Rogniéda à Iaropolk, et d'en faire sa femme par force, « coucha (dit Nestor au début du règne de ce premier saint du calendrier russe) avec la femme de son frère, cette Grecque dont nous avons parlé. » Elle était ou devint enceinte, et mit au jour Sviatopolk, « qui ne fut point aimé de son père, ajoute le vieux chroniqueur, car il pouvait être le fils de Iaropolk ou de Vladimir. »

Telles étaient les mœurs de ces barbares russo-slaves, encore paiens, il est vrai. Vladimir Sviatoslavitch, le fils de l'esclave, devenu ainsi grand-prince par le fratricide, s'abandonna sans scrupule à toutes ses passions, et ne recula devant aucun crime pour les satisfaire. Il eut d'abord à compter avec les Varègues par le secours desquels il avait recouvré sa principauté et s'était emparé de celles d'Iaropolk, et que, selon toute apparence, il n'avait engagés à le seconder dans son entreprise qu'à force de promesses : ils demandaient leur salaire et la rançon de Kief au nouveau grand-prince qu'ils avaient fait. Celui-ci ne savait comment se débarrasser de ces dangereux et incommodes auxiliaires, dont les prétentions, après tout, étaient fondées dans les idées du temps, et conformes aux principes selon lesquels se payaient alors les services des gens de guerre.

Le discours que Nestor met dans leur bouche est caractéristique : « Cette ville est à nous, dirent-ils à Vladimir; nous l'avons conquise : nous voulons deux grivnas pour la rançon de chaque habitant. » Vladimir usa de ruse; il chercha et

parvint à gagner du temps. « Attendez encore un mois, leur dit-il, jusqu'à ce que les martres soient venues. » Les martres, c'étaient les impôts, que les peuples finnois et slaves payaient aux grands-princes en peaux de martres. Mais les martres ne vinrent pas cette année. « Tu nous a trompés, dirent alors les Varègues, mais nous savons le chemin de la Grèce. » — « Eh bien, partez ! » répondit Vladimir.

Ce que Nestor ajoute n'est pas moins instructif. « Cependant il retint les meilleurs et les plus intrépides, et les distribua dans différents quartiers de la ville : quant aux autres, ils prirent la route de Tsaragrad. Mais Vladimir les fit devancer par un message où il disait au tsar : « Une troupe de Varègues vient vers toi. Ne t'expose pas au danger de les laisser réunis dans ta ville, car ils y commettront du désordre comme ils ont fait ici. Divise-les, détruis-les; et, dans aucun cas, n'en laisse jamais revenir un seul ici. »

Cette perfidie fut d'ailleurs très-utile aux Slaves. Vladimir, ne pouvant plus désormais compter sur d'autres Varègues, rompit le lien qui rattachait la nouvelle Russie à la patrie de ses aïeux scandinaves, et dut se rapprocher de la nation. Les anciens Varègues, qui s'y trouvaient mêlés, y étaient nés presque tous comme lui-même. De plus, leur race ne pouvant fournir assez de guerriers pour un prince belliqueux comme le fut longtemps Vladimir, le recrutement presque tout entier se fit parmi les anciens habitants du pays. Quelques-uns d'entre ceux-ci parvenant peu à peu aux grands emplois, alors tous militaires, s'agrégèrent insensiblement à l'aristocratie.

Cette aristocratie, toute varègue en naissant, devint mixte, et peu à peu la distinction d'origine devint sans objet et finit par s'effacer entièrement. Il n'y eut plus que des Russes-Slaves.

La puissance des familles devint héréditaire par l'hérédité des emplois, par la succession des fortunes et des fiefs, par le souvenir de la grandeur des aïeux, enfin suivant l'ordre naturel des choses; et la noblesse s'institua pour ainsi dire d'elle-même. Quant au peuple des campagnes, au *mougik*, la conquête l'avait fait serf; les citadins jouissant du droit de bourgeoisie, les grands-princes et les tsars, le retinrent serf, et nous le voyons toujours serf, malgré quelques affranchissements partiels, et si tardifs que les plus considérables peut-être datent de nos jours.

Vladimir, au début de son règne, déploya le plus grand zèle pour les divinités païennes; il fit ériger sur une montagne, à l'extérieur de la forteresse ou kreml [1] de son père Sviatoslaf, une statue au dieu Péroune. Cette idole était de bois, mais

[1] *Kreml* est la forme russe de ce qu'on nomme en français *Kremlin* (le kremlin de Moscou). En vieux slavon, *Krem*, *Kremen*, signifie pierre ou caillou, et tous les Slaves appellent *Krem* ou *Kreml*, une enceinte fortifiée. Différentes villes russes ont leur kreml, et chez les autres Slaves, on trouve les villes fortes de Kremenech, Krementchoug, etc., où le mot Krem est galement entré en composition.

sa tête était d'argent et sa barbe d'or. Là, dit Nestor, on voyait tout un peuple aveugle se précipiter pour rougir la terre du sang des victimes. A l'exemple de Vladimir, son oncle Dobrinia, qu'il établit à Novgorod en qualité de son lieutenant, y fit ériger des simulacres à Péroune sur les bords du Volkhof, et les Novgorodiens lui sacrifièrent avec une pompe inaccoutumée; il tint la main aussi à ce que le culte des autres dieux slaves ne périclitât point. On connaît cette étrange mythologie presque tout indienne : le dieu blanc (Biel-Bog) et le dieu noir (Tchernoï-Bog); Led présidait à la guerre et aux frimas; Koléda amenait la paix et la belle saison, Pogoda faisait venir les fleurs, Koupalo mûrissait les fruits; les troupeaux étaient sous la protection de Voloss et de Mokosch; Dase-Bog découvrait aux hommes les trésors cachés, et le Morskoï-Tsar (roi de la mer) régnait sur l'Océan; Korcha était le dieu des buveurs; Lada, la déesse de la joie, mère de Lélia, l'amour, et de Polélia, l'hymen, et des esprits subalternes sans nombre peuplaient les airs et les campagnes, tandis que les Domovié-Douchi protégeaient le foyer domestique. Cependant toutes ces divinités n'étaient pas adorées par le même peuple : le culte des Novgorodiens différait de celui des Kiviens, et quelques autres peuplades avaient pareillement le leur. Mais Péroune était pour tous le maître du ciel et de la terre, le dieu suprême : son règne dura jusqu'à ce que Vladimir qui venait de multiplier ses simulacres et ses temples, noyât son idole dans les flots du Borysthène.

La piété païenne de Vladimir ne l'empêchait pas cependant de se plonger dans les plaisirs des sens. Il était, dit Nestor, entièrement livré à la lubricité, et le plaisir sensuel l'entraînait irrésistiblement vers les femmes. Sa première épouse fut Rogniéda, dont il eut Isiaslaf, Mstislaf, Iaroslaf, Vsévolod, et deux filles; après la mort d'Iaropolk, il prit, comme nous venons de le voir, à titre pareillement d'épouse, la veuve de ce frère qu'il venait de faire assassiner, la religieuse grecque sa belle-sœur, qui était ou qui devint enceinte, et qui accoucha neuf mois après de Sviatopolk. D'une autre épouse légitime, Tchèque ou Bohémienne, il eut un fils nommé Vouitchislaf; d'une quatrième, Sviatoslaf et un autre Mstislaf, le fils de ce nom qu'il avait eu de Rogniéda étant mort; d'une cinquième, Bulgare de naissance, Boris et Gleb; une sixième enfin, dont le nom et le pays sont restés inconnus, lui donna Stanislaf, Posvid et Soudislaf. Il eut toutes ces femmes à la fois dans les huit premières années de son règne. Nous le verrons plus tard épouser Anne ou Anastasie, sœur des empereurs de Constantinople, Basile et Constantin, de laquelle, à ce qu'il paraît, il n'eut point d'enfants. « Outre ses épouses (nous croyons devoir ici encore copier textuellement Nestor), il avait trois cents concubines à Vouitchgorod; trois cents à Bielgorod (près de Kief), et deux cents à Berestof, village encore ainsi dénommé de nos jours; et, malgré tout, il ne pouvait rassasier ses appétits charnels. On lui conduisait les nouvelles mariées et les jeunes pucelles dont

il ravissait la virginité; pour faire court, il aimait le sexe féminin ni plus ni moins que Salomon [1]. »

Sa cruauté et son ardeur belliqueuse ne le cédaient qu'à sa lubricité. Tout peuple voisin ayant quelque richesse, comme toute femme ou fille ayant quelques attraits, redoutait d'attirer ses regards; il attaqua vers ce temps (981) les Slaves Polaniens (les Lèkes, Slaves Polaniens ou Polonais), uniquement parce qu'ils étaient en renom de bien vivre. Ils constituaient alors déjà une nation et étaient gouvernés par Metchislaf, connu dans l'histoire pour avoir introduit le christianisme en Pologne, comme Vladimir devait plus tard l'introduire en Russie. Vladimir marcha contre lui, et lui prit Pérémisle, Tcherven (près de Khelm) et plusieurs autres villes dont il fit des possessions russes. Vers cette époque il soumit aussi les Viatitches, et leur imposa, ainsi qu'en avait agi son père, un tribut par chaque charrue. Ils se soulevèrent deux ans plus tard (983), et il les vainquit une seconde fois. Les Slaves étaient rétifs au joug, mais, à chaque fois qu'ils se révoltaient, ils le recevaient plus pesant et plus dur, et telle peuplade qui d'abord n'avait été que soumise au tribut, était, à la seconde ou à la troisième révolte, réduite en servitude.

Telle était, en ce temps, la ferveur d'idolâtrie du grand-prince et des habitants de Kief, qu'au retour de cette expédition, il voulut sacrifier des victimes humaines sur les autels des dieux slaves. On en était là encore en Russie, dans la quatre-vingt-troisième année du xe siècle. On chargea le sort de désigner un garçon et une jeune fille pour être immolés dans la pagode aux idoles. Le sort tomba sur le fils d'un varègue qui avait longtemps habité la Grèce, et faisait profession de la foi chrétienne. Quand on lui demanda son fils, il refusa de le livrer, et se posa en contempteur du culte établi. « Les Kiviens, dit Karamsin, toléraient le christianisme; mais un blâme aussi public de leur religion excita une émeute générale dans la ville : le peuple s'arme, assiége la maison du chrétien varègue, et demande à grands cris la victime. « Si vos dieux sont réellement des dieux, leur dit le père en tenant son fils embrassé sur le seuil de sa porte, qu'ils viennent eux-mêmes chercher mon fils ici. » A ces mots, le peuple, dans le délire de la fureur, égorge à la fois et le père et le fils, qui furent ainsi les premiers et les derniers martyrs du christianisme à Kief. Notre Église les a mis au rang des saints, sous les noms de Jean et de Théodore. »

La plupart des guerres subséquentes du grand-prince eurent pour objet, comme celles contre les Viatitches, de remettre sous le joug les peuples tributaires qui tentaient de s'en affranchir. C'est ainsi qu'en 984, il eut à faire

[1] Le grand-prince avait ainsi, dans trois harems, huit cents concubines, outre ses épouses, et sans compter « les nouvelles mariées et les jeunes pucelles dont il ravissait la virginité. » — Dittmar de Mersebourg s'accorde en ce point avec Nestor; il appelle Vladimir, dans son latin barbare mais expressif, *fornicator immensus et crudelis*.

rentrer sous son obéissance les Radimitches, qui habitaient au sud de Smolensk.

L'année suivante (985), sans trop savoir où il allait, à ce qu'il semble, et cherchant aventure, Vladimir fit une irruption par eau, c'est-à-dire par le Volga, chez les Bulgares orientaux, habitants des bords du Volga et de la Kama, près de la moderne Kasan. Il entra dans leur pays sur des barques chargées de troupes novgorodiennes, conduites par son oncle Dobrinia, et appuyées par la cavalerie des Torques ou Torkis, alors alliés ou stipendiés des Russes, qui les suivaient le long du rivage. C'est la première fois qu'il est parlé de cette tribu, de même origine que les Turcomans et les Petchénègues, et qui errait, ainsi que les hordes de ces derniers, dans les steppes du sud-est de la Russie, entre le Dniéper et le Don. Le grand-prince obtint d'abord quelque avantage sur les Bulgares; mais le prudent Dobrinia, dit la chronique, n'augura pas bien de cette expédition après la victoire : « J'ai vu les prisonniers, dit-il à Vladimir; tous portent des bottes : ils ne voudront jamais nous payer tribut. Cherchons plutôt des peuples qui portent des *lapti.* » C'était une chaussure faite d'écorce de tilleul, que portent encore aujourd'hui les paysans russes. Dobrinia pensait sans doute, comme le remarque Karamsin, que des hommes riches ont plus de motifs et plus de moyens de se défendre que ceux qui n'ont rien ou peu de chose. Vladimir eut égard au conseil de son oncle; il parlementa et fit la paix avec les Bulgares. « Que la paix soit entre nous, dirent-ils, jusqu'au jour où l'on verra la pierre surnager et le houblon aller au fond de l'eau. »

On sait que les Bulgares, ou plus correctement les *Voulgars,* appartenaient au groupe des Huns finnois et à l'arrière-ban de ce groupe. Très-barbare lors de son apparition à l'ouest de l'Oural, le Bulgare était venu, à la suite de la première invasion des Huns, au IVe siècle, planter ses tentes au bord du grand fleuve qui s'appelait alors *Athel* ou *Athil* dans la langue des peuples ouralo-finnois, et qui prit le nom de *Volga* (fleuve des Voulgars) quand la domination Bulgare fut devenue célèbre en Europe. Cette domination qui avait pour siége au Xe siècle la ville de Bulgar ou Bulgaris, située à 23 lieues de l'endroit où s'élève actuellement Kasan, avait embrassé un moment tout le cours du Volga ainsi que le nord de la mer Caspienne. Elle se réduisit peu à peu à des limites plus étroites, et au VIIe siècle, quand les Khozares dominaient le cours du bas Volga, elle ne comprenait plus guère que la province actuelle de Kasan et une partie de celles d'Orenbourg, de Simbirsk et de Saratof, au sud et à l'est de la Kama, depuis son confluent avec le Volga jusqu'aux revers occidentaux de l'Oural.

Au temps de Vladimir, les grands Bulgares ou Boulgares du Volga n'étaient plus ce peuple sauvage qui avait effrayé le monde romain de sa férocité; ils avaient quitté la vie nomade comme ils la pratiquaient encore au VIIIe siècle, où leur roi vivait avec sa suite sous des tentes et changeait fréquemment de résidence. Ils étaient fixés au sol et adonnés au commerce plus qu'à la guerre. Par le Volga et la mer Caspienne, ils communiquaient avec la Perse, la Boukharie et

l'Inde; le voisinage du Don et de la mer Noire leur ouvrait un négoce facile avec la Grèce et l'Italie; ils cultivaient la terre; ils avaient des manufactures. Plusieurs objets de commerce portent encore leur nom chez les Turcs et chez les Boukhares. Dans leurs continuelles relations enfin avec les Arabes et avec les peuples de race turque ou tatare plus récemment convertis à l'islamisme, ils s'y étaient eux-mêmes convertis. Commencée dès 922, leur conversion venait de s'achever à l'époque où le grand grand-prince de Kief avait envahi leur pays, et l'historien arabe Ibn Fosslan, qui avait accompagné une ambassade musulmane chargée par le khalife de Bagdad d'inaugurer le mahométisme à Bulgar, nous en a conservé le récit solennel. Leur roi Boulatavar avait donné l'exemple : il s'était soumis à la circoncision, avait reçu le nom de Djafar en l'honneur du khalife El Mokhtader, et adopté le titre d'émir des Bulgares et celui de protégé de l'émir des croyants [1].

La tradition place peu après la guerre contre les Bulgares (986) un fait curieux et touchant de la vie privée de Vladimir. Rogniéda, surnommée *Gorislava* à cause de ses malheurs, avait dû recevoir pour époux le meurtrier de son père et de ses frères, qui, après l'avoir rendue mère plusieurs fois, comme on l'a vu, l'avait chassée de son lit et de son palais. Un jour qu'il était allé la visiter dans la demeure solitaire où il l'avait reléguée, près de la Libéda, non loin de Kief, à l'endroit où, du temps de Nestor, était le village de *Predslavino*, il s'endormit d'un profond sommeil. Rogniéda, que son abandon ulcérait contre lui, voulut profiter de ce moment pour le percer d'un couteau; mais il s'éveilla à temps pour détourner le coup. Ainsi surprise, Rogniéda éclata en reproches, et se plaignit en pleurant de ce que depuis longtemps il avait cessé de l'aimer ainsi que son fils aîné Isiaslaf et leurs autres enfants, Mstislaf, Iaroslaf et Vsévolod, dont aucun n'avait d'apanage. Mais ses plaintes n'émurent point Vladimir, qui résolut de la tuer de sa propre main. Il lui ordonna de mettre ses habits de noces, et d'attendre la mort sur un lit somptueux, dans la plus belle chambre de sa maison. Déjà Vladimir, tout à la fois époux, juge et exécuteur, était entré dans cette chambre, lorsque le jeune Isiaslaf, à peine âgé de six ans, instruit par Rogniéda, présente au prince une épée nue en lui disant : « Tu n'es pas seul, ô mon père ! ton fils sera témoin de ton action. » — « Qui te

[1] Les Bulgares ont frappé monnaie avant tous leurs voisins de l'est et de l'ouest, et les caractères arméniens et arabes étaient en usage chez eux, même avant l'introduction de l'islamisme. Pour élever leur première ville murée, ils avaient eu recours aux Arabes et fait venir des architectes de Bagdad; c'était ce qu'on appela ensuite la *Grande-Ville*, Braïkhimof chez les Russes ou *Boulgar*, cette ancienne capitale dont on voit encore les ruines près du village de Bolgari, dans le gouvernement de Kasan, district de Spask, sur la rive gauche du Volga, près de l'endroit où la Kama se jette dans ce fleuve. Les inscriptions sépulcrales qu'on y a trouvées, et dont, en 1722, Pierre le Grand a fait prendre copie, sont en arménien et en arabe. La ville de Bulgar se soutint jusqu'en 1396, époque où son nom disparaît pour faire place à celui de Kasan. On conserve à Pétersbourg trois médailles provenant des Bulgares; elles sont des années 950 et 976.

savait là ? » répondit Vladimir en jetant le glaive par terre. Il s'éloigna aussitôt, rassembla les boyards et leur demanda conseil. « Kniaz, lui dirent-ils, pardonne à la coupable en faveur de cet enfant et des autres enfants que tu as d'elle, et donne-leur en apanage la principauté qui appartenait à Rogvolod son père. » Vladimir approuva cette proposition; il fit bâtir dans le gouvernement actuel de Vitebesk une nouvelle ville qu'il appela Isiaslav, et où il envoya Rogniéda et ses enfants, qu'il dota plus tard d'apanages comme ceux qu'il avait eus de ses autres épouses.

Le moment approchait où Vladimir le païen allait confesser le Christ. On a vu de quel zèle pour les idoles il était encore animé en 983, année marquée par le martyre du Varègue chrétien et de son fils, Jean et Théodore. Mais avec le temps d'autres influences avaient pénétré son esprit, et quelques années s'étaient à peine écoulées qu'il mettait en question sa croyance. Tout à l'heure il sera aussi fervent chrétien qu'il a été fougueux idolâtre. Sa conversion donnera à sa vie une direction nouvelle, et ouvrira aux peuplades, rassemblées de si loin et dans un si vaste territoire sous le glaive russe de Rurik, quelques-unes des voies de la civilisation, où on les voit marcher d'ailleurs et se développer avec une exceptionnelle lenteur. C'est à ce titre surtout que cet acte peut à bon droit être regardé comme le plus important de son règne.

La légende ou l'histoire nous montre vers 986 les principales religions dominantes chez les peuples limitrophes de la Russie ou en rapport avec elle, se disputant en quelque sorte le grand prince de Kief et cherchant à l'attirer dans leur giron. Les musulmans, les chrétiens et même les juifs, lui envoyèrent les plus sages de leurs docteurs pour l'engager à embrasser leur croyance, et il se fit expliquer leur doctrine, écoutant leurs discours avec la plus grande attention.

Les premiers ambassadeurs qui vinrent près de lui à cet effet furent ceux des Bulgares du Volga ou Grands Bulgares. Nous avons vu que la religion de Mahomet, propagée par les armes victorieuses des Arabes, et qui régnait déjà depuis longtemps sur les bords orientaux et méridionaux de la mer Caspienne, s'était introduite et était dans ce temps généralement professée dans la Grande Bulgarie; Boulatavar ou Djafar, émir des Bulgares, et qui s'honorait du titre de protégé de l'émir des croyants, essayait par cette ambassade d'y convertir le grand-prince avec qui il venait de conclure la paix. La description du paradis de Mahomet, le tableau des houris, étaient assez de son goût; mais la circoncision lui parut un usage odieux, et la défense de boire du vin, une loi trop austère. « Le vin, dit-il, fait la joie des Russes; nous ne pouvons nous en passer. » Les catholiques romains n'eurent pas, dit-on, plus de succès auprès de lui, et moins encore les juifs d'entre les Khozares venus de la Tauride ou Crimée qu'on appelait alors la Khozarie, où la religion judaïque s'était fortement implantée. Mais un Grec fut plus heureux : s'il ne fit pas d'abord embrasser à Vladimir la religion de son pays, il parvint

du moins à lui inspirer la plus grande estime pour elle, et ses discours firent sur l'esprit du prince une vive impression.

Irrésolu encore cependant, il consulta les boyards, leur demandant ce qu'ils pensaient de tout cela. « Tu sais, prince, lui répondirent ceux-ci, que personne ne parle mal de sa religion; mais que tous, au contraire, en font l'éloge. Si tu veux connaître l'exacte vérité, tu as des hommes sages; envoie-les examiner la croyance de chacun de ces peuples et la manière dont ils servent Dieu. »

Vladimir se rendit à leur avis; il choisit des hommes prudents et observateurs au nombre de dix, et les chargea d'aller d'abord chez les Bulgares et ensuite en Allemagne et à Constantinople, et d'examiner la religion de ces différentes nations. Ces députés d'une espèce nouvelle se rendirent chez les Bulgares musulmans du Volga, leurs proches voisins, et ne furent que faiblement frappés des cérémonies mahométanes. De là ils passèrent en Allemagne, considérèrent froidement celles de quelques pauvres églises latines, et ne furent pas touchés d'un culte qu'accompagnait si peu de magnificence. Mais quand les envoyés barbares eurent vu à Constantinople, dans la basilique de Sainte-Sophie, où l'empereur les fit conduire, le patriarche, revêtu de ses habits pontificaux, célébrer l'office divin, la magnificence du temple, la présence de tout le clergé grec, la richesse des vêtements sacerdotaux, les ornements des autels, l'odeur de l'encens, le chant des chœurs, le silence du peuple, enfin la majesté sainte et mystérieuse des cérémonies, tout remplit les Russes d'admiration : il leur sembla que ce temple était le séjour du Tout-Puissant lui-même, et qu'il s'y manifestait directement aux mortels. De retour à Kief, les ambassadeurs rendirent compte au prince de leur mission; ils parlèrent avec mépris du culte de Mahomet, avec indifférence de celui des catholiques romains, mais avec le plus grand enthousiasme de ce qu'ils avaient vu dans la ville des Césars, et déclarèrent que maintenant qu'ils connaissaient la religion grecque, ils n'en voulaient point d'autre. Sur quoi Vladimir consulta les boyards et les anciens de la ville. « Si la religion grecque n'était pas la meilleure, lui dirent-ils, ton aïeule Olga, la plus sage des mortels, ne l'eût pas adoptée. » — « Où voulez-vous donc recevoir le baptême? » leur demanda Vladimir. — « Où tu voudras toi-même, » répondirent-ils.

Vladimir n'avait pas auprès de lui de prêtres grecs. En demander à l'empereur, c'était une sorte d'hommage dont l'idée seule blessait sa fierté. Il conçut alors un projet digne de son temps, de son pays, ou, pour mieux parler, digne d'un barbare; à savoir, de porter la guerre dans la Grèce, et d'extorquer, à main armée, des instructions, des prêtres et le baptême.

Aussitôt il rassemble une armée, descend le Dniéper, et met le siége devant la ville grecque de Kherson, non la moderne Kherson, dont la fondation sur le Liman du Dniéper ne remonte qu'au règne de Catherine II, mais l'antique et florissante Kherson de la presqu'île héracléotique, aujourd'hui ruinée et dis-

parue; et des milliers d'hommes périssent parce qu'un barbare ne veut pas se faire baptiser comme un homme ordinaire.

C'est tout près de la place où fut cette antique Kherson, colonie de Grecs émigrés d'Héraclée, dont il ne reste plus que de faibles vestiges, que les Russes ont fondé Sébastopol, la ville moderne, la ville toute neuve, bâtie non loin du cap Parthénion, où se voit le couvent de Saint-George de Khersonèse, maintenant bien connu de nos soldats. Le temple de Diane tauropolitaine était là, temple sanglant dont une vierge était la prêtresse; c'est là, sur ce promontoire sacré, que s'élevait l'autel redouté de la déesse, pierre carrée, semblable aux rudes et grossiers autels de nos anciens druides gaulois ou celtes; comme eux, cette pierre a ruisselé de sang humain. En allant de Sébastopol à Balaklava, on marche sur la ligne où Hérodote et Strabon plaçaient la tranchée qui limitait, longtemps avant eux, la Khersonèse proprement dite et la séparait du reste de la grande presqu'île de Crimée. C'est sur ce théâtre que Vladimir était venu si singulièrement chercher le christianisme; mais les Khersonites se défendirent vaillamment. Vladimir assiégeait vainement Kherson depuis six mois, et avait perdu devant la place une grande partie de son armée; il se voyait sur le point d'être contraint d'en lever le siége, et peut-être n'eût-il jamais été chrétien, lorsqu'un certain Anastase de Kherson, qui désirait sans doute, on ne sait pourquoi, que sa ville natale fût prise, lança sur le camp ennemi une flèche portant cet avis : « Tu peux arrêter ou détourner le courant des sources qui sont derrière toi vers l'est; c'est de là que nous viennent les eaux de la ville. » Le grand prince fit ce qui lui était conseillé par le Khersonite traître à sa patrie, et bientôt les assiégés, fatigués d'un long siége et mourant de soif, se rendirent à Vladimir, qui fit son entrée dans la ville avec ce qui lui restait de ses troupes (988).

Maître de Kherson, le grand-prince envoya incontinent aux tsars Basile et Constantin, alors empereurs d'Orient, un message à la manière d'Attila, consistant en ces mots : « J'ai emporté une de vos plus célèbres villes; mais comme j'en-
« tends dire que vous avez une sœur non encore pourvue, je vous fais savoir que
« je veux l'épouser; et que, s'il vous prend fantaisie de me la refuser, j'en agirai
« à l'égard de votre propre capitale comme j'ai fait à l'égard de Kherson. »

Ce message, faux peut-être en la forme, mais vrai au fond, quant au désir conçu par le grand-prince d'épouser la sœur « non encore pourvue » des empereurs de Byzance, leur fut remis au moment où le trône des Porphyrogénètes était sérieusement ébranlé par une révolte militaire. La rebelle Phocas leur disputait la couronne avec quelques chances de succès, et Basile, le plus habile et le plus résolu des deux empereurs, vit là une occasion propice de se faire d'un ennemi redoutable un allié utile; il n'eut garde, quel qu'en fût le ton, de rejeter la demande du prince russe, et malgré la répugnance de sa sœur que la perspective d'être l'épouse d'un tel homme effrayait, il fit dire à Vladimir qu'il ne tenait qu'à lui de devenir son beau-frère, et que, s'il se faisait chrétien, il obtiendrait la

main de la princesse et le royaume des cieux. Vladimir ne fit aucune difficulté de le satisfaire en ce point, étant venu là précisément pour se faire chrétien. La tsarine, non toutefois sans tristesse, mais résignée à être l'instrument de la Providence, partit pour Kherson, et Vladimir reçut à la fois le baptême et le sacrement du mariage des mains de l'évêque de Kherson. « Quelques personnes qui n'ont point une parfaite connaissance de la chose, dit Nestor, ont publié faussement que Vladimir s'était fait baptiser à Kief, quelques-unes à Vassilief, et d'autres ailleurs encore.» «Au demeurant, ajoute-t-il immédiatement, sitôt qu'il fut baptisé, ce prince vécut suivant la religion chrétienne. Il emmena avec lui la tsarine, cet Anastase, dont ci-haut nous avons parlé, les reliques de saint Clément et de son disciple Phiva, des encensoirs et des vases sacrés, et pour dot de la tsaritse et en son honneur, il reçut des Grecs la ville de Kherson. Après quoi il revint à Kief où, étant arrivé, il fit renverser les images des faux dieux. »

Le dieu Péroune fut surtout l'objet de ses rigueurs. Il fit attacher sa statue à la queue d'un cheval, et la fit traîner par les montagnes du Boritschef et du Rutchaï vers le fleuve; durant le trajet, douze hommes, montés dessus, la flagellaient de verges et l'injuriaient de paroles. Nestor constate l'effet que produisit sur la population de Kief ce traitement infligé au maître du tonnerre de l'Olympe slave. « Au moment, dit le moine de Kief, où l'on entraîna l'image de Péroune du Rutchaï dans le Dniéper, les idolâtres commencèrent à pleurer et à gémir. Ce nonobstant, arrivée sur les bords du fleuve, elle y fut précipitée, et Vladimir, à l'endroit même, plaça des gardes avec l'ordre suivant: « Si l'idole revient au « rivage, vous la repousserez et la suivrez jusqu'à ce qu'elle ait passé les cata- « ractes; après quoi vous pourrez l'abandonner.» L'idole en effet tenta plusieurs fois de regagner le rivage, mais les gardes chargés de l'éconduire l'en repoussèrent à chaque fois, et ne la quittèrent qu'au passage des cataractes, au delà desquelles le dieu russe alla échouer dans la baie qui s'appelait encore, au temps de Nestor, la *baie de Péroune.*

Restait à achever la conversion des Russes, et Nestor nous apprend comment le grand-prince s'y prit pour l'opérer. Un héraut alla crier par toute la ville: « Celui qui, demain, dès le matin, ne paraîtra pas au bord du fleuve, riche ou pauvre, mendiant ou journalier, sera considéré comme rebelle, et traité comme tel. » L'argument était péremptoire et irrésistible, et il eut un plein succès. « Les habitants, dit encore le bon Nestor, ayant ouï telle menace, vinrent sans retard, disant: « Si le baptême n'était pas avantageux, nos princes et nos boyards ne l'eussent pas accepté. » C'était, comme on voit, des catéchumènes bien instruits. Ne changeons rien au naïf récit du vieux chroniqueur; il est assez instructif de soi, et peut se passer de tout commentaire. « Le lendemain donc, poursuit-il, Vladimir, accompagné des prêtres, de la tsarine et de ceux de Kherson, se rendit au Dniéper, où vint aussi une foule innombrable d'hommes qui entrèrent dans l'eau, les uns jusqu'au cou, les autres jusqu'à la poitrine. Les

enfants, restés sur la rive, furent couverts d'eau; ceux-ci étaient plongés dans le fleuve, d'autres nageaient çà et là, tandis que les prêtres lisaient les prières. Et cela formait un spectacle grandement curieux et beau à voir. Enfin, quand tout ce peuple fut baptisé (Nestor appelle cela être baptisé), chacun s'en retourna chez soi. » Et voilà comment les Russes devinrent chrétiens, au moins à Kief, *par l'ordre du prince.* Slaves et Finnois furent de la même manière baptisés dans le reste de l'empire, par ordre. « Vladimir, continue la chronique, fit édifier une église à l'endroit où précédemment on voyait l'image des faux dieux. L'église de Saint-Basile fut élevée (à Kief) sur la montagne où se trouvaient naguère Péroune et les autres dieux auxquels lui et son peuple avaient sacrifié. Il fit également élever dans les autres villes des églises où il envoya des prêtres grecs; et il n'y eut point de ville, de bourg ni de village, où le peuple ne fût amené à la foi par le baptême. »

La conversion des Russes s'opéra ainsi partout administrativement. Puis Vladimir choisit les enfants des personnes distinguées, qu'il fit instruire, et auxquels on apprit à écrire. « Ce bienfait, dit Karamsin, parut alors une nouveauté effrayante, au point qu'on était obligé de traîner par force, dans ces écoles, les fils des femmes de distinction qui pleuraient leurs enfants comme morts, dans la pensée que l'écriture était l'invention la plus dangereuse de la sorcellerie. »

Nous avons vu quel nombre prodigieux d'épouses et de concubines Vladimir avait eues avant sa conversion; mais, après son baptême, dit-on, il ne garda que la tsarine Anne, cette sœur des empereurs Basile et Constantin, qui fut la Chlotilde de ce Clovis des Russes; toutefois, avec les habitudes qu'on lui connaît, il peut rester douteux si, en devenant chrétien, il devint monogame. En tout cas, l'immense commerce qu'il avait eu avec les femmes antérieurement à son mariage avec une chrétienne, avait dû lui créer des obligations et des embarras d'enfants, de nourrices, d'entretien, avec lesquels sans doute il eut à se débattre au milieu de ses autres soins et des devoirs plus rigoureux de sa vie nouvelle.

Vladimir avait à ce moment douze fils qu'il pourvut de principautés, selon l'usage du temps, usage qui paraît avoir été plus fort que toutes les considérations de la politique chez les peuples d'origine indo-européenne, particulièrement chez les Germains, comme on le connaît par l'histoire des rois franks mérovingiens. Les plus âgés n'étaient pas encore sortis de l'adolescence; il n'en fit pas moins neuf d'entre eux princes en titre chacun d'une ville russe et d'un territoire déterminé relevant de cette ville : il établit Vouitchislaf (le fils de la Tchèque ou Bohémienne), à Novgorod; Isiaslaf à Polotsk (qui avait appartenu à son aïeul Rogvolod, père de sa mère); Sviatopolk à Tourof, ville du gouvernement actuel de Minsk, et qui fut ainsi appelée du nom du varègue Tour, prince de cette contrée à l'origine de la conquête, du temps de Rurik; Iaroslaf à Rostof (Vouitchislaf étant mort dans la suite, la principauté de Novgorod échut au même Iaroslaf, et celle de Ro tof passa à Boris); Boris à Lubetch; Gleb à Mourom; Sviatoslaf

chez les Drevliens; Vsévolod à Vladimir en Volhynie; Mstislaf enfin à Tmoutorakan, la Tamatarque des Grecs, conquise, au retour de son expédition contre les Khozares, par Sviatoslaf, père de Vladimir, et où, à ce qu'il paraît, il avait laissé un corps de Varègues pour l'occuper. Vladimir fit partir pour leurs apanages respectifs chacun de ces jeunes princes qui, jusqu'à leur majorité, furent confiés à des gouverneurs ou régents plus ou moins habiles.

Vladimir, après sa conversion, eut avec ses voisins plusieurs démêlés dont les causes ne nous sont pas bien expliquées. Une guerre avec les Crovates, qui habitaient sur les frontières de la Transylvanie et de la Gallicie, l'occupa trois ans (991-993). A peine l'avait-il terminée par un traité ou par une victoire, qu'il apprit que les Petchénègues avaient passé la Soula, l'un des affluents orientaux du Dniéper, et marchaient sur Kief. Il se porta au-devant d'eux, et les rencontra sur les bords de la Troubège, où se voit aujourd'hui Péréïaslave. La chronique raconte cette rencontre avec des détails tout homériques. Les deux armées étaient séparées par le fleuve, de telle sorte que, de çà ni de là, nul n'osait avancer. Le prince des Petchénègues s'approcha pourtant de la rive, et cria à Vladimir : « Ordonne qu'un de tes guerriers se présente; j'en ferai avancer un des miens, et ils se combattront l'un l'autre. Si l'homme de ton pays tue le nôtre, nous, Petchénègues, nous serons trois années sans te faire la guerre; si c'est le nôtre qui tue le tien, nous serons les maîtres de rançonner ton pays pendant le même nombre d'années. » Vladimir accepta, et fit crier par un héraut dans son camp : « Se trouve-t-il quelqu'un qui veuille d'un combat à outrance avec un Petchénègue ? » Mais nul ne dit mot. Cependant, dès le matin, les Petchénègues avaient amené leur tenant sur le rivage, tandis que du côté des Russes personne ne bougeait, ce dont Vladimir se trouvait grandement affligé; et derechef il envoya son héraut faire le même cri parmi sès soldats. Enfin il vit s'avancer vers lui un vieillard qui lui dit : « Je suis venu ici avec quatre de mes fils, mais j'en ai encore un autre, mon plus jeune, que j'ai laissé à la maison, et qui, depuis son enfance, n'a pas encore trouvé plus fort que lui. Un jour qu'il tenait une peau de bœuf et que je le grondais, il se fâcha contre moi, et, dans sa colère, il déchira la peau en deux. » Vladimir envoya aussitôt chercher le jeune garçon, qui, arrivé au camp et instruit de ce dont il s'agissait, lui dit : « Kniaz, je ne connais pas mes forces; fais-les-moi éprouver. Est-il ici un fort et puissant bœuf ? » On en fit venir un d'une force extraordinaire, que le prince fit irriter au moyen d'un fer rouge, et qu'on lâcha furieux contre le jeune garçon. Celui-ci l'attendit sans s'émouvoir, et, l'arrêtant par les cornes et le terrassant d'une main, de l'autre il lui arracha un aussi gros morceau de chair qu'il en put saisir. Sur quoi Vladimir s'écria : « Allons ! tu peux combattre à outrance. » Le lendemain, dès le matin, les Petchénègues vinrent, et commencèrent derechef à crier : « N'avez-vous point enfin votre champion ? le nôtre est prêt. » Le défi cette fois fut relevé. Les deux champions s'avancèrent sur la rive du fleuve; le Petchénègue était, pour la

taille, un véritable géant, et pour la figure horrible à voir. Quand le tenant de Vladimir parut, le Petchénègue se prit à rire, car près de lui ce n'était rien. On fit entre les deux armées un champ clos, et les deux champions marchèrent l'un contre l'autre; ils se saisirent à bras le corps, et, à les juger sur leur taille, la victoire ne devait pas sembler douteuse. Le champion russe toutefois eut le dessus : il étreignit de ses bras et étouffa contre sa poitrine le Petchénègue, qui s'affaissa sur lui-même et tomba mort sur l'arène. A cette vue, les Russes poussèrent des hourras de triomphe, et les Petchénègues prirent la fuite, et, sur la place même de ce duel, Vladimir voulut qu'on élevât une ville, et que cette ville prît le nom de Péréïaslave en mémoire et en l'honneur de cette victoire[1].

La période chrétienne de la vie de Vladimir occupe naturellement une grande place dans le récit de Nestor; il nous le montre, en 994, inaugurant l'église de Sainte-Marie de Kief qui, bâtie par son ordre, venait d'être achevée, et y disant la prière qui suit : « Mon Dieu! du haut du ciel, où tu siéges, daigne descendre « en cette vigne; toi, par qui nos cœurs furent amenés à la raison, afin que nous « te reconnaissions toujours pour le vrai Dieu. Jette un regard sur ce temple, « que ton indigne esclave a édifié en l'honneur et au nom de ta mère, la bonne « Vierge Marie, qui t'a conçu; daigne, en l'honneur et par l'intercession de « cette très-chaste Vierge, exaucer ceux qui viendront ici t'invoquer! » Après sa prière, il ajouta : « Maintenant, je donne à cette église de Sainte-Marie la « dixième partie de tous mes biens et de toutes mes villes. » Puis il en fit placer dans ladite église le serment écrit, et dit : « Que celui qui violera cette disposition soit maudit! » Et il paya la dîme à Anastase le Khersonésien. Cet Anastase, pour lequel il paraît avoir eu une grande prédilection, confesseur assez indigne du Dieu de vérité, si l'on en juge par l'acte qui lui valut les bonnes grâces du grand-prince, fut ainsi le premier administrateur ou curé de la principale église de Kief, qui aujourd'hui encore porte le nom d'église de la Dîme. Ce devait être un prêtre de Kherson, puisque Nestor nous dit que Vladimir lui adjoignit, pour le service de son église, « quelques autres prêtres aussi khersonésiens. » Pour construire l'église de la Dîme, Vladimir avait fait venir, dès 989, des architectes grecs, et il la fit orner des images, des vases et des croix qu'il avait apportés de Kherson. Puis il invita à une grande fête, pour en célébrer l'inauguration, tous les boyards et les anciens de la ville, et fit distribuer de grandes aumônes aux pauvres.

Toutes ses pensées en ce temps semblent avoir eu pour objet la religion qu'il avait embrassée avec tant de ferveur, et s'y rapporter. C'est ainsi qu'un événe-

[1] C'est la ville actuelle de Péréïaslave, située au sud-est de Kief, sur la Troubège, l'un des affluents orientaux du Dniéper comme la Soula. Il y avait, comme on l'a vu, une autre Péréïaslave ou Presthlava (la capitale des Bulgares) sur les bords du Danube. Dans les contes et chansons populaires qui célébrèrent chez les Russes la mémoire de Vladimir, comme chez nous celle de Charlemagne, il est question de *Ian le Tanneur*, *la terreur des Petchénègues*, le héros de ce duel.

ment qui mit sa vie en danger, lui fut peu après une occasion de faire éclater sa foi et sa piété chrétienne. Les Petchénègues ayant renouvelé, en 995, leurs invasions sur les terres russes, et attaqué Vassilief, ville bâtie par Vladimir sur la Stoughna, il marcha contre eux avec peu de troupes, croyant sans doute en avoir aisément raison; mais il fut battu : ses troupes prirent la fuite, et il fut contraint lui-même de se mettre à couvert sous un pont, où les cavaliers petchénègues lancés à la poursuite des Russes ne le croyaient pas caché. Il eut à passer là un périlleux moment, et fit vœu, si le ciel venait à son secours, de bâtir à Vassilief une église en l'honneur de la Transfiguration de Jésus, dont ce jour-là était l'anniversaire. Échappé au péril, il fit construire l'église, et se rendit en personne à Vassilief, l'année suivante, pour en célébrer la dédicace par des réjouissances publiques. Nestor nous dit qu'il fit brasser à cette occasion trois cents tonneaux d'hydromel, et qu'il passa avec les boyards huit jours dans les fêtes; les pauvres reçurent trois cents grivnas pour leur part. Il choisit pour cette inauguration l'anniversaire du jour où il avait été sauvé, qui était, comme nous l'avons dit, celui de la fête de la Transfiguration de Jésus-Christ (6 août).

De retour à Kief, arriva, peu de jours après, la fête de l'Assomption de la Vierge, qu'il voulut cette année célébrer avec une pompe inaccoutumée; il donna un nouveau repas, non-seulement aux princes et aux boyards, mais à tout le peuple. A dater de ce temps, il traita toutes les semaines, dans la gridnitsa ou vestibule de son palais, les boyards, les gridnis (porte-glaive ou gardes du corps du prince), et les centeniers de l'armée. Mais il voulut être aussi le père des pauvres, auxquels il ouvrit l'accès de son Kreml : ils pouvaient venir à toute heure du jour y calmer leur faim; ils y trouvaient des tables dressées à leur intention dans les gridnitsa du palais, du feu pour s'y réchauffer en hiver et des peaux de bêtes pour se vêtir. Sa bienfaisance ne se bornait pas là : « Les malades, disait-il, « ne sont pas en état de venir me voir; » et en conséquence il faisait charrier par les rues et distribuer du pain, de la viande, du poisson, des fruits, du miel et du kvass [1] dans des tonneaux : « Où sont les pauvres et les infirmes? » demandaient les gens du prince, qui avaient ordre de les pourvoir de tout ce dont ils pouvaient avoir besoin. Nestor attribue cette charité de Vladimir, si nouvelle chez les Russes, aux effets bienfaisants du christianisme. Il n'avait pas entendu en vain, dit-il, ces paroles de l'Évangile : « Heureux les miséricordieux, car il leur sera fait « miséricorde; » et celles-ci de Salomon : « Qui donne aux pauvres prête à Dieu. » Elles l'avaient touché, et portaient leurs fruits. L'esprit chrétien avait opéré en lui ce miracle, si bien que, de cruel qu'il était auparavant, il était devenu débonnaire et doux, et même d'une bonté si grande, qu'il répugnait à faire la guerre, et poussait la mansuétude jusqu'à épargner les meurtriers et les larrons. « Voyant le nombre de ceux-ci s'augmenter, rapporte Nestor, les évêques vinrent trouver

[1] Boisson ordinaire des Russes, composée de farine fermentée dans l'eau.

Vladimir, et lui dirent : « Les voleurs et les larrons se sont grandement multi-« pliés; pourquoi ne les punis-tu point? — Je crains, dit Vladimir, de commettre « un péché. — Mais, dirent les évêques, Dieu t'a placé pour châtier les méchants « et récompenser les bons; ainsi la poursuite et le châtiment des larrons t'appar-« tiennent. » Vladimir alors se mit à pourchasser les larrons. Ses scrupules contre la guerre furent de même canoniquement levés. « Il y a autre chose à faire, « dirent les évêques et les anciens de Vladimir; tu as un peuple guerrier et nom-« breux, donne-lui des armes et des chevaux. — J'y consens, dit Vladimir. » Et il suivit l'exemple de son père et de son aïeul. »

Ce naïf récit montre à quel point la guerre était la loi d'existence des Russes-Slaves, mais combien aussi l'esprit de paix et de douceur qui fait le fond du christianisme avait gagné le cœur du fils de celui qui avait dit à Zimiscès : « Nous « sommes des hommes de guerre et de sang. » Il fallut réveiller en Vladimir, nous l'avons dit, canoniquement, sa première passion pour la guerre, assoupie ou éteinte en lui par les maximes de l'Évangile. Il fit donc la guerre pour plaire aux siens, par nécessité, et même justement, mais non plus avec l'ardeur d'un barbare qui a soif de sang et de butin. La chronique ne mentionne, depuis ce moment jusqu'à sa mort, qu'une dernière guerre pour repousser une nouvelle agression des Petchénègues (997), guerre heureuse, à la suite de laquelle ils s'abstinrent pendant longtemps d'inquiéter les Russes; au moins Nestor ne fait-il plus mention de leurs incursions en Russie jusqu'en 1015, soit que Vladimir leur eût ôté l'envie de recommencer leurs attaques en les battant à plate couture, soit que, pour d'autres raisons que l'histoire nous laisse ignorer, ils eussent conclu avec lui une trêve ou une paix plus solide que les précédentes. Le silence de Nestor permet de supposer qu'il vécut depuis en paix avec ses voisins; car, dans l'espace de dix-sept ans que dura encore ce règne, Nestor ne rapporte d'autres faits remarquables que la mort de Malfrida, une des épouses de Vladimir, en 990; celle de Rogniéda, si célèbre par ses malheurs, en l'an 1000; celle d'Isiaslaf, fils de Vladimir et de cette même Rogniéda, en 1001; celle de la tsarine grecque Anne, la dernière de ses femmes, par qui il se fit chrétien, en 1011; la révolte de son fils Iaroslaf, en 1014, et enfin sa propre mort, en 1015. Ces deux derniers faits méritent de nous arrêter un moment, et sont aussi moins sèchement racontés par le vieux chroniqueur.

Iaroslaf, comme prince de Novgorod, nous dit Nestor, avait à payer à Kief un tribut de deux mille grivnas : déjà les principaux et les posadniks de Novgorod en avaient payé mille, quand Iaroslaf refusa de payer le surplus. Il avait dit : « Pourquoi ce tribut qui nous pèse? » Et, quand vinrent les collecteurs de son père pour le toucher, il les chassa de la ville. A cette nouvelle, Vladimir s'écria : « Qu'on prépare les chemins et qu'on jette les ponts! » Iaroslaf était le troisième fils que Vladimir avait eu de Rogniéda, et pouvait avoir gardé des relations avec quelque ancien compagnon de son aïeul Rogvolod le Scandinave; il recourut aux

Varègues de par delà la mer, et il en arriva une troupe à Novgorod pour prêter secours au prince rebelle. Mais, avant que le printemps fût venu (1015), Vladimir tomba malade. D'un autre côté, et dans le même temps, les Petchénègues, qui, depuis de longues années, vivaient en paix avec les Russes, firent une irruption dans la principauté de Kief. Il envoya contre eux son fils Boris, prince de Rostof, celui de ses enfants qu'il chérissait le plus, ne pouvant lui-même ni se porter à leur rencontre, ni marcher, comme il l'avait projeté, sur Novgorod, contre Iaroslaf. « Dieu, dit Nestor, ne permit pas que le diable eût cette joie de voir le fils armé contre le père.» Il eût pu dire tout aussi bien le père armé contre le fils; et, peu après (le 15 juillet), Vladimir mourut à Berestof, sa maison de plaisance, sans avoir autrement réglé les affaires de sa succession.

Il laissait après lui dix enfants mâles légitimes ou légitimés, c'est-à-dire princes, et, selon l'usage du temps, à ce titre apanagés, c'est-à-dire propriétaires de principautés plus ou moins considérables, dont l'ensemble formait la Russie. On a beaucoup blâmé Vladimir, comme ses pères et ses successeurs, d'avoir partagé ses domaines ou sa puissance à ses enfants. On a appelé cela un usage désastreux, et le mot peut être juste; mais les princes du sang de Rurik agissaient en cela, nous l'avons dit plus haut, selon les principes de leur nation. Ce que nous appelons nous-même improprement leur empire était tenu et se gouvernait comme la Gaule sous les rois franks de la première et de la seconde race, selon les lois des fiefs plutôt que comme une monarchie. Sans doute il eût mieux valu qu'il en fût autrement; mais cela ne se pouvait pas, à ce qu'il semble, parmi ces hommes primitifs, obéissant à leurs coutumes nationales, de droit naturel après tout. L'usage dont nous parlons avait alors force de loi, si bien qu'il fut suivi avec une religieuse exactitude par les successeurs de Vladimir à la principale souveraineté de la Russie; et non-seulement les grands-princes, dans la suite, mais les princes apanagés eux-mêmes, allèrent morcelant, divisant et subdivisant les pays de leur domination pour donner des apanages à leurs enfants. Ainsi, par succession de temps, la Russie fut partagée en une foule de petites souverainetés, dont un grand nombre n'étaient que des villages, et l'on vit naître un gouvernement féodal dont les chefs n'étaient pas de simples seigneurs, comme dans les autres parties de l'Europe, mais des princes du sang de Rurik. On sent combien, à la longue, ces divisions et subdivisions durent affaiblir l'État, qui ne put présenter aucune résistance quand, au XIIIe siècle, il fut attaqué et subjugué par les Tatars.

Au demeurant, Vladimir, que l'église russe reconnaît comme *égal aux Apôtres*, et qui a reçu d'elle le nom de saint, a mérité dans l'histoire le surnom de *Grand*, que lui décernèrent ses compatriotes et même quelques écrivains étrangers. Dieu seul sait s'il se fit chrétien par une conviction intime, ou bien, comme le pense un historien arabe du XIIIe siècle, s'il n'y fut porté que par le désir ambitieux de devenir le parent et l'allié des empereurs grecs. Tout porte à croire

qu'en demandant des prêtres chrétiens à Constantinople, il céda, moitié par persuasion, moitié par politique, au mouvement religieux qui s'opérait alors de toutes parts autour de lui, en Hongrie, en Pologne, en Suède, en Norvége et en Danemark[1]. Il était entré en se faisant chrétien, par son mariage avec une Porphyrogénète, dans ce que nous appellerions aujourd'hui le concert européen. Romain II, dit le Jeune, fils de Constantin VII (Porphyrogénète), avait eu de sa seconde femme Téophanon, outre Basile et Constantin, d'abord écartés du trône de leur père par l'usurpateur Nicéphore Phocas, mais que Jean Zimiscès y rappela en 969, et qui furent empereurs après lui, deux filles, Théophanie, femme d'Othon II, empereur d'Allemagne, et Anne, mariée à Vladimir. Le grand-prince de Kief était ainsi devenu non-seulement le beau-frère des empereurs d'Orient, mais celui du chef du saint empire d'Occident. « Il vivait, dit Nestor, en bonne intelligence avec les princes ses voisins, Boleslas le Lithuanien, Stéphane le Ougre et Udalric de Bohême : il existait entre eux paix et amitié. » Stéphane le Ougre, comme l'appelle Nestor, ou Étienne le Hongrois, n'était autre que saint Étienne, premier roi de Hongrie, dont la couronne est restée le talisman de la Hongrie. Il est certain d'ailleurs qu'après avoir embrassé la religion chrétienne, Vladimir dépouilla en grande partie le vieil homme, et se montra tout autre qu'il n'avait été lorsqu'il professait le paganisme. Converti à la foi du Christ, en effet, ce prince, naguère adorateur des idoles de dieux bizarres et féroces, qui aimait à savourer le plaisir cruel de la vengeance et les vils délices de la volupté; ce prince, pour qui les horreurs de la guerre avaient tant de charme, et qui avait commencé son règne par un fratricide, craignait de répandre le sang même des criminels et des ennemis de son pays. Comme prince et comme politique, il racheta ses crimes passés par un gouvernement sage et bienfaisant. Il mit tous ses soins à éclairer la Russie, à en peupler les déserts, à l'enrichir de nouvelles villes, et à lui donner des institutions judiciaires sur lesquelles il aimait à consulter les boyards. Il fonda en Russie les premières écoles, et fit venir de la Grèce non-seulement des prêtres, mais des artistes : enfin les pauvres le regardèrent toujours comme un père. On a vu de quelle manière touchante il s'occupait d'eux.

Vladimir, on le voit, eut quelques titres à l'amour des peuples qui dépendaient de son autorité, et quelques-unes des qualités qui font vivre un nom dans l'his-

[1] Il est à propos d'observer ici que, quoique Photius, patriarche de Constantinople, se fût séparé de l'église latine dans le siècle précédent, le grand schisme d'Orient ne fut consommé que vers le milieu du XIe siècle. Les successeurs immédiats de Photius, malgré quelques divergences de doctrine, continuèrent leurs relations avec le saint-siége. Vladimir embrassa le christianisme sous le patriarcat de Chrysoberge, qui communiquait avec le pontife de Rome (*Acta sanctorum, februarii*, t. III, p. 639). Michel, qui fut le premier métropolite de Russie, fut consacré par Chrysoberge. Ainsi les Russes, convertis au christianisme, furent d'abord unis de communion avec les Latins : c'est ce que l'on ignore généralement en Russie.

toire. Sa figure tranche sur toutes les autres, et il y eut moins du barbare en lui qu'en ses prédécesseurs; il y eut aussi quelque chose du vrai chrétien; il en eut la charité, et devint par là populaire. Son nom se répandit jusqu'en Occident, où le nom des Russes et des Slaves était à peine connu. Dans le Nord et en Orient, on exagéra peut-être, par divers mobiles, ses titres à la gloire. Il est fait mention de lui dans les anciennes annales scandinaves, allemandes, byzantines et arabes. Outre les traditions ecclésiastiques et ce que rapporte Nestor des faits et gestes de Vladimir, sa mémoire s'est conservée dans les contes populaires, où l'on célèbre surtout la splendeur de ses festins et la force des héros ses compagnons de guerre et de conquête. Ces contes parlent de Dobrinia le Novgorodien, d'Alexandre *à la grivna d'or,* d'Ilia Mourometz, du vigoureux Rakhdaï, qui seul attaquait trois cents guerriers, de Ian le Tanneur, la terreur des Petchénègues, et de plusieurs autres chevaliers, paladins de cet autre Charlemagne, dont il est aussi parlé dans les chroniques modernes, la plupart fabuleuses. Les contes ne sont pas de l'histoire, mais ils témoignent de l'idée que l'imagination populaire s'était faite du héros dont ils exaltent les hauts faits, et à ce titre ils méritent l'attention de l'historien. Il y a d'ailleurs, nous le répétons, assez de choses avérées historiquement dans la vie de Vladimir pour expliquer et justifier sa renommée. La Russie lui dut sa première initiation au christianisme. Il fit défricher quelques-uns de ses déserts, et y établit des colons. Sous lui, les Russes prirent connaissance de la fonte des métaux et de la sculpture en bois; il éleva des villes, qu'avec l'aide des artistes de Constantinople il embellit d'églises, de palais et d'édifices publics; en un mot, la Russie lui dut tout ce que la civilisation de cette époque pouvait permettre. L'église russe célèbre la fête de saint Vladimir le 15 juillet de chaque année.

SVIATOPOLK. — « Des princes puissants par leurs féroces vertus ennoblirent « la première époque des annales russes. Leur mémoire traverse cette profonde « obscurité comme des étoiles percent les nuages pendant une nuit orageuse. Or, « le seul son de ces noms bizarres réveille l'imagination et fait appel à la curio- « sité. Rurik, Oleg, la reine Olga, saint Vladimir, Sviatopolk, Monomaque, sont « des personnages dont le caractère ne ressemble pas plus que le nom à celui de « vos grands hommes de l'Occident. » Ces paroles d'un prince russe de nos jours, d'ailleurs fort dégagé de préjugés touchant sa patrie[1], caractérisent à merveille, ce nous semble, les hommes du pays et du temps qui nous occupent. Sviatopolk n'est pas la moins extraordinaire figure de cette première époque de l'histoire de Russie; seulement, on ne peut dire de lui qu'il ait ennobli les annales russes par ses féroces vertus: il n'eut que des vices féroces, et si étranges, qu'ils étonnent l'historien au milieu même des choses étranges dont ces annales abondent.

[1] Le spirituel prince Kosloffski (dont madame de Staël disait, faisant allusion à son extrême embonpoint : *C'est un Russe engraissé par la civilisation*) à M. de Custine. (Voir *la Russie*, par le marquis de Custine, lettre v.)

Neveu ou fils de Vladimir, car ce point est demeuré douteux même pour Vladimir, Sviatopolk était à Kief au moment de la mort du grand-prince. « Sviatopolk, fruit de l'adultère, nous a dit Nestor, n'était point aimé de son père, car il pouvait être le fils de Iaropolk ou de Vladimir. » On a vu, en effet, que celui-ci avait cohabité avec la veuve de Iaropolk, sa belle-sœur, aussitôt après la mort de son frère : de telle sorte que ni elle ni lui ne savaient au juste par lequel des deux cet enfant, que Vladimir considéra néanmoins comme sien, avait été engendré. On a vu également que, malgré le doute qui planait sur sa naissance, il avait reçu, lors du partage que fit Vladimir entre ses fils, la ville et le gouvernement de Tourof en apanage. C'était un de ces monstres à face humaine que la barbarie seule produit; et la chronique raconte que les gardes de Vladimir, redoutant ce que pourrait faire en un tel moment un homme qui s'était déjà montré avide et cruel en plus d'une circonstance, et afin de laisser à Boris le temps de revenir à Kief où ils voulaient le choisir et proclamer grand-prince à la place de son père, résolurent de cacher la mort de celui-ci à Sviatopolk, et, à cet effet, de l'inhumer secrètement. Ils enveloppèrent le mort dans un tapis, brisèrent le plancher de l'antichambre pour lui en faire un cercueil, le descendirent à l'aide de cordes, et le transportèrent nuitamment, sur un traîneau, de Berestof dans l'église de Notre-Dame de Kief, qu'il avait lui-même fait édifier. Le secret toutefois ne put être assez longtemps gardé pour donner à Boris le temps d'arriver, et Sviatopolk, qui avait naturellement un parti, se mit sur-le-champ en mouvement pour s'emparer du titre de grand-prince de Kief et déposséder ses frères ou ses cousins, comme on voudra les appeler, de leurs principautés, en commençant par ceux qui se trouvaient le plus à sa portée. On lit dans Dittmar, historien allemand contemporain, que Sviatopolk, étant prince de Tourof, avait épousé, du vivant de Vladimir, la fille de Boleslas, roi de Pologne, et avait essayé, à l'instigation de son beau-père, de se soustraire à la domination de la Russie (vers l'an 1012, sans doute); mais que ce projet de révolte étant venu à la connaissance du grand-prince, celui-ci l'avait fait enfermer dans une prison, avec sa femme et un évêque allemand, nommé Rheinberg, qui avait accompagné à Tourof la fille de Boleslas. Quoique, vers la fin de sa vie, Vladimir lui eût pardonné et l'eût comblé de faveurs, Sviatopolk n'en ressentit pas moins une grande joie à la mort de celui qui était à la fois son oncle, son père et son bienfaiteur, et se hâta d'en profiter. Il convoqua les citoyens de Kief, s'en fit proclamer grand-prince, et leur distribua une grande partie des trésors de Vladimir, que les Kiviens prirent, « encore, dit Nestor, qu'ils ne lui fussent aucunement attachés de cœur, mais bien à son frère Boris[1]. »

[1] Boris était un nom bulgare; le prince de Rostof était fils en effet de l'épouse bulgare de Vladimir, qu'il avait prise soit chez les Bulgares du Volga, soit chez ceux du Danube; ces derniers ont eu plusieurs rois ou krâls du nom de Boris, Vorize ou Borich, contraction, ce semble, de Bogoris ou Bogorich, nom de physionomie plutôt scythe ou finnoise que slave.

Déjà Boris, qui n'avait pu joindre les Petchénègues, revenait avec ses troupes et campait sur les bords de la rivière d'Alta. Là, on vint lui annoncer la mort de son père. A cette nouvelle, Boris s'abandonna à sa douleur. En vain les compagnons des victoires de Vladimir cherchèrent à ranimer son courage : « Kniaz, lui disaient-ils, la garde et les guerriers de ton père sont avec toi. Marche sur Kief et deviens grand-prince. » Boris leur répondit : « Puis-je lever la main contre un frère aîné, que je dois regarder comme mon second père? » Cette délicatesse de sentiment, dit Karamsin, fut considérée comme une preuve de pusillanimité, et, abandonnant un prince trop généreux, ses soldats allèrent rejoindre celui dont l'ambition leur paraissait un titre à la souveraineté.

Cependant Sviatopolk, qui avait ses projets, envoya un message à Boris avec ces mots : « Je veux et souhaite entretenir avec toi commerce d'amitié; viens « donc, que je te remette, avec la part d'héritage qu'a fixée notre père, ce que « ma tendresse pour toi te réserve. »

Boris crut à ces paroles, et il se disposait à se rendre à Kief, quand déjà Sviatopolk était près de lui. Arrivé secrètement et de nuit à Vouitchgorod, ville voisine du lieu où campait encore Boris, il en avait gagné les boyards à sa cause et leur avait persuadé de tuer son frère. Ils se portent cette même nuit au bord de l'Alta et s'approchent de la tente du prince; ils y entrent, et y trouvent le pieux Boris, agenouillé et faisant sa prière du matin (chantant matines, dit Nestor); ils le frappent de leurs épées. Le prince n'avait auprès de lui qu'un fidèle serviteur, ou plutôt un ami : c'était un jeune homme, Ougre (Hongrois) d'origine, nommé George; il servait affectueusement Boris, et portait au cou, attachée à une chaîne, une grande médaille d'or que son maître lui avait donnée [1]. Les assassins le frappent également, et, pour lui arracher plus vite, par avidité sans doute, cette riche marque d'honneur, ils lui coupent la tête. Le crime accompli, ils enveloppent Boris dans la toile de sa tente, le placent sur un chariot et le transportent à Vouitchgorod, où Sviatopolk les attendait. Mais, en découvrant le corps qu'on croyait inanimé, on s'aperçut qu'il respirait encore; Sviatopolk s'alarme, et ordonne à deux Varègues de l'achever. Les boyards assassins furent récompensés par Sviatopolk, et se firent gloire de leur action. Les noms de ces misérables, dit Nestor, sont Putscha, Talez, Élovitch et Lachko.

Gleb, autre fils que Vladimir avait eu de la même femme que Boris, était prince de Mourom. Avant que la nouvelle de la mort de son père lui soit parvenue, des émissaires de Sviatopolk vont le presser de venir en toute hâte à Kief pour assister, lui fait-il dire, aux derniers moments de leur père malade. Il part, peu accompagné; chemin faisant, près du Volga, son cheval s'abat, et il se blesse au

[1] Proprement Nestor dit que ce jeune homme avait au cou une *grande grivna d'or*. Ce devait être ou une monnaie ou une médaille de Constantinople; car les Russes, à cette époque, ne frappaient encore ni médailles ni monnaies.

pied. Néanmoins il poursuit sa route vers Smolensk, gagne le Dniéper, et s'y embarque sur un canot avec sa suite ; mais, à peu de distance, les affidés de Sviatopolk qui, dans une autre barque, le suivaient comme pour lui faire cortége, jettent le masque ; ils avaient ordre de ne le tuer que quand il se serait rapproché de Kief, et, jugeant le moment venu, ils sautent dans sa barque, la hache et le sabre à la main. Les gens de la suite de Gleb firent quelque résistance, mais les assaillants étaient en plus grand nombre, et il fallut céder à la force. Le chef de ceux-ci, nommé Goraser, ordonne aux propres serviteurs du prince de Mourom de tuer leur maître, et l'un d'eux, son cuisinier, nommé Tortchin, pour gagner sans doute les bonnes grâces de Sviatopolk, prit un couteau et le plongea dans la gorge de Gleb. Son corps fut lié entre deux planches et jeté au rivage. Quelques pauvres pêcheurs le recueillirent secrètement, et l'enterrèrent sous un tertre, au pied d'un bouleau, d'où il fut dans la suite transporté et placé près de celui de son frère Boris, dans l'église de Saint-Basile, à Vouitchgorod.

Sviatoslaf, prince des Drevliens, craignant pour sa vie en apprenant ces deux sanglantes exécutions, voulut, dit un historien moderne, chercher un asile auprès d'André, roi de Hongrie, qui avait épousé sa sœur Prémyslava. Mais il y a ici un double anachronisme. André Ier ne monta sur le trône de Hongrie qu'en 1047, et n'épousa que beaucoup plus tard, non Prémyslava, mais une nièce de celle-ci, fille d'Iaroslaf ; c'était par conséquent auprès du roi saint Étienne que Sviatoslaf voulait se réfugier. Atteint en route par les satellites que Sviatopolk avait envoyés à sa poursuite, il fut pareillement égorgé, lui troisième, au moment où il allait franchir les monts Krapaks, et commençait à croire ses jours en sûreté. L'église russe, ainsi que celle de Rome, ont placé dans leur martyrologe, au 24 juillet, Boris et Gleb, l'un sous le nom de Romain, l'autre sous celui de David, qu'ils avaient reçu au baptême.

C'est ainsi que Sviatopolk *succéda* à son père dans les quatre principautés de Kief, de Rostof, de Mourom et du pays des Drevliens, en attendant qu'il pût lui succéder par le même procédé dans le reste des principautés russes gouvernées par les autres enfants de Vladimir. Il avait pour cela commis trois fratricides en quelques mois, et il n'eût pas, ce semble, reculé devant six autres, s'il avait pu les commettre avec la même facilité ; mais il était loin de compte encore, et le sang des trois frères égorgés ne tarda pas à trouver un vengeur.

Iaroslaf, qui s'était préparé à résister à son père et avait à cet effet, comme nous l'avons dit, fait venir d'au delà de la Baltique un corps de Varègues, apprenant à Novgorod la mort de Vladimir, avait résolu peut-être déjà d'en revendiquer la succession, lorsqu'il reçut par un message de sa sœur Predslava la nouvelle du double fratricide de Sviatopolk (celui-ci n'avait pas encore fait tuer le prince des Drevliens, Sviatoslaf). Redoutant pour lui-même le sort de ses frères assassinés, Iaroslaf n'hésita pas à se déclarer contre l'usurpateur qui les avait immolés à son ambition pour rester maître de leurs apanages ; il persuada aux Novgorodiens et aux Varègues de l'aider à s'emparer de Kief, mais il ne put se

mettre en marche que l'année suivante (1016). Prenant Dieu à témoin : « Ce n'est pas moi, dit-il, qui ai tué mes frères, mais Sviatopolk : que Dieu venge donc le sang de Gleb, de Boris et de Sviatoslaf, le sang innocent qu'il a répandu sans aucune pitié ni merci! Aussi bien l'assassin songe-t-il déjà peut-être à me traiter de la même façon. »

Sviatopolk en effet y songeait. Instruit des projets de son frère, il avait levé une armée de Slaves et de Tchoudes, et pris à sa solde un corps de cavaliers Petchénègues, avec lesquels il s'était porté au-devant d'Iaroslaf, et déjà il campait sur la rive gauche du Dniéper, près de Lubetch, lorsque le prince de Novgorod vint établir son camp sur la rive opposée. Les deux armées, égales à peu près en nombre, restèrent là en présence, ni l'une ni l'autre n'osant se hasarder à traverser le fleuve. Trois mois ainsi s'écoulèrent, et l'automne arriva sans que la moindre action eut eu lieu entre elles. A la fin, un des voïévodes de Sviatopolk s'approchant des bords du fleuve, se mit à railler ceux de Novgorod, disant : « Que venez-vous faire ici avec votre boiteux? (Iaroslaf avait ce défaut de nature.) N'êtes-vous tous que des charpentiers? Si c'est pour travailler de votre métier que vous êtes venus, parlez; nous vous donnerons maisons à bâtir. » Piqués au vif par ce sarcasme, les Novgorodiens allèrent trouver leur prince. « Kniaz, lui dirent-ils, demain nous passerons le fleuve pour combattre, et nous mettrons à mort ceux d'entre nous qui oseraient reculer. » Sviatopolk passait une partie de ses nuits à boire et à jouer avec ses familiers, et l'un des espions d'Iaroslaf lui avait garanti le succès d'une irruption inattendue dans le camp ennemi vers la cinquième heure de la nuit. Il profite de l'ardeur que manifestent les Novgorodiens, et le lendemain, avant le jour, traverse le Dnieper avec eux : arrivés au rivage, ils sautent à terre, et abandonnent leurs barques au courant du fleuve, résolus à vaincre ou à mourir; leur prince les conduit droit au camp de Sviatopolk. Celui-ci s'était enivré selon sa coutume, et cuvait son vin sous sa tente. Il se réveille au bruit des siens qui, surpris, ne peuvent résister au choc des assaillants et fuient de toutes parts[1]; il cherche en vain à les rallier, et se voit bientôt lui-même contraint de chercher son salut dans la fuite : il abandonne son camp aux vainqueurs, et va chercher un refuge, non à Kief, où il craint sans doute d'être mal accueilli après sa défaite, mais en Pologne, auprès de son beau-père le roi Boleslas, surnommé à juste titre le Brave.

Iaroslaf, victorieux, entra dans Kief, et y régna d'abord deux ans sans obstacle (1016 et 1017); mais Sviatopolk ne s'était pas réfugié près de son beau-père le roi de Pologne pour se résigner à y vivre en prince déchu; il sut l'intéresser à sa cause. Boleslas ne put toutefois songer à le rétablir sur-le-champ dans sa principauté perdue. Il faisait alors la guerre en Allemagne à l'empereur Henri II, et

[1] Les eaux, dit Nestor, commençaient à geler; resserrés entre deux lacs, les gens de Sviatopolk, vivement poussés, furent contraints, pour effectuer leur retraite, de s'aventurer sur la glace, qui rompit sous eux, et beaucoup y périrent.

toutes ses forces étaient occupées de ce côté; mais, ayant vaincu les Allemands en plusieurs rencontres, il fit enfin la paix avec l'Empereur, et tourna ses armes contre la principauté de Kief. Boleslas avait d'ailleurs une raison politique d'entreprendre cette guerre : Vladimir le Grand, comme on l'a vu, avait fait quelques conquêtes sur la Pologne sous le père et prédécesseur de Boleslas, Metchislaf, premier voïévode chrétien de Pologne; Boleslas voyait une occasion de les reprendre en secourant son indigne gendre contre Iaroslaf, et, au printemps de l'année 1018, il se mit en campagne sans déclaration préalable de guerre, franchit le Dniester, s'empara de quelques villes de la Podolie actuelle (d'une prise facile, n'étant construites qu'en bois), et s'achemina avec son armée vers les rives du Boug [1].

Les historiens polonais rapportent que, loin de s'attendre à l'attaque de Boleslas, Iaroslaf pêchait tranquillement dans le Dniéper lorsqu'il reçut le courrier qui lui apportait la nouvelle du danger dont il était menacé, et que, jetant à terre sa ligne et ses hameçons, il dit : « Ce n'est pas le moment de songer à ses plaisirs, il faut aller au-devant de l'ennemi. » Et incontinent, avec les troupes qu'il put rassembler autour de lui, il marcha à la rencontre du roi de Pologne. Il le trouva campé sur la rive droite du Boug, et il établit son camp sur la rive gauche, résolu d'y attendre la bataille. Boleslas semblait hésiter à tenter le passage du fleuve, quand un incident vint hâter l'heure de l'action. Iaroslaf avait avec lui son vieux gouverneur et voïévode Boudi, lequel, s'étant approché du rivage, se prit à dire, en parlant de Boleslas : « Nous percerons bientôt ce gros ventre. » Boleslas était d'un embonpoint extraordinaire, et si énorme qu'il pouvait à peine se remuer; mais il avait l'esprit ardent et toute l'activité d'un héros. Cette raillerie le mit hors de lui, et il dit à ses soldats : « Je veux mourir si je n'ai raison d'un tel affront ! » Il monte à cheval, et s'élance dans le fleuve; son armée le suit. Celle des Russes, qui avait eu à peine le temps de prendre les armes, ne s'oppose que dans le plus grand désordre à l'impétuosité des Polonais, et est mise en déroute. Iaroslaf laissa le champ de bataille à son vaillant ennemi, et s'enfuit à Novgorod, accompagné seulement de trois hommes. Des rives du Boug à Kief, Boleslas ne rencontra aucune résistance sérieuse et qu'un petit nombre de villes faiblement peuplées, et toutes bâties en bois, qui s'empressèrent de lui faire leur soumission. De longs espaces déserts les séparaient. Encore aujourd'hui, il en est ainsi de cette fertile Ukraine, comme de presque toute la Russie : le désert ne s'est pas peuplé. Ce sont partout de grandes plaines « qui semblent cultivées par des mains invisibles, tant les habitations et les habitants sont rares. » Tel est ce pays au XIX[e] siècle. Il y a tant d'espace en Russie que tout s'y perd, même les châteaux, même la population. On dirait qu'on traverse un pays dont la nation vient de s'en aller. Combien plus devait-il en être

[1] Recepitque civitates, expugnatu faciles (ligneæ enim erant) usque ad flumen Bug.

ainsi au XI[e] siècle. Une forteresse ayant refusé de se rendre, le roi la prit d'assaut, et en envoya la garnison esclave en Pologne. Il assiégea ensuite la ville de Kief, qui, mieux fortifiée que les autres, voulut se défendre; mais bientôt les habitants, découragés, ouvrirent leurs portes : l'évêque, accompagné du clergé en habits sacerdotaux, la croix en tête, alla au-devant de Boleslas et de Sviatopolk, qui, le 14 août, entrèrent dans cette « mère des villes russes », où se trouvaient les sœurs d'Iaroslaf. On doit ces détails à l'historien allemand contemporain Dittmar, évêque de Mersebourg, esprit fort lucide, et qui avait auprès du roi de Pologne plusieurs amis, témoins oculaires de ces événements. Dittmar ajoute que le roi député à l'instant l'évêque de Kief vers Iaroslaf pour lui proposer l'échange de ses sœurs contre la princesse fille de Boleslas et femme de Sviatopolk, qui, à ce que nous apprend le même historien, avait été retenue en Russie lors de la fuite de son mari en Pologne, et qui, probablement, se trouvait alors renfermée dans les environs de Novgorod, ou dans quelque autre province du Nord, échange qui, à ce qu'il paraît, ne se fit pas [1].

Le nouveau règne de Sviatopolk, ainsi rétabli par un secours étranger dans la principauté de Kief, fut de courte durée. Sviatopolk lassa bientôt son protecteur et beau-père le roi de Pologne, et se l'aliéna même entièrement par une insigne trahison, tandis qu'à Novgorod Iaroslaf reprenait courage, et trouvait des ressources imprévues dans le dévouement des Novgorodiens à sa fortune.

Le vaincu de Boleslas était arrivé fort abattu à Novgorod, et, appréhendant d'être poursuivi par les armes victorieuses des Polonais jusque dans sa principauté des bords du Volkhof, il voulait se réfugier chez les Varègues d'au delà de la mer, pour y chercher de nouveaux renforts; mais il en avait été noblement empêché par un posadnik de la ville nommé Kosniatin, fils du célèbre Dobrinia, qui, avec l'aide de quelques habitants, mit le feu aux navires préparés pour le départ du prince, disant : « Nous pouvons bien encore une fois nous mesurer avec Boleslas et Sviatopolk. » Iaroslaf avait alors renoncé à son voyage, et les Novgorodiens s'étaient imposé, pour subvenir aux frais de la guerre et à l'entretien des Varègues déjà engagés au service de leur prince, une contribution volontaire de quatre kounes ou peaux de martre par personne, avaient

[1] Dittmar dit que neuf sœurs d'Iaroslaf et sa femme se trouvaient alors à Kief; Nestor ne mentionne que deux filles de Vladimir, mais peut-être ne parle-t-il que de celles qui avaien rang de princesses comme filles légitimes, et non des filles naturelles, dont Vladimir devait avoir un grand nombre. Un autre historien, Narouchevitch, donne à l'évêque de Kief le nom d'Anastase (Hist. Narod. Polk, t. II, p. 191); c'était, selon toute apparence, l'ancien favori de Vladimir, Anastase le Khersonésien. Les historiens polonais racontent que, pour attester son triomphe, Boleslas, à son entrée à Kief, fendit en deux avec son cimeterre la porte d'Or de la ville (*illam in sui medio dividens*); ils ajoutent que cette arme formidable, *donnée à Boleslas par un ange*, et conservée en dépôt dans l'arsenal de Cracovie, fut appelée l'*Ébréchée*, à cause de l'entaille qui lui fut faite lorsqu'elle servit à fendre la porte de Kief. (*Voyez* Dlougosch, Bogoufal, p. 25, Martin Gallus, p. 62, et Kadloubek, p. 645.)

levé eux-mêmes parmi eux quelques milliers d'hommes, les plus jeunes et les plus braves d'entre eux, et déterminé Iaroslaf à reprendre avec cette armée l'offensive contre Sviatopolk au printemps suivant.

Les affaires d'Iaroslaf s'étaient ainsi relevées dans son apanage pendant l'hiver qui suivit sa défaite, et tout était prêt de son côté pour une nouvelle expédition vers le Dniéper, lorsque l'insensé Sviatopolk, comme l'appelle Nestor, prit soin de le délivrer du plus dangereux de ses ennemis. Boleslas, après la restauration de son gendre, avait congédié ses alliés (il avait avec lui un corps d'Allemands auxiliaires), et, voulant lui-même hiverner à Kief, il avait fait prendre leurs quartiers d'hiver à ses Polonais dans les environs, ne gardant près de lui qu'un corps d'archers et de hallebardiers d'élite. L'air d'autorité naturel à la personne et aux actes du roi, et le surnom de Brave (*Chrabri*) qu'il reçut des Russes eux-mêmes[1], déplurent, à ce qu'il paraît, à Sviatopolk; et pour s'affranchir de l'espèce de tutelle que son beau-père avait le droit d'exercer sur lui, il trouva tout simple et d'une bonne politique de faire tuer tous les Polonais que leur roi avait distribués en cantonnements dans les villes et villages de la province de Kief par bandes peu nombreuses, et qui, pensant vivre avec des amis, ne prenaient aucune précaution. « A la honte du nom russe, dit Karamsin, ses ordres infâmes trouvèrent des exécuteurs. » Et il fut fait des Polonais partout, le même jour, un lâche et perfide massacre. Avec un tel homme, Boleslas pouvait craindre pour lui-même d'être mis à mort par trahison, et il sortit de Kief indigné, emmenant avec lui, comme d'un pays conquis, outre plusieurs boyards russes, les sœurs d'Iaroslaf prisonnières. Suivant le rapport de Dittmar, confirmé par Nestor, Boleslas, pour se venger du refus qu'il avait essuyé autrefois de Predslava, l'une de ces princesses, lorsqu'il lui avait offert sa main, la força, en cette circonstance, à devenir sa maîtresse. Le pope grec Anastase, ancien favori de Vladimir, qui avait su gagner la confiance du roi de Pologne, devint son trésorier et partit avec lui, emportant les trésors de l'église de la Dîme. C'est ainsi, dit Karamsin, qu'après avoir trahi sa première patrie, son intérêt personnel lui fit trahir la seconde. Les historiens polonais racontent que Boleslas, attaqué dans sa retraite par Iaroslaf, qui, marchant sur Kief, et informé que le roi de Pologne en était parti avec un faible débris de son armée, s'était mis à sa poursuite, et l'avait joint sur les bords du Boug, soutint vaillamment, avec la poignée de braves qui l'accompagnaient, le choc de forces cent fois plus considérables, et défit une seconde fois le prince russe, presque au même endroit où il l'avait vaincu l'année précédente. Deux fois témoin du deuil des armes russes, le fleuve fut surnommé, du nom d'un ancien dieu slave, dieu de malheur, Tchernoï-Bog (le Boug ou le *Fleuve Noir*). Boleslas quitta de la sorte la Russie

[1] *Chrabri*, hoc est *Acris* appellationem, propter excellentem virtutem et animi magnitudinem, à Russis tributam, accepit.

en vainqueur, et conserva sous sa domination les contrées de la Russie Rouge qu'il y avait fait entrer, savoir : la plus fertile partie de l'Ukraine et la Podolie tout entière, et emporta dans ses domaines les trésors immenses, dit-on, qu'il avait enlevés à Kief; il en distribua une partie à ses soldats, et employa l'autre à la construction de plusieurs églises dans son royaume, laissant le champ libre à Iaroslaf contre Sviatopolk.

Quoique vaincu sur le Boug, Iaroslaf ne désespéra pas de sa cause : il marcha résolûment sur Kief, où Sviatopolk, abandonné de son beau-père, et faiblement appuyé par les habitants, n'osa pas l'attendre; et, pour la seconde fois, le prince de Novgorod s'installa en maître sans coup férir dans le kreml de son père Vladimir, bâti par son aïeul Sviatoslaf, tandis que son frère fugitif allait chercher un refuge, non plus cette fois en Pologne, mais chez les Petchénègues, ces éternels ennemis de la Russie.

Accueilli par eux comme un hôte, Sviatopolk implora leur secours, et, à la tête d'un corps de ces vaillants Barbares, ne tarda pas à revenir tenter la fortune contre Iaroslaf. Averti de sa marche, celui-ci se porta au-devant de lui, et l'attendit campé proche de l'Alta, à la place même où avait été assassiné Boris. Sviatopolk vint l'y attaquer, altéré de vengeance, et pour la quatrième fois nourrissant la pensée de Caïn. L'action s'engagea aussitôt que les deux frères furent en présence. C'était un vendredi, dit Nestor, et la plaine de l'Alta fut bientôt couverte et rougie du sang des guerriers de l'une et de l'autre armée. Les fidèles Novgorodiens avaient juré de périr pour Iaroslaf plutôt que d'obéir jamais à son odieux frère. Les Petchénègues s'étaient, dès le point du jour, jetés sur eux le coutelas à la main, et des deux parts on n'usa ni de flèches ni de lances. Le combat fut tel qu'on n'en avait jamais vu de pareil en Russie. Les combattants se prenaient au corps et s'entr'égorgeaient dans une mêlée affreuse qui dura tout le jour; trois fois elle devint si furieuse, « que le sang coulait comme le torrent des montagnes. » Finalement, sur le soir, Iaroslaf remporta la victoire, et Sviatopolk, mis en fuite, chevaucha au large. Mais au milieu de sa fuite, sa raison s'altéra. « Le diable, dit Nestor, s'empara du misérable, et il tomba en tel affaissement qu'il ne pouvait plus se tenir à cheval. Il fallut le porter en litière, et continuer ainsi la fuite jusqu'à ce qu'on eût passé l'Alta; et, pendant que ses hommes le portaient de la sorte, il s'écriait : « Ah! vite, vite! Fuyez! ils me poursuivent! » Or, ses gens regardaient derrière eux pour voir si l'ennemi les pourchassait, mais ils ne voyaient personne. Toutefois ils fuyaient à la hâte, ce qui n'empêchait pas que, tout malade et couché qu'il était, lorsque par moment on s'arrêtait un peu, il s'écriât derechef : « Ah! ah! ils me poursuivent, les voilà! Fuyez! fuyez!... » C'est ainsi qu'il ne pouvait s'arrêter nulle part, et fuyait à travers champs, poursuivi par la colère de Dieu. » Il traversa le Dniéper, et fut transporté par ses derniers serviteurs qui se relayaient les uns les autres, et dont plusieurs moururent en chemin de fatigue et de faim, au delà des marais de Minsk et des

sources de la Pripète, dans Brzest, ville de son ancienne principauté de Tourof. Ne s'y croyant pas encore en sûreté, et n'osant plus recourir à la générosité de Boleslas, il traversa précipitamment la Pologne, et alla misérablement mourir dans un désert de la Bohême, après un règne orageux de quatre ans, si une telle domination peut s'appeler un règne.

Iaroslaf. — Iouri ou Georges Iaroslaf[1] se trouva dès lors, disent les historiens modernes, paisible possesseur de Kief (1019). Mais c'est là une de ces nombreuses illusions d'optique, si l'on peut ainsi dire, qu'on se fait à distance sur les récits de seconde main, et qui s'évanouissent par l'examen scrupuleux des sources originales. S'il fut dès ce moment maître de Kief, il ne le fut pas du moins sans contestation; il ne fut pas surtout en possession de la suzeraineté sur les autres principautés russes, qu'avait exercée Vladimir à titre de grand-prince. La chronique de Nestor ne mentionne, il est vrai, que deux tentatives à force ouverte contre lui, de la part des apanagés de sa famille : la première, qui ne fut qu'un acte d'agression et de pillage sans conséquence; la seconde, plus redoutable, et qui fut une véritable compétition de pouvoir. Mais ces deux tentatives prouvent à quel point était précaire cette autorité que, de loin, on tient pour monarchique, et qui n'avait de la monarchie que l'apparence. Grand-prince de fait, mais non monarque obéi, dans l'acception moderne, par la force d'un principe généralement accepté, tel fut Iaroslaf, comme après lui le furent longtemps encore les descendants russes-slavisés de Rurik. Son neveu, le prince de Polotsk, Briatchislaf, fils d'Isiaslaf (son frère de père et de mère, né, comme Iaroslaf, de Vladimir et de Rogniéda, et mort en 1001), fut l'auteur de la première : il s'empara, en 1020, de Novgorod, leva tribut sur la ville, et en emmena un grand nombre de captifs. Mais, comme il revenait de son audacieuse expédition à la normande, Iaroslaf, survenant, l'atteignit sur les bords de la Soudoma, dans le gouvernement actuel de Pskof, le défit, et délivra les prisonniers, qu'il renvoya à Novgorod. Briatchislaf se réfugia dans son pays de Polotsk, mais il est probable qu'il fit la paix avec son oncle, la chronique ne parlant plus de leurs dissensions.

Trois ans plus tard (1023) eut lieu la seconde tentative qui mit en question la puissance du grand-prince : un de ses frères, Mstislaf, qui tenait de leur père la principauté lointaine de Tmoutorakan, au delà du Bosphore cimmérien, prince bouillant et belliqueux, lui déclara la guerre, on ne nous dit pas à quel sujet, guerre qui dura trois ans entiers. Mstislaf, qui dominait alors dans l'ancien royaume des Khozares, et avait subjugué plusieurs tribus de Kasogues ou Kasaks, appartenant à la grande race des Tcherkesses ou Circassiens, voisins orientaux de ses provinces, et souche, comme nous l'avons dit, des modernes

[1] Iouri était le nom qu'il avait reçu au baptême lors de la grande conversion des Russes au christianisme, en 988, comme Vladimir avait reçu celui de Vassili ou Basile, Boris celui de Romain, Gleb celui de David, etc.

Cosaques, vint de Tmoutorakan à Kief à la tête d'une armée de cavaliers kasogues et de fantassins khozares. Iaroslaf était absent de Kief, et en ce moment à Novgorod; mais les Kiviens résistèrent à l'agresseur, et refusèrent de le prendre pour prince. Mstislaf alors renonça à en faire le siége, et, poussant ses compagnons plus loin, sur la rive gauche du Dniéper, remonta la Desna, s'empara de Tchernigof, ville des Sévériens, et s'établit là avec ses Kasogues et ses Khozares, levant des tributs et des hommes dans cette principauté pour s'y maintenir et faire valoir ses prétentions contre son frère. Manquant de troupes pour marcher contre lui, Iaroslaf envoya de Novgorod, selon l'ancien usage, quérir aide et secours, dit Nestor, de l'autre côté de la mer, chez les Varègues, c'est-à-dire près de son beau-père, roi en Scandinavie. Iaroslaf, en effet, avait épousé, vers l'an 1019, à Novgorod, Ingigerda, fille d'Olof, roi de la Suède propre ou Svealand, de qui elle avait reçu en dot la ville d'Aldeïgabourg ou vieille Ladoga, possession des Scandinaves, voisine du lieu où s'est élevée depuis la ville de Pierre le Grand, au nom germanique (Petersbourg)[1]. Les rapports étaient toujours étroits, comme on voit, entre quelques-uns des descendants de Rurik et la mère-patrie. Un chef scandinave, nommé Iakoun, amena ses hommes à Iaroslaf. Ce Iakoun, qui portait sur ses yeux malades un bandeau brodé d'or, pouvait à peine distinguer les objets; mais il aimait la guerre et les aventures. Iaroslaf entra avec lui dans la province de Tchernigof, à la tête d'un corps de Slaves et de Tchoudes, mais comptant surtout sur les Varègues de Iakoun. Il trouva son frère campé près de Litsven, au bord du Rouda. L'armée de Mstislaf était composée de Sévériens ou Tchernigoviens, et de ces Kasogues et Khozares qui l'avaient aidé à porter jusque-là sa domination, si loin de sa principauté phanagorienne d'outre-Crimée. De ces anciens ennemis qu'il avait soumis par les armes et émerveillés de sa bravoure personnelle, il s'était fait de fidèles compagnons de guerre et des amis, et lui-même les aimait particulièrement et les considérait comme sa véritable armée. Iaroslaf et Iakoun rangèrent leurs troupes en ordre de bataille, les Varègues au centre, les Slaves et les Tchoudes aux deux ailes. Mstislaf, de son côté, rangea les siennes, mais aux meilleurs guerriers de son frère il opposa ceux des siens à la vie desquels il tenait le moins, ayant soin de placer les Sévériens, dont d'ailleurs il connaissait l'intrépidité, au centre, vis-à-vis des Varègues, et réservant les ailes pour lui et les soldats venus avec lui de ses possessions orientales.

[1] Voyez Stroulezon, *Hist. Regn. Sept.*, t. I, p. 517. — « Ingigerda, dit cet annaliste, confia le gouvernement d'Aldeïgabourg à son parent le prince Rognvold. » En retranchant la syllabe *ga*, Aldeïgabourg signifie, en langue gothique, la *Vieille Ville;* mais ce nom peut lui avoir été donné aussi à cause du lac Ladoga, qui s'appelait anciennement *Aldagen* ou *Aldoga* (Voir le Dictionnaire géographique de Miller au mot *Ladoga*, et Schlozer, *Nord. Gesch.*, p. 501). La ville de Ladoga, certainement bâtie, au temps de Rurik ou antérieurement, par les Varègues, conquérants des provinces slaves du Nord, pour communiquer librement avec leurs compatriotes par le golfe de Finlande, aura été appelée Aldeïgabourg, c'est-à-dire ville d'Aldoga. Le nom d'*Aldoga* s'est changé en *Ladoga* par la transposition d'une lettre.

Nestor fait du combat qui suivit un récit animé. Ce fut un combat dans un orage. Au moment où les deux armées allaient en venir aux mains, il se fit une obscurité profonde, avec accompagnement de pluie, d'éclairs et de coups de tonnerre. « C'est le moment! dit Mstislaf à son armée; marchons! » Des deux côtés on s'ébranle. Les Varègues et les Sévériens commencent l'action : ils s'attaquent de front avec une sorte de rage, se mêlent et s'entre-tuent. Au feu des éclairs, les armes reflétaient une lueur sinistre, et le bruit de la foudre couvrait les cris des combattants. Mstislaf laisse cette mêlée durer quelque temps sans y prendre part; tout à coup il se jette avec les siens sur les Varègues, dont un grand nombre avait déjà succombé dans leur lutte avec les Sévériens, où ils avaient eu tour à tour le dessus et le dessous, et décide la victoire. Iaroslaf fut vaincu; le brave Iakoun, prince des Varègues, comme l'appelle Nestor, perdit dans le combat son bandeau brodé d'or, et, avec le grand-prince qu'il avait secondé si vainement, se réfugia à Novgorod. Lorsque le lendemain, au point du jour, Mstislaf vit le champ de bataille jonché de Sévériens et de Varègues, il se réjouit : « N'ai-je pas lieu d'être content? dit-il. Les morts sont d'une part les Varègues, et de l'autre les Sévériens; mon armée seule est intacte et sans dommage. » Paroles singulières, que Nestor rapporte sans commentaire.

Iaroslaf, comme nous l'avons dit, s'enfuit à Novgorod. Quoique la ville de Kief tînt pour lui, il n'osa pas s'y réfugier, tant il craignait de s'y voir assiégé par son frère. Mais Mstislaf montra en cette circonstance une ambition accommodante : il fit dire à Iaroslaf qu'il pouvait se rendre sans crainte à Kief; que lui, Mstislaf, ne lui disputerait rien de sa domination sur la rive droite du Dniéper : « Viens occuper Kief, disait son message, puisque tu es l'aîné; mais du moins donne-moi part au reste de la Russie. » Malgré cette offre, Iaroslaf appréhendait de rentrer à Kief avant que la paix eût été jurée entre eux. Les deux frères se tinrent encore quelque temps ainsi sur la défensive, Mstislaf à Tchernigof, et Iaroslaf à Novgorod, négociant sans doute les bases de cette paix proposée loyalement par le premier, pourvu qu'on satisfît aux exigences de son ambition. Iaroslaf cependant faisait gouverner Kief par ses voïévodes, et continuait à lever des troupes. Enfin les deux frères eurent une entrevue près de Gorodnetz (1026), aux environs de la métropole, où ils contractèrent une sincère alliance; ils se partagèrent les terres russes, et convinrent de prendre le Dniéper pour limite naturelle entre eux. Iaroslaf eut la partie située sur la rive droite à l'occident du fleuve, et Mstislaf devint maître des pays situés sur la rive gauche, à l'orient. Ainsi réconciliés, les deux princes vécurent depuis en paix. La chronique ne fait mention d'aucun acte agressif contre eux de la part des autres apanagés de leur famille. Ils furent, à partir de ce moment, les duumvirs de la Russie, pour ainsi parler, et chacun, du côté de l'empire russe que séparait le Dniéper, et qui lui était adjugé par le traité de Gorodnetz, exerça la suzeraineté nominale ou réelle qui précédemment avait été le partage exclusif de leur père Vladimir. On

les voit même, depuis, se prêter une mutuelle assistance dans les guerres qu'ils eurent à soutenir, et travailler à l'agrandissement l'un de l'autre. C'est ainsi qu'à la mort de Boleslas le Grand, le peuple polonais, encore mal converti au christianisme, s'étant soulevé, et ayant fait un massacre général des prêtres, des évêques et des boyards, Iaroslaf songea à profiter des troubles de la Pologne pour envahir les États de son ancien rival, et fut aidé par Mstislaf dans cette entreprise. Ils reprirent ensemble (1031) la ville de Tchervenskoï que Boleslas avait enlevée à la Russie en 1018, et portèrent leurs armes jusque dans la Galitzie; au retour, Iaroslaf fonda, sur les bords du Ross, des villes et des forteresses qu'il peupla de ses prisonniers de guerre.

Chose remarquable chez les princes de cette race, la concorde qui régnait entre les deux frères depuis le traité de Gorodnetz, dura, sans être un moment troublée, jusqu'à la mort de Mstislaf, arrivée en 1036. Son fils unique, Eustache, était mort avant lui, et il ne laissait aucun héritier de ses domaines. « Mstislaf, dit Nestor, avait le corps gros, le visage vermeil et de très-grands yeux; brave à la guerre et miséricordieux après le combat, il aimait le soldat, qui le chérissait, et faisait grand mépris de l'or; au demeurant, joyeux compagnon, il aimait la bonne chère et banquetait volontiers. Par sa mort, le pouvoir souverain échut en entier à Iaroslaf, qui régna seul en Russie. »

La domination d'Iaroslaf s'étendit dès lors sur presque tous les pays qui composent aujourd'hui la Russie d'Europe, à l'exception de la Pologne, depuis les frontières occidentales de l'Asie jusqu'à la mer Baltique, de l'est à l'ouest, et depuis le Ladoga jusqu'à la Hongrie et à la Dacie, du nord au sud. Mais c'était une domination plus nominale que réelle, à l'égard de plusieurs de ces pays, et qui, sur quelques points, se réduisait à un faible tribut, irrégulièrement payé et irrégulièrement exigé les armes à la main. De tous les princes apanagés, le seul Briatchislaf de Polotsk paraît être resté dans une sorte d'indépendance à l'égard de son oncle, devenu autocrate de Russie. Nestor ne fait aucune mention des autres enfants survivants de Vladimir, lesquels se contentèrent sans doute de vivre dans leurs principautés, en rendant au grand-prince de Kief l'hommage de vassal à suzerain. Il dit seulement de l'un d'eux : «C'est dans le cours de cette année (1036) qu'Iaroslaf fit arrêter son frère Soudislaf, et le fit mettre en prison à Pskof, pour avoir mal parlé de lui. » Ce qui donne à penser que les autres n'en dirent point de mal, et ne firent que peu ou point de difficulté à l'accepter pour suzerain.

Le sage Iaroslaf put dès ce moment se livrer tout entier à son goût pour les travaux de la paix et le gouvernement civil. Bien que ses enfants n'eussent pas encore atteint leur majorité, il les pourvut d'apanages, et donna le gouvernement de Novgorod à Vladimir, son fils aîné, à peine âgé de seize ans, tant cette coutume était selon les idées et les mœurs de son temps et de sa race. Il entoura la ville de Kief de murailles dont les tours étaient dorées, et y fit construire l'église de Sainte-Sophie (Agia Sophia) qu'il érigea en métropole. Il fit en outre élever,

près de la porte d'Or, l'église de l'Annonciation, le cloître de Saint-George et celui de Sainte-Irène, et pourvut l'église de la Sainte-Vierge, dite de la Dîme, précédemment bâtie par Vladimir, du métropolitain Théopemptos, grec de naissance. Lui-même était fort studieux et lisait nuit et jour. Il rassembla un grand nombre de copistes, fit traduire beaucoup de livres grecs, et les déposa dans cette église de Sainte-Sophie qu'il venait de faire bâtir. Il établit à Novgorod une maison d'éducation, où l'on élevait dans les lettres trois cents enfants de starostes et de prêtres. Des artistes grecs furent appelés de Constantinople en Russie, et y introduisirent le goût de l'art byzantin. On voit encore, dans deux églises fondées par lui, l'une à Kief, l'autre à Novgorod, des peintures et des mosaïques dues à son amour pour les arts. Ces mosaïques, composées de petites pierres carrées, représentent, sur un fond d'or, avec des couleurs d'une étonnante fraîcheur, des figures et des costumes de saints personnages, travail aussi singulier que précieux, et digne du regard des connaisseurs.

La foi chrétienne, dont les premières semences avaient été jetées en Russie par son père Vladimir, égal aux apôtres, au dire des Russes, *Ravno Apostolnii*, s'étendit beaucoup sous son règne, et il propagea surtout le culte de la Vierge. On sait que ce culte est fort répandu en Russie, et qu'il est peu de Russes des classes inférieures qui ne portent sur eux, encore aujourd'hui, un amulette ou *kiiotta*, ainsi nommée parce qu'elle reproduit par sa disposition l'armoire à images (*kiiotta*), qui, dans la plupart des maisons pauvres, tient lieu de chapelle domestique. La figure qui en occupe le fond est toujours une *panagia* (toute sainte)[1], épithète par laquelle les fidèles de l'église grecque désignent, comme on sait, leur madone. La Vierge (*Sviataiia Bogoroditza*) est au moins aussi vénérée dans l'église russe que dans la nôtre. Elle y a un rituel particulier (*akathistnik*). Chaque maison a sa panagia, devant laquelle, la veille du dimanche et des fêtes, on allume une lampe ou une chandelle fixée à la muraille. Le chef de la famille fait brûler de l'encens devant la sainte image, à laquelle le reste des assistants, à genoux, adresse ses oraisons. C'est ce qu'on appelle *prier à la lumière*. La fête de l'Annonciation (*Blago-Vietchénié*) est une des plus grandes fêtes du calendrier grec-russe. Elle se célèbre le 25 mars. Iaroslaf fit élever plusieurs églises sous son invocation, sur divers points de la Russie, qu'il enrichit d'or, d'argent et de vases précieux. Il était personnellement très-dévot; mais sa dévotion n'était pas toujours selon la science, et il en donna un exemple peu commun, même dans ces siècles de superstition : pour le soulagement ou le salut de l'âme de ses oncles Oleg et Iaropolk, morts au sein de l'idolâtrie, il fit déterrer leurs ossements, et leur fit donner le baptême avec solennité, dans l'église de Sainte-Marie de Kief.

Iaroslaf passe pour le premier législateur de la Russie. Il faut entendre, par ce

[1] Le mot n'est pas slave, mais grec.

mot, qu'il fit compulser, coordonner et rédiger en un code régulier les lois existantes et les usages sanctionnés par le temps, tout en y introduisant de son chef nombre de lois nouvelles. C'est son véritable titre de gloire. Les Russes appellent ce code *Pravda Rouskaiia* (la Vérité ou le Droit russe). On a remarqué avec raison que le code d'Iaroslaf est évidemment calqué sur le code des Goths; que ce sont souvent les mêmes lois rendues par les mêmes expressions. Mais ce n'en est pas moins un monument remarquable, et si quelques dispositions en peuvent aujourd'hui sembler bizarres, on y trouve des lois fort sages et plusieurs même qui respirent l'humanité [1].

C'est aussi à Iaroslaf que l'on attribue avec assez de vraisemblance l'ancien règlement sur la voie publique à Novgorod, d'après lequel on voit que cette ville, alors peut-être la plus peuplée de la Russie, se divisait en plusieurs quartiers (Slavon, Nérevien, etc.), et que sa population était distribuée par centuries, désignées par les noms de leurs chefs : il y avait une rue appelée *Dobrinia*, en mémoire de l'illustre voïévode, oncle de Vladimir, et les boutiques principales portaient le nom de grandes boutiques. Les Allemands ou Varègues, les Goths ou habitants de Gothland, avaient des rues particulières, etc. Mais c'est à tort que les annalistes modernes lui attribuent le règlement concernant l'église russe, dont il existe plusieurs anciennes copies, et qui ne paraît pas avoir été composé antérieurement au XIVe siècle. Ce règlement apocryphe contient, outre plusieurs énormités inconciliables avec l'ancien droit russe, des phrases et des mots de siècles évidemment plus modernes : par exemple, il détermine en *roubles* le prix des peines pécuniaires, tandis que, du temps d'Iaroslaf, cette monnaie n'était point encore en usage.

Iaroslaf mourut plein de jours, après un règne de trente-cinq ans, dans la soixante et dixième année de son âge, le 17 février 1054, laissant de sa femme Ingigerda, fille d'Olof, roi de Suède, cinq enfants (son fils aîné Vladimir, prince de Novgorod, était mort deux ans auparavant), savoir : Isiaslaf, Sviatoslaf, Vsévolod, Igor, Viatchislaf; et trois filles : Anne, mariée en 1049 (et non pas en 1044) à Henri Ier, roi de France; Élisabeth, dite par contraction Elisif, femme d'Harald le Vaillant, roi de Norvége, et Anastasie, qui épousa André, roi de Hongrie [2].

Les filles d'Iaroslaf furent, comme on voit, toutes trois reines. Anne eut de son mariage avec Henri Ier, Philippe, aussi premier du nom. Ainsi une relation intime, quoique de courte durée, s'établit dans le XIe siècle entre la France et la Russie. L'état d'obscurité dans lequel cette dernière était tombée avant que

[1] Il a été donné de ce code une édition collationnée sur six manuscrits différents, et accompagnée d'un très-savant commentaire par le comte Alexeï Moussin-Pouchkin et le major Boltin. Moskou, 1799.

[2] Anastasie, en devenant l'épouse d'André, prit, suivant le chroniqueur hongrois Praï, le nom d'Agmunda; — Erat hæc Nastasia Yaroslai Vladimirovichii filia, à nostris deindè Agmunda dicta. (*Annal. Regn. Hungariæ, lib.* I, p. 54).

Pierre le Grand eût rendu son nom populaire, rend presque invraisemblable qu'un roi de Paris ait pu, dans un siècle si reculé, chercher femme chez un peuple pour ainsi dire étranger à l'Europe, et à peine depuis quelques années converti au christianisme. C'est ce qui explique le mot de Voltaire, qui appelle quelque part le père de cette reine de France *duc inconnu d'une Russie ignorée.*

Suivant la plus commune opinion, ce fut Gautier Saveyr, évêque de Meaux, accompagné de Goscelin de Chalignac, qui fut chargé, en 1048, d'aller chercher la princesse de Russie. Toussaint du Plessis, dans son *Histoire de l'église de Meaux*, nous donne à ce sujet les détails suivants : « Gautier, dit-il, succéda à Dagobert avant le milieu du XI[e] siècle, car on a des chartes de lui de l'an 1045. Le nom de Saveyr, c'est-à-dire de sage ou de savant, qui lui fut donné de son temps, et que la postérité lui a conservé, ne renferme pas un petit éloge. Il souscrivit, en 1047, à un acte du roi Henri I[er], en faveur de l'abbaye Saint-Médard de Soissons. La même année, ou la suivante, il assista à un concile tenu à Sens, et y souscrivit à l'acte par lequel ce même prince confirma la fondation du monastère de Saint-Ayoul de Provins, faite par Thibaud III, comte de Champagne. Aussitôt après, Henri I[er] ayant jeté les yeux sur la princesse Anne, fille de Jaroslas, roi de Russie, pour donner une reine à la France, Saveyr fut choisi par ce prince, avec Goscelin de Chalignac, pour en aller faire la demande. Il l'obtint, et revint avec elle en France, en 1049, comblé de caresses et de présents. Le roi l'épousa vers la Pentecôte, et de ce mariage naquit, l'année suivante, Philippe I[er]. »

Tous les auteurs ne sont pas d'accord sur l'époque du mariage : les uns le placent, comme Toussaint du Plessis, en l'année 1049 ; d'autres plus tard encore, en 1050 et 1051, tandis que d'autres le font remonter à l'année 1044.

Quoi qu'il en soit, la reine Anne eut trois fils : Philippe I[er], qui succéda au roi son père ; Robert, qui mourut jeune ; et Hugues, qui, par son mariage avec Adélaïde, fille d'Herbert, devint le chef de la seconde branche des comtes de Vermandois. On lui connaît aussi une fille du nom d'Emma, dont, au surplus, la destinée est restée ignorée. L'époque de la naissance de ces princes n'est pas non plus bien connue ; on sait seulement, par un document authentique, que tous trois vivaient déjà en 1058 [1].

L'EMPIRE PARTAGÉ. — Le système des apanages est le caractère distinctif de cette première époque de l'histoire de Russie. Quelque éclairé et bon politique que fût Iaroslaf, il laissa incertaine aussi sa succession. Il avait, comme nous l'avons vu, partagé l'empire entre ses enfants, en leur recommandant la concorde ; mais sitôt après sa mort, ils s'entre-déchirèrent. Les grands-princes de Kief, à partir de cette époque, ressemblent assez aux derniers rois de France de la deuxième race, dont toute la puissance se bornait à la souveraineté de Paris, qu'il

[1] *Historiens de France*, t. XI, p. 600.

leur fallait encore disputer à des vassaux ambitieux, puissants et peu soumis. Les princes apanagés en Russie le cédaient rarement au grand-prince, à qui ils n'avaient à envier qu'une sorte de suprématie que leur donnait le titre de souverain de Kief, « la mère des villes russes, » comme l'avait appelée Oleg.

La Russie, sous ce régime des apanages, partagée et morcelée en une foule de petits États indépendants les uns des autres, sous la protection nominale du grand-prince dont chacun tirait à soi les prérogatives et s'arrogeait la puissance, déchut rapidement du rang auquel l'avaient élevée les premiers grands-princes de Kief. Un seul moment, après le règne sanguinaire de Sviatopolk Ier, où les armes polonaises pénétrèrent jusqu'à la métropole, sous le sage Iaroslaf Ier, le législateur de la Russie, elle jouit, comme nous venons de le voir, de quelque paix et de quelque gloire. Mais sous ses successeurs, Isiaslaf Ier (1055), Sviatoslaf II (1073), Vsévolod Ier (1078), Sviatopolk II (1093), l'anarchie reprit son cours, la Russie fut déchirée de guerres intestines et obligée de recourir à l'intervention hostile de la Pologne, tandis que les tribus barbares la harcelaient de tous côtés.

Le XIIe siècle vit s'opérer progressivement, sous de fâcheux et sanglants auspices, cette séparation de plus en plus profonde des peuples d'un même État et des membres d'une même famille. L'anarchie s'accrut, et les inimitiés des apanagés du sang de Rurik s'envenimèrent. Cet état de trouble et de désordre ne fut arrêté qu'un instant par les nobles qualités du second Vladimir, Vladimir Monomaque (1113), dont la mère était une princesse grecque. Ami éclairé des arts, redoutable par la terreur de ses armes, qu'il fit sentir aux Polovces, aux Tchoudes et aux Bulgares, il sut affermir son pouvoir par une étroite alliance avec l'empire d'Orient. Mais sous ses successeurs, Mstislaf Ier (1125), Iaropolk II (1132), Vsévolod II (1139), Isiaslaf II (1146), tout fut trouble et désordre encore; les incursions des nations ennemies, des Polonais, des Hongrois, des Polovces, etc., favorisées par les rivalités intestines des princes russes, hâtèrent de plus en plus le morcellement, qui se consomma enfin quand George ou Iouri Ier (1154), fondateur de Moscou, prit le titre de grand-prince de Vladimir, et refusa l'obéissance à Kief. D'un autre côté, la ville de Novgorod se constitua en république indépendante, et les règnes d'André Ier (1157), de Mikhaïl Ier (1175), de Vsévolod III (1177), à Vladimir, et de leurs compétiteurs ou de leurs vassaux à Kief, jusqu'à celui de Iouri II, qui s'écoula de 1219 à 1238, ne furent qu'une série continuelle de luttes et de guerres désastreuses.

C'est dans ces temps d'anarchie féodale que le nom de Moscou apparaît pour la première fois dans les annales de la Russie, et c'est à Iouri Vladimirovitch, surnommé Dolgorouki ou Longue-Main, père d'André de Souzdal (André Ier), qu'on en attribue généralement la fondation.

Si l'on en croit quelques historiens russes modernes, qui suppléent de leur chef, à sept cents ans de distance, les omissions de Nestor et de ses continuateurs, Oleg,

lorsqu'il s'avança vers Kief pour s'en emparer, traversa le pays où la Moskva réunit ses eaux à celles de l'Iaouza et de la Neglinna. La situation de cette contrée lui plut, et il y bâtit une petite ville, à laquelle il donna le nom de la principale rivière qui l'arrosait. Telle serait, d'après ces historiens, l'origine de Moscou. « Il est malheureux, dit Karamsin, que les annalistes contemporains ne fassent aucune mention de l'origine de cette ville, si intéressante pour nous : il est vrai qu'ils ne pouvaient prévoir qu'un petit bourg inconnu, au fond du pays de Souzdal, deviendrait un jour la capitale de la plus vaste monarchie de l'univers. » Ce n'était en effet, vers le milieu du XII[e] siècle, qu'un simple hameau appartenant à un riche particulier, prince ou boyard, nommé Stéphan Ivanovitch Koutchko, et qui, de son nom, s'appelait Koutchkavo. On peut toutefois, suivant Karamsin, ajouter foi aux chroniques anonymes du XVI[e] siècle, qui disent qu'elle fut fondée par Iouri I[er], fils de Vladimir Monomaque, et qu'elle portait déjà le nom de Moscou au 28 mars 1147. Elles racontent que Iouri, arrivé sur les bords de la Moskva, dans les villages et fermes de Stéphan Koutchko, comme il allait visiter son fils aîné André, prince de Vladimir, au pays de Souzdal, y fit faire halte à ses troupes. Le seigneur de ces terres ayant manifesté peu d'empressement à faire les honneurs de sa propriété au prince, celui-ci, irrité de cet accueil, le fit saisir et mettre à mort sans autre forme de procès. S'étant ainsi rendu maître du terrain par le droit du plus fort, et trouvant le lieu à sa convenance, il fit entourer de palissades et de retranchements la montagne sur laquelle est actuellement le Kremlin, et fit jeter autour les fondements d'une ville qu'il nomma Moskva, du nom de la rivière qui coulait auprès. Moskou ne devint le siége des grands-princes que longtemps après (vers la fin du XIII[e] siècle), sous le règne de Daniel Alexandrovitch (fils d'Alexandre Nevski). D'après les mêmes chroniques, Iouri ne se contenta pas de s'emparer des biens de Stéphan Ivanovitch Koutchko : le boyard mis à mort laissait une fille charmante, qu'Iouri donna à son fils André, prince de Vladimir. Une de ces chroniques signale la fondation de Moskou par ces lignes étranges : « Moskou, dit-elle, est une troisième Rome, et il n'en existera jamais une quatrième. Le Capitole fut bâti à l'endroit où l'on avait trouvé une tête d'homme ensanglantée : les fondements de Moskou sont également arrosés de sang humain, et nos ennemis ont vu avec étonnement cette ville nouvelle donner son nom à un empire immense. »

Iouri, surnommé Dolgorouki ou Longue-Main, avait fait la guerre à Rotislaf, grand-prince de Kief, en 1054, et, l'ayant battu, s'était emparé de son titre et de sa principauté. Iouri était ambitieux, et, comme tous les princes de sa race, peu ménager de sang humain. Il est célèbre dans l'histoire russe pour avoir civilisé les parties orientales de l'ancienne Russie, où il avait passé les plus belles années de sa vie. Mais il était tellement haï du peuple de Kief, qu'à la nouvelle de sa mort (1056), un groupe de furieux se porta vers le palais et la maison de plaisance du prince, située au delà du Dniéper et surnommée *le Paradis*, et la pilla, ainsi que

tous les biens des boyards de Souzdal, dont un grand nombre fut massacré. Les Kiviens se donnèrent des princes de leur choix, et Mstislaf Isiaslavitch y régnait en 1168, tandis qu'André de Souzdal Iourévitch (fils de Iouri) se raffermissait de plus en plus dans la nouvelle grande-principauté de Vladimir. Les continuateurs de Nestor, comme Nestor lui-même, disent rarement les causes déterminantes des guerres qu'ils racontent, et il est difficile de les démêler au milieu des conflits d'intérêts et de passions qui s'élevaient si fréquemment entre les princes russes. A ce moment leur histoire se présente comme une véritable mêlée de princes et de compétiteurs; à chaque instant le fil conducteur que l'historien croit tenir à la main lui échappe. On se perd dans ces complications d'intrigues et de violences, dans les mille volte-faces de ces alliances d'un jour, formées, rompues et renouées selon l'intérêt ou la passion du moment. C'est ainsi qu'on voit, dans l'hiver de 1169, André de Souzdal, qu'une haine à la fois politique et privée animait contre Mstislaf et contre la Russie méridionale, venir faire le siége de Kief avec une nombreuse armée de Rostoviens, de Vladimiriens et de Souzdaliens, dirigée par son fils (qui se nommait aussi Mstislaf) et par onze autres princes : Gleb de Péréïaslave, Roman de Smolensk, David de Vouitchgorod, Oleg et Igor de Séversk, Vladimir de Dorogobouge, Rurik et son jeune frère Mstislaf, de Rezan, Vsévolod de Mourom, le prince de Polotsk et le voïévode Boris. Mstislaf avait eu à peine le temps d'appeler à son secours les Bérendéens et les Torques, que déjà l'ennemi était sous les murs de Kief; et, après trois jours de sanglantes attaques, la ville fut emportée d'assaut, le 8 mars 1169, ce qui n'était jamais arrivé.

« Cette mère des villes russes, selon l'expression d'Oleg, dit Karamsin, avait plusieurs fois été assiégée et opprimée : elle avait quelquefois ouvert sa porte d'Or à ses ennemis; mais jamais encore personne n'y était entré de force. A leur honte éternelle, les vainqueurs oublièrent qu'ils étaient Russes! Pendant trois jours, non-seulement les maisons, mais encore les monastères, les églises, et jusqu'aux temples de Sainte-Sophie et de la Dîme, furent livrés au pillage : ils en enlevèrent les précieuses images, les ornements sacerdotaux, les livres, les cloches même. Mstislaf se retira à Vladimir en Volhynie, laissant sa femme, son fils et ses boyards entre les mains de ses ennemis. Trahi par les Kloubouks noirs, il fut, pendant sa fuite, sur le point de périr victime de leur perfidie. »

André donna Kief à son frère Gleb; mais la vieille cité du Dniéper perdit pour toujours le droit d'être appelée la métropole de la Russie. Gleb et ses successeurs restèrent sous la dépendance d'André, qui, depuis cette époque, devint naturellement l'arbitre des princes russes; il continua à faire sa résidence à Vladimir, et prit le titre de *veliki kniaz* ou de grand-prince, le premier de leur hiérarchie; et c'est ainsi que la ville de Vladimir, d'origine nouvelle, parvint à remplacer Kief, et dut sa célébrité à l'aversion d'André pour la Russie méridionale.

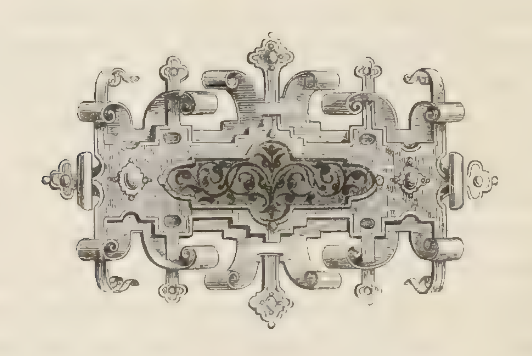
André de Souzdal, surnommé Bogolioubski, mourut en 1174, et il n'y eut plus à Kief que des princes vassaux de Vladimir ou élus à la suite d'une révolte, et bien-

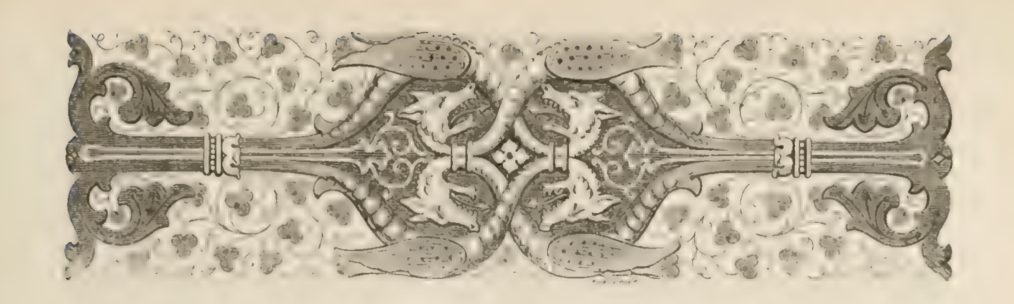
tôt chassés, tandis que le titre de grand-prince passait, à Vladimir, d'André à ses successeurs jusqu'à Iouri II, qui mourut en 1238.

C'est ainsi que la Russie arriva au XIIIe siècle, n'existant pas encore ou n'existant plus comme État homogène, et offrant une proie facile à ses voisins barbares qui depuis longtemps la menaçaient.

Nous avons rapidement passé sur les derniers descendans de Rurik dans la longue période anarchique de l'empire partagé jusqu'à l'avénement des Tatares. Sur les vingt-sept règnes qui remplissent ce laps de cent soixante-huit années, les huit premiers nous ont seuls arrêté; on en sent la raison. C'est par les conquêtes de ces guerriers fondateurs que la Russie se constitue et prend rang sur la scène politique du moyen âge. C'est alors que la religion chrétienne s'introduit, et avec elle des mœurs nouvelles. Mais, après Iaroslaf, la plupart des princes rurikovitchs sont jetés dans un moule commun de férocité et de barbarie, œuvre de ces lieux et de ces temps, et n'ont presque rien de la grandeur sauvage des rois soldats, tiges de leur race. Toute cette époque, qui correspond chez nous la seconde période de l'âge féodal et au commencement de sa ruine, n'offre en Russie que la lutte constante des éléments d'une féodalité qui ne peut parvenir à se construire et à s'établir.

Ainsi, l'esquisse des huit premiers grands-princes doit tenir lieu, pour qui sait penser et lire, d'un tableau scrupuleusement détaillé de cette longue anarchie aristocratique dont chaque règne n'est qu'une scène plus ou moins affreuse. La Russie se débattait dans les derniers paroxysmes de cette anarchie, lorsqu'un peu le redoutable, apparaissant tout à coup sur la scène de l'histoire, vint asservir les apanages divisés des descendants de Rurik, et établir sa domination asiatique au nord et à l'est de l'Europe, du golfe de Finlande à la mer Caspienne.



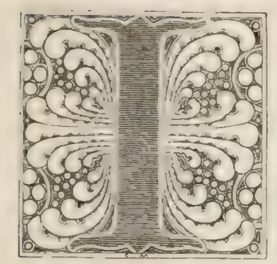


CHAPITRE II.

DOMINATION DES TATARS EN RUSSIE.

Origine des Tatars. — Genghiskan et ses fils. — Assassinat des ambassadeurs tatars en Russie — Bataille de la Kalka. — Les princes de la dynastie de Rurik tributaires des Mongols. — Alexandre Nevski a la Horde. — Tentatives d'affranchissement. — La Russie secoue le joug des Tatars. — Destruction des souverainetes particulieres et rétablissement de l'empire par Ivan III Vassilievitch, surnommé *le Grand*, et par Ivan IV, son petit-fils, surnommé *le Terrible*. — Extinction de la maison de Rurik. — Usurpations et guerres civiles de 1584 à 1613.

(DE 1223 A 1613)



L est nécessaire, avant de parler de l'arrivée des Tatars et de l'établissement de leur domination en Russie, de dire un mot de l'origine de ce peuple dévastateur.

Trois races principales ont, de temps immémorial, pàrtagé entre elles les vastes contrées qui séparent la Sibérie de l'Inde et de la Chine : ces races nomades sont les Turcs, les Kalmouks ou Mongols, et les Mantchous.

Les Turcs ont conquis l'Asie occidentale et une partie de l'Europe, les Mongols se sont emparés de l'Inde, les Mantchous règnent en Chine. Ces derniers, très-susceptibles de civilisation, pleins de courage, d'adresse et d'amour pour la liberté, ont une origine commune avec les Toungouses, peuple chasseur, ennemi du repos, dont les courses s'étendent des frontières de la Chine jusqu'à Ieniseï [1].

Les Kalmouks ont porté dans l'antiquité le nom encore plus barbare de *Hioung-nou*. Sous ce nom, ils avaient, dès le temps d'Annibal, ébranlé le trône des empereurs chinois de la dynastie de Han. Au ve siècle, ils reparaissent sous celui de Huns, lequel se transforma en celui de Hongres, lorsque les Huns, après avoir fait trembler l'Europe des rives du Volga aux bords du Rhin, se fixèrent enfin dans l'ancienne Pannonie.

[1] Muller.

Ces peuples avaient des mœurs et une manière de faire la guerre qui devaient leur soumettre le monde, s'ils avaient su conserver.

Les Kalmouks n'ont presque point de barbe; leurs yeux sont petits et enfoncés, leurs épaules larges; leur nez est aplati, leur taille forte; quoique petits de stature, et que leurs traits soient peu prononcés, ils possèdent une grande force musculaire. Tels étaient aussi les Huns. Leurs visages noirs, couverts d'incisions à la manière des sauvages, ressemblaient à une masse de chair informe; ainsi que les Kalmouks, ils se plaisaient dans les beaux pâturages de Bérotala, dans l'Asie centrale, dont les plantes et les sources sont imprégnées de sel [1].

Au XIII[e] siècle, il s'opéra dans cette ancienne patrie des Hioung-nou, ou Huns, une révolution qui changea la face de l'Asie, et ébranla plusieurs empires de l'Europe.

Iésoukaï Bayadour, khan des Mongols, qui régnait sur les bords de la Selinga, mourut en laissant un fils, âgé de treize ans, qu'on appelait Témoudshin. Les Mongols ou Mogols refusèrent de reconnaître cet enfant pour leur maître : treize tribus seulement restèrent fidèles. Parvenu à l'âge d'adolescence, le jeune Témoudshin montra un grand talent et une rare intrépidité. Il recherchait la guerre et les combats, et en sortait toujours victorieux. Plus avide de gloire que de richesses, il distribuait les dépouilles des ennemis à ses compagnons d'armes, qu'il traitait en frères; bientôt la plupart des chefs ou princes des hordes tatares et mongoles reconnurent en lui leur chef suprême et comme leur conducteur national, car déjà il avait su fondre en une seule nation toutes les peuplades errantes de l'Asie centrale. Il les rassembla sur le bord d'un fleuve rapide, des eaux duquel il remplit une coupe qu'il vida solennellement, jurant de partager avec eux désormais le *doux* et l'*amer* qu'il rencontrerait dans le cours de la vie. Le khan de Keraït, qui avait osé refuser l'obéissance au nouvel Attila, paya son audace de sa tête; et son crâne, garni d'un cercle d'argent, fut en Tatarie un monument *de la colère de Temoudshin*. Pendant que l'innombrable armée des Mongols, disposée en neuf camps près de la source du fleuve Amour, sous des tentes de différentes couleurs, prodiguait les marques d'admiration et d'obéissance au jeune khan, et attendait ses nouveaux ordres, on vit paraître un saint lama, doué, disait-on, de l'esprit de prophétie. « Le grand Dieu, s'écria t-il, donne toute la terre à Temoudshin, et ce maître du monde doit recevoir le nom de Tchinghis-Khan. » C'était un titre équivalant à celui de grand roi ou roi des rois, et tous lui donnèrent ce nom glorieux dont nous avons fait Gengiskan. En le saluant de ce nom, les Mongols levèrent les mains au ciel, et jurèrent de suivre Témoudshin Tchinghis-Khan dans toutes ses entreprises.

Tchinghis-Khan, fier de son nouveau titre, et persuadé que rien ne pourrait lui résister, forma le projet gigantesque de parcourir la terre en conquérant et de n'accorder la paix qu'aux vaincus. Il sortit de ses déserts sauvages, fondit sur

[1] Muller; Deguignes.

la Chine, défit les princes de la dynastie Soum, et s'empara de leur capitale Yenking, ainsi que de la presqu'île de Corée. Il se dirigea ensuite vers l'occident, soumit le Thibet, pénétra en Kashmirie, et menaça les États du puissant sultan de Khovaresm, Ala-Eddin Mohammed, fils de Takash, qui, ayant renversé l'empire des Ghaurides, dominait sur la Perse et sur une grande partie de l'Indostan. Ala-Eddin marcha au-devant de Tchinghis-Khan avec quatre cent mille hommes; mais il fut battu et son pays subjugué, et lui-même alla mourir obscurément dans une île de la mer Caspienne où il s'était retiré pour échapper au vainqueur. Sous le choc de ces nomades marchant alors à la voix d'un seul homme, plusieurs empires de l'Asie avaient été ainsi en peu de temps « abattus et balayés comme des tentes enlevées par le vent. »

C'est à cette époque, c'est-à-dire vers l'an 1223, que Gengiskan, ambitieux d'étendre sa domination sur les côtes occidentales de la mer Caspienne, détacha de son armée Soudaï Bayadour et Tchepnovian, deux de ses plus célèbres généraux, avec ordre de prendre Schamakha et Derbent. La première de ces villes s'étant rendue, les Mongols voulurent arriver par le chemin le plus court à Derbent, bâtie, ainsi que la muraille caspienne, dans le VIe siècle, par le fameux roi de Perse Cosroës Ier, ou Nouchirvan, pour défendre son empire contre les invasions des Khozares. Mais, trompés par leurs guides, les Mongols entrèrent dans d'étroits défilés, où ils se virent entourés de tous côtés par les Alains, les Yases, habitants du Daghestan, et par les Polovtsi, disposés à les combattre avec vigueur. Dans ce pressant danger, le général de Gengiskan eut recours à la ruse : il envoya des présents aux Polovtsi; il leur fit dire qu'ils étaient frères de race des Mongols; et, qu'en cette qualité, loin de combattre leurs frères, ils devaient abandonner les Alains, dont l'origine était toute différente. Adoucis par ces paroles flatteuses ou séduits par les présents, les Polovtsi renoncèrent à prêter main-forte à leurs alliés : leur retraite fut le signal d'une victoire complète des Mongols sur les Alains. Le principal khan des Polovtsi, nommé Iouri, fils de Kontchak, ne tarda pas à se repentir de son imprudence; il s'aperçut que ses prétendus frères n'avaient d'autre intention que de s'emparer de son pays, et voulut fuir dans les déserts. Mais les Mongols le firent périr, ainsi qu'un autre petit prince, nommé Daniel, fils de Kobiak, et poursuivirent leur marche victorieuse jusqu'à la mer d'Azof et jusqu'au *rempart des Polovtsi*, c'est-à-dire jusque sur les frontières russes. En peu de temps ils soumirent à leur joug les Yases, les Abases, les Kasogues ou Tcherkesses, et se virent les vainqueurs et les dominateurs de sept peuples aux environs de la mer d'Azof.

Un grand nombre de Polovtsi se réfugièrent dans la principauté de Kief avec leurs femmes, leurs bestiaux et leurs richesses. Au nombre de ces fugitifs se trouvait Kotian, beau-père d'un des princes russes alors régnants (Mstislaf de Galitch). Ce khan répandit en Russie la terrible nouvelle de l'invasion des Mongols; il fit présent aux princes russes de chameaux, de chevaux, de buffles, de belles

esclaves, en leur disant : « Ils ont pris notre pays, demain ils prendront le vôtre. » Ces mots portèrent l'épouvante chez les Russes. Dans leur étonnement, ils se demandaient quels étaient ces étrangers, jusqu'alors inconnus. Plus d'une fois déjà des hordes de cette race s'étaient attaquées à la Russie; les Khozares, les Ougres, les Petchénègues, les Bulgares orientaux et les Polovtsi eux-mêmes n'avaient pas une autre origine; mais c'était la première fois que des bandes portant ce nom de Tatars et de Mongols, devenu tout à coup fameux et redoutable dans le monde par les conquêtes de Tchinghis-Khan, se trouvaient en contact avec les Russes. Le valeureux prince de Galitch brûlait de se mesurer avec ces nouveaux ennemis, dont s'entretenait l'Orient : il rassembla les princes de sa famille à Kief, et leur exposa de la manière la plus pressante, au nom de la prudence et de l'intérêt de l'État, la nécessité de prendre les armes. Il leur dit que, s'ils abandonnaient les Polovtsi, ceux-ci ne manqueraient pas de se réunir aux Tatars pour tomber sur la Russie, et qu'il valait bien mieux combattre au dehors un ennemi si dangereux, que de lui laisser franchir les frontières de la patrie. Mstislaf Romanovitch de Kief (appelé dans les annales *le Vieux* et *le Bon*), le prince de Tchernigof, Mstislaf de Galitch, présidaient ce conseil, où se trouvaient aussi de jeunes héros pleins d'ardeur : Daniel, prince de Volhynie, Michel, fils de Vsévolod-le-Rouge, et Vsévolod Mstislavitch, qui avait été prince de Novgorod. Après de longues délibérations, il fut décidé unanimement qu'on marcherait à la rencontre des Tatars. Les Polovtsi reconnaissants s'abandonnèrent à la joie; et ce fut alors que Basti, leur khan, embrassa la religion chrétienne.

Déjà l'armée russe était à Zaroub et à l'île des Varègues sur le Dniéper, lorsqu'on vit paraître dix ambassadeurs tatars. « Nous apprenons, dirent-ils aux « princes russes, que, séduits par les disconrs des Polovtsi, vous marchez contre « nous : mais nous n'avons rien fait pour irriter les Russes; nous n'avons pris ni « vos villes ni vos villages, et nous n'avons d'autre intention que celle de punir « les Polovtsi, nos esclaves et nos *valets*. Nous savons que depuis longtemps ils « sont ennemis des Russes; devenez donc nos amis, et profitez de l'occasion pour « tirer une vengeance éclatante de ces barbares, pour les anéantir et vous empa- « rer de leurs richesses. » Des propositions si modérées, si pacifiques, parurent aux princes russes une preuve de timidité ou de ruse; et, contre le droit des gens, ils firent massacrer les ambassadeurs. Les Tatars en envoyèrent d'autres qui rencontrèrent l'armée russe à Oleschié, le dix-septième jour de sa marche sur le Dniéper. « C'est donc ainsi, dirent-ils aux princes, que, dociles aux instigations des Polovtsi, « vous avez fait périr nos députés? Eh bien! puisque vous voulez la guerre, vous « l'aurez. Nous ne vous avons fait aucun mal. Dieu est le même pour tous les « peuples : c'est lui qui décidera notre querelle. » Les princes, étonnés de la grandeur d'âme des Tatars, renvoyèrent les ambassadeurs et attendirent le reste de leurs troupes. Mstislaf Romanovitch, Vladimir, fils de Rurik, et les princes de Tchernigof, amenèrent sous leurs drapeaux les habitants de Kief, de Smolensk, de



Poutivle, de Koursk et de Troubtchevsk. Ils furent bientôt joints par les Volhyniens et les Galliciens, qui, montés sur mille barques, descendirent le Dniester jusqu'à la mer, et remontèrent ensuite le Dniéper jusqu'à la Khortitza. Des bandes de Polovtsi vinrent aussi se réunir à l'armée russe, qui dressa ses tentes sur la rive droite du Dniéper. A l'annonce qu'un détachement tatar s'approchait pour observer les Russes, le jeune prince Daniel, qui était de l'autre côté du fleuve, monte à cheval, et, suivi de quelques autres jeunes gens poussés par la curiosité, court à la rencontre de l'ennemi. Après avoir examiné cette armée nouvelle pour eux, ils revinrent faire leur rapport au prince de Galitch; mais les relations ne s'accordaient pas. Selon quelques jeunes gens inconsidérés et présomptueux, les Tatars étaient de mauvais soldats, indignes de l'attention des Russes; mais Touri, voïévode arrivé sur les barques de Galitch, soutenait que c'étaient des ennemis expérimentés, instruits dans l'art de la guerre, et meilleurs archers que les Polovtsi. Le jeune prince brûlait d'impatience d'entamer le combat. Mstislaf de Galitch tomba sur un détachement tatar et le défit complétement. Les archers russes montrèrent dans cette action une grande habileté et beaucoup d'intrépidité. Les annalistes disent que pour sauver Gémiabet, leur chef, les Tatars le cachèrent dans un fossé; mais que le général mongol ayant été découvert, les Polovtsi reçurent de Mstislaf la permission de le tuer.

Fiers de ces premiers succès, qui leur avaient procuré une grande quantité de bétail, tous les Russes passent le Dniéper; et, au bout de neuf jours, ils arrivent sur les bords de la Kalka (aujourd'hui Kalets), dans le gouvernement d'Ekatérinoslaf, près de Marioupol. A la vue des Tatars, Mstislaf de Galitch dispose son armée sur la rive gauche de la rivière, et ordonne ensuite à Yaroun, chef des Polovtsi, ainsi qu'à Daniel, de s'avancer avec la garde russe : lui-même il monte à cheval et aperçoit bientôt les innombrables masses des Tatars. A l'instant, le combat s'engage (31 mai 1223). Le bouillant Daniel étonne les ennemis par son courage : avec Oleg de Koursk il enfonce les rangs épais; et, atteint d'un coup de pique dans la poitrine, son ardeur lui fait oublier sa blessure. Mstislaf-le-Muet, frère d'Ingvar de Loutsk vole aussitôt à son secours, et déploie la plus brillante valeur. Sur ces entrefaites, les Polovtsi, ne pouvant soutenir le choc des Mongols, se débandent et tournent le dos à l'ennemi. Dans le délire de la frayeur, ils se précipitent sur les Russes, confondent leurs rangs, et portent le désordre dans le camp où les princes de Kief et de Tchernigof n'avaient pas encore eu le temps de se préparer à une action; car, pour jouir seul de l'honneur de la victoire, Mstislaf ne leur avait donné aucune nouvelle du combat. Cette ambition démesurée d'un héros si célèbre causa la perte de l'armée russe. Une fois enfoncée, elle se trouva hors d'état de faire résistance.

Le jeune Daniel qui avait, comme les autres, cherché son salut dans la fuite, arrêta son cheval pour étancher sa soif dans la rivière; ce fut alors qu'il ressentit sa blessure. Les Tatars, en poursuivant les Russes dans le Dniéper, en tuèrent

une prodigieuse quantité, entre autres six princes, un célèbre paladin nommé Alexandre Popovitch, et soixante-dix des plus illustres chevaliers. La Russie, disent les annalistes, n'avait jamais encore éprouvé de désastre aussi affreux. Une armée superbe, nombreuse et pleine de valeur, s'était évanouie comme une ombre : à peine s'en sauva-t-il la dixième partie; environ dix milles Kiviens restèrent sur le champ de bataille. Dans la stupeur et le désespoir qui l'accablaient, Mstislaf de Galitch, qui pour la première fois éprouvait l'inconstance de la fortune, se jeta dans un bateau, traversa le Dniéper, et fit briser ensuite toutes les barques, afin d'ôter aux Tatars les moyens de le poursuivre. Il se retira à Galitch; et Vladimir, prince de Smolensk, partit pour Kief. Cependant Mitislaf Romanovicth de Kief était encore sur les rives de la Kalka, dans un camp fortifié, placé sur une montagne; il avait vu la fuite des Russes, mais il avait jugé plus prudent de ne pas fuir lui-même. Il était resté dans cette position, et avait attendu une occasion favorable d'en sortir. Les Tatars s'approchèrent de cette espèce de forteresse, et, pendant trois jours, se battirent avec les Russes; voyant à la fin l'inutilité de leurs efforts, ils proposèrent à Mstislaf de le laisser partir en liberté, à condition qu'il leur paierait une rançon pour lui et sa garde. Le prince y consentit, et Ploskinia, voïévode des *Brodniks*, alors au service des Mongols, jura en leur nom d'exécuter fidèlement les articles de la convention; mais il trompa les Russes; il fit garrotter l'infortuné Mstislaf avec ses deux gendres, et les livra aux généraux de Gengiskan. Irrités de la résistance opiniâtre du généreux Mstislaf, furieux encore au souvenir du massacre de leurs ambassadeurs, les Mongols passèrent tous les Russes au fil de l'épée; ils étouffèrent les trois princes sous des planches, et célébrèrent un festin sur leurs corps inanimés. Ain i se termina cette première et sanglante lutte des Russes contre les Mongols, que, d'après un historien tatar, ceux-ci avaient attirés à dessein dans un désert dangereux, où ils furent obligés de se battre pendant sept jours consécutifs.

Les généraux de Genghiskhan poursuivirent jusqu'au Dniéper les débris de l'armée russe. Dans l'espoir de fléchir la férocité des Tatars par leur soumission, les habitants des villes et des villages allaient au-devant d'eux avec les croix : mais l'ennemi massacrait impitoyablement et les citoyens et les laboureurs; car les Tatars avaient pour maxime que *jamais les vaincus ne peuvent être les amis des vainqueurs, et que la mort des uns est nécessaire à la sûreté des autres.* Tout le sud de la Russie tremblait d'effroi; et le peuple, poussant des cris de douleur, de profonds gémissements, se précipitait en foule dans les temples. Le ciel, pour cette fois, exauça ces vœux. Les Tatars, ne trouvant plus de résistance, se portèrent tout à coup vers l'orient, et se hâtèrent d'aller rejoindre Genghiskhan dans la grande Boukharie, où ce héros terrible, au milieu d'un conseil composé de tous ses généraux et de ses princes, dictait des lois aux vastes contrées qu'il avait soumises à sa puissance. Il alla avec joie au-devant de son armée victorieuse qui revenait des rives du Dniéper. Il écouta avec intérêt le rapport de ses capitaines; et, après les

avoir comblés d'éloges, il récompensa généreusement le courage dont ils venaient de lui donner des preuves si éclatantes. Irrité alors contre le puissant roi de Tangout, Genghiskhan partit aussitôt pour anéantir son empire.

Alors il fut permis à la Russie de respirer : l'affreuse tempête s'était dissipée avec la même rapidité qu'elle était venue fondre sur ses provinces. « Quel est « donc ce fléau que Dieu, dans sa colère, a envoyé contre la Russie? se deman- « dait le peuple étonné; d'où sont accourus ces terribles étrangers? Où se sont-ils « cachés? De tels secrets ne sont connus que de Dieu et des gens habiles dans l'art « de lire les livres. » Les campagnes des bords orientaux du Dniéper, ravagées par les Tatars, fumaient encore; et, de leurs nombreuses ruines, s'échappaient les derniers feux de l'incendie ; les pères, les mères, les amis, déploraient le sort de ceux qui avaient succombé sous le fer de l'ennemi. Cependant le peuple, imprévoyant comme toujours, oublia bientôt ses désastres, persuadé que les maux qui venaient de l'accabler ne se renouvelleraient jamais.

Après la funeste bataille de la Kalka, les Russes furent six ans sans entendre parler des Tatars : ils crurent que, comme les Obres, ce peuple terrible avait disparu pour toujours. Genghiskhan, qui avait conquis Tangout, revint dans sa patrie. où il termina en 1227 sa vie célèbre dans l'histoire du monde, mais odieuse, mais terrible pour l'humanité. Il nomma pour lui succéder Oktaï, ou, comme d'autres l'écrivent, Ougadaï, son fils aîné, lui prescrivant de n'accorder la paix qu'aux peuples vaincus : principe important, qui servit de règle aux Romains ambitieux de commander à l'univers entier. Conquérant des provinces septentrionales de la Chine, ayant détruit l'empire des Nin-Tché, Oktaï demeurait au sein de la Tatarie et avait fixé son séjour dans un palais magnifique, embelli par des artistes chinois. Mais, dévoré d'ambition, animé surtout du désir d'exécuter la volonté de son père, dont la cendre reposait près de là, à l'ombre d'un arbre, le nouveau khan confia trois cent mille soldats à son neveu Bâti, en lui ordonnant de soumettre les bords septentrionaux de la mer Caspienne, avec les pays adjacents. Cette entreprise décida du sort de la Russie.

Dès l'année 1229, les *Saxins*, de même origine que les Kirghis, les Polovtsi et une partie des Bulgares, chassés par les Tatars des bords du Jaïk, s'étaient retirés en Bulgarie avec la nouvelle de l'irruption de ces terribles conquérants. Bâti fut quelque temps sans paraître : enfin, trois ans après, il vint hiverner dans les environs du Volga, non loin de la *Grande-Ville ;* et, pendant l'automne de l'an 1237, il livra aux flammes cette capitale des Bulgares, dont les habitants furent tous passés au fil de l'épée. A peine les Russes étaient-ils instruits de ces funestes détails, que les Mongols se font jour à travers d'épaisses forêts, pénètrent dans la partie méridionale de la principauté de Rezan, et dépêchent aux princes russes une *sorcière,* avec deux de leurs officiers. Iouri, frère d'Ingvar, Oleg et Roman, les princes de Pronsk et de Mourom, souverains de Rezan, se portent au-devant d'eux sur les bords du Voronége, dans l'intention de connaître les projets de

Bâti. Ce n'était plus, comme la première fois, des amis que les Tatars recherchaient dans les Russes : c'étaient des tributaires et des esclaves.

« Si vous voulez la paix, dirent les ambassadeurs, consentez à nous donner la dixième partie de tout votre bien. » — « Quand nous serons couchés sur la poussière, répondirent les princes avec fierté, vous pourrez le prendre tout entier. » Et ils renvoyèrent les députés de Bâti, qui allèrent à Vladimir faire la même demande à Georges (Iouri), qui en était alors grand-prince. Les princes de Rezan lui firent entendre que le temps était venu de combattre vigoureusement pour la patrie et la religion, et lui demandèrent de prompts secours. Mais Iouri, fier de sa puissance et de son titre, voulut seul écraser les Tatars. Il rejeta avec hauteur leurs insolentes propositions et leur abandonna Rezan. C'est ainsi que la Providence aveugle les hommes, lorsqu'elle se prépare à les punir.

Bâti s'avança alors à la tête de sa terrible armée vers la capitale, où Iouri s'était enfermé. Sur leur chemin, les Tatars ruinent de fond en comble Pronsk, Bielgorod, Igeslavetz, dont ils massacrent sans miséricorde tous les habitants. Ils assiégent Rezan et l'entourent d'une palissade, afin de rendre la fuite impossible aux assiégés. Pendant cinq jours, il coula des ruisseaux de sang. Les soldats de Bâti se renouvelaient sans cesse, tandis que les citoyens, obligés d'être continuellement sous les armes, accablés de fatigues, avaient à peine la force de se tenir sur les remparts. Le sixième jour, c'est-à-dire le 21 décembre, au lever de l'aurore, les Tatars préparent les échelles pour donner l'assaut et commecent à faire jouer les béliers; ils mettent le feu à la forteresse; et, à travers des torrents de flamme et de fumée, ils se précipitent dans les rues, où ils passent tout au fil de l'épée; le prince, sa femme, sa mère, les boyards, le peuple, tout devient victime de leur férocité. Avides du plaisir affreux de torturer les hommes, les barbares soldats de Bâti crucifiaient leurs prisonniers; ou bien, après leur avoir lié les mains, ils s'amusaient à les percer de leurs flèches. Ils profanaient la sainteté des temples en y violant les jeunes religieuses, les femmes et les filles de distinction, en présence de leurs maris et de leurs mères; ils brûlaient les serviteurs de Jésus-Christ, ou ils arrosaient les autels de leur sang. Bientôt toute la ville et les monastères des environs n'offrirent plus à l'œil épouvanté que des monceaux de cendres. Le carnage dura quelques jours, et le silence des tombeaux succéda aux gémissements du désespoir.

D'après une chronique, Ingor, l'un des princes de Rezan, se trouvait à alors Tchernigof avec un seigneur nommé Eupathius Kolovrat. A la nouvelle de l'invasion des étrangers, ce boyard vola au secours de son pays; mais Bâti en avait déjà quitté les frontières. Brûlant du désir de se venger de ses ennemis, Eupathius marche à leur poursuite avec mille sept cents braves. Il les atteint, fond sur eux, et, par le choc le plus impétueux, renverse leur arrière-garde. Frappés d'étonnement, les Tatars crurent que les morts de Rezan étaient ressuscités. Bâti demanda à cinq soldats faits prisonniers par son armée qui ils étaient. « Nous sommes, répondi-

« rent-ils, sujets du prince de Rezan et soldats de la troupe d'Eupathius; nous « avons reçu l'ordre de t'accompagner comme un prince illustre, et de la manière « dont les Russes accompagnent ordinairement les étrangers, avec des flèches et « des lances. » Cette poignée de héros ne put résister à un ennemi trop supérieur. Eupathius et sa valeureuse garde furent accablés par le nombre. Il y eut fort peu de prisonniers; et Bâti même, qui sut honorer un aussi rare courage, leur fit rendre la liberté. Cependant Ingor était revenu dans la province de Rézan, qui n'offrait plus à ses yeux qu'un affreux désert ou un cimetière immense. Dans ces lieux où naguère s'élevaient des villes florissantes, on n'apercevait plus que des monceaux de cendres et des cadavres rongés par les bêtes féroces ou les oiseaux de proie. Les corps des princes, des voïévodes, des nombreux guerriers, étaient couchés par rangs sur l'herbe gelée et couverts de neige. De temps en temps seulement on apercevait des hommes qui s'étaient enfoncés dans l'épaisseur des forêts, en sortir pour déplorer la ruine leur patrie. Ingor rassembla les prêtres échappés à la mort; on inhuma les cadavres en faisant retentir les airs du chant lugubre des funérailles. On eut beaucoup de peine à découvrir le corps de Iouri, qui fut amené à Rézan : le prince fit placer des croix de pierre sur les tombeaux de Féodor Youriévitch, de sa femme et de son fils, enterrés sur les bords de l'Osseter, où l'on voit encore de nos jours la fameuse église de Saint-Nicolas Zarasky.

Bâti rencontra près de Kalomna Vsévolod, fils de Iouri. Ce jeune prince, réuni à Roman Igorevitch, neveu de Iouri de Rézan, engagea un combat trop inégal. Jérémie, le plus illustre de ses voïévodes, le prince Roman, ainsi qu'une grande partie de leurs troupes, périrent sous le fer des Tatars, et Vsévolod se retira à Vladimir auprès de son père. En même temps, Bâti alla brûler Moscou, où Vladimir, second fils de Iouri, fut fait prisonnier. Philippe Haïnka, voïévode de cette ville, et tous les habitants, depuis les vieillards jusqu'aux enfants, furent égorgés sans pitié. Le grand-prince trembla; il reconnut, mais trop tard, combien étaient dangereux et terribles les ennemis auxquels il avait affaire. Il sortit de sa capitale, dont il laissa la défense à ses deux fils Vsévolod et Mstislaf. Iouri se retira dans la province d'Yaroslaf avec ses trois neveux, enfants de Constantin, pour aller camper avec sa petite armée sur les bords de la Site, qui se jette dans la Mologa. Il ordonna sur-le-champ des levées de troupes, attendant avec impatience l'arrivée de ses frères et surtout celle du prudent et brave Yaroslaf.

Le 2 février 1238, les Tatars parurent sous les murs de Vladimir. Le peuple vit avec effroi leur multitude innombrable et la rapidité de leurs mouvements. Vsévolod Mstislaf et le voïévode Pierre firent tous leurs efforts pour encourager les citoyens. Quelques chefs des Mongols arrivèrent avec un détachement de cavalerie jusqu'à la porte d'Or, et demandèrent si le grand-prince était dans sa capitale ou s'il était absent. Pour toute réponse, les Vladimiriens lancèrent quelques flèches; de leur côté, les ennemis en envoyèrent quelques autres, en

criant : « Suspendez le combat ! » En même temps les Russes eurent la douleur de voir sous leurs murailles le jeune Vladimir, fait prisonnier à Moscou par Bâti. « Reconnaissez-vous votre prince? » dirent les Tatars. Rien n'était, en effet, plus difficile, tant il était changé. Ses frères et les citoyens ne purent retenir leurs larmes; toutefois ils ne voulurent point montrer de faiblesse et écouter les propositions de leurs ennemis. Les Tatars s'éloignèrent, firent le tour de la ville; après quoi ils disposèrent leur camp vis-à-vis la porte d'Or aux yeux de tous les habitants. Les valeureux princes Vsévolod et Mstislaf soupiraient après la bataille. « Nous mourrons, disaient-ils, mais nous tomberons couverts de gloire, hors de cette enceinte. » Le voïévode Pierre opposait son expérience à cette impétuosité, car il espérait que Iouri, avec l'armée qu'il rassemblait, aurait le temps de sauver la patrie et la capitale.

Bâti envoya aussitôt une partie de ses troupes vers Souzdal, qui ne fit aucune résistance : dès qu'ils l'eurent prise, les Tatars, selon leur coutume, en exterminèrent toute la population, à l'exception des jeunes moines, des religieuses et des serviteurs de l'église, qu'ils firent prisonniers. Le 6 février, les Vladimiriens virent les ennemis préparer les balistes et les échelles, et, pendant la nuit, « entourer la ville d'une ville. » Les princes et les boyards sentirent que leur perte était inévitable. Il était temps encore de demander la paix ; mais, trop persuadés que Bâti ne voulait que des esclaves et des tributaires, mettant plus de prix à l'honneur qu'à la vie, ils résolurent de mourir de la mort des héros. On vit alors le spectacle le plus singulier. Vsévolod, sa femme, les seigneurs et un grand nombre d'illustres citoyens se rassemblèrent dans l'église de Notre-Dame; ils supplièrent l'évêque Métrophane de leur donner la tonsure monacale. Cette solennité se passa dans le plus grand silence. Les Russes prirent ainsi congé du monde et de la vie, tant la situation leur paraissait désespérée. Le 7 février, dimanche du carnaval, après les matines, l'assaut commença. Les Tatars se précipitèrent dans la ville neuve par la porte d'Or, par celle d'Airain, et par celle d'Irène, du côté de la Libède, enfin par la porte du Volga, du côté de la Kliazma. Vsévolod et Mstislaf se retirèrent avec leurs gardes dans la vieille ville, appelée Petcherni, tandis qu'Agathe, femme de Iouri, sa fille, ses frères, ses brus, sa petite-fille, une foule de boyards et de citoyens, se renfermaient dans la cathédrale. Les Mongols y ayant mis le feu, l'évêque s'écria à haute voix : « Seigneur, étendez votre bras invisible, et recevez en paix vos serviteurs ! » Puis il donna sa bénédiction à tous les assistants, en les dévouant à la mort. Les uns furent étouffés par des torrents de fumée, les autres dévorés par les flammes ou frappés par le fer. Car les Tatars parvinrent à enfoncer les portes du temple, où ils se précipitèrent malgré l'incendie, attirés par l'appât des trésors qu'ils savaient y être cachés. L'argent, l'or, les pierres précieuses, tous les ornements des images et des livres, devinrent leur proie, ainsi que les habits des anciens princes russes, conservés dans cet Église. Les soldats de Bâti, altérés de carnage, ne firent

que peu de prisonniers; et ce petit nombre même, traîné nu dans le camp tatare, ne tarda pas à y périr de froid. Les princes Vsévolod et Rostislaf, n'ayant plus aucun espoir de repousser l'ennemi, tentèrent, mais en vain, de se faire jour à travers les innombrables chariots des conquérants nomades qui occupaient de tous côtés les vallées et les collines : tous deux y trouvèrent la mort.

Après la conquête de Vladimir, les Tatars se partagèrent. Les uns allèrent à Gorodetz sur le Volga, à Galitch de Kostroma; d'autres marchèrent sur Rostof et Yaroslavle, où ils ne rencontrèrent plus de résistance. Pendant le mois de février, sans compter les villages et les bourgs, ils prirent quatorze villes de la grande principauté, qu'ils ravagèrent entièrement, et dont la population fut égorgée ou traînée en esclavage.

Cependant Iouri était encore sur la Site. A la nouvelle des malheurs de son peuple et de sa famille, du sort cruel de sa femme et de ses enfants, il pria Dieu de lui accorder la patience de Job. L'excès de l'infortune élève quelquefois les âmes les plus communes. Iouri, dans cette circonstance, montra la plus généreuse fermeté : oubliant sa douleur au moment décisif, il confia le gouvernement de sa garde à son boyard Yaroslaf, et se présenta au combat. Son avant-garde, composée de trois mille hommes sous les ordres de Doroïé, revint avec la nouvelle que déjà ils étaient tournés par les troupes de Bâti. Iouri, Sviatoslaf son frère, et ses neveux s'élancent aussitôt sur leurs chevaux et volent à la rencontre de l'ennemi. Les Russes se battent longtemps en désespérés, mais enfin succombent. Iouri fut tué, et le prince Vassilko resta prisonnier entre les mains des vainqueurs (4 mars).

Ce généreux fils de Constantin ne put supporter la honte de se voir traîné en esclavage. Épuisé par les héroïques efforts qu'il avait faits pendant la bataille, affaibli par la douleur, par la faim, il refusait la nourriture que lui offraient ses ennemis. « Sois notre ami, lui dirent les Tatars, et viens combattre sous les « drapeaux du grand Bâti. » — « Tigres altérés de sang, ennemis du Christ et de « ma patrie, répondit Vassilko, vous ne serez jamais mes amis. O peuple voué « aux ténèbres, il existe un Dieu; et tu seras anéanti, lorsque la mesure de tes « crimes sera comblée! » A ce discours, les Tatars tirent leurs épées; agités de fureur, ils grincent des dents. Le prince lève les yeux au ciel et prie le Tout-Puissant de sauver la Russie, l'Église orthodoxe, ainsi que Boris et Gleb, ses deux jeunes fils, et reçoit le coup mortel. Les Tatars jetèrent son corps dans la forêt de Schérensk. Cyrille, évêque de Rostok, qui revenait de Biélo-Ozéro, voulut voir le champ de bataille si funeste aux Russes. Là, parmi les monceaux de cadavres dont la plaine était jonchée, il tâcha de découvrir celui de Iouri. Il reconnut les habits de prince; mais la tête avait été séparée du corps. Cyrille recueillit avec respect ces tristes restes et les déposa dans l'église de Notre-Dame à Rostok. On y apporta également le corps de Vassilko, que le fils d'un prêtre avait trouvé dans la forêt. La princesse sa veuve, fille de

Michel de Tchernigof, l'évêque et le peuple, allèrent à la rencontre du convoi de ce brave prince, dont la bonté avait gagné tous les cœurs. Les annalistes parlent de sa beauté, de son regard serein et majestueux; ils louent son audace à la chasse, sa bienfaisance, son esprit, l'étendue de ses connaissances, et son affabilité envers les boyards. « Celui, disent-ils, qui l'avait une fois servi, qui avait mangé de son « pain et bu dans sa coupe, ne pouvait plus se décider à servir un autre prince. » Le corps de Vassilko fut enfermé, avec celui de Iouri, dans un même cercueil, où l'on plaça aussi la tête du grand-prince, lorsqu'on l'eut retrouvée.

Les nombreuses bandes tatares se portèrent précipitamment sur Novgorod. Après avoir pris Volok-Lamski, Tver, elles mirent le siége devant Torjek. Les habitants se défendirent pendant quinze jours avec le plus grand courage, dans l'espérance que les Novgorodiens leur prêteraient secours. Mais dans ces temps malheureux, chacun pensait à soi : l'effroi, la stupeur régnaient en Russie; le peuple et les boyards disaient que c'en était fait de la patrie, et cependant ils ne prenaient aucune mesure générale pour la sauver. Torjek tomba enfin au pouvoir des Tatars, qui ne firent de quartier à personne, car les habitants avaient osé leur résister (5 mars). L'armée de Bâti continua sa marche sur le Séliger [1]; les villages disparaissaient; et les têtes russes, disent les annalistes, tombaient sous le fer des Tatars, comme l'herbe des champs sous la faux tranchante. Bâti ne se trouvait plus qu'à cent verstes de Novgorod, où les fruits d'un commerce longtemps florissant pouvaient lui promettre un riche butin, mais tout à coup : effrayé sans doute des forêts et des marécages dont ces contrées sont couvertes, il se porta sur Kozelsk, dans le gouvernement de Kalouga. Cette ville, très-peu considérable, avait alors un prince particulier, encore enfant. C'était Vassili, de la famille des princes de Tchernigof. Sa garde et son peuple délibérèrent ensemble sur le parti qu'il y avait à prendre, et résolurent de se défendre. Pendant plus d'un mois, les Tatars assiégèrent la forteresse sans pouvoir ébranler par aucune menace la fermeté des assiégés. Enfin les murailles s'écroulent sous leurs coups, ils escaladent les remparts : là, ils sont arrêtés par les habitants désespérés, qui se battent armés de couteaux. Le massacre inutile d'un grand nombre de Tatars exaspéra leur chef. Le Khan fit passer au fil de l'épée tous les hommes désarmés, les femmes, les enfants, et donna à Koselsk le nom de méchante ville. Le jeune Vassili périt dans le désastre de sa petite principauté, et l'on dit qu'il s'était noyé dans le sang.

Rassasié de carnage, Bâti se retira pour quelque temps sur le Don, dans le pays des Polovtsi; Iaroslaf, frère de Georges, dans l'espérance que l'orage était passé, se hâta de quitter Kief et de se rendre à Vladimir, pour prendre le titre de grand-prince.

Après cette invasion, les Russes, livrés à la guerre civile, en préparèrent une autre encore en achevant de s'exterminer. Lâches contre les étrangers, ils

[1] Lac où le Volga prend sa source.

furent courageux contre la patrie. Les seuls habitants de Pleskof opposèrent à ce délire universel un langage et une conduite dont la sagesse excite plus que de la surprise, en brillant au milieu de cette barbarie ténébreuse. Iaroslaf, prince de Novgorod, leur demandait des secours contre la ville de Riga, nouvellement fondée, qu'il voulait attaquer et détruire, parce que, disait-il, on n'y était pas orthodoxe. Ces généreux citoyens répondirent au prince : « Tu es prudent; tu « sais que tous les hommes sont frères; chrétiens et infidèles, nous ne sommes « tous qu'une même famille. Il ne faut pas faire la guerre à ceux qui ne par- « tagent pas notre croyance, ni prendre sur nous de punir leurs erreurs; il est « bien plus sage de vivre en paix avec eux ; alors ils chériront notre douceur et « nos vertus; ils en seront touchés; et de l'amitié qu'ils concevront pour nous, ils « passeront à l'amour de notre religion. »

C'est au XIIIe siècle que les Russes parlaient ainsi; et c'est un moine, le patriarche Nicon, qui nous a transmis leurs paroles.

Iaroslaf, après la mort de son frère Iouri, désespérant de résister aux Tatars, avait jugé prudent de leur faire sa soumission. Il avait vu avec douleur le désastre de la ville de Vladimir, où son frère avait succombé sous leurs coups; et, les voyant dédaigner de s'établir sur les ruines de Vladimir, dès qu'ils s'en furent éloignés, il laissa son fils Alexandre à Novgorod, et vint « règner, » sous la suzeraineté de la Horde, dans la principauté de Iouri avec ce titre envié de grand prince, titre maintenant avili. Il commença, sous ce titre, ce qu'on appelle son règne, en 1238; règne qui dura jusqu'en 1247, et pendant lequel il ne fut, en réalité, comme son fils Alexandre, que le lieutenant russe des Tatars-Mongols.

Toutes les pricipautés russes, cependant, n'avaient pas encore reçu le joug de ceux-ci. Ils reparurent en 1239, et s'emparèrent de Péréïaslave et de Tchernigof. En 1240, Mangou-khan fut envoyé par Bâti pour faire une tentative sur Kief, où régnait Mikaïl. Ce lâche prince s'enfuit en Hongrie, après avoir fait assassiner les députés de Mangou. Bâti, indigné, vint lui-même faire le siége de cette ville. Malgré la bravoure du namesnik[1] Dmitri, qui la défendait, Kief fut prise, et les Tatars la remplirent de meurtres et de désolation. Après ces exploits, Bâti tourna ses armes contre la Pologne et la Hongrie[2].

Les peuples que les souverains de la Russie avaient soumis, et ceux qui voyaient leur agrandissement avec inquiétude, profitèrent de l'épuisement de cette nation

[1] Lieutenant pour le prince.

[2] Béla IV, fils d'André II, entreprit de les arrêter; il fut vaincu et se réfugia dans les îles Liburniennes. Les Mongols inondèrent la Hongrie et la dévastèrent; de là, ils continuèrent leur marche meurtrière vers l'Occident, réduisirent en cendres la ville de Breslau, et répandirent la terreur jusqu'à Berlin et Messein.

L'empereur et les cardinaux, instruits de la défaite de Béla et des progrès des Mongols, exhortèrent toutes les nations chrétiennes à servir les petits souverains de la Silésie. Un grand nombre de seigneurs et de chevaliers se rangèrent avec leurs vassaux sous les drapeaux de Henri, duc de la Basse-Silésie. L'armée des Occidentaux rencontra celle des Mongols à Wollstadt, non loin de Lieg-

pour l'attaquer. Les chevaliers porte-glaives, alors possesseurs de la Livonie et de l'Esthonie qui confinaient aux possessions russes, se liguèrent avec la Suède et le Danemark pour profiter des restes d'opulence que l'invasion des Tatars avait pu laisser à Novgorod. Ils furent complétement défaits (15 juillet 1240) sur les bords de la Néva par Alexandre, prince de Novgorod, à qui cette victoire fit donner le surnom de *Nevski*.

Cependant Bâti, vainqueur en Hongrie, était retourné dans le Kaptchak. Il exigea que Iaroslaf, grand prince de Vladimir, vînt lui rendre hommage à la horde. Celui-ci se résigna à cette démarche humiliante, et partit avec Constantin, l'un de ses fils. Le khan, satisfait de sa soumission, le combla d'honneurs et le reconnut comme le souverain principal de la Russie. Mais, quoique Bâti eût une pleine autorité sur les pays de sa domination, il reconnaissait la suprématie d'Oktaï, fils et héritier de Tchinghis, et il exigea que Iaroslaf fît partir son fils Constantin pour la grande horde des Mongols. Oktaï, chef de la grande horde, étant mort sur ces entrefaites, et Kaïouk, l'aîné de ses fils, lui ayant succédé, Iaroslaf reçut de Bâti l'ordre d'aller porter ses soumissions au nouveau souverain. Iaroslaf, forcé d'obéir, mourut en revenant dans sa patrie. Depuis ces actes manifestes de vasselage, aucun prince russe, jusqu'à Ivan III, n'osa se mettre en possession d'une principauté sans aller rendre hommage au khan, comme à son seigneur suzerain. On dit qu'ils prêtaient serment de fidélité au Tatar en se mettant à genoux, et dans des termes qui eussent dégoûté du trône des hommes qui auraient eu le moindre sentiment de dignité.

Mikaïl, fils aîné de Iaroslaf, succéda à son père dans la principauté de Vladimir (1247), toujours dans la dépendance des Tatars. Il n'y régna que deux ans, et en fut dépossédé par son oncle Sviatoslaf. Les princes russes continuaient ainsi à se déchirer entre eux. Mais, ayant différé de faire hommage de sa principauté au chef des Tatars, près duquel s'étaient rendus avec un servile empressement Alexandre Nevski et son frère André, le grand-khan déclara Sviatoslaf déchu, et conféra le titre de grand-prince de Vladimir à ce même André, qui n'était venu à la horde que pour faire sa soumission comme prince de Souzdal (1249). Devenu suspect au grand-khan, André ne tarda pas lui-même à être dépossédé de son titre; et il dut quitter Vladimir en fugitif, après environ trois ans de règne (1252). Ainsi « régnaient » en Russie, à cette époque, les descendants de Rurik.

Alexandre Nevski, prince de Novgorod, qui, après sa victoire sur les chevaliers

nitz; la bataille fut sanglante et se termina à l'avantage des barbares. Les paysans et les habitants des villes, saisis de frayeur, se sauvèrent dans les montagnes.

Les Mongols s'arrêtèrent sur les confins de la Silésie; les richesses de l'Occident n'étaient pas assez considérables pour tenter leur cupidité; d'ailleurs ils craignaient de trouver de trop grands obstacles dans l'alliance des princes de l'empire, et dans les places fortes qui défendaient les frontières de l'Allemagne. Koblaï, fils de Touli, l'un des chefs, tourna ses armes vers la Chine et fit la conquête de cet empire; le Japon ne dut le salut qu'à sa position.

porte-glaives, avait constamment suivi la politique de son père à l'égard des conquérants de son pays, en redoublant de soumission envers leur chef, se trouvait encore à la horde au moment où le Tatar avait privé André de la souveraineté de Vladimir. Jaloux avant tout de régner, plus que des droits de son frère et de l'honneur des princes russes, il accepta des mains du khan des Mongols l'investiture des principautés de Souzdal et de Vladimir, et dut, à sa servilité, d'y commander pendant le reste de sa vie (environ douze ans, de 1252 à 1263).

Un judicieux historien a découronné cette basse figure dont, depuis Pierre le Grand, on a exalté la gloire en haine des Suédois.

« Les Russes, dit-il, ont fait un héros et un saint de cet Alexandre; récapitulons ses titres de gloire :

« Jusques à lui, Novgorod ne s'était point soumise au joug des Tatars; il compléta leur ouvrage. Le tribut fut régularisé sous son règne. Après qu'il eût rendu hommage à Bourgaï, nouveau khan de la horde, on le voit ramener des officiers tatars, appelés *baskaks*, chargés d'évaluer les propriétés russes, d'établir et de lever les taxes. Alexandre veut être lui-même le gardien des *baskaks*, l'huissier des collecteurs. Les habitants de Novgorod, indignés, se soulèvent; ils ont pour les commander Vassili, fils d'Alexandre; ils se mettent en mesure de résister à l'oppression étrangère. Mais Alexandre n'écoute ni la voix de la patrie, ni celle de la nature : à la tête des Tatars, il combat ses propres sujets; vainqueur, il poursuit son fils et le chasse au delà de Pleskof; il livre à des bourreaux le posadnik de Novgorod; il fait couper le nez et les oreilles à un nombre considérable d'habitants; une foule d'autres expirent dans les supplices les plus douloureux; et l'ancienne capitale de l'empire est enfin réduite à payer le tribut aux Tatars.

« Alexandre, n'osant ni venger ni délivrer sa patrie, voulait satisfaire son goût pour la guerre. Aidé des Tatars, qui accompagnaient les baskaks, il tourna ses armes contre les Livoniens et les Suédois; il remporta sur eux, aux bords de la Neva, une victoire d'où il acquit le surnom *Nevski*... Il n'avait paru s'armer contre ses voisins que pour les soumettre au joug qu'il supportait avec tant de patience. Il mourut dans un froc : on en a fait un saint et le patron de l'ordre institué en 1725[1]. »

On peut dire, sans crainte d'être démenti, l'histoire à la main, que c'est au héros de la Néva surtout, à cet Alexandre Nevski, si cher aux Russes, qu'ils ont dû leur complète soumission à la grande horde, et l'affermissement en Russie de la domination des Mongols. Cette domination qui s'établit, comme on vient de le voir, au commencement du XIIIe siècle, ne finit que vers le milieu du XVe : elle se prolongea donc près de trois cents ans. Époque trop longue de honte

[1] Ou du moins *organisé*; car des historiens prétendent que c'est Pierre Ier, et non Catherine Ire qui l'a institué. — *Histoire universelle*, trad. de l'anglais, l. XXX.

et de misère, où l'on voit des princes sans noblesse et sans courage poursuivre avec férocité un pouvoir avili et réclamer tour à tour l'intervention du khan des Mongols, arbitre cupide et dédaigneux, qui se joue de l'ambition et de la faiblesse de tous.

Cependant les Tatars, conquérants de l'Asie, unis tant qu'ils eurent à vaincre, se divisèrent pour le partage (de 1260 à 1320). Les petits-fils de Tchinghis démembrèrent son vaste héritage; et Nogaï, l'un des plus célèbres généraux du khan de Kaptchak, s'étant révolté, se fit une domination particulière sur la côte septentrionale de la mer Noire, où les restes de la nation des Nogaïs, ainsi nommée du nom de son chef, habitent encore aujourd'hui les steppes qui s'étendent de Mélitopol à la moderne Kherson et jusque vers l'isthme de Pérécop.

Dmitri Ivanovitch, surnommé Donski, revêtu du titre de grand-prince de Vladimir en 1363, fut le premier qui, au milieu des divisions de sa propre famille, osa refuser au khan Kaptchak le tribut accoutumé. Un laps de vingt ans s'écoula en excursions réciproques entre les Russes et les Tatars.

Enfin ces derniers, pour rentrer en possession de leurs anciens droits, s'avancèrent vers l'embouchure du Voronèje, dans le Don, sous la conduite de Mamaï, grand khan, et au nombre, dit-on, de sept cent mille hommes. Dmitri, de son côté, passa le Don à la tête de quatre cent mille soldats, et, pour mettre ses troupes dans la nécessité de vaincre ou de périr, fit rompre les ponts. Mamaï fut battu et prit la fuite avec les débris épouvantés de son armée (1380). Mais de nouvelles hordes de Tatars ne tardèrent pas à reparaître dans les contrées couvertes des ossements des premiers. Moscou fut dévasté par eux; les habitants furent massacrés; et Dmitri, livré à l'isolement par la lâcheté des autres princes, vit ravager sa patrie sans pouvoir la défendre et la venger. Ce prince juste, brave et généreux, fut surnommé Donski, à cause de sa victoire sur le Don. Il mourut jeune, et passa avec rapidité au milieu de son siècle et de son pays barbare, comme un héros d'un autre âge, d'un autre climat et d'une autre société. Les chroniques contemporaines représentent Donski comme un prince plein d'amour pour la justice, sachant allier la douceur à la majesté, admiré des Tatars comme de ses sujets eux-mêmes. Cependant un grand nombre d'hérétiques furent par ses ordres noyés à Novgorod. Mais, dit-on, il subit, en cela, l'influence de son époque : excuse banale des erreurs et même des crimes de la puissance.

Vassili II Dmitriévitch, fils aîné de Dmitri Donski, suivit le plan de son père pour recouvrer et affranchir, en les réunissant à sa domination, les différentes principautés de la Russie. L'occasion était belle pour accomplir ce dessein. Timour-Lenk (Timour le Boiteux, — Tamerlan), autre dévastateur prédestiné, venait de surgir en Asie; ses attaques ébranlaient l'empire des fils dégénérés de Tchinghis-Khan. Ce conquérant s'avança jusque dans le gouvernement de Voronèje; il semblait diriger sa marche sur Moscou. La terreur se répandit de toutes parts : la perte du grand-prince paraissait certaine. Dieu suscita

le coup mortel à la horde de Kaptchak, qui depuis alla toujours en s'affaiblissant. Vassili II lutta contre le khan avec des chances diverses : mais la souveraineté des khans sur la Russie ne tarda pas à être rétablie; et l'on voit le successeur de ce prince, Vassili III, chassé du pouvoir par un compétiteur plus heureux, aller réclamer la protection du prince tatar. D'ailleurs, quant au tribut imposé jadis par les lieutenants de Tchinghis, on le payait quand on était faible, on le refusait quand on se sentait fort. Sa quotité devait varier selon les mêmes alternatives; mais il faut dire un mot de la nature et de la manière singulière dont ce tribut était acquitté.

A défaut de monnaie d'or et d'argent, que les Russes ne connaissaient pas encore, ils employaient d'autres signes représentatifs. Le premier était la peau de martre, *kouna*, qui n'était pas le soble ou la zibeline de Sibérie, cette contrée n'étant pas encore découverte. Il y avait vingt kounes ou peaux de martres dans la grivne.

Le vékokhe, autre monnaie, était l'espèce d'écureil que nous appelons *petit-gris*. Il y en avait vingt dans la kouna. On croit aussi que quatre rézans faisaient un vékokhe. Ce mot venait de *rézat* (tailler) : c'était apparemment un coupon du quart de la peau.

Des oreilles, et même des demi-oreilles, servaient pour de petits appoints. On appelle encore polouchko (demi-oreille) le quart de la *kopeika* ou sou russe. On avait aussi des *lobki*, fronts d'écureils, et des *mordki*, museaux de martres.

Tels furent, jusqu'à la fin du XIIIe siècle, les signes représentatifs de la richesse en Russie. Mais, sous le règne de Dmitri Donski, les Russes de la grande principauté remplacèrent les peaux de martres par une petite monnaie d'argent, dont ils prirent le modèle chez les Tatars. L'argent des Mongols n'était, dans leur ancienne patrie, ainsi qu'en Chine, autre chose que de l'écorce d'arbre et des morceaux de peaux; mais dans la Boukharie et le Kaptchak, ils avaient une monnaie d'argent qu'ils appelaient *tanga*, et une de cuivre à laquelle ils donnaient le nom de *poula*. Les Russes adoptèrent ces noms; il appelèrent leur monnaie d'argent *denga*, et celle de cuivre *pouli*. Cette dernière était déjà en circulation du temps du père de Dmitri; cependant, les plus anciennes monnaies d'argent qu'on connaisse furent frappées sous le règne du vainqueur de Mamaï, comme on l'appelle en Russie; elles pèsent un quart de zolotnik (la sixième partie d'une once russe), et portent l'effigie d'un cavalier. Dans un traité de paix conclu, en 1375, entre le prince de Tver et Dmitri, il est encore question de kounes; mais, dans les traités postérieurs, on comptait déjà par *altines* et par *dengas*[1].

Délivré de Timour, Vassili Dmitriévitch fit la guerre à Vitovd, prince de Lithuanie, qui s'était emparé de Smolensk. L'espoir de les détruire l'un par l'autre fit intervenir Boulak-Sultan, qui régnait alors sur les Tatars, dans la querelle de

[1] L'altine se composait de six dengas.

ces princes; la principauté de Tver avec la ville de Moscou eurent à souffrir de nouvelles incursions, toujours dévastatrices, et les Russes continuèrent de payer tribut aux Mongols pendant tout le règne de Vassili II, lequel mourut en 1425 : il avait porté trente-six ans le titre de grand-prince.

Des guerres extérieures, des guerres civiles, des attentats domestiques, des trahisons, des revers affreux et des retours soudains à la puissance remplirent le règne de Vassili III. Son oncle Iouri, ou Georges, voulut d'abord lui disputer son titre. Les deux prétendants convinrent de se rendre à la horde, c'est-à-dire à la cour du prince tatar. Vassili l'emporta. Le khan Oulou-Mahmet l'exempta même de tout tribut. Iouri en appela à la force, et marcha contre son rival avec une armée. Vassili, vaincu et renfermé dans Kostroma, ne put s'y défendre. Toutefois son oncle, usant plus noblement de la victoire qu'on ne devait l'attendre d'un homme si ambitieux, lui donna pour apanage la ville de Kolomna. La plupart des grands se rangèrent du côté du prince rétabli, ce qui fit recommencer les hostilités entre l'oncle et le neveu. Iouri mourut : Vassili continua la guerre contre ses cousins, les fit prisonniers et leur fit crever les yeux. Ce prince, si cruel avec ses proches, ne fut pas moins ingrat avec le khan Oulou-Mahmet, son bienfaiteur. Ce Tatar, vaincu et poursuivi par un autre khan, lui demanda vainement un asile. Cette lâcheté fut vengée. Trois mille Tatars rompirent, dispersèrent quarante mille Russes; et, s'étant retirés sur le Volga, ils y relevèrent les ruines de Kasan, devenue depuis cette époque le siége d'une domination redoutable, et contre laquelle la Russie eut à lutter longtemps (1438).

Trois ans après, l'indignation non encore assouvie d'Oulou-Mahmet, le ramena, le fer et le feu à la main, sur le territoire de Moscou. En 1445, Vassili tomba lui-même au pouvoir de ce khan des Tatars. Ici on voit une générosité qui étonne dans un barbare, car elle serait encore admirable chez tout homme éclairé. Désarmé par le malheur de ce prince, autrefois son hôte, maintenant son ennemi, Oulou-Mahmet le renvoya, se bornant à exiger une rançon que le Russe devait fixer lui-même. Mais la fortune fut plus sévère avec Vassili à son retour dans ses États. Surpris par un des fils d'Iouri, seul échappé à sa fureur, il eut les yeux crevés (c'était le supplice qu'il avait fait subir aux frères de son compétiteur), et se vit envoyé en exil au moment où il s'attendait à remonter sur le trône. Il y remonta plus tard. Son adversaire Chémiaka, abandonné de la victoire, fut contraint de chercher un asile chez les Novgorodiens. Vassili III, surnommé l'Aveugle, mourut en 1462, pleuré de ses sujets, qui l'avaient toujours aimé; ce qui fait supposer que l'administration de ce prince était meilleure que sa politique.

Telles sont les tristes vicissitudes qui, durant cette malheureuse période, occupèrent la royauté tributaire et les passions sans grandeur des descendants de Rourik. Mais une ère nouvelle commence avec le règne d'Ivan III. Cette civilisation dont la source antique existait dans l'Orient va recevoir une impulsion puissante, après avoir vu sa marche suspendue pendant près de trois siècles.

Ivan III le Grand. — Cette force secrète d'agrégation qui forme les grands empires et les rétablit, avait commencé à réagir au cœur de la Russie, lorsque Ivan III Vassiliévitch parvint à la puissance avec l'intelligence et la vigueur nécessaires pour profiter de ce mouvement (1462). La plupart des principautés formées des démembrements de l'empire de Rourik, étaient retombées dans les mains des héritiers de sa maison, soit par conquête, soit par fraude, soit enfin par un effet de la fortune et du temps, qui avaient épuisé et éteint les familles apanagées. Tel avait été le sort des villes de Souzdal et de Nijni-Novgorod sous l'aïeul et le père d'Ivan III; et tel fut, pendant son règne, le destin de Pleskof, ville libre et commerçante comme Novgorod, de Tver, de Tchernigof, de Severesk et de Riœsan. Ce mouvement, qui nivelait le terrain pour un pouvoir unique et despotique, descendit progressivement des princes indépendants et apanagés aux vassaux du grand-prince, et, sous Ivan IV, atteignit jusqu'aux nobles qui formaient l'aristocratie secondaire. Du xive au xve siècle, la Russie éprouva donc une révolution analogue à celle qui changeait, à la même époque, la face de tous les autres États de la chrétienté. Cette marche de la société politique, en associant la Russie aux destinées de l'Europe, contribua peut-être plus à l'empêcher de devenir totalement asiatique que sa religion, croyance faiblement et tardivement plantée, et trop contre-balancée par ses mœurs.

Cependant le principe de la succession au trône par droit de primogéniture était sauvé; et, chose singulière, il se fortifiait au milieu de toutes ces révolutions. Enfin les Tatars, usés par des dissensions intestines, et ayant jeté vers les régions du Midi la plus grande part de leurs hordes conquérantes, n'offraient plus une cause imminente de péril et de terreur. Supérieurement organisés pour parcourir le monde et le dévaster, ces peuples étaient peu propres à fonder une puissance durable. Le sol de la Chine, foulé et envahi par eux, neutralisa leur vertu belliqueuse; et ils reçurent, par les mœurs et par la paix, le joug qu'ils avaient imposé par la guerre et la violence.

En portant ses regards autour de lui, Ivan pressentit sa grandeur future. Il comprit que la gloire qu'il pourrait acquérir contre les ennemis extérieurs, le mettrait hors de pair avec les princes indépendants qui subsistaient encore sur le vaste héritage de Rourik : en conséquence, ce fut par les Tatars qu'il commença. Selon quelques auteurs, il n'aurait osé qu'en 1477 refuser au khan de Kaptchak le tribut payé par ses prédécesseurs[1]; mais il est suffisamment attesté par d'autres, que depuis son avénement au pouvoir jusqu'en 1465, il leur fit une guerre acharnée. Après huit ans de malheurs et de défaites, le khan Ibrahim demanda la paix au grand-prince. A la même époque, des troubles suscités dans Novgorod par l'ambition et l'amour d'une femme, fournirent à Ivan l'occasion d'anéantir à son profit l'antique liberté de cette république de marchands. Cette femme, que l'histoire

[1] Eichhorn, Spitzler, etc.

nomme *Marpha*, éprise d'un seigneur lithuanien, avait voulu faire passer sa patrie sous le joug de la Pologne ; et, pour plaire à son amant, sa frivole audace hâta la ruine de son pays. Devenue sujette, Novgorod-la-Grande perdit tous les jours de son domaine, de sa population, de son commerce et de ses richesses. Son asservissement au grand-prince fut consommé en 1475.

La même année, Akhmet, khan de la horde dorée, envoya des députés au grand-prince pour lui ordonner de payer le tribut. Ivan, pour toute réponse, fit mettre à mort les ambassadeurs du Tatar, à l'exception d'un seul, réservé pour aller annoncer à son maître que les temps de la servitude étaient finis.

De 1475 à 1480, le khan fit de vaines tentatives pour ressaisir le bout de la chaîne que le courage d'Ivan venait de briser : toutes les incursions furent malheureuses. Une alliance avec Casimir IV, roi de Pologne, et avec deux frères d'Ivan, André et Boris, ne lui rendit pas le sort des armes plus favorable, dans cette joute avec un prince qui avait le talent de la guerre autant que le génie de la domination. Il n'est pas besoin de dire que cette guerre se faisait d'une manière affreuse contre les anciens oppresseurs de l'empire : on massacrait tout, femmes, enfants et vieillards.

Les Nogaïs, ennemis de ceux de la horde dorée, entrés sur leur territoire pendant qu'ils étaient aux prises avec Ivan, exterminèrent ce qui avait échappé au fer des Russes, et mirent fin à cet empire subsistant sous des tentes depuis 1257.

Les succès du grand prince allumèrent des haines et suscitèrent des conspirations contre sa vie. Le prince Loukamtki, instrument d'un de ces complots, ourdi par Casimir IV, roi de Pologne, et qui avait pour but l'empoisonnement d'Ivan, fut trahi, et brûlé dans une cage de fer. La Pologne, à la suite de cet événement, soutint contre la Russie une guerre malheureuse. Au nord de l'empire, les chevaliers porte-glaives furent également battus et humiliés. Enfin Mikhaïl, prince de Tver et gendre d'Ivan, ayant mécontenté son beau-père et recherché l'amitié du roi de Pologne, vit ses États ravis et réunis à ceux du grand-prince, deux ou trois ans après la révolte.

La horde de Kasan, relevée, reparaissait dans une attitude menaçante (1486). Ivan marcha, la soumit, et investit d'une ombre de royauté le frère du prince qu'il venait de détrôner. Chassé par ses sujets, qu'il opprimait, puis remonté sur le trône, ce khan fit égorger un jour tous les marchands russes qui se trouvaient dans ses États, appela les Nogaïs à son aide, et, s'avançant dans les pays de la domination russe, se livra à ces affreuses dévastations si familières aux peuples qu'il commandait. Mais, parvenus sous les murs de Nijni-Novgorod, les Nogaïs et ceux de Kasan s'entre-battirent, et le terme de leur concorde fut celui de leur succès : ainsi tous les ennemis, comme tous les voisins d'Ivan, éprouvèrent les effets de son ambition ou ceux de son bonheur.

La pauvreté des nations qui vivaient le long de la mer Glaciale, ne put les soustraire à l'ambition d'Ivan. Les Vogoules ou Vogoulitches, peuplade aujourd'hui

misérable et avilie, étaient alors de courageux brigands, dont les incursions infestaient les rivages de la Kama, ou la Permie, pays qui tire son nom de l'ancienne Biarmie. Les Ouigours ou Igours, habitants des montagnes qui marquent les limites de la Sibérie, furent également soumis. C'était, à ce que tout indique, le même peuple qui, sorti de ses antres à la fin du IXe siècle, s'était enfin arrêté dans l'ancienne Pannonie, et lui avait donné son nom. Des vestiges de sa langue se retrouvent encore en Hongrie.

A la fin du règne d'Ivan III, la Russie avait commencé à redevenir un objet d'attention et d'intérêt pour l'Europe. Les Moscovites, étonnés, virent arriver dans leurs murs les ambassadeurs de l'empereur d'Allemagne, du pape et de la république de Venise, de la Pologne et du Danemark. Ivan signa des traités d'alliance et d'amitié avec tous ces princes. Les arts, renaissant en Italie, pénétrèrent sous les glaces du Nord à la suite de ces premières relations; et, venus de la Grèce à travers les contrées de l'occident, ils trouvèrent dans le septentrion des vestiges de civilisation qui avaient découlé de la même source. Des artistes et des ouvriers italiens, architectes, orfévres, fondeurs de canons, ingénieurs, furent invités à cette transplantation lointaine par l'attrait des grandes récompenses. Alors la capitale de la Russie s'embellit; les grands-princes commencèrent à dormir sous des lambris inconnus à leurs rudes ancêtres. L'aigle noire à deux têtes ne remplaça que sous Ivan Vassiliévitch IV le saint Georges à cheval qui jusque-là avait été le type armorial des souverains de Kief et de Vladimir, et que l'on retrouve encore sur plusieurs monnaies.

Vassili IV (Ivanovitch) suivit le cours des prospérités de son père contre les Tatars de Kasan et contre la Pologne, alors gouvernée par Sigismond, à qui il enleva la ville de Smolensk. De 1505, époque à laquelle il parvint au pouvoir, jusqu'en 1534, il consolida les bases de cette grande restauration qui devait s'accomplir, au prix de sanglants sacrifices, par les mains d'un prince auquel l'histoire doit une mention particulière.

Ivan IV Vassiliévitch, le Terrible. — L'extrême jeunesse des enfants de Vassili IV livra la Russie à tous les troubles et à tous les malheurs qu'entraîne ordinairement une régence. Hélène, mère des jeunes princes, gouvernant par ses favoris, ouvrit une large porte aux mécontentements et aux ambitions d'une noblesse inquiète. Cette princesse galante et cruelle fit crever les yeux à son oncle, dont les représentations l'avaient offensée. Puis elle mourut, laissant son fils âgé de sept ans, entouré de factieux, de corrupteurs et d'ennemis (1538). Tant que le prince ne fut pas en âge de se faire respecter, on ne vit parmi les grands qu'usurpations, complots et rivalités anarchiques. Une invasion du khan de Crimée fut à peine capable de les réunir un instant pour la défense de la patrie. Heureusement, cette faiblesse de l'enfance à laquelle ils insultaient dans leur maître futur, cessa plus tôt pour Ivan que pour les autres hommes. A peine âgé de quatorze ans, il étendit à la fois sur la tête de ses sujets le sceptre du roi et la

griffe du tigre : car il y eut deux êtres dans ce prince, le grand homme et la bête féroce. Parlons d'abord de l'un : il nous restera toujours assez d'espace pour faire connaître l'autre.

Depuis que la Russie était remontée au rang de nation indépendante, les Tatars se vendaient habituellement à la puissance la plus offrante parmi ses ennemis, et quelquefois aussi devenaient les stipendiés des grands princes contre la Pologne. Sous les deux règnes précédents, ils avaient été, par suite de ce système, dans une alternative continuelle d'alliance et d'inimitié avec la Russie. Les Tatars de Crimée, non moins mobiles et changeants, cessèrent de reconnaître la suzeraineté de la Russie après la mort du khan Saheb Ghireï, qui avait juré la plus rigoureuse fidélité à Vassili IV. Il fallut les soumettre une seconde fois. Plus d'une campagne et plus d'une victoire furent nécessaires pour les réduire, quoiqu'ils fussent aussi dégénérés de leur ancienne valeur que leurs khans eux-mêmes étaient dégénérés de la fierté des enfants de Dschingis. On avait vu l'un deux, Chikh-Aleï, tiré de la prison dans laquelle il avait langui, venir à Moscou sous la régence d'Hélène, et, de son front frappant la terre, implorer, du jeune prince et de sa mère, le pardon de la rébellion qui lui avait fait perdre sa liberté.

Lorsque Ivan, grâces à une formidable artillerie, et après un long siége, eut fait tomber les remparts de Kasan, dernier asile de la domination tatare, et exterminé l'immense population de cette ville, il se tourna vers ceux qui l'environnaient, et leur dit : « Enfin, Dieu m'a fortifié contre vous! »

Dès 1545, Ivan avait établi la milice des Strélitz, depuis si fameuse. Avant l'organisation de cette milice permanente, on ne connaissait pas en Russie de troupes réglées. C'étaient les nobles qui étaient obligés de servir. Les principaux d'entre eux faisaient, sous le nom de *voïévodes*, les fonctions d'officiers généraux, ou bien ils étaient *golovy*, chefs, ce qui répondait au rang de colonel; tout le reste était simple soldat. Les plus riches servaient à leurs frais; les autres recevaient une faible paie en argent et des fiefs nommés *pomestié*. On mettait dans les derniers rangs de la noblesse les *dvoriane gorodskié*, ou nobles de ville, et les *diéti boïarskié*, enfants boïards, ainsi nommés parce qu'ils servaient en campagne sous les ordres des boïards, comme les fils reçoivent les ordres de leur père; leur rang était inférieur à celui de la petite noblesse. Les possesseurs des fiefs etaient suivis de leurs paysans, mal vêtus, mal armés, privés de toute discipline. Chaque noble était obligé d'amener avec lui un nombre d'hommes de pied et de cavaliers proportionné à sa fortune en fonds de terre. Les cultivateurs, les habitants des villes et surtout les marchands, ne servaient que dans les grandes extrémités; mais quand l'État était menacé d'un danger pressant, ils prenaient les armes, et l'Église même fournissait des hommes et des chevaux. Ces usages furent longtemps ceux de l'Europe entière. La noblesse faisait communément seule toute la force des armées; elle combattait à cheval.

C'était le voiévode, ou gouverneur de chaque ville, qui levait les troupes

qu'elle devait fournir. Elles étaient composées de gens qui n'étaient pas engagés, qui exerçaient différentes professions, et ne pouvaient rester longtemps sous le drapeau. Tous ces hommes, rassemblés à la hâte, étaient armés chacun suivant sa volonté; ils ne savaient que se battre, et n'avaient aucune connaissance de l'art militaire [1].

On sent assez tous les défauts que devait avoir une telle milice; Ivan les reconnut et voulut les corriger. Dans ce dessein, il établit la milice des *srélitz*, qu'il serait plus correct d'appeler *strelsi* [2]. Il les fit exercer, les soumit à la discipline militaire, et remplaça l'arc, qui jusque-là avait été l'arme favorite des Russes, par le fusil. Une portion de ce nouveau corps était attachée à la garde du prince; le reste servait dans les armées. Telle est donc la première époque de l'organisation des troupes régulières en Russie, et en même temps celle que l'on peut considérer comme point de départ des accroissements de sa puissance au dehors, et des empiétements du pouvoir monarchique au dedans. On verra bientôt ce pouvoir, dénaturé dans son principe et même dans sa forme, offrir le spectacle, assez fréquent d'ailleurs dans l'histoire, mais nulle part assez remarqué, d'une nation qui perd à la fois son caractère primitif et sa liberté, à mesure qu'elle grandit en civilisation et en influence politique.

Ce fut peu après s'être ainsi appuyé d'une garde particulière, qu'Ivan le Terrible se fit couronner à Moscou d'une couronne qui passait pour être celle de Constantin Monomaque, empereur de Constantinople, et prit solennellement le titre de *tsar*, que, jusque-là (1547), aucun souverain russe n'avait porté, du moins constamment; et c'est à dater de cette époque que les monarques moscovites ont pris ce titre, non-seulement dans leurs relations avec les puissances étrangères, mais aussi dans les affaires de l'intérieur et dans tous leurs actes publics. Ce titre n'est pas l'abrégé du latin *cæsar*, comme plusieurs savants le croient sans fondement : c'est un ancien mot oriental, que les Russes connaissaient par la traduction slavonne de la Bible, donné d'abord par eux aux empereurs d'Orient, et ensuite aux khans des Tatars. Il signifie, en persan, trône, autorité suprême, et se fait remarquer dans la terminaison des noms des rois d'Assyrie et de Babylone, comme dans Phala*ssar*, Nabona*ssar*, etc. Dans les actes publics, faisant l'énumération de tous ses domaines, Ivan donnait à son empire le nom de *Russie Blanche*, c'est-à-dire grande ou ancienne, d'après l'acception de ce mot dans les langues orientales [3].

[1] Il en a été de même en France : c'est ce qu'on y appelait les *troupes des communes;* elles étaient à pied, et l'on daignait à peine en tenir compte.

[2] Au singulier, *streletz*, homme qui tire du fusil. LEVESQUE. — SPITZLER écrit *striellzi* et traduit par le mot *gardes*.

[3] Bayer, *in Origine Russorum.* — Dans la traduction slavone de la Bible, Saül et David sont nommés *tsars*, et on écrit *Kessar* pour *Cæsar*, ce qui prouve que *tsar* est tout à fait un autre mot. C'est là du moins l'opinion de Karamsin.

La lutte que le père et l'aïeul d'Ivan Vassiliévitch avaient soutenue contre les Tatars d'Astracan et de Crimée, recommença avec ce nouveau règne. Ces derniers profitèrent du moment où le monarque russe faisait contre les chevaliers porte-glaives de la Livonie une guerre très-laborieuse. Les Nogaïs s'offrirent comme auxiliaires par haine de ceux de Kasan; et, grâce à leur assistance, Ivan s'avança en vainqueur jusqu'à Islam-Kermen et Oczakof. Les Tchérémisses et les Tschouvatches furent réduits vers la même époque (1551), et tenus en respect par une forteresse que le tsar fit bâtir à l'embouchure de la Sviga, laquelle se jette dans le Volga.

L'aïeul d'Ivan IV avait, comme nous l'avons dit, tenté de soumettre les chevaliers porte-glaives, et de réunir à ses États un pays que leur dure administration rendait trop malheureux pour qu'ils y fussent solidement enracinés; mais le courage du grand maître Furstemberg, et la formidable artillerie qui hérissait les remparts de ses forteresses, neutralisèrent l'effet d'une considérable disproportion de forces numériques. Enfin, après une sanglante défaite essuyée par le prince russe, ce dernier, qui était venu en conquérant, s'estima heureux de pouvoir souscrire, avec les maîtres de la Livonie, un traité de paix pour cinquante ans [1]. Dans ce traité, le tsar s'était réservé l'ancien tribut que les paysans livoniens payaient à Novgorod. Ce long armistice entre deux voisins, dont l'un devait nécessairement détruire l'autre, finit en 1554 sans être renouvelé, et le tribut cessa d'être payé.

Tandis que des négociations étaient entamées pour savoir si l'on paierait ou si l'on ferait la guerre, le grand maître de Livonie s'était ménagé une alliance avec la Suède. Gustave Vasa rompit avec la Russie; mais à peine fut-il en marche, que le nouveau grand maître, Henri de Galen, fit lâchement la paix avec la Russie, et, restant en arrière, déclara sa neutralité (1557). Gustave Vasa, indigné, ne tarda pas à faire la paix de son côté, et abandonna à leur mauvaise destinée de si déloyaux alliés. Il faut ajouter que ce grand homme avait trouvé dans le monarque russe un jouteur assez rude et digne de lui. Délivré des Suédois, ce dernier se retourna vers la Livonie, plein de l'espoir de reculer les limites de sa domination du côté de la Baltique. C'était l'un des vœux de son ambition. Le successeur de Henri de Galen dans le poste alors si périlleux de la grande maîtrise, obtint des secours de la Pologne comme son devancier en avait obtenu de la Suède. Il avait de même, mais inutilement, sollicité l'appui de l'empereur d'Allemagne. Les Polonais, sous la conduite du prince Radziwill, se battirent avec la vaillance accoutumée des hommes de cette nation, sans rendre pour cela meilleures les affaires du grand maître, Gothard Ketler, homme tout disproportionné à un si lourd fardeau, et d'ailleurs contrarié par ses évêques, dont la turbulence ambitieuse déchirait le pays. Sentant avec effroi toute sa faiblesse, au moment où

[1] Nous avons suivi Eichhorn dans ce qui touche à cette guerre de Livonie, parce qu'il nous paru plus véridique que Levesque : ce dernier incline un peu trop à traiter favorablement les Russes dans la plupart de ses récits. Karamsin est plus prévenu encore, ainsi que cela doit être.

le tsar rentra en campagne, ce chef de l'ordre des porte-glaives donna la Livonie à Sigismond-Auguste, et se réserva seulement, à titre de fief relevant de la Pologne, les provinces de Courlande et de Semigalle, dont il fut le premier duc. La ville de Revel et l'Esthonie se mirent en même temps sous la protection de la Suède. Arendsbourg et l'île d'Œsel furent rendus par l'évêque, prince souverain de ce petit pays, au roi de Danemark, qui en fit un apanage pour le duc de Holstein, son frère.

Victorieuse ou vaincue, la malheureuse Livonie devait subir une dislocation politique, soit qu'elle succombât sous l'ambition d'Ivan, soit qu'elle demeurât en proie à l'avidité de ses alliés et de ses amis. Érik, successeur de Gustave Vasa, mit son assistance au même prix que Sigismond, c'est-à-dire qu'il demanda la ville de Revel et toute l'Esthonie. Ces deux pays se détachèrent en effet de la cause commune, et jurèrent obéissance et fidélité au gouvernement suédois (1561).

Ainsi se termina, dans la Livonie, le règne d'un ordre jadis fameux, dont l'antique existence est maintenant tombée dans la classe des traditions les plus négligées par l'histoire [1]. Ce fut une de ces puissances fondées par la force dans le chaos du moyen âge, et que la force détruisit de même, lorsque le pouvoir monarchique, ou la centralité despotique, se dégagea audacieusement de tous ces éléments d'oppression et de tous ces débris féodaux au milieu desquels elle s'était lentement formée.

La souveraineté des chevaliers porte-glaives se divisa alors entre cinq maîtres : Ivan Vassiliévitch de Russie, Éric XIV de Suède, Sigismond-Auguste de Pologne, le duc Magnus de Holstein, et Gothard Ketler, dit duc de Courlande et de Semigalle pour prix de sa renonciation.

Mais Ivan prétendait à la part du lion sur cette dépouille. Il commença par signer une trève de deux ans avec la Suède, afin de pouvoir tomber du poids de toutes ses forces sur la Pologne. La guerre continua jusqu'en 1571, avec des succès variés, plus épuisants que décisifs. Au bout de ce terme, le tsar et le roi de Pologne, également fatigués, convinrent d'une trève de trois ans. Il paraît même qu'Ivan abandonna sa part de la Livonie au duc Magnus de Holstein, avec l'espoir sans doute que dans des circonstances plus favorables il ne manquerait pas de prétexte pour dépouiller entièrement ce souverain, auquel il voulut reconnaître

[1] L'évêque Albert, qui bâtit, vers 1200, la ville de Riga, où il établit le siége de son évêché qui devint dans la suite archevêché et métropole de toute la Prusse et de la Livonie, fonda, à la même époque, l'ordre des *chevaliers de la milice du Christ*, ou *porte-épée*, auquel il céda le tiers des conquêtes qu'il venait de faire. Cet ordre, confirmé en 1204 par le pape Innocent III, se trouvant trop faible pour soutenir les efforts des païens de la Livonie, prit le parti de s'unir, en 1237, à l'ordre teutonique, qui nomma alors des généraux ou maîtres provinciaux dans la Livonie, sous les noms de *herméistes* ou *landméistes*. L'union de ces deux ordres les rendit si puissants, qu'ils étendirent peu à peu leurs conquêtes par toute la Prusse, la Livonie, la Courlande et la Semigalle; mais ils n'y réussirent qu'en assujettissant les peuples à un dur esclavage, sous le prétexte de leur conversion. (Koch, *Tableau des révolutions de l'Europe.*)

le titre de roi, sous la protection immédiate de la Russie. Cet arrangement satisfit les peuples : ils se livrèrent aisément à l'espoir d'être sous un seul maître indépendant de la Pologne, de la Suède et de la Russie, sans prendre garde au droit d'intervention, déguisé sous le nom de protection, que se réservait cette dernière puissance.

Les causes qui avaient forcé Ivan d'ajourner ses projets sur la Livonie étaient de nouvelles incursions des Tatars de Crimée, qui s'avancèrent ravageant les villes et les campagnes jusqu'à Moscou, et réduisirent en cendres cette résidence royale (1571). La Livonie fut pourtant subjuguée tout entière quatre ans plus tard. La Suède et la Pologne reprirent aussitôt les armes de concert, pour maintenir l'acte antérieur de partage; leurs préparatifs furent tellement imposants aux yeux du tsar, que dans son effroi, il eut recours à la médiation du pape Grégoire XIII. C'est alors que le jésuite Possevin fut envoyé à Moscou par le saint père, afin de négocier la paix qui se conclut entre les trois puissances du Nord. Ivan ne l'obtint que par le sacrifice douloureux de toutes ses conquêtes (1584). Mais la Livonie resta ruinée et dépeuplée; Ivan avait profité de ses premiers succès pour traîner dans ses États les hommes et les richesses de cette malheureuse contrée : le pape en fut pour les frais de sa médiation, car la promesse d'un retour au giron de l'église latine, dont Ivan l'avait flatté pour l'obtenir, eut tout l'effet qu'elle devait naturellement avoir, c'est-à-dire, qu'il n'en fut plus question lorsque l'heure du danger fut passée. Au reste, Ivan aurait pu alléguer, pour excuser son manque de parole, que la médiation du saint père avait manqué d'efficacité; car l'ambassadeur russe ayant été outragé et emprisonné à Stockholm, la guerre recommença bientôt entre les deux puissances. Cette guerre se termina, après des pertes également onéreuses de part et d'autre, par une nouvelle paix, pierre d'attente d'une querelle future.

L'organisation civile de l'empire, n'occupa pas moins Ivan que les guerres avec les puissances du Nord, ses voisines; et, sans doute, c'est plutôt comme législateur que comme conquérant, qu'il a mérité l'attention de l'histoire. A la vérité, il l'a bien plus méritée par ses cruautés affreuses; et, chez les écrivains de l'histoire du Nord qui appartiennent à cette époque, il est fameux sous le nom de *tyran Basilides* (fils de Basile ou Vassili). Mais, pour être impartial, il faut mettre en relief les bienfaits mêmes d'un tyran, ou, du moins, ses vues utiles.

Ivan III avait appelé des étrangers, et tracé la route que Pierre Ier suivit depuis, non pas avec plus d'habileté, mais dans des circonstances plus favorables. Il avait fait venir, d'Allemagne et d'Italie, des architectes, des fondeurs de métaux, des orfèvres, des ingénieurs, des mineurs, et enfin, des ouvriers dans tous les genres. Vassili IV et Ivan IV suivirent ses plans, et affectèrent à l'importation et à l'encouragement des industries étrangères des sommes considérables. Mais les vues de ce dernier furent plus vastes que celles de ses prédécesseurs. Ceux-ci n'avaient fait que jeter les germes; il sentit qu'il fallait préparer le terrain. La Russie avait des lois insuffisantes, car les codes de Iaroslaf et de Valdimir for-

maient probablement encore tout le corps de jurisprudence; et cet édifice, à demi élevé, tombait sous l'atteinte du temps. Ivan ne parvint pas à lerefaire en entier; il fallut laisser subsister des restes sauvages des anciennes mœurs dans les nouveaux établissements, et, par exemple, l'usage des combats judiciaires, qui se trouvaient alors abolis depuis longtemps dans tout le reste de l'Europe. Comme les superstitions du Nord étaient la source de ce mal, il était assez naturel que le Nord en fût infecté plus longtemps. Le recueil des lois qu'Ivan donna à ses peuples, après en avoir discuté les dispositions avec les députés de la noblesse, ut nommé *soudobnieck*, c'est-à-dire *manuel des juges*.

Ivan IV établit à Moscou la première imprimerie, et il obtint, de la reine Élisabeth d'Angleterre, les premiers docteurs, médecins et chirurgiens, qui aient exercé l'art de guérir dans ces vastes contrées, où, jusque-là, une espèce robuste avait su se passer de ces savants.

La Russie avait perdu son ancien commerce; l'invasion, ou plutôt, les invasions des Tatars avaient rompu ses relations avec l'Orient; et, les routes de la Grèce étant pour ainsi dire perdues, il fallait s'en frayer vers ces nations occidentales, héritières de l'antique civilisation repoussée du Midi par l'islamisme. Le hasard servit le tsar Ivan. Tandis que la jalousie des villes anséatiques se préparait à contrarier l'accomplissement de ses plans commerciaux, des Anglais jetés par un naufrage vers les côtes par où la Dvina tombe dans la mer Glaciale, devinrent les négociateurs du premier traité de commerce qui ait existé entre la Grande-Bretagne et la Russie. C'est au même événement que doit son origine cette ville d'Archangel, depuis si puissante et si célèbre par la vaste étendue de ses relations. Vainement Gustave Ier, qui voyait avec douleur cet essor de la Russie vers des entreprises propres à accroître la puissance d'une rivale déjà si redoutable, voulut mettre obstacle à ses amitiés commerciales; il ne fut écouté ni par le roi de Danemark, qui seul pouvait entraver la navigation de la mer Glaciale, ni par la reine d'Angleterre, protectrice trop éclairée du commerce de ses sujets pour vouloir lui prescrire des bornes. Enfin Ivan établit à Narva un marché où ne tardèrent pas d'accourir les Anglais, les Français, les Hollandais, les Lubeckois, et les trafiquants des autres villes anséatiques, malgré la défense rigoureuse que ces mêmes villes avaient faites à leurs sujets, quelques années auparavant, de commercer avec la Russie [1].

Mais la Russie pouvait se créer des rapports avec les nations occidentales sans répudier pour cela ses vieilles liaisons avec l'Orient, liaisons qui avaient été pour elle la source d'immenses avantages. Ivan le sentit, et chercha vers le sud-est ces routes depuis longtemps négligées, qui menaient dans les riches contrées de la Perse, de l'Inde et de la Chine. L'un des principaux résultats de cette tentative

[1] Les exportations qui se faisaient des ports de la Russie, sous le règne d'Ivan, et même avant la fondation d'Archangel, consistaient en poisson sec, en caviar, en colle de poisson, cire, suif, huile de poisson, laine, crin, chanvre, lin, bois de construction et blé. Le blé était surtout l'objet d'un grand commerce avec les pays du Nord, et même avec la France.

fut la découverte et la conquête de la Sibérie, événement curieux et singulier, dont nous parlerons tout à l'heure. Achevons le tableau du règne d'Ivan.

Les cruautés de ce prince offrent un terrible revers de médaille pour ses essais en industrie et en législation. Elles sont si affreuses, elles portent en même temps une telle empreinte de démence, qu'il reste difficile de comprendre comment elles ont pu être le fait d'un homme qui concevait des idées d'ordre et de justice, de vastes plans de civilisation et de perfectionnement. Ces contrastes dans un caractère n'attestent que la faiblesse de l'organisation humaine, et mettent en défaut toutes les règles de la philosophie expérimentale.

Ceux qui ont voulu pallier les crimes d'*Ivan le Terrible*, ont cru trouver des motifs d'excuse, ou du moins des causes d'explication de sa férocité, dans les humiliations et les malheurs auxquels l'insolence de quelques grands de la cour de son père avait exposé sa faible minorité. Mais, pour voir le peu que vaut cette apologie, il suffit de remarquer que, dès l'âge de quatorze ans, Ivan, ayant osé ressaisir sa puissance, exerça sur ses ennemis, et particulièrement sur Vassili Chouiski, une vengeance terrible, et commença dès lors cette longue suite d'atrocités que l'histoire peut mettre en regard de tout ce qu'elle impute aux monstres qui ont le plus déshonoré le trône et l'humanité.

Ivan avait, à l'âge de seize ans, épousé Anastasie, fille de Roman Iourévitch. Les douces vertus de cette princesse, supérieure à son siècle, ayant pris un heureux ascendant sur l'esprit de son époux, suspendirent l'explosion de son génie sanguinaire, et écartèrent de lui les méchants subalternes qui entretenaient ses fureurs. Mais, après la mort trop prompte de cette femme admirable, le lion, qu'elle avait enchaîné sur son sein, se réveilla plus terrible ; et la Russie trembla de nouveau.

Le nombre d'hommes, disons mieux, d'individus de tout sexe et de tout âge, qu'Ivan IV fit périr dans les supplices, passe l'imagination. Ce qui doit étonner bien plus encore, c'est qu'au milieu de tant de meurtres et de victimes, la nation désolée n'ait pas enfanté un vengeur, ni laissé un seul monument, un seul vestige d'indignation pour de si grands attentats. Il faut juger par là, nous ne dirons pas du respect, mais du culte religieux, de l'idolâtre dévouement de cette nation pour ses princes, ou de sa profonde servilité. Lorsque Pierre Ier, de non moins terrible mémoire, extermina les strélitz, cent cinquante ans plus tard, il ne s'éleva pas, du sein de tant d'horreurs, un seul cri, un seul vœu de malédiction et de vengeance contre sa couronne et sa tête. Lorsque Catherine II empoisonna et assassina tout ensemble Pierre III, son mari, pour monter sur le trône à sa place, les Russes se courbèrent devant cette usurpation. Enfin la Russie a eu beaucoup de Mirovitch, mais pas un seul Thrasybule.

Retiré dans la retraite menaçante et inexpugnable qu'il s'était fait bâtir au delà de Moscou, retraite nommée *Alexandrova Sloboda ;* entouré de nombreux satellites qu'il avait choisis dans les rangs les plus obscurs, pour devenir lestiges d'une

nouvelle classe de familles puissantes, Ivan dispersait par tout l'empire les ordres sanglants qu'il traçait dans les entr'actes de ses orgies. Ces hommes, nommés *opritchnikis*, lâches agents provocateurs, allaient dans toutes les provinces exécuter les ordres qu'ils avaient arrachés par des délations, et se venger des haines qu'ils avaient fait naître par l'oppression et par la terreur. Les dépouilles des victimes étaient pour eux. Une partie de l'ancienne noblesse périt par les calculs odieux des *opritchnikis;* ces débris engraissèrent cette nouvelle aristocratie de boue et de sang, dont une secrète réprobation poursuit encore la honteuse origine.

Les habitants de Novgorod, qui se souvenaient toujours de la liberté qu'ils avaient perdue, furent soupçonnés, pendant la première guerre d'Ivan contre les Tatars de Crimée, de vouloir profiter des circonstances pour se donner au roi de Pologne : cette antique et opulente cité fut presque dépeuplée par la vengeance du tsar. Ayant formé le dessein de se rendre dans cette ville, il commença par intercepter toute communication entre Novgorod et Moscou. Des soldats embusqués massacraient tous les voyageurs; ainsi, nul avis salutaire ne pouvait parvenir aux infortunés dont la ruine était conjurée. Quand le tsar partit d'Alexandrova Sloboda, un corps de Tatars le précéda pour lui préparer, par le fer et le feu, une route hérissée de ruines et humectée de sang [1].

Il arrive à Novgorod, affamé de carnage, et commence par entendre la messe. Au sortir de l'église, il entre avec son fils dans une enceinte construite exprès pour servir de théâtre à sa vengeance, et où les magistrats avec les principaux habitants avaient été renfermés. Tous deux, montés sur des chevaux vigoureux, se précipitent sur ces infortunés la lance au poing, et tuent jusqu'à l'épuisement de leurs forces. Le fer leur tombe de la main; mais le reste des victimes est livré aux *opritchnikis*, comme les restes d'un festin sont livrés aux chiens ou aux esclaves. Ensuite, les glaces du Volkhof sont rompues; et l'on y précipite les habitants par centaines. Il ne se passait pas de jour qu'il n'y en eût au moins cinq ou six cents de condamnés [2].

Le massacre ayant duré cinq semaines, le tsar déclara qu'il se trouvait assez vengé; il fit rassembler ce qui restait d'habitants, leur ordonna de lui rester fidèles, et se recommanda à leurs prières. Toute la contrée de Novgorod demeura dévastée : la ville n'a jamais pu se relever de ce désastre. Cette antique capitale, dont le nom seul inspire encore aux Russes une sorte de respect religieux, n'est plus qu'une espèce de village [3].

Les villes de Pleskof et de Tver, également accusées d'être d'intelligence avec la Pologne, furent aussi châtiées avec rigueur, mais non dépeuplées. Sur le

[1] Muller, *Hist. univ.*

[2] *Ibid.*, l. c.

[3] Lorsque Novgorod fut bâtie par les Slaves, les eaux peut-être n'avaient pas encore abandonné le sol sur lequel est fondée la nouvelle résidence des souverains; et des barques voguaient où s'élève aujourd'hui le palais des empereurs.

bruit de toutes ces fureurs et de tous ces meurtres, les malheureux habitants de Moscou attendaient le retour du tsar dans le silence de la consternation. Il arrive, il entre; et, aussitôt, quatre-vingts fourches patibulaires s'élèvent dans la place publique de la capitale; de nombreux instruments de supplice y sont apportés, de grands feux allumés, et l'eau bouillonne dans de vastes chaudières d'airain. A cet appareil chacun frémit au fond de son asile; mais bientôt trois cents citoyens, tous illustres par la naissance, et même des princes de la famille du tsar, sont tirés des cachots, et paraissent, portant l'affreuse empreinte des tortures qu'ils y ont déjà subies; traînés, poussés par des soldats cruels, ils arrivent à demi immolés sur le lieu de ces exécutions sanglantes. Les courtisans, devenus bourreaux, tirent, non pas leurs glaives, mais leurs couteaux; et pièce à pièce, emportent la première victime : c'était un secrétaire d'État qui venait d'être suspendu par les pieds à une potence. Après lui, un ancien trésorier de la couronne périt de la manière la plus horrible entre les mains du colonel de la garde et du général de la cavalerie, chargés conjointement de son exécution (1570).

Des femmes, des enfants, furent soumis à des tourments divers. On nettoya la place de leurs cadavres. On rangea devant le prince deux cents accusés : autant de courtisans leur tranchèrent la tête, en poussant des cris d'applaudissement et de joie. Enfin fut amené un vieillard vénérable, que le tsar perça lui-même de sa lance. Il se promena ensuite avec une tranquillité féroce; il examina froidement ses victimes, reconnut la tête du trésorier, l'insulta encore, et la trancha en deux de son épée. Lui-même se transporta dans les maisons des malheureux qu'il venait de faire périr, et fit appliquer devant ses yeux leurs femmes à diverses tortures, jusqu'à ce qu'elles eussent déclaré les trésors de leurs époux. Trois jours après, il fit encore trancher la tête à plusieurs personnages des mêmes familles; et portant sa fureur sur les restes inanimés de sa haine, il les frappa de sa hache. Les corps abandonnés sur la place furent déchirés, et les os dispersés par les chiens. Huit cents femmes furent noyées. C'était un jeu pour Ivan de voir lentement couper par morceaux, ou plonger à différentes reprises dans des chaudières bouillantes, ceux qui lui étaient suspects.

Dans la guerre de Livonie, ayant pris d'assaut la ville de Vittenstein, il en fit passer les habitants au fil de l'épée; mais le commandant, et tous ceux qui avaient pu se soustraire à la première fureur du soldat, furent, par son ordre, embrochés à des lances et rôtis impitoyablement (1578). Quelques années après, dans la même contrée, il traita avec la même férocité les habitants de Venden, dont l'héroïsme eût désarmé tout autre vainqueur. Ils avaient mis le feu aux poudres pour s'ensevelir sous les ruines de leur forteresse. Ivan fit pendre tous ceux qui n'avaient pu périr dans ce commun désastre. Il assiégea Volmar; la place fut prise d'assaut, et tous les habitants périrent dans les supplices.

Lorsque les Polonais, sous la conduite de leur brave prince Étienne Bathori, reprirent Polotsk et la Lithuanie, ils apprirent avec horreur les cruautés exercées

par les soldats d'Ivan sur les prisonniers. Les uns avaient été déchirés en morceaux; aux autres, on avait arraché les entrailles; d'autres avaient été plongés dans des chaudières d'eau bouillante, les mains liées derrière le dos. C'est ainsi que, suivant les mêmes auteurs, les Russes assiégés à Sokol remplirent de poudre et de poix le ventre des prisonniers; et, qu'après y avoir mis le feu, ils les jetèrent dans le camp des ennemis.

Lorsque ce terrible prince parut ployé sous le fardeau des ans, les boyards et la nation entière jetèrent un regard d'espoir sur son héritier; ils osèrent même conjurer le tsar de remettre à son fils aîné le commandement des troupes qui allaient marcher contre la Pologne. Ce vœu, si imprudemment exprimé, devint l'arrêt de mort de l'infortuné tsarévitch; son père le tua d'un coup de bâton ferré. Ce meurtre, ses causes et ses circonstances, ont été racontés diversement; mais le fait qui reste, c'est qu'Ivan tua son fils. Bourrelé par le remords, il voulut, dit-on, se faire moine par forme d'expiation; car il ne faut pas oublier de remarquer que cet homme, si cruel, avait le genre de religion et toute la religion que les prêtres enseignaient à cette époque, où l'on se rachetait de tout. Après ce dernier crime, Ivan fit distribuer de l'argent à tous les monastères; il envoya même des sommes considérables aux patriarches de la Grèce. C'est cette combinaison de tous les instincts de la férocité et de toutes les faiblesses de la bigoterie, qui l'a justement fait comparer à Louis XI. Au reste, ils ont des rapports politiques non moins frappants que leurs rapports moraux; car si l'un détruisit ses grands barons, l'autre anéantit les kniès ou grands boyards.

Ce prince cruel était aussi très-bouffon : autre rapport avec Louis XI. L'art facile autant que méprisable d'amuser la table par de grossières saillies fut à sa cour un moyen de parvenir. Mais ces avantages étaient compensés par des risques fâcheux; et plus d'un bouffon en titre, ayant manqué de justesse ou de mesure, resta sous la table, tué d'un coup de couteau; d'autres en furent quittes pour la perte d'une oreille. L'un d'eux, à qui le tyran venait d'imposer ce châtiment, se prosterna sans laisser échapper une plainte, et remercia *son maître* de cette marque de faveur.

Quelquefois, lorsque le tsar voyait une foule de peuple rassemblé, il faisait lâcher les ours les plus vigoureux et les plus voraces de sa ménagerie. Il riait avec son fils de l'effroi de ces malheureux poursuivis par ces animaux féroces, de la douleur des époux dont ils enlevaient les femmes, des cris des faibles mères qui voyaient souffrir et déchirer leurs enfants sans pouvoir les secourir. Si les parents des victimes de ce jeu barbare venaient se plaindre, on croyait leur faire grâce en leur donnant quelque argent et en les assurant que le prince et son fils s'étaient bien divertis.

Souvent, dans sa maison de plaisance, il faisait couvrir de peaux d'ours les malheureux qu'il voulait punir, lançait sur eux des chiens d'Angleterre dressés à cette chasse cruelle, et voyait avec joie déchirer ces objets de sa vengeance.

Si le tsar commettait de sang-froid de telles horreurs, quels devaient être les excès de sa cruauté quand elle était animée par la haine ou par le soupçon !

Mikaïl Vorotinski, dont tout le crime était de posséder la principauté de Pronok, et de pouvoir sur ce domaine rassembler plusieurs milliers de soldats, périt dans les plus affreux supplices; tous ses parents, toute sa race, furent exterminés avec lui. Lorsqu'il fut torturé, le tsar s'amusait à pousser lui-même des charbons ardents sous cet infortuné. Tel fut aussi le sort, et pour une cause pareille, d'un Chérémétef, seigneur de la ville de Kolomna. A défaut de griefs raisonnables et de motifs réels, on prétextait une conspiration contre la personne ou la puissance d'Ivan. C'était tantôt une opération de sorcellerie, tantôt quelques discours vagues. Les témoins et les bourreaux étaient toujours ce qui manquait le moins pour consommer la perte des victimes, attendu que c'était parmi les courtisans qu'on les trouvait.

Dans l'affaire de Chérémétef, la rage du tsar ne se borna pas à ce malheureux. Apparemment, il était aimé de ses vassaux : les habitants de Kolomna furent enveloppés dans sa ruine. Après avoir massacré la multitude, on renferma les habitants les plus considérables dans une maison qu'on fit sauter avec de la poudre; leurs femmes et leurs filles furent déshonorées avant d'être livrées à la mort. Les satellites du tsar dépouillèrent les femmes du peuple, et les chassèrent absolument nues dans un bois; là, elles trouvèrent deshommes apostés qui les poursuivirent et les déchirèrent à coups de fouet : la forêt retentissait des cris lamentables de ces infortunées. La veuve de Chérémétef fut renfermée dans un monastère, et sa famille fut détruite.

Arrêtons-nous : c'en est assez sans doute, quoique ce ne soit pas le *quart* de toutes les monstruosités que les historiens les plus impartiaux et les écrivains les plus tranquilles imputent à Ivan IV. La religion, la pudeur, l'enfance, la vieillesse, rien n'était sacré pour lui. Souvent les femmes de ses sujets, qui avaient le malheur d'être belles, inopinément enlevées, après avoir servi à ses plaisirs, puis à ceux des commensaux du palais, étaient rendues à leurs maris, si pourtant elles n'avaient pas succombé aux excès les plus infâmes; mais la plupart étaient tuées ou noyées; quelquefois les cadavres de ces infortunées étaient suspendus à la porte de leurs maris, ou placés à table devant eux pendant plusieurs jours. Excès de cruauté, de résignation également effrayants, également difficiles à croire, et également attestés par les témoignages les plus dignes de foi.

Quand il rencontrait quelque femme dans les rues, il lui demandait quel était son mari, d'où elle venait, où elle allait; et quand elle appartenait à un homme qui ne lui plaisait pas, il lui faisait attacher ses habits et jusqu'à sa chemise autour du cou, et l'obligeait à rester dans cette situation jusqu'à ce que lui-même, sa cour, sa garde et tout le peuple, fussent passés.

Enfin ce roi perfectionna l'espionnage, et dégrada autant qu'il fut en lui, par la terreur et la bassesse, le peuple qu'il voulut d'ailleurs tirer du chaos de la barba-

rie. Ces tentatives de civilisation faites avec succès, ces plans d'agrandissements suivis avec constance, ces lois réformées, ces arts étrangers appelés au sein de la Russie, ne sauraient faire oublier d'inconcevables fureurs. Si ces fureurs étaient toutes seules dans le règne d'Ivan IV, s'il n'eût été qu'un monstre, on dirait qu'il fut un fou furieux, un insensé sanguinaire, et la dignité humaine aurait moins à souffrir; mais il faut reconnaître que toutes ces atrocités sortirent d'une tête qui n'était pas sans vigueur, d'une tête assez vaste pour que toutes les idées pussent y entrer, même celles du bien. Aussi Ivan est-il resté une énigme pour l'histoire. Ainsi, il avait un esprit supérieur, des lumières et des connaissances unies à une éloquence peu commune, et il se livrait sans pudeur à la plus honteuse dépravation; doué d'une mémoire rare, il savait par cœur la Bible, l'histoire des Grecs et des Romains, celle de Russie, et ne s'en servait que pour y trouver d'absurdes interprétations en faveur de la tyrannie. « Il se vantait de sa fermeté, de son empire sur lui-même, dit Karamsin, parce qu'il savait rire aux éclats dans des moments de crainte et d'agitation intérieure. Il se vantait de sa justice, en punissant des mêmes peines, et avec un égal plaisir, le mérite et le crime; d'avoir l'âme élevée et véritablement royale, de savoir *conserver la dignité de son rang*, suivant ses propres expressions, en donnant l'ordre de mettre en pièces un éléphant qu'on lui avait envoyé de Perse, parce que cet animal n'avait pas voulu s'agenouiller devant lui; en faisant châtier de malheureux courtisans qui osaient jouer mieux que lui aux cartes ou aux échecs. Il prétendait avoir un esprit profondément politique en détruisant par système, à des époques déterminées et avec une sorte de froid calcul, les familles les plus illustres, sous le singulier prétexte qu'elles étaient dangereuses au pouvoir souverain; en élevant tout à coup à leur place des familles nouvelles et tirées de l'obscurité; en portant enfin une main dissolvante et exterminatrice jusque sur les temps à venir; car, semblables à ces nuées d'insectes malfaisants qui, après avoir couvert une contrée, y laissent la famine, la bande de délateurs, de calomniateurs, d'*opritchniks*, formée par ses soins, laissa, en disparaissant, le germe d'un mal profond parmi le peuple; et si le joug de Bâti avait abaissé l'esprit national des Russes, le règne d'Ivan fut sans doute bien loin de le relever. » Il eût pu dire, ce semble, qu'il acheva de l'avilir et le façonna pour des siècles à la servilité.

La voix des historiens s'élève unanimement contre le fils de Vassili. Karamsin lui-même, écrivain courtisan plus enclin à la flatterie qu'à la sévérité envers les princes, et qui, comme on l'a dit, ne s'élève contre les crimes des tsars que quand il lui est impossible de les pallier, ne peut s'empêcher de parler de ce « premier tsar » comme de l'un des plus féroces tyrans qui aient pesé sur l'humanité, et ne trouve pas une parole d'apologie pour les hideuses cruautés dont il est obligé de raconter un grand nombre d'après les témoignages contemporains les plus authentiques. L'habitude de répandre le sang était devenue chez Ivan le Terrible un goût et un besoin. Et il satisfaisait ce goût et ce besoin journellement : l'ardeur

libidineuse elle-même le cédait en lui à la cruauté; il lui fallait du sang avant tout. On compterait les filles et les femmes qu'il sacrifiait à la première de ses deux passions dominantes (on répugne à parler des garçons); on ne saurait compter les êtres humains qu'il sacrifia à la seconde. C'est sous lui aussi que prit naissance le proverbe russe : *Bliskô tsare*, *bliskô smerti* (proche du tsar, proche de la mort).

« Nous touchons à la description d'une heure grande et solennelle, dit Karamsin en terminant l'histoire de ce règne. Après avoir tracé la vie d'Ivan, nous allons voir sa fin, également étonnante, et faite pour effrayer l'imagination, car le tyran mourut comme il avait vécu, c'est-à-dire en exterminant les hommes. Peut-on croire à l'immortalité de l'âme, et ne pas frémir à l'idée de cette mort ? Ce moment terrible, que sa propre conscience et tant d'innocents martyrs lui avaient prédit, approchait en silence, bien qu'Ivan n'eût pas atteint un grand âge, et conservât, avec sa force d'esprit, toute l'ardeur de ses désirs. Il jouissait d'une santé robuste, et croyait pouvoir compter encore de longues années; mais quelle force physique pourrait résister à la tourmente des passions effrénées auxquelles il était en proie? Le délire continuel de la rage et de la crainte, le remords sans repentir, les odieux transports de la dissolution, les angoisses de la honte, une impuissante fureur dans les revers des armes, enfin le ver rongeur de l'infanticide, tourment anticipé sur celui des enfers, avaient, pour Ivan, excédé la mesure des forces humaines. Souvent il éprouvait une langueur douloureuse, symptôme précurseur de destruction; mais il luttait contre elle, et il ne commença à s'affaiblir visiblement que dans l'hiver de l'année 1584. A cette époque, parut une comète dont la queue avait la forme d'une croix. Le tsar s'étant rendu pour la voir sur l'*escalier rouge*, l'observa longtemps, et dit à ceux qui étaient près de lui : « Voilà le présage de ma mort. » Poursuivi par cette idée, il fit chercher en Russie et en Laponie des astrologues, de prétendus magiciens, en rassembla environ soixante, et leur assigna pour résidence une maison dans Moscou. Là, tous les jours, son favori Belski allait discuter avec eux au sujet de la comète. Bientôt Ivan fut attaqué d'une maladie alarmante. Ses entrailles commençaient à se corrompre, et son corps s'enflait. Dans le courant de février, il s'était encore occupé d'affaires; mais le 10 mars, on expédia un courrier pour retarder, à raison de la maladie du tsar, l'arrivée de l'ambassadeur polonais qui se rendait à Moscou : Ivan avait lui-même donné cet ordre. On assure que les astrologues lui ayant annoncé qu'il n'avait plus que quelques jours à vivre, c'est-à-dire jusqu'au 18 mars, il leur avait imposé silence, en les menaçant de les faire brûler vifs, s'ils avaient l'audace de répandre cette prédiction. Il conservait encore quelque espoir de se rétablir. Néanmoins il convoqua les boyards et dicta son testament, dans lequel il déclarait le tsarévitch Fédor héritier de la couronne. Il choisit cinq hommes marquants pour conseillers, chargés de veiller à la prospérité de l'État, et d'alléger à son successeur (faible de corps et d'âme), le fardeau des affaires : c'était le prince Ivan Schouiski,

célèbre par la défense de Pskof, Ivan Mstislavski, fils de la propre nièce du grand-prince Vassili; Nicétas Iourief, frère de la vertueuse Anastasie, première tsarine; Boris Godounof, et Belski. Par le même acte, il assigna la ville d'Ouglitch en apanage au tsarévitch Dmitri, encore en bas âge, et à la mère de cet enfant, dont il confiait l'éducation au seul Belski. En témoignage de sa gratitude envers les boyards et les voïévodes, il les y appelait ses amis, ses compagnons d'armes; il y exhortait son fils à régner avec piété, avec amour et charité (singulières recommandations dans sa bouche!), et lui conseillait, ainsi qu'aux cinq principaux dignitaires de l'État, d'éviter la guerre avec les puissances chrétiennes. Il parla des suites désastreuses de celle de Livonie et de Suède, déplora l'épuisement de la Russie, prescrivit une diminution d'impôts et la mise en liberté de tous les détenus, même des prisonniers polonais et allemands. Il semblait que, se préparant à quitter le trône et le monde, il voulût se réconcilier avec sa conscience, avec l'humanité, avec le Tout-Puissant. On eût dit que son âme, plongée jusque-là dans un criminel délire, revenait à elle-même; qu'il désirait préserver son fils de ses funestes exemples; qu'un rayon de la grâce éclairait, au bord de la tombe, ce cœur ténébreux et souillé; qu'au moment où l'ange de la mort lui apparaissait pour l'appeler à la vie éternelle, le repentir avait enfin trouvé place dans son cœur.

« Cependant, que faisait-il dans les moments où la maladie lui laissait quelque relâche? Un douloureux silence régnait à la cour, car toujours la cour pleure ou feint de pleurer un monarque mourant. Les familles persécutées, les veuves, les orphelins des innocents immolés par sa fureur, imploraient en sa faveur, l'assistance céleste; lui, touchant au seuil de la tombe, il se faisait porter dans un fauteuil à l'appartement qui renfermait ses trésors, il contemplait ses pierres précieuses. Le 15 mars, il les montrait avec satisfaction à l'anglais Horsey, lui expliquant, dans le langage d'un savant connaisseur, la qualité des diamants et des hyacinthes. S'il faut en croire encore un récit affreux, sa belle-fille, femme de Fédor, s'étant approchée pour lui prodiguer de tendres consolations, recula d'horreur et s'enfuit épouvantée de sa lubricité... Tel était ce pécheur repentant prêt à comparaître au tribunal de Dieu.

« Déjà les forces du tsar diminuaient sensiblement, et le délire de la fièvre égarait ses idées. Étendu sans connaissance, il appelait à haute voix le fils qu'il avait tué, il lui parlait avec tendresse. Le 17 mars, il se sentit un peu mieux par l'effet d'un bain tiède, et fit dire à l'ambassadeur de Pologne, alors à Mojaïsk, de se rendre promptement à Moscou. Le lendemain, au rapport d'Horsey, témoin oculaire de ses derniers moments, il dit à Belski : « Allez dire à ces imposteurs d'astrologues qu'ils se préparent à la mort; d'après leurs contes, c'est aujourd'hui que je dois mourir, et je sens renaître mes forces. » — « Attendez, répondirent ceux-ci, la journée n'est pas écoulée. » On prépara un second bain dans lequel il resta environ trois heures; ensuite il se coucha, et prit quelque repos.

Un instant après, il se lève, demande un jeu d'échecs; et, assis sur son lit, en robe de chambre, il dresse lui-même les pièces pour jouer avec Belski. Tout à coup il tombe, et ferme les yeux pour l'éternité... Un profond silence régnait au palais. Bien que tout le monde s'attendît à l'événement, on craignait de s'interroger. Ivan n'était plus qu'un cadavre inanimé, et il paraissait encore redoutable aux courtisans qui le regardaient sans oser en croire leurs propres yeux ni publier sa mort. Mais enfin la grande cloche du Kremlin retentit; on entendit crier : « Le tsar est mort! » Ses obsèques eurent lieu avec une grande pompe, dans l'église de Saint-Michel; et la terre reçut dans son sein les restes d'Ivan le Terrible. L'opinion des hommes était muette devant le jugement de Dieu; et, pour les contemporains, le rideau tomba sur la scène de cette existence. Les souvenirs et les tombeaux restèrent pour la postérité. »

Tel est, mot pour mot, le récit de Karamsin. Ivan avait eu successivement sept femmes. La dernière, Marie, de la maison de Nagoï, qu'il avait épousée en 1580, lui avait donné un fils, le malheureux Dmitri, dont le nom causa dans la suite tant de maux à l'État. Il laissait ainsi deux fils, Dmitri, âgé d'un peu plus de trois ans, et Fédor, qui en avait trente-sept.

Pour compléter ce tableau du règne d'Ivan, il nous reste à parler de la conquête de la Sibérie. Ce ne fut pas le moins important des événements qui signalèrent cette époque, ni surtout le moins singulier. Cette conquête, fruit de l'heureuse audace d'un chef de voleurs, ne pouvait être pure de cruautés ni de crimes, et pourtant il serait possible de la faire passer pour un exemple de morale à côté des expéditions commandées personnellement par Ivan.

Iermak Timoféïef, l'un des atamans ou chef des Cosaques du Don, avait longtemps désolé par ses déprédations les bords du Volga et ceux de la mer Caspienne. Les marchands et les ambassadeurs étrangers ne pouvaient plus traverser ces contrées. En 1577, des troupes envoyées par le tsar donnèrent la chasse à ces brigands, en détruisirent une partie, et dispersèrent le reste; mais le plus grand nombre de ces fugitifs remontèrent la Kama, sous la conduite du chef que nous venons de nommer. Arrivé à Orel, petite ville qui appartenait alors aux Strogonof, il obtint de ces riches marchands, qui trafiquaient déjà avec les Tatars de la Sibérie, des guides et des secours pour y pénétrer, et s'en rendit maître après avoir triomphé par une prodigieuse constance des obstacles qu'il trouva dans les barrières naturelles qui défendaient cette contrée, ainsi que dans la valeur de ses habitants.

Le nom de la Sibérie n'éveille ordinairement dans notre esprit que l'idée des glaces et des frimas; on se figure une terre malheureuse où l'homme, non plus le favori, mais le proscrit de la nature, épuise l'inclémence et le courroux de tous les éléments. Il y a de l'exagération dans ces notions généralement accréditées. La Sibérie n'est point le plus misérable de tous les pays. Le renne, supplément aux forces de l'homme, comme le bœuf et le cheval le sont ailleurs, y

nourrit de son lait, de son sang et de sa chair, le Sibérien, dont il porte les fardeaux. Des forêts immenses, abondantes en gibier, des rivières nombreuses, abondantes en poisson, fournissent encore des moyens de subsistance inépuisables. Enfin, les plaines méridionales de la Sibérie sont d'une étonnante fertilité.

Le sein de la terre prodigue d'autres trésors. Il renferme en grande quantité des dents d'éléphant; c'est l'ivoire fossile, débris d'un âge reculé et sans doute de quelque grande catastrophe physique; des mines abondantes, dont plusieurs fournissent de l'or, et d'autres des pierres précieuses. Ses riches fourrures, refusées au reste de la terre, sont l'objet d'une cupidité plus vive encore que les perles de l'Arabie ou les diamants de Golconde, et feraient seules la matière d'un vaste et opulent commerce pour cette contrée, si elle existait comme État indépendant.

On est d'abord frappé, dans l'histoire de cette conquête, du rapport qu'elle présente avec celle des Espagnols en Amérique. Ici, comme en Amérique, un chef, un Cortez sauvage, suivi de prêtres, et mêlant comme l'Espagnol les pratiques de la superstition aux actes de la férocité, forçant les soldats ivres de carnage et chargés de sanglantes dépouilles, à venir s'asseoir *à la table du saint sacrifice de la mes e*, subjugue des populations considérables, avec une poignée d'aventuriers audacieux; car Iermak, parti avec six mille soldats, acheva ses victoires avec moins de cinq cents. Il eut, comme les conquérants espagnols, toutes les ressources du courage, de la ruse, disons même, du génie, et il trouva, dans les Tatars, de plus redoutables adversaires que les sujets de Montézuma ou ceux des Incas.

Des deux côtés, les armes à feu produisirent le spectacle d'un grand étonnement parmi les naturels du pays; mais, au nord comme au midi, le dévouement le plus énergique et le plus touchant défend le sol natal envahi par des étrangers perfides et cruels. Les Sibériens, les Vogoules, les Kirghis, les Samoïèdes même, tant la patrie est chère au cœur de l'homme! luttaient pour leurs steppes inféccondes et pour leurs marais glacés, avec la même ardeur, avec la même intrépidité, que les Péruviens et les Mexicains pour leurs magnifiques contrées. Le résultat fut le même pour les uns et pour les autres. Quant aux conquérants, leur sort n'a pas été pareil. Christophe Colomb et Fernand Cortez, tous deux grands hommes, essuyèrent l'ingratitude et le mépris de leurs princes. Iermak, bandit féroce, que ses rapines et ses meurtres avaient destiné au glaive des lois alors qu'il cherchait la Sibérie, Iermak fut comblé d'honneurs et de grâces par le tsar. Il est vrai que ce chef de Cosaques, après avoir subjugué le pays et établi à *Sibir* le centre de sa domination, dépêcha vers le monarque russe un de ses officiers pour l'informer de ses aventures et lui faire hommage de sa conquête. Par cet acte d'une sagesse bien digne d'être remarquée, il obtint sa grâce, celle de ses compagnons, et assura la conservation de sa fortune.

Depuis la conquête, la Sibérie avait toujours été un pays très-misérable et très-négligé. Après la bataille de Pultava, Pierre le Grand y exila dix mille prisonniers

suédois, officiers et soldats. Ceux-ci, presque tous hommes de cœur et de mérite, forcés de lutter contre une nature avare et un climat rigoureux, y déployèrent tant d'industrie et d'énergie, qu'ils vainquirent tous ces obstacles, au delà de ce qui semblait possible. Des colonies de Russes, de Polonais, de Tatars, envoyées depuis par le gouvernement, ont continué les tentatives heureuses des Suédois, et sont parvenues, par la culture et le défrichement d'une partie des terres, et par l'accroissement de la population, à rendre habitable ce pays inhospitalier, qui pourrait être le centre d'un commerce brillant avec la Chine. Le gouvernement russe, qui n'a pas su coloniser et peupler entièrement la Sibérie, en a fait son enfer. C'en est un pour les condamnés habitués à d'autres latitudes; et c'est là, c'est aux environs de Tobolsk, que, de règne en règne, les victimes de leur propre ambition, ou des erreurs et des oppressions ministérielles, d'illustres exilés ou des criminels vulgaires, viennent expier leurs torts ou ceux de leur destinée.

FÉDOR Ier IVANOVITCH (de 1584 à 1598). — La dernière volonté du tsar, et l'usage qui depuis plusieurs règnes avait consacré la transmission du pouvoir du père au fils aîné, assurait l'empire à Fédor, premier du nom. Aussi faible de corps que d'esprit, l'héritier d'Ivan n'avait ni les vices cruels ni les qualités de son père. Il avait trente-sept ans quand il fut appelé à régner. « Les premiers jours qui suivent la mort d'un tyran, dit Tacite, sont les plus heureux pour les peuples. » Dans les ressorts détendus de la tyrannie, on croit qu'on va respirer. Mais un règne cruel prépare souvent un règne faible. Fédor n'avait aucun trait de la beauté mâle de son grand-père ni de son aïeul, rien moins encore de l'extérieur imposant et respirant la férocité de son père. Il était pâle; sa taille était petite, et son corps grêle. Le sourire était toujours sur ses lèvres; mais son visage n'avait pas la moindre expression. Il était lent dans tous ses mouvements. Une grande faiblesse de jambes le faisait marcher d'un pas inégal; en un mot, tout indiquait en lui un épuisement prématuré des forces physiques et morales. En voyant un souverain de cet âge, condamné par la nature à une éternelle enfance, et destiné à vivre dans la dépendance entière des grands ou des moines, on n'osait se réjouir de la fin de la tyrannie. La pentarchie, ou conseil suprême, établie par Ivan au moment de sa mort, et composée de cinq grands de l'État, était pour tous un objet de préoccupation. Le premier de ses membres (le prince Mstislafski) n'avait de mérite que son rang et sa naissance; on vantait la probité du second, la fermeté et les talents militaires du troisième; mais on détestait le quatrième (Belski), esprit souple et rusé, premier favori d'Ivan IV; et les qualités éminentes du dernier (Boris Godounof), excitaient l'espoir des uns et la crainte des autres. On se rappelait qu'il avait eu l'adresse de capter et de conserver les bonnes grâces du tyran, sans jamais participer à ses crimes.

Dès la première nuit qui suivit la mort d'Ivan IV, le conseil suprême bannit de Moscou ou emprisonna les plus féroces partisans de la tyrannie. Les Nagoïs, parens de Marie, veuve d'Ivan, soupçonnés de vouloir porter au trône son jeune fils

Dmitri, furent gardés à vue; les boyards et les dignitaires prêtèrent serment à Fédor. Les canons étaient braqués sur toutes les places, des détachements parcouraient les rues; et on convoqua les États-Généraux, composés du haut clergé, de la noblesse et des notables, pour donner un caractère plus imposant aux mesures demandées par les circonstances. Afin de gagner le peuple, on eut soin de mettre en discussion les moyens de diminuer les impôts, à l'instant où on reléguait à Ouglitch la veuve d'Ivan IV, avec son jeune fils Dmitri, son père, ses frères et tous les Nagois, en lui accordant une cour, des enfants boyards et des strélitz pour sa garde. Belski, menin de Dmitri, ne voulut point partager cet exil, et resta dans le conseil. Bientôt un bruit sourd l'accuse d'avoir empoisonné Ivan, et de vouloir encore empoisonner Fédor et tous les boyards, pour porter au trône son ami Godounof. Tout Moscou se soulève; vingt mille hommes avec de l'artillerie marchent sur le Kremlin, pour se faire livrer le prétendu traître, qui, après quelques pourparlers, fut exilé à Nijni-Novgorod, dont il prit le gouvernement. Après cette émeute, œuvre de Schouiski, il semblait que le prince Iourief, oncle du faible monarque, dût prédominer dans le conseil suprême réduit à quatre membres; mais Godounof avait sur sa sœur Irène autant d'empire que celle-ci sur son royal époux : Godounof gouverna le tsar par Irène et l'empire par le tsar, trop heureux de trouver un homme capable qui voulût bien le décharger entièrement du fardeau des affaires. Ce favori, âgé de trente-deux ans, se vit alors investi de toute la confiance du monarque et d'un pouvoir absolu ; et, dès ce moment sans doute, il se promit d'arriver au trône où il parvint dans la suite. Son premier soin fut de jeter en de lointaines prisons les auteurs connus de l'émeute de Moscou.

Le couronnement de Fédor n'eut lieu que le 31 mai. Le même jour, il diminua les impôts, rendit les biens et la liberté à des citoyens incarcérés depuis près de vingt ans, délivra tous les prisonniers de guerre, et conféra le titre de boyard à onze princes, parmi lesquels on voyait deux Schouiski et trois Godounof, arrière-cousins d'Irène. Il donna au prince Ivan Schouiski tous les revenus de Pskof, naguère sauvé par ses talents et son courage. Mais ce fut sur son beau-frère Godounof que le monarque épuisa toute sa munificence ; il le nomma *grand-écuyer, grand boyard-allié, lieutenant des deux royaumes de Kazan et d'Astrakhan ;* il lui donna les meilleures terres et les revenus des provinces de la Dvina et de la Vaga, toutes les belles prairies de la Moskva, avec tous les bois et les ruches qui en dépendaient; il ajouta à son traitement annuel plusieurs revenus de la couronne. Tout cela, joint à la fortune personnelle de Boris Godounof, le mettait, dit-on, en état de lever et d'entretenir à ses frais une armée de cent mille hommes. Il espéra décourager ses envieux par l'excès de ses richesses et de sa puissance, et gagner le peuple par la sagesse et la générosité de son administration.

La pentarchie établie par Ivan disparut comme une ombre; il ne resta que l'ancien conseil du tsar, où les trois pentarques se confondirent avec les autres

boyards; mais Godounof, décoré du titre de régent, gouvernait sans partage. Partout les fonctionnaires incapables furent remplacés, les employés mieux payés, mais menacés du dernier supplice en cas de forfaiture ou d'exaction, et l'armée réorganisée. La longue révolte des Tchérémisses fut apaisée par la voie de la persuasion, et leur pays bridé par de nouvelles et nombreuses forteresses. En même temps, il envoyait des troupes reconquérir la Sibérie, subjuguée par quatre cent cinquante Cosaques, sous le dernier règne, et perdue peu après. Il continua les relations amicales d'Ivan IV avec l'Angleterre, et soutint la dignité de son prince dans les négociations avec la Pologne. Durant seize à dix-sept mois, Godounof, qui avait subjugué les deux plus illustres seigneurs Nikita Iourief et Ivan Mstislafski, méprisa ses ennemis. Mais, après la mort d'Iourief, le faible Mstislafski se laissa entraîner dans la faction ennemie, qui projeta, dit-on, d'assassiner le régent. Vrai ou supposé, ce complot ne coûta la vie à personne. Godounof se contenta de reléguer Mstislafki dans le couvent de Kirilof; d'autres furent exilés dans les provinces, et d'autres emprisonnés; mais les Schouiski, amis du métropolitain, ne furent pas inquiétés. Cet acte de justice, ou ce coup d'Etat, était, certes, d'une remarquable douceur, après les boucheries d'Ivan IV. Toutefois, la cour en fut émue, et les amis des exilés se demandaient si la sévérité ou la politique du régent s'en tiendrait là : l'un d'eux, Michel Golovin, passant en Pologne, conseilla à Étienne Battori d'attaquer la Russie. Toutefois, les négociations se prolongèrent parce que, d'un côté, les seigneurs polonais se refusaient aux grands desseins de leur roi, et que, de l'autre, Godounof attendait que l'âge eût affaibli lé génie de Battori; un armistice fut conclu avec la Suède, un traité de commerce avec le Danemark, et un ambassadeur russe fut envoyé à l'empereur Rodolphe. Les ministres autrichiens lui communiquèrent le plan d'un partage des États d'Étienne Battori; mais cette ouverture n'aboutit à rien. Quoique le sultan Sélim eût dirigé contre Astrakhan une expédition qui avorta, et que Soliman eût tenté d'ameuter les hordes tatares contre les Moscovites, et eût encore prêté des forces au khan de Crimée, l'éloignement des deux empires, séparés par des steppes, et les besoins réciproques du commerce, entretinrent toujours la paix entre les deux couronnes. Plusieurs fois même, ce fut par l'autorité du sultan que le tsar arrêta ou prévint les desseins hostiles du khan. Néanmoins, Godounof n'hésita pas à recevoir la soumission d'Alexandre, prince de Géorgie, qui se déclara tributaire de la Russie, malgré les prétentions des Turks, qui le tenaient pour sujet. Il souscrivit à un traité d'alliance que proposa la Perse, alors en guerre avec la Turquie. Au milieu de toutes ces affaires, le régent ne négligeait aucun détail de politique intérieure; il embellissait les villes anciennes, et en bâtissait de nouvelles jusque sur les rives de la mer du Nord (Archangel), et dans la Sibérie. Son administration était ferme, et surtout habile et généreuse; cependant on ne lui pardonnait ni sa fortune, ni ses succès; on l'accusait de tyrannie. Pour n'être pas obligé de se soutenir par la

terreur, il essaya de se réconcilier avec les Schouiski; mais ceux-ci, ligués avec le métropolitain Dionisi, tentèrent de le renverser, en faisant répudier sa sœur Irène par Fédor, à qui elle n'avait pas encore donné d'enfants. Averti à temps de ce complot, Godounof fit accuser les Schouiski de conspirer avec les marchands de Moscou contre le tsar. Une commission extraordinaire envoya les nobles dans des couvents, où furent secrètement étranglés les deux principaux Schouiski; les marchands eurent la tête tranchée sur la place publique. Un pareil exemple devait suffire à la noblesse et au peuple; il restait à châtier le clergé, et Godounof en saisit l'occasion. Le métropolitain et l'archevêque Varlaam l'ayant accusé de tyrannie, il les déposa et les relégua dans des monastères, et procura la dignité métropolitaine à un homme mieux disposé pour lui.

Étienne Battori étant mort le 12 décembre 1586, les seigneurs polonais et lithuaniens se divisèrent en trois factions; l'une portait Sigismond, héritier présomptif de la couronne de Suède et beau-frère de la veuve de Battori; l'autre se déclarait pour Maximilien d'Autriche; la plus nombreuse, pour Fédor. Mais, après de longues et orageuses négociations, les ambassadeurs moscovites refusant toujours certaines concessions relativement au classement futur des titres du monarque et à sa conversion exigée par leurs partisans, les voix se réunirent enfin sur le prince de Suède, qui fut couronné, le 16 décembre, à Cracovie. Tout ce que les députés russes obtinrent, ce fut une trêve de quinze ans entre les deux États. L'union intime de la Suède et de la Pologne inquiéta beaucoup Godounof, qui chercha vainement un allié en se rapprochant de l'Autriche. Enfin, il voulut prouver, en combattant la Suède, qu'il joignait le génie de la guerre à celui de l'administrateur et du diplomate. La trêve expirait au commencement de 1590: les conférences, pour la prolonger, n'amenèrent que des accusations réciproques et une déclaration de guerre. Godounof rassembla, de tous les points de l'empire, une armée de trois cent mille hommes et trois cents pièces d'artillerie; il entra en Finlande et en Esthonie, et bientôt les Suédois achetèrent une trêve d'une année, en abandonnant leurs précédentes conquêtes jusqu'à l'ancienne frontière.

Se flattant de disposer toujours de la puissance ecclésiastique par le métropolitain, sa créature, Godounof voulut lui procurer le titre plus imposant de patriarche. Dès 1586, Joachim, patriarche d'Antioche, étant venu recueillir des aumônes à Moscou, avait promis, pour complaire au régent, d'inviter un concile de l'Église à donner un patriarche à la Russie; il le fit, et réussit. En 1588, Jérémie, patriarche de Jérusalem, arriva à Moscou avec les pouvoirs nécessaires. Il demanda pour lui-même cette charge brillante; mais il consentit à sacrer le métropolitain Job, lorsque Godounof lui eut remontré que, ignorant la langue russe, il ne saurait communiquer que par interprète avec le tsar, qui ne pouvait ainsi ouvrir sa conscience à un tiers. Pour la forme, le régent fit élire, le 23 janvier 1589, par un concile national, Job, qui fut sacré le 26. On déclara que le

patriarche de la troisième Rome (Moscou), prendrait rang après ceux de Constantinople et d'Alexandrie, et avant ceux d'Antioche et de Jérusalem; puis l'empereur et les deux patriarches, c'est-à-dire Godounof, réglèrent que la Russie aurait désormais quatre métropolitains, à Novgorod, à Kazan, à Rostof et à Kroutisk; six archevêques, à Vologda, Souzdal, Nijni-Novgorod, Smolensk, Rezan et Tver; et huit évêques, à Pskof, Rjef, Oustioug, Biéloozéro, Kolomma, Dmitrief, et dans le pays de Séversk.

Godounof, ayant terrassé ou réduit au silence ses ennemis, et rempli la cour, le conseil et les tribunaux de ses créatures, disposant à son gré du monarque et du chef de l'église, prévit que sa fortune et peut-être sa vie tenait à la fragile existence d'un prince valétudinaire, et qu'il n'y avait pour lui d'asile assuré que le trône. Mais entre le trône et lui s'élevait le jeune Dmitri, âgé de dix ans, relégué à Ouglitch avec sa mère et ses oncles, les Nagoïs. Godounof résolut alors d'écarter cet obstacle. La gouvernante du prince et son fils se chargèrent de l'empoisonner : comme le crime tardait à s'accomplir, des courtisans eurent mission de l'aller assassiner, et furent, à cet effet, nommés inspecteurs du palais d'Ouglitch. Mais, effrayée de leur arrivée, Marie veillait sur son fils avec la vigilante sollicitude d'une mère justement alarmée. Un jour pourtant, elle le perdit de vue un instant; la gouvernante le porta à Biatofski, le chef des sicaires, et ils l'égorgèrent; mais le peuple d'Ouglitch les massacra tous, et les autorités envoyèrent au tsar la gouvernante, avec un rapport véridique où Godounof était signalé comme l'auteur de ce complot. Le régent s'y attendait; ses agents enlevèrent le courrier et ses dépêches; il en fit une autre où l'on déclarait que Dmitri s'était tué lui-même avec un couteau dans un accès d'épilepsie. Une enquête, faite sur les lieux par des créatures de Godounof, confirma cette déclaration mensongère, et amena la condamnation et l'emprisonnement en des pays lointains des Nagoïs et de tous les officiers du jeune prince, dont la mère, forcée de prendre le voile, fut reléguée dans un couvent près de Tchérépovetz. Le même document accusait les habitants d'Ouglitch d'avoir assassiné sans motif de paisibles officiers du tsar. Deux cents subirent le dernier supplice; d'autres eurent la langue coupée; quelques-uns furent exilés, la plupart déportés en Siberie; et cette ville, qui avait cent cinquante églises et trente mille habitants, devint un désert pour avoir ignoré et traversé les desseins du régent. Tout cela se fit en vertu d'une décision du concile assemblé pour cette affaire, et sur des sentences rendues par le conseil. Pourtant la vérité avait percé sourdement; mais deux grandes occasions présentèrent au régent les moyens de recouvrer l'affection et la reconnaissance du peuple. Un incendie, que quelques-uns attribuent à sa politique, dévora toute la capitale, hors le Kremlin et le quartier des nobles. Aussitôt Godounof prodigua ses trésors à tous les malheureux, et fit rebâtir à ses frais des rues entières. Peu après, le khan de Crimée, Gazï Ghiréï, soutenu par les Nogoïs et les Turks d'Azof, et poussé par le sultan et le besoin du pillage, feignit de se préparer à

une incursion en Lithuanie, et, tournant toutes les villes qui auraient retardé sa marche, conduisit cent cinquante mille hommes jusque sous les murs de Moscou. Les principales forces de l'empire étaient alors près des frontières de la Suède; on ne pouvait les rappeler à temps; mais l'activité du régent pourvut à tout. Une nouvelle armée s'assembla en toute hâte dans un camp créé tout à coup près de la capitale déclarée en état de siége. Les décharges d'une nombreuse artillerie tinrent les Tatars à une distance respectueuse; et, après une journée entière de combats partiels où ils perdirent beaucoup de monde, ils s'enfuirent jusqu'en Tauride, poussés par les Russes, qui les culbutaient dans les rivières et les massacraient dans les steppes. Godounof avait laissé le commandement en chef au prince Mstislafski; mais, quoiqu'il ne se fût réservé que le second rang, le monarque et la nation lui attribuèrent toute la gloire de cette guerre, où il avait sauvé la capitale, tout à l'heure rebâtie par sa générosité. Cependant on l'accusa encore d'avoir provoqué cette invasion afin de distraire l'attention publique, toujours préoccupée de l'infâme assassinat de Dmitri. Néanmoins, à force de talents et de services rendus à l'État et aux particuliers, Godounof voyait croître tous les jours son immense popularité, et pouvait se flatter d'avoir disposé les hommes et les choses de telle sorte qu'il succéderait facilement à Fédor, qui n'avait point d'enfants et paraissait n'en devoir guère espérer. La grossesse d'Irène détruisit cette douce illusion; elle accoucha d'une fille nommée Théodosie. Fédor ordonna et paya dans l'empire et hors de l'empire des prières pour la conservation de cette enfant chérie, mais elle mourut l'année suivante. On ne manqua pas d'accuser Godounof d'avoir substitué une fille à un garçon au moment de la naissance, et ensuite d'avoir empoisonné cette fille.

Le reste du règne de Fédor fut rempli par des négociations sans résultats importants, avec l'Autriche, l'Angleterre, Rome, la Perse et la Turquie, la Suède et le Danemark. Le régent y montra beaucoup d'intelligence et de souplesse, et en même temps de fermeté. Fédor mourut ou plutôt s'éteignit le 7 janvier 1598; et, avec lui, tomba la dynastie varègue, quoiqu'il y eût encore des princes de cette race; mais ils étaient depuis longtemps sujets de la branche moscovite, et ne parurent pas songer eux-mêmes qu'ils eussent quelque droit au trône. Alors commença la longue et savante comédie que Godounof avait préparée d'avance pour se faire élire tsar *malgré lui*.

Jamais encore aucune femme n'avait régné en son propre nom sur la Russie; Olga, mère de Sviatoslaf, et Hélène, mère d'Ivan IV, avaient gouverné au nom de leur jeune fils; mais Irène n'avait pas d'enfants. Toutefois le testament de Fédor, certainement dicté par Godounof, lui donnait l'empire et nommait exécuteurs testamentaires Fédor Romanof Yourief, cousin du monarque, et Boris Godounof, frère d'Irène. Cette princesse parut succomber à son désespoir; le régent montra presque autant de chagrin, quoique soutenu avec une fermeté

virile. A sa voix tous les boyards prêtèrent serment à la tsarine, les fonctionnaires et les citoyens imitèrent les boyards; jamais Godounof n'avait déployé plus d'activité. En public il semblait se multiplier pour régler tout afin de paraître nécessaire; en secret il dirigeait une foule d'agents dans la capitale et dans toute l'étendue de l'empire, afin de préparer et d'assurer le succès de ses desseins. La cour, l'armée, l'église, étaient pleines de ses partisans; et, par habitude et par reconnaissance, le peuple désirait qu'il continuât à gouverner. Mais l'habile Godounof, qui aurait pu monter sur-le-champ au trône qu'on lui offrait, voulait être ou paraître l'élu, non de la capitale ou d'une faction, mais de la nation tout entière, et c'est à préparer cette élection solennelle qu'il employa les neuf jours qui suivirent le décès de Fédor. Alors on déclara que la tsarine, inconsolable, refusait le trône et renonçait au monde. Les évêques, le conseil, les nobles et le peuple, tombant à ses genoux, ne purent ébranler sa résolution. Le même jour, elle prit le voile dans le monastère des Vierges, sous le nom d'Alexandra. Godounof lui-même s'y retira avec elle, déterminé en apparence à passer ses jours dans la prière. Le peuple refusa d'abord au conseil de prêter le serment que demandait le garde des sceaux, et ne voulut connaître que la tsarine; reconnaissant ensuite qu'elle ne pouvait gouverner du fond du cloître, il s'écria tout d'une voix : « Eh bien, que son frère règne; la sœur a succédé à Fédor, qu'il succède à sa sœur. » Et sur-le-champ le métropolitain, suivi d'une foule innombrable, va au monastère des Vierges conjurer la tsarine de confier à son frère le trône qu'elle refuse. Le discours du prélat était pathétique. Irène pleure; Godounof répond, avec non moins d'éloquence, qu'il n'oserait toucher le sceptre, mais que, si on juge ses services utiles, il consentira, quoique à son grand regret, à devenir le ministre de celui des princes du sang de Rurik qu'il conviendrait d'élire. La réplique du patriarche fut beaucoup plus longue et très-pressante; mais Godounof resta inébranlable, et de fréquentes députations du clergé et de la noblesse ne purent vaincre cette modestie.

Cependant, une assemblée des notables des villes et gouvernements, ecclésiastiques, nobles, bourgeois et marchands (espèce d'états généraux), indiquée par le patriarche et les boyards pour la fin de la sixième semaine après la mort de Fédor, ne tarda pas à se réunir. Jusque-là, le conseil gouvernait au nom de la tsarine Alexandra, à qui les voïévodes adressaient aussi leur correspondance; mais alors, il se répandit tout à coup des bruits qui firent craindre à la fois les horreurs de l'anarchie et la guerre étrangère. « Les voïévodes refusaient d'obéir « les uns aux autres, et même au conseil; le khan de Crimée, avec une armée « nombreuse, envahissait l'empire, et l'empire était sans tsar; pour peu que « l'élection traînât et qu'on ne parvînt pas à vaincre promptement les refus de « Godounof, le khan serait à Moscou avant que le trône fût rempli. » Les États ouverts au Kremlin, le 17 février, élurent par acclamation Boris Godounof, proposé par le patriarche. Mais Godounof refusa encore, et défendit qu'on revînt le

tenter. Les évêques et le patriarche imaginèrent alors de faire intervenir Irène, et de l'excommunier s'il résistait toujours. Une nouvelle procession, bien plus nombreuse et plus solennelle que les autres, se dirigea donc vers le monastère des Vierges. A un signal convenu, la foule qui remplissait l'église, les cellules et les environs du couvent, tomba à genoux, pleurant et gémissant, et demandant à grands cris « un père. » L'enthousiasme l'emportait sur la ruse, les simples étaient plus exaltés que les compères. Enfin la tsarine invita son frère à sécher les pleurs du peuple, lui donna sa bénédiction, et lui *ordonna* de régner. Godounof *obéit,* en lui reprochant toutefois de faire de lui « une victime du devoir. » Le patriarche, l'ayant aussitôt béni de la croix comme s'il eût craint de le voir se dédire, annonça cette bonne nouvelle au peuple, qui passa de la crainte et du désespoir à la joie la plus vive.

Boris Godounof (de 1598 à 1605.) — C'est ainsi que Boris Godounof succéda à Fédor Ier Ivanovitch, dernier souverain de la dynastie de Rurik. Son règne commença sous les plus heureux auspices; il allégea les impôts, fit de grandes largesses au peuple, et crut devoir cimenter sa puissance nouvelle par la cérémonie imposante du couronnement. S'il avait désiré le trône, il se montra digne de l'occuper. Aux vertus domestiques, il unissait les qualités de l'homme d'État, et sut négocier avec les voisins jaloux de la Russie des traités avantageux; il continua les relations amicales de ses prédécesseurs avec l'empire d'Allemagne et l'Angleterre; il rendit la confiance aux villes anséatiques, qui obtinrent la permission d'établir des comptoirs à Novgorod et à Pskof; il conclut avec le Danemark un traité de commerce, par lequel le cabinet de Copenhague consentit à un partage de la Laponie, et accorda pour époux à Zina, fille de Boris, un prince royal, qui mourut à Moscou avant la célébration de ce mariage. A l'intérieur, il montrait la douceur d'un père, la générosité d'un prince sage et bienveillant; il encourageait les étrangers à visiter la Russie, à s'y établir, à y prendre du service, à y importer les connaissances et les arts utiles; il multiplia les écoles, il voulait même fonder des universités; mais le clergé, craignant la concurrence des maîtres étrangers et le développement des lumières, qui eut mis en péril sa suprématie intellectuelle et affaibli sa puissance, s'opposa à cette généreuse innovation, et Boris crut devoir lui céder : il voulait avant tout fonder sa propre dynastie, et il craignit de blesser un corps dont l'influence était alors redoutable. Les deux premières années de son règne, enfin, furent les plus belles et les plus douces qu'ait eues la Russie depuis sa renaissance. Il avait, selon la promesse solennelle qu'il en avait faite à son couronnement, tenu lieu de père aux veuves, aux orphelins, à tous les malheureux, et commué en un exil en Sibérie toutes les condamnations capitales prononcées par les tribunaux

Mais bientôt cette heureuse politique rencontra des obstacles. Soit défiance injuste, soit justes soupçons, au bout de deux ans, il renonça à l'ancien usage des souverains moscovites de se montrer en public à certaines solennités; il dut

exiler quelques ambitieux, naguère ses égaux, jaloux de sa haute fortune, et dont les complots l'effrayaient. Quoiqu'il ait toujours épargné la vie de ses ennemis, ces actes, d'une sévérité peut-être commandée par les circonstances, lui ont été depuis très-vivement reprochés. Comme la dynastie de Godounof a été promptement renversée, les historiens qui ont écrit sous l'empire de ses ennemis n'ont pas manqué de la dénigrer pour les flatter. Aussi ne voit-on indiquer aucune cause réelle aux sévérités de Boris, et pourtant il dut y en avoir, car il n'était naturellement ni sévère ni implacable; et, lorsqu'il n'était encore que le favori d'Ivan le Terrible, on l'avait vu toujours éviter avec soin de participer aux cruautés de ce tyran; sous Fédor, on ne peut guère lui reprocher que le meurtre de Dmitri, si tant est qu'il l'ait réellement ordonné. Ce n'était pas d'ailleurs un esprit faible et sans pénétration; et l'on peut croire que, s'il lui est arrivé de déroger au système de clémence et de magnanimité qu'il avait jusque-là suivi avec bonheur, il n'y fut déterminé que sur de graves motifs et par des considérations capitales. Il faut donc présumer que des complots sérieux menaçaient alors sa personne ou celle de son fils bien-aimé, nommé Fédor, quand il devint persécuteur. Il le fut surtout d'une famille importante, dont le nom apparaît pour la première fois dans l'histoire. Les Romanof étaient neveux de la célèbre Anastasie (première femme d'Ivan IV), et cousins-germains, par conséquent, du feu tsar Fédor Ivanovitch. Le bruit, bruit mensonger peut-être, mais inquiétant, courut, dès la troisième année du règne de Boris, que les Romanof, se fondant sur cette parenté, et arguant d'une prétendue désignation verbale de Fédor mourant, aspiraient à l'empire et avaient noué, à Moscou et dans les provinces, des intrigues pour y parvenir. Le chef de cette famille, Fédor Nikitich Romanof, qui fut dans la suite patriarche sous le nom de Philarète, recherchait par tous les moyens la popularité, et ne tarda pas à exciter les soupçons de Boris. Ces soupçons, corroborés par la dénonciation d'un esclave, allèrent jusqu'à faire accuser un frère de Fédor, nommé Alexandre, lequel avait à la cour du tsar la charge de *craftchéi* (office consistant à maintenir l'ordre et la propreté sur la table du prince, et à exercer une inspection sur les mets qu'on y servait), de vouloir l'empoisonner; et, sur cette accusation, Boris crut devoir sévir. Les Romanof, arrêtés et jugés publiquement par les boyards, sous la présidence du patriarche, furent condamnés à l'exil. Plusieurs familles qui leur étaient alliées furent enveloppées dans leur ruine : les princes Tcherkaski, Schestounof, Repnin, Kaspof et Tcherski, furent aussi exilés. Ce fut au mois de juin 1601 que s'exécuta *l'arrêt des Boyards.* Fédor Romanof, relégué dans le monastère de Saint-Antoine de l'Éparchie d'Arkhangel, y reçut la tonsure monacale et l'habit de Basile, avec le nom de Philarète. Sa femme Xénia fut transportée dans un village sur les bords de l'Onéga, et également obligée de se faire religieuse sous le nom de Marpha. Leur fils Mikhaïl, qui n'avait alors que six ans, fut laissé auprès de sa mère et grandit à l'ombre d'un cloître, d'où il ne sortit que pour monter sur le trône

et devenir la tige de la dynastie qui gouverne aujourd'hui la Russie. Les terres et les domaines des exilés furent, selon l'usage féodal, donnés à d'autres, et leurs maisons et biens meubles confisqués au profit de la couronne.

Le gouvernement de Boris Godounof continua d'être, après ces rigueurs nécessaires, ce qu'il avait été auparavant, sage et habile, quoique il ait eu à lutter contre un fléau horrible qui affligea peu après la Russie. Une famine affreuse, qui enleva, dit-on, à la seule ville de Moscou, cent vingt-sept mille citoyens (1602), et qui étendit ses ravages sur toutes les provinces, lui fournit l'occasion de montrer, au rapport des historiens les plus prévenus, un courage et une charité vraiment extraordinaires. Il ordonna d'ouvrir les magasins de la couronne, à Moscou et dans les autres villes; il engagea le clergé et les grands à vendre leurs provisions de blé à un prix modique; il ouvrit son trésor; et, dans quatre enceintes faites à Moscou auprès du mur de bois, étaient placés des tas d'argent pour les pauvres. A la première heure du jour on donnait à chacun deux moskovki, un denga ou un kopek; mais c'était en vain que le trésor du tsar distribuait par jour plusieurs milliers de roubles : la famine croissait sans cesse, et devint si épouvantable, qu'il est impossible de lire sans horreur la description qu'en font les contemporains. « Je prends la vérité et le ciel à témoin, dit l'un d'eux, que j'ai vu de mes propres yeux, à Moscou, des hommes couchés dans les rues, qui arrachaient de l'herbe et s'en nourrissaient; on trouvait du foin dans la bouche des morts. » Enfin le fléau céda; et, par de sages mesures et une activité qu'aucune fatigue ne put abattre, Boris parvint à ramener l'abondance. Mais on exploita contre lui cette calamité même qu'il avait si vaillamment combattue; on s'efforça de persuader à un peuple ignorant et superstitieux que c'était la conduite du tsar et ses rigueurs contre des conspirateurs illustres, qui avaient attiré sur la nation le courroux de Dieu; et, quoi qu'il fît, les conspirations continuèrent. Tant de prudence et tant de soins ne purent conjurer l'orage qui se formait contre lui. Du fond d'un cloître obscur, allait sortir un homme, instrument secret et préparé dans l'ombre, à ce que tout indique, de la vengeance de ses ennemis.

Le fils d'un pauvre gentilhomme de Galitch, nommé Iouri Outrépief, ayant dans sa jeunesse perdu son père, Bogdan Iakof, centenier des Strelitz, assassiné à Moscou par un Lithuanien ivre, servait dans la maison des Romanof et du prince Boris Tcherkaski; il savait lire et annonçait beaucoup d'esprit, mais peu de prudence. Il s'ennuya de cette situation abjecte, et chercha les plaisirs d'une insouciante oisiveté dans l'état monastique, à l'exemple de son grand-père Zamata Outrépief qui, depuis longtemps, était moine du couvent de Tchoudof. Reçu dans l'ordre par Trifon, abbé de Viatka, et nommé Grégoire, ce jeune moine mena une vie errante; il demeura quelque temps dans le couvent de Saint-Euphème, à Sousdal; dans celui de Saint-Jean-Baptiste, à Galitch, et dans quelques autres; et, enfin, dans celui de Tchoudof, où il habita la cellule même de son grand-père, et vécut sous la discipline. C'est là que le patriarche Job le con-

nut, le sacra diacre, et le prit auprès de lui comme secrétaire; car Grégoire savait non-seulement écrire, mais encore composer des prières pour les saints mieux que les plus vieux lettrés du temps. Jouissant de la faveur de Job, il l'accompagnait souvent au palais, où il vit la magnificence du tsar et en fut charmé. Il témoignait la plus grande curiosité; il écoutait avec avidité les discours des hommes éclairés, surtout lorsque, dans des conversations intimes, il entendait prononcer le nom du tsarévitch Dmitri. Il s'informait, partout où il pouvait, des circonstances de cette malheureuse destinée, et les inscrivait sur ses tablettes. Une pensée extraordinaire, qui, dit-on, lui avait été inspirée par un méchant moine, mûrissait déjà dans son esprit : celle qu'un imposteur hardi pourrait profiter de la crédulité des Russes, et se faire aisément passer pour ce Dmitri Ivanovitch, échappé, commençait-on à dire, au fer des assassins, et dont la mémoire leur était si chère encore. Le grain était tombé sur une bonne terre. Le jeune diacre lut avec attention les annales de la Russie, et il disait quelquefois en plaisantant aux moines de Tchoudof : « Savez-vous que je serai tsar de Moscou? » Les uns se moquaient de lui, d'autres lui crachaient au visage, action peu chrétienne après tout, même pour punir l'impudente effronterie d'un moine séditieux. Ces discours, et d'autres semblables, parvinrent jusqu'à Jonas, métropolitain de Rostof, qui, persuadé que l'indigne moine Grégoire se préparait à devenir « l'arme du diable, » en fit part au patriarche et au tsar lui-même. Le bon patriarche ne prêta aucune attention au rapport du métropolitain; mais le tsar ordonna à un de ses secrétaires, Smirnof Vassilief, d'envoyer l'insensé Grégoire à Solofki ou dans les déserts de Bielo-Ozero, pour y faire pénitence jusqu'à la fin de ses jours, comme *hérétique*. Smirnof en parla à un autre secrétaire, Euphème. Celui-ci, étant parent des Outrépief, et l'ami de Smirnof, obtint de lui qu'il ne se hâterait pas d'exécuter l'ordre du tsar, et donna au diacre condamné les moyens de se sauver par une prompte fuite, au mois de février 1602, avec deux autres moines de Tchoudof, le prêtre Varlaam et le chantre Mistaïl Povadin. On ne songea pas à les poursuivre, et l'on n'informa pas, dit-on, le tsar de cette fuite, dont les conséquences furent si graves.

Il était ordinaire, à cette époque, de voir des moines errants; chaque couvent leur servait d'hôtellerie; ils y trouvaient le repos, des vivres et des bénédictions pour continuer leur route. Grégoire et ses compagnons parvinrent librement jusqu'à Novgorod-Severski, où l'archimandrite du couvent du Sauveur les reçut avec beaucoup d'amitié, et leur donna un domestique et des chevaux pour se rendre à Poutivle. Mais les fuyards, ayant renvoyé leur conducteur, se hâtèrent de se rendre à Kief pour gagner de là la Pologne; et l'archimandrite trouva, dans la cellule qu'avait occupée Grégoire, le billet suivant : « Je suis le tsarévitch « Dmitri, fils d'Ivan, et je n'oublierai pas tes bons traitements, lorsque je serai « monté sur le trône de mon père. » L'archimandrite en fut effrayé, ne sut à quel parti s'arrêter, et se décida à garder le silence.

C'est ainsi que l'imposteur se découvrit pour la première fois en Russie. C'est ainsi qu'un diacre fugitif imagina, par un grossier mensonge, de renverser un puissant monarque et de monter à sa place sur le trône, ne désespérant pas d'y parvenir même en quittant cet empire où il ne se sentait plus en sûreté, et dont il emportait la destinée à la semelle de ses sandales.

Arrivé en Pologne, son prétendu secret ne tarda pas à s'y répandre, et les Polonais comprirent tout le parti qu'ils pourraient tirer, contre la Russie ou à leur avantage, de ce singulier événement. Le roi de Pologne, pour ne pas enfreindre le dernier traité, ne donna point une assistance personnelle à l'imposteur, mais il laissa faire aux nobles, qui épousèrent la cause de cet hôte « envoyé de Dieu » avec le plus vif enthousiasme. L'un d'eux, Mnichek, palatin de Sendomir, lui promit sa fille en mariage; et, la diète de Pologne s'étant ouverte dans ces conjonctures, il l'y mena et l'y présenta comme l'héritier légitime du trône de Russie. Dans cette imposante assemblée, présidée par le roi Sigismond, Grégoire Outrépief fit le récit de ses aventures; il versa des larmes, et fit partager à la plupart de ses auditeurs la douleur et les sentiments dont il paraissait pénétré. L'illusion du mensonge peut aller quelquefois jusqu'à tromper celui qui l'invente : peut-être en fut-il ainsi du moine Outrépief. La noblesse polonaise fut-elle dupe ou complice d'une fable audacieuse? C'est ce que l'on ne peut guère décider; mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'au sortir de la diète, Sigismond traita le prétendu Dmitri avec tous les honneurs dus au rang qu'on lui supposait. Peut-être Dmitri lui avait-il promis, s'il devenait tsar, de démembrer en sa faveur quelque province de l'empire. On dit aussi qu'il s'était engagé à réunir la Russie à l'église romaine, et qu'il avait déjà consenti à recevoir les instructions d'un jésuite.

Quoi qu'il en soit, le bruit des aventures d'Outrépief en Pologne, et du mouvement qu'il s'y donnait depuis deux ans, vint enfin à Moscou épouvanter Boris. Malgré les premiers soins de son règne, la Russie n'était, sous son joug, ni calme ni contente. Ceux des nobles qu'il avait punis de leurs complots par l'exil, les Romanof, les Tcherkaski, etc., l'exécraient : ils se hâtèrent de fomenter la révolte; et, lorsque, en 1604, le faux Dmitri se présenta sur la frontière avec une armée qu'avaient levée pour lui les palatins de Pologne, les villes de Tchernigof, de Novgorod-Severski et plusieurs autres, se déclarèrent en sa faveur. Les Cosaques du Don lui envoyèrent leur hetman, et le bruit de cette miraculeuse résurrection du malheureux Dmitri Ivanovitch parcourut en peu de jours et ébranla tout l'empire. Outrépief, avec ses Polonais et ses Cosaques, fut battu deux fois de suite. Si les généraux russes eussent profité de la consternation et du trouble où le jetèrent ces premiers revers, c'en était fait de l'imposteur et de l'imposture. Mais on lui donna le temps de se reconnaître, et la rébellion ne tarda pas à gagner la capitale. Pour détromper le peuple, Boris eut recours au patriarche et aux grands restés fidèles à sa cause. Le prince Vassili Schouiski

affirma solennellement, sur la place publique de Moscou, la mort du tsarévitch, fils d'Ivan, déclarant l'avoir vu dans son cercueil et dans la tombe; le patriarche écrivit la même chose à toutes les provinces de la Russie : tout fut inutile. L'intervention du bas clergé et de la noblesse fut impuissante; les anathèmes solennels restèrent inefficaces, et les progrès de l'imposteur allèrent croissant. Les choses en étaient là, lorsque tout à coup, le 13 avril 1605, en sortant de table, Boris se sentit frappé d'un mal subit : le sang lui jaillit avec violence du nez, des oreilles et de la bouche; il se plaignit de violentes douleurs d'entrailles, et, deux heures après, il expira. On ne douta point qu'il n'eût été empoisonné.

Fédor II Borissovitch (1605).— A la mort de Boris, Fédor, son fils, regardé comme l'héritier légitime, fut reconnu sans difficulté et proclamé tsar par le patriarche et les boyards de l'empire.

Il était à peine âgé de seize ans, mais tout en lui annonçait un homme digne de régner, s'il avait été soutenu par ceux qui lui prodiguèrent d'abord le serment « de ne point le trahir, de ne jamais accepter pour souverain ni l'aveugle Siméon, « jadis grand-prince de Tever, ni le scélérat qui prenait le nom de Dmitri; de « ne jamais fuir le service du tsar, et de braver pour lui les fatigues et la mort. » Admis au conseil dès son enfance, il avait toujours paru comme un médiateur indulgent entre son père et les criminels d'État; on ne le connaissait que par les grâces que Goudounof aimait à répandre par l'extremise de ce fils chéri. Sa jeunesse, sa mâle beauté, et son âme à la fois douce et ferme, semblaient en devoir faire les délices de la Russie; mais la fortune du faux Dmitri l'emporta, et il ne parvint au trône que pour en être presque aussitôt renversé, et périr d'une mort tragique.

Outrépief était déjà maître, comme on l'a vu, d'une partie de l'empire, dans les derniers jours de la vie de Boris, et déjà l'armée envoyée contre lui, travaillée par ses agents secrets, lui était en partie gagnée, lorsque Fédor II en conféra le commandement à Basmanof, qui acheva de la vendre et la livra à l'ennemi. S'étant assuré par des négociations secrètes la reconnaissance de celui dont il allait devenir le bras droit, il ne ménagea plus rien; Basmanof fit proclamer par l'armée, le 7 mai, l'ex-moine Outrépief tsar, sous le nom de Dmitri V. Moscou seule resta fidèle à Fédor pendant le reste du mois de mai; mais, le 1er juin, les émissaires de l'imposteur y entraînèrent le peuple. Il s'empara du Kremlin, et y fit prisonniers la veuve de Godounof, le tsar son fils, et la tsarevna, sœur du jeune prince, qu'on enferma dans la maison qu'avait occupée Boris lorsqu'il n'était que conseiller de Fédor Ivanovitch; et les boyards, séduits ou intimidés, prêtèrent serment, le 3 juin, « au tsar Dmitri, fils d'Ivan, miraculeusement sauvé pour le bonheur de la Russie. »

Instruit de la soumission de Moscou, Outrépief s'avança jusqu'à Toula : il y reçut bientôt les députés de la ville impériale, qui, accompagnés d'une foule de nobles et d'hommes de tous les rangs, vinrent le reconnaître au nom du peuple

et des boyards. Mais il n'osa encore se rendre en personne à Moscou, et attendit que ses partisans y eussent « réglé » le sort de la famille déchue. Deux ennemis des Godounof, deux princes, Galitsin et Massalski, s'en chargèrent : ils entrèrent, le 10 juin, accompagnés de quelques Strelitz, dans la maison de Boris, où ils trouvèrent Fédor et sa sœur Xénie assis tranquillement auprès de la tsarine Marie, leur mère. Ils les arrachèrent des bras de la tsarine, les firent entrer dans des chambres séparées, et ordonnèrent aux Strélitz d'agir : ceux-ci étranglèrent aisément la tsarine; mais le jeune tsar, doué d'une force extraordinaire, lutta longtemps contre quatre assassins, qui à grand'peine purent venir à bout de l'étouffer. Xénie seule fut épargnée à cause, dit-on, de sa rare beauté. Le corps de Boris fut exhumé, et resta longtemps exposé aux regards et aux outrages de la multitude ; on publia dans Moscou que Marie et son fils s'étaient empoisonnés eux-mêmes. Fédor II avait régné moins de deux mois. En lui finit, après sept ans de règne, la dynastie des Godounof, violemment tranchée dans son premier rejeton.

Le faux Dmitri (de 1605 à 1606.) — Aucune révolution n'offre plus de singularités et de dramatiques incidents que l'histoire de l'élévation et de la chute du moine Outrépief. Il ne manquait au bonheur du prétendu Dmitri, que d'être reconnu par l'ancienne tsarine, dont il se disait le fils. Cette épreuve semblait devoir être décisive : soit intelligence entre la veuve d'Ivan et l'audacieux imposteur, soit l'effet d'une ressemblance que chacun avouait être frappante, la reconnaissance eut lieu; des larmes de joie furent versées de part et d'autre, et tous les doutes s'évanouirent. Reconnu tsar de Russie, Dmitri voulut tenir la promesse qu'il avait faite aux Polonais de leur ouvrir les trésors de l'État et d'épouser Marine, la fille d'un de leurs boyards. Cette prédilection de Dmitri pour les étrangers indisposa bientôt la nation.

A ces premiers griefs s'en joignirent bientôt d'autres : les chroniques contemporaines, ou qui du moins furent écrites peu de temps après la chute de Dmitri, ne lui ménagent pas les reproches. « Les Moscovites, dit un chroniqueur du XVIIe siècle, virent sur eux l'oppression, et ils se parlèrent l'un à l'autre. Et cet enragé en fit arrêter plusieurs et les tortura par différents supplices. Et les uns ne pouvant endurer les tourments, se chargèrent eux-mêmes; les autres tinrent ferme. D'autres traitèrent hardiment le tyran d'apostat. Il les fit mettre en prison. Il fit couper la tête à Petre Tourguénef; il commit bien des maux, en sorte que la langue humaine ne peut raconter sa méchante vie. » Mais à ces flétrissantes accusations portées par un Russe, et sous le règne du successseur de Dmitri, c'est-à-dire de celui qui mit à profit les fautes de Dmitri et la haine du peuple pour ce prince, il serait peut-être juste d'opposer le récit et l'opinion d'un écrivain contemporain, étranger, mais témoin des actes et du règne de Dmitri. Le capitaine Margeret, officier français employé sous trois règnes au service de la Russie, s'exprime ainsi dans son *État de l'empire de Russie et grand duche de Moscovie*,

publié à son retour en France, après la mort de Dmitri : « Le défunt empereur Démétrius estoit âgé d'environ vingt-cinq ans, n'ayant nulle barbe, d'une stature médiocre, les membres forts et nerveux, brun de complexion, et avoit une verrue près du nez sous l'œil droit; il estoit agile, avoit grand esprit, estoit clément, tost offensé, mais aussitost appaisé, libéral, enfin un prince qui aimoit l'honneur et l'avoit en recommandation. Il estoit ambitieux, ses desseins estoient de se faire connoistre à la postérité, et estoit délibéré de partir avec les navires anglois pour venir en France congratuler le roi très-chrétien (Henri IV), et avoit correspondance avec lui, duquel il m'a parlé plusieurs fois avec révérence : enfin, la Chrestienté a beaucoup perdu en sa mort. »

Quoi qu'il en soit, il est certain qu'Outrépief, enivré de sa fortune, ne tarda pas à en user de manière à déplaire aux Moscovites. Son alliance avec les Polonais, sans le secours desquels il n'eût été rien, était surtout odieuse à la nation. Le prince Schouiski, l'ami de Boris, qui avait attesté publiquement la mort du fils d'Ivan le Terrible et de Marie Nagoï, ne pouvait que désirer et conspirer la chute du faux Dmitri, qui pour lui était un usurpateur, et par conséquent un coupable. Il épiait le moment de le renverser avec l'espoir secret d'occuper sa place, et ne négligeait aucune occasion d'exciter le peuple contre un tsar, créature des Polonais, qu'il ne pouvait reconnaître comme le légitime héritier d'Ivan sans se donner à lui-même un démenti. Il avait habilement préparé les esprits. Le tsar venait de célébrer son mariage avec Marine, la fille du palatin de Sendomir (7 mai 1606). Tout à coup, dans la nuit du 16 au 17 mai, le bruit se répand que les Polonais, auxquels le tsar doit le trône, et qui commettaient dans Moscou quelques excès, ont formé le dessein d'en massacrer les habitants. On s'arme de toutes parts, on court tumultuairement au quartier des Polonais; les portes sont enfoncées. Surpris dans leur sommeil, ils sont égorgés sans pitié. Le même mouvement de fureur conduit le peuple au Kremlin, où Dmitri reposait presque sans gardes et dans une sécurité imprudente, quoiqu'il eût été prévenu, dit-on, de la révolte qui se préparait.

Imposteur ou non, les derniers moments de Dmitri furent horribles. Quand les conjurés brisèrent les portes de la demeure impériale, Schouiski marchait à leur tête, un poignard dans une main, et un crucifix dans l'autre. Outrépief voulut en vain parler; sa voix ne fut pas entendue. Il se retira dans l'intérieur de son palais, et sauta par une fenêtre, tandis que l'on massacrait quelques serviteurs demeurés fidèles. Il s'était cassé une jambe dans sa chute; on accourut, la pitié sembla suspendre un moment la fureur du peuple; les Strelitz se disposaient de nouveau à le défendre et parlaient de mourir pour lui. Au même instant arrive une députation qui avait été envoyée à la tsarine, veuve d'Ivan, et l'on annonce qu'elle désavoue le scélérat qui ose l'appeler sa mère : elle l'avait reconnu, déclarait-elle, par crainte de la mort. La fureur du peuple se rallume, et le malheureux Outrépief tombe frappé de deux coups de fusil tirés sur lui en même

temps par deux enfants boyards, Ivan Voïéïkof et Grichka Valouef. La foule se précipita sur son corps où la vie s'était instantanément éteinte, le sabra, le larda de coups de lances, et le jeta à bas de l'escalier sur le corps du favori Basmanof, mort pour le défendre, en s'écriant : « Vous fûtes amis dans ce monde, soyez inséparables dans les enfers ! » La populace exaspérée arracha les deux cadavres sanglants de la cour du Kremlin, et les traîna sur la place publique des exécutions, où le corps de l'ex-tsar fut placé sur une table, avec un masque, une flûte et une musette, comme marques de son goût pour les plaisirs et la musique, et celui de Basmanof sur une escabelle, aux pieds du maître dont il avait été le plus intime ami. Les dépouilles mortelles de ce premier *Samosvanetz* (Imposteur) restèrent ainsi trois jours exposées aux regards et aux injures de la foule; elles furent, le quatrième jour, portées hors de la ville et enterrées dans un hospice, près de la porte de Serpoukhof; mais le sort ne leur accorda pas un asile tranquille même là, au sein de la terre, et dans ce qu'on appelle le champ du repos. Du 18 au 25 mai, il y eut de fortes gelées pernicieuses à la végétation : la superstition attribua ce phénomène à la « sorcellerie » de l'imposteur, et crut voir des apparitions extraordinaires au-dessus de sa tombe. Pour mettre fin à ces propos, on déterra le corps du prétendu sorcier, on le brûla par quartiers dans des chaudrons; et, ayant mêlé ses cendres avec de la poudre, on en chargea un canon, qu'on tira dans la direction par laquelle il était naguère arrivé avec magnificence à Moscou, pour y ceindre son front de la couronne de Monomaque.

Vassili Schouiski (de 1606 à 1610). — De tous les ambitieux que l'on voit surgir à cette époque et s'élancer sur les marches du trône, nul peut-être n'avait plus de droits de s'y asseoir que le vainqueur de Dmitri. Descendu des anciens grands-princes par les femmes, les ancêtres de Vassili Schouiski, princes de Souzdal, s'étaient vu dépouiller de leur apanage sous le règne de Vassili II. Éloignés longtemps de la cour, ils avaient joui d'une grande influence pendant la minorité d'Ivan IV.

Reconnu tsar de Russie, Schouiski, aussitôt après son avénement, déposa le patriarche de Moscou, dont le peuple était mécontent. La politique lui parut devoir commander l'abaissement des grands; mais ces actes, qui tendaient à rendre son règne populaire, lui firent de nombreux et puissants ennemis. La révolte commença en Ukraine (1607). Un aventurier, qui se disait fils du tsar Fédor Ivanovitch, et qui se faisait appeler le tsarévitch Pierre, à la tête de quelques régiments de cosaques et d'un grand nombre de mécontents, commettait impunément toutes sortes de brigandages dans cette partie de la Russie. Un esprit d'aveuglement et de vertige semblait s'être emparé de toute la nation. Schouiski marcha contre les rebelles, les défit près de Toula, et fit périr dans les supplices les principaux d'entre eux. Mais à peine a-t-il vaincu le faux tsarévitch Pierre, qu'un nouvel imposteur ose encore se montrer : le bruit se répand que le

tsar Dmitri n'est pas mort, qu'un de ses officiers a été tué à sa place. Une partie de la Russie se soulève en faveur de ce nouvel imposteur. C'était un certain Bolotnikof; il sortait des frontières de la Pologne et ne ressemblait que de très-loin à Outrépief. Fortifié de tous les mécontents qui arrivaient de différents côtés, il battit les troupes du tsar, commandées par le prince Kourakin (1608), et s'avança jusqu'aux portes de Moscou. Des généraux polonais, l'hetman des Cosaques, Bruginski, et le célèbre Sapiéha, vinrent donner à son parti un éclat, une puissance, qui durent effrayer Schouiski.

Cependant, la famine désolait Moscou, et l'insurrection se propageait dans les provinces. Marine, la femme du premier faux Dmitri, la fille du palatin de Sendomir, qui, sauvée à Moscou par quelques boyards compatissants dans la terrible journée du 17 mai 1606, s'était refugiée en Pologne avec son père, déclara reconnaître son mari dans le guerrier qui réclamait son trône, et se conduisit en conséquence. Dans cette extrémité, Schouiski implora le secours de la Suède. Charles IX envoya en Russie un corps de cinq mille hommes, sous la conduite de Jacques Pontus de la Gardie, gentilhomme français. Mais ces troupes, malgré le secours qu'elles apportaient, ne firent qu'augmenter les troubles de la Russie, par leur amour du pillage et leur insubordination (1609).

Sur ces entrefaites, le roi de Pologne qui favorisait sans trop de mystère les entreprises du second faux Dmitri, déclara ouvertement la guerre au tsar, et fit investir Smolensk. La dissension se mit parmi les défenseurs de Moscou assiégée par le prétendant; un parti s'y forma qui accusa Schouiski de tous les malheurs de la patrie. Liapounof, son ennemi personnel, proposa tout ensemble aux boyards de repousser le faux Dmitri, de détrôner Schouiski, et de recourir à l'élection d'un nouveau tsar. Entouré d'une foule de mécontents ou pour mieux dire de conjurés, Liapounof s'écrie un jour sur la place publique qu'il ne faut plus reconnaître Schouiski; la multitude applaudit, on court chercher le patriarche Hermogène et les boyards qui n'avaient pas pris part à la conjuration, on les entraîne sur la place. Le patriarche refuse de déclarer le tsar déchu, mais les boyards cèdent à la peur. On se porte sur le Kremlin, on y trouve le malheureux Schouiski sans gardes et comme abandonné de tout le monde; Liapounof lui dit: « Vassili, tu n'as pas su régner, dépose la couronne et le sceptre. » — « Comment oses-tu ! » répond Vassili en tirant son poignard; mais on le désarme, on lui amène des prêtres et des diacres pour le forcer à prendre l'habit monastique. Pour que son ordination fût canonique, il fallait que lui-même fît à haute voix la promesse de renoncer au monde. Comme il refusait avec fermeté de prononcer ces vœux, un prince Tioufakin dit pour lui les paroles sacramentelles, et l'on employa le même artifice pour consacrer la tsarine, qui montra la même fermeté. Ainsi se termina, après quatre ans de règne, l'existence politique de Vassili Schouiski (juin 1610).

Le tsar et sa femme, réduits à cet état de dégradation, furent envoyés dans des

monastères différents; ils furent, peu après, avec deux frères du malheureux tsar, Ivan et Dmitri, livrés au roi de Pologne Sigismond, qui les fit conduire prisonniers à Varsovie, où ils moururent empoisonnés ou égorgés dans leur prison, s'il faut en croire les historiens russes, ce qui n'est nullement inadmissible. On les enterra au bord d'un grand chemin; et, sur leurs corps, Sigismond fit élever une colonne portant une inscription fastueuse, comme si leur chute eût été pour lui un triomphe bien glorieux.

Interrègne (de 1610 à 1613). — La Russie n'avait plus de souverain, et les boyards, partagés d'opinion et de parti, ne savaient à qui porter leurs serments. Ils prirent la résolution de gouverner eux-mêmes. Cependant le second faux Dmitri bloquait toujours Moscou. Dans ces conjonctures, quelques-uns émirent l'avis de choisir pour tsar un prince dont la position personnelle ajoutât assez de forces à celles du parti qui l'élèverait pour contenir les factions opposées. Sigismond ne pouvait être ce tsar : il eût fait de la Russie une province polonaise. Son fils Vladislas parut convenir à cette œuvre de pacification. La Russie, sous Vladislas, pouvait du moins rester indépendante, et garder sa nationalité. Dans une assemblée de boyards, on élut donc Vladislas, comme le prince le plus propre à rendre à la Russie tout ensemble et la paix et un gouvernement respecté, et on nomma une députation chargée d'aller faire part de ce choix au roi de Pologne, qui était entré sur le territoire russe moins en adversaire de la nation, disait-on, qu'en ennemi du tsar dont on venait de consommer la chute. Sans attendre le résultat de cette ambassade, on entra là-dessus en accommodement avec les troupes polonaises du camp de l'imposteur, dont la plupart abandonnèrent son parti. Ne pouvant plus espérer d'occuper Moscou, il se retira sur Kalouga avec Marine, suivi encore d'une grande multitude de Russes, et surtout de Tatars et de Cosaques; mais il ne tarda pas à y périr victime d'une vengeance particulière. Ayant, dans un accès d'extravagante vanité, tué de sa main Ourmamet, tsar ou khan de Kassimof, qui soutenait son parti et était alors dans son camp, Ouroussof, khan des Tatars de Crimée, jura de punir le meurtrier d'Ourmamet, son ami. Un jour que l'imposteur allait à la chasse, il le suivit de près avec quelques hommes affidés, le joignit sur les bords de l'Ougra, à un quart de lieue de Kalouga, et, d'un coup de sabre, lui fit voler la tête; après quoi, il regagna la Crimée avec ses Tatars (juillet ou août 1610).

La nouvelle de la mort de l'imposteur excita dans son parti moins de consternation que de fureur. On prit les armes; et comme si tous les Tatars qui étaient restés au camp eussent pris part à la vengeance d'Ouroussof, ils furent impitoyablement massacrés. La veuve des deux imposteurs était enceinte. Tous ses partisans prêtèrent serment de fidélité à l'enfant qu'elle portait dans son sein. Zaroutski, hetman des Cosaques du Don, se distingua par son zèle empressé. Il espérait satisfaire sa propre ambition en servant celle de Marine. Elle accoucha peu de temps après d'un fils, malheureux enfant, qui ne reçut la vie que pour

être le chef innocent d'un parti criminel, et la terminer par un supplice ignominieux avant l'âge où l'on peut devenir coupable.

Cependant la députation moscovite, chargée d'offrir à Sigismond le titre de tsar pour Vladislas son fils, s'acheminait vers le roi de Pologne. Les chefs de cette députation étaient le métropolitain Philarète et le prince Galitsin, qui avait lui-même provoqué l'élection de Vladislas. On leur avait adjoint quelques ecclésiastiques des plus lettrés qu'on pût trouver alors en Russie, et quelques nobles d'un rang inférieur. Ils partirent le 9 septembre 1610, et furent présentés à Sigismond dans son camp devant Smolensk, dont il faisait toujours le siége. Sigismond leur fit d'abord bon accueil; il en attendait la plus humble soumission, et leur demanda de lui faire livrer Smolensk. « Lorsque le prince votre fils, lui répondit « Philarète, sera notre tsar, il possédera non-seulement Smolensk, mais toute la « Russie. Il ne vous convient pas de démembrer ses États. » Cette réponse hardie déplut à Sigismond. Il ne cacha pas plus longtemps son dessein de conquérir la Russie pour lui-même : il refusa d'envoyer Vladislas à Moscou. Las bientôt des représentations des députés moscovites, de leurs reproches et de leur résistance, il les fit retenir prisonniers, au mépris du droit des gens, et les envoya en Pologne, où ils languirent neuf ans dans la plus dure captivité.

Le parti polonais prit alors le dessus à Moscou. Un jeune boyard, Mikhaïl Soltikof, se mit à la tête de ce parti; il avait du crédit; il était entreprenant, adroit, remuant, audacieux; il savait employer à propos les caresses, l'intrigue, les menaces, et se permettait même la violence. L'hetman des cosaques polonais Jelkovski, qui venait de paraître devant Mescou, au nom de Sigismond, y fut introduit par les soins de Soltikof, et sembla, en y entrant, se rendre au vœu des habitants; mais ceux-ci ne tardèrent pas à reconnaître qu'ils venaient de se donner un maître. Les boyards perdirent leur pouvoir. L'hetman distribua ses troupes dans tous les quartiers, se fit remettre les clefs de toutes les portes de la ville, et ne confia la garde des postes importants qu'à des troupes allemandes et polonaises.

Les malheurs de la Russie paraissaient irremédiables. Sigismond ne cachait plus son projet de démembrer le pays; et les Polonais, enflés de leurs victoires, faisaient gémir Moscou sous leur insolente et tyrannique domination.

Mais ce qui mit le comble à la haine qu'ils inspiraient, c'est l'horrible massacre qu'ils exécutèrent sur les habitants de Moscou, le lendemain du dimanche des Rameaux (1611). Ce massacre acheva d'exaspérer les Russes, et couvrit de honte le roi de Pologne qui l'ordonna, dit-on, qui du moins, et certainement, l'approuva et récompensa ceux qui lui en apportèrent la nouvelle.

Cependant quelques villes s'étaient liguées dans le désespoir commun, et appelaient aux armes tous les amis de la patrie. Une armée se forma, et vint camper sur les bords de la Moskva. On vit ainsi les Moscovites assiéger Moscou. Ils commencèrent, au mois de juin 1611, un siége qui ne dura pas moins de seize mois.

Les villes confédérées ne purent fournir tout d'abord assez d'hommes; la division éclata parmi les chefs, le siége languit, et on fut obligé de le transformer en blocus.

Un troisième imposteur, usurpant ce malheureux nom de Dmitri, parut sur ces entrefaites : c'était encore un diacre d'un couvent de Moscou. Il se nommait Sidor; et, à la faveur d'une ressemblance vraie ou fausse, il racontait qu'il était le même Dmitri échappé aux embûches de Godounof, à la conspiration de Schouiski, à l'attentat d'Ourousof. On ne sait ce qu'il faut admirer le plus de l'audace que n'effrayait pas la destinée des premiers imposteurs, ou de la crédulité d'un peuple à qui l'on pouvait servir trois ou quatre fois la même fable. Sidor se fit reconnaître pour Dmitri à Ivan-Gorod; mené à Pskof, il y reçut les serments du peuple; mais celui-là du moins ne fut point reconnu par Marine : au bout de peu de jours, regardé comme un faussaire, et envoyé au camp russe devant Moscou, il y fut traité en misérable, et pendu à un arbre (novembre 1611).

Dans le triste état où se trouvait la Russie, attaquée de tous côtés, et par les Polonais et par les Suédois, qui venaient de s'emparer de Novgorod, son salut lui vint d'un de ses plus obscurs enfants. Un simple boucher, nommé Kosma Minin, de Nijni-Novgorod, convoqua une vetche (assemblée populaire), et, par ses exhortations, décida ses compatriotes à tous les sacrifices et à se donner un chef pour la défense et le salut communs. Ranimés par sa parole, ils allèrent trouver Pojarski, brave guerrier qui venait de verser son sang pour la cause nationale, et le mirent à leur tête. Fait généralissime ou lieutenant général de l'Empire, Pojarski vit rapidement grossir le nombre de ses soldats : les choses changèrent de face. Les Polonais furent battus dans plusieurs rencontres; étroitement bloqués dans Moscou, ils y souffrirent les horreurs de la famine. Enfin l'armée nationale parvint à les chasser (22 octobre 1612). Les Polonais se retirèrent, abandonnant, l'une après l'autre, toutes les villes qu'ils avaient occupées depuis de IX ans, et la Russie se vit enfin purgée de ses dominateurs étrangers.

Il ne restait à réduire que Zaroutski, le protecteur de Marine, qui s'était livrée à lui, et pour laquelle il avait conçu, à ce qu'il semble, un sauvage amour; Zaroutski, toujours défenseur obstiné des prétendus droits du fils de Dmitri. Pojarski marcha contre lui. Contraint d'abord d'abandonner la partie à l'approche de l'armée russe, Zaroutski alla, avec Marine et son fils, porter le ravage dans la principauté de Rézan : il y brûla toutes les villes sans défense (1612). Ce chef de bandits, comme l'appellent les historiens orthodoxes, battit quelques mois encore la campagne avec ses Cosaques, mais il n'était plus assez fort pour inquiéter sérieusement les Moscovites. Pris plus tard sur les bords de l'Iaïk, quand déjà Moscou s'était donné un tsar, il y fut conduit avec Marine et son fils, et y fut empalé. Le fils de Marine fut pendu. Il n'avait pas encore trois ans. Sa mère, qui tenait aux plus grandes maisons de la Pologne, fut traitée avec plus de douceur.

Condamnée à la prison, elle n'y vécut pas longtemps, soit que l'exces de ses malheurs l'ait tuée, soit que ses jours, comme beaucoup le croient, y aient été avancés en secret.

Délivrée ainsi des Polonais et des Cosaques par le courage et l'habile dévouement de Kosma Minin le Boucher et de Pojarski, Moscou respira; ces deux généreux chefs du parti national, voulant consommer leur ouvrage en mettant fin à la guerre civile, convoquèrent une sorte d'assemblée générale à l'effet d'élire un tsar, qui pût rendre à l'État l'ordre et l'indépendance. Les contestations furent longues; mais enfin les suffrages se fixèrent sur un jeune homme qui n'avait personnellement pris aucune part aux derniers troubles, et on alla chercher dans le monastère d'Ipatski et encore sous l'aile maternelle Mikhaïl Fédérovitch Romanof, fils du métropolitain Philarète (Fédor Nikita Romanof), alors prisonnier à Varsovie, lequel, fait moine sous Boris Godounof comme conspirateur, avait été élevé par Dmitri à la dignité de métropolitain de Rostof, et devint patriarche de Moscou sous son fils le tsar. Par cette élection (21 février 1613), cessa enfin l'anarchie qui avait pendant trois ans désolé la Russie.



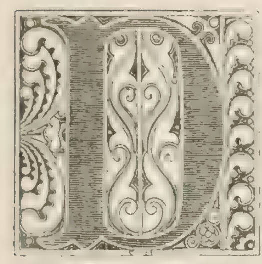


CHAPITRE III

DE MICHEL ROMANOF. — A PIERRE-LE-GRAND.

Lutte de Michel contre la Suède et la Pologne. — Ses défaites. — Traités de Stolbof et de Troïtza. — Alexis, — ses victoires sur la Pologne — Les Cosaques de l'Ukraine se placent sous sa domination. — Troubles intérieurs. — Le patriarche Nikon. — Le cosaque Stenka Razin. — Mesures législatrices d'Alexis — L'*Oulagénié*. — Fœdor. — Ivan V et Pierre Ier, tsars, Sophie, régente. — Soulèvement des Strelitz. — Enfance et jeunesse de Pierre Ier. — Il détrône sa sœur et devient seul tsar. — Situation intérieure de la Russie à son avénement.

(De 1613 à 1689).



DANS la période de près de huit siècles, dont on vient de lire l'histoire, la Russie, morcelée par des apanages, livrée à des superstitions grossières, dévorée par l'anarchie, a dépensé, dans la guerre, dans des luttes intestines et dans des assassinats, toute son énergie barbare. Pendant plus de deux cents ans, les Tatars ont fait peser sur elle, une domination brutale, habituant à l'humilité et pliant à la servitude les nombreuses populations, et jusqu'aux descendants des guerriers varègues. Au joug étranger, a succédé l'effroyable despotisme d'Ivan IV; puis, le désordre renaissant, la dynastie de Rurik est tombée au milieu d'une effroyable confusion et de crimes multipliés. Tous les liens de cette société informe sont brisés au moment où le premier Romanof est porté au trône.

Parmi les grands-princes et les tsars, on a vu se dessiner des figures qui ne manquent ni d'originalité ni de grandeur; toutefois, la Russie n'a pas encore rompu le cercle étroit dans lequel, jusqu'à ce moment, sa vie a été en quelque sorte emprisonnée. Le nom de Moskovie a pénétré à peine dans l'occident de l'Europe; et ni la France, ni l'Espagne, ni l'Angleterre, ni même l'Allemagne, aucun de ces peuples qui ont déjà parcouru une si vaste carrière, ne peuvent soupçonner, que du milieu des régions sauvages récemment arrachées à la domination des fils de Djengis-Khan, va se lever une nation assez forte bientôt pour

changer les lois de l'équilibre européen. Tel est cependant le rôle que, sous les Romanof, la Russie va prendre dans l'histoire : ses nouveaux souverains révéleront à l'Occident cette Moskovie obscure; celui d'entre eux, chez lequel s'est le mieux incarné l'esprit ambitieux, opiniâtre et rusé de sa race, donnera à la Russie un formidable essor.

Michel Romanof (1613-1645). — Michel Romanof, élevé au trône entre deux factions étrangères, choisi pour souverain par l'assemblée des boyards et du clergé au détriment du prétendant suédois et du prétendant polonais, préserva, par son avénement, la Russie d'une domination étrangère ou d'un démembrement. La famille des Romanof n'était pas originaire de Russie : elle était venue de Prusse vers le milieu du XVIe siècle[1]; mais elle s'était illustrée par ses services et par ses alliances avec la maison de Rurik. Le père du nouveau tsar, Fœdor Romanof, plus connu sous le nom de *patriarche Philarète*, fameux lui-même par ses exploits, avant que la jalousie de Boris Godounof le jetât dans un couvent, et devenu, sous Otrepief, métropolitain de Rostof, avait été envoyé pour offrir la couronne moskovite à Vladislas, et restait détenu en Pologne comme garant de la foi de ses compatriotes. Michel, jeune homme de seize ans, renfermé avec sa mère dans un monastère de Kostroma, ville située sur le Volga, était loin de s'attendre à la faveur que lui réservait la fortune; et il fut bien surpris, lorsque des députés de l'assemblée de Moskou, se prosternant à ses pieds, lui firent savoir que les Ordres de la nation l'avaient proclamé souverain. Xenia, sa mère, devenue religieuse sous le nom de Marpha, en 1601, lorsque Fœdor avait été jeté dans un cloître, se rappelait la confusion, les massacres de cette malheureuse époque; et, redoutant pour son fils le périlleux honneur de la royauté, elle supplia les députés de laisser à son obscurité ce jeune homme sans expérience. Michel lui-même ne paraissait pas ambitionner beaucoup une couronne qui avait été fatale à tant de prétendants; mais les députés avaient ordre de le ramener. Ils vainquirent, par leur insistance, les craintes de la mère et du fils; et le premier tsar de la famille des Romanof, passa d'un couvent sur le trône.

Son avénement faillit être marqué par une révolution qui peut-être eût modifié tout l'avenir de la Russie. Pour la première fois, les Ordres de la nation s'avisèrent d'exiger, à l'exemple des diètes polonaises, une garantie du souverain qu'ils venaient d'élire, et le jeune Michel dut jurer : 1° qu'il conserverait et protégerait la religion; 2° qu'il oublierait et pardonnerait tout ce qui était arrivé à son père; 3° qu'il ne ferait aucune loi nouvelle et qu'il ne changerait pas les anciennes; 4° que dans les circonstances importantes il ne ferait ni la paix ni la guerre sans avoir consulté les principaux des boyards et du clergé. Mais les

[1] On peut voir, dans tous ses détails, la généalogie des Romanof au t. III de l'*Histoire ancienne de Russie*, par Leclère, p. 4-10.

habitudes du despotisme étaient trop profondément établies chez les Russes pour que de telles conditions fussent longtemps observées, et Michel recouvra bientôt un pouvoir aussi absolu que celui qu'avaient exercé les princes les plus puissants de la dynastie de Rurik.

L'élection de Michel ramena un peu d'ordre en Russie, et rallia la plupart des boyards influents autour du chef national; mais elle ne fit pas cesser la guerre. Novgorod était au pouvoir des Suédois, et continuait à tenir pour Philippe, fils de Charles IX, roi de Suède; de son côté, la Pologne prétendait imposer pour tsar à la Russie Vladislas, fils de son roi Sigismond. Si ces deux états n'eussent été divisés par des prétentions rivales, la Russie, pressée au nord et à l'ouest par ces redoutables ennemis, trop faible encore pour résister avec succès, eût pu être conquise et démembrée; mais les dissensions de la Suède et de la Pologne la sauvèrent de ce danger qui semblait imminent.

Michel, et son conseil de prêtres et de boyards, essayèrent de négocier avec chacun de leurs ennemis séparément : une ambassade fut envoyée à Gustave-Adolphe, qui venait de succéder à son père Charles IX sur le trône de Suède, pour lui offrir de confirmer d'anciens traités d'alliance, et lui réclamer les provinces récemment conquises. Une telle demande était loin de convenir aux vues ambitieuses du monarque suédois, lequel avait récemment traité avec le roi de Danemark, et fait à cet ennemi quelques concessions pour être en mesure de soutenir avec plus de vigueur la guerre contre la Russie. Non-seulement il refusa de rendre les provinces acquises par son prédécesseur, mais il réclama même un dédommagement pour la renonciation de son frère Charles-Philippe au trône de Russie. Le roi de Pologne, de son côté, n'accueillit pas mieux les ambassadeurs de Michel; et le jeune tsar se trouva, dès le début de son règne, engagé dans deux guerres difficiles. Gustave-Adolphe fut aisément vainqueur d'armées mal organisées et mal dirigées. Secondé par son habile général Jacob de La Gardie, il enleva aux Russes plusieurs places fortes, enferma dans une île de la Mtza, rivière qui se jette dans le lac Ilmen, les troupes que le général Troubetskoï conduisait sous les murs de Novgorod pour faire rentrer cette ville dans le devoir. Enfin après trois ans de guerre, il imposa à la Russie le traité de Stolbof, conclu sous la médiation d'un ambassadeur du roi d'Angleterre Jacques Ier. Par ce traité, 26 janvier (nouveau style) 1616, le tsar recouvra Novgorod, mais renonça à toute prétention sur la Livonie et l'Estonie; il abandonna l'Ingrie, la Carélie, et tout le pays compris entre l'Ingrie et Novgorod; en sorte que, jusqu'au règne de Pierre le Grand, la Russie ne posséda plus rien sur la Baltique. De plus, il s'obligea à payer à la Suède une somme d'argent pour l'indemniser des frais de la guerre. Ces conditions étaient dures et humiliantes : cependant Gustave-Adolphe ne s'en fût certainement pas contenté, si une épidémie n'eût exercé de grands ravages parmi ses troupes dans la dernière année de la guerre; et telle était la situation misérable de la Russie, que Michel se trouva heureux

de les obtenir. L'Angleterre fut récompensée de son intervention par les privi-léges que son commerce obtint dans les États moskovites[1].

Délivrés du redoutable Suédois, les Russes tournèrent toutes leurs forces contre les Polonais. La guerre durait sans interruption depuis 1613; Smolensk était en leur pouvoir; et Vladislas, malgré le choix nouveau de la nation russe, avait continué à faire valoir ses prétentions au titre de tsar. En même temps, les cosaques du Don, mus par leur inquiétude naturelle, par l'espoir du butin, et excités peut-être par le roi de Pologne, envahissaient l'Ukraine, s'avançaient jusque sur les bords du Volga, et exerçaient dans toutes les provinces russes les plus grands ravages, ruinant les campagnes, incendiant les villes et les villages, et signalant partout leur passage par d'atroces cruautés. Ils pénétrèrent ainsi, divisés en deux hordes, les uns jusque sous les murs de Moskou, les autres près d'Olonetz, entre les lacs Onéga et Ladoga. Mais là, surpris et enveloppés par deux armées russes, ils furent exterminés; et ceux qui échappèrent au carnage, furent cantonnés dans la Russie méridionale et jurèrent fidélité au tsar (1615).

Il était plus difficile de vaincre les Polonais que les Cosaques. L'armée, envoyée par Michel sous les murs de Smolensk, ne put prendre cette ville. Vladislas en fit lever le siége, puis il envahit les provinces russes; et, malgré deux échecs que lui fit subir le brave Pojarski, l'un des principaux boyards du parti national, il s'avança jusque sous les murs de Moskou. Peut-être la résidence des tsars allait tomber entre ses mains, sans la désertion de deux bombardiers français qui, la veille de l'assaut, passèrent de son camp dans la ville russe. L'énergie de l'attaque et de la défense fut la même de part et d'autre : les Polonais étaient nombreux et aguerris : mais les Russes, animés par le souvenir des maux que leur avaient fait subir les précédentes invasions polonaises, déployèrent dans leur résistance beaucoup de vigueur et de courage. Vladislas ne put prendre Moskou; il ne sut pas profiter de quelques troubles que les Cosaques de la garnison excitèrent dans cette ville; le désordre se mit dans son armée. Obligé de se retirer, il essuya une défaite en regagnant ses frontières. Renonçant alors à ses prétentions sur la Russie, il fit les premières démarches pour la paix; et des conférences s'ouvrirent dans un village des environs de Troïtza. On rapporte que, le premier jour, les ministres se séparèrent après s'être mutuellement insultés; à la seconde conférence, peu s'en fallut qu'on n'en vînt aux mains; enfin, dans la troisième entrevue, on parvint à s'entendre; et une paix de quatorze ans et demi fut conclue. Smolensk et plusieurs autres places frontières furent cédées par les Russes aux Polonais (1618). Le tsar se contenta de stipuler que la liberté serait rendue à son père, le Métropolite Philarète, qui était encore détenu dans une étroite captivité par les Polonais. Fœdor Romanof, libre enfin et vainqueur

[1] Levesque, *Hist. de Russie*, t. III, p. 357. — Leclère, *Hist. anc.*, t. III, p. 25.

de la mauvaise fortune qui, pendant quinze ans, n'avait cessé de le poursuivre, vit le peuple de Moscou se prosterner à ses pieds et le proclamer son héros et son martyr. Nommé patriarche et assis auprès de son fils dans les conseils, il fut autant que lui chef de l'empire; c'est sur son exemple que s'appuyèrent les patriarches, ses successeurs, pour réclamer, jusqu'au temps de Pierre le Grand, le partage du gouvernement; et, aujourd'hui encore, on dit que ce père des Romanof, qui, dans les temps de discordes civiles avait dévoué sa personne et sa famille au bien de la patrie, est aux yeux de ses descendants l'un des vénérables patrons qui les inspirent et les protégent.

La conclusion de ces deux traités avec la Suède et la Pologne, laissa la Russie jouir d'un repos qui lui était grandement nécessaire après ses dissensions intestines et ses guerres extérieures. Toutefois, à l'expiration de la trêve de quatorze ans, en 1632, Michel s'efforça de reprendre Smolensk. Sa tentative fut vaine; un traité de paix confirma les conventions de la trêve précédente; et, en échange de ses concessions de territoire, Michel réclama seulement les restes des Schouiski, auxquels il fit rendre les honneurs dus à ce titre de tsar qui leur avait été si funeste.

A partir de ce second traité, la paix de l'empire ne fut plus troublée que par quelques excursions de Tatars. Michel fit alliance avec le sultan Amurat IV. La prise d'Azof par les Cosaques Zaporogues, ne troubla pas la bonne intelligence qui régnait entre la Moskovie et la Porte. Ce premier Romanof paraît avoir devancé son fils Alexis et son petit-fils Pierre le Grand dans leur système d'emprunts faits à l'expérience et à la civilisation des nations de l'Europe : il appela en Russie des officiers étrangers, forma des troupes régulières de cavalerie et d'infanterie sur le modèle des armées allemandes. Michel essaya aussi de nouer quelques relations avec les puissances européennes : mais il n'entra pour rien dans la grande querelle à la fois politique et religieuse dont Gustave-Adolphe était le héros et Richelieu le grand politique; les diverses phases de la guerre de trente ans s'accomplirent sans intervention de la part du tsar. Au moment où l'Europe va recevoir, par le traité de Westphalie, une nouvelle constitution politique, la Russie, exclue du congrès général, est encore entièrement étrangère au système européen. Inconnu de l'Occident, malheureux avec ses voisins les Suédois et les Polonais, le souverain russe se tourna vers les régions d'où étaient venus ses ancêtres. A l'orient, la puissance russe n'était limitée par aucune nation puissante; Michel envoya des ambassadeurs en Perse, et établit avec la Chine des relations commerciales. A l'intérieur de ses États, il éleva quelques forteresses pour les protéger contre les incursions des Tatars et s'efforça d'établir un peu d'ordre et de régularité dans l'administration. Ce fut au milieu de ces occupations utiles, que la mort le surprit; il succomba à une apoplexie foudroyante au mois de juillet 1645, après trente-deux ans de règne. Son fils aîné Alexis lui succéda.

Alexis Mikhaïlovitch[1] (1645-1676). — Le règne de Michel a inauguré pour la Russie une ère nouvelle de tranquillité intérieure : celui d'Alexis commence la grandeur de cette nation obscure. Le second Romanof, par ses créations, par ses vastes desseins et même par ses réformes, fut le digne précurseur de Pierre le Grand; toutefois, les débuts de son règne ne laissèrent rien pressentir des qualités réelles qu'il déploya par la suite. Proclamé tsar dans la nuit même de la mort de Michel, le jeune Alexis, âgé alors de quinze ans, abandonna la direction des affaires à son gouverneur Boris-Morozof, lequel ne manquait pas de talents, mais qu'une cupidité sans bornes rendait odieux à toutes les classes de l'état. Le premier acte politique d'Alexis, fut sa candidature au trône de Pologne en 1648, à la mort de Vladislas. Telle était la constitution de cette république polonaise, qu'au lendemain de ses victoires sur la Russie, maîtresse encore de Smolensk, elle faillit avoir un tsar pour successeur du roi qui avait menacé Moskou. Alexis, escorté de cent cinquante mille hommes, se présenta devant la diète, et ne proposa rien moins que de joindre la Pologne à la Russie, comme autrefois Jagellon avait réuni la Lithuanie à la Pologne. Mais les nobles polonais n'en étaient pas encore venus à cet état de folie ou de trahison qui par la suite ruina leur patrie. Alexis, malgré ses menaces et ses promesses, fut écarté; et la diète élut Casimir V[2].

Cependant Boris-Morozof dirigeait toujours les actions du jeune tsar; il lui fit épouser la fille d'un simple boyard, et lui-même pensa resserrer les liens qui l'unissaient au souverain et mettre le sceau à son crédit en prenant pour femme la sœur de la tsaritse. Mais il était vieux et infirme, et sa femme se consola de ce mariage avec un jeune Anglais, William Darnley, qui la séduisit par des grâces et une galanterie tout à fait inconnues à la cour de Russie. Morozof n'osa pas sévir contre la belle-sœur du tsar, et il dut se borner à exiler le coupable. Aigri par ses chagrins domestiques, il fit peser un joug plus rude sur les boyards et sur le peuple. Chaque jour de plus lourdes exactions, de nouveaux monopoles, enrichissaient le ministre. L'exil faisait justice de ceux des nobles qui osaient se plaindre; et tous les supplices en usage chez les Russes, châtiaient les moindres réclamations de la classe, à la vérité peu nombreuse, des commerçants et des bourgeois. Enfin, Moskou se lassa de cette ruineuse tyrannie; profitant d'un voyage que le tsar avait fait au couvent de la Trinité, la population se soulève, assiége le palais de Morozof, et demande à grands cris la tête du favori et de ses complices. Sur ces entrefaites, Alexis rentre dans la ville. Ne croyant pas pouvoir se rendre maître de la sédition, il espère qu'une victime suffira au peuple et il lui livre Pletscheef, l'un des conseillers de Morozof. Mais les serfs émancipés, et les vagabonds qui s'étaient mêlés à la révolte, se portent chez les officiers, les

[1] Fils de Michel.

[2] Jean-Casimir, frère de Vladislas. Il avait été jésuite et il mourut abbé de Saint-Germain-des-Prés, à Paris, où l'on voit encore son tombeau.

marchands, et chez tous les gens qui peuvent offrir quelque proie à leur cupidité; ils livrent leurs maisons au pillage, saccagent le palais de Morozof, mettent le feu en plusieurs endroits de la ville, trouvent et massacrent un second ami et complice du ministre; Morozof lui-même n'échappe que par une prompte fuite à la mort. Le tsar dut s'abaisser aux supplications et aux prières, et retirer les impôts créés par son ministre, pour faire rentrer cette populace séditieuse dans le devoir. En même temps, le gouvernement de Pleskof, privé de son blé qui avait été en grande partie exporté en Suède, et réduit à la famine, Novgorod, troublée par la rivalité des marchands russes et des commerçants étrangers, étaient en proie aux séditions. Tout l'empire se trouvait dans la fermentation : les strelitz et les Cosaques s'unissaient aux rebelles; la reine de Suède, Christine, fille de Gustave-Adolphe, faisait valoir auprès du tsar des réclamations, parce qu'il avait accueilli en Russie un grand nombre de paysans suédois chassés de leur patrie par la misère, et exigeait une indemnité en blé et en argent; en même temps, un dernier faux Dmitri apparaissait dans Moskou. On voit quels embarras et quels dangers venaient tout d'un coup assaillir Alexis. Ce fut au milieu de ces circonstances difficiles, que se développèrent son talent et son courage. Il commença par écarter les dangers d'une guerre avec la Suède, en satisfaisant aux réclamations de Christine; il s'empara du tsarevitch imposteur, et le fit mettre à mort; puis, à force de fermeté et de vigueur, il comprima si bien les séditions, qu'en 1650, à la fin de cette crise redoutable, il se trouva en mesure de songer aux agrandissements extérieurs de la Russie. Il fut, à la vérité, heureusement servi par la fortune. Les Cosaques de l'Ukraine, jusque-là soumis aux Polonais, s'offrirent eux-mêmes à passer sous la domination de la Russie.

Tout le vaste pays compris entre la mer Caspienne, le Pont-Euxin, le Volga inférieur et le Dnieper, après avoir vu se presser et se pousser les Slaves, les Khosars, les Tatars, et toutes les races qui envahirent tour à tour le sol de la Russie était habité par une population mélangée de sang tatar et de sang russe, qui, dès le temps de Constantin Porphyrogénète [1] et à l'époque de Vladimir le Grand, portait le nom de Cosaques. Le voisinage de l'empire d'Orient avait facilité, chez ces Cosaques, l'introduction de la religion grecque; mais ils ne s'étaient pas pliés aux habitudes de la vie sédentaire, et leurs tribus nomades erraient dans les vastes plaines du Dnieper, du Don et du Volga. Cependant ils avaient été insensiblement amenés à reconnaître la suzeraineté de la Pologne et de la Russie, à mesure que ces deux monarchies s'étaient fortifiées. Constitués en une espèce de république militaire, ils protégeaient contre les Tatars les frontières de la Russie et de la Pologne; et les rois polonais, en échange de ce service, avaient travaillé à compléter leur organisation et à consolider leur existence : ainsi,

[1] Dans le livre *de Administratione imperii*, Constantin fait mention d'un pays du nom de Κασαχία, situé entre la mer Caspienne et le Pont-Euxin.

Sigismond leur avait cédé à perpétuité le pays situé au-dessus des cataractes du Dnieper. Étienne Batori avait achevé leur organisation militaire; et depuis, cette époque, on put considérer les Cosaques de l'Ukraine comme de véritables vassaux de la Pologne. Toutefois, la pratique du culte grec les rapprochait davantage des Russes, sous la domination desquels l'oppression maladroite des seigneurs polonais ne tarda pas à les faire passer.

Du sein de ce peuple pasteur et guerrier, sortit la branche des Zaporogues ou Zaporoïski, ainsi nommée de ce qu'elle s'établit au delà des cataractes[1]; colonie errante de guerriers qui ne souffraient pas de femmes avec eux, qui vivaient du butin qu'ils faisaient sur les Tatars, les Turcs, les Russes et même les Polonais; association de transfuges de tous les pays, qui pouvait être considérée comme la garde avancée des Cosaques de l'Ukraine. Tant que les Tatars et les Turcs menacèrent l'Europe, l'institution militaire des Cosaques fut utile et politique; mais lorsque la Porte ottomane eut pris rang parmi les nations, et quand on fut engagé avec elle dans des alliances régulières, les rois de Pologne durent réprimer les Cosaques pour faire cesser leurs hostilités. Pendant quelque temps, les troubles de la Russie alimentèrent encore leur avidité vagabonde; mais, quand il leur fallut être en paix avec tous leurs voisins, leur race turbulente se trouva mal de la domination de la Pologne; un instant elle essaya de la protection des Turcs, mais elle les trouva encore trop pacifiques. A ce moment, irrités par des griefs particuliers contre le roi et les grands du royaume de Pologne, lesquels oubliant trop tôt leurs services, prétendaient les traiter en vassaux et en peuple conquis, ils se tournèrent du côté de la Russie et se placèrent sous la domination d'Alexis[2].

Sous Vladislas, les seigneurs polonais avaient, à plusieurs reprises, opprimé les Cosaques, et ce roi eut l'imprudence de tolérer ces vexations. L'Ukraine s'était soulevée; mais Vladislas, à la tête d'une armée polonaise, avait comprimé cette rébellion; il avait exigé qu'on lui livrât le hetman, et il lui avait fait trancher la tête. Cette victoire coûta cher à son successeur. Peu de temps après, un gentilhomme polonais; ennemi d'un Cosaque du nom de Khmelnitski, envahit à l'improviste les propriétés de ce chef : il viola sa femme, puis la massacra sur le cadavre de son fils. Le Cosaque demanda inutilement vengeance. Il assembla alors les chefs des tribus, les excita à la révolte par le récit de l'outrage qu'il avait subi, et se fit élire hetman. Ce fait se passait vers 1648. Le nouveau hetman, profitant de la mort de Vladislas, se jette sur la Pologne, massacre tous les nobles, recrute des paysans serfs, gagne une bataille et marche sur Cracovie. Deux fois les nobles s'assemblent et veulent repousser ce terrible ennemi; ils sont taillés en pièces.

[1] *Sa* ou *za* signifie en slavon au delà; *porog*, écueil ou cataracte.

[2] *Histoire des Cosaques*, par Lesur, 2 vol. in-12; Paris, 1814. — Levesque, t. III, p. 404. — Leclère, *Hist. de la Russie ancienne*, t. II, p. 427. — *Hist. de l'anarchie de Pologne*, par Rulhières, t. III, p. 78-80.

L'armée de Casimir se révolte, et la Pologne semble près d'être écrasée par la formidable rébellion de ses sujets de l'Ukraine, lorsqu'une victoire de Casimir rejette Khmelnitski sur le Dnieper. Le hetman traite alors avec Casimir : mais au mépris des conventions, il lève presque en même temps soixante mille hommes, essaie de les discipliner, et se jette de nouveau avec un corps de Tatars auxiliaires sur la Pologne. Il est vaincu dans plusieurs combats. Il feint alors de désirer de nouveau la paix, et tout en traitant avec Casimir ; il, négocie avec Alexis pour obtenir sa protection. Le tsar saisit avec empressement cette occasion de se venger du refus que les Polonais ont fait en 1648 de lui donner la couronne. Les principaux d'entre les Cosaques, réunis à Pereïaslaf, le 6 janvier 1654, nomment Alexis défenseur de leur religion contre les catholiques latins de Pologne et protecteur de leur confédération. Kief et toutes les villes du Dnieper, qui autre fois avaient été sous la domination des grands-princes, mais que le sort des armes avait livrées à la Pologne, suivent cet exemple et appellent les Russes.

Le tsar, bien qu'en pleine paix avec Casimir, accepte solennellement cet hommage ; puis, pour se donner le droit de soutenir la défection des Cosaques, il déclare la guerre à la Pologne sous prétexte de l'omission de plusieurs de ses titres dans des lettres qui lui avaient été adressées ; il se plaint aussi de plusieurs phrases offensantes écrites contre lui dans des ouvrages publiés en Pologne. Si pauvres que fussent les prétextes du tsar, il fallut bien que le roi Casimir subît la guerre, puisque, par une fâcheuse vicissitude, il se voyait en ce moment plus faible que ce voisin dont le père avait failli être renversé par Vladislas. Alexis se met en personne à la tête de son armée ; il enlève Smolensk, Mohilof, Vitebsk, Polotsk, et plusieurs autres places. Les Cosaques lui livrent Kief ; et, au printemps de l'année suivante, Vilna lui ouvre ses portes ; une portion de la Lithuanie et de la Severie tombent ainsi au pouvoir des Russes. La malheureuse Pologne est en même temps menacée vers le nord par une armée suédoise : Charles-Gustave, devenu roi par l'abdication de Christine, profite des embarras du roi de Pologne pour envahir la Livonie et les autres provinces de la Baltique orientale, qui avaient été l'objet de longs débats entre la Pologne et la Suède. Casimir, abandonné de son armée, cherche un refuge en Silésie ; il met son royaume sous la protection de la Vierge. Un troisième ennemi cherche dans ce moment même à tirer parti de ses désastres : c'est l'électeur de Brandebourg, qui se jette sur la Prusse-Royale. Mais ce concours même de prétentions rivales sauve la Pologne. Le roi de Suède venait de pénétrer dans l'intérieur de la république ; et, craignant de partager avec l'électeur une conquête dont il se regardait comme assuré, il fait diversion à ses projets pour se jeter sur les états de ce concurrent. En même temps, le tsar jugeant l'occasion favorable pour envahir les états de Charles-Gustave, conclut, par l'intervention de l'empereur Ferdinand III, une trêve avec Casimir, à la condition de conserver ses récentes conquêtes (1656), et porte ses armes dans l'Ingrie,

la Carélie et la Livonie. Il prend Nienchantz, Dorpt et Narva ; mais il échoue devant Riga, et est obligé d'abandonner ses conquêtes. Toutefois cet exemple ne fut pas perdu pour ses successeurs ; Alexis apparut dans ces provinces comme le précurseur de celui qui devait y fixer le siége de l'empire (1658).

La fortune militaire des Russes se soutenait mieux en Lithuanie, où la guerre avec la Pologne venait de recommencer : mais Alexis expiait ses conquêtes par de graves embarras intérieurs. La Russie souffrait une partie des maux qu'elle faisait éprouver à ses ennemis. Ses finances étaient épuisées, et le tsar avait eu recours à des altérations de monnaie qui irritaient profondément la population de Moskou et des grandes villes ; il avait imaginé de donner aux kopecks de cuivre la valeur des kopecks d'argent ; la dépréciation de cette monnaie fictive avait exagéré le prix de toutes les marchandises et amené une misère générale. En même temps, la peste désolait Moskou et plusieurs provinces de l'empire. Les Tatars de Crimée envahissaient, à l'instigation du roi de Pologne, la Russie méridionale, et s'avançaient jusque sur la Desna, grand affluent de la rive gauche du Dnieper. A la faveur de ces circonstances, Casimir acheta, au prix, il est vrai, de cruels sacrifices, la paix de la Suède et de la Russie. Par le traité d'Oliva, en mai 1660, il renonça, en faveur de la Suède, à toutes ses prétentions sur les provinces baltiques. L'année suivante, mai 1661, des négociations s'engagèrent sous la médiation de l'empereur Léopold, entre la Pologne et la Russie. Le baron de Mayerberg, envoyé de l'Empereur, a fait la description suivante de la salle d'audience où le reçut le tsar. « Au milieu de la pièce, il y avait une colonne qui en soutenait la voûte et qui en diminuait beaucoup la beauté. On voyait sur les murailles de vieilles peintures, et, entre les fenêtres, des plaques d'argent. Autour de la salle étaient des bancs de bois scellés dans le mur et couverts de tapis : on y montait par quatre marches. Là, les boyards étaient assis au côté droit du tsar, la tête découverte. Le trône était placé dans un coin de la salle, à gauche de ceux qui entraient : il était de vermeil et élevé de trois marches au-dessus des bancs ; mais il était si étroit et placé dans un lieu tellement obscur, que l'on n'en pouvait découvrir toute la beauté. Au-dessus de la tête du tsar pendait une image qui représentait la sainte Vierge ; de l'autre côté, en face du trône, était une horloge faite en forme de tour ; et dans un coin opposé, il y avait une pyramide qui soutenait un globe d'or. Du haut de la voûte pendaient deux images de saints exposées à la vénération des assistants. Sur un banc placé à la droite du tsar, était un bassin, un pot à l'eau et une serviette pour laver et essuyer sa main après que les ambassadeurs l'auraient baisée. Le tsar avait sur sa tête un bonnet en forme de pain de sucre, bordé de martres zibelines, couvert d'une couronne d'or remplie de pierreries et se terminant en pointe [1]. »

C'était, on le voit, un mélange de magnificence asiatique et de simplicité bar-

[1] Leclère, *Histoire ancienne de Russie*, t. III, p. 67.

bare. Les négociations traînèrent près d'une année en longueur; enfin, Alexis toujours menacé par les Tatars et voyant se multiplier autour de lui les embarras, consentit à une trève de vingt-un ans avec la Pologne. Il conserva Smolensk, Kief, Bielgorod et toutes ses conquêtes, plus la souveraineté sur les Cosaques de la rive gauche du Dnieper. La Pologne maintint sa domination sur ceux de la rive droite.

Laissé libre par ce traité avantageux de s'occuper des affaires intérieures de l'empire, il combattit l'influence de Nikon, patriarche de Novgorod, et réprima les brigandages d'un terrible chef des Cosaques du Don. En 1659, il avait eu déjà à comprimer dans Moskou une grave sédition : le peuple s'était de nouveau révolté contre ses ministres, et particulièrement contre Ilia Miloslavski, père de la tsaritse, accusé de détourner à son profit tout l'argent et tout le grain de Moskou. Après un long carnage, l'avantage était resté aux strélitz qui combattaient pour le tsar; et un grand nombre des rebelles avaient été massacrés ou exilés en Sibérie. La mort de Morozof, ce ministre toujours odieux, survenue en 1660, n'avait pas calmé l'effervescence populaire; et un droit ambitieux, le patriarche Nikon, crut pouvoir profiter des circonstances difficiles où se trouvait le tsar, pour obtenir de lui le partage de l'autorité et du gouvernement. Ce Nikon, né vers 1613, et voué de bonne heure, par vocation, à la vie monastique, avait étonné par ses austérités, et frappé de respect par ses vertus sauvages, un peuple naturellement religieux. Il n'était encore que pope, lorsqu'il se sépara de sa femme pour entrer dans un monastère situé dans une île de la mer Blanche. Sa réputation de sainteté parvint jusqu'au tsar Alexis, qui le nomma métropolitain de Novgorod. Nikon contribua par sa fermeté à réprimer la grande sédition excitée, en 1649, par la rivalité des marchands russes et des marchands allemands. Il trouva bientôt la récompense de ce service dans la seconde dignité ecclésiastique de Moskovie : il fut nommé, en 1652, patriarche de Novgorod. Il essaya alors d'introduire dans l'église russe des réformes tendant à limiter le culte des images et à rétablir dans sa pureté le texte souvent altéré de la Bible slavone. Il persécuta la secte des Raskolniks, schismatiques qui rejetaient avec obstination ses réformes; et, en même temps, il parut revendiquer au nom de la dignité patriarcale l'influence qu'avait possédée Philarète, père de Michel Romanof. Ce fut à ce moment qu'Alexis s'effraya des desseins de l'ambitieux patriarche. Joseph, patriarche de Moskou, contribua lui-même, par envie contre les talents et la fortune de Nikon, à irriter le tsar; et le chef religieux de Novgorod, détesté du peuple pour ses réformes et craint de la cour pour son ambition, fut contraint de se retirer dans un monastère, où il employa les loisirs de sa vie nouvelle à rassembler les chroniques depuis Nestor jusqu'à son temps, et à composer la première histoire qu'on ait de la Russie.

Contenir cette ambition environnée de tant d'inimitiés, c'était plus facile que

de réprimer les brigandages des Cosaques rebelles. Pendant que les hordes de l'Ukraine recherchaient la protection de la Russie, celles du Don bouleversaient le midi de l'empire. Vers 1666, un de leurs chefs, du nom de Stenka Razin, à la fois ambitieux, cruel et plein de courage, réunit tous ceux des Cosaques auxquels pesait leur inaction, et se jeta sur la province d'Astrakan avec cette troupe avide de butin et de carnage. Son premier exploit fut le pillage d'une caravane appartenant au tsar, et le massacre des boyards qui l'accompagnaient. Sa troupe se recrutait chaque jour de nouveaux aventuriers; lui-même massacrait les seigneurs et enrôlait les serf sur son passage. Lorsqu'il se jugea assez fort, il mit en réquisition tout ce que l'on put trouver de barques dans le pays, forma une flottille, descendit le Volga et entra dans la mer Caspienne. Le gouverneur d'Astrakan lui envoya quelques officiers pour l'engager à la paix et à la soumission; il les fit massacrer, puis extermina un corps de strélitz : et les rivages de la Caspienne demeurèrent exposés sans défense à ses brigandages. Il fut rejoint en 1668 par un autre Cosaque du Don, surnommé *Krivoi* ou *le Louche*, lequel venait de remporter sur l'escadrille du voïevode d'Astrakan une grande victoire navale; les deux chefs se jetèrent sur les rivages de la Perse, détruisirent un grand nombre de bourgades et de villes, battirent les troupes du gouverneur du Ghilan, et interrompirent par leurs pirateries tout le commerce entre Astrakan et la Perse. Alexis déploya à ce moment des forces telles, pour réprimer ces brigandages, que Razin demanda à faire sa soumission et à prêter le serment de fidélité. Tels étaient les ménagements dont la Russie usait à l'égard des Cosaques, que non-seulement le tsar lui laissa la vie sauve, mais encore lui abandonna toutes les richesses dont ses dépradations l'avaient rendu maître, et lui permit de demeurer dans la province d'Astrakan. Aussi Razin se révolta-t-il de nouveau en 1670, un an après avoir consenti à rentrer dans le devoir. Environné d'une bande considérable de Cosaques attirés par le bruit de ses premiers exploits, il assiége et prend Tsaritsin, bat un corps de strélitz envoyés de Moskou à sa rencontre, enlève la ville de Tchernoï-Jar, dont tous les habitants sont passés au fil de l'épée, et noue des intelligences dans la ville d'Astrakan, dont presque toute la garnison désirait ardemment suivre sa fortune. L'audacieux aventurier vient mettre le siége devant cette ville importante, donne l'assaut, et, favorisé par la défection d'une grande partie des troupes, s'en empare. Aussitôt les massacres et le pillage commencent : le voïévode, les boyards, les marchands, sont massacrés. Razin, ivre d'eau-de-vie, court les rues avec ses compagnons, poignarde lui-même la plupart de ceux qu'il rencontre, jette un grand nombre d'habitants dans le fleuve, fait couper les pieds et les mains à quelques autres. Ses Cosaques, et les troupes même du voïévode, suivent son exemple : de tous côtés on assomme, on pille, on égorge, on pend. Les massacres durent ainsi quelques jours; puis Razin abandonne la ville à deux de ses lieutenants, qui continuent à pendre, à égorger, et font périr dans les plus affreux supplices l'ar-

chevêque et tous ceux des boyards que l'on peut découvrir, et lui-même s'embarque sur le Volga pour pénétrer au cœur de la Russie. Sur son passage, il fait appel à tous les mécontents, aux anciens partisans des Dmitri, aux schismatiques, à tous les hommes avides de butin; il soulève les serfs contre les boyards, et exerce les plus affreux brigandages. Il répand le bruit qu'il va marcher sur Moskou, pour délivrer le peuple de l'oppression des nobles et du clergé; c'était toute une révolution sociale que le Cosaque du Don allumait d'un bout à l'autre de cette Russie barbare. Les classes opprimées, les races vaincues, paysans, Tatars, Tchoudes, se révoltent, massacrent les nobles, pillent leurs maisons, violent leurs femmes et leurs filles; une sorte de Jacquerie confond la hiérarchie, bouleverse toutes les habitudes de l'empire. De Novgorod à Kasan, il n'y a pas une ville qui ne se soulève et qui n'appelle Razin comme un libérateur.

Le tsar déploya toutes ses forces contre ce terrible ennemi. Les bandes indisciplinées de Razin ne tinrent pas contre l'armée considérable du prince Dolgorouki. Le Cosaque vaincu, se retira sur le Don, dans l'espérance d'y recruter de nouveaux soldats; mais le hetman s'empara de lui en trahison, et le livra à Dolgorouki, qui l'envoya à Moskou où il fut écartelé. Astrakan rentra sous la domination du tsar, et ainsi s'éteignit, avec l'homme remarquable qui l'avait allumé, cet incendie qui faillit un instant embraser tout l'empire (1671).

Les quatre dernières années du règne d'Alexis ne furent troublées ni par la guerre, ni par les désordres intérieurs, et ce tsar put se livrer en paix à son goût pour les travaux administratifs. Dès les premières années de son règne, il avait songé à réunir et à coordonner les édits de ses prédécesseurs, de manière à donner à la Russie une législation à peu près complète. Ce recueil de lois, qui porte le nom d'*Oulagenié*, ne reproduit guère que le code d'Ivan IV avec quelques améliorations; c'est le document où l'on retrouve le mieux l'état de la société russe à cette époque; et, à ce titre, il mérite que l'on s'arrête à ses principales dispositions.

Le *Rouskaia prawa*[1], ancien code, qui avait été en vigueur jusqu'au temps de l'invasion tatare, cessa d'être appliqué durant les deux siècles de la domination étrangère : Ivan le modifia dans l'intérêt de son despotisme; puis le Rouskaia prawa retomba dans l'oubli, jusqu'au temps d'Alexis, qui voulut le rajeunir et l'approprier à son époque. En 1650, le tsar fit venir le patriarche, les principaux membres du clergé, les boyards, les magistrats, et leur proposa de recueillir les canons de l'Église, les édits des empereurs grecs, les lois civiles et militaires, toutes les ordonnances de ses prédécesseurs, pour en extraire les articles propres à former un corps de lois. Il ordonna en même temps que toutes les provinces, les villes, les bourgades, chaque corps de marchands, chaque ordre de citoyens,

[1] Ces mots signifient les Vérités russes.

envoyassent des députés pour concourir à ce grand travail de législation. C'était là une généreuse entreprise ; elle atteste chez le père de Pierre le Grand une admirable aptitude pour son rôle de souverain. Mais cette œuvre réformatrice, placée sous la surveillance de toutes les classes de la nation, n'en subit pas moins l'influence des habitudes et des préjugés du temps et du pays qui lui donnèrent naissance ; malgré la participation des classes inférieures, elle s'accomplit au profit exclusif des nobles et du clergé, et ne fut qu'un monument de la bonne volonté impuissante du souverain et de la barbarie des Russes au milieu du XVIIe siècle.

Le premier chapitre traite des peines encourues par les blasphémateurs et par ceux qui troublent le service divin ; la loi les punit sévèrement, et en plusieurs cas leur inflige la peine de mort. — Le second traite des devoirs des sujets envers leur souverain et ses officiers. La peine capitale y est portée contre les traîtres et contre ceux qui ne les ont pas dénoncés. Cette condamnation emporte confiscation des biens au profit du tsar. — Le troisième défend, sous diverses peines, et, en plusieurs cas, sous peine de mort, les querelles, les violences et les larcins dans les résidences du souverain. — Le quatrième punit par la mort toute contrefaçon et falsification des lettres-patentes et des actes émanés du palais. — Le cinquième ordonne de verser du plomb fondu dans la bouche des faux-monnayeurs, et décerne une amende contre les orfèvres qui auront employé des alliages dans la fabrication des métaux précieux. — Le sixième interdit aux Russes de voyager sans permission dans les pays étrangers. — Le septième détermine les contributions imposées au peuple pour la solde des troupes en temps de guerre ; il enjoint aux propriétaires de fournir tout ce qui leur est nécessaire. D'autre part, il tend à réprimer les exactions que commettaient jusque-là impunément les strelitz et autres gens de guerre. — Le huitième et le neuvième ont trait à des impôts dont, à part le cas où il est nécessaire de racheter des prisonniers de guerre, les nobles, les officiers et le clergé sont entièrement exempts. — Le dixième concerne la justice ; il est divisé en un grand nombre d'articles dans lesquels le châtiment du knout et celui des battogues sont portés contre les plaignants, les témoins ou même les juges, selon les torts réciproques qu'ils peuvent avoir. Les juges sont amovibles, mais les jugements sont sans appel. — Parmi les chapitres suivants, le plus curieux est celui qui traite de la réparation des injures verbales et des voies de fait, et établit un tarif de peines et d'amendes, suivant la gravité du cas, le rang de la personne offensée, et celui de l'offenseur. C'est une échelle assez curieuse de la valeur à laquelle s'estimaient, dans leur hiérarchie sociale, les Russes de cette époque.

Si un boyard, un gouverneur, un conseiller du prince insulte le patriarche, on le livre à sa discrétion. Si l'offensé est métropolitain, il reçoit une indemnité de quatre cents roubles ; trois cents, s'il est archevêque ; deux cents, s'il est évêque ; et il dispose à son gré de l'offenseur si celui-ci n'est pas solvable. Pour le même

délit, un sénéchal, un officier de cour, un secrétaire, un noble, un étranger, sont punis du knout, de la prison, des battogues. Le tarif des injures envers le clergé de second ordre est celui-ci : pour l'archimandrite du couvent de Troïski, cent roubles; pour le procureur de la maison, quatre-vingts; pour le trésorier, soixante-dix; pour un simple religieux, quarante. — L'amende est moindre de dix roubles par personne pour le couvent de la Nativité de Vladimir, de dix autres pour celui de Tchoudof, et successivement jusqu'au dernier monastère où l'abbé ne reçoit plus que dix roubles et le dernier moine cinq. Vient ensuite une longue énumération de tous les fonctionnaires de l'Église et de la cour, taxés à une grande valeur. Puis, les différentes classes de marchands sont désignées par centuries, et les individus sont estimés de cinquante à douze roubles. Le paysan de la couronne a droit à un rouble, le domestique du boyard à la moitié, l'homme du peuple au quart.

Par une disposition très-remarquable chez un peuple qui semble avoir apporté de l'Orient le mépris des femmes, et qui les tient encore recluses au fond du gynécée, les amendes sont quadruples de celles des hommes pour insulte envers les jeunes filles et doubles pour insulte envers les femmes mariées. A part cette disposition, la condition des femmes n'est aucunement améliorée; ces malheureuses demeurent, comme par le passé, livrées à la discrétion absolue de leurs maris, qui, sous prétexte de les châtier, peuvent leur faire subir les traitements les plus barbares. Ainsi, Leclerc, panégyriste de l'histoire de Russie et sincère admirateur des institutions d'Alexis, ne peut se dispenser de rapporter ce fait, parfaitement constaté et regardé en Russie comme fort naturel : En 1661, un mari obligea sa femme à se revêtir d'une chemise qu'il avait trempée dans l'eau-de-vie, il y mit le feu et la fit périr de cet horrible supplice, sous prétexte de lui infliger une correction maritale. Les tribunaux ne l'inquiétèrent en aucune façon : il était dans son droit en châtiant sa femme [1].

En voilà assez pour faire connaître l'Oulagenié et l'état des mœurs russes au temps d'Alexis. Il faut reconnaître, malgré l'imperfection de ce code, que le tsar fit beaucoup pour améliorer une nation à laquelle il était bien supérieur. On doit cependant lui reprocher une institution avilissante, qui ne pouvait exercer que des résultats funestes sur la moralité de ses sujets; c'est une chancellerie secrète étendant un vaste réseau sur tout l'empire et mettant la vie et la fortune des citoyens à la merci des délateurs. Trois mots, *slovo o dielo* (c'est-à-dire *la parole et l'acte*), suffisaient au dénonciateur pour faire jeter un citoyen dans les prisons. Il est vrai que le délateur devait soutenir devant les tribunaux, l'accusation de complot contre la vie ou le gouvernement du tsar, et que lui-même était soumis au supplice du knout. Cette mesure de police témoigne des difficultés que les Romanof éprouvèrent jusqu'à Pierre Ier à s'asseoir solidement sur

[1] Voir pour les dispositions détaillées du Code d'Alexis le t. III de la *Russie ancienne,* de Leclère, p. 81-97.

le trône, et elle atteste le grand nombre de conspirations qu'ils eurent à réprimer.

D'ailleurs, Alexis s'efforça de faire naître un peu d'industrie, de développer le commerce dans les deux Russies (Europe et Asie). En 1652, il noua les premières relations de la Russie avec la Chine; et il s'efforça de faire adopter à ses peuples des réformes empruntées aux nations voisines; il fit venir des ouvriers de tous les états, des charpentiers de navire que son fils retrouvera plus tard, des officiers et des instructeurs; il ouvrit la Russie aux étrangers; il annula les priviléges exclusifs du commerce anglais, et l'assujettit, malgré les instances de Cromwell et de Charles II, aux mêmes droits que celui des autres étrangers; il comprit enfin que de l'occident devaient lui venir tous les éléments de prospérité et de grandeur. Les premières exploitations des mines de l'Oural datent de ce règne. Enfin Alexis établit en plusieurs points de l'empire des manufactures de toiles, d'étoffes de soie, et des fabriques d'ouvrages de fer. Ce fut au milieu de ces occupations pacifiques que la mort le surprit en janvier 1676; il n'était âgé que de quarante-neuf ans, et il en avait régné trente et un. De sa première femme, il laissait deux fils, Fœdor et Ivan, et six filles, au nombre desquelles était la fameuse Sophie. De sa seconde femme, Nathalie fille de Nariskin, il avait eu une fille qui s'appela, comme sa mère, Nathalie, et un fils qui devait être Pierre le Grand.

Foedor Alexeievitch (1676-1682). — Des deux fils qu'Alexis laissait de son premier mariage, Fœdor, l'aîné, était valétudinaire, et Ivan, le second, imbécile. Fœdor n'était cependant pas indigne du trône : ce souverain de dix-neuf ans cachait dans un corps infirme une âme courageuse, et, dès le début de son règne, il essaya de continuer les réformes de son père. Après l'élection des Romanof, un parti s'était formé contre eux dans les grandes familles qui prétendaient descendre des premiers conquérants de la Russie; ce parti, incomplétement réprimé par Michel et par Alexis, rappelait sans cesse l'origine prussienne des tsars régnants et semait la discorde. Devant l'ennemi, ces nobles refusaient d'obéir, sous prétexte que leurs ancêtres avaient commandé; et plus d'une fois leurs querelles pour l'étiquette et le cérémonial avaient ensanglanté le palais des tsars. Fœdor voulut faire cesser pour jamais ce motif de discorde. Il se fit apporter les titres de cette classe de la noblesse sous prétexte de les reviser soigneusement; puis, tout d'un coup, s'appuyant des raisonnements du patriarche et de l'autorité des Saintes Écritures, il décida que ces titres étaient superflus et les fit brûler. Ensuite il remania la noblesse et la partagea en deux ordres dont la hiérarchie s'effaçait devant celle des dignités conférées par le souverain.

A cet acte d'une extraordinaire vigueur, Fœdor ajouta des mesures propres à favoriser le développement de l'instruction dans ses États : il augmenta le nombre des écoles, et traça le plan d'une académie où la grammaire, la rhétorique et la philosophie, devaient être enseignées à côté du droit civil et ecclésiastique. Mais la barbarie de la nation apparaît au milieu même de ces projets civilisateurs;

dans les règlements établis pour cette académie par le tsar et par les hommes les plus éclairés de la Russie, on lit que tout professeur convaincu d'avoir exposé des doctrines contraires aux principes de la foi orthodoxe, sera frappé du knout, puis condamné au feu s'il persévère dans son opinion schismatique. Les mêmes supplices punissent les pratiques de la magie et l'irrévérence pour les saintes images.

Fœdor ne vécut pas assez longtemps pour voir s'élever cette académie, qui, dans sa pensée, devait être l'un des principaux instruments de la civilisation russe; mais Moskou lui dut d'autres réformes d'une utilité immédiate : ce fut lui qui fit établir des haras, qui remplaça par des constructions en briques les édifices publics, bâtis jusqu'alors en bois, et qui commença à faire de la vieille cité slave et tatare une ville européenne.

Au dehors, ce digne fils d'Alexis ne montra pas moins de décision et de vigueur. Les Tatars de Crimée étaient venus en 1677 mettre le siége devant Tchiriguin, place récemment cédée à la Russie par les Cosaques Zaporogues. Ils furent battus et repoussés. Les Turcs, à l'instigation desquels les Tatars avaient agi, intervinrent alors; ils réussirent à s'emparer de la place, et la guerre se prolongea jusqu'en 1681. Enfin les Russes parvinrent à lasser leurs adversaires par leur opiniâtreté; et le sultan, renonçant à toute prétention sur l'Ukraine, reconnut l'indépendance des Cosaques sous la protection de la Russie.

Ce règne, qui semble la continuation de celui d'Alexis, ne manqua, comme on le voit, ni d'utilité ni de grandeur; mais il dura peu. Fœdor, dont la santé avait toujours été chancelante, vit ses forces décliner rapidement à la suite de son mariage avec Marthe Apraxin, qu'il épousa après la mort de sa première femme, en 1682; il traîna encore quelques mois d'une vie languissante, puis il expira. Une femme habile et ambitieuse, un malheureux jeune homme dont la raison s'égarait au milieu de convulsions presque continues, un enfant précoce et audacieux, allaient se disputer son héritage, et les strelitz lui préparaient de sanglantes funérailles.

Ivan V, Pierre Ier, tsars, et Sophie, régente (1682-1689). — On disait, parmi les boyards, que Fœdor, voulant à son lit de mort rendre un dernier service à la nation, avait écarté du trône Ivan, l'héritier légitime, et désigné Pierre, bien que celui-ci ne fût âgé que de dix ans, pour son successeur. Ivan était personnellement incapable de faire valoir ses droits, s'ils étaient méconnus; mais les intrigues s'abritaient sous son nom, et sa sœur Sophie réclamait pour son frère une autorité dont elle espérait obtenir le plein exercice. Cette princesse, née comme Ivan et Fœdor de la première femme d'Alexis, avait su échapper au sort habituel des filles de sang royal, presque toujours condamnées à passer leur vie dans un monastère. C'était elle qui avait déterminé Fœdor à épouser Marthe Apraxin, espérant que cette union donnerait naissance à un prince pendant la minorité duquel elle pourrait à son gré gouverner l'État. Déçue dans cette attente, elle avait

reporté sur Ivan toutes les espérances de son ambition; aussi, quand elle vit ses projets près d'être déjoués par les dernières dispositions de Fœdor, elle prit le parti extrême, de concert avec le prince Galitzin, son conseiller et son favori, avec les Miloslavski et un petit nombre d'autres grandes familles, de soulever les turbulents strelitz contre Pierre, contre sa mère Nathalie, jeune femme douce et inoffensive, et contre les Nariskin, parents de Nathalie et principaux partisans de son fils. Ces derniers étaient généralement odieux pour leur morgue et leur puissance, et ils avaient surtout mécontenté les strelitz en prenant, à la mort de Fœdor, la direction des affaires sans s'être concilié par des présents cette milice despotique et redoutable. Deux jours après la mort du tsar, vingt mille strelitz se précipitent en armes au Kremlin, se plaignant de neuf de leurs chefs qui, disent-ils, ne les ont pas exactement payés. Les chefs sont cassés, et les strelitz reçoivent l'argent qu'ils réclament. Cette satisfaction ne leur suffit pas; ils exigent que les officiers, dont ils ont eu à se plaindre, leur soient livrés; puis ils s'érigent en tribunal et les condamnent au supplice des battogues. Ces malheureux sont dépouillées de leurs vêtements, étendus sur le ventre et frappés sur le dos avec des verges; ils sont ensuite obligés de remercier les soldats qui leur ont fait subir ce cruel traitement, et de racheter leur vie par une forte rançon.

Ce n'était là que le prélude de la révolte : le bruit se répand que le légitime héritier de Fœdor, Ivan V, vient d'être étranglé. A cette nouvelle, les strelitz s'élancent de nouveau au Kremlin; ils envahissent ce palais, tambour battant, enseignes déployées, et traînant des canons avec eux. Ils veulent qu'on leur livre les traîtres et les meurtriers du tsar. Vainement Pierre, sa mère, Ivan lui-même, se montrent à eux; rien ne peut calmer leur fureur; ils pénètrent plus avant dans le palais. Aphanasi Nariskin, frère de la tsaritse, tombe entre leurs mains; ils le jettent par une fenêtre, et leurs compagnons le reçoivent sur le fer de leurs lances. Des bandes de ces furieux se répandent dans la ville; ils rencontrent le fils de George Dolgorouki, le prennent pour le plus jeune frère de Nathalie, et le massacrent. En considérant mieux leur victime, ils reconnaissent qu'ils viennent de donner la mort au fils d'un homme qui leur est cher; ils enlèvent alors ce cadavre tout sanglant et le portent à Dolgorouki. Le malheureux père essaie de contenir sa douleur, il donne même une récompense à ceux qui lui ont rapporté le cadavre de son fils; mais sa femme et ses filles ne peuvent contenir leur indignation, et lui reprochent sa lâcheté. « Patience, dit-il, il faut attendre le jour de la vengeance. » Quelques strelitz ont entendu ces mots; ils reviennent sur leurs pas, traînent le vieillard par les cheveux, et l'égorgent à la porte de sa maison. Grand nombre de boyards, les principaux officiers de la couronne, des membres du conseil, les médecins accusés d'avoir empoisonné Fœdor, sont sacrifiés à leur vengeance. L'un des séditieux, s'adressant au peuple rassemblé sur la place du palais, lui demande s'il approuve ces massacres, et la populace applaudit avec

fureur. La nuit vient interrompre l'effusion de sang; mais les strelitz, qui n'ont pas encore assouvi leur soif de carnage, placent des gardes aux portes du palais et des principaux quartiers de la ville.

Le lendemain éclaire de nouveaux massacres : les rebelles retournent au palais et demandent Cyrille Nariskin, père de la tsarine, et Ivan, frère de cette princesse; ils menacent de mettre le feu au palais si on ne leur livre ces victimes. Les prières et les larmes, rien ne peut les fléchir; c'est en vain que Sophie elle-même, épouvantée des excès de la sédition, se jette aux pieds des rebelles et s'efforce de les calmer par des supplications et des promesses : ils ne l'écoutent plus. Ivan Nariskin se fait alors administrer le viatique et l'extrême-onction, il sort de sa retraite muni d'une image de la Vierge qui passait pour miraculeuse, et s'avance au devant des furieux. Ceux-ci le saisissent, se l'envoient de l'un à l'autre avec la pointe de leurs piques, puis l'entraînent avec un médecin hollandais nommé Vangad, dont la science faisait tout le crime, et les précipitent tous deux au bas des escaliers. Là, une sorte de tribunal est institué. Nariskin et Vangad sont appliqués à la question; celui-ci est particulièrement accusé de s'être livré à des pratiques de magie : pour preuve de son crime, on raconte qu'il a conservé chez lui une peau de serpent et un crapaud desséché. Tous deux sont condamnés au supplice des dix mille morceaux; on les hache vifs, puis on expose leurs têtes, leurs pieds et leurs mains sur les pointes de fer d'une balustrade. Le malheureux Cyrille est contraint d'assister au supplice de son fils, et jeté ensuite, sanglant et mutilé, dans un monastère.

Pendant ces dernières scènes de carnage, Nathalie, folle de douleur et de crainte, avait fui, emportant son fils dans ses bras. Les rebelles se précipitent sur ses traces; ils vont la rejoindre; déjà la malheureuse mère entend leurs cris féroces; elle se jette dans le couvent de la Trinité, pénètre dans l'église et dépose son fils sur l'autel. Mais le sanctuaire est violé; les strelitz ont aperçu leur victime; l'un d'eux saisit le prince et lève son glaive : cette tête qui porte en elle l'avenir de la Russie va tomber, quand un moment d'hésitation, et l'arrivée de quelques cavaliers favorables à Nathalie et à son fils, sauvent le jeune Pierre [1].

Tel fut le dernier et le plus dramatique incident de ces journées meurtrières : ivres de sang et gorgés de butin, ces strelitz, auxquels l'enfant qu'ils avaient épargné devait un jour faire cruellement expier leurs fureurs, consentirent à rentrer dans l'ordre, après toutefois avoir exigé une dernière satisfaction. Recrutés pour la plupart parmi le peuple, les strelitz faisaient cause commune avec la classe dont ils étaient sortis. En Russie, il n'y a pas de classe intermédiaire entre les serfs et les boyards; seulement il y a diverses classes de serfs, et ceux qui ne sont pas complétement esclaves sont liés à leurs maîtres pendant un nombre d'années déterminé par des contrats. Les strelitz se rendent au tribunal

[1] Levesque, *Hist. de Russie*, t. IV. — *Hist. de Russ.*, par Voltaire. — Stæhlin, *Anecdotes sur Pierre le Grand.*

où ces contrats étaient conservés, les brûlent, anéantissant ainsi les preuves de l'engagement des hommes du peuple avec les boyards. Ils se partagent ensuite les biens des proscrits, et font ériger sur une place de la ville un monument où sont inscrits les noms et les prétendus crimes de leurs victimes. En même temps, ceux d'entre leurs chefs qui avaient dirigé le soulèvement, débattent avec Sophie les conditions auxquelles il lui sera permis de régner : elle jouira des honneurs souverains, son buste figurera sur les monnaies, sa signature sur les expéditions; mais elle devra supporter dans son palais, dans son cabinet même, une commission tirée de la milice chargée de surveiller tous les actes du gouvernement. Enfin, les strelitz échangent leur nom contre celui de *garde de la cour*. Ainsi Sophie ne devient régente que sous l'inspection et le contrôle de ces terribles soldats. Quant à Ivan, il est de nouveau proclamé tsar; et, par un étrange retour de la faveur populaire, son frère Pierre est adjoint à sa souveraineté nominale.

L'ambitieuse Sophie, et son favori Galitzin, condamnés à subir le despotisme de leurs redoutables auxiliaires, n'attendaient qu'une occasion favorable pour secouer ce joug. Ils ne voyaient pas sans indignation ces durs prétoriens observer leurs moindres démarches, chercher à pénétrer leurs secrets et les environner d'espions. Enfin, après deux années de sujétion, l'occasion ardemment désirée se présenta : le chef que la milice s'était donné après la sédition de 1682, Khavanskoï, était odieux à toute la cour par son arrogance; Sophie, à laquelle il prétendait imposer une domination humiliante, bien qu'il lui dût son élévation, avait pour lui une haine implacable, et tous les boyards, pleins des sanglants souvenirs de la grande insurrection, s'étaient rangés dans le parti de la régente. Un jour que la cour se trouvait à la résidence royale de Kolomna, on trouva aux portes du palais un placard signé de Khovanskoï et de son fils, placard provoquant les strelitz à un nouveau soulèvement contre les tsars, leur famille, les principaux boyards et le patriarche. Il y a grandement lieu de soupçonner que le placard accusateur, loin d'avoir été rédigé par Khovanskoï, était l'œuvre de son ennemi personnel Miloslavski. Néanmoins le chef des strelitz est aussitôt mandé, sous prétexte d'importantes affaires concernant son service. Après s'être assuré de sa personne, Sophie fait venir de tous les points de l'empire les troupes qui lui sont le plus dévouées; Nathalie cherche de nouveau un refuge dans ce monastère de la Trinité où une première fois la protection divine a préservé les jours de son fils. La cour tout entière ne tarde pas à l'y suivre; et là, à l'abri derrière les fortes murailles de ce monastère entouré de larges fossés et muni d'artillerie, la régente fait venir Khovanskoï et son fils, qui a été saisi et arrêté comme son père. Tous deux sont condamnés à mort et décapités.

Cependant les strelitz apprennent à Moskou que leurs chefs sont prisonniers; ils sonnent le tocsin, se rassemblent, s'emparent de l'arsenal, et marchent au monastère de la Trinité. En chemin, ils apprennent le sort des Khovanskoï; saisis de fureur, ils jurent de venger leurs chefs et d'exterminer les boyards. Mais tout

d'un coup, par un de ces revirements soudains dont l'histoire des peuples barbares offre plus d'un exemple, effrayés peut-être d'apprendre que la cour a pris ses mesures pour leur résister, redoutant un combat inégal par le nombre avec les troupes que Sophie et Galitzin ont eu la précaution de réunir autour du monastère, ils passent de l'excès de l'emportement à l'excès de la crainte ; ils jettent ces armes dont ils venaient de menacer leurs ennemis, se précipitent aux pieds des autels, implorent les derniers sacrements, et, en grand nombre, courent au monastère de la Trinité, non plus cette fois comme des furieux avides de sang et de carnage, mais comme d'humbles pénitents, la corde au cou, portant la hache et le billot qui doivent être les instruments de leur supplice. Apaisée par tant de bassesse, la régente se contente de frapper les principaux chefs, et accorde aux intercessions du patriarche la vie à toute cette lâche multitude [1]. Pour prévenir de nouvelles révoltes, Galitzin, dont la faveur s'est accrue après l'heureuse issue de cette seconde sédition, et qui vient d'être nommé par Sophie généralissime, administrateur de l'état et garde des sceaux, distribue un grand nombre des strelitz dans divers régiments de Sibérie, de Kasan et de l'Ukraine. Au reste, ce Galitzin qui tient une si grande place auprès de Sophie, était, il paraît, par les qualités de son esprit et l'énergie de son caractère, digne d'être le conseiller de la régente. Voltaire rapporte que l'ambassadeur de France en Pologne et en Russie, La Neuville, dont le jugement devait certainement être fort impartial à une époque où la cour brillante de Louis XIV considérait les Russes comme une nation tout à fait barbare, faisait de lui un grand éloge, et lui-même ajoute : « Ce Galitzin fut un homme supérieur à tout ce qui se trouvait alors dans cette cour orageuse, poli, magnifique, n'ayant que de grands desseins, plus instruit qu'aucun Russe, possédant même la langue latine, presque entièrement ignorée en Russie; homme d'un esprit actif, laborieux, d'un génie au-dessus de son siècle, et capable de changer la Russie, s'il en avait eu le temps et le pouvoir, comme il en avait la volonté. »

Délivrée de la crainte des strelitz, Sophie avait atteint le but de son ambition : la toute-puissance. Pour assurer sa domination et la prolonger au delà de la vie d'Ivan, dans le cas où ce malheureux prince viendrait à succomber à l'une de ces convulsions dans lesquelles s'abîmaient journellement son corps et son esprit, elle lui avait fait épouser, peu de temps avant la sédition qui venait de se terminer si heureusement pour elle, la fille de l'un des boyards qui lui étaient dévoués, la belle Praskovia Soltykof. Quant à Pierre, ce n'était encore qu'un enfant, affec-

[1] Voltaire donne pour motif à ce second soulèvement des strelitz, une discussion théologique dans laquelle ils auraient pris parti pour Raspox, évêque dissident, contre le patriarche. Il y eut bien, en effet, à ce même moment, une querelle religieuse à la suite de laquelle Raspox eut la tête tranchée ; mais ni le consciencieux Levesque, ni M. de Ségur, qui a fait des matériaux de l'histoire de Russie, à cette époque, une étude si approfondie, ne témoignent que ce fait ait eu l'influence que Voltaire lui attribue dans la rébellion des soldats de Khovanskoï.

tionnant à la vérité des distractions assez singulières pour son âge; mais la régente avait pris soin de l'entourer de jeunes débauchés un peu plus âgés que lui; elle avait écarté le général Menesius, savant écossais auquel Alexis avait confié le soin de son éducation; et elle comptait bien dompter, en l'énervant, ce caractère, qui déjà laissait entrevoir les signes d'une singulière énergie.

Relégué à Préobrajensko, bourg voisin de Moskou sur le bord de l'Iaouza, Pierre, à peine âgé de treize ans, s'abandonnait avec frénésie à tous les excès de la débauche, au milieu des *divertisseurs* dont Sophie l'avait entouré. Bientôt cependant, les voluptés dont on le rassasiait, ne suffirent plus à l'ardeur et à la dévorante activité de son corps et de son esprit. Parmi les gens de sa maison, se trouvait un Genevois d'origine française, nommé Lefort, lequel, après avoir inutilement essayé du commerce dans son pays, et du métier des armes au service de la Hollande, avait fini par venir chercher fortune en Russie auprès du tsar Alexis. Il n'avait eu d'abord aucun succès; par une série de circonstances malheureuses, ses espérances avaient failli trouver leur dénouement dans un exil en Sibérie. Toutefois il était parvenu à surmonter cette fâcheuse destinée, et il remplissait les fonctions de secrétaire au service du résident de Danemark. Ce fut dans ce poste qu'il eut occasion de parvenir auprès du jeune Pierre. Étonné de l'intelligence précoce de cet enfant, et surpris des questions que celui-ci lui adressait sur les mœurs et les usages des pays qu'il avait visités, il lui raconta les merveilles de l'Occident. Par delà ces états barbares, il lui fit entrevoir les nations puissantes et policées; devant cette vive intelligence, il déroula des horizons alors presque inconnus en Russie; il anima en Pierre une volonté puissante et l'amour de la civilisation.

Pour imposer des réformes futures et placer la Russie au rang des grandes nations, il fallait une armée. Cette idée fut la première qui frappa l'esprit du jeune tsar; de ce moment ses *divertisseurs* furent transformés en soldats : armés et vêtus à l'allemande, ils étaient exercés chaque jour au maniement du fusil. Pierre inaugurant dès lors ce système si remarquable dont il ne s'est jamais départi, paya de sa personne, s'imposa les rudes fatigues de ses compagnons, et, pour donner l'exemple de la subordination et de la discipline, voulut, avant d'obtenir le grade de soldat, occuper, comme tambour, le dernier rang de la milice. Ce petit corps militaire, formé vers 1687, reçut le nom de *Potiechnie*, d'un mot russe qui signifie amusement. Les strelitz qui lui avaient eux-mêmes donné ce nom, étaient loin de prévoir l'avenir que leur réservaient ces jeux de leur souverain. La *Potiechnie* consista d'abord dans une compagnie de cinquante hommes, placée sous le commandement de Lefort. En peu de temps elle s'accrut au point que Préobrajensko ne put plus la contenir; une partie de ce corps fut alors transférée à Semenoski-Selo, lieu situé dans le voisinage; et l'Écossais Gordon, qui s'était mis comme Lefort au service de la Russie, en devint le second officier.

Cette passion des jeux guerriers ne fut pas le seul changement qui se manifesta

dans l'existence du jeune prince; il osa se mêler aux affaires, et manifesta contre sa sœur et le favori une opposition ouverte.

Sophie cependant avait été habile et heureuse dans ses relations extérieures. Les Turcs, bien que chassés de la Pologne et de l'Autriche par les victoires de Sobiesky, étaient encore menaçants. L'empereur Léopold qui redoutait de leur part une nouvelle invasion, rechercha l'alliance de la Russie. Sophie mit pour prix de sa rupture avec la Porte, la renonciation de la Pologne aux provinces que lui avait enlevées Alexis. L'Autriche intercéda si vivement auprès de Sobiesky et des Polonais, que ceux-ci, alors même menacés par les Turcs qui avaient envahi deux de leurs plus riches provinces, consentirent à former avec la Russie, l'Autriche et Venise, une alliance contre les Turcs; et, de plus, à conclure avec la cour de Moskou une paix décorée du nom de *perpétuelle*, en vertu de laquelle les tsars recouvraient en droit la souveraineté reconquise en fait par Alexis sur Kief, Tchernigof, Smolensk et toute la rive gauche du Dniéper. Ils conservaient en outre tous les sujets de la Pologne et de la Lithuanie, qu'ils avaient faits prisonniers dans leurs différentes guerres, et toutes les armes et les ornements d'église dont ils s'étaient emparés. La puissance, la population et la richesse de la Russie, se trouvaient ainsi augmentées sans aucun sacrifice. Enfin la cour de Moskou, sachant encore, de même qu'elle l'avait déjà fait, à l'occasion des Cosaques du Dniéper, se servir de la religion comme d'un instrument utile à son ambition, fit insérer dans le traité que tous les sujets polonais attachés à la religion grecque auraient pleine liberté de conscience, et que les membres du clergé de ce rit iraient à Kief recevoir l'ordination des mains du métropolite (6 mai 1686).

Ce traité est l'acte le plus glorieux et le plus utile de l'administration de Sophie et de Galitzin; la régente et le favori avaient su se faire acheter par l'Autriche, aux dépens de la Pologne, une alliance toute profitable aux intérêts de la Russie. Pierre cependant, par inimitié, blâma la conduite de sa sœur : mais personne ne prit garde à cette opposition inattendue; et ces remontrances n'empêchèrent pas, quelque temps après, Galitzin, de se mettre à la tête d'une armée chargée d'opérer au midi des possessions russes contre les Tatars de Crimée.

La Crimée est cette Chersonnèse taurique si célèbre autrefois, comme l'observe Voltaire, par le commerce des Grecs et plus encore par leurs fables. Primitivement occupée par des peuplades de race Kimrique (Κιμμέριοι), puis envahie par les Tatars, elle devait son nom, soit à ses anciens habitants, soit au titre de ses premiers chefs qui s'appelaient krims avant la conquête de la péninsule par les fils de Djenghis-Khans dans le XIIIe siècle. La population guerrière de cet étroit territoire, après avoir exercé sur les provinces voisines de longs ravages, avait fini par imposer au vaste empire russe un impôt annuel de 60,000 roubles. Galitzin marchait contre ces ennemis pour satisfaire aux conditions du récent traité avec l'Autriche, Venise et la Pologne, et aussi, dans l'intention d'affranchir la Russie du honteux tribut qu'elle subissait depuis plusieurs siècles. Il battit d'abord

quelques partis de Tatars; mais arrivé à quinze lieues de Pérécop, il ne trouva que des cendres et des flammes. Les Tatars avaient incendié leurs steppes et s'étaient réfugiés dans la presqu'île. Vainement le général russe s'efforça de les y suivre : la disette de fourrages dans une armée presque entièrement composée de cavaliers cosaques, était un obstacle invincible; il fut obligé de rentrer en Russie. Avant son départ, il remplaça par le fameux Mazeppa le hetman cosaque Ivan Samoilovitch, soupçonné d'intelligences avec les Tatars (1687).

Malgré le peu de succès obtenus dans cette expédition, Galitzin reçut à Moskou de grandes récompenses. Une médaille fut frappée en commémoration de ses prétendus exploits. Cependant loin d'être soumis, les Tatars prirent l'offensive l'année suivante : ils envahirent l'Ukraine, et menacèrent d'une invasion toute la Russie méridionale. Galitzin se mit de nouveau à la tête de l'armée, et livra à ces opiniâtres ennemis une bataille meurtrière, qui, bien qu'indécise, eut pour résultat de les empêcher d'avancer. Dans le but de prévenir de nouvelles invasions et de contenir ces hordes menaçantes, Galitzin construisit, pendant la seule campagne de 1688, une forteresse au confluent de la Samara et du Dniéper.

Pierre, cependant, ne cessait de témoigner son mécontentement contre sa sœur et le favori. Plein d'ardeur, impatient d'accomplir les grands desseins qui agitaient son esprit, il voulait écarter les seules personnes qui fissent obstacle à son ambition; déjà il ne gardait plus aucun ménagement. Les premiers dissentiments, nés dans le conseil, en 1687, au sujet de l'expédition de Crimée, avaient fait place à une haine et à une animosité réciproques qui devaient se terminer par la ruine du jeune tsar ou de la régente. L'occasion d'entrer en lutte ouverte ne tarda pas à s'offrir. Un jour, au milieu d'une cérémonie religieuse, Sophie se présente avec les insignes de la royauté. Pierre s'emporte, mais il essaie en vain de la faire sortir; lui-même est obligé de quitter l'église; il se retire à Kolomna suivi de ses partisans. Le moment était décisif. Sophie, se souvenant que c'est aux strelitz qu'elle doit le pouvoir, recourt à cette milice contre son frère; mais ceux-ci n'ont pas oublié non plus l'humiliation que leur a depuis imposée la régente, et ils se divisent; tandis que leur chef Stchéglovitoï prend parti pour elle, un régiment tout entier se déclare en faveur de son frère. De son côté, le jeune tsar a pris ses mesures : de Kolomna il a couru à Préobrajensko, puis au monastère de la Trinité, refuge ordinaire des souverains dans leurs grands périls. Là, entouré de la Potiechnie, son bataillon dévoué, et de ceux des strelitz qui se sont déclarés pour lui, il fait appel aux troupes moskovites. Stchéglovitoï marche sur le couvent, sans doute dans le but d'enlever le tsar, mais sa tentative échoua; les partisans de Sophie se voyant les plus faibles, renoncent à la lutte et se dispersent. La princesse effrayée essaie alors de l'intercession du patriarche; elle proteste de son innocence, nie toute participation au soulèvement d'une partie des strelitz, et s'efforce, par sa soumission, de calmer son frère. Mais celui-ci refuse de rien entendre, et dédaigne d'envoyer une réponse. Sophie veut venir au monastère de

la Trinité, et reçoit l'ordre de rester à Moskou; elle cherche à fuir en Pologne, est arrêtée et jetée dans un couvent. Galitzin, pris et condamné à mort, ne doit la vie qu'aux instances de son neveu Boris Galitzin, dont Pierre avait fait l'un de ses compagnons de plaisir et de travail. Privé de ses biens et de ses emplois, dépouillé de toutes ses dignités, manquant même du nécessaire après avoir administré un vaste empire, ce ministre fut relégué avec sa famille à Kargapol sur le fleuve Onéga, puis à Poustoverskoï dans le pays des Samoyèdes, où il demeura le reste de ses jours. Ceux d'entre les chefs des strélitz qui s'étaient déclarés pour Sophie, furent enlevés de Moskou et conduits à la Trinité, où Pierre, se laissant aller à ces instincts de cruauté sauvage qui font un si étrange contraste avec son génie civilisateur, préluda au grand massacre de 1699, déchirant du knout, mutilant et faisant décapiter les principaux acteurs de la conjuration. Quant à Ivan, il abandonna sans peine à son frère l'autorité royale, tout en conservant le titre de tsar. Une pension et des honneurs payèrent la docilité de ce prince imbécile, qui traîna jusqu'en 1696 sa misérable existence.

Telle fut la révolution qui fit passer le pouvoir des mains de l'ambitieuse Sophie à celles de son frère (1689). Depuis 1685, Pierre, enfant par les années, homme par la volonté et le génie, avait déployé une intelligence et une habilité extraordinaires pour se créer des soldats, des partisans, balancer l'influence de sa sœur et conquérir le pouvoir. Ce pouvoir tant désiré, non pour la satisfaction d'une ambition vulgaire, mais pour l'accomplissement des plus vastes desseins, il le possède; et, de ce jour, date pour la Russie une existence nouvelle. Ce peuple, jusqu'ici sauvage et méprisé, va d'abord étonner l'Europe par la grandeur et l'énergie de son souverain, puis conquérir dans le monde occidental une importance qu'en ce moment encore on ne soupçonnait pas.

Mais avant de suivre Pierre au milieu de ses réformes, jetons un regard sur les institutions et l'état social de la Russie à son avénement. De la sorte, il nous sera plus facile, quand nous aurons achevé le récit de cette grande existence, de saisir d'un coup d'œil ce qui dans son œuvre fut vraiment durable, et ce qui, au milieu de vaines apparences de grandeur et de civilisation, ne pouvait être, chez un peuple aussi profondément barbare, que factice et éphémère.

Un souverain despote, une noblesse ignorante et brutale; au-dessous de cette classe et sans intermédiaires, diverses catégories de serfs; un clergé héritier de l'esprit de controverse des Byzantins; enfin des soldats qui, par leur turbulence, rappellent les prétoriens de la Rome impériale, tels sont les éléments de la société russe. Malgré son autorité absolue, le tsar a dû plus d'une fois compter avec les boyards ou les strelitz, et l'histoire nous a fait voir combien de révolutions ont ensanglanté le palais de Moskou. Les strelitz sont affaiblis par la victoire de Sophie et de Galitzin en 1685; mais les boyards si énergiquement réprimés par le jeune Fœdor, ont repris leur insolence et leur audace pendant les dernières dissensions; ignorants pour la plupart comme les conquérants dont ils se glorifient de

descendre, et, fiers de leur ignorance, ils emploieront toute leur opiniâtreté, toute leur ruse à s'opposer aux réformes de leur souverain et à la grandeur de leur patrie. C'est un homme de cette caste que nous verrons bientôt se faire une gloire aux yeux du reste des boyards, d'être resté quatre années dans Venise, sans rien voir ni rien entendre. Ordinairement sales et mal vêtus, ils mettent tout leur orgueil à se surpasser mutuellement dans les cérémonies et les grandes fêtes. Ils déploient alors un luxe asiatique : l'or et les diamants relèvent sur leurs vêtements la richesse des étoffes et le luxe des fourrures. Mais cet éclat est souvent d'emprunt, et la garde-robe du tsar tient location, pour les occasions solennelles, de robes, de pelisses, de bonnets, de chaînes d'or et de cimeterres. Seulement les amendes et le knout paient la négligence de ceux qui égarent ou gâtent quelqu'un de ces somptueux vêtements. Un étranger d'importance, un ambassadeur est-il admis à la cour impériale? il est ébloui du luxe déployé par les seigneurs; puis, le lendemain, il retrouve avec surprise ces mêmes boyards les cheveux et la barbe en désordre et vêtus d'une pelisse grossière. Au surplus la Russie, si riche jusqu'au temps de Boris, a perdu, dans ses guerres avec la Pologne et la Suède, tous les trésors amassés par plusieurs des Rurik, et elle est véritablement pauvre quand elle passe aux mains de Pierre le Grand.

Les femmes de distinction, en partie soumises à l'austérité des mœurs orientales, subissent l'autorité rigoureuse et absolue de leurs époux. Les parents d'une femme n'eussent pu empêcher son mari de la battre ou plutôt de la déchirer en leur présence sous le moindre prétexte. Cet usage a persévéré dans tout le cours du XVIII[e] siècle; Montesquieu disait : « Les femmes russes aiment à être battues, et il ne se trompait pas : Cette observation était justifiée par l'existence du proverbe : *biou kak choublou, i loublou kak douchou;* je te bats comme ma pelisse et je t'aime comme mon cœur.

Les ambassadeurs russes étaient d'une obstination extrême dans toutes les questions de cérémonial. Le gouvernement portait très-loin sa défiance. Au temps même de l'administration de Sophie, les boyards et les hommes en place n'osaient avoir aucune communication avec les étrangers.

Telle était la haute classe de la société russe. Quant aux serfs, on les eût plus justement qualifiés du nom d'esclaves, car ils rappelaient par leur condition l'esclavage de l'antiquité plus encore que la servitude féodale, même aux plus mauvais jours du moyen âge. Cependant les hommes qui formaient cette classe, de beaucoup la plus nombreuse, avaient été primitivement libres. L'origine de la servitude en Russie a deux époques bien distinctes. La première date de l'établissement des bandes de Rurik. Ce conquérant imposa de nombreux tributs et des corvées à la population slave. Ces redevances, d'abord passagères, ne tardèrent pas à s'aggraver, à se perpétuer, à s'inféoder dans les mains des grandes familles, et les cultivateurs échangèrent ainsi à la longue leur situation de colons contre celle d'esclaves attachés au sol et transmis avec lui par vente ou par héritage.

Cette transformation de la petite propriété après l'établissement des Varègues, fut la première cause de la servitude. Mais à côté de ces cultivateurs d'abord maîtres de la terre, puis fermiers, enfin esclaves dans leur domaine paternel, existait une classe nombreuse de paysans ne possédant rien en propre, et passant de terre en terre pour louer leurs services. Ceux-ci, plus pauvres, conservèrent plus longtemps leur liberté. Toutefois, ils ne tardèrent pas à perdre la faculté de s'engager pour un temps de courte durée. Le *kabala*, contrat qu'ils passaient avec les nobles, les liait pour leur existence entière ou pour celle du maître adopté; leur vie, en beaucoup de circonstances, était plus misérable et plus précaire que celle des serfs héréditaires, aussi leur nombre tendit constamment à diminuer jusqu'au temps d'Ivan II Vasileievitch qui, par un édit, les attacha à la glèbe. Un très-petit nombre des hommes de cette classe échappèrent par des causes diverses à la condition servile, et continuèrent à former, sous le nom de *Odnodvortsi*, une catégorie distincte; au temps du général Munich (première moitié du XVIII[e] siècle), leur nombre ne dépassait pas quarante mille; l'absence de ressources les forçait à se vouer au service militaire; la plupart d'entre eux s'engagèrent dans le corps des strélitz, et formèrent, après l'abolition de cette milice, la landmilice, ou servirent à recruter divers régiments de gardes et de cuirassiers. A partir du règne d'Ivan II, la condition des serfs devint donc à peu près uniforme; affranchis en de très-rares circonstances, ils contractaient, pour vivre, de nouveaux engagements avec leurs anciens maîtres; et ceux-ci reprenaient le droit de les donner, de les engager, de les transplanter, de les vendre comme un vil bétail. Le mot russe *mougik*, qui sert à désigner toute cette classe de la population, suffirait à en dépeindre la condition : il signifie à la fois esclave et paysan, et de plus il est un diminutif du mot homme. Les personnes, les biens, les meubles des mougiks, appartiennent en toute propriété à leurs maîtres. Misérablement vêtus de toile ou de gros drap, ils vivaient dans de petites huttes construites avec des troncs d'arbre et recouvertes de mousse. Une seule pièce carrée, au milieu de laquelle on allumait le feu, composait tout le logis; des bancs taillés à la hache étaient placés tout au tour, tenant lieu de siéges, de table et de lit. C'est là qu'avec quelques pots de terre ou des écuelles de bois pour tous ustensiles de menage, les paysans étaient entassés pêle-mêle avec leurs femmes, leurs enfants et leurs bestiaux. Les femmes du peuple, moins sévèrement retenues dans la retraite que celles des nobles, se livraient à l'abus des liqueurs fortes et s'adonnaient au libertinage.

Si de cette classe nombreuse et misérable des mougiks, nous remontons au clergé, nous trouvons la même ignorance et le même orgueil que chez les boyards. L'aristocratie cléricale conservait une grande partie de son ancienne influence : les évêques et les métropolites étaient toujours consultés dans les affaires temporelles; le patriarche était le premier nommé dans les actes publics, et le respect qu'inspirait son caractère religieux le rendait presque l'égal du souverain, et

donnait dans les délibérations un grand poids à son opinion. Mais ces prêtres et ces moines appelés à conseiller et à diriger les affaires publiques, n'étaient guère capables d'éclairer le peuple ; pour eux la religion consistait dans quelques actes extérieurs, des signes de croix, des prosternements, et l'observation rigoureuse des quatre carêmes. Ils avaient pour l'église romaine une aversion profonde, et donnaient aux latins le nom d'athées. Superstitieux par état, fanatiques par ignorance, adonnés à l'ivrognerie, plongés dans la débauche, ils repoussaient toute innovation comme sacrilége, soit fanatisme, soit qu'ils y vissent un attentat à leurs priviléges et à leur existence. Ils ont brûlé la première imprimerie qu'Alexis avait essayé d'établir ; beaucoup savent à peine lire, et ils se servent encore pour compter du système des boules enfilées, comme un chapelet. Les plus hauts dignitaires et le clergé, malgré l'influence dont ils jouissaient, n'étaient pas plus que les autres Russes à l'abri des supplices et de la déportation.

Dans cet état sauvage de la population russe, il n'y avait pas d'industrie : on ne fabriquait que de gros draps, des toiles, des instruments grossiers pour l'agriculture. Aussi malgré la facilité des relations avec Constantinople et avec les Génois établis dans la mer Noire, le commerce n'était guère florissant : peu étendu et peu actif, il était abandonné à des étrangers, Anglais ou Allemands, et à quelques mougiks affranchis en très-petit nombre. On verra les efforts de Pierre le Grand pour développer des catégories intermédiaires et former une bourgeoisie. A son avénement, on peut dire que cette classe n'existait pas. Le commerce s'était fait d'abord par échange, puis les Russes avaient reçu des monnaies d'Allemagne et des lingots ; jusqu'au commencement du XVe siècle, Novgorod, la ville la plus commerçante et la plus civilisée de l'empire, n'avait employé que de petites monnaies tatares, des peaux de martre et des morceaux de cuir frappés d'une empreinte. On ne commença qu'en 1425 à frapper des pièces d'argent fort grossières, et ce ne fut que dans le XVIe siècle que les tsars battirent régulièrement monnaie.

L'*Oulagenié* nous a montré en quoi consistait le système de l'administration judiciaire : la théorie des impôts n'était pas plus compliquée. Les revenus des tsars ne consistaient que dans le produit de leurs domaines particuliers, dans quelques tribus payés en denrées, en fourures par les peuplades assujéties, ou dans des droits établis sur l'entrée et la sortie des marchandises, mais surtout dans des vexations nombreuses faites par le tsar ou en son nom. Au surplus la dépense du souverain se bornait à l'entretien de sa cour ; le clergé avait ses dîmes, plus d'immenses propriétés ; et l'armée, par sa constitution, ne coûtait presque rien au trésor du prince.

Quelques régiments de strelitz, formés à la tactique européenne, turbulents, avides, prompts à se révolter et à tirer profit des troubles domestiques de l'empire, composaient la garde du tsar. En outre, le souverain faisait faire tous les deux ou trois ans le dénombrement des familles nobles pour avoir en tout temps

un corps d'armée prêt à prendre les armes. Dans les guerres importantes, un ordre particulier réunissait un certain nombre de serfs sous les bannières de leurs kniatz et de leurs *voievodes* (officiers généraux) ou *golovy* (colonels). Ces soldats improvisés étaient armés, équipés et nourris aux dépens de leurs propriétaires. La cavalerie faisait la principale force de ces armées. Ses armes défensives étaient un casque de cuir, un bouclier, quelquefois une cuirasse ou une cotte de mailles; ses armes offensives, l'arc, la lance, la hache, de grossiers mousquets achetés en Allemagne. Les pièces d'artillerie, fondues par des Allemands ou des Italiens, n'étaient pas encore fréquemment en usage; les Russes ne savaient ni les fabriquer ni s'en servir utilement. D'ailleurs le luxe asiatique du tsar, sa tente dorée, son armure enrichie de perles et de diamants, contrastaient étrangement avec la misère de ses soldats. Redoutables par leur patience à supporter la faim, les privations et les fatigues, et, plus encore, par leur fureur dévastatrice, les soldats russes ne savaient que dresser une embuscade, envelopper l'ennemi et se précipiter sans ordre sur les rangs. Après l'avoir mis en fuite, ils ne songeaient qu'à s'éloigner du champ de bataille.

Quant à la marine, la Russie destinée à dominer bientôt la mer d'Azof, la mer Noire et la Baltique, en était encore entièrement dénuée; elle ne possédait pas un vaisseau, pas une chaloupe. Le roi Alexis avait à la vérité fait venir des constructeurs étrangers qui devaient, par la suite, comme nous l'avons observé plus haut, servir utilement son fils; mais l'esprit national répugnait à cette innovation plus qu'à toute autre : les Russes voulaient bien, à la rigueur, se soumettre à la discipline du soldat, mais ils se refusaient absolument à devenir marins. Il semblait que dans tout ce peuple, dont un des éléments était pourtant scandinave, personne n'eut hérité les instincts aventureux et les goûts maritimes des guerriers varègues. A la vérité, la Russie, resserrée encore entre des limites qu'elle ne va pas tarder à franchir, ne possédait pas d'autre littoral que celui de la mer Blanche; les barques de quelques pauvres pêcheurs pouvaient seules sillonner ces flots glacés sans communication avec le reste de l'Europe. Cependant, à part ce motif topographique, on ne saurait nier que la nation, avec ses instincts routiniers, ses habitudes sédentaires, sa passion du cheval, souvenir de ses origines asiatiques, enfin avec sa haine pour toute institution nouvelle, était peu propre à produire des marins, et mal disposée à accueillir une innovation dont le premier effet devait la mettre en communication avec les autres peuples et à la faire entrer dans la vie active des états européens. Aussi la création et le développement d'une puissance maritime en Russie, n'est-il pas le moindre des prodiges accomplis pendant le règne que nous allons voir se dérouler; et il fallut, pour arriver à ce résultat, l'inflexible opiniâtreté, la volonté de fer, le despotisme sans bornes de Pierre Ier.

Comme la littérature et les sciences, les arts étaient entièrement nuls. Les grands-princes, et après eux les tsars, faisaient venir de Grèce, d'Italie et d'Allemagne, des architectes qui leur construisaient des monuments en désaccord avec

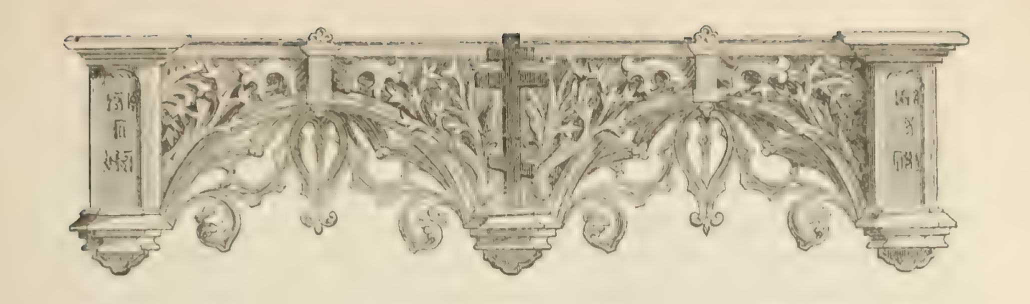
le ciel et le climat de la Russie. Pour bâtir une église ou le moindre édifice de briques, il fallait recourir aux étrangers; et le génie russe semblait repousser tous les arts, moins par impuissance d'y réussir, que par une répugnance naturelle à les cultiver.

Ainsi un clergé aveugle et superstitieux, une noblesse barbare, un peuple esclave, des soldats mal disciplinés et toujours prêts à la révolte; à tous les degrés de cette hiérarchie sociale, la roue, le knout, les battogues[1], les plus cruels supplices, et les châtiments corporels les plus humiliants; partout la haine de la nouveauté, un attachement aveugle pour les anciens usages, tel est le peuple sauvage, l'élément rebelle que Pierre va tirer du chaos, façonner à l'image des grandes nations, et recouvrir d'un trompeur vernis de civilisation[2].

[1] Le knout est une courroie de cuir épaisse et dure, longue de trois pieds et demi, attachée à un bâton de deux pieds, par un anneau qui la fait jouer comme un fléau. Cette lanière étant carrée, les angles en sont tranchants. Le patient, la chemise levée, est placé sur le dos d'un valet de l'exécuteur; celui-ci frappe avec tant de force que le sang jaillit à chaque coup, et qu'il se fait sur la peau une ampoule ou élévation de la grosseur du doigt. Les bourreaux russes ont une telle dextérité qu'il leur arrive rarement de frapper deux fois de suite sur le même endroit, et qu'ils peuvent, à volonté, tuer le patient en trois coups ou lui en donner un grand nombre sans le faire expirer. — Les battogues sont un supplice analogue; le knout y est remplacé par des baguettes longues et flexibles, avec lesquelles le patient est frappé sur le dos.

[2] Levesque, t. IV. — Rabbe, *Résumé de l'hist. de Russie.* — Leclerc, *Hist. de la Russie moderne*, t. I. — *Hist. de la Russie et de Pierre le Grand*, par M. le comte Ph. de Ségur. — Lesur, *Progrès de la Puissance Russe*, ch. IV.





CHAPITRE IV

DE L'AVÈNEMENT DE PIERRE LE GRAND A LA BATAILLE DE PULTAVA

Premières réformes. — Pierre se fait soldat, puis matelot. — Traité avec la Chine. — Guerre avec la Turquie. — Prise d'Azof. — Première répression d'une révolte des strelitz. — Voyages du tsar en Hollande et en Angleterre. — Massacre des strelitz. — Grandes réformes. — Guerre avec la Suède. — Défaite de Narva. — Patience et opiniâtreté du tsar. — Charles XII porte la guerre en Pologne. — Création de Saint-Pétersbourg. — Succès de Pierre Ier dans les provinces baltiques. — Invasion de la Russie par Charles XII. — Fautes du roi de Suède. — Pultava.

(DE 1689 A 1709)



PIERRE Ier SEUL TSAR (1689-1725). — Lorsqu'il s'empara du pouvoir, le législateur de la Russie était un jeune homme de dix-sept ans. La noblesse de ses traits, le feu de ses regards, révélaient l'énergie de son âme; à la contraction de son front, au rapprochement de ses sourcils, on devine sur ses portraits l'opiniâtreté et la dureté de son caractère. Il était d'une haute stature; sa robuste constitution se prêtait à tous les excès de débauche et de travail. D'ailleurs il n'était pas entièrement exempt de la cruelle infirmité de son frère Ivan : parfois il tombait dans des convulsions nerveuses, et le seul aspect de l'eau lui causait un frisson et une horreur involontaires, résultat d'une impression d'enfance. Nous verrons bientôt comment il sut dompter cette terreur instinctive.

Les réformes ne se firent pas attendre : créer une armée, une marine, reconquérir les provinces de la Baltique et du Dniéper, tel était le but du souverain. Lui-même préparait son apprentissage futur, en apprenant le hollandais et l'allemand. En même temps il augmenta la potiechnie, offrit partout, en Hollande, en Angleterre, en France, en Allemagne, de grands avantages aux officiers qui passeraient à son service; il fit lever par l'Écossais Gordon un régiment de cinq mille hommes, pour la plupart étrangers; puis, dans le but de mieux exercer ses troupes, il forma un camp, fit construire un fort, en donna la défense aux stre-

litz, et lui-même, avec la potiechnie et ses nouvelles troupes placées sous les ordres de Lefort, fit le siége de la place et la prit d'assaut, non après un vain simulacre de combat, mais après une bataille acharnée et sanglante dans laquelle Lefort reçut une grave blessure.

Ces jeux meurtriers, ces exercices militaires, n'occupèrent pas longtemps seuls l'ardente activité du tsar. Le hasard lui fournit un nouveau sujet d'étude. Un jour, en visitant Ismaïlof, une de ses maisons de plaisance, Pierre remarqua une petite chaloupe anglaise qu'on avait abandonnée; il demanda à l'Allemand Timmerman, son maître de mathématiques, pourquoi ce petit bâtiment était autrement construit que ceux qu'il avait vus sur la Moskova. Timmerman lui répondit que c'était pour qu'il pût marcher à voiles et à rames. Aussitôt le jeune prince en voulut faire l'épreuve; il fit chercher, pour le radouber et le ragréer, un constructeur que son père Alexis avait fait venir de Hollande, et qui, oublié depuis ce temps, exerçait à Moskou l'état de menuisier. Pierre était parvenu à surmonter, en se faisant violence et en se précipitant dans l'eau, son aversion instinctive pour cet élément. La chaloupe mise en état, il la fit voguer sur l'Yaouza, rivière qui baigne les faubourgs de la ville, et apprit à la conduire. Sans doute il comprit à ce moment, bien que l'océan Glacial et la mer Blanche fussent encore les seules mers russes, que la marine deviendrait un jour la principale force de son empire; comme il s'était fait soldat, il se fit pilote : la chaloupe fut transportée sur le lac Ladoga; Brandt, le charpentier hollandais, construisit trois yachts et deux frégates. Ce fut avec cette petite escadre que Pierre étudia les moindres manœuvres et apprit le métier de marin en faisant tour à tour l'office de matelot et de pilote. Les jeunes Russes de la potiechnie se montrèrent plus rebelles à cet exercice qu'à celui de soldat, et ce fut Lefort, compagnon et zélé partisan de ce nouveau labeur, qui reçut le titre d'amiral. Après deux ans d'exercices maritimes, Pierre voulut voir en pleine mer des navires de haut bord; il se rendit à Arkhangel, et parcourut la mer Blanche sur un vaisseau construit exprès par Brandt. Ni pavillon ni monarque russe n'avaient encore affronté cette mer.

Pendant que le souverain était occupé de ces travaux militaires et maritimes, ses négociateurs fixaient, à l'extrémité orientale de son empire, les limites de la Sibérie et de la Chine. Le Cosaque Kabarof s'était emparé, vers 1651, d'Albazin et de plusieurs autres comptoirs placés sur le fleuve Amour; de là, une longue suite de guerres entre les Russes et les Chinois. L'empereur Kang-hi, dans l'intention d'y mettre fin, envoya de Péking à Nertchinsk, sur la frontière de Sibérie, plusieurs mandarins et des missionnaires jésuites, ceux-ci en qualité d'interprètes, pour conclure un traité de paix et d'amitié avec le gouverneur russe Golovin. Des négociations, commencées en 1689, ne se terminèrent qu'en 1692. Ce furent les jésuites qui aplanirent les difficultés et servirent de médiateurs. Ils rédigèrent le traité en latin, de concert avec un Allemand au service de la Russie qui savait cette langue. Les ambassadeurs des deux empires étaient réunis sous une vaste

tente partagée en deux pièces d'égale grandeur. Celle des Chinois n'offrait aucun ornement; ils avaient amené avec eux beaucoup de serviteurs et de soldats, et ne cherchaient à briller que par leur nombreux cortége. Les Russes, au contraire, déployèrent tout le luxe dont ils étaient capables. Enfin, après quelques discussions, la Gorbiza (fleuve Kerbeschi), fut la limite désignée entre les deux empires.

Ce traité servit de point de départ aux prétentions ultérieures des Russes à l'orient de leur empire asiatique sur la frontière chinoise; Pierre cependant ne l'avait pas provoqué, et ce fut seulement trois ans plus tard qu'il envoya une ambassade à Péking[1]. Pour le moment, ses créations militaires et l'agrandissement de la Russie d'Europe l'absorbaient tout entier. Entre toutes les puissances qui l'avoisinaient, les Turcs, attaqués alors dans la Morée, en Hongrie et du côté de la Pologne, et moins avancés que les autres peuples européens dans l'art militaire, promettaient la carrière la plus facile à son ambition. De plus, il désirait d'autant plus vivement prendre Azof, qu'il ne possédait de ports que sur l'océan Glacial. Il tourna donc toutes ses forces contre cette ville maritime située à l'embouchure du Don, et, pour l'attaquer de tous les côtés à la fois, il fit construire une flottille destinée à pénétrer par le Voroneje et le Don dans la mer Noire. Toutefois, impatient de commencer la guerre et de faire ses premières armes, il n'attendit pas que tous ses vaisseaux fussent prêts, et cette imprudence lui fit perdre le fruit de sa première campagne. L'armée russe fut partagée en deux corps : le général Gordon marcha le long du Tanaïs avec son grand régiment de cinq mille hommes; le général Lefort l'accompagna avec les douze mille hommes de la potiechnie; et Schérémétef, officier russe d'origine allemande, qui devait contenir les Tatars, suivit le cours du Dniéper avec une armée qu'on fait monter à plus de quatre-vingt mille Cosaques et strelitz; enfin le Prussien Cheïn dirigeait l'artillerie : et c'était sous les ordres de ce dernier que le tsar servait en qualité de volontaire. Azof était une ville très-fortifiée, bien approvisionnée et défendue par une nombreuse garnison. De plus, elle pouvait recevoir par mer des renforts et des munitions tant que la flotte russe n'aurait pas descendu le Voroneje. Les débuts de l'expédition furent cependant heureux : Cheïn s'empara de deux tours qui défendaient le passage du Don, et dans lesquelles on trouva des munitions et de l'artillerie; mais là se borna tout le succès. Les Russes n'avaient qu'un seul bon ingénieur, nommé Jacob, qui avait quitté la ville de Dantzick, sa patrie, pour se mettre au service du tsar; c'était lui qui avait dirigé les premières opérations du siége. Un jour, son supérieur Cheïn le condamna au châtiment des battogues pour une infraction à la discipline. Jacob se vengea de ce traitement humiliant et cruel en enclouant les canons russes; puis il se jeta dans

[1] Son ambassadeur fut le Danois Ilbrand-Ilde, qui parvint à établir quelques relations commerciales, modifiées plus tard par la rupture de 1722, puis par le traité de 1728, que nous aurons occasion de rappeler plus loin.

Azof et en devint le plus habile défenseur. Les Russes, repoussés dans plusieurs assauts, furent contraints de lever le siége, laissant seulement, dans les deux tours dont ils s'étaient rendus maîtres, quelques milliers d'hommes pour bloquer la place. Ils avaient subi une perte considérable.

Pierre n'était pas homme à se décourager pour un échec; il employa l'hiver à réparer et à augmenter ses forces; il fit venir du Brandebourg, de la Hollande, de l'Empire, des ingénieurs et des canons. La mort de son frère Ivan lui permit en même temps de diminuer les dépenses de la cour; il appliqua ses épargnes aux frais de la guerre; et, dès les premiers jours du printemps, une armée considérable se trouva de nouveau rassemblée devant les murs d'Azof. Une flotte composée de deux vaisseaux de guerre, l'un monté par le tsar, l'autre par Lefort, de plusieurs galères et galéasses, et de quatre brûlots, appuya par mer les opérations. Quatre bâtiments turcs chargés de munitions de guerre furent interceptés sur le Don par les Cosaques; les travaux de siége furent conduits avec art; et, pour la première fois, les attaques des Russes furent régulières. Un parti de Tatars essaya de surprendre leur camp et fut repoussé. Les Turcs chassés de leurs travaux extérieurs se renfermèrent dans la forteresse; leur flotte, contenue par celle des Russes, n'osait rien entreprendre; toute la ville était écrasée par les bombes, le magasin des vivres avait été incendié, et les assiégés étaient réduits à la plus affreuse disette. Les fossés de la place venaient d'être comblés, une terrasse s'élevait à la hauteur des murs; l'assaut allait être donné, quand le commandant turc demanda à capituler. Il obtint la faculté de sortir avec la garnison et tout ce qu'il pourrait emporter; mais il dut livrer Jacob, qui l'avait si bien servi. Maître d'Azof, Pierre conçut l'espérance de prendre toute la Crimée et de s'ouvrir par là une facile communication avec l'Orient. Dans cette prévision, les fortifications de la ville turque furent rétablies et augmentées; des ingénieurs allemands chargés de la construction d'un port; trente-deux saïques, petits bâtiments de guerre, laissées devant Azof pour protéger les travaux; et tout fut préparé pour la construction et l'armement de neuf vaisseaux de soixante canons chacun, et de quarante-un armés de trente à cinquante pièces d'artillerie. Le tsar exigea que les seigneurs et le clergé contribuassent à cesdépenses. Le patriarche, les évêques, les archimandrites, se montrèrent pleins d'indignation, mais ils payèrent; et bientôt, les bâtiments russes quittant les Palus-Méotides, se répandirent sur cette mer Noire qu'ils voyaient pour la première fois, mais qu'ils n'allaient pas tarder à dominer souverainement (1696).

Pierre voulut célébrer, par une fête triomphale, ce premier succès; une médaille fut frappée avec la légende : *Pierre Ier, empereur de Moskovie, toujours auguste;* au revers, la ville d'Azof et ces mots significatifs : *vainqueur par les flammes et par les eaux*. Les généraux et l'armée entrèrent en triomphe dans Mos-

1. Leclerc, t. III, de l'*Histoire ancienne de Russie*, p. 135.

cou, au milieu des acclamations du peuple, qui célébrait la gloire des vainqueurs. Le tsar, modestement caché dans la foule, joignait ses applaudissements à ceux de la multitude pour témoigner que c'était aux services, non à la puissance que se rendaient ces honneurs, et que pour obtenir un grade militaire, il fallait l'avoir mérité. Mais, en même temps, implacable dans sa haine et dans sa vengeance, il ensanglanta ce jour de fête; Jacob suivait le cortége placé sur un char surmonté d'une potence; deux bourreaux l'accompagnaient : derrière lui étaient attachés des fouets et des haches; sur sa tête pendait le croissant turc, et sur sa poitrine était placé un écriteau avec cette inscription : « Il a changé quatre fois de religion, et trahi Dieu et tout le peuple. » Ce malheureux, né dans la religion romaine, s'était fait protestant, puis grec en entrant au service de la Russie; Pierre lui-même avait été son parrain. Enfin, après sa désertion, il était devenu musulman; il fut roué, pendu, puis décapité, et on exposa sa tête sur le fer d'une pique.

La conquête d'Azof satisfit Pierre pour le moment. « Ce qui manque à mon peuple, avait-il dit, c'est la mer et la civilisation; » et, en s'adressant au clergé et aux boyards qu'alarmait son audacieux génie, il avait ajouté : « Autres temps, autres usages; les mœurs traditionnelles doivent céder à la loi suprême du bien public [1]. » Ces usages nouveaux, ces arts de la civilisation, que son bienveillant accueil et le concours des étrangers ne suffisaient pas à introduire chez son peuple, il voulut les étudier à la source, les visiter lui-même pour se faire l'instituteur des Russes, et donner un éclatant exemple de renonciation aux habitudes et aux préjugés de son pays.

Avant son départ pour Azof, Pierre avait répudié sa première femme; il eut, à son retour, à comprimer une révolte dans laquelle les boyards, les strelitz et le clergé, sous prétexte de venger la tsarine, s'étaient unis pour le renverser. En 1688, n'étant encore âgé que de seize ans, il avait, par le conseil de sa mère et de ses partisans, épousé Eudoxie, fille du boyard Fédor Abramitz Lapoukin. Ce lien ne l'avait pas retenu : Pierre aimait passionnément les femmes, mais il était peu constant et de plus soupçonneux, violent et implacable dans ses vengeances. Bien que la tsarine fût belle et qu'elle lui eût donné deux fils, Alexandre qui mourut en bas-âge, et cet Alexis qui fut plus tard sacrifié à la civilisation, il ne tarda pas à la délaisser; il s'était violemment épris d'une jeune allemande, Anne de Moëns ou de Moënsen, dont la famille habitait le *slabode allemande* ou quartier allemand de Moscou; et, malgré l'amour déclaré de celle-ci pour l'envoyé prussien, il en fit sa maîtresse. Eudoxie, pleine de jalousie et de fureur, éclata en reproches. Pierre, non moins violent, s'emporta jusqu'à la frapper. Sa mère, la douce Nathalie qui, à plusieurs reprises, apparaît au début de cette histoire, comme le bon génie de son fils, essaya de rétablir le calme; mais cette princesse mourut, et de ce moment les scènes de jalousie et de violence troublèrent

[1] Leclerc, t. III de l'*Hist. anc. de Russie*, p. 135.

chaque jour le palais. Deux partis se formèrent à la cour, celui du tsar, et celui de sa femme dans lequel se jetèrent les nombreux mécontents, espérant que leur inimitié trouverait profit à cette querelle de famille. Pierre n'était pas homme à tolérer longtemps cette situation, il résolut de répudier la tsarine ; Lefort l'encouragea vivement dans ce dessein. Le clergé, partisan d'Eudoxie, refusait d'autoriser le divorce ; Pierre en prononça l'arrêt par un coup d'autorité absolue. Il fit enfermer sa femme dans un couvent, et se livra avec emportement à sa passion pour la belle Allemande ; il voulut même l'épouser, et ce fut elle qui, par sa froideur, le détourna de cette union. Les grandes préoccupations de guerre et de réformes finirent par faire oublier à Pierre cet amour. Le nom de Moëns reparaîtra, mais dans de funèbres circonstances, à la fin de ce règne.

Le mépris témoigné pour l'autorité spirituelle du clergé à l'occasion de ce divorce, puis les contributions imposées aux deux premières classes de la société russe après la prise d'Azof, enfin cet esprit d'innovation et de changement qui ne reculait devant aucun obstacle, portèrent à son comble l'irritation des grands et du clergé. Lorsque les boyards apprirent que Pierre, non content d'inonder sa cour et ses armées d'étrangers qu'il faisait venir à grands frais, voulait lui-même parcourir des pays lointains, se mettre en communication directe avec le reste de l'Europe, ils laissèrent éclater leur indignation : « Nous sommes bien comme nous sommes, disaient-ils, et nous ne voulons pas être mieux que nos pères. » Du fond de son couvent, l'ambitieuse Sophie qui n'avait pas perdu l'espérance de ressaisir le pouvoir, irritait leur colère. Une nouvelle mesure que prit le tsar, servit de prétexte à la révolte. Pierre avait encore plus d'envie d'avoir un port sur la Baltique que sur le Pont-Euxin ; mais en admettant qu'il possédât ce port si désiré, il lui fallait des vaisseaux, des chantiers ; les charpentiers étrangers ne pouvant suffire à tout ce travail, il voulait que ses sujets apprissent eux-mêmes à construire leurs vaisseaux. Il ordonna donc à Lefort de choisir dans son régiment soixante jeunes Russes, et il en envoya une partie à Venise, l'autre à Livourne, pour s'y instruire de tout ce qui concerne la marine ; un grand nombre de fils de boyards furent en même temps envoyés en Allemagne pour servir dans les armées de terre et se former à la discipline allemande. Cette décision servit de signal aux clameurs et aux reproches : les popes prétendirent que le tsar outrageait la religion, en envoyant les jeunes gens dans les pays étrangers, contre la loi de Dieu qui défend aux enfants d'Israël d'avoir aucune communication avec les nations voisines et de participer à leur idolâtrie. Il n'en fallait pas tant pour animer les esprits. Les uns s'irritaient de ce qu'on voulait abolir les habits longs ; les autres, de ce qu'on voulait couper les barbes ; les strelitz s'offensaient de la préférence donnée sur eux aux soldats étrangers ; les officiers approuvaient ces murmures ; les boyards enhardis réprouvaient toutes les réformes ; et les agents de Sophie ne cessaient d'irriter les esprits et de les pousser à la sédition. Au milieu de ce mécontentement universel, deux chefs de strelitz, Tsikler et Soukovoï, or-

ganisèrent un complot dont le but était le meurtre du tsar; ils avaient l'intention d'incendier un édifice de Moscou, certains que Pierre accourrait l'un des premiers pour combattre le feu; il serait facile de l'égorger dans le premier tumulte; on massacrerait ensuite Lefort, Gordon et tous les étrangers.

Tel était le plan des assassins; l'heure choisie pour l'accomplissement approchait; les conjurés cherchaient dans le vin un soutien pour leur courage; mais deux d'entre eux, cédant à la crainte, ont averti le tsar. C'est à minuit que le complot doit éclater; Pierre a donné l'ordre de cerner à onze heures la maison des conjurés. Bientôt, croyant le moment venu, lui-même se rend seul à leur demeure. Mais son impatience a devancé l'heure; au lieu de criminels tremblants et enchaînés, il trouve des hommes libres et armés qui viennent de jurer sa perte. Toutefois, à son aspect imprévu, tous se lèvent interdits; de son côté, Pierre s'apercevant qu'il s'est livré, s'efforce de contenir sa violence et ses émotions; il s'avance sans hésiter au milieu de cette foule de traîtres, les salue familièrement; et, d'une voix calme, il leur dit que, passant devant leur maison et la voyant éclairée, il a pensé qu'ils se divertissaient et qu'il vient partager leur joie. Puis il s'assied et fait raison à ses assassins qui, debout, hésitent sur le parti qu'ils doivent prendre. Enfin Soukovoï donne d'un geste le signal; mais Pierre l'a vu, et il a enfin entendu le pas de ses gardes; il se précipite sur Soukovoï, et le renverse d'un coup au visage. Au même instant, les gardes pénètrent dans la salle : les conjurés surpris se voient perdus, ils tombent à genoux et demandent grâce. Mais Pierre ne pardonnait pas; la question, la roue, tous les supplices firent justice des coupables. Leurs têtes furent exposées au sommet d'une colonne au milieu de leurs membres arrangés avec symétrie. Quant à Sophie, les charges contre elle ne furent pas jugées suffisantes, et Pierre se contenta de la faire garder plus étroitement[1].

Après avoir pourvu par ces sanglantes exécutions à la sûreté de ses états, Pierre ne s'occupa plus que de son départ; et, pour s'épargner des honneurs qui, en lui prenant du temps, l'eussent détourné de son but, il se mit à la suite d'une ambassade comme déjà il s'était mis à la suite de ses généraux lors de son entrée triomphale dans Moskou. Les ambassadeurs étaient Lefort, le boyard Alexis Golovin, commissaire général des guerres et ancien gouverneur de Sibérie; enfin Vonitzin, secrétaire d'État, longtemps employé dans les cours étrangères; quatre premiers secrétaires, douze gentilshommes, deux pages et cinquante gardes du régiment de Préobrajenski, composaient la suite de l'ambassade. Le tsar ne se réservait que trois domestiques, et demeurait confondu dans la foule. « C'était, observe Voltaire, une chose inouïe dans l'histoire du monde, qu'un roi de vingt-cinq ans qui abandonnait ses royaumes pour mieux régner. Sa victoire sur les Turcs et les Tatars, l'éclat de son entrée triomphante

1. Leclerc et de Ségur, d'après Stœhlin.

à Moskou, les nombreuses troupes étrangères attachées à son service, la mort d'Ivan, son frère, la réclusion de la princesse Sophie, le châtiment de ses complices, et plus encore le respect général pour sa personne, devaient lui répondre de la tranquillité de ses états pendant son absence. Il confia la régence au boyard Strégenef et au prince Rodomanovski, lesquels devaient, dans les affaires importantes, délibérer avec d'autres boyards. Les troupes du général Gordon restèrent à Moscou pour assurer la tranquillité de la capitale. Les strelitz, qui pouvaient la troubler, furent distribués sur les frontières de la Crimée pour conserver la conquête d'Azof et pour réprimer les incursions des Tatars. Ayant ainsi pourvu à tout, Pierre se livra à son ardeur de voyager et de s'instruire. » Il devait visiter le Danemark, le Brandebourg, la Hollande, l'Angleterre, Vienne, Venise et Rome; l'Espagne et la France se trouvaient exclues de son itinéraire : la première, à cause de sa décadence et de son ignorance; l'autre, parce qu'au milieu de son éclat, de sa gloire et de sa politesse, elle demeurait étrangère au but d'un souverain qui ne voyageait que pour s'instruire dans les métiers de forgeron, de pilote et de charpentier[1].

L'Europe, en ce moment, se reposait de ses longues discordes. Le sultan Mustapha II régnait en Turquie, et son faible gouvernement ne faisait de grands efforts ni contre l'empereur d'Allemagne Léopold, dont les armes étaient heureuses en Hongrie, ni contre le tsar qui lui avait enlevé Azof et qui menaçait le Pont-Euxin, ni même contre Venise qui s'était emparée de tout le Péloponèse. Le héros de la Pologne, Jean Sobieski, venait de mourir, 17 juin 1696; Armand de Conti, prince français, et Auguste, électeur de Saxe, étaient les principaux prétendants à sa succession; et les grands du royaume, divisés en factions rivales et livrés à l'anarchie, semblaient près d'allumer la guerre civile au profit de la domination étrangère. L'Allemagne, l'Angleterre, l'Espagne et la Hollande, si longtemps en guerre contre la France, avaient envoyé leurs plénipotentiaires au château de Ryswik, près La Haye, pour y conclure une paix générale. Enfin à Charles XI, premier roi absolu de Suède, succédait son fils Charles XII, âgé de quinze ans, et dans lequel le roi de Russie ne prévoyait pas encore un

[1] Ajoutons que Louis XIV avait refusé, en 1689, de former aucun traité d'alliance ou de commerce avec le favori Galitzin. Son gouvernement se montra constamment défavorable à la Russie; plus tard, dans les dernières années de son règne, Louis XIV refusa de recevoir à sa cour Pierre I[er], qui méditait déjà le voyage qu'il accomplit pendant la régence du duc d'Orléans; il combattit constamment l'influence russe dans le nord de l'Europe; il entrevit la grandeur et l'importance future de l'empire russe, et pressentit même les partages de la Pologne. On lit dans l'*Histoire de la diplomatie française*, t. III, p. 316-318, et dans Lesur, p. 118, « qu'après les funestes traités de 1661 et de 1686, conclus à la suite de la guerre occasionnée entre les Russes et les Polonais par le soulèvement des Cosaques, Louis XIV chargea le chevalier de Terlon, son ambassadeur en Suède, de concerter avec la régence le moyen d'empêcher que, le roi de Pologne venant à mourir, l'*Empereur* ne se fît nommer à sa place ou ne *partageât ce royaume avec l'électeur de Brandebourg et le Moskovite.* » Ces prévisions de Louis XIV, sa conduite prudente à l'égard de la Russie, sont un des mérites les moins connus et certainement les plus réels de ce grand roi.

redoutable ennemi. Loin de là, le tsar espérait, à la faveur de la jeunesse de Charles, s'étendre en Livonie et sur le golfe de Finlande. L'un des historiens de Pierre le Grand, M. de Ségur, a fort bien expliqué l'importance de la Baltique et l'invincible attrait qui portait vers cette mer le créateur de la Russie. « Si hyperoqréenne qu'elle soit, c'est elle qui, comme la plupart des autres mers, a civilisé ses peuples riverains. Elle seule peut unir la Moscovie avec la vieille Europe; c'est par elle surtout et par les villes des golfes de Finlande et de Riga, que la Russie peut aspirer la civilisation[1]. »

Ce fut par ces provinces baltiques que Pierre quittant, au mois d'avril 1697, la grande Novgorod, commença son voyage. La Carélie, l'Ingrie, l'Estonie, la Livonie, disputées autrefois par les Russes, les Polonais et les Suédois, étaient enfin demeurées à ces derniers. L'ambassade russe entra dans Riga, capitale de la Livonie; mais elle fut reçue avec défiance, et le gouverneur d'Alberg prit ses précautions pour retenir les Russes dans les faubourgs. Ce n'était pas le compte du tsar, qui voulait voir les fortifications. Un jour, sous le prétexte de visiter quelques vaisseaux hollandais et d'en louer un, il se dirige vers le port; des piquets et des gardes avaient été placés partout pour empêcher son passage. Pierre, furieux, prétend qu'on veut l'assassiner; il se jette dans une barque, traverse la Dvina à travers les immenses glaçons que charriait ce fleuve, et se rend à Mittau, capitale de la Courlande. On raconte que dans ce moment il dit à Lefort : « On ne veut pas que je voie les fortifications de Riga; mais j'espère les visiter un jour plus à mon aise, et pouvoir refuser au roi de Suède ce que d'Alberg me refuse aujourd'hui. » En effet, les prétendus affronts qu'il avait subis, lui servirent de prétexte pour déclarer brusquement la guerre à la Suède quatre ans plus tard. De Riga, l'ambassade se rendit à Kœnigsberg, où l'électeur de Brandebourg, qui venait d'acquérir récemment le titre de roi de Prusse, le reçut avec une grande magnificence. Pierre dédaignait ce faste inutile, mais se laissait volontiers emporter à tous les excès. Le souverain voyageur et le roi son hôte passèrent plusieurs jours dans une immense orgie; au milieu de l'une de ces bacchanales, ivre et furieux, Pierre se précipita sur son ami Lefort pour le percer de son épée. Revenu à lui, il se repentit de son emportement, en demanda pardon, et laissa échapper ce mot remarquable : « Je veux réformer ma nation, et je ne puis encore me réformer moi-même! »

De Kœnigsberg l'ambassade se rendit par la Poméranie, Berlin, Hambourg, la Westphalie et Clèves, à Amsterdam. Le tsar arriva quinze jours avant sa suite dans cette grande cité maritime où il voulait se fixer quelque temps pour devenir charpentier et matelot. Un jour donc, laissant l'hôtel de la Compagnie des Indes où on l'avait reçu à son arrivée, il prit un petit logement dans les chantiers de l'Amirauté, se vêtit d'un habit de pilote, et s'en alla au grand village de Saardam,

[1] De Ségur, *Hist. de Russie et de Pierre le Grand*, liv. VII, chap. III. — Voltaire *Hist. de Russie*, 1re part. chap. 9.

alors renommé dans toute l'Europe par ses grands travaux pour la construction maritime. Le tsar admira cette multitude d'hommes toujours occupés; l'ordre, l'exactitude des travaux, la célérité prodigieuse à construire un vaisseau, à le munir de tous ses agrès, cette quantité incroyable de magasins et de machines propres à faciliter le travail, voilà ce qu'il enviait; les chantiers de Saardam étaient une richesse dont Pierre voulait doter ses États. Inscrit avec quelques jeunes Russes parmi les charpentiers, vêtu comme ces hommes du peuple, sans domestiques, raccommodant ses hardes lui-même, caché sous le nom roturier de Petre Mikhaïlof[1] et de *Peter-Bas* (maître Pierre), il vivait au milieu des ouvriers de Saardam, usant familièrement de leurs conseils. Le premier au travail, il quittait le dernier les chantiers. Les forges, la corderie, ces innombrables moulins, dans lesquels on sciait le sapin et le chêne, on tirait l'huile, on fabriquait le papier, on travaillait les métaux, le virent tour à tour. Son premier ouvrage fut un mât brisé. Il travailla ensuite à toutes les parties de la construction d'un vaisseau de soixante canons, auquel il donna les noms de *Pierre-Paul.*

Se reposant de ses fatigues par d'autres travaux, l'apprenti constructeur était aussi élève en chirurgie. Il allait de Saardam à Amsterdam travailler chez le célèbre anatomiste Ruisch, et il prenait des leçons de physique chez le bourgmestre Vitsen, citoyen hollandais qui fut célèbre par son amour et son dévouement pour les sciences. Pendant son séjour en Hollande, Pierre eut soin de visiter l'université de Leyde et d'étudier les moyens d'en établir une semblable dans ses États.

Tandis qu'il maniait ainsi en Hollande le compas, la hache et les instruments de physique et de chirurgie, il reçut la nouvelle de la double nomination de l'électeur Auguste et du prince de Conti au trône de Pologne. Le charpentier de Saardam ne négligeait pas la politique au milieu de ses travaux manuels; il saisit l'occasion d'intervenir dans les affaires de la Pologne, et promit à Auguste trente mille hommes. En même temps, il envoya des ordres à l'armée d'Ukraine, réunie contre les Turcs, et qui, sous les ordres de Cheïn et de Dolgorouki, avait remporté, le 11 août 1697, un avantage signalé sur les Tatars et sur un corps de janissaires envoyés par le sultan pour reprendre Azof. Cette victoire fut suivie de la conquête, à la vérité, pour cette fois, peu durable, de Pérécop et d'une partie de la Crimée.

Pendant quelques semaines, Pierre suspendit ses travaux; ce fut pour aller voir, sans cérémonie, à Utrecht et à La Haye, Guillaume, roi d'Angleterre et stathouder des Provinces-Unies. Il assista en simple particulier à l'entrée de ses ambassadeurs et à une audience, dans laquelle ils sollicitèrent de la Hollande une alliance offensive contre les Turcs et lui demandèrent une flotte pour agir dans la mer Noire; cette proposition ne fut pas accueillie, malgré un présent de six cents

[1] La terminaison en *itch* désigne la noblesse, celle en *of* la roture : Mikaïlovitch, fils du noble Michel; Midkaïlof, fils de Michel le roturier.

martres zibelines, de carrosses et de chaînes d'or, offert aux députés des États. Toutefois ce refus, tempéré par des formes bienveillantes et motivé sur des considérations politiques, ne troubla pas la bonne harmonie entre Guillaume et son hôte. Celui-ci se rendit de La Haye à Ryswik pour étudier, aux conférences, les intérêts des différentes puissances européennes; il s'occupa en même temps d'engager à son service les Français chassés de leur patrie par la révocation de l'édit de Nantes, des Allemands, des Suisses, et tous les aventuriers que la paix laissait inactifs; puis il retourna à Saardam achever le *Pierre-Paul*, qui fut chargé d'outils, de machines, de munitions, et envoyé à Arkhangel avec un grand nombre d'ouvriers que Pierre engageait à son service après les avoir vus travailler sous ses yeux. Dans les derniers instants de son séjour, il s'appliqua à rétablir sur les cartes de géographie les positions des villes et des fleuves de ses États, souvent indiquées au hasard, et traça la communication qu'il avait projeté d'établir entre la Caspienne et la mer d'Azof.

Ces occupations conduisirent Pierre jusqu'au milieu de janvier 1698; il passa alors en Angleterre. Le roi Guillaume lui envoya son yacht et deux vaisseaux de guerre pour l'escorter et lui faire honneur. Mais le tsar persista à se cacher dans la foule à la suite de ses ambassadeurs; il refusa de partager le somptueux hôtel qui avait été mis à leur disposition, et recommença sur le bord de la Tamise la vie qu'il avait menée à Saardam. Logé dans le chantier de Depfort, il étudia cette fois la théorie de l'art dont la Hollande ne lui avait enseigné que la pratique. La France et l'Angleterre perfectionnaient dans ce temps la construction des vaisseaux en y appliquant les calculs mathématiques; Pierre étudia cette science, et une note écrite de sa main, et publiée dans son journal, permet de juger de l'utilité de ses travaux. « J'ai bien examiné, dit-il, la forme des vaisseaux de toutes les nations, et je puis rendre raison de leurs différentes constructions. Quant aux nôtres, ils doivent être petits : il nous faut des frégates, des galères, des galiotes; nous avons peu de profondeur d'eau; nous manquons de pilotes et de matelots, et nous ne sommes pas en état de faire la grande navigation. »

En Angleterre, de même qu'en Hollande, il fit un vaisseau ; et les proportions de celui-ci furent si bien calculées, qu'il se trouva un des meilleurs voiliers de la mer. L'art de l'horlogerie, alors très-avancé à Londres, fixa aussi ce regard auquel rien n'échappait. L'ingénieur Perry, qui suivit Pierre en Russie, dit que, depuis la fonderie de canons jusqu'à la filerie des cordes, il n'y eut aucun métier qu'il n'observât et auquel il ne mît la main dans les ateliers.

Avec Perry, bon nombre de savants, d'artisans et d'ouvriers anglais, furent engagés au service de la Russie; l'Écossais Fergusson fut de ce nombre. Ce géomètre substitua en Russie les règles de l'arithmétique au calcul primitif emprunté jusqu'alors par les Russes aux Tatars, et consistant dans des séries de boules enfilées; il donna au tsar des leçons d'astronomie, l'instruisit des lois de la gravitation, des mouvements des corps célestes, et lui apprit à calculer les éclipses.

Deux jeunes gens de l'école des mathématiques se joignirent à cette colonie d'ouvriers et de savants, et furent les premiers professeurs de l'école de marine que Pierre établit à son retour. Enfin, pour attirer le commerce anglais en Russie, probablement aussi pour marquer son mépris des injonctions du clergé, et, en même temps, par mesure financière, le tsar vendit, moyennant une somme de quinze mille livres sterling, à une compagnie anglaise, le privilége de débiter en Russie le tabac, dont l'usage avait été interdit comme impur par le patriarche, au commencement du siècle.

Pendant son séjour en Angleterre, les heures de loisir que lui laissaient ses études et ses travaux manuels, Pierre les employait à voir familièrement le roi et la princesse de Danemark, qui devint la reine Anne; il fréquentait les anglais les plus distingués par leur mérite et surtout par leurs connaissances dans le commerce et la marine; partout il cherchait des maîtres, et se faisait le disciple docile de quiconque voulait l'instruire. Il n'était pas moins curieux de connaître les instincts des hommes et les mœurs des peuples que leurs arts et leur gouvernement. On le voyait converser successivement avec des gens de tous les états, et jamais il n'y eut un spectateur plus universel et un voyageur plus curieux que ce souverain.

Au moment de son départ, Guillaume lui donna le spectacle d'un combat naval, et lui fit présent du *Royal-Transport*, magnifique bâtiment sur lequel il avait coutume de passer en Hollande. Ce fut sur ce vaisseau que Pierre retourna dans ce pays, emmenant avec lui trois capitaines de vaisseaux de guerre, vingt-cinq patrons, quarante lieutenants, trente pilotes, autant de chirurgiens, deux cent cinquante canonniers, et plus de trois cents artisans. Cette colonie d'hommes habiles passa de Hollande à Arkhangel avec le *Royal-Transport*, et, de là, se répandit par toute la Russie pour y semer l'instruction et le travail.

Pendant que le souverain s'efforçait ainsi de transporter les arts dans son empire, les officiers, envoyés à Rome et en Italie, engageaient de leur côté à son service des artisans et quelques artistes. Boris Schérémétef, le chef de l'ambassade d'Italie, visita successivement Rome, Naples, Venise, Malte; mais il s'en fallut de beaucoup que les Moscovites, compagnons des voyages du tsar, fussent, comme leur souverain, avides d'instruction et ennemis des vieux préjugés : un des jeunes seigneurs de la suite de Schérémétef, renfermé dans une chambre à Venise, se refusa obstinément d'en sortir pendant tout son séjour, et osa se glorifier à son retour d'avoir traversé les capitales de la civilisation sans y avoir voulu rien voir ni rien entendre. On peut apprécier, par des faits de cette nature, les immenses difficultés que Pierre trouvait chez son peuple à l'accomplissement de ses desseins.

Ce fut une nouvelle révolte des strélitz et de quelques boyards qui interrompit ses voyages au moment où, après avoir passé quelques jours à Vienne auprès de l'empereur Léopold, il se préparait à visiter lui-même l'Italie [1]. La milice sédi-

[1] Leclerc, *Hist. anc. de la Russie*. — Voltaire. — Rabbe. — Levesque.

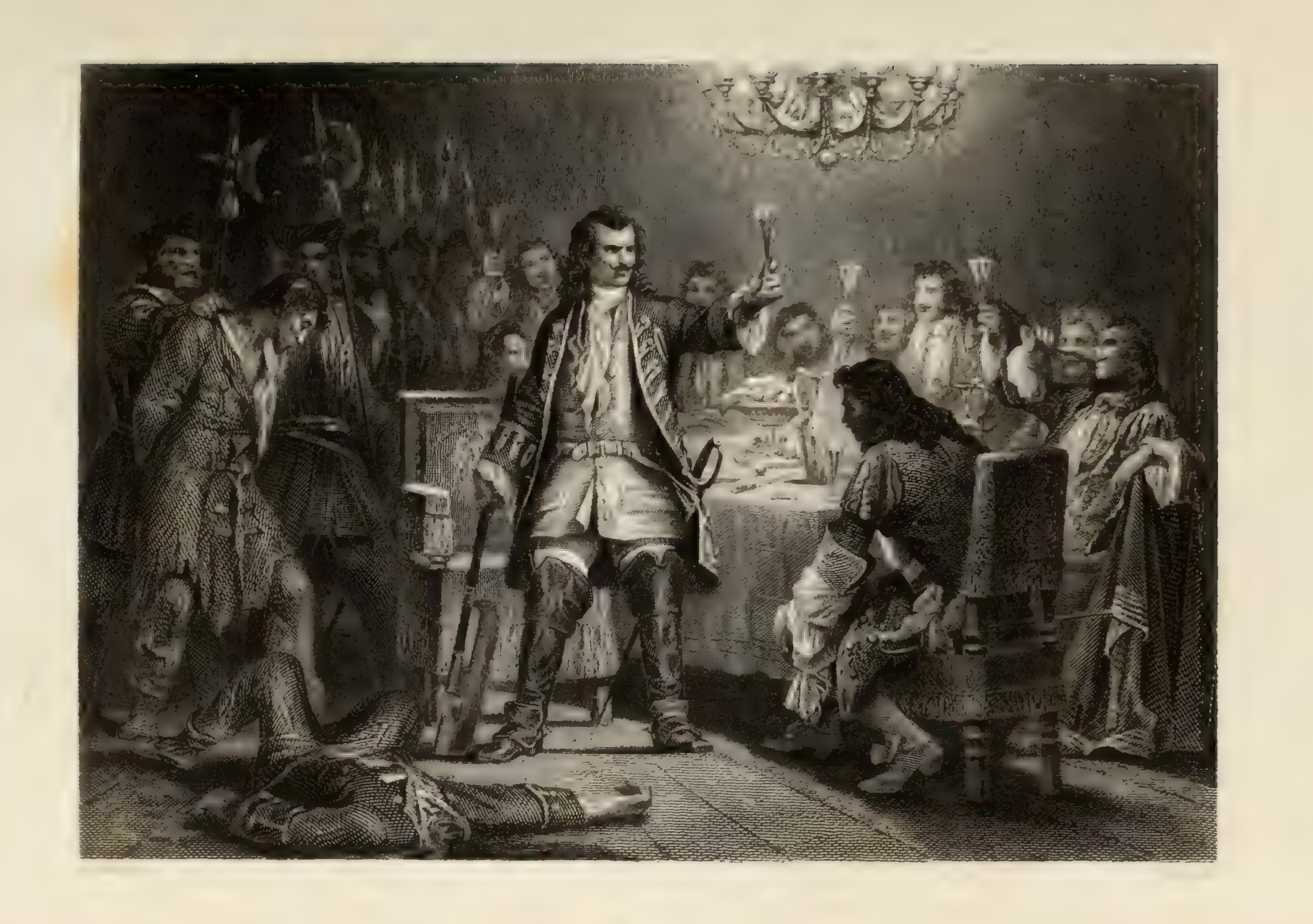
tieuse, deux fois humiliée et vaincue depuis quinze ans, osait profiter de l'absence du tsar pour remuer encore. Du fond de son couvent, l'ambitieuse Sophie continuait à fomenter les troubles; plus que jamais les boyards s'indignaient de la faveur des étrangers, de l'invasion des mœurs, et des habitudes nouvelles; parmi les nouveaux griefs, le clergé citait surtout l'introduction du tabac dans l'Empire. Le boyard, auquel Pierre avait confié, en son absence, le soin de l'État, Rodomanovski, vieillard intègre et tout dévoué à son souverain, mais dur et brutal, irritait le mécontentement par son humeur bizarre et sa cruauté; pour le moindre doute, le plus léger propos contre le tsar, d'après la plus légère accusation, il donnait la question et condamnait au knout ou aux battogues. Les grands lui reprochaient encore de ne s'appliquer qu'à grossir le domaine par de continuelles confiscations, et de s'appuyer, comme son maître, sur des généraux étrangers et sur des favoris tirés des derniers rangs du peuple. Pour éloigner les mécontents et faire cesser leurs plaintes, Rodomanovski ordonna à quatre régiments de strelitz, composant un corps de dix mille hommes, de se rendre sur les frontières de Lithuanie. En route, ceux-ci se révoltent, déposent leurs chefs, déclarent Pierre Alexéiévitch déchu du trône, proclament Sophie régente, et marchent en armes sur Moskou. Cheïn et Gordon s'avancent au-devant d'eux à la tête des troupes étrangères, et les rencontrent à quarante verstes de la ville, auprès du couvent de la Résurrection. D'abord ils ménagent les rebelles et cherchent à les effrayer par quelques coups de canons chargés à poudre; mais des popes, mêlés aux séditieux, crient au miracle en voyant que l'artillerie n'a tué personne; ils assurent que les armes des impies sont sans force contre les défenseurs de la foi orthodoxe. Alors Cheïn et Gordon les détrompent en faisant charger les armes; puis ils s'élancent avec la cavalerie. La potiechnie surtout se distingue par son ardeur. Les strelitz plient et prennent la fuite; la plupart déposent les armes; tous les chefs de la rébellion sont jetés dans les fers.

A la nouvelle de ces événements, Pierre part pour Moskou, dans l'intention d'y exercer une terrible et mémorable vengeance. Son arrivée imprévue surprend tout le monde; il récompense les troupes fidèles, puis procède au châtiment des traîtres. En cette circonstance, le législateur de la Russie redevient un chef barbare; ses instincts de férocité s'éveillent; et, reculant d'un siècle, il fait revivre les sanglantes fureurs d'Ivan le Terrible. D'abord les principaux chefs de la conspiration sont exécutés avec toute leur famille, sans distinction de sexe et d'âge. La hache et la roue fonctionnent, et on creuse d'immenses fosses, non pour la sépulture des morts, mais pour l'ensevelissement de victimes vivantes. Plusieurs jours sont employés pour obtenir, par les plus affreuses tortures, des révélations. Le tsar ne veut se fier à aucun de ses boyards; il se fait lui-même juge et bourreau : armé d'un bâton noueux il frappe à la figure ceux des suppliciés qui s'obstinent dans leur silence opiniâtre. Puis, indigné de ne pouvoir arracher des aveux à ces Russes, qui du moins savent mourir, et dont le visage farouche

et silencieux défie les tourments, il ordonne aux juges de descendre de leur tribunal, et voulant confondre les coupables dans un grand massacre, exige que toute main restée fidèle s'arme de la hache pour gage de son dévouement; lui-même frappe et fait tomber des têtes. Le jour de la première exécution, dit Printz, ambassadeur de Prusse en Russie et témoin oculaire, cinq têtes furent abattues par la plus noble main de l'empire; quelques jours après, Pierre en coupa encore six; puis, dans un grand festin, à la suite d'une orgie, il fit venir vingt strélitz et versa à boire; vingt fois de suite il vida son verre; et, à chaque fois, son redoutable sabre s'abaissait tranchant une tête. Enfin, las de carnage, il s'arrêta, et se tournant vers l'ambassadeur, lui offrit d'exercer à son tour son adresse. Les courtisans imitaient leur maître: ils s'étaient partagé les victimes. Lefort fut, dit-on, le seul qui refusa d'ensanglanter ses mains. En même temps des gibets dressés autour des murailles de la ville et à l'entrée des grandes routes, font justice de plus de deux mille des coupables vulgaires. Le sang coula aussi devant le Kremlin et le monastère où Sophie et Eudoxie étaient enfermées; trois des chefs qui avaient proclamé Sophie, furent pendus devant les barreaux; l'un d'eux portait attachée au bras la requête par laquelle les strélitz l'avaient appelée au trône, et la malheureuse princesse fut obligée de supporter cet affreux spectacle jusqu'à ce que le cadavre tombât en putréfaction. En vain le patriarche se présente, couvert de ses insignes sacerdotaux, pour fléchir le tsar : « Prêtre, retire-toi, lui répond son maître, le sang des rebelles est agréable à Dieu. » Une seule grâce fut accordée : ce fut à l'un des principaux conjurés qui étonna le tsar par sa fermeté. Avant de placer sa tête sur la longue poutre qui servait de billot, le strélitz écarta les débris mutilés et sanglants de ses complices en disant: *Place à ma tête!*

Cependant il n'était pas possible d'égorger dix mille hommes; il fallut épargner le plus grand nombre des coupables; six ou sept mille échappèrent au supplice, mais ils furent répartis à toutes les extrémités de l'empire, surtout en Sibérie et dans la province d'Astrakan. Ces turbulents soldats n'en avaient pourtant pas encore fini avec la rébellion; c'est à quelques-uns d'entre eux qu'est attribuée une révolte qui éclata l'année suivante parmi les Cosaques d'Azof. Cette fois encore la répression fut terrible : les Cosaques subirent le supplice des cinq quartiers, ils furent coupés en morceaux, et le tsar abattit de sa main quatre-vingts têtes. Le corps des strelitz avait été dissous après la sédition de 1698; leur nom même fut aboli et proscrit quelques années plus tard, en 1705, après la révolte d'Astrakan. Sophie, une de ses sœurs nommée Marpha, en partie complice de ces desseins, et la malheureuse Eudoxie, soupçonnée d'y avoir pris part, virent enterrer vivantes les femmes qui les avaient servies, et furent reléguées au monastère de Souzdal, dans le gouvernement de Vladimir. Sophie mourut peu après, en 1704; Eudoxie survécut trente-trois ans à cette seconde et irremédiable disgrâce.

Délivré de tous ses ennemis, parents, strelitz et boyards, Pierre profita de la



terreur qu'inspiraient ses vengeances pour imposer tout d'un coup à son peuple une longue série de réformes. Les strelitz furent remplacés par ces troupes réglées dont la potiechnie avait formé le noyau, et dont le nombre fut considérablement augmenté. On créa, dit le journal, dix-huit régiments d'infanterie, deux de dragons, partagés en deux divisions, l'une sous le commandement du général Golovin, et l'autre sous celui d'Adam Weyde. Le résidant de Suède, Kniper-Kron, ajoute le même document, demanda raison, en termes très-vifs, de la création de cette milice régulière, puisqu'on était en paix avec les États voisins. On lui répondit qu'après l'abolition du corps des strelitz, il ne restait plus d'infanterie dans l'empire, et qu'il n'était pas possible de s'en passer. On voit par ce fait que la Suède connaissait les dispositions de son voisin et pressentait la guerre; Pierre, en effet, jetait depuis trois ans un regard de convoitise sur les provinces de la Baltique; toutefois ce n'était qu'après l'accomplissement des réformes intérieures qu'il voulait entreprendre des conquêtes.

Élever à ses propres yeux un peuple esclave, exciter l'émulation, tel est le but de ses premières mesures, qui ont pour objet la création de l'ordre civil et militaire de Saint-André[1], conféré aux officiers qui s'étaient distingués au siége d'Azof, et la suppression des formules humiliantes que les Russes employaient lorsqu'ils parlaient aux tsars. Ainsi le mot *raab*, qui signifie sujet, fut substitué au mot *kalon*, esclave. Avant cette ordonnance, telle était l'abjection des Russes quand ils présentaient des requêtes, que non-seulement ils prenaient le titre d'esclaves, mais que, de plus, ils prononçaient leur nom au diminutif, comme les serfs à leur égard.

Les fils des boyards, distribués dans l'armée et sur la flotte du Don, débutèrent par les derniers grades de la milice, ou firent l'apprentissage de matelots sur la flotte que des ouvriers anglais et hollandais construisaient à Voroneje et à Azof. Des ingénieurs, venus de tous les Etats de l'Europe, élevaient des écluses, établissaient des chantiers, reprenaient le grand ouvrage de la jonction du Don (ancien Tanaïs) et du Volga, essayé d'abord, puis délaissé par l'Allemand Brakel. Partout l'activité et le travail remplaçaient l'orgueilleuse indolence, depuis Azof jusqu'à Moscou et Arkhangel, au sein et à toutes les extrémités de cette Russie encore si profondément barbare. Les efforts du tsar pour mettre l'ordre dans ses finances et régulariser la perception des impôts, eurent moins de succès. Chaque boyard payait pour ses serfs une certaine redevance; mais des dénombrements

[1] Les insignes de cet ordre sont l'image du saint, suspendue à une croix émaillée en bleu, surmontée d'une couronne; sur chaque angle de la croix se lisent les initiales S. A. P. R. (Sanctus Andreas Patronus Russiæ). Le revers présente l'aigle éployé, surmonté d'une couronne avec six flammes : un serpent bigarré couvre la poitrine et le cou de l'aigle entouré de cette légende : *Za vérou i vernosti*, pour la foi et la fidélité. Le cordon est bleu et accompagné d'une étoile d'argent. La chaine consiste dans une croix de Saint-André et des couronnes alternativement entrelacées. Les chevaliers de cet ordre obtinrent aussi celui de Saint-Alexandre Nevski, créé plus tard par Pierre, quelques années avant sa mort.

incomplets, l'absence d'une organisation régulière, une surveillance imparfaite, restreignaient de beaucoup ce revenu. En 1700, au début de la guerre avec la Suède, Pierre ne percevait encore qu'une somme annuelle de 700,000 roubles (3,500,000 francs). Pour remédier au désordre qui amoindrissait ses ressources, et peut-être aussi parce qu'il avait compris l'utilité d'une classe intermédiaire entre les serfs et la noblesse, le législateur essaya de créer une sorte de bourgeoisie qui, pour les impôts, relèverait immédiatement de la couronne. Tout serf, possesseur d'une somme de cinq cents roubles, put exiger de son maître la liberté, sous condition d'exercer une industrie ou de se livrer au commerce dans une ville, et de payer la capitation ainsi que des redevances fixes au souverain.

Cette mesure qui, pour Voltaire, Levesque et la plupart des historiens de la Russie, semble avoir passé inaperçue, portait cependant le germe de la réforme la plus civilisatrice qui pût frapper cette vieille société russe toute composée de despotes et d'esclaves; par malheur, ceux même auxquels elle eût été le plus profitable, ne la comprirent pas. Qu'importait aux serfs, héréditairement nés et nourris dans l'esclavage, de voir s'entr'ouvrir, par la bourgeoisie, des espérances nouvelles de liberté? La Russie s'inquiétait peu de posséder un ordre intermédiaire, sorte de tiers-état qui, dans les nations modernes, forme la classe la plus nombreuse et la plus active des citoyens. La société russe tout entière tenait invinciblement à ses abus et à ses iniquités; les réformes lui étaient odieuses; et elle était si peu familière avec les idées de liberté individuelle et de dignité humaine, qu'aujourd'hui encore, après cent quatre-vingts ans écoulés, cette classe de bourgeoisie, qu'un ukase de Pierre le Grand prétendit créer, existe à peine, et que, de tous les desseins du grand réformateur, c'est celui qu'ont le moins essayé d'accomplir les tsars ses successeurs.

Ceux des serfs qui profitèrent de l'édit impérial pour secouer le joug de leurs seigneurs, vinrent augmenter dans les villes le nombre des ivrognes et des vagabonds; ou, s'ils s'adonnèrent au commerce, ce fut pour dégoûter, par leurs ruses et leur fourberie, les négociants étrangers de toute relation avec un peuple à la fois barbare et voleur. Pierre lui-même sut apprécier ces hommes, et un jour les caractérisa par ce mot: « Pour tromper un Russe, il faudrait l'habileté de trois juifs[1]. » L'émancipation des serfs ne put donc pas être pour le tsar une source de grands revenus; quelques utiles modifications apportées au mode de perception, la réunion au domaine d'une grande partie des biens du clergé, la conquête des ports de la Baltique, l'agrandissement de ses états, un peu de commerce, la création de quelques industries, résultats dus à des étrangers, telles furent les causes qui augmentèrent les ressources financières de la Russie, au point que les revenus généraux se trouvèrent, à la mort de Pierre, plus que décuplés[2].

[1] Lelerc, *Hist. mod. de la Russie*, t. I, p. 226-230. — *La Russie*, par M. le marquis de Custine p. 118, édit. Amyot.

[2] Voir à la fin de ce règne quelques détails sur les ressources financières de Pierre-le-Grand.

Les réformes religieuses accompagnèrent les réformes financières, et elles furent plus radicales et plus profitables. La religion grecque avait eu, entre autres résultats, celui d'entretenir chez les Russes les superstitions et le fanatisme, en isolant ce peuple du grand mouvement de civilisation qui, depuis la renaissance, s'était produit autour de la Rome pontificale. La Russie, jusqu'à Pierre le Grand, avait connu deux maîtres, puissants l'un et l'autre, également craints, également obéis avec servilité, quelquefois unis, et souvent en guerre : c'étaient le tsar et le patriarche. On a vu quelle opiniâtre résistance le clergé russe opposa aux premiers essais du réformateur, et avec quel mépris, de son côté, celui-ci accueillit les remontrances et les observations de son clergé. Le moment de stupeur et d'effroi, qui suivit les sanglantes exécutions de 1698, fut jugé favorable pour accabler cet ennemi. Pierre procéda d'abord par le ridicule ; ce clergé si vénéré de toute la Russie fut abandonné aux dérisions des compagnons, des anciens *divertisseurs* du tsar. Ses cérémonies, ses superstitions, son costume, furent parodiés et bafoués dans des saturnales où les popes, les archimandrites, les évêques, en un mot, toute la haute hiérarchie sacerdotale ne fut pas épargnée. Puis vinrent des mesures directes : l'interdiction des vœux avant cinquante ans, la suppression d'un grand nombre de communautés religieuses de l'un et l'autre sexe, l'interdiction du célibat pour les prêtres séculiers, l'adoucissement des quatre grands carêmes de l'église grecque, la dispense d'abstinence dans ces jours maigres où les Russes compensaient la privation de nourriture par l'excès de la boisson ; enfin la suppression, mais seulement en 1721 [1], du patriarcat : telle fut l'audacieuse révolution que le despotisme du tsar accomplit contre le despotisme du clergé.

La servilité est l'un des caractères du peuple russe à toutes les périodes de son histoire ; et pourtant il fallait que la terreur imposée à ce troupeau d'esclaves fût bien profonde, pour qu'il osât à peine élever la voix lorsque le tsar bouleversait tous les usages, toutes les traditions. Quelles ne durent pas être l'horreur et l'indignation des vieux boyards, lorsqu'un ukase leur ordonna de couper leur longue barbe et de changer, contre le costume étriqué de ces Allemands et de ces Italiens qu'ils détestaient, la longue robe qui rappelait à beaucoup d'entre eux que leurs pères étaient venus en conquérants des plaines de l'Asie ! Une taxe fut imposée par l'inflexible souverain sur les longues robes et les barbes ; on suspendait aux portes des villes le modèle des justaucorps de nouvelle mode ; et on lacérait les robes, on coupait les barbes de quiconque ne les adoptait pas ou ne payait pas l'amende. Un autre changement ne causa pas moins de perturbation dans les habitudes : ce fut la réforme du calendrier. Les Russes s'écrièrent que leur souverain avait donc su changer le cours du soleil, quand ils virent paraître un édit qui leur ordonnait de commencer en janvier [2] l'année qui s'ouvrait jusqu'alors avec le mois de septembre. On ne s'explique pas que Pierre n'ait pas complété cette réforme

[1] Voir à cette date d'autres rigueurs exercées contre le clergé.
[2] On sait que l'année russe commence le 13 janvier.

par l'adoption du calendrier grégorien; peut-être craignait-il de rapprocher trop complétement son peuple de ces Occidentaux que cependant il proposait pour modèles.

Un changement qui, plus peut-être que tout le reste, rapprochait les Russes du monde européen, fut l'introduction des femmes dans la société et l'institution de réunions appelées, d'un mot italien, *ridotti*. La femme russe, comme en Turquie et dans les pays musulmans, était reléguée dans le gynécée, et la séparation des deux sexes se trouvait si complète, qu'il n'était pas d'usage que le jeune homme vît à visage découvert sa future épouse avant le mariage. Le tsar ordonna que des entrevues précéderaient désormais cet acte important; puis il enjoignit aux maris de conduire leurs femmes, habillées à la mode des peuples méridionaux, dans ces *ridotti*, dont il fixa les moindres détails et écrivit le règlement entier avec cette science et cet amour des détails les plus minutieux que l'on retrouve chez tous les grands législateurs. Chacune de ces assemblées sera annoncée par un écriteau; tout homme de distinction, noble, officier supérieur, marchand, employé à la chancellerie et maître ouvrier, c'est-à-dire surtout charpentier et maître constructeur, y pourra venir avec sa femme et ses filles, et en sortir, à son gré, de quatre à dix heures du soir. Les 3e et 4e articles de ce singulier règlement imposent l'obligation de saluer en entrant et en sortant. Tous les assistants sont libres d'aller, de venir, de s'asseoir, de causer, de boire. Le 7e article indique la place des domestiques. Puis, singulier mélange de barbarie, ou plutôt peut-être, extrême raffinement d'habileté, tout contrevenant aux obligations de convenances ou d'honnêteté est tenu de vider à l'instant le *grand aigle*, large vase d'eau-de-vie. Pierre, qui buvait volontiers jusqu'à l'ivresse, n'a-t-il fait qu'infliger une pénitence bizarre? On peut croire plus volontiers qu'il a voulu dégoûter les hommes qui l'entouraient d'une passion brutale, en leur présentant comme un châtiment ce qui jusque-là était pour eux un plaisir.

A ces innovations s'ajoutèrent l'institution d'écoles pour la marine, pour l'enseignement des langues étrangères; enfin la traduction et l'impression de livres traitant des sciences, des arts, du génie, de l'artillerie, de la mécanique, de l'histoire. Puis tout ce système de réformes et d'éducation publique fut complété, selon l'usage de Pierre, par un appel à tous les étrangers et par la dispersion de beaucoup de Russes à travers l'Europe. Cette fois la France vit un certain nombre de ces jeunes barbares envoyés pour étudier l'élégance de ses mœurs et le mécanisme de ses institutions. Ce fut dans Paris que l'un de ces Russes, émule de celui de ses compatriotes qui avait séjourné à Venise sans sortir de sa chambre, et qui *était allé à Rome sans voir le pape*[1], passa deux ans dans un appartement près des Quinze-Vingts, jouant aux jeux de cartes le *mariage* et la *bataille* avec sa blanchisseuse, seule société française qu'il voulut voir. De ceux qui

[1] Ce fait est passé en proverbe, chez les Russes, pour signifier l'indifférence de l'ignorant et le refus de s'instruire.

consentaient à se mêler aux étrangers, la plupart ne leur empruntaient que leurs vices. Autour de Pierre, il y avait beaucoup d'hommes, même parmi les plus dévoués à son œuvre, qui niaient l'utilité de ces voyages. Ainsi Manstein raconte que telle était l'opinion de Dolgorouki, sénateur que Pierre appelait *son sage*. Un jour, à la suite d'une vive discussion sur ce sujet, Dolgorouki ne répondit aux impatientes affirmations du despote qu'en pliant silencieusement l'ukase, en passant l'ongle sur ce pli, et en demandant à l'autocrate si, avec toute sa puissance, il pouvait désormais en effacer la trace. Ce pli ineffaçable, c'était l'opiniâtre attachement des Russes à leurs usages. Ces faits et vingt autres semblables donnent la mesure du peuple que Pierre, entreprenant une tâche surhumaine, voulait civiliser, ou du moins façonner à l'image de la civilisation. Que d'entraves, que de dégoûts lui suscita cette noblesse à laquelle cependant ses sanglantes colères et ses implacables vengeances imposaient une profonde terreur, et dont la grande vertu avait toujours été l'humilité devant son chef! Aussi, on comprend l'affection et les faveurs illimitées que cet homme de fer accordait aux confidents intelligents de ses desseins, à ses premiers maîtres ou aux hommes obscurs qu'il avait tirés de la foule. Une grande douleur l'avait frappé au milieu de ses derniers travaux : en mars 1699, son maître, son ami, ce bizarre aventurier dont la figure presque française apparaît comme le génie de la civilisation dans les brumes du Nord, Lefort mourut à l'âge de quarante-six ans. Pierre lui fit de splendides funérailles, et lui-même suivit le convoi, une pique à la main, et marchant, après les capitaines, au rang de lieutenant dans le régiment de ce général. Pour continuer sa tâche, Pierre n'avait autour de lui qu'un bien petit nombre d'hommes intelligents : Apraxin, Dolgorouki, Schérémétef, Repnin, Golovin, successeur de Lefort dans ses fonctions militaires, et premier chevalier de l'ordre de Saint-André; puis un homme dont la haute fortune et la subite élévation firent l'envie de toute la noblesse, et dont le nom n'a pas moins de retentissement au milieu du XIXe siècle qu'il dut en avoir au temps de Pierre. Ce favori était Mentschikof, fils d'un pauvre serf émancipé qui vivait à Moscou de l'industrie de pâtissier. Enfant, il débitait par la ville et dans la cour du palais les marchandises de son père; ses saillies, sa vive intelligence, lui attiraient de nombreux acheteurs. Pierre avait coutume de le voir des fenêtres de son palais; un jour qu'un strelitz maltraitait l'enfant, il le fit tirer des mains du soldat et l'interrogea lui-même. Mentschikof eut le don de plaire au tsar : il devint page, soldat, puis il passa par tous les degrés de la hiérarchie militaire; il aida Cheïn et Gordon à comprimer la dernière rébellion des strelitz; à l'exemple de son maître, il trempa ses mains dans leur sang. Enfin, en 1699, au moment où l'histoire extérieure de la Russie va commencer, il est au comble d'une faveur qui durera presque toute la vie du tsar, mais qui, plus tard, sera cruellement expiée dans l'exil, au froid village de Berezof, à l'extrémité septentrionale de la Sibérie.

1699, l'année des grandes réformes, fut aussi celle des négociations. Une trêve,

conclue entre la Russie et la Porte, confirma au tsar la possession d'Azof. Mustapha II, récemment vaincu, 1697, à Zenta par le prince Eugène, abandonna la Morée aux Vénitiens, Kaminièh aux Polonais, et à la Russie toutes ses conquêtes sur le Don et en Crimée. Ce traité, signé à Karlowitz en Esclavonie, près de Peterwarden, permit de transporter, de la mer Noire à la Baltique, les projets d'envahissement et de conquête. La conduite de Pierre le Grand témoigne que, dès son départ de Moscou pour son premier voyage, Riga était l'objet de sa convoitise; et son journal atteste formellement qu'il prit des mesures efficaces en 1698, à son départ de Vienne, pour former autour de lui une confédération contre la Suède. « Après avoir vu les régiments saxons faire l'exercice, dit le journal, à propos de l'entrevue de Pierre avec Auguste, roi de Pologne, dans la petite ville de Rava, les deux souverains passèrent la soirée chez le lieutenant général Flemming; et, entre autres propos, le roi dit au tsar que plusieurs Polonais lui étaient contraires, et que s'ils entreprenaient quelque chose contre sa personne, il le priait de lui accorder son secours. Sur quoi le tsar répondit qu'il y était prêt... et, à son tour, il pria Auguste de venger l'affront que le gouverneur d'Alberg lui avait fait à Riga, *où il put à peine sauver sa vie* [1]. »

Auguste promit tout ce que voulut son puissant protecteur; et, l'année suivante, il fut sommé de tenir sa promesse par un traité d'alliance. Ce traité, conclu à Préobrajenskoié, le 11 novembre 1699, par l'entremise du général saxon Karlowitz, était tout à l'avantage de la Russie, qui ne s'engageait à prendre part aux hostilités et à commencer contre l'Ingrie et la Carélie des opérations profitables à elle seule que lorsque les Polonais se seraient jetés dans une guerre « sans paix ni trêve [2], » et auraient attaqué la Livonie et l'Estonie. Ce traité avait été précédé d'une alliance conclue, le 16 juin, avec Frédéric, roi de Danemark, qui revendiquait le Holstein, détaché depuis cent quatre-vingts ans de son royaume, et possédé par le beau-frère de Charles XII. Il était déclaré par cette seconde convention, que « dans le cas où l'un des contractants serait attaqué, l'autre le secourrait avec toutes ses forces, et qu'aucun des deux souverains n'entrerait en alliance, dans quelque temps que ce fût, avec une puissance par un traité qui portât atteinte à ces obligations réciproques [3]. »

Que d'habileté, que de prudence avant de s'engager dans une guerre si ardem-

[1] Journal de Pierre le Grand, trad. par Formey; in-4°. Berlin, 1773. Ce précieux document embrasse une période de dix-sept années, de 1698 à 1715. On y trouve un détail minutieux des moindres actions de Pierre le Grand; d'ailleurs, pas d'observations, pas de critique ni de discussion des faits militaires. Le journal fut rédigé, par ordre du tsar, pour servir à l'histoire de sa vie, dit l'éditeur russe. Il en existe, dans les Archives impériales de Russie, huit manuscrits dont cinq ont été retouchés et corrigés de la main même de Pierre. Quelle que soit l'utilité de cet ouvrage, au milieu de matériaux diffus et souvent contradictoires, il faut cependant en user avec circonspection et le contrôler par d'autres récits; Pierre s'est efforcé d'atténuer la supériorité des Suédois et d'exalter les moindres avantages des Russes. Les inexactitudes sont surtout nombreuses dans la campagne de 1705.

[2] Expressions mêmes du traité d'aillance.

[3] Journal de Pierre, p. 8, et *Hist. de Russie anc.* de Leclerc, t. III, p. 176.

ment désirée, et dont le but est l'acquisition des rivages de la Baltique. Ces mêmes qualités, l'art de faire agir les autres à son profit, nous les retrouvons chez le tsar dans tout le cours de cette longue guerre; le génie militaire, le coup d'œil du général, la science des combinaisons sur le champ de bataille, il n'a rien appris de cela, et il le sait. Son ennemi, au contraire, ce roi de dix-huit ans dont la jeunesse l'a enhardi, est, non comme politique, mais comme guerrier, le digne successeur de Gustave-Adolphe, d'un élan de son impétueux génie, Charles XII va tromper la sagesse et déconcerter les plans de son adversaire; il est plein de fougue et d'inspiration; c'est un guerrier chevaleresque, un héros des champs de bataille : et pourtant, malgré son génie et son courage, il sortira de la lutte épuisé et vaincu. C'est qu'à ce brillant capitaine, à ce chevalier errant de la royauté qui s'en va redressant les torts et distribuant les couronnes sans autre dessein que gagner des batailles et courir des dangers, Pierre opposera une patience que rien ne lasse, une opiniâtreté que rien n'ébranle; il lui opposera surtout un but constant et immédiat : l'agrandissement de ses états. C'est ainsi qu'une guerre onéreuse pour le Danemark, ruineuse pour la Suède, mortelle pour la Pologne, se trouvera, à son issue, favorable à la Russie.

Après avoir vêtu sa nation à l'européenne, et l'avoir, par de rapides réformes, recouverte d'un vernis superficiel de civilisation, voici que déjà Pierre la présente à l'Europe. Il réclame pour elle une part d'influence; il inaugure cette politique russe, lente et laborieuse, moins soucieuse de gloire que de profit, et qui, poursuivie par ses successeurs, cent trente ans après son règne, désigne, pour but suprême à l'ambition d'un peuple à demi barbare, Constantinople et l'empire du monde.

Le jeune roi de Suède se livrait à la chasse, sa distraction favorite, lorsqu'il apprit quel orage allait fondre sur lui. Jusqu'au dernier moment ses ennemis l'avaient assuré de leurs intentions pacifiques, et les Saxons n'avaient révélé leur dessein que par l'invasion de la Livonie et une marche forcée sur Riga. Sans interrompre la chasse, Charles se tournant vers le comte de Guiscard, ambassadeur de France qui l'accompagnait, lui dit : « Nous les forcerons bien de reprendre le chemin par où ils sont venus. »

Riga cependant courait de grands dangers. La Livonie dont cette ville est la capitale avait été cédée avec l'Estonie au roi de Suède Charles XI, par le traité d'Oliva, en 1660. Au lieu de s'attacher par la douceur ses nouveaux sujets, le père de Charles XII les avait accablés d'exactions impolitiques. Patkul, gentilhomme livonien, suivi de six députés, s'était rendu à Stockholm pour demander la répression des abus. Sa conduite fut regardée comme un attentat à la majesté souveraine, et il n'échappa au supplice que par la fuite. Quelques années plus tard, il saisit l'occasion de se venger; et, après avoir été l'un des plus actifs négociateurs de la triple alliance (Danemark, Pologne et Russie, contre la Suède), il se jeta en Livonie avec l'armée d'Auguste, soulevant partout la population contre les Sué-

dois qu'il espérait surprendre et chasser de Riga. Par bonheur pour Charles, Flemming, le général saxon que le roi Auguste avait mis à la tête de son armée, ne déploya pas autant d'activité et de zèle. Il manqua l'occasion de saisir Riga par un coup de main, à la faveur des intrigues que le parti polonais entretenait dans la place, et fut obligé d'en entreprendre le siége régulier.

Charles avait mis à profit ces lenteurs. En quelques jours, il a fait ses préparatifs de guerre, réglé les intérêts de son royaume, embarqué ses soldats; puis, laissant Stokholm qu'il ne reverra jamais, il tombe comme la foudre sur Copenhague, fait payer à cette ville une rançon, et impose au roi de Danemark terrifié le traité de Travendal, qui met fin à ses prétentions sur le Holstein et le détache de l'alliance russo-polonaise. Après ce premier succès, il envoie cinq mille hommes au secours de d'Alberg, qui soutenait bravement dans Riga l'effort des assiégeants. Les Saxons sont rejetés au delà de la Dvina; et Charles, victorieux pour la seconde fois, marche aux Russes, qui de leur côté assiégeaient Narva, petite ville de l'Ingrie.

Le tsar, suivant ses conventions avec ses alliés, était entré le dernier en campagne; il avait attendu qu'un traité définitif avec les Turcs (juillet 1700)[1] confirmât la trêve précédemment conclue. Au mois d'août, il avait réclamé de Charles XII la réparation des injures qu'il prétendait avoir subies de la part de d'Alberg à Riga. Cette demande équivalait à une déclaration de guerre; et l'avant-garde de l'armée russe, commandée par le général-major Butturlin et par le prince Troubetzkoï, gouverneur de Novgorod, était entrée aussitôt en campagne, suivie des fameux régiments de Préobrajenski et de Semenovski, commandés par le tsar en personne. Le duc de Croï, officier français originaire de Flandre, et récemment engagé au service du tsar, avait dans cette armée un haut commandement. Les Russes, passant par Novgorod, vinrent mettre le siége devant Narva, sur la rivière du même nom, entre le lac Peipus et la mer, position maritime qui n'était pas sans importance. Le siége, commencé le 23 septembre, n'avait amené aucun résultat au 18 octobre, bien que Narva fût presque dénuée de fortifications, et que la place ne fut défendue que par un millier d'hommes. Pierre, impatient de faire avancer ses renforts et de voir le roi Auguste qui revenait de sa malheureuse expédition de Riga, courut à Novgorod, laissant le commandement au duc de Croï; ce fut pendant cette absence que Charles battit et prit toute son armée.

La paix de Travendal conclue, le roi de Suède rassemblait des troupes pour agir en Livonie, lorsqu'il apprit l'invasion du tsar en Ingrie et le siége de Narva. Il mit aussitôt à la voile; et, le 16 octobre, il arriva à Pernau, en Livonie, d'où, après avoir été rejoint par le reste de son armée, il marcha sur Revel, puis sur

[1] Les conventions de ce traité sont : une paix de trente années, la destruction de Tavan, de Kazi-Kermen, Nastred-Kermen, Sakis-Kermen, villes situées sur le Dniéper, et la cession définitive d'Azof et de son territoire. *Journal de Pierre le Grand*, p. 14.

Vesemberg où il laissa ses équipages. Le 27 novembre il était à quelques journées de Narva, devant le défilé de Pihajoski que Schrérémétef occupait avec six mille chevaux. Ce passage entre des hauteurs escarpées était d'un accès difficile, et peu d'hommes pouvaient le défendre contre toute une armée; mais les Russes ne tinrent pas; et, dès que l'infanterie suédoise parut sur les hauteurs, traînant quelques canons, la cavalerie cosaque et tatare tourna bride, et s'enfuit jusqu'au camp de siége, où elle porta au duc de Croï la nouvelle de l'approche des Suédois.

Charles, maître du défilé, poursuivit sa marche, et arriva le 29 à Lagèna, à deux petites lieues de Narva. Comme à Copenhague, il ne voulut pas laisser à l'ennemi le temps de se reconnaître, et résolut de l'attaquer le lendemain, bien qu'il ne menât avec lui que cinq mille fantassins et quatre mille chevaux. En attendant quelques jours, il était rejoint par onze mille hommes que, dans son impatience, il avait laissés en route; mais, d'autre part, il risquait de perdre Narva, qui était à bout de sa courageuse défense; et d'ailleurs, le pays avait été dévasté par les Russes, et les Suédois manquaient de vivres. Le roi prit donc toutes ses dispositions; et, le 29, veille de la bataille, il écrivit de Lagèna à son ministre de la guerre : « Demain je battrai les Russes; préparez un magasin à Laïs : quand j'aurai secouru Narva, je passerai par cette ville pour aller donner la même leçon aux Saxons. »

A dix-huit ans, Charles XII avait le coup d'œil et tous les instincts d'un grand général; c'est ce qu'attestent sa résolution de livrer bataille et ses dispositions militaires dans cette journée : « Ne voyez-vous pas, observa-t-il à un de ses officiers, intimidé par la disproportion des forces, ne voyez-vous pas que j'ai deux avantages sur les ennemis? L'un, que leur cavalerie ne pourra pas leur servir; et l'autre, que leur grand nombre sera un embarras dans ce lieu resserré. » En effet, le camp russe, fortement retranché et protégé par une artillerie nombreuse, s'étendait sur la Narva dans un espace de moins d'une lieue. Charles, après avoir reconnu la ligne, résolut de diriger ses efforts sur le centre qui lui semblait le plus faible; à cet effet, il partagea son armée en deux colonnes, donna le commandement de la droite au général Welling, prit lui-même celui de la gauche avec le général Renschild, qui, en quittant Stockholm, croyait avoir à diriger l'inexpérience de son jeune maître, et qui se trouvait tout étonné maintenant d'en moins savoir que lui dans l'art militaire. Vingt et une pièces d'artillerie appuyaient ce côté de l'attaque, et seize étaient échelonnées entre les deux corps. Ces dispositions avaient commencé à midi : à deux heures elles étaient terminées. Le roi fit passer le mot d'ordre : *Avec l'aide de Dieu;* puis deux fusées donnèrent le signal de l'attaque. Le vent fouettait une neige abondante au visage des Russes et les aveuglait. Lorsque l'artillerie eut fait brèche aux retranchements, l'infanterie suédoise se précipita, les emporta à la baïonnette, et s'effaça pour laisser le passage à la cavalerie. Charles, à la première ligne de bataille, pressait et poussait ces masses de Russes

qui ne gardaient plus aucun ordre et fuyaient en tourbillonnant le long de leurs retranchements vers la rivière, pour gagner un pont, seule issue que la retraite eût de ce côté. Mais le pont se rompit sous le nombre des fuyards, et des milliers d'hommes se noyèrent dans la Narva. Le duc de Croï et la plupart des généraux, jugeant la défense impossible, rendirent leur épée; seuls, plusieurs corps de la potiechnie, appartenant à Préobajenski, Séménovski et Lefortovski [1], qui n'avaient pas suivi le tsar à Novgorod, firent jusqu'au bout leur devoir. Retranchés derrière des chariots et des bagages au delà d'un ravin, ils se défendirent avec un courage admirable; on ne put les forcer, et ils ne cédèrent que lorsque tout le reste de l'armée eut été tué ou pris. L'aile droite du général Welling avait le même succès sur la Haute-Narva que l'aile gauche. L'infanterie du général Weyde avait seule résisté; sa cavalerie, passant la rivière à la nage, s'était lâchement enfuie. Lorsque la nuit fit cesser le carnage, les huit ou neuf mille Suédois de Charles étaient maîtres des retranchements russes, et Narva recevait ses libérateurs. Croï, Dolgorouki, Golovin, Troubetzkoï, Weyd, Butturlin, tous les officiers supérieurs étaient prisonniers; et les débris encore considérables d'une armée que la plupart des historiens ont évaluée à quatre-vingt mille hommes [2], étaient au pouvoir de la petite troupe de leurs vainqueurs. Des canons, des mortiers, des armes et des munitions de toute sorte, des transports, des bateaux chargés de provisions, furent également le fruit de cette journée; enfin la Livonie sembla à jamais préservée de l'invasion russe. Mais Charles ne sut pas profiter de cette brillante victoire; la facilité avec laquelle il avait battu ces troupes, en partie indisciplinées, lui donna pour les Russes un mépris que plus tard il expia cruellement. Au lieu d'envoyer au fond de la Suède ses prisonniers et de priver la Russie, alors peu peuplée, de quarante mille de ses soldats, il les renvoie avec une folle générosité, et redonne de sa main des armes et des forces à son adversaire. La division de Golovin, qui s'était distinguée par sa résistance, obtint même la permission de se retirer tambours battants, enseignes déployées; celle de Weyde ne fut pas aussi bien traitée, mais ne fut cependant pas retenue prisonnière.

Ce fut entre Novgorod et Narva que Pierre reçut la nouvelle de son désastre; il s'arrêta aussitôt avec ses quarante mille hommes de renfort. Une sorte de terreur s'était répandue dans cette armée, et la Russie entière était frappée de

[1] Ce troisième régiment, mentionné par le journal, avait été vraisemblablement formé en l'honneur de Lefort avant le siége d'Azof. Voir Levesque, t. IV, p. 172.

[2] Les chiffres du Journal de Pierre le Grand ne portent l'ensemble de l'armée qu'à trente mille Russes environ : mais ce calcul est probablement faux. Observons, toutefois, que l'armée russe ayant été presqu'entièrement prise ou détruite, on ne peut guère admettre, en portant le nombre des hommes, tués ou noyés, à vingt mille, que les sept mille hommes qui restaient à Charles (il en avait perdu douze à quinze cents dans la bataille), aient eu, en leur pouvoir, cinquante ou soixante mille prisonniers. Des deux côtés, sans doute, il y a exagération; et c'est dans un chiffre moyen, entre celui des historiens et du journal de Pierre, qu'on doit chercher l'évaluation numérique de l'armée russe.

consternation; le peuple demandait par quelles fautes il avait pu offenser Dieu et le grand saint Nicolas, et les prêtres composèrent pour la circonstance une prière qui peint à merveille la barbarie des Russes. « O toi, qui es notre consolateur perpétuel dans toutes nos adversités, grand saint Nicolas, infiniment puissant, par quel péché t'avons-nous offensé dans nos sacrifices, génuflexions, révérences, actions de grâces, pour que tu nous aies ainsi abandonnés; nous avions cherché à t'apaiser, nous avions imploré ton assistance contre les terribles enragés et indomptables ennemis et destructeurs, lorsque, comme des lions, des ours et des bêtes féroces qui ont perdu leurs petits, ils nous ont attaqués, épouvantés, blessés et détruits par milliers, nous qui sommes ton peuple. Mais comme il est impossible que cela soit arrivé sans sortilége et sans enchantement, vu le grand soin que nous avions pris de nous fortifier d'une manière inaccessible pour la défense et la gloire de ton nom, nous te supplions, ô grand saint Nicolas, d'être notre champion et notre porte-étendard, d'être avec nous, tant en paix qu'en guerre, dans toutes nos nécessités, et au temps de notre mort, de nous protéger contre cette terrible et tyrannique foule de sorciers, et de les chasser loin de nos frontières, avec la récompense qui leur est due. » Le véritable saint, celui dans lequel il fallait avoir confiance, ce n'était pas Nicolas, le patron de la Russie, c'était Pierre, son créateur [1].

Seul, en effet, il garda tout son calme dans ce grand revers. Les soldats, que Charles avait eu la chevaleresque folie de lui renvoyer, il les réorganise, les rompt à la discipline, les exerce plus que par le passé; il forme de nouveaux corps. « Je sais bien, dit-il, que les Suédois nous seront longtemps supérieurs; mais enfin ils nous apprendront à les vaincre. » N'ayant plus ni canons, ni bronze pour en fondre, il court a Moskou, et ordonne de faire des canons et des mortiers avec les cloches de toutes les églises et des couvents. Sa constance est inébranlable, son activité sans bornes. Il semble se multiplier : on le voit à la fois à Moskou et à Novgorod, à Pleskov sur le lac Peipus, à Voroneje sur le Don, parcourant les arsenaux, les chantiers, rassemblant des troupes, des munitions, cent gros canons, cent quarante-trois pièces de campagne. Le prince Repnin, l'un de ses généraux, reçoit l'ordre de se joindre avec dix-neuf régiments, environ vingt mille hommes, aux Saxons du feld-maréchal Steinau; des munitions et de l'argent sont mis à la disposition d'Auguste; enfin de nouvelles négociations sont entamées avec le Danemark, et il en résulte le traité du 12 janvier 1701, par lequel le roi Frédéric IV s'engage à envoyer au tsar trois régiments de cavalerie et trois d'infanterie, et à agir avec toutes ses forces de terre et de mer contre les Suédois au cas d'une guerre de la France contre la Hollande et l'Angleterre, qui s'étaient déclarées en faveur de la Suède comme garantes des anciens traités de paix. Ces conditions ne furent, à la vérité, exécutées qu'après Pultava : la terreur qu'inspiraient les

[1] Voltaire. — Levesque. — Récit de la bataille de Narva, dans Leclerc, *Russie ancienne*, t. III, p. 186 et suivantes.

succès de Charles paralysèrent jusqu'à ce moment la bonne volonté du Danemark.

Charles, en effet, n'était pas resté longtemps inactif. La rigueur de la saison, la faiblesse de ses troupes et le défaut de vivres l'avaient forcé de prendre des quartiers d'hiver; et, selon sa prévision prophétique, il était venu se reposer de sa victoire à Laïs, dans les environs de Dorpt ou Dorpat, en Livonie. Douze mille hommes vinrent de Suède le rejoindre. Son armée, grossie de ce renfort, allait-elle à son tour se jeter sur les États du tsar, pousser cet ennemi jusqu'à Moskou, et menacer la capitale de l'empire? Pierre craignit un moment cette terrible représaille. Ce fut donc avec une joie indicible qu'il apprit que les préparatifs de son ennemi étaient dirigés contre la Courlande et la Lithuanie. Plein de mépris pour ces Russes qu'il venait de battre complétement malgré leur nombre immense, Charles croyait qu'il serait toujours temps de se retourner contre eux; les soldats d'Auguste lui semblaient de plus nobles adversaires; en outre, une faction, qui s'intitulait le parti national, l'appelait dans cette triste Pologne, livrée à une anarchie si profonde qu'elle n'avait plus honte de demander ses rois à l'invasion étrangère. C'était après s'être bien assuré que l'orage se détournait de lui, que Pierre avait envoyé à son allié Auguste le général Repnin avec un corps d'armée et des subsides. Pour lui, il n'était pas homme à commettre la même faute que son rival et à se jeter à sa suite en Pologne. Vaincu, il ne renonce pas à prendre les provinces baltiques; et, tandis que Charles accumule les victoires stériles, nous allons voir Pierre, plein de son but, faire tomber une à une les places de l'Ingrie, de l'Estonie, de la Livonie, créer une flotte, bâtir une ville, et se préparer, par toutes les ressources de la patience et de la discipline, à soutenir un jour le choc des redoutables Suédois.

Charles XII employa la campagne de 1701 à la conquête de la Courlande. Pierre, de son côté, encouragé par un petit succès que la garnison d'Arkangel avait remporté sur une flottille suédoise qui menaçait ce port militaire, et à laquelle on prit un yacht et une frégate, donna ordre à Schérémétef d'entrer avec dix-huit mille hommes en Livonie, où Charles, à son départ, avait laissé, sous le commandement du colonel Schlippenbak, un corps de troupes destiné à couvrir cette province de concert avec une petite escadre armée sur le lac Peipus. Michel Schérémétef, fils du général, passa, le 4 septembre, la rivière de Vibofka, surprit six cents Suédois, et les battit; malgré ce léger avantage, les Russes, menacés par Schlippenbak, que le roi venait de nommer major-général, et probablement de renforcer, bornèrent leur expédition au pillage de la ville de Rappin, et revinrent en toute hâte à Pleskov.

Enhardis par cette première tentative, ils entreprirent davantage dans une seconde expédition sur le territoire ennemi. Schérémétef, informé, à la fin de décembre, que Schlippenbak se trouvait avec sept mille hommes à peu de distance de Dorpat, en prend le triple avec lui, se munit d'artillerie de campagne, remonte les bords du lac Peipus, à l'occident duquel Dorpat est situé, et ren-

contre les Suédois au village d'Erefer. Ceux-ci soutiennent le choc avec bravoure, et maintiennent d'abord leur supériorité habituelle; mais l'artillerie russe survient, Schérémétef rallie ses troupes, et, après quatre heures d'un combat acharné, fait plier la cavalerie suédoise; l'infanterie à son tour abandonne le champ de bataille, laissant trois mille morts, quelques canons et ses bagages. Moscou célébra par des réjouissances publiques cette première victoire : Schérémétef fut élevé au grade de feld-maréchal et reçut la croix de Saint-André.

Les lacs Peipus et Ladoga devinrent, dans l'année 1702, le théâtre de plusieurs combats navals. Les Suédois y possédaient, comme sur terre, l'avantage de l'expérience et de la discipline. Cependant les Russes combattirent quelquefois avec succès sur les demi-galères que Pierre leur avait fait construire; et, dans un engagement général sur le Peipus, Schérémétef enleva une frégate suédoise. C'était par ce lac Peipus que les Russes tenaient sans cesse la Livonie et l'Estonie en alarmes; les demi-galères portaient sur tous les points des régiments, puis les ramenaient vers Pleskov et le territoire russe, si le succès n'était pas favorable. Un second combat sur terre eut la même issue que celui de Dorpat : Schérémétef surprend de nouveau Schlippenbak, le défait et le poursuit jusque dans Pernau (17 juillet 1702). Cette fois les Russes n'étaient qu'en nombre double de leurs adversaires. On prétend qu'à la nouvelle de ce succès, le tsar s'écria : « Grâce à Dieu, nous voici parvenus à vaincre les Suédois quand nous sommes deux contre un, peut-être les battrons-nous un jour à nombre égal ! »

De son côté, Pierre ne demeurait pas inactif. Il apprend que les Suédois veulent renouveler sur Arkangel leur tentative de l'année précédente; il y marche, et ses généraux aussi bien que ses ennemis apprennent avec surprise qu'il est sur les bords de la mer Glaciale, lorsqu'ils le croyaient encore à Moskou. Il met tout en état de défense, prévient une descente, trace lui-même le plan d'une citadelle appelée la Nouvelle-Dvina, en pose la première pierre, puis retourne à la capitale, et de là, vers le théâtre de la guerre.

Les avantages remportés par son général Schérémétef, avaient assez élevé le moral de l'armée pour qu'elle pût entreprendre le siége des places fortes. La petite ville de Marienbourg, sur les confins de l'Ingrie et de la Livonie, fut attaquée la première; elle se rendit sans résistance, et cette faible conquête mériterait à peine d'être mentionnée par l'histoire, sans le singulier événement qui en résulta. Un officier suédois, mécontent de la capitulation, avait mis le feu au magasin à poudres, et fait périr un grand nombre de Russes. Schéméretef, irrité, fit raser la place et emmena tous les habitants en esclavage. Au nombre des captifs, se trouvait une orpheline d'une admirable beauté, fille naturelle d'un officier suédois, ou, selon d'autres historiens, née d'une famille noble et pauvre de Marienbourg. Le pasteur luthérien de la ville l'avait recueillie; elle avait alors vingt ans; et, quelques jours avant l'invasion des Russes, elle avait épousé un dragon suédois qui, le surlendemain de son mariage, s'était trouvé rappelé en Pologne

avec le corps dont il faisait partie. La belle prisonnière entra dans la part de butin que s'attribua Schérémétef. Mentschikof eut occasion de la voir, et fit au maréchal les plus vives instances pour l'obtenir. Le tsar, à son tour, vit la jeune femme, qui était à la fois la maîtresse et la blanchisseuse de son favori. Il s'éprit de la plus vive passion pour elle, et se la fit céder. Maîtresse du tsar, Catherine l'étonna par la fermeté de son caractère et le captiva par le charme de son esprit; bientôt cette liaison, qui avait été tenue secrète, fut publique; les ministres vinrent travailler à côté de leur maître sous les yeux de la favorite, qui, plus d'une fois, fut invitée à donner son avis sur les desseins du tsar. Enfin, vers 1707, elle quitta la religion réformée pour le catholicisme grec, et devint secrètement l'épouse de Pierre Ier.

Marienbourg pris, les Russes assiégerent Notebourg, place très-forte, bâtie dans une île du Ladoga, à l'endroit où la Neva sort de ce lac, laquelle, par sa position, rendait son possesseur maître du cours de ce fleuve. Un grand nombre de demi-galères lancées sur le Ladoga forcèrent la flottille suédoise à chercher une retraite sous Vibourg, dans le golfe de Finlande, et isolèrent Notebourg, qui fut battue en brèche, sans interruption, du 18 septembre au 28 octobre. Pierre mettait un grand prix à cette conquête; ses généraux Schérémétef, Galitzin, Apraxin, Repnin (ce dernier revenait de Pologne), assistèrent au siége; et lui-même y prit part, ainsi que Mentschikof : il exerçait les fonctions de capitaine, et son favori, celles de lieutenant dans le corps des bombardiers. Schlippenbak en personne défendait la place. Ce Suédois, si malheureux dans les précédents combats, malgré son habileté et son courage, ne capitula qu'après une résistance héroïque, et lorsque les ennemis victorieux escaladaient la brèche. La garnison, réduite à quatre-vingt-trois hommes, sortit de la ville, tambour battant, enseignes déployées, et emmenant quatre canons. La place, réparée par les Russes, reçut le nom de Schlusselbourg, *ville de la clef*, parce que sa position pouvait la faire regarder comme la clef de l'Ingrie et de la Finlande. Puis des promotions, des croix et des médailles récompensèrent les peines et les services endurés à ce siége. Mentschikof devint gouverneur de Schlusselbourg; Galitzin fut fait colonel du régiment de Séménovski; tous furent récompensés selon leurs services. Enfin Moskou eut, à l'occasion de cette précieuse conquête, le spectacle d'un second triomphe, dont voici l'ordre et les détails minutieusement consignés dans le journal de Pierre le Grand :

« Le 6 décembre, on entra dans Moskou avec tous les prisonniers faits en Livonie et à Schlusselbourg, et avec les trophées de la victoire, de la manière suivante :

« 1° Marchait le colonel Rider avec un bataillon de son régiment, enseignes déployées, tambours et timbales battants.

« 2° Il était suivi de cent cinquante prisonniers suédois.

« 3° Venaient ensuite quelques compagnies des régiments entre lesquels marchaient aussi des prisonniers.

« 4° Les deux régiments des gardes Préobrajenski et Séménovski.

« 5° On portait deux pavillons, qui étaient suivis par la compagnie des bombardiers, à la tête de laquelle était Sa Majesté, qui en était capitaine.

« 6° L'artillerie prise sur l'ennemi était à la suite de cette compagnie.

« 7° Après l'artillerie, venaient un bataillon de mousquetaires et cent officiers suédois.

« 8° Cette marche triomphale était terminée par vingt chariots chargés des dépouilles de l'ennemi. »

Le cortége s'arrêta sous trois arcs de triomphe, où le clergé et les autres ordres de l'État vinrent haranguer le souverain.

Les résultats militaires de l'année 1702 motivaient largement ces réjouissances et ce triomphe : le désastre de Narva réparé, les Suédois vaincus sur terre et sur mer, deux villes prises, voilà ce que, dans l'espace de deux années, le tsar avait su faire, tandis que Charles, toujours plein de mépris pour ce redoutable adversaire, remportait ailleurs des victoires stériles.

Pendant ces deux années et au milieu des soins de la guerre, Pierre n'avait pas un instant perdu de vue les réformes et les créations utiles. En 1701, il avait construit dans Moskou un grand arsenal; l'année suivante, les travaux de jonction entre le Tanaïs et le Volga avaient reçu, sous sa direction même, une vive impulsion; puis des manufactures, des papeteries, avaient été établies; des ouvriers en fer, des armuriers, des fondeurs, étaient venus d'Angleterre et des Pays-Bas apprendre aux Russes des métiers nouveaux. Pierre avait tourné les yeux vers les grandes ressources minérales de ses états, et des ouvriers mineurs étaient appelés du fond de l'Allemagne pour exploiter les richesses de l'Oural. Enfin, dans l'espoir d'arracher la Russie au tribut qu'elle payait à l'Angleterre pour ses laines, et même pour les draps dont elle habillait ses soldats, Pierre faisait venir des troupeaux de moutons et des bergers de Saxe, de Pologne et de Silésie. En même temps, le mépris et le ridicule continuaient de frapper les anciens usages, et Moskou voyait s'élever une imprimerie, des écoles de mathématiques, d'astronomie, et un immense hôpital.

Un fait, qui domine toutes les autres opérations administratives et militaires, remplit l'année 1703 : c'est la fondation de Saint-Pétersbourg. Pierre, encouragé par les résultats de la précédente campagne, fit reprendre les armes à son armée dès le milieu de février. Mais une tentative en Carélie n'eut pas de succès : cette fois les Suédois étaient sur leurs gardes. Alors le tsar alla inspecter ses chantiers de Voroneje, où il fit commencer la construction de deux vaisseaux de quatre-vingts canons, munis d'un mécanisme particulier qui aidât à les soulever et permît de les faire passer sans dommage par-dessus les barres et les bancs de sable qui gênent la navigation aux environs d'Azof. Après ces préparatifs dirigés contre les Turcs, le tsar court au Suédois, et va visiter les bâtiments que, par son ordre, Mentschikof faisait construire dans les chantiers d'Olonetz, entre les lacs Ladoga

et Onéga. Au delà du Ladoga, et vers l'embouchure de la Neva, se trouvait une forteresse que les historiens appellent Niantz, Nya[1], Nienchantz[2] et Kantzi[3]. Maître de la haute Neva, Pierre, qui, depuis ses derniers succès sur les bords de la Baltique, avait le dessein de fonder une ville sur ces rivages, résolut de prendre cette petite place pour posséder la Neva dans toute l'étendue de son cours, et pouvoir examiner à son gré l'embouchure du fleuve. Tout le matériel qui avait aidé à la conquête du Schlusselbourg fut transféré devant Kantzi, et Schérémétef fut chargé du siége. La place se défendit avec vigueur. Pierre, animant ses troupes de sa présence, s'embarqua sur la Neva, passa avec une flottille de soixante barques sous le feu de Kantzi, explora les bords du fleuve, sonda le golfe, et revint au moment même où Schérémétef, après cinq jours de tranchée, forçait la garnison à capituler. L'artillerie et les munitions restèrent aux vainqueurs; la garnison eut la faculté de se retirer à Vibourg.

Cette conquête fut suivie d'un combat naval : les Russes étaient depuis deux jours dans la place, quand ils furent avertis qu'une escadre, croyant la ville encore ua pouvoir des Suédois, faisait force de voiles pour la secourir. Les Russes laissent leurs ennemis dans cette erreur, arborent le pavillon royal et répondent à leurs signaux. La chaloupe amirale aborde au rivage; ceux qui la montaient sont saisis et faits prisonniers. Deux vaisseaux et deux moindres bâtiments s'avançent jusqu'à l'embouchure de la Neva et y jettent l'ancre. Alors Pierre et Mentschikof, les seuls, dit le tsar dans son journal, qui connussent les manœuvres de la marine, font monter sur trente barques les régiments des gardes. Ils les conduisent derrière une île qui les cache aux ennemis, se partagent en deux corps, et, dès le point du jour, commencent l'attaque. Pour répondre à l'artillerie des deux vaisseaux, ils n'ont que leurs fusils et des grenades. Toute l'escadre ennemie qui, du large, a aperçu leur manœuvre, force de voiles pour les combattre : mais un vent défavorable et les passes resserrées du golfe la retardent. Pendant ce temps, les barques russes ont environné les vaisseaux suédois; elles les couvrent du feu de leurs grenades, les abordent, tuent les deux tiers de leurs équipages, et les conduisent en triomphe au port dont elles viennent de faire la conquête.

Ce fut à la suite de cette affaire que le capitaine de bombardiers Pierre se jugea digne de recevoir de la main de Golovin le cordon de Saint-André. Mentschikof, qui s'était brillamment conduit et qui, ainsi que le tsar, avait montré dans ce combat la bravoure et l'intelligence d'un officier de son grade, reçut la même distinction que son maître. La résolution et le courage que les Russes avaient témoignés dans ce combat naval, leur faisait le plus grand honneur. Pierre accueillait avec joie les espérances que lui donnait sa marine naissante; mais surtout, il

[1] Ces deux noms se trouvent dans Voltaire.

[2] Dans Levesque.

[3] Dans Leclerc, qui ajoute encore celui de Nevskoï Chanetz. Ces derniers noms sont tirés du journal, qui emploie plus fréquemment celui de Kantzi.

se félicitait en ce moment d'atteindre le but de ses longs efforts. Ce n'était plus seulement les grands lacs de la Russie, c'était la mer que lui ouvrait la conquête de Kantzi. Cette Baltique bordée à l'orient de provinces que la nature a faites russes et que le sort des armes avait rendues suédoises; cette mer qui mettait la Russie en contact avec les peuples de l'Europe civilisée, et qui à cette époque, bien plus que la mer Noire, devait enrichir ses états et agrandir sa puissance, il la touchait enfin, il en entrevoyait la conquête. Soit qu'il craignît de ne pouvoir s'emparer de Riga, de Revel et des autres grandes villes de ce littoral, soit plutôt qu'il eût hâte de prendre possession de cette mer, Pierre, sans plus attendre, jeta sur l'emplacement de sa dernière conquête les fondations d'une ville qui, dans sa pensée, devait aussitôt devenir la capitale de ses états. Un grand nombre d'historiens, et, avec eux, un écrivain dont l'esprit observateur a souvent bien vu et décrit la Russie moderne, ont vivement blâmé ce choix du grand souverain. Pour eux la création de Pétersbourg dans les marais de la Neva, n'était qu'un défi de plus jeté à la nature par cet homme opiniâtre. Moskou, selon M. de Custines, est le cœur, le vrai chef-lieu de l'empire. Point central, en effet, cette ville fut ce qu'elle devait être, la capitale de la Russie, tant que les tsars tinrent leurs états isolés du reste de l'Europe. Mais le jour où un réformateur voulut rapprocher son peuple de l'Occident, secouer le passé, remplacer les vieux usages, créer une marine, relier à l'empire les provinces maritimes, ce jour-là, Moskou et son vieux Kremlin devaient être délaissés à cause même de leur passé et des souvenirs de leur histoire. Ce n'était pas encore sur l'Euxin, mer fermée par le sultan, et peu fréquentée de l'Europe, c'était sur la Baltique que devait s'élever la ville qui présiderait aux destinées de la Russie nouvelle. En suivant sur la carte ces longues traînées de canaux, de fleuves et de lacs qui relient toute la navigation intérieure de la Russie et aboutissent par l'Onéga, le Ladoga et la Neva à la Baltique, on ne saurait trop admirer la conception puissante qui a saisi la place où devait s'élever cette capitale. D'ailleurs Pétersbourg n'était pas la capitale définitive : dans la prévoyante et puissante conception du tsar, cette ville était la grande étape des Russes entre Moskou et Constantinople.

A voir les larges quais, les palais majestueux et tristes, les longues colonnades et les places immenses de Saint-Pétersbourg, à lire la description de l'entrée de cette grande ville par la Neva, on ne se reporte qu'avec peine au temps, bien rapproché cependant encore, où le fleuve, avant de se jeter dans la mer, se perdait dans de vastes marécages couverts d'une sombre verdure de sapins et de chênes. Pour bâtir la ville nouvelle, Pierre fit appel aux populations de toutes les extrémités de l'empire. Il vint des ouvriers d'Astrakan, de Moskou, de Kasan, de l'Ukraine; deux cent mille hommes furent employés à ces travaux; la disette et les maladies contagieuses en tuèrent en quelques mois la moitié, mais Pierre ne comptait pas. La vie de ses sujets n'était rien pourvu que s'élevât cette ville dans laquelle il mettait ses espérances de puissance et de grandeur. Des terres

apportées de loin, comblaient les marais; des canaux donnaient un cours aux eaux stagnantes; les bras de la Neva étaient resserrés entre des quais et ses eaux régularisées par des digues; les forêts de sapins faisaient place aux fondements des temples et des palais. Les premiers édifices et les demeures particulières furent construits en bois. Pierre lui-même n'eut qu'une petite maison sans apparence que ses successeurs ont respectée comme un précieux souvenir. La forteresse et l'amirauté seuls étaient bâtis en pierre. La noblesse de Moskou et des provinces, les marchands, les ouvriers furent appelés dans la cité nouvelle. Plus tard, des édifices plus élégants et plus solides remplacèrent les constructions primitives, lorsque les nouveaux habitants, voisins de la mer, et pour la plupart convertis aux réformes du souverain, eurent demandé au commerce et à l'industrie des ressources jusque là inconnues à la Russie.

La ville nouvelle, dont les premiers travaux furent commencés le 27 mai, jour de la Pentecôte 1703, s'appela Pétersbourg, du nom de son fondateur, et fut placée sous l'invocation de saint Pierre. Tout en dirigeant cette précieuse création, le tsar la mettait chaque jour en sûreté par la prise des postes voisins, et notamment du fort de Jami qui reçut le nom de Jambourg. Le général suédois Cronhiort, posté sur la rivière Sestra, menaçait la ville naissante; Pierre court à lui avec ses deux régiments des gardes, le défait et le rejette au delà de la rivière. Après ce succès, il va visiter ses chantiers d'Olonetz, ordonne la construction de six frégates et de neuf moindres bâtiments, et revient avec une frégate et quelques bateaux pour diriger les travaux du port; puis il apprend que le général Nummers, qui croisait à l'entrée du golfe, a fait rentrer l'escadre suédoise dans Vibourg. Aussitôt s'embarquant sur un yacht, il va reconnaître l'île ou l'écueil de Korlin, et projette d'y élever un fort. Il vole de nouveau à Moskou, à Voroneje, où l'appellent le soin de l'administration et la surveillance de toutes ses créations; là, il trace lui-même le plan et exécute le modèle de la forteresse qu'il veut faire élever à Korlin, l'envoie à Mentschikof, et lui ordonne d'en commencer les travaux. Le fort fut bâti au milieu de l'hiver, et reçut le nom de Kronslot, changé depuis en celui de Kronstadt. Il défendait Saint-Pétersbourg du côté de la mer. Les Suédois pouvaient profiter de l'embarras des premières constructions pour attaquer la ville et ses forteresses nouvelles; mais frappés de cet aveuglement qui ruina leur domination sur les bords de la Baltique, ils n'en firent rien; et ce n'est qu'en 1705, que nous les verrons diriger de malheureuses attaques contre une ville alors à l'abri de leurs coups.

1704 ne fut pas une année moins prospère pour les Russes que les deux précédentes. De retour de Voroneje et de Moskou, Pierre, tout en continuant de surveiller l'armement de Cronslot, donne ordre d'assiéger à la fois Dorpat et cette Narva naguère témoin de son désastre. La nouvelle imprévue d'une victoire navale vint l'animer au milieu de ces préparatifs. Schérémétef, en quartier d'hiver à Pleskov, avait appris l'arrivée d'une escadre suédoise de treize bâtiments sur

le Peipus; de suite il avait envoyé sur ses demi-galères le général Verden avec une partie de l'infanterie pour empêcher l'ennemi de sortir de la rivière d'Amorgea où il était retenu par les glaces. Verden joint les Suédois dans un lieu étroit où leurs bâtiments ne pouvaient pas manœuvrer; il met une partie de son infanterie à terre, canonne et fusille des deux bords de la rivière ses ennemis, et prend leurs bâtiments les uns après les autres. L'amiral suédois se fit sauter pour ne pas survivre à son désastre.

Cet avantage était le prélude de plus grands succès. Narva, étroitement bloqué depuis le 30 mai, attendait de Revel un secours conduit par Schlippenbak; Pierre, averti de ce fait par les prisonniers de deux bâtiments qu'une tempête a jetés entre ses mains, fait prendre l'uniforme ennemi à plusieurs régiments d'infanterie, donne aux cavaliers le manteau bleu des Suédois, les conduit lui-même secrètement sur le chemin de Revel, déploie les enseignes suédoises et marche du côté de Narva. L'armée russe se met en ordre de bataille, les Suédois supposés feignent de se préparer à la défense; des partis se détachent, on se harcèle, l'action devient générale : l'artillerie tonne des deux côtés; la confusion se met parmi les Russes, ils ne combattent plus qu'en désordre et sont repoussés. Le faux Schlippenbak, qui était le tsar en personne, conduit ses troupes du côté de la ville : Horn, qui y commandait, croit à une victoire de ses compatriotes et envoie à leur rencontre quelques compagnies. Alors les faux Suédois et les Russes se réunissent, leurs dragons sortent d'une embuscade; ils enveloppent, tuent ou font prisonniers les Suédois véritables, dont un petit nombre seulement put rentrer dans la ville. Toutefois Narva échappe à cette première surprise.

Schérémétef cependant avait commencé le siége de Dorpat, mais les opérations sous les murs de cette ville n'avançaient qu'avec lenteur. Pierre impatient s'y transporte, observe la situation de la place, fait de nouvelles dispositions, établit les batteries, précise le point de l'attaque, et, après dix jours de tranchée, accorde au commandant une capitulation honorable.

Victorieux à Dorpat, le tsar retourne à Narva par le Peipus. Enfin l'artillerie qu'il avait mandée de Saint-Pétersbourg est arrivée : il fait battre en brèche les murs et bombarder la ville. Bientôt le feu est dans tous les quartiers; il se communique aux magasins de munitions, qui sautent et entraînent la chute d'un bastion. Horn cependant résiste encore; l'assaut est commandé, les Russes, maîtres de la ville nouvelle, escaladent les murs, brisent les portes de la vieille ville. Alors une scène d'affreux carnage commence. Les Moskovites étaient toujours ces barbares pour lesquels la prise d'une ville était l'occasion de toutes les horreurs, incendie, viol, pillage. Tous les habitants allaient être massacrés. Mais le tsar, l'épée nue, se jette au milieu de ses soldats, il leur arrache les femmes, sauve la vie à quelques malheureux qui fuyaient éperdus, tue de sa main deux Russes qui, enivrés de vin et de carnage, lui résistaient, fait mettre des gardes aux portes des églises, et montant à l'hôtel de ville où s'étaient réfugiés en grand nombre les

bourgeois et les magistrats : « Voyez, dit-il à Horn, cette épée, elle n'est pas teinte du sang des habitants, mais de celui de mes soldats que j'ai versé pour vous sauver la vie. » La chute de Narva entraîna celle d'Ivangorod située de l'autre côté de la rivière.

Un troisième triomphe célébra dans Moskou ces derniers exploits. Pierre avança d'un grade Mentschikof qui, dans toute cette campagne, avait partagé ses travaux, et l'éleva à la dignité de prince. Puis, mêlant encore une grande création à ses exploits guerriers, il accueillit le projet d'un marchand de Moskou, nommé Serdioukof, qui proposait d'unir par un canal les rivières Tver ou Tversta et Msta. Cette dernière entre dans le lac Ilmen, et communique par le Volkhof avec le Ladoga, la Neva et le golfe de Finlande. Le Tver, de son côté, se perd dans le Volga. Joindre ces cours d'eau par un canal navigable, c'était donc unir la Baltique à la Caspienne, étendre les deux bras de la Russie de la Suède à la Perse. Serdioukof fut généreusement récompensé par le tsar, qui n'avait d'accueil et de bienveillance que pour les hommes sérieux et les projets utiles.

Maître des lacs et des fortes positions de la Carélie, de l'Ingrie, de l'Estonie et de la Livonie, Pierre osa, dans la campagne de 1705, se mesurer plus directement avec Charles et envahir la Courlande. C'est sur les frontières de cette province que nous avons laissé le roi de Suède après la journée de Narva. Avant de jeter un coup d'œil sur ses opérations contre l'allié du tsar, il ne sera pas inutile de faire un retour rapide sur la situation de la Pologne. L'histoire de ce malheureux pays, dans les derniers temps de son existence, est trop directement liée à celle de ses voisins, pour qu'on puisse passer sous silence l'anarchie, les discordes, les fautes qui ont amené sa ruine et tant contribué à l'agrandissement de la Russie.

Sous ces deux grandes dynasties des Piasts et des Jagellons, la Pologne eut des jours de gloire et de prospérité. Les descendants de Rurik avaient à peine jeté les fondements de l'empire russe, que déjà les *Slavons de la plaine* [1] étendaient leur domination du Dniéper à l'Oder, de la Baltique aux Krapaks. Plus tard, au milieu du XVIe siècle, les rois Jagellons, ducs de Lithuanie, compensèrent la perte de ces grandes frontières par l'acquisition de la Courlande et de la Livonie. Par malheur, une mauvaise organisation, les priviléges exclusifs des nobles, qui seuls étaient citoyens, leurs continuelles querelles, amenèrent les plus funestes discordes. Le désordre fut au comble, lorsqu'en 1572 la dynastie des Jagellons s'éteignit et fit place à des rois électifs. Il en résulta des guerres sanglantes, intérieures et extérieures, à la suite desquelles la Suède acquit, par le traité d'Oliva, la possession de la Livonie. Ce n'était là que le premier pas des Polonais vers une

[1] Telle est la signification du mot *Polonais*. La Pologne fut envahie par deux migrations slaves; l'une, des Lithuaniens, des Lettones et des Prussiens, au VIe siècle; l'autre, des Letches, dans le VIIe. Ceux des Slaves, qui se fixèrent dans les grandes plaines arrosées par la Vistule et ses affluents, se donnèrent le nom de Polonais (*Slavons de la plaine*).

ruine complète qui devait fatalement résulter de leur organisation sociale. « Sous les Jagellons, dit un historien polonais[2], les lois sont tout à l'avantage des nobles. Après cette dynastie, les nobles seuls forment la nation et ne cessent de travailler à ruiner les villes et à rendre leurs habitants misérables. A aucune de ces époques, on ne voit les villes jouir du régime municipal. Cette seule circonstance pourrait expliquer comment la Pologne, avec tous les éléments qu'elle possédait pour faire une grande nation, n'eut jamais ni une administration régulière, ni un gouvernement bien organisé. La Pologne, sans le commerce et l'industrie dans les villes, aurait pu parvenir à de bons résultats et aux lumières nécessaires pour se donner un bon gouvernement et une administration au moyen de l'agriculture. Mais la terre n'a eu pour propriétaire que le noble livré à des préjugés politiques et aux impulsions d'un caractère guerrier, et pour cultivateur que l'esclave qui ne pouvait avoir l'intelligence productive. »

On voit que la société polonaise était, par son organisation, semblable à la société russe : des deux côtés, un peuple d'esclaves et une caste de nobles en présence de la royauté. Mais en Pologne, la royauté devient le jouet de cette noblesse anarchique; en Russie, c'est au contraire la royauté qui dompte la noblesse par les mains puissantes de Pierre Ier. Si on ajoute aux querelles domestiques la mauvaise position géographique de la Pologne et les influences de la religion catholique latine, qui sont directement opposées à celles de sa constitution intérieure, on a les principales causes qui ont amené la ruine de ce malheureux pays : l'empire uni et fortement concentré sous un pouvoir despotique, isolé du reste de l'Europe par sa situation septentrionale et sa religion grecque, devait absorber l'empire livré aux factions et agité par des idées et des tendances anarchiques. Pierre entrevit ces conséquences fatales; et, par son intervention en Pologne, il servit les intérêts futurs de la Russie plus que la cause du roi son allié.

Dans le XVIIe siècle, pendant une courte trêve aux dissensions, la Pologne eut encore un moment de gloire éclatante, ce fut quand le vainqueur de Chokzim sauva Vienne. Mais le peuple héroïque qui couvrait de son épée ses futurs oppresseurs, ne savait pas se protéger lui-même contre les empiétements de la politique russe, et nous avons vu que Sobiesky, malgré la gloire de son règne, fut contraint d'abandonner aux Russes, par le traité de 1686, Novgorod, Smolensk et toutes ses anciennes conquêtes au delà du Dniéper. Un prédécesseur de Sobiesky, Jean Casimir, avait fait entendre en pleine diète, le 4 juin 1661, ces paroles prophétiques : « Dieu veuille que je sois un faux prophète, mais si vous ne remédiez au mal, si vous ne réformez pas vos élections prétendues libres, si vous ne renoncez pas à vos priviléges, la république deviendra la proie des nations étrangères. » Sobiesky lui-même, avant de mourir, abreuvé d'amertume et poursuivi par d'in-

[2] M. Léonard Chodzko, *La Pologne Historique*, etc. — Paris, 1839-1841.

jurieuses imputations, fit entrevoir à ses concitoyens ce fatal dénouement. Mais prières, exhortations, conseils, rien n'arrêta la Pologne sur la pente où l'entraînaient des institutions funestes. On ne lit pas, sans une tristesse mêlée de dégoût, le récit des intrigues, des luttes, des publiques enchères qui précèdent l'élection de Frédéric-Auguste, électeur de Saxe et allié de la Russie. Son principal adversaire était Louis de Bourbon, prince de Conti, du sang de France. Ce fut à prix d'or que les deux rivaux se disputèrent les voix de cette noblesse, si fière en apparence, qui, au jour des suffrages, envahissait tumultueusement le *Kolo*, champ d'élection des rois à Wola, près de Varsovie. Quelques belles figures, celle surtout du jeune Stanislas Lekzinsky, se détachent du milieu de la foule des prélats, sénateurs, stratostes et castellans, tous vendus aux prétendants étrangers. La famille Lekzinsky tenta de concilier à l'un des fils de Sobiesky les suffrages de la nation; mais ces jeunes gens n'avaient pour patrimoine que la gloire de leur père; les richesses des prétendants furent plus estimées des Polonais et prévalurent. Conti, proclamé d'abord, fut ensuite abandonné parce que l'argent qu'il devait expédier de France se faisait trop attendre. L'électeur de Saxe, Frédéric-Auguste, créature de la Russie, sut dispenser adroitement d'immenses richesses, semer la division au milieu des partisans de son rival; il considéra comme non avenue l'élection de Conti, se fit proclamer et couronner en toute hâte, jura les *pacta conventa*, vaine formule de dévouement aux intérêts publics, puis il compléta par des largesses l'achat de sa couronne.

Lorsqu'en conséquence du traité conclu en 1699 avec la Russie, la guerre éclata entre la Pologne et la Suède, il ne faut pas croire que les Polonais, menacés de la colère du vainqueur de Narva, se soient réunis autour de leur roi; loin de là. Les factions qui avaient débattu l'élection de Frédéric-Auguste, subsistaient toujours; la guerre civile, née des inimitiés de deux grandes familles, les Sapieha et les Oginski, déchirait une partie de la Pologne, et en même temps les anciens partisans du prince de Conti appelaient Charles XII, non plus dans l'intérêt du prétendant français qui avait renoncé à la couronne, mais en haine d'Auguste. Charles, après l'intervalle de repos qui avait suivi sa grande victoire, s'était transporté de Dorpat à Riga. Là, il franchit la Dvina, en présence de ses ennemis, grâce à une ruse audacieuse, battit sur les bords du fleuve les Saxons d'Auguste et les vingt mille Russes de Repnin, et envahit la Courlande. La conquête de cette province et de la Samogitie, partie extrême de la Lithuanie, fut l'affaire d'une courte campagne. Le primat Ratzievsky, l'un des anciens partisans de Conti, et les Sapieha, accueillirent avec empressement le roi de Suède, et lui ouvrirent les portes de la ville de Berze, sur les confins de la Lithuanie et de la Courlande. Charles marcha alors sur Varsovie; il y entra en juin 1702, défit entièrement, à Kliszov, les Saxons et le petit nombre de Polonais qui combattaient pour Auguste, et s'empara de Cracovie.

Le tsar, que nous avons vu si actif sur les bords de la Baltique, ne se pressait

pas de secourir son allié. En octobre 1703, il fit cependant diversion à sa création de Pétersbourg et à ses conquêtes pour renouveler son traité avec Auguste et lui envoyer douze mille hommes, sous le commandement du prince Dmitri Galitzin, ce qui n'empêcha pas Charles de prendre Thorn, Marienbourg, Elbing, sur la basse Vistule, puis de donner la royauté à Stanislas Leczinski, qui était digne du trône, mais qui eut le malheur de l'obtenir d'une main étrangère, 12 juillet 1704.

Charles en était là de ses victoires, lorsque Pierre, maître de Narva, envoya, à la fin de 1704, un nouveau corps de douze mille hommes en Lithuanie, sous le commandement de Repnin. Lui-même promit de marcher au secours d'Auguste à la tête de forces considérables. Son véritable dessein était de s'emparer de la capitale de la Livonie ; mais pour assiéger Riga, il fallait chasser de la Courlande le général Levenhaupt, qui y commandait un corps de huit mille hommes. Le départ de Pierre fut retardé par une fièvre violente. Enfin le 31 mai 1705, il put se mettre à la tête de son armée ; soixante mille hommes, les mieux disciplinés et les plus aguerris de la Russie, se dirigèrent vers la frontière méridionale ; et Schérémétef reçut l'ordre de prendre les devants et de marcher à Levenhaupt avec seize mille cavaliers et quatre mille fantassins. Le Suédois, prévenu à temps, se retrancha à Gémavers, à deux lieues de Mittau, dans une forte position, et y remporta, le 26 juillet, une victoire signalée, malgré son infériorité numérique : treize canons, neuf étendards ou drapeaux, et tous les bagages russes restèrent en son pouvoir. Mais ce fut là tout le fruit de sa victoire : Pierre avait une merveilleuse habileté pour atténuer ses défaites et empêcher l'ennemi d'en tirer profit. A la vérité, il n'entreprit pas le siége de Riga, mais il força le passage de Mittau, et le vaincu de Gémavers entra dans la capitale de la Courlande, le 14 septembre 1705.

Mais si la journée de Gémavers n'eut pas de funestes effets sur le théâtre de la guerre, il n'en fut pas de même dans l'intérieur de l'empire russe. Pierre avait laissé derrière lui des adversaires aussi invinciblement attachés aux vieux usages que lui-même l'était à ses innovations. La puissance de sa volonté, l'implacable cruauté de ses vengeances, rien ne pouvait vaincre l'obstination d'un grand nombre de Russes. Cette fois, ce fut au fond de l'empire, sur les bords de la mer Caspienne, que la révolte prit naissance ; l'ukase concernant les barbes et le costume, les mesures arbitraires, les déplacements de populations transportées sur les bords de la Neva, pour les travaux de Pétersbourg, furent les causes de cette nouvelle révolte, fomentée par les derniers de ces strelitz dont les débris mutilés et dispersés osaient s'agiter encore. Un jeune homme de vingt ans, fils d'un officier de cette milice qui avait péri dans le grand massacre de 1698, répandit le bruit que toutes les filles allaient être données en mariage à des étrangers, et que les Russes ne pourraient plus se marier ; il rappela tous les édits vexatoires que, depuis dix ans, le tsar, plein de mépris pour les ancêtres et de haine pour la nation, ne cessait d'accumuler. Il souleva la ville d'Astrakan et en assassina le

gouverneur; tous les strelitz répandus dans les déserts voisins se groupèrent autour de ce vengeur. La nouvelle de la défaite de Gémavers était parvenue au fond de ces sauvages régions; on crut le tsar perdu sans ressources, et un immense soulèvement, auquel prirent part les Cosaques du Don, du Terek et de l'Isaïk, bouleversa tout l'orient de l'empire.

Pierre assiégeait la citadelle de Mittau, lorsqu'il apprit ces circonstances; elles lui parurent graves; et, sans différer, il ordonna à Schérémétef de mener contre les rebelles son corps d'armée. Les Cosaques ne tinrent pas contre des troupes disciplinées; ils s'enfuirent et laissèrent Astrakan sans défense. Le général entra dans cette ville, fit saisir les chefs de la rébellion et emmena trois cents victimes; ces malheureux, parmi lesquels se trouvaient plusieurs strelitz, furent transportés à Moskou, et, là, roués, pendus et décapités à loisir.

Cette rébellion n'était pas le seul danger qui eût menacé Pierre en son absence. Les Suédois s'étaient enfin déterminés à diriger tous leurs efforts contre la ville nouvelle. Les généraux des provinces baltiques profitèrent du départ de leur vigilant ennemi pour armer vingt-deux vaisseaux, six frégates, deux galiotes à bombes et deux brûlots, dans la première moitié de l'année 1705. L'amiral suédois devait s'emparer de l'île de Korlin, détruire Cronslot et ruiner l'escadre, tandis qu'un général attaquerait par terre Saint-Pétersbourg. Un simple colonel russe fit échouer ce plan. Informé du dessein des ennemis, il cacha son régiment dans les anfractuosités du rivage, le fit coucher à terre, et attendit qu'une partie des Suédois eussent quitté leurs bâtiments; alors les hommes se relevant tous ensemble, firent feu, et portèrent l'épouvante chez les ennemis qui, surpris et se croyant entourés, se rembarquèrent en toute hâte, laissant, au pied du fort qu'ils venaient détruire, deux cents prisonniers et plus de cinq cents morts. Pétersbourg fut sauvée du plus grand danger qu'elle eût encore couru. Ainsi tout réussissait au tsar: de près et de loin, il domptait les rebelles et affermissait ses réformes. Vainqueur et même vaincu, il ajoutait à ses états de précieuses conquêtes; enfin il atteignait le but principal de ses travaux, de ses négociations et de sa guerre contre la Suède, il possédait sur la Baltique une flotte et un port de mer.

Après la reddition de Mittau, où les Russes obéissant aux nouvelles exigences de leur maître, s'abstinrent de violence et de pillage[1], Pierre alla trouver Auguste à Tikoczin sur la route de Lithuanie; de là le tsar et le roi dépossédé se rendirent à Grodno, chef-lieu de cette province. Stanislas venait d'être couronné à Varsovie au mois d'octobre. Auguste, roi sans royaume, et bientôt électeur sans

[1] Les Suédois, au contraire, malgré leur discipline habituelle, avaient ravagé cette ville à leur premier passage; ils avaient pillé les églises et violé la sépulture des anciens ducs de Courlande, dont les corps arrachés de leurs tombes étaient dispersés dans les caveaux de la cathédrale. Levesque dit, à ce sujet: « Les Russes craignant qu'on ne les accusât de ce sacrilége, refusèrent de prendre possession du temple profané, jusqu'à ce qu'un colonel Suédois leur eût donné un certificat, par écrit, que cette violation des tombeaux était l'ouvrage de ses compatriotes. » T. IV, liv. II.

électorat, crut faire acte d'autorité souveraine pendant les conférences de Grodno en instituant l'ordre de l'*Aigle blanc*, dont il s'empressa de décorer son allié et la plupart des généraux russes. Ce frivole exercice du pouvoir ne changea rien à sa position, presque toute son armée saxonne ayant été détruite dans des défaites consécutives. Les Polonais l'avaient pour la plupart abandonné; c'était à la tête d'une armée russe qu'il allait essayer de reconquérir son onéreuse royauté. Quant au tsar, il retourna à Moskou dans le milieu de décembre; il avait à surveiller toutes ses créations et ses réformes, et aussi à se venger des auteurs de la révolte d'Astrakan.

Les soixante mille Russes laissés en Pologne, étaient commandés par Mentschikof. Ils furent partagés en plusieurs corps, et reçurent l'ordre de harceler les Suédois, de les inquiéter sur tous les points, et d'éviter les batailles. Charles qui, à la nouvelle des conférences de Grodno, était accouru du fond de la Pologne, profita de la dispersion de cette grande armée pour en écraser l'un après l'autre les corps séparés; il se retournait avec une telle vivacité et tous ses mouvements étaient si bien combinés, que les généraux russes étaient battus les uns après les autres avant de connaître mutuellement leurs défaites. Le corps russe, auquel était confié Grodno, eût pu être détruit tout entier. Charles se présenta devant cette ville le 25 janvier 1706; il voulait donner l'assaut, et, selon toute apparence, il se fût emparé de la place. Mais un de ses généraux qui partageait le mépris de son maître pour les troupes russes, l'en détourna, en lui disant: «Si Votre Majesté m'ordonne d'attaquer Grodno, je lui livre la place demain; mais cent braves Suédois que nous perdrons, ne valent pas mille Moskovites que vous prendrez[1]». Charles écouta cet avis; il se contenta de bloquer la ville, courut à d'autres corps de l'armée russe, les culbuta, prit leurs bagages, enleva le trésor de Mentschikof, et rejeta les Russes au delà des frontières de Lithuanie. Mais le général Agilvi, qui commandait dans Grodno, profita d'un débordement du Niémen pour échapper aux Suédois, en se jetant au delà du fleuve. Il avait perdu plus de six mille hommes. Le reste de l'armée russe était dispersé, et avait subi de même des pertes considérables. Pierre qui, de Moskou, reprenait le chemin de la Lithuanie, rencontra en route les débris de son armée, et ne tarda pas à apprendre qu'il ne restait à son allié aucune ressource.

En effet, Schullembourg, l'un des meilleurs généraux de cette guerre, formant avec les débris des troupes saxonnes réunis à quelques milliers de Russes une nouvelle armée, voulut profiter de la rapide expédition de Charles XII en Lithuanie pour attaquer le Suédois Renschild. Il essuya, le 12 février 1706 à Fravenstadt, sur les frontières de la Grande-Pologne, près de la rive droite de l'Oder, une défaite complète, malgré ses belles dispositions. Trois bataillons français, faits prisonniers deux ans auparavant à la bataille de Hoschtadt, qui servaient

[1] Leclerc, *Hist. anc. de Russie*, t. III, p. 242.

contre leur gré dans l'armée saxonne, passèrent aux Suédois dès le début de l'action, et les Russes s'enfuirent sans avoir tiré. Ces malheureux demandèrent la vie à genoux, mais les Suédois ne firent pas de quartier et les massacrèrent impitoyablement pendant près de six heures. Le tsar a même affirmé, dans un de ses manifestes [1], qu'on en égorgea encore un grand nombre trois jours après la bataille. Cette journée livra l'entrée de la Saxe aux vainqueurs. L'empereur, les rois de France, d'Angleterre, de Danemark et de Prusse [2], intervinrent inutilement en faveur de Frédéric. Pour toute réponse, Charles pénétra au cœur de l'électorat. Auguste, courageux à la tête des armées, ne put se défendre d'une honteuse faiblesse en apprenant l'occupation de ses États héréditaires, il implora la paix; le vainqueur lui imposa les plus humiliantes conditions : « Renoncer à la couronne de Pologne et reconnaître Stanislas pour légitime souverain, rompre l'alliance avec la Russie, renvoyer tous ses prisonniers, livrer les déserteurs suédois et nommément Jean Patkul. »

Pendant les négociations qui précédèrent la conclusion de cette paix honteuse, Pierre faisait, pour s'emparer de Vibourg, capitale de la Carélie, et l'une des fortes places du golfe de Finlande, une tentative qui n'eut pas de succès. Malgré cet échec, il envoya à Auguste Mentschikof et trente mille hommes. Ce secours, loin d'être agréable à son allié, le jetait dans de grandes perplexités. En effet, Auguste livré avec cinq ou six mille Saxons et Polonais, débris de son armée, à la discrétion de Mentschikof, avait tout à craindre de ce général, si les Russes découvraient ses négociations encore secrètes avec les Suédois. En même temps, un général de Charles XII, Manderfeld, se trouvait avec dix mille hommes à Kalisch près du palatinat de Posnanie, et se préparait à l'attaquer. Auguste essaya inutilement d'éviter une bataille; Mentschikof, non moins ardent que le Suédois, voulut déloger celui-ci de sa forte position. Sa hardiesse eut un plein succès : pour la première fois, les Russes battirent les Suédois en bataille rangée. La victoire, que le roi Auguste remporta ainsi, malgré lui, se trouva complète, mais elle fut loin de lui profiter. Son électorat de Saxe était toujours occupé par les Suédois. Charles, plein de colère quand il apprit la défaite de son général, accusa Auguste de trahison, et se montra inflexible; il prit plaisir à humilier plus profondément le vainqueur de Kalisch, et refusa de rien changer à ses premières conditions. Ces conditions honteuses, Auguste, qui ne comptait pas sur des succès soutenus de la part des Russes, les subit entièrement par le traité d'Alt-Ranstadt, avril 1707; il eut la lâcheté de livrer le Livonien Patkul. Ce malheureux, dont tout le crime était d'avoir détesté les oppresseurs de son pays, avait depuis peu passé du service d'Auguste à celui de tsar, dont il était en ce moment l'ambassadeur auprès du roi déchu. Il faut lire dans Voltaire la fin de cette noble victime; c'est le

[1] Manifeste du tsar en Ukraine, 1709, Voltaire, partie Ire, chap. XV.

[2] Il y avait cinq ans, 18 janvier 1701, que Frédéric, électeur de Brandbourg, avait pris le titre de roi de Prusse.

plus sanglant témoignage de la cruauté et du despotisme des souverains du Nord, il n'y a pas encore cent cinquante ans.

« Charles XII, oubliant que Patkul était ambassadeur du tsar, et se souvenant seulement qu'il était né son sujet, ordonna au conseil de guerre de le juger avec la dernière rigueur. Il fut, condamné à être rompu vif et à être mis en quartiers. Un chapelain vint lui annoncer qu'il fallait mourir, sans lui apprendre le genre de supplice. Alors cet homme, qui avait bravé la mort dans tant de batailles, se trouvant seul avec un prêtre, et son courage n'étant plus soutenu par la gloire ni par la colère, répandit des larmes dans le sein du chapelain. Il était fiancé avec une dame saxonne qui avait de la naissance, du mérite et de la beauté, et qu'il avait compté épouser à peu près dans le temps même qu'on le livra au supplice. Il recommanda au chapelain d'aller la trouver pour la consoler et de l'assurer qu'il mourait plein de tendresse pour elle. Quand on l'eut conduit au lieu du supplice, et qu'il vit les roues et les pieux dressés, il tomba dans des convulsions et se rejeta dans les bras du ministre, qui l'embrassa en le couvrant de son manteau et en pleurant. Alors un officier lut à haute voix un papier dans lequel étaient ces paroles : « On fait savoir que l'ordre très-exprès de Sa Majesté, notre sei-« gneur très-clément, est que cet homme, qui est traître à la patrie, soit roué et « écartelé pour réparation de ses crimes et pour l'exemple des autres. Que « chacun se garde de trahison et serve son roi fidèlement. » A ces mots de *prince très-clément,* quelle clémence ! dit Patku' ; et à ceux de *t aitre à la patrie.* Hélas! dit-il, je l'ai trop bien servie. Il reçut seize coups et subit le supplice le plus long et le plus affreux qu'on puisse imaginer. Ainsi périt Jean Réginold Patkul, ambassadeur et général de la Russie[1]. »

Quand Pierre connut l'étrange paix d'Alt-Ranstadt, et apprit que Patkul son ambassadeur plénipotentiaire avait été livré à la Suède au mépris du droit des gens, il adressa ses plaintes et ses réclamations à toutes les cours de l'Europe. Mais on ne l'écouta pas : l'occident se mêlait peu aux querelles des souverains du nord, et ne prévoyait pas quelle allait être l'importance et le rôle européen de la Russie à l'issue de cette guerre. Pierre alors se jette de nouveau en Pologne à la tête de soixante mille hommes, pénètre jusqu'à Léopold ou Lemberg, capitale de la Gallicie, convoque une assemblée de la noblesse polonaise, et propose d'élire un nouveau roi. Il s'en fallut peu que la malheureuse Pologne n'eût alors trois souverains.

Environné, dans son camp d'Alt-Ranstadt, des ambassadeurs de presque toutes les puissances, Charles pouvait en ce moment se croire l'arbitre de l'Europe. L'Allemagne tremblait devant lui, la France se faisait, à ses yeux, un titre de l'ancienne amitié de Gustave-Adolphe, le grand Marlborough appelait le jeune roi de Suède son maître dans l'art de la guerre, la Turquie l'invoquait contre le tsar leur ennemi commun, Auguste était détrôné, le moment semblait enfin venu de

[1] Voltaire, *Hist. de Charles XII*, liv. III.

tirer vengeance du vaincu de Narva, qui avait osé envahir les provinces Baltiques, et opposer, en Pologne, son protégé au protégé de la Suède. Il n'était personne dans l'armée suédoise, qui ne pensât, avec Charles, qu'il suffirait d'un revers de son épée pour renverser le Moskovite, lui reprendre ses conquêtes et détruire sa capitale naissante; dignités, honneurs, gouvernements, richesses, tout ce que la victoire allait livrer aux Suédois, était déjà distribué dans le camp de Charles, avant même que son armée eût quitté la Saxe. Un général suédois, auquel un étranger faisait observer que les Russes résisteraient peut-être avec courage, avait répondu : « Nous chasserions à coups de fouet cette canaille, non-seulement de Moskou, mais du monde entier[1]. » Pierre mesurait le péril; inquiet, mais calme, toujours actif, toujours prudent, il se préparait par tous les moyens à cette lutte suprême qu'il avait prévue, et que même il osait provoquer. Toutefois, l'orgueilleuse assurance de son terrible ennemi sembla lui causer un moment de crainte, et il accepta les bons offices de Bezenval, envoyé de France en Saxe, qui prétendait réconcilier les deux rois. Mais Charles fut inflexible, et déclara qu'il ne traiterait que dans Moskou. Pierre se contenta de répondre : « Mon frère veut faire l'Alexandre, mais il ne trouvera pas en moi un Darius ! » Et il prépara toutes ses ressources, réunit tous ses moyens de défense. Un capitaine des bombardiers, fut envoyé à Moskou avec ordre de fortifier le Kremlin. Pierre lui-même abandonna la Pologne, et réunit sur la fontière ses troupes réglées et toute l'infanterie qui, sous Repnin, Galitzin et Mentschikof, venait d'être éprouvée dans la longue guerre de Pologne. Il résolut, pour compléter son système de défense, de ravager tout le pays sur le passage de son ennemi, d'affamer l'armée suédoise, de la harceler, et d'éviter, autant que possible, les actions générales. Ces préparatifs achevés, il alla jeter un coup d'œil sur ses deux capitales, Moskou et Pétersbourg, et revint se mettre à la tête de son armée.

Charles, cependant, après avoir quitté la Saxe le 8 mai 1707, traversait lentement la Pologne. On ne reconnaissait pas sa promptitude habituelle; il attendit l'hiver pour passer la Vistule, et ne commença la campagne qu'au printemps de 1708. Il y eut seulement à Grodno, le 26 janvier, un engagement de peu d'importance : Charles était entré dans cette ville à la tête d'une avant-garde de six cents cavaliers, il y fut assailli par un nombre triple de dragons russes. Pierre instruit de l'imprudence de son ennemi avait espéré le surprendre et l'enlever; mais le roi et sa petite troupe firent une admirable défense, et repoussèrent les Russes : six cents Suédois surpris par trois fois plus d'ennemis, et les forçant à la retraite, c'était pour les Russes un sinistre présage. Les rigueurs de la saison suspendirent, à leur début, ces hostilités; Charles prit ses quartiers d'hiver en Lithuanie. Pierre retira son armée et la concentra sur les frontières de Russie; puis, après avoir donné partout ses ordres, et pris ses mesures de défense, il alla visiter Pétersbourg et Schlusselbourg, débarqua des troupes en Finlande, et fit

[1] Levesque, t. IV, p. 228.

ruiner le port de Borgo, l'un des principaux établissements suédois dans cette province. Cette expédition en Finlande le retenait encore, lorsqu'il apprit que Charles avait franchi la Berézina, l'un des affluents de la rive droite du Dniéper : le tsar courut alors à Smolensk, où se trouvait réunie sa principale armée.

Plusieurs circonstances engageaient le roi de Suède à pénétrer en Russie malgré les longues pluies du printemps de 1708, qui avaient partout détrempé un sol naturellement boueux et mouvant, et rendu les communications encore plus difficiles à travers les marais, les forêts et les déserts qui s'étendent de Grodno au Borysthène (Dniéper). Les Cosaques du Don, mêlés en 1705 à la révolte d'Astrakan, refusaient de livrer les Russes mécontents qui avaient cherché auprès d'eux un refuge, et se soulevaient de nouveau après avoir massacré un envoyé du tsar. En même temps, l'hetman des Cosaques de l'Ukraine, le fameux Mazeppa, appelait les Suédois au fond de la Russie méridionale. Mazeppa, né dans le Palatinat, polonais de Podolie et page du roi Jean-Casimir, avait, par la vengeance d'un seigneur, été jeté mourant dans les plaines du Borysthène, et il était devenu, au temps de la régence de Sophie et de la faveur de Galitzin, hetman, c'est-à-dire chef presque indépendant des tribus sauvages qui l'avaient recueilli. Pierre, qu'il seconda avec zèle lors de la prise d'Azof, lui accorda à son tour ses bonnes grâces. Un jour, cependant, à la suite d'un festin, il nia au tsar qu'il fût possible de jamais civiliser les Cosaques et de les rendre plus dépendants de la Russie. Le tsar, échauffé par le vin, s'emporta, et menaça Mazeppa de le faire empaler. Celui-ci, pour prévenir l'effet de cette menace et aussi pour secouer toute dépendance, appela les Suédois, et fit à Charles XII les plus brillantes promesses : il lui donna rendez-vous sur la rivière de Desna, affluent de la rive gauche du Dnieper, s'engageant à lui mener trente mille hommes avec des provisions de bouche, des munitions et des trésors immenses. C'était sur la foi de ces promesses que Charles, sans faire part à ses officiers et à ses ministres de son traité avec le chef cosaque, avait pris la direction du Borysthène. Il avait partagé toutes ses forces en deux armées ; lui-même marchait à la tête de la première, composée de quarante-cinq mille hommes. La seconde, de seize mille, devait, sous le commandement de Levenhaupt, quitter la Courlande et la Livonie, et servir de réserve au corps principal ; enfin, Stanislas avait promis de diriger une armée sur Kief, et l'autre sur Smolensk. Charles crut de la sorte attaquer son ennemi de toutes parts, et le pousser dans les déserts de l'est et du nord, jusqu'au fond de l'empire ; il ne vit pas qu'il était plus simple et plus facile de marcher droit à Moskou, et de resserrer le champ de bataille entre cette capitale et Saint-Pétersbourg. Selon son habitude, il n'avait pas demandé conseil, il n'avait rien dit de ses intentions ; et son armée, aussi bien que ses ennemis, ignorait encore ce plan vaste et compliqué, lorsqu'il arriva sur les bords de la Bérézina, dans les derniers jours de juin 1708.

Les Suédois, avec l'audace et l'activité que leur communiquait leur chef,

jetèrent un pont à la vue des Russes, battirent le détachement qui gardait le passage, et arrivèrent en un lieu nommé Holosin, sur le torrent Vabis ou Bibitza. Là, Schérémétef, Repnin et Mentschikof, les trois meilleurs généraux de l'empire, s'étaient fortement retranchés derrière le torrent, à l'abri d'un vaste marais. Charles n'attend pas pour attaquer que toute l'infanterie soit arrivée; il se jette dans l'eau à la tête de ses gardes à pied, traverse le torrent et le marais, puis marche droit aux ennemis. Sa cavalerie, pendant ce temps, tourne le marais et attaque en flanc les Russes. Ceux-ci, surpris, opposent cependant une vigoureuse résistance; poussés à la baïonnette, ils ne cèdent qu'à la septième charge; rompus enfin, ils ploient, et bientôt se dispersent dans l'épaisseur des bois, abandonnant des canons, des drapeaux, et laissant un grand nombre de morts sur le champ de bataille (juillet 1708).

Cette victoire livrait tout le pays jusqu'à Mohilef, ville frontière de la Pologne et de la Russie, sur le Dniéper. Les Suédois franchirent ce large fleuve et continuèrent à suivre le chemin qui conduit de Pologne à Moskou, en passant par Smolensk. Le tsar fuyait devant ses ennemis, dévastant le pays, enlevant ou brûlant les munitions, les vivres et les fourrages, harcelant les corps détachés, livrant des combats d'arrière-garde, et, surtout, évitant les actions générales. Les Suédois, pleins de confiance, croyaient toujours marcher sur Moskou, lorsqu'ils reçurent avec stupéfaction l'ordre de quitter la grande route de cette ville pour s'enfoncer dans les sombres forêts et les marécages de la Russie méridionale. Les quarante-cinq mille hommes qui avaient quitté la Saxe au commencement de l'année, étaient de beaucoup diminués par les fatigues, la disette, les rigueurs de la saison, par leur victoire de la Bibitza, et par les combats continuels que leur livraient les Russes. Tous les généraux, et le comte Piper, celui des ministres dont Charles supportait le plus volontiers les observations, le supplièrent de renoncer à son funeste dessein; ils lui représentèrent qu'il allait de la sorte abandonner Levenhaupt, avec ses seize mille hommes, à un ennemi supérieur en nombre, que lui-même voyait son armée fondre chaque jour et pouvait avoir besoin de secours, que les vivres allaient manquer, que la fidélité du hetman cosaque pouvait être douteuse, ou, tout au moins, ses promesses exagérées, le roi ne voulut rien entendre; il répondit qu'il avait donné rendez-vous à Mazeppa entre le Dniéper et la Desna, et qu'il voulait s'y rendre. Il fallut céder, et toute l'armée prit, au grand regret des officiers et des soldats, la direction de l'Ukraine. Les obstacles que jusqu'alors on avait rencontrés étaient légers, en comparaison de ceux qui allaient se présenter sur le nouveau chemin. Il fallut d'abord traverser une forêt de cinquante lieues pleine de marécages; un général, s'avançant avec les pionniers à l'avant-garde, égara l'armée, et lorsque après quatre jours de marche, on retrouva la véritable direction, il fut impossible de retirer les chariots et presque tous les canons des boues mouvantes qui les avaient engloutis.

Pierre, plein de joie de voir ses ennemis abandonner le chemin de Moscou, continua de les suivre. Les deux armées passèrent la Soja, l'un des grands affluents du Dniéper, et se livrèrent, au village de Debro, sur les bords de la rivière Tchernaïa-Napa, un combat où les Russes eurent l'avantage. Le prince Galitzin surprit un matin, dans les derniers jours d'août, à la faveur d'un brouillard épais, le général suédois Roos qui s'était écarté du principal corps d'armée; il y eut des deux parts plus d'un millier de morts; mais c'était pour les Russes une perte réparable, tandis que les Suédois en étaient d'autant plus affaiblis que la défaite de Levenhaupt allait les laisser seuls et sans autre ressource que leur courage au fond d'un pays sauvage et désolé.

Charles, en prenant la direction de l'Ukraine, avait envoyé l'ordre à son général de réunir un grand convoi de vivres et de munitions, puis de rejoindre l'armée principale dans les plaines du Dniéper et de la Desna, au même rendez-vous que Mazeppa. Levenhaupt obéit; ses seize mille soldats bien aguerris, bien armés, se mirent bravement en marche, pensant qu'ils pouvaient à eux seuls défier toutes les forces de la Russie. Le moment allait être décisif : si Levenhaupt rejoignait le roi, peu importait que Mazeppa tînt ses promesses, il était encore temps de remonter vers le nord et de chercher dans Moskou l'oubli des fatigues de cette pénible campagne. Pierre comprit qu'il fallait d'abord combattre et, à tout prix, détruire le corps du général; il ne voulut charger aucun autre de ce soin, et laissant Schérémétef suivre et harceler le roi, il prit vingt mille hommes et marcha à Levenhaupt. Celui-ci venait de franchir le Dniéper et il s'avançait à son tour vers la Soja, lorsque les Russes le joignirent près du village de Lesno ou Lesnaya. L'acharnement avec lequel on combattit prouve que, des deux côtés, Russes et Suédois sentaient l'importance de la victoire. L'activité et l'opiniâtreté du tsar décidèrent enfin du sort non de la journée, mais des deux journées que dura la bataille. Le 27 septembre [1], Pierre fit attaquer l'arrière-garde de l'armée suédoise. Ce premier choc fut sanglant sans être décisif. Levenhaupt, après avoir fait filer ses bagages sous la protection d'une escorte, essaya de contenir les Russes, puis de leur échapper sans recommencer le combat; il se jeta dans un bois protégé par un marais; mais le lendemain le tsar l'attaqua avec toutes ses forces. Une savante manœuvre donna d'abord aux Suédois l'avantage : les Russes tournés et accablés allaient être écrasés malgré le courage du régiment de Semenovski, lorsque Pierre parcourant au galop les rangs ébranlés de son armée, ordonne aux cosaques de l'arrière-garde de massacrer les fuyards : « Tirez sur moi-même, s'écrie-t-il, si je suis assez lâche pour reculer! » et, suivi de Menschikof et de Galitzin, il s'élance avec le régiment de Préobragenski. Mais les Suédois soutiennent ce nouveau choc avec fermeté; le résultat était encore indécis lorsqu'un général russe amène un secours de trois mille dragons. La

[1] Voltaire donne pour date à cette bataille le 7 octobre, le *Journal* indique positivement les dates des 27 et 28 septembre.

bataille recommence pour la troisième fois avec plus de furie et d'acharnement que jamais et dure jusqu'à la nuit. Enfin le nombre l'emporte. « Comme de part et d'autre, dit le journal du tsar, les soldats étaient si fatigués qu'ils n'avaient plus la force de combattre, l'ennemi demeura auprès de ses équipages, et nous campâmes sur le champ de bataille où nos soldats prirent le repos dont ils avaient besoin, les lignes n'étant éloignées l'une de l'autre que d'une portée de canon de campagne ou moins encore. C'est une chose étonnante que le sang-froid des ennemis qui, étant dans une si grande proximité, se reposaient tranquillement. » Le lendemain, au point du jour, le tsar ordonna une nouvelle attaque; Levenhaupt encloua ses canons, brûla ses chariots, et, toujours en bon ordre, il se mit en retraite avec les débris de sa petite armée.

Le grand résultat que Pierre s'était proposé était obtenu, ce n'était plus un corps d'armée vaillant et conduisant un convoi de vivres, c'était une troupe de fugitifs qui allaient rejoindre l'armée errante dans les plaines de l'Ukraine. En terminant, dans son journal, le récit de cette victoire, le tsar écrit : « Nous n'en avions jamais remporté de pareille sur des troupes réglées[1]..... Véritablement elle fut cause de tous les heureux succès qu'ont eus depuis les armes de Russie, parce que ce fut la première épreuve du soldat qui l'enhardit et le remplit d'une confiance qui fut le principe du gain de Pultava, et pour ainsi dire la mère de cette seconde victoire qui en naquit au bout de neuf mois, à compter du 28 septembre 1708 au 27 juin 1709. »

Pierre alla triompher dans Smolensk. Toutes les bonnes fortunes lui venaient à la fois : il apprit que le général-amiral Apraxin, chargé de protéger, en Ingrie, les conquêtes russes, avait battu et repoussé les Suédois sur la Néva. Menschikof était retourné à l'armée d'Ukraine aussitôt après la victoire de Lesno, et Pierre ne tarda pas à rejoindre ses généraux.

Charles, après la défaite de Levenhaupt, n'avait plus d'espoir que dans les secours que devait amener Mazeppa. Ses ennemis, prévenus de son revers par le courrier même que lui avait dépêché Levenhaupt et qui était tombé entre leurs mains, devenaient plus audacieux; chaque jour affaiblissait son armée et augmentait la disette et les fatigues. Ce fut à Tchernigof, à quelque distance de la Desna, qu'il apprit le désastre de son général. Sans se plaindre, sans songer un instant à changer de but ou à retourner sur ses pas, il marcha droit à la Desna. Le général Gordon en défendit bravement le passage et lui tua deux mille hommes. Enfin, sur la rive gauche de la rivière, ce Mazeppa, si longuement attendu, si vivement désiré, rejoignit son allié. L'hetman était resté fidèle à ses engagements : il avait fortifié Romna, Haditche et surtout Batourin, place im-

[1] Pierre ajoute ici que le nombre de ses soldats était inférieur à celui des Suédois; ce fait est inexact; il avait, d'après les chiffres recueillis par Voltaire, Leclerc, et Levesque, vingt mille hommes à opposer à seize mille; et il n'en avait pas mené plus contre Levenhaupt, parce qu'il croyait que ce général n'en conduisait que huit mille. Les Suédois, au contraire, mal renseignés par leurs prisonniers, croyaient avoir affaire à quarante mille Russes.

portante, autrefois bâtie par Batori, roi de Pologne, et résidence des hetmans de l'Ukraine. Une grande quantité de munitions de bouche et de guerre avait été rassemblée dans cette ville sous la protection d'une forte garnison. Lui-même avait réuni vingt mille cosaques et les conduisait aux Suédois. Mais dans le trajet, la plupart de ces hommes mobiles qui n'avaient d'autre but que le pillage, abandonnèrent leur chef et retournèrent dans leurs divers campements. Mazeppa n'amena donc que quinze cents hommes, sans vivres ni munitions, et, pour comble de désastre, Charles ne tarda pas à apprendre que Batourin, cette place dans laquelle il mettait toutes ses espérances, venait de tomber au pouvoir de l'ennemi. Son armée avait suivi une fausse route après le passage de la Soja. Pierre mit cette circonstance à profit pour envoyer en toute hâte Menschikof à Batourin. Cette ville fut emportée le 3 novembre. Les officiers, dévoués à Mazeppa, qui y commandaient furent réservés pour un supplice exemplaire, tout le reste de la garnison fut massacré, les trésors du hetman tombèrent aux mains du vainqueur avec les immenses préparatifs qui avaient été faits pour l'armée de Charles XII, et la ville fut détruite jusque dans ses fondements.

L'indomptable Suédois voulut, au milieu des désastres qui le frappaient coup sur coup, braver la fortune. Il espérait encore, après la prise de Batourin, que les Cosaques qui avaient abandonné Mazeppa reviendraient à son parti. Mais, loin que sa situation s'améliorât, les rigueurs d'un froid exceptionnel s'ajoutèrent à toutes les souffrances de son armée : au mois de décembre commença l'un des hivers les plus rigoureux dont ce sombre climat ait gardé le souvenir. « Nos troupes, dit le tsar, qui avaient tous les secours dont celles de Charles étaient dépourvues, et qui passaient les nuits dans des villages, souffraient beaucoup de la rigueur d'un froid qui faisait périr les corbeaux dans l'air ; cent cinquante hommes eurent les pieds et les mains gelés, et plusieurs moururent de froid. Pour l'ennemi, qui croyait que nous irions prendre Haditche d'assaut, il passa deux fois vingt-quatre heures à trois milles de là, dans une vallée au milieu d'un désert, afin de tomber sur nous pendant que nous monterions à l'assaut. » Le comte Piper, chancelier de Suède, engagea Charles à passer au moins le temps le plus rigoureux de l'hiver dans la petite ville de Romna, où il pourrait se fortifier et faire quelques provisions par le secours de Mazeppa. Mais le roi répondit qu'il n'était pas homme à s'enfermer dans une ville. Piper alors le conjura de repasser la Desna et le Borysthène et de faire hiverner ses troupes en Pologne. Charles répliqua que ce serait fuir devant le tsar, que la saison deviendrait meilleure, et qu'il fallait subjuguer l'Ukraine et marcher à Moscou [1]. De son côté, Mazeppa, dont les amis et les serviteurs venaient de périr sur la roue, et que le même supplice attendait, engagea le roi à persévérer dans ce dessein, et lui conseilla de marcher sur la ville de Pultava, où il trouverait en abondance les provisions dont l'armée avait le plus grand besoin.

[1] Voltaire, *Pierre Ier*, 1re part., chap. XVII.

Les rôles étaient bien changés : c'était le tsar maintenant qui craignait de voir son ennemi lui échapper[1]; il ne chercha pas à lui enlever Haditche, et lui laissa prendre Véprin, dans l'espérance peut-être de le retenir. La violence du froid força les deux armées à l'inaction dans tout le mois de janvier. Ce fut encore Charles qui recommença les hostilités. Dès que les soldats purent tenir leurs armes, il fit attaquer tous les petits postes qui se trouvaient sur son passage, et poursuivit sa marche à travers les plaines dévastées de l'Ukraine. Quelques Cosaques Zaporogues vinrent le trouver et conclurent avec lui, par l'entremise de Mazeppa, un traité d'alliance pour lequel il leur paya 60,000 florins. Il engagea à son service deux mille de ces sauvages alliés. Levenhaupt le rejoignit avec le débris de sa petite armée, cinq mille hommes environ, et, ainsi renforcé, il prit, à la tête de vingt-cinq mille hommes environ, la direction de Pultava. Cette ville, entrepôt du peu de commerce que font les Cosaques de cette région, est située sur le Vorskla, affluent du Dnieper, assez près de quelques ondulations montagneuses qui la dominent au nord; à l'orient s'étend un vaste désert. Il y avait dans la place des vivres et des munitions en abondance; s'en emparer, c'était refaire son armée et lui permettre de reprendre le chemin de Moskou. Mais Pierre, avec sa prévoyance habituelle, avait jeté une forte garnison dans la place; tous les villages voisins avaient été brûlés, le pays était désolé, les routes impraticables; enfin les corps de Menschikof, de Schérémétef et de Galitzin étaient disposés de manière à pouvoir se réunir au premier signal, pour marcher tous ensemble aux assiégeants. Lui-même, prêt à se mettre à la tête de son armée, employa le temps qui le séparait encore du dénouement de ce long drame à visiter cette sauvage région de son empire; puis il alla surveiller les travaux du port d'Azof, fit lancer quatre vaisseaux de cinquante, soixante-dix et quatre-vingts canons; enfin il fortifia le petit port de Taganrok, à l'extrémité septentrionale de la mer d'Azof.

Ce fut vers la fin du mois de mai que Menschikof vint l'enlever à ces occupations, en lui faisant savoir que l'ennemi tenait Pultava étroitement bloqué. Les Suédois avaient senti renaître leur courage à l'approche de cette ville où ils entrevoyaient le terme de leurs souffrances; mais ils manquaient du matériel nécessaire à un siége, car il avait fallu abandonner un à un presque tous les canons dans les forêts marécageuses. Ils essayèrent des ressources de leur audace et de leur impétuosité habituelles : Charles, impatient, n'épargnait pas ses soldats et payait de sa personne. Ce fut en vain : les Suédois se firent tuer sur les murailles et ne pénétrèrent pas dans la ville. La garnison fit même quelques sorties heureuses, et, un matin, les acclamations qui s'élevèrent des remparts apprirent à

[1] Levesque parle vaguement de propositions de paix que le tsar aurait faites à Charles, dans les derniers mois de 1708, après la prise de Batourin. T. IV, p. 248. Il n'est nulle part ailleurs, ni dans le *Journal*, ni dans les documents que Leclerc et Voltaire ont compulsés, question de cette négociation invraisemblable.

Charles que les assiégés avaient reçu un renfort : Menschikof et Golovin, dérobant leurs mouvements avec habileté et bonheur, venaient de jeter un millier d'hommes dans la place. « Je vois bien, ne put s'empêcher de dire le Suédois, que nous avons appris à nos ennemis l'art de la guerre. » Tous les généraux russes étaient accourus avec des munitions, de gros canons, des pièces de campagne ; l'un d'eux, après avoir détruit la Detcha, place des Cosaques Zaporogues ; l'autre, après avoir surpris et défait les troupes du stratoste Sapieha qui s'apprêtait à conduire aux Suédois un secours de cinq à dix mille Polonais. Le tsar manquait seul au grand rendez-vous que s'étaient donné les meilleurs généraux et les forces les plus imposantes de la Russie sous les murs de la petite ville de l'Ukraine. Enfin il arriva le 4 juin. 80,000 hommes environ se trouvaient réunis dans son camp, c'est-à-dire le triple des forces suédoises, et ses soldats étaient suffisamment vêtus et pourvus en abondance de vivres et de munitions. Toutefois il résolut de ne rien laisser au hasard, de ne livrer bataille qu'à la dernière extrémité, et de prendre les Suédois entre la ville et son camp par la famine. Mais ceux-ci, savamment retranchés et protégés par la rivière et une longue suite de marais, continuaient, grâce à Mazeppa, à recevoir quelques vivres ; ils pressaient le siége avec vigueur, tenaient la ville investie et renouvelaient chaque jour des assauts meurtriers. De plus, on apprit dans le camp russe, par le moyen d'un billet enfermé dans une bombe, que les assiégés allaient manquer de poudre. Le tsar, que les Suédois avaient contraints de se jeter sur la rive gauche du Vorskla, résolut alors de repasser la rivière et de livrer bataille : c'était sa seule ressource pour sauver la ville.

Charles, de son côté, appelait de tous ses vœux cette lutte suprême. Aussi ardent, aussi fier qu'aux jours de sa prospérité et de sa toute-puissance, il croyait encore pouvoir ne compter, comme à Narva, ni avec le nombre, ni avec la supériorité des armes. Dès que les mouvements de l'ennemi lui révélèrent son intention de livrer bataille, il partit lui-même pour reconnaître ses dispositions, surprit un parti de Cosaques et le battit ; ce fut dans cette circonstance qu'il reçut un coup de carabine qui lui fracassa les os du pied. Il rentra à son camp, et quelques jours après, malgré des douleurs intolérables, il se plaça à la tête de ses soldats sur un brancard, et leur faisant quitter leurs retranchements, dans lesquels, disait-il, des Suédois ne devaient pas combattre, il les conduisit aux Russes (27 juin 1709).

Le journal du tsar est le document le plus complet que nous ayons sur cette bataille ; la relation en est simple, elle n'a été contredite par personne, nous en reproduirons le commencement tel qu'il s'y trouve : « Le 26, y est il dit, Sa Majesté examina elle-même la situation du lieu, ainsi que celle du camp ennemi, afin d'agir avec plus de succès ; mais l'ennemi nous prévint avec son audace et sa fougue ordinaires. Le 27 au matin, et encore dans les ténèbres de la nuit, l'ennemi tomba sur notre cavalerie avec la sienne, aussi bien qu'avec l'infanterie,

et cela avec une fureur qu'il croyait propre à détruire notre cavalerie et à s'emparer de nos redoutes. Cependant il y trouva beaucoup de résistance, et ne put en emporter que deux. Pour les autres, il n'en vint pas à bout, et même six bataillons de son infanterie et une dizaine d'escadrons de son aile droite furent coupés du reste de l'armée, et obligés de s'enfuir dans le bois. Le corps principal de l'armée ennemie passa avec une grande perte entre ces redoutes, et quatorze étendards et drapeaux lui furent arrachés par notre cavalerie qui, plusieurs fois, obligea la cavalerie ennemie de plier; mais comme celle-ci recevait toujours du secours de son infanterie, tandis que la nôtre ne pouvait sortir de son retranchement, et que de plus le lieutenant général Renn reçut une grande blessure dans ce furieux combat, on donna ordre au général Baur de se retirer du retranchement pour permettre à l'infanterie d'en sortir. On lui recommanda d'avoir la montagne en flanc et non derrière lui, afin que l'ennemi ne pût resserrer notre cavalerie au pied de la montagne. Ces ordres furent exactement suivis, et lorsque le général Baur commença à reculer, l'ennemi, qui avançait toujours sur lui, eut en flanc notre retranchement. Le général Levenhaupt, avec son infanterie, s'étant approché des lignes, fut repoussé par l'artillerie. Plusieurs régiments restèrent dans le retranchement; Jean Golovin en sortit avec plusieurs bataillons pour s'emparer d'un monastère qui est sur la montagne, afin d'avoir une communication avec la ville et de garder ce poste en cas d'accident[1]. »

Ainsi les Suédois avaient en ce moment l'avantage, et Pierre songeait à s'assurer une retraite; vaincu, il se jetait dans Pultava, et la position du vainqueur continuait à être aussi difficile qu'avant la bataille. Mais il n'était pas donné à Charles XII d'éprouver la joie d'une victoire même inutile; son désastre allait être complet, irremédiable. Entraînés par l'ardeur d'un premier succès, les Suédois furent pris en flanc par l'artillerie des retranchements. En même temps les régiments russes, excités par la présence et l'animation du tsar qui payait vaillamment de sa personne, et qui reçut plusieurs balles dans ses vêtements, se remirent en bataille. Le combat recommença vers neuf heures plus furieux et plus acharné que la première fois. L'infanterie et la cavalerie russes étaient parvenues à se développer, elles avaient séparé plusieurs corps suédois et les écrasaient de leur nombre et de la supériorité de leurs canons. Ceux-ci soutinrent un feu terrible, et des chocs multipliés pendant plus de deux heures. Porté par quatre drabans, Charles, un pistolet à la main, animait ses soldats du geste et de la voix ; un boulet tua l'un de ses hommes et mit en pièces son brancard; il se fit placer sur des piques et resta au fort de la mêlée. Mais enfin il fallut céder; Schlippenbak, écrasé par des forces décuples, venait d'être pris; Rosen entouré, sans espoir de secours, dans des redoutes où il s'était refugié, avait été forcé de se rendre; Renschild et tous les autres officiers généraux eurent le même sort, bientôt ce ne fut plus

[1] Le reste du récit textuel est embarrassé de détails minutieux et de mouvements de régiments qui gênent l'intelligence de l'ensemble, nous le résumons.

un combat, mais un affreux carnage, les Suédois accablés, rompus, dispersés, fuyaient de toutes parts, il en resta plus de neuf mille sur ce fatal champ de bataille. Piper, toute la chancellerie, les secrétaires du roi, se rendirent prisonniers. Levenhaupt seul, plus heureux d'abord, parvint à rallier quelques milliers de soldats avec lesquels il prit la direction du Dnieper. Quant à Charles il fut, malgré l'atroce souffrance de sa blessure, obligé de monter à cheval pour fuir. Un instant, ses douleurs et son épuisement furent tels qu'il dut descendre, et au risque d'être pris par les troupes russes qui étaient à sa recherche, se jeter au pied d'un arbre et prendre quelques moments de repos.

Quelles durent être à ce moment les pensées qui assaillirent l'orgueilleux vaincu! Lui qui sans autre dessein que de jouer au conquérant avait rêvé de promener à travers le monde ses Suédois aussi durs que leur sol natal, aussi invincibles, aussi fiers que lui-même, il avait vu ses bons généraux accablés sous le nombre, ses braves soldats exterminés; il s'en allait seul et fugitif, et pour comble de misère, son vainqueur n'était pas l'un des grands généraux dont l'Europe publiait alors la renommée, Eugène ou Marlborough, Villars ou Catinat, c'était ce Moscovite si méprisé, cet homme contre lequel, dans ses jours d'enivrement et de puissance, il eut voulu marcher non une épée, mais un fouet à la main, le vaincu de Narva et de Gemavers auquel il avait dédaigneusement renvoyé ses soldats inexpérimetés; ce que Charles ne voulait pas voir, et ce que l'histoire enseigne, c'est que ce vaincu d'autrefois était digne aujourd'hui de sa victoire, c'est qu'il était plus fort et plus grand que son adversaire, plus fort parce qu'il avait un but auquel il avait marché par toutes les voies de la prudence, de la patience et de la volonté; plus grand, parce que le législateur est supérieur au guerrier.

Mais accablé par la fièvre, prosterné par la douleur physique, Charles ne fit pas ces réflexions, car il se fût retourné avec les quelques mille hommes qui fuyaient comme lui, et il eût voulu combattre encore. Mazeppa et le peu d'officiers qui l'accompagnaient le transportèrent au delà du Borysthène, delà il gagna la retraite de Bender, qui devait être à son tour le théâtre de ses gigantesques folies.

On a beaucoup vanté la générosité du tsar, qui du champ de bataille de Pultava aurait proposé la paix à Charles XII, en le conjurant de se remettre entre ses mains plutôt que de chercher un asile chez les Turcs[1]. Mais ce fait n'est attesté ni par le Journal, ni par aucun monument sérieux, et d'ailleurs, si Pierre désira, ce qui peut se croire, avoir Charles XII en sa puissance, c'est qu'il espérait de la captivité de son ennemi un large profit : la générosité et le désintéressement n'ont pas été la vertu ou le défaut de sa politique si scrupuleusement reproduite par ses successeurs. Concentrer ses forces, accumuler les ressources, accabler

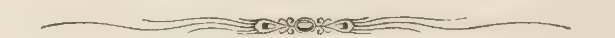
[1] Levesque, t. IV, p. 262, affirme ce fait. Voltaire le mentionne également en citant les documents auxquels il l'a emprunté (*Anecdotes de Russie et Mémoires d'un ministre à la cour du tsar*). Mais il en conteste la vraisemblance. Pierre-le-Grand, 1re partie, chap. XVIII.

par le nombre un adversaire qui a la supériorité du talent, vaincre le génie par l'obstination et la patience, tel est le système russe : il fait peu de cas de la gloire, il lui préfère le profit. Toute la générosité de Pierre consista à admettre les généraux suédois à sa table, à les remercier en les appelant ses maîtres, et à leur rendre leur épée. D'ailleurs il prit prudemment ses mesures pour que le corps de Levenhaupt ne pût échapper à Menschikof, et quand son heureux favori lui ramena seize mille prisonniers suédois, il eut garde d'imiter la folle conduite de Charles après Narva : les débris de l'armée suédoise allèrent peupler les déserts de la Sibérie, et furent distribués dans les mines et les forges récemment cédées à Demidof, forgeron de Toula[1], qui commençait sous les auspices et la protection du créateur de toutes les richesses de la Russie, l'exploitation des mines de l'Oural. Quant aux malheureux cosaques Zaporogues, les bourreaux et les soldats russes se lassèrent à les rouer, à les décapiter, à les égorger en masse, à ravager et à piller leurs campements.

C'était cependant l'heure d'être généreux, car une joie immense et légitime emplit le cœur de Pierre le Grand quand il parcourut ce champ de bataille sur lequel il venait de conquérir à la Russie le premier rang entre les peuples du Nord, et une place considérable au milieu des puissances européennes. Il réunit ses troupes, leur fit célébrer leur victoire par des actions de grâces, par des décharges d'artillerie, éleva à côté de l'exhaussement qui marquait la tombe des Suédois, un autel que l'on y voit encore, et dans son enthousiasme, s'adressant à ses soldats, il leur dit : « Je vous salue, enfants chers à mon cœur, vous que j'ai formés à la sueur de mon front, fils de la Russie qui lui êtes aussi indispenssables que l'âme l'est au corps ! » Puis il écrivit à Apraxin : Grâce à Dieu voici la pierre « fondamentale de Saint-Pétersbourg solidement assise; je crois que nous en res- « terons maîtres ainsi que de son territoire[2]. » Vinrent ensuite les récompenses à ses généraux, Schérémétef, Menschikof, Bruce, Renn, Allart, Galitzin, Renzel, Golovin, et tous ceux qui l'avaient aidé dans cette mémorable victoire; enfin lui-même se donna le grade de général et de chef d'escadre. Puis l'armée se mit en marche vers la grande ville de Kief, au confluent de la Desna et du Dnieper, rendant à leur silence et à leur solitude ces sauvages régions de l'Ukraine devenues tout à coup le bruyant théâtre de l'un des grands événements de l'histoire moderne.

[1] Ville de la Russie centrale à quarante-cinq lieues de Moscou.

[2] *Mémoires d'un ministre à la cour du tsar* et *vie de Mentschikof*, dans Ph. de Ségur, l. IX, chap. II, p. 365.





CHAPITRE V

DE LA BATAILLE DE PULTAVA A LA MORT DE PIERRE LE GRAND.

Resultat de la victoire. - Guerre avec la Turquie — Fautes de Pierre. — Position critique sur les bords du Pruth. — Fermeté de Catherine. — Traité de Falksen. — Nouvelles conquêtes sur la Baltique. — Victoire navale de Hangout. — Second voyage de Pierre le Grand en Europe. — Sa reception en France. — Procès et meurtre d'Alexis Petrovitch. — Nombreuses reformes. — Paix de Neustadt. — Conquêtes en Perse — Adultère de Catherine. — Mort du tsar — Le testament de Pierre le Grand.

(De 1709 à 1725).



La conséquence immédiate de Pultava fut la chute de Stanislas et le rétablissement d'Auguste. Pierre avait pardonné le traité d'Alt-Ranstadt à son ancien protégé, parce que celui-ci était bien l'homme mou et dénué d'énergie morale qui convenait à ses desseins sur la Pologne. Il alla le voir à Thorn, et lui donna une armée commandée par Mentschikof; de là il visita, dans Marienbourg, le roi de Prusse; et pour être bien certain d'accabler la Suède vaincue, il forma contre elle une alliance, dans laquelle entrèrent avec la Russie, la Pologne, la Prusse et le Danemark. De là il regagna ses états, où l'appelaient ses préparatifs contre Vibourg, Riga et les villes encore suédoises de la Baltique. Riga fut investie et bloquée. Pierre lança de ses mains les trois premières bombes sur la ville. Puis il alla visiter Pétersbourg, y dessina le modèle d'un vaisseau de cinquante-quatre canons auquel fut donné le nom de *Pultava*; enfin, pour terminer l'hiver, il se rendit à Moscou, où il voulut célébrer, par un triomphe qui éclipsât tous les précédents, la plus grande victoire qu'il eût encore remportée.

Le 21 décembre fut le jour de cette grande fête; sept arcs de triomphe s'élevaient du Kremlin aux portes de la ville; ils étaient ornés de tout ce que la Russie produit de plus précieux, ainsi que des objets d'art dont les étrangers, appelés par le tsar, avaient pu les enrichir. Le premier régiment des gardes, vêtu

d'un riche uniforme, ouvrait la marche. Il était suivi de l'artillerie suédoise prise à Lesno et à Pultava; chacun des canons était traîné par huit chevaux couverts de drap écarlate. Les drapeaux, les étendards pris sur les ennemis, étaient portés par les officiers et les soldats qui les avaient enlevés, et précédaient le brancard brisé de Charles XII. Ensuite marchaient en rang tous les prisonniers revêtus de l'uniforme de leur grade. Les vainqueurs suivaient à cheval; le tsar s'avançait au milieu de ses officiers, revêtu des insignes de général-major, et monté sur le cheval qui l'avait porté à Lesno et à Pultava. Le cortége était fermé par le second régiment des gardes, suivi des chariots pris aux ennemis.

Pendant que Pierre célébrait ainsi sa victoire, l'une des grandes nations de l'Occident rendait à l'astre naissant de la Russie un éclatant hommage. En 1708, l'ambassadeur russe en Angleterre, Matéof, avait été arrêté et emprisonné pour dettes par les marchands de Londres. Pierre demanda inutilement satisfaction; et, pour que Matéof obtînt sa liberté, il fallut que les autres ambassadeurs, offensés de l'affront fait à l'un d'eux, répondissent du paiement de ses dettes. Après Pultava, le gouvernement anglais se montra moins dédaigneux. Pierre ne se contenta pas d'une lettre, et il fallut que le ministre plénipotentiaire de la cour de Londres, lui fît, dans sa première audience, des excuses publiques de la part de la reine Anne. L'ambassadeur commença sa harangue par ces mots : « Très-haut et très-puissant empereur... » et affirma que ceux qui avaient osé arrêter le ministre de Russie, avaient été condamnés à la prison et au bannissement perpétuel. Ce discours, prononcé en anglais, fut traduit dans la même audience en langue allemande et russe, afin que toute la nation pût voir, par elle-même, de quelle considération nouvelle elle était l'objet de la part de peuples puissants et lointains, qui jusqu'alors avaient à peine tenu compte de son existence.

L'Allemagne, où déjà la Prusse avait accueilli avec empressement l'alliance de Pierre Ier, lui accorda de semblables témoignages de considération, et le tsar y hérita en quelque sorte de l'influence que Charles avait exercée après ses victoires en Pologne et en Saxe. Onze mille Suédois, commandés par le général Krassau, s'étaient réfugiés de Pologne en Poméranie; la diète de Ratisbonne déclara, à la sollicitation du tsar, qu'il était interdit à cette armée, de commettre contre la Russie et la Pologne aucune hostilité, et elle ordonna même qu'une armée de quinze mille hommes serait levée aux frais du tsar, de l'Empire, de la Prusse, du Danemark et de la Pologne, pour garantir cette bizarre neutralité. Pierre y gagnait la faculté d'agir contre Elbing, forteresse située sur la Baltique, à quelques lieues est de Dantzick, dans laquelle étaient renfermés de grands magasins suédois, sans dégarnir la Livonie et la Carélie des troupes employées ou destinées aux siéges de Riga et de Vibourg. Le 7 février, il reçut en effet la nouvelle que Elbing était tombée au pouvoir du général-major Nostitz. Les neuf cents Suédois qui en composaient la garnison, avaient été faits prisonniers de guerre.

Lui-même, pendant ce temps, s'occupait dans Moscou à régulariser l'adminis-

tration de son empire, fixait le budjet annuel de la flotte et de l'armée, le nombre de régiments et de vaisseaux qu'il convenait d'entretenir en temps de paix et en temps de guerre, le chiffre des diverses garnisons. Puis il envoyait Mentschikof en Livonie, pour examiner les points de la côte, entre Riga et Dunamund, qui seraient susceptibles de recevoir des fortifications afin d'empêcher les vaisseaux suédois de faire des descentes sur ce territoire qui n'était pas encore entièrement arraché à la Suède. De Moskou, Pierre retourna à Pétersbourg, où il avait à surveiller la construction de l'église de Saint-Samson et de quelques autres nouveaux édifices; et le 21 février, il ordonna au général Apraxin, nommé comte et conseiller privé, de partir pour l'expédition longuement méditée contre Vibourg. Tandis que le général fait passer les troupes sur la glace des longs marécages de cette partie de la Finlande, Pierre se charge de conduire lui-même la flotte : il s'embarque à Cronstadt, côtoie les côtes de la Carélie et se présente devant Vibourg. Une escadre de treize bâtiments suédois chargés de ravitailler la place, est réduite à l'inaction, et la garnison capitule le 11 juin à la condition de sortir avec armes et bagages, et de se retirer dans une autre ville de Finlande. Contre la foi de ce traité, les quatre mille Suédois de cette garnison sont désarmés et faits prisonniers de guerre. Le tsar prétendait, pour justifier cette sauvage violation de sa promesse, qu'il avait des représailles à exercer contre la cour de Suède à l'occasion de semblables griefs. Il est plus présumable, que pressé d'accabler son ennemi, Pierre vainqueur ne gardait plus de mesure, et ne négligeait aucune occasion de l'affaiblir. Des Suédois prisonniers, les uns entraient au service du tsar et augmentaient dans son armée le nombre des soldats aguerris et disciplinés; les autres, ceux qui refusaient de servir l'ennemi de leur roi et de leur pays, allaient peupler les déserts de la Sibérie. Quelques-uns exerçaient, dans les villes, diverses professions artistiques ou manuelles.

Après la prise de Vibourg, le siége de Riga fut poussé avec vivacité; douze mille Suédois y étaient renfermés. La peste, ajoutant ses ravages à ceux de la guerre, fit périr un grand nombre de ces malheureux, et avec eux, dit-on, soixante mille habitants. Au reste, le fléau n'épargna pas les Russes; plus de neuf mille d'entre eux succombèrent sous les murs de la ville assiégée. Riga n'en fut pas moins obligée de se rendre le 4 juillet; sa garnison était réduite à quinze cents hommes; l'explosion d'un grand magasin à poudre avait détruit une partie du boulevard, et la ville entière n'était plus qu'un monceau de décombres. La capitulation accordée aux derniers défenseurs de cette courageuse cité, ne fut pas mieux observée que celle de Vibourg : les Suédois, retenus prisonniers, eurent de même à choisir entre le service du tsar et l'exil en Sibérie. La forteresse de Dunamund, la belle ville de Revel, Pernau, la forte place de Kexholm, située dans une île du lac Ladoga, et regardée comme imprenable, plus maltraitées encore par la peste que par l'ennemi, n'opposèrent presque pas de résistance. Pendant que le tsar, secondé par Schérémétef et quelques autres de ses généraux faisait

ces rapides conquêtes, Apraxin s'emparait de l'île d'OEsel à l'entrée du golfe de Riga. Une victoire complète, que les Suédois gagnèrent à Helsinbourg sur les Danois qui avaient osé descendre en Suède, ne rétablit pas leurs affaires; elle affaiblit seulement le Danemark. La fin de l'année 1710 vit le tsar entièrement maître de la Livonie, de l'Estonie, de l'Ingrie, de la Carélie. Dominateur en Pologne, arbitre dans le nord, puissant et considéré dans toute l'Europe, possesseur de quelques-uns des ports de la mer d'Azof, Pierre se tenait prêt à saisir la première occasion d'étendre ses conquêtes au midi comme au nord, et de dominer la mer Noire comme il dominait la Baltique. Mais de ce côté, un revers imprévu allait le jeter dans le plus grand péril, et remettre en question sa fortune, ses conquêtes et l'avenir de la Russie.

Pierre célébrait ses victoires, et inaugurait par des réjouissances les premiers jours de l'année 1711, lorsqu'il apprit que la Turquie lui avait déclaré la guerre. Il existait depuis longtemps une sourde mésintelligence entre les deux empires : la Porte, inquiète des agrandissements et des préparatifs continuels de la Russie, avait plusieurs fois réclamé contre la violation des derniers traités; notamment en 1704, elle avait envoyé à Moskou un ambassadeur pour se plaindre des nombreuses constructions maritimes du chantier de Voronèje, et de l'établissement de plusieurs places fortes auprès d'Azof et sur le Dnieper. Pierre, tout entier à la guerre avec la Suède, détourna par d'adroites négociations ce nouvel embarras; il garda l'ambassadeur turc neuf mois, et le renvoya avec de belles promesses et des paroles pacifiques. Plus tard, lorsque le théâtre de la guerre entre Charles XII et le tsar se fut rapproché des frontières de la Turquie, le sultan et khan de Crimée, sollicités par Mazeppa, eurent un moment la velléité d'intervenir en faveur des Suédois, mais leur hésitation et leur lenteur laissèrent se produire sans eux le dénouement de Pultava. Enfin, Charles refugié à Bender, petite ville du fleuve Dniester, mit tout en œuvre auprès du grand-visir pour faire déclarer la guerre à la Russie. Dans les premiers temps, l'or, les présents et les intrigues de Tolstoë, ambassadeur du tsar et négociateur très-habile, balancèrent les instances de Poniatowski, Polonais dévoué à la Suède et agent de Charles XII auprès de la Porte; et même un traité fut conclu au commencement de janvier 1710, en vertu duquel le roi de Suède devait quitter Bender, sous l'escorte de cinq cents Turcs, puis traverser la Pologne, et être reconduit par les Russes dans son royaume. Charles s'indigna de cette convention; il refusa d'en subir les conséquences, menaça le sultan, et continua de faire agir Poniatowski. Une révolution de sérail ne tarda pas à lui donner gain de cause. Le sultan Achmet III, fit jeter en prison l'ambassadeur du tsar; la guerre se trouva ainsi déclarée. Le manifeste de la Turquie portait que le tsar avait fait plusieurs infractions aux derniers traités; qu'il avait enlevé des Cosaques et des Polonais sur les terres du grand-seigneur; qu'il s'était emparé de tout l'Ukraine; qu'il avait élevé des châteaux et des forts sur les frontières de la Turquie; enfin qu'il s'était rendu maître de la forteresse

de Kaminieh, sur les frontières de Moldavie, dans l'intention de se jeter dans cette province, et de surprendre la Turquie par une invasion subite.

Pendant que Charles et Poniatowski faisaient ainsi jouer les ressorts de la politique, les négociateurs du tsar travaillaient de leur côté à attirer les Moldaves et les Valaques dans le parti russe, en leur promettant de les affranchir à jamais du joug des Turcs. La Moldavie et la Valachie sont les pays des anciens Daces, qui, mélangés plus tard aux Gépides, inquiétèrent longtemps l'empire romain. Trajan les soumit, Constantin les fit chrétiens. La Dacie appartint à l'empire d'Orient; puis ses populations suivirent Odoacre et Théodoric à la conquête de l'Italie. Les Turcs s'en emparèrent plus tard, et leur donnèrent pour gouverneurs des hospodars ou voiévodes de la religion grecque. Le hospodar valaque, circonvenu par le tsar, lui promit des vivres et des secours, et joua à son égard, dans cette funeste campagne du Pruth, le rôle de Mazeppa vis à vis Charles XII. Demetrius Cantimir, hospodar de Moldavie, subit de même l'influence russe, et promit au tsar de se déclarer pour lui lorsqu'il viendrait à Jassi.

Pierre traçait le plan de la nouvelle campagne avec son activité habituelle. Il donna l'ordre à Michel Galitzin de conduire dix régiments de dragons qui se trouvaient en Pologne, vers la frontière de Valachie. Schérémétef quitta la Livonie et prit la même direction. Lui-même se rendit de Saint-Pétersbourg à Moskou où il établit un sénat de régence chargé du gouvernement, sous la direction de Romodanovski, son remplaçant habituel, et de son fils Alexis. Puis il fit chanter un *Te Deum* dans l'église cathédrale de l'Assomption; il voulait que cette guerre prît le caractère d'une sorte de croisade : la Russie représentait, disait-il, la chrétienté contre les infidèles, et elle avait à justifier d'antiques prédictions promettant à la *nation rousse* (*genti roussæ*), qu'elle chasserait un jour de l'Europe les musulmans[1]. Le jour où le manifeste de guerre fut proclamé contre les Turcs, deux régiments des gardes se tinrent devant l'église, portant, au lieu de leurs drapeaux blancs, de larges étendards rouges avec cette inscription : *Pour le nom de Jésus-Christ et de la chrétienté*, et, au-dessous, une croix rayonnante autour de laquelle était reproduite la légende du céleste labarum auquel Constantin avait dû la victoire : *Hoc signo vinces*. Puis, comme complément des préparatifs militaires, Apraxin fut envoyé à Azof pour examiner l'état des contrées environnantes, et les défendre contre les Turcs; en même temps Butturlin alla rejoindre le hetman successeur de Mazeppa en Ukraine, pour protéger de ce côté les frontières de la Russie.

Ces mesures prises, Pierre réunit le conseil de régence, lui fit prêter serment de fidélité, et donna au sénat, pour instruction, de s'occuper des objets somptuaires dans l'étendue de l'empire, de supprimer toutes les dépenses inutiles,

[1] L'évêque de Jérusalem, qui se trouvait alors en Valachie, se chargea de répandre cette fraude pieuse; il imagina de dire qu'on avait trouvé sur le tombeau de Constantin la fameuse prédiction. Leclerc, *Histoire de Russie ancienne*, t. III, p. 313. — Levesque, t. IV, p. 280.

et de seconder Rodomanovski chargé de rassembler et d'inscrire, pour le service militaire, les jeunes nobles dont un grand nombre se réfugiaient au fond des provinces afin d'échapper aux décrets et aux innovations de leur maître. Enfin, peu de jours avant son départ, il donna solennellement le titre de tsarine à la prisonnière de Marienbourg, à cette Catherine qui, par les fortes qualités de son âme plus encore que par les charmes de sa personne, l'avait fortement séduit; et il emmena avec lui cette femme qui allait justifier, par un grand service, cette tendresse et ces bienfaits.

La campagne s'ouvrit sous d'heureux auspices : les populations grecques, opprimées par les Turcs et attachées aux Russes par la communauté de religion, appelaient de tous leurs vœux un libérateur, et les habitants du Monténégro s'apprêtaient à faire une diversion en faveur des Russes, à l'autre extrémité de la Turquie d'Europe. La première nouvelle qui vint du théâtre de la guerre fut celle d'une victoire : Galitzin avait rencontré le palatin de Kiovie, partisan de Stanislas, conduisant en Pologne sept mille Tatars, Polonais et Cosaques, et il avait presque entièrement exterminé ce corps d'armée. Pierre, à peine remis d'une violente attaque de scorbut, alla trouver le roi Auguste qui publia la guerre contre les Turcs, et fit à son allié des promesses de secours que la diète de Pologne refusa, il est vrai, de ratifier. Puis, aussitôt après cette entrevue sans profit, il prit le commandement de sa principale armée forte de soixante mille hommes environ, et, sans attendre ses généraux dispersés avec d'autres corps sur toute l'étendue des frontières, il franchit au mois de juin le Dniester. Animé par une longue série de succès, plein de confiance dans sa fortune et dans l'avenir de cette Russie qu'il avait créée, et se croyant sans doute en droit de mépriser les Turcs parce qu'il avait vaincu les Suédois, Pierre manqua pour la première fois aux règles de sa prudence habituelle. Quelques-uns de ses généraux lui représentèrent la difficulté de trouver des subsistances au milieu des marais pestilentiels qui s'étendent entre le Dniester et le Pruth, dans un pays brûlé par les ardeurs du soleil, et l'engagèrent à établir des dépôts de vivres sur les bords du Dniester. Il n'écouta pas cet avis, se fia aux promesses des hospodars moldave et valaque, et parla de marcher droit aux Turcs, comme eut fait Charles XII.

Sa présomption fut cruellement punie : Cantimir publia un manifeste contre la Porte et se déclara pour la Russie, mais il joignit le camp avec un très-petit nombre de soldats et ne fut d'aucune utilité pour les approvisionnements, parce que son pays, naturellement pauvre et exposé aux continuels ravages des Tatars et des Cosaques, était de plus désolé cette année par une irruption de sauterelles. Quant au hospodar valaque Brankovan, il craignit que sa trahison ne fut pas suffisamment payée par le tsar dont Cantimir possédait toute la faveur; et sans se déclarer ouvertement contre les Russes, il acheta sa grâce auprès du sultan en lui promettant de laisser les ennemis sans vivres et sans secours. L'armée moskovite poursuivait cependant sa marche; elle passa le Pruth et parvint à Jassi après avoir

perdu, par l'excès de la chaleur, la faim, la soif et les maladies épidémiques, un nombre d'hommes considérable. Les Turcs étaient toujours au delà du Danube, et on pouvait encore se retirer; mais Cantimir engagea le tsar à pénétrer plus avant jusqu'au Sereth, autre affluent du Danube, promettant qu'on trouverait, sur les bords de cette rivière, de vastes magasins que les Turcs avaient laissés sans défense. Pierre commit exactement la même faute que Charles XII : cédant aux conseils de son funeste allié, il s'engagea à travers un pays difficile, sans approvisionnements et avec une armée affaiblie chaque jour par les maladies et la disette. Les Russes suivaient donc la rive droite du Pruth, lorsque, tout à coup, on apprit que, par suite d'une fausse manœuvre de l'un des généraux envoyés en observation, les Turcs avaient traversé cette rivière, qu'ils menaçaient de prendre l'armée à revers et de l'enfermer de toutes parts. Pierre voulut alors se jeter sur la droite et gagner directement le Sereth : mais la hauteur des montagnes, l'affaiblissement des chevaux exténués par la fatigue, la disette de vivres et de fourrages dans des campagnes dévastées, rendirent impraticable l'exécution de ce dessein. D'ailleurs il eût fallu laisser en arrière et à la discrétion de l'ennemi deux divisions qui avaient été coupées du corps d'armée principal.

L'armée turque, commandée par le grand visir Bartagi-Mehemet, profita de l'embarras dans lequel tant de difficultés plaçaient les Russes, pour se jeter sur eux; il y eut, le 9 juillet, un combat acharné qui ne dura pas moins de cinq heures, et pendant lequel le régiment de Préobragenski, attaqué par la cavalerie et l'infanterie turques, tint ferme et ne put être coupé. Les Russes avaient repris la direction de Jassi; mais l'armée ennemie se renforçait sans cesse, les poursuivait, les harcelait, et ne leur laissait aucun repos.

Poniatowski et le général suédois Sparr étaient auprès du grand visir et lui conseillaient d'envelopper l'ennemi, et de le prendre par la famine. Charles, de son asile de Bender, éloigné de quelques lieues seulement, suivait avec anxiété les évolutions des deux armées. Sa place était dans le camp des Turcs; mais l'opiniâtre et orgueilleux souverain n'avait pas voulu, au fond de son exil, faire fléchir l'étiquette, et il refusait de se rendre auprès de Mehemet avant que celui-ci lui eut fait une visite dans sa retraite, ou plutôt dans son camp de Bender. Cette nouvelle folie lui ôta l'occasion d'accabler sûrement et à loisir son odieux ennemi. Le visir, avec ses deux cent vingt mille Tatars, Turcs et janissaires, ne voulut pas user de circonspection; il se croyait certain d'accabler la poignée de Russes maiades et affamés qu'il entourait de toutes parts, et il ordonna le combat. Les soldats de Pierre le Grand prouvèrent bien dans cette journée qu'ils n'étaient plus les lâches Moskovites de Narva. Ils soutinrent avec intrépidité le choc de leurs ennemis, en tuèrent un grand nombre et forcèrent le reste à reprendre ses positions. Mais cet avantage, si glorieux qu'il fût, ne changeait rien à la situation de l'armée russe : la perte des ennemis était insensible à cause de leur nombre, tandis que les Russes, mal protégés par des retranchements construits à la hâte et à la suite

de ce combat, étaient de toutes parts enfermés, privés d'eau et de provisions, affaiblis par les privations, les maladies et même par leur récente victoire. Il y avait là vingt mille hommes, les plus braves soldats, les meilleurs généraux, et avec eux leur souverain, enfermés dans un cercle infranchissable, sans retraite possible, et condamnés à remporter une victoire complète sur des ennemis dix fois plus nombreux, ou à périr jusqu'au dernier.

Pierre ne se faisait aucune illusion sur l'horreur de sa position. Le jour qui semblait devoir être le dernier de la Russie nouvelle, venait de finir; sans aucune lueur d'espoir, sentant venir ces convulsions terribles qui le saisissaient dans ses moments de vive émotion et de colère, il se dérobe à tous les regards et cache au fond de sa tente le double mal qui le dévore. Dans ce moment d'extrême péril, malgré l'agitation de son âme et les crises de son mal, il conserve cependant encore toute sa grandeur; victime d'une faute, du moins il veut que son œuvre lui survive. Un historien, presque toujours digne de foi[1], a affirmé, d'après des documents qu'il avait lieu de croire exacts, que dans ce moment Pierre fit partir pour Moskou un courrier muni pour le sénat des instructions suivantes : « Ne pas s'abandonner à l'affliction si l'on apprenait qu'il fût tombé au pouvoir de l'ennemi; prendre les mesures les plus convenables pour l'administration des affaires; examiner sévèrement tous les ordres qui lui seraient arrachés pendant sa captivité et les rejeter s'ils étaient nuisibles à l'État; enfin élire un autre tsar si le bien public l'exigeait; pour lui, il profitait de ce qu'il était libre encore pour abdiquer l'empire. »

Ces dispositions suprêmes, vraiment dignes de cet homme si grand dans l'adversité, devinrent inutiles par l'adresse et l'énergie de sa femme. Catherine avait voulu suivre toute cette campagne malgré le tsar, qui, par sollicitude, l'avait engagée à rester sur la rive gauche du Dnieper. Seule, lorsque tout le monde désespérait, elle osa entrevoir dans les négociations une chance de salut. Pierre s'était retiré; elle assemble les généraux, leur fait part de son espoir, puis, bravant la défense expresse du tsar, elle pénètre sous sa tente : les ministres et les officiers de la Porte sont accessibles à la séduction, il faut les acheter par des présents, les gagner par des promesses; elle a réuni tout ce qu'il y a d'or et d'argent dans l'armée, elle apporte ses bijoux; quelques concessions de territoire peuvent sauver le tsar et les meilleurs soldats de la Russie; si cette négociation échoue, c'est alors qu'il sera temps de tenter, les armes à la main, un dernier effort. Pierre relève la tête; une lueur d'espoir éclaircit son front. Aussitôt que le jour paraît, il envoie un officier avec une lettre et des présents pour le visir; en même temps, il donne ses ordres et prend ses dispositions pour tomber sur l'ennemi s'il refuse la paix.

Les Turcs, surpris de la vigueur avec laquelle les Russes avaient combattu la veille, hésitaient à les attaquer de nouveau; ils se bornaient à tirer quelques

[1] Levesque, t. IV, p. 291.

coups de canon et semblaient résolus cette fois à les prendre par la famine. Les propositions de l'envoyé de Schérémétef (ce général avait été chargé de la négociation pour sauvegarder, en cas de refus, la dignité du tsar) les jeta dans une grande perplexité : Auguste, disait-on, envoyait de Pologne une nombreuse armée, le général Renn avait pris Ibrahilow au confluent du Danube et du Sereth; d'ailleurs les Turcs croyaient en ce moment faire la guerre pour Charles XII, ils ne se voyaient menacés que sur la mer d'Azof; et, ne dominant pas de la même hauteur que Pierre le Grand les temps et les circonstances, ils ne pressentaient pas les dangers de l'avenir. Les propositions de Schérémétef ne furent donc pas accueillies défavorablement. Toutefois le visir mettait de l'indécision et de la lenteur à envoyer sa réponse, lorsqu'on s'aperçut d'un grand mouvement parmi les Russes; ceux-ci, croyant leurs offres de paix rejetées, allaient commencer le combat. Mehemet alors les pria de ne point attaquer, et l'on dressa les articles du traité de paix.

Cependant Charles XII avait été prévenu de la négociation des Russes, de leur situation et de l'indécision du grand visir: Sparr et Poniatowski s'efforcèrent de faire rejeter par Mehemet les propositions de l'ennemi, mais il fallait que Charles lui-même accourut en toute hâte s'il ne voulait que les Turcs laissassent échapper une proie certaine. L'orgueilleux monarque consentit enfin à se rendre auprès des Turcs. Il n'était plus temps : la convention venait d'être signée. Charles entra dans une violente fureur, il insulta le visir, déchira de l'éperon de sa botte son long vêtement. Toutefois, en dépit de son emportement et de ses menaces, le traité eut pleine exécution. L'immense armée turque s'ouvrit pour laisser repasser la rivière aux soldats de Pierre le Grand; et, en échange de la vie et de la liberté qu'ils laissaient à leurs ennemis, les Turcs n'exigèrent que la restitution d'Azof dans l'état où se trouvait cette ville lorsque les Russes s'en étaient rendus maîtres, et la destruction de Taganrok, de Samara et de quelques autres forteresses sur la mer et sur les frontières; il fut en outre convenu que la Russie s'abstiendrait désormais de toute intervention dans les affaires de Pologne. Quant à Charles XII, on n'avait stipulé pour lui que la liberté du retour dans ses états. Le grand visir avait demandé de plus que Cantimir lui fut livré, mais, sur le refus du tsar, il n'avait pas insisté. Ce traité prit, d'un petit village situé sur les bords du Pruth, le nom de Falksen, 22 juillet 1711.

Telle fut cette campagne du Pruth qui, sans l'énergie de Catherine et la fortune de Pierre I[er], pouvait être mortelle pour la Russie.

Échappé au plus imminent péril, Pierre s'empressa de ramener ses troupes au delà du Dniester, puis à la ville de Kaminieh, première forteresse de la frontière polonaise. Un corps de huit mille Turcs l'avait suivi, autant pour protéger sa retraite contre les Tatars, que pour surveiller ses mouvements. Une fois en sûreté, il exécuta quelques-unes des conventions du traité, en faisant détruire Samara et d'autres forteresses de peu d'importance; mais la reddition d'Azof et

la démolition de Tangarok souffrirent plus de difficulté. Le tsar chercha à temporiser. Schafirof, son vice-chancelier, et le général Schéréméteف qui étaient restés en ôtages, eurent ordre de faire entendre au grand visir qu'il fallait, aux termes du traité, distinguer l'artillerie et les munitions d'Azof appartenant aux Turcs de celles que les Russes y avaient mises depuis la conquête de cette place. Le tsar ajoutait qu'il ne pouvait satisfaire à sa parole tant que Charles, demeurerait en Turquie, que son expulsion était une condition tacite et nécessaire du traité. De ces pourparlers et de ces délais, il résulta que le sultan, demandant chaque jour avec plus d'impatience les clefs d'Azof et ne les voyant pas arriver, disgrâcia son vizir; que Charles, sans être chassé de Turquie, perdit toute influence, et que Pierre, à bout d'expédients, et voyant les Turcs prêts à recommencer la guerre, se résigna à démolir Tangarok et à rendre Azof.

Pour refaire sa santé épuisée par tant d'émotions et de fatigues, le tsar alla prendre les eaux de Karlsbadt, en Bohême, pendant que les généraux et le conseil de régence complétaient l'armée et réunissaient de nouvelles forces de terre et de mer pour continuer la guerre contre la Suède; car c'était dans les dernières possessions continentales de ce malheureux pays que Pierre voulait chercher une compensation à la perte d'Azof. En revenant de Karlsbadt, il passa par Dresde et célébra à Torgau, sur l'Elbe, le mariage de son fils Alexis avec Charlotte-Christine, princesse de Wolfenbuttel et belle-sœur de l'empereur Charles VI.

Le fils de la malheureuse Eudoxie Lapoukin, le tsarevitch Alexis, était alors un jeune homme de vingt deux ans, de haute stature et bien fait. Il avait les cheveux et les yeux noirs, l'air sérieux et la voix forte. Attaché aux anciens usages et ouvertement hostile aux réformes de son père, il affectait, disent les auteurs de mémoires contemporains, une extrême négligence dans ses habits et dans toute sa personne. Adoré de la populace et détesté de la cour, il se plaisait dans la société des prêtres ignorants et débauchés, blâmait tout haut la conduite de son père, et annonçait qu'il ferait revivre les anciens usages et saurait se défaire de tous les favoris étrangers. La conduite et les propos de ce fils indigne étaient l'un des grands soucis du tsar : l'œuvre qu'il édifiait au prix de tant de soins et de fatigues, il la voyait menacée dans un avenir rapproché par la brutale inimitié de son fils. Cependant le tsarevitch était jeune, et Pierre n'avait pas encore perdu l'espoir de le convertir à d'autres sentiments; il lui avait fait apprendre la langue allemande, il l'avait forcé à voyager, et maintenant il espérait que le commerce d'une jeune femme de dix-huit ans, belle, spirituelle et élevée dans les cours de l'Europe, pourrait exercer sur cet esprit sauvage une salutaire influence.

Le mariage d'Alexis fut suivi de la célébration solennelle de celui de Pierre avec Catherine. Reconnue tsarine l'année précédente, avant l'expédition du Pruth, la libératrice de l'armée russe méritait que tout le peuple russe célébrât avec magnificence son élévation au rang suprême, et que toutes les cours de l'Europe lui rendissent les honneurs dus à sa nouvelle dignité : Pierre ordonna pour les

premiers mois de 1712, une cérémonie somptueuse, et travailla de ses mains aux préparatifs de la fête. A cette occasion, il voulut que Saint-Pétersbourg s'ornât de palais, d'édifices et de magasins nouveaux : il acheva la fonderie des canons et les bâtiments de l'Amirauté; les grands chemins furent perfectionnés; de nouveaux vaisseaux furent construits; on creusa des canaux; la Bourse et les magasins furent achevés; le commerce maritime reçut une vive impulsion grâce aux priviléges accordés aux négociants étrangers. Enfin, au mois d'avril, le sénat, fut transféré de Moskou à Saint-Pétersbourg, et cette ville fut solennellement déclarée capitale de l'empire.

Les opérations militaires de cette année 1712, eurent pour théâtre le Meklenbourg et la Poméranie : Mentschikof vint mettre le siége devant Stettin. Stralsund et Wismar furent en même temps bloqués, et le tsar resserra son traité d'alliance avec la Prusse et le Danemark contre la Suède. Pressée par tant d'ennemis, une petite armée suédoise, placée sous le commandement du comte de Steinbock, semblait perdue; elle se retourna contre les Danois et les battit complétement à Gadebusch (décembre 1712). Mais cette victoire ne sauva pas le Steinbock : son armée était réduite à onze mille hommes; il se jeta dans la petite place de Toningen, sa retraite fut coupée; les renforts qu'il attendait, furent interceptés; la peste ravageant les débris de son armée, il fut obligé de se rendre aux Danois qu'il avait vaincus.

Pendant ce temps (premiers mois de 1713), Pierre satisfait d'avoir suscité à la Suède des ennemis sur l'Elbe et l'Oder, s'était transporté en Finlande. Quatre-vingt-treize galères, soixante bigantins et cinquante grands bateaux, composaient l'expédition destinée à prendre ou à détruire les places suédoises. Apraxin commandait en chef, et Pierre servait sous les ordres de cet officier avec le grade de contre-amiral. Helsingfors, ville la plus méridionale de la froide et stérile Finlande, fut attaquée et prise la première; Borgo et Abo eurent le même sort, dans le temps, à peu près, où Stèinbock se rendait prisonnier de guerre. Maître des villes qui dominent le rivage septentrional du golfe, Pierre envoya Galitzin dans l'intérieur du pays, avec ordre de prendre la ville de Travasthus, l'un des principaux postes de la province. Huit mille Suédois y étaient enfermées. Galitzin remporta une victoire qui lui permit de s'avancer, l'année suivante, jusqu'à Vasa, principal port finlandais sur le golfe de Bothnie. La conquête de cette ville rendit les Russes possesseurs de quatre-vingts lieues de territoire.

La Suède était accablée de toutes parts : Stettin s'était rendu à Mentschikof. La plupart des villes du Meklembourg et de la Poméranie, avaient été livrées au Danemark, à la Prusse et à la Pologne; la Russie s'emparait de la Finlande; les dernières ressources d'hommes et d'argent se trouvaient épuisées; et cependant, du fond de la captivité qui avait succédé à son exil, le roi, toujours intraitable, rejetait les ouvertures et les offres de paix. La dernière ressource de la Suède était une marine nombreuse et exercée qui menaçait constamment les provinces

récemment conquises par la Russie. Anéantir cette flotte, détruire la puissance maritime de la Suède, comme il avait renversé sa puissance militaire, c'était l'un des plus vifs désirs du tsar. Les Suédois vaincus sur mer et dépossédés de leurs ports, la domination de la Baltique, le commerce des villes maritimes était pour jamais acquis à l'empire russe : Saint-Pétersbourg devenait la véritable capitale des peuples du nord. Depuis longtemps Pierre exerçait dans ce but ses officiers et ses matelots; il avait fait venir d'Angleterre, en 1713, cinq vaisseaux de ligne, et trois l'année suivante, avec un grand nombre de marins. Vers la fin de juillet 1714, seize vaisseaux de ligne et cent quatre-vingts galères, bâtiments légers et propres à manœuvrer à travers les innombrables écueils du golfe de Finlande, se trouvèrent réunis en vue des îles Aland sous le commandement d'Apraxin. La flotte suédoise, commandée par le vice-amiral Erenschild, était supérieure en grands vaisseaux, mais elle ne comptait qu'un petit nombre de galères; elle était donc plus forte en pleine mer qu'au milieu des inextricables rochers de l'archipel d'Abo. Pierre résolut de s'emparer de l'île d'Aland et de forcer les vaisseaux suédois à accepter la bataille dans ces parages difficiles. Quatre-vingts galères furent transportées à bras à travers une langue de terre, et remises à flot dans la mer de Hangout, près du cap du même nom à l'extrémité sud-ouest de la côte de Finlande. Erenschild, assailli à l'improviste par ces bâtiments légers soutenus des gros vaisseaux russes, combattit pendant deux heures avec une vigueur extrême. Pierre, monté sur une galère, faisait tout à la fois les fonctions de matelot, de soldat, de pilote et de général. Son activité et ses savantes manœuvres fixèrent enfin la victoire de son côté : Erenschild blessé fut forcé de se rendre, et une partie de l'escadre fut prise et conduite dans le port d'Abo (27 juillet 1714). Seize mille Russes descendirent dans Aland et s'emparèrent de cette île qui n'est éloignée des côtes de Suède que de douze lieues. Deux jours après, Neuschlot, la seule place que les Suédois possédassent encore dans la Finlande orientale tomba au pouvoir des Russes; ainsi fut accomplie la conquête de la plus grande partie de cette vaste contrée, où Pierre comptait recruter des soldats robustes et d'intrépides matelots.

Cette journée de Hangout lui causa une joie presque aussi vive que celle de Pultava. Une telle victoire, obtenue avec la marine qu'il avait créée lui-même, avec les officiers de mer qu'il avait formés, était la plus glorieuse récompense de ses peines et de ses travaux. Un acte de courage et d'intrépidité personnelle ajouta, après la victoire, à la gloire que le tsar avait acquise dans la bataille : une tempête assaillit la nuit, pendant son retour, la flotte victorieuse; les vaisseaux naviguaient au milieu des écueils, un vent impétueux et l'obscurité de la nuit les mettaient dans le plus grand péril. Les matelots éperdus avaient abandonné les manœuvres, et les plus braves officiers perdaient courage. Dans cette extrémité, Pierre seul, intrépide, se dévoue au salut de sa flotte : malgré les prières et les craintes de ses généraux, il descend sur une barque; et, au fort de la tempête, il

franchit deux lieux, gagne la terre, et allume des signaux; la flotte doit son salut à l'habileté et au courage de son souverain qui disait, comme César, que la mer n'engloutit pas les grandes destinées[1].

La victoire de Hangout fut célébrée à Saint-Pétersbourg par une fête triomphale. Les bâtiments capturés, et la frégate du vice-amiral Erenschild, entrèrent chargés de prisonniers dans le port de Kronslot. Le vaisseau amiral russe portait les drapeaux, les canons, tous les trophées conquis en Finlande. Un arc de triomphe, que le tsar avait dessiné lui-même, était décoré des emblèmes de ses victoires. Les vainqueurs passèrent sous cet arc triomphal : Apraxin marchait en tête; après lui venait le tsar revêtu des insignes du grade de contre-amiral, puis les généraux suédois et tous les officiers russes. Le vice-tsar Rodomanovski, revêtu des attributs de la souveraineté et assis sur un trône, présidait cette fête. Le général-amiral Apraxin lui présenta les vainqueurs et les vaincus, et loua la conduite et les manœuvres de son second, Pierre Alexeievitch. Rodomanovski fit approcher Pierre de son trône, et lui demanda de rendre compte de sa victoire; celui-ci en présenta la relation, et reçut, en récompense de sa conduite, le grade de vice-amiral. Puis Rodomanovski déposa son pouvoir précaire; le vainqueur de Hangout redevint le maître de l'empire; et, du haut de son trône, il adressa à la Russie ces grandes paroles : « Mes frères, est-il quelqu'un de vous qui eût pensé, il y a vingt ans, qu'il combattrait avec moi sur la mer Baltique, dans des vaisseaux construits par vous-mêmes, et que nous serions établis dans ces contrées conquises par nos fatigues et notre courage? Qui de vous aurait prévu que tant d'hommes instruits, d'artistes habiles, d'ouvriers industrieux, viendraient, de toutes les parties de l'Europe, faire fleurir les arts en Russie? On place l'ancien siége des siences dans la Grèce; elles s'établirent ensuite dans l'Italie, d'où elles se répandirent dans toutes les parties de l'Europe, excepté en Russie par la négligence de nos ancêtres. C'est à présent notre tour, si vous voulez seconder mes desseins, en joignant l'émulation et l'étude à l'obéissance. Les arts circulent dans le monde comme le sang dans le corps humain, et peut-être ils établiront leur siége parmi nous pour retourner dans la Grèce leur ancienne patrie. Espérons qu'un jour nous surpasserons les nations les plus civilisées par nos travaux et par notre gloire. »

Dans ce discours justement fameux, se trouvait en substance tout le testament de Pierre I[er], le programme de civilisation, d'agrandissement et de conquêtes, qu'il léguait à ses successeurs.

Au milieu des fêtes et des triomphes, les travaux se poursuivaient dans Saint-Pétersbourg: de nouveaux vaisseaux étaient lancés à la mer, des édifices s'élevaient, des églises étaient consacrées. Pierre n'oubliait pas non plus le service que Catherine lui avait rendu : ce n'était pas assez de l'avoir proclamée tsarine

[1] Levesque, t. IV, p. 325. — Ségur, liv. IX, ch. III. — Lacombe, *Révolutions de l'Histoire de Russie.*

devant l'Europe entière, le tsar institua pour elle un ordre nouveau. Voici comment ce fait est raconté dans l'une des dernières pages de la partie du journal qui a été imprimée : « Le 24 de novembre, c'est-à-dire le jour de la fête de Sa Majesté l'impératrice Catherine Alexievna, Sa Majesté la décora lui-même de l'ordre de Sainte-Catherine, nouvellement institué en mémoire de la présence de Sa Majesté à la bataille contre les Turcs, auprès du Pruth, où dans ces fâcheuses circonstances, on l'avait vue agir non comme une femme, mais comme un homme[1]. »

Deux fâcheuses nouvelles jetèrent un moment de deuil au milieu de ces réjouissances, de ces récompenses et de ces travaux; on apprit qu'une grande tempête avait fracassé une vingtaine de galères, et fait périr plusieurs centaines de matelots et de soldats sur les côtes de Finlande; et Pierre sut, peu de jours après, au retour de ses otages et de ses ambassadeurs à Constantinople, que Michel Schérémétef, l'un de ses meilleurs généraux, l'un des plus anciens compagnons de ses travaux guerriers et de sa gloire, celui qui par ses succès avait ranimé, après Narva, le courage des soldats russes, venait de mourir dans le trajet de Constantinople à Moskou.

Cette même année 1714 vit Charles XII rentrer dans ses états, qu'il retrouva épuisés d'hommes et d'argent, affaiblis par ses victoires et ses défaites, diminués des provinces baltiques et de presque toutes les anciennes conquêtes de Gustave-Adolphe en Allemagne.

Enfin, dans le mois de décembre, un ambassadeur du shah de Perse vint offrir au tsar, de la part de son maître, des riches présents et des animaux de l'Asie. En même temps, le khan des Uzbeks, peuple de la Tatarie indépendante, implorait contre des tribus ennemies la protection de la Russie. Ainsi du nord de l'Europe, dont il devenait l'arbitre, au centre de l'Asie, qui l'invoquait comme un puissant protecteur, Pierre se voyait l'objet des hommages et de la considération de tous les peuples et de tous les souverains.

L'année 1715 fut presque exclusivement consacrée à la législation et aux travaux intérieurs. Charles XII, assiégé dans Stralsund par les armées réunies du Danemark, de la Prusse et de la Pologne, n'était plus à craindre; Pierre se contenta d'entretenir en Allemagne un corps de vingt mille hommes. Lui-même demeura à Saint-Pétersbourg, et, libre des soins de la guerre, se livra tout entier à ses instincts législateurs. Le sénat, constitué en 1711, au moment du départ pour la campagne de Turquie, continua à subsister, et remplaça la cour des boyards, qui fut définitivement supprimée. Ce sénat était une sorte de tribunal présidé par le tsar ou, en son absence, par Rodomanovski, et chargé de diriger les affaires de l'État et de rendre la justice aux particuliers. Puis un tribunal fut institué pour juger les déprédations et les malversations des dernières années.

[1] *Journal de Pierre le Grand*, p. 492.

Le souverain put à ce moment juger, lorsqu'il vit au nombre des coupables ses intimes favoris, ses amis les plus chers, ceux dans lequel il plaçait sa confiance, Apraxin, Mentschikof et les premiers officiers de l'empire, combien il lui était difficile d'améliorer véritablement ce peuple russe qu'il ne cessait de polir à la surface. Le gouverneur d'Arkhangel fut arquebusé; le vice-gouverneur de Pétersbourg et plusieurs sénateurs subirent le knout; un grand nombre de hauts fonctionnaires payèrent de fortes amendes; Mentschikof lui-même passa en jugement. Voici ce que raconte à ce sujet un contemporain[1]. « Pierre, se trouvant un jour à la Bourse, vit un grand nombre de marchands qui se reposaient, et il leur demanda pourquoi cette inaction; ils répondirent : « C'est qu'il ne nous reste rien à faire depuis que les grands seigneurs sont devenus marchands. » Le tsar les manda alors au palais pour le lendemain matin à cinq heures; là ils lui dévoilèrent que plusieurs grands seigneurs, à la tête desquels se trouvait Mentschikof, avaient monopolisé les fournitures de l'État avec profit d'un tiers en plus que les marchands. Pierre demande les coupables; il les châtie de sa main, les condamne à une amende, et fait passer Mentschikof devant une commission militaire. On croit le favori perdu; mais c'est Pierre qui se charge lui-même de sa défense; il met en balance ses prévarications et tous les services rendus à la Russie : il rappelle que Mentschikof, soldat, sergent, officier, a gagné tous ses grades par sa valeur; il était au siége d'Azof, de Schlusselbourg, de Dorpat, de Narva; il a vaincu en Pologne une armée suédoise, il a pris Levenhaupt à Pultava; sa faute est grande, mais ses glorieux services effacent en partie son crime. Pierre demande la vie pour le coupable, et lui fait imposer une énorme amende.

Pour remédier à la vénalité habituelle des juges, le législateur fit porter la peine de mort contre ceux qui se seraient laissé corrompre. Chaque jour de l'année 1715 vit naître une série de règlements sur l'administration de la justice, sur la discipline militaire, sur l'éducation des jeunes gens. Pierre rédigea lui-même un Code militaire, maritime et commercial; il fit lever une carte de l'empire; et, en même temps, portant ses yeux sur les moindres détails, il surveilla la construction du château et l'établissement des jardins de Peterhof. Dans l'intention d'exercer autour de lui tous ses sujets à la navigation, il défendit de construire des ponts sur la Neva, et ne permit de la passer qu'avec des chaloupes à voiles.

L'Anglais Bruce, auquel sont empruntés la plupart de ces récits, nous a laissé sur la vie privée de cet homme extraordinaire de précieux détails. Il se levait en tout temps à quatre heures du matin, s'habillait et se servait lui-même, et travaillait jusqu'à onze heures. De onze heures à midi, il donnait audience, dans les galeries du palais, à tous ses sujets indistinctement. Il dînait à midi, se reposait une heure, puis se remettait au travail. Il s'amusait parfois à confectionner de petits ouvrages au tour, et il excellait dans le métier de tourneur. Plus souvent,

[1] *Mémoires de Peter Henry Bruce*, Lond. 1782, liv. III. — Ségur, liv. XI, ch. Ier.

à Saint-Pétersbourg, il surveillait les constructions et se mêlait aux travaux du port; une de ses grandes distractions était de donner des leçons aux matelots russes. Si une manœuvre était difficile, il en prenait sa part, toujours prêt à s'élancer dans les cordages et à escalader les mâts de hune. Le soir, il faisait un second repas, et se couchait invariablement à dix heures quand il n'y avait pas fête au château.

De même qu'il était accessible aux horribles voluptés des supplices, cet esprit singulier se complaisait parfois dans des distractions puériles dignes des rois fainéants de l'Asie orientale. On raconte, que voulant marier le nain de sa sœur Nathalie, il fit venir de tout l'empire les nains et les naines que l'on put rassembler. Le grand maréchal de sa cour, tous les hauts dignitaires et le tsar lui-même, suivirent le cortége burlesque traîné par vingt-deux petits carrosses; des danses, des festins complétèrent les réjouissances; et, à quelques mois de là, lorsque l'un des nains mariés mourut, Pierre ordonna une cérémonie funèbre du même genre.

Entretenir avec les peuples les plus éloignés de l'Asie des relations d'amitié et de commerce, préparer la domination future de la Russie sur ce vaste continent, ce fut encore une des grandes idées de cet homme qui reconnut et désigna tous les chemins par lesquels la nation russe devait marcher vers l'avenir. On lui avait dit qu'il y avait en abondance des sables aurifères dans la petite Boukharie : il y envoya aussitôt un officier muni d'instructions rédigées de sa main (1717-1718)[1]. Un autre ingénieur eut mission de rechercher dans la grande Boukharie l'ancien lit de l'Oxus, de l'Aral à la Caspienne, et d'étudier les moyens de développer le commerce russe sur ce grand fleuve. Un Anglais, Laurent Lange, fut envoyé à l'empereur de Chine qui avait demandé au tsar un médecin européen. La Perse ne fut pas non plus négligée, et des caravanes russes prirent pour la première fois le chemin de cette riche contrée.

Une des graves préoccupations du législateur fut de constituer fortement cette noblesse dont il espérait, grâce à son exemple, à ses exhortations et à ses soins multipliés, faire la portion intelligente de la nation russe et la conservatrice traditionnelle de ses innovations. Il ne voulut pas que les biens fussent également partagés entre les enfants, et toutefois il n'établit pas le droit d'aînesse : le chef de la famille put désigner par son testament celui de ses fils qu'il jugeait le plus digne de son héritage. Pierre, dans son ukase, donne pour motif à cette mesure la conservation des familles nobles, l'extension de l'autorité paternelle, le profit que l'État doit tirer des services des jeunes gens deshérités et forcés de se vouer au service militaire, à la politique et au commerce. L'ukase ajoute que les cadets ou ceux qui ont été exclus de la succession, ne pourront acheter les biens de leur famille qu'après sept ans de service militaire, dix ans de service dans l'ordre civil,

[1] Bekevitch, envoyé chez le khan des Uzbeks. — Voir, plus loin, les désastres de cette expédition.

ou quinze dans les arts et l'industrie. Il est encore stipulé que le dernier des mâles sans postérité, peut léguer ses biens à une personne de l'autre sexe, pourvu qu'elle soit de la même maison, mais sous la condition que son mari ajoutera à son nom celui qui doit perpétuer le souvenir de la famille éteinte. Ce règlement de succession était trop contraire à la nature pour subsister : cette fois, Pierre avait manqué son but ; sa loi produisit des cabales continuelles et des discordes interminables, jusqu'au commencement du règne de l'impératrice Anne, qui la supprima[1].

Les soins de la politique arrachèrent le tsar à ses pacifiques travaux. Il avait laissé ses alliés maîtres de Stralsund et occupés au siége de Wismar. Cette ville est située sur la Baltique à sept lieues de Lubeck, et un bon port naturel la rend commerçante. Après avoir appartenu au duc de Meklembourg, elle fut cédée à la Suède, en 1648, par le traité de Westphalie. Pierre qui avait fiancée une princesse russe à Charles-Léopold, duc de Meklembourg, comptait obtenir de ses alliés cette place pour en faire présent à ce prince. Il envoya, aux assiégeants, Repnin avec un corps de quinze à vingt mille hommes : mais la ville se rendit pendant que le général russe était en marche. Les alliés n'écoutèrent pas les réclamations de Repnin, lui interdirent l'accès de la place, et remirent Wismar au roi de Danemark. Pierre, depuis sa victoire navale de Hangout, affichait hautement ses prétentions à la suprématie sur toute l'Europe septentrionale, et ne limitait plus son despotisme à ses états. Pendant que Repnin marchait sur Wismar, lui-même était entré en maître dans la forte place de Dantzick, alors cité libre ; il lui avait imposé une contribution, sous prétexte de la punir de ses relations de commerce avec la Suède. Deux officiers russes s'établirent dans le port avec mission de visiter tous les vaisseaux, et de saisir ceux qui appartiendraient à la Suède ou qui seraient chargés de marchandises suédoises[2]. En apprenant qu'on refusait de lui abandonner Wismar, il se montra fort irrité, et, au mépris de la capitulation accordée par ses alliés, retint la garnison suédoise prisonnière.

Cette conduite arbitraire, l'oppression de Dantzick, l'alliance de famille conclue entre le Meklembourg et la Russie, effrayèrent les alliés du tsar : on disait que Pierre avait projeté d'acquérir le duché de Meklembourg pour posséder d'abord une voix dans la diète germanique, et qu'il aspirait ensuite à dominer l'Allemagne et à joindre au titre de tsar celui d'empereur des Romains. A voir le souverain russe se proclamer le bienfaiteur de ses alliés, les traiter avec hauteur, régler en arbitre leurs différends, on pouvait en effet supposer ce plan conforme à ses vastes pensées et à son ambition. Satisfait de l'affaiblissement de la Suède, Pierre ne songeait pour le moment qu'à s'assurer, par un traité, la possession

[1] Levesque, Voltaire, Leclerc. — Voir les ukases de Pierre Ier cités dans le tome I de l'*Histoire moderne de Russie*.

[2] Ce fut pendant son séjour à Dantzick que Pierre publia le *Code militaire*, auquel il travaillait depuis l'année précédente.

des provinces qu'il avait conquises et à dominer exclusivement la Baltique. Il écouta donc favorablement les insinuations pacifiques du baron de Goërtz, ministre de Charles XII. Goërtz était un esprit insinuant et audacieux qui avait su prendre sur l'esprit du roi de Suède un empire que nul n'avait exercé avant lui. En 1713 et 1714, il avait remué l'Allemagne de ses projets et de ses intrigues, pour conserver à la Suède quelques villes de ses possessions allemandes. Puis, lorsque Charles revint de Turquie et se jeta dans Stralsund où il étonna l'Europe par son héroïsme, Goërtz le joignit et vint le séduire par l'étrange hardiesse de ses combinaisons. Il lui proposa de faire la paix avec le tsar au prix des sacrifices que la fortune lui imposait sur la Baltique. Libre de ce côté, Charles pouvait se retourner contre ses autres ennemis : écraser le Danemark et lui prendre la Norvége; rétablir Stanislas sur le trône de Pologne, dépouiller Georges, électeur de Hanovre, récemment entré dans l'alliance contre la Suède, du trône d'Angleterre au profit du prétendant Stuart; enfin, reconquérir les provinces suédoises en Allemagne.

A part ce dernier dessein, on ne voyait pas trop ce qui, dans ce bouleversement d'une partie de l'Europe, pouvait être profitable à la Suède. Mais Charles XII était toujours le même homme : les années et les dures leçons de l'adversité ne l'avaient pas changé. L'espoir de disposer de deux couronnes était pour ce roi vaincu une compensation plus que suffisante à la perte de ses provinces. Le tsar, au contraire, avait tout à gagner aux projets de Goërtz : entretenir la guerre entre la Suède et le Danemark, c'était affaiblir ce dernier royaume et assurer à la Russie la domination de la Baltique; laisser aux prises Auguste et Stanislas, c'était épuiser la Pologne; entretenir en Angleterre la guerre civile, c'était attirer à la Russie le commerce du nord. Pierre se montra donc tout disposé à accueillir favorablement un traité avec la Suède; en 1715 et 1716, il ménagea ce malheureux pays qu'il eut pu envahir à l'aide de sa flotte composée, à ce moment, de trente vaisseaux de ligne, construits sur les chantiers russes ou achetés en Angleterre; enfin il laissa agir Goërtz qui, de la Suède, donnait la main à un autre ministre non moins remuant que lui, le cardinal Alberoni, tout puissant en Espagne, et il employa ce temps de pourparlers et de négociations secrètes à visiter l'Europe, non plus en apprenti charpentier et matelot, mais en souverain d'une nation puissante et respectée. Ainsi, l'alliance formée en 1699 contre la Suède, et renouvelée après Pultava, allait être dissoute en fait; mais avant qu'elle cessât d'exister, Pierre qui en avait tiré tout le profit, lui dut encore une satisfaction, la plus vive qui pût flatter son amour-propre de souverain et de créateur. Cela arriva peu après son acte de despotisme à Wismar. De Dantzick où avait conféré avec Auguste, et de Stettin où il avait eu une entrevue avec le roi il de Prusse, il alla visiter à Hambourg le roi de Danemark. Celui-ci, qui méditait une de cente dans les provinces méridionales de la Suède, s'efforçait de ranimer contre Charles XII l'ardeur de ses alliés; et sous prétexte qu'une escadre sué-

doise s'était montrée dans les parages de la Baltique méridionale, il avait réuni des forces de mer considérables. Les Anglais, les Hollandais qui s'étaient jetés dans la quadruple alliance pour partager les dépouilles de la Suède, les Danois, avaient fourni un contingent considérable à la flotte destinée à achever la ruine de ce malheureux pays. Lorsque les vaisseaux russes eurent rejoint cette flotte, les alliés s'occupèrent de choisir un grand amiral, et ce fut ce tsar qui obtint cet honneur. « C'est ainsi, dit Fontenelle, dans un éloge de Pierre le Grand, prononcé devant l'Académie, que les nations les plus expérimentées sur mer, voulaient déjà bien obéir au premier de tous les Russes qui eut connu la mer. » Mais ces formidables préparatifs n'amenèrent pas de résultat; les vaisseaux suédois se cachèrent dans les ports, et les alliés, très-inégalement animés contre la Suède, ne tardèrent pas à se séparer.

Libre de toute préoccupation, Pierre commença alors son grand voyage en Europe. A Copenhague, à Lubek, à Schewrin, il conduisit Catherine, qui malgré une grossesse avancée, l'accompagnait depuis son départ de Saint-Pétersbourg. A Vesel, Catherine accoucha d'un fils qui ne vécut pas. Un mois après, la tsarine alla rejoindre son époux en Hollande.

Les plus vives démonstrations d'enthousiasme accueillaient partout sur son passage le formidable souverain du nord. Il n'y avait pas vingt ans, il était venu sans ostentation, chef d'un peuple barbare, s'initier aux pénibles travaux de la civilisation; aujourd'hui il montrait à l'Europe les merveilleux résultats du génie, du travail et de la volonté; il faisait, pour la première fois, retentir avec gloire jusqu'au fond de l'Occident, ce nom de la Russie, dont l'influence ne devait plus cesser de grandir. Déjà une craintive adulation se mêlait, pour le tsar, aux témoignages d'admiration sincère. Brême, ville libre, que l'exemple de Dantzick effrayait peut-être, illumina pour son passage et donna un feu d'artifice dont le dessin formait en cent endroits ces mots : *Notre libérateur vient nous voir*. Près d'Amsterdam, le tsar revit le lieu où il avait appris à construire des vaisseaux. Sur l'emplacement de la petite chaumière qu'il avait habitée, ses anciens compagnons avaient bâti une maison en pierre pour rendre plus durable ce glorieux souvenir. La population laborieuse de Saardam retrouva, dans le puissant souverain, l'homme amical et familier qu'elle avait connu au temps où il ne voulait être que Peter-Baas. « On peut juger, dit fort bien Voltaire, avec quelle idolâtrie il fut reçu par un peuple de commerçants et de gens de mer dont il avait été le compagnon; ils croyaient voir dans le vainqueur de Pultava leur élève qui avait fondé chez lui le commerce et la marine, et qui avait appris chez eux à gagner des batailles navales; ils le regardaient comme un de leurs concitoyens devenu empereur. » Pierre alla dîner chez le maître charpentier Kalf, riche constructeur qui le premier avait envoyé, dans les commencements de Saint-Pétersbourg, un vaisseau commercer avec cette ville naissante.

Après quelques mois de séjour en Hollande, le tsar prit enfin le chemin de la

France qu'il n'avait pas visitée à son premier voyage[1]. La France, toute resplendissante de l'éclat du grand siècle, sanctuaire du goût, des arts et de l'élégance, fit un accueil plein de bienveillance et de délicatesse à ce disciple de la civilisation. Lui, qui ne parlait pas français[2] et qui par-dessus tout voulait étudier les institutions utiles de cette nation et visiter les monuments de sa grandeur et de sa prospérité, secoua les pompes et les lenteurs de l'étiquette. « Il avait fait, selon sa coutume, une si grande diligence, dit Voltaire, qu'il était déjà à Gournay lorsque ses équipages arrivèrent à Elbeuf. » On lui donna sur la route toutes les fêtes que sa rude simplicité voulut bien subir; on le reçut d'abord au Louvre, où de grands appartements étaient préparés pour lui, et d'autres pour toute sa suite; mais il alla se loger, le soir même, dans une autre partie de la ville, à l'hôtel Lesdiguières, répondant aux instances de ses hôtes : « Je suis un soldat, du pain et de la bière me suffisent; je préfère aux grands appartements les petits; je ne veux pas marcher en pompe et fatiguer tant de monde. » Le lendemain, le régent de France vint le saluer à cet hôtel; et le surlendemain, on lui amena Louis XV encore enfant et conduit par le maréchal de Villeroi son gouverneur. « Le tsar, dit encore Saint-Simon, reçut le roi à la portière, le vit descendre de son carrosse, et marcha de front à sa gauche jusque dans la chambre où ils trouvèrent deux fauteuils égaux. Le roi s'assit dans celui de la droite, le tsar dans celui de la gauche, le prince Kourakin servit d'interprète. On fut étonné de voir le tsar prendre le roi sous les deux bras, le hausser à son niveau, l'embrasser ainsi en l'air; et le roi, à son âge, et qui n'y pouvait être préparé, n'en avoir aucune frayeur. On fut frappé de toutes les grâces qu'il montra devant le roi, de l'air de tendresse qu'il prit pour lui, de cette politesse qui coulait de source et toutefois mêlée de grandeur, d'égalité de rang, et légèrement de supériorité d'âge; car tout cela se fit très-distinctement sentir. Il loua fort le roi, il en parut charmé et en persuada tout le monde. Il l'embrassa à plusieurs reprises. Le roi lui fit très-joliment son petit et court compliment; et M. du Maine, le maréchal de Villeroi et ce qui se trouva là de distingué, fournirent à la conversation. La séance dura un petit quart d'heure. Le tsar accompagna le roi comme il l'avait reçu et le vit monter en carrosse[3]. Le lendemain ou le surlendemain, à son tour, il alla voir le roi et montra la même grâce et la même affection envers le royal enfant.

Libre des réceptions et des cérémonies de cour, Pierre s'empressa de visiter les artistes, les savants et les ouvriers habiles en tous genres. Partout l'urbanité française se plut à l'entourer de cette flatterie ingénieuse et spirituelle qui donne

[1] Nous avons déjà eu occasion de rapporter plus haut, et nous rappelons ici que Pierre, ayant manifesté l'intention de visiter la France dans les dernières années de Louis XIV, en avait été détourné de la part de ce souverain qui n'aimait pas la Russie, pressentant et redoutant déjà sa future influence.

[2] Il l'entendait, dit Saint-Simon, et l'eut parlé, s'il eut voulu; mais par grandeur, il avait toujours un interprète.

[3] *Mémoires de Saint-Simon*, t. xv, ch. 3.

plus de prix aux hommages. Le maréchal de Tessé fut attaché à sa personne pour lui faire les honneurs de tous les palais et de toutes les résidences royales. Le duc d'Antin le reçut magnifiquement au château de Petit-Bourg. Un jour, le portrait de la tsarine Catherine, qui ne l'avait pas accompagné en France, fut subitement exposé à ses yeux avec des vers à sa louange. Au Louvre, une médaille, que l'on frappait, tombe à ses pieds : il la ramasse et y voit son effigie avec une renommée sur le revers, posant un pied sur le globe et entourée de cette légende : *Vires acquirit eundo,* qui lui fut traduite en russe et dont il put faire une applicaiion facile. Tout ce qui avait paru mériter son approbation, dans ses visites aux ateliers et aux manufactures, lui était offert de la part du roi. Il fut nommé membre de l'Académie, et entretint depuis une correspondance avec ce corps savant. Il corrigea de sa main, comme autrefois en Hollande, des erreurs géographiques sur les cartes de ses états. Les monuments, les statues des grands hommes, fixaient son infatigable attention. A la Sorbonne, devant le tombeau de Richelieu, il se laissa emporter à son admiration pour le ministre dont la puissante volonté avait si fortement marqué son but, dont la main de fer avait si durement plié les débris de la noblesse. « Grand homme, s'écria-t-il en embrassant sa statue, je t'aurais donné la moitié de mes états pour apprendre de toi à gouverner le reste! » Pierre voulut aussi voir la femme extraordinaire qui avait dominé Louis XIV. Voici comment Saint-Simon raconte cette bizarre visite. « Vendredi, 11 juin, il fut de Versailles à Saint-Cyr, où il vit toute la maison et les demoiselles dans leurs classes. Il y fut reçu comme le roi. Il y voulut aussi voir Mme de Maintenon qui, dans l'apparence de cette curiosité, s'était mise au lit, ses rideaux fermés, hors un qui ne l'était qu'à demi. Le tsar entra dans sa chambre, alla ouvrir les rideaux des fenêtres en arrivant, puis tout de suite ceux du lit, regarda bien Mme de Maintenon tout à son aise, ne lui dit pas un mot, ni elle à lui, et, sans lui faire aucune sorte de révérence, s'en alla. Je sus qu'elle en avait été fort étonnée et encore plus mortifiée ; mais le feu roi n'était plus. »

Paris, la cour, la France tout entière, contemplaient avec étonnement cet homme avide de tout ce qui était grand, honorable, utile, et qui, par l'étrangeté de ses mœurs et de ses manières, rappelait souvent de quel peuple sauvage il était le souverain. Tous les mémoires contemporains sont pleins du même sujet. On était étonné de la puissance de ses excès dans la débauche, bien qu'il prit le soin de s'en cacher, et dans le travail. Ses repas, même journaliers, semblaient monstrueux ; les jugements qu'on portait de lui étaient les plus contradictoires; toutefois personne ne lui refusait les apparences de la grandeur et du génie. Son activité, son mépris de l'étiquette, ses brusques résolutions, déroutaient les seigneurs français placés près de sa personne. L'aspect seul de sa personne provoquait l'étonnement et produisait un respect mêlé de crainte. « C'était, au dire de Saint-Simon, un fort grand homme, très-bien fait, assez maigre, le visage de forme ronde, un grand front, de beaux sourcils, le nez assez court sans rien

de trop, gros par le bout, les lèvres assez grosses, le teint rougeâtre et brun; de beaux yeux noirs, grands, vifs, perçants, bien fendus; le regard gracieux et majestueux quand il y prenait garde, sinon sévère et farouche, avec un tic qui ne revenait pas souvent, mais qui lui démontait les yeux et toute la physionomie et qui donnait de la frayeur. Cela durait un moment avec un regard égaré et trouble, et se remettait aussitôt. Tout son air marquait son esprit, sa réflexion et sa grandeur, et ne manquait pas d'une certaine grâce... Il portait l'étoile et le cordon de son ordre, son habit souvent déboutonné tout à fait, son chapeau sur une table et jamais sur sa tête, même dehors. Dans cette simplicité, quelque mal voituré et accompagné qu'il pût être, on ne s'y pouvait méprendre à l'air de grandeur qui lui était naturel[1]. »

Voici, à côté du portrait de Saint-Simon, ce que dit Louville dans ses mémoires : « Son air est plein de grandeur et d'audace, comme il convient à un maître absolu; il a les yeux grands et vifs, le regard perçant et souvent farouche. Ses mouvements brusques et précipités décèlent la violence de ses passions et l'impétuosité de son caractère; ses volontés se succèdent rapidement, impérieusement. Il congédie d'un mot, d'un geste, sans souffrir de contrariétés de temps, de lieux et de circonstances, dédaignant parfois jusqu'à la bienséance même; néanmoins avec le régent et le jeune roi, il a maintenu son rang en réglant tous ses mouvements sur les détails d'une étiquette soigneuse et fière. » Louville ajoute que la cour a reconnu en lui plus de grandes qualités que de mauvaises. Elle a remarqué qu'ordinairement sobre, il est par exception intempérant avec excès; que régulier dans sa vie habituelle, il se couche chaque jour à neuf heures, se lève à quatre, et n'est jamais un instant sans travailler. Aussi sait-il beaucoup et paraît-il plus habile qu'aucun homme de France en marine et en fortifications. Peu galant avec les femmes, il est d'un extérieur peu poli, mais son intérieur l'est infiniment; il est singulièrement affable en son particulier et très-haut en public; il connaît la France et ses sujets principaux comme s'il y avait été élevé; avare pour toutes les choses inutiles, il aime les arts, hait le luxe et s'écrie qu'il pleure sur la France et sur son petit roi qu'il voit près de perdre son royaume par le luxe et les superfluités. Louville termine ainsi ce portrait : « Prince du reste très-vrai et dont la parole est inviolable, sachant estimer ses ennemis, montrant une vénération singulière pour Charles XII, pour Louis XIV, et un grand attachement pour sa Catherine, bien qu'il lui soit infidèle[2]. »

Dans une visite à l'hôtel des Invalides, Pierre goûta le vin des vieux soldats, but à leur santé, et honora, par des paroles de respect et d'amitié, le maréchal

[1] *Mémoires* de Saint-Simon, t. xv, chap. III.

[2] *Mémoires* de Saint-Simon, *Mémoires* de Louville. — *Mémoires secrets* de Duclos. — *Éloge de Pierre le Grand*, par Fontenelle, Voltaire, Levesque, Leclerc, M. de Ségur.

Villars, l'un des derniers survivants de la glorieuse phalange de généraux qui avaient environné le grand roi. Les corps savants reçurent tour à tour la visite du tsar. La Sorbonne crut l'occasion favorable pour réunir l'église grecque à l'église latine, et lui présenta un mémoire dogmatique qui n'était guère de nature à opérer ce que plusieurs siècles auparavant les papes avaient inutilement tenté. Pierre aimait mieux commander à un clergé hérétique que reconnaître la suprématie spirituelle de Rome; ce n'était pas au profit du pape qu'il supprimait le patriarche. Il répondit aux docteurs avec une politesse évasive. Ceux-ci insistèrent et échangèrent avec les évêques grecs une correspondance qui n'amena pas de résultats.

Pierre, à son retour, mécontent de cette insistance, ou desirant empêcher dans l'avenir toute réconciliation entre les deux églises[1], livra à la dérision de ses sujets le pape et les docteurs par l'institution de l'une de ces fêtes burlesques et scandaleuses dont il réjouissait de temps en temps son peuple barbare. Un vieux fou fut créé pape, les bouffons de la cour prirent le titre de cardinaux; et, trois jours durant, les pompes et les cérémonies du sacré conclave furent parodiées par une troupe de fous et d'esclaves ivres-morts.

Après six semaines d'un séjour actif et plein de profit, Pierre quitta Paris et alla rejoindre Catherine aux eaux de Spa. Il avait fortement desiré se lier à la France par un traité. L'union intime du régent avec le roi d'Angleterre, auquel le tsar était devenu odieux et redoutable par ses prétentions sur le Meklembourg, retardèrent cette alliance jusqu'au mois d'août 1717. Un traité de commerce fut conclu; de plus, le régent devait, au dire de Voltaire et de Leclerc, s'interposer comme médiateur entre le tsar et Charles XII. La pacification du nord semblait prochaine; divers circonstances, que nous verrons bientôt, la retardèrent encore.

Cette paix glorieuse, qui devait consacrer la grandeur de la Russie et affermir ses conquêtes, n'était plus l'unique préoccupation de Pierre I[er]. Il fallait plus pour assurer la durée de son œuvre : l'implacable génie de la civilisation demandait encore du sang, non plus le sang des boyards ou des strelitz, mais le sang d'un rebelle né sur les marches du trône, du fils et de l'héritier du tsar.

Dans Pierre I[er], il y a deux hommes : le législateur passionné pour ce qui est grand et utile, animé d'une âme digne des plus puissants et des plus beaux génies de tous les pays et de tous les temps, et l'homme pétri du limon russe chez lequel les plaisirs sanguinaires, les excès de la débauche, la soif des supplices, le goût des parodies ridicules, révèlent souvent, au milieu des actions les plus remarquables, des instincts de barbare. C'est surtout dans le meurtre

[1] Il avait, au dire de Saint-Simon, envoyé Kourakin faire à Rome un séjour de trois années pour étudier un projet de réconciliation entre les deux églises; et ce serait, ajoute Saint-Simon, en apprenant les prétentions temporelles du chef de l'Église latine, que Pierre aurait renoncé à s'accorder avec Rome. *Mémoires*, t. xv, chap. III.

d'Alexis que se manifeste cette double nature, cet étonnant contraste qui fait de la vie du souverain russe un tableau plein de lumière et d'ombres. Depuis l'heure où la pensée avait pour la première fois animé son esprit, où la volonté avait empli son âme, il avait consacré sa vie tout entière à une œuvre dont le résultat devait être au dehors l'agrandissement, à l'intérieur l'éducation du peuple russe; trente années de patience et d'un travail sans relâche, avaient produit d'admirables résultats : mais ce n'était pas assez. Pierre avait usé ses forces dans cette lutte constante avec les préjugés et les habitudes de son peuple; il lui fallait un successeur capable de le comprendre et de le continuer. Au lieu de cet héritier de ses grands desseins, il voyait dans son fils Alexis un ennemi obstiné, un brutal partisan de l'ancienne Russie, l'espoir des vieux boyards et du clergé, un homme qui promettait hautement qu'un jour Saint-Pétersbourg serait détruit, et que le peuple russe serait rendu à son ignorance et à sa barbarie traditionnelles. Que, dans ces circonstances, Pierre ait tué son fils; qu'il ait supprimé cette part gangrenée de lui-même, là n'est pas le crime; longtemps avant le tsar, pour ce même sacrifice, l'histoire n'avait eu que des paroles d'absolution et de pitié. Mais ce n'est pas du haut de son tribunal, et, comme le consul romain, drapé dans sa toge et le visage couvert du pan de sa tunique, que le Russe offre à sa patrie ce grand holocauste : entre le père et le fils s'établit une lutte de ruse et de fourberie; un moment ce dernier s'échappe, et alors les pardons, les caresses, les promesses lui sont prodigués; quand Pierre le tient de nouveau, il oublie la foi jurée, puis le tue obscurément, et s'efforce de faire disparaître les traces de violence, de donner à sa mort les apparences d'un accident naturel, si bien que ce meurtre domestique n'apparaît plus, comme un pénible sacrifice offert à l'avenir de la Russie, mais comme un sanglant épisode de l'histoire du Bas-Empire. De là provient sans doute la diversité du jugement porté par les historiens sur la conduite de Pierre le Grand. Ce qui souvent a été condamné et qui ne devait pas l'être, c'est le meurtre; il n'y eut de répréhensible que les formes dans lesquelles il fut accompli. Au surplus, il sera permis à chacun de se constituer juge; voici les pièces de ce grand procès qui mérite à un autre titre d'être raconté en détail : il est l'étude la plus complète que l'histoire nous fournisse sur les mœurs de la société russe au temps de son législateur.

Alexis Pétrovitch était né, le 29 février 1690, d'Euxodie Lapoukin. On a vu comment cette princesse, jalouse de la jeune Allemande Anne de Moëns, prit en aversion les étrangers, se jeta, comme tous les mécontents, dans le parti des vieilles mœurs, et fut punie par la réclusion dans un monastère. Alexis n'était encore âgé que de neuf ans; les prêtres et les moines, qui dirigeaient son enfance, lui racontèrent les infortunes de sa mère, excitèrent son aversion pour le tsar, et firent entrer dans son esprit l'amour des vieux usages, la haine des réformes et l'horreur pour les étrangers favoris de son père. Pierre, tout occupé de ses voyages, de ses guerres et de ses institutions, n'avait pas surveillé la première

éducation de son fils. Lorsqu'il songea à lui choisir des précepteurs, l'enfant était déjà imbu de funestes préjugés; et de plus, les Nariskin, parents de son aïeule Nathalie, auxquels il fut confié, avaient eux-mêmes les préférences et les vices qui causèrent la perte du tsarevitch. Alexis n'avait pas quinze ans, que déjà les boyards et le clergé, si rudement menés par leur maître, s'habituaient à le considérer comme leur chef et leur futur appui. En effet, aigri chaque jour davantage par l'affection que son père portait à Catherine et aux enfants de cette seconde femme, le jeune prince vivait au milieu des nobles et des prêtres, imitant leur grossièreté, partageant leurs débauches, et promettant de rétablir un jour les mœurs si chères à ses ancêtres. Toutefois son éducation n'avait pu échapper entièrement à l'influence paternelle : il savait dessiner, avait quelques connaissances des mathématiques, parlait et écrivait l'allemand. Mais son caractère, d'accord avec les sentiments dont son entourage l'avait pénétré, s'accommodait mieux de la mollesse asiatique des anciens tsars que de l'activité de son père; il était aussi lâche et aussi paresseux que Pierre était laborieux, actif et dur à lui-même.

Le tsar ne s'alarma pas d'abord lorsqu'il connut les fâcheuses inclinations de son fils : il croyait que tout devait plier devant sa volonté de fer, même les mauvais instincts développés par l'éducation; il fit voyager son fils, espérant l'animer de meilleurs sentiments au contact de cette civilisation qu'il avait transportée et qu'il voulait développer en Russie. Mais Alexis ne fit qu'étonner l'Europe de ses habitudes brutales et grossières. Le tsar pensa alors adoucir par le mariage cette âme farouche. Nous avons vu qu'en 1712 il obtint pour Alexis la princesse Charlotte de Wolfenbuttel. Cette jeune femme apporta à la cour de Russie une grâce et des charmes qui n'y étaient pas encore connus; mais elle n'exerça aucun empire sur le caractère sauvage de son époux. Celui-ci l'accablait de mauvais traitements, et lui préférait ouvertement une grande et forte fille, paysanne finoise, que n'étonnait ni sa brutalité ni la grossièreté de ses manières. En 1714, pendant que Pierre prenait aux Suédois les îles d'Aland et gagnait la victoire de Hangout, Charlotte accoucha d'une fille; le tsarevitch abandonna sa femme, et alla avec sa maîtresse en Bohême. A son retour, il témoigna son indignation de ce que son père donnait quelques fêtes à la princesse délaissée pour faire diversion à sa douleur. Il refusa de paraître aux assemblées de la cour, s'emporta contre sa femme qui était l'ornement de ces réunions, et répéta qu'il saurait bien un jour obliger les Russes à revêtir les anciennes pelisses, et à vivre suivant les vieux usages. Toutefois, il voulut bien reprendre sa femme pendant quelque temps; et, l'année suivante, la malheureuse princesse eut un fils. Elle mourut peu de jours après ses couches, des suites des coups qu'elle avait reçus dans les derniers temps de grossesse.

En voyant périr si misérablement cette infortunée princesse, Pierre commença à désespérer de son fils; et, peu de jours après la mort de Charlotte, il lui

adressa une lettre pleine de reproches, dont la traduction se trouve dans Levesque. « Vous savez, dit-il, et tout le monde sait avec vous, quels maux les Suédois ont faits à la Russie jusqu'à ce que nous ayons entrepris la guerre contre eux. Ils nous ont ôté toute communication avec les autres peuples de l'Europe, en s'emparant des places maritimes qui nous étaient nécessaires. Vous savez quelle peine nous avons eue longtemps à apprendre l'art militaire. Nous faisons enfin trembler l'ennemi qui nous faisait trembler nous-mêmes; voilà le fruit de nos travaux.

« Mais les grands avantages que nous avons acquis, me causent moins de joie que de douleur, quand je vois que vous, mon fils, vous rejetez tous les moyens de vous rendre capable de régner après moi. Vous ne pouvez vous excuser ni sur la faiblesse de votre esprit, ni sur celle de votre corps. Dieu vous a accordé les dons naturels qui vous étaient nécessaires.

« Par nos travaux militaires, nous nous sommes tirés de notre ancienne obscurité : nous nous sommes fait connaître et même respecter des autres nations, et vous, vous ne pouvez même entendre parler de ces hautes entreprises. Je ne vous demande pas de faire la guerre sans de justes raisons, mais je vous demande que vous en appreniez l'art. Sans lui on est incapable de régner, car il faut qu'un souverain sache du moins défendre sa patrie. Pourquoi les Grecs sont-ils tombés après tant de gloire? C'est qu'ils ont négligé les armes. Ils se sont livrés au repos et à l'oisiveté, et ils sont tombés sous le joug des infidèles.

« Si vous croyez qu'il suffit d'avoir de bons généraux, vous êtes dans l'erreur. Chacun observe et connaît les penchants du maître. Si les sujets abandonnent, à l'exemple de leur souverain, ce qui fit même leurs plaisirs, combien plus aisément rejetteront-ils les armes qui sont toujours lourdes à porter, si l'exemple ne les engage pas à en soutenir le poids? Vous n'avez pas de penchant pour les armes, mais comment pourrez-vous commander aux autres? Comment saurez-vous quand il faut les récompenser, les punir? Vous serez obligé d'emprunter des yeux. Vous vous excusez sur ce que la délicatesse de votre tempérament ne vous permet pas de soutenir les fatigues d'un soldat! vaine excuse! je ne vous demande que de la bonne volonté, et un homme, même infirme, en serait capable. Interrogez ceux qui ont connu mon frère Fédor. Son tempérament était bien plus faible que le vôtre. Il ne pouvait gouverner un cheval un peu vif; à peine pouvait-il le monter; mais il avait beaucoup d'amour pour cet exercice, et il n'y eut jamais en Russie de meilleurs haras que les siens. Ce sont moins les forces et les fatigues qui produisent de grands effets que la volonté.

« Vous prétendez que les souverains ont de grands succès à la guerre sans entrer eux-mêmes en campagne. Mais s'ils ne la font pas en personne, ils en ont du moins le goût et l'intelligence. Le dernier roi de France (Louis XIV) n'a pas fait par lui-même toutes les campagnes; mais on sait les grandes choses qu'il a faites, et son goût ne se bornait pas aux talents guerriers. Il aimait les

manufactures et les arts, et son règne a effacé la gloire de tous les précédents. Je suis homme mortel : à qui laisserai-je le soin de finir ce que j'ai commencé ? Rappelez-vous votre opiniâtreté et votre dépravation. Combien de fois je vous ai fait des exhortations, combien de fois je vous ai puni, et combien il s'est écoulé d'années depuis que j'ai dédaigné de vous rien dire ! tout cela a été sans succès. Il semble que vous n'ayez de plaisir qu'à rester dans votre demeure, plongé dans l'oisiveté, étendu sur des coussins, ce qui vous plaît seul, et ce dont vous devriez rougir.

« Il est temps de vous marquer enfin ma dernière résolution. Je veux bien attendre encore pour voir si vous vous corrigerez. Sinon je vous exclurai de ma succession comme on retranche un membre gangrené. De ce que je n'ai pas d'autre fils, ne vous imaginez pas que je ne vous écris que pour vous effrayer. Si je n'épargne pas ma propre vie pour le bien de la patrie et le bonheur de mes sujets, pourquoi épargnerais-je la vôtre dont vous ne voulez pas vous rendre digne. Je confierais plutôt l'empire à un étranger qui en serait digne, qu'à mon fils qui ne le mériterait pas. »

Peu de jours après que Pierre eut fait remettre cette lettre à Alexis, Catherine lui donna un fils. Cet événement abattit le tsarevitch; il crut avoir perdu tout espoir de monter sur le trône du consentement de son père; et voici quelle fut sa réponse : « J'ai reçu la lettre de Votre Majesté, du 27 octobre 1715[1], qui m'a été remise après l'enterrement de ma femme. Je n'ai qu'une chose à y répondre. Si Votre Majesté veut me priver de la couronne à cause de mon incapacité, que sa volonté soit accomplie. Je vous en prie même instamment : car je vois bien que je ne suis pas propre au gouvernement. Mon esprit est bien affaibli, et il faut l'avoir dans toute sa force pour conduire les affaires d'un État. Ma dernière maladie m'a ôté les forces de l'esprit et du corps, et je suis devenu incapable de gouverner tant de nations : cela exige un homme plus sain et plus fort que moi. Ainsi après la mort de Votre Majesté (à qui Dieu conserve de longs jours), quand je n'aurais pas un frère, comme j'en ai un, à qui je souhaite une santé constante, je ne rechercherais pas la succession au trône. Je ne la demanderai jamais, j'en prends Dieu à témoin, j'en jure par mon âme : en foi de quoi j'écris ceci et le signe de ma propre main. Je recommande mes enfants à Votre Majesté. Je ne demande pour moi que le simple entretien, laissant tout le reste au jugement et à la volonté de Votre Majesté. »

Pierre, mécontent de cette réponse, écrivit de nouveau le 19 janvier 1716, en ces termes :

« Mon indisposition m'a empêché de vous déclarer mes sentiments sur votre réponse à ma première lettre. Je remarque que vous ne parlez que de la succession au trône, comme si je vous avais demandé votre consentement pour une

[1] Le jour dont est datée la lettre de Pierre, est celui même de l'inhumation de Charlotte de Wolfenbuttel.

chose qui ne dépend que de moi [1]. Je vous ai marqué mon mécontentement de votre conduite, et vous passez cela sous silence, bien que je vous aie fortement demandé une réponse sur cet objet. Je vois par là que les exhortations de votre père ne passent pas jusqu'à votre cœur. C'est pour cela que j'ai résolu de vous écrire encore pour la dernière fois. Si de mon vivant vous méprisez mes conseils, comment les respecterez-vous quand je ne serai plus? Est-il possible de se reposer sur vos serments, lorsque vous êtes si insensible? Quand vous auriez dessein à présent de tenir votre promesse, ces grandes barbes vous tourneraient à leur gré et vous forceraient à vous parjurer. Leur oisiveté, leur mauvaise conduite, les éloignent à présent de tous les emplois : ils espèrent être plus heureux auprès de vous, parce que vous leur montrez votre penchant pour eux.

« Je ne vois pas en vous cette reconnaissance que vous devez à un père. L'avez-vous aidé dans ses travaux, dans ses fatigues, depuis que vous êtes parvenu à l'âge de raison? Non, sans doute, et tout le monde le sait. Au contraire, vous blâmez, vous calomniez tout le bien que j'ai fait au détriment de ma santé : car je l'ai altérée pour l'utilité, pour la prospérité de mes sujets. J'ai de justes raisons de croire que vous renverserez tout, si vous me survivez. Je ne puis vous abandonner à vos caprices : changez de conduite, rendez-vous digne du trône, ou entrez dans un monastère. Par vous, je ne puis avoir de repos, surtout à présent que ma santé s'affaiblit. Quand vous aurez reçu ma lettre, faites-moi réponse par écrit ou de vive voix. Si vous ne le faites pas, je me comporterai avec vous comme avec un malfaiteur. »

Telle fut la courte réponse d'Alexis :

« J'ai reçu hier de bonne heure votre lettre du 19 de ce mois. Ma mauvaise santé m'empêche de vous faire une longue réponse. Je veux prendre l'habit monastique, et je demande pour cela votre consentement. »

Prendre l'habit monastique, ce n'était ni revenir aux sentiments que Pierre demandait, ni renoncer sérieusement au trône. Le jour même de son départ pour l'Allemagne, le Danemark et la France, le tsar alla trouver son fils. Celui-ci s'était fait saigner, et il s'était couché feignant d'être malade et accablé de faiblesse. Il persista à vouloir s'enfermer dans l'enceinte obscure d'un monastère. Pierre chercha encore à relever par ses conseils cette âme abjecte; il lui montra la route que lui-même avait suivie, et lui fit entrevoir le glorieux avenir de la Russie. Enfin il lui laissa six mois pour s'examiner et réfléchir. Alexis parut accueillir avec un meilleur esprit les exhortations de son père; mais à peine celui-ci fut-il dehors, que, sautant de son lit, il courut se dédommager avec ses amis les prêtres et les boyards, de l'abstinence qu'il avait gardée tout le jour.

[1] Pierre avait dès lors, comme ces mots le prouvent, admis pour le trône, le même principe d'hérédité que pour les biens des familles nobles; il se réservait le droit de choisir son successeur. Nous le verrons faire une loi de ce principe en 1722.

Cependant le délai, que lui avait accordé son père, s'écoulait. Le 27 août 1716, il reçut de Copenhague une lettre par laquelle celui-ci lui demandait sa réponse définitive, et lui ordonnait de venir le trouver sous huit jours, pour faire avec lui la campagne, s'il voulait se rendre digne de lui succéder au trône. Dans le cas où il persisterait à prendre l'habit monastique, Pierre lui marquait de faire savoir de suite le lieu, le temps, le jour de sa retraite.

Les six mois qui lui avaient été accordés pour réfléchir, le tsarévitch les avait employés à prendre le conseil de ses partisans, et à chercher les moyens d'éluder les menaces du tsar sans obéir. On l'avait déterminé à ne point renoncer à la couronne, mais à fuir pendant quelque temps pour attendre des circonstances plus favorables. Il trompa donc le sénat chargé de sa surveillance; et, sous prétexte de rejoindre son père à Copenhague, il s'enfuit à Vienne, et alla demander asile et protection à Charles VI.

Ce fut à Amsterdam que Pierre apprit l'évasion de son fils; il fit aussitôt partir un capitaine aux gardes, avec ordre de le retrouver et de le menacer de toute sa colère, s'il ne s'empressait de revenir. Alexis avait quitté Vienne pour Naples. Les envoyés du tsar finirent par l'y rejoindre, et lui remirent une lettre de son père, datée de Spa, 10 juillet 1717; cette lettre est beaucoup plus douce que les précédentes, et on en trouve aisément la raison dans le désir où était le tsar de ramener son fils en Russie. « Mon cher fils, lui dit-il, votre indocilité et votre mépris de mes ordres sont connus de tout le monde. Ni mes discours, ni mes châtiments, n'ont pu vous porter à suivre mes intentions. Dès que j'ai été éloigné de vous, vous m'avez trompé; et enfin, au mépris de vos serments, vous avez poussé votre indocilité jusqu'à prendre la fuite. Vous vous êtes mis, comme un traître, sous une protection étrangère; chose inouïe, non-seulement dans notre maison, mais même parmi nos sujets d'une condition distinguée. Quel chagrin vous donnez à votre père! quelle injure vous lui faites! et quel déshonneur à votre patrie!

« Je vous écris pour la dernière fois: je vous ordonne de faire tout ce que les sieurs Tolstoë et Roumiantsof vous diront de ma part et en mon nom. Me craignez-vous? Je vous assure et je vous promets, au nom de Dieu et par le jugement dernier, que je ne vous ferai subir aucune punition, et que je vous aimerai même encore plus qu'auparavant, si vous vous soumettez à ma volonté et si vous revenez ici. Si vous ne le faites pas, alors, en qualité de père et par le pouvoir que Dieu m'a confié, je vous donne ma malédiction éternelle pour le mal et le déshonneur que vous avez fait à votre père; et, comme votre souverain, je vous déclare traître, et vous proteste que je trouverai le moyen de vous punir comme tel, en quoi j'espère le secours de Dieu pour la justice de ma cause. »

Les envoyés rencontrèrent Alexis à Naples au château Saint-Elme. Ils lui remirent la lettre de son père et l'assurèrent d'un pardon absolu, s'il consentait à retourner en Russie. Alexis hésitait encore; mais la promesse solennelle de

pardon que lui envoyait son père, les menaces, s'il persistait dans sa désobéissance, le déterminèrent à céder. Cet homme, lâche et indécis, qui ne savait ni résister ni franchement obéir, écrivit au tsar pour le remercier de sa clémence, et suivit ses compatriotes. Il arriva à Préobajenski dans les derniers jours de janvier 1718. Tolstoë en donna aussitôt avis au tsar, qui se trouvait à Moskou. Le tsarévitch, au lieu d'un père indulgent, trouva un juge sévère; deux régiments des gardes furent distribués aux portes de la ville, et Alexis fut conduit, sans épée, au palais où tous les grands étaient assemblés. Dès qu'il aperçut son père, il se jeta à ses pieds, et lui présenta la lettre suivante : « Mon très-clément souverain et père, j'ai confessé ma faute devant vous, mon seigneur et père : je vous renouvelle ici par écrit la confession de mon crime, que je vous ai déjà envoyée de Naples. Je confesse de plus à présent que j'ai enfreint les devoirs de fils et de sujet, en me mettant sous la protection de l'empereur et en lui demandant son secours. J'implore mon pardon et votre clémence. » — Cette lettre était signée : « De Votre Majesté le très-soumis et très-mauvais esclave, qui n'est pas digne de se nommer votre fils Alexis. »

Le tsar répondit qu'il voulait bien pardonner, mais que, par sa conduite, Alexis avait perdu le droit de succéder au trône, et qu'il devait y renoncer publiquement. Le tsarévitch ne résista pas et signa une déclaration conçue en ces termes : « Je, soussigné, confesse devant le saint Évangile que, par ma faute envers mon souverain et mon père, je suis privé du droit à sa succession, ce que je reconnais être juste par ma faute et mon insuffisance. Ainsi je promets et je jure par la divine Trinité et par le jugement de Dieu, que je me soumets en tout à la volonté de mon seigneur et père, et que jamais je ne rechercherai, ne désirerai, ni n'accepterai la succession au trône, en quelque temps, ni de quelque manière que ce soit. Je reconnais pour légitime héritier le tsarévitch Petre Petrovitch, mon frère. Je baise la sainte croix, et je signe cet écrit de ma main. A Moskou, le 3 février 1718. » — Ensuite fut lue à haute voix une déclaration par laquelle le tsar, après avoir détaillé les sujets de plainte que lui avait donnés son fils, ajoute qu'Alexis, par sa fuite, s'est déshonoré, qu'il a formé de mauvais desseins contre son père, s'en est montré l'ennemi, s'en est fait le calomniateur, et est devenu digne de mort; que, cependant, par une clémence vraiment paternelle, il lui pardonne son crime et l'exempte de toute punition : mais qu'à cause de son incapacité et de sa mauvaise conduite, il ne peut, en conscience, lui laisser le droit de succession au trône, puisque ce serait détruire, par l'insuffisance du fils, tout le bien que le père avait fait; qu'en conséquence, en vertu de son autorité paternelle et de son pouvoir absolu, il l'exclut de la couronne, quand même il ne resterait personne de la famille régnante; qu'il nomme pour son héritier le tsarévitch Pierre, malgré sa grande jeunesse; qu'il exige que ses fidèles sujets, séculiers et ecclésiastiques, fassent serment devant les saints autels, sur les saints Évangiles, et en baisant la croix, de reconnaître Pierre pour le légitime héritier du trône; qu'il déclare

traîtres envers l'État et le souverain ceux qui voudraient jamais reconnaître Alexis pour successeur à l'empire ou l'aider à en prendre possession. Cette déclaration était signée de la main du tsar.

Pierre, son fils, les ministres, tous les assistants, se rendirent ensuite à la principale église, où la déclaration du souverain fut lue une seconde fois en présence de tout le clergé, qui prêta le serment de s'y conformer. Puis le tsar adressa à son fils un long discours sur sa désobéissance et sa mauvaise conduite. On eût pu croire que c'était la conclusion de la peine infligée au tsaréviteh; loin de là : à la fin de sa prolixe harangue, Pierre déclara que son fils n'obtiendrait le pardon de ses crimes qu'à la condition de déclarer toutes les circonstances de sa fuite, ceux qui la lui avaient conseillée, ou qui en avaient eu connaissance, et tout ce qui pouvait concerner ce crime. La moindre réserve, la plus légère réticence, devait rendre Alexis indigne du pardon qui lui était promis. Le malheureux tsarévitch jura publiquement sur la croix et l'Évangile de tout avouer; et, en attendant cette confession, il fut reconduit sous bonne garde et étroitement détenu à Préobrajenski.

Quelques jours après, Pierre posa de la sorte les questions auxquelles son fils avait à répondre : « Dans le temps de la grande maladie du tsar [1], personne n'a-t-il fait des offres de service au tsarétvich, au cas que son père vînt à mourir?

« Ses instances pour entrer dans un couvent, ne manquaient-elles pas de sincérité? De qui a-t-il pris conseil? à qui s'est-il confié?

« Avait-il formé depuis longtemps le projet de sa fuite? avec qui en a-t-il raisonné de vive voix ou par écrit? de qui a-t-il reçu de l'argent? »

A la première question, Alexis répondit qu'on ne lui avait pas fait de propositions et d'offres pendant la maladie de son père. Dans ses autres réponses, il accusa Kikin et le prince Viagenski de lui avoir donné le conseil de se réfugier dans un monastère, ou même de chercher son salut dans la fuite. Notamment Kikin lui avait dit un jour : « Allez dans un monastère; on ne vous clouera pas le froc sur la tête : vous pourrez toujours le quitter. » Quant aux ressources pour sa fuite et son voyage, Alexis déclarait ne les avoir tenues que du sénat, de Me tschikof et d'autres favoris ou confidents du tsar. Dolgorouki lui-même, que Pierre appelait le Caton russe, le plus vertueux de ses amis, avait reçu quelques-unes des confidences du tsarévitch; il avait approuvé son dessein de renoncer au trône pour vivre dans un apanage; et, se faisant auprès du tsar l'interprète de cette demande, qui d'abord avait été bien accueillie, il avait ajouté, disait Alexis, en lui transmettant l'assentiment de son père : « C'est moi qui vous sauve de la hache du tsar. » Une autre fois, Dolgorouki avait prononcé ces mots : « Si Pierre n'avait avec lui la tsarine, personne ne pourrait y tenir, et moi le premier, j'irais me renfermer dans Stettin. » A ces propos, s'ajoutaient des prédic-

[1] Après la campagne du Pruth, lorsque Pierre était allé prendre les eaux de Karlsbadt.

tions; par exemple, un prince tatar avait dit à Alexis au commencement de 1716 : « Il y aura en avril une grande révolution : ou le tsar mourra, ou Saint-Pétersbourg périra : je l'ai vu en songe. » Enfin un boyard avait prophétisé que le tsar n'avait plus que cinq ans à vivre.

Au milieu de tous ces faits, pour la plupart insignifiants, et desquels ressortait surtout la crainte inspirée par le tsar, il y en avait un plus grand, et le seul qui accusât de la part du tsarévitch quelque indice de complot. L'armée de Meklembourg s'était révoltée pendant le séjour d'Alexis à Vienne, et avait manifesté l'intention de donner le trône au tsarévitch, de délivrer sa mère Eudoxie, et d'enfermer à sa place Catherine et son fils. Mais le soulèvement avait été facilement comprimé; et il était évident, d'après la conduite d'Alexis, qu'il n'avait pas eu le courage de se mettre à la tête de ses partisans et de marcher franchement contre son père. Peut-être cette indécision et cette lâcheté furent-elles, aux yeux du tsar, plus criminelles que la rébellion même : un homme fort et énergique comme lui, ne pouvait admettre pour excuse les hésitations de la crainte. Il insista sur cette sédition de l'armée de Meklembourg, et rapprocha de ce fait, comme preuves, deux lettres adressées de Naples au sénat et au clergé par Alexis, dans lesquelles celui-ci accusait son père de l'avoir forcé à la fuite par ses persécutions et ses menaces; il priait les grands et le clergé de ne pas ajouter foi à de fausses nouvelles de sa mort, et de ne pas l'abandonner lorsqu'il plairait à Dieu de le rappeler en Russie. Dans la lettre au clergé, il ajoutait qu'il le priait de se souvenir de lui, même *à présent*. Il est vrai que les lettres ayant été interceptées et égarées à Vienne, qu'on n'en avait que des brouillons trouvés chez la maîtresse d'Alexis, et que le mot *à présent*, dans lequel les accusateurs voyaient tout un complot, se trouvant deux fois raturé et rétabli, on ne pouvait savoir si Alexis l'avait définitivement écrit.

Pendant que le malheureux se débattait sous tant d'accusations et de subtilités, Pierre apprend que l'ancienne tsarine Eudoxie et la princesse Marie, sœur d'Eudoxie, et comme elle enfermée au couvent de Souzdal, ont quitté l'habit religieux. Ordre est aussitôt envoyé de faire venir à Moskou les deux princesses, le procureur du couvent, l'archevêque de Rostof[1], Dosipheï leur confesseur, et le général Glébof, accusé d'être l'amant de la tsarine disgrâciée. Tous les boyards impliqués dans le procès d'Alexis sont en même temps transférés de Pétersbourg à Moskou, et les habitants de cette grande ville déclarés responsables des criminels dans le cas où ils parviendraient à s'échapper. Les interrogatoires des moines de Souzdal, firent connaître que depuis neuf ans Eudoxie et Glébof vivaient ensemble; ils s'étaient promis le mariage, sur la foi d'un songe de l'archevêque Dosipheï, qui prédisait à Eudoxie le retour de sa puissance et de ses honneurs, et avaient même échangé leurs anneaux, selon le mode des fiançailles russes; on sut

[1] Petite ville du gouvernement de Jaroslaf.

de même que la princesse Marie avait aidé sa sœur à sortir du couvent en lui fournissant des habits séculiers. Pierre rendit publique, par un manifeste, la conduite d'Eudoxie; celle-ci, menacée du dernier supplice, avoua n'avoir porté que six mois l'habit monastique, et implora son pardon. Elle en fut quitte pour le knout, que lui administrèrent les religieuses d'un nouveau couvent dans lequel elle fut enfermée, et plus sévèrement détenue. Marie subit le même châtiment. Quant à Dosipheï, il était réservé à la roue; mais il fallait d'abord qu'il fût dégradé. Pierre assembla donc son clergé : « Vous avez le droit, demanda-t-il aux prélats, de faire un évêque? » Et, sur leur réponse affirmative, il ajouta : « Vous pouvez donc aussi le défaire. » Dosipheï fut effectivement déchu de sa dignité, et livré aux juges séculiers.

En même temps on mit à la question les amis, les confidents et les complices du tsarévitch; l'un d'eux déclara qu'Alexis avait dit un jour : « Il viendra un temps où, dans l'absence de mon père, je n'aurai qu'un mot à prononcer devant les évêques; ils le diront aux popes, qui le rediront à leurs paroissiens, et l'on me placera sur le trône même malgré moi. » Souvent il avait promis que Pétersbourg ne resterait pas longtemps debout sous son règne; et toutes les fois qu'il devait assister avec son père à quelque cérémonie publique, visiter de nouveaux édifices ou voir lancer un vaisseau, il avait coutume de dire : « J'aimerais mieux être aux galères ou avoir la fièvre. »

Le 15 mars 1718, un grand nombre d'accusés subirent à Moskou le dernier supplice. Pierre prodigua dans cette circonstance les raffinements de sa cruauté habituelle. Kikin, l'évêque Dosipheï, le procureur du couvent de Souzdal, et plusieurs moines, furent rompus vifs; le corps de Dosipheï fut jeté au feu, et sa tête fut, avec celle de Kikin et du supérieur de Souzdal, exposée au bout d'une pique. Glébof, l'amant d'Eudoxie, fut empalé au milieu du cercle que formaient les têtes de ses amis et de ses complices. On raconte que Pierre vint contempler l'agonie de ce malheureux, et essaya de lui arracher, sur l'épieu fatal, de nouveaux aveux : Globof fit signe au tsar de s'approcher, et lui cracha au visage. Un page qui avait tenté de sauver Kikin, les religieuses et les moines de Souzdal, subirent le knout ou les battogues.

Au milieu de ces horreurs, le tsar reçut les félicitations publiques du vil troupeau d'esclaves et de courtisans qui composaient sa cour, et dont la plupart avaient en secret fait des vœux pour le tsarévitch. Un sénateur le félicitait d'avoir apaisé ces troubles naissants : « Quand le feu, répondit-il, trouve de la paille, il la brûle; mais s'il rencontre le fer, il faut qu'il s'éteigne. » Après les exécutions, il retourna à Pétersbourg. On croyait sa colère apaisée, et toutes les recherches concernant la fuite de son fils terminées. Il n'en était pas ainsi : au commencement de juin, une nouvelle commission fut assemblée, et les interrogatoires, c'est-à-dire, la question et les tortures recommencèrent. La maîtresse d'Alexis comparut, et fut contrainte de déposer contre son amant. Le résultat des

témoignagnes que Pierre rassembla de tous côtés, fut le même que par le passé : on y voyait la malveillance du tsarévitch pour son père, mais aucune trace de complot sérieux; Alexis n'était coupable que par l'intention, la crainte l'ayant toujours contenu. Le reproche le plus grave que, cette fois, ses juges purent trouver, fut de n'avoir pas avoué que Marie, la sœur de sa mère, était confidente de son projet de fuite. Il répondit qu'il avait oublié de faire cet aveu, et demanda du temps pour se rappeler et mettre par écrit d'autres oublis involontaires. Deux jours après, son père l'interrogea lui-même, et retourna en tous sens cet esprit indécis et lâche pour y trouver une pensée et un sentiment qui eût l'ombre d'un mouvement de rebellion. Il revint sur ce mot *à présent*, deux fois raturé dans la lettre adressée de Naples aux évêques, et fit déclarer à son fils que, par ce mot, il avait entendu que sa lettre fût répandue dans le public pour intéresser la nation; en outre, il lui arracha qu'en recevant la nouvelle de la révolte de l'armée du Meklembourg, il avait dit : « Dieu veuille que cela ne finisse pas comme mon père le voudrait bien ! » et qu'il s'était déterminé à aller trouver les révoltés, au cas où ils seraient les plus forts.

Dans cette cruelle inquisition, dans les continuelles obsessions du tsar envers son fils, faut-il voir le désir de trouver ce malheureux plus coupable, et d'ajouter les tortures morales au supplice qui lui était réservé? ne peut-on pas supposer aussi que Pierre fouillait au fond de cette âme abjecte pour y chercher un reste de vigueur, quelque sentiment dont l'énergie pût être tournée au bien? Il est impossible d'affirmer ce qui se passait dans le cœur de cet homme étrange; mais il paraît certain que sa détermination suprême n'était pas encore prise, et les historiens russes ont affirmé qu'on le vit, dans la dernière période de ce drame sanglant, se jeter souvent à genoux et demeurer en prières de longues heures, demandant à Dieu de l'éclairer sur ce qu'exigeaient les véritables intérêts de la Russie.

Le 4 juin, par son ordre, le sénat et le clergé se réunirent; Alexis fut amené devant ses juges, et on récapitula tous les incidents du procès. Les lettres du tsar à son fils, les réponses de celui-ci, ses aveux, furent lus successivement. Puis le tsarévitch se déclara publiquement coupable, et fut reconduit dans la citadelle.

A ce moment, Pierre fit parvenir aux juges une lettre signée de sa main, et conçue en ces termes : « Vous venez d'être suffisamment informés du crime de mon fils contre nous, son père et son souverain : crime presque inouï dans le monde. Quoiqu'en vertu des lois ecclésiastiques et civiles, celles surtout de la Russie, qui permettent même au simple citoyen de juger son fils, nous puissions nous établir seul juge de son crime, cependant la crainte de Dieu nous arrête, et nous craignons de nous tromper, car chacun voit moins clair dans ses affaires personnelles. » Suivaient des considérations générales; puis le tsar reprenait : « Nous avons promis, d'abord par écrit, puis de vive voix, à notre fils son

pardon, s'il déclarait sincèrement ses fautes. Mais il s'est rendu indigne de ce pardon, en taisant plusieurs circonstances importantes et surtout son dessein de rebellion contre son père et son souverain. Et quoique cette affaire soit du ressort des juges séculiers, à qui nous allons le dénoncer par une loi expresse, cependant, pour ne pas nous égarer, nous demandons vos avis, et nous écoutons la parole de Dieu qui ordonne d'interroger les ecclésiastiques sur la loi divine. Ce n'est donc pas une décision que nous demandons aux membres du clergé; nous le prions seulement, comme interprètes de la parole divine, de nous montrer, par le texte des saintes écritures, quelle peine mérite le crime de notre fils, crime qui est le même que celui d'Absalon. Vous nous donnerez votre réponse par écrit, afin qu'elle nous serve de règle, et que nous puissions, en cette affaire, avoir la conscience en repos. Nous vous protestons par le jugement de Dieu que vous devez agir sans aucun respect humain, sans passion et sans crainte. »

La déclaration aux juges séculiers était à peu près la même; elle finissait en ces termes : « Je vous jure par Dieu même, et par le jugement dernier, que vous ne devez avoir aucune crainte, et que vous devez oublier que vous jugez le fils de votre souverain. Ne regardez pas la personne, mais jugez avec équité, et ne perdez ni votre âme ni la mienne, afin que nous soyons innocents au jour du jugement terrible, et que notre patrie jouisse d'un repos durable. »

En conséquence de cet ordre du souverain, l'accusé comparut le 17 juin devant ses juges; il fut encore interrogé, et renouvela tous les aveux qu'il avait déjà faits, en y ajoutant, sans doute par terreur et pour s'humilier davantage, d'autres pensées coupables, et en entraînant, dans son malheur, de nouvelles victimes. Il déclara qu'en se confessant, il s'était accusé de souhaiter la mort de son père, et que son confesseur, en lui donnant l'absolution, avait ajouté : « Dieu vous pardonnera; nous le souhaitons aussi. » Il avait appris de ce même directeur que le peuple, en buvant à sa santé, avait coutume de l'appeler l'espérance de la Russie.

Le 21 juin, les chefs du clergé donnèrent leur sentiment par écrit sur le crime du tsarévitch. Ils citaient d'abord ces passages de l'Exode : « Respecte ton père et ta mère... Tu ne maudiras point le prince de ton peuple... Que celui qui aura frappé son père ou sa mère meure de mort. » Puis ils rappelaient l'histoire d'Absalon, proposaient l'exemple de Jésus-Christ qui s'est soumis à son père, et les préceptes du Sauveur qui a ordonné de rendre à César ce qui appartient à César; enfin, ils citaient plusieurs autres passages tirés de l'ancien et du nouveau Testament, et, soumettant la décision du procès à la prudence du souverain, continuaient ainsi : « Si notre monarque très-clément veut punir le pécheur suivant la grandeur de sa faute, il a sous les yeux les exemples que nous lui présentons, et que nous avons tirés de l'ancien Testament. S'il veut être clément, il a l'exemple de notre Sauveur lui-même, de Jésus-Christ, qui reçoit l'enfant prodigue après son repentir, qui renvoie en paix la femme adultère... Il a aussi

l'exemple de David qui, voulant épargner son fils et son persécuteur, dit à son général Joab et à ses autres capitaines : *Épargnez mon fils Absalon*. Le père voulut l'épargner, mais la justice de Dieu ne l'épargna pas. Enfin le cœur du souverain est dans les mains de Dieu : qu'il choisisse le meilleur parti. » Ceux des évêques, archimandrites et popes, qui se croyaient le plus compromis par leur ancienne amitié pour le tsarévitch, s'empressèrent de signer ce manifeste assez semblable à une sentence de mort. L'archevêque de Riazan qui, un jour, dans un sermon avait eu l'imprudence de faire l'éloge d'Alexis, y inscrivit le premier sa signature.

Ces mesures prises, Pierre envoya un de ses conseillers à son fils, avec ordre de lui adresser les questions suivantes :

« Pourquoi il n'avait pas voulu suivre son père et remplir ses volontés, s'il ne savait pas que c'était une honte et un péché que la désobéissance?

« Pourquoi il avait vécu dans l'indolence et sans craindre aucune punition?

« Pourquoi il avait recherché la succession par une autre voie que l'obéissance, comme son père l'y avait engagé? »

Lorsqu'ils cessaient d'être des bêtes féroces, ces Russes, comme tous les sauvages, redevenaient des enfants. A ces questions devenues au moins inutiles par leur répétition, Alexis répondit avec une simplicité puérile : « qu'il savait bien que la désobéissance est un péché, mais que, livré dans son enfance aux femmes et aux nourrices, il n'avait appris d'elles qu'à mentir et à s'occuper de vains amusements : qu'ensuite il n'avait rien appris de mieux de ses gouverneurs les Nariskin; que lorsque son père avait voulu qu'il sût l'allemand, il ne s'était adonné à cette étude qu'avec dégoût; que Mentschikof, auquel son père l'avait confié en dernier lieu, l'avait mieux surveillé; mais qu'en l'absence de ce vigilant précepteur, on n'avait cherché autour de lui qu'à flatter son penchant pour la paresse et son goût pour les plaisirs; qu'il n'en avait jamais eu de plus grand que de se trouver avec les popes et les moines, et de s'enivrer avec eux; qu'habitué à vivre avec ces gens-là, c'était eux qu'il respectait et qu'il prenait pour modèles; que par eux il concevait chaque jour plus d'éloignement pour le métier des armes, et pour les autres occupations qui conviennent à un prince; qu'ainsi il avait pris l'habitude d'aimer à vivre loin de son père; que devenu plus libre, lorsque le soin de l'administration lui avait été confié [1], il s'était livré plus encore à son goût pour les moines et les prêtres; qu'il avait été affermi par Kikin dans ses habitudes; qu'envoyé par son père dans les pays étrangers, il y avait peu profité, et n'avait pas changé son caractère dépravé; que ce mauvais caractère l'avait empêché de redouter la punition paternelle... » Et il y a encore toute une page de cette déclaration où les fautes, les plus vénielles pour un Russe, sont consignées dans leurs plus minitieux détails. On voit que le malheureux était pro-

[1] Pendant la campagne du Pruth.

digne de confessions; il en écrivait autant qu'en exigeait son père, et c'était à force d'humilité qu'il espérait conjurer la colère de ce terrible juge.

On a prétendu que ces aveux lui furent arrachés dans sa prison par le knout et les tortures; Levesque, Voltaire et Leclerc, tous les trois historiens de la dernière moitié du XVIIIe siècle, et le premier peu favorable au tsar dans tout le récit de ce procès, n'ont pas eu de peine à réfuter ce fait invraisemblable : si Pierre eût secrètement torturé son fils, il eût pris ses mesures pour que les autres détenus ne pussent pas le révéler plus tard. D'ailleurs, il suffit de suivre Alexis dans les péripéties de ce drame, pour être convaincu que la lâcheté de son caractère suffit, sans violences physiques, à lui imposer les témoignages du plus humble repentir.

Tant d'avilissement ne le sauva cependant pas : ses juges aussi lâches, et pour la plupart aussi tremblants que lui, le condamnèrent à mort d'une voix unanime. Voici les principaux articles du jugement rendu par la commission devant laquelle il avait comparu : « En l'année 1718, le 24 juin, par ordre exprès de Sa Majesté tsarienne et signé de sa main, nous soussignés ministres, sénateurs, officiers et membres de l'état civil... quoique suivant la loi de l'empire de Russie, et comme sujets naturels de Sa Majesté tsarienne, il ne nous appartienne pas de faire ce qui dépend uniquement de la volonté illimitée de Sa Majesté, dont la puissance vient de Dieu seul et n'a pas de bornes, et que par conséquent elle seule puisse porter ce jugement; cependant, pour obéir à l'ordre sublime de Sa Majesté tsarienne, notre suprême seigneur, après un sain examen sur notre conscience chrétienne, sans crainte, sans complaisance, sans acception de personne, ayant devant nous la loi de Dieu... nous avons conclu et arrêté unanimement et sans contradiction que le tsarévitch Alexis, par l'attentat et le crime commis par lui contre son père et son souverain, est digne de mort. Car, quoique Sa Majesté tsarienne, par sa lettre envoyée de Spa au tsarévitch, lui ait promis son pardon s'il revenait de plein gré... cependant il s'en est rendu indigne en ne revenant pas volontairement, comme il est suffisamment constaté par le manifeste du 3 février 1718, imprimé et publié par ukase de Sa Majesté tsarienne. Il est vrai que, lorsque le 3 février, le tsarévitch fut introduit dans la salle d'audience à Moskou, Sa Majesté tsarienne eut pitié de lui comme d'un fils qui demandait grâce et implorait son pardon, et qu'il le lui promit, mais sous la condition que le tsarévitch déclarerait, sans rien celer, ce qu'il avait fait, et ce qu'il avait eu dessein de faire jusqu'à ce jour contre Sa Majesté, tous ceux qui l'avaient aidé par des effets ou par leurs conseils, ou qui avaient été instruits de ses projets, ajoutant que s'il gardait le silence sur quelque fait, ou sur quelque personne, son pardon demeurerait sans effet... Non-seulement il a gardé le silence sur un grand nombre de personnes, mais même sur les faits les plus graves et les plus criminels, principalement sur son dessein de rebellion contre son père et seigneur, et sur son ambition conçue depuis longtemps de s'emparer

du trône de son père, même du vivant de ce prince, par différentes ruses et de mauvais moyens, mettant son espérance dans le bas peuple, et souhaitant la mort de son souverain. Par là, il a perdu le pardon que son père et seigneur lui avait promis, s'il faisait un aveu général en présence de Sa Majesté tsarienne des ordres ecclésiastiques et séculiers, et devant les juges commissaires... Un projet aussi crimiuel, et presque inouï dans le monde, de donner la mort à son suprême seigneur, le père de la patrie, à son très-clément père suivant la chair, est digne de mort...

« Et quoique, comme esclaves et sujets, nous prononcions cette décision dans toute la tristesse de notre cœur, et les larmes aux yeux, considérant qu'il ne nous convient pas, à nous qui sommes soumis à la puissance monarchique de porter un tel jugement, et surtout contre le fils de notre clément souverain; cependant, comme c'est sa volonté que nous jugions, nous déclarons ici notre juste opinion et notre jugement dans toute cette pureté et cette conscience chrétienne, avec laquelle nous espérons comparaître au jugement juste et terrible du Dieu tout puissant. D'ailleurs, nous soumettons cette décision à la volonté et à la puissance illimitée de Sa Majesté tsarienne, notre très-clément monarque. »

Cent vingt-quatre juges tirés de tous les ordres de l'état signèrent ce jugement. Le tsarévitch fut amené le lendemain dans la chambre du sénat; il y renouvela encore une fois l'aveu de ses fautes; on lui lut son jugement, et il fut reconduit en prison. A partir de ce moment, que se passa-t-il? Les historiens russes, d'après lesquels Levesque a écrit son histoire, ont prétendu que le saisissement, l'agitation, l'image d'une mort ignominieuse, avait fait tomber en apoplexie le tsarévitch. Mais au récit de cette mort que le hasard aurait fait survenir si à propos, l'anglais Henri Bruce, alors en Russie, oppose l'autorité de son témoignage impartial et contemporain. « Le jour qui suivit le prononcé du jugement, dit Bruce, Sa Majesté accompagnée de tous les sénateurs et évêques, et de plusieurs autres personnages se rendit au château, et entra dans la pièce qui servait de prison au tsarévitch. Peu de temps après, le maréchal Weyde sortit, et m'ordonna d'aller chez M. Bear droguiste, dont la boutique était proche, et de lui dire de faire la potion forte (*strong potion*) qu'il avait commandée lui-même, vu que le prince était très-mal. En apprenant l'objet de mon message, M. Bear devint pâle, la frayeur le saisit : son état de trouble me frappa au point que je lui demandai quel en était le sujet; mais il ne put me répondre. Sur ces entrefaites le maréchal arriva, dans le même désordre que le droguiste, lui reprochant de n'être pas assez expéditif, vu que le prince était dans un accès d'apoplexie. Aussitôt le droguiste lui donna une coupe d'argent avec son couvercle; le maréchal la porta lui-même dans l'appartement du prince, chancelant à chaque pas comme un homme ivre. Une demi-heure après, le tsar suivi de tous les assistants, se retira avec la contenance la plus triste ; sur-le-champ, le maréchal

m'ordonna de rester dans la chambre du prince, et en cas de quelque accident, de l'en informer immédiatement. J'y trouvai deux médecins et deux chirurgiens de quartier, avec lesquels je dînai. L'officier de garde était avec nous, on ne tarda pas à appeler les médecins pour qu'ils se rendissent auprès du prince qui tombait de convulsions en convulsions; il expira vers les cinq heures après midi. J'allai directement en informer le maréchal qui sortit à l'instant pour en donner avis à Sa Majesté, qui lui ordonna de faire embaumer le corps. Le corps fut mis dans un cercueil que l'on couvrit d'un velours noir, sur lequel on étendit un drap richement brodé en or. On le transporta du château à l'église de la Sainte-Trinité, où il demeura jusqu'à onze heures du soir. Il fut reporté au château, et déposé dans le caveau royal, auprès de la tombe de la princesse Charlotte. Le tsar, avec la tsarine, et les principaux de la noblesse, assistèrent solennellement à cette cérémonie. On a varié sur le récit des circonstances de la mort du tsarévitch. On répandit dans le public qu'à la lecture qui lui fut faite de sa sentence de mort, la frayeur le fit tomber en apoplexie et qu'il en mourut. Très-peu de personnes ajoutèrent foi à cette mort naturelle, mais il était dangereux de dire ce que l'on en pensait. Les ministres de l'empereur et des États de Hollande, furent exilés de la cour pour avoir parlé trop librement à cette occasion; toutefois ils ne tardèrent pas à être rappelés[1]. »

Tel est le récit de Bruce : Alexis ne fut ni étranglé, ni décapité dans sa prison; il ne mourut pas de mort accidentelle. Son père le fit condamner juridiquement à mort, et le fit ensuite empoisonner, probablement pour éviter les embarras d'une exécution solennelle aux yeux de l'Europe, et pour échapper aux recours en grâce. Le parjure du tsar, sa longue indécision, les cruelles exécutions qui ensanglantèrent tout le cours de ce procès, ont donné, à la juste condamnation du tsarévitch, l'apparence d'un acte de sauvage férocité. Cependant de nombreux et irrécusables témoignages attestent[2] que Pierre ne demeura pas insensible au malheur dont il s'était frappé lui-même : il pleura véritablement ce fils qui avait menti à sa destinée, et renié les glorieux desseins de son père. Tous les fils de Catherine moururent en bas âge; et, lorsque le créateur de la Russie, isolé au sommet de l'édifice qu'il avait bâti, incompris de tout son peuple, odieux à la tourbe des prêtres et des boyards, trompé même de ses plus chers favoris, jeta un coup d'œil sur l'avenir, et y lut l'incertitude du succès pour cette œuvre au profit de laquelle il avait dépensé une volonté, une persévérance, un génie surhumain, on peut croire qu'il eut une douleur vraiment profonde, et qu'il versa

[1] *Mémoires de Peter Henry Bruce*, p. 185 et 186. — Pour tout le reste du procès, Voltaire, Leclerc, Segur, et surtout Levesque.

[2] A la fin de cette même année 1718, fut frappée une médaille pour servir de monument à *une douleur inconnue*. On raconte aussi que le tsar, dans un moment de sombre tristesse, s'enferma dans une pièce de Peterhof avec l'intention de s'y laisser mourir de faim. Dolgorouki ne parvint à l'arracher à sa retraite, qu'en lui rappelant ses devoirs de souverain. V. Leclerc, t. III, p. 500 et suiv.

des larmes sincères sur le fils qui aurait pu être le compagnon de son labeur et de sa gloire, et qui avait mieux aimé s'unir à ses ennemis.

Toutefois, cette âme dure et fière refoula sa douleur et glorifia jusqu'au bout son impitoyable justice. Peu de jours après les funérailles du tsarévitch, Pierre fit lui-même, devant le sénat, l'éloge de son équité et de son dévouement pour la nation. Puis il continua à sévir contre les amis de son fils; et, sans doute afin que cette lugubre année de 1718 vît l'expiation de tous les crimes et de tous les scandales, il comprima, par de nouveaux règlements, que nous exposerons un peu plus loin dans tout leur détail[1], ce clergé tour à tour, et selon les circonstances, si servile ou si redoutable; puis il institua un tribunal pour rechercher et punir les malversations, que plusieurs fois, comme nous l'avons vu, il avait voulu réprimer, et qui reparaissaient sans cesse dans cette société corrompue. Mentschikof, Apraxin, Gagarin, gouverneur de Sibérie, et les plus distingués d'entre les Russes, étaient encore au nombre des coupables. Gagarin et le voïevode de Kargapol payèrent pour tous : ce dernier avait à expier le double crime d'avoir mal rendu la justice, et d'avoir volé l'État et ses administrés: il fut écartelé. Puis, lorsque le sénat eut prononcé le jugement, Pierre ajouta : « J'ordonne que ses membres coupés par morceaux soient distribués à tous les voïevodes, pour leur apprendre à être justes et à ne pas opprimer mes sujets. » Quant aux autres, convaincus de péculat, ils payèrent de fortes amendes; le tsar voulut bien leur laisser la vie en considération de leurs anciens services; il les fit venir, et se contenta de les assommer de coups de canne. Les châtiments corporels, infligés de sa main royale, étaient un vieil usage qui plaisait à son tempérament et qu'il avait conservé, ne comprenant pas sans doute quel immense intervalle cette seule habitude jetait entre la civilisation moskovite et les mœurs de l'Occident.

Pendant tout le temps que dura ce douloureux procès, les réformes, les institutions, les expéditions scientifiques et les négociations suivirent leur cours comme si le plus grand calme eût régné à Peterhof et au Kremlin. Pierre, aussitôt après son retour de France, tout en procédant à ses enquêtes sur la conduite et les desseins de son fils, visita les provinces baltiques arrachées à la Suède, donna de nouveaux règlements à Saint-Pétersbourg, se rendit de là à Moskou, se transporta à Tsaritzin sur le Volga inférieur, arrêta les incursions des Tatars du Kouban, construisit des lignes du Volga au Don, fit élever des forts de distance en distance, d'un fleuve à l'autre; et, pendant ce temps-là même, il donna la sanction et fit faire les premières applications du code qu'il avait composé et fait imprimer à Dantzick.

L'année précédente, 1717, le tsar, dans l'intention de faire des recherches sur le passage aux Indes par le nord de l'Asie, avait envoyé un officier, savant mathématicien, avec des présents pour les princes tatars. Cet envoyé put pénétrer dans

[1] Avec les mesures définitives des années 1721 et 1722.

la Sibérie centrale jusqu'à la Léna, le troisième des grands fleuves qui parcourent ces contrées silencieuses et portent à l'Océan septentrional leurs flots glacés; mais il ne put pénétrer à l'orient de la province d'Irkoutsk, et fut obligé de revenir, rapportant pour unique fruit de ses travaux une carte de ces régions alors presque inconnues. Dans le même temps, Pierre reçut de fâcheuses nouvelles de l'expédition qu'il avait envoyée, vers la fin de 1714, à l'est de la Caspienne. Sur le récit des richesses aurifères qui, disait-on, se trouvaient mêlées au sable du Sir-Daria (ancien Jaxartes), il avait chargé le prince Alexandre Bekevitch de débarquer avec trois mille hommes sur le rivage du lac Aral, à l'embouchure de ce fleuve, d'y construire un fort, de s'avancer ensuite dans le pays pour tâcher de découvrir les mines qui fournissaient cet or. Bekevitch remplit ces instructions; et d'abord, loin de rencontrer aucune résistance, il fut aidé par les Tatars Usbeks dans la construction de sa forteresse. Mais ceux-ci avaient voulu seulement lui inspirer une confiance funeste; ils le détournèrent de remonter le fleuve; ils le conduisirent à travers le désert dans leur camp; et là, ils le massacrèrent avec toute sa troupe au milieu d'un festin. Le fort fut détruit, les vaisseaux russes brûlés : il ne resta aucun vestige de cette expédition, l'une des premières et la plus malheureuse que les Russes aient jamais tentées dans ces régions de la Haute-Asie.

Les négociations et les relations avec la Chine, furent plus heureuses. Nous avons vu comme, en 1689, les limites des deux empires avaient été déterminées par une double commission russe et chinoise. Depuis ce temps, Pierre n'avait négligé aucune occasion d'entretenir avec la Chine des relations commerciales. Il obtint, dans les premières années du XVIIIe siècle, la permission d'envoyer des caravanes à Peking. L'empereur Kang-si autorisa en même temps, par une faveur toute spéciale à la Russie, l'établissement d'un collége de prêtres russes et la construction d'une église pour l'exercice du culte catholique grec, dans un des faubourgs de Peking. Cette église marquait la limite qu'il était interdit aux marchands russes de franchir dans l'empire chinois. Les caravanes mettaient trois ans à accomplir le double trajet des limites de la Sibérie à Peking; d'ailleurs leur commerce était lucratif, et il l'eût été plus encore, sans les vexations et les déprédations exercées par le prince Gagarin, successeur de Golowin. Ce gouverneur des provinces sibériennes fut mandé dans cette terrible année 1718, pour rendre compte de sa conduite auprès du tribunal chargé de punir les malversations, et il paya de sa tête les crimes de son administration. Nous avons dit plus haut[1] que Khang-si, sentant défaillir ses forces, et mettant plus de confiance dans le savoir d'un médecin européen que dans les soins des docteurs chinois, avait demandé un médecin à l'empereur russe, et que Pierre s'était empressé de lui envoyer plusieurs Européens, au nombre desquels se trou-

[1] A l'année 1715.

vait Laurent Lange, qui a laissé un récit de ce voyage. Les soins de nos docteurs ne sauvèrent pas le souverain chinois, mais ils furent profitables à la science, et fournirent de précieux renseignements propres à compléter les documents et les récits des missionnaires jésuites établis dans d'autres parties de l'Empire. Le successeur de Khang-si, son fils Joung-thing, restreignit, quelques années plus tard, en 1721, les concessions accordées par son père au commerce russe, pour punir les désordres commis par plusieurs de leurs caravanes. Par un nouveau traité, les Russes n'eurent plus le droit de commercer que sur les frontières des deux empires; et c'est environ de ce moment, que date la prospérité des deux villes de Kiatcha et de Maïtchin, situées, l'une à l'extrémité méridionale de la Russie, l'autre au nord de la Chine tatare, lesquelles devinrent le double intermédiaire et le principal point de contact du commerce russe avec le commerce chinois.

Telles furent les relations extérieures et les expéditions dont cette période du règne de Pierre le Grand vit le développement ou recueillit les fruits. Les règlements donnés à Saint-Pétersbourg, et les nouvelles institutions, n'eurent pas moins d'importance. Il semble que dans le temps même où il se préparait à rejeter du trône un indigne héritier, le législateur russe ait voulu embrasser toute son œuvre et l'accomplir à lui seul dans ses moindres parties. Son activité, ou plutôt sa fièvre de travail, redoubla à ce moment; les prescriptions des codes antérieurement édités, furent révisées, d'après les observations que lui avaient fournies ses derniers voyages, et mises en vigueur; la conduite des juges fut surveillée avec un soin extrême, et la vénalité impitoyablement punie de mort. Une police, placée sous la surveillance d'un lieutenant-général, fut instituée à Saint-Pétersbourg, mais sans être limitée à cette capitale. Au tribunal que cet officier était chargé de présider, ressortissaient un grand nombre de tribunaux inférieurs, répartis dans toutes les provinces de l'empire, et veillant au maintien de l'ordre intérieur. Les jeux de hasard furent sévèrement interdits; le tsar publia un édit qui défendait d'acquitter les dettes de jeux dépassant la valeur d'un rouble; le luxe des habillements fut réglé par des lois somptuaires; et, en même temps, Pierre donna une large impulsion à l'industrie en établissant à Pétersbourg de nombreux artisans français auxquels il avait offert, pendant son voyage, des conditions avantageuses. Des fabriques, des manufactures, où étaient tissées les riches étoffes de la Perse et de la Chine, s'élevèrent dans plusieurs grandes villes de Russie, et firent concurrence, sous les froides latitudes de Pétersbourg et de Moskou, aux villes industrielles qu'avait animées en France le souffle vivifiant de Colbert. De l'année 1718, qui vit publier trente-six ordonnances, date l'uniformité des poids et mesures, l'établissement d'un conseil des mines pour l'exploitation des richesses de l'Oural, l'institution d'un tribunal de commerce composé de nationaux et de membres étrangers, mesure équitable qui rendait la faveur égale pour tous les artistes et tous les fabricants. Les entrepreneurs des manufactures de drap et des autres étoffes de laine, reçurent une somme d'argent

considérable, afin de pourvoir aux premières dépenses de leur établissement. Les fabriques d'armes se multiplièrent; Pierre dessina le plan du canal et des écluses de Ladoga, destinés à faire communiquer la Néva avec d'autres rivières navigables, sans être obligé de faire un grand détour par le lac sujet à de fréquentes tempêtes. Il nivela de sa main une grande partie du terrain, et dirigea tous les travaux. Il construisit aussi les grands bassins du port de Kronstadt; efin le tsar activa la construction de ce canal dont nous avons déjà parlé, et qui devait unir la Caspienne au golfe de Finlande. Pétersbourg, éclairée par des réverbères, comme la capitale de la France, munie de pompes contre les incendies jusqu'alors très-fréquents, avait subi une admirable transformation : ce n'était plus la cité naissante, toute de bois et mal peuplée; c'était une grande ville, populeuse, pleine d'églises, de palais, d'écoles, d'hospices, industrieuse, commerçante, qui recevait, dans certaines années, jusqu'à deux cents navires de commerce étranger dans son port[1].

A cette prospérité intérieure, répondaient au dehors la gloire et la considération. Nous avons laissé Goërtz, à l'époque du voyage de Pierre en France, au milieu des fils compliqués de sa vaste conjuration. Après divers projets et de vaines tentatives de conciliation, voici à quel plan définitif s'arrêtait cet ingénieux aventurier. Nous résumons, d'après Voltaire, les vastes desseins que nous avons déjà esquissés. Goërtz proposait au tsar l'acquisition du Meklembourg. Le duc Charles, qui possédait ce duché, avait épousé une fille du tsar Ivan, frère aîné de Pierre; il avait contre lui la noblesse du pays : mais Pierre le soutenait avec une armée. Le roi d'Angleterre, électeur de Hanovre, appuyait de son côté la noblesse. En cédant le Meklembourg à la Russie, on donnait, en équivalent, au duc Charles, une partie de la Prusse et le duché de Courlande; ainsi la Prusse et la Pologne étaient destinées à payer les nouveaux agrandissements de la Russie. Stanislas reprenait le trône aux dépens d'Auguste; la Suède recouvrait Verden et plusieurs villes de ses possessions allemandes sur l'électeur-roi d'Angleterre; la Suède, pour compensation à ses pertes sur la Baltique, enlevait la Norvège au Danemark. Pierre Ier et Charles XII, unis par une alliance offensive, envoyaient une armée en Écosse, et renversaient George Ier. La chute du roi d'Angleterre entraînait en France celle du régent, et c'était par ce point de contact que les desseins de Goërtz touchaient à ceux du cardinal Albéroni : le régent renversé, la France était livrée à l'influence des Bourbons d'Espagne. Ce qu'il y a de plus clair dans tout ce vaste projet, inexécutable en beaucoup de points, c'est le profit considérable que devait y trouver la Russie; aussi, sans en presser l'exécution, sans accorder au ministre suédois la moindre subvention, sans même se déclarer ouvertement en sa faveur, Pierre en attendait patiemment les bénéfices, bien certain d'une issue favorable à son ambition, et continuant toujours d'accroître ses forces

[1] *Mémoires* de Henry Bruce, — Leclerc, — Voltaire, — Levesque.

dans la Baltique pour les éventualités de guerre. On sait comment une balle de couleuvrine ou de pistolet bouleversa les combinaisons du ministre. Charles mort et Goërtz décapité, les conférences ouvertes dans l'île d'Aland pour la conclusion de la paix entre la Russie et la Suède, furent subitement rompues. La régente, Ulrique-Éléonore, sœur du feu roi, obtint la royauté au détriment de son neveu le duc de Holstein, fils d'une sœur aînée de Charles. Le tsar et la nouvelle reine se firent des protestations mutuelles de leur inclination pour la paix; mais en même temps, Pierre, qui trouvait bien longues les conférences d'Aland, fit déclarer aux plénipotentiaires suédois que, si les propositions qu'il avait faites n'étaient pas acceptées et consenties dans un délai de deux mois, il ferait entrer quarante mille hommes en Suède pour accélérer les négociations. Or, voici quels étaient ces conditions proposées par la Russie et appuyées d'une flotte, vers le commencement de septembre 1718 : le tsar restituait une partie de la Finlande et de la Carélie à la Suède, et conservait Vibourg, toute l'Ingrie, l'Estonie et la Livonie. Tout le reste, c'est-à-dire la cession du Meklembourg, les restitutions faites par l'Allemagne à la Suède, et la restauration de Stanislas, était conforme au plan de Goërtz. Mais, malgré ses protestations, et sans doute ses intentions pacifiques, la sœur de Charles XII ne pouvait admettre les projets du ministre que son gouverneur venait de condamner à mort. Elle se rapprocha de l'Angleterre et de la Prusse; et ses nouveaux amis, réunis aux conférences de Brunswick, lui suggérèrent un autre plan de pacification. On considéra les provinces suédoises d'Allemagne comme des possessions plus onéreuses qu'utiles à la Suède, et comme d'interminables sujets de guerre; il fut résolu de les abandonner aux puissances qui s'en étaient emparées. Mais comme il était juste qu'elles les achetassent par quelques services, elles devaient aider la Suède à rentrer dans toute la Finlande, et surtout dans la Livonie, autrefois le grenier de ce royaume. On ne laisserait au tsar, de toutes ses conquêtes, que Pétersbourg, Kronstadt et, Narva; et s'il refusait de consentir à cet accord, toutes les puissances contractantes réuniraient leurs forces pour les lui enlever. C'était là un projet pour le moins aussi chimérique que celui de Goërtz : le tsar n'était plus ce souverain sans flotte et sans armée, auquel ses voisins pouvaient imposer des lois; il le prouva bien, en ordonnant à sa flotte de quitter Kronstadt et de recommencer les hostilités, et en se préparant de tous côtés, sur terre et sur mer, à une vigoureuse offensive.

L'empereur, excité par la cour de Londres, manifesta le premier ses dispositions hostiles : il fit sortir de Vienne le résidant de Russie, sans lui donner audience de congé, et fit en même temps renvoyer de Breslau l'agent du commerce des Russes, bien qu'il demeurât étranger aux intérêts politiques. Pierre choisit dans ses États les jésuites pour en faire l'objet de ses représailles. Il les avait reçus depuis quelques années, à la sollicitation de l'empereur; il les fit chasser de toutes les provinces, et les remplaça, pour le service des églises catho-

liques romaines, par les capucins et les récollets. On eût pu croire que l'inimitié que se témoignaient mutuellement l'empereur et le tsar, amènerait une guerre longue et acharnée ; il n'en fut rien, elle eut pour unique résultat, d'un côté, le départ du résident russe, de l'autre, l'expulsion des jésuites. L'Europe entière était trop lasse des guerres qui, du nord au midi, la désolaient depuis le commencement du siècle, pour reprendre les armes, et les malheureux Suédois restèrent seuls en face de leur redoutable ennemi. Un amiral russe leur enleva deux vaisseaux de ligne et un brigantin qui portait à Stockholm un chargement de blé dont la population avait le plus grand besoin; une escadre transporta en Finlande vingt mille hommes d'infanterie et six mille cavaliers; et, en même temps, la grande flotte aux ordres d'Apraxin fit, aux environs de Stockholm, une double descente. Nordkoping et Nikoping, deux villes situées dans le voisinage de la capitale suédoise, servirent de point de débarquement; les villages, les châteaux, les maisons de campagne, les fabriques, les magasins furent détruits; quinze mille maisons furent brûlées, et les Suédois éprouvèrent une perte de plusieurs millions. Un parti de Cosaques s'avança jusqu'à deux lieues de Stockholm, et enleva un officier et plusieurs soldats de la garde; il y eut un combat en vue de cette capitale, et les Suédois furent battus malgré leur supériorité numérique. Les partis russes exercèrent sur les bords du lac Mœlar les plus grands ravages, brûlant, détruisant, jetant à l'eau tout ce qu'ils ne pouvaient pas emporter. La reine, effrayée, fit prier le tsar de suspendre les hostilités. Cependant ses espérances furent relevées un moment par l'arrivée dans la Baltique d'une flotte anglaise, par les promesses de la Prusse, du Danemark, de l'empire, et par quelques subsides que le résident de France mit à la disposition de l'armée suédoise. On put croire que la guerre allait devenir générale; il n'en fut rien. L'indécision de l'amiral anglais laissa les Suédois à leurs seules ressources; et Pierre, redoublant d'activité, ordonna à Galitzin, qui commandait en Finlande, d'attaquer la Bothnie occidentale. Les Cosaques exercèrent dans cette province suédoise les plus grands ravages : ils pillèrent et brûlèrent la ville de Umeo, réduisirent en cendres quarante et un villages, plus de mille maisons, cent treize magasins, huit barques chargées de blé, et ne trouvèrent nulle part de résistance dans ce malheureux pays dépeuplé par vingt ans de guerres continuelles. Après cet exploit, Galitzin parcourut avec ses galères le golfe de Bothnie; l'amiral suédois vint à sa rencontre avec des vaisseaux de ligne. Galitzin eut l'adresse de l'attirer, par une retraite simulée, au milieu des dangereux récifs qui bordent le rivage; et là, près d'un lieu nommé Greinham, les Russes durent la victoire, comme à Hangout, à la facilité de leurs manœuvres et à la légèreté de leurs vaisseaux. Quatre frégates, cent quarante pièces de canons, tombèrent en leur pouvoir, et, les Suédois perdirent un millier de soldats et de matelots.

Ne sachant à quel parti s'arrêter au milieu de tant de désastres et de revers, la malheureuse reine Ulrique-Éléonore abdique la couronne en faveur de son mari

Frédéric de Hesse-Cassel. Les hostilités avaient rempli tout le cours de l'année 1719 et les premiers mois de 1720. Ce fut le 2 mai de cette dernière année, que la reine de Suède résigna l'autorité souveraine. Le nouveau roi s'empressa d'envoyer au tsar un aide de camp pour l'assurer de ses intentions pacifiques. Pierre accueillit cet officier avec bienveillance, et le renvoya avec des paroles de paix, après l'avoir promené dans Cronstadt et lui avoir fait visiter ses fortifications, sa flotte et toutes ses ressources de guerre. Toutefois les hostilités ne cessèrent pas encore. Pierre persista à rejeter la médiation de l'Angleterre. Enfin celle de la France fut acceptée, et un congrès s'assembla à Neustadt, petite ville de Finlande, sous les auspices de l'ambassadeur de France en Suède, pour établir les bases de la pacification. Les conférences s'ouvrirent dans le commencement de l'année 1721. Comme elles n'agissaient qu'avec lenteur, le tsar, impatient et infatigable, réunit ses soldats, qu'il appelait ses *plénipotentiaires*, et remit sa flotte en mer. Vingt-neuf vaisseaux anglais, qui avaient joint sous Stokholm la flotte anglaise, furent presque témoins des succès des Russes; ceux-ci firent une nouvelle descente sur les rivages suédois, brûlèrent un grand nombre de bourgs et de villages, détruisirent les fabriques et dévastèrent les campagnes. Frédéric sentit combien peu d'espérances il devait fonder sur des alliés qui voyaient ravager ses états sans pouvoir ou sans oser les défendre, et il pressa la conclusion de la paix qui fut signée, le 30 août 1721, à Neustadt, aux conditions que le tsar exigeait. La Russie conserva ses conquêtes : Livonie, Estonie, Ingrie, Carélie, Finlande. Vibourg, objet d'un dernier débat de la part des Suédois, et que Pierre voulait bien, à la rigueur, abandonner, lui fut même conservé par le zèle de son ministre Ostermann; celui-ci, dépassant ses instructions, fit de la cession de cette place importante un cas de guerre; et les malheureux Suédois, épuisés et découragés, n'insistèrent plus. Les îles d'OEsel et de Dago furent également cédées à la Russie; celles d'Aland seules furent restituées à la Suède. Un échange réciproque des prisonniers des deux nations fut convenu; mais Pierre avait pris ses mesures pour que cet article du traité tournât à son avantage. Pendant que le congrès discutait les conditions préliminaires de la paix, il avait déclaré par un manifeste à tous les Suédois prisonniers dans ses états, qu'il leur serait permis d'y demeurer et de se fixer à leur choix dans toutes les villes et provinces de sa domination, excepté sur les frontières de Pologne et les bords de la Baltique; il leur assurait, pour eux et leur postérité, la pleine possession des biens qu'ils avaient acquis par leur industrie, leurs alliances ou des testaments; leur permettait d'exercer les arts, les métiers, le commerce; d'occuper des places dans les maisons des grands, d'exercer la profession d'instituteurs, faisait promesse à ceux qui voudraient embrasser l'état militaire, de ne jamais les contraindre à porter les armes contre leur ancienne patrie; donnait à tous l'espérance de la fortune et de la faveur; exemptait d'impôts pour plusieurs années ceux qui voudraient s'adonner à l'agriculture; enfin, conservait les avantages de la noblesse à ceux qui en avaient joui

en Suède, et à tous le libre exercice de leur religion. Un grand nombre de prisonniers de Lesno, de Pultava, reportés sur tous les territoires russes, ceux du moins qui n'avaient pas été envoyés aux mines de l'Oural et auxquels il avait été permis de se créer des ressources par leur industrie, demeurèrent dans les états du tsar; les autres furent renvoyés à condition qu'ils n'eussent pas contracté de dettes; et il s'en trouva si peu dans ce cas, que quelques centaines à peine des innombrables soldats dont Charles XII avait semé la Russie, revirent leur patrie. Le vaincu de Hangout, Erenschild, fut du nombre de ces derniers; le tsar, auquel tout ce qui lui rappelait son grand succès naval était cher, fit à l'amiral prisonnier de généreux présents à son départ. Quant aux prisonniers russes de Narva, ils avaient été restitués à la Russie dès 1718.

Cette glorieuse paix de Neustadt, combla de joie Pierre le Grand. Ses vœux étaient magnifiquement exaucés : il avait entrepris la guerre pour partager la possession de la Baltique; et, au bout de vingt ans, il se trouvait le maître presque absolu de cette mer. La capitale de son empire était transportée du centre de la Russie sur des rivages qui la mettaient en contact avec tout le nord et l'occident de l'Europe; il avait des arsenaux, des flottes, des armées. Enfin un traité solennel conclu avec la médiation du peuple le plus brillant et le plus éclairé du monde occidental, de cette France qui, trente ans plus tôt, avait dédaigné l'amitié de sa sœur Sophie, consacrait sa puissance et datait l'ère de la Russie nouvelle. Des triomphes, des solennités publiques, tout cet appareil de pompes et de fêtes dont le souverain russe aimait à s'entourer, célébrèrent ce glorieux événement; une amnistie accordée à plusieurs catégories de coupables, et la remise des impôts arriérés, reposèrent et réjouirent un peu cette nation russe, devenue dure et infatigable comme son souverain, et dotée par lui à son insu de tant de gloire et de grandeur.

Quant au tambour de Préobrajenski, au lieutenant d'Azof, au général de Pultava, au contre-amiral de Hangout, il jugea sa carrière militaire accomplie, et se fit décerner, par le sénat et le synode des évêques réunis, le titre d'*Empereur*. Un moment pénétrés de la gloire de leur maître, ces sénateurs et ces prêtres si souvent rebelles, y ajoutèrent, par acclamation, les titres bien mérités de *Grand* et de *Père de la Patrie*.

Le traité de Neustadt consacrait l'influence de la Russie en Europe; ne n'était pas assez pour l'ambition de Pierre le Grand. Des larges plateaux de la Russie, que la nature semble avoir formés pour être, comme les vastes plaines de l'Asie, le séjour de peuples nomades, Pierre voulait faire le trait d'union entre l'Europe et l'Asie, le centre d'une domination qui s'étendrait à la fois sur les deux plus riches parties de l'ancien monde. Rêve irréalisable, parce que la suprématie ne déserte jamais les sociétés actives, industrieuses, et que la vraie civilisation ne peut se transporter dans les tristes régions de la force matérielle et brutale : mais rêve plein de grandeur et de nationalité pour un Russe. Il fallait donc au tsar un

pied en Asie comme en Europe, des provinces sur la Caspienne comme sur la Baltique : les dissensions de la Perse lui parurent offrir une occasion favorable, et il s'empressa de s'immiscer aux querelles de ce pays.

La Perse avait eu, sous le règne de l'illustre Sophi Shâh-Abbas, des jours de gloire et de prospérité dans le commencement du XVIIe siècle. Mais elle était retombée dans l'anarchie à la mort de ce conquérant, et son débile héritier, Hoseïn-Shâh, disputait avec peine quelques lambeaux de l'autorité souveraine à ses vassaux rebelles du Daghestan et du Candahar, c'est-à-dire des deux provinces extrêmes de son empire. Le Chirvan, le Daghestan et le Lesghis, provinces qui font aujourd'hui partie du Caucase russe ou indépendant, appartenaient alors à la Perse; mais les belliqueux Lesghis étaient moins des sujets que des mercenaires, et, chaque année, ils recevaient de la cour d'Ispahan un subside à la condition de défendre les frontières. Vers 1715 et 1717, les révoltes des provinces centrales et orientales ne permirent pas au shâh d'acquitter son tribut annuel; les Lesghis descendirent alors de leurs montagnes et ravagèrent, pour se payer de leurs propres mains, les provinces qu'ils étaient chargés de défendre. Ils pillèrent, sur la Caspienne, la ville de Derbend, appelée aussi les Portes de fer, capitale du Daghestan, et, de là, s'avancèrent jusqu'à la ville de Shamacie, située sur les confins du Chirvan et de l'Arménie. Dans cette ville, que sa position rend opulente, et avec laquelle les Arméniens entretiennent un commerce considérable, Pierre, en vertu de traités antérieurs l'autorisant à acheter en Perse toute la soie qui n'était pas employée par les manufactures persanes, avait établi depuis quelques années une compagnie de marchands russes qui commençait à être florissante. Les Lesghis n'épargnèrent pas plus les Russes que les autres habitants de la ville; ils les massacrèrent, brûlèrent leurs magasins et pillèrent leurs marchandises. C'était là pour la Russie un excellent prétexte de guerre et de conquête. Pierre s'empressa de demander satisfaction à Shâh-Hoseïn et à son compétiteur l'Afghan Mahmoud, fils du gouverneur de Candahar, qui en ce moment disputait au Sophi le trône. Hoseïn, plus faible que son adversaire, s'empressa d'autoriser les Russes à tirer vengeance des Lesghis et à s'indemniser de leurs propres mains, et en même temps, implora leur secours contre l'usurpateur. Pierre transporta aussitôt à l'extrémité orientale de son empire les troupes qui lui avaient conquis la paix de Neustadt; et lui-même, accompagné de Catherine, prit le chemin de la Perse, le 15 mai 1722. Il descendit le Volga jusqu'à Astrakan; de cette ville, il alla jeter un coup d'œil aux travaux qui s'accomplissaient pour joindre par des canaux les fleuves de la Caspienne, de la Baltique et de la mer Blanche. Pendant qu'il inspectait ces travaux, ses soldats, au nombre de vingt mille fantassins, neuf mille cavaliers et quinze mille cosaques, s'embarquèrent sur la mer Caspienne, ou prirent la route de terre à travers les régions de la rive droite du Volga et les défilés du Caucase. Pierre s'embarqua à son tour, descendit sur la côte du Daghestan et s'avança jusqu'à Derbend, « qui est,

dit Voltaire, une ville longue et étroite, se joignant par en haut à une branche escarpée du Caucase, et dont les murs sont baignés à l'autre bout par les vagues de la mer, qui s'élèvent souvent au dessus d'eux dans les tempêtes. Ces murs pourraient passer pour une merveille de l'antiquité, hauts de quarante pieds, et larges de six, flanquées de tours carrées, à cinquante pieds l'une de l'autre; tout cet ouvrage paraît d'une seule pièce; il est bâti de grès et de coquillages broyés qui ont servi de mortier, et le tout forme une masse plus dure que le marbre : on peut y entrer par mer, mais la ville, du côté de terre, paraît inexpugnable. » Derbend ne se défendit pas, et Pierre y entra sans coup férir. Mais là se borna, pour cette campagne, toute sa conquête. Une tempête fit périr les vaisseaux qui lui amenaient d'Astrakan des munitions, des chevaux et des recrues, et l'hiver contraignit les Russes à suspendre leurs opérations. Pierre profita de ce repos forcé pour courir à Moskou, où l'appelaient les législations multipliées de ces dernières années de son règne.

La Perse, cependant, se débattait toujours entre Hoseïn et Mahmoud. Ce dernier se déclara contre les Russes, et s'efforça d'intéresser à sa querelle la Porte comme protectrice des princes du Daghestan. Le sultan fut sur le point de déclarer la guerre à la Russie ; ce furent la France et l'Allemagne qui l'en empêchèrent, la première, pour continuer le rôle de médiation inauguré par le traité de Neustadt, la seconde, on ne sait par quel revirement dans sa politique, après les différends des années précédentes. Mahmoud, maître de presque toute la Perse, s'avança alors en personne dans le Ghilan et le Daghestan, et ravagea ces provinces pour empêcher les Russes d'y trouver des ressources. Pierre n'y rentra pas moins au printemps de 1723. Mahmoud venait de prendre Ispahan et de s'emparer de la personne de Hoseïn. Mais le fils de celui-ci s'était échappé et continuait la guerre; comme son père, il députa au tsar une ambassade solennelle pour demander du secours. Pierre promit une armée, et obtint en échange la cession des villes de Derbend, de Bakou dont un de ses généraux venait de s'emparer, et des trois provinces de Ghilan, Mazanderan et Asterabad, lesquelles s'étendent sur le littoral sud-ouest de la mer Caspienne, et composent le territoire des anciens royaumes de Médie et d'Hyrcanie. La Porte, de son côté, jalouse des agrandissements de la Russie, s'adjugea Casbin, Tauris et Erivan, trois des places les plus importantes de la Perse. Toutes ces concessions, dans lesquelles le Sophi avait mis l'espoir d'un secours étranger, lui furent inutiles : la Turquie n'intervint que pour prendre une part de ses dépouilles, et l'armée russe ne dépassa pas les limites des provinces qui lui étaient concédées. Le désordre et l'anarchie continuèrent à désoler la Perse jusqu'au jour où le grand Nadir se saisit du sceptre.

A ces querelles intestines, la Russie gagnait trois provinces : elle ne les conserva pas longtemps après la mort de Pierre le Grand; mais du moins celui-ci traçait un plan pour l'avenir : ce n'était pas seulement la Baltique et l'Occident,

c'était aussi les riches régions de l'Asie centrale qu'il désignait à l'ambition de ses successeurs.

Les conquêtes en Perse ferment définitivement la liste des expéditions militaires du règne de Pierre le Grand. Les larges limites de la Russie, sa suprématie assurée dans le nord, sa considération et son influence dans tout le monde, c'étaient là des résultats capables de réjouir l'orgueil et de combler l'ambition de ce tsar à son avénement souverain de Moskou et d'une région sauvage, et, au déclin de son règne, chef d'un immense et puissant empire. Les agrandissements territoriaux et la puissance extérieure, n'étaient pas le seul but que Pierre se fût proposé : il n'y a pas une année de ce règne si bien rempli, qui ne nous ait montré le souverain réformateur ou législateur; mais c'est surtout dans la dernière période de sa vie, de 1718 à 1725, que cette activité créatrice redouble. Pierre était encore jeune : il n'avait pas cinquante ans; mais ses forces et son existence s'étaient usées dans la lutte et le travail. Le grand tsar se sentait défaillir; et il voulait laisser le plus possible, complète, l'œuvre qu'il avait commencée.

Nous avons jeté un coup d'œil sur les institutions et les mesures législatives de l'année 1718; son activité ne fut pas moins grande en 1719. Dans le cours de cette année, il promulgua, sous le titre de *Concordance des lois*, une révision de l'Oulajenié, rédaction des coutumes russes, publiée sous le règne de son père Alexis; il fit paraître vingt-six règlements ayant pour objet les articles suivants : institution de fabriques étrangères à Revel, ville principale de l'Estonie qu'il avait fortifiée, dotée d'un port, et qui devenait sous son impulsion énergique, l'une des places les plus commerçantes de la Baltique; le transport des marchandises dans les ports; les vaisseaux et les ancres; les constructions à Vasili-Ostrof; les sommes à prélever pour les appointements des salariés de l'État; les douanes sur plusieurs sortes de marchandises; les rations pour les régiments des gardes; la coupe des bois; les eaux minérales; les marchands; les dénombrements des sujets; les constructions nouvelles; les canaux, etc.; tous les détails les plus minutieux de l'administration. Lui-même visitait sans cesse les ateliers et les manufactures; pas un moment d'inaction, même lorsque le soin de sa santé épuisée par tant de fatigues semblait le forcer à prendre quelque repos. C'est en 1719, que, se rendant aux eaux minérales de Kalouga, où il espérait trouver un peu de soulagement à une dysurie dont il souffrait depuis quelque temps, il visita une fabrique de fer établie à quatre-vingt verstes (kilomètres) de Moskou, sur le chemin de Kalouga. Tout en causant en langue hollandaise avec les maîtres sur la fonte et le travail du fer, non seulement il examinait les procédés avec attention, mais il mettait la main à l'œuvre. Il employa les quinze jours qu'il passa à Kalouga à travailler le fer en barre, et s'adonna avec tant d'ardeur à cette occupation, qu'il forgea dix huit pouds (594 livres) de ce métal. De retour à Moskou, il ne manqua pas de réclamer son salaire au maître des forges. « Combien, lui demanda-t-il, payez-vous les

étrangers qui travaillent votre fer? — Trente kopeki par poud, répondit le maître. — Payez-moi donc dix-huit fois cette somme, reprit le tsar. » Le forgeron voulait donner à cet ouvrier royal dix-huit ducats; mais Pierre n'accepta que ce qu'il avait gagné. — Avec cet argent, dit-il en se retirant, j'achèterai une paire de souliers neufs. » Ce qu'il ne manqua pas de faire. C'était par de semblables exemples, souvent réitérés dans les fabriques, sur ses vaisseaux ou dans ses chantiers, que Pierre s'efforçait de glorifier le travail aux yeux de toute la nation russe. Une autre fois, dans le courant de cette même année 1719, il se rend le matin, vers cinq heures, à une papeterie nouvellement établie, trouve les ouvriers au travail, envoie chercher le directeur qui était encore au lit, et lui adresse de sévères reproches : tout le monde autour de lui devait déployer cette activité, ce zèle, cette passion du travail, que lui-même portait partout et toujours.

L'année 1720 fut moins féconde en ordonnances et en règlements ; mais ce fut surtout en 1721, après le traité de Neustadt, que, libre d'inquiétudes et de préoccupations extérieures, Pierre se livra tout entier à son génie législateur. L'administration générale occupa ses premiers soins. Jusqu'en 1711, elle avait été confiée, pour la partie civile et politique, à des tribunaux appelés *prikaz*. Dans cette organisation, les *stolkovié doyari* étaient les ministres d'État, et formaient la première classe de la noblesse. Les *okolnitschi-boyari*, chambellans ou gens de la cour, formaient le conseil privé. Les *doumnié-dvoraini* représentaient les conseillers d'État. Les *doumnié-diaki* faisaient les fonctions de premiers secrétaires. Il y avait trois espèces de cours de justice : les affaires secrètes se traitaient par les ministres dans le tribunal appelé *préobagenski-prikaz*. Le tribunal souverain de justice était le *soudnoï-prikaz*. Toutes les affaires concernant les domaines, les terres ecclésiastiques et celles de la noblesse, étaient jugées dans le promestenoï-prikaz. Lorsqu'il s'agissait d'affaires importantes, déclarations de guerre, traités de paix, etc., le tsar se rendait chez le patriarche et en conférait avec lui. C'était là, pour la noblesse et le patriarche, beaucoup plus d'autorité que ne leur en voulait laisser le tsar; il changea donc tout ce système en 1711, avant son départ pour l'expédition de Turquie, et y substitua le *sénat dirigeant*, c'est-à-dire quelques-unes de ses créatures chargées d'administrer sous la surveillance d'un régent, ou vice-tsar, les affaires de l'État. Mais ce n'était là qu'une institution provisoire, qui en janvier 1719, fit place à des colléges ou ministères, dont Pierre prit l'idée à la France et aux différentes nations de l'Europe, aussi bien que celle de sa police générale et de beaucoup d'autres de ses dernières créations. Il y eut, à partir de ce moment, un collége des affaires étrangères, un collége de justice, un collége de guerre, un collége d'amirauté, une chambre des comptes, des chancelleries de cour, d'artillerie, de fortifications, de bâtiments, et les prikaz devinrent les subdivisions de ces départements. Quelques modifications furent apportées en 1721 à cette vaste hiérarchie administrative; les nouvelles mesures avaient pour but de régler les attributions

des divers colléges, ou insistaient sur la nécessité d'une scrupuleuse répartition de la justice dans les tribunaux relevant des colléges. La justice, telle fut l'une des nobles et constantes préoccupations de Pierre le Grand. Il n'y eut pas une année, de 1718 à 1725, qui ne vît promulguer des séries de règlements et des lois propres à en faciliter l'administration. Parmi les lois édictées en 1721, on remarque celles qui ont pour objet le privilége des fabricants, le dénombrement de tous les sujets de l'empire, l'exploitation et la propriété des mines, l'organisation des régiments de Cosaques. En même temps, une commission fut instituée pour réviser la *Concordance des lois* publiée en 1719, et en extraire les éléments d'un code civil et criminel. La commission représenta en 1723 que les premières mesures avaient été mal prises; que l'Oulajenié, dont elle devait suivre les dispositions, était si peu systématique, et que l'ordre des matières y était si confus, qu'on ne pouvait s'y astreindre sans laisser dans le nouveau code une confusion préjudiciable aux intérêts publics. Le législateur se rendit à la justesse de ces représentations : il donna aux rédacteurs des lois la faculté de prendre pour modèle le code de Danemark ou un autre, mais à la condition expresse d'insérer dans le nouveau code les statuts de l'ancien qui pourraient convenir aux usages, aux coutumes et aux mœurs du temps. Tout en ordonnant ces mesures, Pierre publia à la fin de janvier un petit code maritime.

En parcourant la législation de Pierre le Grand [1], on est plus d'une fois surpris d'une bizarrerie apparente qui, cependant, si l'on pénètre au fond de la pensée du législateur, est justifiée par le raisonnement. Ainsi le complice est très-souvent puni plus sévèrement que le coupable. C'est que Pierre avait remarqué que les crimes commis par un homme seul étaient très-rares; et, comme la délation était encouragée dans les mœurs russes, il punissait doublement celui qui, ayant dû se faire le révélateur d'un crime, en devenait le complice. De même encore, les crimes contre lesquels Pierre sévit avec le plus de rigueur, ne sont pas les plus graves; ce sont, en général, les plus communs, par exemple, la mauvaise foi, l'infidélité dans le dépôt et dans les divers contrats, les exactions des hommes en place, la subornation des témoins, le faux serment, les banqueroutes frauduleuses. Un reproche grave et vraiment fondé qu'on peut adresser à Pierre législateur, c'est d'avoir laissé subsister trois vices fondamentaux de l'Oulajenié : la délation, la question, le châtiment de tous les parents sans distinction de sexe et d'âge, impliqués, à la façon asiatique, dans le châtiment des grands coupables. Il se contenta de restreindre la délation et de n'autoriser la question que dans certains cas particuliers. Par compensation, il améliora beaucoup, ou, pour mieux dire, créa des formes de procédure; il garantit à l'accusé la protection d'un défen-

[1] Leclerc a cité tout au long, à la fin de son troisième volume de l'*Histoire ancienne*, la première partie du *Code militaire*, publié à Dantzick, et la forme des procédures judiciaires établies par Pierre le Grand; plus, un grand nombre de lois et réglements publiés dans tout le cours de son règne.

seur, et institua l'auditeur-jurisconsulte, expressément chargé de constater l'intégrité des témoignages et de veiller à ce que la justice fût rendue d'une manière conforme aux intentions du législateur, à l'esprit des lois civiles et criminelles, et sans doute, malgré ces précautions, bien des abus continuèrent à subsister; mais dans l'administration de la justice, comme dans la plupart des réformes de ce règne, c'est moins le résultat que les intentions qu'il faut considérer; ou, pour mieux dire, si l'on veut mesurer la grandeur de Pierre I[er], c'est de ses intentions qu'il faut tenir compte, tandis que si l'on veut connaître le peuple russe, il ne faut apprécier que les pauvres résultats obtenus dans l'administration publique par le législateur malgré sa persévérance et sa volonté.

En 1722, nouveaux réglements, nouvelles ordonnances concernant la justice : les juges reçurent l'ordre « de terminer promptement les procès »; défense fut en même temps faite, « sous peine de mort, d'interpréter les lois ou les constitutions qui durent être en tout et toujours littéralement suivies. » Toutefois les chefs des tribunaux eurent ordre d'exposer au sénat les doutes qui pourraient leur survenir, et furent obligés d'attendre cette décision suprême et de s'y conformer dès qu'elle aurait obtenu l'approbation de l'empereur; afin que tous les juges, à l'arbitraire desquels l'interprétation de la loi avait jusqu'alors été laissée, et qui avaient toujours abusé de cette exagération de pouvoir, ne s'écartassent jamais de cette loi, Pierre voulut que son ordonnance, collée sur une planche de bois, fût placée devant le siége de chacun d'eux. Il ne borna pas ses soins à prévenir l'arbitraire et la corruption : il défendit « à tous les courtisans, de quelque condition qu'ils fussent, de se prêter aux sollicitations de ceux qui auraient des procès, d'appuyer leurs prétentions directement ou indirectement, et de briguer la faveur des juges sous peine d'encourir la disgrâce de l'empereur. » De plus, comme le sénat était le tribunal suprême auquel ressortisaient toutes les cours de justice, un nouveau magistrat portant le titre de procureur-général, fut placé auprès de ce grand corps politique, avec mission d'y accélérer la décision des procès et de veiller à ce que les affaires fussent traitées conformément aux lois et aux constitutions de l'empire. Ce magistrat supérieur, surveillant obligé du zèle et du mérite de chacun des sénateurs, comptait au nombre de ses toutes puissantes attributions, le droit d'adresser aux plus hauts magistrats et fonctionnaires des réprimandes publiques, de suspendre les affaires et d'adresser ses dénonciations à l'empereur; le procureur fiscal faisait entre ses mains les dénonciations des délits publics, et il avait l'inspection de la chancellerie et de tout ce qui en dépendait. La multiplicité et l'étendue des fonctions de ce procureur-général déterminèrent Pierre le Grand à lui donner un adjoint chargé de l'assister lorsqu'il était présent, et de le remplacer en son absence. Il fut spécialement ordonné à l'un et à l'autre d'examiner les lois et les constitutions susceptibles d'une

double interprétation, et de proposer au souverain des moyens propres à en faire disparaître les ambiguités.

Pas une création utile, pas un détail qui échappât à cet esprit vraiment prodigieux; nous avons parlé, à propos des grandes réformes de l'an 1699, des assemblées dans lesquelles Pierre voulut réunir les personnes de qualité des deux sexes, et, avec elles, les marchands, les charpentiers de vaisseaux et tous les hommes utiles. Il ajouta à plusieurs reprises divers articles au règlement créé à ce sujet; les rangs entre les hommes furent réglés suivant leurs emplois, depuis l'amiral et le maréchal jusqu'à l'enseigne et au lieutenant, sans aucun égard pour la naissance; les rangs étaient de même fixés pour les femmes, et quiconque, dans une assemblée, prenait une place qui ne lui était pas assignée par son grade ou sa position, payait une amende. Un dernier règlement, ajouté à tous ceux qui avaient ainsi pour but de faire céder la supériorité de la naissance et de la fortune à celle du mérite, donna rang de noblesse à tout soldat qui, par son talent et son courage, se serait élevé au grade d'officier, et fit au contraire, déchoir et devenir roturier tout boyard flétri par la justice.

Au nombre des créations utiles de ce règne, il faut citer le cabinet des raretés acheté au Hollandais Van Ruisch, augmenté d'un grand nombre d'objets propres à inspirer au peuple russe le goût et la curiosité pour les sciences et les arts. Ce cabinet devint bientôt un vaste museum d'histoire naturelle soigneusement entretenu et ouvert au public. Un jour des dernières années de son règne, Pierre se trouvait à son cabinet avec le ministre Paul Ivanovitch Jajouginski, qui, en 1722, avait remplacé Mentschikof dans sa faveur. Le favori loua beaucoup l'attention qu'avait eue le souverain de rendre publiques ces richesses, mais il ajouta : « Les spectateurs ne pourraient-ils pas donner un ou deux roubles pour contribuer aux frais d'un cabinet dont l'entretien absorbe annuellement un capital considérable? » Pierre qui connaissait bien l'esprit des Russes, répondit à son favori : « Penses-tu donc que personne vienne voir cette chambre des raretés quand on sera obligé de payer cette curiosité? Non seulement j'ordonne qu'il soit permis à chacun de la voir gratuitement, mais encore je veux que l'on donne du café, du vin de l'eau-de-vie et des rafraîchissements à tous ceux qui viendront la visiter. »

Pour ne pas perdre les bonnes idées qui lui venaient tout à coup dans l'esprit, il les rédigeait en peu de mots sur des tablettes sans lesquelles il ne sortait jamais, ou les notait en marge de la première requête qui lui tombait sous la main, avec la date et une esquisse de projet. Parmi la multitude de fragments de cette sorte que l'on a conservés, il en est un rempli de notes marginales, écrites de sa main, à la date du 22 janvier 1724, lequel a pour objet un projet d'établissement d'une académie des sciences à Saint-Pétersbourg. A l'article où il est dit qu'on associera à chaque professeur académicien deux étudiants ou adjoints, Pierre a écrit en marge : « On donnera à chaque professeur deux de ces associés pris parmi les nationaux afin de mieux instruire les

Russes, et l'on prescrira expressément à chacun d'eux de s'appliquer de préférence à celle des sciences pour laquelle il se sentira le plus de goût et d'aptitude. » A l'article où la commission demande qu'il soit permis à l'Académie de conférer les grades académiques à ceux qu'elle en jugera dignes, Pierre à écrit de sa main : « Permis. » Il est dit dans l'article suivant, que, pour ne pas perdre le temps à réclamer leurs appointements, les académiciens doivent avoir un curateur expressément chargé de les faire payer au terme, et de pourvoir aux choses dont ils pourront avoir besoin. On lit en marge : « Il faut mettre à leur tête un directeur et deux assesse .rs et établir un commis à leur paiement... au lieu d'attendre le dernier jour du mois, on commencera le paiement par le premier. » Le dernier article du projet demande vingt mille roubles par an pour l'entretien de l'Académie; Pierre a ajouté en marge : « Le revenu annuel de l'Académie sera de vingt-quatre mille neuf cent douze roubles, tirés de la douane des villes de Dorpat, Pernau et Arensbourg. » Après ce dernier article on trouve écrites, de la main de Pierre, les notes suivantes se rapportant à d'autres objets : « Le 23 janvier; il faut expédier à Roumantzof, dans l'Ukraine, un ordre d'échanger des bœufs de ce pays contre des moutons et brebis de Silésie, et d'envoyer des gens qui apprennent à croiser des races de brebis et de moutons, ainsi que la manière de les tondre et d'en apprêter la laine. » Autres notes : « Le 23 janvier; on doit me chercher de bons officiers du génie et de l'artillerie, principalement parmi ceux qui, pendant la dernière guerre, ont servi dans le Brabant..... Il faut demander aux colléges le rapport de l'éducation des jeunes gentilshommes; me désigner le nombre de ceux qui sont partis en pays étrangers, les différents lieux où ils sont allés, ce qu'il leur a été enjoint d'apprendre, et combien il faut de temps pour cela. Les colléges doivent en faire leurs rapports au sénat, afin que nous puissions savoir s'ils s'appliquent comme il faut, et les progrès qu'ils pourront avoir faits dans les arts et les sciences auxquels ils sont destinés... On expédiera ùn ordre dans lequel tous ces points seront expliqués; il faut que tout soit prêt, quand je me rendrai au sénat... Celui auquel on a remis ces articles, fera attention à choisir quelque ville où les jeunes gens puissent étudier l'économie sous d'habiles professeurs... Avant de leur faire traduire les livres, il est nécessaire qu'ils soient convenablement versés dans les sciences et les arts qui font l'objet de ces livres. Il est impossible de réussir dans ces sortes de traductions, lorsque l'on ignore les arts dont ils traitent... » Et il y aurait comme cela, encore, de longues citations à faire : nous nous bornerons à ces deux dernières notes : « Il faut faire venir de Hollande des gens qui sachent employer les vieux tonneaux pour en faire de la potasse. » « Il faut apprendre aux paysans finois à faire des *lapki* (souliers d'écorces d'arbre) à la russe, parce qu'ils sont plus commodes et plus légers que ceux dont on se sert en Finlande.[1] »

[1] Leclerc, *Hist. anc. de Russie*, t. III, p. 560-567 et *passim*. On sait que cet historien fit un long

On le voit, il n'y avait pas un détail de l'administration qui demeurât étranger à ce puissant génie : la politique, l'éducation, les sciences, les arts, le commerce, l'agriculture, les créations, les réformes, l'économie politique, la construction des grandes routes, les canaux de communication, tout fut l'objet de ses travaux et de ses soins. « L'empereur, dit le maréchal Munnich, était presque toujours au sénat, et souvent deux fois par jour, jusque dans la nuit. Il n'y avait point de collége qu'il ne visitât avec une assiduité inconcevable. Jamais prince n'a été plus laborieux et plus au fait des intérêts de son peuple. Génie supérieur, il décidait promptement, précisément les affaires qui embarrassaient les sénateurs, les juges, en marquant sur une feuille de papier, en peu de mots, son sentiment..... Trois mois avant sa mort, il fit encore le voyage de Stara-Russa, sur le lac Ilmen, pour y faire creuser un bassin aux sources d'eaux salées qu'on y trouve, qui sont propres à conserver les bois de chêne destinés à la construction de la flotte, jusqu'au temps où l'amirauté en fait usage. A son retour de Stara-Russa, il visita le canal de Ladoga, dont il m'avait confié la direction, qu'il regardait comme son ouvrage favori. Ce canal, disait-il, nourrira les villes de Pétersbourg, de Kronstadt, fournira des matériaux pour les bâtir ; il y fera passer toutes les marchandises, toutes les productions de l'empire, et fera prospérer le commerce de la Russie avec le reste de l'Europe. « Jamais ce monarque ne marqua plus de satisfaction, que lorsqu'il vit la réussite des travaux que j'avais fait faire pour ce canal : il m'écrivit à ce sujet une lettre très-gracieuse, très-flatteuse, qu'il remit lui-même..... Il avait déjà eu de vives attaques de la maladie dont il mourut, avant son départ de Pétersbourg pour l'Ilmen ; à son retour, il dit publiquement à l'impératrice : Les travaux de mon Munnich m'ont guéri ; je compte m'embarquer un jour avec lui de Pétersbourg, et mettre pied à terre au jardin de Golovin à Moskou. Il me mena le lendemain au sénat, et dit aux sénateurs : J'ai trouvé l'homme qui achèvera bientôt le canal de Ladoga ; je n'ai jamais eu à mon service d'étranger qui sût projeter, exécuter comme lui de grands ouvrages ; vous ferez tout ce qu'il vous demandera. En sortant du sénat, le procureur général, Jagouginski, me dit : Monsieur le général, nous dépendons à présent de vos ordres. On commanda vingt-cinq mille hommes de l'armée pour accélérer les travaux de ce canal ; ce qui marque combien l'empereur avait à cœur l'intérêt de l'État et celui de ses sujets [1]. »

Les ambassadeurs, au moment de leur départ, avaient avec le souverain de longs entretiens dans lesquels il les interrogeait sur les plus minutieux détails de

séjour à la cour de Catherine, que toutes les archives lui furent ouvertes, et qu'il eut en main ceux des documents qui semblaient favorables à la gloire de Pierre I[er] et de la Russie. Leclerc a semé ces documents dans un récit confus, presque toujours maladroitement partial, et dont la principale préoccupation est de réfuter Levesque et de louer Voltaire. Son ouvrage, 6 vol. in-4°, est un amas indigeste de précieux matériaux.

[1] Vie de Munnich, par G. de Halem.

leur mission, leur posait des questions politiques analogues à celles qu'ils avaient à résoudre, où il cherchait à les animer de son esprit, à les pénétrer du sentiment de tous leurs devoirs. De même pour les chefs des expéditions scientifiques. Il traça de sa main, peu de jours avant sa mort, les instructions destinées au voyage du Danois Behring; ces instructions prescrivaient : de construire un ou deux vaisseaux au Kamtschatka, ou dans toute autre région de l'Océan oriental; de s'en servir pour examiner les côtes au nord et à l'est; et puisque leurs limites n'étaient pas connues, de voir si elles n'étaient pas contiguës à l'Amérique; de s'assurer s'il n'y avait dans ces régions aucun port appartenant aux Européens; il fallait de plus tenir un journal exact de tout ce qui serait découvert et le rapporter à Saint-Pétersbourg [1].

Pour l'accomplissement de tant de travaux divers, pour avoir soutenu la guerre contre la Suède, et avoir pu dire encore après la paix de Neustadt : « Je viens de finir une guerre qui a duré plus de vingt ans, sans faire de dettes, et si c'est la volonté de Dieu, j'en soutiendrai encore une aussi longue sans m'endetter [2]. » Pour avoir construit des flottes, organisé une armée de deux cent mille hommes, entretenu des corps d'ingénieurs, d'artilleurs attirés des pays étrangers par l'appât d'un grand salaire; pour avoir établi des écoles, des hospices, entassé dans ses magasins les canons et les munitions; pour avoir encouragé toutes les industries et bâti Saint-Péterbourg, on croira peut-être que Pierre Ier avait à sa disposition des finances inépuisables, et l'on demandera où il trouvait tout l'argent dont il avait besoin. Nous répéterons à ce sujet ce que nous avons dit au début de l'histoire de ce règne : ses revenus, en 1700, n'étaient que de 700,000 roubles (3,500,000 francs); à sa mort, ils dépassaient 7,000,000; ils étaient donc dix fois plus considérables. Un peu plus de 35,000,000, c'est encore bien peu pour de tels résultats; et il faut admirer les prodiges d'ordre, les efforts d'habileté que Pierre déploya dans l'administration de ses finances. Ces 35,000,000, voici, en peu de mots, comment il se les procurait : les impôts indirects, jusqu'alors affermés à des seigneurs à la fois administrateurs civils, militaires et financiers, furent transportés à des chambres de finances composées des principaux marchands et chargées de la perception et de la surveillance de ces impôts. Depuis les premiers temps de son existence, la Russie, achetant des étrangers tout ce qui lui était nécessaire, et ne produisant rien, s'appauvrissait journellement; le numéraire y était devenu d'une telle rareté, que l'impôt en nature s'était substitué, dans presque tous les cas, à l'impôt en argent. De là des pertes considérables pour le trésor et pour les imposés : des vivres, des munitions, des fourrages parvenaient en abondance dans les magasins de l'État; ils y demeuraient souvent sans emploi, et étaient livrés aux dilapidations des préposés à la perception. Le commerce, introduit par les ports de la Baltique, eut pour premier

[1] W. Desborough Cooley, *Hist. génér. des Voyages de découvertes*, etc., t. II, p. 338.

[2] Vie de Munnich, par G. de Halem.

résultat de donner de la valeur à un grand nombre de matières premières que la Russie possède en abondance, et qui étaient demeurées jusque là des valeurs presque entièrement inertes; avec le commerce, vint le numéraire qui permit de remplacer avantageusement, dans un grand nombre de cas, par un impôt en argent, l'impôt en nature. Celui-ci toutefois continua à subsister dans les villes où la perception en fut commode et plus avantageuse. Mieux cultivée, grâce aux procédés nouveaux introduits par le législateur, et aux encouragements donnés à ceux des Suédois qui voulurent se fixer en Russie, et faire connaître aux habitants le mode de culture employé dans leur pays, la terre fut d'un plus grand rapport; en même temps, divers ukases améliorèrent la condition des serfs et animèrent le zèle de ces cultivateurs attachés à leur glèbe. A l'impôt tatar prélevé par maison, fut substitué, en 1721, l'impôt par tête basé sur un dénombrement renouvelé tous les vingt ans. Nous avons vu que Pierre fit d'infructueux efforts pour constituer une classe de marchands et de bourgeois russes; il ne put donc pas empêcher les étrangers de s'approprier presque tout le bénéfice du commerce. Mais du moins il empêcha les étrangers de trafiquer entre eux en Russie, et voulut que ses sujets eussent exclusivement le privilége de transporter, jusqu'aux frontières, les marchandises achetées par des étrangers dans l'intérieur de l'empire.

A ces ressources, il faut ajouter l'impôt auquel le clergé fut soumis aussi bien que les laïques, de nombreuses réunions de terres ecclésiastiques au domaine; et, par-dessus tout, les confiscations des biens de boyards, les perceptions arbitraires, les exactions, enfin tous les moyens fiscaux qu'emploie le despotisme. Quant aux revenus des mines de l'Oural, qui ont mérité depuis Pierre Ier d'être comptés au nombre des grands profits de l'empire, ils ne pouvaient pas encore exister, puisque c'est à ce souverain que la Russie doit la première exploitation de ses richesses minérales. D'ailleurs, si les dépenses nécessitées par les guerres et les grandes créations de ce règne furent considérables, il n'en fut pas de même des dépenses personnelles à Pierre le Grand; jamais cour ne fut moins fastueuse, jamais souverain ne coûta moins cher à son peuple. Munnich dit, à ce sujet : « Il faisait tout pour ses sujets, rien pour lui-même; il s'habillait simplement et vivait comme un particulier. La dépense de toute la cour ne dépassait pas 60,000 roubles par an. On n'y vit ni chambellans, ni gentilshommes, de la chambre, ni pages : point de vaisselle d'argent. Dix ou douze gentilshommes titrés du nom de *Denchiki*, et autant de grenadiers des gardes, formaient toute la cour : on n'y vit point de livrées, point de broderie aux habits des hommes; tout ce luxe était inconnu. » Économe parfois, en ce qui concernait sa personne, jusqu'à la parcimonie, n'aimant pas à donner de l'argent en présent ou en récompense, Pierre savait cependant au besoin se montrer généreux quand ses intérêts ou sa renommée pouvaient être servis par ses largesses. Lors de son premier voyage en Hollande, nous avons vu comment il appuya de riches présents sa

demande d'alliance adressée aux états-généraux. De même à son départ de France, en 1717, il reconnut par de grandes largesses l'accueil magnifique que lui avait fait cette riche nation. Saint-Simon rapporte que le maréchal de Tessé, le duc d'Antin, et tous ceux qui l'avait approché, eurent à se louer de sa générosité. Pierre avait jugé les Français; il savait que, chez ce peuple un peu frivole et qui juge volontiers sur les apparences, la réputation de grandeur et de force avait besoin de s'appuyer sur une renommée de munificence. Chez lui, dans ses états, Pierre n'employait pas l'argent comme récompense et moyen d'action; un mot d'encouragement, un éloge, cela devait suffire. Il faut reconnaître que ces stimulants étaient bien faibles pour le peuple russe, et qu'ils eussent été tout à fait insuffisants sans l'énergique volonté du maître, la crainte de sa terrible colère, et l'appât des hautes fonctions dans lesquelles ses plus intimes favoris prenaient et pillaient, non pas impunément toutefois, car la hache, la roue, la corde, et tout au moins le knout, faisaient justice des prévaricateurs, s'appelassent-ils Apraxin ou Mentschikof. A l'égard des pauvres gens, Pierre n'employait pas davantage l'argent comme récompense; il leur procurait les moyens d'en gagner par le travail. D'ailleurs suffisamment affable, il ne refusait jamais d'être le parrain d'un enfant; mais il ne fallait pas s'attendre à de riches présents : un baiser à l'accouchée, un ducat sous son chevet, c'était tout; on ne devait plus ensuite lui parler de son filleul.

Le clergé, avons-nous dit, fut soumis à un impôt régulier; ce fut là une des grandes causes de son inimitié contre Pierre Ier, mais ce ne fut pas la seule. Pierre qui, dès l'origine, avait rencontré tant d'opposition chez les boyards, les strelitz et les prêtres, avait fermement résolu d'abattre ces ennemis, et de concentrer dans ses mains tous les éléments du pouvoir. Nous avons vu ce qu'il fit des strelitz; les boyards, il essaya de les plier sous le niveau du mérite personnel. Mais le clergé était un ennemi plus puissant et plus redoutable; longtemps le patriarche avait balancé et même primé l'autorité du souverain; les popes et toute la hiérarchie ecclésiastique jouissaient de la plus extrême vénération; leur ignorance, leur saleté, leurs débauches, tout ce qui eût pu les rendre vils ou odieux, avait moins d'influence aux yeux d'un peuple fanatique et superstitieux, que leur robe, leur longue barbe, et tous les signes extérieurs auxquels on avait coutume de reconnaître leur dignité et de les révérer. De plus, c'était le clergé qui avait le monopole des miracles, privilége qui n'était certainement pas sans importance chez le peuple russe. Pour combattre ces puissantes influences, Pierre commença par supprimer le patriarchat. Il ne donna pas de successeur au patriarche Adrien, mort en 1700. C'était un ennemi de moins; mais les évêques et toute la hiérarchie ecclésiastique, bien que privés de leur chef, n'en manifestèrent pas moins leur inimitié contre le législateur, et il n'y eut pas une de ses créations ou de ses réformes qui ne suscitât de la part du clergé la plus vive opposition. Après les sanglantes exécutions de 1699, il arriva rarement que cette

opposition se manifestât par la rébellion ouverte; mais, chaque jour, c'étaient des prophéties, des prédictions, des miracles, au moyen desquels les prêtres et les moines cherchaient à exciter le fanatisme du peuple, à entretenir son amour des vieux usages, et à rendre le tsar odieux. L'un des actes de Pierre le Grand, qui causa le plus d'irritation dans le clergé, après les impositions auxquelles cet ordre fut soumis, et les mesures qui le frappèrent directement, ce fut la création de Saint-Pétersbourg. Abandonner le vieux Kremlin, la capitale des anciens tsars, pour se rapprocher des peuples étrangers, *des fils des gentils, des athées* de l'Occident, c'était là un mépris des traditions, une audacieuse nouveauté bien propre à allumer la colère du ciel; aussi les miracles, et les sinistres prédictions annonçant la ruine de la nouvelle capitale, ne firent pas défaut. En 1706, pendant que Pierre était le plus occupé de sa guerre contre Charles XII, les habitants de Saint-Pétersbourg apprirent avec effroi qu'ils allaient être engloutis avec tous leurs biens par les flots soulevés de la Neva. Il n'y avait pas à douter du fait : les popes l'avaient annoncé; et d'ailleurs chacun pouvait voir, dans une église auprès de la forteresse, une image de la Vierge qui confirmait cette lugubre prophétie par les larmes qu'elle ne cessait de répandre. Le bruit du miracle arriva jusqu'au chancelier Golovin. Celui-ci, esprit fort comme son maître, nia le fait; toutefois il se rendit à l'église. Quelle ne fut pas sa terreur de voir que des larmes coulaient véritablement sur les joues de la Vierge! Aussitôt un courrier est expédié au tsar pour lui apprendre l'alarme du peuple et le miracle qui s'est accompli sous les yeux du chancelier. Pierre accourt aussitôt; il marche droit à l'église, abat la statue, gratte l'emplacement des yeux, et découvre, sous une couche de couleur et de vernis, de petites ouvertures dans lesquelles on avait placé avec art un peu d'huile figée que la chaleur des bougies liquéfiait goutte à goutte pendant l'office. Telle était l'origine tout à fait terrestre du miraculeux phénomène [1].

Ce clergé odieux, que Pierre trouva sans cesse du côté de ses ennemis, ne fut cependant pas frappé d'un grand coup; il ne perdit pas ensemble tous ses priviléges. Pierre, malgré sa violence, employa le cours entier de son règne à lui arracher une à une les prérogatives qu'il tenait d'un long usage. En 1713, ce fut le droit de vie et de mort qu'il lui enleva à l'occasion du fait suivant, raconté par Pierre-Henri Bruce dans ses Mémoires. Le tsar avait envoyé à Leyde un jeune Russe pour qu'il étudiât la médecine. Celui-ci, de retour dans son pays avec le grade de docteur, se trouvait un jour avec quelques amis à un repas, où une discussion s'établit à propos des vérités de la religion russe; le malheureux osa nier le respect dû à l'image des saints, et pour prouver son dire, il en jeta un au feu. C'était là un sacrilége que la mort pouvait seule expier; tel était du moins le sentiment de tout le clergé; le jeune Russe fut d'abord torturé lon-

[1] Anecdote rapportée par M. Cormidon, intendant à la cour de Russie, et reproduite par Leclerc, *Hist. anc.*, t. III, p. 247.

guement, puis brûlé vif. De retour de l'expédition maritime qui le retint dans le cours de cette année, Pierre témoigna une grande colère et ôta au clergé le droit souverain de vie et de mort. Nous avons vu combien, dans tout le long épisode du procès d'Alexis, les évêques, les archimandrites, les popes et les moines, se montrèrent lâches et serviles. Après avoir animé et fortifié de leurs exhortations l'opposition du tsarevitch, ils l'abandonnèrent et motivèrent sa condamnation sur des passages tirés de l'Écriture. Cette vile condescendance ne sauva pas de la roue les plus coupables d'entre eux, et notamment l'évêque Dosipheï. Après la mort de son fils, Pierre en frappa encore un certain nombre; toutefois, ce ne fut pas encore à ce moment, ce fut trois années plus tard, en 1721, qu'il prit, contre cet ordre, déjà bien déchu de sa considération et de sa puissance, ses dernières et ses plus vigoureuses mesures.

De concert avec l'archevêque de Novgorod, Théophane Prokoprovitch, prélat dégagé des préjugés de sa nation, et surtout courtisan plus adroit que ses collègues, Pierre élabora le projet suivant, qui reçut sa première exécution le 21 janvier 1721 : abolition définitive du patriarchat et création d'un tribunal appelé Saint-Synode, destiné à juger en dernier ressort tout ce qui concernait la religion. Sans se déclarer positivement le chef de la religion, le tsar le devenait en réalité par le serment que lui prêtaient les membres de ce collége ecclésiastique : « Je jure d'être fidèle et obéissant serviteur et sujet de mon naturel et véritable souverain... Je reconnais qu'il est le juge suprême de ce collége spirituel. »

Ce synode était composé d'un président et de deux vice-présidents, de quatre conseillers et de quatre assesseurs. Juges amovibles des causes ecclésiastiques, ils étaient bien éloignés d'avoir ensemble le pouvoir que possédait à lui seul le patriarche et dont avait également joui le métropolite[1]. Ils n'étaient pas appelés dans les conseils, leur nom n'était pas mentionné dans les actes de souveraineté; et, dans les objets mêmes soumis à leur discussion, ils n'avaient qu'une autorité subordonnée à celle du tsar. Aucune marque extérieure ne les distinguait des autres prélats, et leur autorité cessait dès que leur séances étaient closes; comme aussi leur tribunal était peu imposant, ils n'inspiraient au peuple aucune vénération particulière. Ce ne fut pas sans résistance que le clergé vit anéantir, par le despotisme du tsar, les restes de son ancienne omnipotence; les prêtres firent un dernier appel au fanatisme et aux passions qui l'avaient si longtemps soutenu. En 1722, Talitzkoï, l'un des imprimeurs de la cour, prêcha dans les places publiques que Pierre Alexeievitch était l'Anté-Christ, et en même temps il prophétisa la fin du monde. Les moines et les popes aidaient cet apôtre de l'ancienne Russie à répandre ses visions; le supplice du prophète et de la plupart de ses disciples, clercs et laïques, n'étouffa pas tout de suite ce soulèvement

[1] Entre l'archevêque et le métropolite, il n'y a qu'une distinction de costume et de marques honorifiques.

religieux, et Pierre, malgré son désir de former un clergé éclairé et instruit, fut obligé de rendre, en janvier 1723, un ukase qui faisait défense aux moines d'avoir dans leurs cellules de l'encre et du papier, parce qu'ils ne s'en servaient que pour répandre des libelles injurieux contre lui. Ce fut là le dernier acte de résistance sérieuse aux volontés du souverain; peu à peu l'effervescence religieuse se calma, la Russie s'habitua à considérer le tsar comme le chef de sa religion; et, de la sorte, s'accomplit la révolution religieuse, grâce à laquelle Pierre le Grand laissa à ses successeurs un moyen d'action que lui-même avait à peine connu, et qui jusqu'alors s'était consumé au préjudice de la Russie dans des luttes intestines : le fanatisme qui, aujourd'hui, fait du Russe le soldat le plus fataliste de l'Europe, et le rend passivement courageux sur les champs de bataille.

Au milieu des immenses travaux de guerre, de législation, d'administration, d'organisation minutieuse qui emplissent tout le cours de son règne, Pierre goûta bien rarement les douces émotions de la vie domestique, paisible jouissance à laquelle il n'était pas insensible, et dans laquelle il eût aimé à trouver la compensation des fatigues de ce métier de souverain qui, sous lui, était devenu le plus rude et le plus laborieux des métiers. Sa sœur, sa première femme, le tsarevitch, furent constamment ses ennemis; il vit mourir tous les fils que lui avait donnés Catherine. Mentschikof, l'homme qu'il avait tiré de la foule et mis le plus avant dans sa faveur et son intimité, ne cessa d'exciter son mépris et sa colère par des passions basses et sordides; bien que souvent condamné à de fortes amendes, ou même fustigé de la main du tsar, le prince ne cessa de voler que le jour où son maître l'abandonna pour un autre favori. Enfin, pour comble de disgrâce, la femme bien aimée de Pierre le Grand, celle qui avait mis dans sa vie intérieure quelques années de bonheur et de calme, la libératrice du Pruth, devint adultère. La disgrâce de Mentschikof précéda l'expédition de Perse. « En 1722, dit Munnich, le prince déplut à son maître par de nouvelles et plus criantes exactions; l'empereur mit à sa place Paul Ivanovitz Jajouginski, alors procureur général du sénat. Il le présenta aux sénateurs avant son départ pour la Perse. Ces sénateurs étaient le prince Mentschikof, feld-maréchal; le grand-amiral comte Apraxin, le grand chancelier comte Golovkin, le vice-chancelier baron Schafirof, le prince Dmitri Mikaélovitch Galitzin, président au collége de la chambre; le conseiller Tolstoé, ministre favori de Pierre le Grand, et les majors aux gardes Ouschakof et Jesoupof, tous gens d'autorité et de service, au lieu que Jajouginski, jeune encore, était fils d'un étranger qui n'était pas noble. L'empereur, en le présentant aux sénateurs, leur dit : « Voilà l'œil par lequel je prétends voir; il est informé de mes vues et de mes intentions; ce qu'il trouvera bon, vous le ferez; et quand même il vous paraîtrait que ce fût contre mes intérêts et ceux de l'empire, vous l'exécuterez toujours par provision, et vous m'en ferez rapport pour recevoir mes ordres à ce sujet. »

Ce sont là de singulières paroles dans la bouche d'un souverain aussi actif et

aussi absolu dans ses volontés que Pierre le Grand. Il ne faut sans doute pas leur donner une acception littérale, et l'on doit y voir le besoin d'avoir un ami, le désir de produire dans une haute sphère des talents reconnus, ou l'intention de récompenser de grands services plutôt qu'une démission de pouvoirs dans les mains d'un favori. Quant à Mentschikof, sa disgrâce fut, comme on le voit, fort douce; il conserva ses grands emplois et perdit seulement l'intime amitié de son maître. La fortune lui réservait pour la fin de sa vie une plus difficile épreuve.

L'expédition de Perse achevée, Pierre donna à l'Europe un nouveau témoignage de sa puissance en prétendant régler, au préjudice du Danemark qui avait tardé à lui reconnaître le titre d'empereur, les intérêts de Charles-Frédéric de Holstein, ce neveu de Charles XII, prisonnier de la Russie depuis la bataille de Pultava. Le jeune duc avait gagné l'amitié du tsar, qui voulait lui donner en mariage sa fille aînée. Rétablir en Allemagne le duc de Holstein, dont il allait faire son gendre, acquérir plus tard, par échange, les états de ce prince, c'était dans l'esprit de Pierre une variante des anciens projets sur le Mecklembourg, c'était prendre voix dans la diète germanique et préparer peut-être à l'ambition russe la domination de l'Allemagne. Le ministre présenta à la cour de Copenhague les trois articles suivants, avec menace d'hostilités immédiates s'il n'y était donné satisfaction :

1° Que le roi de Danemark reconnaisse le tsar pour empereur;

2° Que les vaisseaux de l'empire de Russie puissent passer le Sund sans payer aucun droit;

3° Que Sa Majesté danoise rétablisse le duc de Holstein dans la possession de tous ses États et lui restitue Tonningen.

En même temps une flotte, commandée par l'empereur en personne, mit à la voile sous prétexte d'appuyer ces demandes; toutefois, soit que Pierre I[er] se sentît trop malade et trop fatigué pour entreprendre une guerre nouvelle, soit qu'il différât l'exécution de ses menaces, sa flotte ne passa pas Revel et le roi de Danemark en fut quitte pour la crainte, après avoir épuisé ses finances pour les préparatifs d'une guerre qu'il croyait imminente.

Ce fait se passait en 1723. Dans les derniers mois de cette même année, Pierre publia un manifeste par lequel il annonçait l'intention de faire couronner Catherine à Moskou. Dans ce document curieux que Voltaire a publié [1], l'empereur russe invoque l'exemple de plusieurs empereurs grecs, parmi lesquels sont nommés Justinien et Léon le Philosophe; puis il mentionne les services rendus à l'État par Catherine, notamment à la campagne du Pruth. Toutefois, il n'est

1. Pièces originales de l'histoire de Russie, à la suite de la vie de Pierre le Grand.

pas dit dans cette déclaration que l'impératrice doive lui succéder. La question de succession était en suspens depuis la mort d'Alexis, et un ukase, rendu en 1722 par le tsar, compliquait les embarras de l'avenir et ouvrait un large champ à l'ambition et aux espérances de tous les aspirants au trône. Cet ukase prescrit les mêmes dispositions pour la succession au trône que pour les successions particulières, c'est-à-dire le choix et le plein arbitre du souverain, toujours libre de nommer son successeur, de révoquer son choix et d'en faire un nouveau. Catherine put donc concevoir les plus hautes espérances, lorsque le tsar la couronna de sa main. « Ce fut, dit Voltaire, à Moscou, le 18 mai 1724, que Pierre fit couronner et sacrer son épouse, en présence de la duchesse de Courlande, fille de son frère aîné, et du duc de Holstein, qui allait devenir son gendre. L'empereur marcha devant Catherine à pied, le jour du couronnement, en qualité de capitaine d'une nouvelle compagnie qu'il créa sous le nom de *chevaliers de l'impératrice.* Quand on fut arrivé à l'église, Pierre lui posa la couronne sur la tête; elle voulut lui embrasser les genoux, il l'en empêcha; et, au sortir de la cathédrale, il fit porter le globe et le sceptre devant elle. » A la suite de cette cérémonie, l'empereur fiança sa fille aînée, Anne Petrovna, au duc de Holstein; mais cette cérémonie se fit sans grand appareil; ce n'était que dans les grandes occasions que Pierre étalait sa magnificence.

Il y avait quelques jours seulement que Pierre avait donné à la tsarine ce témoignage de suprême faveur, lorsque fut découverte l'intrigue de celle-ci avec Pierre de Moëns, frère de la jeune Allemande dont le tsar avait fait autrefois sa maîtresse. Voltaire, et ensuite Levesque, ont cherché à atténuer ce fait, en racontant, d'après les Mémoires du comte de Bassevitz, que le jeune chambellan Moëns de la Croix et sa sœur, dame d'atours de l'impératrice, furent condamnés, l'un à mort, l'autre à recevoir onze coups de knout, pour s'être laissés séduire par des présents, malgré la défense qui en était faite aux personnes en place. Un récit transmis à un seigneur russe par le prince Repnin qui joua un rôle dans ce dernier drame de la vie intime de Pierre le Grand, et reproduit par Leclerc[1], ne laisse plus subsister aucun doute sur le véritable motif de la mort de Moëns. Voici ce récit tel qu'on le trouve dans le t. III de l'*Histoire ancienne de Russie* : « Pierre le Grand aimait les femmes et n'était pas assez délicat sur le choix. Ses excès et ses travaux lui avaient occasionné un abcès dans la vessie et une rétention d'urine, qui lui causaient souvent des douleurs cruelles; et, chaque jour, cet empereur devenait plus chagrin et plus impatient. L'impératrice, qui avait beaucoup à souffrir de ces impatiences, s'en consolait avec Moëns, frère de madame de Balk, qui jouissaient l'un et l'autre de la plus grande faveur, et qui gouvernaient la maison de l'impératrice. Les coupables croyaient cette intrigue si bien ménagée et si secrète, que personne ne la soup-

[1] T. III de l'*Hist. anc. de Russie*, p. 370 et suivantes.

çonnait. Cependant le refroidissement apparent de l'impératrice envers son bienfaiteur et son maître, et la faveur marquée qu'elle avait pour son chambellan, firent naître des soupçons dans l'esprit de l'empereur. Il fit surveiller son épouse, et l'intrigue fut découverte; toutefois Pierre ne pouvant y croire après tout ce qu'il avait fait pour Catharine, voulut s'en assurer par lui-même. La cour était alors à Peterhof; ce fut dans ce palais que le tsar eut cette fatale certitude à deux heures après minuit. Saisi d'un accès de fureur, il entre brusquement dans la chambre où le prince Repnin était couché. Celui-ci, réveillé en sursaut, croit sa perte certaine : « Lève-toi, lui dit le tsar, et parle-moi; tu n'as pas besoin de t'habiller. » Repnin se lève en tremblant; l'empereur lui raconte ce qu'il a vu et termine ainsi : « Je suis résolu de faire trancher la tête à l'impératrice dès qu'il fera jour. » « Vous êtes offensé, répondit Repnin, et vous êtes maître absolu; permettez-moi cependant de vous faire une respectueuse observation. Personne, vous excepté, ne connaît cette funeste affaire; pourquoi la publier? Vous avez été contraint de détruire les strélitz; presque toutes les années de votre règne ont été marquées par de nombreux supplices : vous avez condamné à mort votre propre fils; si vous faites encore couper la tête à votre femme, vous ternirez pour jamais votre nom et votre gloire; l'Europe vous regardera comme un prince féroce, avide du sang de vos sujets et de vos proches. Si vous voulez venger votre injure, il est facile de frapper Moëns du glaive des lois; quant à l'impératrice, il est des moyens de vous en défaire sans que votre gloire en souffre. » Pierre, agité de convulsions violentes, fixa longtemps ses regards sur Repnin, et sortit de la chambre sans prononcer une parole. Il se promena à grands pas dans une salle voisine, après quoi il rentra dans la chambre du prince. « Moëns périra, dit-il, et j'observerai si bien la conduite de ma femme, que la première faute qu'elle fera lui coûtera la vie. » Depuis cette époque jusqu'à sa mort, Pierre le Grand ne parla plus à Catherine qu'en public, et ne vécut point avec elle dans le particulier.

Peu après cette nuit terrible, Moëns fut décapité pour avoir, portait la sentence, trafiqué de son crédit auprès de l'impératrice. Pierre mena la tsarine au lieu du supplice, et voulut qu'elle contemplât la tête sanglante de son amant; Catherine sut maîtriser si bien ses émotions, qu'elle se borna à exprimer sa surprise du crime de Moëns, et à feindre l'étonnement de ce qu'il y eût chez les courtisans tant de corruption. Elle n'avait pas perdu toute son influence sur l'esprit de son maître, car elle osa intercéder en faveur de la sœur de Moëns, que Pierre avait condamnée à recevoir onze coups de knout. Il y eut entre elle et le tsar une scène de violence qui put lui faire craindre pour elle-même : au milieu de ses reproches sur l'ingratitude de la femme qu'il avait prise dans l'esclavage pour en faire une souveraine, Pierre, dans son emportement, brisa une magnifique glace de Venise, en s'écriant : « Il ne faut qu'un coup de ma main pour faire rentrer cette glace dans la poussière dont elle est sortie. » Mais

Catherine, levant ses yeux mouillés de pleurs, se contenta de répondre doucement : « Vous avez brisé ce qui faisait l'ornement de votre palais; pensez-vous qu'il en devienne plus beau? » Elle laissa passer l'orage; et, avec une adresse extrême, elle réussit à adoucir le tsar au point qu'il voulut bien faire grâce de quelques coups à la malheureuse Mme de Balk; celle-ci fut frappée cinq fois du knout, ses fils furent envoyés à l'armée de Perse comme soldats, et, selon l'usage des lois russes, la famille entière du coupable participa à son châtiment par l'exil et la perte de ses biens.

L'adultère de Catherine l'a fait soupçonner d'un plus grand crime; Pierre ne survécut que de quelques mois à ce dernier drame de sa vie intime, et la tsarine a été accusée d'avoir hâté la fin de son époux. Sans doute, en voyant si bien concertées avec Mentschikof les mesures qui, à la mort de Pierre, placèrent Catherine sur le trône, et en songeant que désormais la tsarine avait tout à craindre du maître qu'elle avait trahi, les contemporains ont pu croire à un crime domestique; cependant l'histoire n'a pas eu de peine à réfuter cette assertion dénuée de preuves. Si ce crime eût été nécessaire, malgré la douceur vantée de son caractère, la souple, la rusée, l'ambitieuse Catherine l'eût peut-être commis; mais pour tous ceux qui approchaient le souverain, un meurtre était inutile; personne n'ignorait que Pierre allait bientôt mourir. Lui seul peut-être n'en savait rien encore, parce qu'il voulait vivre pour perfectionner son œuvre, et parce qu'en surmontant la douleur physique, il croyait vaincre une fois de plus la nature. Peu avant le couronnement de Catherine et la découverte de son adultère, Pierre avait cru trouver dans les eaux thermales d'Olonetz un soulagement à sa dysurie et à son inflammation de la vessie. Ses dernières et violentes émotions ramenèrent son mal avec plus de fureur. Quelques jours après l'exécution de Moëns, le bruit se répand tout à coup que la vie du tsar est en danger. Une douloureuse opération peut le sauver, il la supporte, mais avec de telles angoisses, et en s'attachant de ses mains si fortement à ses opérateurs, que leur corps en est tout meurtri. Le tsar reste étendu sans forces sur son lit de douleur; et, pendant trois mois, dévoré par la fièvre, accablé par la souffrance, il est entre la vie et la mort. Mais, cette fois, sa vigoureuse organisation triomphe encore, il revient à la vie, et aussitôt il veut reprendre ses travaux; il visite le Ladoga, le lac Ilmen, puis les salines de Staraïa-Roussa. Il revient à Pétersbourg, mais c'est pour repartir de suite en Finlande; il visita dans cette province ses forges, ses manufactures d'armes, ses établissements de commerce, de sciences. Le 5 novembre 1724, il aborde au fort de Zakhta par un temps obscur et une mer agitée; il venait de descendre à terre, lorsque, jetant vers la havre un dernier coup d'œil, il voit une chaloupe échouée sur un bas-fond et toute chargée de soldats et de matelots; ces hommes, troublés par la crainte, vont périr; le tsar s'approche du rivage et leur crie leurs manœuvres. Mais la tempête couvre sa voix; les matelots et les pilotes font d'infructueux efforts ou

craignent pour leur vie; Pierre alors, oubliant son mal et le danger, monte sur une embarcation; et, ne pouvant atteindre ainsi le récif, se jette à la mer, gagne la chaloupe échouée et la ramène au rivage [1].

Ce trait sublime d'humanité et de courage lui coûta cher; dans la nuit même, il fut pris d'une fièvre ardente, ses souffrances reparurent plus vives que jamais. On le rapporta à Pétersbourg; là, il ne suspendit pas ses travaux: l'âme plus forte que les poignantes douleurs veillait encore sur l'empire; ce fut dans ce moment qu'il donna à Behring les instructions que nous avons transcrites plus haut.

Pendant deux mois, il ne cessa de promulguer des règlements, de rendre des ordonnances. C'était debout qu'il voulait mourir, cet homme si grand par son génie et son courage. Le 6 janvier (style russe), devait être célébrée l'une des grandes fêtes de la Russie, la bénédiction de l'eau. La cérémonie se fait avec grand appareil sur la rivière, on brise la glace, on bénit l'eau, on récite de longues prières, puis on baptise les enfants. Tous les régiments qui se trouvent dans la capitale sont rangés sur la glace, et le souverain préside la fête. Malgré son état, Pierre assista à la cérémonie. Mais le lendemain, sa poitrine s'oppressa, l'ardeur de la fièvre redoubla les accidents de sa rétention d'urine, et, dix jours après, la maladie déploya toute sa violence. Son chirurgien recourut à la sonde: il fit, dit-on, fausse route, l'inflammation tourna en gangrène. Les douleurs étaient si violentes qu'elles arrachaient des cris au malade malgré la fermeté de son âme. Honteux de sa faiblesse involontaire: « On voit bien en moi, s'écriait-il, que l'homme n'est qu'un misérable animal. » Ce ne fut qu'à ce moment que Pierre comprit qu'il était mortellement atteint; tous les médecins de Pétersbourg entouraient son chevet, mais personne ne se dissimulait qu'il n'y avait plus d'espoir. Le 26 janvier, il se fit apporter l'extrême onction, paya ses dettes, élargit les prisonniers. « J'ose espérer, dit-il, que Dieu m'accueillera avec clémence pour le bien que j'ai fait à mon pays » Dans la nuit, à deux heures du matin, on crut qu'il allait expirer, mais il lui restait tant de vigueur, qu'il lutta encore quinze heures contre la mort. Dans ce moment suprême, sans cependant rien déterminer à l'égard de sa succession, il parut se réconcilier avec Catherine: il lui recommanda particulièrement son académie des sciences; et, lui désignant cet Ostermann qui avait été le principal négociateur de Neustadt: « La Russie, dit-il, ne peut pas se passer de lui, il est le seul qui connaisse ses véritables intérêts. » Ensuite il régla la cérémonie de ses funérailles et fixa le temps de son deuil. On est étonné, au milieu de tant de calme et de fermeté, de voir Pierre négliger la mesure, qui de toutes semblait la plus importante, celle de sa succession; probablement il se faisait en ce moment un grand combat dans son âme; le fils du tsarevitch Alexis était trop jeune pour qu'on pût savoir s'il héri-

[1] Stœhlin, *Anecdotes sur Pierre le Grand*. M. de Ségur, l. XII, ch. 1er. — *Hist. de la Russie* dans l'*Univ. pittor.*, par M. Chopin, t. 1er, p. 242. — Levesque, Voltaire ni Leclerc ne mentionnent ce fait, d'ailleurs vraisemblable et tout à fait conforme au caractère de Pierre le Grand.

terait de l'esprit de son père ou de celui de son aïeul. Anne, fille aînée de Catherine et mariée au duc de Holstein, ne manquait ni de caractère, ni de courage; mais, à part la régente Sophie, on n'avait pas encore vu de femme tenir le sceptre. Quant à Catherine, Pierre l'avait si tendrement aimée que, peut-être, il ne dit rien pour qu'elle pût s'emparer du trône. Peut-être bien aussi, il se tut, sachant que les ambitieux tiendraient peu compte de sa volonté, et craignant que le premier acte qui suivît sa mort fût une désobéissance. On a prétendu cependant, qu'il demanda à écrire ses dernières volontés, mais que sa main s'y refusa, et qu'il prononça seulement ces mots : *Rendez tout à...*; il voulut alors parler à Anne, sa fille chérie, mais tout son côté gauche était paralysé, il ne put rien dire. A ce moment son agonie commença, et il mourut dans d'horribles convulsions.

Sur les trois mots que l'on prétend écrits par le tsar, on a bâti diverses conjectures; mais ces mots, qui composent tout le testament de Pierre Ier, ont été contestés eux-mêmes, et un savant slavon, M. Chopin les a récusés par le plus fort de tous les arguments. « Pour que le sens soit resté suspendu, il faut, dit-il, admettre qu'il ne s'est trouvé que deux mots de lisibles, *Rendez tout* (otdaïté vcié); car si le terme de cette idée eût été exprimé, c'eût été par un nom propre dont la désinence, comme en latin, eût indiqué le complément logique des deux premiers mots. Mais alors, cette phrase commencée ainsi pouvait s'interpréter de mille autres manières, et avoir rapport à un tout autre objet qu'à l'empire. »

Au reste, cet essai inachevé de testament, cet effort suprême pour exprimer une volonté restée, à l'égard de la succession au trône, indécise jusqu'au dernier moment, n'a que peu d'importance. Pierre a laissé un autre testament, et celui-là fût-il apocryphe, eût-il été forgé pour les besoins d'une cause survenue plus tard, il est bien son œuvre, sa vie entière l'a gravé dans l'histoire, et c'est cette volonté non de sa dernière heure, mais de tous ses instants, de ses moindres actes au milieu des guerres, des réformes, des créations, des négociations, c'est le testament qui a guidé Elisabeth, Catherine, Alexandre, et, après eux, leur descendant, le tsar Nicolas, dans les manœuvres souples ou violentes de sa politique en Allemagne et en Turquie.

Vers la fin du XVIIIe siècle, quelques Français effrayés de l'accroissement formidable de la puissance russe, plus qu'éblouis par la gloire et la grandeur tant vantée de Catherine II, eurent connaissance d'un document singulier, conservé, disait-on, aux archives russes depuis la mort de Pierre Ier, et dans lequel le grand souverain avait résumé sa dernière volonté, ses desseins, et légué à ses successeurs un vaste plan d'agrandissement et de conquêtes. Le gouvernement de Louis XV avait horreur du bruit, et rejetait loin tout ce qui eût pu le troubler dans ses honteux plaisirs ; l'avertissement patriotique qui lui était donné le trouva sourd, et le partage de la Pologne fut consommé sans que la France sût intervenir efficacement dans ce fait, l'un des plus considérables que le XVIIIe siècle ait vus s'accomplir. Le testament de Pierre le Grand retomba dans l'oubli

et n'en sortit plus que vers 1812, à l'occasion des débats survenus entre les empereurs Napoléon et Alexandre. A cette date, un écrivain qui nous a donné, sous le nom de *Progrès de la puissance russe*, l'un des meilleurs livres que nous possédions sur la Russie, Lesur, publia un résumé de ce document, sans toutefois prendre sur lui d'en affirmer l'authenticité : « On assure, écrivait-il, qu'il existe dans les archives particulières des empereurs russes, des mémoires secrets écrits de la main de Pierre Ier, où sont exposés sans détour les projets que ce prince avait conçus, qu'il recommande à l'attention de ses successeurs, et que plusieurs d'entre eux ont en effet suivis avec une persistance pour ainsi dire religieuse. L'Anglais, sir William Eton, qui a été consul en Russie et en Turquie, et dont le caractère public, les relations et les travaux rendent le témoignage extrêmement respectable, semble avoir eu connaissance de cette pièce, quand il dit : « Ce n'est pas Catherine qui a conçu d'elle-même le plan qui a été le but principal de ses opérations politiques. Pierre le Grand fut le premier qui le crut praticable, et depuis ce temps, le cabinet de Saint-Pétersbourg ne l'a jamais perdu de vue[1]. » Le gouvernement de l'empereur Napoléon parvint à se procurer une copie de cette pièce intéressante, qui fut dès lors publiée ; mais elle eut peu de retentissement, parce qu'on la considéra comme une machine de guerre fabriquée pour la circonstance, et que l'Europe redoutait bien plus l'ambition immédiate de l'empereur français, que les patients projets de conquêtes futures méditées par la Russie. En 1814, l'empereur Alexandre, vainqueur de la France, fit réclamer au ministère des affaires étrangères la pièce contenant le testament de son prédécesseur; elle lui fut remise, mais un employé sut en prendre et en conserver une copie qui y existe encore et que l'on peut consulter. Le testament a été publié plusieurs fois au commencement de la guerre actuelle; et, certes, le moment où les Russes prétendaient s'emparer de Constantinople, était bien celui qui convenait pour divulguer les patients et laborieux desseins de la Russie. Ce précieux monument porte, quant au fond, sinon quant à la forme[2], les caractères de la plus irrécusable authenticité, et mérite, non-seulement d'être lu, mais encore d'être étudié, et rapproché avec la plus extrême attention des faits qui, depuis cent ans, se sont accomplis en Europe.

AU NOM DE LA TRÈS-SAINTE TRINITÉ, NOUS PIERRE Ier, ETC., A TOUS NOS DESCENDANTS ET SUCCESSEURS AU TRONE, ET GOUVERNEMENT DE LA NATION RUSSE.

« Le grand Dieu, de qui nous tenons notre existence et notre couronne, nous ayant constamment éclairé de ses lumières et soutenu de son divin appui, me per-

[1] *Progrès de la puissance russe*, p. 176.

[2] Ce fut, à ce qu'il semble, Ostermann qui, sous le règne de l'impératrice Anne, donna aux notes que Pierre le Grand avait, selon sa coutume, tracées sur des feuilles éparses, la forme dogmatique sous laquelle le testament est écrit.

met de regarder le peuple russe comme appelé, dans l'avenir, à la domination générale de l'Europe. Je fonde cette pensée, sur ce que les nations européennes sont arrivées, pour la plupart, à un état de vieillesse voisin de la caducité, ou qu'elles doivent être facilement, et indubitablement conquises par un peuple jeune et neuf, quand ce dernier aura atteint toute sa force et toute sa croissance. Je regarde l'invasion future des pays de l'Occident et de l'Orient par le nord, comme un mouvement périodique arrêté dans les desseins de la Providence qui a ainsi régénéré le peuple romain par l'invasion des Barbares. Ces émigrations des hommes polaires sont comme le flux du Nil qui, à certaines époques, vient engraisser de son limon les terres amaigries de l'Égypte. J'ai trouvé la Russie rivière, je la laisse fleuve ; mes successeurs en feront une grande mer destinée à fertiliser l'Europe appauvrie, et ses flots déborderont malgré toutes les digues que des mains affaiblies pourront leur opposer, si mes descendants savent en diriger le cours. C'est pourquoi je leur laisse les enseignements suivants, je les recommande à leur attention et à leur observation constante :

« I. Entretenir la nation russe dans un état de guerre continuel, pour tenir le soldat aguerri et toujours en haleine ; ne le laisser reposer que pour améliorer les finances de l'État, refaire les armées, choisir les moments opportuns pour l'attaque, faire ainsi servir la paix à la guerre, et la guerre à la paix, dans l'intérêt de l'agrandissement et de la prospérité croissante de la Russie ;

« II. Appeler par tous les moyens possibles, de chez les peuples instruits de l'Europe, des capitaines pendant la guerre et des savants pendant la paix, pour faire profiter la nation russe des avantages des autres pays sans lui faire rien perdre des siens propres ;

« III. Prendre part, en toute occasion, aux affaires et démêlés quelconques de l'Europe, et surtout à ceux de l'Allemagne, qui plus rapprochée, intéresse plus directement ;

« IV. Diviser la Pologne, en y entretenant le trouble et des jalousies continuelles ; gagner les puissances à prix d'or ; influencer les diètes, les corrompre, afin d'avoir action sur les élections des rois ; y faire nommer ses partisans, les protéger, y faire entrer les troupes moskovites, et y séjourner jusqu'à l'occasion d'y demeurer tout à fait. Si les puissances voisines opposent des difficultés, les apaiser momentanément, en morcelant le pays jusqu'à ce qu'on puisse reprendre ce qui aura été donné ;

« V. Prendre le plus qu'on pourra à la Suède, et savoir se faire attaquer par elle pour avoir prétexte de la subjuguer. Pour cela, l'isoler du Danemark, et le Danemark de la Suède, et entretenir avec soin leurs rivalités ;

« VI. Prendre toujours les épouses des princes russes parmi les princesses d'Allemagne pour multiplier les alliances de famille, rapprocher les intérêts, et unir d'elle-même l'Allemagne à notre cause en y multipliant notre influence ;

« VII. Rechercher de préférence l'alliance de l'Angleterre pour le commerce,

comme étant la puissance qui a le plus besoin de nous pour sa marine, et qui peut être le plus utile au développement de la nôtre. Échanger nos bois et autres productions contre son or, et établir, entre ses marchands, ses matelots et les nôtres, des rapports continuels qui formeront ceux de ce pays à la navigation et au commerce;

« VIII S'étendre sans relâche vers le nord, le long de la mer Noire;

« IX. Approcher le plus possible de Constantinople et des Indes. Celui qui y régnera sera le vrai souverain du monde. En conséquence, susciter des guerres continuelles, tantôt au Turk, tantôt à la Perse; établir des chantiers sur la mer Noire; s'emparer peu à peu de cette mer ainsi que de la Baltique, ce qui est un double point nécessaire à la réussite du projet; hâter la décadence de la Perse; pénétrer jusqu'au golfe Persique; rétablir, si c'est possible, par la Syrie, l'ancien commerce du levant, et avancer jusqu'aux Indes, qui sont l'entrepôt du monde. Une fois là, on pourra se passer de l'or de l'Angleterre;

« X. Rechercher et entretenir avec soin l'alliance de l'Autriche; appuyer en apparence ses idées de royauté future sur l'Allemagne, et exciter contre elle, par dessous main, la jalousie des princes. Tâcher de faire réclamer des secours de la Russie par les uns ou par les autres, et exercer sur le pays une espèce de protection qui prépare la domination future;

« XI. Intéresser la maison d'Autriche à chasser le Turk de l'Europe, et neutraliser ses jalousies lors de la conquête de Constantinople, soit en lui suscitant une guerre avec les anciens États de l'Europe, soit en lui donnant une portion de la conquête qu'on lui reprendra plus tard;

« XII. S'attacher et réunir autour de soi tous les Grecs désunis ou schismatiques qui sont répandus, soit dans la Hongrie, soit dans la Turquie, soit dans le midi de la Pologne; se faire leur centre, leur appui, et établir d'avance une prédominance universelle par une sorte d'autocratie ou de suprématie sacerdotale : ce seront autant d'amis qu'on aura chez chacun de ses ennemis.

« XIII. La Suède démembrée, la Perse vaincue, la Pologne subjuguée, la Turquie dominée, nos armées réunies, la mer Baltique gardée par nos vaisseaux, il faut d'abord proposer séparément et très-secrètement, d'abord à la cour de Versailles, puis à celle de Vienne, de partager avec elle l'empire de l'univers. Si l'un des deux accepte, ce qui est immanquable, en flattant leur ambition et leur amour-propre, se servir d'elle pour écraser l'autre; puis écraser à son tour celle qui demeurera, en engageant avec elle une lutte qui ne saurait être douteuse, la Russie possédant déjà en propre tout l'Orient et une grande partie de l'Europe.

« XIV. Si, ce qui n'est point probable, chacune d'elles refusait l'offre de la Russie, il faudrait savoir leur susciter des querelles et les faire s'épuiser l'une par l'autre. Alors, profitant d'un moment décisif, la Russie ferait fondre ses troupes rassemblées d'avance sur l'Allemagne, en même temps que deux flottes considérables partiraient, l'une de la mer d'Azof, et l'autre du port d'Arkhangel, char-

gées de hordes asiatiques, sous le convoi des flottes armées de la mer Noire et de la mer Baltique. S'avançant par la Méditerranée et par l'Océan, elles inonderaient la France d'un côté, tandis que l'Allemagne le serait de l'autre, et ces deux contrées vaincues, le reste de l'Europe passerait facilement et sans coup férir sous le joug.

« Ainsi peut et doit être subjuguée l'Europe. »

Certes il suffit, lorsqu'on a achevé l'étude de la vie du créateur de la Russie, de lire ces pages pour y retrouver toute l'expression de sa volonté et de ses plus chères espérances. Si ce ne fut pas lui qui l'écrivit de sa main, sa grande ombre dut se réjouir le jour où un homme comprit si bien toute son histoire et rédigea ce programme clair et précis de sa pensée. Dans ces lignes, se trouvait désormais l'avenir de la Russie. Véritables, elles étaient l'une de ces grandes volontés auxquelles un héritier obéit jusqu'à la mort; fausses, elles restaient encore le guide de la Russie, car, selon l'observation pleine de finesse d'un homme qui a vécu dix ans au milieu des Russes, qui a écrit leur histoire et qui les connaît bien [1], le Russe est souple et spirituel; il garde volontiers un silence de sphinx, et il écoute; puis, quand autour de lui il a entendu dire : voici ce que le Russe fera, voici ce qu'il médite; cette idée qu'on me prête est bonne, se dit-il; adoptons-la. Ce testament montre donc la voie où marche la Russie; c'est celle même dans laquelle Pierre a lancé son peuple; et l'impulsion était si forte, que le colosse charpenté de la veille marche, marche encore, ayant vu jusqu'ici s'accomplir à leur heure les partages et les conquêtes que son créateur, le plus clairvoyant des hommes de génie qui furent jamais, avait marqués avec la précision immuable du destin. Aujourd'hui les temps sont venus, le tsar reprend contre l'empire turc la prédiction recueillie au tombeau de Constantin en 1711; il mène vers Byzance le labarum de Pierre le Grand. Plaise à Dieu qu'il soit temps encore d'arrêter dans son chemin ce faux apôtre de la foi et de la civilisation!

[1] Nous voulons parler de M. Chopin, dont les renseignements oraux et la vaste érudition nous ont été d'un grand secours, et auquel nous aurons, plus d'une fois, occasion de rendre hommage et d'adresser nos remerciements dans le reste de cet ouvrage. A. Jacobs.



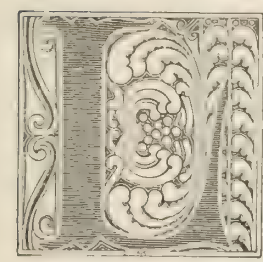


CHAPITRE VI

DE CATHERINE Ire A CATHERINE II.

Usurpation de Catherine Ire. — Pierre II. — Disgrâce de Mentschikof. — Anne Ivanovna. — Le favori Biren — Victoires du général Munnich en Pologne et en Crimée. — Ivan VI. — Régences de Biren et de la duchesse Anne de Brunswick. — Élisabeth. — Traité imposé à la Suède. — L'impératrice choisit pour successeur son neveu Pierre de Holstein. — L'influence de la Russie continue à grandir en Europe. — Mœurs licencieuses d'Élisabeth. — Pierre III. — Son mariage. — Sourdes menées de Catherine. — Révolution de 1762. — Assassinat de Pierre III.

(De 1725 à 1762).



La vie de Pierre le Grand est le fait capital et comme le nœud de cette histoire dans les temps modernes. Le créateur de la Russie lui avait communiqué une si forte impulsion que cette nation nouvelle n'avait plus, pour conserver la place qu'elle venait de conquérir en Europe, et pour étendre ses limites, qu'à marcher dans une voie directe et largement tracée. C'est à ce développement savamment préparé, et régulièrement accompli de la Russie moderne, que nous allons assister désormais. Il ne faut pas s'attendre à trouver, dans cette nouvelle période de son histoire, le même intérêt qu'au temps de Pierre Ier : plus de grande lutte du génie contre la nature et contre les traditions; la nature a cédé, les traditions sont vaincues, les boyards et le clergé ne sont plus que des instruments passifs dans la main du despotisme; et le despotisme lui-même obéit aux idées, et s'asservit aux plans du grand tsar. L'histoire que nous allons voir se dérouler, de Catherine Ire à l'époque contemporaine, va présenter ce double fait : au dedans, des institutions à demi barbares, des intrigues, des révolutions de palais, un continuel scandale; au dehors, de l'éclat, de la grandeur apparente, et une force réelle.

Pendant que Pierre se débattait dans les convulsions de l'agonie, Catherine prenait, de concert avec Mentschikof, toutes les mesures propres à s'assurer le trône.

Ce fut cet empressement qui servit à accréditer l'opinion, fausse cependant, selon toute apparence, suivant laquelle l'impératrice et l'ancien favori auraient hâté la fin du tsar. Au moment où les membres de la noblesse, partisans du fils d'Alexis, s'étaient réunis pour délibérer sur les moyens de donner la couronne à ce prince enfant qu'ils comptaient gouverner à leur fantaisie, Catherine parut au milieu d'eux, les harangua, parla avec fermeté des droits que lui conférait son couronnement, et protesta qu'elle ne voulait le trône que pour le conserver à Pierre Alexeievitch, fils d'un prince dont, la première, elle avait déploré la fin malheureuse. Des libéralités, des présents distribués à propos, achevèrent d'ébranler les assistants; l'archevêque de Novgorod, donnant aux partisans de Pierre le signal de la défection, se leva et jura de reconnaître Catherine comme seule souveraine et impératrice de toutes les Russies; et l'assemblée, effrayée ou séduite, suivit cet exemple.

C'était déjà beaucoup que de s'être assurée des principaux partisans de son rival, mais il fallait encore que Catherine pût s'emparer du sénat, qui, par l'une de ces réactions habituelles aux grands corps politiques durement opprimés, s'apprêtait à profiter de la mort du souverain pour casser les derniers actes de sa volonté. Catherine usa à la fois d'adresse et d'audace : elle mit en mouvement les régiments Préobrajenski et Semenovski, et leur ordonna de cerner toutes les issues du palais. L'impératrice se présenta inopinément au milieu des sénateurs. Elle dit que, touchée de la douleur profonde du sénat, accablée de tristesse elle-même, et pénétrée de zèle pour le bien public, elle venait recommander aux sénateurs le jeune grand-duc Pierre Alexeievitch, et leur promettre solennellement de l'élever de manière à le rendre digne de succéder au grand souverain dont l'État déplorait la perte. Lorsqu'elle eut fini de parler, Mentschikof prit la parole et dit que le sénat ne pourrait délibérer qu'illégalement en présence de l'impératrice. Catherine sortit; et, aussitôt, l'archevêque de Novgorod, se levant, déclara que l'empereur lui avait, dans plusieurs circonstances, fait connaître son intention de transmettre le pouvoir à sa femme, que c'était dans ce but qu'il l'avait fait sacrer impératrice, et, qu'après avoir sauvé l'empire sur le Pruth, elle méritait bien de régner. Les avis étaient partagés dans l'assemblée : Apraxin prit même la parole en faveur du jeune Pierre; mais Mentschikof, se tournant vers l'archevêque de Novgorod : « Ce que j'apprends de votre bouche, lui dit-il, décide la question; seigneurs et pères, vive l'impératrice Catherine ! » Cette acclamation fut répétée dans la salle et jusque dans la cour du palais; Catherine, entourée des grands de l'empire, se montra au peuple; et les chefs de l'armée, du sénat et du synode, la proclamèrent impératrice de toutes les Russies. Ce fut ainsi que la paysanne de Marienbourg monta sur le trône de Rurik et de Pierre le Grand.

Elle commença par rappeler de l'exil la sœur de Moëns, madame de Balk, et l'ancien vice-chancelier Schaffirof, relégué en Sibérie par Pierre Ier, dans les der-

niers temps de son règne ; puis, afin de se concilier les troupes et le peuple, elle fit payer un arriéré de solde considérable et diminua les impôts. Quelques négociations encore prématurées pour l'acquisition de la Courlande, dont Mentschikof s'efforça vainement de se faire nommer duc, et un traité avec l'Autriche, l'Espagne et la Prusse, composent toute la partie extérieure de ce règne. Cette alliance conclue à Vienne le 9 août 1726, et dirigée contre la France, la Suède, le Danemark et l'Angleterre, n'eut pas de résultats immédiats, mais elle promettait à la Russie une intervention fréquente et efficace dans les affaires de l'occident et du centre de l'Europe : à ce titre, elle marquait le progrès de son influence. A part ce fait, qui était un des résultats politiques du règne précédent, Catherine n'accomplit rien de grand et d'utile ; on ne retrouva pas en elle l'activité, le courage et l'ardeur pour les grandes entreprises, qu'elle avait témoignés du vivant de Pierre Ier. Tout entière au luxe et aux plaisirs, elle s'entoura de favoris : le jeune prince Polonais Sapieha et un gentilhomme Livonien, du nom de Lœvenvold, se partageaient ses faveurs, et elle abandonnait entièrement le soin des affaires à Mentschikof. Le ministre, libre des craintes que son maître lui avait inspirées dans les dernières années de sa vie, s'abandonnait sans frein à son avidité; chaque jour, il augmentait par les concussions et les rapines ses immenses richesses; en même temps, il croyait pouvoir ne garder aucun ménagement envers les premières familles, et il accablait de son oppression la noblesse qui n'allait pas tarder à lui faire expier sa toute-puissance.

Suivant la volonté de Pierre le Grand, Catherine venait de marier sa fille aînée Anne au duc de Holstein. Ce prince avait auprès de lui un ministre adroit et intrigant, Bassewitz, qui poussait son maître à disputer le pouvoir à Mentschikof, dans le but de s'emparer lui-même d'une part de l'autorité. Le duc et son ministre firent naturellement alliance avec les ennemis de Mentschikof; de ce nombre était cet Ostermann, Westphalien de naissance, qui avait obtenu de Pierre la dignité de vice-chancelier, et que le souverain avait, à son lit de mort, désigné comme un des hommes les plus utiles à la Russie. Ostermann ne pouvait pardonner à Mentschikof sa hauteur méprisante, ses continuelles menaces du knout et de la Sibérie, et s'était bien promis de l'envoyer lui-même, s'il pouvait, dans ce froid pays de l'exil; en attendant, il rampait à ses pieds, et l'assurait, dans toutes les circonstances, de son profond dévouement à sa personne et à ses intérêts. Ostermann, pensa que le meilleur moyen de renverser Mentschikof était de le rendre de plus en plus odieux; et, avec adresse, il sut l'engager dans une mesure qui le délivrait lui-même de quelques ennemis personnels, mais dont toute la responsabilité retombait sur le ministre. Tolstoï, ce même courtisan que Pierre avait autrefois employé pour ramener de Naples son fils Alexis, Butturlin et le comte de Vier, Portugais au service de la Russie, ministre de la police, tous opposés au parti du jeune Pierre dont ils avaient à craindre la vengeance parce qu'ils avaient été les instruments du meurtre de son père,

furent saisis, jetés dans la forteresse de Pétersbourg, puis frappés du knout et envoyés en exil.

Cependant Catherine était tombée gravement malade, soit, suivant le bruit qui en courut, que Mentschikof, redoutant une disgrâce l'eût empoisonnée; soit, ce qui semble plus vraisemblable, qu'une provocation d'avortement fût cause de son mal[1]. On était alors en mai 1727; l'état de l'impératrice s'aggravait de jour en jour. Bientôt toute la cour sut qu'elle n'avait plus que peu de temps à vivre : elle-même s'aperçut de la gravité de sa situation. Deux partis se formèrent alors pour la succession : l'un voulait donner la couronne à Anne et au duc de Holstein, l'autre au jeune Pierre, fils d'Alexis et petit-fils de Pierre le Grand. Catherine, qui avait conservé la pleine conscience de ses actes, eut dû favoriser sa fille. Cependant, au moment où elle expira, 16 mai, style russe, on produisit un testament que plusieurs historiens[2] ont prétendu, à bon droit, il semble, fabriqué par Mentschikof, et qui désignait le jeune Pierre pour souverain, sous la surveillance d'un conseil de régence.

Lorsqu'elle mourut, Catherine n'avait que trente-huit ans; elle avait régné deux ans et quelques mois[3]. Après avoir tenu une si large place dans la vie de Pierre le Grand, et avoir, dans un moment de courageuse inspiration, sauvé l'empire, elle n'avait plus semblé, sur le trône, qu'une femme ordinaire. Au dire de quelques-uns de ses contemporains, elle n'était rien de plus; le secret de sa faveur se trouve consigné dans ces quelques lignes du général Gordon : « C'était une fort jolie femme, et de bonne mine, qui avait du bon sens, mais point du tout de cet esprit sublime et de cette vivacité d'imagination que quelques personnes lui attribuaient. La grande raison qui la fit si fort aimer du tsar, était son extrême bonne humeur. On ne lui a jamais vu un moment de chagrin ni de caprice. Obligeante et polie avec tout le monde, elle n'oubliait point sa première condition[4].»

Pierre II (1727–1730). Le successeur de Catherine était un enfant de treize ans et demi. Entouré des créatures de Mentschikof, circonvenu de toutes parts par le ministre, il lui abandonna entièrement l'exercice du pouvoir; la créature de Pierre Ier, le fils du pâtissier de Moskou, put se croire à son tour despote de toutes

[1] Levesque, t. V, p. 6, dit que la maladie de l'impératrice était causée par un ulcère au poumon. Mais en se rapprochant de l'époque qui lui était contemporaine, l'historien devient circonspect et use de ménagements qui enlèvent une partie de sa véracité habituelle à la dernière partie de son ouvrage.

[2] Castera, *Introduction à l'Histoire de Catherine II*, t. I, p. 92, ne met pas en doute que ce testament n'ait été fabriqué par le ministre, de concert avec quelques seigneurs.

[3] Elle venait d'instituer l'ordre d'Alexandre Nevski en faveur des services que ne pouvait pas récompenser le cordon de Saint-André, et elle avait créé, conformément à un vœu de Pierre Ier, une Académie des sciences qui compta parmi ses premiers membres d'illustres savants, tels que Delisle, Baër et Bernoulli. C'était là, avec le traité de Vienne, les seules mesures de son règne qui eussent quelque grandeur.

[4] Rabbe, *Résumé de l'histoire de Russie*, p. 313.

les Russies. C'était le moment que la fortune attendait pour le frapper. Son premier acte avait été de dissoudre le conseil de régence que lui-même, s'il est vrai que le testament attribué à Catherine ait été fabriqué par lui, avait institué pour paraître donner à ses complices une part du pouvoir. Puis il fit loger le jeune empereur dans son palais pour que ceux des courtisans qu'il craignait ne pussent pas l'approcher ; il força le duc et la duchesse de Holstein de s'exiler à Kief ; enfin il fiança sa fille à Pierre II. Mais pendant qu'il usait despotiquement de la toute-puissance, les courtisans, qui le détestaient, ne songeaient de leur côté qu'aux moyens de ruiner sa faveur. Ostermann, constant dans son inimitié secrète, ses principaux ennemis, Golovkin, Galitzin et Dolgorouki, conjurèrent sa perte. Un jour que Mentschikof s'était rendu à sa maison de plaisance d'Oranienbaum pour y faire la dédicace d'une chapelle, Ostermann, profitant de son absence, demanda au tsar s'il n'était pas impatient de l'insolente tutelle de son ministre, et le détermina si bien à secouer ce joug, que celui qui, le matin avait quitté Saint-Pétersbourg tout-puissant, n'y rentra le soir que pour être chargé de fers et exilé en Sibérie[1].

Ce fut au profit des Dolgorouki que s'opéra cette révolution de palais; les nouveaux ministres pensèrent consolider leur faveur en faisant épouser au tsar une princesse de leur famille ; ils semblaient devoir être plus heureux que Mentschikof dans la réalisation de ce projet, ils avaient surmonté tous les obstacles; et Catherine Dolgorouki était fiancée au jeune souverain, lorsque celui-ci fut attaqué de la petite vérole, et mourut dans la nuit du 29 au 30 janvier, après un règne dont le seul fait remarquable était la révolution qui avait précipité Mentschikof du comble de la faveur dans l'exil.

Anne Ivanovna (1730-1740). — A qui allait passer, après la mort du dernier descendant mâle de Pierre le Grand, le sceptre de la Russie ? Était-ce à l'une de ses deux filles Anne ou Élisabeth ? Cette dernière devait régner un jour, mais son tour n'était pas encore venu. Les grands corps de l'État, c'est-à-dire le sénat, les boyards et les chefs de l'armée avaient, à chaque avénement, comme des velléités d'indépendance, et ils cherchaient autour d'eux, dans la famille impériale, le personnage dont ils espéraient faire le souverain le moins fort et le moins absolu. Ce fut ce motif qui, à la mort de Pierre II, détermina leur choix en faveur d'Anne, fille d'Ivan, frère aîné de Pierre le Grand, au détriment d'Anne et d'Élisabeth, filles de leur grand souverain. Ostermann et Dolgorouki furent les principaux instruments de cette élection : le second, qui avait été l'amant heureux de la fille d'Ivan, et qui sans doute espérait, en le redevenant, retrouver sous ce règne la faveur qu'il avait acquise auprès de Pierre II, se chargea d'aller en Courlande annoncer à la princesse le choix que la nation venait de faire d'elle pour sa souveraine.

[1] Il y mourut en 1729.

On raconte qu'en entrant chez Anne Ivanovna, Dolgorouki trouva auprès d'elle un homme assez mal vêtu auquel il fit signe de se retirer; comme celui-ci ne bougeait pas, Dolgorouki voulut le prendre par le bras pour le faire sortir. Anne l'en empêcha. Cet homme était Ernest-Jean Biren, petit-fils d'un palefrenier de Jacques III, duc de Courlande, et c'est lui qui, dans un pays souillé par tant de meurtres et de crimes, s'est fait par-dessus tous une réputation d'implacable et sauvage férocité. Les Dolgorouki devaient payer cher le mépris que le chef de leur famille avait témoignés à ce favori.

Anne s'empressa de quitter Mittau, capitale de la Courlande, et accourut à Moskou, où elle ne tarda pas à être suivie de Biren, bien qu'elle eût promis d'abandonner cet homme, odieux aux Russes pour la bassesse de sa naissance et pour son extraction étrangère. Le premier soin de Biren fut d'aider Anne à secouer le joug que le sénat et les grands prétendaient lui imposer; en effet, les Ordres supérieurs de l'État avaient rédigé les articles suivants: — L'impératrice ne gouvernera que d'après les délibérations d'un conseil souverain; — elle ne fera de son chef ni la paix ni la guerre; — elle n'établira aucun impôt et ne disposera d'aucune charge considérable sans l'agrément du conseil; — elle ne punira de mort aucun gentilhomme qui n'aura pas été convaincu de crime capital; — elle ne pourra confisquer les biens de personne, ni disposer des biens de la couronne et en rien aliéner; — elle ne pourra se marier ou se choisir un successeur qu'avec l'agrément du conseil souverain.

Ainsi ce n'était pas à un empire asservi à ses volontés que la nouvelle impératrice allait commander; elle venait se placer sous la dure tutelle d'une république oligarchique. Mais elle pensait bien n'y pas rester longtemps. Par ses libéralités elle sut gagner l'esprit des soldats, sema la désunion parmi les membres du conseil, et fit craindre à la noblesse de second ordre l'oppression des grandes familles; enfin ses partisans surent rendre les Dolgorouki odieux pour leur dureté et leur ambition. Outre Biren, qui se tenait encore dans l'ombre, mais qui pourtant faisait agir sous main tous les ressorts de l'intrigue, Anne comptait dans son parti quelques personnages influents. Ceux-ci se rendirent au palais accompagnés de six cents gentilshommes de la noblesse secondaire, et demandèrent audience. L'impératrice se garda bien de les refuser. Ils la supplièrent d'assembler le conseil suprême pour examiner quelques points concernant la constitution nouvelle. Cependant le sénat s'était réuni pour aviser au parti à prendre dans ce mouvement qui annonçait une révolution. L'ordre de comparaître devant la souveraine interrompit sa délibération. En présence de ce corps, du conseil et de l'impératrice, le comte Matveïf, l'un des partisans d'Anne Ivanovna, lui demanda, au nom des gentilshommes de l'empire, si elle n'avait pas été surprise par la capitulation de Mittau, c'est-à-dire par les conditions que Dolgorouki, au nom du sénat, lui avait posées en venant, dans la capitale du duché de Courlande, lui annoncer qu'elle avait été nommée impératrice. Anne

feignit une grande surprise ; elle se fit lire les articles de la capitulation, demandant à chacun d'eux, s'ils convenaient à la nation. Les gentilshommes répondirent négativement, ainsi qu'ils en étaient convenus à l'avance; alors se plaignant d'avoir été trompée, et déchirant cet écrit comme inutile, elle déclara : « Que l'empire de Russie n'ayant jamais été gouverné que par un souverain, elle voulait jouir des prérogatives de ses ancêtres et prédécesseurs, puisqu'elle était montée sur le trône, non par voie d'élection, comme le prétendait le conseil, mais par droit d'héritage; et elle ajouta que tous ceux qui s'opposeraient à l'exercice de sa puissance souveraine, seraient punis comme coupables de haute trahison. »

L'assemblée répondit par des acclamations à ce discours; on prit les mesures propres à comprimer une résistance qui, d'ailleurs, ne pouvait pas être bien sérieuse dans ce pays, rompu depuis longtemps à la plus dure servitude, et des courriers furent expédiés dans toutes les provinces pour répandre la nouvelle de ce changement. Le peuple de Moskou, composé de serfs affranchis et de marchands, montra une vive joie; les corps militaires firent fête à l'argent qui leur avait été distribué; les sénateurs craignirent assez le knout et la roue pour se taire; enfin tout l'empire fut satisfait. A la vérité, le soir du jour où cette révolution fut accomplie, l'horizon parut d'un rouge de feu; et le peuple russe, dans sa superstition, augura que beaucoup de sang devait couler. La prédiction n'était pas fausse : le règne de Biren allait commencer [1].

Anne, faible par caractère, n'avait ni la grandeur ni les vues élevées de la souveraine que nous verrons bientôt occuper le trône des tsars; mais comme toutes les femmes qui ont régné sur la Russie, elle était voluptueuse, et elle laissa gouverner l'empire par l'homme qui avait captivé ses sens. La constitution éphémère que le sénat avait voulu créer, venait de s'écrouler au premier choc de ce pouvoir impérial si fortement constitué par Pierre I[er]; le petit-fils d'un palefrenier demeura le véritable maître de la Russie. Biren avait voulu, au temps où Anne n'était encore que duchesse de Courlande, se faire agréger au corps de la noblesse courlandaise. Le caractère odieux de ce favori, la bassesse de sa naissance et la brutalité de ses mœurs, l'avaient fait rejeter, et il avait juré de se venger plus tard de cet affront. La fortune le servait à souhait. Ses premières victimes furent prises parmi les boyards russes. Nommé chambellan et appuyé sur Ostermann, serviteur et flatteur intéressé de tous les régimes, sur Munnich [2], général-maréchal des armées, de plus commandant

[1] *Mémoires historiques, politiques et militaires sur la Russie*, par le général Manstein, t. I[er], p. 55-60. — Leclerc, *Hist. mod.*, t. II. — Levesque, t. V.

[2] Munnich était un gentilhomme allemand du comté d'Oldenbourg; après avoir fait ses premières armes sous Eugène et Marlborough, il entra au service de Pierre le Grand. Bon ingénieur, supérieur comme militaire à la plupart des étrangers qui servaient en Russie, il s'était distingué, comme nous l'avons dit plus haut, par la construction du canal de Ladoga, et il n'allait pas tarder à

de Pétersbourg et de l'Ingrie, et sur Tcherkaski, l'un des grands qui avaient fait preuve de dévouement à l'impératrice dans la révolution de 1730, il se donna la satisfaction d'accabler ses ennemis. Les Dolgorouki furent sacrifiés les premiers à sa vengeance : exilés d'abord auprès de Tobolsk, en Sibérie, puis rappelés, deux de ces princes périrent sur la roue, deux furent écartelés, trois autres eurent la tête tranchée, et le reste de cette famille, qui un moment avait été assez puissante pour croire qu'il lui serait permis de s'emparer du trône [1], fut dépouillé de tous ses biens et relégué en exil. Tous les amis des Dolgorouki périrent sous la hache ou furent jetés dans les déserts glacés de la Sibérie. Biren fit périr dans les supplices plus de onze mille Russes, et il en exila un plus grand nombre. L'impératrice, dit-on, se mettait souvent à ses genoux pour l'apaiser, mais ni les prières ni les larmes ne pouvaient toucher ce féroce parvenu. Son orgueil et son implacable cruauté firent oublier le glorieux despotisme de Pierre Ier, et même la dure oppression de Mentschikof. Pendant quelques années pourtant, la Russie fut délivrée de ce ministre sanguinaire. Anne força les Courlandais à le nommer leur duc souverain (1737) : il put enfin verser des torrents de sang pour se venger des mépris que lui avait autrefois témoignés le corps des nobles de Courlande. Malgré cela, les courtisans, et même les ministres étrangers, lui prodiguaient les plus viles flatteries : « On les vit souvent, dit Castera, même dans les fêtes publiques, baiser la main du favori et porter sa santé à genoux avec ce toast : « Malédiction à quiconque ne fait pas de même, et n'est pas sincère et fidèle ami de Son Altesse, Monseigneur le duc de Biren ! [2] »

Cependant les intrigues et les scandales qui agitaient la Russie ne l'empêchaient pas de suivre sa forte impulsion, d'exercer son influence sur les états voisins et de s'agrandir au dehors. Avant l'élévation de Biren au titre de duc de Courlande, l'impératrice avait placé l'électeur de Saxe, Auguste III, sur le trône de Pologne, et forcé Stanislas Lekzinski de renoncer, pour la seconde fois, à la funeste préférence que lui avaient accordée les Polonais ; puis, ses armées, commandées par le célèbre maréchal Munnich, avaient remporté de grands avantages sur les Turcs et les Tatars de Crimée.

A la mort d'Auguste II (11 février 1733), les troubles, qui se produisaient à chaque élection souveraine, avaient recommencé à agiter la Pologne. Les partisans de Stanislas Lekzinski étaient nombreux, mais la Russie persévérait à rejeter, dans la personne de l'ancienne créature de Charles XII, un roi natio-

s'illustrer par ses victoires sur les Turcs et les Tatars. — La vie de Munnich a été écrite par un de ses compatriotes, G.-A. de Halem, et publiée en français en 1807.

[1] Manstein raconte dans ses *Mémoires*, t. Ier, p. 41, qu'à la mort de Pierre II, les Dolgorouki crurent pouvoir placer sur le trône Catherine, la jeune fille de leur famille, qu'ils avaient fiancée au tsar. Ivan Dolgorouki, tirant son épée, la proclama impératrice, et s'écria : Vive Catherine II ! Comme ce cri n'avait pas d'écho, il remit son épée au fourreau ; et ce fut alors que le chef de cette famille, toute puissante, proposa de donner le sceptre à Anne Ivanovna.

[2] Castera, t. Ier, p. 101

nal. Proscrit, longtemps errant en Europe, Stanislas faisait admirer dans les revers sa grandeur d'âme. La fortune avait placé la fille de ce roi déchu sur le trône de France, et les Polonais comptaient sans doute sur l'intervention du roi Louis XV en faveur de son beau-père, lorsqu'ils élurent, presque à l'unanimité, Stanislas roi de Pologne. Cependant l'argent et les promesses russes agissaient en Lithuanie pour affaiblir ce que la Russie appelait le parti français. Deux évêques et quelques nobles protestèrent contre cette élection, et demandèrent du secours à l'impératrice Anne, qui attendait avec impatience l'invitation de faire entrer ses troupes en Pologne. De leur côté, les partisans de Stanislas avaient chassé de Varsovie l'ambassadeur russe sous prétexte qu'il pratiquait des intrigues scandaleuses dans leur capitale. L'armée russe, commandée par le comte de Lascy, s'avança aussitôt à grandes journées jusqu'au cœur de la Pologne. Anne, en se prononçant pour le chef de cette maison de Saxe, dont les intérêts étaient, depuis Pierre le Grand, intimement liés à ceux de la Russie, avait eu la précaution de faire prendre à son candidat l'engagement de lui céder les districts déjà détachés de la Courlande, et de donner l'investiture de ce duché à celui qu'elle aurait désigné. De son côté, la cour de Vienne, qui prétendait aussi exercer une influence sur les élections polonaises, consentit à oublier d'anciens différends avec l'électeur de Saxe, et à favoriser Auguste III, lorsque celui-ci eut signé la Pragmatique de Charles VI.

Restaient la France et la Turquie, intéressées à la question polonaise, l'une par ses liens de famille, l'autre par son voisinage, par l'intérêt qu'elle avait à s'opposer à l'agrandissement de la Russie, et par la clause du traité du Pruth (art. 3), qui interdisait aux tsars d'intervenir dans les affaires de Pologne. Malheureusement la Turquie se borna à adresser des réclamations, et la France intervint avec une impardonnable faiblesse. Il fallait quinze à vingt mille hommes pour défendre Dantzick, où Stanislas, poussé par l'armée du comte de Lascy, s'était réfugié. La France se contenta d'y envoyer, malgré les instances de M. de Plélo, son ambassadeur à la cour de Danemark, trois régiments (deux mille hommes environ), dont le courage héroïque fut insuffisant contre les forces de terre et de mer déployées par les Russes, et placées sous le commandement du général Munnich. Les Français ne purent pas pénétrer dans la place; isolés sur l'île de Fervasseer, pressés de toutes parts, accablés par le nombre, ils furent forcés de capituler; ils devaient être remis dans un port neutre de la Baltique; mais, contre la foi du traité, on les conduisit captifs à Cronstadt [1]. A travers mille dangers, Stanislas réussit à quitter la ville sous un

[1] Quelques mois plus tard, ils furent renvoyés en France, après la restitution d'une frégate russe dont une frégate française s'était emparée. Il existe un document très-rare et très-curieux sur cette petite expédition française de Dantzick. Il est intitulé : *Voyage des troupes françoises en Pologne*, par M. le chevalier de Boëncourt, enseigne d'infanterie au régiment du Blaisois, et a été publié avec une préface et des notes anglaises à Edimbourg, chez A. Henderson, 1830. Cet ouvrage, tiré à un très-petit nombre d'exemplaires avec un grand luxe de typographie, a été écrit par un

déguisement, lorsqu'il fut certain qu'elle ne pouvait plus résister. Dantzick fut taxée à deux millions d'écus, dont un million comme châtiment pour n'avoir pas empêché la fuite de Stanislas. Les partisans de ce roi deux fois proscrit n'opposèrent plus une résistance inutile aux oppresseurs de la Pologne, et Frédéric Auguste III fut couronné sous les drapeaux russes; le traité de Vienne consacra ses droits, 18 septembre 1738[1].

Ce fut dans l'année qui précéda ce traité que l'impératrice Anne, recueillant les fruits de son intervention, fit donner le duché de Courlande à Biren. Le nouveau roi de Pologne s'empressa, suivant les conventions, de lui en accorder l'investiture : le résultat de la nouvelle élection polonaise était donc pour la Russie l'acquisition à peu près complète de la Courlande.

Ces avantages firent espérer à l'impératrice qu'il lui serait possible de laver la honte de 1711 et de déchirer le traité du Pruth. Munnich rentrait en Russie, lorsqu'il reçut l'ordre de se diriger vers Azof et d'assiéger cette ville, sous prétexte que les Tatars avaient franchi leurs limites et envahi la Russie méridionale. En vertu des traités en vigueur, la Russie et l'Autriche devaient combattre la Turquie chacune sur ses frontières. Plein d'ardeur, se trouvant à la tête d'une armée rompue à la discipline et habituée aux plus rudes fatigues, Munnich voulut justifier la réputation de grand général que lui avait acquise la campagne de Pologne. Il rassemble son armée à Isoum, dans le voisinage des *lignes de l'Ukraine*, suite de retranchements élevés par Pierre I[er], et destinés à défendre le pays ouvert entre le Dniéper et le Donetz, affluent du Don. Le général commença par fortifier le fameux chantier de Voroneje, à cent lieues au nord d'Azof, sur le Don, et il en construisit un nouveau à Briensk, sur le Dniéper; il parcourut ensuite et s'occupa de réparer les lignes de l'Ukraine; puis, dès le mois de mars 1736, il passa le Don et fit assiéger Azof par le comte de Lascy, tandis que lui-même, à la tête de cinquante-quatre mille hommes, envahissait la Tatarie.

Ce n'était pas une petite entreprise que de conduire une telle armée à travers un pays dépourvu de la plupart des choses nécessaires à la vie, où souvent même l'eau manquait, où la marche était rendue extrêmement pénible par la nécessité de traîner une multitude de chariots chargés de provisions et de bagages, où enfin on était sans cesse harcelé par les Tatars, dont on envahissait le territoire. Malgré tant de difficultés, Munnich avançait, plein de confiance dans l'issue de son expédition; ses soldats, accablés de fatigue, refusèrent plusieurs fois de le suivre; beaucoup d'entre eux se prétendaient malades et deman-

officier de vingt ans, qui raconte avec beaucoup de charme et de naïveté la lutte courageuse des Français commandés par le colonel de La Motte, et guidés par M. de Plélo, mort en combattant sous Dantzick. L'auteur retrace tous les détails de sa captivité passagère en Russie, les souffrances de ses compagnons, dont les deux tiers moururent de misère, de froid et dans les naufrages; et il fait, de ce qu'il a vu, une description exact et intéressante.

[1] Manstein, t. I[er], p. 116-137. — Rulhière, *Hist. de l'Anarch. de Pologne*, t. I[er], p. 146-158.

daient à repasser les frontières. Le général publia aussitôt la défense d'être malade sous peine d'être enterré vif. Ce moyen réussit; le lendemain trois soldats furent enterrés vivants sur le front du camp : aussitôt les maladies cessèrent, et l'armée passa outre [1]. Ce fut ainsi que Munnich parvint aux lignes construites pour défendre la Crimée.

L'isthme de Pérécop, qui rattache la presqu'île au continent, est large de sept verstes (environ sept kilomètres); les Tatars y avaient construit, à l'abri de tours munies d'artillerie, des retranchements redoutables. Ces retranchements furent emportés de vive force, puis l'armée russe s'avança au cœur de la péninsule; ce ne fut pas sans des fatigues inouïes que s'accomplit cette marche à travers les déserts de la Crimée septentrionale. « La plupart des rivières, dit le biographe du général Munnich, y sortent de lacs salés, quelques-unes seulement offraient de l'eau potable et l'on rencontrait très-peu de sources. Çà et là les plaines étaient coupées de montagnes tellement rapprochées que quelques Tatars suffisaient pour arrêter dans sa marche toute l'armée russe [2]. » Enfin, a Koslov, les Russes s'emparèrent de magasins considérables; ils virent l'abondance succéder à la disette, et le général profita de cette circonstance pour entraîner ses soldats, malgré le mécontentement d'un grand nombre de leurs chefs, jusqu'à Baktchi-Seraï qui était alors la résidence des khans de Crimée. Cette ville est située entre deux hautes montagnes dans un vallon étroit que traverse un ruisseau. Ses maisons sont bâties, partie dans le vallon et partie a mi-côte sur les rochers. Ses jardins, les tours de ses nombseuses mosquées, les rochers qui semblent menacer la ville, forment un ensemble très-pittoresque. Malgré la force de sa position, cette place fut enlevée de vive force comme les retranchements de Pérécop; et, suivant un terrible système de destruction que le général russe mettait partout à exécution sur son passage, elle fut livrée aux flammes : on n'épargna pas même la maison et la bibliothèque des missionnaires jésuites qui s'étaient fixés au milieu de cette presqu'île de Crimée, alors si lointaine. Une ville située à cinq lieues dans le nord-est, Simphéropol, qui portait le nom de Ak-Metchet, éprouva le même sort; ses dix-huit cents habitations furent réduites en cendres.

Baktschi-Seraï fut le point extrême de cette expédition, la première que les Russes aient dirigée dans cette péninsule, dont ils devaient bientôt faire l'une des riches provinces de leur empire. Munnich, malgré le désir qu'il avait de s'avancer jusqu'à Kaffa, retourna sur ses pas et rentra dans Pérécop, où il fut rejoint par le comte de Lascy qui, après avoir pris Azof, venait-au devant de son général.

L'année suivante, Munnich assiégea Oczakof, à l'embouchure du Dniéper. Aussi

[1] Ce fait est rapporté par Rulhière dans son *Hist. de Pologne*, t. Ier, p. 162. Le biographe du maréchal nie énergiquement qu'il soit exact, mais il nous semble tout à fait vraisemblable de la part de Munnich, renommé pour sa dureté et son mépris de la vie du soldat.

[2] *Vie du comte de Munnich*, par A. de Halem.

audacieux, aussi prodigue du sang de ses soldats que dans sa première campagne, il attaqua cette ville, bien qu'elle fût défendue par une artillerie formidable, par une nombreuse garnison, et que lui-même n'eût qu'une faible quantité d'approvisionnements et de munitions. Une bombe allume dans la ville un vaste incendie; aussitôt Munnich commande l'attaque; l'incendie se propageant fait sauter successivement trois magasins à poudre, ensevelit au loin, sous les ruines, une partie de la ville et un grand nombre d'assiégeants. Des bataillons russes refusent de monter à l'assaut; mais le général fait pointer contre eux une batterie de canons; et ce fut ainsi que ses soldats, forcés de combattre, emportèrent cette malheureuse ville. Avec son mépris de la vie humaine, son opiniâtreté, l'allemand Munnich était devenu au service de la Russie le type accompli du général russe.

Dans les deux campagnes qui suivirent, 1738 et 1739, le général remporta une grande victoire non loin du lieu témoin de la funeste capitulation de Pierre I[er]; il prit Chokzim et conquit toute la Moldavie. Toutefois les défaites que, de leur côté, essuyaient les généraux autrichiens, la perte de Belgrade et le traité que la cour de Vienne avait signé séparément à la suite de quelques mésintelligences avec son allié, forcèrent les Russes à évacuer les provinces dont ils s'étaient emparés. En vertu du traité qui fut signé à Belgrade, le 17 octobre 1739, Chokzim, Oczakof et la forteresse de Kinburn, furent restituées à la Porte; les Russes conservèrent seulement Azof, mais démantelé. « Il ne fut pas question de Taganrok, dit Mably, qui a fort bien apprécié la politique russe dans son ouvrage sur le *Droit public*, et ce silence laissait à la Russie le droit équivoque d'y construire une citadelle. Les limites du Dniéper n'y étaient pas réglées, afin que la Russie pût s'y établir un jour au préjudice de la Pologne. On n'y parlait pas des affaires de cette dernière puissance; ce qui semblait autoriser la Russie à y exercer telle influence qu'elle voudrait : mais les Russes renonçaient encore (art. 1 et 2) au privilége d'avoir une flotte sur la mer Noire. Ce traité paraît peu favorable en raison des avantages obtenus dans quatre campagnes; aussi se flattait-on de pouvoir le rompre avec l'appui de l'Autriche, quand la mort de Charles VI, les embarras de Marie-Thérèse et la menace d'une guerre de la part de la Suède, firent que le gouvernement russe s'estima heureux de compléter la paix de Belgrade par la convention de Constantinople, en 1741[1]. »

Telles étaient, il y a cent vingt ans, les phases d'une lutte entre la Russie et la Turquie, et les résultats, modestes encore, des victoires remportées par les généraux russes. Après la Turquie, ce fut au tour de la Suède d'entrer en guerre avec la Russie. Les ennemis de cette formidable puissance, bien qu'ils la vissent grandir chaque jour, commettaient la faute de ne jamais s'entendre; il semblait qu'ils attendissent pour la combattre qu'elle fût délivrée de tous ses

[1] Mably, *Droit public*, œuvr. compl., t. V, p. 148. — *Vie du comte de Munnich*, par G. de Halem. — *Mémoires de Manstein*, t. I[er].

autres ennemis. Si la Suède eût pris les armes en 1738, elle eût mis la cour de Saint-Pétersbourg dans de graves embarras; mais elle consuma le temps en vaines négociations, et ne se résolut à la guerre que lorsque la Russie se trouva en état de la bien soutenir. L'impératrice Anne ne devait pas assister à ce démêlé: elle mourut, âgée de quarante-sept ans, à la fin d'octobre 1740.

Son gouvernement avait été oppressif et dur, comme le génie de Biren; d'un naturel affable et généreux, mais faible, Anne s'était laissé dominer par l'homme sanguinaire dont elle avait fait son favori. Au dehors, son gouvernement fut constamment heureux: elle avait à peu près acquis la Courlande, assuré l'influence de la Russie en Pologne, étendu au sud l'empire par les victoires de Munnich. Elle avait, à la vérité, renoncé aux provinces que Pierre Ier avait conquises sur la Caspienne et qu'il s'était fait céder par la Perse; mais leur possession était coûteuse et mal assurée, il fallait y entretenir des garnisons, et Thamas Kouli-khan menaçait de les reprendre par la force. Au dedans, son administration eut plus d'un fâcheux résultat: la marine si laborieusement créée par Pierre le Grand, fut délaissée; et les bâtiments mal entretenus ou inachevés, pourrirent dans les ports ou sur les chantiers. Aucune mesure favorable au commerce ne fut mise à exécution; enfin, l'impératrice ruina les finances par une magnificence sans goût et des profusions sans libéralité.

Ivan VI, régences de Biren et de la grande duchesse Anne de Brunswick (1740-1741). Anne avait appelé auprès d'elle sa nièce, la fille de sa sœur aînée, Catherine Ivanovna; et, la reconnaissant pour son héritière, elle lui avait donné son nom, et l'avait mariée à Antoine Ulric, duc de Brunswick-Lunebourg. De ce mariage naquit, quelques mois avant la mort de l'impératrice, un prince nommé Ivan, enfant dont la destinée devait être un modèle de souffrances et de misère, bien que dès sa naissance il eût été proclamé grand-duc de Russie. On savait que la volonté de l'impératrice était que le jeune Ivan fût empereur sous la régence de sa mère; cependant Biren, de concert avec Ostermann, Munnich et quelques autres personnages influents, résolut d'usurper le pouvoir. Anne, à ses derniers moments, avait signé un testament rédigé par Ostermann au nom de sa souveraine, et par lequel elle conférait la régence à Biren. Aussitôt que l'impératrice eut expiré, Ostermann se présenta devant le favori, le suppliant d'accepter cette haute dignité que son ambition convoitait avec ardeur, et fit signer sa supplique par les principaux membres du clergé, les boyards, les ministres, les sénateurs, tous ces grands personnages que, depuis dix ans, Biren décimait sans relâche.

Le titre que le despote acquit de la sorte, ne fit qu'accroître son orgueil et sa dureté. Loin d'avoir quelques égards pour le duc Antoine Ulric, père du petit empereur, il le força de se démettre de ses emplois. Il écarta de même tous ceux qui lui faisaient ombrage, et laissa entrevoir le projet de faire passer le trône dans sa famille, en cherchant à marier son fils et sa fille aux héritiers de Pierre

le Grand. Munnich, l'un de ceux à qui Biren devait la régence, fut mécontent de n'en pas partager l'autorité. Il résolut alors de rendre au duc et à la duchesse de Brunswick les droits dont il avait aidé à les dépouiller. Une conjuration fut bientôt formée. Le soir même fixé pour l'exécution du complot, Munnich soupait au palais d'été chez le régent. Pendant le souper, Biren paraissait soucieux : « Monsieur le maréchal, demanda-t-il à Munnich, dans toutes vos expéditions n'avez-vous jamais entrepris rien d'important pendant la nuit? » Munnich crut d'abord que son projet était pénétré; cependant il conserva assez de présence d'esprit pour répondre : « Je ne me rappelle pas avoir entrepris rien d'extraordinaire pendant la nuit, mais j'ai pour principe de saisir les occasions qui me semblent favorables. » Puis il quitta Biren pour se rendre au palais d'hiver, que le jeune empereur occupait avec ses parents; et, après avoir engagé la duchesse de Brunswick à mettre dans son parti, par des largesses, et, les officiers et les soldats qui étaient de garde auprès du tsar, il revint chez le régent qu'il fit arrêter par un détachement de vingt hommes, commandé par Manstein, alors son aide de camp. Les deux frères du régent, le général Bismark, son beau-frère, et Bestuchef, l'âme de son conseil, furent arrêtés de même. Biren fut enfermé dans Schlusselbourg, et, bientôt après, envoyé en Sibérie. Les habitants de Pétersbourg apprirent, à leur réveil, qu'ils avaient de nouveaux maîtres.

La duchesse de Brunswick se déclara grande-duchesse et régente, et nomma le duc Antoine-Ulric, son époux, généralissime des troupes. Munnich fut fait premier ministre. Mais bientôt Ostermann, jaloux du maréchal, persuada à la régente qu'il manquait des connaissances nécessaires pour diriger l'administration intérieure; Munnich, forcé de renoncer à une partie de ses attributions, donna sa démission, et prépara par sa retraite la chute de la régente.

La Suède, qui, à la mort de l'impératrice Anne, était près de déclarer la guerre à la Russie, s'y résolut en ce moment. Dans ce malheureux pays, déchiré par des factions, le parti de la guerre venait de prendre le dessus, bien qu'on ne fût pas en mesure de soutenir une lutte avec avantage : « A la veille d'attaquer une puissance comme la Russie, la Suède, dit Manstein[1], n'avait que peu de troupes dans la Finlande qui devait être le théâtre de la guerre; elle n'y avait pas de magasins, et elle manquait de provisions dans le royaume, en sorte que les troupes qu'elle entretenait, pour garder cette province, ne purent être rassemblées dans un seul camp. » Il est vrai que la France, qui craignait de voir la Russie intervenir dans les affaires de l'Allemagne, en faveur de l'Autriche, contre laquelle elle entrait alors en campagne, avait fait aux Suédois de fortes avances d'argent, pour qu'ils fussent en état de commencer les hostilités; la guerre fut déclarée le 1er août 1741. Les Russes, commandés par le comte de Lascy, qui avait été élevé au rang de maréchal, entrèrent dans la Finlande

[1] *Mémoires*, t. II, p. 139.

suédoise, battirent les Suédois, et prirent la ville de Wilmanstrand. Là se bornèrent les résultats de la première campagne. Cette guerre devait être achevée sous le règne d'Élisabeth.

Une fois en possession du pouvoir, la duchesse de Brunswick avait imité dans sa vie privée le scandale des deux souveraines qui l'avaient précédée. Du vivant de l'impératrice, sa tante, elle avait conçu une vive passion pour le comte Lynar, ministre de Saxe à Pétersbourg. Anne, qui en fut instruite, pria Auguste III de rappeler Lynar; mais dès que la duchesse parvint à la régence, Lynar reparut en Russie. Aidée par Julie de Mengden, sa favorite, la régente s'abandonna entièrement à son penchant et négligea les affaires. Antoine-Ulric fit vainement des reproches à sa femme, et une grande mésintelligence régna bientôt entre le deux époux. Les ministres russes ne s'accordaient pas mieux entre eux que la régente et son mari. Ostermann craignait Golovkin, Munnich ne demeurait pas étranger aux cabales; ce n'était partout que haines et factions. Le tsar Ivan, encore au berceau, était oublié de tout le monde, même de ses parents; une nouvelle revolution allait agiter Pétersbourg.

Anne de Brunswick ne semblait pas cependant s'apercevoir du danger qui la menaçait : elle venait de recevoir une somptueuse ambassade de Thamas-Kouli-Khan, qui, après avoir renversé les Sophis et s'être établi sur le trône de Perse, avait conquis l'empire du Mogol. Thamas envoyait demander en mariage la seconde fille de Pierre le Grand, Élisabeth, dont il avait entendu vanter la beauté; son ambassadeur, escorté de seize mille hommes, traînant cent pièces de canon et chargé de présents magnifiques, s'était présenté aux frontières de l'empire. Les gouverneurs des provinces russes avaient engagé la troupe à s'arrêter sur les bords du Terek, et l'ambassadeur, accompagné de trois mille cavaliers, avait été trouver, dans Moskou, la régente, et lui avait fait part de la demande de son maître, après avoir offert en son nom quatorze éléphants, des diamants et des pierreries. La duchesse Anne, qui méditait en ce moment d'échanger le titre de régente contre celui d'impératrice, eût bien voulu se délivrer de la présence importune d'une rivale en accordant au shah la main d'Élisabeth; mais il fallait autre chose, à la fille voluptueuse de Catherine et de Pierre Ier, qu'une place dans les harems du conquérant de l'Asie.

Élisabeth, seconde fille de Pierre Ier et de Catherine, était née dans l'année de la victoire de Pultava. Elle avait été fiancée au duc de Holstein-Eutin, en 1727. Ce jeune prince était mort de la petite vérole dans cette année même, et ce malheur avait paru causer à la princesse un violent chagrin. Toutefois elle ne tarda pas à se consoler; et ce qui semblerait étrange partout ailleurs que dans l'histoire de Russie, elle prit l'objet de sa nouvelle affection dans les simples gardes du régiment de Préobragenski. Grande et bien faite, remarquablement belle de visage, gracieuse, affable et magnifique, à la fois voluptueuse à l'excès et superstitieuse, Élisabeth s'était concilié le peuple et l'armée

autant par ses faiblesses que par ses qualités. Les gardes, au milieu desquels elle avait pris son amant Alexis Razoumofski, étaient passionnément dévoués à sa personne. Son caractère frivole la rendait peu propre aux intrigues compliquées, mais les ambitieux agissaient en son nom; et au commencement de 1741, au moment où les dissensions survenues entre Anne de Brunswick, son mari et les ministres, causaient de graves embarras à la régente, Élisabeth se trouva avoir un parti considérable.

L'ambassadeur de France, le marquis de la Chétardie, espérant qu'une nouvelle révolution à Pétersbourg, en renversant la régente, priverait Marie-Thérèse d'Autriche de l'appui de la Russie, ourdit, de concert avec quelques agents suédois[1], une conjuration dont un aventurier français, le chirurgien Lestocq, fut le principal instrument. La Chétardie fournit l'argent; Lestocq n'eut pas de peine à gagner ceux des gardes Préobragenski auxquels il s'ouvrit de ses desseins, et l'exécution du complot fut fixée à la fête de la bénédiction des eaux, parce que les troupes ont coutume, ce jour-là, de s'assembler sur les bords de la Néva. Mais les indiscrétions de Lestocq ne permirent pas d'attendre jusqu'à ce moment. La régente apprit de tous côtés qu'on tramait des complots contre elle. Au lieu d'en faire saisir les auteurs, elle se contenta d'interroger Élisabeth, qui, en versant des larmes, et avec toutes les apparences de la plus grande ingénuité, l'assura de son innocence. Effrayée du danger qu'elle venait de courir, Élisabeth voulait abandonner tous ses plans; Lestocq vint la trouver, il s'efforça de lui persuader qu'elle était trop avancée pour reculer; et comme elle hésitait encore, il dessina sur une carte, d'un côté le portrait de la princesse couronnée et placée sur un trône, de l'autre il la représenta la tête rasée, le visage couvert d'un voile, entourée de roues et de gibets, et il lui dit ces seuls mots : « L'un ce soir ou l'autre demain[2]. »

Les irrésolutions d'Élisabeth cessèrent. La nuit suivante, cependant, agenouillée devant une statue de la Vierge, elle eut bien de la peine à quitter ses prières pour suivre les conjurés. Lestocq et le comte Voronzof, l'un de ses principaux partisans, la firent monter en traîneau et la conduisirent aux casernes du régiment de Préobragenski, qui fut bientôt gagné et qui accueillit la princesse avec des acclamations. Elle se rendit alors au palais d'Hiver, où elle fut moins bien reçue; un tambour voulait battre l'alarme, mais Lestocq, ou peut-être elle-même, eut l'heureuse idée de crever la caisse. Un détachement de grenadiers enleva la régente et son époux, et les conduisit à Schlusselbourg. Ostermann, Golovkin, Munnich, tous les officiers attachés à la régente, furent arrêtés; en même temps, des grenadiers entraient dans la chambre du petit empereur qu'ils trouvèrent endormi. On dit que l'innocence et les charmes de l'enfant eurent

[1] La Suède comptait sur le caractère léger et, en apparence, insouciant d'Élisabeth, pour obtenir la restitution de quelques-unes des provinces que lui avait enlevées Pierre le Grand.

[2] Castera, t. Ier, l. 1.

quelque pouvoir sur ces hommes féroces. Ils entourèrent en silence le berceau d'Ivan, et attendirent respectueusement son réveil. Lorsqu'on le porta à Élisabeth, elle le prit dans ses bras et le caressa. Puis le voyant sourire au bruit des acclamations qui retentissaient aux portes du palais, elle ne put s'empêcher de dire : « Malheureux enfant, tu ne sais pas que ce sont les cris de joie de ceux qui te renversent du trône ! » Couronné empereur au berceau, jeté à quinze mois dans une prison, Ivan VI était destiné à traîner une existence misérable, tranchée à vingt-trois ans par l'assassinat.

Élisabeth Petrovna (1741-1762). Le jour même de son avénement, Élisabeth déclara, par un manifeste, qu'en qualité d'héritière de Pierre Ier, son père, elle avait pris possession du trône et chassé les usurpateurs. Un second manifeste, dans lequel la nouvelle souveraine s'efforçait de démontrer la justice de son droit, fit connaître que la princesse Anne, son mari et ses enfants, seraient renvoyés en Allemagne. L'ex-régente quitta en effet Saint-Pétersbourg ; mais elle fut arrêtée de nouveau à Riga, enfermée pendant dix-huit mois dans la citadelle de cette place, et, de là, tranférée, avec le duc de Brunswick, près de la mer Blanche, dans une île de la Dvina où elle mourut en 1746.

Une commission fut nommée pour instruire le procès d'Ostermann, de Golovkin, de Mengden, de Lœvenvold[1], ministres et conseillers de la régente. Le maréchal Munnich fut compris dans la même accusation, malgré l'espèce de disgrâce dans laquelle il était tombé sous le gouvernement précédent. Mais il paraît qu'Élisabeth, ou plutôt l'amant de la souveraine, avait à satisfaire un grief tout personnel à son égard : le cosaque Alexis Razoumofski n'avait pas pardonné à son général une ancienne punition pour une faute de discipline, et il s'en vengeait en le faisant condamner à être écartelé. Munnich, auquel les juges ne trouvaient pas d'autre reproche à faire que celui d'avoir versé du sang pour remporter ses victoires, irrité de leur mauvaise foi et impatienté de leurs questions, s'écria : « Dressez vous-mêmes les réponses que vous voulez que je fasse et je les signerai. » On le prit au mot, et ce fut de la sorte que son procès s'instruisit. Quant à Ostermann, il fut condamné à la roue ; Golovkin, Lœvenvold et Mengden, devaient avoir la tête tranchée. Toutes ces victimes de la quatrième ou cinquième révolution, qui, depuis la mort de Pierre Ier, c'est-à-dire dans un intervalle de quinze années, ensanglantait la Russie, marchèrent avec courage au supplice. Ostermann et Munnich, vêtus de rouge, étaient déjà, l'un au sommet, l'autre au pied de l'échafaud, lorsqu'ils apprirent que la peine de mort était commuée pour eux en celle de l'exil en Sibérie. Élisabeth, que distingue un mélange bizarre de faiblesse et de cruauté, et à laquelle les Russes ont donné le surnom de *Clémente*, venait de prendre l'engagement solennel de ne permettre aucune exécution capitale dans tout le cours de son règne. Elle

[1] C'était le gentilhomme livonien qui avait été aimé de Catherine Ire ; il était alors l'amant de madame Lapoukin, l'une des plus belles femmes de la Russie

tint cette promesse, mais elle n'abolit ni le knout, ni la torture, ni l'exil. Les condamnés partirent donc pour la Sibérie; et l'on raconte que, par un jeu singulier de la fortune, si toutefois ce ne fut pas par suite d'un calcul de ses ennemis, Munnich fut envoyé dans la bourgade de Pelim, où l'année précédente il avait fait exiler Biren, et où l'on avait fait construire, d'après ses plans, une maison au régent disgracié. Quant à Biren, il fut transféré à Iaroslav. Les traîneaux des deux disgraciés se rencontrèrent dans les faubourgs de Kasan, et furent obligés de rester quelque temps en présence au passage d'un pont. Biren et Munnich se reconnurent et se saluèrent; puis ils s'éloignèrent sans avoir échangé un seul mot. Tous deux, ils avaient éprouvé les extrêmes vicissitudes de la fortune russe : les jouissances du pouvoir le plus despotique et les rigueurs d'un épouvantable exil.

Les récompenses envers les auteurs de la révolution, accompagnèrent les rigueurs qui punissaient les ministres du dernier régime : les gentilshommes de la chambre d'Élisabeth furent nommés chambellans. Le chirurgien Lestocq fut déclaré premier médecin de la cour, président du collége de médecine et conseiller-privé, titre qui lui donnait le rang de général en chef. Par son crédit, il fit donner la place de vice-chancelier à Bestuchef; celui-ci devint bientôt le conseiller le plus influent d'Élisabeth. Vieilli dans les intrigues des cours, il avait d'abord partagé la fortune de Biren; il sut éviter de partager son sort. « C'était, dit Rulhière, qui a peint avec de vives couleurs la plupart des personnages de ce temps, un génie vigoureux, mais sans culture, sans morale, sans aucun soin de sa réputation, un ministre perdu de luxe comme le furent tous les courtisans de ce règne[1]. » Le premier usage qu'il fit de son crédit fut de perdre Lestocq, auquel il devait sa fortune; il le fit arrêter et exiler dans la province d'Arkhangel en 1748. La France lui était odieuse; il obtint le renvoi de son ambassadeur La Chétardie, malgré la part que celui-ci avait prise à l'élévation d'Élisabeth, et se donna tout entier, ou pour mieux dire, se vendit à l'Autriche et à l'Angleterre. Toute la compagnie des grenadiers du régiment de Préobragenski fut anoblie : les simples soldats eurent rang de lieutenants. Une si haute récompense exalta à tel point l'insolence de cette tourbe prétorienne, que, dans une féroce ivresse, ils demandèrent le massacre de tous les étrangers qui se trouvaient à Pétersbourg. Élisabeth témoigna son horreur de cette proposition, et s'efforça d'apaiser toutes ces sauvages soldats; mais dès qu'elle fut partie pour Moskou, ils commirent toutes sortes de désordres dans la capitale, et assassinèrent plusieurs des étrangers qui se trouvaient au service de la Russie.

Malgré tous les soins qu'elle prenait de satisfaire ses partisans, Élisabeth, portée au trône par une révolution, pouvait craindre qu'une autre révolution ne vînt à l'en précipiter. Elle avait tâché d'établir la justice de son droit par un

[1] *Hist. de l'Anarch. de Pologne*, t. Ier, p. 179.

manifeste : mais elle sentait bien que le duc de Holstein, fils de sa sœur aînée, avait droit de régner avant elle, et pourrait être appelé par un parti. Elle voulut prévenir ce danger et le nomma elle-même son successeur. Il arriva en Russie au commencement de 1742, embrassa quelques mois après le rit grec, le seul que pussent pratiquer les souverains russes, et reçut le titre de grand prince ou grand-duc. Tous les États lui prêtèrent le serment de fidélité. Il s'appelait Charles-Pierre-Ulric; mais en renouvelant son baptême dans la religion grecque, il ne conserva que le nom de Pierre[1].

Par ces dispositions, Élisabeth s'assura la paix dans l'intérieur de son empire. Au dehors, elle avait à terminer la guerre commencée contre les Suédois sous la régence d'Anne de Brunswick. Elle refusa de leur restituer Vibourg et la Finlande comme ils l'avaient follement espéré, et ordonna au maréchal de Lascy, le vainqueur de Vilmanstrand, de reprendre les hostilités.

Les Suédois semblaient n'être plus alors les intrépides soldats de Gustave-Adolphe et de Charles XII. Livrés aux dissensions intestines, accablés par de longs revers, dénués des ressources nécessaires pour lutter avec leur formidable voisin, ils poursuivirent mollement une guerre dans laquelle ils s'étaient engagés avec témérité. Lascy les chassa de toute la Finlande; ils évacuèrent sans combat la forte position de Frédériks-Hamm. Fortifiés au nombre de dix-sept mille dans des retranchements qui paraissaient inexpugnables, ils capitulèrent à des conditions déshonorantes, livrant leurs armes et leurs chevaux au maréchal de Lascy, qui n'avait guère que le même nombre de soldats. Vainement, pour détourner les effets de l'ambition russe, un parti politique s'efforça de faire revivre l'union de Calmar, et offrit au roi de Danemark la succession au trône de Suède, vacant par la mort du roi Frédéric V. « Il était important pour toute l'Europe, comme l'a très-judicieusement observé Mably[2], d'opposer à la Russie une masse de puissance capable d'occuper son ambition dans le nord. » La Pologne, la Suède, la Prusse, y étaient également intéressées; la fortune de la Russie renversa cette combinaison. La diète suédoise, effrayée des défaites de ses armées, crut obtenir des conditions plus modérées en offrant la succession de la couronne au jeune duc de Holstein, neveu de l'impératrice. Mais la veille même du jour où la royauté suédoise lui fut offerte, Pierre avait été déclaré héritier d'Élisabeth; sa destinée voulait qu'il régnât sur la Russie.

A son défaut, la diète de Stockholm jeta les yeux sur Adolphe-Frédéric, évêque de Lubeck, de la même maison de Holstein; mais cette condescendance n'empêcha point que, par le traité d'Abo (16 juin 1743), la Russie n'exigeât la cession

[1] Ce grand-duc, qui fut le malheureux Pierre III, était né en 1728, du mariage de Anne Petrovna, fille aînée de Pierre le Grand et de Catherine, avec le duc de Holstein. Un doute planait sur sa naissance comme sur celle de tant de souverains russes : on le disait fils du colonel Bruhmer, jeune Suédois attaché au service du duc, et qui fut l'amant de Anne Petrovna dès les premiers temps de son mariage avec le duc de Holstein.

[2] *Droit public de l'Europe*, dans les œuvr. compl., t. VII, p. 113.

des districts de la Finlande, que la Suède conservait encore, ainsi qu'une alliance défensive tout à fait à son avantage, et qu'elle n'exerçât sur le gouvernement suédois une influence telle, qu'un moment, au dire de Manstein[1], les Russes furent tentés de regarder la Suède comme une de leurs provinces.

On peut juger de la puissance de la Russie à ce moment, et de l'influence qu'elle exerçait alors en Europe, par le soin avec lequel toutes les puissances, France, Angleterre, Prusse, Autriche, s'efforçaient de l'attirer chacune dans son alliance. Ce règne d'Élisabeth, qu'il est permis de considérer comme honteux, si l'on envisage l'immoralité des ministres, les débauches et l'impudicité de la souveraine, les continuelles intrigues qui s'agitent dans le palais, est plein de gloire au dehors : les armées russes pèsent sur l'Europe, leur présence active ou ralentit les négociations, elles pénètrent au fond de l'Allemagne ; enfin elles vont seules avoir la gloire de vaincre le grand Frédéric.

Vers l'année 1742, le ministre d'Autriche en Russie, Botta, craignant qu'Élisabeth, sollicitée par les ennemis de Marie-Thérèse, ne prît parti contre sa souveraine, organisa une conspiration dont le but paraît avoir été de tirer le jeune Ivan de sa prison de Schlusselbourg pour le replacer sur le trône. Au nombre des mécontents qui entrèrent dans ses desseins, se trouvaient deux femmes, dont l'une était la belle-sœur du chancelier Bestuchef, l'autre cette madame Lapoukin, maîtresse de l'exilé Lœvenvold et si fameuse par sa beauté. Botta n'eut pas le temps de diriger et d'accomplir cette révolution : il fut rappelé par sa cour et envoyé de Pétersbourg à Berlin. Les conjurés, laissés à eux-mêmes, commirent de funestes indiscrétions; leur complot fut découvert; et Élisabeth *la Clémente* se vengea d'une façon cruelle : Lapoukin, sa femme, son fils, madame Bestuchef, reçurent le knout, eurent le bout de la langue coupé, et furent envoyés en Sibérie. Madame Lapoukin était alors enceinte; Élisabeth, qui punissait en elle le crime de la surpasser en beauté autant que celui d'avoir conspiré contre sa puissance, assista, dit-on, à son supplice; elle voulut entendre les cris de sa victime et compter les coups dont chacun emportait de sanglants lambeaux. La malheureuse Lapoukin se débattit contre le bourreau, et fut horriblement mutilée[2].

La part que le ministre d'Autriche avait prise à ce complot, jeta quelque froideur entre Élisabeth et Marie-Thérèse, sans cependant amener pour celle-ci de fâcheux résultats. Car elle s'empressa d'accorder à la souveraine russe toutes les satisfactions qu'elle pouvait désirer. Botta fut rappelé de Berlin et disgracié, et elle-même nia avoir eu connaissance des projets de son ministre. Élisabeth, qui détestait Frédéric pour ses sarcasmes, se rapprocha alors de la maison d'Autriche et jeta le poids d'une armée russe dans la guerre de la succession d'Autriche, qui d'ailleurs touchait à son terme. Trente-sept mille hommes descendirent de Russie en Allemagne, où leur présence imprima aux négociations plus d'activité; les

[1] *Mémoires de Manstein*, t. II, p. 299.

[2] Levesque, t. V, p. 84. — Leclerc, *Hist. mod.*, t. II. — Castera, t. I[er], p. 121. — Rabbe, p. 327.

conclusions du traité d'Aix-la-Chapelle, 1748, les dispensèrent de combattre.

Fidèle à son inimitié contre ce terrible railleur, qui s'aliénait, par ses plaisanteries, tous les souverains de l'Europe, Élisabeth donna, en 1756, pleine permission à Bestuchef, qui continuait à posséder sa confiance et sa faveur, de s'unir à l'Autriche et à la France pour accabler Frédéric, au début de la guerre de sept ans. Le vice-chancelier, dans le but d'annuler les influences favorables au roi de Prusse, et de diriger plus facilement les opérations de cette guerre, engagea Élisabeth à priver le sénat, par un coup d'État d'ailleurs bien facile, de la connaissance des affaires importantes, et à le remplacer par un conseil spécial de la formation duquel il fut chargé. Élisabeth, tout entière à ses plaisirs, chaque jour ivre de tokay, chaque nuit abandonnée à de nouveaux amants, choisis non entre les plus beaux, mais entre les plus robustes, laissa faire son ministre; les armées russes se mirent en campagne et prirent une part active à la guerre de sept ans.

On sait comment le débat s'ouvrit entre la France et l'Angleterre au sujet de l'Acadie et des rives de l'Ohio. Sans déclaration de guerre, sans provocation, l'Angleterre couvrit les mers de ses corsaires, surprit les marchands français qui naviguaient sur la foi des traités, et captura en moins d'un mois trois cents bâtiments de commerce français. La France répondit glorieusement à cette inique agression par la conquête de Minorque et par la victoire navale remportée sous Port-Mahon. Ce n'était là que le début de la lutte : autour des deux grandes rivales, l'Europe se groupa tout entière; deux ennemies qui ne se détestaient pas moins que la France et l'Angleterre, l'Autriche et la Prusse, prirent feu les premières dans ce nouvel embrasement de l'Europe. Mais, par un brusque revirement de la politique générale, on ne vit pas, cette fois, la France et la Prusse réunies, selon les conditions d'alliance naturelles, contre l'Angleterre et l'Autriche : Frédéric était odieux à Louis XV et plus encore à la Pompadour; pour des raisons de boudoir, il ne pouvait être l'allié de la France, il devint celui de l'Angleterre. L'Autriche, cette constante ennemie de la France, séduisit la favorite; et le honteux gouvernement de Louis XV, au lieu de concentrer tous ses efforts dans une guerre maritime contre l'Angleterre, réduisit la France au rôle de satellite de l'Autriche, d'alliée de la Russie, et sacrifia, sans aucune compensation, les intérêts généraux de notre politique en Europe. L'historien Lesur a parfaitement apprécié l'un des côtés impolitiques de cette alliance : « L'inconvénient le plus réel du traité de 1756 fut peut-être, dit-il, l'accession de la Russie, la part qu'elle prit à une guerre à laquelle elle devait rester étrangère, le prétexte qu'elle y trouva de détruire l'influence française en Pologne, et de violer impunément le territoire de cette république par le passage continuel de ses troupes, et surtout la défiance natu-

[1] *Progrès de la puissance russe*, p. 205.

relle que cette union éphémère de la Russie et de la France devait inspirer à la Porte-Ottomane [1]. » Ainsi les deux extrémités de l'Europe se donnaient la main pour la querelle autrichienne; l'admission de la Russie au nombre des grandes puissances se trouvait implicitement ratifiée par son union avec cette nation française, qui jusqu'alors s'était abstenue de conclure avec elle aucun traité d'alliance.

L'armée russe, commandée par le feld-maréchal Apraxin, entra, en 1757, dans les états du roi Frédéric, et s'empara de Memel, pendant que la flotte, sortie de Cronstadt, bloquait les ports de Prusse. Les Russes remportèrent une victoire près de Gross-Jægersdorf, malgré l'habileté du général prussien et la fermeté de ses troupes; ils restèrent maîtres du champ de bataille, et prirent vingt-neuf pièces de canon. Mais ce succès n'eut pas de suites : Apraxin se replia sur la Pologne et la Courlande, où il prit ses quartiers d'hiver. Élisabeth, mécontente, destitua ce général pour n'avoir pas profité de sa victoire, et lui fit faire son procès.

La disgrâce de Bestuchef suivit immédiatement celle d'Apraxin. A force d'abuser de l'autorité suprême, le vice-chancelier avait mécontenté et peut-être effrayé l'indolente Élisabeth. Cette princesse était tombée, depuis 1757, dans un état de langueur, résultant de ses excès, qui faisait présager sa fin prochaine; Bestuchef médita une nouvelle révolution de palais; il voulait exclure le grand-duc Pierre du trône au profit de son fils enfant, sous la tutelle de sa mère Catherine dont nous allons bientôt parler. Élisabeth, avertie de ses desseins, s'indigna de ce que son ministre prétendît disposer de l'héritage impérial. Les ennemis de Bestuschef ne laissèrent pas échapper l'occasion de l'accabler : il fut accusé à la fois d'abus de pouvoir, de désobéissance et de malveillance envers le grand-duc, fut dépouillé de toutes ses charges, exilé dans l'une de ses terres, et sa place fut donnée à Voronsof, courtisan adroit qui s'était distingué par son inimitié contre Bestuchef.

Ce fut le général Fermer qui remplaça Apraxin dans la campagne suivante. Comme son prédécesseur, ce général sembla vaincre malgré lui; il prit en Prusse la ville capitale de Kœnigsberg, mit tout le pays à contribution, s'empara de Custrin, et gagna, près de cette ville, sur les troupes prussiennes, une bataille qui fut disputée deux jours durant (25, 26 août 1758). Mais l'année suivante, il prétexta de la faiblesse de sa santé pour demander sa retraite, et ce fut Soltikof qui prit le commandement. Ce général avait l'ordre d'agir de concert avec les généraux de Marie-Thérèse. Attaqué près de Crossen, il résiste pendant quatre heures aux efforts redoublés des Prussiens, ne se laisse pas entamer, tue aux ennemis quinze cents hommes, en blesse le double, et les force à lui abandonner vingt-une pièces de canon, six drapeaux et trois étendards. Aussitôt

[1] *Progrès de la Puissance russe*, p. 221.

après sa victoire, il marche à Francfort-sur-l'Oder, s'en empare, et jette des détachements de troupes jusque sous les murs de Berlin. Frédéric en personne veut s'opposer à la jonction des Russes et des Autrichiens : il n'arrive à deux lieues de Francfort que pour voir Soltikof se réunir aux généraux Haddick et Laudon. Une bataille s'engage le 12 août près de Kunersdorf; après huit heures d'une lutte acharnée, les Prussiens prennent la fuite; un général russe est vainqueur du premier tacticien de l'Europe. Huit mille morts, sept mille prisonniers, telle fut la perte de Frédéric. Le roi de Prusse put se croire près de sa ruine.

Quel progrès avaient fait les Russes sous le rapport militaire pour être quatre fois victorieux, non par surprise, mais après des luttes acharnées, de ces Prussiens si bien exercés, rompus à la discipline, et commandés par un grand homme de guerre ou par ses meilleurs généraux ! Immobiles à leur poste de combat, inébranlables sous le feu de l'infanterie prussienne, ils étaient déjà les soldats les plus solides, l'instrument de guerre le plus intrépidement passif de l'Europe. Ces armées russes, victorieuses de Frédéric sous les murs de sa capitale, étaient l'œuvre de Pierre le Grand et du général Munnich; moins de trente ans après la mort du créateur de la Russie, elles conquéraient, les armes à la main, au cœur de l'Allemagne, cette influence sur les destinées de l'Europe que Pierre avait si ardemment ambitionnée pour la Russie.

La journée de Kunersdorf ne produisit cependant pas de grands résultats : une toute-puissante influence retenait le bras des généraux russes au moment où ils semblaient devoir accabler Frédéric. Solkitof refusa de déployer l'activité que sollicitaient de lui les généraux autrichiens. Cependant Tottleben, un de ses lieutenants, entra, en 1760, dans Berlin; il en fit la garnison prisonnière, et mit la capitale de Frédéric à contribution. Les Russes furent moins heureux devant Colberg, sur la côte de Poméranie; ils firent vainement le siége de cette place. Soltikof quitta le commandement et fut remplacé par Butturlin, qui n'eut pas plus de succès en 1761. L'honneur de forcer cette place, vaillamment défendue et plusieurs fois secourue par les généraux de Frédéric, était réservé au général russe Romanzof; mais ce succès était le dernier que les Russes dussent remporter sur Frédéric. Ce souverain semblait près d'être abattu, non par les mains de l'Autriche ou de la France, mais par celles de la Russie, quand la mort d'Élisabeth le sauva.

L'impératrice n'eut pas connaissance du dernier succès de ses armes : quand la nouvelle de la prise de Colberg arriva à Pétersbourg, elle avait cessé de vivre. Sa mort (25 décembre 1661, et suivant le style russe, 5 janvier 1762) était d'ailleurs un fait prévu. Depuis plusieurs années, elle traînait une vie languissante sans cependant rien changer à ses habitudes; ses excès même avaient augmenté; la dernière période de son existence n'avait été qu'une longue débauche. Engourdie dans une somnolence presque continuelle, elle ne s'éveillait

que pour s'enivrer et pour satisfaire ses appétits grossiers. Le régiment de Préobragenski ne suffisait plus aux voluptés de sa couche : « Plus d'une fois, dit Levesque, elle alla chercher ses amants jusque dans les dernières classes de la nation. Elle eut même la fantaisie de faire entrer dans son lit un Kalmouk, plutôt piquée que rebutée par la laideur particulière à ce peuple. » Ses femmes ne prenaient pas le temps de la deshabiller; quand les fumées du vin lui montaient au cerveau, quand elle sortait de son engourdissement léthargique, il fallait rompre les liens de la robe que le matin on avait lestement attachée sur son corps chargé d'enbompoint; puis on portait sur son lit cette Messaline de cinquante ans, jamais rassasiée et jamais lasse [1].

D'ailleurs toujours dévote, superstitieuse, assaillie parfois de soudaines terreurs, telle était Élisabeth dans les dernières années de sa vie. Après la bataille de Kunersdorf, elle versa des pleurs sur les malheurs de la guerre et sur le sang qu'il lui fallait verser; quand elle comprit qu'elle allait mourir, elle fit ouvrir les prisons qui renfermaient treize mille contrebandiers et vingt-cinq mille détenus pour dettes, elle diminua les impôts, et fit de nombreuses aumônes. A part ces faits de sa vie privée et de l'histoire intime de la Russie, nous avons déjà indiqué le caractère glorieux de son règne; elle fonda l'université de Moskou, l'académie des arts de Pétersbourg, et favorisa les écrivains russes; enfin, par les victoires de ses généraux et l'extension de sa puissance, elle tient dignement sa place entre Pierre Ier et Catherine II.

Pierre III, Fedorovitch (janvier-juillet 1762).—Cette secrète influence, qui avait toujours empêché les généraux russes de mettre à profit leurs victoires sur le roi de Prusse, c'était l'admiration sans bornes, le dévouement enthousiaste du grand-duc pour ce souverain. Apraxin, Fermer, Soltikof, savaient tous qu'Élisabeth approchait de sa fin, et que son successeur désigné et présumable pourrait leur faire expier chèrement le succès de leurs armes. Le successeur d'Élisabeth était un singulier souverain : nature incomplète, mélange de sentiments honorables, de louables intentions et d'imbécillité, il s'était proposé pour modèles Pierre le Grand et Frédéric, et ne voyait rien de mieux, pour les égaler, que de se faire, comme le premier, caporal et tambour, et que d'exercer un peloton de soldats à la prussienne. Il avait reçu une éducation première trop forte pour sa frêle nature. Élevé avant qu'Élisabeth fît de lui le grand-duc de Russie, dans l'amour de l'égalité, dans la passion pour l'héroïsme, il s'était fortement attaché à ces nobles idées; mais, selon l'expression heureuse d'un historien [2], il aimait le grand avec petitesse. Trois ans après l'avoir désigné pour son successeur,

[1] Levesque, t. V. — Castera, t. Ier. — Rabbe. — Rulhière.

[2] Rulhière, *Histoire de la Révolution de Russie en* 1762. Paris, 1797. Cet opuscule, lu par son auteur chez un grand nombre de hauts personnages avant d'être publié, excita dès son origine de vifs débats. Il est du plus véritable intérêt autant par le charme du style que par la vérité du récit, et éclaire d'un jour complet le caractère et les actions de Pierre III, de Catherine II, d'Orlof, et

Élisabeth songea à le marier; elle fit venir d'Allemagne la jeune Sophie-Auguste d'Anhalt-Zerbst, cousine germaine du grand-duc, à laquelle elle donna, en lui servant de marraine pour le baptême grec, ce nom de Catherine-Alexievna, qui devint si fameux en Europe. La jeune princesse était née le 25 avril 1729, à Stettin; elle n'avait donc guère qu'un an de moins que l'époux auquel elle était destinée. Ce ne furent pas des motifs politiques qui déterminèrent cette alliance. Élisabeth choisit la fille du prince d'Anhalt-Zerbst par un tendre souvenir pour ce prince de Holstein-Eutin, son premier et l'un de ses plus vifs amours, l'amant que la petite vérole lui avait enlevé au moment où il allait devenir son époux. Sophie-Auguste ressemblait, à ce qu'il paraît, d'une manière frappante à ce prince de Holstein, son oncle; et sa mère, qui se chargeait alors d'avoir de l'ambition pour elle, mit à profit les sentiments affectueux et les bienveillantes dispositions d'Élisabeth.

La jeune fille, présentée à la cour de Russie, plut au grand-duc; et comme il était lui-même fort bien fait et doué d'une figure avantageuse, l'attachement semblait devoir être réciproque. Le jour du mariage était fixé, et déjà tous les préparatifs en étaient ordonnés avec une extrême magnificence, lorsque le grand-duc fut tout d'un coup pris d'une fièvre violente, et la petite vérole, cruel fléau de ce temps, mit sa vie dans le plus extrême péril. Cependant, il ne mourut pas, mais il reparut tellement difforme et défiguré, qu'il ne pouvait plus être pour une jeune fille qu'un objet d'aversion et de dégoût. La filleule d'Élisabeth ne revit le grand-duc qu'avec une secrète horreur. Elle sut pourtant se contraindre; et courant au devant du prince, elle l'embrassa avec toutes les apparences de la joie. « Lorsqu'ensuite, dit Castera, elle rentra dans son appartement, se rappelant toute l'étendue de son malheur, elle tomba évanouie et fut trois heures avant de retrouver l'usage de ses sens. » L'ambition prit de suite dans le cœur de Catherine-Alexievna, la place que l'amour y eût peut-être occupée d'abord; le mariage ne s'en célébra pas moins; et la fille du plus pauvre prince d'Allemagne, devint grande-duchesse et même héritière de l'empire, car une clause de son contrat de mariage portait que, dans le cas où elle survivrait à son époux, sans en avoir d'enfants, elle le remplacerait sur le trône.

Pierre n'avait plus rien qui pût plaire à une femme jeune, belle et spirituelle. Laid et d'un esprit souvent ridicule, il était encore atteint d'une imperfection dont son inexpérience s'effrayait, et qui l'empêcha de consommer son mariage. La cour n'en sut rien d'abord, les époux vécurent en apparence dans la meilleure intelligence. Catherine cherchait, dans les rêves de son ambition naissante, une compensation à ses ennuis et à ses dégoûts; quant au grand-duc, déjà pos-

tous les événements dramatiques de la révolution de 1762. On peut relever quelques erreurs de détail qui s'y trouvent à l'aide de la *Vie de Pierre III*, écrite d'après les notes de M. de Saldern, Metz, 1802; ouvrage confus mais savant, dont l'objet principal est de réfuter la plupart des faits avancés par Rulhière.

sédé de sa manie militaire, il passait ses nuits auprès de sa jeune épouse en factions, en exercices, en amusements tout à fait puérils, dont il prétendait même lui imposer le partage. Catherine a raconté elle-même ces détails, et elle ajoutait, dit Rulhière : « Il me semblait que j'étais bonne à autre chose. »

Catherine était une belle et grande fille, d'une taille agréable, d'une noble prestance. Des traits majestueux, un col élevé, un profil d'une beauté remarquable, le front large et ouvert, le nez presque aquilin, la bouche fraîche et embellie par des dents magnifiques, le menton un peu grand et se dédoublant, des yeux bruns dans lesquels les reflets de la lumière faisaient apparaître des nuances bleues, un teint éclatant, cheveux châtains et épais, telle était cette femme que Voltaire a su peindre d'un seul vers :

« Le ciel est dans ses yeux, l'enfer est dans son cœur. »

Sa physionomie exprimait avec un art égal la fierté, la grâce, la bonté; et par son ambition, son adresse, sa patience, par toutes les fortes qualités de son esprit, Catherine était certainement l'une des femmes les plus distinguées qui jamais se trouvèrent sur les marches d'un trône.

Entre cette femme et le grand enfant qu'on lui avait donné pour époux, aucune affection ne pouvait exister; mais comme Pierre était le seul lien qui la rapprochât de l'empire, elle s'appliqua à dissimuler son aversion pour lui et même à couvrir autant que possible sa nullité, tandis que le chancelier Bestuchef, Cyrille Razoumofski, frère de l'amant d'Élisabeth, et la plupart des courtisans ne cherchaient qu'à faire paraître ce prince méprisable et à le dégrader aux yeux d'Élisabeth. Mais bientôt ses sens s'éveillèrent; en devenant russe, la jeune allemande semblait avoir pris de sa marraine Élisabeth et des femmes de la famille impériale de Russie leur puissance de tempérament et leur soif de voluptés. Tant qu'elle resta indifférente, elle put vivre avec son époux; mais le jour où l'amour s'alluma dans son cœur, ce sergent prussien, hideux de visage, défiguré par de continuelles grimaces, la tête couverte d'un chapeau de forme bizarre, et guindé dans de grandes guêtres qui lui serraient les jambes, lui devint insupportable.

Oranienbaum, cette somptueuse demeure de campagne bâtie par Mentschikof sur le golfe de Finlande, à quarante verstes (kilomètres) de Pétersbourg et à sept de Cronstadt, était la demeure habituelle du grand-duc et de la grande-duchesse. De ce joli palais, élevé sur une terrasse qui domine la mer et d'où l'œil embrasse un vaste et admirable horizon, Pierre avait fait une caserne où étaient renfermés des canons, des armes qu'il avait achetées en Prusse et des soldats allemands. La plupart des courtisans qui entouraient le prince impérial partageaient ou affectaient de partager sa manie; ils avaient fait prendre au prince des habitudes de jeu et de boisson que jusque-là il n'avait pas eues, en sorte que le séjour dans lequel Catherine se trouvait presque continuellement retenue,

car Élisabeth l'écartait le plus possible de la cour, était devenu pour elle une insupportable prison. Son mariage avait eu lieu en 1745, on était parvenu en 1752 sans qu'aucun changement se fût produit dans sa position; elle était dévorée d'impatience et d'ennui.

Cependant, parmi les jeunes gens qui entouraient le grand-duc, il en était un qui ne se livrait pas, comme tous les autres, aux seuls plaisirs de la table, du jeu et des parades militaires. Le chambellan du prince, le jeune Soltikof[1] se faisait distinguer par son goût pour les arts aimables autant que par les grâces de sa personne. Il connaissait assez bien la littérature française, il savait par cœur les plus beaux morceaux de Racine et de Voltaire; il était présomptueux, téméraire auprès des femmes; plus d'une fois déjà, il avait, disait-on, bravé pour plaire, les déserts de la Sibérie, et il avait obtenu de grands succès dans la cour peu austère de l'impératrice Élisabeth. Soltikof leva les yeux jusque sur la femme de son maître, et la vanité autant que l'amour lui fit concevoir le dessein de la séduire. Il s'efforça d'abord de la distraire dans sa solitude d'Oranienbaum; chaque jour son esprit fécond imagina de nouveaux amusements. Il engageait le grand-duc à donner des fêtes; il se chargeait de les inventer, de les diriger, et il ne laissait point ignorer à la grande-duchesse qu'elle en était l'objet unique et qu'elle les devait à lui seul. La figure séduisante et l'esprit de Soltikof avaient déja fait impression sur Catherine; ses soins achevèrent de la gagner. Celui-ci cependant hésita à se déclarer, et c'est Catherine qui semble avoir fait les premiers pas. Soltikof venait de perdre son père; avant de s'absenter, il fit à Catherine une visite dans laquelle leurs regards venant à se rencontrer, l'un et l'autre versèrent des larmes. Catherine ne put s'empêcher de dire au jeune chambellan, avec un air expressif, qu'elle le conjurait d'abréger son absence et de revenir oublier ses chagrins au milieu d'une cour où, sans lui, il n'y avait qu'ennui et déplaisir.

Quelques jours après Soltikof était de retour; il affecta une mélancolie profonde: sa santé s'altéra, il changeait visiblement. La grande-duchesse s'en montra alarmée; un jour qu'ils se trouvaient seuls, elle lui en témoigna son inquiétude. Soltikof lui fit alors l'aveu de la passion qui, disait-il, le dévorait. Catherine l'écouta sans colère; elle parut même le plaindre, et lui conseilla de renoncer à un penchant qui pouvait avoir tant de dangers pour lui; le jeune homme, en trouvant de la commisération là où il pouvait craindre de la colère, sentit croître son audace; il se jeta aux pieds de la princesse, embrassa ses genoux. Celle-ci se dérobant à ses étreintes s'enfuit en lui adressant ce vers de Monime à Xipharès,

Et méritez les pleurs que vous m'allez coûter. »

Peu après, le grand-duc et toute sa cour d'Oranienbaum furent mandés par

[1] Ce premier favori de Catherine II ne doit pas être confondu avec le général du même nom que nous avons vu, à quelques années de date, combattre et vaincre le grand Frédéric.

Élisabeth pour assister à une fête au château de Peterhof, Catherine feignit une indisposition pour s'abstenir d'y paraître; Soltikof demeura auprès d'elle. Ce fut pendant ce temps que le jeune chambellan devint heureux, et que Catherine, sortant de son système de prudence et de réserve, se donna un premier amant[1].

Le regard indiscret des courtisans ne tarda pas à pénétrer le mystère de cet amour; mais Pierre se montra plein de colère des imputations malveillantes, disait-il, dont on poursuivait son favori; il défendit son chambellan, le maintint dans son poste, et, grâce à cet aveuglement, Soltikof jouit en toute sécurité de son bonheur jusqu'au jour où Catherine put craindre des résultats trop évidents de sa liaison. Pour éviter le danger qui eût résulté d'une grossesse, il fut convenu entre les deux amants de déterminer Pierre à subir une opération qui pouvait seule lui donner l'usage de ses droits d'époux. Ce fut Soltikof qui se chargea de l'y engager, et qui, par son adresse, parvint à l'y décider. Jusque-là les sollicitations et les vœux de l'impératrice sa tante, les prières des jeunes courtisans, compagnons de ses plaisirs, le desir de jouir d'une volupté inconnue, la honte de ne pas ressembler au reste des hommes, rien n'avait pu surmonter sa résistance à cet égard. Neuf mois après l'opération que lui fit subir un habile chirurgien étranger, Paul que l'on appela Petrovitch, vint au monde; il y avait grandement lieu de présumer que ce futur maître de toutes les Russies était fils du chambellan Soltikof[2].

Le favori de la grande duchesse était au comble de la prospérité, et ne semblait plus avoir de désirs à former; mais soit qu'il eût abusé de sa fortune, soit qu'il se fût cru dispensé de garder les mêmes ménagements que par le passé, il ne tarda pas à voir se réveiller les soupçons qui avaient couru sur son compte et sur celui de sa maîtresse impériale; le chancelier Bestuchef, toujours vendu à l'Autriche, et qui comptait frapper dans la personne de Pierre, l'allié futur du roi de Prusse, voulut d'abord renverser le favori, et parvint en effet à le rendre suspect à Élisabeth. La disgrâce de Soltikof fut cependant des plus douces : il fut chargé d'une mission pour Stockholm, puis nommé ministre résident de la Russie à Hambourg; enfin on l'envoya avec le même titre à Madrid où il resta jusqu'à la mort d'Élisabeth, malgré les efforts et les instances qu'il fit pour obtenir son rappel.

Catherine avait enfin connu ces voluptés des sens et ces jouissances de l'amour que son époux ne lui donnait pas; elle ne voulut plus mettre de frein à ses pas-

[1] On prétendait, à ce qu'observe Castera, que Catherine avait aimé, avant Soltikof, un Napolitain, le marquis de Sylva, et qu'Elisabeth, instruite de cette inclination, avait forcé Sylva de quitter la Russie. T. Ier, p. 167.

[2] Suivant une autre opinion, en partie fondée sur l'extrême tendresse qu'Elisabeth témoigna constamment à cet enfant, Paul aurait été fils de l'impératrice et de Razoumofski, et Elisabeth l'aurait fait substituer par sa nourrice à l'enfant de Catherine. Castera, t. Ier, p. 217. D'une autre part, la conformité tout à fait remarquable de visage et de caractère qui exista entre Pierre III et Paul, plaide en faveur de la légitimité de celui-ci.

sions : Soltikof venait de commencer cette liste de favoris qui demeurera ouverte, se peuplant toujours de nouveaux noms, jusqu'à la fin de son règne. Cependant elle conserva quelque temps encore une vive affection pour le chambellan. Elle lui écrivait et en recevait fréquemment des lettres. L'absence semblait même augmenter sa tendresse, lorsque tout à coup la présence d'un étranger, que la fortune avait amené à la cour de Russie, lui fit oublier l'amant qu'elle ne voyait plus.

Stanislas-Auguste Poniatowski fut l'heureux successeur de Soltikof. Il était le huitième enfant de Stanislas Poniatowski, Polonais, qui dans sa jeunesse avait servi le roi Charles XII avec dévouement, et de Constance Czartoryski, par laquelle il se rattachait à l'une des grandes familles de Pologne. Jeune, doué d'une belle figure et rempli d'ambition, Poniatowski avait promené quelque temps en France son inquiétude et ses vagues espérances. Emprisonné pour dettes, il avait dû sa délivrance aux bontés de la célèbre madame Geoffrin; de France il était allé en Angleterre, et de là, sa fortune le conduisit en Russie, où l'amour lui tenait en réserve un royaume. Ce fut dans la compagnie de l'ambassadeur anglais, Williams, l'un des hommes les plus dépravés de ce siècle de débauches, qu'il parut à Saint-Pétersbourg. Avec les brillantes qualités de sa personne, il ne tarda pas à faire sur l'esprit de Catherine une vive impression dont lui même s'aperçut bientôt. Élisabeth, instruite de cette nouvelle inclination, se montra plus sévère pour les mœurs de sa nièce que pour elle-même, et fit renvoyer Poniatowski. Mais cette fois, Bestuchef favorisa les amours de la grande-duchesse; il fit revenir Poniatowski, après l'avoir fait nommer ministre plénipotentiaire de Pologne, titre qui servait à le rapprocher de la femme dont il était aimé. Dès lors, perdant toute pudeur et toute prudence, Catherine ne quitta plus son amant, et s'imposa si peu de réserve, que tous les Russes accusaient le jeune Polonais d'être le père de l'enfant qu'elle portait dans son sein. Cet enfant était une fille dont Catherine accoucha bientôt, et qui mourut presque en naissant.

Pierre, cependant, qui ne trouvait sans doute que froideur auprès de sa femme, avait cessé de vivre avec elle peu de temps après l'opération qui lui avait donné l'usage de sa virilité, et il avait pris une maîtresse parmi les filles d'honneur de la cour; son choix était tombé sur une fille du sénateur Voronzof, frère de celui qui succéda à Bestuchef, lors de sa disgrâce, dans le titre de chancelier.

Pierre, bien qu'il eut quitté sa femme et qu'il vécut publiquement avec sa maîtresse, n'en montra pas moins une vive indignation de la conduite de Catherine, et courut demander vengeance à l'impératrice. Bestuchef venait d'être disgracié; Catherine, privée de son plus ferme soutien, et menacée de la colère du grand-duc, se vit abandonnée de tous les courtisans; elle demanda une audience à l'impératrice, qu'une fois déjà, dans les mêmes circonstances, lorsque Soltikof était son amant, elle avait touchée par ses larmes et convaincue par ses dénéga-

tions; mais cette fois l'entrevue lui fut refusée. Dans sa consternation, elle s'adressa à l'ambassadeur de France, qui jouissait d'une grande considération à la cour de Pétersbourg : celui-ci éluda cette mission; ainsi tout appui lui manquait à la fois, et bientôt elle fut obligée de suivre, à Oranienbaum, Pierre, qui ne déguisait plus sa haine et qu'elle ne détestait pas moins. Poniatowski pénétra plusieurs fois dans ce château, sous divers déguisements; quand un jour enfin il fut découvert et arrêté. Pierre voulut d'abord le faire pendre. Mais dans le péril qui le menaçait, le Polonais réclama les droits de son caractère de ministre d'une cour étrangère; le prince n'osa pas aller plus avant et recourut à l'impératrice.

Ce fut dans cette circonstance que Catherine montra pour la première fois la résolution et la fermeté dont par la suite elle donna tant de preuves. Faisant tête au danger, elle vient trouver son mari, convient de sa faute avec audace, lui représenta les effets funestes pour lui-même que produirait un éclat, se justifia en lui opposant la maîtresse qu'il avait publiquement, en promettant de traiter, à l'avenir, cette fille avec égards, et même à lui payer une pension. Pierre, dominé par un reste d'ascendant et d'ailleurs sollicité par sa maîtresse, permit à Poniatowski de s'évader. « La grande-duchesse, dit Rulhière, ayant tiré d'un événement qui devait la perdre, une sécurité plus grande et l'occasion de tenir comme à ses gages la maîtresse même de son mari, s'enhardit à de nouveaux desseins, et commença à produire en public toute l'ineptie de ce prince avec autant de soin qu'elle en avait pris jusque-là pour la tenir cachée. Elle avait entièrement changé de système; et désormais, faisant porter toute son ambition sur son fils, elle méditait de faire passer la couronne à cet enfant et de s'assurer la régence; mais il fallait qu'Élisabeth elle-même destituât son neveu : et comment y déterminer cette princesse douce, irrésolue et superstitieuse?... Il restait une ressource à sa mort, celle de supposer un testament; mais pendant qu'on préparait cette intrigue, la révolution qui renversa Bestuchef, le rappel de Poniatowski, livrèrent la grande-duchesse à elle-même, et elle commença à vivre à la cour comme dans un désert. Elle vécut ainsi plusieurs années, n'ayant de liaisons connues qu'avec de jeunes femmes qui avaient, comme elle, aimé des Polonais, et qui étaient mal venus dans la vieille cour à cause des charmes de leur figure; se levant tous les matins avec le jour, donnant les journées entières à la lecture des bons livres français, souvent seule, jamais longtemps ni à table, ni à sa toilette; mais ce fut dans ce temps qu'elle fonda toute sa grandeur. On l'a entendue avouer que tout ce qu'elle sait dans l'art de l'intrigue, elle l'apprit alors d'une de ses dames qui possède l'air le plus simple et le plus indolent. Telle était sa position, quand mourut l'impératrice Élisabeth[1]. »

Nous avons dit comment cet événement, survenu dans les premiers jours de

[1] *Histoire de la Révolution de* 1762, p. 25.

l'année 1762, changea toutes les prévisions de la politique. Catherine ne put ou n'osa rien tenter pour substituer elle ou son fils à son mari ; l'impératrice mourante avait exigé qu'elle se réconciliât avec son époux, et cette réconciliation avait été l'œuvre d'un homme adroit et ambitieux, le comte Panin, gentilhomme d'origine italienne, qui après avoir débuté par être soldat dans les gardes à cheval de l'impératrice Élisabeth, s'était successivement élevé aux premiers grades de l'empire, et avait enfin obtenu les fonctions de gouverneur du jeune Paul Petrovitch. Il sut adroitement louvoyer entre les factions de Bestuchef et de Voronzof, et se ménager à la fois la faveur du grand-duc et de la grande-duchesse. Toutefois il inclinait vers le parti de Catherine, à laquelle il reconnaissait bien plus d'habileté et d'intrigue qu'à Pierre; mais en secret, il n'était dévoué qu'à sa propre fortune et ne songeait qu'aux moyens de faire donner l'empire au jeune Paul, dans l'espérance de gouverner sous le nom de son élève enfant. Il engagea Catherine à éviter avec son époux un conflit qui eût pu amener un divorce et faire déclarer son fils bâtard. En même temps, il conseilla à Pierre d'user de ménagements à l'égard de sa femme, et s'efforça de le déterminer à se faire proclamer par le sénat dans l'espérance d'attirer à lui l'autorité qu'il aurait ainsi attribuée à ce grand corps de l'État. Pierre fut un instant séduit par l'idée de cette nouveauté ; mais, d'autre part, des courtisans lui représentèrent qu'il allait se créer des embarras inutiles en donnant au sénat une part d'influence sur les élections impériales, qu'il mécontenterait les soldats et changerait le gouvernement despotique et militaire de la Russie en une sorte d'administration judiciaire. Pierre flottait indécis entre ces deux conseils quand la formule consacrée : *L'impératrice vous ordonne de vivre*, lui apprit qu'Élisabeth n'existait plus. Ce n'était pas le moment des délibérations; Pierre monta à cheval, et parcourut les rues de Pétersbourg en faisant distribuer de l'argent à la multitude. Il fut reconnu sans opposition par le peuple, l'armée et le sénat.

Ses premiers actes surprirent tous ceux qui le connaissaient; aucune vengeance personnelle ne fut exercée, et tous les exilés des règnes précédents revinrent de Sibérie. On vit reparaître Biren, le vieux Munnich, Lestocq et bien d'autres. Pierre prétendit réconcilier les deux premiers auxquels vingt années d'exil n'avaient pas fait oublier leurs inimitiés. Un jour, il les aperçut dans la foule autour de lui et les fit appeler pour les faire boire ensemble. On remplit trois verres; mais pendant qu'il portait le sien à ses lèvres, on vint lui parler à l'oreille; il but en écoutant et courut à ce qu'on lui disait. Les deux irréconciliables ennemis restaient vis-à-vis l'un de l'autre, chacun le verre en main, sans dire un mot, les yeux fixés sur l'endroit où l'empereur avait disparu; mais bientôt tous deux se regardèrent, se mesurèrent des yeux, et laissant leurs verres pleins, se tournèrent le dos.

Aux mesures de clémence ne tardèrent pas à succéder des ukases dictés par une bonne intention, mais si brusques, si intempestifs, qu'ils ne pouvaient ame-

ner qu'une désorganisation générale. Pierre croyait pouvoir réformer son empire comme son aïeul à coups d'édits, sans aucune préparation. « La plupart des choses qui l'ont perdu, dit Rulhière, ne sont devenues des fautes que par sa précipitation, et ont depuis été exécutées par sa femme avec succès et avec gloire. » Il jugeait utile de dépouiller le clergé de ses biens immenses; il l'ordonna par un ukase, qui choqua profondément ses peuples superstitieux. Dans une déclaration lue devant le sénat, il permettait à la noblesse de porter ou de ne pas porter les armes et de voyager hors de la Russie sans autorisation du souverain, ce qui, jusque-là, lui avait été expressément interdit. En même temps il l'affranchit de la servitude dans laquelle ses prédécesseurs l'avaient retenue. Il abolit le terrible comité de la *chancellerie privée* institué par son bisaïeul Michel Romanof, et qui, depuis un siècle, tenait la vie et les biens de tout citoyen russe suspendue à ces deux mots *slovo dielo.*

Ces derniers actes excitaient des applaudissements universels; mais la bonne impression qu'ils avaient causée disparut bien vite devant les fautes de la politique extérieure. Non-seulement Pierre III abandonna la politique d'Élisabeth, et retira son alliance aux Autrichiens sans chercher à tirer aucun profit de toutes les victoires russes, mais encore il ordonna à son armée d'Allemagne de se ranger sous les ordres de Frédéric et de combattre à côté des ennemis qu'ils avaient vaincus. Il rendit au roi de Prusse ses villes, ses prisonniers, et lui accorda même des indemnités pour ses défaites; Frédéric, battu, obtenait de son enthousiaste disciple des avantages tels qu'il n'eût pas osé les demander s'il eût été vainqueur. Enfin, Pierre prit hautement le titre de colonel au service de la Prusse et n'appela plus Frédéric que *le roi mon maître.* En échange de tous ces témoignages d'une folle admiration, il reçut le titre de général, résultat qui fut bien loin de compenser le mauvais effet produit sur les Russes par cette alliance avec une nation que depuis plusieurs années ils étaient habitués à considérer comme leur ennemie.

Persistant dans cette conduite impolitique, Pierre envoya au sénat le recueil des lois réunies pour la Prusse, lequel portait le nom de *code Frédéric*, avec ordre de les faire exécuter de suite dans toute l'étendue de ses états. Les Russes ne virent dans cette tentative, d'ailleurs stérile, que le mépris de leurs usages et l'attachement aux mœurs étrangères. Pour comble de maladresse, l'empereur manifesta hautement l'intention de mettre les forces de son nouvel empire au service du Holstein, patrie de ses ancêtres, et témoigna des dispositions favorables à la libre pratique de toutes les religions, et surtout du luthéranisme. Aussi ce ne fut bientôt à Saint-Pétersbourg et à Moskou qu'un cri général d'indignation. Autant la clémence et la bonté de souverain avaient été vantées après ses premiers actes, autant il était maintenant traité en ennemi des habitudes nationales et de l'empire.

L'artificieuse Catherine qui, malgré sa feinte réconciliation, ne perdait pas de

vue ses desseins, profitait avec une grande habileté des fautes de l'empereur pour attirer à elle la popularité. Depuis la mort de l'impératrice Élisabeth, tandis que le palais de Pierre ne cessait de retentir des bruits d'une immense orgie, Catherine se montrait assidûment dans les églises et affectait en toutes circonstances l'amour des mœurs nationales : son époux se faisait prussien, et la rusée allemande s'efforçait de paraître russe; elle cherchait surtout à s'appuyer sur les gardes irrités de la préférence que Pierre donnait à quelques soldats qu'il avait fait venir d'Allemagne, et sur le clergé qui ne voyait dans le souverain qu'un spoliateur et un protestant. Maltraitée de l'empereur chaque fois qu'elle était obligée de se montrer à la cour, elle paraissait s'attendre aux dernières violences. On la vit quelquefois en public laisser, comme malgré elle, échapper ses pleurs; ses secrets partisans répandaient le bruit de ses dangers, et on la voyait en effet réduite à un tel abandon, qu'elle ne semblait plus conserver aucune autorité même dans l'intérieur du palais.

Quelles étaient à son égard les intentions de Pierre? C'est là une question qu'il serait difficile de décider. Ce prince, après sa réconciliation, et même après quelques hommages publiquement rendus à la supériorité de sa femme, était entièrement revenu à son extrême aversion pour elle. Sa maîtresse, Élisabeth Voronzof, se vantait ouvertement de prendre bientôt la place de Catherine; on parlait de divorce. Dans un autre moment, Pierre semblait témoigner le dessein de laisser le trône à ce malheureux Ivan qui depuis le berceau expiait, dans une prison, le funeste honneur de sa royale naissance. Ce malheureux prince avait failli, dans les premières années de sa captivité, être enlevé par un moine qui avait accès auprès de lui : mais la tentative avait échoué, et Ivan avait été plus étroitement détenu. Vers 1756, Élisabeth eut envie de le voir; on le conduisit secrètement à Pétersbourg, et l'impératrice l'entretint deux fois sans se faire connaître. Le prince était alors âgé d'environ seize ans; il avait une grande taille, une figure intéressante, des beaux cheveux bouclés et la voix d'une extrême douceur. Élisabeth pleura beaucoup en le voyant; mais sa compassion n'alla pas plus loin que les larmes, et Ivan fut reconduit dans le sombre cachot où Pierre alla le voir six ans après. Cette seconde entrevue n'eut pas plus de résultat en faveur du malheureux Ivan; et, bientôt, l'empereur, par un effet de son extrême mobilité d'esprit, pensa, dit-on, à désigner pour son futur héritier son oncle Georges de Holstein qu'il avait fait venir à sa cour, qu'il comblait d'honneurs et de marques d'affection, parce qu'ayant servi le roi de Prusse, Georges pouvait causer des campagnes de ce prince.

Quoi qu'il en fût des divers desseins qu'on prêtait à l'empereur, il paraissait certain que Pierre, sur le point de commencer sa campagne contre le Danemark, ne quitterait pas Pétersbourg sans avoir jeté Catherine dans une prison d'état et déclaré bâtard Paul Petrovitch. Mais Catherine s'était bien promis de le prévenir; et tandis que l'empereur la menaçait bien haut sans prendre de parti, elle,

au milieu des pratiques religieuses et de l'austérité apparente de sa vie, elle tenait, avec une extrême habileté, du sein de ses voluptés mystérieuses, les fils d'une double conspiration.

Catherine avait auprès d'elle une femme du nom de Ivanovna, sa confidente, chargée de pourvoir à la satisfaction de ses vives passions. Cette fille se conduisait avec une adresse telle, que les jeunes gens qu'elle présentait à sa maîtresse, jouissaient presque toujours des faveurs de la grande-duchesse sans savoir qui elle était. Il y avait alors à la cour un officier de naissance et de fortune médiocres, mais d'une beauté mâle et fière qui déjà avait séduit plusieurs grandes dames de la Russie. Cet homme était Grégoire Orlof. Aide de camp du grand maître de l'artillerie, il lui avait enlevé sa maîtresse, la princesse Kourakin, l'une des plus piquantes beautés de la cour. De là une disgrâce qui avait failli le conduire en Sibérie. Échappé à grand'peine à ce châtiment, Orlof était retourné à ses habitudes de soldat, et passait le temps à jouer et à boire. Un jour, pour occuper son désœuvrement, il s'amusa à faire la cour à la femme de chambre de Catherine. Celle-ci fit part de ce fait à sa maîtresse, qui prit pour elle les hommages adressés à la suivante. Soit que Catherine ne vît cet amant que la nuit, soit qu'elle se déguisât, Orlof fut longtemps heureux sans soupçonner l'étendue de son bonheur. Enfin un jour, au milieu d'une cérémonie publique, le soldat reconnut dans l'impératrice la femme qui l'aimait avec fureur. Il sut être discret; nul à la cour ne songeait à chercher le successeur de Poniatowski auprès de l'impératrice dans cet homme qui passait ses journées dans les cabarets, au milieu des soldats.

C'était là cependant que se préparait en partie, lentement, mais à coup sûr, la révolution qui devait perdre le malheureux Pierre. Catherine parvint à faire nommer Orlof trésorier de l'artillerie, et le trésorier employa l'argent de sa caisse à se faire des amis, à créer des partisans à Catherine au milieu des soldats déjà aigris contre l'empereur, et disposés en faveur d'une princesse qui ne perdait aucune occasion de les charmer en les traitant avec une séduisante familiarité. En paraissant d'abord seulement plaindre sa souveraine et la servir avec désintéressement, Orlof forma un complot dans lequel entrèrent d'abord ses quatre frères et un de leurs amis du nom de Bibikof. Ils vendirent, tous, le peu de bien qu'ils possédaient; ils se partagèrent l'argent de la caisse de l'artillerie, se répandirent dans tous les cabarets de Saint-Pétersbourg, et n'eurent pas de peine à semer dans tous les régiments le mécontentement et la sédition. Pour être assurés du premier coup de main, ils gagnèrent deux compagnies du régiment des gardes Ismaïlof. De plus, ils s'assurèrent de son colonel, le cosaque Cyrille Razoumofski, frère de l'amant de l'impératrice Élisabeth, devenu, grâce à son frère, hetman des cosaques[1].

[1] Cette charge avait été rétablie pour lui.

Razoumofski ne prit pas d'engagement précis, mais il promit de se rendre auprès de l'impératrice, si celle-ci, dans des circonstances graves, venait à le mander. Orlof rendait compte à sa maîtresse, dans leurs entrevues toujours ignorées, des progrès qu'elle faisait dans l'esprit de l'armée.

La seconde conspiration que Catherine dirigeait simultanément, avait pour instrument la princesse Daschkof, la sœur même de la favorite de l'empereur. Cette femme de dix-huit ans déploya une habileté, une science d'intrigues, et, au moment de la révolution, une résolution remarquables. Tandis qu'Orlof séduisait les soldats, elle agit auprès des grands et du clergé. Rien ne lui fut plus facile que de trouver des partisans au milieu de prêtres tous pleins de haine contre l'empereur. Au premier mot, les chefs du clergé, et surtout l'archevêque de Novgorod, promirent tout ce qu'on voudrait d'eux. Le comte Panin entra dans le complot, et les ambassadeurs de France, et surtout ceux d'Autriche et de Danemark, le favorisèrent et n'épargnèrent pas l'argent pour amener une révolution qu'ils espéraient devoir être profitable à leurs gouvernements.

Les conjurés délibérèrent longuement sur la manière dont ils accompliraient leur projet. Il était surtout question de savoir comment on se débarrasserait de l'empereur. Razoumofski et Orlof voulaient qu'on l'enlevât dans le château de Peterhof, à la suite de l'une des orgies par lesquelles il allait à coup sûr célébrer la Saint Pierre qui était prochaine. Panin était allé lui-même reconnaître l'appartement pour bien concerter les mesures de l'enlèvement. Le lieutenant Passek, l'un des amis d'Orlof, s'offrit pour poignarder l'empereur au milieu de sa cour, et il se mit deux fois en embuscade pour accomplir ce dessein, malgré la défense expresse qu'il en avait reçue. Au moment d'accomplir cette révolution, il y avait un grand embarras, c'était celui de savoir comment on remplacerait Pierre lorsqu'on l'aurait renversé. Les uns voulaient investir Catherine de la puissance souveraine; mais d'autres, et Panin était à la tête de ces derniers, prétendaient qu'elle dût se contenter de la régence, sous prétexte qu'elle n'était pas du sang des tsars. En réalité Panin, gouverneur du grand-duc, espérait de la sorte posséder plus d'influence. Mais la princesse Daschkof se chargea de sa conversion. Panin poursuivait la jeune femme de ses continuelles obsessions. Celle-ci avait toujours repoussé sa passion, non-seulement parce qu'il était déjà âgé et peu séduisant, mais encore parce qu'autrefois Panin avait été l'amant de sa mère et qu'elle croyait, avec toute la cour, être le fruit de cette liaison. En bonne conspiratrice, elle fit le sacrifice de ses répugnances et consentit à devenir la maîtresse de l'homme qui passait pour son père.

Les fêtes allaient commencer à Peterhof : tout était prêt pour le complot, sans cependant que le moment de son exécution fût encore fixé, lorsqu'on apprit que Passek venait d'être arrêté. Ce conjuré violent, toujours emporté dans ses propos, avait parlé du complot devant un soldat qui s'était empressé de le dénoncer à la chancellerie. Le 8 juillet, à neuf heures du soir, Passek fut arrêté et un

courrier alla porter cette nouvelle à l'empereur. La plupart des conjurés tremblèrent; la princesse Daschkof courut chez Panin, mais celui-ci ne sut prendre aucun parti. Alors la jeune femme revêt un habillement d'homme, va trouver les frères Orlof, les détermine à hâter le soulèvement, et fait prévenir Catherine qui, elle aussi, montre une prompte et énergique résolution. L'impératrice habitait, à l'extrémité du jardin de Peterhof, un pavillon détaché du château et bâti sur les bords du golfe de Finlande. Peterhof est à huit lieues de Pétersbourg; mais Catherine, pour être à même de prendre la fuite, avait fait préparer un canot, et depuis deux jours une voiture était constamment prête à la recevoir. Il était deux heures après minuit, lorsque Alexis Orlof, dit le Balafré, auquel son frère avait donné une clef du pavillon et fait connaître les secrets détours qui pouvaient l'y mener avec le plus de promptitude et de mystère, arrive avec un billet de la princesse Daschkof. Catherine était plongée dans un profond sommeil; Alexis la réveille subitement et lui dit : « Votre Majesté n'a pas un instant à perdre; qu'elle se prépare à me suivre. »

Catherine, dominant son agitation, appelle Ivanovna; toutes deux s'habillent précipitamment et se déguisent de manière à n'être pas reconnues des sentinelles qui gardaient le château. On fait approcher la voiture; Orlof saisit les rênes, et ils partent. L'épuisement des chevaux, pressés d'une course trop rapide, força l'impératrice d'achever à pied le chemin; enfin, accablée de fatigue et d'inquiétude, mais toujours maîtresse d'elle-même, et, en apparence, pleine de calme et de confiance, elle arriva à Saint-Pétersbourg à sept heures du matin. Aussitôt elle se rendit au quartier des gardes d'Ismaïlof, dont plusieurs compagnies étaient gagnées. Au bruit de l'arrivée de l'impératrice, les soldats accourent et l'environnent à grands cris. Alors elle leur dit d'une voix altérée : « Que le danger le plus pressant la force à venir leur demander du secours; que le tsar voulait, cette même nuit, la faire tuer avec son fils; qu'elle n'avait pu se dérober à la mort que par la fuite; qu'elle comptait assez sur leurs dispositions pour se remettre entre leurs mains. » Les soldats, remplis d'indignation, jurent de mourir pour elle. Sur ces entrefaites, Razoumofski arrive, et achève d'entraîner tout le régiment d'Ismaïlof. On fait venir l'aumônier, qui, un crucifix à la main, reçoit le serment des troupes. La contagion fut rapide chez les soldats : le seul régiment de l'artillerie montra de l'hésitation, et voulut, malgré les sollicitations d'Orlof, attendre les ordres du général qui le commandait; c'était un Français, nommé Villebois, qui ne tarda pas à venir et qui céda comme tous les autres.

Catherine, déjà entourée de plus de deux mille hommes des gardes et d'une grande partie des habitants de Pétersbourg qui suivaient le mouvement de cette nouvelle révolution comme ils en avaient déjà suivi tant d'autres, marcha immédiatement vers l'église de Kasan, où tout était préparé pour la consécration solennelle de son usurpation. L'archevêque de Novgorod, revêtu de ses habits

sacerdotaux et environné de prêtres, l'attendait à l'autel. Il lui mit la couronne impériale sur la tête, la proclama souveraine de toutes les Russies sous le nom de Catherine II, et déclara le jeune grand-duc Paul Petrovitch son successeur. Un manifeste publia que l'impératrice Catherine seconde, cédant à la prière de ses peuples, montait sur le trône de sa chère partie pour la sauver de sa ruine. Les seigneurs, qui se trouvaient à Pétersbourg, apprirent à leur réveil tout à la fois la révolution et son succès. Ils s'empressèrent de venir rendre hommage à la souveraine. Catherine, après avoir parcouru les rangs des soldats, montée à cheval et vêtue de l'uniforme des gardes, se rendit au palais qu'avait occupé l'impératrice Élisabeth.

Tandis qu'en quelques heures il perdait ainsi la couronne et l'empire, que faisait Pierre? Une invincible fatalité semblait entraîner à sa perte ce malheureux souverain : prévenu plusieurs fois que l'on conspirait contre lui, il avait méprisé tous les avertissements, même ceux qui lui étaient venus du roi de Prusse; car on savait mieux à Berlin qu'à Pétersbourg ce qui se tramait. Pierre répondit aux agents de Frédéric : « Si vous êtes de mes amis, ne touchez plus cette matière, qui m'est odieuse. » L'arrestation de Passek ne lui avait pas ouvert les yeux. Pendant que Catherine soulevait le peuple et l'armée, il venait gaiement en calèche d'Oranienbaum à Peterhof, suivi d'une jeunesse folâtre et des femmes qui servaient aux plaisirs de sa cour. Il était près d'arriver, lorsqu'un émissaire, déguisé en paysan, lui remit un billet dans lequel il lut les funestes nouvelles.

Pierre, consterné, ne prit aucune résolution vigoureuse. Il eut la faiblesse de croire que l'audacieuse Catherine pourrait consentir à n'user de sa victoire qu'à demi, et autorisa le chancelier Voronzof, l'oncle de sa maîtresse, à négocier avec elle un raccommodement. Celui-ci vit que Catherine l'emportait; il oublia sa mission et se déclara le fidèle serviteur de l'impératrice. Cependant, tout n'était pas perdu; Pierre avait auprès de lui ses soldats allemands, et de plus Munnich, toujours résolu, toujours énergique, malgré son grand âge. Le vieux général engagea l'empereur à se mettre à la tête de ses trois mille Holstinois et à marcher sur Saint-Pétersbourg. Ce parti vigoureux ne fut pas adopté. Pierre préféra aller dans Cronstadt se placer sous la protection de la garnison et de la flotte. Un officier général fut envoyé pour annoncer le prince; mais quand lui-même arriva avec sa suite, son envoyé était déjà prisonnier, et lorsque, répondant au qui-vive de la sentinelle, Pierre cria : *Moi, l'empereur! — Il n'y a plus d'empereur,* répliqua le soldat. Et, en effet, la garnison, bordant le rivage, confirmait cette réponse sinistre; le silence ne fut interrompu que par le cri unanime de *Vive Catherine!* et par la menace que fit l'amiral de tirer à boulet sur le yacht s'il ne s'éloignait pas. A ces mots, Pierre épouvanté recule; un de ses aides de camp l'arrête, en lui disant : « Prince, sautons à terre; personne n'osera faire feu sur nous, et Cronstadt sera encore à Votre Majesté. » Munnich appuie vivement ce conseil; mais ne sachant dans aucune circonstance de cette révolution prendre

un parti courageux, Pierre se jette dans la chambre du yacht au milieu des femmes éperdues. On ne se donne pas le temps de lever l'ancre, on coupe le câble, et on s'éloigne à force de rames.

Pour la troisième fois, Munnich ouvrit un conseil qui pouvait sauver l'empereur : il l'engagea à passer en Suède, à se mettre à la tête de l'armée qui se trouvait en Poméranie sous les ordres de Frédéric, et de rentrer à sa tête dans ses États usurpés. Pour la troisième fois aussi, Pierre ne montra qu'une lâche hésitation, et, sous prétexte que son embarcation ne pourrait le conduire jusqu'en Suède, se flattant d'ailleurs toujours d'un raccommodement impossible avec Catherine, il retourna à Oranienbaum.

Catherine, cependant, complétait sa victoire; couronnée le matin dans l'église de Kasan, le soir elle était montée à cheval, et, l'épée nue à la main, une couronne de chêne sur le front, elle s'était mise à la tête des troupes charmées de sa beauté et de son audace. Son triomphe n'était plus douteux; ceux que l'incertitude de l'événement avait jusque-là retenus, venaient en foule lui rendre hommage. Dans un second manifeste, Catherine justifiait son usurpation au nom des intérêts de la Russie, reprochant au souverain détrôné les réformes qui mettaient en péril la religion orthodoxe, et l'accusant de vouloir introduire le protestantisme; rappelant le traité conclu avec la Prusse, l'expédition méditée sur le Holstein, les édits vexatoires et même les mauvaises mœurs de Pierre. La révolution semblait ainsi accomplie, lorsqu'un envoyé vint la trouver de la part de son malheureux époux; celui-ci avait repoussé les sollicitations des soldats holstinois qui demandaient à marcher sur Saint-Pétersbourg, comme il avait rejeté les conseils de Munnich; et le seul expédient qui lui fût venu à l'esprit avait été d'adresser à l'impératrice une lettre dans laquelle il avouait ses torts, promettait de se mieux conduire à l'avenir, et offrait à Catherine le partage d'une puissance qu'elle possédait déjà tout entière. L'impératrice dédaigna de répondre. Pierre dépêcha alors un de ses officiers pour offrir l'abandon complet de tous ses droits, à la seule condition qu'il lui fût permis de se retirer dans le Holstein avec sa maîtresse et son favori Goudovitch. Pour toute réponse, il reçut la déclaration suivante, avec ordre de la signer sur-le-champ : « Durant le peu de temps de mon règne absolu sur l'empire de Russie, j'ai reconnu que mes forces ne suffisaient pas pour un tel fardeau, et qu'il était au-dessus de moi de gouverner cet empire, non-seulement souverainement, mais encore de quelque façon que ce fût; aussi en ai-je aperçu l'ébranlement qui aurait été suivi de sa ruine totale et m'aurait couvert d'une honte éternelle. Après avoir donc mûrement réfléchi, je déclare, solennellement et sans aucune contrainte, à l'empire de Russie et à tout l'univers, que je renonce pour toute ma vie au gouvernement dudit empire, ne souhaitant d'y régner ni souverainement ni sous aucune autre forme de gouvernement, sans aspirer même d'y parvenir jamais par quelque secours que ce puisse être. En foi de quoi je fais serment devant Dieu et

tout l'univers, ayant écrit et signé cette renonciation de ma propre main. »

Quand, par cette lâcheté, il eut mis le comble à son infamie, tous ses soldats holstinois furent désarmés sous ses yeux; puis un chambellan de l'impératrice le fit monter dans un carrosse, avec sa maîtresse et son favori, et le conduisit sans aucune escorte à Peterhof. Dans tout le trajet, les soldats qu'il rencontrait criaient avec fureur : *Vive Catherine!* Quand il fut arrivé, il vit insulter son favori et enlever sa maîtresse. On le fit déshabiller, et il resta quelques instants en chemise et nu-pieds exposé aux risées de la soldatesque. Enfin on le conduisit dans une maison de campagne située à quelques lieues de Pétersbourg. La révolution pouvait donc passer pour entièrement consommée : les derniers courtisans de Pierre, étaient venus faire leur soumission. Munnich lui-même, indigné de la lâcheté de Pierre, était venu trouver la souveraine; elle le distingua dans la foule et lui dit : « Vous avez voulu me combattre? — Oui, Madame, répondit avec noblesse le vieux soldat, et maintenant mon devoir est de combattre pour vous. »

Toutefois, bien que le succès fût complet en apparence, Catherine avait encore plus d'un sujet d'inquiétude. Quelles seraient les dispositions des vingt mille Russes que Frédéric tenait sous sa main? Comment Moskou, cœur de la vieille Russie, accueillerait-elle la nouvelle d'une révolution qui renversait le petit-fils de Pierre le Grand au profit d'une étrangère? Saint-Pétersbourg même, le premier moment d'enivrement passé, semblait plongé dans la stupeur. Du fond de sa prison, et malgré la lâcheté de sa conduite, Pierre excitait la pitié et trouvait encore dans la foule quelques partisans. Les matelots, qu'on n'avait pas intéressés dans le soulèvement, reprochaient publiquement aux gardes d'avoir vendu leur empereur pour de la bière. Plusieurs nuits de suite, des émeutes menacèrent d'ensanglanter cette révolution accomplie jusque-là sans violence. Même enfermé, Pierre continuait d'être pour les vainqueurs un sujet de préoccupation et d'embarras : sa mort fut résolue.

Un des Orlof, Alexis le Balafré, et un de ses amis du nom de Teplof, se rendirent à la prison de Pierre disant qu'ils venaient dîner avec lui. Avant le repas, suivant l'usage russe, on apporta de l'eau-de-vie. Orlof et son complice versèrent à l'empereur un verre de poison; mais, ne trouvant pas l'action assez prompte, ils voulurent redoubler. Le malheureux dont les entrailles brûlaient déjà, comprit son sort, et refusa le second verre. Ils employèrent la violence à le lui faire prendre, et lui à les repousser. Dans cet horrible débat, pour étouffer ses cris, ils le saisirent à la gorge et le renversèrent; mais comme il se défendait avec vigueur et désespoir, et qu'ils voulaient l'étouffer sans imprimer sur son corps aucune trace sanglante, ils appelèrent deux jeunes officiers chargés de sa garde, et qui, en ce moment même se tenaient à la porte; l'un de ces jeunes gens était Potemkin, le plus illustre des futurs successeurs d'Orlof auprès de l'impératrice. Ils accoururent; et trois d'entre eux,

ayant noué une serviette autour du cou de la victime, tandis qu'Orlof lui pressait la poitrine de ses deux genoux, Pierre fut étranglé et demeura sans vie entre leurs mains.

Catherine était à table, lorsque Orlof, plein d'agitation, couvert de sueur et de poussière, vint lui annoncer la nouvelle du meurtre. Elle se leva, le fit passer dans un cabinet, s'entretint quelques instants avec lui, lui fit, dit-on, des reproches de son émotion apparente, et revint calme et souriante achever son repas. Le lendemain, l'armée et le peuple apprirent que Pierre III était mort d'une colique hémorroïdale, infirmité à laquelle il était sujet. Catherine versa des larmes abondantes. Le cadavre, recouvert d'un uniforme de colonel holstinois, fut exposé selon l'usage. Le public fut admis pendant trois jours à lui baiser la main, malgré les traces manifestes de violence, afin sans doute que nul ne pût, par la suite, usurper ce nom de Pierre III et ce titre d'empereur si funeste, à celui qui l'avait porté. Tout prétexte était enlevé à la révolte, rien ne gênait plus l'ambition de la souveraine. L'ère de Catherine la Grande, de la Sémiramis du nord, venait d'être inauguré[1] !

[1] Rulhière, *Hist. de la Révolut. de* 1762. — Castera, *Vie de Catherine II.* — Rabbe *Résumé de l'Hist. de Russie.* — De Saldern, *Hist. de la Vie de Pierre III.*



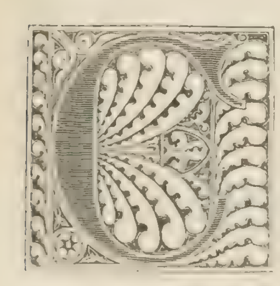


CHAPITRE VII

CATHERINE II

Habileté de Catherine. — Intrigues et complots. — Situation de l'Europe. — Accord de Catherine et de Frédéric. — Biren réintégré en Courlande. — Mort d'Auguste III. — Élection de Poniatowski au trône de Pologne. — Assassinat d'Ivan. — État intérieur de la Pologne. — Les dissidents. — Rôle de la France. — M. de Vergennes. — Améliorations et réformes dans l'intérieur de l'empire. — Confédération de Bar. — Ravages et cruautés des Russes en Pologne. — Guerre de Turquie. — Victoire des Russes. — Tchesmé. — Catherine et Voltaire. — Premières propositions du partage de la Pologne. — Frédéric et Marie-Thérèse. — Dernière lutte des patriotes polonais. — Partage de 1773. — Paix de Kainardji. — Misère dans l'intérieur de l'empire. — Révolte de Pugatchef. — Potemkin. — Scandales du palais. — Puissance et grandeur extérieures. — Paix de Teschen. — Neutralité armée. — Invasion de la Krimée. — Nouveaux favoris. — Voyage en Krimée. — Nouvelle guerre avec la Turquie. — Défaites navales des Suédois. — Défaites des Turcs. — Paix de Jassy. — Mort de Potemkin. — Insurrection de la Pologne. — Kosciuzko. — Partage de 1793. — Faveur de Platon Zoubof. — Conquêtes en Perse. — Mort de Catherine II.

(DE 1762 A 1796)



Ce fut véritablement une grande souveraine que cette Allemande, dont l'habileté, les savantes intrigues et le crime, venaient de la faire impératrice de toutes les Russies. On l'eût dite prédestinée à ce rôle, tant elle sut bien s'approprier les desseins de Pierre le Grand, et poursuivre, par tous les moyens, l'agrandissement de sa nouvelle patrie. Si, dans la vie privée, nous la retrouvons voluptueuse et faible, dans sa vie publique, dans son rôle politique, elle apparaît douée des plus fortes qualités, image vivante de cette Russie, où tout, sous son règne, fut, au dehors, éclat retentissant, grandeur éblouissante, tandis qu'il n'y avait à l'intérieur que scandale et misère.

Ses premiers actes témoignèrent de son habileté. De grands dangers la menaçaient sur le trône où elle venait de s'asseoir. Elle sut les conjurer tous. De ces dangers, le plus immédiat était dans les prétentions de ses complices ; la révolution accomplie, chacun d'eux voulait la plus large part du butin, et revendiquait l'initiative des grandes résolutions du moment suprême ; tous, à les en croire individuellement, avaient assuré son triomphe par leurs conseils et leur

énergie; les timides, les irrésolus n'étaient pas les moins bruyants. Catherine les reçut avec son gracieux sourire, et les accueillit avec des paroles pleines de séduction, tant qu'elle crut nécessaire de les ménager; mais elle ne tarda pas à écarter ceux dont elle pouvait se passer, et elle ne prit pour ministres et conseillers que les hommes propres à servir ses nouveaux desseins à quelque parti qu'ils eussent appartenu sous les règnes précédents. Pour première satisfaction accordée à l'esprit public, elle renvoya les soldats allemands de Pierre III. Ces malheureux, entassés dans quelques vaisseaux, furent jetés par un coup de vent sur les écueils de l'île de Korlin. Le commandant de Cronstadt pouvait les sauver: mais il se souvint, au fort de la tempête, d'une prescription impériale qui interdisait de secourir, sans autorisation, les étrangers, et il se contenta de dépêcher un courrier à Saint-Pétersbourg. L'impératrice, à la vérité, blâma cet excès d'obéissance à la consigne. Les vieux Russes devaient être satisfaits : les flots venaient d'engloutir trois mille victimes étrangères.

Au nombre des conjurés qui avaient servi Catherine avec le plus de zèle et de courage, il était une femme que son rôle brillant, ses services irrécusables et ses hautes prétentions après la victoire, rendaient embarrassante. Tout Pétersbourg, qui se souvenait d'avoir vu à cheval, à la tête des conjurés, la princesse Daschkof, lui attribuait la première part dans l'heureux issue du complot; elle-même, enorgueillie de son rôle, pensait qu'il ne devait plus y avoir de limites à sa faveur; elle commença par demander le titre de *colonel* de la garde. Catherine répondit par un ordre d'exil à Moskou. Villebois, le commandant de l'artillerie, ce Français dont l'influence avait entraîné, dans un instant décisif, la défection du corps le plus important de l'armée, fut de même disgracié; plusieurs autres conjurés ne furent pas mieux traités. En revanche, les Orlof se partagèrent les premières fonctions du gouvernement. Catherine ménageait en eux les parents de l'homme qui lui était cher et les chefs de la soldatesque. Elle traitait ouvertement Grégoire Orlof en favori ; il fut nommé à la place de Villebois, puis créé lieutenant général; ses frères reçurent le titre de comtes et se partagèrent les premières fonctions de l'empire. Après les Orlof, Panin obtint sa large part des faveurs impériales : il fut nommé ministre, et resta gouverneur du grand-duc. Le vieux Bestuchef, le conseiller d'Élisabeth, fut rappelé; sa science dans l'intrigue, sa longue expérience des affaires politiques, étaient jugées utiles. Razoumofski fut confirmé dans le titre d'hetman des Cosaques; Munnich, auquel ses anciennes victoires, son exil, et la fidélité avec laquelle il avait servi jusqu'à la fin le malheureux Pierre III, donnaient par toute la Russie un noble prestige, devint gouverneur d'Estonie et de Livonie. Catherine se concilia tous les personnages influents, et sut manier avec une extrême habileté, en les opposant l'un à l'autre, tous ces ambitieux dont plusieurs s'étaient flattés, au moment de la révolution, de l'espérance d'une autorité souveraine. Maîtresse des chefs de l'armée et de la noblesse, elle s'appliqua à gagner le clergé, sans cepen-

dant revenir sur la grande mesure qui lui avait rendu Pierre III si odieux. Un synode chargé de reviser l'ukase de cet empereur, se borna à demander, pour les biens confisqués, une compensation en indemnités viagères. Mais des distinctions honorifiques, et les plus grands égards, furent témoignés à tous les membres du clergé par l'adroite souveraine.

Tant de soins et de ménagements ne purent cependant prévenir plusieurs soulèvements dans l'empire. Moskou avait témoigné une froideur inquiétante, lorsque le gouverneur avait annoncé sur la place du Kremlin, aux soldats et aux habitants réunis, la révolution qui renversait Pierre III, et son cri de *Vive Catherine!* n'avait trouvé d'écho ni dans l'armée ni dans le peuple. Catherine, après la distribution des hautes fonctions à Saint-Pétersbourg, affronta bravement le mauvais vouloir de la vieille capitale pour se faire sacrer, selon l'usage, au palais des tsars. Sa présence contint ses ennemis; mais elle put voir, par ses yeux, que le peuple russe n'était pas encore résigné à sa domination. Bientôt les mauvaises dispositions de la foule prirent un caractère plus alarmant.

L'impératrice venait de rentrer dans Saint-Pétersbourg quand elle apprit qu'on faisait circuler un manifeste signé, disait-on, de Pierre III à ses derniers moments, par lequel il désignait pour son héritier ce jeune Ivan, qui, dans sa prison de Schlusselbourg, semblait destiné à servir, au nom de sa royale origine, d'instrument à tous les partis. Quelques gardes mécontents avaient dirigé ce complot; ils furent saisis, déchirés par le knout et les battogues, et jetés en Sibérie. Peu de temps après la répression de ce premier complot, une révolte plus sérieuse menaça l'impératrice. Cette fois les rebelles lui opposaient son fils même; ils prétendaient placer le jeune Paul Petrovitch sur le trône usurpé par une étrangère. Vingt quatre officiers aux gardes trempèrent dans cette nouvelle conjuration. Cette fois le péril fut réel, Bestuchef, Ramouzofski, Panin, furent sérieusement alarmés; ce dernier, longtemps partisan d'une régence, craignait que Catherine ne lui attribuât quelque participation au complot. Ils vinrent donc tous ensemble dénoncer à l'impératrice ce nouveau danger et lui proposèrent des moyens de le conjurer. Catherine montra plus de calme et de fermeté que ses conseillers; ses mesures étaient déjà prises; les principaux rebelles étaient en son pouvoir. Ils furent condamnés à être écartelés; mais l'impératrice, *usant d'une insigne clémence*, leur fit grâce de la vie et se borna à les faire dégrader, souffleter par la main du bourreau, et à les jeter en Sibérie. Ainsi, malgré son désir de paraître clémente, Catherine rétablissait la peine de mort. « Reconnaissant, disait l'ukase, l'insuffisance des châtiments ordinaires pour réprimer des attentats odieux contre la souveraine, elle déclarait que désormais elle ne se conformerait plus à l'édit par lequel Élisabeth avait promis de ne laisser condamner à mort aucun criminel[1]. »

[1] Castera, t. II, l. v.

Au dedans, Catherine commençait ainsi à affermir son pouvoir par des rigueurs; au dehors, elle n'était pas moins heureuse dans sa conduite politique. A la vérité, les embarras dont elle semblait environnée, étaient plus apparents que réels. C'était en partie au nom de l'antipathie des Russes contre les Prussiens et leur roi Frédéric qu'elle avait renversé Pierre III; on devait donc s'attendre à lui voir reprendre la ligne de conduite qu'avait suivie la reine Élisabeth. Mais elle n'avait aucun intérêt à une guerre et surtout à une guerre contre Frédéric, qui était moins l'ennemi que l'allié naturel de la Russie contre l'Autriche, et surtout contre la malheureuse Pologne. Catherine le savait, et tout son art devait consister à paraître donner satisfaction à l'esprit russe sans blesser Frédéric. Celui-ci sut très-bien comprendre la position de l'impératrice; et, dans le rapprochement qu'elle désirait, il lui épargna, en quelque sorte, la moité du chemin. Il y avait longtemps qu'il avait prévu la révoluion qui avait porté Catherine sur le trône, et il ne se souciait point de venger celui qui s'était dit son enthousiaste disciple. Catherine rappela les vingt mille Russes que Frédéric avait dans son armée; elle récompensa par des pensions et des médailles ceux qui avaient assisté aux journées de Jœgersdorf, Kustrin et Kunersdorf : c'étaient là les satisfactions nécessaires accordées au sentiment public; mais, en secret, elle traita fort bien l'ambassadeur de Frédéric, et se tint prête à s'entendre avec ce prince au sujet de la politique à suivre en Pologne, lorsque le trône se trouverait vacant, ce qui ne devait pas tarder.

Si l'avénement de Catherine avait semblé présager avec la Prusse une rupture éclatante, il devait par la même raison promettre un rapprochement de la Russie avec l'Autriche et la France. A cet égard encore l'attente générale fut trompée : Marie-Thérèse, *la souveraine vertueuse, la bonne mère de famille,* ne cherchait pas à déguiser son mépris pour celle qui était parvenue au trône par le meurtre de son époux. Elle ne désignait pas Catherine autrement qu'en l'appelant *cette femme,* et témoignait pour elle une profonde aversion.

Louis XV aussi, par un scrupule de vertu assez étrange chez l'hôte du Parc-aux-Cerfs, affectait à son égard un profond mépris. D'ailleurs Catherine ne pouvait ni rechercher, ni accepter l'alliance de la France. Un savant publiciste a fort bien exposé comment les intérêts de la France et de la Russie étaient inconciliables. « La politique de la Russie, dans le nord, dit M. Laboulaye, a toujours été le contre-pied de la nôtre, et c'est aux dépens de notre influence que la sienne a grandi. Nos alliés, c'étaient la Suède, la Pologne, la Turquie, trois pays que la Russie entendait subjuguer, trois barrières qu'elle voulait abattre. L'ambition de l'impératrice et de son conseil, c'était d'avancer en occident et de peser sur l'Allemagne, tandis que Louis XV, par un juste sentiment de l'avenir, voulait, autant qu'il serait possible, éloigner la Russie des affaires de l'Europe [1]. » L'Autriche,

[1] M. E. Laboulaye, compte rendu de *l'Hist. de Russie* du doct. Ernest Hermann, professeur à l'université d'Iéna, t. V; dans le *Journal des Débats*, 14 avril 1855.

à laquelle la Russie avait rendu, en 1736, et de 1756 à 1762, de grands services, affectait à son égard une morgue qui la dégoûtait de son alliance. Mais s'il y avait peu de bon vouloir entre ces diverses puissances, du moins il n'y avait pas à craindre entre elles une rupture. L'Europe, près de conclure la double paix de Paris et d'Hubertzbourg (février 1763), était trop épuisée par une guerre de sept années pour ne pas aspirer à un repos général. L'Angleterre seule retirait de cette guerre de grands profits, et les intérêts de l'Angleterre et de la Russie ne paraissaient encore, à cette époque, se heurter nulle part. En attendant qu'elle trouvât autour d'elle l'appui dont ses projets avaient besoin, Catherine, tout en montrant une grande fermeté et en paraissant prête à ne reculer devant aucune résolution énergique, évita de se créer des inimitiés; elle se conduisit, selon sa propre expression, *comme une coquette habile;* et, libre pour le moment, d'inquiétudes au dehors, elle put, en toute sécurité, se livrer au soin de l'administration intérieure de ses États et méditer l'occupation de la Pologne.

L'historien français de Catherine, Castera [1], nous montre cette impératrice préoccupée, dès les premiers jours de son règne, de réformes et de travaux utiles à son pays : « Elle s'occupa dès lors, dit-il, avec un zèle extrême, de l'administration de ses vastes États, des progrès du commerce, de l'augmentation de la marine, et surtout des moyens les plus propres à se procurer de l'argent, car son orgueil ne lui permettait pas de renoncer au luxe asiatique que, depuis le commencement du règne d'Élisabeth, étalait la cour de Russie. Elle croyait ce luxe nécessaire pour tromper les nations étrangères sur sa vraie situation, en attendant qu'elle pût les étonner par ses conquêtes. Elle ne négligea rien, ajoute son historien, de ce qui pouvait contribuer à la prospérité de son empire. Dans le temps même où elle avait les plus fortes raisons de craindre pour sa sûreté, elle s'occupait des détails du gouvernement avec autant d'assiduité et de calme que si son gouvernement eût dû être éternel. Elle fondait des hôpitaux; elle encourageait le commerce et l'industrie; elle faisait mettre de nouveaux vaisseaux sur le chantier. Voyant avec peine que

[1] Parvenus à cette période de l'histoire de Russie, Leclerc et Levesque, nos deux principaux guides dans une grande étendue de cette histoire, cessent de pouvoir être utilement consultés. Le premier, toujours confus et peu intelligible, n'offre plus que des documents incomplets et ne se préoccupe que de présenter un panégyrique exagéré de son illustre contemporaine. Levesque lui-même, dans la partie de ce règne qu'il a racontée, laisse fléchir son intégrité habituelle. L'historien qui a le mieux retracé cette époque est Castera, qui écrivit l'histoire de Catherine quelques années après la mort de cette impératrice, avec les documents originaux et des souvenirs encore vivants. Son ouvrage, 4 vol. Paris, 1809, est précieux pour sa clarté, pour les nombreux détails qu'il renferme, et il est souvent d'une lecture agréable. Peut-être cependant la partie anecdotique y prend-elle parfois un peu trop de développement. Avec Castera, l'excellent ouvrage de Rulhière, *Histoire de l'Anarchie de Pologne*, 4 vol. in-8°, Paris, 1819; la monographie de Catherine, par W. Tooke, Tooke's *Life of Catherine II,* qui souvent n'est que la reproduction de l'ouvrage de Castera; enfin un grand nombre de mémoires et de récits contemporains ont été utilisés pour cette partie de l'histoire russe.

la population de ses États n'était pas proportionnée à leur vaste étendue, et que les terres de ses plus fertiles provinces ne produisaient que de faibles récoltes parce qu'elles manquaient de bras, elle publia une déclaration pour inviter les étrangers à venir s'établir en Russie. Elle leur promettait des avantages considérables, et surtout le libre exercice de leur religion, avec la facilité de quitter le pays quand ils voudraient, et d'emporter les richesses qu'ils auraient acquises, à condition d'en laisser une certaine portion au fisc. »

Bestuchef, Panin, Munnich, étaient les hommes de son conseil. Elle s'entretenait avec eux de l'état politique des différentes cours de l'Europe, du projet de chasser les Turcs, et sans doute aussi des futurs démembrements de la Pologne. Elle-même avait pleine confiance dans sa fortune, et dans la prochaine réalisation de ses desseins. Castera raconte que, peu après le traité d'Hubertzbourg, elle demandait à l'ambassadeur français, M. de Breteuil, s'il pensait que cette paix serait durable. Le ministre répondit que le besoin de repos, qui se faisait partout sentir, semblait le présager, mais qu'elle-même devait en juger mieux que lui, puisqu'elle pouvait, par ses lumières, apprécier le système politique des diverses cours, et par ses forces le diriger à son gré. — « Vous pensez donc, dit alors Catherine avec une apparente modestie, que l'Europe a maintenant les yeux fixés sur moi, et que je jouis dans les cours de quelque considération? » La réponse ne pouvait être qu'affirmative. Catherine l'écouta avec complaisance, puis, se parant de toute la dignité impériale : — « Je crois en effet, répliqua-t-elle, que la Russie mérite attention. J'ai la plus belle armée du monde; l'argent me manque, il est vrai, mais j'en serai abondamment pourvue en peu d'années. Si je me laissais aller à mon penchant, j'aurais encore plus de goût pour la guerre que pour la paix; mais l'humanité, la justice et la raison, me retiennent. » Puis elle ajouta qu'on ne pourrait commencer à la juger que dans cinq ans; qu'il lui faudrait au moins ce temps pour rétablir l'ordre dans son empire, et recueillir le fruit de ses soins.

Les cinq années que Catherine demandait pour remettre l'ordre dans l'empire et préparer sa grandeur extérieure, semblaient à peine suffisantes, tant elle était environnée de difficultés et d'écueils. Les rébellions ouvertes n'étaient pas son plus grave embarras. Avec son extrême vigilance et la terreur qu'inspiraient les supplices, elle parvenait à les comprimer; mais le mauvais vouloir que lui témoignaient les hommes les plus distingués par leur naissance, depuis qu'Orlof était publiquement reconnu pour son amant, était pour elle une cause de dégoûts journaliers. Jaloux de l'influence du favori, ils se tenaient éloignés de la cour, et Catherine ne voyait auprès d'elle, à l'exception de Panin, de Munnich ou de Bestuchef, que des soldats grossiers et violents; elle rougissait des déférences qu'elle était forcée de leur montrer; plus d'une fois, elle laissa échapper l'expression de son amertume ou de son dégoût. D'ailleurs ses principaux conseillers s'efforçaient constamment de s'attribuer la plus grande part

du pouvoir : Panin n'avait abandonné, à son grand regret, l'idée d'une régence que pour méditer un projet de gouvernement mixte dans lequel le sénat, constitué aristocratiquement et devenu inamovible, servirait de contre-poids à l'autorité despotique de l'impératrice. Il exposa longuement son plan à Catherine, qui feignit une grande admiration, mais ne se prononça pas. Bestuchef, craignant de voir Panin conquérir une influence supérieure à la sienne, engagea Orlof à combattre ce dessein, lui persuadant qu'il pouvait aspirer à la main de sa maîtresse et parvenir de la sorte à l'empire. Le soldat, qui, dans ses rêves ambitieux, se voyait déjà assis sur le trône des tsars, fut facile à convaincre : il remit à Bestuchef le soin de ses intérêts, certain déjà de sa prochaine grandeur. Le chancelier fit à ce sujet quelques ouvertures à l'impératrice, qui évita, comme avec Panin, de prendre aucun engagement. Bestuchef ne s'en crut pas moins autorisé à rédiger, au nom du peuple russe, une requête par laquelle l'impératrice était sollicitée de délivrer la nation des inquiétudes que faisait naître la faible santé du jeune Paul Petrovitch, en prenant un époux et en donnant de nouveaux héritiers à l'empire : elle pourrait, de la sorte, donner sa main au jeune Ivan, et lui restituer ses droits; ou, si cette union présentait des dangers et faisait craindre qu'Ivan ne fût ingrat un jour envers sa bienfaitrice, elle-même pouvait choisir, dans les fidèles serviteurs dont elle était entourée, un homme dont le dévouement lui fût assuré et qui tînt d'elle seule sa suprême fortune. En même temps les partisans de ce dessein firent circuler le nom d'Orlof.

Panin, Razoumofski et Voronzof, qui malgré la chute de Pierre III conservaient à la cour une grande influence, s'alarmèrent de ce projet qui renversait leur système oligarchique. Ils vinrent trouver Catherine, et la supplièrent de ne pas se donner un maître, de ne pas aliéner au profit d'un seul homme le pouvoir qu'elle devait à sa fermeté et son courage. Celle-ci feignit beaucoup d'étonnement, remercia ses serviteurs de leur zèle, et prétendit que Bestuchef avait agi à son insu. Elle promît même de le punir, et n'en fit rien; il ne fut plus reparlé du projet de Panin, et ce fut ainsi que Catherine sut encore une fois contenir ses ambitieux conseillers par la crainte que leur inspiraient leurs desseins réciproques. Toutefois, ces intrigues ne se passèrent pas sans trouble : Panin, pour démontrer la fausseté des allégations de Bestuchef au sujet de la santé du grand-duc, le fit sortir à cheval, et la vue de Paul Petrovitch excita une émeute au milieu des soldats qui voulurent le proclamer empereur; il fallut de nouvelles rigueurs pour comprimer cette sédition naissante. En même temps, la haine qu'Orlof inspirait à une partie des gardes et des courtisans, se traduisit par une tentative d'assassinat qui n'échoua que par hasard. Les conjurés avaient séduit une sentinelle, mais l'heure fut mal désignée; et lorsqu'ils se présentèrent, celle-ci était remplacée par un soldat qui répandit l'alarme; les assassins s'évadèrent à la faveur de leur uniforme des gardes.

Il était temps de mettre un terme à ces intrigues et à ces complots sans cesse

renaissants, en détournant sur les événements extérieurs l'attention de la Russie. Catherine comprit cette nécessité de sa situation. En attendant que la Pologne et la Turquie devinssent le vaste théâtre de ses conquêtes, elle s'occupa d'affermir l'influence russe dans le duché de Courlande. Nous avons vu comment cette province polonaise était devenue, sous le règne d'Anne, une sorte de fief immédiat de l'empire. Après la disgrâce de Biren, les États de Courlande, regardant cet ancien favori, d'après les insinuations mêmes du cabinet russe, comme mort civilement et déchu de ses droits, avaient ressaisi l'autorité et fait acte d'indépendance en nommant à sa place Charles de Saxe, troisième fils du roi de Pologne. Ce prince avait en sa faveur le choix légal des États, l'hommage libre de la noblesse, l'investiture solennelle du roi et de la république de Pologne; il réunissait tous les titres de légitimité. Mais il lui manquait l'assentiment de Catherine. Ce n'était pas assez pour cette princesse que le duc de Courlande fût le fils du roi imposé à la Pologne par la Russie, elle voulait qu'il fût sa créature immédiate. Biren, rappelé de Sibérie par Pierre III, s'efforçait de faire revivre ses anciens droits. Catherine lui donna l'appui de deux armées qui pénétrèrent, l'une en Pologne, l'autre en Courlande, et mit le séquestre sur les biens du duché. La noblesse de Courlande, qui se souvenait des cruautés de Biren, refusa d'abandonner le duc Charles; mais le gouverneur de Livonie lui fit signifier dans Mittau, sa capitale, qu'il eût à vider le pays, *attendu que telle était la volonté de l'impératrice*[1]. Biren fut ainsi nommé pour la seconde fois, sous la protection des baïonnettes russes, et Auguste III eut la honte et la douleur d'être forcé de sanctionner la spoliation de son fils en donnant l'investiture à son compétiteur. Le fils de Biren lui succéda à l'aide des mêmes moyens. Dépouillé de toute autorité, il voulut fuir une souveraineté qui n'était qu'un triste esclavage; il se réfugia à Berlin avec ses trésors. Mais Catherine, qui ne jugeait pas le moment venu encore de prononcer la réunion de la Courlande à l'empire, força le jeune Biren de reprendre sa chaîne et de gouverner sous le despotique contrôle de la Russie.

Ce n'était là que le prélude des audacieuses entreprises de Catherine. Depuis que les victoires de Munnich avaient placé Auguste III sur le trône de Pologne, cette malheureuse nation, de plus en plus livrée aux influences étrangères, pressée entre les trois puissants voisins qui tendaient à l'absorber et à la détruire, déchirée par des factions intestines, n'avait cessé de marcher vers sa décadence. Pendant les trente années de son règne, Auguste III, abandonné à la débauche, étranger, de même que son père, par sa naissance, aux intérêts du pays qu'il avait été appelé à gouverner, et d'ailleurs dénué de talents, n'avait rien fait pour arrêter la Pologne sur la pente fatale, où depuis longtemps l'entraînaient ses funestes institutions; cependant sa mort fut regardée comme une

[1] *Mémoire sur les affaires de Courlande*, signé par Auguste III, le 10 fév. 1763; dans Lesur, p. 223.

calamité publique, parce qu'elle menaçait de livrer de nouveau le pays aux agitations qui toujours accompagnaient les élections royales, ou parce qu'elle devait amener, ce qui était pis encore, un roi imposé par les baïonnettes étrangères. La nouvelle de la mort d'Auguste III (5 octobre 1763) trouva tous les voisins de la Pologne prêts à profiter de cet événement depuis longtemps prévu. La lassitude dans laquelle les traités de Paris et d'Hubertzbourg laissaient l'Europe, était particulièrement favorable aux desseins de la Russie. Le roi de Prusse était tout disposé à s'y associer, pourvu qu'on lui fît sa part. Toutefois, l'heure du partage n'avait pas encore sonné; il ne s'agissait pour le moment que de s'entendre pour l'élection d'un nouveau roi; l'accord se fit entre Frédéric et Catherine. Le rapprochement était alors complet entre les deux grands politiques; aucun vestige d'inimitié ne troublait leur bonne harmonie; Frédéric avait envoyé la décoration de *l'Aigle noir* à Catherine, qui la portait ouvertement; il rendait hommage, dans ses lettres, à son habileté, à ses talents; enfin il se faisait déjà l'un des flatteurs de ce règne destiné bientôt à fixer les regards et à recevoir les adulations presque unanimes de l'Europe.

Le roi de Prusse et l'impératrice s'entendirent donc facilement au sujet de l'élection nouvelle. L'un des hommes dont Catherine avait fait son amant au temps où elle était grande-duchesse, fut celui qu'elle choisit pour roi de Pologne. Lorsque Poniatowski, chassé de Russie pour cette intrigue, était retourné auprès de son père, il lui avait présenté une lettre dans laquelle la grande-duchesse disait : « Charles XII a su distinguer votre mérite; je saurai distinguer celui de votre fils, et l'élever peut-être au-dessus de Charles XII lui-même[1]. » Longtemps après leur séparation, les deux amants entretinrent un commerce de lettres; Poniatowski avait voué un amour sincère à sa maîtresse; il s'entourait, à Varsovie, d'objets rappelant son souvenir; il avait fait peindre son portait de mémoire, il lui écrivait avec passion, et il ne doutait pas qu'elle ne le payât de retour. Ivre de joie lorsqu'il connut la révolution de 1762, il se crut près d'être rappelé à Pétersbourg, et sollicita aussitôt cette faveur. Mais Catherine lui avait, comme on sait, donné Orlof pour successeur : Poniatowski fut donc déçu dans son espérance; cependant un dédommagement lui était réservé, et ce dédommagement était un trône.

Catherine et Frédéric mirent le sceau à leur bonne intelligence, par la conclusion d'une alliance défensive dont toute l'importance était dans un article secret par lequel les deux puissances s'engageaient à s'opposer à ce que le royaume de Pologne devînt héréditaire, et à ne pas souffrir les entreprises des partis qui pourraient tenter d'en changer la constitution ou d'y introduire le pouvoir absolu[2]. Ainsi la malheureuse Pologne était condamnée à subir le

[1] *La Pologne histor.*, par M. L. Chodzko, p. 123.

[2] *Recueil des Traités* de Martens, t. I[er], p. 89-94. — *Œuvres posthumes de Frédéric*, t. V, p. 19 et 20. — Lesur, *Progrès de la Russie*, p. 227. — Castera, t. II, l. v.

désastreux résultat de ses funestes institutions, et ses ennemis prenaient leurs mesures pour empêcher qu'elle ne trouvât son salut dans une réforme salutaire. Par le même traité, la Prusse et la Russie promettaient de protéger les dissidents contre l'oppression de l'église dominante; enfin, par une dernière convention secrète, elles s'engageaient à prendre des mesures pour que l'élection tombât sur un descendant des anciens rois. Les clauses de ce traité, atteintes flagrantes aux droits d'une nation indépendante, était le premier degré qui devait conduire au partage de la Pologne.

Pendant que ses ennemis disposaient ainsi de son sort et préparaient son funèbre avenir, que faisait cette malheureuse nation? Songeait-elle à mettre un terme à ses dissensions et à subir des réformes dans lesquelles ses ennemis voyaient bien qu'il lui restait peut-être encore une chance de salut? Loin de là : les querelles politiques et religieuses ensanglantaient ses provinces, et elle se livrait avec une fureur insensée aux luttes intestines. Il lui restait encore de courageux citoyens : la famille Potocki était dévouée au parti de l'indépendance nationale et des libres élections, mais elle était sans force contre les Czartoryski unis par des liens de famille à Poniatowski, et prêts à sacrifier leur patrie aux intérêts russes, pourvu qu'eux-mêmes retirassent de ce lâche sacrifice des honneurs et du profit.

Ce fut sous ces influences et au milieu de ces circonstances, que s'ouvrirent les élections de 1764; au moment où se réunit la diète de convocation, une armée russe entrait dans Varsovie sous prétexte d'y maintenir l'ordre et la liberté; en même temps le comte de Kayserling, ambassadeur de la Russie, auquel Catherine écrivait : « Mon cher comte, souvenez-vous de mon candidat. Je vous écris ceci à deux heures après minuit, jugez si la chose m'est indifférente! » faisait agir tous les moyens de séduction, argent et promesses. Un seul candidat étranger, l'électeur de Saxe, fils d'Auguste III, se présenta aux élections; Catherine lui écrivit simplement « de ne pas compromettre sa dignité dans une affaire où il ne pourrait réussir, » et il se retira[1]. Quelques citoyens, le comte Branitzki, grand général de la couronne, et le prince Radziwil, prirent les armes pour empêcher que les Russes ne forçassent les suffrages. Mais leur courage individuel était impuissant contre les forces militaires que la Russie avait accumulées en Pologne, et plus encore contre la vénalité et la corruption de presque toute la noblesse. Leurs énergiques protestations rendirent la diète plus tumultueuse sans empêcher le triomphe du candidat russe. Le comte Malakowski, vénérable par son grand âge et par sa vertu, nommé maréchal de la diète, voulut y rétablir l'ordre et en expulser les étrangers; on lui répondit par des cris de fureur, les sabres sortirent du fourreau. Makranowski, nonce de Cracovie, qui avait osé faire entendre, du haut de la tribune, d'éloquentes paroles en faveur de la pa-

[1] Tooke's *Life of Catherine II*, t. I, p. 361; dans Lesur, p. 225.

trie, faillit périr sous les épées des officiers russes; après avoir essayé de défendre sa vie, il découvrit sa poitrine, et s'écria : « S'il vous faut une victime, me voici; du moins je mourrai libre comme j'ai vécu. » Ce fut un Czartoryski qui s'interposa pour empêcher cette effusion de sang. Toutes les premières séances de la diète se passèrent en discours injurieux et en violentes querelles.

Catherine avait déclaré à un Polonais lui objectant que Poniatowski était le petit-fils d'un pauvre intendant, que « fût-il fils de serf et serf lui-même, il règnerait [1]. » A la nouvelle des orages de l'assemblée polonaise, elle jugea que les troupes dont elle avait inondé la Pologne ne suffisaient pas encore; elle jeta douze mille hommes en Lithuanie et fit marcher sur Kief de nouveaux renforts. C'était le moyen le plus certain d'imposer silence aux diétines des provinces, dont la plupart, non moins tumultueuses que celle de Varsovie, se révoltaient contre l'influence étrangère. La Pologne se tut devant les baïonnettes russes, et la diète d'élection put s'ouvrir dans la plaine de Vola, lieu habituel de ses réunions, près de Varsovie. Le comte de Kayserling, indisposé, ne put pas s'y rendre, mais il fit tenir aux nonces une lettre de l'impératrice, dans laquelle elle lui recommandait son candidat avec une nouvelle instance. De son côté, Poniatowski était prodigue de paroles flatteuses et de promesses. Selon la loi des élections polonaises, pour qu'il fût proclamé, il ne fallait pas qu'un seul palatin opposât son *veto*. Quand les sénateurs, les chevaliers et tous les nobles se trouvèrent réunis, le primat demanda par trois fois qui ils voulaient pour roi, et tous d'une voix unanime répondirent : *le comte Poniatowski*.

Le lendemain, 7 septembre 1764, Poniatowski fut proclamé roi sous le nom de Stanislas-Auguste, après onze mois d'un interrègne, pendant lequel Varsovie et les provinces polonaises avaient pu, au milieu de leurs constantes agitations, et sous la pression des armées russes, prendre un avant-goût de l'occupation étrangère [2].

Peu avant ce triomphe, qui présageait sa prochaine domination en Pologne, Catherine avait quitté Pétersbourg et s'était avancée par la Livonie jusqu'à la frontière polonaise sous le prétexte de revoir Poniatowski. On faisait courir

[1] Poniatowski, père de Stanislas-Auguste Poniatowski, était fils naturel d'un Sapieha et d'une juive. Son père le fit passer pour le fils de l'intendant de l'un de ses domaines; de là, ce double mépris attaché à l'illégitimité de sa naissance et à la basse condition de son prétendu père. On se rappelle que les Sapieha étaient les chefs du parti dévoué à Charles XII et au roi Stanislas. Lorsque Poniatowski fut en âge de porter les armes, son père le conduisit à l'armée suédoise, et nous avons eu occasion de dire avec quel dévouement Poniatowski servit Charles XII de 1708 à 1714. Après la chute définitive de Stanislas, il alla porter son épée à Frédéric-Auguste, qui l'accueillit avec faveur et distinction. Une jeune fille de la famille Czartoryski s'éprit pour ce beau guerrier qui avait si noblement servi jusqu'à la fin la cause de Charles XII et de Stanislas, et elle l'épousa malgré ses frères, qui plus tard se réconcilièrent avec lui. De ce mariage naquit Stanislas-Auguste Poniatowski, l'amant de Catherine II, le roi de Pologne.

[2] Castera, t. II, l. v. — Rulhière, *Hist. de l'Anarch. de Pologne*, t. II l. VI.

plusieurs bruits au sujet de cette entrevue; elle avait, disait-on, le dessein de l'épouser et de joindre ainsi la Pologne à la Russie par une alliance de famille. Orlof regrettait de n'avoir pas cédé aux conseils de Bestuchef, en s'opposant, selon les vœux du vieux conseiller, à l'élévation de Poniatowski. Frédéric se demandait s'il était joué et si Catherine n'allait pas d'un seul coup confisquer la Pologne. Il n'en était rien; l'impératrice ne voulait donner à personne les droits d'époux; elle savait aussi que le moment n'était pas encore opportun pour essayer de réunir la Pologne à l'empire, et son voyage avait un motif tout autre que le désir de revoir Poniatowski. Le jeune Ivan l'inquiétait du fond de sa prison. Élisabeth avait respecté la vie de ce malheureux prince; Pierre III, dans un moment de compassion, avait voulu lui accorder un peu plus d'air dans son cachot. Ivan avait alors vingt-quatre ans; sa haute stature, la beauté de son visage, la noblesse de toute sa personne, sa longue infortune, touchaient vivement le peuple et les soldats; on l'avait fait passer pour idiot, mais plusieurs faits attestaient que ce bruit était mensonger, et plus d'une fois Catherine avait entendu résonner son nom comme une menace dans les soulèvements de l'armée; aussi elle résolut de faire pour jamais disparaître ce sujet d'inquiétude.

Elle était à Riga, uniquement occupée en apparence de ses négociations et de ses intrigues touchant la Pologne, lorsque tout à coup arriva de Saint-Pétersbourg un courrier qui lui annonçait qu'une tentative de soulèvement avait eu lieu à Schlusselbourg en faveur du jeune Ivan, et que celui-ci, dans le tumulte, avait été massacré. Un officier russe du nom de Mirovitch, petit-fils d'un Cosaque de Mazeppa, se trouvant de garde à la prison du prince, avait gagné quelques soldats; il se présente avec eux à la porte de la chambre où était détenu le jeune Ivan, désarme les sentinelles et pointe une pièce contre la porte de la prison. Pendant cette attaque, les assaillants et les gardes échangent quelques coups de fusil : mais deux officiers chargés de la surveillance immédiate du prince, prétextant d'un ordre signé qui leur enjoignait, en cas d'une tentative de soulèvement ou d'évasion, de le mettre à mort, se jettent sur lui l'épée à la main. Ivan, demi-nu et sans armes, se défendit avec la fureur du désespoir; seul, il terrassa ses deux assassins et arracha à l'un d'eux le tronçon de son épée; mais l'autre le frappa par derrière et le renversa. Quand il eut été de la sorte égorgé, les assassins ouvrant les portes laissèrent entrer Mirovitch, et lui dirent : « Voici le tsar que vous vouliez proclamer. » Mirovitch rendit alors son épée. Le lendemain le cadavre du dernier rejeton de la branche aînée des Romanof fut exposé aux regards du public, revêtu d'un simple habit de matelot; puis il fut enseveli sans pompe.

La tentative de Mirovitch n'était, disait-on, qu'une horrible comédie arrangée à l'avance pour servir de prétexte au meurtre d'Ivan; l'impatience avec laquelle Catherine avait attendu le courrier qui vint lui apprendre cette nouvelle, l'ordre signé à l'avance d'égorger le prince, sont des preuves que ne purent affaiblir,

aux yeux même des Russes, ni les larmes feintes que l'impératrice donna à sa victime, ni le supplice du principal acteur de ce drame. Mirovitch n'obtint pas sa grâce, bien que jusqu'au dernier moment il semblât l'espérer; il porta sa tête sur l'échafaud; et, si véritablement il ne fut que l'instrument de Catherine, la hache du bourreau lui fit savoir jusqu'où va, pour de tels services, la reconnaissance des souverains.

Malgré les soins qui furent pris pour détourner de l'impératrice les soupçons, le peuple de Pétersbourg témoigna, au retour de Catherine, par la froideur de son accueil et même par ses murmures contenus, qu'il n'ignorait pas d'où provenait le crime. Les continuelles alarmes que toute la ville et l'armée témoignaient au sujet de la vie du grand-duc, étaient une injure sans cesse renouvelée pour l'impératrice. Le jeune prince lui-même était peu circonspect; assez semblable à Pierre III pour la vivacité irréfléchie de son caractère, il demandait quelquefois pourquoi on avait fait mourir son père, et pourquoi sa mère s'était emparée d'un trône dont il était l'héritier? Ces paroles revenaient aux oreilles de Catherine; aussi les craintes d'une rébellion au nom de son fils lui avaient paru un prétexte suffisant; mais plus tard, les dissentiments de son ministre et de son favori durent lui rendre souvent bien lourd l'exercice du pouvoir suprême, et servir de châtiment au forfait qui lui avait donné le trône.

Orlof et Panin, toujours odieux l'un à l'autre, troublaient souvent de leurs querelles le conseil royal. Orlof, enorgueilli par sa fortune, traitait tous les courtisans avec une hauteur brutale, et Panin, plus que tout autre, avait à subir ses injures et même ses violences. Plein de haine et de mépris pour ce grossier soldat, le ministre dépensait toute son adresse, toute sa patience à chercher une occasion de le renverser. Cette occasion si vivement désirée, il crut la tenir enfin. Orlof était toujours cher à Catherine qui, en 1763, avait eu de lui un fils; l'impératrice, encore à ce moment constante dans ses amours, continuait à lui témoigner une vive affection. Mais Orlof ne la payait plus de retour: rassasié de son bonheur, fatigué des obsessions jalouses de sa maîtresse, il la quittait souvent des semaines entières pour courir à la chasse à l'ours, et il se permettait alors des infidélités qu'il ne prenait pas la peine de dissimuler. Catherine se vengea en l'imitant: Panin s'aperçut qu'elle regardait souvent avec complaisance un jeune officier du nom de Vissotzki. Dirigé par le rusé ministre, Vissotzki fut heureux, et inspira à l'impératrice une passion assez forte pour faire croire qu'Orlof serait sacrifié. Mais, inquiet pour sa fortune, l'ancien amant voulut reconquérir sa faveur; il sut si bien se montrer jaloux et tendre, dangereux et nécessaire, qu'il reprit tout son ascendant sur le cœur de Catherine. Vissotzki fut congédié, chargé, il est vrai, d'honneurs et de récompenses. Panin jugeant, après cette épreuve, le crédit d'Orlof inébranlable, se résigna à plier et à flatter le favori; et comme celui-ci, tout violent qu'il fût, avait peu de rancune, il y eut entre eux apparence de réconciliation.

Ces intrigues, ces luttes au sein de sa cour, les faiblesses auxquelles l'entraînait l'ardeur de ses passions, Catherine s'efforçait de les dissimuler le plus possible. Avide des éloges de l'opinion publique, elle voulait être aux yeux de ses peuples la protectrice de la religion, et aux yeux de l'Europe, l'amie de la philosophie. Déjà, à cette époque, elle entretenait une correspondance avec Voltaire et les plus illustres étrangers. Elle fit offrir à D'Alembert la place de gouverneur du grand-duc avec vingt-quatre mille livres de pension, et la faculté d'achever l'Encyclopédie à Saint-Pétersbourg, avantages que D'Alembert eut la sagesse de refuser. Instruite que Diderot était sans fortune et obligé de vendre sa bibliothèque pour doter sa fille unique, elle acheta cette bibliothèque, lui en laissa la jouissance et y joignit les appointements de bibliothécaire. Presqu'en même temps, elle envoyait au célèbre chirurgien Morand une collection des médailles d'or et d'argent frappées en Russie, pour lui témoigner sa satisfaction des pièces d'anatomie et des instruments de chirurgie qu'il lui avait procurés. Presque tous les gens de lettres, les artistes les plus distingués de Paris, reçurent de riches présents, et tous à l'envi, célébrèrent sa gloire et sa munificence.

La séduction que Catherine exerçait ainsi en France ne s'étendait pas jusqu'au gouvernement de Louis XV. Ce roi vit très-bien où tendait la conduite de Catherine en Pologne; il eut pleine connaissance de ses desseins. Mais tout son bon vouloir se borna à des vœux stériles, à de vaines promesses. Choiseul ne songeait qu'à tirer parti contre l'Angleterre du Pacte de famille, et négligea la Pologne. Ce ministre d'ailleurs habile et souvent plein de sagacité, se trompa étrangement en ce qui concernait la politique de la France dans le nord de l'Europe. « Le gouvernement de Pologne, disait-il, dans ses instructions à l'ambassadeur français, M. de Paulmy, ne peut être considéré que comme une anarchie. Mais comme cette anarchie convient aux intérêts de la France, toute sa politique, à l'égard de ce royaume, doit se borner aujourd'hui à la maintenir et à empêcher qu'aucune puissance n'accroisse son domaine aux dépens de la Pologne[1]. » Ainsi Choiseul ne semblait pas voir que l'élection d'un roi, sous l'influence russe, conduisait directement au démembrement de la Pologne.

Poniatowski, couronné sous l'influence des armées russes, sembla, par ses premiers actes, vouloir faire oublier l'illégalité de son élévation. Ce fut ainsi que sous les auspices, et par l'inspiration des Czartoryski, revenus, en cette circonstance, à des sentiments patriotiques, la diète tenta d'abolir ce *liberum veto*, privilége si cher à la vanité individuelle des Polonais et si funeste à leur patrie. Mais, sans réussir à se concilier ses sujets, Poniatowski s'aliéna Catherine et les Russes. L'impératrice exigea, avec une hauteur qui n'admettait ni refus ni délai, qu'il remplît les conditions auxquelles il avait dû sa triste royauté. Ces conditions étaient la délimitation des frontières entre la Pologne et la Russie; cette déli-

[1] Flassan, *Hist. de la Diplomatie française*, t. VI, p. 137. — Laboulaye, *Journal des Débats*, 14 avr. 1855.

mitation nouvelle, tracée par Catherine, attribuait à la Russie une grande portion de territoire depuis longtemps en litige entre les deux états; un traité d'alliance offensive et défensive entre la République et la Russie; l'admission des dissidents à tous les droits des catholiques, et même leur introduction dans le sénat.

Il y avait alors en Pologne, comme dans tous les pays chrétiens, des sectes détachées de la religion dominante, des grecs non unis, des ariens, des luthériens, des calvinistes. Le gouvernement polonais les avait tolérés même à l'époque où les persécutions faisaient couler ailleurs des flots de sang. Ils avaient obtenu, sous Sigismond-Auguste, à la diète de Wilna, en 1563, le privilége de voter aux diètes d'élection; plus tard, dans le XVIII[e] siècle, la famille de Saxe moins tolérante les avait exclus des charges et des dignités de l'État. C'était là une faute et une injustice, mais que la Russie n'était pas chargée de redresser. Catherine qui trouvait là un prétexte pour entrer plus avant dans les affaires de la Pologne se déclara la protectrice des dissidents. Par le traité conclu en 1763 avec le roi de Prusse, elle avait déjà manifesté l'intention d'appuyer leurs droits et leurs réclamations. Trois ans plus tard, elle présenta leurs protestations et leurs mémoires à la diète, et réclama leur admission au sénat et dans les charges publiques. Au lieu de faire cesser ce prétexte d'agitation par des concessions prudentes, la diète envenima la querelle, et Catherine satisfaite d'avoir ainsi un motif constant d'intervention, ne hâta pas la conclusion de ce débat. Cependant elle fit avancer une armée en Pologne, et son ambassadeur, Nicolas Repnin, érigé en proconsul dans ce malheureux pays, menaça Poniatowski, les Czartoryski, et avec eux les adversaires de la Russie, de la colère de sa souveraine. Le roi, après avoir montré quelque vigueur et s'être même plusieurs fois hautement indigné du rôle honteux que lui faisait jouer sa dure protectrice, était retombé dans son indolence naturelle; le goût des fêtes l'entraînait dans des dépenses sans bornes, et il mettait toute sa gloire, au sein de sa cour licencieuse, à chercher de méprisables jouissances, au moment où de sa part une puissante énergie et une indissoluble union entre les partis, eussent à peine pu conjurer les dangers qui de toutes parts environnaient la malheureuse Pologne.

Le désordre gagnait chaque jour. La conduite de Catherine était de plus en plus astucieuse et perfide. Après avoir couronné Poniatowski, elle lui suscitait de toutes parts des inimitiés et protégeait ses adversaires. Elle feignait de vouloir rappeler les proscrits, elle flattait les compétiteurs de Stanislas-Auguste de l'espoir de le renverser du trône. A la clôture de la diète de 1766, où quelques mesures salutaires avaient été proposées, le proconsul Repnin, offrant aux ennemis de Stanislas et aux dissidents la protection de l'impératrice, leur promettait « de tirer la Pologne de l'oppression et d'anéantir le despotisme dont son roi la menaçait. » La jalousie des nobles qui s'étaient opposés à l'élection de Stanislas-Auguste, saisit avec empressement cette ouverture perfide. Les dissidents formèrent plusieurs confédérations. De leur côté, les catholiques républicains,

c'est-à-dire les ennemis du roi, se réunirent à Radom, ville située sur la Vistule, au sud de Varsovie, et choisirent leur chef, sous les auspices de la Russie. Dès ce moment, toute la Pologne ne tarda pas à être livrée à la guerre civile.

Abreuvé de dégoûts, ne sachant ou ne pouvant s'arrêter à aucune détermination salutaire, le malheureux Stanislas se jeta de nouveau dans les bras de la Russie. Repnin exigea qu'il reconnût, comme légitime, la confédération que protégeait l'impératrice. Il répondit vainement que, suivant les lois polonaises, une association faite à l'insu du roi était une rébellion et qu'il ne pouvait l'avouer. Repnin le menaça du soulèvement de cent mille gentilshommes, et il fut contraint de céder. Ce n'était pas tout; pour sanctionner les actes de la confédération de Radom, l'existence d'une diète était nécessaire. A la vérité, la diète s'était réunie l'année précédente; et, aux termes de la constitution polonaise, elle ne devait se rassembler de nouveau qu'en 1768. Mais c'était là un mince embarras. Repnin rappela dans un manifeste que « le cœur de S. M. I. ne cherchait que le bonheur du genre humain, et que sa souveraine ne renonçait en aucune manière à la résolution d'accroître la prospérité de la république et de prendre sa défense pour le maintien de la liberté. » En vertu de ce zèle témoigné au nom de Catherine pour les intérêts de la Pologne, l'ambassadeur fit convoquer par le roi une diète extraordinaire, et en même temps donna ordre à 12,000 Russes d'entrer dans Varsovie, *pour protéger la liberté des délibérations* (octobre 1767.)

Dès l'ouverture de cette diète, comme dans tout le cours de la précédente, Repnin réclama au nom des dissidents l'égalité de tous les droits politiques. Le parti catholique, persistant dans une résistance inspirée par des sentiments patriotiques bien plus que par le fanatisme, refusa les concessions exigées. Soltyk, évêque de Cracovie, Zaluski, évêque de Kiovie, combattirent avec chaleur les demandes du ministre russe; le stratoste de Dolina et son fils aîné repoussèrent avec énergie la domination étrangère qui s'imposait à la Pologne. Mais dans la nuit même, un officier russe envahit leur domicile, les enleva et les fit conduire en Russie où ils restèrent cinq ans. Leur crime était, suivant une déclaration de l'ambassadeur, « d'avoir attenté par leur conduite à la dignité de S. M. I. en attaquant la pureté de ses intentions désintéressées et salutaires à la république. » Dans la même pièce, Repnin ajoutait : « Que la confédération pouvait se reposer sur S. M., tant pour la conservation et le maintien des lois et des libertés de la Pologne que pour le redressement de tous les abus qui s'étaient glissés dans la forme du gouvernement au préjudice des lois fondamentales. S. M. ne voulait que la prospérité du royaume, et ne discontinuerait pas d'employer ses forces pour atteindre ce but, sans autre récompense que la sûreté, le bonheur et la liberté de la nation polonaise[1]. »

[1] Laboulaye, *Compte-rendu de l'Hist. de Russie du doct. Hermann, Journal des Débats*, 10 mai 1855. — Rulhière, *Hist. de l'Anarchie de Pologne.* — Castera, *Vie de Catherine II.* — Chodzko, *Pologne illustrée.*

A ces actes de violence qui jetaient en exil les plus courageux citoyens, à ce langage dans lequel se mêlaient l'insulte et l'ironie, la diète terrifiée répondit par une entière soumission. Après quelques séances inutiles, elle créa, sur la demande de Repnin, un comité chargé de régler les droits des dissidents; ce comité envoyait prendre les ordres du prince Repnin, chez qui se réunissaient les ministres plénipotentiaires de Prusse, d'Angleterre, de Danemark et de Suède. Puis, quand il avait reçu ces ordres, il en rendait compte à la diète, qui se gardait bien de contredire. Les dissidents obtinrent ainsi tout ce que Repnin demanda pour eux. Mais sous cette apparente obéissance, la haine et l'indignation fermentaient dans les cœurs. Le 29 février 1768, quelques gentilshommes, prenant pour devise *vaincre ou mourir*, invoquant *Dieu* et la *patrie*, se réunirent et formèrent la confédération de Bar, ainsi nommée de la forteresse de ce nom, située dans le palatinat de Podolie, à vingt lieues du Dniester.

Au moment où la Pologne retrouvait ainsi quelque vigueur, la France parut vouloir intervenir en sa faveur et lui porter secours. Choiseul s'était enfin ému des projets de Catherine; le récit des vexations que Repnin, au mépris du droit des gens, faisait subir à la nation dont il n'était que l'hôte, était parvenu à l'Europe occidentale et y excitait la plus vive indignation dans les esprits que n'avaient pas éblouis les protestations mensongères et les paroles hypocrites de l'impératrice de Russie. Le ministère français ne voulait cependant pas, et à la vérité il ne pouvait guère intervenir directement; il prit le parti le plus sage en apparence, il excita les craintes et réveilla l'inimitié de la Turquie. Voici les instructions que reçut à ce sujet M. de Vergennes, ambassadeur français à Constantinople : « J'ai vu avec peine, disait M. de Choiseul, que le nord de l'Europe s'associe à l'impératrice de Russie, et que l'Angleterre et ses subsides étaient l'appât dont l'impératrice Catherine se servait pour établir son despotisme. Le Danemark, par crainte de la Russie, et dans une espérance illusoire d'obtenir la partie du Holstein appartenant au grand-duc, se livre avec bassesse aux volontés de la tsarine. La Suède, par des circonstances inouies, ne délibère et n'agit que par les ordres des Moskovites. Le roi de Prusse est ménagé et soutient les opérations de la cour de Pétersbourg.... Je vois avec peine qu'il se prépare dans le nord une ligue qui deviendra formidable pour la France.... Le moyen le plus assuré de rompre ce projet et peut-être de faire tomber de son trône usurpé l'impératrice Catherine, serait de lui susciter une guerre, et il n'y a que les Turcs qui soient à portée de nous rendre ce service [1]. » Choiseul ajoutait que l'ambassadeur était autorisé à se servir de tous les moyens qu'il jugerait propres à faire déclarer les Turcs contre la Russie, et qu'il lui ferait passer l'argent qui pourrait lui être nécessaire.

L'ambassadeur français représenta au divan combien il était injuste et dan-

[1] Castera, t. II, l. VI, p. 226.

gereux que la Russie osât violer les droits des Polonais et envahir leur territoire. Il fit observer à propos que les nouvelles limites que Catherine prétendait imposer à la Pologne ouvriraient à la politique envahissante de la Russie les provinces turques de la mer Noire; il rappela enfin qu'en vertu des traités, la Turquie s'était portée garante des anciennes frontières polonaises. La Porte, dont les confédérés polonais invoquaient de leur côté le secours, déféra aux avis de Vergennes et adressa à Stanislas-Auguste une note pour l'engager à demander à Pétersbourg que le règlement des limites fût suspendu, lui promettant d'appuyer ses réclamations. Par malheur, le roi polonais, qui, en ce moment, mettait tous ses soins à regagner les bonnes grâces de la Russie, ne voulut pas offenser Catherine; il rejeta les offres de la Turquie, répondit qu'il n'était pas question de changer les frontières de la Pologne, et cette assurance replongea pour un peu de temps le divan dans son apathie accoutumée.

Le désir de sauver la Pologne avait moins préoccupé Choiseul dans la démarche qu'il venait de faire par l'entremise de son ambassadeur, que la crainte de voir l'Angleterre s'unir à la Russie et former une ligue contre la France dans le nord de l'Europe. Depuis le commencement de son règne, Catherine ménageait la cour de Londres, elle souhaitait son alliance; mais sachant que de leur côté les Anglais ambitionnaient vivement les avantages d'un traité de commerce qui ouvrît la Russie à leurs marchandises, elle se faisait désirer, et retardait la conclusion de ce traité; en échange de ses promesses, elle se faisait donner des subsides; en un mot, elle continuait à jouer son rôle de *coquette habile*. La tentative que fit Choiseul à Constantinople pour lui susciter une guerre avec les Russes, détermina la conclusion du traité. Il n'y a plus que l'Angleterre et la Russie dans le monde, avait dit Catherine, après la paix d'Hubertzbourg; et pour justifier ce mot auquel tant de faits allaient donner un éclatant démenti, les deux puissances firent les premiers pas vers un accord intime en signant un traité de commerce qui étendait les priviléges des Anglais en Russie, diminuait les droits d'importation sur leurs marchandises et leur accordait de grands avantages. Tel fut le fâcheux résultat de la seule démarche intelligente que fit la France dans cette première période des affaires de Pologne.

Au milieu de tant d'intrigues, Catherine ne négligeait, à l'intérieur, ni le soin de l'administration, ni même celui de ses plaisirs. Elle donnait à Moskou le spectacle de joûtes, de tournois et de fêtes dans lesquelles les courtisans russes s'efforçaient de recouvrir leur grossièreté naturelle des apparences de la galanterie du moyen âge. Comme Pierre le Grand, elle essayait d'adoucir les mœurs et de polir les esprits. De 1767 à 1768, les réformes se succédèrent, les établissements utiles furent créés en grand nombre. La jurisprudence de *l'Oulagenié*, très-confuse encore, malgré les améliorations que Pierre le Grand y avait introduites, fut révisée de nouveau. La vénalité des juges, ce fléau des tribunaux russes, que Pierre avait essayé inutilement de réformer, fut châtiée sévèrement. Pour enlever

tout prétexte à la prévarication, l'impératrice augmenta le salaire des juges et leur assura des moyens d'existence pour leurs vieux jours. Pour que l'expédition des affaires devînt plus simple et plus facile, le sénat et les colléges ou ministères furent subdivisés en plusieurs départements, entre lesquels étaient partagés les travaux de l'administration.

Bientôt, dans l'intention de rédiger un nouveau code, Catherine ordonna que toutes les provinces de l'empire envoyassent à Moskou des députés chargés de présenter, de réunir et de fondre, en un seul corps de lois, les usages des peuples divers soumis à son empire. Elle présida l'ouverture de ces États; puis, pour laisser plus de liberté aux discussions et à la rédaction des travaux, elle s'abstint de paraître ostensiblement aux séances de l'assemblée. On débuta par lire les instructions traduites en langue russe, et dont l'original, écrit en français et presque tout entier de la main de Catherine, a été déposé depuis dans la bibliothèque de l'Académie de Pétersbourg [1]. La tentative que fit alors Catherine, pour établir dans ses États une législation uniforme, ne manquait pas de grandeur, mais elle avait le défaut d'être en grande partie irréalisable. Comment, en effet, assujétir à des lois fixes les populations nomades des régions tatares et de la Sibérie? Un député samoyède signala cette difficulté avec naïveté et bon sens, et dit en réclamant la simple pratique des usages traditionnels qui avaient toujours suffi à sa nation: « Nous sommes simples et justes; nous faisons tranquillement paître nos rennes. Nous n'avons pas besoin d'un code nouveau; faites seulement pour les Russes, nos voisins, et pour les gouverneurs que vous nous envoyez, des lois qui répriment leurs brigandages. »

Cette réunion eut plus d'une séance orageuse. Parmi ces hommes venus de toutes les régions de la Russie, il en était quelques-uns qui croyaient devoir prendre au sérieux leur rôle de réformateur. Le mot d'affranchissement des serfs fut prononcé; plusieurs nobles menacèrent de poignarder les imprudents qui appuieraient cette mesure. Vainement le comte Schérémétef, le plus riche propriétaire de la Russie, donnant un bel exemple de désintéressement, voulut la soutenir; personne ne consentit à l'imiter et à faire ainsi le sacrifice volontaire d'une partie de son bien. Catherine, elle-même, s'effraya des idées révolutionnaires que ses députés avaient émises; ils tenaient d'elle un pouvoir dont l'étendue pouvait lui faire concevoir des craintes; elle s'empressa de les renvoyer dans leurs provinces. La voie des grandes réformes était plus périlleuse qu'elle ne l'avait pensé, et peut-être plus tard avait-elle raison de dire, en parlant

[1] « Mathonius et Rozetski, dit Castera, aidèrent l'impératrice dans la compositiou de ces instructions, et ensuite ils les traduisirent en russe. Cet ouvrage est tiré des écrits de Montesquieu et de quelques autres de nos philosophes. Catherine avait autant de respect pour Montesquieu que de haine pour Jean-Jacques Rousseau, dont elle redoutait les principes politiques. Aussi ne manquait-elle jamais l'occasion d'attaquer les écrits de Rousseau par leurs côtés faibles. Elle semblait deviner la révolution à laquelle ils ont tant contribué. » Castera, t. II, ch. VI, p. 140.

de Diderot, « que les philosophes en politique n'étaient que des enfants. »

Cependant, avant de se séparer, l'assemblée voulut donner à la souveraine d'éclatants témoignages de reconnaissance. Elle lui décerna par acclamation les titres de *Grande*, de *Sage*, de *Prudente* et de *Mère de la patrie;* mais quand on la supplia d'agréer ces titres, elle répondit avec une feinte modestie : « Que si elle se rendait digne du premier, ce serait à la postérité de le lui décerner; que la sagesse et la prudence étaient des dons du ciel dont elle le remerciait chaque jour sans oser s'en attribuer le mérite; qu'enfin le titre de Mère de la patrie était le plus cher à ses yeux, le seul qu'elle pût accepter, et qu'elle le regardait comme la plus douce, la plus glorieuse récompense de ses travaux et de ses sollicitudes pour un peuple qu'elle chérissait. »

Dans les instructions que Catherine avait rédigées de sa main pour l'assemblée, entre autres priviléges accordés aux députés, il s'en trouvait un assez étrange et qui suffirait à peindre l'état moral de la Russie : « ils devaient être pendant toute leur vie exempts de la question, à moins que ce ne fût par un ordre exprès de l'impératrice. » A ce privilége s'ajouta, au moment où l'assemblée fut dissoute, une distinction honorifique consistant en une médaille d'or. Tous les souverains de l'Europe reçurent un exemplaire de ce fameux manifeste rédigé par l'impératrice, et dont elle comptait bien se faire à leurs yeux, ainsi qu'à ceux des encyclopédistes et des philosophes, un titre de gloire. En effet, les félicitations ne lui manquèrent pas. Le roi de Prusse, qui savait combien elle était sensible aux louanges et qui, depuis qu'il était devenu son ami, en attendant qu'il se fît son complice, les lui prodiguait avec non moins de grâce que de facilité, lui adressa une longue lettre dans laquelle il la plaçait entre Lycurgue et Solon; dans une dépêche adressée à son ambassadeur : « L'histoire, disait-il, nous apprend que Sémiramis commanda des armées; la reine Élisabeth d'Angleterre est comptée au nombre des grands politiques; Marie-Thérèse d'Autriche a montré beaucoup d'intrépidité à son avénement au trône; mais aucune femme n'avait encore été législatrice : cette gloire était réservée à l'impératrice de Russie. »

Catherine, toujours active, toujours empressée de voir et d'étudier les ressources et les besoins de l'empire, parcourait les provinces du Volga et visitait Kasan, lorsqu'elle reçut cette lettre flatteuse. Du fond des contrées les plus lointaines de la Russie, elle ne cessait d'entretenir une active correspondance avec les souverains, les hommes illustres de tous les pays, et notamment avec Voltaire. Dans cet échange de lettres qui dura plusieurs années entre le grand écrivain français et l'impératrice russe, celle-ci n'a aucune infériorité de grâce et de style, et bien souvent elle est supérieure par la finesse et l'habileté avec laquelle elle se joue de tous les grands *penseurs* français et leur fait répéter, sinon croire, que la souveraine du pays le plus despotique qui soit au monde, est la meilleure amie de la philosophie et de l'humanité.

Au surplus, il serait injuste de nier que son esprit fût facilement accessible

aux idées généreuses. Cette femme eut l'une des plus fortes têtes qui jamais aient porté une couronne : les puissantes conceptions de Pierre le Grand, le plan d'immense domination dans lequel cet empereur voulait embrasser le monde entier, Catherine l'avait admirablement compris; elle se l'était approprié; et, par les qualités de son esprit souple et facile, elle était plus propre peut-être que le créateur même de la Russie à en poursuivre l'accomplissement. Comme Pierre Ier, elle prétendit que son empire était le trait d'union qui devait joindre l'Europe à l'Asie, et la nation privilégiée qui, un jour, dominerait ces deux continents. Aussi ne négligea-t-elle rien de ce qui pouvait contribuer à affermir ou à propager sa puissance, même dans les régions glacées de l'Asie septentrionale. Ce même Pallas qui devait plus tard visiter et décrire les sauvages provinces de la Sibérie, fut envoyé, en 1768, dans les districts du Volga, dans les gouvernements d'Orenbourg, d'Ekaterinebourg et de Kasan. Gmelin et Guldenstædt, deux savants distingués, furent en même temps chargés d'explorer les bords du Don et de son principal affluent jusqu'au Dnieper, ainsi que tout le pays qui s'étend d'Astrakan aux frontières de la Perse. Dans la même année. elle ordonna de prendre possession au nom de la Russie, des îles Aléoutiennes, découvertes depuis peu par les agents des deux compagnies de commerce établies au Kamtschatka. La Russie envahissait ainsi, par l'Orient, l'Amérique du Nord, propriété encore exclusive de l'Angleterre, de l'Espagne et de la France.

L'Académie des Sciences de Pétersbourg reçut, dans cette même période d'amélioration et de réformes, de nouveaux priviléges, et fut invitée à joindre aux noms qui l'illustraient déjà les noms de plusieurs étrangers célèbres. Le nombre des élèves de l'Académie des Arts, instituée par Élisabeth, fut augmenté. Les règlements qui concernent ces élèves exigeaient qu'ils y fussent présentés tout jeunes; on ne les admettait plus passé six ans, dans la crainte des mauvais effets que les vices d'une première éducation eût pu faire naître dans leur esprit. Pendant trois ans, ils restaient aux mains des femmes; puis confiés à des instituteurs, dirigés par les membres de l'Académie, ils devaient se vouer à l'art vers lequel ils se sentaient le plus d'inclination, et se faire, à leur choix, peintres, sculpteurs, horlogers, fondeurs de métaux, fabricants d'instruments de physique et de mathématiques. Pendant tout le temps de leur séjour à l'Académie, ils étaient nourris et entretenus aux frais de l'État. A vingt et un ans, leur éducation et l'apprentissage de leur art étaient terminés, et ils devenaient libres de s'établir où bon leur semblait. Des lettres de noblesse étaient accordées aux plus distingués d'entre eux; et ceux qui avaient obtenu les prix de l'Académie, recevaient pendant trois ans une pension pour voyager en Europe. Ces récompenses accordées au savoir et au mérite, ces lettres de noblesse faisant de pauvres enfants intelligents et laborieux les égaux des fils des boyards, ces voyages à travers l'Europe, c'était tout le système de civilisation adopté par Pierre le Grand, remis en pratique et rendu plus facile.

Il n'y avait pas une invention utile, une savante découverte qui ne reçût les encouragements de l'impératrice. L'une des premières en Europe, elle se fit inoculer le vaccin, puis détermina son fils, le grand-duc Paul, à suivre son exemple. Presque toute la cour voulut imiter la souveraine, et cette opération salutaire ne tarda pas à être pratiquée dans plusieurs hôpitaux.

Par tant de soins, de travaux et d'utiles entreprises, peut-être espérait-elle justifier à ses yeux même sa sanglante usurpation et faire oublier aux Russes qu'elle était parvenue au trône par le meurtre du petit-fils de Pierre le Grand. Une tentative d'assassinat, à laquelle elle n'échappa que par hasard, lui prouva que toutes les rancunes n'étaient pas encore éteintes. Un jeune officier, descendant d'un frère de Catherine I[re], et par conséquent allié à la famille impériale, se crut prédestiné à venger la mort de Pierre III. Il se rendit au palais plusieurs jours de suite, et se tint chaque fois caché dans un lieu obscur qui conduisait aux appartements reculés où se tenait l'impératrice quand elle voulait être seule. L'occasion lui fit défaut, et il eut l'imprudence de confier son dessein à un autre officier qui courut avertir Orlof. Surpris dans son embuscade le poignard à la main, le jeune homme fut conduit à l'impératrice. Catherine, redoutant la contagion de l'exemple, voulut tenir caché cet attentat, et ne fit pas mettre à mort l'assassin ; elle se borna à l'envoyer en Sibérie [1].

En même temps que les travaux de législation et de réformes, les intrigues politiques suivaient leur cours, et bientôt elles allaient être compliquées par la guerre. Nous avons laissé la Pologne au moment où les derniers de ses citoyens, confédérés à Bar, essayaient dans un suprême effort d'arracher leur pays à la domination étrangère. Par malheur les confédérés égarés par la conduite même de l'astucieuse Catherine, protectrice des dissidents, confondirent les intérêts de leur patrie avec ceux du catholicisme, et, d'une guerre nationale et patriotique, firent une guerre religieuse. Leur manifeste énergique et précis résumait, avec une douloureuse éloquence, tous les outrages et toutes les souffrances de la Pologne : « Ce n'était pas assez que la nation russe eût fait entrer les dissidents dans les diètes et porté par là à la religion catholique un préjudice considérable et qui tendait à l'anéantir ; ce n'était pas assez que, depuis la mort du roi Auguste III, toutes les assemblées de l'État se tinssent sous les armes des Russes à la honte de la nation..., qu'on enlevât et qu'on retînt en prison des conseillers, deux évêques et un général avec son fils ; que le prince Repnin qualifiât sa souveraine du titre d'*impératrice des Grecs, de tous les pays orientaux et du duché de Courlande ;* qu'on voulût faire valoir la garantie de l'impératrice, garantie dont nous n'avons nullement besoin, puisque nous sommes en paix, et que nous n'avons offensé personne ni rompu aucun traité... Ce n'était point assez que, pendant plusieurs années, les Russes eussent dévasté

[1] Castera, *Vie de Catherine*, t. II, l. VI.

notre pays, nos églises et nos maisons... Aujourd'hui on nous déclare que pour maintenir sa garantie, l'impératrice laissera ses troupes en Pologne; peu lui importe que notre patrie soit ruinée, que la religion soit abolie, que les habitants et leurs biens périssent, et que nous soyons traités comme un peuple conquis par les armes.

« Tels sont les motifs sur lesquels notre confédération est fondée. Nous réclamons la liberté d'élire nos rois sans l'intervention des armes de la Russie. »

Joseph Pulaski, stratoste de Warka, ses trois fils et son neveu François Pototski, Michel Krasinski, furent les chefs militaires de cette confédération : ces généreux citoyens déployèrent un courage, une énergie à toute épreuve. Quatre des Pulaski furent tués ou moururent dans les fers; le cinquième, Casimir, se rendit la terreur des Russes, et illustra cette guerre nationale au point que son nom est resté attaché à la confédération de Bar comme la personnification des plus éminentes vertus patriotiques et guerrières de la Pologne à ses derniers jours. Mais tout ce qui fut ainsi dépensé de valeur individuelle, demeura sans fruit par défaut d'ensemble et d'unité. Les Russes, après avoir allumé la guerre civile, exercèrent les plus affreux ravages, commirent les plus horribles cruautés. Toute la Pologne, dans sa partie orientale, ne présenta bientôt plus qu'un vaste champ de carnage. Les confédérés eux-mêmes aggravaient le mal en dévastant les possessions de ceux de leurs compatriotes qui professaient une opinion religieuse différente de la leur. Sur les bords du Dnieper où les dissidents avaient le dessus, il y eut des révoltes et des massacres épouvantables : les paysans, fanatisés par les popes Russes, tuaient jusqu'aux femmes et aux enfants; et quant aux nobles, aux prêtres et aux juifs que protégeaient les catholiques, ils les pendaient aux arbres en signe d'ignominie. Dans d'autres provinces, les serfs grecs, dressés, sous l'influence de la Russie, au métier de délateurs, allaient dénoncer leurs maîtres, lorsque, n'osant pas se déclarer ouvertement encore, et laisser leur famille et leurs biens exposés à la vengeance des Russes, ils allaient signer en secret l'acte d'adhésion.

Au milieu de ce bouleversement de toute la Pologne, le roi, toujours faible et indécis, penchant peut-être en secret vers les confédérés, mais redoutant la colère de Catherine, et d'ailleurs comprimé par la main de fer de Repnin, ne savait à quoi se résoudre. Ce fut le sénat qui, malgré son acte d'adhésion à la Russie, fit, pour se rapprocher des confédérés, la première généreuse démarche. Mokranovski, l'un des meilleurs citoyens polonais, fut député pour négocier avec eux. Il avait le dessein de rattacher le roi à la confédération si elle était assez forte, et de sauver ces généreux citoyens dans le cas où la résistance serait sans utilité. Mais cette démarche resta sans résultat. Repnin, qui semblait avoir autorisé cette négociation, poussa ses soldats en avant; quelques engagements eurent lieu entre les troupes impériales et les confédérés; et le vieux Mokranovski, pour tâcher de servir encore ses compa-

triotes, partit pour la France où il ne recueillit que des vœux inutiles et l'assurance d'une stérile sympathie. Choiseul se borna à renouveler auprès de M. de Vergennes ses instructions, pour qu'il pressât la Turquie d'intervenir dans les affaires de Pologne; quant à lui, il se refusa d'agir directement.

Les confédérés, sentant bien que, livrés à eux-mêmes, ils ne seraient pas assez forts pour combattre à la fois les Russes et les partisans de la Russie, imploraient tous leurs voisins; mais Frédéric espérait trop de profit de ces déchirements, pour avoir la moindre pitié des malheurs de la Pologne. Il laissait faire Catherine, et se bornait à suivre avec attention ses menées pour intervenir à l'heure favorable, et réclamer le prix de sa condescendance. Aux instances des confédérés se tournant vers lui et implorant son secours, il répondait avec une cruelle ironie, « que la religion et la liberté polonaises avaient dû être bien affermies par la dernière diète, qu'il ne pouvait donc envisager que comme des perturbateurs du repos public, ceux qui, sous le faux prétexte de maintenir la liberté et la religion, exposaient la patrie à des maux infinis, surtout, ajoutait-il, lorsqu'ils n'avaient aucune apparence d'être soutenus par les puissances étrangères[1]. »

Quant à l'Autriche, elle ne voyait pas sans une vive inquiétude les intrigues de Catherine et la conduite de Repnin; mais, lasse de la guerre, elle évitait à ce moment encore toute démarche qui eût pu lui créer de nouveaux embarras. Il faut reconnaître qu'il n'y avait pas à la cour de Vienne complicité dans la préméditation d'occupation ou de démembrement, comme à Pétersbourg et à Berlin; il se trouvait bien là un ministre, M. de Kaunitz, tout prêt à profiter des éventualités qui pourraient survenir; mais le nouvel empereur Joseph II, et surtout sa mère, Marie-Thérèse, n'avaient pas encore participé aux manœuvres de leurs ambitieux voisins.

Abandonnés à leurs seules ressources, les confédérés dépensèrent dans une lutte inégale leur courage et leur patriotisme. L'unité, d'ailleurs, manquait à leurs efforts : tous les Polonais armés pour la patrie et la religion n'avaient pas reconnu les Pulaski pour leurs chefs; à côté de la confédération de Bar, Pototski avait organisé celle de Galicz; et l'une et l'autre, bien que leur cause fût la même, n'agissaient pas de concert. Les Russes, parcourant toutes les provinces, brûlaient les châteaux des confédérés, enlevaient les seigneurs, assouvissaient leur cupidité. Les armes, les munitions de guerre, les places fortes étaient entre leurs mains. Le faible Poniawtoski ne trouvait pas une lueur d'énergie pour protéger ses sujets contre les cruels oppresseurs qu'il appelait ses alliés. Un des Polonais, qui s'étaient dévoués à la cause de la patrie, voulut user d'un ancien ascendant pour relever son courage; le roi versa des larmes, promit de s'unir à la nation, autorisa un complot qui avait pour but l'enlèvement de

[1] *Histoire de Russie*, par le docteur E. Hermann, analysée par M. E. Laboulaye, *Journ. des Débats*, 10 mai 1855.

Repnin, et trahit le généreux patriote qui voulait le délivrer et le mettre à la tête de la nation.

La petite armée de Pototski fut battue et dispersée, lui-même n'échappa aux Russes qu'en cherchant un refuge en Moldavie. Repnin, furieux du danger qu'il avait couru, fit venir de nouvelles troupes russes à Varsovie, et appela cinquante mille cosaques zaporogues, aux ravages desquels il livra le territoire polonais. Ces brigands exercèrent les plus horribles cruautés; ils livrèrent aux flammes trois villes, cinquante bourgs et des milliers de maisons. Tout ce qui n'appartenait pas à la religion grecque fut massacré. Les Juifs, enveloppés dans cette grande proscription à cause de leurs richesses, furent brûlés vifs. Dans une ville du palatinat de Kiovie, seize mille personnes furent égorgées sans distinction de sexe et d'âge. « On ne rencontrait plus dans les villages, dit Rulhière, que femmes égorgées, enfants écrasés sous les pieds des chevaux. Un malheureux, échappé au carnage, traversa des villes dont les puits étaient comblés de cadavres d'enfants[1]. »

Les Pulaski ne furent pas heureux malgré leur valeur héroïque; ils essuyèrent plusieurs échecs; le chef-lieu de la confédération, Bar, tomba au pouvoir des Russes, et douze cents de ses défenseurs furent mis aux fers et transportés en Sibérie. Casimir Pulaski lui-même, fut forcé de se rendre, et retenu prisonnier contre la foi d'une convention signée avec les Russes. Les désastres de la confédération de Bar n'empêchèrent pas d'autres ligues de se former. « C'est, disait Frédéric, un essaim de guêpes qui, dispersé d'un côté, se reforme de l'autre. » Il s'en forma une en Lithuanie; on se confédérait dans les forêts, dans les églises; les réunions les plus fortuites prenaient, comme d'instinct, un caractère politique : tous les esprits étaient tendus vers le même objet. Les confédérés, répandus partout et jusque dans la capitale, épiaient les mouvements des Russes, et avertissaient leurs compagnons qui se dispersaient avant qu'on eût pu les atteindre; mais l'argent manquait, et les ressources s'épuisaient de jour en jour. Cracovie, à son tour, eut ses confédérés. Le pays était montagneux et favorable à une guerre de partisans; les Polonais luttèrent avec moins de désavantage, et Repnin fut obligé de diriger de ce côté tous ses efforts. Ce fut à ce moment qu'un incident inattendu fit espérer à la malheureuse Pologne un secours sur lequel elle ne comptait plus. Les instances de M. de Vergennes, l'habileté de ce ministre, et l'or même qu'au besoin il avait mission de répandre, n'avaient pas arraché le divan à son indolence; ce fut la violation du territoire turc par les troupes russes qui amena la guerre entre les deux empires.

Vers la frontière de Bessarabie, un hetman tatar, gouverneur de la petite ville de Balta, animé contre les Russes à l'instigation d'un émissaire français, engagea un corps de confédérés à surprendre une troupe de Cosaques Zaporogues. Les Polonais se replièrent jusque dans Balta où les Russes les poursuivirent; la

[1] M. Chopin, *Univers. pittor.* Russie, t. Ier, p. 290.

ville fut saccagée, et un grand nombre de musulmans périrent dans ce massacre. Aussitôt le gouverneur de Balta fit parvenir ses plaintes au sultan; le peuple et les janissaires contraignirent Mustapha à sortir de son indolence; et celui-ci, pour déclaration de guerre, fit jeter au château des Sept-Tours l'envoyé russe qui résidait à Constantinople.

Au début de la guerre, on vit l'empire ottoman déployer des ressources qui, un instant, firent illusion. En quelques mois, cinq cent mille hommes furent rassemblés des extrémités de l'empire, et le drapeau du Prophète parut sur les bords du Borysthène. Quoique cette attaque surprit Catherine, une guerre avec la Turquie entrait bien dans sa politique de conquête. Comme un historien, M. Chopin, l'a fait remarquer, il existait une connexion intime entre ses projets sur la Pologne et un agrandissement en Orient. « Sans la Krimée et des forces respectables sur la mer Noire, la possession de la Pologne était précaire; et d'un autre côté ce développement de l'empire sur le Bosphore présentait vers la frontière occidentale trop de points vulnérables pour que les avantages de la conquête en pussent compenser les inconvénients [1]. » Mais toute à ses menées en Pologne, elle eût préféré d'abord en finir avec ce pays. Cependant elle accepta résolument la guerre, et fit remettre à tous les ministres des puissances neutres ou alliées un manifeste par lequel elle se prétendait injustement attaquée.

La Pologne n'était en ce moment qu'un bien faible sujet d'inquiétude; Cracovie était tombée au pouvoir des Russes; Pototski, jaloux des Pulaski, refusait d'unir ses forces aux leurs, et Radziwil venait d'être surpris par les Russes, au moment où il s'efforçait de soulever la Lithuanie et de faire oublier par son dévouement et son courage qu'il avait, un instant, accepté les faveurs de Repnin. Les quatre mille soldats qu'il avait rassemblés, furent désarmés, puis incorporés dans les armées impériales. Catherine recourait volontiers à cette mesure pour augmenter le nombre de ses soldats et faire combattre les Polonais les uns contre les autres. Elle fit plus encore : dans cette guerre que la Turquie entreprenait en faveur de la Pologne, ce fut elle qui se donna la Pologne pour alliée. Elle força le sénat et Stanislas Auguste à déclarer la guerre à la Porte; il est vrai que cet allié sans armée, sans argent, ne pouvait pas être d'un grand secours.

Les hostilités commencèrent au printemps de 1769. Le général Isakof chassa de la Nouvelle-Servie douze mille Tatars qui avaient pris parti pour les Turcs. Azof et Taganrok furent mis en état de défense; tous les chantiers du Don fournirent un contingent de petits bâtiments destinés à combattre les vaisseaux turcs dans la mer d'Azof, la mer Noire et même l'Archipel. Les Cosaques de l'Ukraine se jetèrent en Moldavie; et le prince Galitzin, qui commandait la principale armée russe, passa le Dniester et attaqua trente mille Turcs sous les rem-

[1] Rulhière, *Hist. de l'Anarchie de Pologne*, édit. de 1819, t. III, p. 80.

parts de Chokzin; mais il fut repoussé, et les ennemis le poursuivirent jusqu'au delà du fleuve. Ce fut là tout le résultat de la première campagne, et il ne fut pas, comme on le voit, bien favorable aux Russes; aussi Catherine, craignant d'amener quelque nouvelle complication en poussant à bout la Pologne exaspérée par les brigandages et les infâmes cruautés que les Russes ne cessaient d'y commettre, rappela Repnin de Varsovie.

Au début de la campagne suivante, 1770, les Russes et les Turcs eurent alternativement l'avantage; une seconde tentative de Galitzin pour s'emparer de Chokzin, ne réussit pas mieux que la première; soixante mille Turcs s'avancèrent au secours de cette place, la défendirent avec succès, et poursuivirent les Russes jusqu'en Pologne. Puis, battus à leur tour, ils rentrèrent en Moldavie. Les Turcs déployaient une valeur remarquable; avec un peu de discipline, ils eussent peut-être conservé, dans le cours de cette guerre, l'avantage qu'ils eurent au début; mais le désordre et l'ignorance de leurs généraux les perdit. Après dix mois de combats, leur armée se trouva presque entièrement détruite; et Chokzin, qu'ils avaient si vaillamment défendu, fut abandonné sans résistance.

Au lieu de poursuivre sur le Dniester, le Pruth et le Danube, cette guerre de siéges lente et peu fructueuse, Catherine avait résolu de frapper un grand coup à l'aide de sa flotte. Elle était bien aise en même temps de montrer aux mers de l'Europe les vaisseaux russes : « C'est un spectacle nouveau que cette flotte dans la Méditerranée, » écrivait-elle à Voltaire, « la sage Europe n'en jugera que par l'événement[1]. » Quinze vaisseaux de ligne, six frégates, un grand nombre de bâtiments de transport, des galiottes à bombes, des galères, sortirent des ports de la Baltique, franchirent les mers du Nord, l'Océan, le détroit de Gibraltar; après avoir été dispersés par la tempête, ces vaisseaux se rallièrent et promenèrent bientôt leur pavillon dans l'archipel. La flotte avait pour commandants Alexis Orlof LE BALAFRÉ, l'amiral Spiridof, et l'Anglais Elphingston. Depuis l'année précédente, Catherine s'était ménagé des intrigues dans les villes grecques, elle fit tous ses efforts, elle déploya toutes ses ressources pour cette guerre de laquelle allaient dépendre non-seulement l'affaiblissement de la Turquie et le sort de la Pologne, mais encore l'opinion définitive que l'Europe prendrait de la Russie. De nouvelles escadres furent construites, de nombreuses recrues rejoignirent les camps. Galitzin fut remplacé sur le Danube par le comte Roumantzof, qui lui-même eut pour successeur, en Ukraine, le général Panin, frère du ministre. Enfin Dolgorouki reçut le commandement d'une troisième armée.

Les Turcs de leur côté déployèrent des forces considérables; le grand vizir se mit en personne à la tête des armées, et demanda des renforts aux Tatars de Crimée, et ceux-ci arrivèrent à propos pour empêcher les Russes de s'emparer de Bender. Mais Romantzof, plus heureux dans d'autres entreprises, prit

[1] Correspondance de Voltaire avec l'impératrice de Russie, Lettre XXIX; à la suite des Œuvres complètes de Voltaire; Paris, Didot, 1829.

Jassy, capitale de la Moldavie, et s'avança jusqu'à Brahilow sur le Danube; cette ville tomba même en son pouvoir. Ces avantages étaient de médiocre importance; deux grandes batailles décidèrent du sort de la campagne. La première se donna sur les bords du Pruth, près de la rivière Larga, et non loin du lieu où, cinquante-neuf ans auparavant, Pierre Ier avait été enfermé avec toute son armée. Les Turcs, au nombre de quatre-vingt mille hommes, étaient commandés par le khan de Krimée, et s'étaient habilement retranchés sur une colline où il n'était pas possible de les attaquer. Romantzof assit son camp auprès d'eux; et pendant plus d'un mois, il leur offrit inutilement le combat. Les Turcs pouvaient lasser leur ennemi et le prendre par la famine, mais ils cédèrent à un mouvement d'impatience. Romantzof avait feint de vouloir se retirer: vingt mille Turcs se jetèrent à sa poursuite; ils furent battus et repoussés avec perte jusque dans leur camp où ils portèrent la terreur et le désordre. Les Russes, animés par le succès, escaladèrent à leur tour la colline au sommet de laquelle les Turcs s'étaient retranchés, en chassèrent leurs ennemis, et leur prirent une partie de leurs bagages et de leurs canons.

Les vaincus se retirèrent sur le Danube, et le grand-vizir, franchissant ce fleuve, vint à leur secours. Cependant Romantzof, croyant ne poursuivre qu'un ennemi en déroute, s'avança vers l'embouchure du Pruth et se trouva tout à coup en présence d'une armée de cent cinquante mille hommes. La situation était d'autant plus critique, qu'il avait été obligé de détacher un corps de troupes considérable pour escorter un convoi. Le khan des Tatars de Krimée comptant bien, cette fois, prendre sa revanche de la défaite qu'il avait essuyée, s'étendit sur la gauche de l'armée russe, l'enveloppa de manière à pouvoir lui couper la retraite, et résolut, bien qu'il n'eut en face de lui que dix-huit mille Russes, de prendre autant de précautions que s'il eût eu à combattre une armée considérable: pendant la nuit, ses soldats entourèrent leur camp d'un triple retranchement, et, le matin, ils se jetèrent en masse sur leur ennemi. Le feu dura cinq heures. De cinq bataillons carrés que formaient les Russes, l'un fut entièrement détruit; Romantzof, ne pouvant soutenir avec l'artillerie et la mousqueterie cette lutte inégale, donna ordre à ses soldats de se précipiter sur les Turcs la baïonnette au bout du fusil. Ceux-ci, surpris par l'impétuosité de cette attaque, plièrent et se rejetèrent dans leurs retranchements où ils combattirent avec une grande vigueur. Mais enfin, le nombre céda à la discipline; la défaite des Turcs fut complète; ils entraînèrent le grand-vizir dans leur fuite, laissèrent un tiers de leur armée sur le champ de bataille, et perdirent la plus grande partie de leurs munitions, de leurs bagages, cent quarante-trois canons, et sept mille chariots pleins de vivres dont les Russes avaient un pressant besoin.

Cette victoire a pris, d'un ruisseau près duquel était situé le camp des Turcs, le nom de Kagoul (21 juillet 1770).

A la suite de ce grand succès, Romantzof, promu au grade de maréchal,

s'avança sur le Danube, franchit le fleuve et envoya Repnin prendre Ismaïlof, pendant que de son côté le général Panin entrait dans Bender. La capitale de la Bessarabie, Akerman, située sur la mer Noire, à l'embouchure du Dniester, tomba de même au pouvoir des Russes. Mais ce n'étaient pas là les seules heureuses nouvelles qui fussent parvenues à Saint-Pétersbourg : deux victoires, la conquête de trois provinces frontières de la Turquie, la Bessarabie, la Moldavie, la Valachie, ne semblèrent plus que de médiocres sujets de réjouissance à côté de la grande victoire navale de Tchesmé.

A l'apparition des flottes russes dans la Méditerranée, les Grecs s'étaient soulevés de toutes parts ; les Mainotes, descendants des anciens Lacédémoniens, prirent les armes et tout l'Archipel suivit cet exemple : l'un des vœux de Pierre le Grand se réalisait; les Russes promenaient leur pavillon dans la Méditerranée et apparaissaient aux yeux des Grecs comme des libérateurs.

La flotte turque, composée d'un grand nombre de vaisseaux de haut bord, de galères, de frégates et de transports, s'avança sous les ordres du capitan-pacha. Gazi-Hassan, à la rencontre des vaisseaux russes, les força d'abondonner l'île de Lemnos près de laquelle ils étaient mouillés, et les rencontra, le 5 juillet, dans le Boghaz ou détroit qui sépare l'île de Scio (l'ancienne Chios) de la côte d'Asie. Le vaisseau que montait l'amiral Spiridof, aborda *la Sultane* de 90 canons sur laquelle se trouvait le capitan-pacha. Les deux vaisseaux s'accrochèrent, et les efforts de courage furent terribles de part et d'autre. Des nuées de balles et de grenades se croisaient avec rapidité sur le pont des deux amiraux. Le feu prit au vaisseau du capitan-pacha; le bâtiment russe ne put pas se dégager, et tous deux sautèrent ensemble. Les amiraux et quelques officiers échappèrent seuls à ce désastre.

Pendant la durée de l'incendie, les autres vaisseaux avaient cessé de combattre; bientôt ils se rapprochèrent et s'attaquèrent avec une nouvelle fureur. Ce fut la nuit qui les sépara et mit fin au premier acte de cette lutte terrible. Pendant la nuit, les Turcs commirent la faute d'entrer dans la baie de Tchesmé (l'ancienne Clazomène), où plusieurs de leurs vaisseaux échouèrent et où les autres se trouvèrent si pressés dans un espace étroit, qu'il leur était impossible de se mouvoir. Les Russes avaient observé cette faute; et, aussitôt, d'après le conseil de l'Anglais Elphingston, ils fermèrent l'entrée de la baie de façon à empêcher les Turcs d'en sortir. Puis, quatre brûlots, placés sous le commandement d'un lieutenant anglais et protégés par une division de la flotte, s'attachèrent aux quatre meilleurs vaisseaux turcs. Trente-trois de leurs navires, entassés dans la baie, devinrent la proie des flammes. « Le soleil en se levant, dit Castera, ne revit pas leur pavillon. » Orlof rapporta à Catherine, qu'après l'embrasement de la flotte, l'eau de la baie de Tchesmé se trouva teinte de sang[1]. Ceux des

[1] Correspondance avec Voltaire. L. LVII.

matelots et des soldats qui purent échapper à la mort, se dispersèrent dans la Turquie d'Asie, où ils augmentèrent les embarras du sultan en exerçant partout d'affreux ravages.

Constantinople offrait en ce moment le plus triste spectacle : sa population était décimée par la peste; des déserteurs et des brigands mettaient chaque jour le feu dans quelque quartier afin de pouvoir se livrer impunément au pillage. On craignait que les Russes ne forçassent le passage des Dardanelles, ce qui eût évité à leurs flottes l'immense détour qu'elles étaient obligées de faire par la Baltique et l'Océan. Dans ces circonstances, un Français, ou du moins un envoyé de la France, le baron de Tott[1], fut chargé de mettre le détroit en état de défense, d'y établir de nouvelles batteries et d'en défendre l'approche. Envoyer en Turquie un officier d'aventure, c'était tout ce que la France croyait pouvoir faire pour son ancienne alliée.

L'empire turc était dans une désorganisation complète : les pachas de Carmanie, à sa frontière orientale, profitaient de ses désastres pour se soustraire entièrement à son autorité; la Syrie méridionale et l'ancienne Palestine se soulevaient, depuis Saint-Jean-d'Acre jusqu'aux plaines d'Esdraélon et aux frontières d'Égypte. Mais parmi toutes ces rebellions, la plus redoutable au sultan, la plus favorable aux Russes, était celle du pacha d'Égypte, le fameux Ali-Bey. Avec moins d'ignorance et d'impéritie de la part des généraux russes, c'en était fait peut-être des Ottomans; ils étaient rejetés en Asie, et le vœu le plus cher de Pierre le Grand, repris par Munnich, poursuivi en ce moment par Catherine, se trouvait rempli sans qu'alors une seule nation de l'Europe intervînt. Mais Orlof, au lieu de seconder Ali-Bey qui l'invitait à soutenir sa rébellion, s'amusa à lui demander de reconnaître l'impératrice pour souveraine, ne suivit aucun des avis utiles que lui donnèrent ses conseillers grecs ou italiens, et excita la défiance du pacha d'Égypte. Celui-ci, peu confiant dans les promesses des Russes, ne voulut pas unir ses forces aux siennes, et ne songea qu'à faire sa paix séparée avec le sultan aux conditions les plus avantageuses qu'il lui fut possible.

De son côté, Alexis Orlof, enorgueilli du succès de la flotte et enivré de la gloire que ses officiers anglais venaient de lui acquérir, s'empressa de revenir à Pétersbourg pour y jouir de son triomphe. Son arrivée fut le signal des fêtes les plus somptueuses; l'impératrice lui décerna le surnom de *Tchesmenski*, et lui fit élever dans les jardins de son palais une colonne rostrale. Quant à lui, se croyant désormais un grand homme, il promit de franchir les Dardannelles, de se rendre maître de toute la Grèce, et d'enlever l'Égypte aux Ottomans. Une nouvelle escadre prit le long chemin qui seul conduisait encore de la Russie dans la Méditerranée; Orlof, comblé d'honneurs, se rendit à Vienne, et de là, à Livourne, où l'attendaient ses vaisseaux, 1771.

[1] Il etait ne en Hongrie.

Mais avant de reprendre la mer et de poursuivre les débris de la flotte turque, l'amiral devait rendre à sa souveraine un service d'une autre nature. Il y avait alors en Italie une princesse, fille d'Élisabeth, et née du mariage secret de cette impératrice avec le soldat aux gardes, Razoumofski. Cette jeune fille, enlevée de Russie par le prince polonais Radziwil, avait alors seize ans; elle était élevée en Italie sous le nom de mademoiselle de Tarrakanof; et plusieurs fois les Polonais, au milieu de leurs troubles, inquiétèrent Catherine en rappelant que, tandis qu'une Allemande usurpait le sceptre, il existait une héritière directe et légitime de Pierre le Grand. Pour en finir avec ce sujet de crainte, Catherine donna ordre à Orlof de s'assurer de la jeune Tarrakanof et de la lui envoyer. Celui-ci vit la jeune fille, lui fit croire qu'il était en disgrâce et en exil, se fit aimer d'elle, joua une infâme comédie dans laquelle il feignit de l'épouser; il lui promit de la placer sur le trône, qui, disait-il, était son légitime héritage; puis, lorsqu'il eut bien abusé de sa jeunesse et de son inexpérience, il la livra aux émissaires de Catherine. La petite-fille de Pierre le Grand, jetée dans un cachot de Pétersbourg, fut noyée par un débordement de la Neva[1].

Catherine dut être satisfaite du zèle de son serviteur : Ivan massacré, la fille d'Élisabeth dans les fers, il ne restait plus d'héritier des Romanof qui pût revendiquer la couronne. Tout favorisait donc la Grande Catherine : la sécurité au dedans, acquise, il est vrai, par le meurtre; au dehors, la gloire et les conquêtes, celles-ci achetées en partie par les plus odieuses manœuvres. Mais au milieu de ces faveurs de la fortune, une constante préoccupation agitait l'impératrice : elle voulait tenir une haute place dans l'opinion de l'Europe et forcer l'admiration universelle : il ne lui suffisait pas d'être grande, elle voulait le paraître. Que pensaient donc de ses victoires et de sa grandeur les peuples voisins, Frédéric et la France, cette nation au sein de laquelle deux ou trois hommes alors faisaient l'opinion de l'Europe?

Ce que pensait Frédéric? A coup sûr, le vieux roi de Prusse redoutait Catherine et la regardait comme une grande politique. L'attention inquiète avec laquelle il suivait ses manœuvres, est la preuve de ce fait. Mais, malgré les caresses et les flatteries qu'il ne cessait d'adresser à sa redoutable voisine, il faisait peu de cas de sa gloire militaire, à en juger par les observations consignées dans les mémoires qui ont été publiés après sa mort. « Les généraux de l'impératrice, écrivait-il, ignoraient la castramétation et la tactique; ceux du sultan avaient encore moins de connaissances; en sorte que, pour se faire une idée juste de cette guerre, il faut se représenter des borgnes qui, après avoir bien battu des aveugles, gagnent sur eux un ascendant complet. » Il est vrai qu'un peu de dépit se mêlait peut-être à ce jugement : Frédéric, en écrivant ces lignes,

[1] Castera, t. II, l. VI.

oubliait, moins qu'on eût pu le croire, que lui et ses généraux avaient été battus quatre fois par les armées d'Élisabeth.

En France, Catherine, pour conquérir l'opinion, avait séduit, par une bienveillante familiarité, par les charmes de son esprit, par l'affectation des principes philosophiques, et même par les grâces de son style, les hommes les plus influents, Voltaire, Diderot, Grimm, d'Alembert. Le dernier, il est vrai, n'entretint que peu de relations avec elle ; mais Grimm était son correspondant à Paris, Diderot alla la visiter à Saint-Pétersbourg, et elle eut avec Voltaire un commerce de lettres qui dura plus de dix années.

Cette correspondance fait peu d'honneur au grand écrivain. De même que dans ses lettres au roi de Prusse, on n'y trouve pas un mot de sympathie, pas un mouvement de compassion pour cette Pologne si héroïque. Là, Voltaire n'est point Français : il semble n'avoir aucune notion, aucune intelligence des intérêts de sa patrie; le seul désir qu'il témoigne pendant la période des guerres avec la Turquie, c'est de voir rejeter le sultan en Asie, et installer la souveraine russe à Constantinople; il réveille à cette occasion le souvenir des croisades, et blâme les Français et les Vénitiens de ne pas s'unir à la Russie contre le Turc. Etait-il véritablement ébloui de la grandeur de Catherine? croyait-il à la sincérité des sentiments philosophiques de la maîtresse despotique d'un empire d'esclaves? La magnanimité tant vantée des Orlof, le touchait-elle? ou tant d'éloges, tant de vœux de sa part, n'étaient-ils qu'un triste jeu, la rémunération de l'honneur que lui faisait une souveraine en lui écrivant? Dans cette correspondance, Catherine a largement l'avantage sur Voltaire, en laissant de côté la forme vive et élégante de ses lettres, et à ne considérer que le fond, on la trouve autrement fine et souple que l'illustre Français : elle se joue de lui, elle en fait un instrument pour vanter sa grandeur et propager sa gloire. Comme elle se complaît à lui apparaître dans le rôle de législatrice, à lui répéter que le paysan russe peut mettre la poule au pot, que la Russie abonde en ressources, est féconde en héros! En 1769, à la suite des embarras que le ministre de France lui a causés en Turquie, elle écrit : « Tous vos compatriotes, Monsieur, ne pensent pas comme vous sur mon compte; j'en connais qui aiment à se persuader qu'il est impossible que je puisse faire quelque chose de bien, qui donnent la torture à leur esprit pour en convaincre les autres... Comme ma gloire ne dépend pas d'eux, mais bien de mes principes, de mes actions, je me console de n'avoir pas leur approbation. En bonne chrétienne, je leur pardonne, et j'ai pitié de ceux qui m'envient... Sachez que nos charges sont si modiques, qu'il n'y a pas de paysans en Russie qui ne mange une poule quand il lui plaît, et que, depuis quelque temps, il y a des provinces où ils préfèrent les dindons aux poules; que la sortie du blé permise, avec certaines restrictions, qui précautionnent contre les abus, sans gêner le commerce, ayant fait hausser le prix de cette denrée, cela accommode si

bien le cultivateur, que la culture augmente d'année en année; la population est pareillement augmentée d'un dixième dans beaucoup de provinces depuis sept ans. Nous avons la guerre, il est vrai; mais il y a bien du temps que la Russie fait ce métier-là, et qu'elle sort de chaque guerre plus florissante qu'elle n'y est entrée. — Nos lois vont leur train; il est vrai qu'elles sont devenues causes secondes, mais elles n'y perdront rien. Ces lois seront tolérantes, elles ne persécuteront, ne tueront, ni ne brûleront personne. Dieu nous garde d'une histoire pareille à celle du chevalier de Labarre! On mettrait aux Petites-Maisons les juges qui oseraient faire de pareilles procédures[1]. »

Et deux ans plus tard, après avoir raconté minutieusement les succès de son armée et la grande victoire de Tchesmé, elle écrivit, en réponse à une lettre dans laquelle Voltaire s'excusait d'avoir pris, sous son patronage, un envoi de montres: « Ne grondez pas vos colons, de m'avoir envoyé un surplus de montres; cette dépense ne me ruinera pas; il serait bien malheureux pour moi, si j'étais réduite à n'avoir pas, à point nommé, d'aussi petites sommes chaque fois qu'il me les faut. Ne jugez point, je vous prie, de nos finances par celles des autres États de l'Europe ruinés; vous me feriez tort. Quoique nous ayons la guerre depuis trois ans, nous bâtissons, et tout le reste va comme en pleine paix. Il y a deux ans qu'aucun nouvel impôt n'a été créé; la guerre, présentement, a son état fixé; une fois réglé, il ne dérange en rien les autres parties[2]. »

A la date à laquelle Catherine écrivait cette lettre (2 août 1771), ses armées avaient remporté de nouveaux avantages. Les Turcs venaient d'essuyer une défaite à Isatcha sur le cours inférieur du Danube; à son tour, le grand-vizir, s'avançant sur Bukharest, avait battu les Russes, mais n'avait pas su tirer parti de cette victoire, qui eût pu amener pour lui d'heureux résultats; ses ennemis avaient repris l'avantage dans trois combats consécutifs. Le grand-vizir se retira alors dans les montagnes de la Bulgarie; de son côté, Romantzof repassa le Danube, et prit ses quartiers d'hiver sur la rive droite du fleuve, en Moldavie et en Valachie, malheureux pays et continuel champ de bataille depuis un siècle.

Dans la même campagne, les lignes de Pérékop, que Munnich avait forcées quarante ans auparavant, ne purent arrêter Dolgorouki chargé de combattre le khan de Krimée. Le général reçut de Catherine, en récompense de cet avantage signalé, le surnom de *Krimski;* Romantzof fut, de son côté, surnommé *Zadounayski*, c'est-à-dire le Trans-Danubien: Catherine donnait à ses généraux, suivant la coutume romaine, le surnom des pays qui avaient été le théâtre de leurs exploits.

Sur mer, aux bords du Danube et dans la presqu'île tatare, les Russes étaient partout vainqueurs. Mais un fléau terrible vint balancer leurs succès: la peste, apportée de Bender à Moskou, ravageait plusieurs provinces de l'empire, et

[1] Correspondance avec Voltaire, L. XXI.
[2] Correspondance, L. LXXXVII.

l'ignorance superstitieuse des Russes augmentait de jour en jour l'intensité du mal. Vainement les généraux et les ministres niaient-ils le fléau, Catherine elle-même écrivait que la peste était en permanence à Constantinople, d'où elle ne sortait que rarement, et voulait se refuser à l'évidence; la contagion n'en faisait que de plus nombreuses victimes. Enfin, il fallut avouer le mal et songer à le combattre : ce fut Orlof qui s'offrit pour remplir ce devoir. Il y eut un jour glorieux dans la vie de ce favori : ce fut celui où, bravant les dangers de la contagion, il alla généreusement, malgré les instances de ses amis et les larmes même de sa royale maîtresse, assujettir à des mesures préservatrices le peuple aveugle et superstitieux de Moskou.

Les ravages du fléau s'étendirent jusqu'en Pologne, et ce fut pour Catherine un nouveau prétexte d'accumuler des forces militaires dans ce pays : elle y forma un cordon sanitaire, et par la même occasion, fit poursuivre et accabler les défenseurs de la liberté, dévoués tous à une proscription sanglante. Des cruautés inouïes étaient exercées par quelques officiers russes contre les débris épars de la confédération de Bar. L'un de ces hommes, du nom de Drevitz, lâche sur le champ de bataille, mais patient, rusé, propre à cette guerre d'embuscades que soutenaient les derniers corps de la confédération, surpassa la plupart des sanguinaires officiers de l'impératrice par l'atrocité de sa conduite : il laissait errer dans les campagnes des troupes entières auxquelles il avait fait couper les deux mains; et, joignant l'ironie à la cruauté, il faisait écorcher ces malheureux tout vivants, mais de façon que leur peau représentât le costume polonais [1].

Depuis l'année précédente, le sort de la Pologne était en partie décidé. Divisant ce pays par ses intrigues, l'occupant par ses armées, maîtresse, comme l'avait prouvé l'élection de Poniatowski, d'y créer le roi que bon lui semblait, Catherine espérait le faire passer sous sa domination, lentement, en quelque sorte par habitude, et agréger à la Russie toutes les portions slaves et orientales de son territoire. On comprend fort bien, qu'avec cette espérance, elle n'ait pas songé à faire entrer ses voisins dans le partage de la proie qu'elle convoitait en grande partie pour elle seule. Mais ce n'était pas là le compte du roi de Prusse. Frédéric, inquiet chaque jour davantage des victoires des Russes sur les Turcs, bien qu'il affectât de mépriser les généraux et les soldats qui les remportaient, non moins inquiet de l'issue des affaires de Pologne, en provoqua le dénoûment. Il y avait une portion de ce royaume dont il désirait vivement l'acquisition, comme lui-même l'a consigné dans l'avant-propos de ses mémoires. « La guerre des Russes et des Turcs, y écrit-il, changea tout le système politique de l'Europe; une nouvelle carrière venait de s'ouvrir; il fallait être sans adresse et enseveli dans un engourdissement stupide, pour ne pas profiter d'une occasion aussi avantageuse. Je saisis donc aux cheveux l'occasion qui se pré-

[1] Rulhière, *Hist. de l'Anarchie de Pologne*, t. III, p. 121.

sentait; et, à force de négociations, je parvins à indemniser notre monarchie de ses pertes passées (il est difficile de savoir à quelles pertes Frédéric fait allusion), en incorporant la Prusse polonaise dans nos anciennes provinces. Cette acquisition était l'une des plus importantes que nous pussions faire, parce qu'elle joignait la Poméranie à la Prusse orientale, et qu'en nous rendant maîtres de la Vistule, nous gagnions le double avantage de pouvoir défendre ce royaume et de tirer des péages considérables de la Vistule, tout le commerce de la Pologne se faisant par cette rivière[1]. »

Mais pour entraver l'action envahissante de la Russie, qu'y avait-il à faire? Lui opposer la force des armes? L'Allemagne saignait encore de ses dernières blessures, et les résultats de la guerre étaient incertains. Il y avait un autre moyen, c'était le partage de la Pologne d'où résulterait un agrandissement à peu près proportionnel pour les voisins de la Russie. Ce moyen, Frédéric y pensait depuis longtemps, il n'attendait que le moment de le produire; mais, pour en imposer l'adoption à la Russie, il avait besoin du concours de l'Autriche.

Dès l'année 1769, il eut une première entrevue avec l'empereur Joseph II, à Neiss, en Silésie. Les deux souverains y parlèrent avec amertume de la politique envahissante de la Russie; Joseph déclara qu'il ne saurait souffrir que les Russes s'établissent en Moldavie et en Valachie : dès lors, les deux états allemands, malgré leurs longs démêlés, tendirent à un rapprochement[2]. Dans la seconde moitié de l'année suivante, une nouvelle entrevue réunit Frédéric et Joseph; cette fois, l'empereur d'Autriche était accompagné de M. de Kaunitz, l'un des hommes les plus marquants du XVIII[e] siècle dans la science de la diplomatie et des intrigues politiques. Celui-ci manifesta son mécontentement et son inquiétude des succès de la Russie, et déclara que jamais Marie-Thérèse ne souffrirait que la Russie devînt, par l'occupation des principautés danubiennes, voisine de l'Autriche.

Cette conférence avait lieu quelques jours avant qu'on apprît en Allemagne le désastre de Tchesmé. A cette nouvelle, Frédéric et François sentirent redoubler leurs inquiétudes. En même temps, l'empereur d'Autriche fut sollicité par le sultan d'intervenir comme médiateur de la paix entre lui et l'impératrice de Russie; Frédéric s'emparant de ce fait, en profita pour faire craindre à Catherine une coalition de la Turquie, de l'Autriche, de la France même qui s'intéressait, d'une façon, il est vrai, assez peu efficace à son ancien allié[3], si l'impératrice ne

[1] Avant-propos des *Mémoires*, *Œuvres posthumes*, t. V. — Voir la série d'excellents articles publiés dans le *Journal des Débats*, par M. E. Laboulaye, sur le premier partage de la Pologne et dans lesquels le savant publiciste fait non-seulement un compte-rendu du tome V de *l'Histoire de Russie* du docteur E. Hermann, mais de plus, compulse et met en œuvre les documents contemporains qui ont rapport à ce grand événement.

[2] Rulhière, *Hist. de l'Anarchie de Pologne*, t. IV, p. 154.

[3] Le duc de Choiseul envoya en 1770, aux Polonais, Dumouriez, alors colonel et leur servit un subside de 6,000 ducats par mois. Dumouriez déploya une grande activité, parvint à réunir et

rattachait les deux États allemands à sa politique par des intérêts communs. Le prince Henri de Prusse, frère de Frédéric, envoyé à Saint-Pétersbourg cette même année, en apparence pour un simple voyage d'agrément, était chargé de faire savoir à Catherine que ces intérêts communs, qui de deux voisins puissants et jaloux pouvait lui faire des amis dévoués, c'était le partage de la Pologne[1].

Le rôle de médiateur pacifique, accepté par l'empereur d'Autriche, n'avait produit aucun résultat à cause des exorbitantes prétentions de la Russie. Voici les conditions que Catherine exigeait, tout en faisant l'éloge, dans le préambule dont elles étaient précédées, de son extrême modération : Cession des deux Cabardies, d'Azof et de son territoire; indépendance de la Krimée; séquestre pour vingt-cinq ans de la Valachie et de la Moldavie comme indemnité des frais de la guerre (Catherine voulait, par une occupation de vingt-cinq années, les habituer à la domination russe, comme on avait fait pour la Courlande, comme elle faisait pour la Pologne); libre navigation de la mer Noire; enfin une île dans l'Archipel pour former un entrepôt russe dans la Méditerranée, et pour avoir un foyer d'action, pour préparer l'acquisition de tous les pays grecs.

« On voit, dit avec une parfaite justesse M. Laboulaye, que, depuis trois quarts de siècle, la politique russe n'a pas dévié d'un seul point. »

A ces conditions inadmissibles, l'Autriche répondit en signant avec la Turquie un traité, 6 juillet 1771, par lequel elle s'engageait à prendre l'offensive contre la Russie, à la condition d'être indemnisée des frais de la guerre, et d'obtenir, à la paix, la restitution des provinces que lui avait enlevées précédemment la paix de Belgrade. En même temps, elle accumula des troupes en Hongrie, et fit entrer un corps d'armée autrichien dans deux seigneuries de Pologne sur lesquelles la cour de Vienne alléguait de vieilles prétentions peu justifiées. De son côté, Frédéric entra sur le territoire polonais. Il ne pouvait se dispenser, écrit-il dans ses mémoires, de suivre l'exemple de l'Autriche. Sous prétexte d'empêcher la peste de pénétrer de Pologne dans ses états, il occupa la Prusse polonaise; et aussitôt cette province fut accablée de telles vexations, que l'occupation russe sembla douce à côté

à concilier les divers conseils des confédérés, fit venir des ingénieurs et des officiers français, organisa, en un mot, les forces et la résistance de la Pologne. Par malheur, la chute de Choiseul, décembre 1770, fit retomber le gouvernement de Louis XV dans sa complète apathie, et fit abandonner la Pologne à ses seules ressources. Dumouriez continua pendant quelques mois encore à organiser les forces polonaises et à combattre en qualité de chef de partisans à côté des maréchaux Polonais. — Voir Rulhière, *Anarchie de Pologne*, t. IV, l. XII et XIV.

[1] Suivant Castera, t. II, p. 171, Catherine accueillant les propositions du prince de Prusse, lui aurait dit : « J'épouvanterai la Turquie, je flatterai l'Angleterre; chargez-vous d'acheter l'Autriche pour qu'elle endorme la France. » Mais ces paroles ont dû être arrangées après l'événement; elles semblent bien peu vraisemblables de la part d'une politique aussi adroite et aussi eclairée que Catherine. Cela n'est, comme l'observe Lesur, *Progrès de l'empire russe*, p. 245, ni dans son caractère, ni dans sa politique. Ajoutons que ce propos donne une très-fausse idée du rôle que Catherine joua dans le partage, en faisant penser qu'elle l'accepta tout d'abord, selon le vœu de Frédéric.

de l'occupation prussienne. « Les vexations, écrit un contemporain[1], que les troupes prussiennes commettent dans la Pologne sont, je crois, venues à leur plus haut degré. Ce prince a fait emporter de la Pologne presque sept mille filles de seize à vingt ans, et il exige que, de chaque certain nombre d'arpents, il lui soit livré une fille avec une vache, un lit et trois ducats en argent. Cette rigueur a enfin poussé les habitants au désespoir; ils ont fait un manifeste et élevé l'étendard de la confédération contre les Prussiens, protestant, dans ledit manifeste, qu'ils sont si éloignés d'attaquer les Russes, qu'ils n'ont eu plutôt, en tout temps, qu'à se louer de leurs comportements. »

Cette double intervention armée de l'Autriche et de la Prusse en Pologne, déconcertait les plans de Catherine[2]. Elle vit bien qu'il fallait composer avec une si forte partie que Frédéric. Elle sentait d'ailleurs que les provinces occidentales de la Pologne, ne se trouvant topographiquement et religieusement pas comprises dans la sphère d'activité de la Russie, échapperaient pour longtemps à son influence. En même temps elle reconnaissait qu'un partage ouvertement consacré par des conventions politiques et par la complicité de l'Allemagne, présentait des avantages, en lui permettant de traiter de suite la portion de territoire qu'elle se serait arrogée comme sa propriété immédiate. Elle se détermina donc à accueillir les propositions de Frédéric. « La Russie, disait le roi de Prusse, pourrait s'indemniser de ce que lui avait coûté la guerre avec les Turcs; et, au lieu de la Valachie et de la Moldavie qu'elle n'acquerrait qu'après avoir remporté autant de victoires sur les Autrichiens que sur les musulmans, elle n'avait qu'à choisir une province de Pologne à sa bienséance, sans avoir de nouveaux risques à courir; on pouvait assigner à l'impératrice-reine une province limitrophe de la Hongrie, et au roi, ce morceau de la Prusse-polonaise qui sépare ses États de la Prusse-royale; par ce nivellement politique, la balance du pouvoir entre ces trois puissances resterait à peu près la même[3]. »

Il y eut bien, dans le conseil de l'impératrice, un parti auquel appartenait Panin, et qui croyait possible d'éviter le partage et d'établir la seule domination russe en Pologne: mais Catherine préféra aux chances de l'avenir des acquisitions immédiates; elle savait d'ailleurs bien que, dans le partage de la Pologne, elle aurait droit à la plus forte part.

Que faisaient les derniers défenseurs de la Pologne, pendant que leurs voisins disposaient ainsi de leur sort et débattaient les conditions d'un pacte infâme? Nous avons dit comme, après les désastres des confédérés de Bar, d'autres confédérations s'étaient formées dans toutes les provinces polonaises. Casimir Pulaski,

[1] Essen, cité par Hermann dans son *Hist. de Russie*. — Voir l'article de M. Laboulaye, dans le *Journ. des Débats*, du 7 juin 1855.

[2] « Il semble, dit-elle en apprenant l'entrée des Autrichiens en Pologne, que, dans ce pays, il n'y ait qu'à se baisser pour en prendre. » Rulhière, *Anarch. de Pologne*, t. IV, l. XIII.

[3] *Mémoires*, p. 60.

resté, par la mort ou la captivité de tous les siens, le principal chef des confédérés, s'était concerté avec Zaremba, l'un des citoyens qui se distinguèrent le plus dans cette période de l'histoire polonaise par ses qualités militaires et ses vertus patriotiques. Ils avaient remporté ensemble quelques avantages. Désespérant de rattacher à leur cause Poniatowski, toujours lâche et indécis, ils avaient déclaré le trône vacant. Les Russes déployèrent alors contre les chefs polonais des forces considérables. Un général, qui s'est depuis rendu célèbre, autant par sa férocité que par ses succès militaires, Souvarof battit Pulaski et même Dumouriez. Celui-ci, dégoûté des difficultés que faisaient naître les dissensions des chefs polonais, irrité d'ailleurs de sa défaite, les abandonna et retourna en France, laissant une petite troupe de soldats et d'officiers français qui protestèrent inutilement par leur courage individuel contre l'abandon dans lequel leur gouvernement laissait la Pologne. Pulaski usa alors d'un moyen extrême ; il essaya d'enlever le roi Stanislas-Auguste, afin de jeter dans son parti toute la nation polonaise. Cette tentative reçut son exécution dans le mois de novembre 1771, mais elle échoua par le défaut de concert entre les principaux conjurés, et n'eut pas d'autre résultat que de hâter le démembrement de la Pologne.

L'envoyé ou plutôt le proconsul russe à Varsovie, Saldern, aussi altier, aussi dur que Repnin, pressait ce dénoûment, et Souvarof le facilitait par ses succès et par les affreux ravages qu'il exerçait dans les provinces polonaises. L'accord était conclu entre l'impératrice de Russie et le roi de Prusse, le 17 février 1772; le traité de partage venait d'être réglé entre les cours de Saint-Pétersbourg et de Berlin : mais, à ce moment, se présenta un obstacle tout à fait inattendu; l'Autriche, après avoir paru s'entendre avec la Prusse, après avoir jeté des troupes en Pologne, se refusait à l'arrangement concerté par les deux puissances. Marie-Thérèse, mécontente de son fils, avait ressaisi l'exercice du pouvoir; sa probité répugna au pacte qui lui était proposé. Elle eut de généreux remords et trouva de nobles paroles. « Quand tout mon empire était envahi, écrivait-elle, et que je ne savais pas même où trouver un abri pour mettre mon enfant au monde, je comptais sur mon bon droit et sur l'aide de Dieu. Mais ici, quand le droit crie contre nous, quand nous avons contre nous toute justice et toute raison, j'avoue que je suis plus tourmentée que je ne l'ai été de ma vie. Que le prince de Kaunitz considère quel exemple nous donnerons au monde si, pour un misérable morceau de Pologne ou de Valachie, nous livrons notre honneur. » Au moment où la souveraine trouvait dans sa conscience cette protestation contre l'iniquité qui allait s'accomplir, elle ne semblait plus à Frédéric qu'une vieille femme sans force et sans courage. « Elle n'avait plus, disait cet impitoyable politique, ce roi dénué de tout sens moral, l'énergie et la fermeté dont elle avait donné tant de marques dans sa jeunesse; elle commençait à s'adonner à une dévotion mystique, et se reprochait le sang que les guerres passées avaient fait répandre. »

Marie-Thérèse n'eut pas la gloire de soutenir jusqu'au bout sa noble conduite. Frédéric, *pour montrer qu'il avait pris un parti décisif*[1], remontait sa cavalerie, préparait ostensiblement la guerre : il fallait, ou relever la Pologne et combattre à la fois Frédéric et Catherine, ou céder en acceptant, malgré les protestations, une part de la proie comme compensation à l'honneur. Le 4 mars, l'impératrice-reine accéda au traité de partage, et se borna à ajouter à sa signature, au bas de la convention, ces paroles devenues prophétiques : « *Placet*, puisque tant et de savants personnages veulent qu'il en soit ainsi; mais longtemps après ma mort, on verra ce qui résulte d'avoir ainsi foulé aux pieds tout ce que jusqu'à présent on a toujours tenu pour juste et pour sacré [2]. »

Elle ne se trompait pas. Si la Russie, fidèle au plan de lente invasion que Pierre et Catherine lui ont tracé, déborde sur la Turquie, menace l'Allemagne qui semble n'en rien voir, et seule tient tête aux forces réunies de la France et de l'Angleterre ; si, à cette heure, la barbarie moscovite menace la civilisation active et pacifique de l'Occident, c'est parce que Frédéric et Marie-Thérèse ont renversé la digue qui eût dû protéger l'Europe contre ce flot du Nord.

Aujourd'hui la France et l'Angleterre se doivent au rôle de protectrices de l'Europe, ne fût-ce que pour réparer la conduite qu'elles tinrent lorsque la convention de partage fut signée entre les trois puissances. Le duc d'Aiguillon, indigne successeur de Choiseul, et Louis XV, qui n'avait pas même l'excuse de l'ignorance, puisque sa correspondance secrète atteste qu'il était parfaitement instruit des affaires de la Pologne, ne trouvèrent pas un mouvement d'indignation ou de colère, n'eurent pas un sentiment de compassion pour le pays auquel plus d'un lien d'alliance et d'affection rattachait la France. Quant à l'Angleterre, elle doit porter la moitié du blâme qui nous a été infligé. Préoccupée par les troubles qui venaient de naître dans ses colonies d'Amérique, pensant que son commerce n'avait rien à craindre d'un fait accompli au cœur du continent européen, lorsque les trois cours lui eurent garanti qu'aucune d'elles ne prendrait possession de Dantzick, elle témoigna une lâche et égoïste indifférence, ferma l'oreille aux prudents conseils de son ambassadeur à Constantinople, M. Murray, abandonna la Porte à ses seules ressources, l'Autriche à ses irrésolutions, quand un peu d'aide relevait peut-être celle-là, et engageait celle-ci dans la voie qu'elle n'osait pas suivre.

La convention du 4 mars 1772 fut suivie d'un traité définitif signé le 5 août de la même année à Saint-Pétersbourg. L'Autriche se détermina donc à entrer dans la complicité de la Prusse et de la Russie, crut pouvoir oublier le traité qu'elle avait conclu avec la Turquie le 6 juillet 1771 ; mais, pour n'être pas malhonnête à demi en consentant à démembrer la Pologne, et en se tournant contre la Tur-

[1] Ce sont ses propres expressions.

[2] *History of England*; Mahon, t. V, p. 387, citée par M. Laboulaye, *Journ. des Débats*, 7 juin, 1855.

quie, elle négligea de restituer au divan un subside de cinq millions de florins qu'elle en avait reçu comme premier paiement de la guerre qu'elle avait promis de faire à la Russie. Kaunitz prenait goût aux partages; et si l'on en croit une lettre écrite par le prince Galitzin à Panin[1], le ministre de Marie-Thérèse « aurait pensé qu'il ne serait peut-être pas nécessaire d'avoir recours à la Pologne seule, si celle-ci ne pouvait pas fournir assez d'étoffe pour faire un partage égal entre les trois cours, il y aurait encore moyen d'enlever quelque terrain à quelqu'autre qui en avait de reste. » La prise de possession des provinces que les puissances copartageantes arrachaient à la Pologne, était fixée au mois de septembre 1772. Pour donner une sorte d'apparence légale à leur iniquité, les trois cours imaginèrent un singulier expédient, qui était, à l'égard de la Pologne, le comble du mépris et de la dérision; ce fut de faire accepter le démembrement par la diète même, et de lui faire voter cette mesure comme question intérieure et moyen de salut.

Le 2 septembre 1772, le traité de Saint-Pétersbourg fut notifié au roi et au sénat, avec invitation de convoquer une diète extraordinaire *qui travaillât à l'entière pacification de la république.* A cette notification était jointe une déclaration de Stackelberg, ministre de Russie, et successeur de Repnin et de Saldern, dans laquelle il rappelait « combien de fois les puissances voisines de la Pologne avaient été entraînées dans les troubles de la république; il énumérait les services rendus par Catherine à la Pologne : de concert avec Frédéric, elle avait tout fait pour amener l'élection libre et légale de Stanislas, le candidat le plus digne du trône, et le plus convenable à ses concitoyens et à ses voisins. Par malheur, l'esprit de discorde avait détruit les plus légitimes espérances. Les factions ruinaient la république : justice, police, commerce, tout, jusqu'à la culture des terres, était perdu. Le voisinage de ces désordres compromettait de la façon la plus fâcheuse les états voisins de la Pologne. La destruction imminente du royaume menaçait d'altérer l'harmonie des trois cours; et si on n'y pourvoyait, cette destruction entraînerait visiblement des changements dans le système politique de cette partie de l'Europe. Il était donc nécessaire et urgent de prendre un parti décisif dans une circonstance aussi critique. Aussi les trois puissances se sont-elles entendues pour travailler, sans perte de temps, et d'un commun accord, à ramener la tranquillité et le bon ordre en Pologne. Mais comme en empêchant la ruine et la décomposition arbitraire de ce royaume par un heureux effet de l'amitié et de la bonne intelligence qui règnent actuellement entre elles, les trois cours ne sont pas en état de compter par la suite sur un égal succès, et qu'elles ont des prétentions considérables sur plusieurs possessions de la république; elles ont arrêté et déterminé entre elles de faire valoir en même temps leurs anciens droits et leurs prétentions légitimes sur les possessions de la république, que

[1] Citée dans le t. V de *l'Hist.* de M. Hermann.

chacune d'elles sera prête de justifier en temps et lieu. En conséquence S. M. le roi de Prusse, S. M. l'impératrice reine et S. M. l'impératrice de toutes les Russies, s'étant communiqué réciproquement leurs droits et prétentions, et s'en faisant raison en commun, prendront un équivalent qui y soit proportionné, et se mettront en possession effective des parties de la Pologne les plus propres à établir dorénavant entre elles une limite plus naturelle et plus sûre. Au moyen de quoi, LL. MM. renoncent dès à présent à tous les droits, demandes et prétentions, répétitions de dommages et intérêts, qu'elles peuvent avoir à former d'ailleurs sur les possessions et sujets de la république.—LL. MM. ont cru devoir annoncer leurs intentions à toute la nation polonaise en général, en l'invitant à bannir ou du moins à suspendre tout esprit de trouble ou de séduction, afin que, s'assemblant légalement en diète, elle puisse travailler de concert avec les trois cours au moyen de rétablir solidement chez elle l'ordre et la tranquillité [1]. »

Dix années de l'occupation et de la tyrannie russe, n'avaient pas étouffé dans tous les cœurs polonais l'amour de la patrie et de la liberté : les membres épars de toutes les confédérations, les derniers défenseurs de la Pologne, firent entendre un cri de désespoir et d'indignation, quand ils virent qu'on allait les partager comme un vil bétail, au nom des raisons mêmes qui eussent dû les protéger, la justice, le droit, la sécurité publique. Une protestation unanime invoqua dans Varsovie le traité d'Oliva, sorte de paix de Westphalie, qui, plus d'un siècle auparavant, avait réglé l'équilibre des États du Nord et fixé les limites de la Pologne. Le roi lui-même s'unit à la protestation publique, et appela du traité de partage à la France, à l'Angleterre, et même aux trois cours copartageantes. Il n'était plus temps. Frédéric avait donné des ordres pour qu'on menât militairement les Polonais qui feraient les *revêches, les seigneurs qui essaieraient de cabaler ou de mettre des obstacles aux nouveautés qu'on voudrait introduire dans leur patrie.* Puis, comme les Polonais usaient de leur dernière ressource consistant dans la passivité et la force d'inertie, et ne réunissaient pas leur diète, dans l'espoir peut-être d'un secours étranger, la cour de Vienne proposa de fixer l'assemblée de la diète au 19 avril 1773, avec menace de partager toute la Pologne si les nonces ne se rendaient pas à Varsovie. En même temps des corps de troupes des trois puissances se répandirent dans toutes les provinces polonaises, même dans celles qui n'étaient pas désignées pour le démembrement, et elles eurent ordre d'y vivre à discrétion et comme en pays étranger.

La diète se réunit donc le 19 avril 1773. Mais alors se présentait une difficulté nouvelle. On ne pouvait pas compter sur l'unanimité, car il fallait bien prévoir que quelque généreux citoyen, au risque même de sa vie, opposerait son *liberum veto* pour annuler les décisions de la diète. L'abolition du *liberum veto* était

[1] Castera a publié cette déclaration dans son intégrité, t. II, l. VII, p. 246.

possible à des despotes qui jusqu'ici n'avaient rien respecté ; mais c'était dans la constitution polonaise un vice que Repnin avait pris sous sa protection quelques années auparavant, et que la Russie comptait bien utiliser de nouveau plus tard. Les trois alliés levèrent l'obstacle en déclarant simplement la diète confédération ; de la sorte l'unanimité cessait d'être nécessaire. Ensuite, pour empêcher que des patriotes gênants ne fissent au sein de la confédération du bruit et du scandale, on pria cette assemblée de nommer une délégation ou comité chargé de pleins pouvoirs pour traiter et conclure tout ce qui concernait le rétablissement de l'ordre. Stanislas montra un reste d'énergie, et fit encore un appel à la France et à l'Angleterre, de concert avec quelques sénateurs et les Czartoryski; on le menaça de le déposer; son courage n'alla pas jusqu'à subir cette perspective ou même à échapper par l'abdication à tant d'humiliations; il se tut, et le comité vota au nom de la confédération tout ce qu'exigèrent les trois puissances [1]. Au mois de septembre 1773, la Russie, la Prusse et l'Autriche déclarèrent que leurs justes prétentions avaient été validées et leurs acquisitions légalisées par une assemblée polonaise.

Ce premier démembrement de la Pologne lui enlevait un peu plus de cinq millions d'habitants. Le pays qui échut à la Russie, et qui était le plus vaste (3,440 lieues carrées), en contenait dix-huit cent mille; celui que s'adjugea l'Autriche (2,700 lieues carrées), deux millions et demi. Enfin la province si ardemment convoitée par Frédéric, n'avait que 900 lieues carrées et huit cent soixante mille habitants; on ne comprendrait pas que le roi de Prusse eût pu être aussi modeste, si l'on ne se souvenait de ses projets de péages à établir sur la Vistule, et si l'on ne remarquait que son voisinage était bien dangereux pour Dantzick, bien que le traité de partage vînt de consacrer à la sollicitation de l'Angleterre, l'indépendance à peu près absolue de cette ville commerçante [2].

Ce n'était pas assez de démembrer la Pologne, il fallait de plus empêcher que, dans l'avenir, ce malheureux pays essayât de se relever à l'aide de la concorde, et de généreux efforts. Dans ce but, les trois cours interdirent à la portion mutilée de ce royaume, à laquelle elles voulaient bien accorder encore quelques années d'agonie, le droit de jamais rien changer à l'ancienne constitution revue et reformée par elles. Toujours sous l'apparence d'intervention amicale et de protection officieuse, elles déclarèrent la couronne de Pologne élective à perpétuité, prononcèrent l'exclusion de toute candidature étrangère, afin d'empêcher que les forces de la Pologne ne s'augmentassent de celles d'un État voisin, établirent entre le roi, le sénat et la

[1] Pulaski passa en Amérique, où il commanda une légion au service des États-Unis; il fut tué d'un boulet de canon au siége de Savannah, en 1779.

[2] Dantzick continuait à rester nominalement dépendante de la Pologne, mais sans autre lien de sujétion qu'un très-faible tribut.

noblesse, un prétendu équilibre propre à éterniser les dissensions; elles confirmèrent enfin ce *liberum veto* qui avait perdu leur victime, et témoignèrent l'intention de maintenir et de conserver par-dessus tous les autres ce funeste privilége de la noblesse polonaise.

Ces mesures prises, il y avait bien encore entre le Bug, affluent de la Vistule, le cours supérieur de ce fleuve, et la Vilia, affluent du Niémen, un territoire qui portait le nom de polonais; mais il n'y avait plus de Pologne, plus de barrière entre la Russie et l'Allemagne : l'exécution du testament de Pierre le Grand était commencée, la Russie entrait immédiatement et puissamment dans la sphère d'action de la politique européenne.

Pendant le temps qui avait précédé les intrigues et les dernières négociations relatives au partage de la Pologne, le palais de Saint-Pétersbourg avait eu sa révolution : Orlof n'y régnait plus. Le favori avait lassé Catherine par ses dédains et ses hauteurs; son ambition n'était pas satisfaite des honneurs et des richesses que sa maîtresse lui prodiguait; il aspirait encore à monter jusqu'au trône, ou tout au moins à se tailler un royaume dans les provinces que les victoires de la Russie allaient arracher à l'empire turc. Ce fut dans ce dernier dessein qu'il se chargea de présider les conférences qui devaient avoir lieu à Foksani pour conclure la paix pendant un armistice convenu entre les deux armées. Panin qui, en secret, était toujours son ennemi, profita de cette absence pour ruiner son crédit. Catherine, à quarante-trois ans, conservait toute l'ardeur des passions de sa jeunesse; Orlof la délaissait, elle fit choix d'un autre amant. Le robuste Vassilitchikof, sous-lieutenant des gardes, fut son élu; c'était un jeune homme sans esprit, sans talents et sans expérience, mais qui charmait l'impératrice par la beauté de ses traits, sa large carrure et sa vigueur athlétique. Panin le jugea propre à servir ses desseins; il lui prodigua ses conseils, opposa adroitement cette influence naissante à la vieille habitude qui maintenait Orlof; bientôt Catherine fut si satisfaite de Vassilitchikof, qu'elle le combla de dons magnifiques, et le nomma son chambellan. Orlof, instruit par un de ses amis de ce qui se passait, crut qu'il suffirait de sa présence pour relever sa fortune. Il quitta les conférences, qui d'ailleurs n'amenaient aucun résultat à cause des prétentions exorbitantes de la Russie[1], et accourut à Pétersbourg. Mais il n'était pas encore aux portes de la ville qu'un courrier lui interdit, de la part de Catherine, d'aller plus avant. Orlof, frappé de stupeur, garda un silence farouche; il avait rêvé l'empire, et il retombait dans la foule; toutefois il ne proféra pas une plainte, et se retira dans Grastchina, l'une de ses résidences. Remis de ce coup soudain, il s'en alla étaler, dans de pompeux voyages, un faste plus que royal, et montrer à toutes les cours de l'Europe ce que rapportait l'amour de Catherine. Quelques années après, il revint en Russie, et fit des tentatives pour

[1] Ce sont celles que nous avons indiquées plus haut à l'occasion de l'intervention de l'Autriche.

reprendre son ancienne faveur; un instant il la ressaisit : mais cet amant long-temps si cher à sa souveraine, ce complice du meurtre de son époux et des voluptés de sa jeunesse, n'avait plus la puissance et la juvénile ardeur dont Catherine semblait chaque jour plus avide; il fut écarté de nouveau; nous le verrons céder définitivement la place à ce Potemkin, qui était destiné à le dépasser dans la faveur, dans le despotisme, dans les plus monstrueux excès de la toute-puissance.

Les négociations de Foksani n'avaient produit aucun résultat; peu après, elles furent reprises sans plus de succès à Bukharest, entre le maréchal Romanzof et le grand vizir Mussum-Oglou, et les hostilités recommencèrent au printemps de 1773. Dans cette nouvelle campagne, les Turcs furent privés du concours des Tatars de Crimée dont le khan s'était mis sous la protection des Russes, et leur avait livré les forteresses de Kertch et d'Ienikalé, lesquelles ouvraient à leurs vaisseaux, déjà maîtres de la mer d'Azof, l'entrée de la mer Noire. Malgré cette défection, les Turcs étaient mieux que par le passé en mesure de combattre : le chevalier de Tott, triomphant de leur indolence, était parvenu à mettre dans leurs arsenaux l'ordre et l'activité; le capitan-pacha, Gazi-Hassan, venait de rassembler et d'armer une flotte plus considérable que celle qui avait péri à Tchesmé. Enfin le grand vizir prenait en personne le commandement de l'armée du Danube. La campagne de 1773 se ressentit de cette activité et de ces généreux efforts. Les Turcs y eurent presque toujours l'avantage : dans une première rencontre sur les bords du Danube, ils enveloppèrent quatorze mille Russes et leur firent six cents prisonniers, au nombre desquels était un frère de Repnin. Silistrie, héroïque alors, comme de nos jours, repoussa Romanzof qui était venu en personne l'assiéger. Enfin, le grand vizir défit sur la rive gauche du fleuve un corps considérable de Russes.

Encore une semblable campagne, et peut-être la Turquie se tirait avec honneur de cette guerre désastreuse. Par malheur les succès ne continuèrent pas : le sultan Mustapha III mourut au commencement de 1774. Son frère Abd-el-Hamed, qui lui succéda, fit de vains efforts pour continuer cette guerre avec énergie. Romanzof avait reçu des renforts considérables, avec lesquels il se jeta de nouveau sur la rive droite du Danube; de leur côté, les généraux Souvarof et Kamenskoï remportèrent des avantages signalés; les Turcs, battus de tous côtés, se désorganisèrent, et l'indiscipline leur causa plus de préjudice que les victoires des ennemis. Le grand vizir manœuvra avec tant de maladresse, qu'il se fit enfermer de toutes parts à Schumla par les troupes de Romanzof : coupé de ses magasins et de son armée, ne pouvant ni recevoir des secours, ni se retirer, ni combattre, il se décida à demander la paix.

Aussitôt les plénipotentiaires s'assemblèrent en un lieu appelé Kaïnardji. Dans cette nouvelle négociation, les Russes, épuisés par la guerre, se départirent un peu des exigences de Foksani. Ils se firent céder Azof, Taganrok, Kinburn,

Kertch, Ienikalé, sur le détroit qui unit la mer d'Azof à la mer Noire; les deux Cabardies dans l'isthme caucasique, la libre navigation de la mer Noire et le passage des Dardanelles, à la condition, cependant, de n'entretenir qu'un seul vaisseau armé dans les mers de Constantinople. Catherine fit, en outre, reconnaître par le sultan l'indépendance de la Krimée, que son ambition convoitait depuis longtemps[1], 21 juillet 1774.

Ce traité mettait le comble à la puissance de l'impératrice. Par la spoliation de la Pologne, par ces conquêtes sur la Turquie, les limites de l'empire se trouvaient considérablement élargies. Les relations nouvelles avec les populations grecques de la Turquie, l'accès de la mer Noire et des échelles du Levant, ouvraient au commerce russe une source d'immenses richesses. La Russie n'était plus seulement le plus vaste, elle devenait le plus puissant empire, et l'Europe entière célébrait la gloire de Catherine, avec Frédéric complice et adulateur intéressé, avec le vieux Voltaire qui, du fond de sa retraite, ne cessait de louer la grande souveraine, avec Diderot qui venait dans Saint-Pétersbourg lui rendre hommage, et l'entretenir de législation, de politique, de liberté, de droit des peuples, sans voir que lui et toute la philosophie n'étaient que de vains jouets dans les mains de cette femme astucieuse, plus fine et plus adroite que tous les philosophes et tous les politiques de la France au XVIIIe siècle.

La prospérité intérieure était loin de répondre à la gloire et à la grandeur apparente. La peste avait ravagé tout le midi de la Russie, et dépeuplé les villes et les campagnes; les finances étaient épuisés par la guerre et par les prodigalités de la souveraine. Au moment où ses frauduleuses manœuvres ajoutaient à ses états une partie de la Pologne, la dureté et l'oppression de ses gouverneurs chassait de l'empire six cent mille de ses anciens sujets. Entre Kasan et Astrakan, dans ces plaines du Volga que Catherine se vantait de coloniser et de peupler de villes sans nombre, erraient, depuis les premiers temps de la Russie, les tribus nomades des Tourgouths ou Eleuths. Placés sous la dépendance du gouvernement d'Astrakan, soumises à des redevances envers la couronne, elles acquittaient fidèlement leurs impôts, fournissaient à l'armée des soldats courageux, et ne demandaient d'autre faveur que de vivre en paix sous la loi de leurs ancêtres. Le gouverneur d'Astrakan les soumit à la surveillance d'un de ses officiers, qui les assujettit aux plus dures vexations, s'empara d'une partie de leurs troupeaux, insulta leur khan et fit frapper des battogues, le ministre de ce chef. Les Tourgouths portèrent inutilement leurs réclamations à Saint-Pétersboug. Alors les anciens de la horde tinrent conseil et résolurent d'abandonner le territoire russe, et de reprendre, à travers l'Asie, le long chemin qu'avaient autrefois suivi leurs aïeux. Ils étaient partis dans les derniers jours de l'année 1770; vainement on envoya à leur poursuite des régiments chargés

[1] *Recueil des Traités de Martens*, t. IV, p. 607-638; cité par Lesur, p. 268.

de les retenir ou de les combattre : trois cent mille d'entre eux périrent en chemin de fatigue et de misère, mais l'autre moitié franchit les fleuves et les déserts, et revint se placer sous la protection de la Chine et retrouver, au pied des montagnes du Thibet, les pâturages qu'avaient autrefois délaissés leurs pères.

La peste, les embarras financiers, et cette émigration de six cent mille habitants de l'empire, n'étaient pas pour Catherine le plus grave objet de préoccupation. Dans les régions reculées, qui, sous Alexis, avaient vu l'audacieuse et redoutable rébellion de Stenka-Razin, six faux Pierre III s'étaient successivement levés de 1767 à 1774. Le souvenir des Dmitri vivait encore entre le Volga, le Don et le Dnieper, et il ne manquait pas d'aventuriers prêts à revendiquer la couronne, au risque de leur tête. Les cinq premiers imposteurs avaient été facilement pris et mis à mort : mais le sixième faillit bouleverser l'empire. Il était fils d'un Cosaque du Don, et avait servi, comme simple cavalier, dans l'armée qu'Élisabeth avait envoyée contre la Prusse en 1756. En 1769, après avoir assisté, sous le général Panin, à la prise de Bender, il avait demandé son congé, et, sur le refus de ses supérieurs, il avait déserté. Errant dans les plaines de l'Ukraine, il avivait sa haine contre les maîtres de l'empire par ses fréquents entretiens avec les serfs qui déploraient l'oppression de leurs seigneurs, les ravages de la peste, et les misères de la guerre pour laquelle l'impératrice faisait enlever tous leurs enfants. Dans le bas clergé, aussi parmi les prêtres qui regrettaient les vieux usages et les anciens priviléges, le Cosaque Imélian Pugatchef rencontrait d'innombrables mécontents.

Un jour, il raconta que se trouvant à l'armée de Panin, un officier russe, après l'avoir longtemps considéré, lui avait dit : « Si l'empereur Pierre III, mon maître, n'était pas mort, je croirais que je le revois en toi. » Une autre fois, un moine qui n'avait pas encore vu le Cosaque, s'écria : « N'est-ce pas là l'empereur Pierre III ? » Les prêtres saisirent l'occasion qu'offrait la ressemblance du kalmouk avec l'empereur assassiné, pour essayer de renverser une souveraine qui leur était odieuse ; ils excitèrent Pugatchef à se proclamer Pierre III, l'engagèrent à chercher des partisans et lui promirent leur appui. Le Cosaque fut facilement persuadé ; il visita tour à tour les sectaires raskolnits de la Petite Russie, toujours persécutés et toujours disposés à la révolte, les Cosaques du Don, au milieu desquels s'était recrutée autrefois l'armée de Stenka-Razin ; pris et accusé de vouloir exciter une sédition, il fut jeté dans la prison de Kasan ; mais il s'évada par le secours des popes, recruta sa troupe dans le vaste espace qui s'étend entre le Volga et l'Yaïk[1] ; puis lorsqu'il crut pouvoir compter sur un parti redoutable, il déclara publiquement qu'il était Pierre III, échappé par miracle au fer de ses assassins.

[1] Ce fleuve est aujourd'hui l'Oural. Ce fut Catherine qui changea son nom, ainsi que celui des montagnes dont il sort, pour faire oublier la révolte des Cosaques.

Les Cosaques du Iaïk, qui depuis longtemps se plaignaient des innombrables vexations que, depuis Pierre Ier, les agents du gouvernement russe leur faisaient subir pour leur attachement à leur vieux costume et à leur longue barbe, donnèrent le signal du soulèvement. Catherine avait établi des colonies militaires entre les deux grands fleuves tributaires de la Caspienne. Pugatchef les détruisit ou les désarma, puis il prit et massacra un colonel et un général envoyés à sa rencontre. Ce double succès augmenta le nombre de ses partisans. Les serfs dont il proclamait l'affranchissement, les prêtres qui l'avaient encouragé à la révolte et dont il flattait les espérances, se déclaraient partout en sa faveur. Les Baschirs, peuples chasseurs qui vivent sur le territoire russe, les Kirghis, des tribus tatares transplantées par ordre de Catherine au nord de la Caspienne, prirent parti pour le rebelle; les paysans employés dans les mines et les fonderies de l'Oural, les Polonais que Catherine avait jetés en Sibérie, et qui entrevoyaient avec bonheur une occasion de guerre et de vengeance, tous les mécontents, tous les opprimés vinrent en foule se ranger sous son drapeau.

Ce sauvage qui, au nom de la laideur de son visage kalmouk, revendiquait le trône de Pierre III, était un homme habile et propre à jouer le rôle qu'il s'était donné. Fidèle aux leçons des prêtres de Podolie, il affectait une profonde piété, portait un habit d'évêque, donnait la bénédiction à la foule; il disait partout que les cruels malheurs de sa vie, ses longues souffrances lui avaient appris à aimer le calme et la modération; qu'il ne formait qu'un vœu, c'était de donner le trône au grand-duc son fils, et en même temps de châtier l'étrangère sacrilége qui, pour affermir son usurpation, avait voulu tremper ses mains dans son sang; mais qu'aussitôt vengé, il irait finir ses jours dans une pieuse retraite. Les serfs et les gens de pauvre condition étaient les bienvenus auprès de lui; mais pour les nobles et les riches, il n'avait ni pitié ni merci. Toute la province d'Orenbourg fut livrée au pillage par les hordes farouches qu'il traînait après lui. De cette extrémité de l'empire, l'esprit de révolte ne tarda pas à se propager dans toutes les provinces de l'est et du centre, et même jusque dans Moskou qui avait toujours détesté la domination de Catherine.

Le premier bruit de cette révolte avait causé peu d'inquiétude à Saint-Pétersbourg; on croyait abattre Pugatchef aussi facilement que les faux Pierre III qui l'avaient précédé. Mais lorsque l'on apprit ses victoires successives, et quand sa rébellion prit le caractère d'une grande insurrection de toute la classe servile, l'émotion fut vive. Catherine affectait une sécurité complète : jamais cependant elle ne s'était trouvée dans une situation aussi périlleuse. Moskou, qui pour le peuple russe était toujours la première ville de l'empire, n'avait d'autre garnison que six cents soldats. Romanzof, alors occupé sur le Danube contre les Turcs, ne pouvait pas marcher à son secours; les généraux Bibikof et Galitzin, envoyés contre les rebelles, avaient des forces insuffisantes. Des deux côtés, les manifestes inondaient l'empire : dans l'un des siens, Catherine promettait cent mille roubles

à qui tuerait l'imposteur. De son côté, celui-ci promulguait des ukases dans lesquels il affranchissait d'un seul coup tous les serfs, et faisait frapper des médailles à son effigie avec la légende : Pierre III *redivivus et ultor*.

Mais, à ce moment, il n'eût fallu ni manifestes ni médailles; si Pugatchef eût marché sur Moskou dont il pouvait facilement se rendre maître, il eut probablement conquis l'empire. Enivré de sa fortune, ne doutant plus du succès, il usa le temps en vaines démonstrations, il commit sur les nobles des cruautés inouïes. A l'apparition de Bibikof, toute la noblesse des villes du Volga vint grossir l'armée de ce général. Une lutte opiniâtre s'engagea alors entre les troupes régulières et les rebelles. A la suite d'un combat incertain sous les murs d'Orenbourg, Bibikof fut surpris et tué; mais Galitzin à son tour battit les rebelles. Six heures durant, Pugatchef lutta sur le champ de bataille; mais enfin tous les siens avaient cédé à la fermeté des troupes regulières et fui dans l'Oural; il chercha à son tour une retraite au milieu des forêts et des montagnes; là ses partisans vinrent le rejoindre, et il reparut bientôt plus formidable. Battu près de Kasan, dont il avait incendié les faubourgs, il franchit le Volga, et, avec trois cents Cosaques, débris de son armée, regagna le désert. Des paysans, des Kalmouks, des Baschirs, le joignirent de nouveau; il reparut sur la rive droite du grand fleuve, et cette fois se lança résolument à travers l'empire sur le chemin de Moskou. Mais il était trop tard : la paix de Kaïnardji venait d'être conclue, et Romanzof accourait à marches forcées pour défendre cette ville. N'osant livrer bataille, Pugatchef se rejeta sur le Volga, prit et livra au pillage Saratof, enleva plusieurs autres forteresses; partout il menait avec lui le meurtre et l'incendie, faisait empaler les gouverneurs, massacrait les riches et les nobles. L'astronome Lovitz, qui travaillait à prendre des niveaux pour un canal projeté entre le Volga et le Don, tomba entre ses mains ; il le fit coucher sur la pointe des piques pour qu'il fût, disait-il, plus près des étoiles. Il vint assiéger Tsaritzin sur le Volga inférieur.

Cette ville était menacée du sort de Saratof, lorsque le général Panin parut à la tête d'une grande armée régulière. Surpris dans un défilé, et complétement battu, Pugatchef, après avoir déployé dans le combat sa valeur habituelle, se jeta dans le Volga, franchit le fleuve à la nage, et pour la troisième fois, se lança dans les steppes du Volga et de l'Oural. Il méditait de reparaître encore, et il eût pu entretenir longtemps cette guerre de dévastation et de pillage, si la trahison ne fût venue au secours des généraux russes. Trois des siens se jetèrent sur lui à l'improviste, le désarmèrent et le livrèrent pieds et poings liés. Il y avait deux longues années, 1772, novembre 1774, que durait cette rébellion, qui un instant avait été si redoutable. Maîtres de Pugatchef, les généraux russes l'envoyèrent dans une cage de fer à Moskou. Là on chercha par quels supplices on ferait un épouvantable exemple. Le sénat et une commission instituée pour le jugement du rebelle, le condamnèrent à avoir les deux pieds et les deux

mains tranchés, puis à être écartelé vif. Mais Pugatchef ne subit pas ce double supplice : le bourreau eut pitié de cet homme qui avait prononcé l'émancipation de tous les serfs; peut-être aussi croyait-il porter la hache sur son souverain : il le décapita, et lui-même, pour punition, eut la langue coupée, fut frappé du knout et jeté en Sibérie.

Pendant la dernière année de la révolte de Pugatchef, le palais avait vu un changement de faveur, qui cette fois, eut des résultats immenses. Après avoir été conservé dix-huit mois, Vassilitchikof avait rendu à Orlof la place de favori. Orlof n'en jouit guère; depuis longtemps un homme par ses menées, par son adresse, par mille manœuvres souples et patientes, avait allumé d'ardents désirs dans le cœur toujours passionné de Catherine, et cet homme était Potemkin.

C'est une date, non-seulement dans la chronique intime et dans la vie scandaleuse de l'impératrice, mais encore dans l'histoire de la Russie, que l'entrée de cet homme dans le lit de Catherine. Grégoire Alexandrovitch Potemkin était né en 1736, d'une famille de petite noblesse. Soldat dans les gardes à cheval, il se distingua par son zèle à la révolution de 1762, et fut désigné pour garder Pierre III captif dans Péterhof; il pressa de son genou la poitrine de l'empereur avec Alexis le Balafré, et, pour récompense, il devint colonel dans le régiment des gardes de la couronne. Tout dans sa conduite tend à démontrer que, dès ce moment, il rêva la haute fortune à laquelle il était destiné; il ne semblait avoir qu'un but, s'approcher de la souveraine, chercher à lui plaire. Il réussit à pénétrer dans le petit cercle intime où l'impératrice, oubliant le poids des grandeurs, se délassait des fatigues de la toute-puissance dans la familiarité de quelques-uns de ses sujets. Sa haute stature, sa noble prestance, son visage expressif et gracieux, charmèrent les yeux de la souveraine. Dans le temps où Orlof, rentré pour la deuxième fois en faveur, se rattachait à Catherine par les liens d'une vieille habitude plutôt que par ceux de l'amour, il devint plus pressant, plus hardi; comme autrefois Soltikof, il affecta une tristesse profonde, parla de se faire moine, versa des pleurs. Aimait-il véritablement? son biographe l'assure[1] ; mais il est permis de croire que c'était le pouvoir qu'il aimait et dont il voulait jouir. Catherine avait vingt ans de plus que lorsqu'elle céda au chambellan Soltikof, et comme alors, elle se laissa toucher par les larmes et les souffrances de l'amour. Potemkin partagea la faveur d'Orlof; ce n'était pas assez; il voulait Catherine à lui seul. Sa présomption fut punie; les Orlof, plus que jamais menacés dans leur crédit, lui cherchèrent querelle, l'accablèrent de coups et lui crevèrent un œil; il s'éloigna un an de la cour; son accident avait ému Catherine, l'absence donna plus de vivacité à l'amour qu'elle ressentait pour lui; dans un moment où Orlof était à la chasse, elle fit venir Potemkin et l'installa définitivement au palais. Cependant elle ne bannit pas Orlof, elle le

[1] *Vie du prince Potemkin, feld-maréchal au service de la Russie, sous le règne de Catherine II,* sans nom d'auteur. Paris, 1808.

retint même auprès d'elle, s'efforça de le réconcilier avec Potemkin, soit souvenir d'affection, soit qu'elle crût devoir ménager un homme qu'elle avait fait si puissant, soit aussi qu'elle espérât contenir par sa présence l'ambition effrénée de son nouvel amant. Celui-ci en effet profitait de la passion qu'il avait su inspirer pour s'attribuer la direction de toutes les affaires, obtenir des grâces sans nombre, afficher ouvertement une familiarité souvent insolente, et imposer ses volontés despotiques, non-seulement à toute la cour, mais même à l'impératrice. Il entra dans le conseil, prit la place de vice-président de la guerre; puis, quand il eut bien mesuré l'étendue de sa faveur, à son tour, comme Orlof, il ambitionna le titre d'époux. Mais la faiblesse de Catherine avait une limite infranchissable; elle subissait les caprices, l'humeur, et même, à en croire les contemporains, les mauvais traitements de ses amants, mais elle avait résolu de ne pas aliéner sa despotique toute-puissance; la maîtresse indulgente et faible redevenait l'impératrice hautaine, lorsque ceux qui partageaient le lit, demandaient à partager le trône. Potemkin échoua comme Orlof. Plus habile que son rival, il comprit que les insistances seraient vaines, et ne songea qu'à tirer le meilleur parti possible de son rôle de favori, le seul auquel il lui fût permis de prétendre désormais.

Les désordres avaient enfin cessé dans l'intérieur de l'empire. Catherine et son nouvel amant firent un voyage à Moskou dans l'année 1775, peu après l'exécution de Pugatchef. Le peuple de cette ville accueillit froidement l'impératrice, et salua, au contraire, de ses acclamations, le grand-duc. Catherine fit venir dans la vieille capitale de l'empire le vainqueur des Ottomans, le glorieux Romanzof, et le combla, ainsi qu'Alexis Orlof, et ceux des généraux qui s'étaient le plus distingués, d'honneurs et de présents. Tous les soldats et matelots de Tchesmé reçurent de riches gratifications et une médaille portant le mot russe *bouil* (J'y étais). Deux arcs de triomphe avaient été dressés pour cette grande fête. Des réjouissances publiques célébrèrent la gloire et l'agrandissement de l'empire; puis Catherine diminua les charges publiques, et prononça solennellement l'abolition des impôts créés pour les besoins de la guerre.

La paix au dehors et le calme intérieur ramenèrent les mesures de législation et les ukases administratifs. Une vive impulsion fut donnée au commerce de la mer Noire. Les Russes qui se vouaient aux entreprises commerciales, furent affranchis de la capitation et exemptés du service militaire. Les paysans qui voudraient entrer dans la classe des marchands, furent déclarés affranchis, à condition de payer annuellement à la couronne une légère redevance. L'agriculture et l'industrie furent encouragés, des manufactures établies, les colonies du Volga, que Pugatchef avait en partie ruinées, se relevèrent de leurs ruines; des villes nouvelles furent bâties à toutes les extrémités de l'empire. Catherine, et c'est là qu'il faut reconnaître le mérite et la gloire de son règne, mettait en œuvre tous les éléments de civilisation, tous, moins un cependant,

celui même que semblait désigner à son attention particulière le succès passager de Pugatchef : l'élévation des serfs au titre d'hommes et de peuple. Il est présumable que cette mesure portait en elle les dangers d'une révolution ; elle devait être l'œuvre du temps plus que d'un règne ; mais dans les nombreux ukases de Catherine, si ce n'est l'accession des serfs possesseurs de cent roubles à la dernière classe des marchands[1], on n'en voit aucun qui ait eu pour but l'émancipation des classes inférieures de la société russe?

Potemkin avait pris une part active à ces mesures ; il était devenu le personnage le plus influent, et en quelque sorte l'âme du conseil impérial. Cependant Pétersbourg apprit que l'impératrice avait un autre amant. Mais l'étonnement redoubla lorsqu'on sut que Potemkin continuait à habiter un appartement du palais, et conservait tout son crédit.

En choisissant Potemkin, Catherine avait fait du titre de favori une fonction régulière. Plus de faux semblants de pudeur et de voile pour sa lubricité : l'homme qui satisfaisait ses désirs, recevait le jour de son intallation cent mille roubles. Ce n'était pas là son unique rémunération : le premier de chaque mois, il en trouvait douze mille sur sa toilette ; sa table était journellement dressée pour vingt-quatre couverts, le maréchal de la cour fournissait à toutes les dépenses de sa maison ; et dans l'enivrement de ses sens, Catherine était plus que généreuse, elle devenait d'une ruineuse prodigalité. Mais si le caprice était pour l'élu de ses passions une source de richesse, en revanche il comportait de lourds assujettissements : l'impératrice n'était plus jeune, elle avait quarante-cinq ans ; à la vérité, elle était encore belle, et toutes les ressources de l'art étaient mises en œuvre pour prolonger l'automne de sa beauté ; mais elle était jalouse, le favori l'accompagnait partout, il ne pouvait sortir du palais sans son agrément, et il ne lui était permis de causer avec aucune autre femme.

Secouer les charges de la place, en conserver les bénéfices, c'était le rêve de Potemkin, depuis qu'il avait renoncé à l'espoir de devenir l'époux couronné de l'impératrice. Un jeune Ukrainien, Zavadofski, avait charmé les regards de l'impératrice. Potemkin reçut l'ordre de voyager ; il n'obéit pas, il sollicita de Catherine son amitié à défaut de son amour, et obtint de rester en conservant ses places et son crédit dans les affaires. Cela cependant ne suffisait pas ; Potemkin avait à redouter l'influence de son successeur, il évita ce danger en choisissant lui-même le favori. Le beau Servien Zoritz remplaça, par son entremise, Zavadofski ; alors eut lieu le marché le plus infâme qui jamais se soit conclu dans un palais souverain. Zoritz acheta de Potemkin, moyennant cent mille roubles, la fortune qu'il allait devoir aux faveurs de Catherine, et, par la

[1] On se rappelle que l'initiative de cette mesure appartenait à Pierre le Grand. Les marchands étaient divisés en cinq classes. Dans la première on comprenait ceux qui étaient censés à 100,000 roubies ; dans la seconde, à 50,000 ; dans la troisième, à 20,000 ; dans la quatrième à 10,000 ; dans la cinquième le minimum était de 100 roubles.

suite, chaque nouvel athlète porta le même tribut à l'ancien amant pour les honneurs, les décorations et les richesses dont l'auguste impératrice récompensait ses nuits de volupté.

A cette époque (1776), la première femme du grand-duc mourut en couches. Le prince Henri de Prusse se trouvait, en ce moment, à la cour de Russie; le second partage futur de la Pologne n'était pas un motif étranger à ce nouveau voyage du frère de Frédéric à Pétersbourg. Catherine, fidèle au système que lui prescrivait Pierre le Grand de choisir en Allemagne ses alliances de famille, chargea le prince Henri de négocier l'union de son fils avec une princesse de Wurtemberg. Le grand-duc, accompagné du maréchal Romanzof, partit pour Berlin, et il en revint, au commencement de 1777, accompagné de Sophie-Dorothée de Wurtemberg, qui prit, en embrassant le rit grec, le nom de Marie Fœdorovna, et qui devait être la mère d'Alexandre, de Constantin et de Nicolas [1].

Au milieu de ces intrigues de palais et des préparatifs de conquêtes dans le midi de l'empire, Catherine ne négligeait pas d'accroître son influence dans le nord. Là, auprès des cours de Danemark et de Suède, mêmes procédés qu'en Pologne et en Turquie : les intrigues, la corruption, l'or semé à pleines mains. Catherine avait fait revivre sur le Danemark l'influence que la Russie y avait possédée au temps de Pierre le Grand. Tout en déclarant à son avénement qu'elle abandonnait les projets de guerre qui n'avaient pas été l'une des moindres causes de la catastrophe de Pierre III, elle tenait cette menace sans cesse suspendue sur la cour de Copenhague. Le ministre russe n'avait qu'à prononcer le nom du Holstein pour voir tout plier. sous sa volonté. Saldern, le même qu'elle envoya par la suite à Varsovie, fit subir à la cour danoise le dur despotisme que les ambassadeurs de Russie portaient chez les plus faibles de leurs voisins; son successeur Philosophof agit de même. Un instant, Struensée, ministre tout-puissant, releva le parti national et fit plier la faction russe. Mais Struensée fut décapité, et il semblait que le Danemark allait, comme la Pologne, comme la Krimée, devenir un proconsulat russe, quand un ministre adroit, Bernstorf, acheta à prix d'or Philosophof et Saldern; les ambassadeurs étaient venus pour corrompre, ils furent corrompus. Bernstorf joua Catherine elle-même, en lui persuadant, sous prétexte que la possession du Holstein la plaçait sous la dépendance de l'empire, de consentir à l'échange du Holstein contre les comtés d'Oldenbourg et de Delmenhorst, qui furent peu après cédés par le grand-duc Paul au prince-évêque de Lubeck. Le traité d'échange fut signé à Kiel le 16 novembre 1773. C'était là une des rares circonstances où la Russie s'était tirée d'une négociation à son désavantage; il est présumable que la préoccupation des affaires de Pologne, qui se réglaient en ce moment, n'avait pas été sans influence sur ce résultat.

[1] Elle eut de plus un fils, Michel, né en 1798, et cinq filles.

En Suède, mêmes manœuvres qu'à la cour de Danemark. Le règne de Frédéric-Adolphe (1743-1771) n'avait présenté qu'une longue période d'agitations, pendant laquelle les deux factions des *Bonnets* et des *Chapeaux*, la première attachée à la Russie, la seconde à la France, s'étaient disputé le pouvoir. Le successeur de Frédéric, Gustave III, appuyé sur l'ambassadeur de France, secoua le joug de la Russie et renversa, du même coup d'État, le sénat vendu au comte Ostermann [1], ambassadeur russe, et la faction des Bonnets alors dominante. Ostermann et Razoumofski, qui le remplaça quelques années plus tard, ne cessèrent d'agiter la Suède. Tout fut mis en œuvre pour troubler l'intérieur de l'État; les envoyés moskovites exerçaient une séduction publique et prêchaient ouvertement la révolte. Ces excès étaient au comble en 1776; jamais plénipotentiaires n'avaient bravé plus audacieusement le respect des souverains, les droits de l'hospitalité et les devoirs de leur emploi [2]. A la même époque, les armements considérables qui se firent à Cronstadt, répandirent l'alarme dans Stockholm. Aussitôt Gustave se rendit de sa personne à Pétersbourg, où il eut, avec Catherine, une entrevue à la résidence impériale de Tsarsko-Zélo. L'impératrice l'assura de ses intentions pacifiques, mais la feinte cordialité que les deux souverains firent paraître cachait d'une part une ambition hautaine, de l'autre une profonde inimitié ; la querelle, qui devait de nouveau mettre aux mains la Suède et la Russie, n'était que suspendue. Gustave III, qui, à de certains égards, commit de graves fautes, a un mérite dont l'histoire lui doit tenir compte : il fut, dans le XVIIIe siècle, du petit nombre des souverains qui luttèrent hardiment contre l'ambition effrénée de la Russie.

Si Catherine semblait laisser échapper l'occasion d'une guerre avec la Suède affaiblie, c'est que l'occupation de la Krimée était la grave préoccupation du moment. En dégageant les Tatars de la souveraineté ottomane, la Russie s'était ménagé les moyens de s'immiscer aux affaires de la péninsule. En 1776, elle renversa le khan dévoué au Divan à la faveur des divisions qu'elle avait excitées dans la famille de leurs chefs, et usa de son influence pour le remplacer par Sahim-Gheraï. Cette élection, forcée comme celle de Poniatowski, était destinée à amener les mêmes résultats. A Sahim-Gheraï, les Turcs opposèrent le khan Selim-Gheraï. Les partisans de celui-ci massacrèrent la garde russe, sous la protection de laquelle Sahim s'était placé. C'était pour Catherine une excellente occasion d'intervention armée. Des troupes russes s'avancèrent pour pacifier la Krimée, comme elles avaient pacifié la Pologne. Le khan, dépossédé, chercha asile à Constantinople, sollicita des secours, et offrit de rendre à la Porte l'hommage qu'elle avait perdu. Mais Romanzof fit signifier au Divan que la Krimée s'était mise sous la protection de la Russie, et que l'impératrice recommencerait la guerre plutôt que d'abandonner Sahim. De plus, l'ambassadeur russe éleva

[1] Fils du ministre de Catherine Ire.
[2] Lesur, *Progrès de l'empire russe*, p. 226.

des prétentions non moins injustes sur la Valachie et la Moldavie. Par un article du traité de Kainardji, l'impératrice avait fait accorder, aux habitants grecs de ces deux principautés, des priviléges dont la garantie lui permettait d'exercer sur eux un patronage direct. Empiétant chaque jour sur les droits qu'elle s'était fait conférer, elle en attira une partie dans ses états, voulut rendre le reste indépendant, et prétendit empêcher que les gouverneurs, ou hospodars, fussent déposés sous aucun prétexte. Elle ajouta à ces réclamations quelques plaintes sur les restrictions que la Turquie mettait au commerce russe. De sorte que c'était la Russie qui manquait ouvertement à la foi des traités, et qui se plaignait tout ensemble. Bien que le peuple de Constantinople eût insulté le ministre russe, et demandât à grands cris la guerre, la Turquie, épuisée par ses longues défaites et dissuadée de reprendre les hostilités par l'ambassadeur français, M. de Saint-Priest, successeur de M. de Vergennes, mais non héritier de sa politique, céda sur le point principal, reconnut, par la convention du 10 mars 1779, l'indépendance absolue de la Krimée et la souveraineté du khan élu par les Russes. La Russie, de son côté, voulut bien se désister de ses prétentions sur la Valachie et la Moldavie : Catherine n'avait eu pour but que d'effrayer le sultan et de l'accabler de ses demandes; un large pas fait dans l'asservissement de la Krimée, elle se retirait, avec l'intention de reparaître bientôt et de compléter son invasion.

Par le zèle avec lequel il servit en cette circonstance les intérêts de la Russie, M. de Saint-Priest eut le triste avantage de mériter les faveurs et les présents de la Russie [1]. Ce n'était cependant pas qu'il y eût trahison de sa part : sa conduite accusait seulement un revirement dans la politique de la France et un changement dans les alliances qui, depuis l'avénement de Catherine, avaient groupé les États européens : la grande question de la neutralité armée venait de désunir la Russie et l'Angleterre. Mais avant de témoigner de son influence générale en se déclarant la protectrice des intérêts commerciaux du monde, la Russie avait encore à servir de médiatrice à l'Allemagne.

La guerre s'était rallumée entre l'Autriche et la Prusse au sujet de la Bavière, que revendiquait la première de ces deux puissances. Catherine manifesta hautement l'intention d'intervenir, fit sommer Marie-Thérèse et Joseph de retirer leurs troupes de Bavière, et publia une déclaration dans laquelle elle prétendait être intéressée à la tranquillité de l'Allemagne, au maintien de l'équilibre européen, et se déclara décidée à garantir les résultats de ce traité de Wesphalie, dans lequel la Russie n'avait pas même été mentionnée. La présence de trois armées russes en Pologne, donnait du poids à cette déclaration; aussitôt un congrès s'assembla, Catherine s'y fit représenter par le prince Repnin, son pacifi-

[1] Catherine lui donna pour plus de 60,000 roubles de diamants d'argent, et lui fit une pension. Castera, t. III, l. IX, p. 53.

cateur habituel, et la paix de Teschen, 13 mai 1779, fut conclue entre la Prusse et l'Autriche, sous la pression de la Russie.

Ce fait accuse fortement les progrès de l'ascendant russe. Mais ce fut lorsque, d'une part, toutes les nations maritimes accédèrent à la *neutralité armée*, et placèrent leur commerce sous la protection de la Russie; lorsque, de l'autre, l'Angleterre, s'humiliant, mit ses espérances de salut dans son amitié et lui proposa des conditions exceptionnelles pour qu'elle rompît ce pacte qui lui était funeste, que Catherine put se croire l'arbitre des destinées de l'Europe et fut réellement la première souveraine du monde.

L'Angleterre, depuis ses victoires maritimes sur la France et l'Espagne, prétendait à la domination absolue des mers. Elle avait cru, après la paix de 1763, pouvoir se passer, par l'ascendant de sa marine, de toute alliance continentale; ses mesures arbitraires, ses prétentions hautaines, firent naître dans toutes les cours un sentiment de répulsion universel. Dans ces circonstances, survint l'insurrection des colonies d'Amérique. L'alliance de la France et de l'Espagne avec les Américains, l'attitude imposante que prirent ces deux puissances, et le début effrayant de cette guerre, firent alors sentir au cabinet britannique le regret de sa négligence et l'engagèrent à se rapprocher de la Russie. L'un des plus adroits diplomates anglais fut donc envoyé à Saint-Pétersbourg. Ce négociateur était le chevalier Harris, depuis lord Malmesbury, qui a laissé, sur toute cette période de l'histoire européenne, des documents du plus vif intérêt [1]. Harris trouva Catherine étroitement unie à la Prusse, comme il était naturel au moment de la paix de Teschen, et rapprochée de la France, où le gouvernement honnête mais timide de Louis XVI avait remplacé, depuis quatre ans [2], la lâche et scandaleuse royauté de Louis XV. Panin, toujours ministre, tenait par-dessus tout à maintenir le bon accord entre la Prusse et la Russie; et, comme Frédéric haïssait l'Angleterre, il était fort difficile que la Russie, mal disposée elle-même depuis quelques années pour cette arrogante souveraine des mers qui, plusieurs fois, avait essayé d'entraver son commerce, pût s'entendre avec elle. Cependant, Harris gagna Potemkin, et se flatta, avec le secours du grand pourvoyeur du lit impérial, de combattre l'influence de Panin.

Mais, en politique, Catherine écoutait moins ses amants que ses ministres. Potemkin, en d'autres circonstances si influent, perdit cette fois sa peine. Vainement Harris alla jusqu'à flatter les idées ambitieuses de Catherine sur Constantinople, et essaya de lui faire entrevoir que la cour de Londres pourrait bien entrer dans ses vues; il obtint l'assurance d'une considération parfaite pour lui-même, d'une amitié à toute épreuve pour l'Angleterre, mais rien au delà, pas

[1] *Diaries and Correspondance of James Harris, first earl of Malmesbury.* — M. John Lemoinne a publié, dans *le Journal des Débats*, puis placé dans un volume intitulé : *Études critiques et biographiques*, une appréciation et quelques extraits de ces curieux Mémoires.

[2] Harris se rendit à Pétersbourg en 1778.

de traité, pas de rapprochement formel entre les deux nations. Sur ces entrefaites, un incident provoqua la fameuse coalition des neutres. Deux bâtiments russes avaient été arrêtés dans la Méditerranée par les Espagnols, et confisqués avec toute leur cargaison. Harris espéra que cette provocation jetterait la Russie dans l'alliance de l'Angleterre contre l'Espagne et la France; loin de là, ce fut la circonstance qui suggéra à Catherine et à Panin l'idée de fixer par une législation le droit des neutres, et de protéger cette législation par la force des armes [1].

Par la déclaration du 26 février 1780, Panin établissait pour premiers principes : 1° Que les vaisseaux neutres pussent naviguer librement de port en port, et sur les côtes des nations en guerre; 2° que les effets appartenant aux sujets desdites puissances, fussent libres sur les vaisseaux neutres, à l'exception des marchandises de contrebande; 3° que pour déterminer les caractères d'un port bloqué, on n'accordât cette dénomination qu'à celui où il y avait, par la disposition de celui qui attaque, un danger évident d'entrer; 4° si l'une des puissances neutres était attaquée dans son commerce, toutes les autres étaient tenues de s'unir à elle pour revendiquer le droit commun... »

Cette déclaration fut immédiatement envoyée à toutes les puissances maritimes, sans que le chevalier Harris en fût même informé. Stockholm, Copenhague, Vienne, Lisbonne, Naples, y accédèrent successivement; la France et l'Espagne y souscrivirent de suite. Quant au cabinet de Londres, il éluda toute espèce d'explication, différa de répondre, puis s'y refusa tout à fait. Bientôt cependant, l'Angleterre, dans l'isolement où elle se trouvait en face d'une partie de l'Europe et de ses colonies rebelles, offrit à la Russie les plus larges concessions, si elle voulait entrer dans une alliance offensive et défensive contre la France : elle se résolut à reconnaître la maxime contenue dans l'article 2 de la déclaration, à savoir que le pavillon couvre la marchandise. En outre, Harris proposa à Catherine la cession de l'île Minorque, sachant combien l'impératrice tenait à posséder une station dans la Méditerranée pour servir ses futures agressions contre la Turquie.

Catherine préférait, aux offres et aux services de l'Angleterre, dont jusque-là elle s'était fort bien passée, le rôle de législatrice et de protectrice des mers. Harris dépensa inutilement ses guinées : Potemkin, et les hommes en apparence influents qui lui avaient promis leurs bons offices, engloutissaient ses subsides sans que leur influence amenât les résultats promis. Harris a reproduit, dans ses mémoires, un dialogue [2], dans lequel on voit combien Catherine, placée au dessus des faits, les dominant dans leur ensemble, louvoyant entre les difficultés aussi bien que le plus habile diplomate, avait un esprit fin et une intelligence véritablement puissante. Elle y reproche à l'Angleterre sa raideur, sa réserve, en

[1] *Mémoire sur la conduite de la France et de l'Angleterre à l'égard des neutres*, in-8°, Paris, 1810.

[2] Cité par M. John Lemoinne, dans son étude sur lord Malmesbury.

un mot, son égoïsme. D'après les paroles de Harris, l'Angleterre se jugeait alors bien affaiblie. L'ambassadeur s'efforce de ranimer la haine de l'impératrice contre la maison de Bourbon, d'irriter son amour-propre. « .... Quel mal, dit Catherine, vous fait donc cette neutralité, ou plutôt cette *nullité armée?* — Tout le mal possible. Elle établit de nouvelles lois... Elle sert à confondre nos amis avec nos ennemis... — Vous molestez mon commerce, vous arrêtez mes vaisseaux. J'attache à cela un intérêt particulier; c'est mon enfant que mon commerce, et vous ne voulez pas que je me fâche! Ne parlons plus là-dessus, nous nous brouillerions. Mais écoutez ce que je vais vous dire: faites la paix; le moment est venu. Ouvrez-vous à moi avec une entière confiance... Je désire ardemment vous tirer d'embarras; mais prêtez-vous-y vous-mêmes; soyez plus souples,... Point de méfiance, point de raideur, ou je ne réponds de rien; mais soyez ouverts, clairs et francs, je répondrai alors de tout. — Votre Majesté Impériale a l'âme trop élevée pour jamais nous abandonner. Elle ne voudra pas que la postérité dise que, sous son règne, l'Angleterre a failli succomber sans qu'elle ait tendu la main pour la secourir. — Je suis lasse d'être généreuse: faut-il toujours l'être sans qu'on le soit avec moi? Soyez-le à mon égard, vous verrez comme je le serai au vôtre. Laissez mon commerce en repos, n'arrêtez pas le peu de vaisseaux que j'ai; je vous dis qu'ils sont mes enfants. Je voudrais que mon peuple fût industrieux. Est-ce dans le caractère d'une nation philosophe de s'y opposer? — Nous ferons tout pour vos vaisseaux; mais Votre Majesté Impériale ne prétend sans doute pas, par cette neutralité armée, que toute nation jouisse du même droit? — Je vous dis que c'est une *nullité armée;* mais je la soutiendrai toujours. — Et se levant: — Adieu, monsieur, n'oubliez pas l'importance de notre conférence... Faites un pas de votre côté; pour une femme, c'est peu exiger[1]. »

Cette conférence, et toutes les négociations qui la suivirent, n'amenèrent pas de résultats; l'Angleterre se passa de la médiation de la Russie. Il suffisait à Catherine d'avoir la mesure de sa puissance par les instances avec lesquelles son alliance était recherchée. Elle allait, en toute sécurité et pleine confiance, reprendre ses desseins sur la Turquie. Mais avant de la suivre dans cette dernière phase de son règne extérieur, nous avons à raconter les nouvelles révolutions de son sérail.

Après un an de faveur, le Servien Zoritz avait lassé Catherine; toutefois, celle-ci hésitait à le renvoyer à cause de son humeur querelleuse, et de l'intention qu'il avait hautement manifestée de tuer son successeur. Celui qui aspirait à cette place, était un lieutenant de police du nom d'Acharof, homme taillé en Hercule plutôt qu'en Apollon. Malgré cela, il ne fut pas agréé. Alors Potemkin, qui avait besoin d'argent, présenta à l'impératrice un hussard qui servait sous ses

[1] Cette conférence eut lieu en francais; Harris, rentré chez lui, la transcrivit de suite.

ordres. Mais Zoritz s'emporta tellement, que Catherine, intimidée, n'osa pas se décider encore. Cependant, quelques jours après, armée de tout son courage, elle donna à Zoritz des pensions, une somme énorme d'argent comptant, sept mille paysans, et joignit à ses dons l'ordre de voyager; mais elle n'osa pas lui chercher un successeur avant son départ, tant elle redoutait ses violences. « La cour et la ville n'étaient occupées que de cet événement, » dit Harris, spectateur de ces intrigues, bien étonné de retrouver aussi faible dans ses amours la femme qu'il avait vue si forte dans la politique.

Catherine fit mander un de ses anciens favoris, dont elle avait conservé un bon souvenir; mais Potemkin qui le craignait, lui substitua un certain Korsak ou Korsakof; et l'impératrice s'en alla, dans un village de Finlande appartenant à Potemkin, goûter la joie de ses nouvelles amours. Mais au bout de peu de temps, elle se lassa de ce nouveau favori. Plusieurs concurrents se présentèrent alors pour la place vacante : les uns, soutenus par Potemkin, d'autres par Panin et même par Orlof, qui s'était résigné à abandonner pour son compte ses anciennes espérances et à essayer du trafic honteux lucratif de Potemkin; d'autres enfin, par l'impression que leur tournure pouvait faire sur l'impératrice. Ce fut le moment du suprême scandale; on s'attendait à voir Catherine prendre à la fois plusieurs favoris. Tout jeune homme doué d'une mâle beauté devenait l'espoir de sa famille; et l'on voyait chaque jour les rivaux briguant les bontés faciles de leur souveraine, étaler sur son passage leurs apparences athlétiques. Un aspirant, qui n'avait pas réussi, se poignarda de désespoir. Catherine était fort sensible aux malheurs de cette nature; on essaya de lui cacher celui-ci; cependant, elle finit par l'apprendre et en parut très-affligée. Korsakof, enfin, eut pour successeur le jeune chevalier-garde Landskoï. Catherine avait alors cinquante et un ans. A cet âge de repos et de calme pour les passions, on la vit se rattacher à l'amour avec fureur. Des amants de sa vieillesse, Landskoï fut celui qu'elle chérit le plus, auquel elle témoigna le plus d'amour. Il est vrai que, jeune et d'une beauté qui allait jusqu'à la perfection, Landskoï avait, en outre, d'heureuses qualités auxquelles ses prédécesseurs n'avaient pas habitué Catherine. Il était doux et désintéressé, affable et généreux. La place qu'il tint parmi tant d'infâmes prostitués, n'est pas expliquée par son caractère. Seul aussi entre tous ceux dont les noms sont inscrits sur cette liste impure, il inspire moins de mépris que de pitié, parce qu'il fut assez heureux pour ne pas survivre à sa honteuse fortune, et qu'on ne le vit pas, comme Zoritz ou Korsakof, paisiblement retiré dans ses châteaux, étaler et dilapider la fortune que lui avaient valu ses complaisances pour une maîtresse bientôt sexagénaire.

Pendant que tant de scandales souillaient l'intérieur du palais, l'influence de la Russie ne cessait au dehors de croître et de s'étendre : une rupture avait eu lieu entre l'Angleterre et la Hollande; Catherine intervint, se déclara la protectrice des Hollandais, bien qu'ils n'eussent pas adhéré à la neutralité armée,

et offrit sa médiation, que l'Angleterre n'osa pas refuser. Les jésuites étaient proscrits en Europe; Catherine leur offrit de se rallier autour de son trône; elle adressa, en leur faveur, une lettre au pape; et, dans cette lettre, on la vit promettre sa protection au chef de l'Église latine. « .... Que Votre Sainteté, lui écrivait-elle, bannisse toute crainte, car je soutiendrai de tout mon pouvoir les droits que vous avez reçus de Jésus-Christ [1]. »

Au milieu de ces efforts pour étendre partout sa suprématie, Catherine ne perdait pas de vue la Turquie et la Krimée, but immédiat de son ambition. En 1780, Joseph II, dont l'inquiète activité n'était plus contenue par la modération de Marie-Thérèse, morte récemment, vint la trouver à Pétersbourg, et régla avec elle le projet d'un futur démembrement de la Turquie et de la restauration des républiques grecques. Pour faire adopter ses desseins à ce prince plus ambitieux que politique, tantôt Catherine lui promettait de favoriser l'échange de la Bavière contre les Pays-Bas, tantôt elle s'engageait à soutenir, malgré l'Angleterre et la Hollande, ses prétentions sur l'ouverture de l'Escaut, son désir de posséder Ostende, et d'y créer un port militaire autrichien.

En attendant l'exécution de ces desseins, les réformes, les mesures administratives, les institutions de toute nature, les créations de villes et de monuments, les améliorations militaires, signalaient chacun des instants de ce règne. En 1782, Saint-Pétersbourg, qui, depuis sa fondation, n'avait cessé de s'embellir et de s'étendre, vit inaugurer la fameuse statue de Pierre le Grand, due au ciseau du Français Etienne Falconet. Un rocher brut, du poids de trois millions deux cent mille livres, fut transporté des marais de Carélie sur la grande place de Pétersbourg; et, au sommet de ce grandiose piédestal, emblème de la nature domptée par le génie, Pierre, vêtu à la romaine, couronné de lauriers, fut représenté sur un cheval au galop foulant aux pieds le serpent, symbole de l'envie. Sur le piédestal, on inscrivit, avec la date 1782, cette simple légende, où est écrite l'histoire de la Russie entière :

PETRO PRIMO, CATHARINA SECUNDA.

Deux ordres nouveaux furent institués : l'un, celui de Saint-Vladimir, destiné à récompenser les services rendus dans les emplois civils; l'autre, celui de Saint-Georges, dont le grand cordon ne pouvait être accordé qu'aux généraux qui auraient remporté au moins une victoire. Pendant ce temps, Potemkin bâtissait la ville de Kherson, à l'embouchure du Dniéper. Les fondations de cette ville avaient été jetées en 1778; et cinq ans après, en 1783, elle comptait quarante

[1] Castera rapporte cette lettre dans son intégrité, t. III, p. 110. Catherine y promet de protéger les Jésuites, les engage à se réunir autour d'elle, y parle vaguement de la future réconciliation des deux Églises, et termine par les lignes singulières que nous citons.

mille habitants, et lançait de ses chantiers des bâtiments de commerce et des vaisseaux de guerre.

Cette création militaire, dirigée contre la Turquie, allait marquer le troisième acte et le dénouement de la patiente conquête de la Krimée. Sahim-Gheraï n'avait été élevé à la dignité de khan que pour servir d'instrument à l'ambition russe. A peine était-il en possession du pouvoir, qu'un ambassadeur vint jouer auprès de lui le rôle de Repnin en Pologne : on lui donna le cordon de Sainte-Anne, le grade de lieutenant colonel des gardes Préobrajenski, honneurs subalternes qui le dégradaient aux yeux des Tatars, auxquels les Russes, leurs usages et leur gouvernement, étaient également odieux. Les agents de Catherine inspiraient au khan le goût de leurs mœurs, de leurs débauches, de leurs prodigalités, et surtout de leur discipline militaire. On lui faisait concevoir, sur son trône chancelant, l'idée d'avoir une marine et de dominer la mer Noire ; et, tandis que l'accroissement immodéré de ses dépenses excitait les murmures, l'ambassadeur russe irritait le mécontentement de ses sujets, encourageait leurs complots, forçait enfin Sahim épouvanté à s'enfuir dans l'île de Taman, en implorant le secours de la Russie.

C'était l'occasion impatiemment attendue : les troupes, depuis longtemps rassemblées pour cette expédition, pénétrèrent de toutes parts au cœur de la Krimée. Les dissensions intestines empêchèrent les Tatars de se concerter pour la défense de leur territoire : ils se bornèrent à invoquer le droit des gens ; des milliers d'entre eux furent lapidés ou égorgés. Aucune victoire ne signala cette nouvelle invasion ; les Tatars n'opposèrent pas de résistance. Sahim, longtemps abusé par des promesses, fut envoyé à Kaluga, près Moskou, réduit à une misère profonde, exposé aux traitements les plus barbares, puis abandonné à la vengeance ottomane ; on le jeta sur la frontière, où il fut saisi par les Turcs, envoyé à Rhodes, et mis à mort.

Pour justifier cette invasion préparée avec tant d'adresse et de perfidie, Catherine fit paraître un manifeste, dans lequel elle publiait que « l'amour de l'ordre et de la tranquillité avait seul amené les Russes en Krimée... C'était l'inquiétude naturelle aux Tatars, qui avait affaibli et ruiné l'édifice que ses soins bienfaisants avaient élevé pour leur bonheur, en leur procurant la paix et l'indépendance sous l'autorité d'un chef élu par eux-mêmes... Enfin les dépenses occasionnées par la nécessité de rester toujours armée pour la protection de la Krimée, et le désir de mettre fin à ses troubles, l'obligeaient à réunir à l'empire russe la presqu'île de Krimée et tout le Kouban, comme une juste indemnité des pertes et des dépenses faites pour y maintenir *la paix et le bonheur*[1]. »

La péninsule reprit son ancien nom de Tauride, le Kouban reçut celui de Caucase ; les Tatars furent invités à imiter la soumission, le zèle et la fidélité des peuples

[1] Castera, t. III, l. X, p. 194. — Martens, *Recueil des traités et pièces diplomatiques*, t. IV, p. 444.

qui avaient depuis longtemps le bonheur de vivre sous le gouvernement russe. Plusieurs milliers d'entre eux, peu touchés de cette exhortation, s'étant soulevés, furent massacrés sans pitié; et Potemkin, qui avait préparé l'invasion et qui administrait la conquête, obtint le surnom de *Taurique*, avec le titre de grand amiral de la mer Noire.

La Turquie indignée, mais toujours indolente, d'ailleurs abandonnée à ses seules ressources, et déconseillée de recommencer la guerre par son ancienne alliée la France [1], se contenta de faire une réponse éloquente au manifeste russe, et consentit, en 1784, à souscrire un nouveau traité par lequel elle cédait sans combat la Krimée, le Kouban, de nouveaux droits sur la mer Noire, et 1,500,000 de ses sujets.

Le repos que la Porte venait d'acheter par ces concessions, ne fut employé qu'à développer les moyens de lui faire la guerre. La Géorgie ne tarda pas à subir le sort de la Krimée : Héraclius et Salomon, souverains de la Kachetie et de l'Imerethie, à la fois gagnés par la séduction, et effrayés de la présence inopinée des armées russes, firent hommage de leurs États à Catherine. En Égypte, sur le Danube et dans l'Archipel, les consuls de la Russie étaient autant d'émissaires chargés de corrompre les vassaux du sultan. Catherine protégeait ouvertement les Hospodars qui avaient été chassés comme rebelles; elle faisait déplacer ceux qu'elle n'avait pu corrompre ; et plus le divan montrait de condescendance, plus les demandes de la Russie devenaient impérieuses. A ces différends, que tant de traités ne terminaient pas, à ces vexations toujours suivies de nouveaux empiétements, se joignaient les outrages. A la cour de Saint-Pétersbourg, dans les cercles, dans les théâtres, le nom ottoman était voué à la haine et au ridicule. Tous les arts célébraient la destruction de l'empire et de la religion des califes; l'imprimerie enfantait mille projets de partage; la gravure représentait Catherine relevant les ruines de la Grèce et foulant aux pieds l'étendard du prophète. Le second fils du grand-duc avait reçu le nom de Constantin; il était élevé par une nourrice grecque; c'était à lui qu'était destiné le trône des empereurs de Byzance. A Potemkin était promis le royaume de Dacie, composé de la Moldavie, de la Valachie, de la Tauride. Enfin les courtisans voyaient déjà la capitale transportée des bords glacés de la Neva sur les rives magnifiques du Bosphore.

La mort cependant envoyait de sinistres avertissements au sein de cette cour ivre d'orgueil et d'adulation : Catherine voyait diminuer chaque jour le nombre de ses complices ; elle allait bientôt rester seule à porter le poids du passé. Panin toujours ministre, mourut en 1784, rassasié de richesses et d'honneurs. Depuis deux ans, Orlof était en démence. Il continuait à vivre à la cour, et Catherine le traitait avec une admirable douceur; livré à toutes les extravagances, bizarrement travesti, il entrait chez elle à toute heure dans tous les

[1] La France venait de sortir, non sans gloire, de la guerre d'Amérique, et redoutait de s'engager dans de nouveaux embarras.

costumes. Parfois le malheureux s'écriait que les remords avaient détruit sa raison, et qu'un jugement de Dieu était tombé sur lui. Au milieu de ces accès terribles, Catherine se mettait a pleurer[1]. Quelques mois après, un malheur plus vif encore et plus touchant vint la frapper : elle perdit Lanskoï. Il avait été soudainement atteint d'un mal violent; Catherine voulut le soigner, passer les nuits à son chevet. Jamais fils, jamais amant, ne furent soignés avec une plus tendre sollicitude. Il mourut, et Catherine enfermée, refusant des aliments, livrée au désespoir, voulut aussi se laisser mourir.

C'est un étrange spectacle que celui de cette femme à la fois sentimentale et sensuelle, douce et altière, faible par les passions, puissante par le génie. Certes sa vie privée est une longue immoralité qui dut exercer sur les mœurs une pernicieuse influence, et que rien ne saurait justifier. Mais il faut être juste : on se méprendrait si l'on faisait, de Catherine, simplement une Messaline, une Élisabeth ivre et abandonnée sur son lit de luxure au robuste Kalmouk et aux gardes Préobrajenski; dans son cœur, il y a de meilleures passions, il y a de l'amour, de la faiblesse, de la passion, et même quelquefois de la bonté.

Potemkin seul sut la distraire de sa douleur; on dit, qu'au sortir du long deuil qu'elle s'était imposé, Catherine l'épousa; ce fait n'est pas prouvé; il a d'ailleurs peu d'importance, et ne changea rien aux relations de l'ancien favori et de la souveraine.

Cependant, le traité secret conclu entre Catherine et Joseph II lors du voyage de celui-ci en Russie[2], avait irrité la jalousie de Frédéric. Le vieux roi de Prusse ne redoutait pas seulement les futurs agrandissements de Catherine en Turquie, il avait contre elle un autre grief : elle l'avait empêché de saisir Dantzick au moment où, à force de vexations et d'entraves, il ruinait le commerce de cette ville et la forçait de se donner à lui. Pour se venger, il forma la ligue dite des électeurs, dans laquelle entrèrent tous les princes d'Allemagne. C'était une menace permanente contre l'ambition de la Russie. Le roi d'Angleterre, de plus en plus mécontent de Catherine, s'empressa d'entrer dans cette ligue en qualité d'électeur de Hanovre. Catherine, pour le punir, refusa ou du moins retarda de renouveler le traité de commerce conclu vingt ans auparavant entre les deux nations, et dont toutes les deux tiraient de grands avantages. La France, au contraire, dut à l'habileté du comte de Ségur, son ministre plénipotentiaire à Saint-Pétersbourg, une convention commerciale qui exemptait les marchandises françaises des droits énormes habituellement prélevés sur les marchandises étrangères par les douanes de Russie.

Ces traités profitables au commerce, la paix qui, depuis quelques années, régnait dans l'empire, développaient, dans les provinces maritimes, une prospérité relative qui, avec une autre administration des finances, eût pu devenir réelle.

[1] Castera, t. III, ch. X, p. 151. — Harris cité par M. John Lemoinne, *Études critiques*, p. 89.
[2] Ce traité porte le nom du lieu où se fit l'entrevue, Mohilef, sur le Dnieper.

Potemkin affirma à Catherine que l'empire tout entier vivait dans l'aisance et le bonheur, et pour le lui prouver, il la détermina à entreprendre un voyage dans les régions méridionales, sur le Dniéper et en Krimée. Ce fut en 1787 qu'eut lieu ce fameux voyage, dont la gigantesque fantasmagorie dépassa tout ce qu'avait jusqu'alors imaginé, pour flatter leur souverain, les plus illustres courtisans de Rome ou de Byzance. Le cours du Dniéper jusque-là obstrué par d'énormes rochers formant des cataractes, appelées les SAUTS DU BORYSTHÈNE, fut débarrassé de ces obstacles par des travaux immenses, et offrit, aux cinquante galères qui portaient la souveraine et sa suite, une navigation facile. Les deux rives du fleuve présentaient le spectacle le plus vivant et le plus animé. Des villages, et, sur des plans plus reculés, des villes bien bâties, d'heureuses populations mêlant partout les chansons et les danses aux travaux rustiques ; des troupeaux nombreux, gage d'aisance et de prospérité, tout prouvait le bonheur de ces contrées, et Catherine était dans l'enchantement.

Mais tout ce tableau n'était qu'une apparence, qu'une vaine ombre évoquée un moment au milieu d'un désert par l'or et le caprice du despote Potemkin. Ces villes lointaines étaient de misérables décorations d'opéra; ces villages construits pour un jour et nés de la veille, devaient être détruits le lendemain; ces populations si gaies et si heureuses amenées de grandes distances, marchaient sous le bâton pour aller d'étape en étape reproduire aux yeux de l'impératrice, sous des costumes nouveaux, leur misère travestie en contentement, et leurs pleurs en cris de joie. Ils partaient, et le silence du désert reprenait ses droits sur ce sol un moment étonné de leur présence.

L'ancien amant de Catherine, Poniatowski, avait voulu être de la fête, et était venu attendre l'impératrice à Ranief. Ils ne s'étaient pas vus depuis vingt-trois ans. Poniatowski était arrivé avec l'espoir d'obtenir quelques secours et quelques concessions pour son trône en débris; Catherine ne lui donna que le cordon de Saint-André. L'empereur Joseph II s'était de son côté rendu à Ekaterinoslaf, comme pour grossir le nombre des souverains vassaux qui suivaient le cortége de la fière souveraine. Il affecta de n'être que le plus illustre de ses courtisans, et ne négligea pas de plaire à Potemkin, auquel il donna rang dans la vieille noblesse d'Allemagne en le créant prince de l'Empire.

Parvenue à Kherson, Catherine, en parcourant l'enceinte de la ville, lut en grec sur la porte méridionale : *Par ici est le chemin de Byzance*. Il y avait alors dans cette ville un grand nombre d'étrangers qui tous semblaient n'être venus que pour orner ce voyage triomphal : Français, Anglais, Allemands, Espagnols[1], Polonais, Tatars, l'Europe entière semblait former le cortége de la toute-puissante souveraine de la Russie.

[1] Parmi ceux-ci se trouvait le fameux Miranda, né dans l'Amérique espagnole. Accusé par ses compatriotes d'avoir voulu livrer aux Anglais la Havane, il fut obligé de fuir, chercha un asile en Russie, puis en France, et devint successivement général de Catherine et de la république française.

L'impératrice entra avec pompe dans Batschi-Seraï et logea avec sa suite d'empereur, de rois et de princes, dans le palais du khan. Le soir, elle vit tout d'un coup l'horizon briller comme une immense gerbe de feu : Potemkin avait fait illuminer une montagne[1]. En passant à Pultava, au retour de ce magique voyage, deux armées donnèrent le simulacre de cette grande bataille où la prudence et la patience avaient triomphé du génie militaire.

En rentrant à Pétersbourg, Catherine y trouva la déclaration de guerre du divan. La Turquie avait enfin secoué sa longue apathie; elle s'apercevait des intrigues tramées dans toutes ses provinces par les agents russes; les futurs projets de restauration grecque, de couronnement du jeune Constantin dans Constantinople, lui étaient parvenus; et, résolue à ne pas attendre que les Russes eussent achevé leurs préparatifs, ce fut elle qui prit courageusement l'offensive. Les Turcs jetèrent sur le Danube une armée considérable, et quatre-vingt mille hommes marchèrent sur Oczakof, pour couvrir cette ville menacée par le voisinage de Kherson. En même temps, seize vaisseaux, huit frégates et plusieurs bâtiments à rames, entrèrent dans la mer Noire sous le commandement du capitan-pacha Gazi-Hassan, l'un des vaincus de Tchesmé, mais le plus brave et le meilleur marin de la Turquie. Les Grecs, dont la fidélité était à bon droit suspecte, furent désarmés, et un manifeste invita les Tatars à rentrer sous la domination du sultan.

La nouvelle de la guerre fut reçue à Pétersbourg avec la joie la plus vive : l'impératrice l'avait dès longtemps prévue et l'attendait avec impatience. Depuis longtemps ses préparatifs étaient faits. Elle avait déjà une grande quantité de troupes dans le Kouban; d'autres marchaient vers la Krimée; ses armées couvraient le sol de Kaminieh à Balta. Potemkin, commandant en chef de toutes ces forces, avait sous ses ordres Souvarof, Repnin, les meilleurs généraux russes. Quant au vieux Romanzof, il avait préféré donner sa démission plutôt que d'être subordonné au favori. Une flotte de huit vaisseaux de ligne, douze frégates et deux cents moindres bâtiments, entra dans la mer Noire, et deux fortes escadres aux ordres de bons officiers anglais se préparèrent encore à quitter Cronstadt.

L'alliance de Joseph II assurait de plus à l'impératrice un puissant secours. Ce souverain ambitieux et malhabile ne désirait pas moins que Catherine la guerre contre les Turcs. Quatre-vingt mille Autrichiens marchèrent vers la Moldavie : tout semblait présager la ruine de l'empire ottoman. Cependant ce n'était pas encore assez de ces préparatifs militaires et de ces redoutables armements. Catherine eut recours à son arme ordinaire : elle invoqua le bon droit et publia un manifeste dans lequel elle reprochait à la Turquie ses torts et son injuste agression. «... Provoquée par la conduite offensive du Divan, elle était, bien

[1] Ce fut vers le temps de ce voyage que la ville et le port de Sébastopol furent fondés sur l'emplacement d'un village tatar du nom de Akhtiar.

malgré elle, réduite à recourir aux armes, comme au seul moyen qui lui restât de maintenir les droits qu'elle avait acquis au prix de tant de sang, et de venger sa dignité blessée par la violence dont on avait usé envers son ministre[1] à Constantinople; elle était entièrement innocente de tous les maux qu'enfanterait inévitablement la guerre; elle avait le droit de compter non-seulement sur la divine Providence et sur le secours de ses alliés, mais encore sur les vœux du monde chrétien pour le succès d'une cause aussi juste que celle qu'elle était obligée de défendre. » A l'appui de ce manifeste qui prenait à témoin contre les Ottomans le ciel et la terre, Catherine fit publier plusieurs prophéties des patriarches Jérémie et Nicon, prédisant la ruine prochaine de Constantinople. On organisait une croisade semblable à celle qui s'était si funestement terminée sur les bords du Pruth, en 1711.

Les deux ambassadeurs français, M. de Ségur à Saint-Pétersbourg, et M. de Choiseul-Gouffier à Constantinople, firent vainement tous leurs efforts pour conjurer le péril dont la Turquie était menacée. Les hostilités venaient de commencer sous les murs de Kherson et d'Oczakof. Les Turcs avaient espéré surprendre Kilburn, forteresse qui défend Kherson du côté de l'ouest; ils furent battus et repoussés par Souvarof, qui se distingua à la fois par sa bravoure et sa férocité. Potemkin venait à son tour d'attaquer la forte place d'Oczakof, 1788.

On se rappelle que cette ville avait été assiégée et emportée par Munnich pendant la guerre de 1738, et que, depuis, elle avait été restituée aux Turcs par le traité de Belgrade. Ceux-ci en avaient relevé les fortifications et rendu les défenses formidables. Potemkin crut vaincre les difficultés naturelles en précipitant sur la place ses innombrables soldats; ses opérations, toutes d'une conception gigantesque, étaient conduites avec le défaut d'ordre et d'activité qui était l'un des caractères de son esprit. Cependant un fils de Romanof s'empara de Chokzim. Non moins malheureux, les Turcs virent leur flotte détruite sur la mer Noire. Ils combattaient en désespérés, et n'en perdirent pas moins presque tous leurs vaisseaux. Les équipages de ceux qui s'étaient échoués pour échapper au désastre, furent massacrés par Souvarof, dont la cruelle vigilance gardait la côte.

La prise d'Oczakof, 1789, vint couronner ces succès. Après dix mois d'une vigoureuse défense, cette ville fut emportée d'assaut, et livrée à un carnage qui dura trois jours entiers. De son côté, Souvarof méritait le surnom de Rimniski en battant les Turcs sur les bords du Rimnik, au moment où ils venaient de mettre en déroute trente mille Autrichiens. Comme dans les précédentes guerres, ceux-ci étaient moins heureux que leurs alliés : malgré les efforts de leur souverain, qui prétendait jouer au Charles-Quint, et que quelques succès, au début de la campagne, avaient exalté, ils étaient presque continuellement battus, et leurs revers ajoutaient un nouvel éclat au succès des armes russes.

[1] Selon l'usage barbare des Turcs en pareille circonstance, il avait été jeté dans la prison des Sept-Tours.

Mais, tandis que toutes les forces de Catherine étaient ainsi occupées au midi de l'empire, le roi de Suède armait, de concert avec l'Angleterre et la Prusse, et se préparait à surprendre Saint-Pétersbourg. Une inquiétude générale avait enfin saisi l'Europe au moment du fameux voyage en Krimée, et lorsque Catherine avait proclamé contre l'empire ottoman sa croisade, plus politique que religieuse. La France, travaillée par la sourde agitation qui allait bientôt éclater et produire sa grande révolution, unie d'ailleurs à la Russie par son récent traité de commerce, demeurait simple spectatrice du débat. L'Angleterre, irritée à la fois à cause de la neutralité armée, des priviléges accordés à la France et de la suspension de ses conventions commerciales, promettait des subsides à la Turquie, défendait à ses matelots et à ses officiers de prendre du service sur les bâtiments russes, mais n'intervenait pas ouvertement. La Prusse imitait cette conduite. Frédéric II était mort en 1786; et Frédéric-Guillaume II, son neveu et son successeur, intriguait en Pologne et se montrait peu bienveillant pour la Russie, sans toutefois se déclarer ouvertement. L'Espagne, traitée en plusieurs circonstances avec mépris par la cour de Saint-Pétersbourg, avait promis de se venger en interdisant aux vaisseaux russes l'entrée du détroit de Gibraltar; mais elle était trop épuisée par les dernières guerres, pour que l'on pût compter sur la vigueur de cette résolution. Le Danemark, bien autrement menacé que l'Espagne par l'énorme extension de la puissance russe, subissait encore l'influence du traité qui lui avait abandonné le Holstein, et ne se souciait d'ailleurs pas de prendre les armes. Gustave III fut le seul des voisins de la Russie qui osât lui déclarer la guerre et faire une diversion dans le nord, tandis qu'au midi la guerre de Turquie retenait ses flottes et ses armées.

Nous avons raconté plus haut la conduite et les intrigues des agents russes à Stockholm, et le premier voyage de Gustave III à Pétersbourg, en 1777. La neutralité armée avait un instant rapproché la Suède de la Russie, sans cependant mettre fin aux menées des agents russes. En 1783, une seconde entrevue eut lieu dans la ville de Frederiks-Kanim, à la sollicitation de Catherine. L'impératrice, qui préparait alors ses armements contre la Turquie, proposa à Gustave de demeurer neutre en s'engageant à l'aider, après la guerre, à s'emparer de la Norvége Mais Gustave comptait peu sur les promesses de la Russie; ou, lorsqu'il vit les provinces baltiques dégarnies de troupes, il jugea l'occasion d'arracher à la Russie des concessions trop favorables pour la laisser échapper. Cependant il commit une faute grave : il n'attendit pas, pour lancer sa déclaration de guerre, le départ des flottes de Cronstadt, qui allaient laisser Pétersbourg sans défense. Du reste il déploya beaucoup de vigueur et d'activité. Le 23 juin 1788, il franchit le golfe de Bothnie, débarqua en Finlande, et s'avança à la tête d'une armée. Catherine, menacée dans sa capitale, montra une grande énergie : les garnisons des villes environnantes furent réunies à la hâte; la flotte de l'amiral Greig, primitivement destinée à la Méditerranée, eut ordre de surveiller et d'intercepter

la flotte suédoise. Greig rencontra cette flotte commandée par un frère du roi Gustave, le 17 juillet, à la hauteur de Hogland. Une bataille s'engagea; enfin la victoire, longtemps indécise, demeura aux Russes; les Suédois se réfugièrent à Sweaborg, où ils furent bloqués le reste de la campagne. Malgré cet avantage, l'alarme était dans Saint-Pétersbourg : Gustave s'avançait à travers la Finlande russe, et n'était plus qu'à quelques journées de la capitale. Gustave proposa alors un accommodement, aux conditions suivantes : qu'André Razoumofski fût exemplairement puni pour ses intrigues à Stockholm; que la Finlande et la Carélie, cédées à la Russie par les traités de Neustadt et d'Abo, fussent restitués à la Suède; que la cour de Pétersbourg fît la paix avec la Porte sous la médiation de la Suède, aux conditions du traité de Kaïnardji et en rendant à la Krimée son indépendance; enfin, que la Russie désarmât, et que la Suède, au contraire, restât armée après la conclusion du traité. Catherine répondit : « Quand le roi de Suède serait dans Moskou, je saurais bien lui apprendre ce que peut une femme comme moi sur les débris d'un grand empire. » En même temps elle rappela de Turquie vingt mille hommes, et envoya ce renfort en Finlande. Ces forces eussent cependant été insuffisantes, si la trahison des généraux suédois ne fût venue au secours de Catherine.

Gustave, en opérant la révolution qui, peu après son avénement, avait rendu son pouvoir absolu, avait négligé de supprimer un article de l'ancienne constitution, qui interdisait au roi d'entreprendre, sans l'autorisation des États, une guerre offensive. La plupart de ses officiers, mécontents du despotisme de leur souverain, prétextèrent de cet article pour l'abandonner au moment où il allait mettre le siége devant Fréderiks-Hamm, en déclarant qu'ils marcheraient au secours de la Suède en péril, mais qu'ils ne se croyaient pas obligés de suivre leur souverain dans ses aventureuses entreprises. Gustave essaya vainement de les amener à d'autres sentiments; ses prières et ses menaces demeurèrent inutiles; et, bouillant de colère, il dut rentrer en Suède après avoir vu s'échapper de ses mains l'occasion de venger Charles XII et la Suède. L'année suivante, après avoir, par un second coup d'État, concentré dans ses mains toutes les forces de la monarchie, il envahit de nouveau la Finlande. Mais l'occasion était manquée; il n'obtint pas de succès. Son frère Charles subit sur mer un grave échec. Dans la campagne qui suivit, 1790, les succès et les revers furent balancés. Il n'y avait plus pour Gustave aucun espoir d'imposer aux Russes des conditions avantageuses; sa flotte était en partie détruite, les finances ruinées; il signa à Werela-Slätt, le 14 août 1790, une paix en vertu de laquelle la Suède et la Russie restèrent dans leurs limites respectives. Le seul avantage que lui accordât Catherine, était le droit d'acheter du blé en Livonie[1].

La fortune de Catherine venait de surmonter le plus grand péril qui l'eût encore

[1] Castera, t. III, ch. 10. — Marmier, *Histoire de la Scandinavie*, in-8°, chez Arthus Bertrand.

menacée. La paix de Werela était un avantage plus réel en ce moment que la conquête d'une province; elle permettait de continuer, sans distraction, la guerre contre les Turcs. Potemkin et ses généraux, maîtres d'Oczakof et de Bender, vainqueurs en Moldavie et en Valachie, étaient venus assiéger Ismaïl, l'une des places fortes qui défendent la ligne du Danube. Une femme avait prédit que la place tomberait en trois semaines au pouvoir des Russes. Potemkin répondit qu'il avait une manière plus certaine de deviner l'avenir, et, en même temps, il envoya à Souvarof l'ordre de prendre Ismaïl en trois jours. Aussitôt le général donna l'assaut; repoussé, il revient à la charge; repoussé encore, il fait un nouvel effort; et, enfin, le troisième jour, il se rend maître de ces remparts au pied desquels quinze mille Russes étaient étendus. Une si furieuse valeur ayant enfin vaincu la résistance des Ottomans, la malheureuse Ismaïl, livrée à toute la férocité du soldat, devint le vaste tombeau de ses habitants et de sa garnison. Trente-cinq mille Turcs y furent massacrés. Le butin de cette victoire fut immense, et les débris de la population furent transplantés en Russie.

Le général Galitzin battait de son côté les Turcs à Matzin, en Bulgarie; les Grecs se soulevaient à toutes les extrémités de l'empire; les ambitieuses espérances de Catherine semblaient près d'être réalisées. Des députés vinrent solennellement offrir au jeune Constantin l'empire de la Grèce. L'enfant accepta en bégayant cette offrande que ne devait pas ratifier le destin. L'Europe s'était enfin émue. Cent cinquante mille Prussiens se rassemblèrent sur les frontières de Bohême. Frédéric-Guillaume II procurait aux Turcs une utile diversion en menaçant la Pologne. Enfin l'Angleterre, de plus en plus hostile à la Russie, manifestait l'intention d'envoyer une escadre dans la Baltique.

Potemkin, rassasié d'honneurs et de succès, quitta l'armée au commencement de l'année 1791, et revint jouir de son triomphe à Pétersbourg. Catherine le reçut avec des transports de joie. Elle lui prodigua les fêtes et les présents, lui donna un palais, un habillement orné de diamants estimés quatre millions de francs; Potemkin étala un faste qui dépassait tout ce qu'on avait jamais vu dans la cour la plus fastueuse de l'Europe.

Cependant les Russes continuaient à battre leurs adversaires. Ils s'emparaient d'Anapa et de Soudjouk-Kalé, sur les frontières de Krimée et du Kouban; Repnin remportait une grande victoire à Matzin en Bulgarie, au même lieu où Galitzin avait déjà été vainqueur au début de cette campagne. Potemkin, jaloux de la gloire de ce général, et en même temps irrité de l'importance du nouveau favori Platon Zoubof, repartit avec l'intention de reprendre le commandement et de marcher sur Byzance, mais la guerre n'était plus possible : la famine, la peste, tout le sang versé pour la prise d'Oczakof, et d'Ismaïl avaient épuisé les Russes autant que leurs adversaires. De plus, Catherine voulait prendre sa part des der-

[1] 20 févr. 1790.

niers lambeaux de la Pologne, et songer à l'exécution de l'un des plus hardis et des plus vastes projets que son génie eût jamais enfantés. Il s'agissait d'envoyer une armée à travers le pays des Usbeks et le royaume de Cachemire, pour relever le trône du Mogol et chasser les Anglais de l'Inde[1]. L'Angleterre eut connaissance de ce projet; et, dans sa terreur, elle ne songea qu'à regagner la bienveillance de la Russie, et proposa à Catherine sa médiation, qui fut acceptée pour rétablir la paix entre elle et les Turcs. Les premières négociations demeurèrent d'abord sans résultat; mais enfin on parvint à s'entendre; et lorsque Potemkin, ivre de fureur de voir finir sans lui cette guerre, des résultats de laquelle il s'était promis un empire, arriva au camp, Repnin et le grand vizir venaient d'arrêter les conditions de la paix, dont les préliminaires furent signés peu après à Galatza, 9 janvier 1792, et suivis du traité définitif de Jassy. Par ce traité, les limites de la Russie étaient reculées jusqu'au Dniester, et Oczakof lui était abandonné[2]. Les priviléges accordés aux chrétiens grecs de la Moldavie et de la Valachie, étaient confirmés sous la surveillance et la garantie de la Russie, avec exception, pour eux, pendant deux ans, de tout tribut envers la Porte, et faculté de vendre leurs biens et de se retirer en Russie, si bon leur semblait. — Abandon, par la Porte, de la Géorgie et du Caucase. — Indemnité de douze millions de piastres pour les frais de la guerre.

Potemkin ne vit pas la conclusion de la paix de Jassy. Depuis longtemps malade par suite de ses débauches, il promenait par tout l'empire sa fébrile activité, cherchant le repos et la santé qui ne cessaient de le fuir. Entouré de médecins, de femmes qui s'efforçaient de le distraire, d'un peuple de courtisans prompts à saisir ses moindres désirs, il se livrait à la fois à tous les excès de la débauche et de la superstition. Tantôt il voulait faire pénitence dans un monastère, tantôt il se trouvait à l'étroit au milieu du vaste empire dont il était presque le maître, et parlait de conquérir le monde. La plupart des souverains de l'Europe l'avaient comblé de leurs faveurs et briguaient son appui; il se parait du cordon de leurs ordres, et recevait leurs présents comme un tribut légitime. Il maltraitait ses courtisans et ses officiers, les injuriant et les frappant au moindre geste, au moindre propos qui lui déplaisait. « Il était, dit M. de Ségur, qui l'a admirablement peint, avare et magnifique, despote et populaire, dur et bienfaisant, orgueilleux et caressant, politique et confiant; en un mot, il était un assemblage des qualités les plus contraires... Fatigué du poids de son existence, il était envieux de ce qu'il ne faisait pas, et ennuyé de ce qu'il faisait. Il ne savait ni goûter le repos, ni jouir de ses occupations... L'inégalité de son humeur répandait une bizarrerie inconcevable dans ses désirs, dans sa conduite, dans sa

[1] *Tableau historique, politique et moderne de l'Empire ottoman*, par sir William Eton, t. II, p. 269. — Lesur, *Progrès de la Russie*, p. 295.

[2] Ce fut sur ce territoire, qu'on appela la Nouvelle-Russie, que la ville d'Odessa fut bâtie vers 1796 par l'amiral Ribas. Le duc de Richelieu qui, après l'émigration, s'était fixé en Russie, en fut nommé gouverneur, et y développa une grande prospérité dans le cours de son administration.

manière de vivre[1]. » Ses richesses étaient immenses, son luxe avait quelque chose de gigantesque; sa table coûtait 1,000 roubles par jour; elle était chargée des mets les plus délicats et des fruits les plus rares. Quand il donnait des fêtes, il faisait jeter de l'argent au peuple. Mais, au milieu de tant de magnificence, ce sauvage Lucullus ne payait pas ses dettes et maltraitait ses créanciers. Par ses passions, ses vices, ses excès, ses puissantes conceptions, il ressort comme un colosse du milieu d'un peuple de géants esclaves. Cet homme avide de jouissances sensuelles, insatiable de puissance, arrivant au dégoût par l'intempérance et l'exagération, apparaît comme un Dieu matériel, pétri d'or et de fange, et il compte à bon droit parmi les grands hommes de cette Russie qui, depuis les deux cents ans de son existence, n'a jamais poursuivi d'autre idéal que la domination despotique du monde.

Son biographe raconte que, sentant son mal empirer, il crut rappeler la vie qui le fuyait et dompter le mal, en remplaçant le régime que lui avaient imposé les medecins par les vins chauds, les liqueurs fortes, les viandes salées, et ces repas dans lesquels il devorait la moitié d'un mouton. Son mal empira, et bientôt son état fut désespéré. Il était alors à Jassy; espérant que le changement lui ferait du bien, il se fit transporter à Oczakof, et mourut dans le trajet, le 15 octobre 1791. Il était âgé de cinquante-cinq ans.

La nouvelle de cette mort fit sur Catherine un effet terrible; elle tomba plusieurs fois en faiblesse, et donna tous les signes d'une douleur qui tenait de l'effroi. Sans doute, en voyant frapper l'homme qu'elle avait placé le plus près d'elle dans l'empire, elle sentit les menaces de mort suspendues sur elle-même; et en se retournant vers ce passé qui avait fui si rapidement, en mesurant cet espace si rempli, à la fois si vaste et si court, du milieu duquel reparaissaient le meurtre, l'immoralité, la perfidie, elle se demandait sans doute si par delà l'ivresse, les voluptés, la toute-puissance de ce monde, il n'existait pas un tribunal où étaient jugées les iniquités des souverains, et devant lequel avaient déjà comparu deux de ses grands complices, Grégoire Orlof et Potemkin. Pour se distraire de sa douleur, et en même temps pour obtenir des dédommagements de la paix de Jassy, qu'elle considérait comme désavantageuse, Catherine se tourna du côté de la Pologne.

Frédéric-Guillaume II, suivant avec circonspection le système d'agrandissement que lui avait légué son oncle, avait profité des embarras de la Russie pour étendre son influence en Pologne. Il voulait avoir Thorn et Dantzick; mais visant à la popularité dans le pays même dont son prédécesseur avait conduit le démembrement avec tant d'adresse et de perfidie, et sachant combien le nom russe était odieux à Varsovie, il fit, dès 1788, désavouer par son ambassadeur toute idée d'union avec la Russie, qualifia l'influence moscovite dans les affaires de Pologne

[1] Portrait de Potemkin par M. L.-P. Ségur, dans l'appendice de l'histoire de Catherine II.

d'oppression étrangère, et déclara que « son dessein était de rendre à la Pologne son éclat, sa gloire et sa liberté, et de garantir l'Europe de l'ambition des Barbares du Nord [1]. » La Pologne, ranimée par les espérances inattendues que lui donnait un de ses oppresseurs, crut renaître. Depuis le premier partage, la plupart des Polonais avaient senti s'exalter dans leur cœur l'amour de cette patrie qu'ils étaient si près de perdre, et ils étaient entrés dans la dernière et la plus honorable période de leur histoire où tant de patriotisme, de sagesse et d'énergie furent inutilement dépensés.

La diète, qui s'était réunie au commencement de 1788 dans Varsovie, résolut de changer la funeste constitution, cause première de tous les malheurs de la patrie; en même temps, elle fit demander à Frédéric-Guillaume son alliance. Celui-ci s'empressa de témoigner la meilleure volonté à cet égard; mais il réclama en outre la conclusion d'un traité de commerce dont le résultat n'était rien moins que la cession de Thorn et de Dantzick. Une telle prétention révélait aux Polonais la valeur des promesses de ce nouvel allié, et ils ne tardèrent pas à apprendre qu'ils n'avaient pas moins à redouter l'amitié de Frédéric-Guillaume II, que la perfidie de son prédécesseur et l'ambition de Catherine. Celle-ci, jalouse de l'influence que la Prusse lui semblait acquérir en Pologne, et, en même temps, inquiète des symptômes qui s'annonçaient, crut néanmoins prudent de dissimuler son mécontentement et ses craintes pour éviter de placer ses armées entre le feu des Turcs et des Polonais. Elle affecta plus de modération envers ce pays, que naguère elle traitait avec tant de hauteur et de mépris, et lui proposa même de conclure une alliance offensive et défensive. Les Polonais avaient conçu de meilleures espérances d'une union avec la cour de Berlin; ils conclurent avec elle, en mars 1790, un traité, en vertu duquel le roi de Prusse s'engageait à garantir la liberté des diètes et l'intégrité de la Pologne [2]; puis, le 3 mai 1791, ils promulguaient leur nouvelle constitution, en vertu de laquelle le trône devenait héréditaire; les dynasties seules restaient électives; le roi était entouré de ministres responsables; la religion catholique était déclarée religion dominante; les autres étaient tolérées; on préparait l'affranchissement des serfs; on appelait les bourgeois à tous les emplois civils et militaires, au moyen desquels s'acquérait la noblesse, et la noblesse formait les deux chambres législatives; enfin les abus de l'ancienne oligarchie étaient détruits, et une ère nouvelle semblait devoir commencer. Ce fut un beau moment pour la Pologne, mais il ne dura pas; et, comme l'a dit Lesur, il n'y eut là qu'un rayon de soleil au milieu de la tempête.

Cette constitution, reçue avec enthousiasme par la voix unanime de la nation,

[1] Léonard Chodzko, *Introduction à l'histoire des légions polonaises*, 2 vol. in-8°, Paris, 1829. — *Tableau historique et politique de l'Europe pendant le règne de Frédéric-Guillaume II*, cité par Lesur, p. 294.

[2] *Recueil des traités* de Martens, t. III, p. 161.

n'avait pour ennemis que quelques nobles dévoués à la Russie, et dont l'ambition se voyait à regret privée des chances d'arriver au trône. Ils formèrent, à Targowiça, une confédération à laquelle on attribue à bon droit les derniers malheurs de la Pologne. Catherine, qui, en vertu même de ses précédentes iniquités, réclamait le maintien de l'ancienne constitution, força Stanislas-Auguste à se joindre aux confédérés de Targowiça. Elle lui écrivit « qu'elle ne lui pardonnerait d'avoir trompé ses espérances que lorsqu'il se joindrait aux confédérés qui allaient, à la tête des Russes, renverser la constitution du 8 mai, et rétablir la constitution précédente dont elle était garante[1]. »

Aussi faible, aussi pusillanime que jamais, Stanislas n'osa pas désobéir; quatre-vingt mille Russes entrèrent en Pologne, et les discordes recommencèrent à agiter ce malheureux pays au moment où il avait besoin de toutes ses forces, de toute son énergie, pour lutter contre l'oppression étrangère. L'armée nationale, forte de cinquante à soixante mille hommes, et commandée par Joseph Poniatowski, neveu du roi et l'un des héros de la Pologne à ses derniers jours, et par Kosciuzko, qui, après avoir fait ses premières armes en Amérique sous Washington, revenait verser pour sa patrie son sang généreux, livra aux Russes quelques combats où l'héroïsme des Polonais triompha plusieurs fois de la supériorité numérique de leurs adversaires; mais Stanislas-Auguste donna l'ordre à son armée de se retirer devant l'ennemi; et pendant que le roi trahissa sa propre cause, les patriotes polonais apprirent à la fois que Catherine, par le traité de Jassy, demeurait libre de diriger toutes ses forces contre eux, et que Frédéric-Guillaume, sur la foi duquel ils comptaient encore, s'unissait à leur implacable ennemie. L'empereur d'Allemagne, Léopold II, occupé de rétablir l'ordre dans ses États, et d'organiser une coalition contre la France, et moins avide d'agrandissement que ses sujets, avait seul paru favorable à la Pologne; il mourut au commencement de 1792 : François II, son jeune successeur, se laissa circonvenir par Catherine, et le second partage de la Pologne fut décidé. Le prétexte, dont les cours de Pétersbourg et de Berlin prétendaient couvrir cette seconde iniquité, fut que la nouvelle constitution polonaise était empreinte des principes démagogiques qui bouleversaient la France; et, aux yeux du roi de Prusse, opiniâtrément attaché à son but, c'était la ville de Dantzick qui était surtout un foyer de *jacobinisme* qu'il importait de placer sous l'autorité d'une monarchie fortement organisée[2].

Comme à l'époque du premier partage, les armées russes et prussiennes couvrirent le sol polonais. L'Autriche joua cette fois un rôle passif; tout entière à la guerre contre la France, elle laissa ses anciens complices agir en son nom. Le 9 avril 1793, une déclaration apprit aux Polonais que : « Leurs Majestés l'impératrice

[1] Tookes *Life of Catherine II.*

[2] *Mémoires d'Oginski*, t. Ier, ch. III, p. 225. — Chodzko, *Histoire des légions polonaises*, t. Ier, ch. II, p. 36.

de Russie et le roi de Prusse, avec l'assentiment de Sa Majesté l'empereur des Romains, n'avaient pu trouver de moyen plus efficace, pour leur sûreté respective, que celui de resserrer la Pologne dans des limites plus étroites, en lui fixant une existence et des proportions relatives au degré convenable à une puissance de moyen ordre... » Cette fois encore, il fallut que la Pologne ratifiât elle-même sa ruine, et ses oppresseurs lui enjoignirent de convoquer à Grodno une diète qui légitimât leur envahissement. Les envahisseurs furent obéis : le roi déclara qu'il ne *coopérait* pas au démembrement de la Pologne, mais qu'il y *adhérait*; puis il conseilla, dans un style larmoyant, de céder aux vœux de la Russie; et comme la diète, après avoir consenti aux sacrifices que Catherine exigeait, hésitait à accorder à Frédéric-Guillaume une semblable satisfaction, les ministres des deux puissances firent cerner par leurs troupes le château où se tenait l'assemblée, et menacèrent ses membres de les faire tous massacrer, si, dans la même journée, 2 septembre 1793, ils n'autorisaient la députation à signer définitivement le traité de cession en faveur de Frédéric-Guillaume. Malgré ces menaces, quelques membres eurent le courage de déclarer qu'ils ne voteraient que lorsqu'ils pourraient le faire librement : alors Lieven, le ministre russe, les fit arrêter et conduire hors de Grodno sous la garde de ses cosaques. Les Polonais furent partout traités comme rebelles; le roi, prisonnier dans Varsovie, était réduit à la qualité d'amnistié; enfin, la diète de Grodno, avant de se séparer, reçut l'ordre de prononcer la réduction de l'armée polonaise au chiffre de douze à quinze mille hommes.

La mesure était comblée. Tant de cruelles épreuves avaient retrempé l'énergie des Polonais : dans l'acte même d'adhésion, signé à Grodno, les députés firent entendre les plaintes les plus amères sur la captivité du roi, sur les violences exercées contre les membres de la diète, et sur les dévastations commises en Pologne par les troupes étrangères. Cet acte se terminait par ces mots : « Dans cette situation, nous déclarons solennellement que, dans l'impossibilité d'empêcher l'oppression, même au péril de nos vies, nous laissons à notre postérité, peut-être plus heureuse que nous, les moyens qui nous manquent de sauver notre patrie; et dans cette espérance, nous acceptons le projet qui nous a été présenté par l'ambassadeur russe, quoique contraire à nos vœux, à nos lois, à nos opinions[1]. » La Pologne répondit de suite à cet appel fait pour l'avenir. Le peuple de Varsovie et l'armée se soulevèrent d'un accord unanime, et élurent pour généralissime le glorieux Thadée Kosciusko.

Kosciusko se trouvait alors en Saxe; il accourut aussitôt sur les frontières de Pologne; et, trompant la surveillance des agents russes, il entra dans Kracovie, la nuit du 23 mars 1794, pendant qu'un autre patriote, le brigadier de cavalerie Antoine Madalinski, levait l'étendard de l'indépendance dans les quartiers du

[1] Lesur, p. 203, d'après *New annual Register for* 1793, p. 120.

Bug. Aussitôt des adresses et des proclamations furent adressées à l'armée, à la nation, aux femmes polonaises; des manifestes furent envoyés aux cours de Danemark, de Suède et d'Angleterre, aux républiques de France et des États-Unis, et même à la cour de Vienne. Puis l'armée polonaise, organisée à la hâte, composée de paysans armés de piques et de faux, quatre fois moins nombreuse que l'armée russe qui couvrait la Pologne, prit énergiquement l'offensive. Leur courage fut récompensé à Raglawice par une première victoire, douze mille Russes furent battus par quatre mille Polonais sans artillerie et mal armés. Les Russes, dispersés et battus, perdirent dans cette action mémorable, trois mille hommes et douze canons. L'enthousiasme fut tel, qu'un corps de paysans s'empara d'une batterie avec des faux. L'effet moral de ce succès fut immense; aussitôt la Pologne entière fut en feu. Varsovie se souleva et chassa les Russes qui avaient si longtemps régné en maîtres dans cette malheureuse capitale. Vilna se souleva à son tour, et la Lithuanie entière fut un moment délivrée de ses oppresseurs. Trois généraux russes furent successivement battus; la Samogitie adhéra à l'acte d'indépendance. La Pologne entière renaissait : un souffle de patriotisme et de liberté passait sur elle et y régénérait tous les cœurs.

A cette nouvelle inattendue, Catherine donna l'ordre à ses généraux de faire de ce peuple rebelle un terrible exemple; Frédéric-Guillaume s'avança en personne à la tête de quarante mille hommes, opéra sa jonction avec les Russes, accabla par la supériorité du nombre les Polonais, se fit livrer Krakovie en trahison, remporta une seconde victoire, et vint, avec cinquante mille hommes, investir Varsovie.

La population de cette ville déploya une énergie surhumaine : les citoyens de toutes les classes, les membres du conseil suprême, le clergé, les artisans, tous prirent part aux travaux de la défense, dirigés par Kosciuzko; et les femmes, debout sur la brèche, animaient les assiégés et leur apportaient des vivres et des munitions. Après cinquante-trois jours de tranchée, plusieurs assauts et des engagements dans lesquels l'avantage était presque toujours demeuré au peuple qui combattait pour sa liberté, on apprit que la Grande-Pologne entière s'était insurgée, et le roi de Prusse, craignant d'être pris entre la ville et les rebelles, leva honteusement le siége. Le général Dombrowski se lança à sa poursuite, prit Bromberg et fit trembler Frédéric-Guillaume dans sa capitale. Mais c'était là le dernier succès des Polonais. Les Russes s'étaient emparés de Vilna, août 1794; et Souvarof s'avançait à marches forcées par la Volhynie sur Varsovie. Kosciuzko courut au-devant des Russes, et rencontra, à Maciéjovice, des forces décuples sous les ordres du général Fersen. La bataille s'engagea, et des deux côtés on combattit avec un acharnement sans exemple. Le nombre des Russes, leur formidable artillerie, leur opiniâtreté, leur discipline, parurent plusieurs fois près de céder à l'enthousiasme des paysans et des soldats polonais; mais Fersen opposait sans cesse à ses ennemis épuisés des troupes fraîches. Les Polonais tombèrent tour à tour à leur

poste de bataille. Kosciuzko, chef et soldat, animant les siens de son ardeur patriotique, combattant au plus fort de la mêlée, tomba sur le champ de bataille sanglant et percé de coups : on dit qu'à ce moment le généreux citoyen désespéra de l'avenir, et s'écria : *Finis Poloniæ*. Jamais nation ne s'était fait d'aussi héroïques funérailles (octobre 1794).

Tout ce qui survécut à cette journée, se renferma dans Varsovie et dans le faubourg de Praga. Souvarof se jeta avec toutes ses forces à la poursuite de ces tristes débris; il s'empara du faubourg et fit passer au fil de l'épée non-seulement les soldats, mais tous les habitants de Praga sans distinction. Quinze mille Polonais de tout âge et de tout sexe furent égorgés ; et l'arrière-garde du corps d'armée de Souvarof marcha dans le sang tout le long du faubourg pour entrer dans Varsovie. Kosciuzko et les patriotes prisonniers furent jetés dans les prisons de Pétersbourg. La Pologne était pacifiée par l'extermination de ses habitants. Dombrowski, l'un des généraux survivants, proposait de réunir les débris de l'armée polonaise, d'enlever le roi, et, traversant l'Allemagne, de chercher un refuge au milieu des armées républicaines de la France. Cette sublime résolution ne fut pas écoutée; les derniers soldats polonais, dispersés par l'Europe, allèrent verser leur sang pour la gloire ou la liberté des nations étrangères, et la Russie put, de concert avec ses alliés[1], partager le sol de cette fière nation, devenu triste et vide comme une enceinte de tombeaux.

Par le traité conclu entre les trois puissances copartageantes, la Russie s'adjugea tout ce qui restait à la Pologne entre le Niemen et le Bug; plus, la Samogitie et la Courlande, qui depuis longtemps subissait, comme nous l'avons vu, la suzeraineté de la Russie, mais qui fut définitivement réunie à l'Empire. En mars 1795, Stanislas-Auguste, qui, pendant trente ans, n'avait été que le vil jouet des intrigues et de l'ambition russe, fut relégué à Grodno avec une pension de la Russie[2]; par l'acte du 25 novembre 1795, il signa un acte d'abdication qui fut suivi des dernières conventions relatives au partage entre les trois puissances, et la Pologne disparut complétement de la carte des nations.

Tout en démembrant la Turquie et en partageant la Pologne, Catherine, la grande protectrice de l'Europe, manifesta l'intention de poser une digue aux débordements de la France. En voyant les résultats de la révolution, elle avait tout à coup cessé d'être philosophe, et elle avait résolu de former une coalition de rois contre cette république non moins menaçante par ses idées que par ses armes. Son voisin Gustave III, toujours chevaleresque et plein d'un enthousiasme irréfléchi, rêvait de rétablir les Bourbons sur leur trône; Catherine lui promit douze mille soldats et un subside annuel de 300,000 roubles. Gustave allait briser les débris des forces suédoises contre les frontières de la France, quand il fut assassiné dans son palais, en mars 1791. Catherine, alors occupée de la guerre de Tur-

[1] L'Autriche, abjurant sa neutralité, venait de faire entrer une armée sur le territoire polonais.
[2] Il y est mort en 1798.

quie et de ses projets sur la Pologne, différa de prendre les armes contre la France républicaine; mais elle accueillit le comte d'Artois et un grand nombre d'émigrés, Choiseul-Gouffier et Saint-Priest, anciens ambassadeurs à Constantinople, Esterhazy, Calonne, aussi vain, aussi présomptueux à Pétersbourg qu'à Versailles, et un grand nombre de jeunes nobles qui demandèrent à servir dans ses armées contre les Turcs.

Quand la compression de la Pologne laissa Catherine libre d'agir contre la France, l'impératrice hésita à se mesurer avec ces armées républicaines dont l'invincible élan avait bouleversé les plans de la coalition. Toutefois, elle se détermina à renouveler, en 1793, avec l'Angleterre, ses anciennes conventions commerciales. Ce commerce, qui se faisait par Archangel, Riga, Revel et Narva, était à la fois l'un des plus lucratifs pour l'Angleterre et des plus utiles pour sa marine. Les Anglais portaient en Russie les produits de leur sol, de leurs manufactures et de leurs colonies des deux Indes, ainsi que les vins et eaux-de-vie de France et d'Europe; en échange, ils rapportaient du blé, des pelleteries, des fers, du chanvre, du goudron, des bois de construction, des mâtures. Enfin leurs comptoirs, établis à Moskou, à Toula, Kasan, Astrakan, partageaient les bénéfices du commerce et de la pêche de la Caspienne. De ces relations commerciales entre l'Angleterre et la Russie, il résultait des profits considérables pour les deux nations, et l'on comprend l'importance que les Anglais attachaient au renouvellement de son ancienne convention. Deux ans après ce premier gage de réconciliation, Catherine conclut avec l'Angleterre, en février 1795, un traité en vertu duquel deux vaisseaux et huit frégates se joignirent à la flotte anglaise, à la condition que le cabinet de Saint-James lui paierait un subside annuel de un million de livres sterling, et fournirait à toutes les dépenses de l'escadre.

Pendant que l'Europe était en feu, isolée et prête à tirer parti des événements, Catherine s'agrandissait sur ses frontières orientales. Son règne, comme celui de Pierre le Grand, se termine par une guerre et des conquêtes en Perse. On se souvient que l'impératrice Anne restitua à la Perse les trois provinces dont Pierre Ier s'était emparé, soit qu'elle jugeât impossible d'y maintenir la domination russe, soit, comme on l'a prétendu[1], que le favori Biren et l'ambassadeur russe en Perse, Galitzin, aient vendu ces conquêtes. L'interruption du commerce russe avec la Perse dura assez longtemps. Ce furent les Anglais qui le ranimèrent sous le règne d'Élisabeth, en 1744, lorsqu'ils acquirent la permission de naviguer sur la Caspienne. Ils établirent une factorerie sur les rivages de la Perse, et allèrent en caravanes trafiquer jusque dans la Tartarie, à Samarkand et à Bokhara. Les Russes, à leur tour, établirent des comptoirs, lancèrent sur la Caspienne un grand nombre de petits bâtiments, organisèrent un vaste commerce d'échanges, et firent aux Anglais une concurrence ruineuse.

[1] Castera, t. III, l. X, p. 154.

Vers 1781, Catherine avait tourné son attention vers ce riche pays, et entrepris d'étendre sa domination sur toute la côte occidentale de la Caspienne pour compléter son système d'occupation du Caucase. Mais elle éprouva une résistance inattendue. L'eunuque Aga-Mahmoud, qui gouvernait alors la Perse, portait, comme autrefois Narsès, une âme vigoureuse dans un corps infirme; il laissa les Russes s'établir à Asterabad, principale ville du Mazanderan, et y bâtir une forteresse; puis il les surprit en trahison, les força de se rembarquer après les avoir accablés d'outrages. La cour de Pétersbourg se vengea de cette injure en suscitant des ennemis à l'eunuque et en fomentant les discordes en Perse. En 1788, Potemkin fit soutenir, par une armée russe, les prétentions d'un rival d'Aga-Mahmoud qui tentait de soulever le Ghilan. Mais Mahmoud comprima cette rébellion; et, reprenant d'anciens desseins du grand Nadir contre la Russie, il résolut de s'emparer de la province d'Astrakan et de fermer la Caspienne aux Russes. Ses tentatives ne furent pas secondées par la Porte, et restèrent sans succès. Les hostilités furent alors interrompues pendant quelques années entre la Perse et la Russie, sans qu'aucun traité de paix eût rapproché les deux nations; et Catherine, libre de tout autre soin, essaya, en 1796, de se venger de Mahmoud et de réaliser son plan primitif de conquête sur les bords de la Caspienne. Valérien Zoubof, l'un des frères de son favori, pénétra à la tête d'une nombreuse armée dans le Daghestan, et alla mettre le siége devant Derbend. Il s'empara d'une tour qui défendait la ville, en fit passer tous les défenseurs au fil de l'épée. Alors les Persans épouvantés ouvrirent leurs portes, et un vieillard de cent vingt ans, le même qui, au commencement du siècle, avait rendu Derbend à Pierre Ier, en présenta les clefs à Valérien Zoubof. La Russie eut ainsi un pied en Perse. Peu d'années devaient s'écouler avant que ce pays, comme la Turquie, cédât à l'ambition russe ses plus riches provinces.

La Perse n'était pas le seul point de l'Asie vers lequel Catherine eût porté ses regards : elle avait renoué avec la Chine les relations commencées autrefois par Pierre Ier, et en partie interrompues après la mort de cet empereur. En 1770, la petite ville de Kiachta, située sur les confins de la Sibérie et de la Chine, devint le rendez-vous des marchands russes et chinois, et le théâtre d'un commerce actif entre les deux empires. Les Russes y prenaient, en échange de leurs pelleteries et de quelques produits européens, de l'or, de l'argent, des pierreries, des étoffes, du thé, et les objets de l'industrie chinoise. Catherine obtint l'autorisation d'envoyer à Péking un archimandrite et quelques jeunes Russes pour s'instruire dans la langue chinoise et servir d'interprètes entre les deux nations. Cependant la protection accordée aux Tourgouths par l'empereur Tchien-Long et les désordres que les Russes commirent à plusieurs reprises sur les frontières de la Chine, troublèrent l'harmonie des deux nations; et ce fut seulement en 1788 et 1789, que la bonne intelligence et le commerce furent rétablis entre les deux empires.

Catherine favorisa aussi les expéditions maritimes du Kamtschatka, et fit faire

les premières tentatives d'établissement dans la partie la plus occidentale de l'Amérique du Nord. Enfin elle envoya le lieutenant Laxmann au Japon, sous prétexte de reconduire dans ce pays plusieurs naufragés qu'une tempête avait jetés sur ses rivages, et en réalité pour essayer de nouer des relations commerciales avec cet empire fermé à tous les étrangers, si ce n'est à quelques marchands hollandais. Ainsi, à la fin de son règne, Catherine étendait sa domination immédiate des frontières de la Prusse aux mers du Japon; elle avait agrandi l'empire que lui avaient légué Pierre le Grand et Élisabeth, de la moitié de la Pologne, de la Krimée des provinces turques qui confinent au Dniester, d'une partie du Caucase et de quelques points de la Perse; et, au moment même où elle mourut, elle se préparait à entrer dans l'alliance de l'Angleterre et de l'Autriche contre la France.

Pendant que la Russie ne cessait d'étendre son influence et d'agrandir son territoire, la souveraine continuait à se livrer à tous les plaisirs : l'âge n'avait pas calmé ses sens. Ses désirs conservaient leur première énergie; et sur le bord du tombeau elle s'attachait d'une étreinte invincible aux voluptés de ce monde[1]. Vers la fin de sa vie, son corps était devenu d'une grosseur presque difforme, et son visage d'une sinistre rougeur. Idole dégradée par le temps, elle était, de plus, accablée de repoussantes infirmités. Dans cet état de délabrement et de ruine, couverte de diamants et inondée de parfums, elle appelait encore les amours. Ses appartements de l'Ermitage voyaient les fêtes somptueuses et délicates[2] remplacées par de véritables lupercales. A cette époque, Platon Zoubof était l'amant en titre, et, depuis la mort de Potemkin, le véritable maître de l'empire. Son frère Valérien et son ami Soltikof, lui étaient associés dans ce rôle impur; et, c'est avec ces jeunes hommes que Catherine, âgée de soixante-quatre ans, passait ses journées, tandis que ses armées battaient les Turcs et dévastaient la Pologne.

Quelle eût été la limite de ces débauches? Rien encore ne le faisait prévoir, lorsqu'elle fut frappée d'apoplexie foudroyante, le 17 (style russe, le 5) novembre 1796.

[1] Castera a publié un état circonstancié des dons que l'impératrice fit à ses favoris en titre; le total est de 92,820,000 roubles (le rouble valait alors 5 fr.).

[2] L'appartement appelé l'Ermitage occupait une aile entière du palais impérial. On y entrait par une galerie remplie de tableaux précieux. Les autres pièces consistaient en deux salons magnifiquement ornés, et une salle à manger où l'on était servi sur des tables dites de confidence ; c'est-à-dire que pour obtenir ce que l'on désirait il suffisait de parler en frappant le plancher. A cette salle, communiquait un jardin d'hiver couvert d'arbres verdoyants, de fruits et de fleurs de tous les pays. Il y avait aussi à l'Ermitage un théâtre. Catherine qui affectionnait cette distraction, avait composé quelques pièces en français qui ont été publiées sous le titre de *Théâtre de l'Ermitage,* 2 vol. in-8°. Castera, t. II, p. 170.



CHAPITRE VIII

DE PAUL Ier A ALEXANDRE Ier

Heureux débuts du règne de Paul. — Brusque changement dans sa conduite. — Il se fait le chef de la seconde coalition. — Exploits de Souvarof en Italie. — Défaite de Korsakof à Zurich. — Paul déserte subitement la coalition et s'unit à Bonaparte. — Il est assassiné. — Alexandre Ier. — Réformes administratives. — Alexandre s'unit à l'Angleterre et à l'Autriche. — Batailles d'Austerlitz, d'Iéna, d'Eylau, de Friedland. — Tilsitt. — Erfurth. — Partage du monde entre Napoléon et Alexandre. — Nouveaux démêlés entre les deux empereurs. — Campagne de 1812. — Les Russes dévastent leur pays. — Incendie de Moskou. — Retraite de l'armée française. — Passage de la Bérézina. — Campagnes de 1813 et de 1814. — Alexandre à Paris. — La Sainte-Alliance. — Congrès de Vienne et de Vérone. — Abandon de la Grèce insurgée contre la Turquie. — Dernières années d'Alexandre. — Sa mort.

(De 1796 à 1825).



Si Catherine avait pu croire sa fin si prochaine, il est probable que Paul ne lui aurait pas succédé. Dans tout le cours de son règne, elle ne lui avait jamais donné aucune marque de tendresse et de confiance; elle l'avait constamment tenu sous la plus humiliante tutelle et dans l'éloignement le plus complet des affaires. Cet héritier présomptif d'un grand empire, relégué dans la résidence de Gratschina[1], vivait au milieu de véritables privations matérielles; et tandis que les amants de sa mère dissipaient des trésors immenses, il était réduit à trente mille roubles d'apanage payés en papier. Catherine avait étendu sa dure tyrannie jusque sur la vie privée de son fils; par son ordre, la grande-duchesse sa femme était venue faire chacune de ses couches à Tsarsko-Zélo; et ses enfants, élevés auprès de leur aïeule, étaient entièrement soustraits à l'influence paternelle. Catherine témoignait une vive affection à l'aîné de ses petits-fils, le jeune Alexandre, et depuis longtemps bien des circonstances faisaient présumer qu'elle choisirait

[1] A la mort de Grégoire Orlof, cette résidence rachetée par Catherine, était devenue le séjour habituel du grand-duc.

cet enfant pour son successeur au détriment de son père. Mais la mort venait d'en décider autrement; Paul, accouru de Gratschina à la première nouvelle de cet événement, se saisit du sceptre sans opposition.

Par son visage contracté et mobile, son nez de kalmouk, son œil à la fois vif et inquiet, le nouvel empereur rappelait les traits principaux de la physionomie de Pierre III : au moral, la ressemblance était bien plus frappante encore; Paul était doué, comme son père, de bons instincts et animé du désir de bien faire, mais la faiblesse de son esprit, ses soudains revirements, les caprices les plus bizarres que puisse enfanter dans un cerveau malade l'exercice d'un pouvoir absolu, des accès d'épouvantable fureur, des terreurs continuelles, eurent bientôt étouffé les lueurs de raison et de justice qui avaient fait concevoir, au début de ce règne, d'heureuses espérances, et préparèrent la sanglante catastrophe qui devait en être le dénoûment.

Ses premiers actes témoignèrent à la fois beaucoup de singularité et de grandeur d'âme. Il commença par une réparation solennelle à la mémoire de son père : Pierre III avait été, comme nous l'avons dit, enseveli sans honneurs, sous un costume d'officier holstinois, sans monument, sans inscription, et à la dérobée, dans un caveau du monastère de Saint-Alexandre-Nevski. Paul se fit indiquer par les vieux moines cette tombe délaissée : on ouvrit le cercueil en sa présence; abîmé dans sa muette douleur, il contempla longtemps ce cadavre impérial, puis le fit transporter au palais de Pétersbourg. Le nom de Pierre III, qu'on n'avait pas osé prononcer depuis trente-cinq ans, parut tout à coup dans le programme de deuil où étaient prescrits les honneurs funèbres qui devaient être rendus à la fois à Pierre et à Catherine. On aurait pu croire, en lisant ce programme, que les deux époux venaient d'expirer ensemble. Placés sur un lit de parade, ils furent exposés pendant plusieurs jours à la piété publique. Un incident mémorable marqua le jour du convoi funèbre : quelques-uns des assassins de Pierre III existaient encore; le plus fameux de tous, Alexis Orlof, vivait à Moskou. Un ordre de l'empereur le fit venir à Pétersbourg pour assister au convoi de sa victime. Tout le peuple fut témoin de cette scène de deuil et de vengeance : Orlof passa la nuit auprès du cadavre, et il put repasser dans son esprit ce que le meurtre de son souverain lui avait rapporté pendant sa longue faveur. Le lendemain il suivit le cercueil. Un témoin oculaire[1] dit « qu'il marchait à pas lents et mal assurés, les yeux attachés à terre, les mains jointes, portant sur son visage la pâleur de la mort. » Le cortége funèbre se rendit du

[1] Le colonel Masson, auteur des *Mémoires secrets*, t. I, p. 184. — Les deux frères Masson étaient au service de la Russie depuis douze ans, lorsque Paul, dans un moment d'injustice et de démence, les fit déporter. L'un d'eux se vengea en publiant les *Mémoires secrets sur la Russie et particulièrement sur la fin du règne de Catherine II*, dans lesquels, à côté d'exagérations manifestes et d'une partialité contre laquelle il faut se tenir en garde, on rencontre un grand nombre de faits intéressants.

palais dans la citadelle : les corps de Pierre III et de Catherine furent déposés côte à côte sous la même voûte, et on lut au-dessus cette inscription :

DIVISÉS PENDANT LEUR VIE, UNIS A LEUR MORT.

Après cette réparation solennelle, Paul rappela en foule les exilés de Sibérie; puis il voulut visiter Kosciuzsko dans sa prison; il embrassa le héros polonais, et lui annonça de sa bouche qu'il recouvrait sa liberté; il agit de même avec Ignace Potocki, et douze mille Polonais furent rendus à leurs foyers[1].

Les manières de l'empereur, jusqu'alors brusques et impétueuses, prirent tout à coup, à l'égard de sa femme, de ses enfants et de tous ceux qui l'approchaient, un caractère plus affectueux. Il abolit l'ancienne loi de succession[2], rétablit l'hérédité par ordre de primogéniture, et déclara que les femmes ne seraient habiles à régner qu'à défaut d'héritiers mâles.

Jusque-là tout allait bien; Paul promettait un empereur attentif aux intérêts publics, et la Russie espérait, après le règne éblouissant de Catherine, un souverain occupé de ces travaux de législation qui, malgré les tentatives plusieurs fois renouvelées de l'impératrice, étaient demeurés la partie faible de son règne. Mais bientôt, comme Pierre III, Paul subit de pernicieuses influences; ce furent les mêmes goûts soldatesques, la même passion mal entendue des réformes. Il semblait prendre à tâche de détruire tout ce qu'avait fait sa mère; sa soif de changements s'étendit jusqu'à la géographie de l'empire : il changea le nom et les limites de plusieurs gouvernements, en réduisit le nombre à quarante et un, sans tenir compte des appellations glorieuses que les victoires de Catherine avaient values à plusieurs d'entre eux. Il bouleversa le système d'administration publique. Sa famille même devint l'objet de ses fantasques fureurs : après avoir nommé son fils, le grand-duc Alexandre, gouverneur de Pétersbourg, il lui ôta cette place et l'entoura d'une étroite surveillance; ses méfiances s'étendirent à l'impératrice, qui fut plus d'une fois traités avec une rigueur que rien ne justifiait.

On le vit ainsi changer en tout de sentiment et de conduite : il publia un ukase pour régler la façon d'écrire la formule officielle de ses titres. L'omission des moindres formalités choquait son orgueil. Ses prodigalités parurent surpasser celles même de Catherine; il fit travailler nuit et jour à un palais construit sur le plan de la résidence favorite du grand Frédéric, et qu'il appela palais Saint-Michel. L'uniforme que Potemkin avait introduit dans l'armée se trouvait répondre à la fois aux exigences du service et à celles du climat; Paul y substitua l'uniforme allemand. Les manœuvres étaient sa passion favorite : tous les matins il passait quatre heures à faire manœuvrer sa garde, bravant sans pelisse des

[1] Mémoires d'Oginski.

[2] Créée par Pierre le Grand, en 1721.

froids de quinze à vingt degrés, et donnant ses audiences sur la place du palais, entouré de ses troupes. Sa haine pour la France s'étendait jusque sur le costume, dont l'introduction dans son empire datait des relations de Catherine avec notre pays.

Par un traité avec la Perse, il renonça aux conquêtes de Catherine sur les bords de la Caspienne, et disposa toutes ses ressources pour combattre la république française, qui venait de dicter à la première coalition la paix de Campo-Formio. Il s'allia en 1798 avec l'Autriche, le royaume de Naples, puis avec la Turquie, lorsque Bonaparte, par l'expédition d'Égypte, se trouva en guerre avec cet empire; l'Angleterre entra dans cette alliance au commencement de 1799, et Paul se trouva le chef de la seconde coalition européenne. Une des circonstances qui contribuèrent le plus à animer ce bizarre despote contre nous fut l'occupation de l'île de Malte. Paul, malgré son culte schismatique, venait de se déclarer le protecteur de l'ordre des chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, et d'accepter la grande maîtrise de cet ordre religieux [1].

La guerre s'alluma donc, et pour la première fois la France et la Russie en vinrent aux mains. Une armée qui avait été rassemblée en Gallicie par les ordres de Catherine, et à la tête de laquelle se trouvait le vieux Souvarof, reçut l'ordre de se diriger à petites journées vers l'Italie. Cette armée, forte de cinquante mille hommes, s'avançait à travers les glaces de l'hiver, précédée d'une singulière et merveilleuse renommée. Souvarof se réunit près de Vérone à l'armée autrichienne de Kray à qui l'impéritie de Schérer venait de donner la victoire.

L'armée austro-russe, forte de quatre-vingt mille combattants, joignit à Cassano et battit trente mille Français sous les ordres de Moreau; le Directoire venait de confier les débris de l'armée de Schérer à cet habile général, dont la défaite ne fut qu'une suite inévitable des fautes de son devancier. Les Français perdirent dans cette affaire sept ou huit mille hommes et une artillerie considérable. Après cet avantage, Souvarof marcha sur Turin.

Moreau, n'ayant que quelques milliers de soldats, fit de vains efforts pour l'arrêter. Sa prudence le maintint du moins dans les positions retranchées qu'il occupait, jusqu'au moment où Macdonald entrant en Lombardie à la tête de trente-cinq mille hommes se rendit maître de Modène, Parme, Plaisance, et de tout le pays. Ces succès forcèrent la grande armée austro-russe de revenir à marches forcées du pied des montagnes sur les rives de la Trebbia.

Là se livra une bataille qui dura deux jours; les Russes y montrèrent cette opiniâtreté et ce mépris de la mort qui depuis quatre-vingts ans étaient devenus

[1] Ce fait a été l'occasion du *Voyage en Russie*, de l'abbé Georgel, 1 vol. in-8°. Paris, 1818. L'abbé Georgel accompagna une députation de l'Ordre envoyée à l'empereur. Cet ouvrage agréablement écrit, bien que son auteur eût alors soixante-dix ans, est plein de renseignements et d'observations d'un grand intérêt sur les usages de la cour, les bizarreries de l'empereur et le caractère des principaux personnages de la Russie au temps de Paul.

leurs grandes qualités militaires. Serrant leurs rangs à mesure que le feu ennemi les éclaircissait, ils repoussèrent deux fois au delà de la rivière les Français, qui la repassèrent deux fois. Ces derniers, ni par la vivacité de leurs mouvements, ni par la supériorité de leur feu, ni enfin par la brillante valeur des chefs et par l'intrépidité des soldats, ne purent triompher de cette impassibilité russe, contre laquelle la discipline prussienne et la tactique même du grand Frédéric avaient échoué.

Après cette victoire, Souvarof répandit dans le pays des proclamations, bizarre mélange de paroles mystiques et de ridicules forfanteries. Au nom de la foi orthodoxe il invitait les Toscans et les Liguriens à se reunir à lui pour l'extermination des mécréants français; au reste il n'était que trop bien servi dans ses vœux : les Français éprouvaient tous les malheurs qui suivent les défaites; tandis que Moreau et Macdonald battaient en retraite, la Lombardie, la Toscane et le Piémont étaient le théâtre d'une vaste réaction royaliste. Si Souvarof, profitant de ses avantages, ainsi qu'on devait s'y attendre, eût poursuivi les Français, dont la privation de toutes ressources rendait la retraite pénible, il est probable qu'il eût achevé dans cette campagne la conquête de l'Italie, et même pénétré dans le midi de la France. Il préféra s'arrêter à l'investissement des places fortes du Piémont. Les Français firent un dernier effort pour sauver celles qui résistaient encore, et ce fut alors que Joubert s'avança au delà de Novi avec un corps de vingt mille hommes.

Plein de toute la confiance de la jeunesse, Joubert, contre l'avis des autres généraux, crut devoir affronter les forces réunies de Souvarof et de l'Autrichien Kray. « C'est un jouvenceau, disait le vieux général en parlant de Joubert; il vient à l'école : allons lui donner une leçon. » Pour le malheur de nos armes, la fortune justifia cette fanfaronnade; Joubert tomba frappé d'une balle au moment où, emporté par sa valeur impétueuse, il s'élançait à la tête d'un bataillon, en s'écriant : *En avant, grenadiers!* Les Français, après avoir opposé à des masses doubles de Russes et d'Autrichiens une rare intrépidité, et fait, avec leur artillerie légère, d'affreux ravages dans les rangs ennemis, furent forcés de céder au nombre; mais ils avaient vendu chèrement la victoire (août 1799). Souvarof avait conduit quarante mille hommes en Italie. Lorsqu'il rassembla ses débris pour passer le Saint-Gothard, et se réunir à Korsakof, il ne trouva plus environ que douze mille soldats en état de le suivre en Suisse. Trente mille hommes, venus des rives lointaines du Volga pour engraisser les plaines lombardes, avaient payé le surnom d'*Italique* dont ce petit-fils d'Attila fut alors décoré par son maître. Paul Ier, ivre de joie, ordonna, en lui déférant le titre de prince, qu'on eût désormais à regarder Souvarof comme le plus grand des généraux anciens et modernes.

Ces succès, quoique chèrement achetés, engagèrent Paul à redoubler d'efforts. « Nous avons résolu, » écrit-il dans un manifeste, « nous et nos alliés, de détruire

le gouvernement impie qui domine en France. » En effet, quatre nouvelles armées s'élancèrent des confins de l'Asie pour venir, par des chemins différents, anéantir le gouvernement républicain.

Deux des armées russes traversèrent la Pologne, la Bohême, la Moravie, et le sud de l'Allemagne, pour pénétrer simultanément en France par l'est et le midi : les deux autres, portées par des flottes, devaient reconquérir les îles de la Grèce, Naples, Malte, et la Hollande.

L'armée qui marchait sur le Rhin était forte de plus de quarante mille hommes de l'élite des troupes russes; elle était surtout composée de ces fameux bataillons de grenadiers qu'avait formés Potemkin[1], et qui avaient livré les sanglants assauts d'Oczakof et d'Ismaïl. Cette armée, commandée par Korsakof[2], avait reçu l'ordre d'agir de concert avec l'archiduc Charles pour le plan général de la campagne. Au moment où elle arriva en Allemagne, Jourdan venait d'être battu, et Masséna lui-même, cédant devant l'archiduc victorieux, était forcé de repasser la Limmat. Les Autrichiens, maîtres de Zurich, se trouvaient déjà au centre de la Suisse, partagée en leur faveur. Les Russes ayant rejoint le général autrichien, voulurent sur-le-champ livrer bataille.

Mais Masséna, dans cette journée, sauva la France, comme Villars l'avait sauvée à Denain. Les républicains descendirent des plateaux environnant Zurich, et passèrent la Limmat dans le bassin de cette ville, pour attaquer les Russes. Le passage fut si rapide et l'attaque si impétueuse, que les assaillants renversèrent les premières lignes de l'ennemi. L'aile droite des Russes, du côté de Bade, ayant été également rompue et ses batteries enlevées, Korsakof, par une manœuvre familière aux tacticiens russes, et qui leur avait souvent réussi dans leurs guerres contre les Turcs, forma dans la plaine un bataillon carré d'environ quinze mille hommes. Mais l'artillerie française, habilement dirigée, foudroya en peu d'instants cette masse hérissée de baïonnettes; des files tombaient de front, des rangs entiers étaient renversés par les flancs. Les Russes foulant aux pieds leurs frères expirants, pour se serrer et se maintenir en ordre, et pour combattre avec la même régularité qu'à l'exercice, étaient frappés, et mouraient sur la place qu'ils avaient occupée[3].

Lorsque le feu des Français eut, à plusieurs reprises, éclairci et mutilé cette masse d'hommes, les généraux républicains, ordonnant une attaque générale, marchèrent au pas de charge, et la cavalerie acheva de rompre l'ennemi et de le disperser. Alors la bataille fut décisive, et la victoire complète. Les vainqueurs

[1] Potemkin, qui portait en tout la même exagération, avait créé deux corps d'élite composés de 40,000 grenadiers et de 40,000 chasseurs.

[2] Il ne faut pas confondre ce Korsakof avec un ancien amant de Catherine qui portait le même nom.

[3] L'artillerie, qui contribua beaucoup au gain de cette bataille, était commandée par l'illustre général Foy, alors chef d'escadron de cette arme.

entrèrent dans Zurich, en poursuivant l'ennemi. La nuit suspendit le carnage. Cependant les Russes se rallièrent encore le lendemain matin, et, secondés de quelques troupes fraîches, i s tentèrent de ressaisir la victoire : en effet ils la rendirent de nouveau indécise; mais enfin, vers le milieu du jour, enfoncés une seconde fois, ils furent achevés en dét il et taillés en pièces. Leur fureur fanatique refusait quartier, et nul ne se rendit qu'il ne fût blessé, désarmé ou terrassé. Chaque soldat, en tombant, saisissait une sainte image suspendue à son cou, pour la baiser, ou récitait quelques prières. Aussi après le combat, ce fut un singulier spectacle, pour les soldats républicains, de voir ces reliques sur la poitrine ou dans les mains de leurs adversaires, dont l'attitude témoignait que leur dernière pensée avait été un acte de dévotion.

Cependant Souvarof, avec son armée, avait franchi le Saint-Gothard, et il en descendait comme un torrent destructeur. Sa marche rapide fut admirée des généraux français. La division Lecourbe occupait les débouchés du Saint-Gothard sur l'Italie et sur la vallée du Rhin, depuis la source de ce fleuve jusqu'à la hauteur de Glaris; elle passa promptement la Reuss, et vint s'appuyer au pied du mont Rigi. Souvarof, maître des trois petits cantons, menaçait déjà la droite de l'armée française, lorsqu'il apprit le désastre de Korsakof devant Zurich. A ces nouvelles, le vieillard se livra à des transports furieux, et ses menaces ranimèrent les restes de l'armée vaincue, qui, renforcée du corps dit de Condé, arrivé à Constance, osa, suspendant sa retraite, hasarder un nouvel engagement.

Masséna vainqueur marcha à ce nouvel ennemi. Souvarof, désespérant de passer, avec ses douze mille hommes, sur le corps d'une armée victorieuse, pour arriver jusqu'à Korsakof, dut songer lui même à la retraite. Masséna manœuvra pour l'attirer hors des défilés, dans l'espérance de le faire prisonnier, lui, l'armée qu'il commandait, et le jeune grand-duc Constantin, qui l'accompagnait. Mais ce fut inutilement, Souvàrof dut battre en retraite comme un vieux lion qui se retourne, menaçant et terrible, chaque fois que les chasseurs le serrent de trop près. Il ne fut donc pas vaincu, il ne l'avait jamais été; et bien peu ont emporté cette gloire, après avoir fait, comme lui, la guerre pendant quarante ans[1].

L'expédition des Russes en Hollande ne fut pas plus heureuse que celle d'Helvétie. Taillés en pièces à Castricum, ils perdirent leur général en chef et un grand nombre de prisonniers. Alors fut détruit ce prestige que l'éloignement et une vague renommée avait créé en faveur des armées russes.

Quand la nouvelle de ces désastres fut parvenue à Saint-Pétersbourg, la colère, l'indignation et le ressentiment exaltèrent l'âme de Paul I[er]. Son orgueil humilié, la gloire de son règne et de ses armes compromise, portèr nt jusqu'à l'égarement son ressentiment et sa fu eur. Il cassa et flétrit en masse tous les

[1] *Mémoires secrets* du colonel Masson; Rabbe, *Résumé de l'Histoire de Russie.*

officiers qui manquaient à l'armée, sans s'embarrasser s'ils étaient tués ou prisonniers. Quant aux soldats, il les abandonna comme un butin conquis, et ne daigna pas même faire une démarche pour les échanger. Disposé par les rapports de ses généraux à imputer ses revers à la lâcheté de ses alliés, Paul accabla de reproches et d'affronts les ministres de ces diverses puissances, se permit les sarcasmes les plus sanglants contre la coalition, et finit par abandonner cette grande querelle des rois avec aussi peu de mesure qu'il l'avait embrassée.

Cette catastrophe des armées russes, la disgrâce de tant d'officiers distingués, la mort ou la captivité des autres, la honte qui semblait rejaillir sur la Russie, accoutumée dès longtemps à ne compter dans ses annales militaires que des victoires, augmentèrent de beaucoup les mécontentements de ce règne turbulent et bizarre, qui menaçait d'une prochaine décadence l'empire, épuisé d'hommes et d'argent. Bientôt, Paul multiplia les fausses démarches et les contradictions; il se livra à des actes qui portaient le caractère d'une cruauté réfléchie, bien qu'il ne fût pas naturellement cruel; et, jaloux à l'excès de ce pouvoir qu'il avait attendu si longtemps, il exerça plus que jamais, jusque dans les moindres détails, un despotisme insupportable.

Tout à coup il s'éprend pour la France et pour son chef d'un enthousiasme et d'une admiration qui, succède brusquement à la haine qu'il leur avait vouée. Passionné pour la gloire militaire, il manifeste en toute occasion son admiration pour le vainqueur de Marengo. La politique anglaise, déjà alarmée par ces dispositions, s'irrita plus vivement encore lorsque Paul, ayant conclu un traité de neutralité armée avec la Suède, proclama de nouveau l'axiome mis en vigueur vingt ans auparavant par Catherine : que *le pavillon neutre couvre la marchandise*, et mit l'embargo sur les vaisseaux anglais pour punir l'Angleterre d'avoir pris et gardé Malte, dont il continuait à se dire le grand-maître. La Suède, le Danemark et la Prusse adhérèrent à la nouvelle convention de neutralité; et comme, au même instant, la paix de Lunéville venait d'être conclue entre la France, l'empereur d'Autriche et le corps germanique, l'Angleterre voyait toute son ancienne influence sur le continent se dissiper devant l'ascendant victorieux de la fortune de Napoléon.

Bonaparte ayant renvoyé les prisonniers russes sans rançon, vêtus et équipés à neuf, une si rare générosité acheva de gagner Paul à la France. Des relations amicales s'établirent entre les deux puissances; et bientôt le cabinet de Saint-James vit confirmer ses craintes par les armements qui se faisaient dans les ports de la partie la plus orientale de l'empire, projet qui n'était lui-même qu'une partie d'un vaste plan d'attaque dirigé contre la puissance anglaise dans l'Inde. Paul se préparait également à faire traverser la Perse à une puissante armée; mais la mort ne lui en laissa pas le temps.

On a accusé l'Angleterre de n'être pas demeurée étrangère au crime qui, en

mettant fin à la vie de cet empereur, la fit sortir d'un grave embarras, mais aucun fait ne vient à l'appui de cette prétendue complicité, et il suffit, pour expliquer l'assassinat de Paul, de la haine et de la terreur qu'il avait inspirées à une cour au milieu de laquelle était encore présent le souvenir du meurtre de Pierre III, et de toutes les révolutions qui, depuis un siècle, avaient ensanglanté la Russie.

Dans un accès de ses violentes fureurs, Paul avait menacé du dernier supplice la plupart des grands qui l'entouraient. L'un des hommes les plus influents de sa cour, le comte Pahlen, résolut d'exploiter les haines et les craintes que le despote avait fait naître, et de jeter même le fils aîné de l'empereur dans le complot qu'il allait former et conduire avec une remarquable habileté.

Pahlen était un homme d'un esprit délié et profond, d'une audace que rien n'effrayait, d'une présence d'esprit imperturbable. Ancien officier, il conservait de ce métier des formes à la fois rudes et familières, propres à séduire les soldats et la multitude. D'ailleurs, il était imposant de sa personne, et la place de gouverneur de Pétersbourg que lui avait donnée son maître avec la direction de la police, le mettait à même de tenir, sans être soupçonné, tous les fils d'une vaste conjuration. Il s'entendit avec le comte Panin, vice-chancelier, chargé des affaires étrangères, et, prétextant de l'intérêt de l'État, affirmant que la Russie allait périr dans les brusques changements d'une politique inspirée par les caprices de chaque jour, craignant par-dessus tout pour leurs fortunes et même pour leurs vies, tous deux résolurent de renverser le souverain.

Pour remplacer Paul on avait l'aîné des grands ducs, Alexandre, jeune homme de vingt-cinq ans, qui, tenu dans l'ombre par son père, n'était connu encore que par un caractère doux, et un esprit en apparence timide et facile à conduire. Il était indispensable, pour n'être pas traité le lendemain de l'action en assassin vulgaire, de faire entrer ce jeune homme dans le complot; mais là était la difficulté, car il semblait impossible qu'Alexandre, tel qu'il s'était montré jusqu'alors, consentît jamais à se prêter à un attentat contre son père. Pendant longtemps Pahlen se borna à faire ressortir aux yeux du grand duc toutes les fautes de l'empereur, à lui exposer les désordres qui en résultaient, et à lui faire concevoir des craintes pour sa sûreté personnelle, et pour celle de sa mère et de ses frères; enfin, un jour il lui déclara que si Paul continuait à conduire la Russie au gré de ses caprices, c'en était fait de l'État. En effet, le malheureux souverain parlait, en ce moment de jeter 80,000 hommes sur Berlin, pour activer les résolutions de la Prusse à l'égard des neutres, et se considérant comme l'unique arbitre du continent, il fatiguait de ses réclamations même son nouvel allié, le premier Consul, exigeant qu'il prît la Russie pour unique médiatrice de ses négociations. Au nom du salut de la nation, Pahlen conjura le grand-duc de consentir à saisir les rênes de l'État que son père dirigeait avec tant d'imprudence, s'engageant, par serment solennel, à déposer paisiblement son souverain pour lui assurer une retraite et à respecter sa vie.

Ce serment, Pahlen savait bien qu'il ne le tiendrait pas, et certes, il faut à Alexandre toute l'excuse de l'inexpérience et de la jeunesse, pour que l'histoire ne lui reproche pas d'avoir oublié que dans son pays toutes les révolutions de palais avaient été sanglantes.

Fort du demi-consentement arraché à son futur maître, le chef de la conjuration s'occupa de chercher des complices. Deux des frères Zoubof, Platon, le dernier favori de Catherine, et Nicolas, habitués depuis longtemps à faire bon marché des scrupules de leur conscience, furent les deux premiers instruments qu'il choisit. Beaucoup d'autres mécontents furent mandés à Pétersbourg, mais sans qu'on leur fît connaître avec précision l'objet du complot. L'un des principaux personnages qui s'associèrent alors aux idées de Pahlen, était le général Beningsen qui, plus tard, fit glorieusement oublier dans les guerres contre la France, la participation qu'il avait prise à ce crime. Beningsen n'était pas Russe, mais Hanovrien; depuis longtemps attaché au service de la Russie, il avait mécontenté l'empereur par quelques irrégularités de service, faute contre laquelle Paul se montrait implacable et sévissait avec la dernière rigueur. Retiré dans ses terres, Beningsen avait juré de tirer une vengeance éclatante de l'auteur de sa disgrâce, et aux premières ouvertures de Pahlen, il était accouru prêt à mettre au service de ses projets sa redoutable énergie.

Le moment désigné pour l'exécution du complot approchait; les conjurés avaient résolu de profiter du jour où le régiment de Semenovski dévoué au grand-duc Alexandre serait de garde, mais il fallait se hâter, car soit défiance instinctive, soit que Paul eût une vague connaissance de ce qui se tramait autour de lui, il fit venir Pahlen, et lui adressa ces étranges questions : « Étiez-vous à Pétersbourg en 1762 (année du meurtre de Pierre III). — Oui, répondit Pahlen, sans rien perdre de son sang-froid. — Quelle part avez-vous prise à ce qui se fit alors? ajouta l'empereur. — Celle d'un officier subalterne à cheval dans les rangs de son régiment. Je fus témoin et non acteur dans cette catastrophe. — Eh bien, reprit Paul avec un regard défiant, on veut recommencer aujourd'hui la révolution de 1762. — Je le sais, répondit l'imperturbable conjuré, je connais le complot; j'en fais partie. — Quoi! s'écria Paul, vous êtes du complot? — Oui, mais pour mieux être averti et plus en mesure de veiller sur vos jours. »

Le calme de cet homme déconcerta l'empereur qui demeura inquiet et agité, mais sans garder aucun soupçon sur le chef des conjurés.

Une dernière faute de Paul hâta la catastrophe et donna en quelque sorte à ses meurtriers l'excuse de l'intérêt public. L'ambassadeur de Russie à Berlin venait de recevoir l'ordre de menacer la Prusse d'une invasion armée immédiate si elle n'agissait de suite avec vigueur contre l'Angleterre. On était au 23 mars; Pahlen et Beningsen résolurent de ne pas différer davantage. Ils réunirent les membres de la conjuration, officiers pour la plupart, dans un repas qui se pro-

longea longtemps, et ce fut à la fin que Pahlen qui jusque-là avait gardé le silence auprès de ses complices subalternes, leur découvrit tout le plan du complot; il énuméra devant eux les folies de Paul, montra la mort suspendue, pour le moindre motif, sur la tête de ses plus fidèles serviteurs, l'État sombrant sous sa politique insensée; enfin il affirma que le grand-duc Alexandre avait donné à ce qui allait se faire un entier assentiment. Ces hommes échauffés par le vin applaudissent; ils étaient environ soixante, ils se divisent en deux bandes, l'une dirigée par Pahlen, l'autre par Beningsen, et prennent le chemin de ce palais Michel que le monarque avait construit avec tant de rapidité, comme s'il avait eu hâte d'achever le lieu qui devait être son tombeau.

Beningsen s'avançait le premier; Pahlen avec les siens formait une sorte de réserve. Le palais Michel était gardé comme une forteresse, mais les soldats placés aux portes étaient gagnés, et les barrières s'abaissent devant les conjurés. Deux serviteurs couchés en travers de la porte et qu'on n'avait pas essayé de séduire, veulent faire à leur souverain un rempart de leur corps; l'un tombe percé de coups, l'autre s'enfuit en poussant des cris qui éveillent Paul et jettent l'effroi dans son âme. A ce moment, les conjurés étaient sur le seuil de sa chambre; le malheureux souverain veut fuir; il se précipite vers une porte secrète qui donnait dans l'appartement de sa femme; mais il se souvient avec désespoir que dans un moment de défiance il l'a fait murer. Aucun refuge, aucun asile contre les poignards des furieux dont il entend les menaces et les injures. Il se blottit derrière les plis d'un paravent. Déjà Platon Zoubof s'était précipité vers le lit impérial, et le trouvant vide, il s'écriait avec effroi : « l'empereur s'est sauvé, nous sommes perdus! » Mais Beningsen fouillant tous les recoins de la pièce a découvert l'empereur; il marche à lui l'épée à la main et lui présente l'acte d'abdication. — Vous avez cessé de régner, lui dit-il, le grand-duc Alexandre est empereur. Je vous somme en son nom de résigner l'empire et de signer l'acte de votre abdication. A cette condition je réponds de votre vie. — L'empereur éperdu demande ce qu'il a fait pour mériter un tel traitement. Alors l'énumération des griefs et des injures commence. Quelques-uns des conjurés portent la main sur leur maître. A ce moment on entend du bruit : c'est un secours qui arrive à la victime; tous s'enfuient lâchement et laissent Beningsen seul en face du malheureux empereur. Ce n'était pas un secours, mais la deuxième bande qui, à son tour, forçait les portes du palais et demandait sa part du crime. Paul est de nouveau sommé de signer son abdication. Pendant que l'infortuné se débat au milieu des hommes à moitié ivres qui le pressent de toutes parts, l'unique lampe qui éclairait cette scène tombe et s'éteint. Deux des conjurés se précipitent sur le souverain qui, de même que Pierre III, se débat longtemps; l'un lui fracasse le crâne avec le pommeau de son épée, l'autre lui étreint le cou d'une écharpe, et lorsque la lumière éclaire de nouveau cette horrible scène, Paul se tord dans les dernières convulsions de l'agonie.

Cependant Pahlen était demeuré en dehors du palais; seul il n'avait pas voulu y pénétrer. Quand on vint lui dire que tout était achevé, il ordonna d'étendre le cadavre sur le lit, plaça une garde à la porte de l'appartement, avec défense de laisser pénétrer même les membres de la famille impériale, et se rendit chez Alexandre.

Ce prince était livré à la plus vive anxiété; il s'était laissé arracher son consentement pour la déposition de son père, et il entendait les bruits confus, les cris lointains de l'assassinat. Ce sourd retentissement d'un crime qui le trouvait plus malheureux que coupable, on assure qu'il l'entendit tout le reste de ses jours, et qu'au milieu de ses grandeurs et de sa puissance, ce lugubre souvenir fut une plaie toujours saignante à son cœur. A la vue de Pahlen il se précipita vers lui et comprit tout à son silence. Accablé, il se laissa tomber sur un siége, versa des larmes amères et accabla de reproches le chef des conjurés. Son frère Constantin, qui jusque-là avait tout ignoré, accourait à ce moment; il mêla ses plaintes et ses reproches à ceux de son frère. Enfin Pahlen s'adressant résolûment à Alexandre : — C'est assez pleurer comme un enfant, dit-il; venez régner, — et il l'arracha de ce lieu pour le présenter aux soldats. L'armée, mécontentée de la tyrannie minutieuse de Paul, et nourrie d'ailleurs au milieu des révolutions de palais, accepta volontiers ce changement de domination. Les cris de : *Vive Alexandre!* retentirent, et le nouveau souverain se prépara à recevoir le serment de ses sujets au palais d'Hiver. Quant à Paul, le crâne enveloppé d'un grand chapeau, le cou et les mains couverts du col et des gants d'uniforme, il fut exposé selon l'usage : de même que Pierre III était mort d'une colique hémorroïdale, lui avait succombé à une apoplexie foudroyante [1].

Alexandre Ier. (1801-1825.) Paul avait tellement lassé tous les esprits par ses fantasques fureurs, par les brusques revirements de sa politique, que l'avénement de son fils fut, malgré le crime qui l'avait inauguré, salué d'une extrémité à l'autre de la Russie par des acclamations de joie et d'espérance. L'éloge du nouveau souverain était dans toutes les bouches : la majesté de sa personne, son caractère, son heureuse éducation, ses principes philosophiques étaient le sujet de tous les entretiens. L'auteur même de ces Mémoires secrets qui traitent la Russie avec tant d'amertume, ne peut s'empêcher de peindre le jeune empereur avec des couleurs flatteuses, reflet des vœux et de l'espoir que toute la Russie avait mise en lui au premier jour de son règne.

« On trouve, dit le colonel Masson, presque réalisé dans ce jeune prince les couleurs qui nous séduisent dans le Télémaque... On pourrait aussi lui reprocher les défauts que Fénelon laisse à son élève; mais ce sont peut-être moins des défauts que l'absence de quelques qualités qui ne sont pas encore développées en lui, ou qui ont été repoussées de son cœur par les alentours méprisables qu'on

[1] Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. II. Rabbe, *Histoire d'Alexandre Ier*, t. I.

lui a donnés. Il a de Catherine une grandeur de sentiment et une égalité d'humeur inaltérable, un esprit juste et pénétrant, et une discrétion rare, mais une retenue, une circonspection au-dessus de son âge, et qui serait même de la dissimulation, si l'on ne devait point l'attribuer à la position gênée où il s'est trouvé entre son père et sa grand'mère, plutôt qu'à son cœur naturellement franc et ingénu. Il a de sa mère la taille, la beauté, la douceur et la bienfaisance; mais aucun trait extérieur ne le rapproche de son père, et il doit d'ailleurs le craindre plus que l'aimer. Paul devinant les intentions de Catherine en faveur de ce fils, a toujours eu de l'éloignement pour lui : il ne lui trouve ni son caractère ni ses goûts, car Alexandre paraît se prêter par obéissance plus que par inclination à ce que son père exige de lui. La nature l'a doué des plus aimables qualités... Au reste il est d'un caractère heureux, mais passif. Il manque de hardiesse et de confiance pour rechercher l'homme de mérite, toujours modeste et retenu. Il est à craindre que le plus importun ou le plus effronté, qui est ordinairement le plus ignare ou le plus méchant, ne parvienne à l'obséder. Se laissant trop aller aux impulsions étrangères, il ne s'abandonne pas assez à celles de sa raison et de son cœur. Il sembla perdre l'envie de s'instruire en perdant ses maîtres et surtout le colonel La Harpe, son premier précepteur, auquel il doit ses connaissances. Un mariage trop précoce a pu amortir son énergie; et, malgré ses heureuses dispositions, il est menacé de devenir un jour la proie des courtisans [1]. »

Alexandre semblait, en montant sur le trône, trouver son rôle tout tracé par les sentiments et les besoins de ses sujets : Pierre le Grand avait créé la Russie, Catherine avait étendu et consolidé les conquêtes, elle avait établi d'une manière irrécusable et manifeste la puissance de l'empire russe, son influence et même, il faut le dire, sa prépondérance en Europe. C'était assez de conquêtes. La Russie était loin d'être par ses institutions au niveau de sa puissance, elle avait donc besoin avant tout d'un prince législateur qui ne mêlât pas, comme Pierre Ier et Catherine II avaient dû le faire, aux soins de l'administration les travaux guerriers, et qui s'efforçât de hâter, en quelque sorte, l'œuvre du temps et de mûrir les institutions encore en partie barbares de la Russie. Par son caractère Alexandre semblait destiné à tenir cette place de législateur dans la liste des Romanof, et les débuts de son règne annoncèrent en effet un vaste ensemble de réformes.

Il commença par supprimer le système d'absurdes vexations et de terreurs introduit par son père, disgracia la plupart des instruments dont il s'était servi, et institua un conseil permanent, point de départ du conseil de l'empire. Il adoucit les rigueurs de la censure, et accorda plus de liberté pour l'introduction des livres étrangers. Il réduisit à la fois les impôts et les dépenses de la cour, et supprima pour une année le recrutement militaire. Il se fit présenter

[1] *Mémoires secrets sur la Russie*, t. I, p. 270-273.

par tous les chefs d'administration des comptes rendus détaillés, et les fit publier, mesure tout à fait neuve en Russie. Il abolit la torture, supprima la confiscation des biens héréditaires, déclara avec solennité qu'il lui répugnait de faire des dons de paysans, et ne permit plus d'insérer dans les journaux les ventes de serfs, comme c'était l'usage. On le vit donner ses soins à la réforme des tribunaux, établir des peines pécuniaires contre les magistrats prévaricateurs, constituer le sénat en haute cour de justice, le diviser en sept départements pour hâter la conclusion des procès, rétablir la commission des lois instituée par Catherine pour la confection d'un code, puis s'occuper du commerce, rendre des règlements au profit de la navigation; il étendit et améliora les communications intérieures, favorisa l'instruction publique, en créant plusieurs nouvelles universités et un grand nombre d'écoles secondaires, et supprima la défense que son père avait faite à tous ses sujets de voyager à l'étranger. Il jeta la base de l'institution d'une classe de serviteurs libres, en permettant aux nobles de vendre, à la fois, à leurs serfs la liberté et des portions de terre qu'ils devaient posséder en toute propriété; enfin, sous ses auspices, sa mère Marie Fœdorovna fonda des hospices, des institutions d'éducation noble ou bourgeoise, et donna un libre cours à sa bienfaisance naturelle [1].

Tels étaient les heureux débuts de ce règne. On pouvait croire que la Russie, se repliant sur elle-même, allait se livrer à cette grande élaboration intérieure qui est aujourd'hui le premier de ses besoins. Par malheur, cette apparence était trompeuse : pour adopter cette voie et y marcher avec persévérance, il eût fallu une élévation de vues et une fermeté que ne possédait pas Alexandre. En effet, dans le cours entier de son règne nous le verrons toujours préférer au rôle modeste, mais utile à ses peuples d'empereur de Russie, celui plus brillant de chef de la coalition européenne. Les changements causés par la mort de Paul en furent le témoignage éclatant. La haine des Anglais et des Russes fit tout d'un coup place à la bonne intelligence. Il ne fut plus question ni de la remise de Malte, ni des droits de la neutralité : un ukase porta levée de l'embargo sur leurs navires, et ils se retrouvèrent en possession de leurs biens et de leurs priviléges. Le dernier traité de commerce fut rétabli avec tous ses avantages, et les actes célèbres de la neutralité armée se trouvèrent annulés en juin 1801 par une convention maritime où le fameux article 2, à savoir que le pavillon couvre la marchandise, est entièrement abandonné : c'était là un acte de faiblesse et une faute véritable. Tout en se rapprochant de l'Angleterre, Alexandre manifesta l'intention de ne pas rompre avec la France; un traité régularisa la situation respective de l'empire russe et de la république française; en même temps que la médiation de l'empereur hâtait la conclusion du traité d'Amiens, trêve passagère jetée entre d'inconciliables inimitiés (mars 1802).

[1] *Histoire intime de la Russie sous les empereurs Alexandre et Nicolas*, par H. Schnitzler, t. I, ch. I, p. 47-48.

Cette même année, Alexandre prononça la réunion définitive de la Géorgie à l'empire[1]. Dans cette mesure, qui n'était que la consécration d'un fait accompli sous son père, on retrouve l'un des procédés politiques de Catherine II : un manifeste déclare « ... que l'empereur ne réunit pas ce royaume à son empire pour augmenter sa puissance, mais uniquement pour y établir la justice et la sécurité des personnes... » Les guerres contre la Perse et la Turquie montrèrent bientôt dans quel but la Russie s'appropriait cette riche province et cette forte position au midi du Caucase. De grandes mesures militaires complétèrent les travaux de 1802, et l'Europe dut pressentir que la Russie aurait bientôt à jouer un rôle plus actif que celui de médiatrice.

La France et l'Angleterre conservaient de leurs longs débats une inimitié vivace, qu'animait encore la haine en quelque sorte personnelle de Pitt et de Napoléon. Au fond pourtant, les intérêts de ces deux grandes nations se heurtaient moins qu'elles ne le croyaient elles-mêmes : l'empire des mers appartenait bien définitivement à l'Angleterre et ne pouvait lui être disputé; la France n'y prétendait plus, tout en s'efforçant de conserver les débris de sa puissance coloniale ; elle possédait en revanche une vaste influence qui répandait sur tout le continent européen ses mœurs et ses idées. Si l'Angleterre avait lieu de regarder son industrie et son commerce comme la condition de son existence, il n'en était pas de même de la France, pays agricole autant que commerçant, qui pouvait se suffire à lui-même. Aussi était-ce par habitude traditionnelle, plutôt que par nécessité, que la France et l'Angleterre en venaient aux mains. On s'y détestait encore comme au temps d'Édouard III et de Henri V.

La paix d'Amiens était mal exécutée. Il avait été convenu que Malte serait neutralisée au profit du commerce des nations riveraines de la Méditerranée, et les Anglais refusaient d'évacuer cette forte position. Ils conservaient de même le cap de Bonne-Espérance, qu'ils devaient restituer à la Hollande, et la ville d'Alexandrie. Enfin le cabinet de Saint-James se cachait peu de la protection accordée aux émigrés, qui demandaient à la fois à l'étranger, aux complots et à la guerre civile la réalisation de leurs coupables espérances. La Russie, de son côté, ne remplissait pas ses engagements. Pendant la deuxième coalition, sous Paul Ier, elle avait jeté une garnison dans les Sept-Iles (îles Ioniennes), organisées en république. Il avait été stipulé qu'aussitôt après la conclusion du traité d'Amiens, dont elle-même s'était faite la médiatrice, elle retirerait ses troupes de Corcyre et des autres îles, et elle persistait à les y laisser, malgré les représentations de la France : c'était comme un poste militaire destiné à faciliter la reprise de ses desseins contre la Turquie et sur le Péloponèse.

Le premier Consul, qui s'attendait à de nouvelles hostilités avec l'Angleterre, s'empressa, aussitôt que la guerre lui eut été déclarée (16 mai 1803), d'envoyer

[1] Nous reviendrons plus loin sur ce fait à l'occasion des guerres du Caucase sous le règne de Nicolas. Voir le chapitre suivant.

en Russie et en Prusse des négociateurs pour se ménager l'alliance, ou du moins, la neutralité de ces deux puissances. On ne s'entendit pas, et les dispositions hostiles s'aggravèrent entre la France et le reste de l'Europe, lorsque, d'une part, le premier Consul se vit menacé par les machines infernales et les complots, et que, de l'autre, on apprit de quelle injuste et sanglante représaille le duc d'Enghien avait été victime.

Le corps germanique, disloqué et impuissant, n'avait pas osé demander réparation de cette violation inouïe du droit des nations : ce fut Alexandre qui s'en chargea. Le ministre de Russie à Paris, M. d'Oubril, écrivit à M. de Talleyrand : « Que l'empereur Alexandre, comme médiateur et garant de la paix continentale, venait de notifier aux États de l'Empire qu'il considérait l'enlèvement du duc d'Enghien comme mettant en danger leur sûreté et leur indépendance, et qu'il ne doutait pas que le premier Consul ne prît de promptes mesures pour rassurer tous les gouvernements, en donnant de satisfaisantes explications sur un événement que l'on pouvait considérer comme le sinistre présage des dangers qui menaçaient l'indépendance et le salut communs. » Bonaparte ne répondit que par des récriminations : il s'étonna de ce droit de police générale que prétendait s'arroger la Russie, quand l'Allemagne ne se plaignait pas, et demanda si, lors de l'assassinat de Paul Ier, la France avait exercé aucun droit d'enquête. L'échange des notes continua ainsi, avec beaucoup d'aigreur, jusqu'au milieu de 1804. Enfin la Russie présenta sous cette forme son ultimatum à la France :

« Que, conformément à la convention secrète du 2 octobre 1802, les troupes françaises évacuassent le royaume de Naples, et que sa neutralité fût respectée dans toute la durée de la guerre. — Qu'on établît immédiatement, de concert avec l'empereur de Russie, les bases sur lesquelles les affaires d'Italie seraient finalement réglées. — Que le roi de Sardaigne reçût sans délai les indemnités qui lui étaient promises. — Qu'en vertu de l'obligation de garantie mutuelle, le gouvernement français s'engageât à retirer ses troupes du nord de l'Allemagne, et qu'il prît l'engagement de respecter le corps germanique. »

C'était, on le voit, la politique de Catherine : étendre sur l'Allemagne, et même sur l'Italie, l'action de la Russie, son influence et sa protection. En se heurtant à la France, dont le chef, ambitieux et tout-puissant, venait d'échanger contre une couronne héréditaire la dignité viagère dont il s'était revêtu, cette politique appelait une guerre formidable. Alexandre le savait, et il fit en conséquence les plus grands préparatifs. Il avait conservé vingt mille hommes dans les îles Ioniennes et une escadre qui soulevait l'Albanie et le pays des Monténégrins, Sébastopol fut déclaré port exclusivement militaire; les chantiers de Cronstadt déployèrent une extrême activité, et l'armée de terre fut portée à cinq cent mille combattants, dont une grande partie fut rassemblée sur les frontières de l'ouest, dans les anciennes provinces démembrées de la Pologne. Dans une guerre contre

la France, qui étendait ses bras puissants à l'extrémité de l'Allemagne, le côté vulnérable de la Russie était ces provinces polonaises, réclamant leur liberté, appelant de tous leurs vœux une reconstitution politique. Alexandre s'efforça de se les attacher par quelques procédés bienveillants : il rendit plusieurs ukases en faveur des paysans; les prêtres grecs eurent soin, dans les lieux où les catholiques étaient en minorité, de rattacher les idées de nationalité aux idées religieuses; les juifs, très-nombreux et très-riches, obtinrent le titre de sujets russes. A en juger par les Mémoires de l'un des plus illustres Polonais de l'émigration de 1794[1], Alexandre donnait aux patriotes de grandes espérances et cherchait à entraîner les cœurs par sa bienveillance et son affabilité. Nous verrons ce que plus tard il crut devoir faire pour la Pologne.

De 1802 à 1805, date de la troisième coalition, Alexandre avait continué de donner ses soins à ces réformes intérieures qui avaient signalé avec tant de bonheur le début de son règne. Une université allemande avait été établie à Dorpat; les écoles publiques s'étaient multipliées dans toutes les villes de l'empire. Enfin le code, cette œuvre, dit M. Chopin, toujours refaite et toujours à refaire, dut subir une révision nouvelle. Alexandre s'efforça de rattacher les serfs à la couronne, améliorant ainsi leur sort, et préparant le premier degré de leur affranchissement. Les droits prélevés sur les marchandises furent considérablement réduits, pour la mer Noire et la mer d'Azof, et ce fut à ces sages mesures qu'Odessa dut l'immense développement de sa prospérité commerciale[2].

L'administration judiciaire subit de grands changements. La lenteur de la procédure était l'objet de beaucoup de plaintes. Paul Ier avait, en 1796, organisé dans le sénat trois commissions pour juger le nombre immense des causes pendantes. Le prince Lapoukin proposa à Alexandre d'abolir ces trois départements temporaires, qui n'avaient donné que peu de résultats, et d'augmenter le sénat de deux classes, de manière à ce qu'il formât neuf grandes divisions, dont six siégeraient à Pétersbourg et trois à Moskou. Le nombre des sénateurs se trouvait de la sorte porté à neuf cents.

La guerre interrompit ces travaux de législation. Alexandre refusait de reconnaître à Napoléon Bonaparte le titre d'empereur; l'ambassadeur français quitta aussitôt Pétersbourg, et les hostilités semblèrent près de commencer. Ce n'était cependant ni à la Russie ni à l'Allemagne, qui venaient de former avec l'Angleterre (mai et août 1805) la troisième coalition, que le nouvel empereur destinait ses terribles coups : son armée, réunie à Boulogne, menaçait l'Angleterre d'une descente. On sait comment les lenteurs de l'amiral Villeneuve, les vents et la fortune, préservèrent la nation anglaise du coup qui semblait devoir l'accabler. Bonaparte se retourna sur l'Allemagne.

L'archiduc Ferdinand, le général Mack et l'archiduc Jean venaient d'entrer en

[1] Michel Oginski, t. II, l. VIII, ch. I.
[2] Chopin, *Univers pittoresque*, t. II, p. 422.

campagne avec quatre-vingt-dix mille hommes, occupant à la fois la Bavière, les gorges du Tyrol et les rives de l'Adige. La Prusse n'était pas moins prompte à reprendre les armes; et les deux souverains, Alexandre et Frédéric-Guillaume, avaient solennisé leur traité de Potsdam par un serment sur le tombeau du grand Frédéric (octobre 1805). En même temps l'Angleterre se liait avec la Suède. Tout le nord de l'Europe se conjurait contre l'ambition de Napoléon et la grandeur de la France.

Mais Napoléon seul bravait tous ces ennemis. Cette campagne commença par la capitulation d'Ulm et finit par la mémorable journée d'Austerlitz. L'armée russe, qui prit part à cette bataille, était commandée par le général Kutusof. Les temporisations du vieux général servirent Napoléon à souhait, en lui donnant le temps de réunir ses forces éparses et de se replier sur le terrain qu'il avait marqué pour son champ de bataille. Trente mille Russes ensevelis dans les glaces d'un lac qui rompirent sous leur poids, quinze de leurs généraux pris ou tués, tous leurs bagages et leur artillerie (2 décembre 1805), tel fut le prix dont Alexandre paya dans cette campagne le titre de protecteur de l'Allemagne.

L'Autriche, qui avait provoqué la guerre, fut la première à déserter la coalition. Souverain d'une nation dont les fastes n'abondent pas en victoires, François II ne craignit pas de venir au bivouac de Napoléon solliciter humblement la paix. Un armistice fut accordé, et pour première condition les Russes durent évacuer le territoire autrichien et se retirer à travers les monts Krapacks. Le ministre de Prusse, parti de Berlin pour le quartier-général des alliés, se rendit, en apprenant le sort de leurs armes, à celui de Napoléon, et le félicita sur sa victoire. « Voilà, lui dit le vainqueur d'Austerlitz, un compliment dont la fortune a changé l'adresse. » La paix de Presbourg mit fin aux hostilités entre l'Autriche et la France (26 décembre 1805). Tel fut le résultat de la troisième coalition.

La Russie demanda aussi la paix. Au commencement de 1806 elle entama des négociations, signa, par le ministère de son ambassadeur, un traité à Paris; puis refusa, sous de vains prétextes, de le ratifier, parce qu'elle n'avait voulu que gagner du temps pour réorganiser ses forces et venger la honte d'Austerlitz.

Une quatrième coalition s'était formée sous le voile de cette courte trêve. La Prusse, abjurant une neutralité qu'elle n'avait pu faire croire sincère, mit deux cent cinquante mille hommes sur pied par un effort immense. La victoire d'Iéna vint démentir (octobre 1806) d'une manière désastreuse les espérances et l'enthousiasme de la nation prussienne. De toutes les journées qui, depuis 1792, ont illustré les armes françaises, aucune n'a laissé moins d'honneur aux vaincus, tant leur déroute fut entière et leur fuite rapide. Dix jours après, les vainqueurs occupaient Berlin.

Cependant l'empereur Alexandre accourait au secours de son allié malheureux. Les Français et les Russes se rencontrèrent de nouveau sur les bords de la

Vistule, et les premiers, après avoir occupé Thorn, furent successivement victorieux dans quatre combats. La journée plus importante d'Eylau signala la rentrée en campagne au commencement de l'année suivante (8 février 1807). L'armée russe en Pologne, qui, avant cette affaire, était encore forte de cent soixante mille hommes, fit une perte immense; mais la nôtre fut également considérable. La prise de Dantzick et la victoire de Friedland, plus décisive que celle d'Eylau, amenèrent, au bout de peu de jours, l'entrevue des deux empereurs sur le Niémen, et la paix de Tilsitt (7 juillet 1807).

Cette paix fut conclue surtout sous l'influence du désir qu'avait Napoléon d'enchaîner la Russie à son système continental, grande combinaison européenne, qui semblait devoir détruire l'Angleterre. A la tyrannie maritime de cette nation, Napoléon avait, après Iéna, imaginé de répondre par le blocus continental. Fermer à ses produits le continent tout entier, et la faire périr d'inanition au milieu de ses richesses, tel était son gigantesque projet. Pour vaincre *ainsi la mer par la terre*, il lui fallait tenir sous son joug, non-seulement la Prusse et l'Autriche, mais le seul allié qui restât à l'Angleterre, l'empire au sein duquel ses marchandises trouvaient un immense débouché. Eylau n'avait pas été décisif; Friedland, pour l'être davantage, ne suffisait pas à imposer la volonté de la France à la Russie. Le résultat que, cette fois, ne lui donnait pas la victoire, Napoléon espéra l'atteindre par la séduction qu'il exercerait sur le jeune empereur de Russie.

Malgré le serment de Potsdam et l'intérêt que la belle reine de Prusse, principal auteur de cette guerre, inspirait à l'empereur Alexandre, son chevaleresque défenseur, quelque mésintelligence s'était glissée entre les alliés. Les Russes accusaient les Prussiens de s'être mal battus; ceux-ci reprochaient aux Russes leur déroute dévastatrice; enfin les uns et les autres avaient également à se plaindre des Anglais qui, après les avoir engagés dans cette guerre, les avaient abandonnés presqu'à leurs seules ressources. Au milieu de ce mécontentement général, la coalition était près de se dissoudre. Ce fut ce moment que Napoléon choisit pour charmer, pour entraîner, par des projets et des espérances vagues mais infinies, l'esprit vif et mobile d'Alexandre. A ce vaincu dont les défaites étaient, à la vérité, grâce au courage opiniâtre de ses soldats, plus honorables que celles de l'Autriche et de la Prusse, Napoléon résolut de laisser entrevoir le partage du monde. Quel intérêt, disait-il, la France et la Russie, éloignées l'une de l'autre par une immense étendue de territoire, avaient-elles de se combattre? Étaient-elles en rivalité d'ambition maritime ou continentale? Moins assurément que l'Angleterre et la Russie, depuis que cette dernière avait étendu sa puissance au delà de la Baltique et de la mer Noire.

Le 25 juin 1807, eut lieu sur un radeau, au milieu du Niémen qui séparait les deux armées, la première entrevue entre les deux empereurs; ils s'embrassèrent en s'abordant, et, pendant deux jours, ils vécurent ensemble, se partageant le

monde dans leurs projets pour l'avenir. Le monde n'était pas trop vaste pour leur ambition; l'un serait *empereur d'Occident*, l'autre *empereur d'Orient*. Le roi et la reine de Prusse dépossédés de tous leurs États, réduits à quelques villes, n'ayant plus auprès d'eux que les débris de leur armée, obtinrent, grâce à la protection d'Alexandre et à la commisération du vainqueur, de conserver une portion de leur royaume.

Il y eut à Tilsitt, comme l'observe M. Thiers [1], trois genres de stipulations : un traité déclaré de la France avec la Russie et avec la Prusse. — Des articles secrets ajoutés à ce double traité. — Un traité occulte d'alliance offensive et défensive entre la France et la Russie, lequel devait être enveloppé d'un secret absolu, tant que les deux parties ne seraient pas d'accord pour le divulguer. Ces traités patents entre la France, la Russie et la Prusse contenaient les stipulations suivantes : Restitution au roi de Prusse, *en faveur de l'empereur de Russie*, de la vieille Prusse, de la Poméranie, du Brandebourg, de la Haute et Basse Silésie. — Abandon à la France de toutes les provinces à la gauche de l'Elbe, pour en composer avec le grand-duché de Hesse un royaume de Westphalie, au profit du plus jeune des frères de Napoléon, Jérôme Bonaparte. — Abandon des duchés de Posen et de Varsovie pour en former un état polonais qui, sous le titre de grand-duché de Varsovie, serait attribué au roi de Saxe, avec une route militaire à travers la Silésie, qui donnât passage d'Allemagne en Pologne. — Reconnaissance par la Russie et par la Prusse de Louis Bonaparte et des autres frères de Napoléon dans les diverses royautés qu'il leur avait successivement données en Hollande, à Naples, en Westphalie. — Rétablissement dans leurs souverainetés des princes d'Oldenbourg et de Mecklembourg (parents de l'empereur Alexandre), mais occupation de leur territoire par les troupes françaises pour l'exécution du blocus continental. Enfin médiation de la Russie pour établir la paix entre la France et l'Angleterre; et médiation de la France pour rétablir la paix entre la Porte et la Russie.

Les articles secrets restituaient aux Français les bouches du Cattaro, statuaient l'abandon des sept îles qui désormais devaient appartenir en toute propriété à la France; promettaient de reconnaître Joseph roi des Deux-Siciles, et accordaient à la Prusse une légère augmentation de territoire sur l'Elbe et dans les environs de Magdebourg au cas où le Hanovre serait réuni au royaume de Westphalie.

Enfin le traité occulte, le plus important des trois, contenait l'engagement, de la part de la France et de la Russie, de faire cause commune en toute circonstance, d'unir leurs forces de terre et de mer dans toute guerre future; de prendre les armes contre l'Angleterre si elle ne consentait pas à la paix en

[1] *Le Consulat et l'Empire*, t. VII, l. xxvii. Les documents que M. Thiers a mis en œuvre pour cette partie de son histoire sont, pour la plupart, extraits des mémoires contemporains et manuscrits, et il est permis de croire que leur étude a permis à cet historien de présenter sous leur véritable aspect les célèbres conférences de Tilsitt.

gardant Malte, et en restituant à l'Espagne et à la Hollande leurs colonies; de faire la guerre à la Porte si celle-ci n'acceptait pas la médiation de la France, et, dans ce dernier cas, *de soustraire*, disait le texte[1], *les provinces d'Europe aux vexations de la Porte, excepté Constantinople et la Roumélie.* Les deux puissances s'engageaient à sommer en commun la Suède, le Danemark, le Portugal, l'Autriche elle-même, de concourir aux projets de la France et de la Russie, c'est-à-dire de fermer leurs ports à l'Angleterre et de lui déclarer la guerre.

Tel fut ce fameux traité de Tilsitt : il semblait n'y avoir plus place dans le monde que pour la Russie et la France; mais en se reportant vers le passé, en considérant à la fois la position respective des deux empires, en suivant le but et les espérances de la Russie, depuis un siècle, on voyait combien le partage était inégal, et combien les nouvelles combinaisons politiques de Napoléon, en apparence vastes, profondes et même dirigées par de spécieux motifs, étaient en réalité fausses et préjudiciables à l'Europe entière. Que Napoléon se fît empereur d'Occident, qu'il étendît par lui-même ou par sa famille sa domination ou son influence du Portugal à la Vistule et au Danube, il n'y avait là rien d'impossible pour l'heure. Mais cet empire fondé par le plus grand génie humain qui eût traversé le monde avait-il des éléments de durée, ne s'écroulerait-il pas le jour où l'homme extraordinaire qui l'aurait élevé, cesserait de vivre? Tandis, qu'au contraire, la réalisation de cet empire d'Orient rêvé et lentement édifié non par le génie d'un homme, mais par les laborieux efforts d'une dynastie qui avait compté Pierre Ier et Catherine II parmi ses souverains, seraient des faits durables, assis sur des bases plus solides que l'empire éphémère de Napoléon. Un jour donc l'équilibre serait fatalement rompu entre l'Orient et l'Occident, et au profit de qui; de la France ? de la civilisation? Non, au profit des hommes du Nord, des Russes encore barbares.

Le traité de Tilsitt établissait donc un partage inégal, et les projets de Napoléon se fussent-ils réalisés ne compensaient ni la perte de nos alliances naturelles avec la Suède et la Turquie, ni l'abandon de la Pologne.

La Pologne en effet avait mis dans les victoires des Français toutes ses espérances de résurrection. Les légions polonaises, organisées peu après le partage de 1795 par l'héroïque Dombrowski, avaient combattu en Italie, dans toute l'Europe, et elles croyaient, en s'attachant à la fortune de la France, faire revivre leur patrie. Napoléon avait franchi la Vistule, et poussé les Russes jusqu'au Niémen; mais que faisait-il pour la Pologne? Dans les stipulations de Tilsitt, nous venons de voir que les duchés de Posen et de Varsovie réunis et formant un état polonais, étaient attribués au roi de Saxe. Ainsi un fragment de Pologne était remis debout; mesure incomplète, ne frappant que la Prusse, et propre à amener avec la Russie de futurs démêlés sans faire ni de la Pologne, ni de la

[1] Cité et analysé par M. Thiers; voir *le Consulat et l'Empire*, t. VII, l. XXVII, p. 668.

Saxe, des barrières suffisantes contre l'ambition moscovite, et surtout ne liant pas indissolublement à la France les Polonais auxquels Alexandre, de son côté, prodiguait les espérances et les promesses.

Quant à la Turquie, Napoléon, en abandonnant à l'ambition d'Alexandre cette nation qu'il ne croyait pas pouvoir jamais régénérer et placer au niveau des nations européennes, avait cependant formellement interdit à son allié l'occupation de Constantinople. Il sentait bien que mettre cette ville aux mains du maître de la Russie ce n'était pas lui donner seulement la clef de l'Orient, mais aussi la domination de la Méditerranée, et que c'était ruiner à la fois le rivage méridional de la France et l'avenir de ses nouvelles acquisitions en Italie, et sur les côtes mêmes de l'Albanie. Alexandre était donc autorisé à prendre la Valachie, la Moldavie, la Bulgarie; mais il devait s'arrêter à la ligne des Balkans. Napoléon comptait trop sur sa force, et ne songeait pas assez à l'avenir, il ne se demandait pas qui arrêterait l'ambition russe, après lui, sur le chemin où lui-même l'autorisait à se lancer.

Depuis l'alliance passagère, et contre nature, qui avait un moment uni la Russie et la Porte pendant l'occupation de l'Égypte par les Français, et qui s'était trouvée rompue en 1802, à la paix d'Amiens, la Turquie et la Russie en étaient revenues à leur ancienne inimitié. En 1803, le sultan Sélim avait commis la faute d'accorder aux Russes la liberté de navigation sur le Phase en Mingrélie. Bientôt ils s'emparèrent du fort d'Anakria, position d'une grande importance, et, de la sorte, bien solidement établis entre la mer Noire et la mer Caspienne, ils eurent deux routes ouvertes à leurs conquêtes futures, l'une tombant sur la Perse et l'autre sur la Turquie d'Asie.

Ce fut alors que, revenant, avec cette insistance opiniâtre qui distingue les projets russes, au système de Catherine, Alexandre réclama la protection des sujets grecs dans toute la partie européenne de la Turquie. Sélim, à cette demande, témoigna une vive indignation. Le divan, ou du moins ceux de ses membres qui n'étaient pas vendus à la Russie, pénétrés des sentiments qui animaient le souverain, déclarèrent unanimement qu'il fallait s'ensevelir sous les ruines de Constantinople, plutôt que de signer, par un si honteux traité, la ruine de la puissance ottomane. Mais cette résolution généreuse ne tarda pas à s'évanouir, quand ils vinrent à considérer que, par l'effet de leurs concessions imprudentes, l'ennemi occupait les portes de l'empire, campait sur ses frontières; que dans huit jours l'armée d'Odessa pouvait être sous les murs du sérail, tandis que les îles Ioniennes, la Morée, la Thessalie, l'Épire, et d'un autre côté les provinces transdanubiennes, depuis si longtemps travaillées par la politique russe, lèveraient l'étendard de l'insurrection.

La détermination de négocier et de temporiser, commandée par ces réflexions, l'était encore plus par l'état intérieur de l'empire et des provinces d'Asie. Le pacha de Trébisonde venait de se déclarer indépendant les armes à la

main. La Turquie semblait toucher à sa ruine, lorsque la Russie cessa d'insister sur ses prétentions exorbitantes, parce que les événements d'Europe la forçaient de songer à sa propre sûreté. En effet, on était en 1805, et au moment où Napoléon, après la prise d'Ulm et une série de victoires, venait d'entrer dans la capitale de l'Autriche. Pressé de marcher au secours de son allié, l'empereur Alexandre se hâtait de rappeler les troupes qui commençaient à se réunir en Crimée, de sorte que l'ambassadeur russe à Constantinople, au lieu de faire entendre des menaces et de déclarer la guerre, reçut l'ordre de renouveler pour huit ans le traité de 1798, qui était à la veille d'expirer. Le divan, avec sa faiblesse accoutumée, venait de conclure cette trève, lorsque la nouvelle de la bataille d'Austerlitz arriva à Constantinople.

C'est alors que l'empereur des Français fut solennellement reconnu dans cette capitale, où ses victoires avaient été le sujet d'une satisfaction que l'on cherchait peu à déguiser. L'ambassadeur russe, M. d'Italinski, protesta contre cette *reconnaissance*, qui, suivant lui, portait atteinte *à la bonne foi* du traité qui venait d'être signé par renouvellement. On ne l'écouta pas, et un envoyé extraordinaire fut chargé d'aller à Paris offrir à l'empereur Napoléon des présents magnifiques. L'ambassadeur français, général Sébastiani, qui avait été reçu à Constantinople avec de grands honneurs, avait puissamment contribué, par son habileté, à amener ce favorable résultat, et il avait su rendre au nom français dans l'Orient tout l'ascendant dont il avait joui autrefois.

La Turquie refusa d'entrer dans la quatrième coalition, et préluda aux hostilités contre la Russie par la destitution des deux hospodars de Valachie et de Moldavie. Ce coup d'audace devint aussitôt l'objet d'une vive discussion diplomatique. L'ambassadeur russe appuyé par l'Autriche réclama la clause du traité de Jassy, en vertu duquel les voiévodes régnants en Valachie et en Moldavie ne pouvaient être déplacés qu'avec le consentement de la cour de Saint-Pétersbourg ; et le divan allait enfin céder et rétablir les hospodars, lorsqu'on apprit à Constantinople que le général russe Michelson venait d'entrer en Moldavie à la tête de trente-cinq mille hommes.

Une flotte anglaise, sous les ordres de l'amiral Duckworth, parut en même temps à l'entrée des Dardanelles; cette nouvelle agression était motivée par la propension que la Sublime Porte ne cessait de montrer pour la France. L'amiral anglais franchit le détroit malgré le feu des premiers châteaux, et vint attaquer l'escadre turque stationnée devant Gallipoli. La plupart des vaisseaux qui la composaient furent brûlés; et, à la vue de ce désastre, la consternation se répandit dans le sérail. La présence de l'ambassadeur français fut d'un grand secours pour soutenir les chancelantes résolutions du sultan; secondé par les dispositions énergiques de la majeure partie de la population, le général Sébastiani imprima une grande activité aux travaux qui sur l'heure furent commencés pour mettre les châteaux en état de résister aux Anglais. L'amiral Duckworth fut

contraint de se retirer, et sa flotte subit de graves avaries en repassant les Dardanelles, qu'elle avait forcées une première fois avec bonheur.

Cependant les Russes, entrés en Moldavie à la fin de l'automne de 1806, avaient complétement envahi deux provinces : Jassy et Bukarest étaient en leur pouvoir. De son côté la Porte se préparait à réunir des forces imposantes sur les rives du Danube, où les pachas de Nisse et de Widdin avaient déjà battu les Serviens et forcé les Russes de lever le blocus de Giurgewo, après leur avoir fait éprouver une perte considérable sous les murs d'Ismaïl, quand éclata, à Constantinople, une révolution, qui, en précipitant du trône le sultan Sélim, paralysa les opérations de l'armée ottomane. Cette circonstance amena entre les Russes et les Turcs un armistice (août 1807), qui suivit de peu le traité de Tilsitt; mais en vertu des conventions secrètes conclues avec Napoléon, une partie des troupes russes qui avaient envahi les deux provinces y restèrent; et, malgré une clause qui stipulait pour ce pays une sorte d'indépendance temporaire, le prince Ypsilanti, l'un des hospodars destitués l'année précédente, alla, sous la protection des Russes, reprendre le gouvernement de la Valachie, au moment où la Porte nommait le prince Soutzo pour le remplacer. La Porte ayant réclamé contre cette violation des bases de la négociation, Ypsilanti fut rappelé et *céda* à la Russie ses droits sur le gouvernement de cette province, dont l'administration fut alors confiée à un divan composé de Russes et de boyards du pays. La Turquie avait attendu, de l'intervention puissante de la France, l'entier rétablissement de ses droits sur les pays contestés et sur ceux qu'elle avait perdus dans les dernières guerres contre la Russie; mais elle ignorait que Napoléon avait commis la faute et l'iniquité de la livrer à la Russie; et comme il ne faisait en sa faveur aucune démonstration, elle songea à se rapprocher de l'Angleterre; la vigilance de Sébastiani ne fit que retarder ce résultat.

Abandonnée de la Russie après Tilsitt, l'Angleterre redoublait d'activité pour conserver quelque influence dans le Nord. Par ses suggestions, le jeune roi de Suède, Gustave Adolphe, recommença seul la guerre : à la vérité, il comptait sur l'assistance des Anglais: mais leur secours fut assez tardif pour que le général Brune eût le temps de s'emparer de Stralsund, capitale de la Poméranie suédoise, place forte, et doublement importante par sa position et ses vastes arsenaux. De leur côté les Russes envahissaient les points que les Suédois conservaient encore en Finlande. Ceux-ci résistèrent avec un grand courage. Mais, accablés par les troupes russes et danoises réunies, ils furent contraints de battre en retraite. Il restait encore à la Suède, dans cette province de Finlande que, depuis Pierre le Grand, la Russie lui arrachait lambeau par lambeau, un point d'appui, la forteresse de Sveaborg, à laquelle elle avait consacré cinquante années de travaux et des dépenses énormes; la trahison la lui enleva. L'amiral chargé de la défendre, avait sous ses ordres une forte garnison; il capitula sans résistance, et les Russes entrèrent dans cette citadelle maritime qu'on regardait

comme inexpugnable. Dès ce jour, Alexandre put se considérer comme maître de la Finlande.

Les Anglais n'ayant pu décider le Danemark à suivre l'exemple de la Suède, se vengèrent sur Copenhague. Après trois jours de bombardement, cette capitale fut incendiée, et la flotte danoise tomba au pouvoir de l'ennemi (7 septembre 1807). Cette agression sauvage fit plus en faveur du système continental de Napoléon que n'avaient fait ses victoires. Le roi de Danemark séquestra dans ses États les propriétés britanniques, interdit toutes relations à ses sujets avec l'Angleterre, et conclut avec la France un traité d'alliance; pendant que la Russie, de son côté, manifestant son indignation pour l'incendie de Copenhague, renouvelait les principes de la NEUTRALITÉ ARMÉE.

Cette déclaration de l'empereur Alexandre annulait toutes les conventions antérieures entre la Russie et l'Angleterre, notamment celle de 1801, et établissait qu'aucune communication entre les deux puissances n'aurait lieu désormais avant que le Danemark eût obtenu de justes réparations, et, ce qui était bien plus difficile, avant que la paix eût été conclue entre la France et la Grande-Bretagne. Les motifs de mécontentement exposés dans cette pièce laissaient transpirer le dépit d'avoir été dupe de la politique anglaise, et le cabinet de Saint-Pétersbourg s'y plaignait avec aigreur d'avoir jusque-là supporté les charges d'une association défensive, combinée dans l'intérêt direct et particulier de l'Angleterre. Enfin, pour confirmer cette énergique énonciation de ses griefs, l'empereur Alexandre fit arrêter les vaisseaux anglais dans ses ports et séquestrer toutes les propriétés anglaises. La Prusse, humble satellite du grand empire du Nord, prenait de pareilles mesures; et l'impraticable système de blocus européen inventé par Napoléon contre l'Angleterre paraissait enfin prêt de se réaliser.

Mais tandis que tout le nord de l'Europe fléchissait sous ce prodigieux ascendant, les événements impolitiques de Bayonne et la constance héroïque de l'Espagne annonçaient les premiers jours d'une inévitable décadence. Bientôt le revers de Baylen vint apprendre à l'Europe que l'on pouvait résister avec succès à cette fortune militaire jusque-là indomptable.

Déjà l'Autriche se préparait à la guerre, par la levée de nouvelles milices et par des machinations diplomatiques, dont le but constant était de dissoudre en Allemagne cette confédération des États secondaires, subsistant sous le protectorat de l'empereur des Français. Sur ces entrefaites eut lieu l'entrevue d'Alexandre et de Napoléon à Erfurt. Alexandre, à Tilsitt, avait été véritablement séduit par le génie de Napoléon : esprit vif et mobile, il s'était trouvé sous le charme de ce vainqueur généreux qui lui avait offert le partage du monde. Son enthousiasme n'allait cependant pas jusqu'à l'oubli de ses intérêts : il y avait un point sur lequel il restait en désaccord avec son tout-puissant allié. Bien des fois il avait répété à l'ambassadeur de France, M. de Caulaincourt : « Ne faut-il pas que j'aie la clef qui ouvre la porte de ma maison? » Or, cette clef n'était rien

moins que Constantinople. Sur ce point, Napoléon restait inflexible. Donner cette reine de l'Orient à un rival, ce n'était pas lui ouvrir seulement l'Asie et la route des Indes; c'était lui livrer, avec la domination de la Méditerranée, la domination du monde. Napoléon avait donc irrévocablement fixé pour limite à l'ambition russe la chaîne des Balkans, et nous avons vu comment Alexandre, en attendant l'heure de pousser jusque-là sa domination, intriguait dans les principautés danubiennes; mais impatient de jouir, et ne sachant pas se plier à la politique lente et sûre de Pierre Ier, comptant toujours sur la condescendance de son puissant allié, il sollicitait une nouvelle entrevue avec lui. D'ailleurs il continuait à témoigner beaucoup d'amitié et de zèle pour la France, imposait silence au parti anglais et autrichien à Pétersbourg, et faisait observer, au moins en apparence, les conventions du blocus continental. Napoléon accepta la proposition d'une seconde entrevue, et en fixa le lieu à Erfurt, près Weimar.

Ce fut le 27 septembre 1808 qu'Alexandre, accompagné de son frère le grand-duc Constantin, de son ministre Romanzof et de l'un de ses grands officiers Tolstoï, se rencontra avec Napoléon, entouré d'un état-major de rois, de princes, et de maréchaux, dans la petite ville d'Erfurt, calme et studieuse, qui devenait pour quelques jours le bruyant rendez-vous des maîtres du monde. Les deux souverains s'embrassèrent comme à Tilsitt. En venant à Erfurt, Napoléon avait son parti pris sur les objets essentiels qui allaient être traités dans l'entrevue. Il était revenu de toute idée de partage de la Turquie entre Alexandre et lui, sachant, dit M. Thiers[1], que « s'il ne donnait Constantinople il ne donnait rien, accordât-il l'empire turc tout entier; car, pour Alexandre et M. de Romanzof, la question consistait uniquement dans la possession des deux détroits. Et, s'il donnait Constantinople, il donnait cent fois trop, il donnaît l'avenir de l'Europe, et une conquête dont l'éclat effacerait toutes les siennes. Mais il avait aperçu qu'en payant comptant. si l'on peut s'exprimer ainsi, en sacrifiant sur le champ une partie du territoire turc que la Russie ambitionnait avec passion, il lui causerait une satisfaction suffisante et se l'attacherait complétement dans l'occúrence actuelle.»

Les deux empereurs quittèrent Erfurt le 14 octobre, après avoir conclu les conventions suivantes, qui devaient demeurer profondément secrètes : Les empereurs de France et de Russie renouvelaient leur alliance d'une manière solennelle, et s'engageaient à faire en commun soit la paix, soit la guerre. — Toute ouverture parvenue à l'un des deux devait être communiquée sur le champ à l'autre, et ne recevoir qu'une réponse commune et concertée. — Les deux souverains convenaient d'adresser à l'Angleterre une proposition solennelle de paix, proposition immédiate, publique, et aussi éclatante que possible, afin de rendre le refus plus difficile au cabinet britannique. — La base des négociations devait être l'*uti possidetis*. — La France ne devait consentir qu'à une paix qui assurerait

[1] *Le Consulat et l'Empire*, t. IX, l. XXXII, p. 304.

à la Russie la Finlande, la Valachie et la Moldavie. — La Russie ne devait consentir qu'à une paix qui assurerait à la France, indépendamment de tout ce qu'elle possédait, la couronne d'Espagne sur la tête du roi Joseph. — Immédiatement après la signature de la convention, la Russie pourrait commencer auprès de la Porte les démarches nécessaires pour obtenir, par la paix ou la guerre, les deux provinces du Danube ; mais les plénipotentiaires et agents des deux puissances s'entendraient sur le langage à tenir, afin de ne pas compromettre l'amitié existante entre la France et la Porte.

Cette dernière phrase embarrassée avait pour but d'exprimer une concession très-faible, mais la seule que Napoléon eut pu arracher à l'impatience d'Alexandre et de M. de Romanzof, à savoir un court délai, avant d'agir contre la Turquie, pendant lequel les démarches seraient faites à Londres pour la paix au nom des deux souverains.

Pour assurer l'exécution des conventions d'Erfurt, il fut convenu que si la Russie et la France, l'une dans l'exécution de ses projets dans les principautés, l'autre en Espagne, avaient un différend avec l'Autriche, elles réuniraient leurs contingents et prendraient une part commune à la guerre. Enfin, si la guerre, et non la paix, devait sortir des conférences d'Erfurt, les deux empereurs se promettaient de se revoir dans l'espace d'une année.

La France semblait alors parvenue à l'apogée de sa puissance, et l'Europe en effet ne voyait que deux monarques, ne tremblait que sous deux sceptres. Des deux, celui qui pesait le plus dans la balance, était celui de l'Occident. Les volontés de Napoléon avaient cours depuis le Tage jusqu'à la Vistule ; mais cette énorme puissance allait être ébranlée de nouveau.

La cinquième coalition continentale, dont les éléments s'étaient préparés avec une activité mystérieuse, éclata par une attaque soudaine de l'Autriche. L'Angleterre avait refusé les offres de paix; la Turquie, sacrifiée par la France, se jetait dans ses bras. Alexandre, mécontent des retards que souffrait l'exécution de ses projets en Turquie, animé par sa mère et le parti des vieux Russes contre Napoléon, souffrant du blocus continental, bien qu'il le fît mal exécuter, chancelait dans sa fidélité pour la France.

Malgré les efforts prodigieux qu'avait faits l'Autriche pour soutenir cette lutte, ses généraux furent complétement battus, et Vienne fut occupée par les Français, après une campagne de vingt et un jours. Pendant le rapide cours de ces victoires, la Russie, pour être fidèle au traité de Tilsitt, et probablement pour remplir les nouvelles promesses qu'elle venait de faire à Erfurt, fit entrer une armée en Gallicie (1809). Cette armée, paresseuse dans sa marche, molle et indéterminée dans ses mouvements, semblait avoir été envoyée plutôt pour assister à la querelle et attendre son issue que pour y participer. De là les premiers doutes de Napoléon sur la sincérité de son grand allié, et les premiers symptômes d'une nouvelle rupture entre les deux puissances.

L'occupation de Vienne, qui semblait devoir être le terme naturel de la guerre, n'en fut qu'un incident. Le temps était venu où les souverains devaient apprendre à sacrifier leurs métropoles pour sauver leurs empires. Au moment où le maréchal Lefèvre venait d'occuper Inspruck, l'archiduc Charles ayant eu le talent d'attirer Napoléon dans les îles que forme le Danube au-dessous de Vienne, fit chèrement payer à son adversaire la victoire d'Essling.

La bataille de Raab, gagnée le mois suivant contre l'archiduc Jean, qui, chassé du Tyrol, avait effectué sa retraite en Hongrie; celle de Wagram, contre l'archiduc Charles, qui fut presque aussi disputée et plus terrible que celle d'Essling, achevèrent cette campagne où l'Autriche se réhabilita, à force de sang, des revers et des fautes continuelles de ses généraux depuis la première coalition.

L'armistice de Znaïm (12 juillet) assura plutôt qu'il n'arrêta les succès de l'armée française; car au moment où l'empereur d'Autriche prit la subite résolution de poser les armes et de demander la paix, la Bohême n'était point encore entamée et pouvait, de même que la belliqueuse Hongrie, devenir un champ de bataille dangereux pour les Français. Une contribution de près de deux cents millions de francs fut provisoirement frappée sur les pays enlevés à l'Autriche, et les plus importants résultats de cette guerre commencèrent à se négocier.

Par le traité qui fut, le mois suivant, signé dans Vienne, l'Autriche céda, soit à Napoléon, soit à la confédération du Rhin, diverses villes d'Allemagne et d'Italie, avec leurs dépendances; elle fut dépouillée, en faveur du duché de Varsovie, de toute la Gallicie occidentale et de la ville de Cracovie; enfin elle abandonna à la Russie un territoire dont la population était évaluée à quatre cent mille âmes. L'empereur d'Autriche reconnut en outre les droits que Napoléon s'arrogeait sur les monarchies du midi de l'Europe, adhéra à son système continental, et renonça à toutes les contrées comprises sous le nom de provinces illyriennes. Ces sacrifices n'étaient que les préludes d'un sacrifice encore plus grand et d'une alliance plus intime. Une archiduchesse fut le prix de la restitution de quelques territoires; mais cet illustre hymen, de sinistre présage, signala le point culminant d'où devait déchoir la fortune du grand homme qui, trahissant sa destinée et les vœux de la France, se faisait ainsi un bonheur de parvenu! Aussi depuis, lorsque la fortune l'eut renversé, reconnaissant la faute capitale, qu'il avait faite après Wagram, de ne pas abattre davantage la maison d'Autriche, de ne pas morceler la monarchie autrichienne en plaçant sur trois têtes différentes les trois monarchies qui la composent, il s'est écrié avec douleur : « Ce mariage m'a perdu[1] ! »

[1] Il s'était occupé de ce projet de morcellement avant son mariage avec Marie-Louise, mais depuis, disait-il, il en eût été incapable. Il se sentait des sentiments *trop bourgeois* sur l'article des alliances. « L'Autriche était devenue ma famille; et pourtant ce mariage m'a perdu, observait-il. Si je ne « m'étais pas cru tranquille et même appuyé sur ce point, j'aurais retardé de trois ans la résurrec- « tion de la Pologne; j'aurais attendu que l'Espagne fût soumise et pacifiée. *J'ai posé le pied sur « un abîme recouvert de fleurs,* » etc. *Mémorial*, p. 159, t. III.

Au commencement de l'année suivante, poursuivant son système prohibitif contre l'Angleterre avec plus d'acharnement que d'utilité, puisque la contrebande ouvrait aux marchandises anglaises Trieste et la Baltique, l'Allemagne et la Russie, en même temps que l'Espagne et ses colonies lui procuraient d'immenses débouchés, Napoléon fit occuper par ses troupes le duché d'Oldenbourg, afin de compléter le blocus continental le long de la mer du Nord. Cette usurpation fournit un nouveau sujet de mécontentement à l'empereur Alexandre, que la récente alliance de Napoléon avec l'Autriche devait vivement alarmer. Un tarif russe du 12 janvier 1811 aggrava les conditions faites à nos importations; mais Napoléon vit un autre sujet de plainte dans la tolérance de plus en plus grande avec laquelle on admettait dans les ports russes les navires anglais, d'abord en les faisant passer pour portugais, puis bientôt même en dédaignant cette feinte [1]. Chaque jour il y avait plus d'aigreur entre les deux alliés, les deux intimes amis de Tilsitt et d'Erfurt.

Alors commencèrent des démonstrations de plus en plus hostiles de la part de la Russie, dont les troupes occupaient déjà la frontière occidentale de la Lithuanie. Une nouvelle armée russe se mit en marche vers le duché, et une note hautaine fut présentée, comme *ultimatum*, par l'ambassadeur russe, qui, à défaut de son acceptation, menaça de quitter Paris sous huit jours. Napoléon, quoique peu accoutumé à une si fière et si tranchante diplomatie, voulut cependant faire encore une tentative [2] pour ramener à de pacifiques dispositions son illustre adversaire; et bien que la guerre fût déclarée par le fait seul du rappel de l'ambassadeur russe, il envoya le sien, M. de Lauriston, à Vilna, où se trouvait l'empereur Alexandre : mais Lauriston fut refusé, et dès lors la guerre devint inévitable.

On était au commencement de 1812, et Napoléon semblait encore reculer devant sa propre pensée. Un historien célèbre a tracé un frappant tableau des agitations auxquelles il était en proie. Suivant M. de Ségur, ses nuits étaient troublées par le choc violent de ses désirs et de ses pensées contraires, et durant le jour, il avait toujours sur sa table un resumé général de l'état de chaque puissance de l'Europe, propre à l'éclairer sur les dangers de sa position et sur les chances de l'entreprise qui l'occupait malgré lui même. Au mois de mars, suivant le même auteur, l'ambassadeur Tsernichef porta de nouvelles propositions de paix à son souverain. Napoléon offrait de renoncer à tous ses projets sur la Pologne, et ne demandait plus que le redressement de quelques griefs. Ces griefs étaient : premièrement, l'ukase du 12 janvier 1811, qui prohibait l'entrée en Russie de la plupart des productions françaises, et détruisait le système continental; secondement, la protestation d'Alexandre contre la réunion du duché d'Oldenbourg; troisièmement, les armements de la Russie. Napoléon renou-

[1] Schnitzler, *Histoire intime*, t. I, ch. I.
[2] S'il faut en croire le *Mémorial de Sainte-Hélène*, t. III, p. 130.

velait l'offre qu'il avait déjà faite d'une indemnité pour le duché d'Oldenbourg.

Alexandre, répondant à ces propositions, demanda dans son ultimatum l'entière évacuation de la Prusse, celle de la Poméranie suédoise, une diminution de la garnison de Dantzick; du reste il ne refusait pas l'indemnité offerte pour le duché d'Oldenbourg, il se prêtait à des arrangements de commerce avec la France, et même à des modifications de l'ukase de janvier 1811. Toutes ces négociations furent vaines; elles prouvent seulement les orageuses hésitations de Napoléon, et font voir qu'une si grande guerre manquait d'un grand motif, de sorte qu'en déterminant avec précision les causes qui l'ont allumée, on n'en trouverait aucune dans l'intérêt réel des peuples : l'orgueil seul des souverains était en jeu.

La fatalité qui avait suggéré la première pensée de cette expédition, en choisit également les moyens. Jamais, s'il faut en croire l'auteur de l'ouvrage que nous venons de citer, jamais plus d'imprévoyance n'aurait accumulé plus de fautes dans l'exécution d'un projet d'où dépendait le sort d'une armée de quatre cent mille hommes. Cette armée portait d'ailleurs en elle-même tous les germes possibles de désorganisation : nul accord entre les généraux, nulle harmonie entre les divers corps, peu de confiance dans l'issue définitive de l'invasion, et opposition plus ou moins déclarée, contre cette gigantesque tentative, de la part de ceux qui devaient principalement concourir à son succès.

A Dresde, Napoléon attendait encore le résultat des négociations de Lauriston et de M. de Narbonne. « Il espérait, dit M. de Ségur, vaincre Alexandre par le seul aspect de son armée réunie, et surtout par l'éclat menaçant de son séjour dans la capitale de la Saxe. » Les mêmes illusions le suivirent jusqu'à Moskou ; et ni la fuite continuelle des Russes, ni l'incendie de toutes les villes qu'ils lui abandonnaient, ne purent l'éveiller de ce sommeil de son génie, et lui montrer les résultats dont le menaçait avec tant d'évidence cette manière *parthique* et terrible de faire la guerre.

L'armée qui allait entrer en Russie était répartie en quatorze ou quinze corps, chacun sous le commandement d'un chef, prince, roi ou maréchal. Murat, Ney, Davout, Mortier, Gouvion Saint-Cyr, Joseph Poniatowski, héroïque neveu du lâche Stanislas Auguste, étaient les principaux lieutenants. L'Autriche fournissait un corps auxiliaire sous le commandement du prince Schwartzemberg. Le total général des troupes était d'environ quatre cent cinquante mille combattants, dont vingt mille Italiens, quatre-vingt mille de la confédération du Rhin, trente mille Polonais, trente mille Autrichiens et vingt mille Prussiens.

Les troupes russes étaient divisées en première et deuxième armée d'occident, et commandées par les généraux Barclay de Tolly, Bagration et Tormasoff. Leur force, en y comprenant différents corps détachés et la cavalerie irrégulière, était d'environ trois cent soixante mille combattants.

La grande armée ayant marché sur le Niémen en trois masses séparées, passa ce fleuve sans obstacle, et ce fut avec une égale facilité qu'elle entra dans Wilna, capitale de la Lithuanie. Les Russes venaient d'évacuer cette ville. Fuyant devant l'ennemi, ils cédaient leurs frontières avec une promptitude qui semblait cacher un piége. Tant de solitude et de silence avait aux yeux des soldats quelque chose de menaçant. A l'arrivée de l'armée française, et surtout à la vue de leurs compatriotes ramenés de l'exil par la fortune de Napoléon, les Lithuaniens se crurent redevenus libres. Ils pleuraient de joie en relevant les bannières nationales, et la diète de Varsovie ne tarda pas à s'ouvrir. Constituée en confédération générale, cette assemblée déclara le royaume de Pologne rétabli, convoqua les diétines, invita la Pologne à se confédérer, somma tous les Polonais de l'armée d'abandonner la Russie, se fit représenter par un conseil général, et envoya une adresse à Napoléon.

Celui-ci répondit à ces démonstrations d'une façon vague et peu propre à donner des espérances. « Si j'avais régné pendant le premier, le second ou le troisième partage, dit-il, j'aurais armé mes peuples pour défendre la Pologne. Dans ma situation, j'ai beaucoup d'intérêts à concilier et beaucoup de devoirs à remplir… J'ai garanti à l'empereur d'Autriche l'intégrité de ses domaines, et je ne puis sanctionner aucune manœuvre ou aucun mouvement qui tende à troubler la paisible possession de ce qui lui reste des provinces de la Pologne. » Toutefois il s'occupa de l'organisation provisoire de ce pays; il lui laissait le soin de s'affranchir, mais il voulait garder le droit de le gouverner. L'exigence, les besoins et plusieurs actes d'indiscipline de la part des Français achevèrent de mécontenter les Lithuaniens.

Cependant, du nord au midi, l'Europe se ralliait de nouveau contre nous; et à la voix de la diplomatie anglaise, les puissances se groupaient autour de la Russie. La Suède signait un traité de paix avec l'Angleterre : la régence de de Cadix, agissant au nom de Ferdinand VII, faisait également cause commune avec le cabinet de Saint-Pétersbourg. En même temps Wellington gagnait contre le maréchal Marmont la bataille des Arapyles, et faisait chanceler sur son trône le faible Joseph.

La marche de Napoléon sur Vilna ayant été extrêmement rapide, ses convois n'avaient pu le suivre; il ne voulut pas les attendre dans cette capitale de la Lithuanie; mais, cédant à sa fougueuse impatience et à l'espoir d'une bataille décisive, il lança sur les traces de l'ennemi quatre cent mille hommes, avec vingt jours de vivres, dans un pays qui n'avait pu nourrir les vingt mille Suédois de Charles XII. De ces immenses convois de bœufs qui suivaient l'armée, une assez grande partie arriva plus tard à Vilna et à Minsk, mais presque sans utilité. Il en fut de même des approvisionnements de grains dirigés de Dantzick sur Vilna. Les bateaux furent arrêtés dans le lit desséché des rivières, et les chariots rassemblés pour suppléer à ces premiers moyens de transport n'arrivèrent que plu-

sieurs jours après le départ des troupes [1]. Les désastres de cette expédition commencèrent donc avec elle; et la famine harcela constamment la grande-armée, soit en allant, soit au retour.

Tel était l'état des choses lorsqu'un envoyé russe se présenta aux avant-postes français, apportant des propositions de paix de la part de son maître. Mais ces vagues propositions, qui ne stipulaient rien, furent prises pour le prétexte et non pour la cause réelle d'une ouverture si tardive. C'était un nouveau trait de lumière sur la manière dont les Russes se proposaient de conduire cette guerre. Napoléon renvoya l'ambassadeur avec des demandes inadmissibles. Quoi qu'il en soit, Alexandre semblait par cette démarche avoir comblé la mesure de la modération, quelle que fût sa secrète pensée.

Napoléon resta vingt jours à Vilna, occupé à réorganiser le pays, à recevoir des députations, à expédier des ordres pour la France et pour l'Espagne, et à construire une citadelle sur la place qu'avait occupée l'ancien palais des Jagellons. Napoléon ne quitta Vilna que pour marcher sur Vitebsk. L'ennemi lui ouvrant de nouveau toutes les routes de l'invasion, abandonna un camp retranché qu'il avait formé, avec des efforts prodigieux, en avant de cette ville sur les bords de la Drissa. Cependant, par un dessein contraire, il sembla vouloir occuper les défilés et les bois qui couvrent Vitebsk. Là, les Russes attendirent les Français. Napoléon comptait enfin sur une bataille, et il dit à Murat, le soir, en le quittant : « A demain donc, à cinq heures. »

L'aurore du lendemain ne trouva plus les Russes dans leur camp. Ils avaient disparu, mais avec tant d'ordre et de prudence, que nul vestige de précipitation n'était là pour attester qu'ils s'y étaient arrêtés la veille. On entra dans Vitebsk, qui offrait aux regards étonnés de nos soldats la même solitude. L'armée cependant commençait à se lasser de cette vaine poursuite, de cet espoir toujours déçu d'une grande victoire qui devait être le terme de ses travaux. Le chef était fatigué de même. Après avoir fait quelques lieues en avant de Vitebsk sans trouver trace d'ennemi, il revint sur ses pas; et, rentrant dans son quartier impérial, il détacha son épée; puis la posant brusquement sur les cartes dont ses tables étaient couvertes, il s'écria : « Je m'arrête ici; je veux m'y reconnaître, y rallier, y reposer mon armée, et organiser la Pologne. La campagne de 1812 est finie ! celle de 1813 fera le reste. »

Mais cette résolution fut éphémère : il n'avait cédé qu'à la nécessité de donner quelque repos à l'armée, et à l'espoir de voir venir des propositions d'Alexandre plus positives et plus satisfaisantes que celles qu'il avait reçues à Vilna. Au bout de quelques jours, rendu à son impatience naturelle, il rêva la prise de Moskou, dont le nom sortait de temps en temps de sa bouche. Il se représenta avec force les inconvénients de la position défensive qu'il prenait à Vitebsk, lui, accoutumé

[1] Ségur, t. I, l. II.

à subjuguer les hommes par l'étonnement, à triompher par l'audace soudaine de ses attaques; il se figura la France et l'Europe le croyant vaincu parce qu'il se serait arrêté; il pensait enfin que la durée d'une telle entreprise en augmentait le danger. Ainsi, dit l'historien de la campagne de 1812, le même danger qui aurait peut-être dû le rappeler sur le Niémen, le poussa à Moskou.

Cette frénésie de poursuite avait cependant épuisé les forces et la patience de tous, soldats et généraux. Nul ne se faisait plus illusion sur les résultats présumables de cette obstination meurtrière; et Murat lui-même, soldat uniquement né pour combattre, et dont toute la langue militaire se réduisait à ces mots, *en avant*, discuta cette fois la résolution de l'empereur. On l'entendit s'écrier qu'il était inutile de prendre Smolensk à prix de sang, puisque les Russes allaient l'abandonner; et quant à une bataille, si l'ennemi n'en voulait point, qu'il était temps de s'arrêter. Mais Napoléon ne voyait que Moskou : honneur, gloire, et repos, pour lui tout était là.

Smolensk fut défendue avec opiniâtreté par les Russes, et ils ne l'abandonnèrent qu'en l'incendiant. « L'armée traversa ces décombres fumants et ensanglantés, avec son ordre, sa musique guerrière et sa pompe accoutumée, triomphante sur ces ruines désertes, et n'ayant qu'elle-même pour témoin de sa gloire : spectacle sans spectateurs, victoire presque sans fruit, gloire sanglante dont la fumée qui nous environnait et qui semblait être notre seule conquête n'était qu'un trop fidèle emblème [1]. »

Ce fut alors qu'un officier arrivant du camp de Schwartzemberg apprit à Napoléon que l'armée de Tormasof s'était placé dans le nord entre Minsk et Varsovie, avait envahi le grand-duché et battu le général Régnier. Cependant les Autrichiens avaient secouru Régnier, et Tormasof, forcé de reculer à son tour, s'était rallié à Tchitchakof, commandant de l'armée du Danube. Cette jonction augmentait les dangers de la grande-armée et devenait une raison de plus pour Napoléon d'obtenir une bataille décisive et d'arriver à Moskou.

Mais l'armée, toujours trompée par de vaines promesses de repos, fit éclater ses plaintes. Rapp, qui, sur ces entrefaites, arrivait de Paris, parla avec franchise de l'effrayant désordre qui, depuis la frontière de Pologne, avait partout sur la route frappé ses regards. « Cette marche victorieuse et sans combats laissait derrière elle plus de débris qu'une défaite. »

Napoléon répondit à ces décourageants détails par la feinte promesse de s'arrêter à Smolensk. Il dit que cette ville était une bonne tête de cantonnement, et qu'il voulait s'arrêter derrière ce rempart pour rallier ses troupes, les faire reposer, recevoir des renforts et des approvisionnements. Toute la Pologne était en son pouvoir, et cette conquête lui paraissait un résultat suffisant pour une guerre de deux mois. Mais, soit qu'il se trompât lui-même ou qu'il ne voulût que trom-

[1] Ségur, t. I, l. II.

per un moment les autres, il retomba presque aussitôt sous l'impulsion dominatrice qui le poussait. Murat et Ney, les deux plus téméraires, furent placés à l'avant-garde; le prudent et méthodique Davout dut obéir au roi de Naples; et, tout en leur recommandant d'éviter un engagement décisif, Napoléon disposait tout pour forcer les circonstances à l'amener.

Ainsi que Napoléon l'avait prévu, Ney et Murat, en voyant l'ennemi, ne se souvinrent plus qu'il leur était défendu de livrer bataille, et, atteignant son arrière-garde à Valoutina, ils engagèrent la totalité de leurs troupes dans un combat qui, de part et d'autre, fut acharné et meurtrier. L'intrépide général Gudin y périt en défendant le pont de Kolovdina contre Barclay de Tolly, qui voulait sortir par ce débouché des défilés dans lesquels il s'était engagé.

Napoléon, cependant, manifestait chaque jour plus d'inquiétude. Il avait jusque là attendu de l'empereur Alexandre une communication plus positive et plus satisfaisante que celle qu'il avait reçu pendant son séjour à Vilna : mais nulle lettre n'arrivait; il se voyait contraint à faire les avances d'une négociation nouvelle. Il fit écrire par le major-général à Barclay de Tolly, et envoya à Alexandre des protestations d'amitié au moins singulières dans l'état de leurs relations.

Il s'en fallait beaucoup qu'Alexandre fût disposé à lui répondre, et dans ce moment même il avait une entrevue en Finlande avec le prince royal de Suède, Bernadotte, pour le déterminer à agir offensivement contre Napoléon. C'est dans cette même conférence, à laquelle fut admis l'ambassadeur anglais, que l'on se décida à écrire à Moreau pour lui offrir un commandement, qu'il accepta pour le malheur de sa gloire.

Le système de temporisation adopté par le géneral Barclay n'indignait pas moins les siens qu'il ne fatiguait les nôtres, et l'empereur Alexandre, forcé de céder à cette clameur générale, fortifiée des plaintes de Bagration, venait de remplacer Barclay par Kutusof, vieux général de l'école de Paul I[er]. Tout annonça dès lors une bataille décisive, également désirée des deux côtés. Sur ces entrefaites, et au moment où l'armée française entrait dans les ruines fumantes de Gjatz, brûlée par l'ennemi, un parlementaire russe se présenta. Sa mission réelle n'était pas la paix, et l'on put d'autant moins s'y méprendre, qu'un officier français lui ayant demandé ce qu'on trouverait de Viasma à Moskou, il repartit fièrement : *Pultava*. Cette réponse était le signal d'une bataille.

L'armée russe s'arrêtait en effet, renforcée par de nouveaux détachements et de nouvelles levées, et elle hérissait de retranchements la plaine de Borodino. Le 6 septembre 1812, les deux armées furent en présence, à peu près égales en hommes et en artillerie. Elles restèrent tout ce jour en état d'observation l'une devant l'autre, se préparant en silence à un choc épouvantable pour le jour qui allait suivre.

C'est sur les bords de la Moskwa que l'on vit, selon M. de Ségur, sensiblement faiblir ce génie supérieur à qui tout avait cédé jusque là. Les deux nuits qui pré-

cédèrent la bataille furent pour lui pleines d'agitation. Cependant, dans cette situation extrême, il adressa à son armée une proclamation pleine de simplicité et de grandeur : « Soldats, dit-il, voilà la bataille que vous avez tant désirée. Désormais la victoire dépend de vous ; elle nous est nécessaire ; elle nous donnera l'abondance, de bons quartiers d'hiver, et un prompt retour dans la patrie ! Conduisez-vous comme à Austerlitz, à Friedland, à Vitebsk et à Smolensk, et que la postérité la plus reculée cite votre conduite dans cette journée ; que l'on dise de vous : Il était à cette grande bataille sous les murs de Moskou ! »

De son côté, Kutusof ne négligea rien de ce qui pouvait agir sur l'imagination de ses soldats. Il s'avança au milieu de son armée, tout entière sous les armes, précédé de saintes images auxquelles la crédulité populaire prêtait un pouvoir surnaturel ; dans son éloquence sauvage, il commença par des invectives contre Napoléon, l'appelant : « Un fils de l'enfer, et le tyrannique perturbateur du monde. » Puis il montra à ses Russes leurs villes en cendres, parla de leur empereur, et finit en invoquant leur piété et leur patriotisme. — Ce spectacle solennel, ce discours, les exhortations des officiers et les bénédictions des prêtres, achevèrent d'exalter leur courage jusqu'au fanatisme, et tous, jusqu'aux moindres soldats, se crurent dévoués par Dieu même à la défense de leur sol sacré.

Napoléon craignait encore de voir échapper l'ennemi et l'espoir d'une bataille. Dans la nuit qui précéda cette mémorable journée, il s'éveilla plusieurs fois pour demander s'ils étaient encore en présence. Toutefois cette inquiétude ne troublait pas seule son sommeil, et une fièvre d'irritation, une toux sèche et une soif brûlante le fatiguaient. Avant le jour, un officier de Ney vient demander l'ordre du combat ; à cette voix, à cette impatience belliqueuse du premier de ses lieutenants, Napoléon, ranimé, se lève comme pour embrasser la victoire, en s'écriant : « Nous les tenons enfin ! marchons ! allons nous ouvrir les portes de Moskou ! »

Debout depuis cinq heures, il attendait, regardant souvent le ciel ; et, quand les premiers rayons jaillirent de l'orient, il donna le signal de l'attaque, qui fut engagée par les troupes du prince Eugène. Mais, s'il faut en croire l'historien de la campagne de 1812, il multiplia ses ordres, outra ses excitations, *et engagea de front une bataille qu'il avait conçue dans un ordre oblique*[1].

[1] L'officier qui, du côté des Russes, s'est également fait l'historien de cette campagne, pense de même que Napoléon manqua par de fausses manœuvres une victoire à peu près certaine. « Si, dit-il, au lieu d'attaquer sérieusement la gauche de la position de l'armée, il n'avait fait que des démonstrations vigoureuses sur ce point et porté une forte masse sur la vieille route de Smolensk, pour appuyer les opérations de Poniatowski contre le corps de Toutchkof, ce dernier n'aurait pu opposer une longue résistance aux forces supérieures qu'il aurait eues à combattre, et les ennemis, en le poursuivant, se seraient trouvés en état de déboucher sur la grande route derrière l'armée russe, qui, coupée de Mojaisk et rejetée dans l'angle formé par la Moskwa et la Kolocza, se serait vue réduite à la position la plus déplorable. Butturlin, *Histoire de la campagne de Russie*.

Dans cette mémorable journée, où le sang et le courage furent prodigués de part et d'autre, le mépris exalté de la mort et l'amour effréné de la gloire montrèrent tout ce qu'il y a dans le cœur de l'homme d'acharnement héroïque et de vertu belliqueuse. Des soldats accablés de longues fatigues, vaincus de la faim, retrouvèrent toute leur force pour combattre. Notre cavalerie, affrontant la mitraille, s'élança sur les hauteurs, pénétra dans les redoutes, et les Russes, non moins obstinés, non moins intrépides, périrent sous le sabre de nos cuirassiers sans quitter leur poste.

Cette bataille est une des plus furieuses et des plus meurtrières dont les annales militaires modernes présentent le récit. Il y fut tiré plus de cent vingt mille coups de canon. La perte des Russes fut immense, celle des Français presque égale, et près de cent mille hommes y tombèrent, avec un très-grand nombre d'officiers; le nombre des généraux tués ou blessés s'éleva à quarante-trois de notre côté. Le lendemain, l'ennemi, désespérant de reprendre les redoutes qu'il avait perdues, abandonna sa position, et c'est alors que l'on put juger de l'étendue des pertes que coûtait cette sanglante journée. « En parcourant le plateau sur lequel on avait combattu, dit un témoin oculaire [1], nous trouvâmes, sur une étendue d'environ une lieue carrée, la terre toute couverte de morts et de blessés; les intervalles entre ces monceaux de cadavres étaient remplis par des débris d'armes, de lances, de casques ou de cuirasses, et par des biscaïens aussi nombreux que des grêlons après un violent orage. Le plus effrayant à voir, était l'intérieur des ravins; presque tous les blessés, par un instinct naturel, s'y étaient traînés pour éviter de nouveaux coups; là, ces malheureux, entassés l'un sur l'autre et noyés dans le sang, poussaient des gémissements horribles, nous demandant la mort pour mettre fin à leur supplice. Les ambulances étant insuffisantes, notre stérile pitié se bornait à déplorer les maux inséparables d'une guerre si atroce. » Elle fut terrible en effet cette guerre, et surtout cette journée de la Moskwa! Kutusof se vanta de la victoire [2], fit chanter le *Te Deum*, et si cette jactance paraissait ridicule, elle prouvait au moins que notre demi-victoire ne l'avait pas accablé. Cent soixante-dix mille Russes avaient combattu, et Kutusof, encore à la tête de forces imposantes, semblait n'avoir perdu que ses retranchements et quelques lieues de terrain. La grande faute de Napoléon avait consisté, suivant M. de Ségur, à n'avoir pas fait donner la garde quand Ney et Murat demandaient du secours, et à avoir ainsi manqué à compléter sa victoire.

Murat, infatigable et toujours insatiable de combats, retrouva les Russes occupant une hauteur derrière Mojaïsk. Leur attitude était ferme et imposante comme

[1] Eugène Labaume, *Relation complète de la campagne de Russie;* 6e édition, 1820.

[2] M. de Custine raconte, dans son ouvrage intitulé *la Russie,* que les Russes célèbrent l'anniversaire de cette journée comme celui d'une grande victoire ; et nous venons de voir Alexandre II, dans l'ordre du jour adressé à son armée après la chute de Sébastopol, invoquer le nom de Borodino à côté de celui de Pultava.

avant la bataille. Attaqués sans succès, ils continuèrent leur retraite jusqu'à Moskou. Kutusof, qui avait promis de défendre cette capitale, réunit encore sous ses murs quatre-vingt-onze mille hommes, y compris vingt mille recrues et six mille Cosaques. Napoléon resta trois jours à Mojaïsk, consumé par une fièvre ardente, et privé, par un rhume violent, de l'usage de la parole. Il retrouva la voix pour dire au général Bessières, qui lui faisait l'énumération de tous les généraux blessés à la Moskwa : « Huit jours de Moskou, et il n'y paraîtra plus. »

Cependant les habitants de cette malheureuse capitale, abandonnés par Kutusof, se hâtèrent de fuir. Lorsque le 14 septembre, les Français virent, des hauteurs voisines, briller les dômes du Kremlin, aucune députation ne se présenta devant leur chef; ils entrèrent, la ville était déserte. Pendant la nuit un premier incendie éclata; on parvint à s'en rendre maître, mais il fut suivi d'un grand nombre d'autres, et le 16, un ouragan s'étant élevé, le feu gagna de proche en proche sans pouvoir être maîtrisé. Il dévora jusqu'au 20 cette ville de bois, puis s'éteignit de lui-même, faute d'aliment. Napoléon environné de flammes au Kremlin, s'était réfugié dans une maison de campagne sur la route de Pétersbourg. Quand il rentra dans Moskou, il put contempler l'étendue de son désastre; son armée n'avait plus de quartiers d'hiver; la Russie était sauvée.

Fut-ce, comme on l'a si longtemps répété, un acte de patriotisme, une sauvage et magnanime conséquence du système de défense adopté, mis à exécution par le gouverneur de Moskou? Rostopchin a décliné cette gloire; et peut-être faut-il croire, avec M. Schnitzler [1], que la populace abandonnée à elle-même dans cette circonstance, agit moins sous l'influence du patriotisme, que sous celle d'une rage concentrée dont les nobles n'étaient pas moins l'objet que les Français. Quelle que fut la cause de ce grand évènement, Alexandre y vit un ordre du ciel et refusa d'entrer en accommodement avec les envahisseurs de sa patrie. La guerre sainte fut prêchée par tout l'empire, la levée en masse fut ordonnée d'une extrémité à l'autre de la Russie, et l'on vit les hordes de la Caspienne et du Volga, les Cosaques du Don et de l'Ukraine, accourir par longues bandes pour combattre l'ennemi de leur religion et de leur pays.

Après avoir attendu pendant trente-cinq jours à Moskou une lettre et des propositions de paix, Napoléon prit le parti d'abandonner sa stérile conquête et les débris encore fumants de cette capitale. Il la quitta, en laissant au maréchal Mortier l'ordre de renverser de ses vieux fondements le palais des tsars. Cependant l'hiver, l'allié le plus redoutable des Russes, était arrivé. Il apparut prompt et terrible, et enveloppa la retraite, ou plutôt la déroute de l'armée française, d'une complication inouïe de désastres.

On dit qu'à l'aspect des premières neiges, Kutusof se découvrit pour saluer cet auxiliaire de ses armes [2]. Il adopta la résolution de harceler l'armée française et

[1] *Russie ancienne et moderne*, p. 58.

[2] Chopin, t. II, p. 475.

d'éviter avec elle les engagements sérieux ; des corps de Cosaques furent disposés sur ses flancs pour intercepter les convois, surprendre les traînards et fatiguer nos colonnes. Dès les premiers jours de novembre, des flots de neige, poussés par un vent du nord-ouest, couvrirent les chemins; nos détachements, cherchant un abri, s'égaraient. Les chevaux, qu'on n'avait pas eu la prévoyance de ferrer à glace, s'abattaient sur le verglas. Les soldats, affamés, les dépeçaient et en faisaient rôtir les chairs au feu des bivouacs. En arrivant au Dnieper, l'armée se divisa : Eugène et Poniatowski se dirigèrent sur Vitebsk par une route impraticable pour les chevaux ; Platof suivait cette colonne, tuant ou faisant prisonniers tous ceux qui s'écartaient. L'empereur, Davout et Ney, celui-ci à l'arrière-garde, se portèrent directement sur Smolensk. Napoléon y entra le 9 avec sa garde; il fut joint le 10 par Davout, et le 13 par Eugène, qui avait perdu soixante pièces de canon et la plus grande partie de ses bagages. A Smolensk, Napoléon connut toute l'étendue de ses pertes: de cette armée si belle, il lui restait sous les armes environ quarante mille hommes, dont cinq de cavalerie mal montée.

Avant d'arriver jusqu'à Minsk par Orcha et Borizof, l'armée française avait soixante lieues à parcourir. Du 14 au 17 novembre, Napoléon, Eugène, Davout et Ney évacuèrent successivement Smolensk. L'armée était dans un délabrement tel, que Kutusof croyait n'avoir plus qu'à se présenter pour l'anéantir. Cependant, la ferme attitude de nos soldats le contint : l'heure des derniers désastres n'avait pas encore sonné. Eugène et Davout durent, à une démonstration de Napoléon à la tête de sa garde, de trouver libre le chemin d'Orcha, sur lequel ils eussent pu être anéantis. Ney, avec une poignée d'hommes, se faisait jour à travers les ennemis, et, entouré de toutes parts, illustrait, par des exploits à jamais mémorables, ces journées désastreuses. Après avoir rétrogradé pour échapper à une masse de quatre-vingt mille Russes qui le pressaient, après avoir conduit à travers des régions inconnues les débris de ses régiments et passé le Dnieper sur ses glaçons, il entra dans Orcha avec trois mille hommes, débris glorieux de son corps d'armée.

Les corps auxiliaires fournis par l'Autriche exécutaient leur retraite sur les flancs de l'armée française, plus ménagés par les Russes, les ménageant eux-mêmes et prêts, suivant toute apparence, à faire défection. Un faux mouvement du général autrichien Schwartzemberg livra aux Russes la ville de Borizof, sur la haute Bérézina et sur la route de Minsk. Ainsi Napoléon était coupé de sa ligne de retraite; il perdait l'espérance de refaire son armée à Minsk, où se trouvaient en abondance des vivres et des munitions. Dans cette extrémité, il fallait rentrer dans Borizof en culbutant les ennemis; c'est ce que firent Oudinot et le brave Dombrowski. Les Russes, en se retirant, rompirent le pont derrière eux : les Français étaient maîtres de la ville, mais ils se trouvaient en présence de la Bérézina.

A défaut de ponts, on avait compté sur la glace pour opérer le passage : mais

le dégel était survenu. Kutusof et ses lieutenants nous poursuivaient sans relâche. Il n'y avait pas un moment à perdre, si l'on voulait éviter d'être pressé entre l'ennemi et la rivière. On en était au moment le plus critique de cette marche désastreuse. Postés sur les hauteurs qui dominent la rivière, les Russes pouvaient, avec leur artillerie, détruire les ponts, ruiner les travaux du génie français, et exterminer les restes de notre armée. Napoléon s'attendait à un choc désespéré. Murat et les maréchaux voulaient qu'il passât seul la Bérézina et s'échappât sous la conduite de quelques Polonais fidèles; il s'y refusa noblement et se prépara, avec ses derniers soldats, à une lutte suprême.

Aux premières lueurs du matin, 26 novembre 1812, lorsque les débris de l'armée française s'attendaient à une pluie de mitraille, elle vit, avec une joie ineffable, s'éloigner l'armée de l'amiral Tchitchakof qui, dans toute cette campagne, accumula faute sur faute, au dire des historiens russes[1]. Napoléon, avec environ six mille hommes de la garde et le corps de Ney, réduit à six cents hommes, passa donc la Bérézina.

Mais ce fut, dit M. de Ségur, quand la garde, sur laquelle on se réglait, s'ébranla, que la confusion fut extrême. Son départ fut comme un signal : les traîneurs accoururent de toutes parts; ils s'amoncelèrent sur la rive. On vit en un instant une masse profonde, large et confuse d'hommes, de chevaux et de chariots, assiéger l'étroite entrée des ponts qu'elle débordait. Les premiers pressés par ceux qui les suivaient, repoussés par les gardes et par les pontonniers, ou arrêtés par le fleuve, étaient écrasés, foulés aux pieds, ou précipités dans les glaces que charriait la Bérézina. Il s'élevait de cette immense et horrible cohue, tantôt un bourdonnement sourd, tantôt une grande clameur mêlée de gémissements et d'affreuses imprécations. Les efforts de Napoléon et de ses premiers lieutenants pour sauver ces hommes éperdus, en rétablissant l'ordre parmi eux, furent longtemps inutiles. Le désordre avait été si grand, que, vers deux heures, quand l'empereur s'était présenté à son tour, il avait fallu employer la force pour lui ouvrir un passage[2].

Ce n'était cependant pas encore le dernier terme du désastre. Le froid qui, en gelant les rivières, eût évité aux Français une partie des malheurs du passage, redoubla aussitôt qu'on eut franchi la Berézina. Le 7 décembre, le thermomètre descendit à 28° et tua plusieurs milliers d'hommes. A Smorgoni, Napoléon quitta ses malheureux soldats, laissant à Murat le commandement. Celui-ci, abattu, ne conservait plus aucune énergie; Ney seul, toujours le même, combattait, essayait de lutter jusqu'à la fin contre les Russes et la fortune. L'armée débandée abandonna sur la colline de Ponari les équipages de Napoléon, les caissons du trésor, les fourgons et le peu d'artillerie qui restaient. Les traîneurs et les blessés qui s'étaient, en grand nombre, arrêtés à Vilna, furent cruellement traités par

[1] Butturlin, *Histoire de la campagne de Russie.*

[2] Ségur, t. II, l. VIII.

les cosaques, qui, en expiation de l'incendie de la ville sainte, voulaient les égorger tous. Ces malheureux ne durent la vie qu'à la pitié des officiers russes, qui les prirent sous leur protection. A ce moment, les rigueurs de l'hiver étaient telles que les Russes eux-mêmes, vaincus par le froid, interrompirent les hostilités. Murat espéra ramener sur le Niémen les restes de l'armée, là réorganiser ses misérables restes, puis, joint par Macdonald, qui se trouvait à Tilsitt, et par les Prussiens auxiliaires, présenter enfin aux Russes une ligne de défense suffisante, leur imposer, et se refaire enfin. La défection des Prussiens renversa cette espérance. Leur lieutenant général York posa les armes. Schwartzemberg et les Autrichiens n'allaient pas tarder à les imiter : Murat fut obligé de reculer jusqu'à Posen.

La campagne de Russie, la retraite de Moskou étaient terminées.

Alexandre sortait vainqueur, par la neige et les frimas, de cette guerre nationale ; ce n'était pas assez : poursuivant Napoléon de sa vengeance, il allait se faire le chef d'une nouvelle coalition. La Russie, délivrée du danger qui l'avait menacée, fit éclater les témoignages d'une joie légitime. Sa capitale avait été consumée avec d'immenses richesses ; plusieurs de ses provinces avaient subi une dévastation complète ; plus de deux cent mille soldats russes avaient péri ; mais, par une compensation plus que suffisante à ces malheurs réparables par le temps, la Russie avait montré ses ressources, fanatisé l'esprit de ses peuples, et fait voir quel auxiliaire elle a dans son climat. Napoléon lui-même a reconnu cette vérité à Sainte-Hélène. « Il parlait, dit Las Cases, de la situation admirable de la Russie contre le reste de l'Europe et de l'immensité de sa masse d'invasion. Il peignait cette puissance assise sous le pôle, adossée à des glaces éternelles qui, au besoin, la rendaient inabordable : elle n'était attaquable, disait-il, que trois ou quatre mois de l'année, tandis qu'elle avait les douze mois contre nous. Elle n'offrait aux assaillants que les rigueurs, les souffrances, les privations d'un sol désert, d'une nature morte ou engourdie, tandis que ses peuples ne se lançaient qu'avec ardeur vers les délices du Midi. On ne peut s'empêcher de frémir, ajoutait-il, à l'idée d'une telle masse, qu'on ne saurait attaquer ni par les côtés ni sur les derrières ; qui déborde impunément, inondant tout si elle triomphe, ou se retirant au milieu des glaces, au sein de la désolation et de la mort devenues ses réserves, si elle est défaite, toujours avec la faculté de reparaître si la fortune le permet. N'est-ce pas là la tête de l'hydre, l'Antée de la Fable, dont on ne saurait venir à bout qu'en le saisissant au corps et l'étouffant dans ses bras? Mais où trouver l'Hercule désormais? Il n'appartenait qu'à nous d'y prétendre, et nous l'avons tenté *gauchement*, il faut en convenir[1]. »

Alexandre combla de présents Kutusof et ses autres généraux. En même temps, pour arracher à Napoléon les Polonais, comme déjà on lui avait enlevé la

[1] *Mémorial*, t. VII.

Prusse et l'Autriche, une amnistie générale fut publiée pour toutes les provinces polonaises-russes qui, « *égarées*, disait le manifeste, *par les insinuations et les promesses de l'ennemi*, » s'étaient permis des actes d'hostilité envers la Russie. De plus, si l'on en croit les Mémoires de Michel Oginski, Alexandre aurait, dès ce moment, manifesté l'intention de reconstituer la Pologne. Mais d'abord il voulait profiter de ses avantages et poursuivre son ennemi à travers l'Allemagne, et jusqu'en France. Avant de suivre la Russie dans ce douloureux épisode, où son histoire se mêle si tristement à la nôtre, nous avons à jeter un coup d'œil rétrospectif sur ses relations avec la Turquie et la Suède.

Après la perte de Sveaborg, Gustave-Adolphe, bien que presque abandonné de l'Angleterre et pressé au sud par les troupes de Bernadotte, qui était entré en Scanie, et à l'est par les armes de la Russie, persistait à poursuivre une guerre désastreuse; il fut renversé par une révolution de palais (1808), et son oncle Charles fut proclamé par les États sous le nom de Charles XIII. Le nouveau roi, par le traité du 17 septembre 1809, céda à l'empereur Alexandre la possession complète de la Finlande jusqu'à la rivière Tornea, à l'extrémité la plus septentrionale du golfe de Bothnie.

Nous avons laissé la Turquie à la même époque, au moment où, sacrifiée définitivement à Erfurt par la France et livrée à l'ambition de la Russie, elle venait de se jeter dans les bras de l'Angleterre. Alexandre s'efforçait d'obtenir aux congrès de Giurgewo et de Jassy la cession des provinces de la rive gauche du Danube. Depuis trois ans que la Russie s'était emparée de ces provinces, elle avait mis le temps à profit pour s'y établir solidement : elle avait bâti de nouvelles forteresses, et mis des garnisons dans toutes celles qui existaient déjà. Ses prétentions ayant été repoussées avec indignation par le divan, la guerre commença par l'attaque simultanée de plusieurs places, qui se rendirent toutes aux Russes, à l'exception de Giurgewo. Ismaïl, l'ancienne et sanglante conquête de Souvarof, tomba au pouvoir du général Sass, tandis que Mangalia, sur la mer Noire, se rendait également, et qu'une division de l'armée turque se faisait battre à Silistrie.

L'activité des opérations militaires se ralentit après ces événements. La paix, fruit de la bataille de Wagram, venait d'être signée dans Vienne, et ce traité semblait un acheminement naturel à une pacification générale, parce que la France offrait sa médiation à la Porte pour terminer ses différends avec la Russie; mais ces apparences pacifiques s'évanouirent promptement, et la campagne de 1810 commença avec le retour de la belle saison. L'armée russe, forte de cinquante mille hommes, obtint de rapides succès. Pajardjik, ville fortifiée, ne put tenir, quoique défendue par dix mille hommes; et Silistrie, place bien plus importante, éprouvant le même sort, vit pour la première fois arborer sur ses remparts les drapeaux russes. La perte de ces diverses places ouvrit un libre chemin aux généraux russes vers le camp retranché de Schumla.

Schumla est une ville de trente mille âmes, située à l'entrée du mont Balkan (mont Hémus), et par cette raison regardée comme les Thermopyles de la Turquie. Le camp de Schumla présentait un front de plus de deux lieues d'étendue, défendu en partie par l'escarpement du terrain, et du reste par des abatis, des palissades, des rivières et des fossés. Le plan du grand vizir, qui occupait en personne cette position formidable, était de fatiguer, de harceler les Russes, pour les forcer à repasser enfin le Danube. Il était en position de prolonger cette défense, parce que de nouvelles troupes lui arrivaient incessamment de toutes les parties de l'empire.

Dans un premier combat, qui avait eu lieu à Battyn, en avant de Schumla, les Turcs avaient été repoussés dans leurs retranchements avec une perte d'environ trois mille hommes. Cependant leur confiance dans l'issue définitive de cette campagne fut peu altérée par de si tristes préludes. Ils s'élançaient avec enthousiasme à cette guerre toute nationale, et d'ailleurs ils se croyaient invincibles dans ces défilés du mont Hémus, que n'avaient jamais franchi des bannières ennemies, depuis la fondation de l'empire.

L'événement ne justifia pas ces espérances. Les Turcs furent forcés dans leurs formidables retranchements, malgré la défense la plus terrible. Leur flottille sur le Danube, battue en même temps et presque totalement détruite, priva les villes assiégées des vivres et des munitions qui leur étaient destinées. Roustchouk, Giurgewo, succombèrent, ainsi que toutes les places qui défendent la rive droite du Danube, depuis Ismaïl jusqu'à Sistowe, c'est-à-dire dans une étendue de cent lieues de pays, en remontant le cours du fleuve. Il ne resta aux Ottomans que Widin et Varna, places plus régulièrement fortifiées que les autres.

Le grand vizir, accablé de tant de revers, fit demander au général Kamenski une suspension d'armes. Le chef russe répondit que les hostilités ne cesseraient que par l'abandon de la Valachie, de la Moldavie et de la portion de la Bessarabie qui appartenait encore aux Turcs. Ces prétentions n'étaient point nouvelles; mais il y en avait une autre qui apparaissait, comme le fruit de toutes ces victoires: c'était que l'*indépendance* de la Servie fût reconnue, et que le chef des Serviens, Czerni Georges, fût admis dans cette négociation pour stipuler les intérêts du pays qu'il avait défendu : ces conditions furent rejetées.

La guerre continua en 1811 sous les ordres du général Kutusof, qui avait remplacé Kamenski. Cependant l'empereur Alexandre ayant été forcé de retirer plusieurs divisions de son armée de Turquie pour en former une armée d'observation en Pologne, le général Kutusof dut se borner à une guerre défensive, et, content de pouvoir se maintenir dans la partie la plus importante des pays conquis, il évacua même la Bulgarie.

Cette sorte de retraite ayant relevé le courage des Turcs, ils osèrent repasser le Danube et rentrer en Valachie. De nouveaux désastres, à la suite de ces tentatives, contraignirent le grand vizir à renouveler sa demande d'une suspension

d'armes, afin de traiter de la paix; et il s'efforça en même temps de disposer son gouvernement à des sacrifices sans lesquels il paraissait impossible de l'obtenir. Mais dans le divan la majorité vota pour le rejet absolu de toute négociation ayant pour base une cession quelconque de territoire. Le grand vizir fut bientôt en état de reprendre l'offensive et de rétablir sa réputation militaire à la tête de quatre-vingt mille hommes.

Cependant un congrès formé à Bucharest poursuivait ses conférences; la Russie ne voulant se relâcher de ses prétentions sur aucun point, elles allaient être définitivement ajournées; la Porte se préparait avec une nouvelle activité à soutenir la guerre, lorsque la rupture de la paix entre la France et la Russie vint encore une fois changer les dispositions de cette dernière puissance.

Changeant de ton et de langage avec une souplesse merveilleuse, et renonçant à la Valachie et à la Moldavie, l'ambassadeur russe, M. d'Italinski, demanda seulement que la rivière du Pruth fût désormais considérée comme la limite des deux empires. Il n'insista que sur une prompte conclusion de cet arrangement. Le temps pressait en effet, car la moitié de l'armée russe venait de recevoir l'ordre de quitter les bords du Danube pour se réunir à celle qui devait combattre les Français.

Ainsi, Napoléon s'était trouvé cruellement et, il faut le reconnaître, justement puni de sa politique d'Erfurt. La Suède et la Turquie, ces deux alliées séculaires de la France qu'il avait sacrifiées avec égoïsme à ses vastes chimères, avaient été affaiblies et presque accablées par la Russie; l'alliance française était déconsidérée à leurs yeux, et lorsque lui-même avait franchi le Niémen et s'était avancé sur Smolensk et Moskou, au lieu d'une diversion qui était dans leur intérêt autant que dans celui des armes françaises, elles étaient demeurées spectatrices indifférentes de la lutte. Il est vrai que la Suède, pour prix de son inaction, espérait la Norvége; mais la Turquie n'avait d'autre perspective que de nouveaux démembrements et des agressions aussi injustes dans l'avenir que par le passé; elle ne comprenait pas que Napoléon, même après le désastre de sa retraite et malgré ses torts envers elle, devait redevenir encore son protecteur et son allié naturel, et laissa, sans faire aucune démonstration, Alexandre se placer à la tête de la sixième coalition contre la France.

Un historien moderne [1] observe un fait très-singulier : c'est qu'Alexandre, appelant l'Allemagne à combattre pour son indépendance et à secouer le joug de la France, employa un moyen assez étrange de la part d'un autocrate russe; il alla jusqu'à provoquer les peuples à la désobéissance envers leurs gouvernements. « La crainte peut encore enchaîner vos souverains, dit-il, dans une proclamation datée de Varsovie, février 1813; qu'une funeste obéissance ne vous retienne pas! Aussi malheureux que vous, ils abhorrent la puissance qu'ils redou-

[1] Schnitzler, *Histoire intime*, t. I, ch. I, p. 68.

tent, et ils applaudiront ensuite aux généreux efforts que doivent couronner votre bonheur et leur liberté... Si, par un reste de pusillanimité, vos souverains persistent dans leur funeste système de soumission, il faut que la voix de leurs sujets se fasse entendre, et que les princes qui plongeraient leurs peuples dans l'opprobre et le malheur soient traînés par eux à la vengeance et à la gloire. »

Alexandre, le souverain russe, se faisait le chef d'une croisade européenne et populaire contre la France.

Cependant Napoléon se retrouvait à la tête d'une armée de deux cent cinquante mille hommes. Mais près d'un quart de ses troupes se composait d'Allemands, de Saxons, de Westphaliens ou Bavarois, dont les dispositions étaient au moins douteuses; tout le reste, sorti de France, était jeune, inexpérimenté, car les vieux soldats avaient péri et la cavalerie surtout était faible. Une sanglante victoire accueillit ces nouveaux soldats à Lutzen et à Bautzen (1er et 19 mai 1813). Le résultat de ces succès fut l'occupation successive de Dresde, de Hambourg, de Breslau, et finalement l'armistice de Plesswitz, en Silésie. Les Russes profitèrent de cette trêve pour se renforcer de plus de soixante mille hommes de bonnes troupes, venues du midi et du centre de la Russie. Les alliés se flattaient en outre de voir l'Allemagne, au premier moment, se soulever tout entière, et la Hollande, la Suisse, le Tyrol, l'Italie, et tout le midi de l'Europe, concourir par des attaques simultanées au succès de la coalition. Ils espéraient surtout entraîner l'Autriche, qui ne persistait plus que faiblement dans son rôle d'arbitre et dans sa neutralité. L'Autriche, en effet, signa à Prague un traité d'adhésion à l'alliance de la Russie et de la Prusse. Un congrès s'étant ouvert immédiatement dans cette ville; le duc de Vicence, qui s'y présenta comme ministre de Napoléon, n'y fut point admis, sous prétexte de l'insuffisance de ses pouvoirs. La démarche de l'Autriche avait changé toutes les dispositions.

Napoléon vainquit à Dresde, dans une mémorable bataille, où commandaient en personne trois souverains. Mais cette victoire fut incomplète, et les alliés, engagés dans des défilés d'où ils devaient ne pas sortir, opérèrent leur retraite, grâce à la faute du général chargé de s'emparer de la position devant laquelle ils étaient forcés de déboucher.

Les manœuvres diplomatiques continuaient toujours à côté des opérations militaires; les confédérés sentaient plus vivement le besoin de resserrer les liens de cette union, qui seule pouvait faire leur force; deux nouveaux traités, le premier entre l'Autriche, la Russie et la Prusse, le second entre l'Autriche et la Grande-Bretagne, furent signés à Tœplitz (9 sept. 1813), en Bohême, dans l'intervalle qui s'écoula entre la bataille de Dresde et celle de Leipsick. On sait que le sort de cette fatale journée fut en grande partie décidé par la trahison du général Wrède, qui passa à l'ennnemi avec tous ses Bavarois, et tourna contre nous une artillerie de plus de soixante-dix pièces de canon. Cet événement imprévu empêcha notre victoire plutôt qu'il ne détermina celle de

l'ennemi; cependant Leipsick fut enlevé le lendemain, et les souverains confédérés, c'est-à-dire l'empereur de Russie, le roi de Prusse, et le prince de Suède, Bernadotte, y entrèrent.

La retraite de l'armée française avait été désastreuse. Une terreur soudaine, causée par l'explosion d'un pont, fut cause que les troupes se précipitèrent à la débandade vers toutes les issues occidentales de la plaine, c'est-à-dire dans la direction de la France. Les débris de notre armée, réunis à Erfurt, se réorganisèrent assez rapidement pour résister à soixante mille Austro-Bavarois qui les attendaient à Hanau. La vieille garde les écrasa. Mais ce succès était insuffisant. Toutes les places fortes d'Allemagne occupées par des garnisons françaises, tombèrent au pouvoir de l'ennemi. La Hollande fut évacuée, et les alliés s'avancèrent sur les bords du Rhin.

Au midi, la fortune avait également abandonné nos drapeaux; la péninsule espagnole tout entière était évacuée, et le maréchal Soult, forcé de battre en retraite devant Wellington, avait repassé la Bidassoa.

Dans cet état de choses, les souverains confédérés annonçaient par la déclaration de Francfort « qu'ils ne faisaient point la guerre à la France, mais à « Napoléon ; qu'ils voulaient que la France fût forte, heureuse et plus puissante « que sous ses anciens rois. » Ce fut à la fin de décembre que six divisions ennemies, fortes de cent vingt mille hommes, et commandées par le prince Schwartzemberg, passèrent le Rhin entre Bâle et Shaffhouse. Trop confiant dans le rempart de la neutralité suisse, Napoléon n'avait nullement songé à garder les frontières de ce côté de l'empire. L'armée de Silésie, sous les ordres de Blücher, effectuait en même temps son passage entre Manheim et Coblentz.

Nous n'entrerons pas dans le détail des événements de la mémorable campagne de 1814, qui replaça Napoléon dans toute sa supériorité militaire, et qui est à jamais l'honneur des armes françaises. On sait que Paris, après une défense de quelques heures, capitula ; que le duc de Vicence, envoyé pour voir s'il était encore temps de suspendre cette capitulation fatale, dépêcha un courrier à l'empereur pour lui apprendre que tout était consommé; enfin qu'à cette nouvelle, Napoléon rebroussa chemin et alla descendre à Fontainebleau. Les événements qui se rattachent à cette grande catastrophe, tels que la déplorable défection de Murat et la conduite héroïque du prince Eugène, l'abdication de Napoléon et la dispersion de la famille impériale, sortent entièrement de notre sujet, et nous n'avons plus qu'à jeter un coup d'œil sur l'attitude que prit la Russie au milieu de la coalition victorieuse.

La capitulation de Paris (31 mars 1814) ayant été signée à deux heures du matin, l'empereur de Russie, le roi de Prusse et le généralissime prince Schwartzemberg, y firent leur entrée vers le milieu de la même journée. Une déclaration particulière de l'empereur Alexandre, publiée immédiatement après son entrée dans la capitale, confirma les assurances pacifiques déjà exprimées le

jour précédent dans la proclamation du généralissime des troupes alliées, en y ajoutant toutefois que les souverains confédérés ne *traiteraient plus avec Napoléon Bonaparte, ni avec aucun membre de sa famille.*

Les conditions que Napoléon vaincu n'avait pas acceptées, le roi ramené par l'invasion étrangère était trop heureux de les subir. Alexandre fut le principal auteur de la restauration des Bourbons.

Après avoir atteint son but, le souverain russe passa en Angleterre, où les plus grands honneurs lui furent décernés, bien que les succès obtenus en commun dùssent, avant peu, devenir le point de départ d'une rivalité implacable entre l'Angleterre et la Russie, les deux nations qui avaient le plus contribué à l'abaissement de la France.

De retour sur le continent, il s'occupa avec activité de réparer les pertes que lui avaient coûtées ses succès. Son sénat voulut lui décerner le titre de *Béni*, qu'il refusa, dans une lettre où, s'humiliant devant Dieu, il reporte à la protection du Tout-Puissant les succès de la Russie. Sur une médaille qui fut distribuée à tous les soldats de la campagne de 1812, il fit inscrire cette légende : *Ce n'est pas à nous, Seigneur, mais à ton nom!* Il réorganisa les corps de ses troupes qui avaient le plus souffert, augmenta même son armée, et put à bon droit s'enorgueillir d'être le plus puissant souverain de l'Europe. Aussi parut-il (3 nov. 1814), au congrès de Vienne, dominer les autres monarques de toute la hauteur que la France venait de perdre dans cette révolution.

Le congrès de Vienne, ouvert en exécution de l'article 32 du traité de Paris, avait à statuer sur le sort des vastes débris de la monarchie de Napoléon qui restaient autour de l'ancienne France. Le sort de la Saxe fut premièrement discuté avec beaucoup de chaleur. La Prusse voulait l'absorber; mais les droits et l'indépendance du royaume de Saxe ayant trouvé dans le sein même du parlement britannique de vigoureux défenseurs, on conserva la monarchie saxonne par une sorte d'accord provisoire. La Pologne donna lieu aux négociations les plus sérieuses. On reprocha à l'Angleterre, entre autres projets, d'avoir proposé un partage plus égal afin d'éteindre jusqu'à l'espoir de son rétablissement. Alexandre, excité par les Polonais eux-mêmes, demanda la couronne et promit un gouvernement constitutionnel. Naples demanda la ratification de ses traités faits au nom de Joachim. La Russie voulait sacrifier Murat, pour que la France se prêtât à ses arrangements en Pologne. La Prusse, l'Angleterre, et surtout l'Autriche, ne furent pas du même sentiment.

Ces arrangements politiques, ces divisions, ces distributions d'*âmes* n'étaient point encore achevés, et les vainqueurs étaient encore au milieu des fêtes de la victoire, lorsque Napoléon, s'élançant de l'île d'Elbe, vint en quelques heures aborder au golfe Juan. Une déclaration des puissances réunies au congrès de Vienne prononça une sorte de mise hors la loi contre lui. « Bonaparte, y disaient-elles, vient de détruire le seul titre légal auquel son existence se trouvait atta-

chée, il s'est placé hors des relations civiles et sociales, et s'est livré à la vindicte publique. » Les troupes russes arrivèrent trop tard pour prendre part aux opérations militaires d'une campagne de quelques jours; mais l'empereur Alexandre n'en parut pas moins une seconde fois à Paris environné de l'appareil militaire le plus imposant. Seul, parmi les souverains alliés, et c'est une justice que nous devons lui rendre ici, il s'efforça de modérer les rigueurs de la conquête. Puis, lorsqu'il eut accompli tous ses desseins, et constaté par son attitude au milieu de ces grands événements une supériorité que les autres puissances n'étaient plus en mesure de lui disputer, il quitta la France pour passer en revue ses armées, visita la Prusse, reçut les témoignages plus ou moins sincères du dévouement des Polonais, et rentra dans sa capitale. La gloire acquise au nom russe, et le poids que le monarque venait d'ajouter à son sceptre, excitèrent l'empressement et les hommages de toute la Russie. La partie extérieure et brillante de son règne était achevée.

Ainsi, à Tilsitt et à Erfurt, deux hommes s'étaient partagé le monde, l'un du droit de son épée et de son génie, l'autre du droit de la puissance laborieusement acquise, mais fortement constituée par Pierre Ier et Catherine II. Les décisions de ces deux maîtres de la terre n'avaient pas été ratifiées par le destin; l'homme de génie avait été écrasé sous les matériaux de l'édifice qu'il voulait élever; l'empereur héréditaire n'était pas entré dans Constantinople, pas même dans Bucharest et Jassy; mais l'Europe le reconnaissait pour son chef influent, pour son premier souverain et son protecteur.

En voyant la France rentrée en deçà de ses limites naturelles dans les étroites frontières de l'ancienne royauté, et l'homme qui lui avait donné tant de gloire déporté au milieu de l'Océan, fallait-il croire que l'œuvre de la Révolution et de Napoléon eût péri tout entière ? C'en était fait des conquêtes, mais l'esprit de la France et de la Révolution planait sur le monde : à ces terres lointaines, qu'ils avaient semées de leurs ossements, nos soldats avaient légué leur âme. De ce mélange de toutes les nations, de cette grande confusion d'un jour, allait résulter un mouvement analogue, par son universalité, à celui qui, à la suite des croisades, avait régénéré le moyen âge. Le sentiment du droit des peuples, les principes d'égalité et de justice ne s'étaient pas promenés impunément sous nos drapeaux du Rhin au Dniéper. L'Allemagne lente à concevoir, mais tenace et persévérante, avait commencé à connaître la valeur des mots *patrie* et *liberté*.

Dans cet échange de sentiments nouveaux, dans ce courant d'idées circulant de l'occident à l'orient, la Russie, comme une nation trop jeune, alla droit à l'excès, elle s'attacha à la forme extérieure de la révolution qui s'accomplissait, et adopta les mystérieuses associations de l'Allemagne; aussi ce fut un véritable sujet d'étonnement pour Alexandre de découvrir, dès 1816, que l'un des résultats de sa marche triomphale à travers l'Europe était une sorte de libéralisme introduit dans ses armées, et des sociétés secrètes étendant leurs ramifications

dans son empire. Aux séditions militaires et prétoriennes qui avaient tant de fois agité la Russie, le tsar était menacé de voir succéder les révolutions sociales; il y eut là pour Alexandre un sujet d'inquiétude légitime et d'autant plus grave que, malgré l'absolutisme de son pouvoir, il n'était pas porté à une répression tyrannique et brutale. De notables changements étaient survenus dans son caractère depuis les grands événements de 1812. L'ambition qui s'était développée en lui, au contact de Napoléon, avait fait place à un sentiment religieux très-profond et approchant de la superstition et du mysticisme. Ces dispositions de son esprit avaient été le point de départ de la sainte alliance, idée faussée et détournée de son but primitif par l'habileté intéressée de M. de Metternich.

Nous laisserons raconter par un contemporain [1], historien estimé de ce règne, la manière dont fut formé ce pacte qui est devenu, sous l'inspiration funeste du ministre autrichien, le symbole de l'union des rois contre les peuples.

« Dès 1814, l'empereur Alexandre avait eu des relations avec madame de Krudener. Depuis quelques années, cette femme célèbre remplissait le Nord du bruit de ses succès dans la mission si singulièrement évangélique qu'elle s'était donnée, ou, si l'on veut, qu'elle avait reçue des inspirations exaltées d'une âme religieuse et ardente, et d'un cœur qui surabondait de zèle et de tendresse pour l'humanité. On sait que, née dans une position élevée, et au milieu des douceurs de l'opulence, douée d'une beauté dont l'attrait était irrésistible, madame de Krudener, jeune encore, renonça à ces avantages pour accomplir, en annonçant aux hommes la parole de Dieu, un apostolat dont le but n'était rien moins que la conversion du genre humain. Jusque-là, comme il arrive ordinairement aux fondateurs de sectes, elle avait trouvé plus de partisans dans les cabanes que dans les palais; et les princes, loin de se faire ses prosélytes, l'avaient persécutée, jugeant dangereuses les prédications et même les aumônes au moyen desquelles elle entraînait les populations à sa suite. D'ailleurs, elle pouvait enflammer les passions des classes souffrantes, et fournir un prétexte aux rébellions, en mêlant à ses prières des prédictions menaçantes contre les puissants de la terre qui s'écartaient du droit chemin. Cependant, comme elle avait annoncé la chute de Napoléon, sa réputation de prophétesse commença, en 1814, à s'établir avec une sorte d'universalité; et voyant, dans le grand changement qui s'accomplissait en Europe, une occasion favorable pour tenter la révolution religieuse qu'elle méditait, elle se rendit à Paris en même temps que les souverains alliés. C'était sur l'appui d'Alexandre qu'elle comptait particulièrement, non-seulement parce que la Russie semblait désormais devoir être la modératrice des grands débats qui allaient s'élever pour la reconstruction de l'Europe, mais encore parce qu'elle savait que quelque chose dans l'âme de ce souverain sympathisait avec ses propres idées sur la nécessité d'une révolution religieuse.

[1] Alph. Rabbe, *Histoire d'Alexandre Ier*

« Il est, en effet, incontestable qu'Alexandre était, par la nature de son organisation morale et physique, prédisposé au mysticisme, et à subir l'empire des idées religieuses, même jusqu'aux illusions de l'illuminisme. Sans parler de cette tendance si générale dans le Nord, et qui n'excepte pas les esprits de l'ordre le plus élevé, on peut regarder le mysticisme comme le résultat d'une loi de développement des passions commune à tous les individus chez qui la sensibilité du cœur et l'activité de l'imagination ne sont pas dominées par une raison énergique et par un caractère vigoureux. Lorsque les organes s'émoussent, et que les jouissances sensuelles échappent, il faut nécessairement que, privées d'une activité intellectuelle suffisante pour remplacer ce qu'elles ont perdu, ces âmes trompées, mais nobles et élevées, cherchent dans la sphère sans limites des affections religieuses un vaste dédommagement. En élevant les termes ou les données de cette proposition à leur plus haute puissance, on explique madame de Krudener; et c'est à peu près de la même manière qu'il faudrait raisonner pour rendre raison du singulier changement qui, en 1815, s'était opéré dans les idées et les vues politiques de l'empereur Alexandre, s'il ne suffisait pas, historiquement parlant, d'en constater le fait.

« Ce fait, c'est la sainte alliance. La source de ce pacte fut évidemment une profonde préoccupation mystique de la part d'Alexandre. Depuis 1814, les instructions et les exhortations de madame de Krudener avaient produit leur effet. Elle s'était emparée habilement de ce qu'il y a toujours de vivant et de chatouilleux dans le cœur d'un roi.... Alexandre, disait-elle, a reçu mission de réédifier ce que Napoléon avait mission de détruire. *Alexandre est l'ange blanc de l'Europe et du monde, comme Napoléon en fut l'ange noir.*

« On attribue à l'influence de madame de Krudener la modération que montra ce souverain dans les transactions qui se firent à cette époque avec la France. Ce qu'il y a de sûr au moins, c'est qu'elle tenait à Paris des conférences mystiques où se réunissaient les souverains alliés... Son crédit dut s'augmenter lorsque le retour de l'île d'Elbe et la journée de Waterloo vinrent confirmer toutes ses prédictions. On a même attribué à madame de Krudener l'idée de la sainte alliance; et il est vrai qu'elle avait rêvé l'union des rois, mais dans l'intérêt universel des peuples. Elle voulait christianiser le monde selon les principes de l'Église primitive; elle voulait la paix universelle, et ne voyait d'autre moyen d'y parvenir que l'alliance des puissants du siècle, cimentée par la religion... Voici, au surplus, une particularité digne de remarque et que nous rapportons comme certaine.

« L'empereur Alexandre ayant, au mois de novembre 1815, minuté de sa main le projet de la sainte alliance, remit son brouillon à M. Gentz, pour le porter au prince de Metternich, afin que celui-ci rédigeât, d'après ce projet, une convention ou un traité dans les formes consacrées par l'usage. Ce projet fut pour cet habile ministre un trait de lumière sur le caractère de l'empereur

Alexandre, que jusque-là il n'avait peut-être pas bien compris, et sur lequel il ne connaissait pas encore le moyen d'agir avec efficacité. M. de Metternich abaissa modestement ses projets devant la sublimité de cette idée, et s'exalta devant la grandeur des résultats qu'elle promettait. Voilà donc deux faits, savoir : l'origine de la sainte alliance, et l'origine de l'influence du cabinet autrichien sur celui de Saint-Pétersbourg, qui ont une source commune, et s'expliquent l'un par l'autre, comme la cause et l'effet. »

Jusqu'à cette époque, Alexandre avait paru peu favorablement disposé à l'égard de M. de Metternich, soit à propos du partage de la Saxe qu'avait appuyé la Russie contre le vœu de l'Autriche, soit pour des causes qui échappent à l'appréciation parce qu'elles tiennent à des répugnances de pure organisation. Le génie du diplomate avait calculé toute la portée d'un concert parfait entre les grandes puissances parmi lesquelles la Russie tenait le premier rang; il n'ignorait pas que si l'ambition se joignait à la force, l'Allemagne n'aurait fait que changer de maître; il saisit donc avec empressement l'occasion de contenir le plus dangereux de ses alliés par un frein moral, et de l'enchaîner dans les liens de tout un système dont le mérite semblerait remonter jusqu'à celui qui en avait conçu la première idée. Ce plan avait encore un autre avantage : il lui donnait les moyens de reconstituer la vieille Allemagne, en raffermissant les préjugés aristocratiques auxquels les idées nouvelles et le contact des mœurs françaises avaient porté de rudes atteintes. La solidarité des intérêts monarchiques, établie par la sainte alliance, ajournait indéfiniment les espérances constitutionnelles dont on avait flatté les peuples au moment du danger.

Vers cette époque, les idées révolutionnaires, comprimées plutôt que vaincues, commencèrent à réagir, et les événements du Piémont, de Naples, de Portugal et d'Espagne, offrirent à la sainte alliance l'occasion de se manifester par des actes : mais la rigueur qu'elle déploya dans ses mesures répressives, et le caractère de sombre religiosité qui les distinguait, justifièrent les méfiances; et dans un siècle où la tolérance remplace la foi, la sainte alliance dut apparaître aux peuples comme une inquisition d'État. A chaque instant, les conséquences de ce système venaient se heurter contre les intérêts les plus vitaux des gouvernements qui s'efforçaient de le maintenir; de là, la nécessité de tant de congrès, où les difficultés du moment n'étaient levées que par des mesures qui devaient bientôt en amener de nouvelles. « Dans ces réunions, dit Rabbe, M. de Metternich pouvait déployer avec succès toute l'adresse et toute la puissance des facultés oratoires et les ressources d'un esprit aussi délié qu'on puisse l'imaginer. Là, le ministre conjurateur des périls de la royauté n'avait besoin, pour accréditer son système, que de l'énergique magie de ces tableaux où les complots et les crimes du génie démocratique prêt à rompre ses chaînes, apparaissaient comme une vision fantasmagorique. »

L'empereur Alexandre, victime de cette séduction politique dont le succès

était favorisé par des événements qui semblaient, en effet, menacer avec les dynasties régnantes, le fondement de toute autorité non constitutionnelle, était cependant ramené de temps en temps par sa droiture naturelle à des idées toutes différentes. Il savait prévoir que les circonstances seraient plus fortes que les principes; et, tout en subissant la direction que lui imprimait le cabinet autrichien, il semblait attendre avec une sorte d'impatience le moment où la force des choses viendrait le décharger du fardeau de sa responsabilité. Plus d'une fois on lui a entendu proférer ces paroles remarquables : « Je ne sais pas jusqu'à quel point et jusqu'à quel temps on pourra faire ce que l'on fait dans ce moment. » A l'époque de la révolution de Naples, se trouvant à Varsovie, il disait à M. de La Ferronnays, ambassadeur de France : « Les affaires de Naples ne nous regardent pas, puisque le peuple napolitain respecte la famille régnante et n'attaque pas la légitimité ; on n'a à se plaindre que des formes par lesquelles s'est manifesté le vœu public, et je ne pense pas qu'il soit utile d'employer la force contre cette manifestation. » Cependant dès qu'il fut à Troppau et ensuite à Laybach, Alexandre consentit à toutes les mesures jugées nécessaires par l'Autriche [1]. »

Sous l'inspiration de Mme de Krudener, il s'était véritablement cru *l'ange blanc des nations;* il avait espéré les protéger, les unir, et il se trouvait tout simplement le chef de la ligue des rois contre les peuples. C'était là un des résultats de son caractère toujours faible, n'offrant, comme l'a observé Rabbe avec tant de justesse, « que des surfaces, rayonnantes, il est vrai, d'un doux éclat, mais où la mansuétude a plus brillé que la force, et sur lesquelles ont successivement glissé des idées d'emprunt et des systèmes sans liaison nécessaire entre eux. » Un autre résultat fâcheux de ce défaut fut de tant s'occuper de l'Europe, quand l'Europe pouvait bien se suffire, et que lui-même n'eût dû s'occuper que de la Russie. Ne valait-il pas mieux, en effet, se replier sur sa nation et reprendre l'œuvre de législation si heureusement ébauchée au début de son règne?

Mais son rôle européen, quelques chagrins domestiques, de fâcheux souvenirs, l'absorbaient tout entier. Il s'occupait aussi à étendre ses relations de famille, et poursuivait la politique de Pierre et de Catherine en élargissant par des alliances le cercle de l'influence russe. Après avoir visité le champ de bataille de Waterloo, en 1817, il conclut à Bruxelles le mariage de sa sœur, la grande-duchesse Anne, avec le prince d'Orange; il s'unissait ainsi étroitement avec la Hollande. Les eaux du Texel et de l'Escaut allaient devenir une immense ressource pour la navigation et le commerce de son empire, en offrant aux flottes russes des hivernages qui ne sont pas, comme dans la Baltique, bloqués par les glaces.

A Berlin, il négocia le mariage de son frère, le grand-duc Nicolas, avec la prin-

[1] Rabbe, *Histoire d'Alexandre Ier;* Chopin, *Univers pittoresque,* t. II.

cesse Charlotte de Prusse, fille de Frédéric Guillaume et de cette Louise, si touchante par sa grâce, sa beauté, son dévouement à sa patrie, et par les malheurs dont elle avait été accablée pendant les guerres de Napoléon, et surtout après Iéna et à Tilsitt. La sœur aînée d'Alexandre, la grande-duchesse Catherine, celle que Napoléon eût voulu épouser, venait de monter sur le trône de Wurtemberg, et cette alliance contribuait à étendre l'influence de la Russie en Allemagne, où déjà elle dominait à Weimar, à Bade et à Oldenbourg. Puis l'empereur se rendit en Pologne et s'occupa de l'organisation de ce royaume.

Nous avons dit qu'au congrès de Vienne il avait réclamé la réunion de la Pologne à la Russie, en s'engageant à donner à ce royaume un gouvernement constitutionnel. Les Polonais eux-mêmes préféraient cette réunion au partage entre la Russie, la Prusse et l'Autriche. De la sorte, ils recouvraient leur langue, leurs usages, et comme un reflet de leur nationalité. Napoléon n'avait rien fait pour eux. Pressés par leurs trois ennemis, ils étaient impuissants à se relever eux-mêmes ; ils se tournèrent donc vers le petit-fils de Catherine, triste ressource, mais la seule qui fût en leur pouvoir, au défaut de la France qui, en temps opportun, ne leur avait pas tendu la main, et qui, maintenant, ne pouvait plus rien pour eux.

Kosciuszko lui-même, du fond de sa retraite, n'entrevoyait pas d'autre espérance. Le 9 avril 1814, il avait adressé à Alexandre une lettre par laquelle il lui demandait, comme grâce suprême, d'amnistier tous les Polonais qui avaient servi la France ; ensuite, de se proclamer roi de Pologne avec une constitution libre ; d'établir des écoles, entretenues aux frais du gouvernement, pour l'instruction des paysans ; enfin, de supprimer pour ceux-ci la servitude au bout de dix ans, et de leur accorder la jouissance de leurs possessions en toute propriété. Dans sa réponse au héros de l'ancienne lutte nationale, Alexandre écrivit : « ... Vos vœux les plus chers seront exaucés. Avec l'aide du Tout-Puissant, j'espère réaliser la régénération de la brave nation à laquelle vous appartenez. J'en ai pris l'engagement solennel, et, de tout temps, son bien-être a occupé mes pensées. Les circonstances politiques seules ont mis des entraves à l'exécution de mes desseins : ces obstacles n'existent plus. Deux années d'une lutte terrible, mais glorieuse, les ont aplanis. Un peu de temps encore, avec une marche sage, les Polonais recouvreront leur patrie, leur nom, et j'aurai la jouissance de les convaincre qu'oubliant le passé, celui qu'ils croyaient leur ennemi, sera celui qui réalisera leurs vœux... »

L'amnistie fut accordée ; l'armée polonaise fut réorganisée et placée sous le commandement du grand-duc Constantin. Dombrowski, le héros des légions polonaises, le second de Poniatowski dans les guerres de l'empire, rentra en Pologne et mit lui-même dans la Russie ses espérances nationales. Certes, ce n'était pas le désir qui manquait à Alexandre de réunir sous sa domination toute la Pologne, ne fût-ce que comme royaume annexé ; il savait qu'une indépendance de cette

nature ne lui donnerait jamais de graves embarras, mais il éprouvait au congrès de Vienne, de la part de ses alliés, les résistances les plus sérieuses. Le roi de Saxe surtout refusait avec opiniâtreté d'abandonner le duché de Varsovie. Enfin il lui fallut bien céder aux menaces de la force ; il signa sa renonciation en mai 1815, et, aussitôt, dans trois traités conclus entre l'Autriche, la Russie et la Prusse, il fut stipulé : Que le duché de Varsovie serait réuni à la Russie ; — que, cependant, une partie de ce pays, ayant une population de huit cent dix mille âmes[1], en serait démembrée et possédée par le roi de Prusse ; — que la partie de la Gallicie orientale, qui avait été cédée à la Russie en 1809, serait rendue à l'Autriche ; — que la ville de Cracovie formerait une république libre et indépendante.

Cracovie, en effet, reçut une constitution en vingt-deux articles, par laquelle elle eut droit de se donner un sénat de douze membres avec un président et une assemblée de représentants. En se reportant aux jours où la Pologne s'étendait de la Baltique à la mer Noire, cette petite république de Cracovie, que la compassion des trois cours voulait bien déclarer indépendante, semblait une triste dérision ; et, cependant, c'était encore un morceau de terre libre, un petit lambeau de patrie où la Pologne pouvait dresser le tombeau de ses plus nobles enfants, Kosciuszko[2] et Joseph Poniatowski.

En même temps, Alexandre se proclama roi de Pologne, donna au royaume une constitution qui ne comportait pas moins de cent cinquante-cinq articles, et fixa à un délai rapproché la réunion d'une diète polonaise destinée à inaugurer le nouvel état politique octroyé à la Pologne. La constitution accordée aux Polonais portait, pour premier article, que le royaume de Pologne était à jamais réuni à la Russie. L'article III ajoutait : « La couronne du royaume de Pologne est héréditaire dans notre personne et dans celle de nos descendants, suivant l'ordre de succession établi pour le trône impérial de Russie. »

Le roi de Pologne, c'est-à-dire l'empereur de Russie, était investi de la plénitude du pouvoir exécutif, de la nomination d'un lieutenant général devant le remplacer en cas d'absence, de tous les officiers, des sénateurs, des ministres, des agents diplomatiques, des fonctionnaires publics, des archevêques, évêques des différents cultes, de leurs suffragants, des prélats et chanoines ; du droit de conférer la noblesse, de naturaliser et d'accorder des titres honorifiques ; de la disposition des revenus de l'État. Il était tenu de se faire couronner dans Varsovie et de prêter le serment suivant : « Je jure et promets devant Dieu et sur l'Évangile, de maintenir et faire exécuter de tout mon pouvoir la charte constitutionnelle. » Un conseil d'État était institué sous la présidence du roi ou, à son défaut, du lieutenant ; il était partagé en conseil d'administration et

[1] Duche de Posen.

[2] Mort en 1817, à l'âge de soixante-douze ans. L'un et l'autre ont ete enterres à Cracovie. Dombrowski est mort à soixante-trois ans, en 1818.

en assemblée générale ; l'assemblée générale avait pour attribution de discuter et de rédiger tous les projets de loi et règlements concernant l'administration du pays; de statuer sur la mise en jugement des fonctionnaires publics pour cause de prévarication; de faire des observations sur les abus ou sur les éléments qui pourraient déroger à la charte constitutionnelle. Cinq branches d'administration publique étaient créées pour les cultes et l'instruction publique la justice, la police, la guerre et les finances; plus, un ministre secrétaire d'État résidant auprès de la personne du roi. La représentation nationale devait consister dans la diète composée du roi et de deux chambres, la première formée du sénat, la seconde, des nonces et des députés des communes. La diète se réunissait tous les deux ans dans une session de trente jours. Le sénat, nommé à vie par le roi, se composait des princes du sang, des évêques, des palatins, des castellans. — Suivaient une série d'articles, réglant, restreignant et plaçant toujours sous le contrôle du roi, la chambre des nonces, les diétines, les assemblées communales, le conseil de palatinat, l'ordre judiciaire et l'armée [1]. Le grand-duc Constantin fut nommé commandant en chef de l'armée polonaise, et le prince Zaïonczek, l'un des anciens patriotes polonais, lieutenant général du royaume.

On voit ce qu'était la constitution polonaise de 1815, et quelle sorte d'existence politique elle rendait à la Pologne sous l'autorité partout souveraine de ce roi-empereur de Russie. Si pauvres que fussent ces promesses, les Polonais avaient tant souffert de se voir démembrés, dénationalisés, devenus Russes, Prussiens, Autrichiens, qu'ils l'accueillirent avec une faveur marquée. Le vieux Kosciuszko écrivait : « Je conserverai jusqu'à la mort, une juste reconnaissance envers ce prince pour avoir ressuscité le nom polonais, quoique en lui donnant des bornes si restreintes. »

A l'ouverture de la diète de mars 1818, Alexandre, dans un discours aux représentants du royaume de Pologne, les félicita de voir s'accomplir leurs vœux et leurs espérances; il promit l'oubli sincère du passé, et ajouta de singulières paroles, qui semblaient un engagement envers la Russie, de lui donner des institutions semblables à celles que venait d'obtenir la Pologne; il disait : « L'organisation qui était en vigueur dans votre pays, a permis l'établissement immédiat de celle que je vous ai donnée, en mettant en pratique les principes de ces institutions libérales qui n'ont cessé de faire l'objet de ma sollicitude, et dont j'espère, avec l'aide de Dieu, étendre l'influence salutaire sur toutes les contrées que la Providence a confiées à mes soins. — Vous m'avez ainsi offert les moyens de montrer à ma patrie ce que je prépare pour elle dès longtemps, et ce qu'elle obtiendra lorsque les éléments d'une œuvre aussi importante auront atteint le développement nécessaire... »

Ces promesses que la Russie pouvait entrevoir dans le discours adressé à la

[1] *Mémoires d'Oginski*, t. IV, supplément.

diète polonaise, Alexandre ne parut pas pressé de les réaliser. Il borna ses réformes intérieures de 1815 à 1820, à quelques mesures d'administration et de finances : les six universités de Moskou, Vilna, Abo, Pétersbourg, Kharkof et Kasan, virent compléter leur organisation. Affectant les mêmes principes de tolérance que son aïeule, il autorisa à Pétersbourg l'établissement d'un siége épiscopal pour l'administration des confessions évangéliques, et celui d'un tribunal particulier sous la direction du consistoire évangélique de l'empire. L'édit portait toutefois une clause singulière : « Les deux Églises évangéliques, disait-il, ne seront protégées et maintenues dans le libre exercice de leur culte qu'à la condition de rester fidèles à leurs symbole et confession, par lesquels elles reconnaissent la sainte Écriture comme la parole de Dieu. L'empereur croit remplir un devoir sacré envers Dieu et les Églises évangéliques, en prenant des mesures pour mettre ces Églises à l'abri d'innovations dangereuses et contraires aux principes du christianisme. » Ainsi, non content d'être le chef de la religion grecque, le tsar prétendait exercer son influence sur les cultes évangéliques et se porter garant du maintien de leurs principes.

Moins bienveillant que Catherine à l'égard des jésuites, il les expulsa, bien qu'ils rendissent quelques services à l'éducation ; le motif de cette mesure rigoureuse fut le zèle qu'ils avaient déployé pour la conversion de plusieurs grands personnages nés dans la religion grecque. Un neveu du ministre des cultes, prince Galitzin, avait subi leur influence. Ils furent chassés de toute la Russie, et quittèrent l'empire au nombre de sept cent cinquante. Quelques-uns allèrent en Chine ; la plupart se répandirent dans les États autrichiens, et en Italie ou en Allemagne. La cour de Vienne leur donna le collége de Tarnapol en Gallicie.

En 1818, la France, encore occupée par les armées étrangères et placée sous le coup des désastreux traités de 1815, devait payer d'immenses indemnités pour les préjudices que, depuis 1792, l'Europe coalisée prétendait avoir subis dans la longue période de notre gloire et de nos conquêtes; la Prusse et l'Autriche voulaient faire payer sans ménagement l'humiliation d'Iéna, d'Austerlitz et de Wagram; l'Angleterre était avide de compensations pour le détriment que le blocus continental avait causé à son commerce. Celui qu'on avait appelé l'Agamemnon des rois en fut de nouveau le modérateur. Reconnaissons-le encore, c'est là un des beaux souvenirs de la vie d'Alexandre. Mais quelle gloire aussi pour le peuple accablé par le nombre et vaincu par la fortune d'avoir conservé assez de prestige au milieu de ses revers, pour que son plus puissant ennemi tînt à mériter sa reconnaissance, de même que Catherine et avant elle Pierre le Grand avaient recherché son approbation et ses éloges.

A cette date, Alexandre, que nous allons voir jouer un rôle tout à fait inattendu dans les soulèvements de la Grèce, ne semblait pas avoir encore renoncé aux vastes projets d'agrandissements et de conquêtes qu'il avait conçus à Tilsitt et à Erfurt. C'est à cette époque que remonte la création des fameuses colonies

de soldats qui devaient faire de la Russie l'empire le plus fortement constitué, sous le rapport militaire, et le plus belliqueux du monde. Elles furent créées par ukase de l'année 1819. Un voyageur anglais, le docteur Lyall, qui les visita quelques années après leur institution, en a fait connaître l'organisation dans tous ses détails. « Dans les villages désignés, dit-il, sous le nom de colonies militaires, tous habités par les paysans esclaves de la couronne, et par conséquent à la disposition du monarque, on porte sur des registres le nom, l'âge, la propriété et la famille de chaque chef de maison. Ceux qui ont plus de cinquante ans sont choisis pour composer ce qu'on appelle les *maîtres* ou *chefs colons*. S'il n'y a pas assez d'hommes de cet âge pour former le nombre requis, on prend ceux dont l'âge est le plus rapproché de cinquante ans. A la place de leur cabane, on leur construit des maisons alignées en rue. Les chaumières sont toutes pareilles, et séparées l'une de l'autre par une cour. Si le maître colon a plusieurs fils, le plus âgé devient son adjoint; le second prend les fonctions et la qualification de *réserve*, et on lui donne pour demeure une maison adjacente; le troisième peut être *soldat cultivateur:* les autres sont classés comme *cantonniers*, *élèves*, etc., ainsi que nous l'expliquerons ci-après.

« Tout près de la maison du colon en chef, on en construit une exactement semblable : celle-ci est occupée par le *réserve,* que l'on peut regarder comme un second *soldat cultivateur;* c'est le colonel du régiment en colonie qui le choisit parmi les paysans. Ce soldat réserve est d'ordinaire un fils ou un parent du colon en chef. On instruit le réserve de tous les devoirs du soldat : si le soldat cultivateur est tué dans une bataille, ou vient à mourir autrement, sa place est occupée par le réserve. C'est par ceux-ci que l'on remplace encore les soldats qui ont fait leur temps de service. Le réserve, à son tour, est remplacé par un cantonnier, celui-ci par un enfant de troupe, etc. Le réserve doit également coopérer à la culture des quinze dessetines de terre que le maître colon reçoit (environ quarante acres anglaises) et aux autres travaux de ménage : il est tailleur, cordonnier, etc. »

Ainsi, en tête est le colon en chef, ou *maître colon,* chef ou maître de la ferme.

2° Vient ensuite l'*adjoint* ou aide, dont la dénomination indique qu'il aide le colon en chef dans la culture de la terre.

3° Le *soldat cultivateur*, qui, accessoirement à ses devoirs militaires, seconde le colon en chef dans ses travaux champêtres.

4° Le *réserve.* Celui-ci, comme le soldat cultivateur, exerce à la fois le métier de soldat et celui de cultivateur : comme sa qualité l'indique, il fait partie d'un *corps de réserve,* et est appelé à remplacer le soldat, au besoin.

5° Le *cantonnier.* Sous ce nom sont compris tous les enfants mâles de la colonie, de treize à dix-sept ans.

6° Les *enfants de troupe,* ou garçons de huit à treize ans. 7° Les enfants mâles au-dessous de huit ans. 8° Les femmes. 9° Les invalides.

Ces colonies militaires étaient distribuées dans le gouvernement de Novgorod et dans trois gouvernements du midi. Il y a là un fait qui mérite observation : Pierre le Grand avait placé sur la Baltique le nouveau siége de l'empire, parce qu'il lui fallait une mer, et que celle-là seule s'était ouverte à sa domination; mais dans sa pensée, Pétersbourg, nous le répétons, n'était malgré sa position topographique, qu'une étape entre Moskou et Constantinople. En se rapprochant de ce but de l'ambition russe par l'acquisition de la Crimée et d'une portion du territoire turc, Catherine avait répandu les colonies et semé les villes dans toutes les contrées méridionales de l'empire. C'était là qu'Alexandre, à son tour, plaçait la population née et élevée pour les armes, preuve formelle qu'il n'avait pas abandonné les desseins ambitieux de Pierre et de Catherine.

Par ses colonies militaires, la Russie pensait donc se préparer des ressources formidables. Un Russe se vantait de voir au bout de trente ans, à la disposition du tsar, six millions de soldats. Mais il y avait un danger auquel on ne songeait pas : les colons, pris pour la plupart parmi les serfs de la couronne, étaient affranchis selon la prescription de la loi russe, par le fait même qu'ils devenaient soldats libres et armés en même temps; ces hommes jusque-là courbés sur leur glèbe, et au milieu desquels les traditions de famille faisaient vivre le souvenir des promesses et des espérances qu'autrefois Stenka-Razin et Pugatchef avaient apportées à leurs pères, ces soldats parmi lesquels devait se glisser quelque chose de la fermentation révolutionnaire qui agitait l'armée, ces serfs de la veille, pouvaient devenir singulièrement redoutables à leurs maîtres. Le docteur Lyall disait : « Si l'on persévère dans ce projet, de deux choses l'une, ou l'empire russe sera détruit, ou ces forces inonderont l'Europe. » C'étaient là des paroles prophétiques; l'empire eût été bouleversé et détruit, si Nicolas n'eût dissous les colonies militaires et rendu à leurs anciens travaux ces serfs qu'il ne fallait pas émanciper les armes à la main.

Malgré ces préparatifs guerriers et ces armements destinés pour l'avenir, une tranquillité profonde avait succédé au long retentissement des armes, un vaste mouvement industriel et commercial animait l'Europe, et la paix commençait à cicatriser les blessures de la guerre, lorsque de nouvelles préoccupations vinrent agiter les grandes puissances. Les Grecs, travaillés par l'esprit d'indépendance, depuis longtemps excités à la révolte, et encouragés par la faiblesse de la Turquie, se soulevaient dans les îles, sur le littoral et sur le continent. Ils invoquaient l'assistance de l'Europe; et au nom de leurs grands souvenirs, revendiquant une part de vie et de liberté, ils voulaient secouer le joug de leurs opresseurs. Ce mouvement, la Russie l'avait préparé, elle en devait recueillir tous les avantages; aussi fut-on profondément surpris, lorsqu'on vit Alexandre lui refuser son appui. Pour bien faire comprendre la situation dans laquelle ce souverain se trouvait à l'égard des Grecs, il est utile de rappeler rapidement les relations que la Russie avait eues depuis Catherine II avec les populations chrétiennes de la Grèce.

Catherine avait la première parlé de ressusciter la Grèce. Était-ce sa véritable intention? Il est permis d'en douter; et l'ensemble de sa politique fournit de graves présomptions pour croire que, sous ce prétexte, elle cachait simplement le dessein de s'attacher les peuples soumis à la Turquie, d'affaiblir davantage cette puissance, et de prévenir l'intervention de l'Europe en la trompant par de magnanimes apparences. En 1770, Alexis Orlof eut ordre de soulever la Morée et l'Épire. Mais son expédition, conduite sans habileté, devint funeste aux Moraïtes. Les Russes, par leur retraite prématurée, livrèrent leurs malheureux alliés à la discrétion d'un vainqueur féroce. En 1792, ce fut encore à l'instigation de la Russie, que le fameux pirate grec Lambro Cafzioni parcourut les parages et dévasta les côtes de l'Archipel avec douze petits bâtiments armés à Trieste aux frais d'une souscription faite par les Grecs. La victoire sembla d'abord s'attacher au pavillon de cet intrépide matelot, mais poursuivi et attaqué par des forces turques supérieures, Lambro succomba après des prodiges de courage. Quoique déclaré pirate et DÉSAVOUÉ PAR LA RUSSIE, il attaqua et détruisit encore plusieurs bâtiments turcs; enfin, accablé par le nombre, il refusa d'amener, et préféra laisser couler son vaisseau. Cependant, étant parvenu à se sauver dans sa chaloupe, il alla chercher un asile dans les montagnes de l'Albanie.

La paix de Jassy vint mettre un terme à ces hostilités. Le traité qui en fut la suite (1792) confirma les stipulations qui avaient été insérées dans celui de Kaidnargi, et dans la convention explicatoire de celui-ci (1774-1779) en faveur des sujets grecs. Dans tous les traités postérieurs, le renouvellement de ces clauses fut explicitement ou implicitement exprimé; de sorte que la Russie parut toujours extrêmement jalouse de maintenir le principe de son droit de protection à l'égard des Grecs ses coreligionnaires. C'est en vertu du même principe qu'elle avait si longtemps revendiqué la possession des deux provinces (Valachie et Moldavie), fomenté l'insurrection, et réclamé l'indépendance de la Servie.

Le traité de Bukarest (1812) confirma les conditions des traités précédents, sur lesquels il ne s'élevait pour le moment aucune discussion, sauf celles *dans lesquelles*, était-il dit, *le temps pouvait avoir amené des changements:* c'était là une restriction propre à amener, au profit et selon la volonté de la Russie, les hostilités ou les négociations. Alexandre se trouvait au congrès de Laybach lorsque la nouvelle de l'insurrection de Moldavie lui parvint, avec une lettre du prince Ypsilanti, le suppliant de prêter son secours à l'insurrection (mars 1821). L'empereur se hâta de faire désavouer formellement par ses ministres l'entreprise d'Ypsilanti, qui s'était vanté de son appui dans ses proclamations. La question de savoir si ce dernier était ou non autorisé à se prévaloir de l'assentiment de la Russie, n'a pas été bien nettement résolue; ce qui est incontestable, c'est que, dans le premier moment de l'insurrection, le consul russe allait chez Ypsilanti prendre des instructions et recevoir des ordres [1].

[1] Rabbe, *Résumé de l'histoire de Russie.*

Quoi qu'il en soit, l'empereur Alexandre en suite de ce désaveu, déclara que les troupes cantonnées sur le Pruth observeraient la plus exacte neutralité; que cette résolution serait communiquée au baron de Strogonof, ministre de Russie à Constantinople, avec ordre de déclarer à la Porte que la politique de sa majesté était de rester complétement étrangère aux mesures qui pourraient menacer de troubler la tranquillité de tout pays quelconque, et de maintenir la stricte exécution des traités existants entre les deux puissances. L'Autriche prescrivit à son internonce d'appuyer cette démarche de la Russie par une note conçue dans le même sens que la déclaration. Le divan crut entrevoir de justes sujets d'inquiétude à travers le faste de toutes ces protestations; il ne pouvait admettre que la Russie, infidèle à ses maximes constantes, vît sincèrement de mauvais œil une insurrection qu'elle avait elle-même si souvent provoquée, et qu'elle abdiquât volontairement son *droit de protection* en faveur de ses coreligionnaires, lorsque l'exercice pouvait en devenir si profitable à sa politique.

Sur ces entrefaites, l'arrestation d'un négociant grec accusé d'avoir fourni des fonds aux insurgés, vint compliquer les difficultés existantes entre les deux cabinets, et rendre plus difficile la situation de M. le baron de Strogonof, dont la présence à Constantinople était depuis l'année précédente un sujet évident d'irritation pour la population de cette capitale. Ce ministre ayant inutilement réclamé le négociant grec, comme banquier de la légation russe, s'adressa immédiatement au Grand Seigneur et n'en obtint qu'un refus très-formel. Dès lors une rupture entre la Porte et la Russie parut inévitable, et M. de Strogonof se prépara à partir. Cependant l'intervention des ministres anglais et autrichien modifia cette résolution, et la guerre fut suspendue.

C'est dans ces conjonctures que parut la note de l'empereur Alexandre, transmise en forme de circulaire aux grandes puissances de l'Europe. Quels motifs l'empêchaient d'intervenir en faveur de la Grèce et de poursuivre la marche politique inaugurée par sa famille? Une déclaration faite au congrès de Laybach et portant que «la révolution grecque était la suite des machinations qui avaient bouleversé l'Occident,» fait connaître l'un de ces motifs. Le chef de la Sainte-Alliance, le représentant du principe d'autorité, ne voulait pas se faire l'appui d'un peuple en insurrection, au moment surtout où les idées révolutionnaires commençaient à agiter son empire ou plutôt son armée. Mais il y avait encore une autre cause d'abstention pour Alexandre : c'était la crainte de voir s'élever, sur les ruines de la Turquie affaiblie, un empire grec jeune et fort, rival peut-être redoutable dans l'avenir des desseins ambitieux de la Russie.

L'oscillation que ces considérations si diverses causaient dans le cabinet de Saint-Pétersbourg, transpirait dans la note, malgré l'impassibilité obligée des formes diplomatiques, « Sa majesté, y disait-on, n'ayant rien tant à cœur que la pacification de l'Europe, était disposée à faire pour la conservation de la paix les plus grands sacrifices, supposé que les cabinets européens trouvassent dans

leur sagesse des moyens efficaces pour obtenir de la Porte ottomane de mettre les chrétiens de la Turquie à l'abri d'une répétition des scènes violentes dont ils avaient été victimes; et telle étant la disposition de sa majesté impériale, les cours de l'Europe étaient priées d'aviser incessamment aux moyens propres à atteindre le but désiré, et de la dispenser ainsi d'obtenir par la force des armes l'accomplissement des conditions que l'honneur de sa couronne, le maintien des traités, la protection de la religion chrétienne et l'humanité lui ont fait un devoir d'exiger de la Porte. »

Ce langage, malgré ses précautions, était assez clair, et signifiait : « la Russie pourrait profiter de la faveur des conjonctures pour s'agrandir et réaliser ses plans de conquête; cependant, pour ne point causer d'ombrage, elle veut bien ne pas déclarer la guerre à la Turquie; mais, d'une autre part, comme il est de sa dignité que ses engagements à l'égard des Grecs soient remplis, et qu'il lui serait trop honteux de répudier son droit de protection au moment même où l'exercice en serait à la fois profitable et glorieux, faites en sorte que les Grecs soient protégés, et que les Turcs ne les massacrent plus : ou bien les choses et la politique auront leur cours naturel et nécessaire [1]. »

La preuve que tel était le sens de la note, c'est qu'elle fut l'objet d'une laborieuse délibération dans le cabinet autrichien. Les ministres d'Angleterre et d'Autriche n'hésitèrent pas à croire que leur commun et pressant intérêt était d'ôter à la Russie tout prétexte d'une rupture décisive avec la Porte; en conséquence, il fut résolu que toutes deux ensemble s'efforceraient d'agir auprès du divan.

En attendant l'effet de ces démarches, la Russie signifia son *ultimatum* à la Porte. Cette dernière note renouvelait les demandes contenues dans celle du baron de Strogonof, c'est-à-dire le rétablissement et l'indemnisation des Grecs non coupables, la reconstruction des églises, l'évacuation immédiate des provinces de Valachie et de Moldavie, et le rappel des hospodars destitués. Cette opiniâtreté menaçante exalta au plus haut degré l'irritation du peuple et altéra même dans le sein du divan le sang-froid et le calme ordinaire des délibérations de ce conseil : il y eut dissentiment entre ses membres. Le reiss effendi (ministre des affaires étrangères), Hamed Bey, insista avec vigueur pour que l'on consultât enfin la dignité de la Porte plutôt que la crainte de l'événement d'une guerre; il voulait qu'un *ultimatum* fût rédigé sur le même ton de fierté et de hauteur. Mais le ministre anglais, lord Strangford, s'emparant habilement de l'opposition que ces idées avaient fait naître au milieu d'un conseil depuis longtemps accoutumé aux concessions et aux mesures timides, eut assez de crédit pour faire destituer le reiss effendi. Toutefois ce succès obtenu par le ministre anglais n'avança pas beaucoup l'objet essentiel de la médiation : la Porte ne pouvait plus croire à la bonne foi

[1] Rabbe, *Histoire d'Alexandre II.* — *Résumé de l'Histoire de Russie.*

ni à la modération de la Russie; elle voyait partout des piéges, et attribuait, non sans raison, aux intrigues de cette puissance le développement progressif de l'insurrection grecque. Vainement lord Strangford pressait une conclusion, et demandait une réponse à la note de M. le baron Strogonof; il ne pouvait l'arracher aux lenteurs calculées du divan. Cette réponse fut faite enfin. La Porte y exposant sa fidélité constante à exécuter les traités, mettait sa conduite en contraste avec celle de la Russie; elle y parlait de ses droits contre des sujets rebelles, invoquant à cet égard des maximes que les cours de l'Europe ne pouvaient pas récuser; et d'ailleurs elle ne promettait rien, ne voulait consentir à rien, qu'au préalable la rébellion ne fût étouffée.

La subtilité diplomatique des négociateurs européens fut pour le coup obligée de s'arrêter et de s'avouer vaincue par une résolution qui semblait avoir quelque chose de l'inflexibilité du fatalisme oriental.

Le reste de l'année 1821 se passa en démarches, en pourparlers insignifiants. Les premiers mois de 1822 s'écoulèrent encore sans que la question de la guerre ou de la paix fût résolue. Cependant l'intérêt pour les Grecs était singulièrement refroidi à Saint-Pétersbourg, et leur cause y paraissait perdue. Si l'on n'ordonna pas, conformément aux vœux de la note turque, l'extradition des transfuges, du moins on enjoignit à plusieurs d'entre eux de chercher un asile hors des frontières de l'empire, et quant aux autres, ils furent emprisonnés. Tel fut particulièrement le sort de quelques chefs des hétairistes. Ainsi, malgré la ténacité du divan, malgré le rejet de *l'ultimatum* russe, rejet que toute la science de M. de Metternich n'avait pu adoucir ni colorer, une guerre, qui paraissait imminente, n'éclata pas. Cependant on désirait amener le divan à des satisfactions plus positives, et M. de Metternich se faisait fort de les obtenir. Mais les nouvelles réponses arrachées par le négociateur autrichien au reiss effendi furent encore plus âpres et moins pacifiques que les dernières; le ministre ottoman, loin de satisfaire aux griefs de la Russie, exposait énergiquement ceux de la Porte. Il réclamait, en vertu des anciens traités, l'évacuation des forteresses d'Asie et l'extradition des transfuges; il renouvelait, d'une manière plus formelle encore, le refus de nommer des hospodars avant que la révolte des Grecs fût apaisée.

La diplomatie *austro-anglaise* ne se tint pas encore pour battue; mais les ministres ottomans gardèrent tous leurs avantages, et ne cédèrent pas un pouce de terrain. Il est curieux de voir cette puissance, ordinairement si prompte à consentir, et ce divan, toujours si pusillanime, résister maintenant avec une invincible fermeté, et faire front à tant d'embarras, à tant de chances fâcheuses simultanées; car la Turquie avait la guerre, tout à la fois, au nord, au midi et dans le sein de l'empire. Une armée de 280,000 Russes, sur le Danube, ne l'effrayait pas. Aussi tout conduit à croire que la Porte savait bien, d'une part, que cet état militaire ne pouvait longtemps être compatible avec la gêne financière de la Russie; et de l'autre, que les puissances alliées de la Russie feraient tous les sacri-

fices possibles, soit pour prévenir l'agrandissement illimité de cet empire, soit pour éviter d'ouvrir en Grèce une nouvelle issue à ce génie révolutionnaire que l'on travaillait à étouffer en Italie, en Espagne et en Portugal. Ces divers motifs se partageaient et s'adaptaient, les uns à l'Angleterre, et les autres au cabinet de Vienne.

La Russie se contenta du traité de Bukarest, non interprété, ou mal interprété. La cour de Pétersbourg se donna la peine d'expliquer longuement, dans un article qui fut publié par la *Gazette de Brême*, que la Turquie ayant été reconnue au congrès de Vienne partie intégrante de l'Europe, les Grecs n'avaient aucun droit à réclamer contre elle.

C'est un fait si nouveau de voir un souverain russe laisser échapper l'occasion d'une guerre avantageuse avec la Turquie, surtout quand ce souverain est celui qui a conclu les conventions d'Erfurt, que ces amples développements ne sont pas inutiles pour en donner l'explication. Sans doute, Alexandre continuait à considérer comme une loi de l'avenir et comme la destinée de la Russie, la conquête de Constantinople; mais, selon lui, il était devenu nécessaire de faire une trêve à cette activité ambitieuse pour dompter, de concert avec les autres rois, le torrent des idées nouvelles qui menaçaient les souverains. Les entretiens que M. de Chateaubriand, plénipotentiaire de Louis XVIII au congrès de Vérone, eut avec Alexandre et qu'il a rapportés, viennent à l'appui de ces faits. Nous en citerons une partie. En dehors de leur intérêt personnel, ces entretiens ont le mérite de faire connaître l'opinion que l'illustre écrivain s'était formée d'Alexandre, et ils aideront le lecteur à porter lui-même un jugement sur ce souverain.

Dans les divers entretiens du grand écrivain, devenu diplomate, avec l'empereur de Russie, il fut à la fois question de la Pologne, de la Grèce et de l'Espagne. Alexandre, en vertu du même principe qui l'empêchait d'intervenir dans la révolution grecque, était disposé, malgré les sentiments de l'Angleterre, à appuyer la France dans la guerre espagnole.

« Dans nos diverses conversations, dit M. de Chateaubriand, nous lui parlâmes de tout, et il écouta tout sans se souvenir de ce qu'il était. Nous lui témoignâmes notre opposition aux traités de Vienne; il ne pensa pas devoir s'expliquer, il se contenta de nous répondre : « Mais vous vous trouviez donc mieux du traité de Paris. »

« A propos de la Pologne, nous osâmes lui en représenter le démembrement comme la conséquence d'une des plus grandes lâchetés de l'ancienne France. Nous lui dîmes que l'iniquité de ce démembrement pèserait à jamais sur la Russie, la Prusse et l'Autriche, et qu'Alexandre achèverait de se rendre immortel en le réparant. Le tsar eut la patience de nous entendre, lorsque nous ajoutâmes qu'un petit pays très-mal gouverné, et pour lequel Rousseau avait en vain fabriqué un projet de constitution, n'avait pu être un danger pour les États voisins; que les Polonais seraient toujours tentés de se révolter, non par un esprit révolution-

naire, mais parce qu'il est dans la nature humaine qu'une nation veuille conserver son nom et refuse de perdre son indépendance.

« Nous n'oubliâmes pas notre chère Athènes, continue M. de Chateaubriand; nous avons plaidé longtemps sa cause, et, quand le tsar mourut, nous ne craignîmes pas de nous adresser à Nicolas et à Constantin.

« Il se passait dans Alexandre des conflits de nature et de position. Né pour être à la tête du progrès de la société, il souffrait d'être obligé de repousser les Grecs, ses coreligionnaires, et de désavouer des peuples dont il était le protecteur. Mais, en aimant les libertés, il avait cru que l'Europe demandait sa protection contre des principes destructeurs; il était d'autant plus frappé de la puissance de ces principes, qu'ils venaient de soulever Naples, le Piémont, l'Espagne, et que dans son armée se manifestaient des symptômes de la fièvre de France.

« Ainsi, ce prince, après avoir donné une constitution aux Polonais, en suspendit le mouvement; après nous avoir fait octroyer la charte, il en vit avec anxiété les développements; après avoir désiré l'indépendance de la Grèce, il désapprouva l'insurrection de 1820 : il n'aperçut dans la révolution des Hellènes qu'un ordre émané du comité-directeur de Paris. Aux congrès de Troppau, de Laybach, de Vérone, il s'imagina défendre la civilisation contre l'anarchie, comme il l'avait sauvée du despotisme de Napoléon.

« Nous touchâmes la réunion de l'Église grecque et latine : Alexandre y inclinait; mais il ne se croyait pas assez fort pour la tenter. Il désirait faire le voyage de Rome, et il restait à la frontière de l'Italie : plus timide que César, il ne franchit pas le torrent sacré, à cause des interprétations qu'on n'eût pas manqué de donner à son voyage. De grands combats intérieurs avaient lieu en lui-même : dans les idées religieuses dont était dominé l'autocrate, il ne savait s'il n'obéissait point à la volonté cachée de Dieu, ou s'il ne cédait point à quelque suggestion inférieure qui faisait de lui un renégat et un sacrilége. »

A propos de la guerre d'Espagne :

« Nous nous rendîmes au palais Canossa, ajoute M. de Chateaubriand. Nous dîmes à l'empereur ce que nous avions promis de lui dire. Il nous répondit :

« La France fera ce qu'elle voudra. M. de Montmorency m'a demandé quel parti je prendrais au cas que la guerre vînt à éclater entre la France et l'Espagne, et à se compliquer d'accidents malheureux pour la première. Je lui ai dit que mon épée était au service de la France : si la France n'en veut plus ou peut s'en passer, cela la regarde : je ne prétends influer en rien sur ses démarches. Mais vous, monsieur le vicomte de Chateaubriand, que pensez-vous sur cette question?

« Nous répliquâmes : « Sire, je pense que la France doit le plus vite possible remonter par elle-même au rang d'où l'ont fait descendre les traités de Vienne. Quand elle aura repris sa dignité, elle deviendra une alliée plus utile et plus honorable pour votre majesté. »

« Nous ne savons si l'empereur nous comprit; mais il sourit noblement à la

réponse par laquelle nous refusions ses secours et demandions la guerre. Il fit une pause; puis, répondant à sa pensée, il nous dit : « Je suis bien aise que vous soyez venu à Vérone, afin de rendre témoignage à la vérité. Auriez-vous cru, comme le disent nos ennemis, que l'alliance est un mot qui ne sert qu'à couvrir des ambitions? Cela peut-être eût été vrai dans l'ancien état des choses; mais il s'agit bien aujourd'hui de quelques intérêts particuliers, quand le monde civilisé est en péril!

« Il ne peut plus y avoir de politique anglaise, française, russe, prussienne, autrichienne; il n'y a plus qu'une politique générale qui doit, pour le salut de tous, être admise en commun par les peuples et par les rois. C'est à moi à me montrer le premier convaincu des principes sur lesquels j'ai fondé l'alliance. Une occasion s'est présentée : le soulèvement de la Grèce. Rien sans doute ne paraissait être plus dans mes intérêts, dans ceux de mes peuples, dans l'opinion de mon pays, qu'une guerre religieuse contre la Turquie; mais j'ai cru remarquer dans les troubles du Péloponèse le signe révolutionnaire.

« Dès lors, je me suis abstenu. Que n'a-t-on point fait pour rompre l'alliance? On a cherché tour à tour à me donner des préventions et à blesser mon amour-propre; on m'a outragé ouvertement. On me connaissait bien mal, si on a cru que mes principes ne tenaient qu'à des vanités, ou pouvaient céder à des ressentiments. Non, je ne me séparerai jamais des monarques auxquels je suis uni. Il doit être permis aux rois d'avoir des alliances publiques, pour se défendre contre les sociétés secrètes. Qu'est-ce qui pourrait me tenter? Qu'ai-je besoin d'accroître mon empire? La Providence n'a pas mis à mes ordres huit cent mille soldats pour satisfaire mon ambition, mais pour protéger la religion, la morale et la justice, et pour faire régner ces principes d'ordre sur lesquels repose la société humaine. »

« Vers la fin de notre dernière conversation avec Alexandre, à Vérone, la mélancolie à laquelle il était sujet, le gagna : il se tut; nous gardâmes le silence. Lorsqu'il nous prit la main et nous la serra en nous quittant, nous nous sentîmes émus, comme si quelque chose nous eût dit que nous ne le reverrions plus; que, dans trois ans, nous le chercherions en vain, lui, encore si jeune, si fort, si beau, nous, si peu faits pour lui survivre. Son dégoût des affaires et des hommes publics s'augmenta quand nous fûmes jetés hors du ministère.

« Des bruits des complots militaires qui le menaçaient étaient déjà parvenus jusqu'à l'empereur : de jeunes officiers avaient puisé dans ses propres sentiments l'amour de la liberté. Auteur du mal ou du bien que l'on tournait contre sa puissance, il s'éloignait pour se donner à ses compassions accoutumées, et pour n'être pas obligé d'agir avec trop de sévérité. En même temps ses idées le tourmentaient; il ne savait s'il ne devait pas se mettre à la tête des réformes : il entendait le siècle marcher dans les steppes de la Russie, et la Grèce l'appeler d'une voix plaintive. Mais, cherchant la volonté de Dieu sans la démêler, il

craignait de s'engager dans une fausse route, de favoriser ces innovations qui déjà avaient fait tant de victimes et si peu d'heureux [1].

Ainsi, tous les contemporains sont d'accord pour nous montrer Alexandre à ce moment de son règne, sacrifiant ses anciennes ambitions à un nouveau rôle, celui de soutien du principe d'autorité, de protecteur des rois contre les peuples. Quant à cette tristesse qui s'était emparée de lui, à ce dégoût des hommes et des choses, dont parle M. de Chateaubriand, ils n'ont rien qui doive surprendre et se trouvent suffisamment motivés par les embarras au milieu desquels on nous le représente, par son caractère, par des chagrins domestiques et par des événements dans lesquels son esprit enclin à la superstition voyait un châtiment du ciel.

Une profonde douleur vint vers ce temps le frapper dans ses plus chères affections. Alexandre avait été marié en 1793, à l'âge de seize ans, à une fille du grand-duc de Bade, Louise-Marie, qui, à son baptême grec, prit le nom d'Élisabeth Alexeïevna. La jeune fille n'avait pas encore quinze ans; elle était d'une remarquable beauté. Malgré le charme et la douceur de son caractère vantés de tous ceux qui l'ont connue, Élisabeth ne fut pas heureuse. Cette union prématurée ne porta pas de fruits, deux enfants moururent en bas âge, et Alexandre devenu maître de l'empire chercha auprès d'une autre femme les joies de sa vie intime. De sa maîtresse, madame Nariskhin, il eut trois enfants; un seul survécut, c'était une fille sur laquelle Alexandre concentra toute sa tendresse, toutes ses affections lorsque sa maîtresse, infidèle à son tour, eut été chercher loin de Pétersbourg un exil volontaire. Cette enfant qui lui était si chère, atteinte d'une cruelle maladie, lui fut enlevée à dix-sept ans. Ce malheur qui le laissait sans aucune postérité, qui semblait venger sur sa fille la participation qu'il avait prise au meurtre de son père fut sa plus vive, sa plus amère douleur; il se rapprocha alors d'Élisabeth et retrouva auprès de cette compagne de sa première jeunesse, la tendresse, le dévouement qu'il lui avait connus autrefois; ce fut avec elle qu'il passa ses dernières années, auprès d'elle qu'il alla mourir.

Les sociétés secrètes avaient pris depuis quelques années, malgré la vigilance de la police russe, une grande extension, et Alexandre eut connaissance d'un complot dont le régicide devait être l'un des moyens. Ce n'était pas tout encore; le peuple russe était accablé sous le fardeau des impôts destinés à ramener l'équilibre dans les finances, en même temps il s'étonnait de l'abandon dans lequel l'empereur laissait ses coreligionnaires de la Grèce, et une catastrophe qui frappa Pétersbourg en 1824 lui sembla une preuve de la colère divine. Ce fut une inondation qui engloutit la moitié de la ville.

Lorsque Pierre le Grand marqua à l'embouchure de la Neva le futur emplacement de Moskou, on raconte un trait qui peint à merveille la lutte opiniâtre

[1] Châteaubriand, *Congrès de Vérone*, t. I.

de cette homme contre la nature. Il avait déjà jeté dans les marais de l'Ingrie une partie des fondements de la nouvelle ville, lorsqu'il aperçut par hasard un arbre marqué à une certaine hauteur d'une entaille dans son tronc; il demanda ce que pouvait signifier cette marque. Un paysan finlandais lui répondit qu'elle désignait la hauteur à laquelle était montée l'inondation de 1680. En effet, les eaux du golfe de Finlande refoulées par les vents d'ouest refluent souvent dans la Neva, inondant le sol, quand vient l'équinoxe d'automne. Mais Pierre avait irrévocablement fixé la place où s'élèverait sa ville, il refusa de croire à l'inondation et abattit l'arbre. Le fleuve ne changea pas ses habitudes : six inondations se succédèrent dans le XVIII[e] siècle. La dernière avait eu lieu en 1777, et c'était celle dans laquelle avait péri la fille d'Élisabeth, la jeune Tarrakanof. Le 19 novembre 1824, ce fléau se reproduisit avec plus de violence que jamais. Les eaux repoussées dans leur lit par un violent ouragan d'ouest, sud-ouest, montèrent de quatre mètres en peu d'instants, submergèrent la ville, enlevèrent les ponts, et arrachèrent de terre une multitude de petites maisons de bois. Rien ne résista à ce choc impétueux. Dès huit heures du matin le canon d'alarme s'était fait entendre, l'eau monta de minute en minute jusqu'à quatre heures du soir. L'empereur se vit assiégé par les flots dans son palais. Il courut au balcon qui donne au nord sur la Neva; là, entouré de toute sa famille émue comme lui jusqu'aux larmes, il eut la douleur de voir les ravages causés par le fleuve. Il se jeta alors dans une chaloupe, visita les lieux les plus maltraités et n'hésita pas à exposer sa vie pour sauver des victimes. Le dommage fut immense; un grand nombre de personnes périrent : dans le seul port des galères et dans les fabriques, plus de 500 ouvriers furent noyés. Une quantité immense de marchandises, les provisions de l'hiver furent anéanties; des vaisseaux, des habitations, des édifices publics avaient été emportés par les flots, et pour comble de malheur, on ne pouvait se dissimuler que ce fléau, tant de fois déchaîné, menaçait l'avenir des mêmes désastres[1].

C'était, disait le peuple, un juste châtiment de l'abandon dans lequel on laissait les Grecs. Alexandre le crut-il aussi? Il prit la résolution d'abandonner cette ville frappée par la main divine et d'aller dans le midi de son empire chercher, pour l'impératrice Élisabeth et pour lui, une nature moins inclémente, un climat plus doux. Taganrok, située vers le 47[e] degré de latitude à l'extrémité de la mer d'Azof, fut la ville qu'il choisit pour passer l'automne de 1825. Le 30 août, suivant le calendrier Julien, c'est-à-dire le style russe, Alexandre se rendit au couvent de Saint-Alexandre Nevski; là, il fit célébrer par le métropolitain et toute la confrérie, à quatre heures du matin, un *Te Deum*, selon le rapport officiel de son départ, un *De Profundis*, disent les récits populaires. Il se prosterna longuement au pied des autels, pria comme s'il eût su qu'il ne rever-

[1] Schnitzler, *Histoire intime de la Russie*, t. I, ch. 2, p. 85-89.

rait pas vivant ces sanctuaires de la religion russe, et voulut, à son départ, emporter la bénédiction des prêtres.

Il partait l'esprit plein de pressentiments sinistres que la moindre circonstance contribuait à augmenter. Une comète s'était montrée dans le ciel : « As-tu vu l'étoile errante ? demanda-t-il un soir à son cocher. — Oui seigneur. — Mais sais-tu aussi que cela présage malheur et chagrin ? » L'instant d'après il ajouta : « Que la volonté de Dieu soit faite[1] ! »

A son arrivée à Taganrok, il parcourut les côtes de la mer d'Azof jusqu'au Don, remonta le fleuve, visita le chef-lieu des cosaques du Don, puis redescendit la presqu'île de Crimée qu'il traversa dans toute son étendue, s'arrêtant à Simphéropol, à Balaklava, Inkermann, au Couvent de Saint-Georges, à Sébastopol dont il visita les églises à la lueur des torches, et où il passa sa flotte en revue.

Sébastopol commençait alors à se couvrir de formidables défenses. Les forts Alexandre et Constantin étaient achevés et le fort Nicolas plus particulièrement destiné à protéger le port et les bassins, allait être bâti. Après Sébastopol, Batchiseraï, la vieille résidence des Khans, attira l'attention de l'empereur. Depuis l'époque ou Catherine l'avait visitée, cette ville était déchue de sa splendeur ; ses fontaines jaillissantes étaient en partie détruites, ses jardins avaient perdu leur luxuriante verdure. La capitale des Khans tatars portait le deuil de sa nationalité.

Ce fut dans cette partie de son voyage qu'Alexandre, depuis longtemps fatigué par de continuels érésipèles, prit les germes de la maladie dont il allait mourir. On a prétendu qu'un poison lent le minait ; aucun fait ne vint à l'appui de cette assertion que l'avenir pourra seul vérifier. Sans doute des conspirations étaient prêtes à éclater lorsqu'Alexandre mourut, mais il y avait plusieurs années déjà que sa robuste constitution s'était altérée, et l'air souvent pernicieux de ces régions méridionales suffisait à lui porter un coup mortel. Il refusa d'écouter les prescriptions de la science, répondant aux instances de son médecin : « Je n'ai pas confiance en vos potions ; ma vie est dans les mains de Dieu, rien ne peut me soustraire aux effets de sa volonté. » Malgré son malaise, il visita encore Eupatoria et Pérékop. Une forte fièvre le prit en ce lieu ; le cortége royal reprit en hâte le chemin du Dnieper et regagna Taganrok. L'impératrice Élisabeth s'y était rendue de son côté. L'état d'Alexandre s'aggravait. On était alors au 17 novembre. A partir du 19, le mal ne cessa de faire des progrès : il prit les caractères d'une fièvre typhoïde et ne fut pas traité à temps comme il eût dû l'être. Prévenu par l'impératrice et par son médecin anglais de la gravité de son état, Alexandre fit venir un prêtre. Il éprouva une amélioration de quelques instants, puis il retomba dans la profonde léthargie dont il ne sortait presque plus, et mourut le 1er décembre 1825, âgé seulement de quarante-huit ans.

[1] Schnitzler, *Histoire intime de la Russie*, t. I, ch. II, p. 116.

L'empire se trouvait alors dans de graves embarras : la Pologne réclamait en faveur de sa constitution, qu'elle prétendait violée, et qui n'allait pas tarder à être abolie; des soulèvements étaient près d'éclater dans l'armée. Pour comprimer les mécontents, il fallait une main de fer, et le successeur d'Alexandre allait, au début de son règne, faire regretter la douceur bienveillante qui, depuis quelques années, était devenue le signe particulier du caractère de ce prince.

Par cette qualité, autant que par défaut de persévérance dans son ambition, l'empereur qui venait de mourir tient une place à part dans la dynastie des Romanof. Il n'avait pas semblé, autant que ses prédécesseurs, altéré de domination et de conquêtes. On ne l'avait pas vu, comme son illustre aïeule, uniquement attaché aux satisfactions et aux voluptés terrestres. Il avait cru à Dieu et à la responsabilité de l'âme humaine. Bienveillant, affable, empressé de plaire, il avait mérité la reconnaissance de la France dans ses jours de malheur. Ses devoirs d'homme étaient remplis; ceux du Souverain ne l'étaient pas. A la vérité, il laissait la Russie encore plus puissante et plus considérée qu'il ne l'avait trouvée, mais ce n'était là que la moitié à peine de sa tâche. Quelles mesures durables et prudentes avait-il prises pour affranchir les serfs et améliorer la condition de la plupart de ses sujets? Cependant la Russie en était venue à ce point de grandeur et d'action en Europe où il devenait nécessaire de mettre son état social en harmonie avec celui des peuples voisins, et avec sa propre puissance extérieure. C'était au souverain de hâter le temps, d'essayer de mûrir par la législation une nation qui présentait le contraste de tant de force et de barbarie. Il semble, après avoir suivi les phases du développement de la Russie sous les Romanof, que le rôle d'Alexandre, à partir de 1815, devait exclusivement être celui d'un législateur; mais ce prince avait été dominé par un désir, par un besoin, celui de s'entendre appeler le protecteur des rois, le sauveur de la société contre Napoléon et ensuite contre l'esprit révolutionnaire. Au milieu de cette satisfaction d'orgueil, il n'avait pas fait pour son pays ce qu'il eût pu faire; il n'avait pas suffisamment hâté la marche de la Russie dans la voie de la civilisation; il ne l'avait pas aidée à pénétrer le secret de ses destinées.



CHAPITRE IX

NICOLAS Ier — ALEXANDRE II

Abdication de Constantin. — Court interrègne. — Nicolas empereur. — Sociétés secrètes. — Sédition militaire. — Travaux législatifs. — Guerre de Perse. — Intervention de la Russie, de la France et de l'Angleterre dans l'insurrection de la Grèce. — Guerre contre la Turquie. — Paskevitch. — Campagnes de 1828 et de 1829. — Traité d'Andrinople. — Révolution polonaise de 1830-1831. — Guerres du Caucase. — Intervention de la Russie dans la question d'Orient de 1833-1840. — Longs préparatifs de Nicolas contre la Turquie. — Mission du prince Mentschikof à Constantinople. — Négociations secrètes avec l'Angleterre. — La France intervient. — Invasion des principautés. — Incendie de l'escadre turque de Sinope. — Déclaration de guerre de la France et de l'Angleterre. — Belles campagnes défensives d'Omer-Pacha. — Bataille de l'Alma. — Siége de Sebastopol. — Mort de Nicolas. — Suite du siege et prise de Sebastopol.

(De 1825 à 1855).



rois fils de Paul survivaient à Alexandre : Constantin, Nicolas et Michel[1]. Constantin, né en 1779, n'avait que deux ans de moins qu'Alexandre, Nicolas était plus jeune de dix-neuf, et Michel de vingt et un ans. C'était donc à Constantin que le trône revenait par ordre de succession, car Paul avait définitivement fait prévaloir le droit d'aînesse, par un ukase de 1797, et Alexandre avait confirmé dix ans plus tard cette disposition fondamentale.

Ce n'était pas sans une certaine appréhension que la Russie s'attendait à voir monter sur le trône le second fils de Paul. Constantin rappelait en effet, par les traits de son visage et les singularités de son caractère, son père et son aïeul ; comme Paul et Pierre III, il était fantasque, emporté; il passait sa vie à exercer les troupes, et se préoccupait des moindres détails de la discipline. Placé, en 1815, à la tête de l'armée polonaise, il lui avait donné une belle tenue, une solidité dont les Russes firent la dure expérience ; mais il s'était fait craindre par ses brusqueries et souvent détester par ses paroles dures et grossières. Cependant, sous sa rude écorce, Constantin cachait une âme sensible et délicate; il l'avait prouvé

1. Nés, le second en 1796, le troisième en 1798.

par son humanité à l'égard des prisonniers et des blessés français, en 1812, puis par sa respectueuse soumission pour son frère pendant les vingt-quatre ans de son règne, enfin par son mariage avec Jeanne Grudzinska.

Catherine lui avait fait épouser, en 1796, à l'âge de dix-sept ans, une princesse de Saxe-Cobourg, qui prit le nom d'Anne Fœdorovna. Ce mariage ne fut pas heureux, et les deux époux se séparèrent d'un commun accord après quatre années d'une union qui demeura stérile. En 1820, Constantin fit connaissance d'une jeune Polonaise, fille d'un comte propriétaire à Vistoslaf, dans le district de Bromberg. C'était une femme frêle, mais qui, par le charme de son esprit et les qualités de son cœur, captiva le sauvage Constantin au point que celui-ci voulut se l'attacher par un lien indissoluble. Sa première femme, retirée en Allemagne, vivait encore : il fallut donc recourir au divorce. Malgré la sévérité des lois religieuses de la Russie à cet égard, les prêtres s'empressèrent de seconder le vœu du frère de l'empereur, et Constantin épousa Jeanne Grudzinska, qui prit à ce moment le titre de comtesse de Lowicz. Mais ce mariage dut être tenu secret, et non-seulement les enfants qui pourraient naître de la fille du comte polonais ne furent pas jugés aptes à régner, mais, de plus, il y eut entre Alexandre et Constantin, au sujet de ce mariage, de longues négociations dont le résultat demeura inconnu tout le temps de la vie d'Alexandre. La Russie s'attendait donc à voir Constantin monter sur un trône, et toute la nation était d'autant plus confirmée dans cette pensée, que Nicolas, aussitôt la nouvelle de la mort de l'empereur parvenue à Pétersbourg, se rendit au sénat afin de prêter serment de fidélité à son frère l'empereur Constantin, « comme à l'héritier légitime du trône de Russie par droit de primogéniture. »

Ce fut alors que se présenta un fait inattendu. Le conseil de l'empire, convoqué, regarda comme son premier devoir de prendre connaissance d'un paquet scellé du sceau impérial et commis à sa garde. Sur ce dépôt, Alexandre avait écrit de sa main : « Garder au conseil de l'empire, jusqu'à ce que j'en décide autrement ; mais, dans le cas où je viendrais à mourir, ouvrir ce paquet en séance extraordinaire avant de procéder à tout autre acte. » Le président du conseil, Pierre Lapoukin, rompit le cachet et trouva sous le pli un manifeste de l'empereur Alexandre, signé de sa main, daté de Tsarsko-Selo, le 28 août 1823, et accompagné de deux autres pièces plus anciennes de dix-huit mois. La première était la lettre suivante de Constantin à l'empereur : « Sire, — encouragé par toutes les preuves des dispositions infiniment bienveillantes de V. M. I. à mon égard, j'ose y recourir encore une fois et déposer à vos pieds, Sire, une très-humble prière.

« Ne reconnaissant en moi ni le génie, ni les talents, ni la force nécessaire, je supplie V. M. I. de transférer ce droit à qui il appartient après moi, et d'assurer ainsi pour toujours la stabilité de l'empire. Quant à moi, j'ajouterai par cette renonciation une nouvelle garantie et une nouvelle force à l'engagement que j'ai spontanément et solennellement contracté à l'occasion de mon divorce avec ma

première épouse. Toutes les circonstances de ma situation actuelle me portent de plus en plus à cette mesure, qui prouvera à l'empire et au monde entier la sincérité de mes sentiments.

« Daignez, Sire, agréer avec bonté ma prière ; daignez contribuer à ce que notre auguste mère veuille y adhérer, et sanctionnez-la de votre assentiment impérial. Dans la sphère de la vie privée, je m'efforcerai toujours de servir d'exemple à vos fidèles sujets, à tous ceux qu'anime l'amour de notre chère patrie.

« Je suis avec un profond respect, Sire, etc. »

La seconde pièce était une acceptation pure et simple de sa renonciation. Elle portait la date de Saint-Pétersbourg, le 14 février 1822.

La troisième était un acte public rendu en considération de ces deux lettres. Voici la substance de ce manifeste : « 1° L'acte spontané par lequel notre frère puîné, le tsarévitch et grand-duc Constantin, renonce à ses droits sur le trône de toutes les Russies, est et demeure fixe et invariable. Ledit acte de renonciation sera, pour que la notoriété en soit assurée, conservé à la grande cathédrale de l'Assomption à Moskou, et dans les trois hautes administrations de notre empire, au saint synode, au conseil de l'empire, et au sénat dirigeant. 2° En conséquence de ces dispositions, et conformément à la stricte teneur de l'acte sur la succession au trône, est reconnu pour notre héritier notre second frère, le grand-duc Nicolas. » La conclusion de cette pièce, quoique sans intérêt relativement à la question politique, mérite cependant encore d'être reproduite : « Quant à nous, écrivait Alexandre, nous prions tous nos fidèles sujets qu'avec ce même sentiment d'amour qui nous faisait considérer comme notre premier bien sur la terre le soin que nous avions de leur constante prospérité, ils adressent de ferventes prières à N. S. Jésus-Christ, afin qu'il daigne, dans sa miséricorde infinie, recevoir notre âme en son royaume éternel[1]. »

Le sénat, à la lecture de ces pièces, ne douta pas qu'elles ne fussent connues du prince à qui la renonciation de Constantin déférait l'empire. Il se transporta en corps au palais d'hiver pour prêter serment au grand-duc Nicolas. Mais celui-ci refusa la couronne.

« Je ne suis point empereur par la nature et par les lois, dit-il aux sénateurs, je ne veux pas le devenir aux dépens de mon frère aîné en abusant d'une renonciation peut-être irréfléchie ou contrainte. Si, maintenant qu'il est libre et souverain, Constantin persiste à vouloir faire le sacrifice de ses droits, alors, mais seulement alors, j'exercerai les miens en acceptant la couronne. »

Les membres du conseil lui représentèrent en vain qu'il était de son devoir d'obéir à la volonté du feu empereur et qu'il ne fallait pas laisser longtemps le trône vacant ; le grand-duc demeura inébranlable ; il ordonna au conseil, au sénat, au synode, de proclamer son frère. L'armée, dans les rangs de laquelle

[1] Schnitzler, *Histoire intime de la Russie sous Alexandre et Nicolas*, t. I, ch. III, p. 163-165. L'auteur de l'*Histoire intime* a puisé ces pièces dans le *Journal de Saint-Pétersbourg* de 1825.

Constantin avait fait, avec Souvarof, la campagne d'Italie, et les campagnes de 1805 et 1806 sous Beningsen, accueillit son nom avec enthousiasme. Le second fils de Paul se trouva donc, de l'aveu de son frère et malgré sa renonciation, proclamé empereur de Russie. Une régence fut instituée en son nom, et un courrier fut expédié pour lui porter le serment de l'empire.

La nouvelle de la mort d'Alexandre était arrivée à Varsovie, où Constantin et Michel se trouvaient, trente-six heures plus tôt qu'à Pétersbourg. Le premier soin de Constantin fut de faire savoir à sa mère que sa volonté, concernant sa renonciation, était inébranlable; en même temps il écrivit à son frère Nicolas : « ... Je regarde comme un devoir sacré de prier très-humblement V. M. I. qu'elle daigne accepter de moi tout le premier, mon serment de sujétion et de fidélité, et me permettre de lui exposer que, n'élevant mes vœux vers aucune nouvelle dignité ni aucun titre nouveau, je désire conserver seulement celui de *césarévitch* [1] dont j'ai été honoré pour mes services par feu notre père. Mon unique bonheur sera toujours que V. M. I. daigne agréer les sentiments de ma plus profonde vénération et de mon dévouement sans bornes, sentiments dont j'offre comme gage plus de trente années d'un service fidèle et du zèle le plus pur qui m'a animé envers LL. MM. les empereurs mon père et mon frère, de glorieuse mémoire. C'est avec ces mêmes sentiments que je ne cesserai, jusqu'à la fin de mes jours, de servir V. M. I. et ses descendants dans mes fonctions et ma place actuelle. »

Le grand-duc Michel porta lui-même cette lettre à Saint-Pétersbourg. Nicolas insista de nouveau auprès de son frère, mais celui-ci ayant encore une fois témoigné sa volonté immuable, le troisième fils de Paul se détermina à accepter la couronne.

On a fait un grand nombre de suppositions et de commentaires sur les motifs qui auraient porté les deux frères à refuser le trône.

D'après un recueil de documents [2], auxquels nous faisions allusion en disant que l'on prétendit qu'Alexandre mourut empoisonné, un étrange arrangement aurait eu lieu lors de l'assassinat de Paul Ier, touchant la succession de l'empire. Nicolas aurait été désigné comme l'héritier d'Alexandre, au préjudice même des enfants qui pourraient naître de celui-ci. La Pologne, détachée de la Russie et augmentée de plusieurs provinces russes, aurait formé sous Constantin un royaume entièrement indépendant; enfin, le grand-duc Michel se serait trouvé

[1] Le titre de tsarévitch avait longtemps désigné l'héritier direct du trône; après la mort d'Alexis, fils de Pierre le Grand, il cessa d'être en usage. Catherine le renouvela en le modifiant en celui de césarévitch, et le donna à son fils Paul, qui à son tour le conféra, non à son fils aîné, mais à son second fils Constantin, sans pour cela lui attribuer les droits qui jusque-là avaient semblé inhérents à ce titre. Voir la note 1 du t. I de l'*Histoire intime* de Schnitzler.

[2] *Portofolio.* Ce recueil, imprimé en Angleterre et traduit en français, contient un grand nombre de pièces fort curieuses pour la plupart, mais qu'il ne faut cependant pas accepter sans réserve, à cause de la partialité manifeste de ses rédacteurs.

en possession d'une souveraineté dans les provinces méridionales de l'empire.

Ce sont là des assertions dépourvues de preuves et tellement dénuées de vraisemblance, qu'elles méritent à peine une mention. Que seraient devenus, dans ce cas, les plans de Pierre le Grand et de Catherine, leurs espérances ambitieuses et même l'existence de la Russie? Alexandre, au moment de mourir, serait revenu à ces idées; et ce serait, pour l'exécution de telles résolutions, que Constantin et Nicolas se seraient mutuellement renvoyé le sceptre? Tout dans l'histoire de Russie, depuis deux cents ans, démontre que jamais de tels desseins n'ont pu être conçus par des Russes. Il est préférable de croire que Constantin préféra son gouvernement de Pologne et les jouissances de la vie de famille à la possession de ce trône sur lequel ne pouvait pas monter Jeanne, polonaise et catholique romaine. Quant à Nicolas, jaloux de sa toute-puissance quand il fut empereur, il donnait le premier l'exemple de la soumission à une loi émanée de son père et de son frère, et qu'il qualifiait de *pragmatique;* il obéissait pour être obéi quand son tour de régner serait venu; il témoignait à son frère cette déférence, cette entière soumission, qui, chez les Russes, élèvent le souverain absolu jusqu'à la hauteur d'une divinité.

Mais, sans chercher des motifs intéressés à ce débat si nouveau dans les annales russes, ne peut-on croire aussi que les deux fils d'un empereur qui était mort sous le poignard, heureux l'un et l'autre de la seconde place dans l'État, habitués aux joies de la vie intime, aient trouvé l'empire bien lourd et décliné ce fardeau au moment où les révoltes de Pologne et de Grèce, et les séditions militaires, allaient amener tant de complications et causer tant d'embarras au nouveau souverain?

De 1813 à 1815, plusieurs sociétés secrètes s'étaient organisées en Russie sous l'influence des idées libérales que la jeunesse des armées avait rapportées des pays étrangers. En 1817, elles donnèrent plus de consistance à leurs projets. Les statuts de l'*Union du salut ou des vrais et fidèles enfants de la patrie*, furent rédigés par un colonel nommé Pestel. Cette société comprenait trois classes : *les frères, les hommes et les boyards.* Tous s'engageaient par serment à se soumettre aux décisions du conseil suprême des boyards. Dès l'origine, le but de cette association fut le changement des institutions existantes dans l'empire.

A la même époque, le général Michel Orlof, le comte Momonof, et le conseiller d'État Tourguenief, s'occupaient de la formation d'une autre société qui devait porter le titre de *Société des chevaliers russes.* Le but de cette association eût été de mettre un terme aux concussions et autres abus qui s'étaient glissés dans l'administration intérieure de l'empire. Cette mission comportait la réforme des institutions mêmes. Toutefois, la société des chevaliers russes fut bientôt dissoute; l'*Union* poursuivit, au contraire, son organisation, et changea son nom en celui d'*Union du bien public.* Le règlement subit plusieurs modifications. Les auteurs de ce règlement déclarent, au nom des fondateurs de l'association, que le bien de

la patrie est leur seul but, que ce but ne saurait être contraire aux vues du gouvernement, et qu'on ne poursuivrait en secret les travaux que pour les soustraire aux interprétations de la malveillance et de la haine. Les membres étaient divisés en quatre sections. La première avait pour objet la philantropie ou les progrès de la bienfaisance publique et privée. Elle devait surveiller les établissements de charité, et signaler aux directions de ces établissements, ainsi qu'au gouvernement lui-même, les abus qui pourraient s'y introduire, et les moyens d'y remédier.

L'objet de la seconde était l'éducation intellectuelle et morale, la propagation des lumières, l'établissement des écoles, et, en général, une utile coopération à l'instruction de la jeunesse, par des exemples de bonnes mœurs, par des entretiens et par des écrits conformes à ces vues, ainsi qu'au but de la société. Aux membres de cette seconde section était confiée la surveillance de toutes les écoles. Ils devaient inspirer à la jeunesse l'amour de tout ce qui est national, et s'opposer autant que possible à ce qu'on la fît élever hors du pays.

La troisième section surveillait la marche des tribunaux. Ses membres s'engageaient à ne point se refuser aux fonctions judiciaires qui pourraient leur être conférées par les élections de la noblesse ou par le gouvernement; à encourager les employés intègres, à leur accorder même des secours pécuniaires; à raffermir dans les bons principes ceux qui laisseraient voir quelque faiblesse; à éclairer ceux qui manqueraient de connaissances; à signaler les employés prévaricateurs, et à instruire le gouvernement de leur conduite. Enfin, les membres de la quatrième devaient s'occuper de coordonner les éléments préparés par les trois autres, et se vouer à l'économie politique.

Les membres influents de l'Union restèrent longtemps avant de pouvoir s'accorder sur la forme de gouvernement qu'il conviendrait de donner à l'empire; cependant les idées républicaines prévalurent; ce qui se conçoit facilement dans une réforme essayée en haine du pouvoir absolu. La nécessité de mettre à mort l'empereur Alexandre fut reconnue par plusieurs; et, s'il faut en croire la déposition de l'un des principaux conjurés, cette proposition extrême fut adoptée en séance à la pluralité des voix.

L'hésitation et la crainte ne tardèrent pas à se manifester dans une réunion si nombreuse; les uns exigeaient des modifications aux statuts; d'autres soulevaient des difficultés pour se ménager la faculté de rompre des engagements périlleux. Pour écarter les membres douteux, on feignit d'abandonner tous ces projets, et l'on déclara que l'Union était dissoute. Les affiliations continuèrent dans le midi par les soins de Pestel; mais la société de Pétersbourg ne parvint à se réorganiser que vers la fin de 1822.

Elle se partagea en *croyants* et en *adhérents;* les premiers, qui formaient la *section supérieure*, avaient, entre autres prérogatives, celle d'élire les membres du *Directoire*, d'autoriser l'élection de nouveaux membres, et de se faire rendre compte des opérations du directoire. Les membres nouvellement admis

étaient soumis à différentes épreuves, et passaient par plusieurs degrés d'initiation. Vers la fin de 1823, les croyants s'adjoignirent le prince Serge Troubetzkoï et le prince Eugène Obolenski. Un an après, Troubetzkoï se rendit à Kief, pour surveiller la conduite de Pestel, dont on craignait les vues ambitieuses, et pour mettre en rapport la société du Nord et celle du Sud.

La société du Sud s'était mise en rapport, quelque temps auparavant, avec la société secrète de Pologne, dont le but était de rétablir l'indépendance de ce royaume sur le pied où elle se trouvait avant le partage; puis elle s'affilia encore avec une autre société secrète, dont le but était de lier par un acte fédératif et sous un même régime républicain les huit contrées slaves suivantes, dont les noms étaient inscrits sur un sceau octogone : *Russie, Pologne, Bohême, Moravie, Dalmatie, Hongrie* et *Transylvanie*, (Servie, Moldavie et Valachie). La société des Slaves réunis comptait environ trente-six membres, la plupart jeunes officiers d'artillerie. Bestoujef, membre influent de la société du Midi, leur représenta qu'il convenait d'abord de s'occuper de la Russie, et parvint à les réunir à la société primitive. La revue de Bélaïa-Tserkof fut l'époque fixée pour frapper le coup décisif; en attendant, les conjurés ne négligeaient rien pour animer les esprits et pour leur inspirer le désir d'un nouvel ordre de choses.

En apprenant la mort d'Alexandre, l'existence du manifeste par lequel l'empereur avait désigné l'héritier du trône, et la prestation du serment de fidélité au grand-duc Constantin par les habitants de Pétersbourg, les conjurés délibérèrent sur l'opportunité d'une dissolution de la société. Toutefois les directeurs de l'association du Nord, Ryléief, le prince Troubetzkoï, le prince Obolenski et leurs plus intimes conseillers, ne s'arrêtèrent pas longtemps à cette idée. Ils conçurent l'espoir de soulever une partie des troupes et du peuple, en leur persuadant que Constantin n'avait pas renoncé au trône, et de renverser, à la faveur de cette insurrection, le gouvernement établi. Ryléief, Obolenski, Alexandre Bestoujef et Kakhofski résolurent, du consentement des sections, de nommer le prince Troubetzkoï chef absolu ou dictateur; et on arrêta les mesures suivantes : établir, après avoir arrêté l'action du pouvoir existant, un gouvernement provisoire qui aurait ordonné dans les provinces la formation de chambres chargées d'élire des députés; travailler à l'établissement de deux chambres législatives, dont l'une, la chambre haute, devait être composée de membres à vie; faire servir à l'exécution de ces desseins les troupes qui refuseraient de prêter serment à l'empereur Nicolas, en prévenant tout excès de leur part, mais en tâchant d'augmenter leur nombre.

Plus tard, il devait être procédé : à la formation de chambres de provinces, qui eussent été autant de législatures locales; au changement des colonies militaires en garde nationale; à la remise de la citadelle de Pétersbourg entre les mains de la municipalité, que Batenkof appelait le *palladium des libertés russes*, et où devaient aussi être placés le conseil municipal et la garde civique; à la

proclamation de l'indépendance des universités de Moskou, de Dorpat et de Vilna.

Les conjurés n'étaient pas d'accord sur le personnage qu'il conviendrait de mettre à la tête du gouvernement; l'impossibilité d'une république leur était démontrée; mais, quel que fût le chef de l'État, ils voulaient lui imposer leur constitution. Batenkof fit observer à Troubetzkoï que si les soldats prêtaient serment à Constantin, l'arrivée de ce prince à Pétersbourg enlèverait toute chance de succès; il opina pour que les conjurés fussent partagés de telle sorte que les uns proclameraient Constantin, tandis que les autres se déclareraient pour Nicolas. Si le parti de Constantin l'emportait, on espérait que son frère consentirait à l'établissement d'un gouvernement provisoire, ou qu'il ajournerait son avénement au trône; dans ce dernier cas, on devait présenter cet ajournement comme une abdication, et l'on proclamerait empereur le fils aîné de Nicolas, Alexandre Nicolaévitch. L'incertitude du succès et le petit nombre d'officiers généraux sur lesquels on pouvait compter, empêchèrent les conjurés de s'arrêter à un parti définitif en ce qui regardait le chef futur[1].

La demeure de Ryléief était leur rendez-vous général; ils y vinrent en grand nombre, mais successivement, le 24-12 et le 25-13 décembre, pour ne pas éveiller les soupçons. Le prince Troubetzkoï, les trois Bestoujef, Obolenski, Kakhovski, Arbouzof, Repin et les principaux chefs, y concertèrent leurs dernières mesures. Nicolas Bestoujef et Arbouzof répondaient des marins de la garde; d'autres officiers promirent l'appui de quelques compagnies des régiments de Moskou et de Finlande. C'était le lendemain que Nicolas devait faire paraître son manifeste d'avénement : il n'y avait plus à retarder d'un seul jour l'exécution du complot.

A ce moment, on apprit qu'un complice avait tout dénoncé, et ce n'était pas la première trahison; car Alexandre, le jour même de sa mort, avait reçu avis des vastes complots formés par tout l'empire, et dont, depuis longtemps, il avait une vague connaissance. « Nous sommes trahis! » s'écria Ryléief. — « Mais les lames sont hors des fourreaux, nous ne pouvons plus cacher nos sabres! » Et les rôles furent distribués pour le jour suivant. Troubetzkoï, malgré sa faiblesse et l'hésitation qui s'était emparée de son esprit depuis que le moment décisif approchait, fut maintenu dans le rôle de dictateur. Ryléief, l'un des plus sincères et des plus fermes entre tous ces conjurés, lui qui avait jusque-là reculé devant le régicide, animé enfin par le danger, fit choix de Kakhofski, l'un de ses complices, pour l'exécution du crime. «Tu n'as, lui dit-il en le serrant dans ses bras, aucun parent, tu es seul! c'est à toi de te sacrifier à la patrie et de nous délivrer de l'empereur! »

Dans la matinée du 14-26 décembre, Yakoubovitch, Arbouzof, Alexandre Bestoujef et plusieurs autres officiers, vinrent trouver les matelots. A l'arrivée du

[1] Chopin, *La Russie* dans l'*Univers pittoresque*, t II, p. 530-533.

général major envoyé par le nouvel empereur, ceux-ci refusèrent de prêter serment. Le général fit arrêter les commandants des compagnies; mais Nicolas Bestoujef engagea plusieurs de ses complices à les délivrer. Dans cet instant, un cri part : *Soldats, entendez-vous ces décharges? ce sont vos camarades que l'on massacre!* et le bataillon entier s'élance hors des casernes. Les officiers, qui jusqu'alors n'avaient pris aucune part au mouvement, marchèrent à la suite du bataillon. Les matelots rencontrèrent, près du manége de la garde à cheval, un lieutenant du régiment de Finlande, qui leur cria : *En carré contre la cavalerie!*

Dans le régiment de Moskou, la rébellion avait de même commencé; deux des Bestoujef et plusieurs des conjurés influents parcoururent les compagnies en répétant aux soldats : « On nous trompe; le grand-duc Constantin n'a pas renoncé à la couronne! Il est dans les fers, ainsi que le grand-duc Michel! Constantin aime notre régiment, et il augmentera votre solde. Main basse sur tous ceux qui ne lui resteront pas fidèles! »

Les soldats, animés par ces paroles, quittèrent leurs rangs et se répandirent dans les magasins pour y chercher des pierres à fusil et des cartouches. Deux généraux se présentent et cherchent à rétablir le calme; frappés, l'un d'un coup de pistolet, l'autre du sabre, ils tombent dans leur sang; et les officiers rebelles, enlevant le drapeau, entraînent hors de la caserne une partie du régiment, au cri de : Vive Constantin! Mais plusieurs autres compagnies, retenues par leur colonel et par un jeune officier fidèle à l'empereur, le comte de Liéven, n'avaient pas suivi les soldats rebelles; vainement ceux-ci firent leurs efforts pour entraîner leurs compagnons, ils n'y réussirent pas; continuant néanmoins leur mouvement, ils se rangèrent sur la vaste place du Sénat, autour de la statue de Pierre le Grand. Là, ils furent rejoints seulement par le bataillon de la marine et plusieurs compagnies des grenadiers du corps. Mais la populace s'amassait autour d'eux, prête à prendre leur parti, si l'événement se décidait en leur faveur.

Nicolas cependant, calme, intrépide, résolu aux dernières extrémités, se tenait dans le palais d'hiver, dont on avait fait pendant la nuit une forteresse hérissée de canons. Il y attendait des nouvelles, que ceux de ses généraux chargés de faire prêter le serment devaient lui rapporter du dehors. Vers onze heures, il apprit que la plupart des régiments avaient rempli la formalité prescrite, mais que les grenadiers du corps de Moskou et des équipages de la marine, rangés en bataille sur la place du Sénat, s'étaient mis en état de rébellion ouverte. Aussitôt il résolut d'aller en personne combattre le péril. Après avoir embrassé sa femme, Alexandra Fœdorovna, et invoqué avec elle la bénédiction divine, il prend par la main son fils le grand-duc Alexandre, alors âgé de huit ans, puis se présente au milieu des soldats du régiment de Finlande et leur confie le royal enfant. Ceux-ci, touchés jusqu'aux larmes de cette marque de confiance, jurent de défendre le grand-duc jusqu'à la mort.

Entouré de l'illustre général de 1812, Miloradovitch, et d'Alexis Orlof, qui, après avoir autrefois fait partie des sociétés secrètes, avait déserté leur cause, Nicolas se présenta à une extrémité de la place sur laquelle se tenaient les rebelles au nombre de deux à trois cents seulement, et il s'avance lui-même au-devant d'eux á la tête d'un bataillon du régiment Préobrajenski. Ici commence le plus dramatique épisode de cette journée; nous en emprunterons le récit textuel à M. Schnitzler, témoin oculaire, dont nous avons jusqu'ici résumé en partie la narration :

« L'empereur ne tarda pas à rencontrer un de ces détachements pressés de rejoindre l'ennemi. S'avançant vers eux, il leur adressa le salut ordinaire. D'après un vieil usage russe d'une simplicité patriarcale, le souverain ou les chefs de corps, lorsqu'ils se trouvent en présence d'une force armée, échangent avec elle quelques paroles d'affection ; les soldats prononcent, en un temps rapide et en chœur, chacun appuyant sur l'un des mots, la formule de la réponse. — « Bonjour, mes enfants (*strastvoustië rebeti*) ! » cria Nicolas au premier de ces détachements; la réponse fut : « Hourra Constantin ! » Sans se déconcerter, l'empereur montra du doigt la place, et dit : « Vous vous trompez de chemin, votre place est là, auprès des traîtres ! » Un autre détachement, auquel le même salut était adressé, resta interdit et ne fit aucune réponse. L'empereur saisit le moment avec une présence d'esprit admirable : « Conversion à droite, marche ! » s'écria-t-il de sa voix sonore et retentissante; et le soldat obéit machinalement, comme s'il n'avait eu d'autre intention en se mettant en route.

« Les grenadiers du corps avaient leur caserne dans la grande rue *Millionne*, qui aboutit au Palais d'hiver, et à l'autre bout de laquelle s'élève le lourd édifice appelé Palais de marbre, lequel, en grande partie construit avec le granit de Finlande, est d'une apparence sombre comme son maître d'alors, le césarevitch Constantin. Leur ancien colonel Boulatof, n'ayant pas paru à la caserne, comme il en avait pris l'engagement, le régiment fit d'abord acte de soumission, malgré les efforts tentés par le sous-lieutenant Kojevnikof pour les décider à la résistance. Ses interpellations : « A qui prêtez-vous serment? Oubliez-vous celui qui vous lie envers l'empereur Constantin? Prenez-y garde, on vous trompe ! tout ce qu'on vous débite est pure fausseté ! » Ces vociférations obstinées, le régiment les attribuait à l'état d'ivresse où il le voyait ; aussi ne mit-il point obstacle à son arrestation. La cérémonie se passa tranquillement, et les soldats allèrent dîner. Ils avaient cependant des remords; car les paroles de Kojevnikof et d'autres suggestions antérieures avaient laissé le doute dans leurs esprits. Le lieutenant Southof, qui survint, acheva de les ébranler : « Mes amis, leur dit-il, nous avons eu tort d'obéir; les autres régiments ont refusé le serment et sont sur la place du Sénat. Allons les rejoindre, apprêtez-vous, chargez vos armes ! » Il fut obéi; toute la compagnie se leva. En vain le brave colonel Sturler, commandant du régiment, cherchait à les retenir, à les ramener à leur devoir : « En avant ! en avant !

criait Southof, suivez-moi, ne m'abandonnez pas! » et il les entraîna hors de la caserne.

« Le rappel mit aussitôt sur pied tout le régiment, et le colonel commanda qu'on chargeât les armes afin de se mettre à la poursuite des rebelles. Mais le lieutenant Panof, qui avait déjà couru de compagnie en compagnie, haranguant les soldats, protestant qu'on les trompait, que leur docilité les exposait à la colère de l'empereur Constantin comme à celle de l'armée tout entière, les excita de nouveau à la désobéissance : « Courons vers ceux qui défendent Constantin! » leur cria-t-il. Une cruelle incertitude s'empara de ces hommes attachés à leur devoir, mais ignorants, crédules, séduits par la voix de leurs chefs immédiats, qui leur inspiraient plus de confiance que les chefs supérieurs, habitués à vivre sinon aux dépens du soldat, du moins à se faire craindre de lui; car il ne voit en eux qu'une autorité sévère, inflexible et imposante, des maîtres sur lesquels il ne peut jeter les yeux qu'en tremblant. Alors Panof se précipita au milieu de la colonne, fit entendre le cri répété de : « Hourra Constantin! » et décida la révolte de plusieurs compagnies.

« On marcha vers la place du Sénat. En route, Panof imagina de faire une tentative contre la forteresse, située non loin de là, au centre du fleuve et de ses bras. En effet, les meneurs de la révolte auraient mieux fait de s'assurer d'une telle position, après s'y être ménagé des intelligences (chose sans doute possible avec les relations qu'ils avaient dans tous les corps), que de s'acculer contre le Sénat, à l'extrémité d'une place immense, où ils s'exposaient à être cernés, sabrés par la cavalerie, balayés par la mitraille, sans autre point d'appui que celui de la populace, à supposer qu'ils parvinssent à l'échauffer. Dans la forteresse est gardé le trésor; ils y auraient trouvé en outre les armes et les munitions, dont ils n'avaient pu faire une provision suffisante. Le lieutenant Panof y songea d'autant plus, qu'en ce jour même la garnison de cette espèce de *Kreml* se composait de deux compagnies de son régiment; mais le général Soukine, commandant de la citadelle, avait sans doute reçu des ordres et se tenait sur ses gardes. A l'approche des hommes de Panof, le poste prit les armes, la porte fut fermée : une surprise n'était plus possible. Panof retraversa aussitôt le large lit de la Néwa, couvert de cette glace épaisse où l'on peut tailler des blocs d'un mètre d'épaisseur sans compromettre la solidité de ce pont naturel; il rentra dans la rue Millionne et arriva devant le Palais d'hiver, contre lequel il eut encore l'idée de tenter un coup de main. Il s'avança effectivement vers la cour; mais, voyant l'attitude des sapeurs, il comprit qu'il n'y avait rien à espérer de ce côté, ressortit, et se dirigea vers le gros des rebelles, dont les cris incessants « Hourra Constantin! » confirmaient les siens dans leurs sentiments. Un autre renfort plus considérable venait de grossir les rangs des insurgés : c'était le bataillon des équipages de la garde presque tout entier, conduit par le lieutenant de vaisseau Arbouzof et par Nicolas Bestoujef, capitaine-lieutenant.

« Comme nous l'avons dit, les conjurés s'étaient d'abord adressés aux marins. « Prêtez serment ou non, leur avaient dit plusieurs de leurs officiers (car plus de douze étaient initiés au complot, ou se laissèrent entraîner), nous n'avons ni ordre ni conseil à vous donner; n'écoutez en cela que votre conscience ! » Paroles insidieuses vis-à-vis d'hommes qui ne connaissent que le commandement, qui n'ont d'autre idée que celle de la nécessité d'obéir, et pour qui l'empereur est le représentant de Dieu sur la terre, l'homme unique, comme dit M. de Custine, par qui la Russie pense, juge et vit, la science et la conscience de son peuple. Arbouzof, Nicolas Bestoujef et Kakhofski, qui s'étaient joints à eux, les échauffèrent de plus en plus, à ce point qu'à l'arrivée du général-major Schipof, chef de la brigade, ils refusèrent de prêter un nouveau serment. Le général fit arrêter les commandants des compagnies, mais ils furent aussitôt remis en liberté par les officiers rebelles; et, comme dans cet instant de confusion, un cri part : « Soldats, entendez-vous ces décharges ? Ce sont vos camarades que l'on massacre ! » tous s'élancent vers les portes de la caserne, et les efforts de quelques officiers fidèles échouent contre la violence du torrent. Quoique plus élevé en grade, Nicolas Bestoujef cède le commandement à Arbouzof. Les matelots suivent les meneurs, et les autres officiers sont entraînés sur leurs pas. Arrivés près du manége de la garde à cheval, ils saluent de leurs cris leurs camarades, séduits comme eux, dont ils devaient partager le triste sort. On leur cria : « En carré contre la cavalerie ! » position que le régiment de Moskou avait déjà prise, à la vue de la garde à cheval avançant sous la conduite de son brave colonel.

« Le combat était en effet engagé. Cependant le détachement du régiment de Moskou n'avait pas réussi à s'emparer de l'hôtel du Sénat, grâce à la fermeté du lieutenant Nassakine, chef du poste. Celui-ci, avec une poignée de chasseurs de Finlande, s'établit sous la porte et repoussa toutes les attaques : il resta ainsi pendant deux heures entouré de rebelles, pressé, assiégé par eux.

« Déjà ceux-ci étaient démoralisés, car ils étaient sans chefs : des trois hommes désignés pour les commander, Jakoubovitch était seul à son poste ; le prince Obolenski s'y était également rendu, mais il n'avait pas de rôle spécial à remplir : ni le prince Troubetzkoï ni le colonel Boulatof u'avaient paru. Ce dernier était sur la place, mais caché dans la foule des spectateurs. Batenkof avait prêté le serment, et nous verrons bientôt que le prince aussi avait pris conseil de sa pusillanimité. Le ferme Ryléief avait rejoint son ami Alexandre Bestoujef; cependant il ne resta qu'un instant sur la place : n'y voyant pas Troubetzkoï, il courut à sa recherche, perdit beaucoup de temps et ne reparut point. Au reste, si la présence des chefs eût jeté quelques rayons d'une gloire équivoque sur cette déplorable échauffourée, elle n'eût rien changé au cours des événements.

« L'empereur était entouré de troupes et de généraux qui en répondaient. Vainement on le sollicitait de se retirer, et de permettre qu'on en finît avec l'insurrection. Dans ce moment de crise, il voulut se montrer digne du trône,

non-seulement par son courage, qui ne faiblit pas un instant, mais encore par la longanimité, plus admirable, qu'il y allia. Avare du sang de ses sujets, même égarés, même coupables, il inaugura son règne par un procédé généreux. Tout en refusant de déserter le poste du danger, il permit que le gouverneur général parlât aux rebelles, afin d'essayer encore une fois de les ramener à leur devoir. Le comte Miloradovitch s'avança seul vers eux, plein de confiance dans l'attachement que le soldat lui avait toujours témoigné. A peine leur eut-il exprimé son étonnement de voir des guerriers, en tout temps si fidèles, s'oublier jusqu'à résister ouvertement à leur souverain légitime, que l'on étouffa sa voix par les cris de : *Hourra Constantin! hourra Constantin!* Le prince Obolenski lui porta un coup de baïonnette, qui effraya seulement le cheval du vétéran; mais en même temps Kakhofski lâcha lui-même, presque à bout portant, la détente de son pistolet, et le blessa mortellement. La main d'un Russe abattit le brave que les balles ennemies avaient respecté dans cinquante-six combats. « Devais-je croire, soupira-t-il pendant qu'on l'emportait loin de cette lutte impie, que ce serait de la main d'un Russe que je recevrais la mort? »

« De plus en plus excitée, la foule se pressa autour des rebelles, qui cherchaient à s'étourdir par leurs vociférations. Plusieurs hommes du peuple prirent fait et cause pour eux, et le colonel Anrep (depuis lieutenant général) en perça un de son épée, au moment où il renversait un officier supérieur. Jusqu'alors les officiers et les conjurés, en habit civil, n'avaient pas osé faire entendre le mot de *constitution*, qui n'avait aucun sens pour la multitude, soit barbue et en cafetan, soit en menton rasé et en armes. Maintenant on jugeait le moment venu. Au cri : *Hourra Constantin!* se mêla celui de : *Hourra Constitoutzia!* Ce dernier mot, dont on remarquera la terminaison féminine dans la forme russe, étonna plus la foule qu'il ne l'excita, et l'on assure que, le prenant pour un nom de femme, les soldats se demandèrent les uns aux autres : « Qui cela est-il? Est-ce sa femme? » Le mot de *république*, s'il eût été prononcé, n'eût pas été mieux compris...

« Le coup de feu qui venait d'abattre le brave général Miloradovitch, le Murat russe, comme l'appelle M. le comte Philippe de Ségur, avait eu un lugubre retentissement dans l'âme de l'empereur, et dans celle des nombreux généraux et colonels dont il était environné. Une grande partie de la garde était là sous les armes, morne sans doute, abattue, incertaine, mais cependant fidèle à la discipline et contenue par son serment. « Êtes-vous bien sûr de votre troupe? » Cette question, qu'un témoin entendit faire, vers trois heures, par un général à un colonel de cavalerie au moment de commander la charge, était applicable à la plupart des régiments : heureusement, ils virent les rebelles en trop petit nombre; ils tinrent bon et firent leur devoir[1]. »

[1] Schnitzler, *Histoire intime de la Russie*, t. I, ch. IV.

Le régiment de Moskou lui-même, dont quelques compagnies avaient donné le matin le signal de la rébellion, se repentit à la voix du grand-duc Michel, son colonel, qui arriva pendant la mêlée, et qui le harangua et le détrompa par ses adjurations.

Déjà, les rebelles étaient découragés par la lâcheté de plusieurs de leurs chefs. Troubetzkoï, indigne du rôle qu'il avait accepté, s'était dérobé à ses complices dans l'intention d'aller à l'état-major général prêter serment à l'empereur Nicolas; il s'y évanouit à plusieurs reprises : enfin il se retira dans la maison de l'ambassadeur d'Autriche, où le comte Nesselrode le réclama par ordre de l'empereur. Batenkof et Ryléief lui-même, cherchant le dictateur sans pouvoir le trouver, se retirèrent. Le prince Obolenski resta longtemps caché sous l'arche d'un pont; de là, il se fit conduire auprès de l'empereur pour lui exprimer son repentir.

Malgré l'absence ou la défection des chefs du complot, et malgré le désavantage du nombre, le découragement et l'effroi qui commençaient à s'emparer de leurs soldats, les officiers les plus compromis résolurent de résister. Avant d'en venir aux mains, l'empereur résolut d'épuiser tous les moyens de conciliation. Il fit appeler le métropolitain de Pétersbourg, Séraphin, et l'envoya, en costume sacerdotal, et suivi d'un cortége de prêtres, parlementer avec les rebelles. Les chefs de la sédition firent couvrir sa voix par le roulement des tambours. « Chargeons! » s'écria alors Nicolas à la cavalerie de sa garde. Mais les chevaux, resserrés dans un espace étroit, ne purent prendre assez d'élan; les rebelles firent feu. Plusieurs officiers tombèrent, et le grand-duc Michel lui-même ne dut la vie qu'à la respectueuse terreur d'un soldat rebelle qui détourna de lui le pistolet de l'un de ses chefs. Nicolas, voyant que la cavalerie était insuffisante, fit avancer plusieurs pièces de campagne; et, après une nouvelle sommation restée sans réponse, le grand-duc Michel, apercevant quelque hésitation chez les artilleurs, saisit lui-même une mèche et mit le feu aux canons. La mitraille fit d'horribles ravages dans cette masse d'hommes : en quelques instants, la neige qui couvrait la place se teignit de sang. Les séditieux n'essayèrent plus alors de résister; ils se dispersèrent par tous les chemins, franchirent le lit gelé de la Néva pour chercher un refuge dans l'autre partie de la ville. Passant de la révolte à l'excès de la crainte, les soldats rentrèrent en masse dans leurs casernes, implorant la clémence du souverain. Deux cents d'entre eux, suivant les calculs les plus probables, avaient péri; sept ou huit cents étaient prisonniers, et les chefs de la révolte avaient fait leur tardive soumission ou étaient tombés au pouvoir des vainqueurs. Nicolas pardonna aux marins, qui marquaient un grand repentir, et que d'ailleurs il ne pouvait pas remplacer facilement; il envoya à l'armée du Caucase, pour deux ans, les compagnies rebelles du régiment de Moskou; puis il fit rechercher, dans les papiers de Troubetzkoï, les noms des conjurés, et fit saisir et jeter en prison tous ceux d'entre eux qui se trouvaient compromis.

Un autre soulèvement éclata dans le gouvernement du Dniéper, sous l'influence des sociétés du midi, peu de jours après celui de Saint-Pétersbourg. Pestel et les frères Mouravief l'avaient organisé. Le premier était un ambitieux qui, sous les mots liberté, constitution, république, dissimulait des espérances toutes personnelles. Il ne rêvait rien moins que la dictature : dix ans de pouvoir sans limites, voilà ce qu'il demandait pour organiser la Russie. Il avait composé un code russe, dans lequel des réformes utiles, nécessitées en effet par les circonstances, et les plus extravagants projets, se trouvaient réunis pêle-mêle. Ambitieux vulgaire, insensé qui méditait de donner à un peuple esclave la liberté politique avant l'affranchissement individuel, et qui fut justement victime de son ambition ou de ses chimères! Il se trouva, au milieu de ses complices, des traîtres pour le dénoncer, et l'ordre de l'arrêter partit de Taganrok le jour même de la mort d'Alexandre. Malgré l'arrestation de ce principal chef, le mouvement insurrectionnel éclata à la nouvelle de celui de Pétersbourg, sous la direction de Serge Mouravief Apostol.

Fils de l'un des écrivains les plus distingués de la Russie, élevé en France, nourri de la lecture de Plutarque et des grands écrivains de l'antiquité grecque et latine, Mouravief n'avait devant les yeux que l'image d'Athènes et de Rome; et, sans faire la différence des temps, des mœurs, il croyait par une révolution, comme au moyen d'une baguette magique, changer les habitudes, les mœurs, les sentiments de la Russie, dévoué d'ailleurs généreusement à son rêve, prêt à mourir pour sa réalisation, et bien supérieur à la tourbe des conjurés, qui cherchèrent à racheter leur vie par de lâches dénonciations. Il avait deux frères, Mathieu et Hippolyte : ni l'un ni l'autre ne partageaient ses illusions, mais ils se firent volontairement ses complices pour vivre ou mourir avec lui.

Le jour même du soulèvement de Pétersbourg, Nicolas envoya l'ordre de saisir les chefs principaux de l'association du midi. Les deux aînés des Mouravief étaient de ce nombre : ils furent arrêtés en effet, puis bientôt délivrés, grâce à quelques officiers de leur parti. Pendant ce temps, Serge Mouravief essayait de soulever le régiment de Tchernigof; il y réussit, et se porta aussitôt sur Kief, puis sur Jitomir, pour opérer sa jonction avec la société des Slaves réunis. Avant le départ, l'aumônier du régiment célébra l'office divin, et lut à la troupe un catéchisme dans lequel il était dit que la démocratie était la seule forme de gouvernement qui convînt à la Russie. A ces mots de démocratie et de république, les soldats, étonnés, demandèrent qui serait tsar. Jusque-là ils avaient cru agir en faveur de Constantin, dont on disait les droits méconnus par son frère Nicolas : de là, un commencement d'hésitation parmi les soldats. Le mouvement qui devait éclater à Kief, de concert avec celui de Pétersbourg, tardait à commencer; Serge Mouravief, indécis, perdit du temps. Le général Geismar, envoyé à sa poursuite, profita de ces lenteurs et de cette hésitation. Un combat s'engagea entre les troupes impériales et les soldats rebelles; ceux-ci s'avan-

cèrent l'arme au bras sur les canons de leurs adversaires; accueillis par un feu terrible de mitraille, ils se dispersèrent dans toutes les directions, laissant sur la place un grand nombre de morts et de prisonniers. Mouravief essaya inutilement de les rallier. Atteint de plusieurs blessures, il continuait de combattre et cherchait la mort sur le champ de bataille; ses propres soldats le livrèrent. L'un de ses frères fut pris avec lui, l'autre périt dans l'action (1er janvier 1826).

Telle fut la conspiration russe de 1825, dirigée à la fois au nom d'un tsar et de la liberté; triste parodie des révolutions et des idées étrangères, dans laquelle aucun des conjurés, à l'exception des frères Mouravief, n'excite la sympathie ou la pitié. La plupart s'y déshonorèrent par leur lâcheté au moment de l'action; puis lorsque le jour de l'expiation fut venu, par leurs lâches dénonciations. Quant à l'état moral de la Russie, il ressort de ces faits avec une évidence qui leur donne une valeur réelle. Des boyards, des officiers, des écrivains, des employés civils se mettent à la tête du complot; élevés, pour la plupart, hors de Russie, remplis des idées qu'ils ont puisées en Allemagne et en France, ils croient soulever un peuple nourri dans l'oppression en prononçant des mots vides de sens à son oreille. Ce qu'il fallait alors, ce qu'aujourd'hui encore il faut à ce peuple, ce sont moins des institutions politiques que des réformes sociales; il est juste qu'avant d'apprendre à gouverner il cesse d'être esclave.

Une commission d'enquête, instituée pour juger les conjurés, établit entre eux plusieurs catégories de criminalité et de châtiment. Il y eut peu de condamnations à mort : les déserts de la Sibérie permettaient au nouvel empereur de paraître économe du sang de ses sujets. Pestel, Ryleïef, Serge Mouravief, Bestoujef-Rumine et Kakhofski, furent condamnés à être pendus. La foule des chefs secondaires furent envoyés en exil; le lâche Troubetskoï, qui n'avait pas craint d'acheter la vie au prix de l'honneur, fut de ce nombre. Quant aux conjurés subalternes, ils allèrent servir comme simples soldats à l'armée du Caucase.

Le 25 juillet 1826, Pétersbourg, qui depuis quatre-vingts ans n'avait pas eu le spectacle d'une exécution à mort, vit se dresser une large potence sur le rempart de la forteresse qui regarde l'église de la Trinité. Ceux des condamnés auxquels on faisait grâce de la vie furent distribués par groupes devant l'instrument du supplice. Ils entendirent à genoux la lecture de leur condamnation, puis ils furent dégradés, privés de leurs décorations, de leur épée, de leurs épaulettes, et revêtus de la capote grise du déporté et du soldat. Ce n'était là que le premier acte de ce drame lugubre. Les condamnés à mort venaient de paraître au milieu des soldats, sur le rempart : ils gravissaient les marches de l'échafaud. Là, soit maladresse du bourreau, soit accident d'un autre genre, deux seulement furent pendus; les trois autres tombèrent du haut de la potence et furent tout meurtris de leur chute. On consolida la plate-forme de l'échafaud, et ils remontèrent sur le gibet. Ces cinq Russes, après avoir témoigné, au moment de la révolution et

pendant leur captivité, quelques moments de faiblesse, moururent avec courage[1].

Ce sanglant exemple frappait encore de terreur tous les esprits, lorsque Nicolas alla dans Moskou poser solennellement sur sa tête la couronne des tsars. Comme le témoignait sa conduite dans ce soulèvement, le nouvel empereur avait de la fermeté et du courage. Plus grand de taille, aussi beau de visage que son frère Alexandre, il portait en sa personne tous les signes extérieurs du commandement. Par sa patience, ses lumières, son esprit inflexible fait pour calculer froidement la portée des faveurs et des supplices, il allait être, aux yeux de cette portion immense de ses sujets qui ne sait que prier, obéir et mourir, le type le plus complet de l'autocrate. Heureux si ce caractère imposant et presque divin qu'il savait revêtir, lui eût servi seulement à réprimer la vénalité, frapper les concussionnaires, imposer des réformes nécessaires, préparer la véritable grandeur de la Russie, et non à essayer d'étendre encore sa domination et de se faire le Jupiter-Olympien du monde.

Entre Alexandre et Nicolas, il paraît exister un immense intervalle pour les sentiments et le caractère. Les velléités plus ou moins sincères d'établir une constitution témoignées par le premier, notamment dans le discours adressé à la diète polonaise de 1818, furent formellement repoussées par Nicolas[2]. De même, dans les affaires de Pologne et de Grèce, le nouvel empereur sembla s'empresser de suivre une ligne de conduite diamétralement opposée à celle de son frère. Cependant, en se pénétrant bien de la marche de la politique russe, politique invariable quant au fond, sinon quant à la forme, et qui poursuit par les moyens les plus divers un but fortement tracé, peut-être trouverait-on que les différences entre les deux frères étaient plus apparentes que réelles : Alexandre avait reconstitué la Pologne dans un moment où il avait besoin de se l'attacher par des faveurs; cette crise passée, la Pologne était devenue une sorte de proconsulat russe placé sous la domination de son frère Constantin. Nicolas n'avait aucun motif de ménager ce malheureux pays, et redoutait la propagande des idées libérales et révolutionnaires : il l'anéantit. En Grèce, les motifs qui

[1] Chopin, *Russie*, t. II. Schnitzler, t. II, ch. VI et XI.

[2] M. de Custine raconte que dans une de ses entrevues avec l'empereur, la conversation s'étant engagée sur les divers modes de gouvernement, lui-même témoignait son aversion pour le gouvernement mixte, dit représentatif. L'empereur fut du même sentiment. Il admettait, disait-il, la république ou le pouvoir absolu, et il ajouta : « J'ai été souverain représentatif (en Pologne), et le monde sait ce qu'il m'en a coûté pour ne vouloir pas me soumettre aux exigences de cet infâme gouvernement. Acheter des voix, corrompre des consciences, séduire les uns afin de tromper les autres; tous ces moyens, je les ai dédaignés comme avilissants pour ceux qui obéissent autant que pour celui qui commande, et j'ai payé cher la peine de ma franchise; mais, Dieu soit loué, j'en ai fini pour toujours avec cette odieuse machine politique. Je ne serai plus roi constitutionnel; j'ai trop besoin de dire ce que je pense pour consentir jamais à régner sur aucun peuple par la ruse et par l'intrigue. » Cette scène se passait en 1839; les paroles qui y furent prononcées, et dont M. de Custine affirme l'authenticité et l'exactitude, peuvent servir à peindre l'esprit entier et l'opinion inflexible de Nicolas. *La Russie*, par le marquis de Custine, édit. de 1854, p. 55.

avaient arrêté l'intervention d'Alexandre, cessaient d'exister pour Nicolas, non que cet empereur renonçât au rôle de protecteur des rois contre les peuples; mais lorsque les grandes puissances européennes, après avoir laissé la Grèce et la Turquie s'épuiser pendant plusieurs années dans une lutte stérile, s'armaient en faveur des Grecs, la Russie était entraînée à suivre cet exemple; enfin, après la répression des complots de 1825, il était avantageux de chercher, dans une guerre extérieure, une diversion aux intrigues et aux sourdes menées qui agitaient l'armée. Mais avant de suivre Nicolas dans ces divers épisodes, et, tout en établissant que son programme se résumait dans les mots domination et conquêtes, il serait injuste de passer sous silence les tentatives de réformes qui signalèrent les débuts de son règne, et de ne pas mentionner la guerre sans trêve qu'il poursuivit contre la vénalité, contre la corruption administrative, fléau le plus funeste à la Russie.

Le code commencé par Pierre le Grand, et continué avec tant de bruit par Catherine II, était resté incomplet. Un grand nombre d'ukases, encore en vigueur, n'y avaient pas été insérés; en sorte que les Russes pouvaient enfreindre leurs lois par ignorance. Alexandre, dans la première année de son règne, avait solennellement promis une meilleure constitution judiciaire; mais il se borna à la nomination d'une commission dont les travaux ne furent pas stimulés et ne portèrent que peu de fruits. Aucun recueil officiel des lois russes n'existait encore, et les travaux particuliers entrepris dans le but de remplir cette lacune étaient incomplets ou inexacts.

Cependant la commission instituée par Alexandre existait encore sous la présidence du prince Lapoukin. Nicolas s'empressa, à son avénement, de la dissoudre, et chargea de la confection du code la seconde section de sa chancellerie particulière, dirigée par Michel Speranski, le plus zélé et le plus instruit des jurisconsultes russes. Lui-même s'en réserva la surveillance immédiate. Speranski, dans l'espace de treize années, de 1826 à 1839, date de sa mort, publia la première section de la collection des lois (45 vol. in-4°), et présida à la confection du digeste destiné à en présenter la concordance; travail immense dans lequel il s'agissait de coordonner par ordre de matières les lois existantes, les innombrables ukases rendus par tous les souverains. Plus tard, en 1845, Nicolas fit publier un code pénal complet, accompagné d'un règlement détaillé sur le mode de la déportation en Sibérie. La pénalité y est moins barbare et surtout moins confuse que par le passé, et il est possible à tous les sujets russes d'en connaître les dispositions essentielles.

Ainsi Nicolas déploya plus de fermeté et de persévérance qu'aucun de ses prédécesseurs dans l'accomplissement des travaux législatifs. Il est vrai que, consacrant la disposition arbitraire établie par l'usage, il se plaçait au-dessus de toutes les lois et posait ce principe fondamental dans son code : « L'autocrate, dont toute justice émane, est seul juge inamovible; ses décisions sont seules dé-

finitives. » Le code achevé, restait un grave embarras, celui de l'imposer : il était plus facile de coordonner les lois, que d'en commander l'exacte observance à tous ces fonctionnaires, habitués depuis un si longtemps à végéter dans leurs pratiques routinières et à vendre les décisions de la justice. Nicolas eut beau destituer des juges, en envoyer même plusieurs en Sibérie, il ne put extirper le mal. Il résolut alors de procéder par la douceur, et il quadrupla les appointements des juges; ceux-ci vendirent la justice quatre fois plus cher : tel fut l'unique résultat de cette mesure [1].

Quand on considère les immenses difficultés qui assiégent les souverains russes aussitôt qu'ils entreprennent des réformes en quelque sorte indispensables à l'existence de la Russie, on s'étonne que pas un d'entre eux n'ait encore songé à faire de ce travail d'organisation intérieure le but unique de ses efforts. Nicolas s'en occupa plus peut-être que ses prédécesseurs; mais, pressé de mettre à exécution des projets ambitieux, il n'en fit pas le principal objet de ses soins, et son attention s'en trouva constamment distraite par des guerres extérieures. Ce fut ainsi qu'à peine libre des embarras que lui avaient suscités les conspirations, il s'empressa d'agrandir ses frontières du côté de la Perse. Prenant pour prétexte quelques démonstrations hostiles du prince Abbas-Mirza sur les frontières de Géorgie, il donna ordre au général Paskevitch, qui allait se faire une grande réputation militaire dans cette campagne, de joindre ses forces à celles du général Yermolof, commandant de l'armée du Caucase. Paskevitch battit complétement Abbas-Mirza, passa l'Araxe, et, envahissant à son tour le territoire ennemi, s'empara d'Echmiadzin, battit de nouveau les généraux persans, prit Érivan, Tauris et plusieurs forteresses qui jusque-là passaient pour imprenables. L'Aderbaidjan tout entier tomba en son pouvoir dans les campagnes de 1826, 1827. Dans l'hiver de l'année 1827-1829, portant, malgré les rigueurs de la saison, ses soldats au delà des monts Kouflankou, il marcha sur Téhéran, et força le shah à demander la paix. Par le traité de Tourkmantchaï (février 1828), la Perse céda à la Russie les provinces d'Érivan et de Nakhitchevan; c'était lui ouvrir l'Asie Mineure et faciliter l'exécution de ses projets futurs dans la Turquie asiatique. La Perse paya en outre à ses vainqueurs la somme de quatre-vingts millions de francs, et s'engagea à n'entretenir sur la Caspienne aucun vaisseau de guerre. La plupart des stipulations de ce traité annonçaient l'intention de désorganiser les provinces limitrophes de la Perse et de s'immiscer par la protection dans les affaires de ce pays, comme on avait déjà fait en Pologne, en Crimée, dans les provinces danubiennes et en Grèce. Paskevitch fut récompensé de ses succès par la dignité de comte d'Érivan et le don d'un million de roubles [2].

A peine le traité de Tourkmantchaï était-il signé, que les hostilités s'engagèrent avec la Turquie. L'apparente longanimité d'Alexandre avait profité à la Russie :

[1] Schnitzler, *Histoire intime*. — Léouzon-Leduc, *La Russie contemporaine*, p. 172.

[2] *Progrès et position de la Russie en Orient*, traduit de l'anglais, in-8°. Paris, 1836.

il n'était question dans toute l'Europe que de la modération du cabinet de Pétersbourg, et les anciennes craintes relatives à l'occupation de Constantinople commençaient à être oubliées, tant l'imprévoyance des cabinets était générale. D'autre part, la Turquie, encouragée par l'apparente hésitation d'Alexandre, se montrait chaque jour plus exigeante et rendait inévitable une guerre qui ne pouvait lui amener que des désastres. La révolution grecque en était alors à sa seconde période. Dans la première, de 1821 à 1824, les insurgés s'étaient emparés des principales villes de leur territoire; ils avaient délivré de l'occupation turque la Grèce centrale et le Péloponèse, et avaient constitué une sorte de gouvernement. De 1824 à 1827 étaient survenues les dissensions et la guerre civile entre les grandes familles; Ibrahim-Pacha, fils de Mehemet-Ali, vice-roi d'Égypte, était descendu dans le Péloponèse avec une armée et une flotte formidables, et avait à son tour battu les Grecs. Au commencement de 1827, ceux-ci agonisaient et se voyaient, après avoir imploré en vain le secours de toute l'Europe, menacés de retomber sous le joug de maîtres et de vainqueurs sans pitié. Ils songèrent alors à une ressource extrême : c'était de se donner à quelqu'une des grandes puissances européennes. Cette pensée les sauva : dans la crainte de voir une nation rivale s'agrandir de ce territoire auquel sa position géographique donne une importance incomparable, les gouvernements se résolurent à l'intervention.

Leur conduite avait été, pendant les six années qui venaient de s'écouler, préjudiciable à tous leurs intérêts. Au début de la lutte, n'ayant aucun ménagement à garder envers la Turquie, ils pouvaient intervenir sur de larges bases, et créer un État grec fort et libre. Voilà ce que la Russie avait prévu et ce qu'elle avait cherché à éviter. Les gouvernements d'Angleterre, de France, d'Autriche, et de toutes les puissances intéressées, ayant, au nom des principes de la Sainte-Alliance, refusé leur secours au peuple insurgé, avaient laissé les Grecs et les Turcs s'épuiser mutuellement, et de la sorte ils avaient joué le jeu de la Russie. Maintenant, effrayés de la résolution que la Grèce allait prendre, débordés par les peuples, qui s'indignaient du lâche abandon dans lequel on laissait les héroïques Hellènes, ils se décidaient enfin à intervenir. La France et l'Angleterre, d'accord avec la Russie, signèrent, le 6 juillet 1827, un traité en vertu duquel ils proposaient leur médiation à la Porte; un article secret statuait « qu'en cas de refus de sa part, l'indépendance de la Grèce serait reconnue, des agents seraient accrédités auprès du gouvernement grec, et qu'on exigerait des parties belligérantes la cessation des hostilités. » Les Grecs, pour mettre fin à leurs dissensions, donnaient en ce moment la présidence à un ancien ministre d'Alexandre, Jean Capodistrias, Dalmate né à Corfou, et qui, par ses habitudes et ses affections, semblait devoir être dévoué à la Russie. La flotte anglo-française rencontra à Navarin les vaisseaux turcs; et, bien que l'on gardât encore en apparence des ménagements envers la Porte et que les amiraux n'eussent pas emporté l'ordre formel de combattre, les deux flottes se joignirent, et celle des Turcs fut anéantie.

A qui profitait ce nouveau désastre de Tchesmé ? à la Russie. Et, même dans l'enthousiasme passager que causa cette victoire néfaste, il ne manqua pas d'hommes sensés pour dire et répéter que l'on avait vaincu pour elle. Ainsi, tout marchait selon ses vœux ; lorsque l'Europe eût pu créer un empire grec fort et capable de lui faire contre-poids, on s'était abstenu du démêlé turco-grec ; aujourd'hui que la Grèce se constituait sous la présidence d'un ex-ministre russe, on détruisait la flotte turque et on se préparait à faire un petit royaume grec destiné, par sa faiblesse, à servir de satellite à quelque puissant voisin ; et ce voisin ne pouvait être que la Russie, vers laquelle les populations grecques se sentaient attirées par leur communauté de croyances religieuses.

Voilà quels résultats atteignaient en même temps et le gouvernement français avec son horreur des révolutions, et l'Angleterre avec ses jalousies mesquines et les craintes que lui causait la prédilection des Grecs pour la France[1].

On peut dire que la Russie faisait en ce moment aux Turcs une double guerre : unie aux anglo-français, elle contribuait à l'affranchissement de la Grèce, pendant que, sur le Danube, elle poursuivait le redressement de griefs personnels. Ces griefs étaient résumés dans la déclaration de guerre que Nicolas publia dans les premiers mois de 1828 ; il y reprochait à la Porte d'avoir enfreint les stipulations du traité de Bukharest ; d'avoir pris à l'égard de la Russie, dans plusieurs occasions et notamment en 1821, un caractère de provocation et d'inimitié ouverte ; de fermer le Bosphore ; d'enchaîner le commerce de la mer Noire ; d'avoir violé, à l'égard de la Servie, de la Moldavie et de la Valachie, les conventions de 1812 ; d'avoir mis à profit la modération de l'empereur Alexandre pour redoubler d'insolence à l'égard de la Russie, etc. Au moment même où parut ce manifeste, ordre fut donné au maréchal Wittgenstein de passer le Pruth. Bukharest fut immédiatement occupé, et les Russes vinrent mettre le siége devant Braïlof. La prise de cette place leur coûta cher ; le grand-duc Michel, qui commandait en personne, n'y ménagea pas l'armée. A l'exemple de Munnich et de Potemkin, repoussé dans un assaut, il fit remonter ses soldats sur la brèche, et prit ainsi la ville. Vingt à vingt-cinq mille hommes avaient péri en moins de deux mois que dura ce siége.

Plusieurs autres places capitulèrent successivement, et les Turcs concentrèrent leurs forces à Schumla. Il était important de les battre dans cette position, ou du moins de les bloquer de façon à les empêcher de prendre à revers les corps russes qui se porteraient sur Varna. L'empereur voulut en personne se mettre à la tête de l'armée ; on prétend qu'à cette époque, Nicolas, jaloux des lauriers de Napoléon, rêvait à son tour la gloire militaire. Il est certain qu'il avait aussi hérité du goût de Paul Ier pour les parades, les revues, les exercices, et

[1] Les fautes de la politique anglaise et française, ainsi que les espérances et les menées de la Russie, sont nettement indiquées dans l'ouvrage de M. le général de division Pellion : *La Grèce et les Capodistrias* pendant l'occupation française, de 1828 à 1834, Paris, Dumaine, 1855.

il ne craignait pas, comme son frère Constantin, de gâter les uniformes en faisant la guerre. On rencontra les Turcs entre Kishla et Boulanleck; ils se retirèrent, après une résistance opiniâtre, dans leur camp retranché. Les Russes, ne pouvant emporter une position défendue par une armée formidable, cernèrent Schumla du côté de l'est, entre la route de Silistrie et d'Eski-Stamboul. Dans les combats fréquents qui eurent lieu à cette époque, les troupes musulmanes déployèrent un grand courage, et montrèrent ce qu'elles pourraient devenir quand la réforme, entreprise par le sultan Mahmoud, aurait porté ses fruits. Cependant le prince Mentschikof faisait le siége de Varna. L'empereur s'y rendit le 21 juillet. Le petit nombre des troupes russes et l'assiette de cette place lui prouvèrent bientôt que les travaux du siége traîneraient en longueur. D'un autre côté, Silistrie résistait, et sur tous les points l'insuffisance des moyens d'attaque se faisait vivement sentir. L'empereur était retourné à Odessa; et, déjà persuadé qu'une seconde campagne serait nécessaire, il donnait ses ordres dans cette conviction. Au mois d'août, plusieurs combats sanglants firent mieux reconnaître encore combien l'armée russe, disséminée sur un espace si considérable, se trouvait hors d'état d'obtenir des avantages décisifs.

Le 27 août, l'empereur rejoignit son armée devant Varna, et établit son quartier général à bord d'un vaisseau de ligne. La ville, vivement pressée, résista jusqu'au 2 octobre. L'occupation de la Valachie entière suivit la prise de cette ville importante. La saison se trouvait trop avancée à ce moment pour qu'il fût possible de poursuivre ce succès : les troupes russes prirent leurs quartiers d'hiver, et l'empereur retourna à Odessa.

De son côté, Paskevitch battait les Turcs dans l'Asie Mineure. Il s'empara de la forteresse de Kars, dans laquelle il prit cent cinquante pièces de canon; et, par son habileté, sa prévoyance, son activité, il surmonta les difficultés que lui présentaient à la fois l'ennemi, un pays montagneux et les maladies contagieuses. Il franchit le Kour, battit les Turcs, enleva, malgré l'opiniâtreté de leur défense, un camp dans lequel ils s'étaient retranchés, et prit la forte place d'Akhaltzik. Plusieurs villes de moindre importance tombèrent encore en son pouvoir; l'hiver suspendit les hostilités. Ce furent les troupes du sultan qui reprirent l'offensive; les améliorations apportées à la discipline portaient quelques fruits, insuffisants toutefois pour permettre aux soldats turcs de combattre les Russes en rase campagne; ils furent vaincus de nouveau, en même temps la flottille turque du Danube fut détruite, et la Turquie vit s'ouvrir sous les plus fâcheux auspices la campagne de 1829.

Cependant l'Europe entière s'alarmait des succès et surtout des préparatifs de la Russie; l'Autriche, qui voyait cet empire croître démesurément à ses côtés, sollicitait à la fois les cabinets de Londres, de Paris et de Berlin d'employer leur intervention pour sauver la Turquie d'une ruine imminente. Mais M. de Metternich y dépensa inutilement toute son adresse : les puissances européennes

croyaient, avec une imprévoyance sans égale, avoir assez fait en prenant sous leur garantie collective le petit État grec né de l'insurrection, et pensaient pouvoir abandonner impunément la Turquie. Isolé en face de son redoutable ennemi, le sultan Mahmoud déploya une vigueur et une fermeté inaccoutumées. Cent mille hommes, dont plus de quarante mille de troupes régulières, furent mis sur pied, les places fortes reçurent des vivres et des munitions, et Reschid-Pacha, fut placé à la tête de l'armée.

De son côté, Nicolas plaça l'armée sous le commandement de Diebitsch, l'un des hommes qui avaient sa confiance, et lui enjoignit de franchir le Danube. Le passage fut effectué en deux endroits, à Hirsova et à Kalarasch; un corps d'armée cerna Silistrie pendant que le général Roth s'avançait avec sept mille hommes seulement sur Devno. Trente mille Turcs essayèrent de l'arrêter; ils furent battus. Silistrie résistait toujours avec un grand courage : les Turcs, très-inférieurs en plaine aux soldats russes, retrouvaient derrière des murailles toute leur solidité. Cependant Silistrie, après six semaines de siége et vingt-sept jours de tranchée ouverte, pressée de toutes parts, sans espoir de secours, fut obligée de se rendre. Rien n'empêchait plus le passage des Balkans, dont Silistrie est la clef principale ; les généraux russes firent occuper tous les défilés. Ils battirent à Slivno plusieurs détachements ennemis qui essayaient de résister encore; et, poursuivant leur marche victorieuse, ils entrèrent dans Andrinople, où Diebitsch reçut de son maître le surnom de *Zabalkanski*[1] (août 1829).

En Asie, les Russes remportaient des avantages non moins décisifs. Le pacha chargé de la défense d'Erzeroum se trouvait à la tête de cinquante mille hommes; au lieu d'attaquer les Russes en rase campagne et de profiter de sa supériorité numérique, il eut la déplorable idée de perdre un temps précieux au siége des places fortes dont Paskevitch s'était emparé dans la précédente campagne. Ses corps, isolés les uns des autres, furent battus, et les efforts d'une armée tout à fait inhabile dans l'art des siéges vinrent échouer devant Akhaltzik. Le pacha de Trébizonde fut défait de son côté; Paskevitch eut le temps de faire venir d'Erivan des renforts qui lui permirent de reprendre l'offensive. Il se dirigea, à marches forcées, vers les monts de Saganlouk, fit en une nuit trente verstes par des chemins qui semblaient impraticables, tourna l'armée ennemie, et tomba sur son flanc pendant que ses généraux l'attaquaient en tête. Une bataille fut livrée au village de Kainli, et les Turcs se retirèrent en désordre dans les gorges du Saganlouk. Une seconde victoire remportée sur la principale armée turque, et dans laquelle les Russes prirent dix-neuf canons et firent douze cents prisonniers, les mena sous les murs d'Erzeroum. La place capitula le 27 juin, et livra des approvisionnements considérables. Baïbour, ville importante par sa situation dans le voisinage des grandes mines de cuivre de l'Asie Mineure, tomba au pou-

[1] *Histoire du comte Paskevitch d'Erivan*, par J. Tolstoy. — *La Russie*, par M. Chopin, t. II.

voir des Russes; mais une attaque sur Trébizonde échoua, un des généraux de Paskevitch y fut tué, et les Turcs rentrèrent dans Baïbour. Paskevitch accourut en personne, reprit cette place ; il allait à son tour marcher sur Trébizonde, lorsqu'il apprit que la paix venait d'être signée à Andrinople.

Cette paix, qui arrêtait Paskevitch au milieu de ses victoires, semblait de la part de Nicolas le résultat d'une grande modération; en effet, l'empereur restituait à la Turquie la Moldavie, la Valachie et toutes les places qu'il lui avait prises. Par l'article 3, le Pruth continuait à servir de frontière entre les deux empires, non toutefois sans une modification : « De la jonction de cette rivière avec le Danube, la ligne frontière suivra le cours du fleuve jusqu'à l'embouchure de Saint-Georges. De sorte que, laissant toutes les îles formées par les divers bras de ce fleuve en possession de la Russie, la rive droite restera, comme par le passé, en possession de la Porte ottomane. Cependant, il est convenu que cette rive droite restera inhabitée depuis le point où le bras de Saint-Georges se sépare de celui de Soulina à une distance de deux heures du fleuve, et qu'aucun établissement n'y sera formé, non plus que sur les îles qui resteront au pouvoir de la Russie; et, à l'exception des quarantaines qui pourront y être établies, il ne sera permis d'y faire aucun autre établissement. Les bâtiments marchands des deux puissances auront la faculté de parcourir le Danube dans tout son cours; et ceux qui porteront le pavillon ottoman auront libre entrée dans les embouchures de Kili et Soulina, celle de Saint-Georges restant commune aux navires de guerre et bâtiments marchands des deux puissances contractantes. Mais les navires de guerre russes, lorsqu'ils remonteront le Danube, n'avanceront pas au delà du point de sa jonction avec le Pruth. » Ainsi par ces nouvelles dispositions, la Russie était mise en possession des bouches du Danube.

L'article 4 règle les conditions relatives à l'Asie Mineure. Les limites des provinces russes du Caucase sont reculées au midi jusqu'aux places fortes d'Akhaltzik et de Khalinanik. Kars, Erzerdum, Bajazet, sont restitués à la Porte.— Les articles suivants consacrent le droit de protection de la Russie à l'égard des chrétiens des principautés danubiennes, règlent les priviléges commerciaux accordés aux sujets et aux vaisseaux russes. La Porte s'y engage « à veiller soigneusement à ce que le commerce et la navigation de la mer Noire soient dégagés de toute entrave; elle reconnaît et déclare le canal de Constantinople et le détroit des Dardanelles ouverts à tous les bâtiments des nations en paix avec elle. » Le traité conclu à Londres, le 6 juillet 1827, entre la Russie, l'Angleterre et la France pour l'affranchissement des Grecs, obtient l'entière adhésion du sultan. Enfin deux indemnités sont fixées : l'une, destinée à dédommager le commerce russe des pertes qu'il a éprouvées depuis 1806 par le mauvais vouloir de la Turquie; celle-ci est fixée à un million et demi de ducats; l'autre, pour payer les frais de la guerre, à dix millions de ducats de Hollande.

Dans l'acte séparé concernant les principautés, il était dit que les villes turques

situées sur la rive gauche du Danube, Tournovo, Giurgevo, Braïlof et leur territoire, seraient réunis à la Valachie, et que leurs fortifications seraient rasées, notamment celles de Giurgevo. On voit que Nicolas songeait déjà à se préparer un facile retour dans ces provinces.

Tel est en substance le traité d'Andrinople, 2-14 septembre 1829. Nicolas prit occasion des nombreuses restitutions de territoire accordées à la Porte après les victoires de Paskevitch et de Diebitch, pour faire vanter par toute l'Europe la modération de sa politique. En effet, malgré les avantages considérables que la Russie retirait de ce traité, il s'y présentait un phénomène tout à fait nouveau : c'était de la voir mettre un terme volontaire à ses victoires, et s'arrêter en Europe sur le chemin de Constantinople, en Asie sous les murs de Trébizonde. Des documents publiés à quelques années de là dans le recueil dont nous avons déjà fait mention, *le Portofolio*, éclaircirent ce fait en apparence si singulier : la Russie s'était arrêtée sur le chemin de ses victoires, parce qu'il ne lui était pas possible de continuer la guerre, tant les épidémies et la famine, résultant d'une mauvaise administration militaire, avaient causé de ravages dans son armée : quarante mille hommes seulement avaient pu franchir les Balkans, et plus de dix mille d'entre eux avaient péri en quelques jours. « Les Russes, dit la pièce que nous venons de citer, se ressentaient cruellement de l'effet des maladies qui n'atteignaient pas les Turcs, probablement à cause de leur pratique religieuse d'ablutions continuelles. « A Bukharest, le médecin en chef convenait de la perte de douze mille hommes morts de la peste. A Varna, les officiers russes estimaient leurs pertes à dix mille hommes. A Silistrie, la mortalité était terrible. A Andrinople, six mille malades moururent tous au bout de trois mois. La perte des Russes, dans les deux campagnes, fut de cent quarante mille hommes et de cinquante mille chevaux [1]. »

Pour le moment, il convenait d'autant mieux à Nicolas de se contenter des stipulations d'Andrinople, que la Pologne ne cessait, depuis son avénement, de fixer son attention et de lui causer de graves préoccupations.

Nous avons laissé ce royaume en 1818, au moment où Alexandre venait de lui accorder une constitution. Des deux chefs donnés à la Pologne, Zaïonczef, lieutenant général du royaume, et Constantin, le premier n'était qu'une vaine image; au second seul, commandant de l'armée, appartenait le pouvoir efficace et réel. Nous avons vu comment Constantin s'attacha à la Pologne par son mariage avec Jeanne Grudzinska; il se plut à former et à discipliner son armée, et à répandre dans le pays une prospérité matérielle qui ne peut être niée, puisque c'est un historien polonais hostile à la Russie qui la signale lui-même. « En moins de dix ans, dit-il, des routes, que l'on pourrait comparer aux voies romaines, sillonnèrent dans tous les sens le royaume à travers les forêts, les marécages et les

[1] *Portofolio*, t. VI, p. 26.

sables rebelles, depuis un temps immémorial, à tous les efforts de l'industrie humaine.

« La capitale, peuplée de cent quatre-vingt mille âmes, resplendissait de luxe et d'élégance. Architecture, sculpture, génie, tout se disputait le privilége d'embellir l'antique Varsovie. Les théâtres, les palais, les casernes, les monuments, les promenades, les places et les rues, sortaient comme par enchantement du chaos où les avait enfouis, sous la république, un mélange bizarre de faste et de misère... Les provinces se peuplaient et se couvraient de villes et de manufactures... Un ministre économe, industrieux, remplissait les caisses de l'État et affermissait le crédit national. Les revenus du royaume s'élevaient à quatre-vingt-dix millions de florins polonais; la banque contenait un capital de cent cinquante millions, et le trésor une réserve de trente millions.

« La population s'était prodigieusement accrue dans les huit palatinats du royaume; on y comptait plus de quatre millions d'âmes. Une armée de trente-cinq mille hommes complétait sa puissance matérielle. Le commerce, ce vieil objet d'antipathie d'un peuple turbulent, guerrier et agricole, commençait à enrichir les particuliers et les masses [1]. »

Mais ce bien-être, si nouveau pour la Pologne et si inespéré, n'était pas ce qui la touchait le plus : avant tout, elle était jalouse de son indépendance comme nation et de ses priviléges constitutionnels, et elle reprochait à la Russie d'entraver les études libérales, d'enchaîner la presse, d'introduire dans ses provinces les vexations d'une police tracassière et minutieuse. De là une mutuelle aigreur entre les Polonais et leur gouvernement étranger; une opposition se manifesta dans la diète de 1822; celle de 1824 ne fut pas réunie; et, par ordonnance royale de février 1825, la publicité des débats fut supprimée pour l'avenir. Des sociétés secrètes s'organisèrent alors, et les patriotes résolurent de demander à l'insurrection la liberté qu'ils attendaient vainement de la Russie.

Dès 1820, quelques associations s'étaient formées à Vilna, où le professeur Lelewel entretenait et réchauffait l'esprit national. Peu après, la société des *Philarètes*, amis de la vertu, se forma sous la direction de l'étudiant Thomas Zan et du jeune Adam Mickiewicz, poëte destiné à une juste célébrité. L'année suivante, l'association des *Faucheurs* fut fondée par le général Uminski; en même temps, les membres de l'ancien ordre maçonnique, récemment interdit par ukase, réunirent à Varsovie les premiers éléments d'une société patriotique. L'un des principaux chefs de cette société, Lukaziski, dénoncé à Constantin, fut saisi et condamné à sept années de travaux forcés. On dit qu'il fut soumis aux tortures les plus cruelles; il resta également insensible aux prières et aux menaces, et refusa de rien révéler. Malgré la perte de son chef, la société continua à subsister et à s'étendre. En 1824, elle eut quelques relations avec la société du midi orga-

[1] Louis Mieroslawski, *Histoire de la révolution de Pologne.*

nisée par Pestel. Celui-ci comprit toute l'importance d'un mouvement dans la Pologne pendant qu'il soulèverait l'armée, et, réciproquement, les Polonais espérèrent profiter de l'embarras que causerait à l'empire la vaste insurrection des sociétés du nord et du midi. Pestel, le futur dictateur de la Russie, s'engageait à rendre la Pologne à elle-même : la société patriotique se bornait à réclamer les limites antérieures au second partage. Ainsi la Russie et la Pologne menaçaient à la fois les tsars : celle-ci se soulevait au nom de son indépendance, celle-là au nom d'une liberté chimérique et d'institutions pour lesquelles elle n'était pas faite encore.

Nous avons dit comment l'arrestation de Pestel fit avorter le mouvement des sociétés secrètes du midi. La Pologne ne bougea pas; elle se réservait. Mais Nicolas avait eu connaissance de sa participation dans le complot. Toutefois la mésintelligence n'éclata pas encore entre les sujets et le nouveau souverain. Le 12-24 décembre, l'avant-veille du soulèvement qui eut lieu à Pétersbourg, Nicolas signifia à la Pologne son avénement par une proclamation : on y remarquait ce passage : « Polonais! Nous avons déjà déclaré que notre désir invariable est que notre gouvernement soit une continuation de celui de l'empereur Alexandre Ier de glorieuse mémoire, et nous vous déclarons en conséquence que les institutions qu'il vous a données resteront sans aucun changement. En conséquence, je promets et je jure devant Dieu que j'observerai l'acte constitutionnel et que je mettrai tous mes soins à en maintenir l'observation. » Tels étaient les rapports de Nicolas avec la Pologne; occupé des affaires de Perse, de Grèce et de Turquie, il laissa ce royaume végéter pendant cinq années; de leur côté, les Polonais, voyant mieux chaque jour combien leur position était fausse et instable, continuèrent à organiser leurs sociétés secrètes et à préparer la révolte. La constitution accordée par Alexandre était impossible, elle ne portait en elle aucun élément de vie. La Pologne n'avait pas d'autre alternative : ou recouvrer par les armes sa nationalité complète, ou cesser entièrement de vivre.

Telle était la situation du royaume lorsque les révolutions de juillet, à Paris, et de septembre, en Belgique, embrasèrent l'Europe. La Pologne crut le moment venu pour elle. En dépit des investigations d'une police minutieuse, les sociétés avaient étendu leur réseau à toutes les provinces, la conspiration était partout. En apprenant que le souffle populaire avait renversé en France l'œuvre de la coalition et jeté dans l'exil les protégés de la Sainte-Alliance, Nicolas décida de se mettre à la tête des souverains pour marcher sur la France et en finir avec cette terre des révolutions. Mais que faire des quarante mille Polonais disciplinés, organisés par Constantin? Les conduire en France, ils feraient défection; les laisser sur les derrières de la coalition n'était pas un moindre danger. On résolut de les disséminer dans les armées russes et autrichiennes. Ce fut là le prétexte, certainement très-légitime de la grande insurrection polonaise, de la révolution du 29 novembre.

Le soulèvement éclata à Vars avec beaucoup d'ensemble et d'à-propos; les chasseurs à pied et les élèves de l'université se saisissent de l'arsenal et se portent à la demeure de Constantin. Le grand-duc n'a que le temps de fuir dans les jardins de son palais : deux de ses serviteurs sont tués dans ses appartements. Les troupes russes, lancées aussitôt sur les insurgés, les refoulent, mais la ville s'est éveillée au bruit de la mousqueterie, Varsovie entière se lève, et la Pologne est en feu. Les principaux ministres et officiers de Constantin tombent sous le coup de la vengeance populaire; les Russes sont accablés par le nombre; Constantin, accompagné de l'ambassadeur de Prusse, sort furtivement des jardins où il était caché, et quitte la ville. Varsovie se crut libre; mais des chefs manquaient encore à l'insurrection. L'aristocratie n'avait pas préparé le mouvement et elle l'accueillit sans enthousiasme; toutefois plusieurs généraux et les héritiers des grands noms de la Pologne s'y laissèrent entraîner. Mieux eût valu que la plupart d'entre eux fussent restés en dehors de la révolution, car ils y apportèrent une tiédeur qui lui fut fatale, et par la suite quelques-uns d'entre eux n'eurent pas honte de déserter la cause nationale.

L'homme dans lequel la multitude avait le plus de confiance, était Chlopicki, brave soldat, élevé à l'école de Kosciuszko et compagnon d'armes de Dombrowski. Il avait une réputation méritée de talent et d'intrépidité; rentré en Pologne en 1815, il s'était montré attaché à la constitution, et récemment il avait mérité par ses sentiments patriotiques la disgrâce de Constantin. Mais il manquait d'enthousiasme, et n'était surtout guère propre à improviser et à diriger les ressources d'une insurrection. Chlopicki fut nommé général en chef, et un conseil s'organisa pour l'assister. Par malheur, les dissensions y naquirent dès le premier jour : la Pologne était encore, comme au temps des deux partages, le peuple héroïque et léger qui voulait être libre et qui ne savait pas vivre avec la liberté. Les nobles, plus circonspects, se rattachaient à cette constitution bâtarde de 1815, dont cependant on venait, pendant quinze ans, de faire une si déplorable expérience; ils prétendaient garder encore quelques ménagements envers la Russie. Quant aux représentants du parti populaire, ils étaient républicains; ils voulaient propager le feu de la révolution dans toutes les provinces polonaises, mettant leur espérance dans le secours des révolutionnaires d'occident, mais avant tout comptant sur eux-mêmes. Les résolutions énergiques, dont seuls ils étaient capables, auraient peut-être sauvé la Pologne; on ne s'y arrêta pas; dès lors cette nation pouvait faire une fin héroïque : elle était destinée à périr.

En effet, au lieu d'organiser ses forces et de tout préparer pour une lutte sans merci, le conseil perdit le temps à prendre des demi-mesures. Une députation alla trouver Constantin, retiré à peu de distance de Varsovie, dans la ville de Mokotow, et l'autorisa à regagner la frontière, avec plusieurs mille hommes de la garde russe qui l'accompagnaient, avec ses bagages et ses canons, à la condition qu'il engagerait son frère Nicolas à respecter les promesses faites à

la Pologne par Alexandre, et à donner des garanties pour l'avenir. Le grand-duc, trop heureux d'en être quitte à cette condition, promit tout ce qu'on lui demandait et s'engagea même à intercéder pour les coupables. Les représentants s'indignèrent de cette expression. « Il n'y a pas de coupables, s'écria l'un d'eux, il n'y a que des vainqueurs! »

Ce n'était là ni une soumission, ni une révolution hardie et complète. Les fautes ne furent pas moindres lorsqu'il s'agit d'organiser les forces nationales. Chlopicki, sans comprendre quel parti il pouvait tirer du courage spontané des Polonais et de l'enthousiasme populaire, persista dans l'idée mesquine de n'utiliser que les bataillons organisés : c'était réduire la révolution à une guerre de stratégie, dans laquelle, en face de l'immense supériorité numérique des Russes, on devait, malgré les plus héroïques efforts, finir par succomber. Toutefois l'impulsion communiquée à tous les pays polonais, par la journée du 29 novembre, donnait à l'insurrection d'heureuses apparences. La ville de Modlin venait d'être évacuée par les Russes; les arsenaux, les magasins, les caisses de l'État s'emplissaient, grâce à la généreuse abnégation des particuliers. En dehors des factions, qui commençaient à se dessiner, la Pologne présentait, par son dévouement, son enivrement patriotique, un merveilleux spectacle : « On vit, dit Mieroslawski, l'historien de cette révolution, de jeunes enthousiastes se présenter armés et suivis de plusieurs soldats équipés à leurs frais, abandonner toute leur fortune, et faire vœu de chasteté pour n'avoir pas d'héritiers à déposséder. Les officiers offraient les deux tiers de leur solde, leurs cordons, leurs épaulettes, leurs aigles, les boutons de leurs habits. Les riches propriétaires équipaient et soldaient des escadrons. Quelques-uns partagèrent leurs vastes domaines entre leurs fermiers, à condition qu'ils se battraient pour l'indépendance. Les curés des campagnes, accompagnés de toute la paroisse armée, portaient les dépouilles des églises aux receveurs du district... On ne laissait dans les clochers qu'une cloche pour sonner le tocsin; on envoyait les autres aux fonderies de canons, et les prêtres étaient les premiers à dévaster les églises pour armer et nourrir les défenseurs de la patrie. »

Ce fut à ce moment que Chlopicki, sous prétexte de donner plus de force et d'unité au mouvement, supprima le conseil, dans le sein duquel venaient d'ailleurs de se manifester de fâcheux désaccords, et se proclama dictateur. On croyait à une suite de mesures vigoureuses : loin de là, le dictateur envoya à l'empereur deux négociateurs, Lubecki et Jesierski; le premier était justement suspect d'attachement à la Russie. Les bases de l'arrangement proposé se trouvaient à la fois insuffisantes pour la Pologne et inacceptables pour l'empereur; elles portaient : l'expulsion des troupes moscovites du territoire polonais, la réunion des provinces lithuaniennes et russiennes aux huit palatinats reconstitués en royaume par la constitution de 1815; enfin des garanties pour cette constitution. A des patriotes qui lui représentaient que le salut de la nation se

trouvait uniquement dans la guerre, Chlopicki répondit que sa mission se bornait à protéger les limites du royaume de 1815. Sur ces entrefaites, la diète se réunit.

La Russie, de son côté, préparait toutes ses forces pour accabler cette Pologne qu'elle considérait comme une province rebelle. Nicolas rejeta avec dédain les propositions du dictateur. La paix avec la Perse et la Turquie lui permettait de diriger son armée entière à l'occident de l'empire; la Prusse et l'Autriche, inquiètes l'une pour la Posnanie, l'autre pour la Gallicie, restaient dans les termes d'une neutralité favorable à l'oppresseur; la France, habituée à voir mourir la Pologne sans lui porter secours, reculait devant les conséquences d'une guerre révolutionnaire, et se bornait, comme en 1773 et en 1793, à des témoignages de sympathie stérile; l'Angleterre commençait à détester profondément la Russie, dont elle rencontrait partout les intérêts en opposition avec les siens, mais elle s'intéressait peu aux Polonais. La Pologne était donc réduite à ses seules ressoures, heureuse si au moment où elle allait dépenser plus de courage, plus d'héroïsme encore qu'au temps de Kosciuszko, elle eût pu, s'inspirant des leçons cruelles du passé, faire trêve aux discordes, cause première de sa ruine. Au moment où l'action allait s'engager, de nouveaux démêlés s'élevèrent entre le dictateur et Lelewel, représentant du parti énergique et populaire. Chlopicki essaya de frapper un coup d'autorité en faisant arrêter Lelewel et quelques-uns de ses partisans; le peuple exigea qu'on les remît en liberté. Désertant alors un poste qu'il n'aurait jamais dû accepter, Chlopicki donna sa démission en déclarant qu'il regardait la résistance comme impossible, et que le mieux était de recourir à la clémence du souverain.

La diète assemblée donna le titre de généralissime au prince Radziwill; on venait d'apprendre que Nicolas se refusait à tout accommodement, et que Diebitch s'avançait à la tête d'une armée formidable. Il n'y avait plus de conciliation à espérer : le parti énergique prit le dessus. La déchéance du tsar, l'indépendance de la Pologne, furent proclamées, et une sorte de directoire, composé de cinq membres irresponsables, fut provisoirement chargé du gouvernement. Les cinq directeurs étaient : Lelewel, représentant du parti républicain; Czartoryski et Barzykowski, nommés par le parti monarchique ; Vincent Niemoïowski et Morawski, constitutionnels, c'est-à-dire attachés à cette charte impossible et funeste de 1815. Czartoryski fut élevé à la présidence.

Au commencement de février, cent mille Russes, répartis sur une vaste ligne, des sources du Bug à l'embouchure du Niémen, s'avancèrent simultanément dans la direction de Varsovie. Partout les paysans fuyaient devant cette invasion et accouraient se placer sous la protection de l'armée nationale. Par suite d'une déplorable inadvertance, le gouvernement polonais avait fait établir des magasins considérables entre le Niémen, le Bug et la Vistule, comme s'il eût résolu de prendre l'offensive; et comme il n'en fit rien, ces approvisionnements tombèrent

au pouvoir de l'ennemi. A la faveur de leur immense supériorité numérique, les Russes eurent l'avantage dans deux combats livrés à Dobré et à Okuniew. A Wawer, où fut livrée une bataille de deux jours, dans laquelle quarante-cinq mille Polonais résistèrent à soixante-dix mille Russes, les deux armées conservèrent leurs positions.

Les représentants de la Pologne se déclarèrent en permanence, et rendirent le décret suivant : *Là est la patrie où trente-trois nonces et onze sénateurs siégeront pour délibérer sur son sort.* On était convenu d'un armistice de quelques jours pour donner la sépulture aux victimes de cette sanglante affaire ; Diebitch sut mettre ce temps à profit, et de nombreux renforts lui furent amenés par le grand-duc Constantin en personne. Dans le palatinat de Lublin, le général Dwernicki venait de remporter un avantage signalé ; se jetant avec audace entre les deux corps d'armée qui formaient l'aile gauche des Russes, il les avait successivement battus. Mais, sous Varsovie, la position des Polonais était critique : la sanglante bataille de Wawer avait laissé l'armée nationale affaiblie, et Diebitch continuait à s'avancer à la tête de son armée renforcée. Trompés par d'habiles manœuvres des généraux russes, et placés dans une fausse position, les Polonais semblaient devoir être écrasés à Grochow, sous les murs mêmes du faubourg de Praga, de funèbre mémoire. Mais ils sortirent de ce mauvais pas à force d'héroïsme ; les Russes furent arrêtés au milieu de leur victoire par la cavalerie polonaise. Dans cette journée, tous firent leur devoir, et Chlopicki, grièvement blessé, racheta comme général les fautes que sa faiblesse lui avait fait commettre comme dictateur. Quant à Dwernicki, il continuait à battre les lieutenants de Diebitch dans les palatinats de Sandomir et de Lublin. Cependant, un changement eut lieu à la tête de l'État : Radziwill se déclara incapable de conserver le rôle de généralissime ; Chlopicki blessé ne pouvait le remplacer ou le seconder, comme il avait fait jusqu'alors ; Skrzynecki fut choisi pour le remplacer. C'était un militaire brave sur le champ de bataille, mais peu capable de diriger des masses et d'inspirer de la confiance aux soldats ; de plus, il appartenait au parti de la conciliation et avait peu d'espoir dans le succès de la révolution. Après la journée de Grochow, Diebitch s'était replié dans la direction de Minsk, puis il avait reparu sur les bords de la Vistule, et menaçait, après la débâcle qui eut lieu le 11 mars, de passer ce fleuve. Le nouveau généralissime se pressa de se porter à sa rencontre, pour empêcher l'exécution de ce dessein. Habilement secondé par l'un de ses principaux officiers, Prondzinski, qui fut l'un des héros de cette insurrection, il bat coup sur coup les Russes à Milolna et à Kaluszin. Prondzinski remporte une troisième victoire à Iganié, et Diebitch fut obligé de renoncer au passage de la Vistule.

Ce fut là le seul avantage qui résulta de tant de succès : malgré les défaites de ses généraux, Diebitch resta en présence de l'armée polonaise, attendant, pour engager une bataille ou se retirer, selon les circonstances, des nouvelles de l'insurrection des provinces. Le brave Dwernicki avait essayé sans succès de soulever

la Volhynie, puis la Podolie; coupé de la grande armée, il avait été rejeté sur le territoire autrichien et obligé de cesser une lutte trop disproportionnée. La Lithuanie et la Samogitie s'étaient, de leur côté, soulevées à cause même des vexations que les Russes y multipliaient dans le but de prévenir la révolte; à défaut d'organisation militaire, les paysans faisaient la guerre de partisans : ils étaient mal armés, mal commandés, mais pleins de bonne volonté, et les mots patrie et liberté produisaient sur ces pauvres gens un effet magique. Par malheur, là, comme en Pologne, les nobles et les riches n'étaient pas animés de l'ardeur et du dévouement des masses : le peuple faisait sans murmurer le sacrifice de son sang; l'aristocratie redoutait la perte de ses biens et de ses dignités. Ce qui manqua à cette révolution de 1830, d'une extrémité à l'autre de l'ancien royaume polonais, ce furent les chefs. Partout les hommes des campagnes, les bourgeois, la petite noblesse, se montrèrent pleins de cœur; mais nul ne se leva du milieu d'eux pour donner une direction salutaire à ces généreux élans, pour rendre fécond le sang qui arrosait une dernière fois le sol de la patrie. Le généralissime négligea l'occasion d'accabler le grand-duc Michel, accouru à la tête de vingt mille hommes de la garde, et opéra divers mouvements d'offensive avec une mollesse qui en compromit tout le succès. Il se fit battre, par la faute de ses dispositions, à Ostrolenka; l'armée polonaise y eût été exterminée, sans le général Bem qui, avec l'artillerie, arrêta les Russes, et permit aux débris de ses bataillons d'opérer leur retraite sur Varsovie.

Les combats, les victoires et la désastreuse défaite d'Ostrolenka, avaient considérablement réduit les forces des Polonais. Malgré la démarche du sénat et des quintumvirs, qui se rendirent au-devant du généralissime pour lui déclarer qu'il avait bien agi et qu'il n'avait pas perdu la confiance de la nation, le découragement avait pénétré dans bien des cœurs. Heureusement pour les Polonais, le choléra exerçait de grands ravages dans les rangs de leurs ennemis, et Diebitch mourut subitement. Le grand-duc Constantin eut le même sort très-peu de temps après; il y eut à ce moment comme un armistice tacite entre l'armée d'invasion et les Polonais. Ce repos ne fut pas de longue durée. Nicolas voulait, et pour l'Europe et pour la Russie, vaincre à tout prix. Il envoya Orlof à Berlin, pour demander au roi de Prusse l'autorisation, qui lui fut facilement accordée, d'étendre ses manœuvres au territoire prussien et de s'approvisionner par Thorn, Kœnigsberg et Dantzick. En même temps, le grand homme de guerre de la Russie, le vainqueur des Persans et des Turcs, Paskevitch, était envoyé, à la tête de renforts considérables, pour remplacer Diebitch.

Paskevitch fut rendu à Pulstuck dans les premiers jours de juillet; il communiqua plus d'ensemble et de rapidité aux mouvements de son armée. Skrzynecki ne sut pas profiter des embarras du premier moment pour attaquer avec vigueur son redoutable ennnemi, et il le laissa concentrer ses forces sous prétexte qu'une défaite en bataille rangée ruinerait les affaires de la Pologne.

Son inaction était bien plus pernicieuse encore. Il se contenta de transférer son quartier général un peu au nord de Varsovie, à Modlin, au confluent du Bug et de la Vistule. Le 8 juillet, l'armée russe se porta en masse sur Plock, puis sur Lipno, remontant la rive droite du fleuve, qu'elle franchit au village d'Osieck. De la sorte, Paskevitch tournait le généralissime. Celui-ci, toujours circonspect, toujours indécis, perdait un temps précieux; ses lieutenants l'accusèrent d'impéritie et le firent comparaître devant un conseil, composé de députés et de membres du gouvernement; là, il s'engagea à combattre dans trois jours, puisqu'on l'exigeait, mais en déclinant la responsabilité de l'événement. Il concentra alors son armée et la fit avancer sur la Bzura. Les Russes se lancèrent à sa rencontre, et traversèrent cette rivière le 3 août. On s'attendait à un engagement : le Polonais se replia sur Varsovie, attendant pour livrer cette bataille si impatiemment invoquée, que les Russes l'entourassent de toutes parts. Le peuple cria hautement à la trahison. Le généralissime ne trahissait pas; mais il désespérait du salut à main armée; comme Adam Czartoryski et la plupart des plus illustres Polonais de cette révolution, il se rattachait aux idées monarchiques et avait la faiblesse de croire à un accommodement avec la Russie, et au succès de l'intervention diplomatique promise par la France. Un homme pouvait peut-être encore sauver la Pologne, c'était Dembinski : le brave général refusa, par les plus honorables scrupules, de remplacer le généralissime, qu'il croyait en butte à des haines personnelles. Sur ces entrefaites, on apprit que le général russe Rudiger avait passé la Vistule au sud de Varsovie; cette ville était ainsi complétement investie et coupée de l'insurrection des provinces. Le parti patriotique cria de nouveau à la trahison; le généralissime comparut pour la seconde fois devant une commission d'enquête et donna sa démission.

Le temps s'écoulait au milieu de ces agitations; on était au 14 août, et Paskevitch avançait toujours, enfermant les Polonais dans un cercle de fer. L'armée nationale était sans chef : l'élection de Dembinski, porté au commandement, n'avait pas été ratifiée par le peuple; Prondzinski, ce jeune officier de talent qui avait révélé dans cette guerre une habileté et un coup d'œil remarquables, déclina la responsabilité du grade suprême; le canon russe grondait presque aux barrières, les divisions polonaises battaient en retraite devant les colonnes de l'ennemi, et la confusion était dans Varsovie; la guerre civile s'allumait, le peuple accusait ses chefs; on entendait retentir les cris : « Mort aux traîtres et aux aristocrates! Vive la liberté! » Plusieurs officiers et fonctionnaires accusés de complot ou de trahison, furent tirés de leurs cachots et massacrés. Ce fut là le signal d'affreux excès. Tout ce qu'il y avait, dans une ville en révolution, de brigands, d'assassins, de lâches et de véritables traîtres à la patrie, promenèrent dans Varsovie la terreur et le meurtre, menaçant les aristocrates de la mort et les établissements publics du pillage. Le gouvernement abdiqua, le ministère se désorganisa; et ce fut Krukowiecki, l'un des meneurs du peuple, qui se saisit du pouvoir. Telle

fut cette désastreuse journée du 15 août, qui eût suffi à perdre la Pologne, quand même l'ennemi n'eût pas été sous les murs de la capitale.

Krukowiecki eut le triste avantage d'en sortir commandant de la ville, puis président du conseil des ministres, charge destinée à remplacer le quintumvirat. Il convoqua le 19 un grand conseil de guerre. Trois projets furent proposés : livrer bataille dans les plaines de Wola ; se jeter en Lithuanie, en abandonnant la ville, et y transporter la guerre ; approvisionner Varsovie, et la défendre pied à pied. Ce dernier avis prévalut. Mais beaucoup de points étaient mal fortifiés, et le périmètre des remparts était trop vaste pour le petit nombre des défenseurs survivant aux désastres de l'armée polonaise.

Ainsi Paskevitch, sans avoir livré de grandes batailles, et par le seul avantage que lui donnaient les dissensions de ses adversaires, se trouvait sous Varsovie prêt à réduire cette grande ville. Le 4 septembre, dans le but d'éviter l'effusion du sang, il fit sommer les habitants d'ouvrir leurs portes. Ceux-ci ne voulaient traiter que sur les bases du manifeste de la révolution ; l'attaque commença le surlendemain. Les derniers défenseurs de Varsovie déployèrent un grand courage ; l'artillerie, dirigée par Bem, causa les plus grands ravages dans les rangs de l'ennemi, mais sans pouvoir l'empêcher de s'établir dans la première enceinte.

Le lendemain 7, la lutte fut reprise avec plus d'acharnement ; Paskevitch eut un cheval tué sous lui et fut blessé ; les Polonais combattaient avec l'énergie du désespoir ; enfin le feu prit aux faubourgs, et refoula les défenseurs dans la ville. Toute résistance devenant alors impossible, Krukowiecki fut autorisé à traiter. Paskewitch, ne voulut accepter qu'une reddition pure et simple, et fit écrire à l'empereur la lettre suivante par le président : « Sire, chargé dans ce moment même du pouvoir de parler à Votre Majesté Impériale et Royale au nom de la nation polonaise, je m'adresse, par Son Excellence monseigneur le comte Paskevitch d'Erivan, à votre cœur paternel.

« En se soumettant sans aucune condition à Votre Majesté notre roi, la nation polonaise sait qu'elle seule est à même de faire oublier le passé, et de guérir les plaies profondes qui ont déchiré ma patrie. »

L'armée, réduite à environ vingt mille hommes, s'était retirée sur Modlin ; le général russe la fit envelopper et lui imposa les mêmes conditions de soumission absolue qu'à la capitale ; il fallut les subir. Le 5 octobre 1831, les derniers soldats posèrent les armes. Le meurtre et l'on peut dire aussi le suicide de la Pologne étaient consommés.

Alors commença, d'une part, cette émigration qui répandit les débris de la nationalité polonaise en Allemagne, en Angleterre, en France ; de l'autre, la dure oppression par laquelle Nicolas voulait à jamais anéantir l'esprit polonais et assimiler le royaume, longtemps rival de la Russie, à ses provinces héréditaires. Les débris de l'armée nationale, incorporés dans l'armée russe, furent envoyés au Caucase. Une citadelle, destinée à foudroyer Varsovie, s'éleva au-dessus des

murailles de l'ancienne capitale; tout vestige de constitution, tout souvenir d'indépendance fut anéanti. En 1833, une nouvelle insurrection essaya d'embrasser le sol polonais; elle fut étouffée dans le sang. Avec un calme, avec une inflexible persévérance, Nicolas poursuivait son œuvre d'extermination. Depuis deux cents ans, la Pologne n'avait pas su vivre; mais elle était deux fois tombée si héroïquement, qu'à chaque mouvement on pouvait craindre de voir ses tronçons se rejoindre. L'autocrate frappait, frappait sans relâche. L'usage de la langue nationale fut interdit, l'éducation devint exclusivement russe, les levées polonaises furent envoyées chaque année à l'autre bout de l'empire, les soldats russes s'établirent dans toutes les villes du royaume. Des paroles célèbres, que Nicolas adressa en 1835 à une députation qu'il s'était fait envoyer par Varsovie, peignent à la fois la hauteur de son caractère et l'état de sujétion dans lequel il tenait la Pologne.

« Je sais, messieurs, dit-il aux députés, que vous avez voulu me parler; je connais même le contenu de votre discours, et c'est pour vous épargner un mensonge que je ne désire pas qu'il me soit prononcé. Oui, messieurs, c'est pour vous épargner un mensonge, car je sais que vos sentiments ne sont pas tels que vous voluez me le faire accroire.

« Et comment pourrais-je y ajouter foi, quand vous m'avez tenu ce même langage la veille de la révolution!

« N'est-ce pas vous-mêmes qui me parliez, il y a cinq ans, il y a huit ans, de fidélité, de dévouement, et qui me faisiez les plus belles protestations d'attachement? Quelques jours après, vous avez brisé vos serments, vous avez commis des actions horribles.

« L'empereur Alexandre, qui avait fait pour vous plus qu'un empereur de Russie n'aurait dû faire, qui vous a comblés de bienfaits, qui vous a favorisés plus que ses propres sujets, et vous a rendus la nation la plus florissante et la plus heureuse, l'empereur Alexandre a été payé de la plus noire ingratitude.

« Vous n'avez jamais pu vous contenter de la position la plus avantageuse, et vous avez fini par détruire vous-mêmes votre bonheur. Je vous dis ici la vérité pour éclairer notre position mutuelle, et pour que vous sachiez bien à quoi vous en tenir; car je vous vois et je vous parle pour la première fois depuis les troubles.

« Messieurs, il faut des actions et non des paroles; il faut que le repentir vienne du cœur. Je vous parle sans m'échauffer; vous voyez que je suis calme; je n'ai pas de rancune, et je vous ferai du bien malgré vous. Le maréchal que voici remplit mes intentions, me seconde dans mes vues, et pense aussi à votre bien-être (à ces mots, les membres de la députation saluent le maréchal). Eh bien, messieurs, que signifient ces saluts? Avant tout il faut remplir vos devoirs, il faut se conduire en honnêtes gens. Vous avez, messieurs, à choisir entre deux partis : ou persister dans vos illusions d'une Pologne indépendante, ou vivre tranquillement et en sujets fidèles sous mon gouvernement.

« Si vous vous obstinez à conserver vos rêves de nationalité distincte, de Pologne indépendante, et de toutes ces chimères, vous ne pouvez qu'attirer sur vous de grands malheurs. J'ai fait élever ici la citadelle, et je vous déclare qu'à la moindre émeute, je ferai foudroyer la ville, je détruirai Varsovie, et certes ce ne sera pas moi qui la rebâtirai !

« Il m'est bien pénible de vous parler ainsi ; il est bien pénible à un souverain de traiter ainsi ses sujets; mais je vous le dis pour votre propre bien. C'est à vous, messieurs, de songer à mériter l'oubli du passé : ce n'est que par votre conduite et votre dévouement à mon gouvernement que vous pourrez y parvenir.

« Je sais qu'il y a des correspondances avec l'étranger, qu'on envoie ici de mauvais écrits, et qu'on tâche de pervertir les esprits; mais la meilleure police du monde, avec une frontière comme vous en avez, ne peut empêcher les relations clandestines. C'est à vous-mêmes à faire la police, à écarter le mal.

« C'est en élevant bien vos enfants, en leur inculquant des principes de religion et de fidélité à leur souverain, que vous pouvez rester dans le bon chemin.

« Et, au milieu de tous ces troubles qui agitent l'Europe, et de toutes ces doctrines qui ébranlent l'édifice social, il n'y a que la Russie qui reste forte et intacte. Croyez-moi, messieurs, c'est un vrai bonheur d'appartenir à ce pays et de jouir de sa protection. Si vous vous conduisez bien, si vous remplissez tous vos devoirs, ma sollicitude paternelle s'étendra sur vous tous, et, malgré tout ce qui s'est passé, mon gouvernement pensera toujours à votre bien-être.

« Rappelez-vous bien ce que je vous ai dit. »

En 1846, la Pologne essaya de remuer encore. Ce que l'armée de 1830 n'avait pas fait, quelques hommes isolés, en petit nombre et entourés de baïonnettes, ne pouvaient pas l'accomplir. La Pologne était, pour le moment du moins, anéantie. Ses enfants, dispersés par le monde, attendent au fond de l'exil sa résurrection avec une foi touchante. Ce jour du réveil des morts viendra-t-il pour leur patrie? Il n'est, hélas ! que trop permis d'en douter. La révolution du 29 novembre ressemble à ce *finis Poloniæ*, à ce cri suprême échappé à Kosciuszko lorsqu'il tomba sur le champ de bataille[1].

La Pologne fut, en 1830, le plus grand mais non le seul embarras de Nicolas. Les belliqueuses peuplades du Caucase, dont il espérait avoir facilement raison, grâce aux concessions que le traité d'Andrinople lui accordait au midi de leur territoire, ne cessaient de s'agiter. L'isthme qui unit, entre la Caspienne et la mer Noire, l'Europe à l'Asie, est coupé à peu près horizontalement par la chaîne du Caucase. Au nord des montagnes, entre le Kouban et le Terek, habitent les populations circassiennes, toujours en guerre contre les Russes; au midi, dans les plaines que fertilise le Kour, s'étend la Géorgie. En 1769, Héraclius, souverain de ce

[1] Schnitzler, *Histoire intime*, t. II, ch. VIII. — Chopin, *Russie*, t. II. — Mieroslawski, *Histoire de la révolution polonaise de* 1830. — *La Pologne*, par L. Chodzko, dans l'*Encyclopédie moderne* de Didot. — *Manuscrit du général Bem*, daté de Londres, 1848, et publié par L. Chodzko.

petit royaume, sollicita l'appui de la Russie contre la Perse dont il voulait secouer le joug; et quatorze ans plus tard, il conclut avec Catherine II un traité par lequel il prit, sous la protection et la garantie de la Russie, le titre de tsar de Géorgie, à la condition que l'investiture de cette dignité appartiendrait à l'empire russe. Le patriarche de Géorgie reçut le titre d'évêque de Tobolsk, et prit rang parmi les archevêques russes; la nomination des grands officiers et des principaux chefs dignitaires fut soumise à la ratification de Pétersbourg; enfin des priviléges commerciaux furent stipulés pour les deux pays.

Le fils d'Héraclius, Georges XI, fit succéder, en 1799, à ce traité d'alliance, une convention par laquelle il livrait entièrement son royaume à la domination russe: « Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, était-il dit dans ce traité, prendra le titre de tsar de Géorgie, ainsi que ses descendants et successeurs; — le fils aîné du tsar régnant sera régent, et cette dignité se transmettra d'aîné en aîné; — les habitants de la Géorgie ne paieront aucune taxe pendant douze ans, afin de se rétablir des désastres de leurs guerres; — les mines de cuivre et d'or de Géorgie seront exploitées par les Russes; — un corps de six mille Russes stationnera à Tiflis[1]. » Enfin en 1803, trois ans après la mort de Georges XI, Alexandre envoya David, fils du dernier tsar de Géorgie, à Pétersbourg, et réduisit ce royaume en province russe. L'Imérétie, la Mingrélie, les pays situés au midi du Caucase subirent le même sort et se résignèrent peu à peu à subir la domination russe. Mais il n'en fut pas de même des belliqueux habitants du versant septentrional de la montagne.

Les Tcherkesses, sur les bords de la mer Noire, et plus encore les Lesghis et les Tcherchens sur la Caspienne, opposèrent une résistance opiniâtre et souvent heureuse à tous les efforts que la Russie fit pour les soumettre. En 1830, le cheik Chasi-Mollah prêcha contre les Russes la guerre sainte et souleva tout le Daghestan. Le général Rosen, envoyé contre les montagnards, essuya plusieurs défaites. En 1832, le village de Hermentschuk fut défendu par trois mille Tcherchens avec un merveilleux héroïsme. Les montagnards se laissèrent exterminer plutôt que de se rendre, et tous périrent dans les flammes en chantant des versets du Coran. Telle fut la fin de Chasi-Mollah.

Le derviche n'eut d'abord pas de successeur, et sa perte semblait irréparable, quand du milieu des Murides, bataillon sacré qu'il avait formé de ses principaux adhérents demi-prêtres, demi-soldats, sortit un homme que ses qualités brillantes mirent bientôt à la tête des tribus orientales du Caucase, c'était Schamyl. Plus encore que son prédécesseur, le nouveau chef revêtit un caractère sacré; il s'offrit à ses compagnons comme un prophète, un successeur de Mahomet, un envoyé d'Allah, puis il attaqua ses adversaires et les poussa avec impétuosité. En même temps, les Tcherkesses se soulevaient. Le général Villaminof, envoyé

[1] Ces deux traités ont été publiés dans le *Portofolio*, t. v, nos 36 et 37.

contre eux, leur adressa plusieurs proclamations dont on peut juger le style par ce passage : « La Russie, disait-il, a conquis la France, elle a mis à mort les hommes de ce pays et emmené les filles en captivité. Quant à l'Angleterre, comment pourrait-elle venir au secours des Tcherkesses? C'est de la Russie qu'elle reçoit son pain de tous les jours. En un mot, il n'y a que Dieu au ciel et le tsar sur la terre; si la voûte du ciel s'écroulait, la Russie serait assez forte pour la soutenir sur ses millions de baïonnettes. »

Malgré ces pompeuses paroles, Villaminof fut battu. De son côté, Schamyl défit plusieurs fois le général Golovin. De la mer Noire à la Caspienne, l'insurrection circassienne était victorieuse. Alors le général Grabbe fut envoyé de Pétersbourg. Le nouvel officier prit fortement l'offensive; il cerna, avec des forces décuples de celles du chef montagnard, la forteresse d'Akulcho, la démantela avec ses obus et ses canons, puis donna trois assauts consécutifs. Enfin, les Tchetchens succombèrent, août 1839; la forteresse tomba au pouvoir de Grabbe, et les Russes ne firent pas de quartier. Après le carnage, Grabbe fit chercher sous les décombres le cadavre de Schamyl, mais on ne le trouva pas. Quelques montagnards seulement s'étaient réfugiés dans les crevasses du rocher, et leur chef était du nombre. Les Russes les surveillaient, comptant que la faim les leur livrerait, quand le lendemain soir les Murides se précipitèrent, avec quelques poutres dont ils avaient formé un radeau, dans le Koysou, rivière qui coule à pic au pied de la forteresse. Aussitôt, les Cosaques se mirent à la poursuite des fugitifs; mais ceux-ci avaient atteint l'autre rive, et là ils se retournèrent et se firent massacrer jusqu'au dernier. Pendant que ces intrépides montagnards donnaient ainsi leur vie pour gagner du temps, un homme s'était jeté seul à la nage du haut des cavernes, et, franchissant le fleuve, avait disparu derrière les montagnes en rampant sous les buissons.

Les Tchetchens étaient consternés de la prise d'Akulcho; ils pleuraient leur chef, quand Schamyl reparut. Un cri furieux d'enthousiasme fanatique accueillit le récit du miracle qui ramenait le prophète du milieu des morts. La guerre sainte ébranla de nouveau tout le Caucase, les populations se soulevèrent jusqu'aux portes du camp de Grabbe, et la forte place de Dargo remplaça Akulcho comme chef-lieu et refuge des Murides. Les colonnes de Grabbe ayant osé s'engager dans les défilés tortueux qui conduisent à cette forteresse, furent à moitié anéanties en 1842. Les généraux Neidhard et Gurko, chargés de remplacer cet officier malheureux, convinrent de donner quelque repos à leurs soldats; mais alors Schamyl prit l'offensive et ravagea toute la partie du pays qui s'était soumise à la Russie. Las de voir traîner cette guerre en longueur, l'empereur nomma au commandement des armées du Caucase oriental le comte Voronzof, et lui déféra un pouvoir sans limites. Ces immenses pouvoirs avaient surtout pour but de mettre un terme, s'il était possible, à la corruption des fonctionnaires, aux désordres, aux concussions, au pillage des caisses publiques, abus constants dans

les armées russes. Des centaines d'officiers furent dégradés, même parmi ceux qui occupaient les premières positions. Presque tous les fonctionnaires civils, préfets, sous-gouverneurs, administrateurs de districts qui pillaient à la fois le trésor public et les indigènes, passèrent en justice. Voronzof sut en même temps se concilier, par sa bienveillance, les chefs des tribus occidentales. Seuls, les Lesghis, repoussant ses avances, continuèrent à lutter avec l'indomptable Schamyl.

Le prophète avait, par ses derniers succès, étendu son influence sur les tribus longtemps hostiles des Awares, des Kistes, des Kumikes, et il les avait réunies par un lien religieux. Dieu et Mahomet lui envoyaient, disait-il, l'inspiration divine, et il s'était fait le chef religieux et le législateur des tribus placées sous son commandement. Il avait discipliné son armée, régularisé les contributions, facilité les communications à travers les provinces orientales du Caucase. Après deux années passées par les deux adversaires à s'observer et à concentrer leurs forces, Voronzof essaya de frapper un coup décisif en enlevant Dargo, qui était devenu le grand magasin des approvisionnements et des munitions de Schamyl. Ce lieu était de plus sanctifié par le séjour du prophète : les populations y venaient en foule du Leghistan et du Daghestan pour saluer le défenseur de leur race et le lieutenant de Mahomet. Dargo s'élevait sur l'escarpement d'une montagne, au bord d'un ravin. L'expédition russe parvint, sans avoir essuyé de grandes pertes, au pied de la ville. Schamyl n'espéra sans doute pas défendre sa retraite, et il voulut, en la brûlant lui-même, éviter l'impression désavantageuse d'une défaite; lorsque la colonne russe commença à gravir le rocher, elle vit les flammes dévorer les maisons et les édifices, et les montagnards disparurent au milieu des ravins, emportant leurs objets les plus précieux.

Pour la destruction de cette ville abandonnée, le comte Voronzof fut promu à la dignité de prince. Après la ruine de Dargo, il renonça aux grandes expéditions et organisa des colonnes mobiles, sillonnant le pays en tous sens, épuisant l'ennemi en détail, coupant les arbres et les moissons, saisissant les troupeaux. Ce système prévalut; au bout d'un an, Schamyl ne put plus tenir dans un pays ravagé de toutes parts, sans vivres, sans munitions, au milieu de populations toujours dévouées, mais décimées par la famine. Alors il prit une héroïque résolution : ce chef de partisans, chassé de ses montagnes, se jeta dans la plaine et alla chez les Tcherkesses soulever le pays russe. Au mois de mai 1846, il entra en Cabardie à la tête de vingt mille montagnards. Derrière lui il laissait, sans s'en préoccuper, une double ligne de camps et de forts russes. Il traversa, glissant entre les postes de Cosaques, un espace de quatre cents milles; puis parvenu au milieu des pâtres musulmans, il les appela aux armes. La plupart des tribus se soulevèrent; celles qui restèrent favorables aux Russes virent leurs villages pillés et détruits. Voronzof envoya une armée au devant de l'envahisseur, mais celui-ci ne l'attendit pas; il repassa les deux Cabardies, ravageant, pillant, coupant à son tour les moissons

et emmenant les troupeaux. Près d'Ekaterinograd, il passa au milieu des troupes cosaques ; et, quand il rentra dans ses montagnes, délivrées par cette heureuse diversion, il se trouva avoir fortifié son armée et ébranlé la fidélité des tribus de la plaine.

Voronzof alors s'appliqua à empêcher le renouvellement d'une semblable expédition ; il accumula près de cent mille hommes autour des places que tenait encore Schamyl, et resserra le cercle de fer qui entourait les Lesghis, au point de réduire presque Schamyl à l'inaction. Ce système, adopté par les successeurs de Voronzof, a produit des résultats avantageux et empêché le prophète du Caucase de jouer, dans la guerre qui s'est engagée en 1853 et qui continue encore, un rôle aussi utile que celui auquel on s'attendait. Plusieurs fois, l'Europe lui a fait parvenir des armes, plusieurs fois aussi on l'a prétendu mort; jusqu'ici ce bruit s'est trouvé faux, mais aucun grand fait d'armes n'y a donné un éclatant démenti. Toutefois, on ne saurait nier que l'existence seule de cet implacable ennemi des Russes ne soit pour eux un embarras continuel, et son intervention, toujours menaçante, a contribué à ralentir les opérations de l'armée russe, victorieuse des Turcs dans l'Asie Mineure.

Nous avons anticipé sur l'avenir pour présenter dans son ensemble la lutte des montagnards du Caucase contre la Russie. En 1834, les affaires de Grèce s'étaient terminées à la satisfaction de la Russie : la longue indécision de l'Europe, son intervention tardive, et la reconstitution d'un fantôme d'État grec, n'avaient profité qu'aux seuls intérêts de cet empire. Le dictateur Jean Capodistrias était dévoué à ses intérêts, et le contre-amiral Ricord, commandant de la station russe dans l'Archipel, lui prêtait au besoin l'appui de ses canons contre les Grecs qui appelaient de leurs vœux un gouvernement indépendant et national. De fâcheuses mésintelligences survenues entre les représentants de la France et de l'Angleterre laissaient le champ libre aux intrigues des agents de Pétersbourg, et ceux-ci en profitaient si bien, que la Grèce tendait à devenir un proconsulat russe. Dans ces circonstances, Jean Capodistrias fut assassiné par deux hommes qui étaient à la fois des patriotes et ses ennemis personnels, Constantin et Georgaki Mavromichalis, membres de l'une des familles les plus influentes du Magne, pays belliqueux qui est renfermé dans les limites de l'ancienne Laconie. Cet événement ne changea rien à la situation générale. Augustin, frère du comte Jean, lui succéda à la présidence et suivit les mêmes errements. Enfin, le second fils du roi de Bavière, le prince Othon, fut élu roi de Grèce; il imita la conduite des deux présidents. Son petit royaume, trop faible pour avoir une existence véritablement indépendante, trop mal organisé pour vivre en dehors des intrigues, gravita dans la sphère d'attraction de la Russie; la France retira de Grèce, en 1834, la brigade d'occupation qu'elle y avait laissée à la suite de l'expédition de Morée; elle ne conserva aucune influence sur les affaires du pays qu'elle avait secouru généreusement, mais avec peu d'habileté politique; l'Angleterre y avait

fait détester sa morgue et ses vues intéressées. La Grèce demeurait, sous l'action exclusive de la Russie, un foyer d'intrigues permanentes contre la Turquie. Certes, Nicolas, qui laissait entrevoir à l'ambition vulgaire du prince de Bavière fait roi de Grèce la perspective du trône de Constantinople, avait lieu d'attendre de lui un utile concours lorsqu'il entreprit la grande campagne de 1853; l'événement a démontré qu'il ne s'était pas trompé; et les divisions françaises, campées aujourd'hui encore sous les murs d'Athènes, attestent l'embarras que nous a donné la Grèce, par suite des fautes politiques qui furent commises dans la période de l'insurrection et de la reconstitution de ce royaume.

L'élection du roi Othon marque le terme de cette période de l'histoire européenne dans laquelle la Russie, la France et l'Angleterre s'étaient unies dans un but politique commun en apparence, et au fond si différent par les vues et les motifs. Un autre fait d'intérêt général, mais auquel la Russie semblait devoir prendre une part considérable, se produisit de 1833 à 1840 : ce fut la question d'Orient. On sait comment la France, oubliant la faute qu'elle avait commise à Navarin, soutint Méhémet-Ali et son fils Ibrahim contre la Porte. Nicolas prit avec l'Angleterre le parti du sultan; cinq mille hommes furent envoyés, sous le commandement d'Orlof, à la Turquie. Ce ne fut qu'une démonstration sans résultat [1]; mais le tsar prit occasion de cette démarche pour vanter sa modération, et le désintéressement de la Russie qui venait généreusement en aide à son ennemi séculaire contre un sujet rebelle. C'est que lui-même ne se trouvait pas en mesure encore de frapper son coup décisif, et que, fidèle aux traditions politiques de Catherine, il jugeait à propos de s'immiscer aux affaires de la Turquie, de l'habituer à sa protection, enfin de la traiter en vassale avant de l'assujettir.

Les années de calme qui suivirent cet événement ne furent pas perdus pour lui : ce fut peut-être la période du règne de Nicolas où cet empereur infatigable déploya le plus d'activité. Au dedans, des réformes innombrables dans l'administration publique, dans la condition des serfs, dans l'organisation de l'armée, d'immenses préparatifs de guerre : car ce petit-fils de Catherine se croyait l'homme marqué par le destin pour l'accomplissement de l'œuvre commencée par Pierre le Grand; il voulait transporter à Constantinople le siége de l'empire. A la frontière, une guerre constante avec les indomptables montagnards du Caucase, guerre qui n'était pas sans utilité, puisqu'elle tenait en haleine l'armée russe et l'aguerrissait pour d'autres combats.

Passer sur toutes les parties de l'empire le dur niveau qui déjà pesait sur la Pologne, faire de cette immense Russie un tout homogène vivant de l'âme d'un seul homme, telle fut, avant tout autre, la préoccupation du tsar. Les colonies

[1] Il y eut toutefois un résultat précieux pour la Russie, ce fut le traité d'Unkiar-Skelessi, dont il sera reparlé à l'occasion de la question des lieux saints.

militaires, formées par Alexandre, lui causaient de graves inquiétudes qui furent justifiées en 1832. Nous avons dit combien il y avait de danger à mettre des armes aux mains de serfs émancipés, qui alors devenaient soldats. Cependant les colonies étaient restées en dehors de la révolte de 1825. Nicolas les avait flattées, et leur avait promis le maintien de leurs priviléges. En 1832, les soldats colons, mécontents de quelques mesures qu'ils jugeaient défavorables, se révoltèrent, et de graves désordres éclatèrent dans la province de Novgorod. Aussitôt l'empereur envoya contre eux sa garde, frappa les chefs, enrôla les plus mutins, les envoya à l'autre extrémité de l'empire, et désarma le reste. Quatre ans plus tard, les Cosaques du Don, si longtemps fiers de leurs priviléges, et au milieu desquels s'étaient plusieurs fois recrutées les rébellions contre le pouvoir impérial, perdirent les derniers vestiges de leur indépendance. Une nouvelle constitution leur fut imposée, dans le but de fixer au sol ces hommes remuants, de leur donner des habitudes régulières, et d'établir entre eux une hiérarchie qui n'existait pas en temps de paix. Des Cosaques belliqueux et vagabonds, Nicolas essaya de faire des seigneurs russes possesseurs de serfs, intéressés à l'agriculture et à l'industrie, sources nouvelles de richesse pour eux; il leur distribua ses décorations, ses faveurs, et substitua sa toute-puissante volonté aux habitudes qu'ils tenaient de leurs ancêtres.

Dans l'administration publique, l'empereur, voulant faire disparaître la vénalité et la corruption, frappa les plus hauts concussionnaires. C'était là une tâche pour laquelle il ne fallait rien moins que sa despotique volonté. *Russe* et *voleur* sont, de l'aveu même des Russes, deux termes identiques. Les plus illustres généraux, les premiers fonctionnaires de l'empire, les magistrats n'avaient pas honte de s'enrichir par de continuelles rapines; on peut dire que, depuis le temps du premier Mentschikof, malgré Pierre le Grand lui-même, l'empire était au pillage. Les officiers supérieurs, chargés de l'entretien de leurs troupes, fraudaient sur les vivres et sur l'habillement, sans s'inquiéter des effets désastreux qui pouvaient en résulter pour la santé et la vie des hommes. Les grands dignitaires de l'empire s'appropriaient l'argent qui leur était alloué pour réparer et compléter le matériel; chaque militaire volait suivant son grade; presque tous les juges, malgré les mesures prises par l'empereur dès le début de son règne, vendaient la justice. Pour de pareils méfaits, des généraux furent cassés et condamnés à servir comme simples soldats; des sénateurs furent exilés en Sibérie; la main de Nicolas s'appesantit partout sur les coupables. Les abus se produisirent avec moins d'audace. Cessèrent-ils? Un fait tout récent atteste le contraire. L'empereur Alexandre II reprochait à Mentschikof de n'avoir pas, lorsqu'il commandait les forces de la Crimée et défendait Sébastopol, mis à profit les premiers temps du siége, où les alliés étaient mal installés et affaiblis par les maladies. « A ce moment, répondit l'ancien commandant, en présence du ministre de la guerre Dolgorouki, je manquais de poudre! » Or, on sait que Nicolas

avait ordonné, depuis quinze ans, d'entasser des munitions de toute sorte dans la place.

A l'égard des classes inférieures de la société, on doit reconnaître que Nicolas prit de bonnes et salutaires mesures; il ne promulgua pas leur affranchissement : des obstacles insurmontables, provenant du droit de propriété héréditaire des seigneurs et des habitudes même de cette partie de la nation, ne permettaient pas un si brusque changement; mais il ordonna que les serfs eussent le droit de venir exercer dans les villes une industrie, à la charge de payer une redevance à leurs seigneurs, avec interdiction à ceux-ci de les rappeler à leur volonté dans les campagnes et de les faire arbitrairement changer d'industrie. De plus, tenant une conduite analogue à celle de nos rois, à l'époque où ils étaient en lutte contre la féodalité, il établit un grand nombre de cas dans lesquels les paysans acquéraient le droit de quitter leurs maîtres, pour se fixer dans le domaine impérial, où l'affranchissement des serfs fut décrété[1]. C'était là une bonne et sage mesure, qui démontre à quelle distance la Russie se trouve encore aujourd'hui de tout le reste de l'Europe. Si on peut un instant oublier cet arbitraire, ce despotisme qui nous répugne, à nous hommes de l'occident, on doit reconnaître que le gouvernement de Nicolas fut, à l'égard des Russes, bienfaisant et paternel. Il n'est pas un Français ayant séjourné en Russie, M. de Custine et M. Léouzon Leduc font eux-mêmes foi de ce détail, qui ne se souvienne d'avoir vu dans les rues de Pétersbourg un grand homme, vêtu d'un simple carrick et de la toque russe, traverser fièrement la place Isaac, où des Moujiks étendus à terre sur leur peau de mouton, se levaient pour se précipiter à sa rencontre, toucher son habit et baiser ses traces : cet homme était l'empereur Nicolas, simple, familier, quelquefois accessible, toujours prêt à rendre justice. Heureux s'il s'en fût tenu à ce rôle et s'il eût compris que le premier de ses devoirs était de s'occuper pleinement, uniquement de la Russie, au lieu de se croire l'homme prédestiné aux conquêtes, le souverain dont le règne devait réaliser les ambitieuses et lointaines espérances de Pierre Ier!

Pour compléter ce rapide aperçu du règne intérieur de Nicolas, il ne sera pas inutile de dire quelques mots de ses ministres, instruments presque toujours passifs de ses desseins; car le rêve de cet empereur était de résumer en lui toute la Russie, de la faire vivre de son âme, agir par sa seule volonté. M. de Nesselrode, celui même qui, aujourd'hui, signe encore les circulaires d'Alexandre II, était un ministre que son frère aîné lui avait transmis en quelque sorte par héritage. Né dans le port de Lisbonne, à bord d'un navire anglais, de parents allemands au service de la Russie, ce fut à cet empire que M. de Nesselrode voua

[1] Les paysans libres ou paysans de la couronne paient une redevance annuelle de quinze roubles (60 fr.), par individu de sexe masculin. Ils sont en outre assujettis à quelques corvées, mais ils reçoivent un morceau de terre à cultiver, et ont la liberté d'aller exercer une industrie dans les villes.

ses services. Il fut successivement marin, et officier de la garde à cheval; tels sont en Russie les singuliers chemins qui peuvent mener à la diplomatie. Paul I[er] en fit son ministre des affaires étrangères. Sous Alexandre I[er], son nom figura dans tous les traités, notamment dans celui de Vienne. Représentant du parti allemand, il a perdu sous Nicolas une partie de son influence, sans pour cela cesser de signer les protocoles. « Se résignant à un rôle secondaire, il consentit, dit M. Schnitzler[1], à être un simple instrument, le représentant du système politique de son maître, et non d'un système à lui... Non-seulement Nicolas le conserva; mais, en 1828, il lui fit changer son titre modeste de ministre dirigeant le département des affaires étrangères en celui de vice-chancelier; et, dans la suite, mars 1845, il lui conféra même la dignité éminente de chancelier de l'empire, restée vacante depuis la mort du comte Nicolas Romanzof, illustre Mécène russe, fils du feld-maréchal vainqueur des Turcs, et connu en outre, comme conseiller de la couronne, par son attachement à la politique française. »

Le général-comte Cancrin, mort en 1845, est l'un des ministres de Nicolas qui méritent une mention particulière. Allemand comme la plupart des hommes influents de l'administration en Russie, il était intègre, ferme, habile, plein de bonne volonté, et le seul homme qui pût ramener l'ordre dans les finances. Il communiqua une grande activité à toutes les parties de l'économie sociale, et rendit plus abondantes les sources des revenus. Dans l'espace de vingt années que dura son administration, les revenus de l'État augmentèrent de cent soixante millions, c'est-à-dire de plus du tiers du total, car l'immense empire russe n'avait pas encore un budget de cinq cent millions.

Après les deux noms que nous venons de mentionner, on peut encore citer Diebitch, Paskevitch, organisateurs de l'armée, généraux qui avaient la confiance de Nicolas, et que nous avons vus à l'œuvre. Le premier compromit en Pologne sa réputation militaire, et la mort lui épargna sans doute une disgrâce. Quant au vainqueur de la Perse et de la Turquie, plus heureux que son rival de gloire, il eut le bonheur de vaincre les Polonais sans risquer une bataille.

Le comte Alexis-Fœdorovicth Orlof est le petit-fils d'Alexis Orlof-Tchesnonski. Il mérita la faveur de Nicolas par le zèle et le dévouement qu'il lui témoigna pendant la révolte de 1825. L'empereur en fit son plus intime confident, le principal instrument de sa politique personnelle. Malgré cette faveur, le nom d'Orlof n'a pas eu en Europe le même retentissement que celui de Mentschikof. C'est que celui-ci, également dévoué à la vieille politique russe, était appelé à remplir en Turquie le rôle que Repnin joua sous Catherine en Pologne, et qu'il s'est trouvé plus immédiatement mêlé à cette lutte contre la France et l'Angleterre, dans laquelle nous allons bientôt le retrouver. Il est arrière petit-fils du favori de Pierre le Grand; Nicolas le fit successivement amiral et ministre

[1] *Histoire intime*, t. I, p. 278.

de la marine, gouverneur de Finlande et président du conseil de censure, avant de l'employer aux négociations qui devaient amener une guerre européenne[1].

En 1846, un traité de commerce fut conclu entre la France et la Russie. Les relations commerciales de l'empire sont peu favorables aux étrangers; les taxes établies sur les objets d'importation sont considérables, et il en résulte que, tandis que le chiffre des marchandises russes importées en France s'élève à trente millions, celui des marchandises françaises exportées en Russie ne s'élève pas à douze. Le traité du 16 décembre 1846 eut pour but d'établir une répartition plus équitable des charges et des avantages réciproques; seulement, en vertu d'une exception assez bizarre, il ne fut applicable que dans la Baltique, la mer Blanche et l'Océan. Pour la mer Noire et la Méditerranée, la Russie, redoutant de la part de nos vaisseaux une trop forte concurrence, laissa subsister l'ancienne législation.

Telles étaient, il y a neuf ans, les relations de la France avec la Russie; Nicolas était en partie revenu de son antipathie contre la branche d'Orléans; les Français se trouvaient en grande faveur à Pétersbourg; la gaieté, la vivacité de notre nation charmaient l'esprit russe, bienveillant de sa nature, et rien ne faisait présager des inimitiés prochaines. Il était loin d'en être de même à l'égard de l'Angleterre. A Leipsick même, et à Waterloo, s'étaient révélés les premiers germes d'une haine irréconciliable dont la cause se trouvait dans une rivalité universelle et constante d'intérêts et d'ambition.

La Russie était parvenue à entretenir avec la Chine des relations suivies; une ambassade sollicitait le *siegoun*, chef militaire du Japon, d'accorder aux Russes les mêmes priviléges commerciaux qu'aux Hollandais; elle s'emparait du lac Aral et du cours de l'Oxus, débordait sur Khiva et la Boukharie. En Perse et dans l'Asie Mineure, son influence contre-balançait l'influence anglaise. On pouvait l'accuser de n'être pas restée étrangère par ses intrigues au grand soulèvement qui avait amené dans l'Afghanistam le désastre de 1841. Enfin l'Inde elle-même entendait prononcer le nom des Russes et apprenait que l'Asie avait d'autres maîtres que l'Angleterre. Les lourds tarifs sur les marchandises étrangères, équivalant pour la plupart à une prohibition, étaient bien plus préjudiciables à l'Angleterre qu'à la France. De là une animosité qui se traduisit dans la presse anglaise en plaintes amères; le *Portofolio*, ce recueil remarquable de documents dont nous avons parlé, n'est, en quelque sorte, qu'un résumé des griefs et des craintes de l'Angleterre à l'égard de la Russie. De leur côté, les Russes ne négligeaient aucune occasion d'irriter leurs anciens alliés, dans lesquels ils prévoyaient d'irréconciliables ennemis. En 1835, ils saisirent et confisquèrent le schooner anglais *le Vixen*, qui avait vendu aux Circassiens des armes et des munitions. Les vexations mutuelles allèrent se multipliant, et augmentèrent d'année en année la haine que se portaient les deux nations.

[1] Léouzon-Leduc, *Russie contemporaine*. — Schnitzler, *Histoire intime*.

En Allemagne, les relations de la Russie étaient toutes différentes : les petits royaumes, les principautés, les duchés rattachés à sa politique par des alliances de famille qui, depuis Pierre le Grand, s'étaient multipliées à l'infini, et trop peu influents pour redouter en Europe la prépondérance d'un État sur les autres, lui étaient entièrement dévoués. La Prusse, ou du moins son souverain, Frédéric-Guillaume IV, beau-frère de Nicolas, était dans les mêmes dispositions, non par intérêt politique, mais par amitié pour l'empereur, et plus encore par haine de l'esprit révolutionnaire dont la Russie s'était, depuis 1815, déclarée l'ennemie personnelle. Quant à l'Autriche, sa situation était déjà à cette époque presque aussi difficile qu'aujourd'hui. Sans doute, les constants agrandissements de la Russie, sa politique envahissante, lui donnaient de graves inquiétudes; mais, avec ses peuples appartenant à toutes les nationalités, sans lien de cohésion, toujours près de se disloquer, pouvait-elle ne pas ménager le grand ennemi des révolutionnaires, le souverain qui se proclamait le représentant et le défenseur du principe d'ordre et d'autorité ?

Telle était la situation des grandes puissances de l'Europe à l'égard de la Russie, lorsque la révolution de 1848 éclata. On a prétendu qu'à cette nouvelle, le tsar aurait dit aux officiers de sa garde : « Messieurs, préparez-vous à monter à cheval ! » Aucun fait n'est venu justifier cette fanfaronnade. Le protecteur de l'ordre et des souverains resta prudemment chez lui; il reconnut le gouvernement républicain et accueillit fort bien son ambassadeur, le général Leflô. Il était conséquent avec les principes qu'il avait manifestés : ou la république, ou la monarchie absolue. Après le coup d'État du 2 décembre 1851, il félicita Napoléon d'avoir sauvé les principes d'ordre et la société. Les agitations de l'Europe n'avaient pas été sans écho en Russie ; il restait dans l'armée quelques ferments des idées révolutionnaires de 1825. Des arrestations furent faites en 1848, et voici comment le journal officiel de Saint-Pétersbourg justifiait ces mesures : « Les doctrines pernicieuses qui avaient amené des troubles et des révoltes dans toute l'Europe occidentale, et qui menaçaient d'y anéantir complétement la prospérité des nations, ont malheureusement trouvé un écho, quoique faible, dans notre pays..... Il résulte de l'enquête, qu'un certain nombre de jeunes gens, les uns réellement pervertis de cœur et d'esprit, d'autres victimes imprudentes de perfides insinuations, avaient formé une société secrète, dont le but était de renverser notre organisation politique pour lui substituer l'anarchie... [1] » Vingt et un officiers, seigneurs, écrivains, car ce nouveau complot avait recruté ses membres dans les mêmes classes que celui de 1825, furent condamnés à être fusillés. Nicolas leur fit grâce de la vie, et commua leur peine en celle du travail aux mines et de l'exil en Sibérie.

Ce léger mouvement, qui ne pouvait pas être sérieux, parce qu'il n'avait pas

[1] Extrait du *Journal de Pétersbourg*, cité par M. Leouzon-Leduc dans *La Russie et la civilisation européenne*, p. 194.

de racines dans la nation, et ne répondait ni à un besoin ni à un vœu du peuple russe, n'empêcha pas le tsar de se mêler à l'un des grands incidents de la révolution européenne. La Hongrie avait pris les armes, et l'empire d'Autriche semblait près de se dissoudre sous les coups que lui portait cette redoutable révolte. Ce n'était pas là sans doute ce qui touchait le plus le tsar; mais, comme lui-même le déclara dans un manifeste, la Russie était menacée par cette armée victorieuse, qui comptait dans ses rangs vingt mille Polonais et plusieurs des chefs de la révolution polonaise de 1830. Le tsar se mit alors en devoir d'*accomplir sa sainte vocation*[1] : le maréchal Paskevitch reçut le commandement de l'armée chargée de raffermir le trône ébranlé des Hapsbourg. Il sema la désunion au milieu des ennemis, acheta le général Georgey, qui, jusque-là s'était illustré par ses talents et ses succès; et, après deux mois de combats et de victoires, il put écrire : « Sire, la Hongrie est aux pieds de Votre Majesté. » L'empereur répondit avec componction : *Nobiscum Deus! Audite populi, et vincemini, quia nobiscum Deus!*

La brusque révélation des projets de Nicolas à l'égard de la Turquie ne tarda pas à suivre ces événements. Jamais, en effet, les circonstances n'avaient paru aussi favorables à la réalisation du vœu le plus ardemment poursuivi, depuis Pierre Ier et la grande Catherine, par la politique Russe. L'Autriche lui était attachée par les liens de la reconnaissance et la conscience du grand service qui venait de lui être rendu; d'ailleurs la Turquie, en donnant refuge à tous les exilés, aux révolutionnaires de l'Italie et de la Hongrie, avait irrité le cabinet de Vienne; d'autre part, le Président de la république française venait d'échanger son pouvoir décennal contre la couronne impériale. Il avait, à la vérité, proclamé que *l'empire serait la paix*. Mais l'Angletere et l'Allemagne semblaient peu disposées à croire ce langage sincère, et se tenaient en garde contre l'ambition présumée du nouvel empire; une alliance entre la France et l'Angleterre semblait à ce moment un fait politique irréalisable. Le tsar était certain de l'inaction de la Prusse : le gouvernement de Frédéric-Guillaume IV n'avait jamais brillé par sa sagacité politique; de plus, les souvenirs d'inimitié entre un Napoléon et les vaincus d'Iéna semblaient avoir laissé des traces, et se traduire au moins par des méfiances. L'empire ottoman, toujours vaincu depuis un siècle, gouverné par un sultan jeune et faible, sans argent, et, à ce que l'on croyait, sans armée, n'opposerait pas de résistance sérieuse. Enfin les gouvernements européens, trompés et divisés, pourraient craindre, en se jetant dans une guerre européenne, de raviver cet embrasement révolutionnaire dans lequel ils avaient failli tous périr. C'était donc le moment de ressaisir ce prétexte d'intervention religieuse, vieil instrument de conquêtes qui avait si bien réussi à Catherine, en Pologne, qui avait livré à son petit-fils le protectorat des provinces Danubiennes,

[1] Paroles du manifeste adressé à l'armée après la réduction de la Hongrie, août 1849.

et de couronner l'œuvre de Pierre le Grand par l'occupation de Constantinople. Deux circonstances semblèrent venir favoriser à la fois les projets de Nicolas : ce fut la révolte du Monténégro et les réclamations des Grecs de l'église d'Orient.

Les Monténégrins, population slave de la Turquie occidentale, dégagés des liens de vasselage qui les avaient autrefois rattachés à l'empire ottoman, avaient fait irruption sur le territoire turc, et la Porte, après avoir repoussé leur agression, avait voulu mettre cette circonstance à profit pour les replacer sous sa dépendance. Le général turc Omer-Pacha envahit leur pays à son tour. La Russie, fidèle à son rôle de protectrice, intervint en faveur du peuple menacé. Elle ne put empêcher toutefois, malgré sa promptitude à entrer dans le débat, que l'Autriche la prévînt. Celle-ci, avec une résolution qui n'est pas le caractère habituel de sa politique, avait exigé, dès la fin de janvier 1853, que la Porte évacuât le Monténégro.

Depuis vingt ou trente ans, la Russie avait imaginé, pour ses desseins ambitieux, un nouvel instrument, c'était le panslavisme. Unir par un lien commun et placer sous son influence, sinon sous sa domination, les soixante millions de Slaves épars en Europe et sujets de la Prusse, de l'Autriche et de la Turquie, tel était l'un des rêves des tsars, rêve irréalisable; car, ainsi que l'a très-bien établi M. Schnitzler, il n'y a pas plus d'élément d'union entre les peuples de la race slave qu'entre ceux de la famille germanique; les haines invétérées de la Pologne et de la Russie suffiraient, s'il était nécessaire, à démontrer ce fait. Mais le panslavisme devait être, pour la Russie, un moyen de s'immiscer aux affaires des autres États, là où ne pénétrait pas le prétexte religieux; l'Autriche ne l'ignorait pas : elle crut voir, dans la part que l'empereur s'arrogeait au débat qui venait de s'élever, les premiers effets de sa nouvelle conception politique, et ce fut le motif de l'activité et de la résolution qu'elle montra en cette circonstance. La Porte eut la sagesse de céder, et de faire ainsi disparaître l'un des prétextes de mésintelligence dont Nicolas voulait s'armer contre elle.

Mais restait la question des lieux saints. Le traité d'Unkiar-Skelessi (juillet 1833), que nous n'avons que mentionné, avait été arraché à la Turquie dans un moment de danger. Il portait alliance offensive et défensive entre la Russie et la Turquie, consacrait le droit d'intervention religieuse du tsar dans l'empire ottoman, lui attribuait de grands priviléges dans tout le Levant, et livrait en quelque sorte les destinées de cet empire à la Russie. Les puissances occidentales protestèrent contre cette convention préjudiciable à leurs intérêts, et en obtinrent en 1841 l'abrogation. Toutefois, le tsar réserva son droit de protectorat religieux sur le Saint-Sépulcre. La France y avait obtenu dès garanties en faveur des chrétiens latins; la Russie avait revendiqué les mêmes avantages pour les chrétiens grecs. Il n'y avait là rien que de légitime. Ce fut le point de départ des nouvelles prétentions du tsar; dans le but apparent d'obtenir la confirmation des priviléges accordés à ses coreligionnaires des lieux-saints, de mettre un terme

aux fréquents débats des Grecs et des Latins et d'obtenir le redressement de quelques griefs, le prince Mentschikof fut envoyé à Constantinople, février 1853. Dès son apparition auprès du divan, cet envoyé prit ces allures de proconsul familières autrefois aux ambassadeurs de Catherine. Il était venu suivi d'un nombreux état-major d'officiers de terre et de mer, et il leur donna ostensiblement diverses missions pour la Grèce et divers points du territoire ottoman, prenant ainsi une attitude hautaine et mystérieuse. Enfin, il refusa de se conformer aux usages du cérémonial établi, et ne se présenta pas chez le ministre des affaires étrangères Fuad-Effendi, qui avait exprimé ses défiances à l'égard de la Russie.

La Porte montra beaucoup de longanimité; elle régla par des firmans la question des lieux-saints, de manière à donner satisfaction à la Russie tout en laissant intactes les concessions faites aux Latins, dont la France, de son côté, surveillait les intérêts. Elle autorisa la construction d'une église et d'un hôpital à Jérusalem pour les pèlerins grecs indigents; en un mot, elle fit toutes les concessions compatibles avec ses intérêts et sa dignité. De plus, elle confirma tous les priviléges accordés aux chrétiens de toutes les communions. Il était impossible de faire preuve de plus de tolérance religieuse et de témoigner mieux l'intention de rester en bonne intelligence avec la Russie, malgré les procédés insolents de son ambassadeur.

Mentschikof ne se montrait cependant pas satisfait. Qu'exigeait-il donc de plus?

Ce qu'il exigeait, c'était une abdication absolue des droits et de l'autorité du sultan à l'égard de ses sujets chrétiens, et, par suite de cette abdication, son expulsion d'Europe. Les réclamations relatives aux lieux-saints étaient un prétexte derrière lequel voulaient s'imposer une alliance offensive et défensive et le renouvellement de la convention d'Unkiar-Skelessi. Ces prétentions avaient une telle gravité, que Mentschikof, en les révélant aux ministres de la Porte, fit une condition expresse du secret, sachant bien qu'elles ne pouvaient être divulguées sans jeter l'alarme en Europe. Bien que le secret fût observé d'abord, l'Angleterre eût dû la première prendre l'éveil sur les desseins de la Russie, car depuis déjà dix ans le tsar lui avait fait, au sujet de la Turquie, de singulières communications qu'il renouvelait en ce moment même.

Diviser l'Angleterre et la France lorsque le moment sera venu de saisir Constantinople, tel est un des préceptes consignés dans le programme tracé par Pierre Ier; Nicolas n'eut garde de l'oublier. Malgré l'antipathie qui se manifestait dès lors entre la Russie et l'Angleterre, ce fut à cette puissance qu'il s'adressa, supposant qu'elle regarderait l'Égypte et Candie comme des compensations suffisantes à l'occupation de Constantinople. Dès 1844, dans un voyage à Londres, l'empereur s'ouvrit à plusieurs Anglais influents, de ce projet au sujet duquel M. de Nesselrode rédigea ensuite un long mémorandum. Cette pièce tendait a

établir la nécessité de s'entendre, dans l'éventualité présumable et prochaine où la Turquie tomberait en dissolution et cesserait d'exister.

Ce fut là le point de départ de nouvelles ouvertures qui eurent lieu au moment où se préparait et s'accomplissait la mission du prince Mentschikof. L'empereur s'adressa directement à l'ambassadeur anglais, sir Hamilton Seymour, dans les premiers jours de janvier 1853. Il exprima le vœu que les deux gouvernements fussent toujours dans les termes d'une amitié étroite et intime : « Lorsque nous sommes d'accord, disait-il, je suis tout à fait sans inquiétude sur l'occident de l'Europe ; ce que d'autres pensent au fond est de peu d'importance. Quant à la Turquie, ce pays est dans un état critique et peut nous donner beaucoup d'embarras. » L'ambassadeur ayant saisi ce mot de Turquie pour insinuer à l'empereur que les affaires de ce pays causaient en ce moment même à l'Angleterre des inquiétudes qui avaient besoin d'être calmées, l'empereur répliqua que les affaires de Turquie étaient dans un grand état de désorganisation ; que le pays menaçait ruine, et qu'il était nécessaire que l'Angleterre et la Russie, de concert, prissent des mesures en conséquence.

Dans un second et fallacieux entretien qui eut lieu peu de jours après, voici comment Nicolas s'exprima de nouveau à l'égard des desseins que l'on prêtait à la Russie sur Constantinople : « Vous savez les rêves et les plans dans lesquels l'impératrice Catherine se complaisait : ils ont été transmis jusqu'à nos jours ; mais, quant à moi, quoique héritier de ses immenses possessions territoriales, je n'ai pas hérité de ces visions ou de ces intentions, si vous voulez. Mon empire est si vaste, placé sous tous les rapports si heureusement, que ce serait déraisonnable de ma part de désirer plus de territoire ou plus de pouvoir que je n'en possède ; au contraire, je suis le premier à vous dire que notre grand, peut-être notre seul danger, naîtrait d'une extension nouvelle donnée à un empire déjà trop vaste. — Tout près de nous est la Turquie ;... dans cet empire, il y a plusieurs millions de chrétiens sur les intérêts desquels je suis appelé à veiller, et ce droit m'est garanti par les traités. Je puis dire en toute vérité que je fais un usage modéré de mon droit... » Puis l'empereur comparait, pour la seconde fois, la Turquie à un malade qui pouvait lui passer entre les bras et à l'égard duquel il fallait prendre des mesures ; à quoi sir Hamilton répondit que l'Angleterre aurait beaucoup de répugnance à escompter la succession d'un ancien ami. L'empereur observa qu'il ne demandait pas de convention, d'arrangement, mais seulement une parole de *gentleman*. « ... Je ne permettrai jamais, dit-il, que l'Angleterre s'établisse à Constantinople ; de mon côté, je suis également disposé à prendre l'engagement de ne pas m'y établir, *en propriétaire s'entend, car, en dépositaire, je ne dis pas ;* il pourrait se faire que les circonstances me missent dans le cas d'occuper Constantinople, si rien ne se trouve prévu, si l'on doit tout laisser au hasard. »

Dans d'autres entretiens, le tsar rappela qu'en 1829, s'il n'eût pas arrêté les colonnes victorieuses de Diebitch, c'en était fait du sultan ; il ajouta que, seul, il

avait secouru la Porte contre la rébellion de Mehemet-Ali. Passant en revue les éventualités qui pourraient suivre la dissolution de l'empire turc, il protesta qu'il ne permettrait pas la reconstruction d'un empire byzantin, ni aucune extension qui fît de la Grèce un État puissant. Il témoigna contre le sultan, qui ne lui donnait pas toutes les satisfactions convenables, une grande amertume, et dit en propres termes : « ... *Ce monsieur* manque à la parole qu'il m'a donnée, et agit d'une façon qui m'est extrêmement déplaisante. Eh bien, je me suis contenté d'envoyer à Constantinople un ambassadeur pour demander réparation. Certainement je pouvais envoyer une armée, si je le voulais; il n'est rien qui eût pu l'arrêter; et, cependant, je me contente de faire une démonstration suffisante pour prouver que je n'ai pas l'intention de me laisser jouer. » Enfin, frappant un coup décisif et précisant ses propositions, il termina ainsi l'un de ses entretiens avec l'ambassadeur : « ... Les principautés sont de fait un État indépendant sous ma protection; c'est une situation qui peut continuer. La Servie et la Bulgarie peuvent recevoir le même gouvernement. Pour ce qui est de l'Égypte, je comprends l'importance de ce territoire pour l'Angleterre. Aussi, tout ce que je puis dire, c'est que si, dans le cas d'un partage de l'empire ottoman, après sa chute, vous preniez possession de l'Égypte, je n'aurais pas d'objection à faire. J'en dirai autant de Candie; cette île peut vous convenir, et je ne vois pas pourquoi elle ne deviendrait pas possession anglaise. »

Ces idées, ces projets, donnèrent lieu à un mémorandum, le 9 mars 1853, remis à l'ambassadeur anglais, et dans lequel Nicolas répétait qu'il n'y avait de sa part ni proposition de partage, ni convention obligatoire, mais simple échange d'opinions, prévisions à établir entre les deux cours. A la lecture de ce document fort habilement rédigé, il semblerait que les premières avances fussent venues du cabinet de Londres. L'empereur s'efforçait par là d'engager l'Angleterre dans une sorte de complicité. Un instant il crut au succès de ses démarches. L'Angleterre qui, après tant de conférences, pensait que le tsar n'entreprendrait rien de grave sans au moins lui en faire part, ne s'alarma pas la première de ses armements militaires et maritimes. Pour prétexte à ces préparatifs, la Russie allégua d'abord la nécessité d'établir un cordon sanitaire entre elle et la Perse, où régnait la peste noire, puis la question du Monténégro; et lorsque ce débat eut cessé par l'intervention de l'Autriche, il se rejeta sur les mauvais procédés du sultan à son égard dans la question des lieux-saints.

Mais la France qui, depuis l'année précédente, suivait avec une extrême sollicitude la marche des négociations, comprit, quoiqu'elle n'eût aucune connaissance des entretiens et des communications confidentiels de l'empereur avec l'ambassadeur anglais, que ces démonstrations cachaient des desseins autres que ceux qui étaient avoués. Afin d'être prête à tout événement, elle envoya sa flotte à Salamine. L'Angleterre, qui avait la sienne à Malte, ne s'associa pas à cette démonstration menaçante; la Russie en témoigna au cabinet de Londres sa satisfaction

par une dépêche du 7 avril, dans laquelle éclate sa joie de voir la France isolée. M. de Nesselrode louait les ministres de la reine de n'avoir pas prêté l'oreille à de vaines rumeurs; il reniait de nouveau tout projet d'ambition immédiate, blâmait la France de sa précipitation, et l'accusait d'exigences et d'ambition; enfin il remerciait très-particulièrement lord Aberdeen et lord Clarendon de la salutaire impulsion qu'ils avaient imprimée aux résolutions du cabinet britannique.

Il serait fort possible que cette dépêche eût provoqué un résultat tout contraire à celui qu'en attendait l'empereur, et que la dignité des ministres anglais se fût révoltée des éloges que leur donnait le tsar. Il est certain qu'ils ne cherchèrent pas à en mériter de nouveaux. A la vérité, la Russie ne gardait plus aucun ménagement : Mentschikof, mal accueilli lorsqu'il présenta ses demandes secrètes, se plaignit de ce qu'il appelait un manque de procédés envers son gouvernement, reproduisit ses prétentions dans un projet de *sened* ou d'arrangement, et déclara que, si elles n'étaient pas acceptées, il se retirait. En même temps, croyant réussir par une intimidation brutale, il manqua d'égards à la fois au sultan et au grand vizir. Celui-ci l'attendait à une conférence ; il ne s'y rendit pas, et alla trouver directement à son palais Adbul-Medjid, qui lui en refusa l'entrée. L'ambassadeur cria à l'outrage ; son projet de sened venait d'être rejeté par Rechid-Pacha, ministre de l'extérieur; il quitta Constantinople le 21 mai. Un mois et demi après, le 3 juillet 1853, les armées russes passaient le Pruth.

Il n'y avait plus à mettre en doute les desseins de la Russie, et l'Angleterre n'avait plus ou qu'à en devenir complice, ou qu'à faire cause commune avec la France. Ce fut ce second parti qu'elle adopta avec une honorable loyauté. Son escadre vint, avec celle de la France, mouiller dans la baie de Besika, à l'entrée des Dardanelles.

Abandonné par l'Angleterre, Nicolas, sans se décourager, se tourna vers le gouvernement français, qui consentit à ouvrir des conférences à Vienne, mais sans suspendre les préparatifs militaires qu'il venait à son tour de commencer, et sans se relâcher de sa surveillance. C'était sans déclaration de guerre et seulement, disait le tsar, pour s'assurer d'un gage contre la mauvaise volonté de la Turquie qu'il avait fait envahir par son armée les principautés. Le 4 octobre, la Porte répondit par une déclaration de guerre. Le tsar publia alors un manifeste qui est l'un des documents les plus curieux et les plus propres à éclairer cette politique hypocrite et tortueuse, dans laquelle la Russie affecte de mettre les apparences du bon droit de son côté et mêle les intérêts de Dieu avec ceux de son ambition.

« Notre attente, disait-il, a été déçue : en vain les principales puissances de l'Europe ont cherché, par leurs exhortations, à ébranler l'aveugle obstination du gouvernement ottoman. C'est par une déclaration de guerre, par une proclamation remplie d'accusations mensongères contre la Russie, qu'il a répondu aux

efforts pacifiques de l'Europe, ainsi qu'à ceux de notre longanimité. Enfin, enrôlant dans les rangs de son armée les révolutionnaires de tous les pays, la Porte vient de commencer les hostilités sur le Danube. La Russie est provoquée au combat; il ne lui reste donc plus, se reposant en Dieu avec confiance, qu'à recourir à la force des armes pour contraindre le gouvernement ottoman à respecter les traités, et pour en obtenir la réparation des offenses par lesquelles il a répondu à nos demandes les plus modérées et à notre légitime sollicitude pour la défense de la foi orthodoxe en Orient. Nous sommes fermement convaincu que nos fidèles sujets se joindront aux ferventes prières que nous adressons au Très-Haut, afin que sa main daigne bénir nos armes dans la sainte et juste cause qui a trouvé de tout temps d'ardents défenseurs dans nos pieux ancêtres : *In te Domine speravi, non confundar in æternum.* »

En même temps, M. de Nesselrode faisait connaître par une circulaire que la Russie ménagerait encore la Turquie, malgré toutes ses offenses ; qu'elle conserverait comme un gage les provinces danubiennes jusqu'à ce qu'elle eût obtenu satisfaction, mais qu'elle se bornerait à une guerre défensive. Il ajoutait que cette situation expectante ne s'opposerait pas à la poursuite des négociations. En effet, les diplomates réunis aux conférences de Vienne s'agitaient pour présenter des projets, des contre-projets, des rédactions, des amendements bien superflus, car la querelle engagée par l'ambition du tsar ne pouvait être vidée que par les armes.

Les hostilités venaient de s'engager sur le Danube; l'armée turque, commandée par un ancien lieutenant autrichien qui s'était fait musulman, et qui, au service de la Turquie, était devenu général, montra une vigueur tout à fait inattendue. Omer-Pacha franchit le fleuve dans les derniers jours d'octobre 1853 sur plusieurs points, et prit hardiment l'offensive. A Oltenitza, les Russes furent battus; ils perdirent plusieurs centaines de morts et un grand nombre de blessés. Après cette brillante affaire, les Turcs ne se sentant pas en force pour marcher sur Bukharest, repassèrent le Danube sans être inquiétés. A Kalafat, en face de Widdin, l'échec fut plus grave encore : les Russes ne purent empêcher les Turcs de s'établir et de se fortifier sur la rive gauche. L'armée du prince Gortchakof (ce général commandait les Russes) ne put nouer avec la Servie des communications qui lui eussent permis de révolutionner l'occident de la Turquie; les Russes se jetèrent plusieurs fois avec fureur sur Kalafat. Cette place improvisée résista à tous leurs efforts.

Ces premiers faits produisirent en Europe une immense sensation. Où donc étaient cet entrain, cette science militaire dont les Russes s'étaient tant vantés ! Et ces Turcs, que Diebitch avait bien voulu ménager en 1829, ces soldats sans discipline, incapables de lutter en rase campagne, tout au plus bons à défendre des murailles, c'étaient eux qui avaient les honneurs de la première campagne; leur chef avait fait preuve de résolution, de calme et de talent militaire. Par ses

mesures de défense, par les coups qu'il avait frappés, par l'immense activité qu'il déployait à la tête de cette armée qu'il avait organisée, disciplinée, aguerrie, et dont il était à la fois le commandant militaire et l'administrateur, Omer-Pacha venait de révéler les qualités d'un grand général. C'était à lui, avant tout autre, que la Turquie devait son salut; car, si son armée du Danube n'eût pas mieux tenu devant l'ennemi que celle de 1829, et que les Russes fussent entrés dans Silistrie, dans Varna, dans Andrinople, les conférences de Vienne et nos vaisseaux mouillés à Besika n'eussent probablement pas sauvé Constantinople.

A ce moment même, un fait décisif exerçait une influence marquée sur les résolutions de la France et de l'Angleterre. Le 30 novembre, une escadrille ottomane, à l'ancre dans le port de Sinope, fut assaillie par une division russe de forces très-supérieures. Les Turcs combattirent avec un courage héroïque ; ils se firent sauter plutôt que d'amener leur pavillon ; tous leurs vaisseaux furent anéantis, et la ville même ne fut pas épargnée. A la nouvelle de cette victoire, le tsar s'écria : « C'est avec une joie sincère et cordiale que je remercie mes braves marins... Je vois avec plaisir que la flotte russe n'a pas oublié Tchesmé, et que les arrière-petits-fils sont dignes de leurs bisaïeuls ! » Cette exclamation de joie était bien maladroite de la part du politique qui prétendait jouer l'Europe. On eût pu croire qu'il blâmerait le zèle de son amiral, tout en profitant du succès; il préféra s'abandonner à la satisfaction de son orgueil. De ce moment, le doute était impossible; les desseins du tsar apparaissaient avec une entière évidence. Pour la défense du monde européen menacé, la France avait le droit de prendre les armes. De son côté, l'Angleterre saisissait l'occasion de frapper une odieuse rivale. Toutefois, une dernière tentative de conciliation partit de Paris : l'empereur Napoléon III, avant de s'engager dans cette guerre, adressa directement au tsar, le 29 janvier 1854, une lettre à laquelle celui-ci fit une réponse évasive. Les ambassadeurs français et anglais quittèrent alors Pétersbourg; les armements commencèrent avec beaucoup d'activité en France et en Angleterre. En même temps, le traité du 10 avril 1854 ne permit de conserver aucun doute sur l'accord sincère des deux nations.

Le tsar se retourna aussitôt vers l'Allemagne. Orlof fut envoyé à Vienne, à la fin de janvier; il y montra beaucoup de raideur, porta aux conférences des propositions inadmissibles, et s'efforça d'exercer sur le cabinet autrichien une pression favorable à la Russie. On lui demanda si la Russie persistait dans son engagement de ne pas franchir le Danube et de rester sur la défensive, il ne fit pas de réponse à cet égard. L'Autriche ne prit pas de parti, elle se fit le centre des conférences pacifiques, et persista dans une neutralité qui, de loin en loin, prenait une attitude un peu menaçante. Il était évident pour les deux partis qu'elle attendait l'issue des événements militaires pour se ranger du côté des vainqueurs. La Prusse, bien que plus amicale pour la Russie, fut maintenue dans

la neutralité. La Suède et le Danemark, ennemis naturels du tsar, ne prêtèrent pas l'oreille à ses avances et restèrent également neutres.

Le résultat de cet ensemble de résolutions était l'isolement de la Russie. A la vérité, Nicolas conservait encore de grands avantages; il combattait sur ses frontières, et espérait, malgré les revers de 1853, forcer la double ligne du Danube et des Balkans, avant que ses nouveaux ennemis fussent venus au secours de leur allié. Pour la deuxième fois, le salut de la Turquie allait être dans les mains d'Omer-Pacha et de son armée. La campagne de 1854, sur le Danube, fut une savante défensive dans laquelle le général ottoman évita les grandes batailles, battit les Russes à Citate et à Giurgevo, tandis que Silistrie, assiégée par un corps d'armée considérable (19 mai — 28 juin) s'illustrait par l'héroïsme de ses défenseurs. Le Danube ne put être franchi que dans la Dobrutscha, au milieu des marais de son embouchure; les maladies épidémiques firent périr un grand nombre d'hommes, et les Russes durent s'arrêter devant la fermeté des soldats turcs et les habiles manœuvres de leur général.

En Asie, les Turcs avaient été moins heureux. En 1853, ils avaient débuté par un succès et enlevé sur la côte de Circassie le fort Saint-Nicolas; mais, dans la campagne suivante, leur armée mal organisée et mal commandée avait été plusieurs fois battue.

Cependant la flotte anglo-française s'était avancée du Bosphore dans la mer Noire. A son apparition, les vaisseaux russes reçurent l'ordre de se renfermer dans les ports et d'éviter tout engagement. Le premier acte offensif des alliés, fut le bombardement des fortifications et du port militaire d'Odessa (avril 1854). Puis les hostilités s'engagèrent dans la Baltique, où Bomarsund et les îles d'Aland tombèrent, au mois d'août, au pouvoir des Anglo-Français.

En Russie, les classes instruites et intelligentes avaient été favorables à la guerre, tant qu'elles avaient cru facile l'occupation de Constantinople et du Bosphore. Mais, en voyant la Russie isolée, en songeant aux fardeaux qu'une guerre allait leur imposer, elles ne s'engageaient plus qu'avec crainte dans la voie où les poussait l'inflexible orgueil du tsar. A la vérité, les mesures les plus violentes trouvaient des partisans au milieu des mystiques qui croient que la Russie a en Europe une mission divine à remplir, et qui prétendent régénérer l'Occident en lui apportant leur demi-barbarie. Les chefs de ce parti étaient Orlof, Mentschikof et surtout le second fils de l'empereur, le grand amiral Constantin, jeune homme de vingt-six ans, qui résume en lui l'ambition de la vieille Russie. Quant au tsar, habitué à imposer à ses sujets sa toute-puissante volonté, et se considérant comme le premier souverain de l'Europe, il se préparait à se jeter avec toutes ses forces dans une lutte que n'avaient pu conjurer ni son habileté, ni les frauduleuses intrigues de sa politique.

Sur ces entrefaites une armée anglo-française, sous le commandement du maréchal Saint-Arnaud et de lord Raglan, était débarquée à Varna; les Russes,

refusant la bataille, évacuèrent les principautés et reculèrent jusqu'à la ligne du Pruth. Les souvenirs de 1812 faisaient aux généraux alliés un devoir de ne pas s'engager à leur poursuite sur le territoire ennemi; le choléra et le typhus, aggravés par une expédition malheureusement engagée dans les plaines marécageuses de la Dobrutscha, causaient de grands ravages dans l'armée française; les alliés résolurent alors de transporter la guerre dans la presqu'île de Crimée et de menacer Sébastopol, boulevard des forces maritimes de la Russie dans la mer Noire. A la fin d'août, lorsque l'épidémie eut ralenti ses ravages, 50,000 Français, 25,000 Anglais et 20,000 Turcs, détachés de l'armée d'Omer-Pacha, furent transportés sur le rivage occidental de la Crimée.

Le débarquement s'opéra du 14 au 16 septembre, par le 45° de latitude, sur une plage située entre la petite ville d'Eupatoria au nord, et la rivière Alma au sud. Eupatoria, où les Russes n'avaient fait aucun préparatif de défense, fut occupé sans coup férir. Le 19 septembre, au matin, l'armée se mit en marche dans la direction de Sébastopol, à travers une région aride, pierreuse, coupée de dunes sablonneuses ou de tertres peu élevés. Le débarquement avait eu lieu sans accident, malgré un fort vent de mer; les Russes n'avaient pas défendu la plage; mais l'armée manquait d'eau, et Mentschikof s'était placé avec 45,000 hommes dans une forte position, derrière l'Alma, sur des hauteurs qui couronnent la rive gauche de cette rivière, et qu'il avait garnies de redoutes et de batteries. Plein de confiance dans ses dispositions, il venait d'écrire à l'empereur : « Je suis sûr d'arrêter les alliés, fussent-ils 200,000. » La journée du 20 septembre donna un éclatant démenti à cette promesse. L'armée française attaqua de front les hauteurs, tandis que les Anglais, avec un ordre, un calme qui sont le signe distinctif de leur bravoure, abordaient les positions russes par leur droite et leur centre, et les enlevaient à la baïonnette sous un feu formidable. Ce fut dans cette journée que le corps des zouaves, formé dans nos longues guerres d'Afrique, inaugura cette réputation d'audace et d'entrain irrésistibles qui l'a rendu célèbre dans toute la campagne de Crimée. Les zouaves de la division Bosquet, après avoir franchi la rivière à son embouchure, sous la protection du canon de la flotte, avaient escaladé des falaises si escarpées que Mentschikof avait jugé superflu de les défendre, puis ils avaient tourné le flanc gauche des Russes et décidé, par cette manœuvre hardie, le gain de la bataille. Les Russes avaient perdu cinq à six mille hommes; les alliés un peu plus de trois mille.

Mentschikof, qui n'avait pu être poursuivi, faute de cavalerie, rallia son armée à quelques lieues du champ de bataille; mais il ne défendit pas le passage de la Katcha et du Belbek; les alliés poursuivirent donc leur marche. Le 23 septembre, un cri de joie, parti des deux armées, salua l'apparition des murailles et des édifices de Sébastopol; les soldats croyaient entrevoir, dans les murs de cette ville, le terme de leurs fatigues, et c'était là que les dures épreuves, les longues souffrances allaient commencer, avec le siége le plus mémorable

dont fasse mention l'histoire des temps modernes. Sébastopol, fondé, comme nous l'avons dit, par Catherine II, et considérablement agrandi par Alexandre, était une ville de quarante mille âmes, défendue par les forts du Nord, Alexandre, Saint-Nicolas, Constantin et Sainte-Catherine, bâtis sur les deux côtés de la rade, dont ils protégeaient l'entrée ; deux batteries s'élevaient au sud-ouest, sur la baie de Karantin, ou de la Quarantaine ; le port, la ville et l'arsenal étaient environnés d'un mur crénelé d'environ deux mètres d'épaisseur, et les habitants et la garnison avaient élevé à la hâte, autour du faubourg de Karabelnaïa, dans la partie sud-est de la ville, des fortifications destinées à devenir fameuses sous les noms de grand, petit Redan, et tour Malakof. Ce dernier point, consistant en une vaste éminence de terre, surmontée de fortifications et garnie d'un grand nombre de canons, était considéré dès lors comme l'une des clefs de Sébastopol. Le port contenait dix-sept vaisseaux, quatre frégates, cinq corvettes ou bricks, quatre-vingt-deux bâtiments de rang inférieur, douze vapeurs, au total cent neuf bâtiments, représentant plus de deux mille deux cents bouches à feu de tout calibre. Le général russe, redoutant les chances défavorables d'une bataille navale, mit à terre ses matelots pour les faire concourir à la défense de la place, et garnit, avec les canons de fort calibre que lui fournit sa flotte, les défenses qu'il fit ajouter aux anciennes fortifications, lesquelles se dressèrent avec une rapidité remarquable. Enfin cinq vaisseaux et deux frégates furent coulés à l'entrée du port.

Les généraux alliés avaient résolu, après la bataille de l'Alma, de s'emparer du fort Constantin et des batteries élevées sur la partie septentrionale du port, tandis que les flottes, forçant l'estacade, attaqueraient les batteries du sud, livreraient bataille aux vaisseaux russes dans le port même, et foudroieraient la ville. Les mesures prises par Mentschikof déconcertaient ce plan : les flottes étaient réduites à l'inaction pour les opérations militaires, et il fut décidé que la ville serait attaquée par le sud. A ce moment, le maréchal Saint-Arnaud, dont la santé, déjà très-compromise à son départ de France, était entièrement détruite par les fatigues de la campagne et la fièvre de la bataille, remit son commandement au général Canrobert, désigné pour lui succéder; et ce fut ce général qui conduisit l'armée française, par une marche de flanc opérée avec beaucoup d'habileté et un grand bonheur, à travers un pays montueux et boisé, sous Sébastopol. Lord Raglan, de son côté, avait fait exécuter avec succès, le même mouvement à ses soldats, et s'était emparé de la petite ville et du port de Balaklava, à quelques lieues au sud de Sébastopol. Les Français vinrent s'établir à la gauche de leurs alliés, entre la ville et le cap Chersonèse, dont les quatre baies, notamment celle de Kamiesh, offraient aux flottes un assez bon mouillage et permettaient de débarquer l'artillerie de siége ; puis les reconnaissances, les travaux de tranchée et les opérations du génie commencèrent immédiatement.

On était au 2 octobre. Ainsi, en quinze jours, les alliés avaient débarqué,

gagné une bataille, et ils étaient venus, par une marche rapide et bien concertée, s'établir sous Sébastopol. Ils étaient maîtres de deux points stratégiques importants : Eupatoria au nord, Balaklava au sud. Mais la disposition topographique de la place assiégée, coupée par la baie profonde qui forme son port et sa rade, ne permettait pas un investissement complet. Pour obtenir ce résultat, il eût fallu deux armées de quatre-vingt mille hommes chacune; le prince Mentschikof conservait donc sa ligne de communications avec Simphéropol et Pérékop; il pouvait faire venir des approvisionnements, des munitions, des renforts de toute la Russie, et sortir de la place ou y rentrer à sa convenance.

Après quinze jours d'un travail que la nature rocheuse du terrain rendait pénible et très-difficile, les Français et les Anglais avaient ouvert trois kilomètres environ de tranchées; ils dressèrent leurs batteries, et, le 17 octobre, de concert avec les flottes, embossées à quelques encâblures du port, ils ouvrirent, avec cent vingt-six pièces seulement le feu contre la place. Dans ce premier engagement d'artillerie, l'avantage demeura aux Russes; deux magasins à poudre sautèrent dans les batteries françaises et occasionnèrent des dégâts considérables; il fallut se résigner à reprendre la pioche, à creuser des parallèles et à dresser un nombre plus considérable de canons.

De ce moment, l'armée put revenir de l'illusion qu'elle s'était faite d'emporter aisément Sébastopol. Quoique le bruit de la prise de cette ville eut déjà couru en Europe, il fut facile de prévoir que cette conquête ne s'achèterait qu'au prix de longs sacrifices. La température commençait à se refroidir sensiblement; les soldats français supportaient les durs travaux de la tranchée avec un entrain et une gaieté intarissables; les Anglais montraient de la patience dans le travail et un grand courage au feu, mais ils subissaient difficilement les privations inévitables auxquelles ils étaient assujettis.

Cependant Nicolas avait envoyé l'ordre à son général de livrer bataille et de remporter à tout prix un avantage sur les alliés; des troupes du Caucase et du Danube, sous les ordres du général Liprandi, étaient venues à marches forcées renforcer, à travers la Russie méridionale, la garnison de Sébastopol. Mentschikof disposait d'une armée aguerrie; il forma le projet de reprendre Balaklava et d'intercepter les communications des Anglais avec leur centre d'approvisionnements. Il adressa à ses soldats une proclamation, dans laquelle il leur disait : « Guerriers qui aimez le Christ, guerriers victorieux! victorieux parce que vous aimez le Christ! il ne vous a pas été donné de vous reposer longtemps de vos peines et de vos hauts faits sur le Danube. La voix de notre empereur vous appelle dans la presqu'île de Crimée pour châtier et battre nos superbes ennemis, qui, aveuglés par la méchanceté et l'orgueil, ont osé passer la mer et envahir le territoire qui est le berceau du christianisme répandu dans toute la Russie et le lieu où a été baptisé le grand-duc Wladimir. Dieu sera présent dans vos rangs, et les anges combattront avec vous invisiblement.

« L'ennemi, qui est arrivé par un seul chemin, fuira sur dix, mais sans échapper à nos glaives; car, sachez-le, il est entouré de toutes parts. Il voudrait fuir et s'en retourner chez lui sur les ailes du vent : mais, surpris par nos braves bataillons, il ne l'ose. Il n'y a plus qu'à lui porter le dernier coup et à le jeter à la mer comme un cadavre. C'est à vous et à votre courage que cet honneur est accordé. Allez donc en hâte, afin de profiter de cette rare occasion pour la joie de la Russie et la gloire de votre souverain chéri ! »

Puis il lança Liprandi, avec vingt-deux mille hommes et quarante pièces de canon, dans les montagnes de la chaîne Taurique d'où descend la Tchernaïa. Cette armée apparut le 25 octobre dans la vallée de Kadikoi, au pied des hauteurs qui forment autour de Balaklava un double amphithéâtre, sur lesquelles les Anglais avaient construit quatre redoutes dont la défense était confiée aux troupes auxiliaires envoyées par le bey de Tunis. A la vue des Russes, ces soldats, pris de terreur panique, tournent honteusement le dos, et l'ennemi s'empare de la première ligne des hauteurs, prend deux redoutes avec sept canons qui les défendaient et fait déboucher sa cavalerie dans la plaine de Balaklava. Lord Raglan et le général Canrobert accourent, saisissent la cavalerie et la lancent sur les masses russes; les dragons écossais gris et rouges, dans une charge héroïque et désespérée, traversent deux fois les rangs ennemis. Les higlanders combattent des forces bien supérieures avec une admirable intrépidité. Mais la lutte était tout à fait inégale : les Russes recevaient à chaque instant de nouveaux renforts; l'infanterie s'était massée sur les hauteurs, et le régiment de Wladimir avait mis en batterie seize pièces de canon. Les deux généraux en chef, du haut des collines opposées, contemplaient avec une vive anxiété ce terrible engagement, et dirigeaient les mouvements du petit nombre de soldats qu'ils avaient sous la main. La cavalerie légère anglaise reçut à ce moment l'ordre imprudent d'avancer sur les canons russes; cette faible brigade, forte de six cents hommes, disposée sur deux lignes, se lança avec un merveilleux héroïsme jusqu'à la batterie de Wladimir; mais, mitraillée, prise à la fois en tête et en flanc, elle fut presque anéantie : cent vingt-cinq hommes seulement rentrèrent dans les lignes anglaises. Cependant les troupes françaises accouraient; Anglais et Français étaient fortement établis sur la deuxième ligne des collines, et refusaient de descendre et d'engager sur les positions conquises par les Russes une bataille inégale. Le combat cessa à la nuit. Liprandi avait resserré les lignes anglaises; il avait pris deux redoutes et quelques canons, l'avantage lui restait incontestablement dans cette journée, mais il n'avait pas atteint le but principal que s'était proposé Mentschikof : Balaklava restait au pouvoir de l'armée anglaise. Le lendemain, une sortie de la garnison fut repoussée. Pour dégager Sébastopol, Mentschikof résolut, dix jours après, de tenter un nouvel et puissant effort. Cette fois, ce fut contre l'extrême droite de l'armée anglaise que l'armée russe dirigea son attaque.

Au fond de la rade de Sébastopol, à l'embouchure de la Tchernaïa, dans la vallée où coule la rivière et sur les pentes qui la dominent, s'étendent les ruines d'une ancienne ville turque du nom d'Inkermann; un pont de pierres traverse en cet endroit la Tchernaïa. Les Anglais s'étaient insuffisamment fortifiés de ce côté; ils n'avaient pas occupé le pont, et n'avaient construit sur les hauteurs qu'une seule redoute mal armée et défendue par un petit nombre de soldats. Ce fut vers ce point vulnérable que se portèrent les principales forces des Russes, pendant que la garnison, par une sortie, et Mentschikof, par une fausse attaque sur Balaklava, opéraient une double diversion. Comme avant le combat du 25 octobre, des cérémonies religieuses et une proclamation adressée aux soldats russes stimulèrent leur ardeur et leur fanatisme; et le 5 novembre, à quatre heures du matin, par un épais brouillard, l'armée russe, forte de quarante mille hommes, franchit le pont d'Inkermann et gravit les hauteurs qui lui font face, en traînant quarante-deux pièces de canon. Cent gardes enfermés dans la redoute anglaise se défendirent avec un grand courage et donnèrent à deux divisions le temps de se mettre en bataille : aussitôt les Anglais chargent à la baïonnette. Alors, au milieu d'une obscurité profonde, sur un terrain inégal, s'engage une des plus sanglantes mêlées dont l'histoire des guerres fasse mention. « Ce fut, écrivait l'un des acteurs de cette terrible journée, une série d'actes d'héroïsme, de combats corps à corps, d'attaques désespérées dans des ravins, dans des vallées, dans des broussailles, dans des trous cachés aux yeux des humains, et d'où les vainqueurs, Russes ou Anglais, ne sortaient que pour se lancer de nouveau dans la mêlée. Personne, en quelque endroit qu'il eût été placé, n'aurait pu voir même une faible partie des épisodes de cette glorieuse journée, car les vapeurs de l'atmosphère, les brouillards et la pluie obscurcissaient si profondément le ciel sur le point où la lutte s'est livrée, qu'il était impossible de rien discerner à quelques pas de soi. »

Les Anglais ont repris leur redoute; mais les Russes, formés en masses profondes, et trois fois plus nombreux que leurs adversaires, redoublent d'efforts pour les en chasser, et ils y réussissent dans une charge désespérée où l'arme blanche, presque seule employée, fait des deux côtés d'affreux ravages. Les Anglais perdent du terrain; leurs chefs tombent, la position est critique; mais à ce moment le pas redoublé des zouaves et des chasseurs de Vincennes ébranle le sol, leurs clairons retentissent, l'armée est sauvée. Le général Canrobert, accourant au galop à la nouvelle de ce terrible engagement, avait saisi en chemin la division Bosquet, et lançait les héros de l'Alma au secours de leurs frères d'armes; une immense acclamation de joie accueille dans l'armée anglaise ce bienheureux renfort. Les Russes cèdent à l'impétuosité de nos soldats, puis se reforment : la mêlée recommence. Enfin les Russes plient et perdent du terrain; ils sont ramenés dans la vallée de la Tchernaïa, ils forment leurs rangs pour

opérer leur retraite en bon ordre; mais les généraux français ont eu le temps de dresser des batteries sur les hauteurs, les soldats russes sont foudroyés et font, au passage du pont d'Inkermann, des pertes immenses. Il était onze heures du matin, la bataille durait depuis six heures.

Telle fut la journée d'Inkermann. Les Russes y laissèrent de huit à neuf mille soldats; les Français, et surtout les Anglais, avaient éprouvé des pertes cruelles, mais l'armée de siége avait échappé au plus imminent péril. Quelques instants de retard dans l'apparition de l'armée française, et les Anglais étaient culbutés : les Français avaient à combattre seuls une armée victorieuse; nos positions étaient prises à revers, pendant que la garnison sortait tout entière; peut-être devenait-il nécessaire, dans cette hypothèse, de lever le siége? Les soldats enfermés dans Sébastopol avaient, à la vérité, fait une sortie, mais ils n'avaient pas eu plus de succès que l'armée de secours : ils avaient été rejetés dans la place, les alliés étaient partout vainqueurs.

Après la bataille d'Inkermann, les alliés fortifièrent les pentes de la Tchernaïa, de même qu'ils avaient rendu inexpugnables les hauteurs de Balaklava, après la journée du 25 octobre. Les Russes n'essayèrent plus de longtemps de les forcer dans leurs redoutables positions, et le siége entra dans une phase nouvelle. Le grand allié des Russes, l'hiver, approchait avec rapidité : on n'était pas, à la vérité, au cœur de la Russie, dans les régions de glaces et de neiges où s'étaient perdues les armées de Charles XII et de Napoléon Ier. Cependant, même sous la latitude moyenne de la Crimée, l'hiver pouvait amener de grands désastres pour une armée nombreuse, sans cesse inquiétée par la garnison de la ville assiégée, et à peine préparée à une aussi longue campagne. Les espérances que les Russes purent concevoir à cet égard devaient être d'autant plus vives, que, quelques jours après la bataille d'Inkermann, l'un des plus terribles ouragans qu'ait jamais vus la mer Noire, cette mer des tempêtes, assaillit la flotte anglo-française, et lui causa d'immenses dommages. Le 14 novembre, au matin, un vent violent du sud-ouest se déchaîna tout à coup, déchira les tentes, brisa les piquets, enleva les toitures, renversa avec fracas les constructions qui servaient d'ambulances ou de magasins. Des chevaux et des hommes étaient soulevés et jetés à terre par ce terrible ouragan; au bout de quelques heures, il ne resta plus, dans les armées assiégeantes, d'autres abris que des pans de murs à demi écroulés, des rochers et des accidents de terrain, sous lesquels des milliers d'hommes cherchaient un refuge précaire et insuffisant. Le sol détrempé formait un vaste lac de fange; et du sommet des collines, descendaient d'impétueux torrents. Balaklava fut bouleversé, et les Anglais y firent de grandes pertes. Mais ce furent surtout les flottes qui eurent à souffrir de ce sinistre : plus de vingt bâtiments de la marine impériale ou royale et du commerce périrent corps et biens avec des approvisionnements, des munitions, des hommes et des chevaux, qu'ils portaient. Les pertes les plus importantes furent celles de la corvette à vapeur *le Pluton* et du vaisseau

de ligne *le Henri IV;* ce dernier bâtiment fut porté par les lames sur la côte, et à demi enfoui dans le sable.

L'ouragan passé, il fallut élever de nouvelles baraques, rebâtir les magasins et réparer tous les dégâts; puis les travaux de circonvallation et de tranchée recommencèrent. Dans le courant de novembre, près de vingt mille hommes vinrent renforcer l'armée anglo-française; des habillements d'hiver arrivèrent aussi en assez grande quantité aux Français, le besoin s'en faisait alors grandement sentir, car les journées étaient invariablement pluvieuses et les nuits glaciales. Le transport des vivres se faisait avec une grande difficulté de Kamiesh, et surtout de Balaklava, aux camps.

Quant à la place, elle tirait moins contre les alliés que dans le premier mois du siége et mettait le temps à profit pour augmenter ses fortifications. En présence des premières rigueurs de l'hiver, il y avait, en quelque sorte, armistice entre les ennemis; les uns et les autres concentraient leurs ressources et préparaient de suprêmes efforts. « L'ennemi, disait dans l'un de ses rapports le général Canrobert, met à profit ces intermittences forcées pour augmenter ses moyens de défense, ainsi que nous pouvons le constater. Jusqu'à présent il a cherché avant tout à nous intimider, et jamais on n'a vu une pareille consommation de poudre et de boulets; nos officiers d'artillerie calculent qu'ils ont tiré pour cet objet, depuis notre arrivée sous les murs de Sébastopol, quatre cent mille coups de canon et brûlé un million deux cent mille kilogrammes de poudre. On peut se faire une idée, d'après cela, des approvisionnements accumulés depuis longtemps dans la place. Nous remarquons cependant que leur artillerie est plus économe de son tir, et particulièrement que celui des projectiles creux a beaucoup diminué. Le chiffre de nos tués ou blessés ne dépasse pas quinze par jour.

« L'armée du prince Mentschikof se maintient sur la défensive. Elle couvre ses positions d'ouvrages défendus par des pièces de marine, et il semble acquis que jusqu'à nouvel ordre elle a renoncé à rien entreprendre contre nous. »

A ce moment, où les rigueurs de la saison suspendaient en partie les hostilités, les négociations reprirent une nouvelle vigueur; les conférences pacifiques de Vienne, dont le résultat devait être entièrement négatif, voyaient les ministres de la France, de l'Angleterre, de la Turquie et de la Russie discuter, sous la présidence de l'Autriche, dont le rôle était tout expectatif, les conditions d'un accommodement dont les bases, posées par les cours occidentales, étaient les quatre garanties suivantes :

1° Que la Russie renonçât au protectorat qu'elle avait exercé sur la Valachie, la Moldavie et la Servie, et que les priviléges accordés à ces provinces fussent placés sous la garantie collective des puissances;

2° Que la navigation du Danube fût délivrée de toute entrave;

3° Que le traité du 13 juillet 1841 fût revisé de concert par toutes les parties contractantes, dans un intérêt d'équilibre européen ;

4° Que la Russie cessât de revendiquer le droit d'exercer un protectorat officiel sur les sujets de la Sublime Porte.

Le cabinet russe répondait d'une façon évasive ; la Prusse était manifestement favorable à la Russie ; l'Autriche, malgré son intervention amicale, son bon vouloir apparent de faire cesser les hostilités, et la promesse formelle donnée aux alliés, qui l'avaient autorisée à faire entrer ses armées dans les principautés danubiennes, de défendre ces provinces contre toute agression nouvelle de la Russie, attendait, comme autrefois Metius Suffetius sur le mont Albain, l'issue de la lutte ; il était évident que les négociations ne pouvaient être qu'un leurre ou un passe-temps, et que la solution de la grande question de paix viendrait du champ de bataille.

En Asie, les Turcs, soit par l'impéritie de leurs chefs, soit par la mauvaise organisation de leur armée, avaient été constamment malheureux. En novembre 1853, ils avaient été battus à Guédiklez et rejetés sur Kars, où ils avaient établi leur quartier général. Les vingt-six mille hommes dont se composait leur armée furent réduits presque de moitié par les privations, les maladies, la désorganisation de tous les services. Au mois de juin de 1854, renforcée et reconstituée, cette armée reprit la campagne. Malgré le courage des nouveaux chefs qu'ils avaient reçus, ils furent battus en plusieurs rencontres, subirent au camp de Karaboulak un échec considérable, et ne purent empêcher les Russes d'entrer dans Bayazid, forteresse située au pied de l'Ararat, dans la province de Van. Le général russe Bebutof disposait de vingt mille hommes; à leur tête il se porta sur Erzeroum, et rencontra les Turcs à Indje-Deré. Il fut vainqueur; mais il éprouva des pertes sensibles, et son armée devenait insuffisante pour continuer avec succès un mouvement offensif. D'autre part, les Circassiens de Schamyl menaçaient Tiflis : les Russes furent donc forcés, malgré la supériorité de leurs armes, de renoncer aux avantages qu'ils s'étaient promis de cette campagne.

Cependant les opérations sous Sébastopol se poursuivaient sans résultat. L'état des travaux du siége est résumé dans ce fragment d'une lettre écrite par un de nos officiers, dans les premiers jours de décembre : « Notre situation, disait-il, est toujours la même; nos positions se renforcent, nos batteries et nos ouvrages de siége s'augmentent. De leur côté, les Russes ne restent pas inactifs; et l'on peut affirmer que, si nos moyens offensifs sont grands, les efforts de la défense sont à la hauteur du danger. Il serait puéril de se le dissimuler, Sébastopol est aujourd'hui bien plus complétement armé, bien plus efficacement défendu qu'il ne l'était lors de nos premières attaques. Bien que la première enceinte ait beaucoup souffert, les retranchements et les travaux élevés par les Russes compensent largement ces premiers désavantages. On peut dire que la ville proprement dite n'a pas souffert sensiblement ; mais le faubourg de la ma-

rine et le quartier tartares sont détruits : il est vrai qu'ils se trouvent hors de l'enceinte. On distingue très-bien, des hauteurs occupées par les Anglais, ce qui se passe dans la ville. Quoi qu'on en ait dit, tout annonce qu'il n'y règne aucune confusion. L'ordre le plus parfait paraît présider à tout ce qui s'y passe. Les habitants circulent, les troupes paraissent aller et venir sans préoccupation. Sur plusieurs points, on aperçoit de longues lignes de fusils en faisceaux. On remarque dans ce mouvement une absence complète de femmes et d'enfants. Les Russes ne perdent rien de tout ce qui se fait dans notre camp : ils paraissent surtout fort inquiets des progrès que font les Français du côté de la Quarantaine...

« Les Anglais travaillent beaucoup, mais leurs ouvrages sont moins avancés. Cela tient à leur défaut d'habitude, qui fatigue énormément leurs hommes, et à l'absence primitive d'ouvrages suffisants. Ils ont eu sur plusieurs points à faire ce qui aurait dû être l'œuvre des premiers jours. Toutefois, malgré leurs fatigues, ils se comportent admirablement toutes les fois que les Russes se montrent de leur côté. Ils ont établi, sur les hauteurs d'Inkermann, une batterie de huit pièces de 32 qui domine le port et les batteries de terre. Cette position est à quinze cents mètres au nord des lignes anglaises. Nos alliés ont besoin de veiller soigneusement pour éviter que l'ennemi ne l'investisse dans une sortie soudaine. Le corps Liprandi a délogé de ses positions de Balaklava dans la nuit du 5 au 6, et a brûlé en se retirant les vastes cantonnements en bois qu'il avait dressés pour hiverner. La surprise des alliés a été grande, lorsque le 6, des hauteurs du Télégraphe, on a vu leurs dernières colonnes se retirer en bon ordre. Cette retraite s'est exécutée d'une manière tellement silencieuse, que les avant-postes, situés à quelques centaines de mètres, n'ont rien entendu. On ne savait d'abord à quelle cause attribuer cette résolution des Russes, qui s'explique peut-être par la difficulté qu'ils éprouvaient à se ravitailler, et par les fâcheux effets du débordement de la Tchernaïa, qui a inondé leur camp sur divers points. C'est ce qu'on a pu constater par des reconnaissances. »

Les tirailleurs, les francs tireurs, les intrépides volontaires des deux armées, blottis dans des sortes de terriers, échangeaient tout le jour des coups de fusil avec les Russes; mais là se bornait à peu près la guerre active. Le vent du sud-est balayait le plateau où étaient campées les armées alliées, et y amenait la pluie, la grêle et la neige; les souffrances des Français étaient grandes, mais elles étaient incomparablement moindres que celles de nos alliés, dont l'administration militaire, désorganisée par une longue paix, n'avait pas été à même de témoigner la prévoyance et de faire les préparatifs qu'exigeait l'hiver. Décembre et janvier eurent des journées cruelles, dans lesquelles l'humidité du sol et la gelée exercèrent la plus funeste influence sur la santé des soldats; le choléra avait reparu, et il faisait de grands ravages parmi des hommes mal nourris et exposés à de continuelles fatigues. Les régiments anglais fondaient, et plusieurs d'entre eux étaient anéantis. C'était encore pis pour les vingt mille soldats turcs, campés à

l'extrême droite des Français et partageant leurs travaux : ils n'avaient ni intendance, ni service médical, ni vivres, ni vêtements, et ils eussent péri jusqu'au dernier, sans l'assistance fraternelle de leurs voisins.

Les Russes, après avoir étendu et augmenté leurs fortifications, reprenaient leur feu avec plus de précision et non moins de vigueur que par le passé, et faisaient quelques sorties de peu d'importance; de leur côté, les alliés continuaient leurs travaux de circonvallation autour de la partie méridionale de la place; les Anglais construisaient un chemin de fer de Balaklava au camp, pour faciliter les transports de vivres et de munitions. Les assiégés firent, dans le courant de janvier, quelques sorties vigoureuses, qui cependant n'obtinrent aucun succès. Des deux côtés on montrait, dans les rencontres nocturnes et fréquentes que provoquaient les sorties de la garnison, une bravoure qui faisait également honneur au courage des armées en présence; les luttes corps à corps se renouvelaient sans cesse, et produisaient des actes d'une audace et d'un acharnement sans exemple. Les Russes étaient revenus du coup que leur avait porté la double défaite d'Alma et d'Inkerman; leur espérance se ranimait à mesure que la saison était plus rigoureuse. Ce siége, commencé sous les auspices d'une victoire, comptait parmi les plus rudes et les plus difficiles; il prenait, en se prolongeant, des proportions gigantesques.

Le 16 février, les Russes firent une tentative pour reprendre Eupatoria, occupé par un corps de troupes françaises et turques; mais Omer-Pacha venait de débarquer dans cette ville avec l'élite de ses soldats égyptiens. Les Russes furent battus et laissèrent plusieurs centaines d'hommes sur le terrain.

Sous Sébastopol, les pertes éprouvées par l'armée anglaise étaient si considérables, que les Français durent la relever dans une partie de ses positions d'attaque; une division française s'établit à la droite de la place, devant la tour Malakof, appelée par les Russes, bastion Kornilof, du nom de l'un de leurs officiers généraux qui avait péri dans les premiers jours du siége, et où d'immenses travaux de défense avaient été accumulés; le 23 et le 27 février, plusieurs bataillons de zouaves tentèrent sans succès de s'emparer de deux redoutes, appelées Selinghinsk et Volhynie, et désignées plus tard sous le nom d'ouvrages blancs. Les Russes les avaient construites pour protéger Malakof du côté de l'est. Nos soldats se comportèrent avec la plus brillante valeur; mais surpris dans leur marche et entourés par des forces supérieures, ils firent de grandes pertes, et laissèrent sur la neige ensanglantée un grand nombre des leurs.

Le siége traînait ainsi en longueur, avec des péripéties émouvantes, des drames journaliers, le tout sans résultats efficaces; les négociations se poursuivaient dans toute l'Europe, n'ayant pour conséquence notable que l'accession du Piémont à l'alliance de la France et de l'Angleterre : le roi de Sardaigne venait de s'engager, par un traité du 10 janvier 1854, à envoyer quinze mille

hommes en Crimée, sous Sébastopol, lorsqu'un événement immense et qui semblait devoir exercer une influence décisive sur la marche des affaires se produisit : un matin, l'Europe apprit que l'auteur de la guerre, l'homme dont l'ambition embrasait le monde, était mort. Voici de quelle manière une correspondance, adressée au *Journal des Débats*, racontait lesderniers moments de l'empereur Nicolas :

« Le 14 février, l'empereur avait pris une forte grippe, et ses médecins avaient exigé qu'il renonçât à ses travaux et à ses occupations ordinaires. L'empereur n'a pas suffisamment respecté cette ordonnance; après quelques jours de repos, il a voulu sortir malgré un froid de plus de vingt-cinq degrés, pour passer une revue, et cette imprudence a provoqué une rechute.

« Le jeudi 1er mars, on remarqua quelques moments de délire. Dans la soirée, on reconnut l'impuissance des remèdes et l'imminence du danger. Alors on parla à l'empereur de l'accomplissement des devoirs religieux : la cérémonie fut remise au lendemain. L'impératrice voulut passer la nuit auprès de son mari, l'empereur s'y opposa parce qu'elle était à peine remise d'une maladie grave; mais il lui promit de la faire avertir s'il se sentait plus mal, et la pria de lui réciter à haute voix la prière du *Pater :* ce qu'elle fit. Au moment où l'impératrice prononçait ces mots : « Que ta volonté soit faite au ciel comme sur la terre, » l'empereur s'écria : « Toujours, toujours, toujours! »

« Le 2 mars, à trois heures du matin, son premier médecin, le docteur Mandt, le prévint de l'imminence du danger. L'empereur demanda son confesseur, et remplit tous ses devoirs avec une parfaite lucidité d'esprit en présence de la famille impériale. Il répéta d'une voix élevée et intelligible les prières de la communion; et après avoir reçu le sacrement, il se trouva soulagé et se montra plus serein. « A présent, dit-il, j'espère que Dieu m'ouvrira ses bras. » Et aussitôt il fit ses adieux à ses enfants et à ses petits-enfants, les bénissant tous l'un après l'autre sans oublier les absents.

« L'impératrice était revenue auprès de l'empereur, sur l'avis qu'elle avait reçu du docteur Mandt; elle ne l'a pas quitté. Comme elle pleurait, l'empereur la consola, la suppliant de prendre soin de sa santé, et de se conserver pour sa famille.

« Quelques amis fidèles et dévoués avaient été admis auprès de l'empereur : c'était le comte Orlof, le comte Adlerberg et le prince Dolgorouki; l'empereur leur a fait aussi ses adieux. Après ses amis, il a voulu voir ses valets de chambre, ses serviteurs et les vieux grenadiers du château; il a adressé à chacun d'eux des paroles de consolation et d'encouragement. Il a dit à Mme Rohrbeck, première femme de chambre de l'impératrice : « Je crains de ne vous avoir pas assez remerciée des soins que vous avez eus de l'impératrice dans sa dernière maladie; soyez pour elle à l'avenir ce que vous avez été de mon vivant, et saluez mon beau Peterhof la première fois que vous irez avec elle. »

« L'empereur a réglé lui-même toutes les cérémonies de son enterrement, après avoir fait annoncer sa mort prochaine à Moscou et à Varsovie par le télégraphe.

« A ce moment, on a annoncé à l'empereur le fils du prince Mentschikof, qui arrivait avec des lettres de son père : il a refusé d'en prendre connaissance : « Cela pourrait-il me rattacher à la terre? »

« Les premières heures de la matinée se sont écoulées dans ces tristes soins; l'empereur était calme, il ne paraissait pas souffrir, et l'on admirait la fermeté et la sérénité avec lesquelles il contemplait sa mort. A onze heures, la respiration étant devenue plus difficile, il a cessé de parler.

« A midi, il a recouvré la parole; mais seulement pour envoyer de tendres adieux à un ami fidèle et éprouvé, et pour recommander à son fils aîné de remercier en son nom la garnison de Sébastopol. Un quart d'heure après, il a rendu le dernier soupir sans effort et sans douleur; et on a pu le voir dans son cabinet, étendu sur un simple lit de camp et recouvert de son manteau militaire. »

Nicolas laissait six enfants : Le grand-duc Alexandre, la grande-duchesse Marie, veuve de Maximilien, duc de Leuchtenberg; la grande-duchesse Olga, mariée au prince royal de Wurtemberg; le grand-duc Constantin, le grand-duc Nicolas et le grand-duc Michel. Ces deux derniers ne sont pas mariés. Le grand-duc Alexandre, la grande-duchesse Marie et le grand-duc Constantin ont des enfants; la grande-duchesse Olga, princesse royale de Wurtemberg, n'en a point. A l'exception de la grande-duchesse Olga, qui réside à Stuttgard, tous les enfants et les petits-enfants de l'empereur Nicolas demeuraient dans le château.

L'aîné de ces enfants, le grand-duc Alexandre, né le 17 avril 1818, fut proclamé empereur sous le nom d'Alexandre II.

Alexandre II. Il n'y a pas une année encore que ce jeune souverain a mis sur son front la lourde couronne que lui lèguent Pierre, Catherine et Nicolas : nous n'entreprendrons pas de porter sur lui aucun jugement; cette tâche appartient à l'avenir; mais nous citerons un mot qui indique en lui une heureuse nature, et qui peint peut-être la situation intime de la Russie. Il y a quelques années, le grand-duc, futur héritier du trône, disait un jour devant son frère Constantin, plus jeune de sept ans, avec un sentiment de profonde mélancolie : « C'est cependant une lourde tâche que de se charger du sort de soixante millions d'hommes! — Qu'à cela ne tienne, repartit Constantin; mon frère, cédez-moi vos droits, s'ils vous pèsent. »

Cette anecdote, dont le consciencieux témoignage de M. Schnitzler nous garantit l'authenticité, définit bien ces deux jeunes gens, l'un, préoccupé des grands et difficiles devoirs de sa tâche; l'autre, emporté, ambitieux, voyant par-dessus tout dans le pouvoir absolu la satisfaction de ses volontés; cette anecdote résume les deux partis contraires qui se rattachent à chacun d'eux.

Quelles que fussent ses prédilections pacifiques et les penchants de son caractère, le nouvel empereur ne pouvait pas déserter la politique russe et donner à la conduite de son père un éclatant désaveu. L'eût-il voulu, une portion de la Russie et son frère Constantin s'y seraient opposés; la mort de Nicolas ne changeait donc pas pour le moment la situation politique. C'est ce que l'Europe ne tarda pas à connaître par le manifeste suivant, publié le 18 février (3 mars), c'est-à-dire le jour même de l'avénement d'Alexandre II :

« Dans ses voies impénétrables, il a plu à Dieu de nous frapper tous d'un coup aussi terrible qu'inattendu. A la suite d'une courte mais grave maladie, qui dans les derniers jours s'était développée avec une rapidité inouïe, notre bien-aimé père l'empereur Nicolas Pawlovitch est décédé aujourd'hui 18 février. Nulle parole ne saurait exprimer notre douleur, qui sera aussi la douleur de tous nos fidèles sujets.

« Nous soumettant avec résignation aux vues impénétrables de la providence divine, nous ne cherchons de consolations qu'en elle et n'attendons que d'elle seule les forces nécessaires pour soutenir le fardeau qu'il lui a plu de nous imposer. De même que le père bien-aimé que nous pleurons consacra tous ses efforts, tous les instants de sa vie, aux travaux et aux soins réclamés par le bien de ses sujets, nous aussi, à cette heure douloureuse, mais si grave et si solennelle, en montant sur notre trône héréditaire de l'empire de Russie, ainsi que du royaume de Pologne et du grand-duché de Finlande, qui en sont inséparables, nous prenons à la face du Dieu invisible, toujours présent à nos côtés, l'engagement sacré de n'avoir jamais d'autre but que la prospérité de notre patrie. Fasse la Providence, qui nous a appelé à cette haute mission, que, guidé et protégé par elle, nous puissions affermir la Russie dans le plus haut degré de puissance et de gloire, que par nous s'accomplissent les vues et les désirs de nos illustres prédécesseurs Pierre, Catherine, Alexandre le Bien-Aimé, et notre auguste père d'impérissable mémoire!

« Par leur zèle éprouvé, par leurs prières unies avec ardeur aux nôtres devant les autels du Très-Haut, nos chers sujets nous viendront en aide. Nous les invitons à le faire, leur ordonnant en même temps de nous prêter serment de fidélité, ainsi qu'à notre héritier, Son Altesse Impériale le césarévitsch grand-duc Nicolas Alexandrevitsch.

« Donné à Saint-Pétersbourg, le dix-huitième jour du mois de février de l'an de grâce 1855, et de notre règne le premier. »

L'ordre du jour adressé à l'armée était conçu dans le même esprit :

« Vaillants soldats, dit le nouvel autocrate, fidèles défenseurs de l'Église, du trône et de la patrie, il a plu au Dieu tout-puissant de nous visiter par la plus

terrible et la plus triste des calamités. Nous avons perdu un maître et un bienfaiteur.

« Au milieu de ses soins infatigables pour le bien-être de la Russie, mon père bien-aimé, l'empereur Nicolas Pawlovitch, a été appelé à une vie éternelle.

« Ses derniers mots ont été : « J'offre mes remercîments à la brave et fidèle garde qui a sauvé la Russie en 1825, comme aussi à la vaillante et fidèle armée ainsi qu'à la flotte. Je prie Dieu de perpétuer parmi mes soldats leur bravoure et leur bon esprit pour assurer la sécurité intérieure et la force extérieure de l'empire.

« Alors malheur aux ennemis qui attaqueraient la Russie!

« Si l'état de tous mes sujets n'a pas été amélioré autant que je le voulais, c'est que je n'ai pu faire davantage. »

« Puissent ces mots ineffaçables, preuve de son amour sincère pour vous, amour que je partage au plus haut degré, être conservés dans vos cœurs comme un gage de votre dévotion pour moi et la Russie!

« Vaillants soldats, braves compagnons d'armes d'un chef qui repose à présent en Dieu, vous avez gravé dans vos cœurs les dernières expressions de son amour tendre et paternel. Comme signe de cet amour, troupes des gardes, corps des élèves de l'école militaire, et régiment des grenadiers du généralissime prince Suwaroff, je vous donne l'uniforme que portait l'empereur votre bienfaiteur; ce gage, gardez-le au milieu de vous comme une chose sacrée et un souvenir ineffaçable pour les générations à venir. »

Les discours adressés à la noblesse, au sénat, au corps diplomatique, étaient empreints des mêmes sentiments; il y fut prononcé de nobles paroles au profit d'une cause mauvaise et mal engagée. Alexandre ne voulait et ne pouvait pas céder aux exigences, cependant justes, de l'Occident; encore une fois, c'était sous Sébastopol, dans la main des généreux soldats qui, des deux côtés, faisaient si vaillamment leur devoir, que se trouvait la solution de la grande question agitée.

Mentschikof, dont les opérations avaient été constamment malheureuses, fut rappelé, et remplacé dans le commandement en chef par le prince Gortschakof, et de nouveaux renforts furent envoyés à Sébastopol. De leur côté, les alliés voyaient journellement des troupes fraîches remplacer les vides que l'hiver et le feu avaient faits dans leurs rangs. Mars ramenant une température plus douce, on se préparait de part et d'autre à donner une vive impulsion aux opérations militaires. Les divisions françaises placées à droite de l'attaque, sur les hauteurs d'Inkerman et devant Malakof, poursuivaient activement leurs travaux autour de ce formidable ouvrage, gardé par les meilleurs soldats russes, lequel chaque jour apparaissait plus manifestement comme la clef de Sébastopol. Ce fut là que commença à se concentrer l'énergie de l'attaque et de la défense. Plusieurs sorties,

quelques affaires d'embuscade eurent lieu dans le courant de mars, mais ne purent empêcher les alliés de faire des progrès dans la construction de leurs cheminements et de leurs parallèles. Le 24 mars, dix mille hommes se jetèrent, pendant la nuit, sur les tranchées françaises; ils furent repoussés avec une perte considérable.

La fin de mars et les premiers jours d'avril furent employés aux préliminaires du bombardement préparé par les longs travaux de l'hiver; à la suite de ce bombardement, on espérait pouvoir donner l'assaut. Les batteries furent démasquées le 9, et quatre cents bouches à feu tonnèrent à la fois; les bombes et les fusées incendiaires s'abattirent sur la ville assiégée. Mais une pluie battante contraria cette attaque et l'empêcha d'être décisive; les dommages causés aux fortifications de la place ne furent pas suffisants pour permettre l'assaut, et il fallut pousser plus avant les approches et préparer un nouveau bombardement.

Le 1er et le 2 mai, un ouvrage consistant en une série de postes fortifiés solidement reliés entre eux, et que les Russes avaient établi à la gauche des attaques françaises, entre les forts appelés Bastion Central et Bastion du Mât, fut enlevé, et permit de prolonger les cheminements. Cette guerre de nuit et de jour se compliquait d'attaques souterraines dans lesquelles on menait des deux côtés des mines et des contre-mines pour détruire les travaux de l'ennemi.

Cependant on s'impatientait en France et en Angleterre de la longueur de ce siége sans exemple dans les temps modernes. Le général Canrobert était épuisé par les fatigues du commandement. Plusieurs fois il s'était entendu reprocher le défaut de décision; habile, brave et zélé, il avait rendu un service immense en passant sous la ville la rude saison d'hiver; mais soit que lui-même manquât de confiance dans l'issue de sa difficile mission, soit qu'il ne pût plus porter le poids de ses fatigues, il se démit du commandement en chef, et le général Pélissier, vétéran de nos guerres d'Afrique, officier énergique et résolu, le remplaça. Les longs et pénibles préparatifs du siége accomplis, le nouveau commandant était l'homme propre à l'action décisive, à la grande et suprême bataille qui devait dénouer ce long drame.

Ce fut contre le faubourg de la Marine ou Karabelnaïa, situé à son extrême droite, et contre les ouvrages qui le défendaient, c'est-à-dire les ouvrages blancs, la tour Malakof, la lunette Kamtchatka ou du Mamelon-Vert, et le Redan, que le général Pélissier résolut de porter le fort de son attaque, sans toutefois négliger les opérations de la gauche. Son prédécesseur lui laissait une armée bien aguerrie, forte de cent quarante mille hommes. Les Anglais comptaient environ trente-deux mille hommes valides et propres au service, et le contingent sarde venait de donner un renfort de quinze mille excellents soldats.

Sébastopol continuait à recevoir des renforts et des munitions par Simphéropol et Pérékop; mais la place voyait se resserrer de jour en jour le cercle de feu qui l'environnait au midi, et un double succès des assiégeants lui porta un coup

funeste. Le premier fut l'occupation de vastes ouvrages élevés à la gauche des Français, entre la Quarantaine et le bastion central : à la suite de deux batailles sanglantes, livrées dans les nuits du 22 au 23, et du 23 au 24 mai, deux divisions françaises firent irruption dans les travaux de l'ennemi et les prirent de vive force. Il y eut dans cette affaire sept à huit mille hommes hors de combat de part et d'autre.

Le second fait capital qui devait exercer sur cette guerre une influence décisive, fut une expédition des flottes anglaise et française dans la mer d'Azof, où les nombreux dépôts de vivres et de munitions de l'ennemi furent jetés à la mer ou brûlés. Le 20 mai, une flottille composée de vingt-huit bâtiments français de toute force et de trente-deux voiles ou vapeurs anglais, portant environ dix mille hommes de débarquement, franchit le détroit de Kertch, prit la ville de ce nom, s'empara de Iénikalé, jeta quelques bombes sur Arabat, brûla les magasins de Genitchi, à l'autre extrémité de la longue flèche qui sépare la mer Putride de la mer d'Azof, ceux de Taganrog, détruisit un nombre considérable de caboteurs, de pêcheries, ruina le commerce russe dans la mer d'Azof, et enleva à la ville assiégée ses plus considérables ressources au moment même où les alliés préparaient contre elle de formidables efforts.

Le 7 juin, Français, Anglais, Sardes et Turcs donnent l'assaut à toute l'extrémité orientale des fortifications, depuis la baie du Carénage, les ouvrages blancs, le Mamelon-Vert jusqu'au Redan. Les ouvrages blancs, ceux du Carénage et le Mamelon-Vert restèrent au pouvoir des alliés. C'était là un avantage notable qui faisait espérer un succès encore plus décisif; après la prise de ces premières approches, il s'agissait d'emporter l'ouvrage principal, c'est-à-dire Malakof. Le 16 juin, le bombardement recommença sur toute la ligne, et annonça une nouvelle grande bataille. Cette action générale, si impatiemment attendue, eut lieu en effet le 18; mais, par une fatale méprise, le signal du général en chef fut mal interprété, et l'attaque manqua d'ensemble et de précision. Sur trois divisions françaises engagées, deux perdirent leurs généraux. Les Anglais, chargés de l'attaque du Redan, firent aussi des pertes énormes. Un régiment français pénétra dans Malakof et y planta son drapeau; mais après de grandes pertes il fut contraint d'abandonner l'ouvrage qu'il avait conquis avec tant de valeur.

Cet échec retardait l'issue du siége, mais ne changeait pas sensiblement la situation respective des assiégeants et des assiégés; le général Pélissier témoigna par l'ordre du jour suivant, adressé à ses soldats, l'intention de poursuivre les travaux avec énergie et persévérance :

« Soldats !

« Dans la journée du 18 juin, nos aigles ont été portées jusque dans les ouvrages qui forment l'enceinte de Sébastopol; mais il a fallu renoncer à pousser à fond une lutte que des incidents sur lesquels je n'avais pas dû compter auraient

pu rendre trop sanglante, et vous êtes rentrés en ordre dans vos lignes sans que l'ennemi ait osé sortir de ses retranchements et inquiéter votre retour.

« Notre situation actuelle est celle de la veille du combat; ma confiance dans votre ardeur et dans le succès est la même. Les arrivages de chaque jour ont suffi et au delà à remplacer ceux d'entre vous qui ont succombé glorieusement, et que dans votre cœur vous avez juré de venger. Nous avons gagné du terrain, et en resserrant l'ennemi de plus en plus, nous l'atteindrons d'une manière certaine. Il ne peut subsister, combler les vides de ses rangs, s'approvisionner de munitions qu'au prix d'efforts inouïs; tandis que, maîtres de la mer, nous renouvelons incessamment et largement nos moyens.

« Soldats! vous vous montrerez plus patients, plus énergiques que jamais dans cette lutte d'opiniâtreté dont l'issue décidera de la paix du monde, et où vous avez déjà fait des preuves d'abnégation, de bravoure et de patriotisme qui ont décoré vos drapeaux d'une gloire immortelle. »

Les paroles du général Pélissier étaient l'expression d'un fait réel; chaque jour augmentait les embarras de la place assiégée; le feu ennemi, en se rapprochant, devenait plus meurtrier; les approvisionnements étaient rares et difficiles; enfin le typhus décimait la garnison.

Rien d'important ne se produisit dans les derniers jours de juin, dans le courant de juillet et dans la première moitié d'août. Le général Pélissier travailla avec persévérance à réduire encore la distance qui séparait ses ouvrages de ceux des alliés, et fit creuser de nouvelles tranchées qui devaient conduire ses soldats à trente ou quarante mètres seulement de la place. Aux souffrances de l'hiver avaient succédé avec l'été de nouveaux embarras qui rendaient plus laborieuse la tâche de l'armée, sans toutefois ralentir son ardeur : le choléra avait reparu. Le général en chef des troupes anglaises, lord Raglan, en mourut le 28 juin; il eut pour successeur, son chef d'état-major, le général Simpson. Dans la première dépêche adressée à son gouvernement, le successeur de lord Raglan laissait entrevoir que le siége pourrait avoir encore une longue durée. « On n'a en vue, disait-il, aucune grande opération, mais nous sommes occupés à réparer et à perfectionner nos ouvrages pour être prêts à agir avec les Français, quand leurs approches vers la tour Malakof seront complétées. » En effet, les dépêches furent sans intérêt jusqu'au milieu d'août; puis, tout d'un coup, l'Europe reçut, à vingt jours d'intervalle, la nouvelle d'une grande victoire, remportée par les alliés, puis celle de la prise de Sébastopol.

De plus en plus resserrés dans la place, épuisés par les fatigues, les privations et les maladies épidémiques, privés d'approvisionnements depuis l'expédition de la mer d'Azof, et de renforts par suite des diversions que les alliés avaient faites sur d'autres points de l'empire, notamment dans la Baltique, où Sveaborg avait été bombardé et brûlé le 7 août, et jusque dans l'océan Glacial où Petropolovski

venait d'être détruit, les assiégés tentèrent, au moyen de l'armée de secours qui tenait la campagne, un suprême effort pour se dégager. Ils avaient moins de chances de succès qu'à Balaklava et à Inkermann, puisque la droite des camps anglais et français était protégée par des redoutes, des batteries et par une armée d'observation. Toutefois, Gortschakof réunit trente mille de ses meilleurs soldats, stimula leur zèle par les exhortations des popes, leur fit espérer une victoire facile, et les lança dans la vallée de la Tchernaïa, au-delà du pont de Traktir, pour culbuter par un effort désespéré l'armée alliée et prendre les camps à revers. Mais trois divisions françaises et une partie de la petite armée sarde gardaient les hauteurs opposées. Les Russes furent rejetés en désordre au delà du pont qu'ils avaient franchi; leur commandant en chef, le général Read fut tué; six mille hommes furent mis hors de combat, et plus de deux mille prisonniers restèrent aux mains des alliés.

Cette victoire, digne pendant d'Inkermann, n'était que le prélude d'un plus éclatant succès. Dans la nuit du 9 septembre, la dépêche suivante, transmise par le télégraphe électrique qui, depuis le mois de mai, fonctionnait entre Balaklava et Varna, au moyen d'un câble sous-marin, et de Varna par Vienne à Paris et à Londres, excita le plus vif enthousiasme en France et en Angleterre :

« L'assaut a été donné, le 8 septembre 1855, à midi, à Malakof. Ses réduits et le redan du Carénage ont été enlevés par nos braves soldats avec un entrain admirable, aux cris de : Vive l'empereur!

« Nous nous sommes occupés de suite de nous y loger, et nous y avons réussi à Malakof. Le redan du Carénage n'a pu être conservé devant la puissante artillerie qui frappait les premiers occupants de cet ouvrage, que notre solide installation à Malakof ne tardera pas à faire tomber, ainsi que le Redan, dont nos braves alliés ont enlevé le saillant avec leur vigueur habituelle. Mais, comme au redan du Carénage, ils ont dû céder devant l'artillerie ennemie et de puissantes réserves.

« A la vue de nos aigles flottant sur Malakof, le général de Salles a fait deux attaques sur le bastion central. Elles n'ont pas réussi; nos troupes sont rentrées dans leurs tranchées.

« Nos pertes sont sérieuses, et je ne puis encore les préciser. Elles sont amplement compensées, car la prise de Malakof est un succès dont les conséquences seront immenses. »

Puis une seconde dépêche confirmait cette heureuse nouvelle et lui donnait l'importance d'un succès décisif :

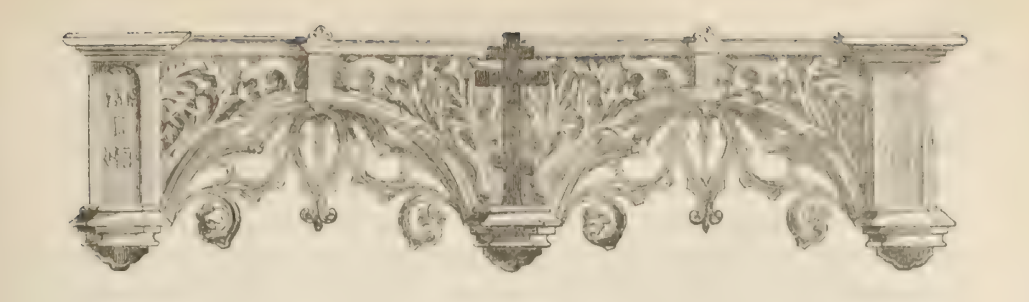
« Karabelnaïa et la partie sud de Sébastopol n'existent plus. L'ennemi, voyant notre solide occupation à Malakof, s'est décidé à évacuer la place, après en avoir ruiné et fait sauter par la mine presque toutes les défenses.

« Passant la nuit au milieu de mes troupes, je puis vous assurer que tout a sauté dans Karabelnaïa, et d'après ce que j'ai pu voir, il doit en être de même devant nos attaques de gauche. — Cet immense succès fait le plus grand honneur à nos troupes.

« Je vous donnerai le détail de nos pertes de la journée, qui, après tant de combats opiniâtres, ne peuvent être que sérieuses.

« Demain, je pourrai préciser les résultats de cette grande journée, dont les généraux Bosquet et Mac-Mahon ont en grande partie les honneurs. »

Après leur défaite sur la Tchernaïa, resserrés de jour en jour davantage, écrasés par un bombardement et par un feu qui, de l'aveu même de Gortschakof, faisait périr quinze cents hommes par jour, ne pouvant plus eux-mêmes faire usage d'une partie de leurs canons, à cause de la proximité des travaux de l'assiégeant, la garnison de Sébastopol s'illustra encore par ses héroïques efforts dans le dernier assaut; sur sept attaques, elle en repoussa six. Mais Malakof, la clef véritable du faubourg Karabelnaïa et de toute la partie méridionale de la ville, fut emporté par les Français, et ne put leur être repris. Ce fut alors que Gortschakof évacua la ville et se retira dans les forts du nord avant que la retraite lui fût coupée. Ainsi se terminait, après trois cent trente jours de tranchée, ce siége fameux entre tous, et qu'illustrera à jamais l'héroïsme des armées qui s'y trouvèrent en présence. La prise de Sébastopol est un fait capital qui, s'il est suivi, comme tout le fait présumer, de l'occupation de la Crimée par les alliés, marquera dans l'avenir le terme de l'ambition exagérée et des prétentions de Pierre le Grand, de Catherine II et de Nicolas, et pourra inaugurer dans l'empire russe une ère de travail intérieur, de réformes, de législation, et de véritable grandeur.



CHAPITRE X

État actuel de la Russie. — Littérature. — Beaux-Arts. — Religion. — Finances. — Forces militaires.

(1855)



PRÈS avoir achevé le récit des faits qui composent l'histoire de la Russie, jetons un rapide coup d'œil sur la littérature de ce pays, sur son organisation sociale, sa religion, son système militaire et financier. De la sorte, nous aurons embrassé dans son ensemble la vie entière de cet immense empire. Ce qu'on ne peut méconnaître en étudiant la Russie, c'est la disproportion choquante de sa puissance extérieure, de l'influence qu'elle a exercée sur l'Europe, avec la faiblesse de son organisation intérieure et l'état retardataire de ses institutions sociales ainsi que de son développement intellectuel.

Le mouvement littéraire indique en général à quel degré de civilisation un peuple est parvenu. Aux époques de barbarie, les esprits troublés par la confusion sociale, préoccupés des embarras de la vie matérielle et privés des lumières de l'éducation, se détournent des travaux intellectuels; et si, emportés par une certaine force innée, ils s'élancent vers les régions de la création et de la poésie, ils laissent à leurs œuvres les plus sublimes comme un cachet du milieu barbare dans lequel ils ont vécu. Il en a été ainsi jusqu'à présent de la Russie : elle a eu quelques poëtes, quelques écrivains isolés, mais elle n'a pas vu se manifester encore l'un de ces grands mouvements littéraires auxquels il semble que tout un peuple prenne part, et qui illustrent des siècles dans la vie des nations.

« La langue russe, dit l'historien Leclerc[1], belle et riche de son propre fonds, a l'avantage de trouver au besoin de nouvelles richesses dans la langue slave qui lui a donné naissance. Toutes deux renferment un grand nombre de mots imita-

[1] *Histoire de la Russie moderne*, t. I, l. I.

tifs, et possèdent les augmentatifs et les diminutifs des langues latine et italienne, de manière que l'on peut distinguer par un seul mot les dimensions d'un objet et souvent même l'usage auquel il est propre. » Cette langue qui, de l'aveu des peuples perfectionnés dans l'art de bien dire, ne manque ni de son, ni d'accent, ni de nombre, n'avait encore au temps de Pierre Ier, et même de Catherine II, ni grammaire estimée, ni dictionnaires dont on pût faire usage pour apprendre à la lire, à l'écrire, et pour étudier les ouvrages nationaux; c'était un bon instrument, mais dont les incultes contemporains de Pierre Ier ne savaient pas se servir. Peu de termes abstraits et de transitions, un dénûment notable d'expressions pour rendre les idées composées ou compliquées, mais des mots pittoresques, une certaine grandeur comparable à celle de la langue hébraïque, une vivacité souvent barbare, quelquefois éloquente dans les tournures, tels étaient les caractères les plus saillants de ce langage. Le style écrit différait sensiblement du discours familier. Quant aux dialectes des diverses provinces de l'empire, ils consistaient plus dans des modes variés de prononciation que dans des différences essentielles. Le latin a fourni quelques éléments au russe, et les Grecs exercèrent sur les Slaves, en les convertissant, une influence qu'on ne peut méconnaître; c'est ainsi qu'ils leur transmirent la plupart de leurs signes graphiques. Toutefois le grec, malgré son introduction dans les termes de la grammaire, et surtout dans ceux de la liturgie, n'apporta pas de grandes modifications à l'élément slave, qui resta le fond de la langue russe. On peut facilement reconnaître la parenté de cette langue, non-seulement avec le servien, dialecte presque identique et qui subit les mêmes influences, mais avec le polonais et toutes les langues d'origine slave que parlent un grand nombre de peuples du Danube.

Comme tous les peuples conquérants, les Russes débutèrent par célébrer dans des chants poétiques les exploits de leurs guerriers. Leurs premières productions en ce genre remontent à la fin du xe siècle; on y retrouve les images, le style figuré de l'Orient, uni à une certaine énergie qui, au dire des hommes versés dans l'étude du slavon, ne manque ni de grandeur ni de charme. Mais cette poésie nationale toute primitive en resta à ses bégaiements; les mœurs russes s'amollirent au contact des Grecs dégénérés de Constantinople. L'invasion tatare vint ensuite, et, pendant trois siècles, au lieu de chants de guerre et de victoires, cette langue, toujours inculte et rude comme au premier jour, fit entendre les plaintes de la servitude et de la terreur. Quelques moines conservaient, au fond de leurs couvents, non le sentiment de la poésie, mais les règles d'une versification grossière appliquée à la glorification des saints. Toutefois même ce ne fut qu'au temps d'Alexis, père de Pierre le Grand, qu'apparurent les essais de cette poésie informe dont les Polonais avaient fourni le modèle. Le moine Siméon Polotski traduisit le psautier, et y joignit un éloge en vers de tous les saints du calendrier russe. Cette traduction, imprimée à Moscou en 1668, ne fut pas le

seul ouvrage poétique de ce moine. Il composa, à la mort d'Alexis, des lamentations sous ce titre : *L'Aigle russe qui s'élève vers le soleil,* quelques autres poésies, une instruction sur la manière de régner, dédiée à Fœdor Alexievitch, et une prédiction sur la naissance de Pierre le Grand, dont il fut le premier instituteur.

Dès le commencement du XIe siècle, longtemps avant que la poésie tentât ses premiers essais, la Russie avait eu un annaliste célèbre, le moine Nestor, né à Biélo-Ozero, en 1056. Ses chroniques sont écrites dans un style dont la naïveté n'exclut pas toujours l'éloquence. Comme nos annalistes du moyen âge, Nestor n'oublia pas de consigner dans son récit les phénomènes célestes, éclipses et apparitions de comètes, dans lesquels il voyait, avec ses contemporains, des présages plus ou moins funestes et des signes de la colère divine. Ce père de l'histoire russe est resté en grande vénération; les superstitions populaires racontent que son corps demeure incorruptible dans les catacombes de Kief, et l'Église l'a mis au rang des saints. La chronique de Nestor, vers le milieu du siècle suivant, eut un continuateur dans le doyen du monastère de Saint-Michel de Kief. Le patriarche Nikon réunit ces chroniques sous le règne d'Alexis, et en composa une histoire de Russie depuis les premiers temps jusqu'au règne du tsar Alexis. Enfin la Bible, les poésies de David et des prophètes, furent traduites dans le XIIIe siècle en langue slave.

Tel était le mince bagage de la littérature russe à l'avénement de Pierre Ier. Ce souverain sentit l'importance d'un mouvement original dans les œuvres de l'esprit : mais il ne lui était pas possible de créer des artistes et des écrivains comme il avait créé des soldats et des matelots. Les travaux de l'intelligence trouvaient les Russes encore plus rebelles que ceux du corps. Pierre se borna à établir des écoles et à développer l'étude des sciences, pour lesquelles il avait une prédilection particulière à cause de leur utilité immédiate. Son règne exerça donc peu d'influence sur la littérature. Il prépara un léger mouvement littéraire, dont la manifestation n'eut lieu que sous les règnes suivants. Le prince Cantémir, fils de l'hospodar moldave, qui s'était dévoué à la Russie, se distingua de 1730 à 1740 par quelques essais poétiques, des travaux de théologie et un grand nombre de traductions grecques, latines, françaises, italiennes, espagnoles et anglaises. Esprit élégant et varié, Cantémir brillait plus par l'instruction que par le génie. Il en est de même de ses contemporains Ilinski, qui composa à la fois des poésies et des ouvrages théologiques, et de Trediakofski, qui a traduit les œuvres de Rollin, dont il se vantait d'être l'élève. Enfin plusieurs prélats, également plus distingués par leur savoir que par leurs talents, complètent la liste bien peu nombreuse des écrivains russes jusqu'au milieu du XVIIIe siècle. Pour trouver un nom véritablement illustre dans les fastes littéraires de la Russie, il faut aller jusqu'au règne des impératrices Élisabeth et Catherine II.

En 1711 était né, sur les bords de la Dvina septentrionale, un enfant que les dispositions naturelles de son esprit destinaient à devenir un grand poëte;

c'était Lomonosof. Il étudia dans un monastère de Moskou les langues anciennes, la rhétorique et les règles de la poésie. A l'âge de vingt trois ans, il voyagea en Prusse, en Saxe; et s'intéressant à toutes choses, avide d'instruction, il meubla d'une infinité de connaissances diverses son esprit véritablement encyclopédique. Son début poétique fut une ode qu'il composa en 1739, pendant son séjour en Allemagne, sur la prise de Chokzim. On vit, pour la première fois, se révéler dans cette pièce de vers l'harmonie et les qualités fortes ou brillantes dont la langue russe est susceptible. Ses œuvres poétiques consistent en un grand nombre d'odes et d'épîtres. De retour de ses voyages, Lomonosof fut nommé professeur de chimie, distinction singulière pour un poëte, et Catherine fit de lui, en 1764, un conseiller d'État. Il mourut l'année suivante, après s'être distingué à la fois dans la poésie, dans les sciences et dans l'histoire.

Il y a peu de noms à citer à côté de celui de ce poëte. Cependant, Catherine fit de grands efforts pour encourager les écrivains et doter la Russie d'une littérature nationale. Quelques sociétés, organisées dans ce but, secondèrent les efforts de l'impératrice. Une association maçonnique, recrutée parmi les membres les plus instruits et les plus distingués de la société russe, fonda à Moskou, vers 1780, la *Société* ou *Compagnie typographique*, qui procédait d'une façon tout à fait originale dans ses encouragements décernés aux jeunes littérateurs. Elle achetait les manuscrits quels qu'ils fussent, à un prix fixé pour chaque feuille d'impression; aucun travail présenté n'était refusé, l'auteur était toujours certain à l'avance d'en recueillir le fruit. Une grande partie des ouvrages acquis de la sorte restaient pour toujours enfouis dans les magasins. Un encouragement de telle nature ne pouvait convenir qu'à un pays aussi peu lettré que la Russie. Malgré la grande excitation qu'il dut produire, il n'amena pas de résultats immédiats. Après la révolution française, la Compagnie typographique disparut avec les autres associations russes empreintes de l'esprit occidental, et elle essaya inutilement de se reformer sous le règne suivant. Toutefois, les semences qu'elle avait jetées, de concert avec l'impératrice, devaient à la longue produire des fruits; et le XIXe siècle allait avoir à proclamer quelques noms justement célèbres.

De ces écrivains, le premier en date est Karamsin, qui a repris en partie l'œuvre accomplie par le patriarche Nikon dans le cours du XVIIe siècle. Né en 1765, et nommé en 1803 historiographe de la Russie, Karamsin jouit auprès d'Alexandre d'une faveur qui se continua sous le règne de Nicolas. Au commencement de 1826, le travail et une longue maladie avaient épuisé ses forces; l'empereur lui assigna 50,000 roubles, et mit à sa disposition une frégate pour qu'il pût se rendre dans le Midi de la France. Il ne put profiter de ces bienfaits, et mourut quelques mois plus tard. Plus patriote que courtisan, mérite rare chez un Russe, Karamsin s'est distingué par la netteté et le charme de ses récits plus que par la méthode et la critique qu'il y a apportées. Son histoire n'embrasse que la première période de la Russie jusqu'aux Romanof.

C'est surtout par la poésie que brille la littérature russe contemporaine. Dans ses poëmes, dans ses odes, Pouschkine, que les Russes appellent le plus national de leurs poëtes, rappelle, par la mélancolie dont la plupart de ses œuvres sont empreintes, certains caractères du génie de Byron. Patriote et opposé dans le fond de son cœur à ce despotisme qui trouva chez les jeunes écrivains russes quelques-uns de ses principaux adversaires lors de la révolution de 1825, Pouschkine, tout en restant en dehors des conspirations de cette époque, s'attira la disgrâce de l'empereur Alexandre, qui le confina dans sa terre de Pskof. Nicolas voulut le voir dans les premiers temps de son règne, et eut avec lui un long entretien à la suite duquel le jeune poëte parut réconcilié avec le pouvoir absolu. Il obtint la permission de vivre à son choix à Pétersbourg ou à Moskou, fit en volontaire la campagne d'Asie de 1829 sous Paskevitch, et, à son retour, tenta d'écrire la vie de Pierre le Grand. La mort ne lui laissa pas le temps d'accomplir une telle œuvre, digne de son talent : il fut tué en duel par un Français, son beau-frère, qui avait excité sa jalousie par ses assiduités auprès de sa femme, 1837. La passion, l'entraînement, quelque chose d'une nature indomptée et sauvage, respire dans les œuvres de Pouschkine. Il avait dans les veines un peu de sang noir par son aïeul maternel ; ce qu'il y a d'oriental dans la nature du sol et de la vie russe l'avait profondément impressionné. De là le cachet original, les beautés saisissantes de quelques-uns de ses poëmes, notamment des *Bohémiens*, et de la pièce bizarre qu'il intitule *Onéguine*, dans laquelle il peint l'homme blasé au sein d'une civilisation jeune, mais corrompue à sa naissance, et offre le type bizarre du Russe byronien.

Le fabuliste Krylof, mort en 1844, et Kamakof, dont les tragédies et les pièces lyriques sont estimées, méritent chacun une mention. Schukovskij, imitateur de l'Allemagne ; Ryleief, ce chef de la conspiration de 1825, qui paya de sa vie ses tentatives révolutionnaires ; Mouravief, père du complice de Ryleief, furent des écrivains de mérite. Mais l'esprit le plus original, l'écrivain russe dont l'Europe est habituée à prononcer le plus souvent le nom à côté de celui de Pouschkine, c'est Gogol. Il semble qu'une destinée funeste, une loi de mort ait pesé sur tous ces jeunes poëtes ; Gogol mourut, comme Pouskhine, dans la vigueur de son talent ; et un autre poëte de grande valeur, Lermonos f, fut tué en duel à l'âge de vingt-quatre ans. « Gogol, dit M. Mérimée qui publia il y a quelques années, dans la *Revue des Deux-Mondes*, une étude sur ce poëte, Gogol est un observateur fin jusqu'à la minutie, habile à surprendre le ridicule, hardi à l'exposer, mais enclin à l'outrer jusqu'à la bouffonnerie ; c'est avant tout un satirique plein de verve. Il est impitoyable contre les sots et les méchants, mais il n'a qu'une arme à sa disposition, c'est l'ironie ; trop acérée quelquefois contre le ridicule, elle semble, par contre, bien émoussée contre le crime, et c'est au crime qu'il s'attaque bien souvent. Son comique est toujours un peu près de la farce, et sa gaieté n'est guère communicative. Si parfois il fait rire son lecteur, il lui laisse cepen-

dant au fond de l'âme un sentiment d'amertume et d'indignation; c'est que ses satires n'ont pas vengé la société, elles n'ont fait que la mettre en colère. » La comédie du *Reviseur* commença la réputation de Gogol. Ce poëte y met en scène, avec une verve vive et moqueuse, l'ineptie et la sottise de ces employés de petite ville (*tchinovniki*), dont l'orgueil et la vénalité pèsent si lourdement sur le pays. Un chevalier d'industrie, obligé de quitter Pétersbourg, vient d'arriver dans une ville de province au moment même où le reviseur (inspecteur-général) y est attendu; il a épuisé ses dernières ressources; mais voici que le gouverneur et les fonctionnaires publics, tremblants à la pensée qu'ils vont avoir à rendre compte de leurs exactions et de leur vénalité, le prennent pour le reviseur conservant l'*incognito;* l'intrigant saisit cette bonne fortune, accepte les dons que fonctionnaires et magistrats apportent à l'envi pour le corrompre, emprunte de l'argent, fait des dupes, se donne pour l'ami du ministre, le favori de l'empereur. Toute la population de la petite ville défile devant lui les mains pleines des présents qui doivent faire pardonner la corruption, la vénalité, la tyrannie subalterne de tous ces petits fonctionnaires. On ne saurait imaginer un tableau plus frappant, une satire plus mordante de la société russe. Il y a dans cette comédie des mots d'un comique terrible qui sont passés en proverbe : le gouverneur adresse à un de ses commis cette réprimande: « ...Écoute, je te connais, toi; tu fais le bon apôtre, mais tu fourres des cuillers d'argent dans tes bottes; le marchand Tchermaïef t'a donné du drap pour te faire un uniforme et tu as vendu la pièce de drap; *tu voles trop pour ta place.* »

Une autre production également très-remarquable de Gogol est intitulée *les Ames mortes.* On appelle *Ames* en Russie les paysans, et la richesse d'un seigneur s'estime d'après le nombre d'âmes qu'il possède; ce nombre sert également d'assiette à l'impôt réparti d'après un dénombrement qui ne se fait que de loin en loin, en sorte que si, dans l'intervalle des recensements, des mâles naissent ou meurent, le seigneur ne paie pas pour ses âmes vivantes, ou paie pour ses âmes mortes. Il existe aussi une institution, sorte de Mont-de-Piété, qui prête sur les âmes contre le dépôt du titre de propriété. Or, le héros du roman de Gogol se fait simplement céder à bon compte, comme on suppose, dans le but d'escroquer le Mont-de-Piété, le titre de propriété des paysans qui sont morts. On trouve dans cette œuvre, comme dans *le Reviseur,* une peinture exacte des abus et des vices de la société russe. Gogol est un des écrivains qui auront le mieux mérité de la Russie, en signalant ces vices radicaux par lesquels la vie même de cette nation est compromise, et en rendant indispensables d'éclatantes réformes. Cet écrivain a publié encore un grand nombre de nouvelles, dont quelques-unes ont été traduites et publiées en France, et où l'on retrouve, avec les qualités satiriques que nous avons signalées, de la fantaisie, de l'imagination, et quelquefois un reflet de la couleur fantastique des contes d'Hoffmann.

A côté de ces hommes remarquables, il en est un qui mérite encore d'être cité

au premier rang. Plus jeune que tous ceux que nous venons de mentionner, auteur d'une œuvre tout à fait contemporaine, M. Ivan Tourghenief nous a, mieux que toutes les histoires, les considérations et les voyages, initiés, avec un petit livre, à la vie de la société russe tout entière. Ce livre, bien connu en France par la traduction de M. Charrière, est intitulé en russe *Mémoires d'un chasseur*, et en français *Mémoires d'un seigneur russe*. Passionné pour la chasse, l'auteur nous promène à travers les gouvernements de la Russie centrale; il nous fait admirer, avec une émotion qui gagne le lecteur, la nature triste et sombre, mais non dépourvue de charmes de ces pays sauvages; il passe successivement en revue tous les personnages de la société, depuis le grand seigneur jusqu'au plus misérable des serfs, les mettant en scène, les faisant agir et parler, s'effaçant lui-même pour les mettre en communication plus directe avec le lecteur. Il y a quelque chose des procédés de Molière et de Balzac dans cette œuvre vraiment remarquable et écrite sans prétention. Avec d'autres intelligences aussi distinguées, quelques esprits aussi élevés, la littérature russe aurait peu de chose à envier à celles de l'occident.

Malgré ces exceptions remarquables, on ne peut nier que la littérature russe ne soit encore la plus pauvre de l'Europe. Les ouvrages de science et d'érudition ont obtenu des esprits russes une part bien plus large que les œuvres purement littéraires; les traditions scientifiques s'y sont maintenues sous la protection de l'Académie impériale, depuis le temps du savant Müller et de Pallas jusqu'à nos jours. Nous avons déjà parlé de Pallas, ce voyageur qui, sous le règne de Catherine II, visita et décrivit toute la Sibérie. Müller était un Allemand qui, en 1725, se fixa en Russie; nommé successivement adjoint de l'Académie, professeur, historiographe, conseiller de collége, etc., il a consacré cinquante-sept ans de sa vie au service de la Russie. Ses œuvres principales sont une histoire de Novgorod, une histoire de Russie depuis Fœdor Ivanovitz jusqu'à Michel Fœderovitch, et une histoire de Sibérie.

Parmi les savants russes nos contemporains, nous mentionnerons le professeur Nevoline, le baron Seddeler, quelques Allemands, surtout M. Castren, qui a renouvelé de nos jours, au profit de l'ethnologie, de la philologie et des sciences naturelles, les travaux de Pallas en Sibérie; enfin le prince Emmanuel Galitzin, que les sciences géographiques, auxquelles il était dévoué, regrettent depuis plusieurs années. Ce savant était l'un des membres les plus actifs de l'une des grandes associations russes qui fonctionnent avec le plus d'ensemble et de profit; nous voulons parler de la *Société de géographie*. Instituée en 1845 sur le modèle de la Société de géographie de Paris, la Société de Pétersbourg présente une seule différence, c'est qu'elle limite son action à un moins vaste théâtre. Tandis que notre société encourage et patronne les travaux et les découvertes sur toute la surface du globe, celle de Pétersbourg ne s'occupe, à de rares exceptions près, que des pays sujets de la Russie, et de ceux sur lesquels s'étend l'influence

de l'empire. Depuis les dix années de son existence, on lui doit d'utiles explorations, de nombreux mémoires, et elle se trouve dans les conditions les plus avantageuses pour continuer de prospérer, répondant à un besoin d'activité que les Russes trouvent difficilement à satisfaire en dehors des études scientifiques, et échappant par la nature de ses travaux aux tracasseries d'une censure défiante et minutieuse.

Quant au système d'éducation publique, il a été organisé sur une assez large échelle par Elisabeth, Catherine, Alexandre et Nicolas; les écoles et les instituts abondent. Nous avons vu que chacun de ces souverains établit des universités, revisa les règlements, prit une part assez active au développement de l'instruction. Élisabeth punit d'une amende les pères de famille qui ne pourvoiraient pas à l'éducation de leurs enfants. Chacun de ses successeurs fonda des écoles; et aujourd'hui on peut diviser l'instruction publique comme il suit : 1° écoles publiques de toutes les classes; 2° écoles militaires; 3° écoles ecclésiastiques; 4° écoles spéciales et diverses. Les jeunes gens de la noblesse préfèrent, en général, à l'éducation qu'ils recevraient dans les gymnases qui leur sont destinés, les leçons de précepteurs étrangers qui les mettent en communication plus directe avec les autres Européens. Les Français ont eu longtemps le monopole de ces éducations particulières; puis les idées révolutionnaires les ont mis en défaveur, et ils sont remplacés par des Suisses qui n'exercent pas une meilleure influence pour le despotisme, vantant sans cesse leur petite patrie, parfait modèle, selon eux, d'organisation républicaine. Nicolas, ce souverain si absolu, ce Russe par excellence, qui tenta en faveur de la langue et de l'éducation nationales une réaction à sa cour contre la langue, les idées et le système d'instruction française en vigueur depuis Catherine et l'émigration française de 1790, fit substituer dans un grand nombre de familles nobles le gymnase aux éducations particulières. En même temps, il fonda l'école normale supérieure de Pétersbourg, l'université de Kief en remplacement de celle de Vilna, l'Académie militaire, le Séminaire de Kasan, l'École de Droit, les Corps de cadets de Moskou, Novgorod, Toula, Pultava, etc.

Malgré cette vive impulsion donnée à l'éducation publique, il ne put vaincre, dans le peuple surtout, des habitudes invétérées d'ignorance et de paresse. Le chiffre des enfants qui profitent du bénéfice de l'instruction publique est extrêmement restreint, eu égard à la population de l'empire. Nous citons ce chiffre en en laissant toutefois la responsabilité à l'écrivain auquel nous l'empruntons, M. Léouzon le Duc. Il est de 350,000 à 400,000 élèves pour toute l'étendue de l'empire. « Ce qui est à remarquer, ajoute le publiciste que nous avons nommé, c'est que le royaume de Pologne y entre à peu près pour le quart, c'est-à-dire pour 84,584. Or, ce royaume n'a qu'une population de 4,500,000 âmes : reste donc au chiffre de la Russie, c'est-à-dire à une population de plus de 50,000,000 le contingent relativement si minime de 300,000. Le nombre des élèves fréquen-

tant les écoles des villages de la couronne ne monte qu'à 18,707 ; or, on compte dans ces villages une population de 20,000,000 d'âmes. Quel contraste avec la Norvége, par exemple, qui, sur une population de 1,350,000 habitants, envoie près de 180,000 enfants à l'école. »

Si peu avancée que soit la littérature, les arts retardent encore sur elle. Il n'existe encore en Russie rien d'original en peinture et en sculpture; quelques imitations de peu de goût, quelques ébauches grossières, en général dépourvues d'imagination, mais où cependant la main de l'artiste imite quelquefois avec assez de facilité les œuvres étrangères, voilà tout ce que la Russie a produit jusqu'à présent. L'architecture, abandonnée à des étrangers, n'a pas de caractère national; elle est une reproduction, dénuée de goût, des monuments de l'art italien et grec. Il existe cependant une œuvre dont les gigantesques proportions excitent l'admiration des étrangers, c'est le Kremlin de Moskou. Avec les coupoles dorées de ses églises sans nombre, avec son caractère mi-asiatique, mi-européen, Moskou présente un aspect qui séduit tous ses visiteurs. Peut-être y avait-il là les éléments d'un cachet original? Mais la coupole, la flèche dorée, ont été abandonnées pour les terrasses, les longues colonnades, les frontons qui font triste figure sous le ciel gris, sous les longues neiges de ce triste climat. Les Russes semblent donc avoir pour les arts peu de dispositions natives. Il faut cependant faire une exception en faveur de la musique; les voyageurs s'accordent à dire que tout le peuple est doué d'un sentiment très-prononcé de la mesure, que les voix justes et agréables s'y rencontrent fréquemment, et que, dans toutes les provinces du centre de la Russie, on retrouve, chez les plus pauvres serfs, dans les moindres chaumières, une passion très-vive pour l'art musical.

Nous avons eu bien souvent occasion de parler, dans le cours de cette histoire, de la position respective des seigneurs et de leurs serfs, et de constater l'absence d'une classe intermédiaire; nous ajouterons, à ce que nous avons déjà dit, quelques nouveaux détails propres à préciser l'état social de la Russie et le caractère du peuple russe.

La noblesse russe se divise en trois classes : la première comprend les familles titrées et l'ancienne noblesse ; la seconde, les familles auxquelles la noblesse a été accordée par une faveur spéciale; la troisième, les familles de la noblesse administrative (*tchirnovnicks*). Entre les deux premiers rangs, la différence n'est guère que nominale. Quant aux emplois qui confèrent la noblesse de troisième rang, ils sont eux-mêmes divisés en quatorze catégories; huit donnent la noblesse héréditaire, les six autres confèrent seulement la noblesse personnelle; puis, par ukase de 1845, ce degré inférieur de noblesse a été remplacé dans l'ordre civil par la notabilité bourgeoise. La noblesse exempte d'impôts et de châtiments corporels; son principal privilége est de posséder des paysans; il est permis à ses membres d'exercer le commerce et de se faire admettre dans l'une des trois guildes ou classes de marchands patentés. Toute cette noblesse est soigneusement hiérar-

chisée; le *tchinn*, c'est-à-dire le grade, la partage en échelons qui, dans la société civile, correspondent chacun à un rang de la société militaire. Voici l'échelle du service civil et du service militaire comparés.

SERVICE MILITAIRE.	SERVICE CIVIL.
1. Feld-maréchal,	Conseiller privé actuel de 1re classe.
2. Général en chef,	Conseiller privé actuel.
3. Lieutenant-général,	Conseiller privé.
4. Major-général,	Conseiller d'État actuel.
5. Colonel,	Conseiller de collége.
6. Lieutenant-colonel,	Conseiller de cour.
7. Major,	Assesseur de collége.
8. Capitaine,	Conseiller surnuméraire.
9. Capitaine en second,	Secrétaire de collége.
10. Lieutenant,	Secrétaire de gouvernement.
11. Sous-lieutenant,	Secrétaire provincial.
12. Enseigne,	Registrateur de collége.

Diverses qualifications honorifiques sont attachées au rang; dans le premier, le second et le troisième, on a le titre de haute-excellence; celui d'excellence, dans le quatrième; dans le cinquième, celui de très-noble; et la noblesse personnelle donne le titre de bien-né.

Les serfs sont de condition essentiellement mobile, exerçant, à la fantaisie de leurs maîtres, le métier auquel ceux-ci les croient le plus aptes, sans tenir compte de la nature de leur apprentissage et de leur profession primitive. Ils peuvent être déplacés à volonté, envoyés au loin pour peupler de nouveaux villages; ils sont transmissibles par voie d'héritage ou de vente avec la terre à laquelle ils sont attachés. Nicolas cependant a fait beaucoup, comme nous l'avons déjà observé, pour cette classe de la population russe; mais il n'est pas possible, en quelques années, d'arracher ces hommes à la condition dans laquelle ils végètent depuis des siècles. Il faudra, pour émanciper les serfs et les enlever, sans secousse et sans révolution sociale, à leur condition misérable, tout une série de souverains prudents, patients et animés d'une volonté persévérante. Entre autres mesures favorables à cette classe, et dont l'institution appartient à ces derniers temps, il faut citer l'*abrock* ou *obrock*, redevance destinée à remplacer les corvées qui sont dues aux seigneurs par les serfs. Le paysan qui paye l'abrock est exempt des travaux arbitraires que lui imposait son maître; il reste en possession de la terre que celui-ci lui afferme, en échange de sa liberté, et se livre aux travaux de son choix. Un grand nombre d'entre eux profitent de l'abrock pour émigrer dans les grandes villes, et y exercer les métiers de bateliers et de portefaix. Cette simple substitution d'une redevance à une corvée a notablement changé les habitudes des populations laborieuses de la Russie. « Un paysan, dit M. Le Play, auteur d'un ouvrage dans lequel il passe en revue les diverses conditions des ouvriers européens, est attaché à une mine de fer de l'Ou-

ral en qualité de charbonnier; il a la charge de fournir une certaine quantité de bois et de charbon pour les forges seigneuriales. Il trouve dans le commerce des céréales un emploi plus lucratif de son activité. Il traite avec des gens à l'abrock, appartenant à des propriétés voisines, qui se chargent de remplir sa corvée, à la condition de recevoir l'indemnité en argent accordée par le propriétaire, et une indemnité supplémentaire payée par le corvéable; celui-ci, libre alors de son temps, peut se livrer au commerce des grains, auquel il joint souvent l'industrie de la mouture, et amasse souvent une fortune. » Un grand nombre de manufactures, même celles où les procédés mécaniques de l'Occident sont en usage, sont exploitées par des corvéables. Mais, le plus souvent, les manufactures forment de véritables communes industrielles, où des ouvriers à l'abrock fabriquent, à leurs risques et périls, des produits que la communauté vend pour le compte de ses membres.

C'est par de telles institutions que l'état social de la Russie pourra peu à peu être modifié et se placer au niveau de celui des autres nations européennes. Le peuple russe n'est condamné par lui-même à aucune infériorité; il est seulement plus jeune que les autres, il entre tardivement dans la famille européenne. Ses souverains, préoccupés de gloire militaire, ne se sont pas suffisamment appliqués à mettre son état social en harmonie avec sa puissance extérieure; mais ce peuple porte en lui tous les germes, tous les éléments qui, en se développant, sont propres à former une grande nation. Forts, laborieux, croyants, l'esprit souvent empreint d'une poésie un peu triste, tels sont les Russes des dernières classes. Pour la plupart, ils sont bien supérieurs à leurs maîtres qui, de leur frottement avec l'Occident, ont remporté une exquise politesse, de belles manières, quelquefois une instruction superficielle assez étendue, mais en général une corruption profonde, et tous les vices que fait naître une brusque application des procédés de la civilisation sur les natures barbares. Cependant, il faut reconnaître que le serf russe est naturellement voleur, et enclin au mensonge; peut-être ne sont-ce là que des vices inhérents à l'esclavage et destinés à disparaître, lorsque ces malheureux s'élèveront de la servitude à la dignité d'hommes libres.

Si la classe intermédiaire entre les serfs et les nobles n'est plus absolument nulle aujourd'hui comme il y a cent cinquante ans, elle est encore bien minime relativement au chiffre de la population. Ce qu'on nomme classe bourgeoise comprend les marchands, les artistes, les artisans, les serfs affranchis. La qualité de bourgeois se constate par l'inscription sur un registre spécial divisé en catégories. Les bourgeois ne possèdent pas de terres à servitude, mais seulement des maisons, des bâtiments à l'usage de leur profession, et des jardins. Tous les trois ans, ceux d'entre eux qui justifient de cinquante roubles de revenus, et qui sont âgés de vingt-cinq ans au moins, se réunissent en assemblée et nomment un représentant chargé de surveiller leurs intérêts. Les négociants de la classe bourgeoise sont divisés en trois catégories ou *guildes*, suivant le capital qu'ils possèdent : la pre-

mière indique un capital de 50,000 roubles, la deuxième, de 20,000, la troisième, de 8,000. Les impôts, réglés en proportion de ces différents chiffres, sont fixés à cinq et demi p. 0/0 du capital pour la première classe, à quatre pour la seconde, à deux et demi pour la troisième. Les paysans qui font le commerce avec l'autorisation de leurs maîtres, ne sont tenus à aucune déclaration de capital. « Les membres des deux premières catégories, dit M. Léouzon Le Duc, auquel nous empruntons ces détails, sont seuls exempts de châtiment corporel. Ainsi, outre les serfs commerçants, voilà toute une guilde de négociants, la guilde la plus nombreuse, qui est soumise, comme les esclaves, au fouet et au bâton. » La première classe a droit d'établir des fabriques, de se livrer à toute espèce de commerce et d'industrie, d'entretenir des navires sur mer et des bateaux sur les rivières; la seconde peut fonder des fabriques, mais seulement entretenir des bateaux. Depuis Catherine II, ces deux classes de marchands ont, par ukase, le droit d'aller en carrosse à deux chevaux. Les droits de la dernière guilde se réduisent à tenir des auberges et des bains, à faire le commerce de détail, à fabriquer des étoffes, et à entretenir de petits bateaux pour le transport des marchandises. Les membres de cette guilde ne peuvent aller qu'en voiture à un cheval, tant en hiver qu'en été.

Nicolas a apporté quelques améliorations dans la condition de cette classe de la population russe. Il a créé, pour les plus marquants des hommes qui la composent, le titre honorifique de *conseillers de commerce*, et les a rangés dans la huitième classe de la noblesse; de plus, il a conféré à une catégorie de manufacturiers, négociants, artisans, les droits inhérents aux deux premières guildes, avec la dénomination héréditaire ou personnelle pour leurs membres de *citoyens honoraires*. D'après des chiffres qui semblent puisés à des sources certaines, M. Léouzon Le Duc fixe à cinquante mille le nombre des marchands des trois classes, des serfs faisant le commerce avec l'autorisation de leurs maîtres, et des commis et fonctionnaires salariés, en un mot de tout ce qui peut être compris sous le nom de bourgeoisie.

En dehors des nobles, des serfs et de la classe minime des bourgeois, il existe encore, comme au temps de Pierre Ier, quelques-uns de ces hommes déclassés dont nous avons déjà parlé, et qui portent le nom *odnodvortsi*, au singulier *odnodvoretz*. En langue russe, ce mot veut dire affranchi : mais sa signification est inexacte, puisque les hommes qui les portent n'ont pas été serfs. Le terme d'odnovortsi désigne la classe ambiguë de petits propriétaires qui n'étaient ni affranchis, ni serfs, ni nobles d'épée, ni seigneurs terriers, avant qu'on eût tenté de créer une bourgeoisie et des notables. Pierre les assujettit, en 1724, au cens, au recrutement et à la capitation. Seize décrets, promulgués de 1800 à 1842, ont successivement renouvelé les divers actes de cette loi. L'ukase de 1842 accorde aux odnovortsi le droit d'acheter et de vendre entre eux leurs serfs, mais non d'acheter ceux qui appartiennent aux gentilshommes.

Il est une autre classe de la population dont nous devons dire quelques mots, c'est le clergé. Nous avons raconté ailleurs comment Pierre le Grand abolit le patriarcat et lui substitua un saint synode, dont il réserva aux tsars la suprême direction. L'empereur nomme les membres qui le composent en les choisissant dans le clergé; et, par une singularité digne de remarque, il s'y fait représenter par un président pris dans la société laïque, administrateur ou général. L'administration du culte est divisée en *éparchies*, à la tête desquelles est placé un *éparque*. Ces éparques se divisent en trois classes : la première comprend les métropolitains, la seconde les archevêques, la troisième les évêques. Au-dessous de ces hauts dignitaires vient le clergé, divisé en clergé noir et clergé blanc. Le clergé noir, ou clergé régulier, a le privilége de fournir sans exception tous les hauts dignitaires de l'église. Pour devenir évêque ou métropolitain, il est indispensable d'avoir passé par la vie monacale. Cette vie est dure, austère, et incompatible avec le mariage. Le clergé blanc ou séculier comprend les protopopes, les popes, les diacres et toute la hiérarchie inférieure. Ses membres doivent se marier avant de recevoir les ordres; mais un second mariage leur est interdit si leur femme vient à mourir. Il n'existe entre le clergé blanc et le clergé noir aucune autre transition que le veuvage. Les prêtres séculiers ont donc des perspectives très-bornées; aucune voie n'est ouverte à leur ambition : il leur est impossible d'aspirer à aucune des grandes dignités ecclésiastiques, aussi ne font-ils en général nul effort pour mériter mieux que leur humble condition. La plupart sont adonnés à l'ivrognerie.

L'église russe, comme l'église grecque, nie que le Saint-Esprit procède du Fils ainsi que du Père, et c'est là le point capital de sa dissidence avec Rome. La religion russe est, selon l'expression de Rulhière, plus chargée de cérémonies et de pratiques que de morale. Le peuple est, de sa nature, profondément religieux; mais, comme chez les nations primitives, sa foi superstitieuse s'applique aux signes extérieurs bien plus qu'à l'esprit de la religion. Le culte russe dépasse tous les autres par ses pompes et ses magnificences. Rien n'égale l'éclat et la richesse des églises avec leurs dômes étincelants d'or, avec leur ornementation d'un goût équivoque, où les matières précieuses ont été prodiguées. Dans l'église de Casan, la principale de Pétersbourg, cinquante-six colonnes de granit, hautes de trente-cinq pieds, et polies comme le cristal, s'étendent sur une ligne demi-sphérique, de chaque côté de la porte principale; d'autres colonnes de la même dimension décorent l'intérieur du temple. Comme dans toutes les églises grecques, on n'y voit pas de statues, parce que les schismatiques orientaux ont cru trouver, dans une interprétation d'un passage des Saintes-Écritures, la défense de sculpter la pierre et les métaux; mais la profusion des images, dont les figures peintes sur ivoire sont entourées d'or ou d'argent ciselé, la richesse de la porte sacrée, la magnificence des vêtements sacerdotaux, le rideau mystérieux qui voile le sanctuaire dans lequel le tsar et le prêtre ont seuls le droit

de pénétrer, l'harmonie des cantiques, les mélodieux accords des voix faisant entendre un chant religieux[1], émeuvent l'esprit et éblouissent le regard.

Les seigneurs et le souverain lui-même, comme les particuliers, restent debout, la tête découverte, pendant les offices; il n'y a ni bancs ni siéges. Une grande partie de la messe est récitée à voix basse; de la préface à la communion on ferme les portes du sanctuaire, et l'on tire une draperie qui voile entièrement l'autel. Les offices consistent en un grand nombre de petites cérémonies, de prières et de chants auxquels le peuple ne répond que par des signes de croix multipliés, par des génuflexions jusqu'à terre et par les mots *Gospodi pomïlouï, Seigneur, ayez pitié!* Nos prêches y sont généralement remplacés par des lectures tirées des Pères de l'Église.

Dans le culte privé, les Russes prient devant les images de Jésus, de la Vierge, de quelque saint vénéré, et surtout de saint Nicolas. Il n'est pas de maison où l'on ne voie, suspendue près de la fenêtre ou du foyer, quelqu'une de ces images; de même, dans les rues, il y en a un grand nombre exposées à la dévotion publique, et toujours les visiteurs ou les passants se signent en passant devant elles. Chez les riches particuliers, ces images sont richement ornées; on ne leur voit ordinairement que la tête et les bras, le reste est couvert d'un relief d'or ou d'argent, sur lequel sont incrustées des pierres précieuses. L'image de saint Nicolas est, disions-nous, la plus vénérée; dans les superstitions populaires, on dit que ce saint n'a pas voulu être dieu, mais qu'il reprendra sa place après le règne de Dieu, le père. Ce patron de la Russie fut un évêque de Myre, ancienne ville de l'Asie-Mineure; et l'on raconte dans les traditions religieuses du pays, qu'il arriva jadis par eau dans Novgorod, porté sur une meule de moulin.

L'observation rigoureuse des quatre carêmes est l'une des prescriptions fondamentales de la religion russe; manger de la viande dans les jours où elle est défendue, est, aux yeux des fidèles, le plus grand des crimes. Les cérémonies du baptême et de la confirmation sont plus compliquées que dans le catholicisme romain; la communion se pratique sous les deux espèces du pain et du vin. Les grandes fêtes sont extrêmement nombreuses; et celles d'entre elles que le peuple célèbre, sont : la Nativité, l'Exaltation de la Croix, l'Oblation de Marie, la Nativité de Jésus, l'Épiphanie, la Chandeleur, l'Annonciation, le dimanche des Rameaux, le jour de Pâques, l'Ascension, la Pentecôte, l'Assomption, et surtout la fête de ce fameux saint Nicolas, évêque de Myre.

Le catholicisme latin a eu en Russie de nombreux sectateurs qui, pour la plupart, étaient des catholiques unis, c'est-à-dire des chrétiens qui, tout en acceptant le symbole et la foi catholiques, tiennent cependant aux formes extérieures de l'église grecque. Ces catholiques unis, lien naturel entre les deux symboles, offraient à l'église romaine un puissant moyen d'action sur le schisme lui-même;

[1] La musique instrumentale n'est pas tolérée dans les églises.

Nicolas voulant éviter cette influence, qui avait pour résultat de soustraire quelques-uns de ses sujets à son autorité religieuse, a exigé, en 1839, la conversion des grecs-unis au schisme russe. Restent encore dans l'empire, et surtout en Pologne, les catholiques romains. Ceux-ci sont placés sous la direction de deux archevêques, l'un pour la Pologne, à Varsovie, l'autre pour la Russie, à Mohilef.

Les Arméniens grégoriens ont un patriarche ou *catholicos* à Echmiadzin.

L'acquisition d'Echmiadzin par la Russie, à la suite de sa dernière guerre contre la Perse, fut, en Asie, un fait de grande importance qui signalait une fois de plus la dextérité de cette politique, dont la religion était le principal instrument. Echmiadzin, à quinze milles d'Érivan, est la résidence du catholicos ou chef des chrétiens d'Arménie; cette petite ville possède une église et un couvent fameux, auquel les sectateurs du catholicisme arménien, épars à travers l'Asie, viennent en pèlerinage des bords du Gange, de l'Indus, du Don, du Nil et du Jourdain. En faisant l'acquisition de cette ville, qui par elle-même serait de peu d'importance, Nicolas espérait étendre son influence sur les catholiques arméniens, et particulièrement sur l'Arménie turque. Aussi se montra-t-il particulièrement libéral envers la petite église d'Echmiadzin; en 1843, il insista pour que le catholicos fût élu par toutes les congrégations arméniennes du Levant. Flatté de cette invitation, le clergé arménien de Constantinople, qui récusait jusqu'alors l'autorité du synode d'Echmiadzin, envoya des délégués à l'assemblée, et témoigna depuis ce moment une grande déférence pour le tsar, qui sans doute espérait étendre un jour sa domination jusque sur les possessions asiatiques de la Turquie.

Le consistoire de Pétersbourg dirige le culte luthérien. Les Juifs sont dirigés par des consistoires formés de leurs rabbins. Un ukase de juillet 1850 prohiba le port du costume particulier aux Israélites. Les Juifs âgés de soixante ans pouvaient seuls être autorisés par les gouverneurs des provinces à conserver leur ancien vêtement. C'est par des mesures de cette nature que Nicolas voulait étendre sur la Russie un dur niveau. Dans ce pays, les Juifs, si peu faits pour l'état militaire, sont astreints à la conscription; ils sont envoyés pour la plupart à l'armée du Caucase.

Les musulmans de la Caspienne sont placés sous un chef de la secte d'Ali; ceux de Crimée ont à leur tête des muphtis, mais ils reconnaissent plus ou moins ostensiblement le sultan des Turcs pour le chef de leur religion.

Le chiffre de la population russe, d'après des documents russes cités dans l'*Annuaire des Deux Mondes* de 1851-1852, est, en Europe, de soixante-deux millions quarante-sept mille âmes, de cinq millions deux cent mille en Asie, et de soixante mille en Amérique. C'est donc un total d'environ soixante-huit millions pour l'empire tout entier. « Des calculs qui méritent confiance, disent les auteurs de l'*Annuaire*, établissent que cette population s'accroît de 1 pour 100 par an; de telle sorte que, dans trente-neuf ans, elle serait de cent millions, si

la guerre et les calamités qui en résultent, ne suspendaient cet énorme accroissement. On sait combien le sol lui-même se prête au développement de ces forces. En effet, il est loin de manquer encore aux bras qui voudraient le cultiver. A ne considérer que la Russie d'Europe, ses soixante-deux millions d'âmes sont répartis sur une surface de quatre-vingt-quinze mille sept cent dix milles carrés géographiques, ce qui ne donne que six cent quarante-huit habitants par mille carré. C'est un chiffre très-inférieur à celui de l'Angleterre, de la France et de tous les autres pays européens. » La Russie a en Europe de l'espace pour une population quadruple de celle qu'elle possède aujourd'hui.

Dans l'administration de ses vastes États, le tsar s'entoure du conseil de l'empire et du sénat. Le conseil est un corps à la fois législatif, administratif et judiciaire. Il ne possédait originairement que ces deux premières attributions; puis l'insuffisance de l'organisation des tribunaux a fait accorder à ce conseil de l'empire les attributions de cour suprême judiciaire. Ce conseil n'est, en réalité, que le conseil des ministres, auquel se joignent les grands dignitaires de l'empire. Ce corps est divisé en cinq départements : département des lois, département des affaires militaires, département des affaires civiles et ecclésiastiques, département de l'économie politique, et département des affaires de Pologne.

Après le conseil de l'empire, vient le sénat dirigeant, qui est chargé de promulguer les lois et d'en surveiller l'exécution; il est en même temps cour suprême d'appel pour les causes civiles et criminelles. L'empereur peut toutefois casser à son gré les décisions du conseil de l'empire et du sénat. Dans le sénat, un jugement n'a force de loi qu'après avoir obtenu les deux tiers des suffrages. La chose jugée est soumise au contrôle du ministre de la justice, qui l'examine avec un conseil consultatif, et le seul *veto* du ministre suffit pour casser le jugement. Le sénat est divisé en onze départements, dont six siégent à Saint-Pétersbourg, trois à Moskou et deux à Varsovie. Dans le cas de dissidence entre le procureur général et un département du sénat, le procureur en appelle à l'assemblée générale.

En dehors du sénat et du conseil de l'empire, se trouve la commission des requêtes, qui primitivement était chargée de recevoir les réclamations et les sollicitations adressées au souverain, et de les examiner avant de les déposer sous ses yeux. La nature de sa mission l'a peu à peu conduite à intervenir dans les affaires judiciaires. Lorsqu'un jugement est rendu par le sénat, la commission des requêtes peut en suspendre l'exécution et déférer l'affaire au conseil de l'empire. C'est encore elle qui détermine les cas d'appel au sénat, dans les jugements rendus par les tribunaux ordinaires.

Les tribunaux de gouvernement, qui, dans l'ordre hiérarchique, viennent directement après les départements du sénat, et les tribunaux de district, qui forment le dernier degré de l'échelle, sont organisés d'une façon libérale qui étonne, dans ce pays de l'arbitraire et du despotisme : les membres de ces tribu-

naux sont électifs. Voici, dans l'ordre judiciaire, la hiérarchie des pouvoirs : d'abord viennent les tribunaux de district, les chambres ou tribunaux de gouvernement, puis les départements du sénat, les procureurs généraux des départements du sénat, la commission des requêtes, qui peut transférer l'affaire à l'assemblée générale du sénat, le ministre de la justice avec le conseil de consultation, de nouveau la commission des requêtes, qui porte l'affaire au conseil de l'empire, le département du conseil de l'empire, l'assemblée générale du conseil de l'empire, et en dernier ressort l'empereur, qui intervient en personne et forme réellement, à lui seul, la grande cour de cassation de l'empire.

Pour récompenser les services civils et militaires, il existe en Russie huit ordres, qui sont l'ordre de Saint-André, de Sainte-Catherine, de Saint-Alexandre Nevski, de l'Aigle-Blanc, de Saint-George, de Saint-Vladimir, de Sainte-Anne et de Saint-Stanislas. Nous avons eu, dans le cours de cet ouvrage, occasion de parler de la création de plusieurs d'entre eux, et de dire que l'ordre de Sainte-Catherine est exclusivement réservé aux femmes; quant aux sept autres, le même homme peut les mériter successivement par ses services. Pour obtenir un ordre, il faut appartenir au moins à la neuvième classe des fonctions; la décoration donne la noblesse héréditaire; les marchands décorés entrent héréditairement en possession du titre de *citoyens honoraires*. L'ordre de Saint-André est le premier de tous; pour y être admissible, il faut appartenir au moins à la troisième classe du tchinn. Les chevaliers de Saint-André reçoivent, par le seul fait de leur nomination, les ordres de Saint-Alexandre, de Sainte-Anne et de l'Aigle-Blanc, s'ils n'en sont déjà investis. Ces trois ordres, ainsi que celui de Saint-André, n'ont qu'une seule classe. L'ordre de Saint-George en a quatre. Il en est de même de ceux de Saint-Vladimir et de Sainte-Anne. Celui de Saint-Stanislas en a trois. La décoration de Saint-George est destinée spécialement aux services militaires; celle de Saint-Vladimir aux services administratifs, aux vertus civiques. La décoration de Sainte-Anne est militaire, civile et ecclésiastique; celle de Saint-Stanislas a pour objet d'encourager les efforts qui peuvent contribuer au bien de l'empire russe et du royaume de Pologne.

Indépendamment de ces sept ordres qui, par la subdivision de quelques-uns en classes, donnent quinze modes de récompenses, il existe encore sous la forme de boucle carrée et dorée une décoration *pour le service irréprochable*.

Outre l'ordre de Sainte-Catherine, les dames possèdent aussi pour le service bien rempli une marque appelée *Marque de Marie*. Il y a encore les sabres, les épées d'honneur, les médailles, enfin les caftans d'honneur en drap, en velours ou en damas, accordés aux fonctionnaires paysans.

Il existe encore une autre sorte de rénumération qui porte le nom d'*arendes* et qui n'est accordée qu'aux plus grands services. Les arendes sont des terres pourvues de paysans et de tout leur matériel d'exploitation, dont la jouissance est accordée particulièrement aux grands dignitaires de l'État. Ces concessions en

principe sont temporaires et accordées pour douze ans; mais lorsque le concessionnaire n'a pas démérité de l'empereur il obtient à l'expiration de ces douze années une seconde concession de la même durée. L'habitude de ces concessions remonte à Alexandre I[er]. L'usufruitier d'une terre de ce genre peut, soit l'administrer lui-même, soit la sous-louer à des hommes voués à ce genre de spéculation, sous le nom d'*arendator*.

L'empereur Nicolas avait en outre l'habitude de faire des concessions de terrains incultes, intéressant ainsi de grands dignitaires, de riches fonctionnaires à étendre la culture sur des portions de l'empire qui demeuraient improductives.

L'agriculture a été l'objet de la sollicitude particulière de Nicolas. Toutefois une immense portion de territoire est encore en friche, faute de bras, malgré l'extension considérable que la population a prise depuis cinquante ans. Pour propager dans la classe des paysans de la couronne les connaissances agricoles, le dernier empereur avait adopté diverses mesures, telles que la publication d'écrits périodiques et d'autres ouvrages utiles, les établissements modèles destinés à l'enseignement pratique de l'agronomie, les expositions de produits, les récompenses personnelles, l'organisation de sociétés agronomiques, les recherches scientifiques, et les expériences annuelles. La guerre présente a dû porter un coup funeste à l'agriculture, qui était dans une véritable voie de progrès.

Il en est de même du commerce et de l'industrie : des améliorations constantes s'étaient produites sous Alexandre, depuis 1815, et sous Nicolas, jusqu'à la guerre de 1853. D'après *les tableaux du commerce extérieur de l'empire dans ses diverses branches, pour* 1849, la valeur totale des articles exportés s'est élevée à 96,088,587 roubles d'argent (le rouble d'argent vaut quatre francs) répartis de la manière suivante :

Avec l'Europe.	83,381,000
— l'Asie.	9,019,195
— la Pologne.	2,286,998
— la Finlande	1,401,394

La valeur des marchandises importées a été de 96,246,655 roubles répartis comme il suit :

Europe	80,334,644
Asie.	13,806,831
Pologne	1,521,008
Finlande.	574,172

L'exportation des céréales avait eu une grande importance dans les années 1847, 1848, 1852 et 1853; le commerce des grains faisait la fortune d'Odessa et d'un grand nombre de petits ports de la mer Noire, que la guerre a entièrement ruinés. Il en est de même des suifs, chanvres, lin, soies de porc, peaux non ou-

vrées, laines; produits qui tiennent le premier rang dans le commerce extérieur de la Russie. Parmi les objets d'importation, le vin se présente au premier rang, ensuite les sucres bruts, les fruits, les soieries, les machines, les instruments, etc.

Dans ses rapports avec l'Asie, la Russie a vu se développer constamment les importations de la Transcaucasie par la Caspienne, le commerce de la Haute-Asie par les caravanes de Khiva, de la Chine par les frontières méridionales de la Sibérie et Kiachta. Enfin dans l'Asie centrale, la Perse et l'Afghanistan, le commerce russe fait depuis plusieurs années une forte concurrence à celui de l'Angleterre.

Le revenu de la douane russe en 1849 a été de 31,760,318 roubles. En janvier 1851, le système de douanes qui séparait la Pologne de la Russie, et qui formait, au point de vue administratif, la dernière barrière qui séparât les deux pays, a été supprimée.

Le commerce intérieur est favorisé par un grand nombre de foires, qui ont lieu annuellement dans toutes les provinces de l'empire. La foire d'Irbite, dans le gouvernement de Perm, ne dure pas moins d'un mois; les tissus de laine, de coton et de soie, les pelleteries, les vins, les thés et le sucre, les maroquins, les verreries, les faïences et les porcelaines, tels sont les principaux articles qui y figurent. De toutes les foires, la plus fréquentée est celle de Nijni-Novgorod, sur le Volga; c'est le plus grand marché qui existe entre l'Europe et l'Asie; il y vient des caravanes de Khiva, de la Boukharie et de la Perse.

La Russie donne les matières premières propres à tous les climats; ses productions ont figuré avec avantage à l'exposition générale de Londres, en 1851; et il est regrettable que la guerre l'ait empêchée, presque seule dans le monde, de participer à la grande exposition française de 1855.

La culture du coton et de l'indigo sont deux industries qui, depuis quelques années, avaient pris un grand accroissement; mais, entre toutes les sources de richesse, celle qui a pris le plus de développement, est l'industrie minérale. La Russie a des mines d'or, d'argent, de cuivre, de fer, de plomb, de platine, de houille et d'anthracite. C'est presque exclusivement dans la partie orientale de l'empire, à l'est de l'Oural, dans la Sibérie et au Caucase, que se trouvent des gisements d'or et d'argent; sur le versant occidental de la chaîne de montagnes, ils sont presque nuls. Ces gisements d'or appartiennent principalement aux gouvernements de Perm, d'Orenbourg, de Tomsk, de Yeniseisk et d'Irkoutsk. La découverte du minerai d'or remonte à l'année 1743, et l'exploitation commença moins de dix ans après; mais celle des sables aurifères date seulement de 1814. De 1840 à 1850, les lavages de l'Oural et des deux Sibéries, orientale et occidentale, ont donné 12,638 pouds (le poud vaut 16 kilos 37). Toutefois les auteurs d'une publication périodique concernant les mines de Russie, craignent de voir s'épuiser les gisements, et ne pensent pas que cette industrie ait un grand avenir. « Voici quelques années, disent-ils, que l'on ne découvre

plus de gisements importants, si ce n'est dans le district des mines de Nertchinsk, sur les affluents de la Schilka. L'ardeur première des recherches s'attiédit d'une manière sensible. Les sables exploités s'épuisent, leur rendement s'amoindrit; enfin, en Sibérie, surtout dans la partie orientale, le produit des lavages des particuliers décroît à vue d'œil.»

Les mines d'argent donnent des résultats plus durables; la valeur monnayée du métal extrait, dans le siècle dernier, des mines de l'Altaï et de Nertchinsk, ce qui ne fait pas la moitié des mines exploitées de l'empire, a donné 130,000,000 de roubles. Ces avantages sont d'autant plus sensibles, que, par la quantité d'or contenue dans le métal extrait, les frais d'exploitation n'absorbent pas plus du tiers du produit.

Mais parmi les industries minérales, la plus riche, celle qui, depuis quelques années, a pris le plus d'extension, est l'exploitation du fer. Les mines de la couronne et celles des particuliers, dans l'Oural, ont donné de grands résultats, et celles de Pologne et de Finlande comptent parmi les plus productives de l'Europe.

Le platine se rencontre dans les sables du nord de l'Oural. La découverte de ce précieux métal ne date que de 1824; depuis cette année jusqu'à 1851, il a été exploité 2,061 pouds de métal brut. Le cuivre est très-abondant dans la Sibérie orientale. En 1850, il en a été exploité près de 340,000 pouds. Le sel abonde dans les gouvernements d'Astrakan, d'Orenbourg, dans la Bessarabie, la Crimée et sur beaucoup d'autres points de l'empire.

Dans l'Altaï et sur deux des affluents de l'Obi, on a constaté l'existence de bassins houillers d'une grande richesse; toutefois ces richesses demeurent jusqu'à présent inexploitables et inutiles, à cause de la difficulté des communications et de l'abondance des forêts. En Europe, entre le Donetz et le Don, on a constaté de même la présence d'un vaste bassin de houille, d'autant plus précieux que les régions méridionales de la Russie sont dénuées de bois.

Deux des inventions modernes, qui sans doute sont destinées dans l'avenir à rapprocher étroitement la Russie du reste de l'Europe, sont la vapeur et l'électricité. Les fils du télégraphe électrique, qui partent de Paris, aboutissent à Pétersbourg et se ramifient à quelques parties de l'empire. Quant à la vapeur, elle a eu sa première application, en Russie, par les chemins de fer construits, il y a quelques années, d'abord entre la capitale et la résidence impériale de Tsarsko-Zélo, dans une distance de vingt-deux kilomètres, puis par le grand chemin de Saint-Pétersbourg à Moskou, qui n'a pas moins de sept cent-cinquante kilomètres de longueur; ce trajet s'accomplit en vingt heures. C'est en août 1851 que cette ligne a été terminée, après huit ans de travaux continus, et l'empereur Nicolas en a fait l'inauguration avec une grande solennité. Il s'est rendu à Moskou, accompagné du grand-duc, aujourd'hui empereur, des grands-ducs Nicolas et Alexandre, fils du grand-duc héritier, et des principaux membres de la famille

impériale; puis il a fait célébrer dans la seconde capitale de l'empire des fêtes brillantes, auxquelles se mêlaient les solennités religieuses. Ce chemin était à peine terminé, que l'empereur décrétait une nouvelle ligne de Pétersbourg à Varsovie, dont l'importance sera doublement grande, en resserrant les liens qui rivent la Pologne à la Russie, et en reliant Pétersbourg, par Vienne, Berlin, Hambourg, Bruxelles et Paris, à toute l'Europe.

C'était par de tels travaux que Nicolas pouvait espérer, bien mieux que par la guerre, conserver l'influence que la Russie devait à un heureux concours de circonstances, et, en même temps, élever peu à peu son peuple au niveau de la civilisation européenne. Mais cet esprit infatigable ne cessait de rêver tous les genres de gloire et de conquêtes; tout en créant des chemins de fer, en développant l'industrie, en favorisant les transactions commerciales, il augmentait, dans des intentions belliqueuses, ses ressources financières et entretenait son armée sur un pied constant de guerre.

L'*Annuaire des Deux-Mondes*, auquel nous avons déjà emprunté une grande partie de nos renseignements, indique, pour chiffre de la dette russe en 1853, la somme de 401 millions de roubles d'argent (1,604 millions de francs).

Outre l'or et l'argent, le numéraire est représenté par plusieurs espèces de papier-monnaie qui sont les *billets de crédit*, billets de banque circulant sans intérêts et remboursables à vue. Le remboursement est garanti par une réserve gardée dans la forteresse de Saint-Pétersbourg. Les *billets de série* sont des sortes de bons du trésor payables au bout de huit ans, et rapportant pendant ce temps un intérêt annuel de 4 1/3 p. 0/0. Leur émission a lieu, comme l'indique leur nom, par séries de trois millions de roubles. De nombreuses séries, remboursables à des dates plus ou moins éloignées, créées dans le courant de 1854, 1855, pour subvenir aux besoins de la guerre, se sont ajoutées aux dix-neuf séries déjà en circulation, et ont grandement déprécié, par l'extrême abondance, ce papier-monnaie.

« Pour faire face à ces obligations, dit l'Annuaire de 1853, le trésor ne peut compter que sur une masse de recettes évaluées en temps ordinaires à 200 millions de roubles (800 millions de francs). La moitié de cette somme provient de droits de douane et de la ferme des droits perçus sur la fabrication des eaux-de-vie. Or, la guerre fait éprouver à cette double branche de revenus une diminution que les calculs les plus modérés portent, pour l'année courante, à 50 millions de roubles, d'où cette conséquence que le budget habituel des recettes se trouve réduit à 150 millions de roubles (600 millions de francs), à une époque où toutes les dépenses sont de beaucoup augmentées. »

La marine russe, qui s'est condamnée à une lâche inaction, quant aux vaisseaux, du moins, car les marins ont bravement concouru à la défense de Sébastopol se compose principalement des deux flottes de la Baltique et de la mer Noire qui forment cinq divisions de grands vaisseaux, dont trois dans la première mer

et deux dans la seconde. La flotte de la Baltique, d'après les chiffres officiels, était forte de 27 vaisseaux de ligne, 18 frégates et 15 bâtiments de dimension inférieure. La flotte de la mer Noire comptait 18 vaisseaux de ligne, 12 frégates, et 10 corvettes, bricks ou goëlettes. En ajoutant à ces bâtiments les flottilles à rames et les vapeurs, on avait un chiffre total de 400 bâtiments, montés par 50,600 marins.

La flotte de la Baltique est encore intacte, grâce aux fortifications de Cronstadt ; mais celle de la mer Noire, coulée vaisseau par vaisseau, est anéantie. Ses derniers bâtiments ont été incendiés ou engloutis à la prise de Sébastopol. Le grand amiral Constantin en prépare une plus formidable, dit-on, à l'embouchure du Dniéper, dans le port de Nicolaïef qui est destiné à remplacer la ville et le port détruits; mais à quoi bon mettre sur chantier et lancer à l'eau des bâtiments de guerre pour les tenir ensuite à l'abri des batteries du port?

Les forces de terre se divisent en armée régulière et en milices irrégulières; ces dernières sont formées du contingent des peuplades cosaques. L'armée régulière se composait des corps d'opération et des corps de réserve, les premiers, placés à proximité des points vulnérables de l'empire, en Podolie, en Bessarabie et dans les gouvernements riverains de la mer Noire. L'armée active d'opérations pouvait compter environ quatre cent cinquante mille hommes, bien que les chiffres de statistique officielle fussent plus élevés; mais on sait que la Russie avait adopté envers l'Europe un système d'intimidation consistant à exagérer le chiffre de ses ressources de toute nature, et dont, à l'épreuve des circonstances, il a fallu beaucoup rabattre. Quant à la réserve, elle porte également le nom de landwehr et a été organisée par l'empereur Nicolas sur le modèle des forces prussiennes. En temps de paix, la réserve obtient un congé indéfini après un service variant entre dix et quinze ans; mais en temps de guerre, ils sont rappelés sous les drapeaux.

Le recrutement s'opère de trois manières : par enrôlement volontaire, par les cantonistes et par le recrutement. En Russie, les soldats se marient; les femmes et les enfants sont reçus dans les casernes et y obtiennent des habitations; en outre, les enfants sont élevés aux frais de l'État. En échange des soins qu'ils ont reçus, ils doivent le service militaire. Ce sont ces soldats-nés que l'on appelle cantonistes. Au-dessous de douze ans ils sont renfermés dans les maisons d'orphelins, au-dessus ils entrent dans les troupes d'enseignement. Quelques-uns sont admis dans les écoles spéciales.

Le recrutement s'opère d'une manière spéciale : il a pour base le chiffre des *âmes* de révision, c'est-à-dire le total des contribuables qui, lors de la dernière révision, se sont trouvés faire partie d'un district ou d'une seigneurie. Si une levée de cinq recrues sur mille âmes a été décrétée, un seigneur qui possède deux mille serfs en fournit dix. En outre, il paie pour chaque serf devenu soldat une somme de trente-trois roubles, destinée à subvenir aux frais d'armement.

Le tirage au sort désigne habituellement ceux des serfs qui doivent participer au service militaire ; toutefois il n'est pas d'un usage absolu et peut être remplacé par le choix arbitraire du seigneur.

Dès qu'un homme est reconnu propre au service, on lui rase la barbe et le sommet de la tête, afin qu'il ne puisse s'échapper, sans être reconnu, avant d'avoir rejoint son régiment, puis il est dirigé sur le dépôt du corps le plus voisin de son district. Là, les régiments de la garde et les corps d'élite prélèvent les hommes les plus grands et les plus robustes. Les premiers temps du service sont très-durs ; la discipline et l'instruction militaire ont pour instrument le bâton ; à ces mauvais traitements se joint la douleur d'être séparé pour longtemps de sa famille ; aussi la mortalité fait-elle de grands ravages parmi les jeunes recrues. Les Russes, dont la plus rude discipline parvient à faire d'excellents soldats, moins toutefois l'entrain et l'intelligence, ont naturellement peu de goût pour l'état militaire.

La majeure partie des troupes actives est toujours prête à marcher, et loge chez le paysan qui abhorre ce genre de corvées, à cause des excès presque toujours impunis et des rapines auxquelles les soldats se livrent à l'égard de tout ce qui n'est pas la propriété du gouvernement, seul sacré, parce que seul il est redoutable à leurs yeux.

Le service des subsistances a pour base l'*artel*, fonds commun appartenant aux sous-officiers et aux soldats d'une même compagnie, lequel est formé des retenues de solde, des secours accordés par le gouvernement, et de l'argent que les soldats peuvent gagner par leurs travaux en temps de paix. La solde est très-minime ; le soldat russe ne reçoit que cinq à six roubles par an. — La durée du service est de vingt-deux ans pour la garde, de vingt-cinq pour les autres troupes ; toutefois, Nicolas avait admis, pour les temps de paix, un système de congé indéfini qui rendait le soldat à ses foyers. L'incorporation dans l'armée affranchit le serf, mais elle lui crée, comme on le voit, des obligations auxquelles il préfère de beaucoup la servitude.

Les nobles ne sont pas astreints au recrutement, mais ils doivent, sous peine d'encourir une disgrâce inévitable, entrer dans l'armée ou dans l'administration civile en sortant des écoles, dans lesquelles Nicolas voulait que leurs parents les fissent entrer. C'est donc aux nobles que la plupart des grades d'officiers sont attribués. Les plus riches d'entre eux entrent dans la garde, où ils sont supérieurs de deux grades aux officiers de la ligne.

L'armée irrégulière est formée des Cosaques du Don et du Dniéper. Les tribus cosaques ne sont soumises ni à la capitation ni au recrutement, mais elles sont convoquées au service militaire en temps de guerre. Leurs soldats s'équipent à leurs frais, et c'est la tribu qui fournit l'équipement à ceux de ses membres qui sont pauvres. La plupart d'entre eux font leur service à cheval ; cependant ils fournissent aussi des régiments de fantassins ; c'étaient des fantassins cosaques

qui, dans la guerre de Crimée, se glissaient en rampant jusque auprès de nos postes, et, armés du redoutable lasso qu'ils manient avec une étonnante dextérité, saisissaient les sentinelles ou les soldats isolés, par le cou ou le milieu du corps, et les entraînaient jusque dans les retranchements de Sébastopol.

En se fixant au sol, en devenant propriétaires, en se livrant à l'industrie, par suite des règlements et de la nouvelle organisation que leur a donnés Nicolas, les Cosaques ont perdu une partie de leurs qualités militaires, tout en demeurant rebelles, comme par le passé, à la discipline ; toutefois ils fournissent encore à l'armée un contingent de cinquante ou soixante mille soldats, dont les généraux russes peuvent tirer un profit très-avantageux pour les escarmouches et les affaires d'avant-postes ; ces soldats allégent le service de l'armée et la laissent intacte pour le jour du combat.

Telle est, dans son rapide ensemble, l'organisation sociale et militaire de la Russie. Il n'était pas sans intérêt peut-être, à la suite de son histoire, de jeter un coup d'œil sur l'état intérieur de ce vaste empire, au moment où les tsars voient leurs patients desseins déjoués, et où, au milieu de changements et de révolutions qu'il est facile de prévoir, la nation russe doit, sous peine de perdre toute influence dans les destinées du monde, rompre avec le passé, s'adonner aux réformes, aux institutions, aux travaux pacifiques, et marcher à côté du reste de l'Europe dans les chemins de la civilisation.

FIN.

TABLE DES CHAPITRES

CHAPITRE PREMIER

ORIGINES. — DYNASTIE DE RURIK.

(DE 862 A 1223)

CHAPITRE II

DOMINATION DES TATARS EN RUSSIE.

(DE 1223 A 1613)

CHAPITRE III

DE MICHEL ROMANOF A PIERRE LE GRAND.

(DE 1613 A 1689)

CHAPITRE IV

DE L'AVÈNEMENT DE PIERRE LE GRAND A LA BATAILLE DE PULTAVA

(DE 1689 A 1709)

CHAPITRE V

DE LA BATAILLE DE PULTAVA A LA MORT DE PIERRE LE GRAND

(DE 1709 A 1725)

CHAPITRE VI

DE CATHERINE Ire A CATHERINE II

(DE 1725 A 1762)

CHAPITRE VII

CATHERINE II

(DE 1762 A 1796)

CHAPITRE VIII

PAUL Ier, ALEXANDRE Ier

(DE 1796 A 1825)

CHAPITRE IX

NICOLAS Ier, ALEXANDRE II

(DE 1825 A 1855)

CHAPITRE X

(1855)

FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES.

PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CLAYE, RUE SAINT-BENOIT, 7.

